

*image
not
available*

Harvard College
Library



FROM THE BEQUEST OF
FRANCIS BROWN HAYES

Class of 1839

OF LEXINGTON, MASSACHUSETTS

BULLETIN DES LOIS DE L'EMPIRE FRANÇAIS.

XI. SÉRIE.

RÈGNE DE NAPOLEON III, EMPEREUR DES FRANÇAIS.

PREMIER SEMESTRE DE 1857

CONTENANT

LES LOIS ET DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS

DEPUIS LE 1^{er} JANVIER JUSQU'AU 30 JUIN INCLUSIVEMENT.

TOME NEUVIÈME.

N^{os} 460 à 516.

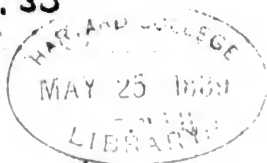
nc
PARIS.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

AOÛT 1857.

~~John H. H. H.~~

712.70.35



Hayes fund.

.0157

3845-237
49-59
1-59

TABLE

CHRONOLOGIQUE

*Des Lois et Décrets contenus dans le tome IX de la XI^e Série
du Bulletin des Lois.*

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
ACTES ANTÉRIEURS			
AU 1 ^{er} SEMESTRE DE 1857.			
6 Oct. 1855.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique la création, par la ville de Paris, de nouvelles promenades au bois de Boulogne et d'un hippodrome d'entraînement	461	9
22 Mars 1856.	DÉCRET qui autorise MM. Sifflet à ajouter à leur nom celui de Lafavergé	470	323
12 Juin.	DÉCRET qui autorise M. Capelle à ajouter à son nom celui de Casa-Palacio	472	339
5 Juillet.	DÉCRET qui ouvre au département de la marine et des colonies un crédit extraordinaire sur l'exercice 1856	471	325
7.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit extraordinaire sur l'exercice 1855	472	333
1 ^{er} Août.	DÉCRET qui ouvre au département de la marine et des colonies un crédit extraordinaire de huit cent mille francs imputable au chapitre XIX du budget de l'exercice 1856, et annule pareille somme au budget du même exercice, chapitre IX	471	326
29 Sept.	DÉCRET qui autorise M. Papavoine à substituer à son nom celui de Gasse	472	340
23 Oct.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1856, un crédit extraordinaire applicable aux dépenses des établissements pénitentiaires de la Guyane française	471	327

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin. s.	PAGES.
5 Nov. 1856.	DÉCRET qui classe des routes départemen- tales.	463	109
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit extraordinaire sur l'exercice 1856...	472	334
10.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'exécu- tion de certains travaux.	463	109
12.	DÉCRET qui autorise la fondation d'un lycée à Colmar.	461	38
15.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère de l'instruction pu- blique et des cultes (service de l'instruction publique, exercice 1856).	Ibid.	10
Idem.	DÉCRETS divers qui déclarent d'utilité publique l'exécution de travaux.	463	110
26.	DÉCRET portant réorganisation de l'école pré- paratoire de médecine et de pharmacie de Marseille.	461	11
3 Déc.	DÉCRET portant réorganisation de l'école pré- paratoire de médecine et de pharmacie de Lille.	Ibid.	12
Idem.	DÉCRETS divers portant rectification de routes.	463	120
10.	DÉCRET qui règle définitivement les recettes et les dépenses de l'instruction primaire à la charge des départements, pour l'exercice 1855.	461	14
Idem.	DÉCRET relatif à la liquidation des caisses spé- ciales d'épargne des institutrices primaires et des surveillantes des salles d'asile de la ville de Paris.	Ibid.	16
12.	DÉCRET qui approuve la répartition des bourses dans le lycée de Nantes.	Ibid.	38
13.	DÉCRET qui rectifie une route départementale.	463	111
Idem.	DÉCRET qui déclasse une route départementale.	Ibid.	112
17.	DÉCRET portant que la chaire de physique de l'école supérieure de pharmacie de Paris est constituée sous le titre de <i>Chaire de physique appliquée à la pharmacie</i>	461	18
19.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Genis- l'Argentière (Rhône), d'un établissement de sœurs de Saint-Joseph.	462	51
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Ozolles		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
	(Saône-et-Loire), d'un établissement de sœurs de Saint-François-d'Assise	462	52
20 Dec. 1856.	DÉCRET qui ouvre au budget du département de la marine et des colonies, pour l'exercice 1855 et le service marine, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice	461	19
Idem.	DÉCRET portant répartition, par subdivisions de chapitre, du crédit accordé pour les dépenses du département de la marine et des colonies, exercice 1857	462	41
Idem.	DÉCRET portant rectification d'une route départementale	463	112
Idem.	DÉCRET portant rectification d'une route départementale	464	118
Idem.	DÉCRET déclarant authentiques les tableaux de la population de l'Empire	469	157
24.	DÉCRET qui fixe le nombre des huissiers des tribunaux de Tournon et de Castres	465	131
Idem.	DÉCRETS divers fixant les limites de la mer . .	467	149
Idem.	DÉCRET qui autorise le ministre des finances à élever à trois cent cinquante millions la somme des bons du trésor à émettre pour le service de trésorerie de 1857	468	153
27.	DÉCRET qui autorise la création d'un collège dans la ville de Revel (Haute-Garonne) . .	461	22
Idem.	DÉCRET qui accorde, pour l'année 1857, une indemnité aux professeurs-adjoints et aux chargés de cours dans les lycées impériaux .	Ibid.	23
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Vautorte (Mayenne), d'un établissement de sœurs de la Charité	462	54
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Salles (Hautes-Pyrénées), d'un établissement de sœurs de Saint-Joseph	Ibid.	55
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Andrehem (Pas-de-Calais), d'un établissement de sœurs de la Sainte-Famille	465	123
30.	RAPPORT à l'Empereur sur la décentralisation administrative en Algérie	461	24

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin. s.	PAGES.
30 Déc. 1856.	RAPPORT à l'Empereur sur l'extension des institutions municipales en Algérie.....	462	73
31.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère des finances, exercice 1856.....	461	33
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire sur l'exercice 1856..	Ibid.	34
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire sur l'exercice 1856..	Ibid.	35
Idem.	DÉCRET portant autorisation d'accepter un legs.....	Ibid.	38
Idem.	DÉCRET qui rectifie l'article 2 du décret du 22 novembre 1856, relatif à l'acquisition, par l'État, de l'ancienne abbaye d'Auberive (Haute-Marne).....	462	57
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'une école secondaire ecclésiastique dans la ville de Mayenne.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui apporte des modifications aux circonscriptions administratives et communales en Algérie.....	Ibid.	83
Idem.	DÉCRET portant suppression et création de commissariats civils en Algérie.....	Ibid.	89
Idem.	DÉCRET portant création de nouvelles communes en Algérie.....	Ibid.	91
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Bois-les-Pargny (Aisne), d'un établissement de sœurs de Notre-Dame.....	465	124
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Cuiseaux (Saône-et-Loire), d'un établissement de sœurs de Saint-Charles.....	Ibid.	126
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Le Deschault à s'appeler à l'avenir Le Deschault de Monredon.....	Ibid.	131
1 ^{er} SEMESTRE DE 1857.			
1 ^{er} Janv. 1857.	DÉCRET portant convocation du Sénat et du Corps législatif.....	460	1
3.	DÉCRET qui autorise la consolidation des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 1856.....	Ibid.	Ibid.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
3 Janv. 1857.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère de la justice, exercice 1856.....	460	3
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proroge le délai mentionné à l'article 4 de la convention du 19 juillet 1853, concernant le prolongement du chemin de fer de Reims à Charleville, jusqu'à la frontière de Belgique.....	461	36
6.	DÉCRET relatif à l'organisation judiciaire de la Réunion	475	373
7.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère des affaires étrangères, exercice 1856.....	460	4
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant approbation des droits de péage à percevoir au passage d'un bac.....	<i>Ibid.</i>	5
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte un terrain au service des douanes.....	461	39
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve un tarif pour la perception des droits de péage à un passage d'eau.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée à l'académie des sciences morales et politiques une sixième place d'académicien libre, et autorise cette académie à nommer sept correspondants pour la section de politique, administration et finances.....	475	374
8.	DÉCRET portant nomination d'auditeurs au Conseil d'état.....	461	39
10.	DÉCRET qui accorde des dispenses d'âge à plusieurs gardes généraux stagiaires.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte une somme de un million à l'achèvement et à l'ameublement des asiles impériaux élevés à Vincennes et au Vésinet pour les ouvriers convalescents ou mutilés..	462	58
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve un tarif pour la perception des droits au passage de bacs... ..	<i>Ibid.</i>	72
14.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire sur l'exercice 1857..	<i>Ibid.</i>	59
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit extraordinaire sur l'exercice 1857...	<i>Ibid.</i>	60
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui transfère à Boulogne-sur-Mer le bureau de garantie pour l'essai et la marque		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin. s.	PAGES.
	des ouvrages d'or et d'argent, établi à Saint-Omer.....	462	62
14 Janv. 1857.	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1857, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce...	Ibid.	63
Idem.	DÉCRET qui fixe le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'exercice 1857.....	Ibid.	65
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit extraordinaire sur l'exercice 1856...	465	127
Idem. 17.	DÉCRETS divers portant rectifications de routes. DÉCRET qui autorise des virements de crédits au budget du ministère des finances, exercice 1855.....	475	382
Idem.	DÉCRET qui accorde au ministre des finances un crédit supplémentaire pour une créance constatée sur un exercice clos.....	462	68
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1855.....	Ibid.	71
Idem.	DÉCRET qui fixe le tarif pour la perception des droits de péage au passage de bacs.....	465	129
Idem.	DÉCRET qui fixe les limites du commissariat civil de Jemmapes (Algérie).....	Ibid.	131
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Lalobbe (Ardennes), d'un établissement de sœurs de la Divine-Providence.....	467	145
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Valence-sur-Baise (Gers), d'un établissement de sœurs de l'Immaculée-Conception.....	473	343
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Blessy (Pas-de-Calais), d'un établissement de sœurs de la Providence.....	Ibid.	345
20.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Loos (Nord), d'un établissement de sœurs de l'Éducation chrétienne.....	Ibid.	346
21.	DÉCRET relatif à l'exécution d'un chemin de fer d'embranchement de Bar-sur-Seine sur la ligne de Paris à Mulhouse, et d'un chemin de fer de raccordement de ladite ligne	Ibid.	348

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
	avec celle de Paris à Vincennes et Saint-Maur.....	466	137
21 Janv. 1857.	DÉCRET qui autorise M. Gayot à ajouter à son nom celui de d'Arincourt.....	466	144
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des huissiers du tribunal de Guéret.....	472	340
22.	DÉCRET qui autorise, comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'association des sœurs de Notre-Dame-de-la-Compassion, existant à Marseille.....	465	130
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, au Vigan (Gard), d'un établissement de sœurs de la Charité-de-Saint-Vincent-de-Paul.....	515	1347
24.	DÉCRET portant promulgation de la convention d'extradition conclue entre la France et les États de Parme.....	464	113
Idem.	DÉCRET qui autorise une aliénation de terrain.....	467	150
Idem.	DÉCRET qui autorise la perception d'un péage au passage d'une route départementale....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui augmente l'effectif de la compagnie de gendarmerie de la Guadeloupe....	473	350
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget de la marine et des colonies (service colonial), pour l'exercice 1854, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	474	357
Idem.	DÉCRETS divers portant rectifications de routes.....	475	383
26.	DÉCRET sur l'admission au commandement des bâtiments du commerce.....	479	413
27.	TABLEAU du prix de l'hectolitre de froment....	465	121
28.	DÉCRET relatif au personnel de l'administration des lignes télégraphiques.....	472	335
Idem.	DÉCRET qui autorise, comme communauté dirigée par une supérieure locale, l'association des sœurs du premier monastère de la Visitation-Sainte-Marie, existant à Paris, rue d'Enfer-Saint-Michel, n° 98.....	473	351
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Napoléon-Ville, d'un établissement de filles de Jésus.....	Ibid.	352
Idem.	DÉCRET portant que les mécaniciens, chauffeurs et autres individus employés au service des		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin. tine.	PAGES.
	machines à vapeur des bâtiments de mer, seront compris dans l'inscription maritime.	474	359
28 Janv. 1857.	DÉCRET qui fixe le nombre des avoués et des huissiers de plusieurs tribunaux.....	Ibid.	371
29.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Auppegard (Seine-Inférieure), d'un établissement de sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus.....	473	353
31.	DÉCRET portant que les ouvrages d'art ou d'esprit publiés dans le Grand-Duché de Luxembourg, et qui sont mentionnés dans la convention conclue entre la France et le Grand-Duché, pourront être importés par le bureau d'Évrange.....	466	140
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1856, un crédit supplémentaire applicable au matériel du Conseil d'état.....	Ibid.	141
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire applicable aux dépenses de la collection et de la publication de la correspondance de l'Empereur Napoléon I ^{er} .	Ibid.	142
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire applicable au palais de l'Industrie.....	Ibid.	143
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire pour le service de l'emprunt grec.....	467	146
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire pour la refonte des monnaies de cuivre.....	Ibid.	147
Idem.	DÉCRET qui proroge l'autorisation accordée à la compagnie des mines de Mouzaia, d'exporter de l'Algérie à l'étranger, jusqu'à la concurrence de six mille tonnes de minerai de cuivre provenant desdites mines.....	469	307
Idem.	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Hiruboure, pour l'évêché d'Aire.....	473	354
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des avoués de plusieurs tribunaux.....	474	372
2 Fév.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Amanlis		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
4 Fév. 1857.	(Ille-et-Vilaine), d'un établissement de sœurs de la Providence.....	474	365
6.	DÉCRET qui fixe le nombre des avoués de plu- sieurs tribunaux.....	<i>Ibid.</i>	372
7.	DÉCRET qui convoque les électeurs compris dans la première circonscription du départe- ment de l'Ain, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.....	472	336
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des cultes un crédit représen- tant les sommes versées au trésor pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exé- cution de travaux appartenant à l'exercice 1856.....	475	375
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare l'urgence de la prise de possession de terrains.....	480	429
11.	DÉCRET qui proclame quatorze cent quarante- sept brevets d'invention et certificats d'ad- dition.....	481	431
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les dispositions du décret du 26 octobre 1854, qui interdisent la dis- tillation des céréales et autres substances farineuses servant à l'alimentation, sont abrogées en ce qui concerne les riz.....	467	148
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve un tarif pour la percep- tion des droits de péage au passage de bacs.....	468	153
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit représentant les sommes versées au trésor par des départe- ments, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1856.....	470	313
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit extraordinaire sur l'exercice 1857...	471	328
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Montpézat (Gironde), est réunie à celle de Mourens..	472	340
13.	DÉCRET qui ouvre au département de la marine et des colonies un crédit extraordinaire sur l'exercice 1857.....	471	330
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au département de la marine		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
	et des colonies un crédit extraordinaire sur l'exercice 1857.....	471	331
13 Fév. 1857.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	472	337
14.	DÉCRET portant promulgation du traité d'amitié et de commerce conclu, le 12 juillet 1855, entre la France et la Perse.....	470	309
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère d'État, exercice 1856.	Ibid.	318
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire applicable au château de Saverne.....	Ibid.	319
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire applicable aux travaux entrepris pour la réparation des dommages causés par les inondations en 1856.....	Ibid.	320
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit extraordinaire applicable aux dépenses d'expropriation à payer, en 1857, par suite de l'ouverture du boulevard de Sébastopol, entre le quai et le boulevard Saint-Denis.....	Ibid.	321
Idem.	DÉCRET qui approuve un tarif pour la perception des droits de péage au passage d'un bac.....	473	355
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire pour les frais de location de l'hôtel affecté à l'habitation de l'ambassadeur de la Sublime-Porte, à Paris....	474	367
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire pour acquisition et installation d'instruments d'astronomie, et aménagement du service intérieur à l'Observatoire de Paris.....	475	377
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des huissiers des tribunaux de Vitré et de Nérac.....	477	408
Idem.	DÉCRET qui classe des routes.....	480	429
16.	DÉCRET qui nomme des auditeurs au Conseil d'État.....	474	372

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
18 Fév. 1857.	DÉCRETS divers portant rectification de routes départementales.....	480	429
Idem.	DÉCRET portant rectification d'une route.....	481	568
20.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Lons-le-Saunier, d'un établissement de sœurs de la Charité.....	485	619
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Abun (Creuse), d'un établissement de sœurs du Sauveur et de la Sainte-Vierge.....	<i>Ibid.</i>	620
21.	DÉCRETS divers portant rectifications de routes.....	481	568
26.	TABLEAU du prix de l'hectolitre de froment...	473	341
Idem.	DÉCRET portant prorogation des chambres temporaires des tribunaux de première instance de Saint-Marcellin et de Bourgoin.....	474	368
Idem.	DÉCRET portant qu'une statue en bronze sera élevée à Gay-lussac, dans la ville de Paris.	475	378
27.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Arcis-sur-Aube, d'un établissement de sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours.....	485	621
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Cbaussan (Rhône), d'un établissement de sœurs de Saint-Joseph.....	<i>Ibid.</i>	622
28.	DÉCRET qui modifie l'article 4 du décret du 3 décembre 1856, concernant l'exécution de la convention de poste conclue entre la France et la Grande-Bretagne.....	474	369
Idem.	DÉCRET qui établit à Fessevillers et à Vaufrey (Doubs), des bureaux de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, et supprime les bureaux de Goumois et de Glères (Doubs).....	<i>Ibid.</i>	370
Idem.	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1857, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce..	475	379
Idem.	DÉCRET qui crée, à Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), deux places de courtier de marchandises.....	475	383
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à la Pacaudière (Loire), d'un établissement de sœurs de Saint-Joseph.....	485	624

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
28 Fév. 1857.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Beaufort (Maine-et-Loire), d'un établissement de sœurs de l'Instruction chrétienne.....	485	624
4 Mars.	DÉCRET qui nomme M. <i>Léon de Laborde</i> directeur général des archives.....	475	383
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au budget de la guerre, pour l'exercice 1855, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	476	385
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée au muséum d'histoire naturelle une chaire de physique végétale.....	487	649
7.	DÉCRET qui fixe les droits à l'importation de certaines marchandises.....	475	380
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ajoute l'huile d'arachides à la nomenclature des produits naturels de l'Algérie admis en franchise dans les ports de la métropole.....	<i>Ibid.</i>	381
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre le bureau des douanes de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) à l'importation de certaines marchandises.....	476	390
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte plusieurs corps de garde au service des douanes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 27 février 1857, entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie du chemin de fer de Lyon à Genève.....	477	405
9.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Ricey-Bas, section de la commune des Riceys (Aube), d'un établissement de sœurs de l'Instruction chrétienne dites <i>de la Providence</i>	485	625
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Grigny (Rhône), d'un établissement de sœurs de Saint-Charles.....	<i>Ibid.</i>	626
13.	DÉCRET qui maintient définitivement M. le général de division <i>Camou</i> dans la première section du cadre de l'état-major général....	482	571
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Taulé (Finistère), d'un établissement de sœurs de la charité dites <i>Filles du Saint-Esprit</i>	485	627
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Au-		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
14 Mars 1857.	bert (Nord), d'un établissement de dames de la Sainte-Union.....	485	629
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant nomination des président et membres de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations....	478	410
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Larroumieu (Gers) prendra le nom de <i>la Romieu</i> .	490	701
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rectification d'une route départementale.....	492	821
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les communes de Frasso et de Pastoreccia-di-Rostino (Corse) sont réunies en une seule commune, qui prendra le nom de <i>Castello-di-Rostino</i>	512	1282
16.	Loi qui approuve un échange de bois entre l'État et M. le comte de <i>Brosses</i>	477	393
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et les époux <i>Amenc</i>	<i>Ibid.</i>	394
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Corse à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	396
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Maine-et-Loire à faire un prélèvement sur l'emprunt à réaliser en vertu de la loi du 14 mai 1856.	<i>Ibid.</i>	397
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Mayenne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	399
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à s'imposer extraordinairement....	<i>Ibid.</i>	400
<i>Idem.</i>	Loi qui modifie la circonscription territoriale des départements de la Gironde et de Lot-et-Garonne, dans les communes de Sigalens et de Cocumont.....	<i>Ibid.</i>	402
<i>Idem.</i>	Loi qui fixe les limites entre la commune de Macé, canton de Sées, arrondissement d'Alençon, et la commune de Château-d'Almenêche, canton de Mortrée, arrondissement d'Argentan (Orne).....	<i>Ibid.</i>	403
18.	Loi qui accorde au maréchal <i>Pélissier</i> , duc de <i>Malakoff</i> , une dotation annuelle de cent mille francs.....	478	409
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 16 mars 1857, entre le ministre de l'agri-		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
	culture, du commerce et des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble.	479	420
18 Mars 1857.	DÉCRET qui fixe le nombre des avoués du tribunal de Vesoul.	486	648
Idem.	DÉCRET qui proclame mille quatre-vingt-quatre brevets d'invention et certificats d'addition.	492	719
Idem.	DÉCRETS divers portant rectification de routes.	493	827
21.	DÉCRET qui accorde à la ville de Saint-Quentin un entrepôt réel des sucres indigènes.	479	425
Idem.	DÉCRET portant que M. <i>Dufrau</i> est autorisé à ajouter à son nom celui de <i>Gilardin</i>	<i>Ibid.</i>	426
Idem.	DÉCRET qui autorise MM. <i>Connangle</i> à ajouter à leur nom celui de <i>Larrouy</i>	483	590
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des avoués et des huissiers de plusieurs tribunaux.	490	702
Idem.	DÉCRETS divers qui déclarent l'urgence de la prise de possession de terrains.	493	828
23.	DÉCRET qui autorise, comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'association des sœurs de Notre-Dame de Chartres établie à Berchères-l'Évêque (Eure-et-Loir).	485	631
24.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Arles, d'un établissement de sœurs de Notre-Dame-du-Bon-Pasteur.	<i>Ibid.</i>	632
25.	DÉCRET qui affecte des terrains au service des douanes.	481	569
Idem.	DÉCRET qui autorise des virements de crédits au budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1855.	484	613
Idem.	DÉCRET relatif aux congés illimités des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines..	485	633
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des huissiers du tribunal de Moissac.	490	702
Idem.	DÉCRET qui affecte au service des douanes une parcelle de terrain.	499	873
28.	TABEAU du prix de l'hectolitre de froment. .	480	427
Idem.	DÉCRET pour l'exécution de la convention conclue entre l'administration générale des		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
28 Mars 1857.	postes de France et l'administration générale des postes des États-Unis..... DÉCRET qui modifie celui du 3 décembre 1856, relatif aux correspondances originaires ou à destination des bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte.....	482	572
<i>Idem.</i>	DÉCRETS portant approbation de tarifs des droits de péage à percevoir pour le passage des bacs	<i>Ibid.</i>	574
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation de la convention relative à Portendic et Aibreda, conclue, le 7 mars 1857, entre la France et l'Angle- terre.....	482	576
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte des batteries de côtes au service des douanes.....	483	579
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée à l'académie des sciences mo- rales et politiques une sixième place d'associé étranger.	485	639
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la chaire de botanique du muséum d'histoire naturelle prendra le titre de <i>Chaire de botanique et de physiologie végé- tale</i>	487	650
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le nombre des avoués et des huissiers de plusieurs tribunaux	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
31.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Leynhac (Cantal), d'un établissement de sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge.....	491	714
3 Avril.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Louhans, d'un établissement de sœurs de la charité de Saint-Vincent-de-Paul	485	634
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Bonnin- gues-les-Ardres (Pas-de-Calais), d'un établis- sement de sœurs de la Sainte-Famille.....	490	675
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Sarc (Basses-Pyrénées), d'un établissement de filles de la Croix dites <i>Sœurs de Saint-André</i>	<i>Ibid.</i>	676
4.	DÉCRET portant promulgation de la convention relative aux pêcheries de Terre-Neuve, con- clue, le 14 janvier 1857, entre la France et l'Angleterre.	<i>Ibid.</i>	678
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département de l'Ain à	483	582

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin. s.	PAGES.
	contracter un emprunt et à s'imposer extra- ordinairement.	484	591
4 Avril 1857.	Loi qui autorise le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	593
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	595
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Finistère à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	596
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute- Loire à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	598
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Lozère à faire un prélèvement sur l'imposition ex- traordinaire créée par la loi du 28 juin 1856.	<i>Ibid.</i>	599
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Moselle à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	601
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Pas-de- Calais à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	602
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Deux- Sèvres à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	604
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Var à con- tracter un emprunt et à s'imposer extraor- dinairement.	<i>Ibid.</i>	605
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Colmar à contrac- ter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	607
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait la commune de Locunolé du département du Morbihan et la réunit au département du Finistère.	<i>Ibid.</i>	609
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait la section de Flavin de la com- mune de Mottier et la réunit à la commune de Champier (Isère).	484	610
<i>Idem.</i>	Loi qui fixe la limite entre les communes d'Aynac et d'Anglars (Lot).	<i>Ibid.</i>	612
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture du bureau de douane de Noirmoutiers (Vendée).	<i>Ibid.</i>	610
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde à la ville de Honfleur un entrepôt réel des sucres indigènes.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'importation temporaire.		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
4 Avril 1857.	en franchise de droits, des graines d'arachides.....	484	617
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui homologue les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications des places de guerre et postes militaires y désignés.....	485	636
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise MM. Bertrand à s'appeler Bertrand-Taillet.....	487	655
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui arrête définitivement et homologue les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications des places de guerre et postes militaires y désignés.....	495	842
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au service des ponts et chaussées d'anciennes tours d'observation situées sur le littoral de l'île de Corse.....	500	881
6.	DÉCRET qui déclare qu'il y a abus dans plusieurs actes de l'administration de l'évêque de Moulins et supprime lesdits actes.....	485	638
7.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Omer, d'un établissement de petites sœurs des Pauvres.....	490	680
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Pacy-sur-Eure, d'un établissement de sœurs de la Providence.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Molesmes (Côte-d'Or), d'un établissement de sœurs de la Providence.....	<i>Ibid.</i>	681
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Bre'ignolles (Vendée), d'un établissement de filles de la Sagesse.....	<i>Ibid.</i>	682
8.	DÉCRET qui répartit entre les départements de l'Empire les cent mille hommes appelés sur la classe de 1856.....	486	643
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui classe, comme ouvrage défensif faisant partie intégrante de la place de Lorient, la nouvelle enceinte établie pour couvrir le chantier de Caudan.....	487	651
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont.	491	715
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune d'Hellemmes		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
	(Nord), est autorisée à ajouter à son nom la dénomination de <i>Lille</i> , et qu'en conséquence cette commune prendra, à l'avenir, le nom d' <i>Hellemmes-Lille</i>	491	717
13 Avril 1857.	DÉCRET qui maintient définitivement M. le général de division de <i>Rostolan</i> dans la première section du cadre de l'état-major général.....	487	652
Idem. 14.	DÉCRET qui fixe les limites de la mer.....	495	847
	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 4 avril 1857, pour la concession du prolongement du chemin de fer de Bordeaux à la Teste jusqu'à Arcachon.....	490	683
15.	DÉCRET qui fixe, pour l'année 1857, le crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853.....	486	617
Idem.	DÉCRET qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture du bureau de douane de Royan (Charente-Inférieure).....	487	653
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Marseille, d'un établissement de Petites-Sœurs des pauvres.....	495	843
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Haon-le-Châtel (Loire), d'un établissement de sœurs de Saint-Joseph.....	Ibid.	844
18.	DÉCRET portant promulgation de la convention relative aux digues du Rhin, conclue, le 25 février 1857, entre la France et le Grand-Duché de Bade.....	486	641
Idem.	DÉCRET portant fixation de la quantité de sel que l'administration des douanes est autorisée à délivrer en franchise pour le paquage du maquereau salé à terre.....	487	634
Idem.	LOI sur les douanes.....	488	657
Idem.	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. le cardinal <i>Morlot</i> , pour l'archevêché de Paris.....	490	686
Idem.	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. <i>Guibert</i> , pour l'archevêché de Tours.....	Ibid.	687
Idem.	DÉCRET portant réception de la bulle d'institu-		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
	tion canonique de M. Châlandon, pour l'archevêché d'Aix.....	490	688
18 Avril 1857.	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Delcasy, pour l'évêché de Viviers.....	<i>Ibid.</i>	689
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Géraud de Langalerie, pour l'évêché de Belley.....	<i>Ibid.</i>	690
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Desprez, pour l'évêché de Limoges.....	<i>Ibid.</i>	692
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Maupoint, pour l'évêché de Saint-Denis (île de la Réunion)....	<i>Ibid.</i>	693
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant répartition du produit des centimes affectés aux remises, modérations, dégrèvements et non-valeurs sur les contributions foncière, personnelle, mobilière et des portes et fenêtres de 1857.....	492	819
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le nombre des avoués et des huissiers de plusieurs tribunaux.....	499	873
22.	DÉCRETS divers relatifs à des prises de possession de terrains et à des rectifications de routes.....	501	913
24.	TABLEAU du prix de l'hectolitre de froment....	489	671
25.	DÉCRETS qui autorisent les villes de Bourg, Carcassonne et Pau à fonder des bourses dans leurs lycées.....	503	947
26.	DÉCRET qui approuve des tarifs de droits de péage à percevoir à divers bacs.....	490	695
28.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Fontainebleau, d'un établissement de sœurs de Saint-Joseph.....	495	845
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Montargis, d'un établissement de sœurs de la Charité..	<i>Ibid.</i>	846
29.	DÉCRET qui ouvre le port de Rouen à l'importation des cotons filés.....	490	694
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	491	703

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
29 Avril 1857.	Loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement.....	491	705
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	706
Idem.	Loi qui autorise le département du Loiret à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	708
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Oise à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	709
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Épernay à contracter un emprunt.....	Ibid.	711
Idem.	Loi qui autorise la ville de Mâcon à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	713
Idem.	DÉCRET qui nomme M. <i>Quinette</i> , président de la commission des pétitions.....	491	717
Idem.	DÉCRETS divers portant fixation des droits de péage à percevoir à plusieurs passages d'eau	492	821
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Isère à s'imposer extraordinairement.....	493	823
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Oise à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	824
Idem.	DÉCRET qui rend exécutoires, aux colonies, les lois des 27 mars 1851 et 5 mai 1855, tendant à la répression de certaines fraudes dans la vente des marchandises.....	Ibid.	826
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des huissiers du tribunal de Gannat.....	503	948
Idem.	DÉCRET qui applique aux places de guerre et postes militaires de l'Algérie les lois et décrets qui régissent, en France, les servitudes militaires.....	511	1215
2 Mai.	DÉCRET qui accorde au port de Tréguier (Côtes-du-Nord), un entrepôt réel et général des sels.....	492	820
Idem.	DÉCRET portant que la section d'Arcachon est distraite de la commune de la Teste (Gironde), et érigée en commune distincte dont le chef-lieu est fixé à Arcachon.....	509	1204
6.	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1857, pour les dépenses des		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
9 Mai 1857.	chambres et bourses de commerce de l'Algérie..... DÉCRET qui autorise la fondation d'un établissement de sœurs de la Providence sur le territoire de la paroisse Saint-Jacques, à Amiens.....	500 496	875 849
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits de courtage à percevoir par les courtiers de marchandises, interprètes et conducteurs de navires, à Toulon.....	499	869
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les limites de la mer.....	<i>Ibid.</i>	873
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont.	511	1225
12.	DÉCRET qui proroge jusqu'au 28 mai la session de 1857 du Corps législatif.....	494	831
15.	DÉCRET qui fixe la cotisation à percevoir, pendant l'exercice 1857, sur les trains de bois flottés destinés à l'approvisionnement de Paris.....	496	852
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte un terrain au service du département de la guerre.....	509	1204
19.	LOI qui approuve un échange d'immeubles entre l'État et la congrégation du Saint-Esprit.....	495	833
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la cession, à la ville de Boulogne, de la caserne dite <i>du Rivage</i> , appartenant à l'État.....	<i>Ibid.</i>	834
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département de la Corrèze à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	836
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département du Bas-Rhin à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	838
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville de Tourcoing à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	839
<i>Idem.</i>	LOI qui, 1° réunit la commune de Lapallue à celle de Gensac; 2° distrait les sections de Marville et de Roissac de la commune de Gensac, et les réunit, la première, à la commune de Genté, la seconde, à la commune d'Angeac (Charente).....	<i>Ibid.</i>	840

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
19 Mai 1857.	DÉCRET qui fixe le nombre des huissiers de plusieurs tribunaux.....	511	1228
Idem.	DÉCRETS divers relatifs à des droits de péage à percevoir sur plusieurs ponts.....	512	1282
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Alençon, d'un établissement de sœurs de Marie-Joseph.....	515	1347
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Estrées-Saint-Denis (Euse), d'un établissement de sœurs de Saint-Joseph.....	Ibid.	1349
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Parigné-le-Pôlin (Sarthe), d'un établissement de sœurs de la Charité.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Jean-du-Bruel (Aveyron), d'un établissement d'Ursulines-de-Jésus.....	Ibid.	1351
20.	DÉCRET qui établit à Falaise une chambre consultative des arts et manufactures.....	499	872
Idem.	DÉCRET portant réorganisation du comité consultatif des arts et manufactures, institué près le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	500	876
Idem.	DÉCRET sur l'organisation de la justice musulmane au Sénégal.....	Ibid.	878
Idem.	DÉCRET qui approuve, sous le titre de compagnie de l'Approuague, la société pour la recherche et l'exploitation des gisements aurifères, à la Guyane française.....	510	1361
22.	DÉCRET qui ouvre le bureau des douanes de Jeumont (Nord) à l'entrée des grandes peaux brutes sèches, d'origine européenne.....	498	865
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique la construction d'une caserne de douane.....	499	873
24.	DÉCRET qui place l'administration du Journal des Savants dans les attributions du ministre de l'instruction publique et des cultes.....	516	1363
25.	DÉCRET qui fixe les droits à l'importation du soufre.....	496	854
Idem.	LOI qui ouvre, sur les exercices 1856 et 1857, des crédits extraordinaires pour le paiement		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
25 Mai 1857.	de la dotation du maréchal <i>Pélissier</i> , duc de <i>Malakoff</i>	498	859
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire pour accroître les versements à l'ordinaire des troupes de la marine qui ne perçoivent pas de vivres en nature.....	<i>Ibid.</i>	860
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange d'immeubles entre l'État et la communauté des religieuses de la Croix, à Soissons.....	<i>Ibid.</i>	862
27.	Loi qui distrait quatre sections des communes de Sévelinges, d'Arcinges, d'Écoche (Loire) et de Cours (Rhône), et les érige en une commune distincte. Dont le chef-lieu est fixé à Cergne, et qui sera partie du département de la Loire.....	<i>Ibid.</i>	863
<i>Idem.</i>	SÉNAT-CONSULTE qui modifie l'article 35 de la Constitution.....	497	857
<i>Idem.</i>	TABLEAU du prix de l'hectolitre de froment...	499	867
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. <i>Devauchex</i> à ajouter à son nom celui de <i>Bandequin</i>	503	948
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. <i>Hoch</i> à ajouter à son nom celui de <i>Brault</i>	510	1208
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. <i>Farges</i> et ses enfants sont autorisés à s'appeler à l'avenir <i>Blanchard-Farges</i>	512	1283
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la section des Grelières et une partie de la section de Saint-Paivent sont distraites de la commune de Millaud (Vienne) et réunies à la commune de l'Isle-Jourdain.....	512	1283
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que le territoire du hameau de Petit-Poix, lavé en rose au plan, et le territoire compris audit plan entre un liséré vert et un liséré mi-partie rouge et vert, sont distraits, savoir: le premier, de la commune de Poix (Nord), pour être réuni à la commune d'Englefontaine, et le second, de la commune d'Englefontaine, pour être réuni à la commune de Poix.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise, comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'associa-		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
	tion des filles de Marie, établie à la Rivière- des-Pluies (île de la Réunion).....	516	1364
29 Mai 1857.	DÉCRET portant dissolution du Corps législa- tif.....	501	883
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre des Députés au Corps législatif à élire par les départements.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre et la composition des circonscriptions électorales.....	Ibid.	886
Idem.	DÉCRET portant convocation des collèges élec- toraux pour l'élection des Députés au Corps législatif.....	Ibid.	911
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, dans les dé- partements de la Charente-Inférieure et de la Vienne, de huit établissements de sœurs de Sainte-Marie-de-la-Providence.....	515	1352
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à la Rochelle, d'un établissement de Petites-Sœurs des Pauvres.....	Ibid.	1353
30.	DÉCRET qui ouvre le bureau des douanes de Culoz (Ain), 1° à l'importation de certaines marchandises; 2° au transit des marchandises prohibées et non prohibées.....	500	880
Idem.	Loi qui autorise les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières, légalement constituées en Bel- gique, à exercer leurs droits en France....	503	919
Idem.	Loi qui autorise la ville de Marseille à contrac- ter un emprunt.....	Ibid.	920
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	922
Idem.	Loi qui autorise le département des Bouches- du-Rhône à s'imposer extraordinairement..	Ibid.	924
Idem.	Loi qui autorise le département des Bouches- du-Rhône à s'imposer extraordinairement..	Ibid.	925
Idem.	Loi qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	926
Idem.	Loi qui autorise le département du Doubs à contracter un emprunt et à s'imposer extra- ordinairement.....	Ibid.	928
Idem.	Loi qui autorise le département de la Gironde		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
	à contracter un emprunt et à s'imposer extra- ordinairement.	503	929
30 Mai 1857.	Loi qui autorise le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	931
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Isère à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	933
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Loir-et- Cber à contracter un emprunt.	<i>Ibid.</i>	934
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Loire à contracter un emprunt et à s'imposer extra- ordinairement.	<i>Ibid.</i>	936
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Manche à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	938
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Manche à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	939
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Orne à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	940
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Basses- Pyrénées à contracter un emprunt et à s'im- poser extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	942
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Seine- Inférieure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	944
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant prorogation de la chambre temporaire du tribunal de première instance de Saint-Gaudens.	<i>Ibid.</i>	946
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les courtiers de marchan- dises de Dieppe sont autorisés à exercer les fonctions d'agent de change.	<i>Ibid.</i>	948
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Basses- Pyrénées à s'imposer extraordinairement et à modifier l'emploi du produit de l'imposi- tion extraordinaire créée par la loi du 3 juil- let 1846.	507	1034
1 ^{er} Juin.	Loi qui approuve un échange de bois entre l'État et les époux Darblay.	504	949
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un échange d'immeubles entre l'État et M. Buril.	<i>Ibid.</i>	950
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la perception d'une surtaxe à l'octroi de Lyon.	<i>Ibid.</i>	952

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin. s.	PAGES.
<i>1^{re} Juin 1857.</i>	Loi qui autorise la perception de surtaxes à l'octroi de Steenvoorde (Nord).....	504	953
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Nièvre à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	955
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Vaucluse à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	957
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Angers à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	958
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Châlons (Marne) à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	960
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Dôle à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	961
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Elbeuf à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	963
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Laon à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	964
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Laval à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	966
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Limoges à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	968
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Lorient à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	970
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Mulhouse à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Saint-Denis (Seine), à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	973
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Tarbes à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	974
<i>Idem.</i>	Loi qui, 1 ^{re} réunit la commune de Saint-Espri (Landes) à la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées); 2 ^e distrait les sections de Boucau et de Romatel de la commune de Tarnos (Landes), et les réunit au département des Basses-Pyrénées, pour former une commune distincte sous le nom de <i>Boucau</i>	<i>Ibid.</i>	976
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait la commune de Montblanc du		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
1 ^{er} Juin 1857.	canton d'Annot, et la réunit au canton d'Entrevaux (Basses-Alpes)..... Loi qui, 1 ^o réunit les communes de Saint-Denis-d'Héricourt et de Saint-Riquier-d'Héricourt en une seule commune sous le nom d' <i>Héricourt-en-Caux</i> ; 2 ^o modifie la circonscription des cantons d'Ourville et de Doudeville (Seine-Inférieure).....	504	977
Idem.	Loi qui autorise la ville de Nancy à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement..	Ibid.	979
3.	Loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	507	1036
Idem.	Loi qui autorise la ville de Bayonne à contracter un emprunt.....	506	1008
Idem.	Loi qui autorise la ville de Libourne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	1010
Idem.	Loi qui autorise la ville de Rouen à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	1012
Idem.	Loi qui autorise la perception d'une surtaxe à l'octroi de Lambazellec (Finistère).....	Ibid.	1013
Idem.	Loi qui réunit les communes de Bernières-Bocage, de Couvert et de Juaye (Calvados) en une seule commune, sous le nom de <i>Juaye-Mondaye</i>	Ibid.	1015
Idem.	Loi qui distrait les sections de Verrerie-Sophie et de Styring de la commune de Forbach (Moselle), et les érige en commune distincte, sous le nom de <i>Styring-Wendel</i>	Ibid.	1017
Idem.	Loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à faire un prélèvement sur le montant de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 8 juillet 1852.....	Ibid.	1018
Idem.	Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1851.....	507	1038
Idem.	DÉCRET qui modifie la composition du conseil de prud'hommes d'Avignon.....	508	1069
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont.	509	1203
		514	1343

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
3 Juin 1857.	DÉCRET portant réception du décret pontifical qui autorise l'évêque d'Aire et ses successeurs à joindre à leur titre celui de l'évêché supprimé de Dax.	515	1354
4.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Argentan, d'un établissement de sœurs de la Miséricorde	<i>Ibid.</i>	1355
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Anetz (Loire-Inférieure), d'un établissement de sœurs de l'Instruction chrétienne.....	<i>Ibid.</i>	1356
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Cahuzac (Lot-et-Garonne), d'un établissement de sœurs de Sainte-Marthe.....	<i>Ibid.</i>	1357
6.	LOI relative au sous-comptoir des entrepreneurs de bâtiments.	505	981
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la concession de l'exploitation des sources et de l'établissement thermal de Plombières	<i>Ibid.</i>	982
<i>Idem.</i>	LOI qui ouvre, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire pour l'acquisition du tombeau et de l'habitation de l'Empereur Napoléon I ^{er} , à Sainte-Hélène.....	506	997
<i>Idem.</i>	LOI qui ouvre au ministre de l'intérieur des crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1857.....	<i>Ibid.</i>	998
<i>Idem.</i>	LOI qui ouvre, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire pour le service de l'exposition universelle de 1855.....	<i>Ibid.</i>	1000
<i>Idem.</i>	LOI qui soumet à un droit fixe d'enregistrement les adjudications et marchés de toute nature relatifs au travail dans les prisons...	<i>Ibid.</i>	1002
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1003
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1005
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département du Gers à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1007
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. Franceschini est autorisé à ajouter à son nom celui de Pietri.....	<i>Ibid.</i>	1020
<i>Idem.</i>	LOI relative au rachat, par l'État, du palais de l'Industrie	507	1021

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
6 Juin 1857.	Loi qui autorise la cession, à la ville d'Hesdin (Pas-de-Calais), de terrains domaniaux provenant des anciennes fortifications de cette ville	507	1032
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un emprunt	<i>Ibid.</i>	1039
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Ariège à faire un prélèvement sur l'imposition extraordinaire créée par la loi du 30 mai 1854	<i>Ibid.</i>	1041
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Drôme à s'imposer extraordinairement	<i>Ibid.</i>	1042
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Landes à s'imposer extraordinairement	<i>Ibid.</i>	1044
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Morbihan à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement	<i>Ibid.</i>	1046
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement	<i>Ibid.</i>	1048
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Agen à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement	<i>Ibid.</i>	1050
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Batignolles à s'imposer extraordinairement	<i>Ibid.</i>	1052
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Bayeux à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement	<i>Ibid.</i>	1053
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Cahors à contracter un emprunt	<i>Ibid.</i>	1055
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville du Havre à contracter un emprunt et à proroger une imposition extraordinaire	<i>Ibid.</i>	1057
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Meaux à s'imposer extraordinairement	<i>Ibid.</i>	1059
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Metz à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement	<i>Ibid.</i>	1060
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Montpellier à contracter un emprunt	<i>Ibid.</i>	1062

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
6 Juin 1857.	Loi qui fixe la limite entre les communes de Montjaux et de Viala-du-Tarn (Aveyron)...	507	1064
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1857, un crédit supplémentaire pour complément d'indemnités aux députés.....	Ibid.	1066
Idem.	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 29 mai 1857, entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales.....	508	1193
Idem.	Loi qui autorise la ville de Fontainebleau à contracter un emprunt.....	511	1213
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Convert à s'appeler à l'avenir <i>Convert-Lanauroi</i>	512	1284
Idem.	DÉCRET concernant la maison de retraite dite <i>la Grande-Chartreuse</i>	514	1336
8.	DÉCRET qui crée une chaire spéciale d'hygiène dans l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Toulouse.....	516	1365
9.	Loi portant prorogation du privilège de la banque de France.....	502	915
Idem.	DÉCRET portant nomination de sénateurs....	510	1208
Idem.	DÉCRET qui confie à M. <i>Abbatucci</i> , garde des sceaux, ministre de la justice, l'intérim du ministère d'état et de la maison de l'Empereur, pendant l'absence de M. <i>Achille Fould</i>	516	1366
Idem.	DÉCRET qui prononce la clôture de la session du Sénat ouverte le 16 février 1857.....	Ibid.	Ibid.
10.	DÉCRET qui nomme M. le comte de <i>Germiny</i> gouverneur de la banque de France.....	507	1067
Idem.	DÉCRET qui nomme M. le comte d' <i>Argout</i> gouverneur honoraire de la banque de France.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant que les sections de l' <i>Abergement</i> et de <i>Clémenciat</i> sont distraites de la commune de <i>Châtillon-sur-Chalaronne</i> (Ain), et érigées en une commune distincte dont le chef-lieu est placé à l' <i>Abergement</i> , et qui prendra le nom de <i>l'Abergement-Clémenciat</i> ..	514	1343
Idem.	DÉCRET qui autorise l'admission en franchise de droits d'entrée, en Algérie, des mules, mulets, bœufs, vaches, génisses, bouvillons.		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
	veaux, brebis, moutons, chèvres, agneaux et chevreaux.....	515	1358
10 Juin 1857.	DÉCRET qui porte que la section de Bareng est distracte de la commune de Niort (Aude) et réunie à la commune de Merial.....	<i>Ibid.</i>	1359
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la section de Badinières est distracte de la commune des Éparres (Isère) et érigée en une commune distincte sous le nom de commune de B.dinières.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
13.	DÉCRET portant approbation d'un tarif pour la perception des droits de péage au passage d'un bac.....	510	1209
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. le baron Lacrosse est nommé président de la commission de sur- veillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.....	515	1359
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'ouver- ture d'une avenue.....	<i>Ibid.</i>	1360
14.	DÉCRET qui reporte au budget du ministère de l'instruction publique et des cultes, exer- cice 1857, la somme comprise au budget du ministère de la justice à titre d'indemnité au Journal des Savants.....	516	1367
15.	DÉCRET qui approuve la convention addition- nelle intervenue, le 8 mai 1857, entre le ministre de l'intérieur et M. Brett, pour l'exécution de la ligne télégraphique de France en Algérie.....	511	1222
17.	Loi qui autorise le ministre des finances à s'engager, au nom de l'État, au paiement d'une subvention pour l'exploitation de trois lignes de correspondances, au moyen de paquebots à vapeur, entre la France et l'A- mérique.....	509	1201
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la banque de France à éta- blir une succursale à Bar-le-Duc.....	514	1339
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la banque de France à éta- blir une succursale à Laval.....	<i>Ibid.</i>	1340
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la banque de France à éta- blir une succursale à Sedan.....	<i>Ibid.</i>	1341

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
17 Juin 1857.	DÉCRET qui autorise la banque de France à éta- blir une succursale à Tours.	514	1342
Idem.	DÉCRET portant que M. <i>Trompette</i> est autorisé à substituer à son nom celui de <i>Durtray</i>	<i>Ibid.</i>	1344
19.	DÉCRET portant promulgation du traité conclu, le 26 mai 1857, pour régler la situation po- litique de l'état de Neuchâtel.	510	1205
Idem.	Loi portant qu'il sera fait, en 1858, un appel de cent mille hommes sur la classe de 1857.	512	1229
Idem.	Loi qui ouvre au ministre de la guerre un crédit extraordinaire sur l'exercice 1857...	<i>Ibid.</i>	1231
Idem.	Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit extraordinaire sur l'exer- cice 1857.	<i>Ibid.</i>	1233
Idem.	Loi relative à l'emploi des fonds disponibles de la dotation de l'armée.	<i>Ibid.</i>	1234
Idem.	Loi qui ouvre, sur l'exercice 1856, un crédit supplémentaire pour les dépenses de l'ins- truction primaire imputables sur les fonds généraux de l'Etat.	<i>Ibid.</i>	1236
Idem.	Loi qui fixe la subvention à fournir par l'Etat pour l'ouverture du boulevard de Sébastopol sur la rive gauche de la Seine, et les autres travaux déclarés d'utilité publique par le décret du 11 août 1855.	<i>Ibid.</i>	1237
Idem.	Loi concernant les avances sur dépôts d'obli- gations foncières faites par la société du crédit foncier de France.	<i>Ibid.</i>	1239
Idem.	Loi relative à l'assainissement et à la mise en culture des landes de Gascogne.	<i>Ibid.</i>	1240
Idem.	Loi qui approuve un échange de bois entre l'Etat et M. le comte de <i>Boussey</i>	<i>Ibid.</i>	1243
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Eure à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1244
Idem.	Loi qui autorise le département du Lot à con- tracter un emprunt et à s'imposer extraor- dinairement.	<i>Ibid.</i>	1246
Idem.	Loi qui autorise le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1247
Idem.	Loi qui autorise le département de Seine-et- Marne à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1248

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin. tine.	PAGES.
19 Juin 1857.	Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement.....	512	1251
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Aix à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1252
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Alais à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1254
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Angoulême à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1255
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Bourges à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1257
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Caen à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1259
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Nantes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1261
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Rouen à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1263
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Rouen à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1264
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la perception d'une surtaxe à l'octroi de Rouen.....	<i>Ibid.</i>	1266
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la perception de surtaxes à l'octroi de Laon.....	<i>Ibid.</i>	1267
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la perception d'une surtaxe à l'octroi de Pont-Croix (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	1269
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la perception d'une surtaxe à l'octroi de Saint-Pol-de-Léon (Finistère)...	<i>Ibid.</i>	1270
<i>Idem.</i>	Loi qui modifie la circonscription des cantons de Coulonges et de Champdeniers, dans les communes de Surin et de Faye-sur-Ardin (Deux-Sèvres).....	<i>Ibid.</i>	1272
<i>Idem.</i>	Loi qui réunit les communes de Coulibœuf et de Morteaux (Calvados) en une seule commune sous le nom de Morteaux-Coulibœuf..	<i>Ibid.</i>	1274
<i>Idem.</i>	Loi qui érige en commune distincte, sous le nom de Bessèges, la section de Bessèges et une partie de la section de Travers-de-Castillon (Gard).....	<i>Ibid.</i>	1275

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin. s.	PAGES.
19 Juin 1857.	Loi qui érige en commune la section de Corrençon (Isère).....	512	1277
Idem.	Loi qui crée, sous le nom de <u>Saint-Pierre-lez-Elbeuf</u> , une nouvelle commune composée du territoire de la commune de <u>Saint-Pierre-de-Liéroult</u> et de portions de territoire distraites de celle de <u>Caudebac-lez-Elbeuf</u> (Seine-Inférieure).....	<i>Ibid.</i>	1278
Idem.	Loi qui distrait deux hameaux de la commune de <u>Laroque-Toirac</u> et les réunit à la commune de <u>Carayac</u> (Lot).....	<i>Ibid.</i>	1280
Idem.	<u>DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère d'état et de la Maison de l'Empereur.....</u>	516	1368
23.	Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1858..	514	1289
Idem.	Loi sur les crédits supplémentaires et extraordinaires des exercices 1855, 1856 et 1857..	<i>Ibid.</i>	1322
Idem.	Loi sur les marques de fabrique et de commerce.....	<i>Ibid.</i>	1331
24.	<u>SÉNATUS - CONSULTÉ qui autorise plusieurs échanges du domaine de la couronne.....</u>	513	1285
26.	<u>TABEAU du prix de l'hectolitre de froment...</u>	515	1345

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS ET DÉCRETS
DU TOME II.

BULLETIN DES LOIS.

N^o 460.

N^o 4245. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant convocation du Sénat et du Corps législatif.*

Du 1^{er} Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le Sénat et le Corps législatif sont convoqués pour le lundi 16 février 1857.

2. Notre ministre d'état est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 4246. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la consolidation des Bons du Trésor délivrés à la Caisse d'amortissement du 1^{er} juillet au 31 décembre 1856.*

Du 3 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, constitutif de la réserve de l'amortissement;

Vu l'article 36 de la loi du 25 juin 1841, en ce qui concerne la consolidation en rentes, de semestre en semestre, des bons du trésor provenant de cette réserve;

Vu l'état E, annexé à la loi du 5 mai 1855, lequel comprend, parmi les ressources ordinaires du budget de l'exercice 1856, le produit de la réserve de l'amortissement de ladite année;

XI^e Serie.

Vu le décret du 1^{er} juillet dernier (1), qui a autorisé la consolidation en rentes de la partie de cette réserve qui s'est formée du 1^{er} janvier 1856 au 30 juin suivant;

Vu l'état des bons délivrés à la caisse d'amortissement; du 1^{er} juillet au 31 décembre 1856, et s'élevant à..... 56,186,159^f 94^c
auxquels il faut ajouter, pour le montant des intérêts jusqu'au 22 décembre..... 368,629 94

Ce qui porte l'ensemble de ces bons, tant en capitaux qu'en intérêts, à..... 56,554,789 88

Laquelle somme est afférente aux rentes ci-après, savoir :

Quatre et demi pour cent.....	30,483,974 ^f 54 ^c
Quatre pour cent.....	568,938 78
Trois pour cent.....	25,501,876 56

SOMME ÉGALE..... 56,554,789. 88.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Inscription sera faite sur le grand-livre de la dette publique, au nom de la caisse d'amortissement, en rentes trois pour cent, avec jouissance du 22 décembre 1856, de la somme de deux millions cinq cent cinquante-sept mille cent dix francs (2,557,110^f), représentant, au prix de soixante-six francs trente-cinq centimes, au cours moyen du trois pour cent à la bourse du 22 décembre 1856, une somme de cinquante-six millions cinq cent cinquante-quatre mille sept cent quarante-neuf francs cinquante et un centimes (56,554,749^f 51^c).

Cette somme de cinquante-six millions cinq cent cinquante quatre mille sept cent quarante-neuf francs cinquante et un centimes sera portée en recette, dans les écritures de la comptabilité générale des finances, au budget de l'exercice 1856.

2. Les extraits d'inscription à fournir à la caisse d'amortissement; en échange des bons consolidés, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, lui seront délivrés en trois coupures, ainsi qu'il suit :

Une de 1,378,325^f appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 1/2 p. o/o.
Une de 25,724. appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 p. o/o.
Une de 1,153,061. appartenant au fonds d'amortissement des rentes 3 p. o/o.

2,557,110 SOMME ÉGALE.

3. L'appoint de quarante francs trente-sept centimes (40^f 37^c) réservé sur la somme de cinquante-six millions cinq cent cinquante-quatre mille sept cent quatre-vingt-neuf francs quatre-vingt-huit centimes, formant le montant des bons appartenant à la caisse d'amortissement, sera représenté par trois nouveaux bons délivrés à ladite caisse, savoir :

Un de 19^f 95^c appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 1/2 p. o/o.

Un de 9 64 appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 p. o/o.

Un de 10 78 appartenant au fonds d'amortissement des rentes 3 p. o/o.

40 37 SOMME ÉGALE.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,*

Signé P. MAGNE.

N° 4247. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits
au budget du Ministère de la Justice, exercice 1856.*

Du 3 Janvier 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice;

Vu la loi de finances du 5 mai 1855, qui a ouvert un crédit de vingt-sept millions quatre cent dix-neuf mille sept cent soixante et dix francs (27,419,770^f) pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'exercice 1856;

Vu le décret du 31 octobre suivant (1), portant répartition dudit crédit entre les chapitres spéciaux du budget de ce département;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu l'article 3 du décret en date du 10 novembre 1856 (2);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 17 décembre 1856;

(1) Bull. 336, n° 3107.

(2) Bull. 440, n° 4110.

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit de cinq millions deux cent mille francs ouvert au chapitre XI (*Frais de justice criminelle*) du budget du ministère de la justice, exercice 1856, est réduit d'une somme de vingt-six mille cinq cents francs (26,500^f).

2. Les crédits ouverts, pour le même exercice 1856, par la loi du budget et le décret de répartition précités, sur les chapitres suivants du budget du ministère de la justice, sont augmentés d'une somme égale de vingt-six mille cinq cents francs (26,500^f), par virement du chapitre désigné ci-dessus, savoir :

CHAPITRE 1 ^{er} . Administration centrale (Personnel).....	23,500 ^f
CHAPITRE XII. Dépenses diverses. — Secours à d'anciens magistrats	3,000
TOTAL.....	<u>26,500</u>

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la justice et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état
des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4248. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au budget du Ministère des Affaires étrangères, exercice 1856.

Du 7 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères;

Vu la loi du 5 mai 1855, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1856;

Vu le décret du 31 octobre 1855 (1), contenant répartition des crédits accordés pour ce même budget;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

(1) Bull. 336, n° 3107.

Vu l'article 3 du décret, en date du 10 novembre 1856 (1);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 20 décembre 1856;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert au chapitre III (*Traitements des agents politiques et consulaires*) du budget des affaires étrangères, pour l'exercice 1856, est réduit d'une somme de seize mille cinq cent trente et un francs (16,531^f).

2. Le crédit ouvert sur le chapitre premier du même budget (*Personnel*) est augmenté, par voie de virement, d'une somme égale de seize mille cinq cent trente et un francs (16,531^f).

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au
département des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Ministre secrétaire d'état au dépar-
tement des affaires étrangères,

Signé A. WALEWSKI.

N° 4249. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé le tarif ci-annexé des droits de péage à percevoir au passage du bac de Cheucle, situé sur la Loire, dans la commune de Monistrol, département de la Haute-Loire.

2. Sont exempts des droits de péage : les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents, tels qu'ils sont désignés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'amodiation desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 7 Janvier 1857.*)

Tarif des droits de péage à percevoir au passage d'eau situé sur la Loire, à Cheucle, commune de Monistrol.

ART. 1^{er}. Pour le passage d'une personne non chargée, ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci..... 05^c

Le batelier ne pourra être contraint de passer que lorsque les passagers lui assureront une recette au moins égale à ce qui est

(1) Bull. 440, n° 4110.

dû, d'après le tarif, pour six personnes à pied; et, dans ce cas, il emploiera le bac ou un batelet, à sa volonté.

Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme, et d'un poids de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci..... 05

Pour chaque myriagramme excédant, deux centimes, ci..... 01

Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Pour le passage

D'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, dix centimes, ci..... 10

D'un cheval ou d'un mulet chargé, huit centimes, ci..... 01

D'un cheval ou d'un mulet non chargé, six centimes, ci..... 01

D'un âne ou d'une ânesse chargé, six centimes, ci..... 01

D'un âne non chargé ou d'une ânesse non chargée, quatre centimes, ci..... 01

Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, quatre centimes, ci..... 01

Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente, huit centimes, ci..... 01

Par veau ou porc, trois centimes, ci..... 01

Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons, un centime, ci..... 01

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres, iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, etc. payeront quatre centimes, ci..... 01

S'il n'existe point de passe-cheval, le batelier ne pourra être contraint à passer isolément dans le bac les chevaux, mulets, bœufs et autres animaux compris dans cette section, que lorsque les conducteurs lui assureront au moins une recette de quarante centimes, ci..... 01

Pour le passage d'une voiture suspendue

A deux roues, celui du cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux, et le conducteur compris, quinze centimes, ci..... 01

A quatre roues, du cheval ou mulet, et du conducteur, vingt centimes, ci..... 01

A quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, vingt-cinq centimes, ci..... 01

Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit dû pour une personne à pied.

Pour le passage

D'une charrette chargée, attelée d'un seul cheval ou mulet, ou deux bœufs, y compris le conducteur, vingt centimes, ci..... 01

La même, attelée de deux chevaux ou mulets, ou quatre bœufs, et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci..... 01

La même, attelée de trois chevaux ou mulets, et le conducteur, trente centimes, ci..... 01

La même, à vide, le cheval et le conducteur, quinze centimes, ci..... 01

D'une charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la ren-

trée des récoltes, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, quinze centimes, ci.....	15°
La même à vide, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, dix centimes, ci.....	10
Pour une charrette chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur, dix centimes, ci.....	10

Pour un chariot de roulage à quatre roues,

Chargé, un cheval et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	25
Chargé, deux chevaux, et le conducteur, trente-cinq centimes, ci.....	35
Chargé, trois chevaux, et le conducteur, cinquante centimes, ci.....	50
À vide, attelé d'un seul cheval, et le conducteur, dix-huit centimes, ci.	18

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes et ânesses non chargés.

Le batelier ne pourra être contraint à passer une voiture, charrette ou chariot se présentant isolément, que lorsque le conducteur lui assurera une recette de cinquante centimes.

Dans les temps des hautes eaux, le payement du droit sera double ou triple.

Les eaux seront réputées hautes lorsqu'elles atteindront les parties peintes en rouge du poteau de hauteur qui sera établi sur la rive de contre-balage.

Les niveaux au-dessus de l'étiage, à partir desquels un double ou un triple droit pourra être exigible, devront être déterminés par un arrêté du préfet, et indiqués au poteau de hauteur.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie supérieure peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière charriera des glaçons, et dans les temps de débâcle.

Le bateau ne pourra jamais être chargé au delà du poids qui le ferait enfoncer jusqu'à la ligne de flottaison tracée en rouge sur ses flancs.

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne, et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires

chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures, requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tout grade voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps, qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour les passe-cheval et pour les batelets.

Il devra passer, sans aucun délai, les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément, et sans attendre ce laps de temps, payera le droit fixé, dans ce cas, par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État et leurs assistants;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Janvier 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 461.

N° 4250. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique la création, par la ville de Paris, de nouvelles Promenades au Bois de Boulogne et d'un Hippodrome d'entraînement.*

Du 6 Octobre 1855.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération de la commission municipale de Paris, en date du 23 mars 1855;

Le procès-verbal de l'enquête ouvert le 16 juin 1855 et clos le 7 juillet suivant;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

L'ordonnance du 18 février 1834 (1);

La loi du 3 mai 1841;

La loi du 2 mai 1855;

La section de l'intérieur de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique la création, par la ville de Paris (Seine), de nouvelles promenades au bois de Boulogne et d'un hippodrome d'entraînement.

En conséquence, la ville de Paris est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par application de la loi du 3 mai 1841, les terrains nécessaires à l'exécution du projet.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Octobre 1855.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé **BILLAULT**.

(1) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 286, n° 5212.

N° 4251. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère de l'Instruction publique et des Cultes (Services de l'Instruction publique, exercice 1856).

Du 15 Novembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1856;

Vu le décret du 31 octobre 1855 (1) relatif à la répartition, par chapitres, des crédits de ce budget;

Vu les décrets des 11 (2) et 29 juillet (3), 19 (4) et 25 août (5) et 31 octobre 1856 (6) portant ouverture de divers crédits supplémentaires et extraordinaires pour les services de l'instruction publique exercice 1856;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts, pour l'exercice 1856, par la loi du 5 mai 1855 et le décret du 31 octobre suivant, sur le chapitre VIII du budget du ministère de l'instruction publique et des cultes (*Services de l'instruction publique, instruction secondaire, frais généraux*), sont réduits d'une somme de dix mil francs (10,000^f).

2. Les crédits ouverts, pour l'exercice 1856, par la loi et décret précités, sur le chapitre IV du budget du ministère de l'instruction publique et des cultes (*Services généraux de l'instruction publique*), sont augmentés d'une somme de dix mil francs (10,000^f).

3. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'instruction publique et des cultes et au département des finances

(1) Bull. 336, n° 3107.

(2) Bull. 413, n° 3832.

(3) Bull. 423, n° 3924.

(4) Bull. 426, n° 3975 et 3976.

(5) Bull. 426, n° 3984.

(6) Bull. 442, n° 4129.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 15 Novembre 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé ROULAND.

N° 4252. — *DÉCRET IMPÉRIAL* portant réorganisation de l'École préparatoire de médecine et de pharmacie de Marseille.

Du 24 Novembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les ordonnances des 13 octobre 1840 (1), 12 mars (2) et 18 avril 1841 (3), relatives aux écoles préparatoires de médecine et de pharmacie ;

Vu l'ordonnance du 31 mars 1841 (4), qui constitue l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Marseille ;

Vu la délibération du conseil impérial de l'instruction publique, en date du 11 juillet 1854 ;

Vu l'article 2 du décret du 22 août 1854 (5), qui a institué la faculté des sciences de Marseille ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Marseille, en date du 3 novembre 1856,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Marseille est réorganisée de la manière suivante :

L'enseignement comprendra,

1° Anatomie et physiologie ;

2° Pathologie externe et médecine opératoire ;

(1) 1^{re} série, Bull. 775, n° 8986.

(2) 1^{re} série, Bull. 800, n° 9230.

(3) 1^{re} série, Bull. 806, n° 9277.

(4) 1^{re} série, Bull. 803, n° 9255.

(5) 1^{re} série, Bull. 217, n° 1957.

- 3° Clinique externe;
- 4° Pathologie interne;
- 5° Clinique interne;
- 6° Accouchements, maladies des femmes et des enfants;
- 7° Matière médicale et thérapeutique;
- 8° Pharmacie et notions de toxicologie.

Ces chaires sont confiées à huit professeurs titulaires.

2. Le nombre des professeurs adjoints de ladite école est fixé à trois qui seront attachés,

- A la chaire de clinique externe,
- A la chaire de clinique interne,
- A la chaire d'anatomie et de physiologie.

3. Le nombre des professeurs suppléants est de quatre, qui seront attachés,

- Aux chaires de médecine proprement dite;
- Aux chaires de chirurgie et d'accouchements;
- A la chaire d'anatomie et de physiologie;
- Aux chaires de matière médicale, thérapeutique, pharmacie et toxicologie.

4. Il est également attaché à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Marseille,

- Un chef de travaux anatomiques;
- Un prosecteur,
- Un préparateur de pharmacie et de toxicologie.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 Novembre 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé ROULAND.

N° 4253. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant réorganisation de l'École préparatoire de médecine et de pharmacie de Lille.*

Du 3 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les ordonnances des 13 octobre 1840 (1), 12 mars (2) et 18 avril 1841 (3), relatives aux écoles préparatoires de médecine et de pharmacie;

Vu le décret du 12 août 1852 (4), qui a créé une école préparatoire de médecine et de pharmacie à Lille;

Vu la délibération du conseil impérial de l'instruction publique, en date du 11 juillet 1854;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Lille, en date du 9 août 1856,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Lille est réorganisée de la manière suivante :

L'enseignement comprendra :

- 1° Anatomie et physiologie;
- 2° Pathologie externe et médecine opératoire;
- 3° Clinique externe;
- 4° Pathologie interne;
- 5° Clinique interne;
- 6° Accouchements, maladies des femmes et des enfants;
- 7° Matière médicale et thérapeutique;
- 8° Pharmacie et notions de toxicologie.

Ces chaires sont confiées à huit professeurs titulaires.

2. Le nombre des professeurs adjoints de ladite école est fixé à trois, qui seront attachés

A la chaire de clinique externe,

A la chaire d'anatomie et de physiologie,

A la chaire de pharmacie et de toxicologie.

3. Le nombre des professeurs suppléants est de quatre, qui seront attachés

Aux chaires de médecine proprement dite,

Aux chaires de chirurgie et d'accouchements,

A la chaire d'anatomie et de physiologie,

Aux chaires de matière médicale, thérapeutique, pharmacie et toxicologie.

4. Il est également attaché à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Lille,

(1) 1^{re} série, Bull. 775, n° 8986.

(2) 1^{re} série, Bull. 800, n° 9230.

(3) 1^{re} série, Bull. 806, n° 9277.

(4) 1^{re} série, Bull. 572, n° 4386.

- Un chef des travaux anatomiques,
- Un prosecteur,
- Un préparateur de pharmacie et toxicologie.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Décembre 1856.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes

Signé ROULAND.

N° 4254. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui règle définitivement les Recettes les Dépenses de l'Instruction primaire à la charge des Départements pour l'exercice 1855.

Du 10 Décembre 1856.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu le règlement sur la comptabilité du ministère de l'instruction publique, en date du 16 décembre 1841 (article 237),

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les recettes et les dépenses de l'instruction primaire à la charge des départements, pour l'exercice 1855, formant chapitre xxxi du budget du ministère de l'instruction publique sont définitivement réglées ainsi qu'il suit, conformément aux résultats et décisions exprimés aux comptes départementaux entendus, débattus et provisoirement arrêtés par les conseils généraux, dans leur dernière session, savoir :

NOM DES DÉPARTEMENTS.	PRODUITS réalisés.	DÉPENSES. effectuées.	SOMMES À REPORTER	
			à l'exercice 1856.	à l'exercice 1857.
1 Aisne.....	43,856' 21"	42,286' 12"	60' 00"	1,510' 09"
2 Aisne.....	94,750 43	94,254 30	"	496 13
3 Allier.....	51,052 73	50,254 71	"	798 02
4 Alpes (Basses).....	23,741 98	20,052 34	"	3,689 64
5 Alpes (Hautes).....	15,618 71	15,438 39	"	180 32
6 Ardèche.....	30,673 19	29,920 11	"	753 08
7 Ardennes.....	81,543 81	69,779 51	"	11,764 30
8 Ariège.....	19,862 91	19,608 32	"	254 59
9 Aube.....	53,615 60	53,213 75	"	401 85
10 Aude.....	52,448 92	47,553 30	275 00	4,620 62
11 Aveyron.....	42,910 99	42,342 88	"	568 11
12 Bouches-du-Rhône.....	60,763 55	53,269 06	760 00	6,734 49
13 Calvados.....	118,876 35	116,855 69	33 00	1,987 66
14 Cantal.....	32,066 06	31,760 12	"	305 94
15 Charente.....	62,726 96	59,593 26	1,576 24	1,557 46
16 Charente-Inférieure.....	88,146 62	78,642 07	1,326 12	8,178 43
17 Cher.....	32,072 26	31,478 62	"	593 64
18 Corrèze.....	30,816 09	29,838 93	"	977 17
19 Corse.....	43,347 94	42,128 78	8 00	1,211 16
20 Côte-d'Or.....	83,343 33	80,385 47	"	2,957 86
21 Côte-du-Nord.....	70,178 70	69,273 81	"	904 89
22 Creuse.....	23,181 20	22,017 88	"	1,163 32
23 Dordogne.....	66,841 18	64,682 92	"	2,158 26
24 Doubs.....	45,710 63	44,169 90	600 00	940 73
25 Drôme.....	15,424 49	14,688 83	"	735 66
26 Eure.....	90,053 44	86,443 14	1,639 50	1,976 80
27 Eure-et-Loir.....	82,970 60	72,632 05	2,762 93	7,555 62
28 Finistère.....	51,051 54	50,823 24	100 00	2 80
29 Gard.....	61,404 57	60,617 35	"	787 02
30 Gironde (Haute).....	84,030 17	79,139 72	2,478 18	2,412 27
31 Gers.....	50,836 27	47,739 86	"	3,096 41
32 Gironde.....	133,152 28	127,452 55	500 66	5,178 95
33 Hérault.....	129,090 65	117,751 67	698 20	10,640 78
34 Ille-et-Vilaine.....	65,559 70	64,013 18	70 00	1,478 52
35 Indre.....	32,855 19	32,049 18	242 73	668 28
36 Indre-et-Loire.....	51,804 48	48,126 91	50 00	3,627 57
37 Isère.....	106,324 18	91,790 92	14,803 12	290 14
38 Jura.....	58,625 95	54,935 69	1,092 45	2,597 81
39 Landes.....	26,227 06	24,831 85	"	1,395 21
40 Lot-et-Cher.....	39,671 01	38,983 73	"	687 28
41 Loire.....	70,164 46	68,102 17	"	2,082 29
42 Loire (Haute).....	29,531 56	26,578 12	2,118 04	835 40
43 Loire-Inférieure.....	87,510 17	62,371 65	380 60	21,557 92
44 Loiret.....	98,663 01	98,121 07	41 80	400 94
45 Lot.....	44,784 29	36,739 63	"	8,044 66
46 Lot-et-Garonne.....	62,982 92	57,459 15	835 75	5,191 02
47 Lozère.....	16,631 02	16,531 82	"	"
48 Maine-et-Loire.....	77,663 41	74,140 08	255 20	3,270 13
49 Manche.....	119,518 56	117,127 29	2,167 00	215 27
50 Marne.....	73,646 74	71,837 80	439 73	1,369 21
51 Marne (Haute).....	16,910 78	16,783 31	1,561 00	3,614 47
52 Mayenne.....	49,151 60	46,184 63	"	2,966 97
53 Meurthe.....	71,133 27	67,312 14	1,858 34	1,859 99
54 Meuse.....	67,786 48	58,185 27	247 75	9,353 46
55 Morbihan.....	47,502 80	44,248 95	"	3,053 85
56 Moselle.....	64,128 78	62,395 25	100 00	1,643 63
57 Nièvre.....	82,078 22	80,296 07	"	1,782 15

NOMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	PRODUITS réalisés.	DÉPENSES effectuées.	SOMMES À REPORTER	
				à l'exercice 1856.	à l'exercice 1857.
58	Nord	155,600 ^f 10 ^c	116,961 ^f 12 ^c	130 ^f 00 ^c	8,508 ^f 98 ^c
59	Oise	107,146 95	104,635 75	"	2,511 20
60	Orne	87,980 12	83,465 05	330 00	3,185 07
61	Pas-de-Calais	125,101 35	122,301 45	1,172 52	1,627 38
62	Puy-de-Dôme	70,923 61	66,949 71	"	3,973 90
63	Pyrénées (Basses)	39,581 64	37,609 35	"	1,972 29
64	Pyrénées (Hautes)	36,053 53	23,650 59	"	2,402 94
65	Pyrénées-Orientales	21,085 20	20,842 10	"	243 10
66	Rhin (Bas)	113,340 00	108,384 99	"	4,955 01
67	Rhin (Haut)	70,223 58	56,264 07	10,808 18	3,151 33
68	Rhône	127,265 06	114,632 07	332 00	12,282 99
69	Saône (Haute)	48,804 02	48,180 62	"	623 40
70	Saône-et-Loire	91,892 16	94,179 60	712 56	"
71	Sarthe	87,387 17	85,529 70	1,294 20	363 27
72	Seine	195,318 64	84,414 81	4,016 00	102,887 83
73	Seine-Inférieure	200,348 47	198,736 83	80 47	1,531 17
74	Seine-et-Marne	107,612 29	104,606 96	240 00	2,765 33
75	Seine-et-Oise	119,265 90	108,213 48	1,900 64	9,151 78
76	Sèvres (Deux)	46,810 10	44,718 38	714 81	1,376 71
77	Somme	131,339 05	118,119 40	12,758 86	460 79
78	Tarn	56,977 68	55,296 79	"	1,680 89
79	Tarn-et-Garonne	43,225 51	42,870 38	"	355 13
80	Var	59,712 40	46,288 01	"	13,424 36
81	Vaucluse	40,022 11	33,155 38	100 00	6,766 53
82	Vendée	52,316 21	51,414 89	318 00	393 32
83	Vienne	38,675 99	37,102 48	"	1,173 51
84	Vienne (Haute)	38,105 22	36,192 22	"	1,711 00
85	Vosges	51,392 12	50,513 51	22 00	853 61
86	Yonne	63,925 46	58,804 94	375 74	4,744 78
	TOTALX	5,856,941 34	5,412,866 66	73,795 34	370,279 34

2. Notre ministre de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Décembre 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes

Signé ROULAND.

N° 4255. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la liquidation des Caisses spéciales d'épargne des Institutrices primaires et des Surveillantes de Salles d'asile de la ville de Paris.

Du 10 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu l'article 15 de la loi du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire;

Vu l'ordonnance du 13 février 1838 (1), qui détermine les statuts des caisses d'épargne établies en faveur des instituteurs communaux;

Vu l'ordonnance, en date du même jour (2), qui charge la caisse des dépôts et consignations de recevoir et d'administrer les fonds provenant des caisses d'épargne des instituteurs primaires communaux;

Vu l'ordonnance du 28 février 1842 (3), ainsi conçue :

« Il sera établi une caisse spéciale d'épargne et de prévoyance en faveur des institutrices communales de la ville de Paris.

« Cette caisse sera organisée et administrée conformément aux dispositions de notre ordonnance du 13 février 1838, relative à la caisse d'épargne et de prévoyance établie en faveur des instituteurs primaires. »

Vu l'ordonnance du 9 août 1846 (4), ainsi conçue :

« Il sera établi une caisse spéciale d'épargne et de prévoyance en faveur des surveillantes titulaires et adjointes des salles d'asile de la ville de Paris.

« Cette caisse sera organisée et administrée conformément aux dispositions de notre ordonnance du 13 février 1838, relative à la caisse d'épargne et de prévoyance des instituteurs primaires communaux. »

Vu l'article 39 de la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les lois des 18 juin 1850 et 28 mai 1853, sur la caisse des retraites pour la vieillesse, ensemble le décret impérial du 18 août 1853 (5);

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu le décret du 8 août 1855 (6), ordonnant la liquidation des comptes individuels des instituteurs communaux dans les caisses d'épargne;

Vu l'avis du ministre des finances;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les comptes individuels des institutrices primaires et des surveillantes des salles d'asile de la ville de Paris dans les

(1) 1^{re} série, Bull. 560, n° 7314.

(4) 1^{re} série, Bull. 1332, n° 13,043.

(2) 1^{re} série, Bull. 560, n° 7315.

(5) 1^{re} série, Bull. 81, n° 755.

(3) 1^{re} série, partie supplém.
Bull. 595, n° 16,413.

(6) 1^{re} série, Bull. 322, n° 2980.

caisses d'épargne spéciales établies en leur faveur par les ordonnances royales des 28 février 1842 et 9 août 1846, seront clos et arrêtés, en capital et intérêts, au 31 décembre 1856, par les commissions de surveillance desdites caisses.

2. Les dispositions du décret du 8 août 1855, concernant le mode de liquidation des caisses d'épargne des instituteurs communaux, et l'option à faire par ces derniers pour le maintien de leurs fonds à la caisse des dépôts et consignations ou pour leur transfert à la caisse des retraites de la vieillesse, sont applicables aux caisses d'épargne spéciales dont l'article 1^{er} du présent décret prescrit la liquidation.

3. Nos ministres au département de l'instruction publique et des cultes et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Décembre 1856.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé ROULAND.

N° 4256. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant que la Chaire de Physique de l'École supérieure de Pharmacie de Paris est constituée sous le titre de Chaire de Physique appliquée à la Pharmacie.*

Du 17 Décembre 1856.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu l'article 2 du décret du 9 mars 1852 (1),

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La chaire de physique de l'école supérieure de pharmacie de Paris est et demeure constituée sous le titre de *chaire de physique appliquée à la pharmacie*.

M. Regnault (Jules), docteur ès sciences physiques, docteur en médecine, pharmacien de 1^{re} classe, est nommé professeur de physique appliquée à la pharmacie près ladite école.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-

(1) 1^{re} série, Bull. 520, n° 3966.

truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Décembre 1856.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,
Signé ROULAND.

N° 4357. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Budget du Département de la Marine et des Colonies, pour l'exercice 1855 et le Service Marine, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de Solde antérieures à cet exercice.

Du 20 Décembre 1856.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies :

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837 portant que les rappels d'arrérages de solde et accessoires de la solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, et qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédits à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré ;

Vu l'article 102 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (1) portant règlement sur la comptabilité publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du département de la marine et des colonies, pour l'exercice 1855 et le service marine, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice. Ce chapitre, qui portera le n° 18 bis, prendra le titre de *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1855*.

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par virement de comptes, de la somme de six cent quatre-vingt-sept mille deux cent quarante-quatre francs quarante-huit centimes, montant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées, provisoirement acquittés sur les fonds des chapitres 3 et 15 du budget du service marine pour 1855, suivant tableau

(1) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

annexé au présent décret et dont les résultats se répartissent comme il suit :

Exercice 1851.....	666 ^f 31 ^c
1852.....	5,980 85
1853.....	216,738 85
1854.....	463,858 47

SOMME ÉGALE..... 687,244 48

3. Les crédits ouverts par les lois des 22 juin 1855, 21 juillet 1856, ainsi que les dépenses imputées aux chapitres suivants, sont atténués dans les proportions indiquées ci-après :

Tableau, par exercice, des rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1855, dans le compte définitif des dépenses de l'exercice 1855, au moyen du virement de ces crédits.

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS.	
Chapitres.	Sections et articles.
	I ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.
	SERVICE MARINE.
	1 ^{re} SECTION. — Officiers militaires et civils.
	3. Officiers de la marine.....
	9. Commissariat de la marine.....
	11. Comptables du matériel.....
	16. Officiers de santé.....
	2 ^e SECTION. — Maîtrance, gardiennage et surveillance.
	3. Divers agents.....
	4. Escouades des gabiers de port.....
	3 ^e SECTION. — Solde et habillement des équipages et des troupes
	1. Équipages.....
	2. Infanterie de marine.....
	3. Artillerie de marine.....
	4. Gendarmerie maritime.....
	5. Compagnies de discipline.....
	6. Sous-officiers et gardes-chiourmes.....
	UNIQUE. Soldes de réforme et de non-activité.....
III. — Solde et accessoires de la solde.....	
XV. — Dépenses temporaires.	
	TOTAUX.....

ARRÊTÉ le présent tableau à la somme de six cent quatre-vingt-sept mille deux cent porté des chapitres précités au chapitre XVIII bis, *Rappels et dépenses payables sur* Paris, le 20 Décembre 1856.

CHAPITRE III.	Solde et accessoires de la solde.....	686,701 ^f 00 ^c
XV.	Dépenses temporaires.....	543 48
TOTAL ÉGAL.....		687,244 48

4. Nos ministres secrétaires d'état au département de la marine et des colonies, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et annexé au projet de loi portant règlement définitif du budget des dépenses de l'exercice 1855.

Donné au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1856.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé HAMELIN.

acquittés sur les crédits des chapitres suivants et dont le transport au chapitre XVIII bis doit être opéré d'après les dispositions des articles 9 de la loi du 8 juillet 1837 et 102 de l'ordonnance du 31 mai 1838.

DÉTAIL PAR EXERCICE DES PAYEMENTS EFFECTUÉS EN 1855.				TOTAUX		
1851.	1852.	1853.	1854.	par articles.	par sections.	par chapitres.
196 ^f 67 ^c	97 ^f 83 ^c	1,552 ^f 17 ^c	1,377 ^f 16 ^c	3,223 ^f 83 ^c	13,665 ^f 15 ^c	686,701 ^f 00 ^c
"	"	"	55 66	55 66		
"	"	246 67	9,543 00	9,789 67		
"	"	595 99	"	595 99		
"	"	"	155 55	155 55	423 78	686,701 ^f 00 ^c
"	"	"	268 23	268 23		
469 64	5,018 24	213,588 69	400,727 72	619,804 29	672,612 07	543 48
"	"	187 29	40,841 82	41,029 11		
"	572 51	"	9,849 69	10,422 20		
"	"	"	273 96	173 96		
"	292 27	367 01	376 29	1,035 57		
"	"	1 03	145 91	146 94		
"	"	200 00	343 48	543 48		543 48
686 31	5,980 85	216,738 85	463,858 47	687,244 48		687,244 48

quatre francs quarante-huit centimes, dont le montant (crédits et paiements) doit être transporté à 1855.

L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,
Signé HAMELIN.

N° 4258. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la création d'un Collège dans la ville de Revel (Haute-Garonne).*

Du 27 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 74 et 75 de la loi du 15 mars 1850;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Revel, en date du 12 mai 1856, relative à la création d'un collège dans cette ville;

Vu la délibération du conseil académique de la Haute-Garonne, en date du 23 juillet 1856;

Considérant que la ville affecte un local à son collège et qu'elle s'engage à fournir et à entretenir le mobilier nécessaire à la tenue des cours et du pensionnat, qu'elle garantit pour cinq ans le traitement fixe du principal et des régents;

Le conseil impérial de l'instruction publique entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Revel est autorisée à créer un collège dans les bâtiments de son ancien collège, qui ont été, en dernier lieu, occupés par une école libre d'instruction secondaire.

Cette création aura lieu conformément aux clauses, charges et conditions énoncées dans la délibération du conseil municipal, en date du 12 mai 1856, et dans l'avis du conseil académique du 23 juillet de la même année.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Décembre 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4259. — *DÉCISION IMPÉRIALE* qui accorde, pour l'année 1857, une indemnité aux Professeurs adjoints et aux Chargés de cours dans les Lycées impériaux.

Du 27 Décembre 1856.

RAPPORT À L'EMPEREUR.

Sire,

Votre Majesté connaît la modicité des traitements de la plupart des professeurs de l'université, et, dans sa vive sollicitude pour les hommes pleins de savoir et de dévouement, elle serait heureuse de pouvoir augmenter, au budget, le chapitre de ces rémunérations si légitimes et si peu en rapport avec les besoins actuels de la vie. Mais Votre Majesté, avec sa sagesse habituelle, doit attendre le moment où il lui sera permis de subvenir à la fois à toutes les exigences des différents services de l'État.

Deux classes de fonctionnaires, à cause de leurs souffrances, appellent surtout les plus vives sympathies. Je veux parler, Sire, des chargés de cours et des professeurs adjoints à Paris et dans les départements. Assujettis les uns et les autres à un travail égal à celui des titulaires, les chargés de cours n'ont qu'un traitement fixe très-inférieur, et les professeurs adjoints ne prennent aucune part à l'éventuel.

Une circonstance heureuse permet, Sire, d'apporter, pour l'année 1857, à la position des chargés de cours et des professeurs adjoints, une amélioration provisoire. Le nombre des élèves dans les lycées impériaux qui, en 1852, était de dix-neuf mille quatre cent soixante-six, est aujourd'hui de vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-dix, les recettes ont donc reçu un accroissement proportionnel, en même temps que la subvention de l'État a été augmentée au budget de 1857 d'une somme de cent mille francs. Ainsi je pourrai, au moyen des ressources propres aux lycées, sans créer aucune charge ou dépense nouvelle, disposer d'environ cent quatorze mille francs au profit des professeurs adjoints et des chargés de cours.

Si Votre Majesté, Sire, daigne approuver cette mesure, toute intérieure et toute provisoire, cette indemnité, pour l'année 1857, se répartirait ainsi qu'il suit : les professeurs adjoints de Paris seraient divisés en deux classes et recevraient une allocation supplémentaire, la première classe, de quinze cents francs; la seconde, de cinq cents francs.

On partagerait les professeurs adjoints des départements en trois classes, et l'indemnité accordée à chacune de ces classes serait calculée de manière à ce que les fonctionnaires qu'elles comprendraient reçussent, en totalité, pour l'année, dans la première classe, deux mille francs, dans la seconde, dix-huit cents francs, dans la troisième, seize cents francs.

Enfin, il serait alloué aux chargés de cours la somme qui serait nécessaire pour qu'aucun d'eux ne reçût moins de deux mille francs, au minimum.

Renfermée dans ces limites, la dépense, ne s'élevant pas au-dessus de cent quatorze mille francs, ne portera aucune atteinte à la situation financière des lycées, et cette marque précieuse de votre auguste intérêt, gage d'espérance pour l'avenir, pénétrera de la reconnaissance la plus vive tous les membres de l'université.

Je suis avec le plus profond respect,
Sire,

De Votre Majesté,
Le très-humble et très-obéissant serviteur,

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé ROULAND.

Paris, le 27 Décembre 1856.

APPROUVÉ :
Signé NAPOLEON.

N° 4260.—*RAPPORT À L'EMPEREUR sur la Décentralisation administrative en Algérie.*

Sire,

Le décret du 25 mars 1852 (1), sur la décentralisation administrative, a consacré ce grand principe : « Autant il importe de centraliser l'action gouvernementale de l'État, autant il est nécessaire de décentraliser l'action purement administrative. »

Cette importante mesure a été une satisfaction réelle donnée à l'opinion publique, et un véritable bienfait pour les administrés.

Le moment me paraît venu, Sire, d'en étendre l'application à l'Algérie. Le mouvement sans cesse croissant de la population et des affaires multiplie chaque jour les rapports des habitants

(1) 1^{re} série, Bull. 508, n° 3855.

avec l'administration ; l'extension des institutions municipales donne naissance à une foule de questions qui réclament des décisions de l'autorité supérieure. Si la nécessité de simplifier les formalités et de hâter les solutions doit se faire sentir quelque part, c'est surtout dans un pays de formation nouvelle comme l'Algérie, où l'activité et la mise à profit du temps sont, en toutes choses, les premiers éléments et les premières conditions du succès.

Toutefois, on ne saurait appliquer à nos départements d'Afrique le système de décentralisation édicté pour la France par le décret de 1852, sans y introduire certaines modifications nécessitées par l'organisation particulière de l'Algérie, où l'impôt direct n'existe pas encore, et où, conséquemment, il ne saurait être question d'instituer, au moins quant à présent, des conseils départementaux.

En France, l'œuvre de la décentralisation s'est bornée à étendre les attributions des préfets, tandis qu'en Algérie il est indispensable de faire deux parts des affaires décentralisées :

L'une, la plus large, pour le gouverneur général, qui est chargé de la haute administration du pays ;

L'autre, pour les autorités provinciales, c'est-à-dire pour les préfets en territoire civil, et pour les généraux commandant les divisions en territoire militaire.

Au gouverneur général appartiendrait la décision des affaires se rattachant à l'intérêt général de la colonisation, ou concernant des services qui doivent être nécessairement centralisés au siège du gouvernement.

Aux préfets et aux généraux commandant les divisions reviendrait la décision des affaires d'un intérêt purement local.

Telle est, Sire, la pensée qui a présidé à l'élaboration du décret que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté.

Les nomenclatures qui y sont insérées indiquent les nouvelles attributions administratives du gouverneur général, des préfets et des généraux qui, en territoire militaire, sont investis de l'autorité préfectorale.

Convaincu que j'entrais dans les vues de Votre Majesté, je me suis appliqué à étendre autant que possible le nombre des affaires décentralisées, et à augmenter notablement les pouvoirs du gouverneur général et la compétence des autorités locales.

Certes, la tâche confiée au gouverneur général est déjà bien vaste. Elle embrasse, outre le commandement d'une puissante

armée, la direction de l'œuvre capitale de la colonisation, ainsi que le gouvernement et l'administration exclusive d'une population indigène de deux millions cinq cent mille âmes.

Je n'ai pas hésité, néanmoins, à proposer à Votre Majesté d'élargir encore la sphère où s'exerce l'action du premier fonctionnaire de l'Algérie, non-seulement parce que tel est le véritable intérêt du pays lui-même, mais encore parce que le propre des grandes missions est de mettre en relief les hautes capacités et les grands dévouements,

J'ai lieu d'espérer, Sire, que la mesure qui fait l'objet de ce rapport aura le résultat que Votre Majesté doit en attendre. Des deux côtés de la Méditerranée, la décentralisation profitera aux administrés, et l'on pourra dire, avec plus de vérité encore, que l'Algérie est bien la continuation du territoire de la France.

Le Maréchal de France
Ministre secrétaire d'état de la guerre,
Signé VAILLANT.

*DÉCRET IMPÉRIAL sur la Décentralisation administrative
en Algérie.*

Da 30 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les arrêtés organiques des 9 et 16 décembre 1848 (1), sur l'administration générale et provinciale de l'Algérie;

Voulant assurer aux populations de l'Algérie les avantages de la décentralisation administrative en ce qu'elle a de compatible avec l'action gouvernementale de l'État;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

TITRE I^{er}.

ATTRIBUTIONS DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL.

ART. 1^{er}. Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par la législation spéciale de l'Algérie, le gouverneur général nomme directement, sans l'intervention du ministre

(1) 1^{re} série, Bull. 103, n° 954.

de la guerre et sur la présentation des divers chefs de service, aux fonctions et emplois suivants :

Maires et adjoints des communes qui ne sont pas le siège d'un tribunal de première instance;

Conseillers municipaux de toutes les communes;

Receveurs municipaux des communes dont le budget est inférieur à trois cent mille francs;

Commissaires de police des villes qui ne sont pas le siège d'un tribunal civil;

Secrétaires, commis et inspecteurs attachés aux commissariats de police;

Tout le personnel secondaire du commissariat central de police à Alger;

Greffier comptable, commis, concierge et gardiens de la maison centrale de l'Harrach;

Le directeur du service de la vaccination publique en Algérie;

Médecins de colonisation;

Médecins vétérinaires tenant école de maréchalerie vétérinaire en exécution du décret du 12 juillet 1851;

Inspecteurs de quais des ports de commerce; secrétaires et gardes de la santé des lazarets, gardes-pêche pour les pêcheries maritimes;

Personnel auxiliaire entretenu du service de l'enregistrement et des domaines;

Débitants de poudre et de papier timbré;

Agents et employés du service des bâtiments civils, excepté les architectes en chef;

Employés des bureaux du service des ponts et chaussées.

Il nomme également :

Les notables appelés à faire partie des commissions consultatives des subdivisions en territoire militaire.

2. Le gouverneur général statue directement, avec l'intervention du conseil de gouvernement, sur les divers objets d'administration civile dont la nomenclature suit :

1° Approbation des plans et devis des travaux d'entretien et de réparations simples des ponts et chaussées et des bâtiments civils, dont les dépenses sont inscrites au budget de la guerre;

2° Fixation de la part des dépenses relatives aux aliénés, enfants trouvés et abandonnés, ou orphelins pauvres à mettre à la charge des communes constituées, et base de la répartition à faire entre elles;

3° Mode et conditions d'admission dans les hospices, à la charge de l'assistance publique, des enfants trouvés et abandonnés; tarifs des mois de nourrice et gardiens, composition et prix des layettes et vêtements;

4° Tarifs des droits de location de place dans les halles et marchés, et des droits de pesage, de jaugeage et de mesurage;

5° Aliénations, acquisitions et échanges de biens communaux, lorsque la valeur de l'immeuble dépasse trente mille francs, pourvu que le domaine de l'État ne soit point partie intervenante;

6° Actions judiciaires et transactions intéressant les communes, dans les limites et avec la restriction énoncée au paragraphe précédent;

7° Approbation des plans et devis de travaux neufs à exécuter pour le compte des communes, lorsque le prix de ces travaux doit dépasser trente mille francs; sauf le cas où ils seraient exécutés avec le concours simultané du budget de l'État et du budget local et municipal;

8° Approbation des règlements intérieurs des dépôts d'ouvriers, dépôts de mendicité, prisons, hôpitaux, hospices et asiles;

9° Création de marchés, fondouks et abattoirs;

10° Autorisation des établissements insalubres de toute classe;

11° Autorisation d'établir des foires provisoires ou définitives;

12° Approbation des modifications proposées par les autorités locales au régime de la boulangerie et de la boucherie, en exécution des règlements en vigueur;

13° Location de gré à gré d'immeubles domaniaux, lorsque la durée de la location doit excéder trois années, et la valeur locative annuelle mille francs;

Toute location de gré à gré d'une durée supérieure à neuf années sera soumise à l'approbation du ministre.

3. Le gouverneur général statue directement, sans l'intervention du conseil de gouvernement, sur les objets ci-après déterminés :

1° Approbation des adjudications ou des marchés de gré à gré, suivant les cas, pour les travaux d'entretien et de réparations simples des ponts et chaussées et des bâtiments civils, qu'elle qu'en soit la valeur, mais dans la limite des crédits ouverts soit au budget de l'État, soit au budget local et municipal;

2° Dispense intégrale ou partielle du remboursement des dépenses d'entretien des aliénés, enfants trouvés et abandonnés et orphelins pauvres, lorsqu'ils sont retirés par les familles ou par des bienfaiteurs;

3° Approbation des cahiers des charges relatifs aux fournitures pour les hôpitaux, hospices, asiles et tous autres établissements publics administrés au compte de l'État ou des provinces;

Pour toute somme et dans la limite des crédits ouverts, lorsqu'il s'agit des établissements placés directement dans les attributions du gouverneur général; pour toute dépense supérieure à dix mille francs, mais dans la limite des crédits ouverts, lorsqu'il s'agit d'établissements placés dans les attributions des préfets;

4° Approbation des adjudications tranchées pour lesdites fournitures, comme au paragraphe précédent;

5° Marchés de gré à gré pour fournitures aux mêmes établissements, quand la dépense excède trois mille francs et jusqu'à concurrence de six mille francs;

6° Mesures de rapatriement relatives aux aliénés et aux enfants abandonnés ou orphelins pauvres;

7° Règlement des budgets et comptes des communes lorsque les budgets s'élèvent à cent mille francs, jusqu'à trois cent mille francs exclusivement, et lorsqu'ils ne donnent pas lieu à des subventions ou impositions extraordinaires;

8° Désignation des bourses à attribuer sur les fonds du budget local et municipal aux élèves des écoles des arts et métiers pour l'Algérie;

9° Arrêtés portant réglementation des tournées à effectuer par le service des poids et mesures.

TITRE II.

ATTRIBUTIONS DES PRÉFETS.

4. Les préfets nomment aux fonctions et emplois suivants :

Maires et adjoints des localités non érigées en communes;

Membres des commissions administratives des hospices et hôpitaux civils et des bureaux de bienfaisance;

Médecins, pharmaciens, internes et économes des mêmes établissements;

Médecins et préposés des asiles indigènes;
Membres des commissions de surveillance des prisons civiles;
Concierges, gardiens, greffiers et médecins des mêmes établissements;
Gardes champêtres;
Agents du service de la police, au-dessous du grade d'inspecteur;
Personnel des marchés et abattoirs;
Canotiers des ports de commerce, du service des lazarets et de la santé;
Conservateurs d'arrondissement du fluide vaccin;
Directeurs, jardiniers en chef et régisseurs comptables des pépinières publiques, le directeur de la pépinière centrale d'Alger excepté;
Agents comptables des dépôts d'ouvriers;
Défenseurs de l'administration près la cour impériale d'Alger et les divers tribunaux de l'Algérie.

5. Les préfets des départements de l'Algérie statuent directement, en conseil de préfecture, sur les objets mentionnés ci-après :

1° Approbation des délibérations des conseils municipaux sur le mode de jouissance en nature des biens communaux;

2° Aliénations, acquisitions et échanges de biens communaux, lorsque la valeur des biens ne dépasse pas trente mille francs, et que le domaine de l'État n'est point partie intervenante;

3° Actions judiciaires et transactions intéressant les communes, dans la limite et avec la restriction énoncées au paragraphe précédent;

4° Baux à donner ou à prendre pour les communes, quelles que soient la valeur et la durée du bail;

5° Approbation des tarifs des pompes funèbres proposés par les administrations municipales;

6° Tarif des concessions dans les cimetières;

7° Approbation des plans et devis des travaux à exécuter pour le compte des communes jusqu'à concurrence d'une dépense de trente mille francs, et pourvu que l'État ni le budget local et municipal ne concourent à la dépense;

8° Ouverture, agrandissement et déplacement des cimetières;

9° Location d'immeubles domaniaux par adjudication publique;

10° Location de gré à gré, pour une durée n'excédant pas trois ans, d'immeubles domaniaux d'une valeur locative annuelle n'excédant pas mille francs.

6. Les préfets des départements de l'Algérie statuent directement, sans intervention du conseil de préfecture, sur les matières suivantes :

1° Approbation des cahiers des charges relatifs aux fournitures pour les hôpitaux, hospices, asiles et tous autres établissements administrés au compte de l'État ou des provinces (sauf la restriction exprimée au n° 4, paragraphe 1^{er}, de l'article 3), lorsque la dépense ne doit pas dépasser dix mille francs, et reste dans les limites des crédits ouverts;

2° Approbation des adjudications tranchées pour lesdites fournitures, comme au paragraphe précédent;

3° Marchés de gré à gré, pour fournitures aux mêmes établissements jusqu'à trois mille francs inclusivement;

4° Budgets et comptes des communes lorsque les budgets sont inférieurs à cent mille francs, et ne donnent pas lieu à des subventions ou impositions extraordinaires;

5° Approbation des cahiers des charges pour la mise en adjudication de travaux ou de fournitures à effectuer pour le compte des communes, dans la limite des crédits régulièrement approuvés, approbation des adjudications faites en vertu desdits cahiers des charges;

6° Approbation des marchés de gré à gré pour travaux et fournitures intéressant les communes, quelle qu'en soit la valeur, pourvu qu'elle n'excède pas les crédits régulièrement approuvés.

TITRE III.

ATTRIBUTIONS DES GÉNÉRAUX COMMANDANT LES DIVISIONS.

7. Les généraux commandant les divisions nomment directement aux emplois suivants en territoire militaire :

Maires et adjoints des localités non érigées en communes;

Médecins et préposés des infirmeries et asiles indigènes;

Gardes champêtres;

Agents du service de la police au-dessous du grade d'inspecteur;

Gardiens civils dans les prisons militaires ;

Personnel des marchés et abattoirs ;

Jardiniers en chef et adjoints des pépinières publiques.

8. En territoire militaire, les généraux commandant les divisions statuent, avec ou sans l'avis des commissions consultatives de subdivision, dans toutes les matières sur lesquelles, en territoire civil, les préfets statuent avec ou sans l'avis des conseils de préfecture, conformément aux distinctions établies par les articles 5 et 6 ci-dessus.

TITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

9. Le gouverneur général rend compte au ministre de la guerre, dans les formes et pour les objets déterminés par des instructions ministérielles, des décisions prises et des nominations faites par lui en vertu du présent décret.

La même obligation est imposée aux préfets et généraux commandant les divisions, qui devront, en outre et en même temps, rendre compte au gouverneur général.

10. Le gouverneur général pourra, par des arrêtés pris d'urgence, suspendre l'exécution des actes des préfets et des généraux qui seraient contraires aux lois et règlements, ou qui donneraient lieu aux réclamations des parties intéressées ; mais ces mêmes actes ne pourront être annulés ou réformés que par le ministre.

11. Sont maintenues toutes les dispositions antérieures qui ne sont point contraires au présent décret.

12. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1856.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état au
département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 461. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère des Finances, exercice 1856.*

Du 31 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

Vu la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1856;

Vu le décret du 31 octobre suivant (1) contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1856, par la loi du budget du 5 mai 1855, et le décret de répartition du 31 octobre suivant, sur le chapitre ci-après du budget du ministère des finances, est réduit d'une somme de cinq millions quatre-vingt-dix mille francs (5,090,000^f).

DOUANES ET CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

CHAPITRE LXII. Achats et transports de tabacs.

2. Le crédit ouvert pour le même exercice 1856, par les loi et décret précités, sur le chapitre suivant du budget du ministère des finances, est augmenté d'une somme égale de cinq millions quatre-vingt-dix mille francs (5,090,000^f) par virement du chapitre ci-dessus désigné.

INTÉRÊTS DE CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.

CHAPITRE I. Intérêts de la dette flottante du Trésor.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1856.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé **P. MAGNE**.

(1) Bull. 336, n° 3107.

N° 4262. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1856.

Du 31 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances ;

Vu la loi du 5 mai 1855, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1856 ;

Vu le décret du 31 octobre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice ;

Vu l'article 20 du règlement général du 31 mai 1838 (2), concernant la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires par décret, dans l'intervalle des sessions législatives ;

Vu les dispositions du décret impérial du 10 novembre 1856 (3), sur les crédits supplémentaires ou extraordinaires ;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1856, un crédit supplémentaire de neuf millions six cent vingt-six mille huit cent soixante et quinze francs (9,626,875^f) pour les dépenses ci-après :

INTÉRÊTS DE CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES :

CHAPITRE X. Intérêts de la dette flottante du trésor. 6,610,000^f

DETTE VIAGÈRE.

CHAPITRE XIII bis. Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire (loi du 17 juillet 1856) : 16,267

CHAPITRE XVII. Pensions militaires 800,000

Cour des comptes.

CHAPITRE XXXIII. Matériel et dépenses diverses 6,078

Service de trésorerie.

CHAPITRE XL. Frais de trésorerie 1,000,000

CHAPITRE XLII. Traitements et frais de service des receveurs généraux et particuliers des finances 660,000

(1) xi^e série, Bull. 336, n° 3107.

(2) ix^e série, Bull. 579, n° 7437.

(3) xi^e série, Bull. 440, n° 4110.

Contributions directes. (Frais de perception.)

CHAPITRE L.	Remises aux percepteurs, etc. Frais judiciaires et secours.....	60,500'
	<i>Postes.</i>	
CHAPITRE LXV.	Matériel.....	364,030
		9,626,875

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources accordées par la loi du budget de l'exercice 1856.

3. Le crédit ci-dessus sera soumis à la sanction législative, aux termes de l'article 21 de la loi du 5 mai 1855.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 4263. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1856.*

Du 31 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances :

Vu la loi du 5 mai 1855, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1856 ;

Vu le décret du 31 octobre 1855 (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice ;

Vu l'article 20 du règlement général du 31 mai 1838 (2), concernant la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires par décret, dans l'intervalle des sessions législatives ;

Vu les dispositions du décret du 10 novembre 1856 (3) sur les crédits supplémentaires ou extraordinaires ;

(1) xi^e série, Bull. 336, n° 3107.

(2) ix^e série, Bull. 579, n° 7457.

(3) xi^e série, Bull. 440, n° 4110.

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1856, un crédit supplémentaire de vingt et un millions huit cent vingt-trois mille huit cent cinquante-cinq francs cinquante-deux centimes (21,823,855^f 52^c pour les dépenses ci-après :

DOUANES ET CONTRIBUTIONS INDIRECTES.		
CHAPITRE LIX.	Matériel.....	1,725,855 ^f 52 ^c
	<i>Remboursements et restitutions.</i>	
CHAPITRE LXX.	Répartition des produits de plombage, d'estampillage, etc.....	50,000 00
CHAPITRE LXXII.	Primes à l'exportation de marchandises.....	19,600,000 00
CHAPITRE LXXIII.	Escomptes sur divers droits.....	448,000 00
	TOTAL.....	21,823,855 52

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources accordées par la loi du budget de l'exercice 1856.

3. Le crédit ci-dessus sera soumis à la sanction législative aux termes de l'article 21 de la loi du 5 mai 1855.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1856.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances

Signé P. MAGNE.

N° 4264. — DÉCRET IMPÉRIAL qui proroge le délai mentionné à l'article 4 de la Convention du 19 juillet 1853, concernant le prolongement du Chemin de fer de Reims à Charleville jusqu'à la frontière de Belgique.

Du 3 Janvier 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret du 20 juillet 1853 (1) portant concession du chemin de fer de Reims à Mézières et Charleville, avec embranchement sur Sedan, et du chemin de fer de Creil à Beauvais, ensemble la convention et le cahier des charges annexés à ce décret, et notamment les articles 3 et 4 de ladite convention, ainsi conçus :

« Art. 3. Le ministre concède en outre, au nom de l'État, aux sus-nommés, qui l'acceptent, le prolongement du chemin de fer de Reims à Charleville jusqu'à la frontière de Belgique, formant la deuxième section du chemin de fer de Reims à la frontière, suivant les conditions déterminées par la loi du 11 juin 1842.

« Art. 4. La concession dont il s'agit dans l'article 3 ci-dessus est dès à présent obligatoire pour la compagnie concessionnaire. En ce qui concerne l'État, elle devra être régularisée dans un délai de trois ans, au plus tard, en faveur de ladite compagnie.

« Dans le cas où, dans ce délai, un décret spécial et une loi confirmant les engagements de l'État ne seraient pas intervenus, le présent article et le précédent seraient considérés comme non avenus, le surplus de la convention ressortissant son plein et entier effet. »

Vu la lettre de la compagnie, en date du 5 septembre 1856, ayant pour objet d'obtenir la prorogation du délai de trois ans ci-dessus;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, article 4.

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le délai de trois ans mentionné à l'article 4 ci-dessus relaté, de la convention du 19 juillet 1853, est prorogé d'une année. En conséquence, les dispositions des articles 3 et 4 de ladite convention continueront à avoir leur effet jusqu'au 20 juillet 1857.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

(1) Bull. 85, n° 758.

N° 4265. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant :

ART. 1^{er}. Le département du Haut-Rhin est autorisé à fonder à perpétuité, dans le lycée impérial de Colmar, trois bourses entières à six cent cinquante francs chacune.

2. Les dépenses de cette fondation seront couvertes au moyen d'un crédit de dix-neuf cent cinquante francs qui sera porté annuellement au budget du département.

3. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les décret et règlements. (*Saint-Cloud, 12 Novembre 1856.*)

N° 4266. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant que la répartition des bourses entretenues par la ville de Nantes dans son lycée impérial est modifiée de la manière suivante, savoir :

- Cinq bourses entières au lieu de quatre;
- Quatre bourses trois quarts au lieu de cinq;
- Quatre demi-bourses. (*Paris, 12 Décembre 1856.*)

N° 4267. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant :

ART. 1^{er}. L'académie française de l'Institut impérial de France est autorisée à accepter le legs à elle fait par M. *Edmond Halphen*, d'une inscription de rente annuelle de cinq cents francs, en trois pour cent sur l'État, dont les arrérages seront affectés à un prix qu'elle décernera, tous les ans ou tous les deux ou trois ans, à son choix, à l'ouvrage qu'elle jugera à la fois le plus remarquable au point de vue littéraire ou historique, et le plus digne au point de vue moral.

2. L'académie des sciences morales et politiques de l'Institut impérial de France est autorisée à accepter le legs à elle fait par M. *Edmond Halphen*, d'une inscription de rente annuelle de cinq cents francs, en trois pour cent sur l'État, dont les arrérages seront affectés à un prix qu'elle décernera, tous les ans ou tous les deux ou trois ans, à son choix, soit à l'auteur de l'ouvrage littéraire qui aura le plus contribué au progrès de l'instruction primaire, soit à la personne qui, d'une manière pratique, par ses efforts ou son enseignement personnel, aura le plus contribué à la propagation de l'instruction primaire. (*Paris, 31 Décembre 1856.*)

N° 4268. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui affecte au service des douanes, pour la construction

d'un bureau, d'une caserne et d'un corps de garde, un terrain domanial désigné au plan annexé au décret par les lettres E, F, G, H, et situé sur le quai de la rive gauche de l'avant-port de la commune d'Ouistreham, arrondissement de Caen, département du Calvados. (*Paris, 7 Janvier 1857.*)

N° 4269. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve le tableau des modifications apportées au tarif fixé par le décret du 8 août 1849 (1) pour la perception des droits de péage au passage d'eau de Brest à Recouvrance sur la rivière de Penfeld, département du Finistère. (*Paris, 7 Janvier 1857.*)

Tableau des modifications apportées au tarif fixé par le décret du 8 août 1849 pour la perception des droits à percevoir au passage d'eau de Brest à Recouvrance, sur la rivière de Penfeld.

Pour cinquante kilogrammes de marchandises, le chargement et le déchargement opérés par les marchands, au lieu de 0^e 025, deux centimes, ci. 02^e
 Passage effectué à l'aide d'un bateau ou canot, par personne au lieu de 0,0125, un centime ci. 01

N° 4270. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'état) portant que

M. de Behr, auditeur au Conseil d'état, sous-préfet de Marmande;

M. Fabrier, auditeur au Conseil d'état, sous-préfet de Ribérac;

M. Plichon, auditeur au Conseil d'état, sous-préfet du Blanc;

M. le vicomte Malher, auditeur au Conseil d'état, sous-préfet de Savenay,

Sont nommés auditeurs en service extraordinaire. (*Paris, 8 Janvier 1857.*)

N° 4271. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant que les dispenses d'âge nécessaires pour procéder légalement à toutes les opérations de la compétence des agents forestiers sont accordées, en vertu de l'article 3 du Code forestier, aux gardes généraux stagiaires ci-après désignés, savoir :

MM.

Delpéré de Cardaillac de Saint-Paul (Hippolyte-Arthur),

De Touzalin (Charles-Ernest),

Charlemagne (Émile-Nicolas),

Boardin (Arthur-François-Désiré),

(1) 2^e série, Bull. 193, n° 1592.

TABLEAU de la sous-répartition des Crédits ouverts au Ministre de la marine et des colonies, par la loi du 14 juillet 1856 et le décret du 29 novembre suivant, pour les Dépenses de l'exercice 1857.

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
SERVICE MARINE.		
CHAPITRE I^{er}.		
ADMINISTRATION CENTRALE. (PERSONNEL.)		
1	Traitement du ministre.....	100,000 ^f
2	Appointements des directeurs, chefs et sous-chefs de bureau, commis principaux et ordinaires.....	771,500
3	Agents spéciaux.....	24,900
4	Gages des gens de service.....	60,100
TOTAL du Chapitre I^{er}.....		956,600
CHAPITRE II.		
ADMINISTRATION CENTRALE. (MATÉRIEL.)		
1	Fournitures générales.....	197,500
2	Entretien des édifices dépendants du ministère.....	35,000
TOTAL du Chapitre II.....		232,500
CHAPITRE III.		
SOLDE ET ACCESSOIRES DE LA SOLDE.		
1^{re} SECTION. — OFFICIERS MILITAIRES ET CIVILS.		
1	Conseil d'amirauté.....	40,240
2	Préfectures maritimes.....	152,100
3	Officiers de la marine.....	2,645,280
4	Inspection du matériel de l'artillerie. — Directions des ports et usines de l'artillerie.....	422,566
5	Inspection générale des troupes d'infanterie de marine.....	49,038
6	Génie maritime.....	580,240
7	Ingénieurs hydrographes.....	101,210
8	Examineurs et professeurs d'hydrographie.....	156,240
9	Commissariat de la marine.....	1,473,766
A REPORTER.....		5,620,674

NUMÉROS des articles	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
	REPORT	5,620,674 ¹
10	Inspection de la marine.....	243,540
11	Comptables du matériel.....	913,236
12	Personnel administratif des directions de travaux dans les ports et des établissements de la marine hors des ports.....	711,790
13	Agents de manutention des subsistances.....	31,270
14	Ingénieurs des ponts et chaussées.....	186,300
15	Aumôniers.....	57,800
16	Officiers de santé.....	697,100
17	Divers services.....	103,920
	TOTAL de la 1^{re} Section	8,565,630
	2^e SECTION. — MAISTRANCE, GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE.	
1	Maîtres entretenus de toutes professions.....	445,350
2	Écoles de maistrance et écoles élémentaires des ap- prentis.....	13,000
3	Divers agents.....	316,776
4	Escouades de gabiers de port.....	206,448
5	— de gardiennage des vaisseaux.....	257,350
6	Gardiens de magasins et de bureaux, portiers, ron- diers et canotiers.....	640,618
7	Compagnies de pompiers.....	236,123
	TOTAL de la 2^e Section	2,115,665
	3^e SECTION. — SOLDE ET HABILLEMENT DES ÉQUIPAGES ET DES TROUPES.	
1	Équipages.....	17,468,079
2	Infanterie de marine.....	4,536,435
3	Artillerie de marine.....	1,712,214
4	Gendarmerie maritime.....	339,607
5	Compagnie de discipline.....	58,234
6	Sous-officiers et gardes-chiourmes.....	354,615
7	Habillement des équipages.....	2,890,069
8	— des troupes.....	858,208
9	Objets divers concernant les troupes.....	137,131
10	Frais de casernement.....	328,578
11	Allocations spéciales.....	64,560
	TOTAL de la 3^e Section	28,747,730

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
	RÉCAPITULATION DU CHAPITRE III.	
	SOLDE ET ACCESSOIRES DE LA SOLDE.	
	1 ^{re} SECTION. Officiers militaires et civils.....	8,565,630 ^f
	2 ^e ——— Maistrance, gardiennage et surveillance.....	2,115,665
	3 ^e ——— Solde et habillement des équipages et des troupes.....	28,747,730
	TOTAL du Chapitre III.....	39,429,025
	CHAPITRE IV.	
	HÔPITAUX.	
1	Appointements et frais divers.....	221,980
2	Achats généraux, faits en France, de denrées, de médicaments et d'objets relatifs au service des hôpitaux et des bâtiments de la flotte.....	1,058,188
3	Dépenses relatives au matériel.....	113,480
4	Traitement de malades hors des établissements de la marine.....	742,820
5	Frais de quarantaine et patentes de santé.....	5,000
	TOTAL du Chapitre IV.....	2,141,468
	CHAPITRE V.	
	VIVRES.	
1	Appointements et frais divers. (Agents non entretenus.).....	35,850
2	Achats généraux de denrées et d'objets relatifs à la composition et à la distribution des rations.....	10,842,500
3	Dépenses accessoires.....	1,129,650
	TOTAL du Chapitre V.....	12,008,000
	CHAPITRE VI.	
	JUSTICE MARITIME.	
1	Tribunaux maritimes.....	32,910
2	Frais de capture et de justice militaire.....	15,600
3	Habillement et effets de couchage.....	47,490
4	Frais de procédure civile.....	4,000
	TOTAL du Chapitre VI.....	100,000

numéros des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
CHAPITRE VII.		
SALAIRES D'OUVRIERS.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc. à la tâche et à la journée.....	11,600,000 ^f
2	Dépenses accessoires. (Frais de charrois dans l'intérieur des ports, façons d'ouvrages hors des ports, etc. — Musée naval.).....	500,000
3	Secours à la classe ouvrière, précédemment supportés par les caisses de fonds libres, supprimées.	42,000
	TOTAL du Chapitre VII....	12,142,000
CHAPITRE VIII.		
APPROVISIONNEMENTS GÉNÉRAUX DE LA FLOTTE.		
1	Achats de matières et d'objets confectionnés.....	27,463,000
2	Construction et réparations de bâtiments exécutés par voie de marchés.....	1,000,000
3	Dépenses accessoires.....	620,000
	TOTAL du Chapitre VIII....	29,083,000
CHAPITRE IX.		
TRAVAUX HYDRAULIQUES ET BÂTIMENTS CIVILS.		
1^{re} SECTION. — SALAIRES D'OUVRIERS.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc. à la tâche et à la journée.....	260,000
2	Frais de charrois, façons d'ouvrages, etc.....	35,000
	TOTAL de la 1 ^{re} Section....	295,000
2^e SECTION. — ACHATS DE MATIÈRES.		
1	Matières et préparations diverses. — Machines et outils. — Objets d'ameublement.....	200,000
2	Travaux ordinaires, à l'entreprise.....	1,309,742
3	Travaux de Castigneau, à l'entreprise.....	2,000,000
4	Curage de la petite rade de Toulon, à l'entreprise..	
5	Achats et loyers de maisons et terrains.....	126,000
6	Éclairage et illuminations (à l'entreprise et en régie). — Chauffage et fournitures diverses en nature..	244,500
7	Dépenses accessoires.....	10,500
	TOTAL de la 2 ^e Section....	3,890,742

DÉTAIL DES ARTICLES.

CRÉDITS ALLOUÉS.

RÉCAPITULATION DU CHAPITRE IX.
TRAVAUX HYDRAULIQUES ET BÂTIMENTS CIVILS.

1 ^{re} SECTION. Salaires d'ouvriers.....	295,000 ^f
2 ^e ——— Achats de matières.....	3,890,742
TOTAL du Chapitre IX.....	4,185,742

CHAPITRE X.
POUDRES.

1 Artillerie. (Ports.).....	385,962 59
2 ——— (Fonderies.).....	11,308 80
3 Travaux hydrauliques.....	9,077 60
4 Services militaires aux colonies.....	276,565 10
	682,914 09
Bonification de 3 p. o/o au profit de la caisse des invalides, pour l'exécution du décret du 8 juillet 1852.....	21,121 05
TOTAL du Chapitre X.....	704,035 14
Et pour SOMME RONDE.....	704,036 00

CHAPITRE XI.

ÉCOLE NAVALE IMPÉRIALE EN RADE DE BREST,
ET BOURSIERS DE LA MARINE
DANS LES COLLÈGES ET LYCÉES.

1 École navale.....	99,000
2 Boursiers de la marine.....	60,000
TOTAL du Chapitre XI.....	159,000

CHAPITRE XII.

CHIOURMES.

1 Frais de capture, salaires, etc.....	33,000
2 Habillement, couchage et dépenses accessoires des forçats dans les bagnes.....	211,000
TOTAL du Chapitre XII....	244,000

CHAPITRE XIII.

FRAIS GÉNÉRAUX D'IMPRESSIONS ET ACHATS DE LIVRES.

1 Frais généraux d'impressions.....	433,100
2 Abonnement au Moniteur et à divers journaux....	15,000
3 Achats de livres.....	25,000
TOTAL du Chapitre XIII....	473,100

Rendus des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES	CRÉDITS ALLOUÉS.
	CHAPITRE XIV.	
	FRAIS DE VOYAGE ET DÉPENSES DIVERSES.	
1	Indemnités de route et de séjour.....	798,790 ^f
2	Frais de passage et de rapatriement.....	497,784
3	Frais de pilotage.....	188,000
4	Indemnités et allocations diverses.....	424,476
	TOTAL du Chapitre XIV....	1,909,050
	CHAPITRE XV.	
	DÉPENSES TEMPORAIRES.	
Uniq.	Soldes de réforme et de non-activité aux différents corps de la marine.....	80,000
	Traitements temporaires par suite de suppression d'emploi.....	40,000
	TOTAL du Chapitre XV...	120,000
	CHAPITRE XVI.	
	MATÉRIEL DU DÉPÔT DES CARTES ET PLANS.	
1	Reconnaisances hydrographiques. (Loyers de bateaux, transport d'instruments.).....	5,000
2	Objets d'art et d'instruction relatifs à la navigation.	240,000
3	Fournitures de bureau, chauffage, éclairage, etc. du dépôt des cartes et plans de la marine.....	9,800
4	Matériel des écoles de navigation.....	1,000
	TOTAL du Chapitre XVI....	256,800
	CHAPITRE XVII.	
	DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.	
	(Pour mémoire.)	
	CHAPITRE XVIII.	
	DÉPENSES DES EXERCICES PÉRIMÉS NON FRAPPÉS DE DÉCHÉANCE.	
	(Pour mémoire.)	

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
	SERVICE COLONIAL.	
	CHAPITRE I^{er}.	
	PERSONNEL CIVIL ET MILITAIRE.	
1	Solde.....	6,768,100 ^f
2	Accessoires de la solde.....	410,800
3	Hôpitaux.....	1,742,300
4	Vivres.....	3,818,300
	TOTAL du Chapitre I^{er}.....	12,739,500
	CHAPITRE II.	
	MATÉRIEL CIVIL ET MILITAIRE.	
1	Travaux et approvisionnements.....	2,406,500
2	Dépenses diverses.....	751,000
	TOTAL du Chapitre II.....	3,157,500
	CHAPITRE III.	
	SUBVENTION AU SERVICE LOCAL.	
1	Guyane.....	523,000
2	Sénégal et dépendances.....	249,500
3	Gorée et dépendances.....	223,500
4	Iles Saint-Pierre et Miquelon.....	126,500
5	Sainte-Marie de Madagascar.....	70,000
6	Mayotte et dépendances.....	154,000
7	Établissements français de l'Océanie.....	300,000
	TOTAL du Chapitre III.....	1,646,500
	CHAPITRE IV.	
	DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.	
	(Pour mémoire.)	
	CHAPITRE V.	
	DÉPENSES DES EXERCICES PÉRIMÉS NON FRAPPÉS DE DÉCHÉANCE.	
	(Pour mémoire.)	

NUMÉROS
des articles.

DÉTAIL DES ARTICLES.

CRÉDITS ALLOUÉS.

2^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRE XIX.

DIGUE ET ARSENAL DE CHERBOURG.

DIGUE.

Dépenses de la digue. (Pour mémoire.)

ARSENAL.

1^{re} SECTION. — SALAIRES D'OUVRIERS.

1	Contre-maitres, ouvriers, etc. à la tâche ou à la journée.	312,000 ^f
2	Frais de charrois, façons d'ouvrages, etc.	50,000

2^e SECTION. — ACHATS DE MATIÈRES.

1	Achats de matières. (Bois, métaux, pierres, etc.) . . .	1,000,000
2	Éclairage de l'arsenal.	23,000
3	Travaux à l'entreprise (matières et main-d'œuvre comprises)	1,600,000
4	Achats et loyers de maisons et terrains.	"
5	Dépenses accessoires.	15,000

- TOTAL du Chapitre XIX. 3,000,000

CHAPITRE XX.

DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

(Pour mémoire.)

CHAPITRE XXI.

DÉPENSES DES EXERCICES PÉRIMÉS NON FRAPPÉS
DE DÉCHÉANCE.

(Pour mémoire.)

NUMÉROS des chapitres.	DÉTAIL DES CHAPITRES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
RECAPITULATION GÉNÉRALE.		
1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
SERVICE MARINE.		
1	Administration centrale. (Personnel.)	956,600 ^f
2	Administration centrale. (Matériel.)	232,500
3	Solde et accessoires de la solde.	39,429,025
4	Hôpitaux.	2,141,468
5	Vivres.	12,008,000
6	Justice maritime.	100,000
7	Salaires d'ouvriers.	12,142,000
8	Approvisionnements généraux de la flotte.	29,083,000
9	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.	4,185,742
10	Poudres.	704,036
11	École navale impériale en rade de Brest, et boursiers de la marine dans les collèges et lycées.	159,000
12	Chirurgiens.	244,000
13	Frais généraux d'impressions et achats de livres.	473,100
14	Frais de voyage et dépenses diverses.	1,909,050
15	Dépenses temporaires.	120,000
16	Matériel du dépôt des cartes et plans.	256,800
17	Dépenses des exercices clos. (Mémoire.)	"
18	Dépenses des exercices périmés, non frappées de déchéance. (Mémoire.)	"
TOTAL du Service marine.		104,144,321
SERVICE COLONIAL.		
1	Personnel civil et militaire.	12,739,500
2	Matériel civil et militaire.	3,157,500
3	Subvention au service local.	1,646,500
4	Dépenses des exercices clos. (Mémoire.)	"
5	Dépenses des exercices périmés, non frappées de déchéance. (Mémoire.)	"
TOTAL du Service colonial.		17,543,500
REPORT du Service marine.		104,144,321
TOTAL de la 1^{re} Section.		121,687,821

DÉTAIL DES CHAPITRES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
2^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.	
19 Digue et arsenal de Cherbourg.....	3,000,000 ^f
20 Dépenses des exercices clos. (Mémoire.).....	"
21 Dépenses des exercices périmés, non frappées de déchéance. (Mémoire.).....	"
TOTAL de la 2^e Section. ...	3,000,000
RÉCAPITULATION.	
1 ^{re} Section. Service ordinaire.....	121,687,821
2 ^e Section. Travaux extraordinaires.....	3,000,000
TOTAL GÉNÉRAL.....	124,687,821

Arrêté le présent état de sous-répartition à la somme de cent vingt-quatre millions six cent quatre-vingt-sept mille huit cent vingt et un francs.

Paris, le 20 Décembre 1856.

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine
et des colonies,*

Signé HAMELIN.

N° 4273. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Saint-Genis-l'Argentière (Rhône), d'un Établissement de Sœurs de Saint-Joseph.*

Du 19 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Lyon et du préfet du Rhône,
en date des 29 septembre et 28 novembre 1854;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

3...

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes et notre conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Joseph, existant à Lyon (Rhône) en vertu d'une ordonnance royale du 23 mai 1828 (1), est autorisée à fonder, à Saint-Genis-l'Argentière (même département), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 2 mars 1828 (2).

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Lyon, est autorisée à accepter la rétrocession faite, en faveur de l'établissement de sœurs du même ordre à Saint-Genis-l'Argentière, suivant acte notarié du 22 septembre 1854, par la demoiselle *Coquard*, membre de cette congrégation d'une maison et de deux pièces de terre situées à Saint-Genis-l'Argentière, que cette religieuse a déclaré avoir acquises pour le compte et avec les deniers de l'association.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1856.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes,

Signé ROULAND.

N° 4274. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Ozolles (Saône-et-Loire), d'un Établissement de Sœurs de Saint-François d'Assises.

Du 19 Décembre 1856.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

(1) VIII^e série, Bull. 224, n° 8218. (2) VIII^e série, Bull. 220, n° 8106

Vu les avis du cardinal-archevêque de Lyon, de l'évêque d'Autun et des préfets du Rhône et de Saône-et-Loire, en date des 31 décembre 1855, 9 et 17 mai et 30 avril 1856;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AYONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-François d'Assises, existant à Lyon (Rhône) en vertu de notre décret du 8 décembre 1853 (1), est autorisée à fonder, à Ozolles (Saône-et-Loire), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer aux statuts de la maison mère, qui sont les mêmes que ceux approuvés par ordonnance du 2 mars 1828 (2) pour la congrégation des sœurs de Saint-Joseph à Lyon.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-François d'Assises à Lyon est autorisée à acquérir, pour les besoins de l'établissement de son ordre à Ozolles, moyennant une somme de trois mille francs, montant de l'estimation, une maison avec dépendances, située à Ozolles et appartenant aux demoiselles *Goutard* et *Georges*, qui en ont consenti la vente, suivant acte notarié du 19 septembre 1855.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Décembre 1856.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé **ROULAND.**

(1) XI^e série, Bull. 116, n° 990.

(2) VIII^e série, Bull. 220, n° 8106.

N° 4275. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise la fondation, à *Vautorte* (Mayenne), d'un Établissement de Sœurs de la Charité.

Du 27 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les avis des vicaires généraux capitulaires du diocèse du Mans et du préfet de la Mayenne, en date des 27 novembre 1855 et 17 avril 1856 ;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 7 mai 1856 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement, la section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité, existant à Evron (Mayenne) en vertu d'un décret impérial du 13 novembre 1810, est autorisée à fonder, à Vautorte (même département), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. Le bureau de bienfaisance de Vautorte (Mayenne), le maire de cette commune et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité, à Evron (même département), sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite au bureau de bienfaisance de Vautorte par la dame *Émélie-Jeanne Lespescheuse*, veuve du sieur *Pierre-François Durand*, et la demoiselle *Marie-Jeanne Brilhaut*, suivant actes notariés des 17 mai 1854 et 10 avril 1855, et consistant, du chef de la dame veuve *Durand*, en une rente annuelle et perpétuelle de cinquante francs, et, du chef de la demoiselle *Brilhaut*, en une rente sur l'État de cinquante francs, inscrite au grand-livre de la dette publique au nom de la donatrice, sous le n° 63,698, série 2^{me}, à la condition notamment d'affecter le montant de ces libéralités au traitement des sœurs de la congrégation d'Evron, établies à Vautorte, et qui devront instruire les enfants pauvres et soigner les malades de cette localité.

En cas de remboursement de la rente de cinquante francs donnée par la dame veuve *Durand*, le capital en provenant sera employé en achat de rentes sur l'État.

La rente sur l'État, donnée par la demoiselle *Brilhaut*, sera immatriculée au nom du bureau de bienfaisance de Vautorte.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Décembre 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4276. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Salles (Hautes-Pyrénées), d'un Établissement de Sœurs de Saint-Joseph.

Du 27 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis de l'évêque de Tarbes et du préfet des Hautes-Pyrénées, en date des 13 août et 20 octobre 1855;

Vu les avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 16 février 1856;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes, existant à Tuzagnet (Hautes-Pyrénées) en vertu de

notre décret du 30 novembre 1852 (1), est autorisée à fonder, à Salles (même département), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer aux statuts de la maison mère, qui sont les mêmes que ceux approuvés par ordonnance royale du 30 avril 1826 (2) pour la congrégation des filles de la Croix à la Puye (Vienne).

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes, à Tuzaguet (Hautes-Pyrénées), au nom de cette congrégation, et le maire de la commune de Salles (même département), au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à ladite congrégation par le sieur *Jean Cazaubon*, suivant acte notarié du 22 mai 1855, et consistant, 1° en une rente annuelle et perpétuelle de trois cent vingt-cinq francs au capital de six mille cinq cents francs; 2° en une obligation de trois mille francs; 3° en une somme de cinq cents francs, à la charge, notamment, de fonder et d'entretenir à perpétuité dans la commune de Salles une école gratuite de jeunes filles tenue par deux sœurs de son ordre.

La somme de cinq cents francs sera employée en achat de rentes sur l'État.

Lors du remboursement de l'obligation de la créance de trois mille francs et en cas de rachat de la rente de trois cent vingt-cinq francs, les capitaux en provenant seront également placés en rentes sur l'État.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Décembre 1856.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de
l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

(1) x^e série, Bull. 595, n° 4583.

(2) viii^e série, Bull. 89, n° 2991.

N° 4277. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui rectifie l'article 2 du décret du 22 novembre 1856, relatif à l'acquisition, par l'État, de l'ancienne Abbaye d'Auberive (Haute-Marne.)*

Du 31 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu notre décret du 22 novembre 1856 (1) concernant l'acquisition, par l'État, de l'ancienne abbaye d'Auberive (Haute-Marne);

Vu l'article 62 du règlement du 30 novembre 1840, sur la comptabilité du ministère de l'intérieur;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes; de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'article 2 du décret susvisé du 22 novembre 1856 est rectifié ainsi qu'il suit :

• Cette acquisition est faite au prix principal de cent cinquante mille francs (150,000^f) payable, sans intérêts, savoir :

• Cent mille francs (100,000^f) en février 1858,

• Cinquante mille francs (50,000^f) en février 1859.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 4278. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'établissement d'une École secondaire ecclésiastique dans la ville de Mayenne.*

Du 5 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

(1) Bull. 446, n° 4148.

Vu la demande formée par l'évêque de Laval à l'effet d'être autorisé à établir une école secondaire ecclésiastique dans la ville de Mayenne;

Vu l'avis émis par le préfet de la Mayenne dans ses lettres du 27 et du 30 mars 1856;

Vu l'ordonnance royale du 5 octobre 1814;

Vu l'article 70 de la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'évêque de Laval est autorisé à établir une école secondaire ecclésiastique dans la ville de Mayenne, département de la Mayenne.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes,

Signé ROULAND.

N° 4279. — DÉCRET IMPÉRIAL qui affecte une somme d'un million à l'achèvement et à l'ameublement des Asiles impériaux élevés à Vincennes et au Vésinet pour les Ouvriers convalescents ou mutilés.

Du 10 Janvier 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les décrets des 22 janvier (1) et 27 mars 1852 (2);

Vu le décret du 8 mars 1855 (3) et le décret du 13 juin de la même année;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Et de l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

(1) 1^{re} série, Bull. 481, n° 3541.

(2) 1^{re} série, Bull. 512, n° 3883.

(3) 1^{re} série, Bull. 284, n° 2561.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une somme de un million de francs (1,000,000^f) est affectée à l'achèvement et à l'ameublement des asiles impériaux élevés à Vincennes et au Vésinet pour les ouvriers convalescents ou mutilés.

2. Il sera pourvu au paiement de la dépense mentionnée en l'article 1^{er}, au moyen d'une imputation de pareille somme sur le crédit de dix millions ouvert par le décret du 22 janvier 1852 pour l'amélioration des logements d'ouvriers.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 4280. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1857.

Du 14 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances :

Vu la loi du 14 juillet 1856, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1857 ;

Vu le décret du 29 novembre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice ;

Vu l'article 26 du règlement général du 31 mai 1838 (2), concernant la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires par décret dans l'intervalle des sessions législatives ;

Vu l'article 21 de la loi du 5 mai 1855, relatif au mode de régularisation des crédits ouverts par décret ;

Vu les dispositions du décret impérial du 10 novembre 1856 (3), sur les crédits supplémentaires ou extraordinaires ;

(1) 1^{re} série, Bull. 446, n° 4147.

(3) 1^{re} série, Bull. 446, n° 4110.

(2) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1857, un crédit supplémentaire de la somme de cent quatorze mille neuf cents francs (114,900^f) pour les dépenses ci-après :

DETTE VIAGÈRE.

CHAPITRE XII bis. Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire. (Loi du 17 juillet 1856.)..... 24,000^f

DOUANES ET CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

CHAPITRE LIV. Personnel..... 86,300
LVI. Dépenses diverses..... 4,600

TOTAL..... 114,900

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources accordées par la loi du budget de l'exercice 1857.

3. Le crédit ci-dessus sera soumis à la sanction législative aux termes de l'article 21 de la loi du 5 mai 1855.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Janvier 1857.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,*

Signé **P. MAGNE.**

N° 4281. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1857.

Du 14 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état des finances ;

Vu la loi du 14 juillet 1856 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1857 ;

Vu le décret du 29 novembre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu l'article 26 du règlement général du 31 mai 1838 (2), concernant la faculté d'ouvrir des crédits extraordinaires par décret, dans l'intervalle des sessions législatives;

Vu l'article 21 de la loi du 5 mai 1855, relatif au mode de régularisation des crédits ouverts par décret;

Vu les dispositions du décret impérial du 10 novembre 1856 (3), sur les crédits supplémentaires et extraordinaires;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de la somme de trois millions six cent soixante et onze mille cent quatre-vingts francs (3,671,180^f), pour les dépenses ci-après :

CONTRIBUTIONS DIRECTES.

CHAPITRE XLIII. Dépenses diverses 26,880^f

Enregistrement, Domaines et timbre.

CHAPITRE L. Dépenses diverses 39,500

Forêts.

CHAPITRE LI. Personnel 200,000

— LI. Matériel 300,000

— LIII. Dépenses diverses 384,000

DOUANES ET CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

CHAPITRE LIV. Personnel 99,300

— LV. Matériel 371,500

— LVI. Dépenses diverses 1,800,000

Postes.

CHAPITRE LVII. Dépenses diverses 450,000

TOTAL 3,671,180

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources accordées par la loi du budget de l'exercice 1857.

3. Le crédit ci-dessus sera soumis à la sanction législative, aux termes de l'article 21 de la loi du 5 mai 1855.

(1) xi^e série, Bull. 446, n° 4147.

(3) xi^e série, Bull. 440, n° 4110.

(2) ix^e série, Bull. 579, n° 7437.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances

Signé P. MAGNE.

N° 4282. — DÉCRET IMPÉRIAL qui transfère à Boulogne-sur-Mer le Bureau de garantie pour l'essai et la marque des Ouvrages d'or et d'argent, établi à Saint-Omer.

Du 14 Janvier 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances;

Vu l'article 35 de la loi du 19 brumaire an vi, relatif au nombre, au placement et à la circonscription des bureaux de garantie pour l'essai et la marque des ouvrages d'or et d'argent;

Vu les observations présentées par le préfet du département du Pas-de-Calais et par l'administration des douanes et des contributions indirectes;

Vu l'avis de la commission des monnaies et médailles,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} avril 1857, le bureau de garantie pour l'essai et la marque des ouvrages d'or et d'argent établi à Saint-Omer, département du Pas-de-Calais, sera transféré à Boulogne-sur-Mer, même département.

2. Il n'est apporté aucun changement à la circonscription de ce bureau, laquelle continuera de comprendre les arrondissements de Boulogne, Montreuil et Saint-Omer.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 4283. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1857, pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.

— Du 14 Janvier 1857. —

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 13 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838, les lois des 25 avril 1844 et 15 mai 1850 et celle du 22 juin 1854,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de quarante mille neuf cent quatre-vingt-treize francs (40,993^f), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1857, conformément au tableau annexé au présent décret, sur les patentés désignés par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par la loi du 15 mai 1850.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi à notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Janvier 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **E. ROUHER**.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTES IMPOSABLES.
Avignon.....	Vaucluse.....	Chambre....	2,300 ^f	Patentes de tout le département.
		Bourse.....	1,500	Patentes de la ville d'Avignon.
Bar-le-Duc.....	Meuse.....	Chambre....	581	Patentes de tout le département.
Boulogne.....	Pas-de-Calais.....	Idem.....	2,570	Patentes du département comprises dans la circonscription de la chambre.
Caen.....	Calvados.....	Idem.....	3,811	Idem.
		Bourse.....	1,280	Patentes de la ville de Caen.
Carcassonne.....	Aude.....	Chambre....	1,655	Patentes de tout le département.
		Idem.....	3,917	Patentes du département comprises dans la circonscription de la chambre.
Dunkerque.....	Nord.....	Bourse.....	300	Patentes de la ville de Dunkerque.
Fécamp.....	Seine-Inférieure...	Chambre....	1,614	Patentes du département comprises dans la circonscription de la chambre.
Granville.....	Manche.....	Idem.....	1,200	Idem.
Laval.....	Mayenne.....	Idem.....	500	Patentes de tout le département.
Montpellier.....	Hérault.....	Idem.....	3,369	Idem.
		Idem.....	2,566	Idem.
Nîmes.....	Gard.....	Bourse.....	1,928	Patentes de la ville de Nîmes.
Orléans.....	Loiret.....	Chambre....	2,200	Patentes de tout le département.
		Bourse.....	900	Patentes de la ville d'Orléans.
Saint-Étienne....	Loire.....	Chambre....	2,500	Patentes de tout le département.
		Idem.....	1,700	Idem.
Saint-Malo.....	Ille-et-Vilaine.....	Bourse.....	602	Patentes de la ville de Saint-Malo.
Valenciennes.....	Nord.....	Chambre....	4,000	Patentes du département comprises dans la circonscription de la chambre.
		TOTAL....	40,993	

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 21.

Paris, le 14 Janvier 1857.

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4284. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Budget des Dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, pour l'exercice 1857.*

Du 14 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état présenté par le directeur général des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations en exécution de l'article 37 de l'ordonnance du 22 mai 1816 (1), pour servir à la fixation des dépenses administratives de ces deux établissements, applicables à l'exercice 1857 ;

Vu l'avis motivé de la commission de surveillance instituée, près desdites caisses, par la loi du 28 avril 1816 et par le décret du 27 mars 1852 (2) ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations est fixé, pour l'exercice 1857, conformément à l'état ci-annexé, à la somme de sept cent quarante-trois mille deux cents francs (743,200^f).

2. Un crédit supplémentaire de six mille francs (6,000^f) est ouvert au budget de 1856 pour dépenses du matériel de la caisse de la dotation de l'armée, remboursables par ladite caisse.

3. Une somme de deux mille trois cent dix-sept francs soixante-quatre centimes (2,317^f 64^c), restée sans emploi sur les crédits de l'exercice 1855, est annulée, savoir :

CHAPITRE II. Personnel. 17^f 84^c et CHAPITRE VI. Matériel. 2,299^f 80^c.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Janvier 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé **P. MAGNE**.

(1) VII^e série, Bull. 90, n° 769.

(2) I^{re} série, Bull. 512, n° 3885.

État des dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des dépôts et consi pour l'année 1857, présenté par le directeur général à la commission de surveillance exécution de l'article 37 de l'ordonnance du 22 mai 1816.

N ^{os} DES CHAPITRES.		NOMBRE DES CHEFS, commis et agents.		NATURE DES DÉPENSES.					
DÉPENSES ORDINAIRES DE L'ANNÉE 1857.									
I ^{re} PARTIE. — PERSONNEL.				fr.					
1	b	Directeur général et membres du conseil d'administration,	{	1 Directeur général, président du conseil d'administration	20,000				
				1 Sous-directeur, chargé de la division du contrôle de la caisse.....	12,000				
				1 Caissier (A).....	12,000				
				1 Chef de la division de la comptabilité.....	10,000				
				1 Chef de la division des retraites.....	10,000				
				1 Chef de la division du contentieux.....	19,000				
				Un commis principal et un commis ordinaire.....	5,300				
				2 Cabinet du directeur général... Bureau placé sous les ordres immédiats du directeur général...					
				9	Chief et commis du bureau du personnel, du secrétariat et des archives.....	25,200			
				2	196	Chefs, sous-chefs et commis.	{	16 Chef, sous-chef et commis du premier bureau. (Grand-livre et comptes courants avec les receveurs généraux.).....	29,500 ^f
24 Chef, sous-chefs et commis du deuxième bureau. (Consignations.).....	64,900								
16 Sous-chefs et commis du troisième bureau. (Caisse d'épargne et dépôts divers).....	40,200								
38 9 Chef et commis du quatrième bureau. (Prêts à divers.).....	25,100								
23 Chef, sous-chefs et commis du 5 ^e bureau. 20. 1 Chef de bureau..... 7,000 ^f 8 Sous-chef et commis de la 1 ^{re} section..... 15,700 43,900 ^f 11 Sous-chef et commis de la 2 ^e section..... 21,200 47,500	217,200								
3. Militaires congédiés ou décédés.....	3,600								
11 Chef et commis du premier bureau. (Caisse des retraites pour la vieillesse. — Comptabilité centrale et contrôle.).....	23,300								
32 14 Sous-chef et commis du deuxième bureau. (Caisse des retraites pour la vieillesse. — Comptes individuels et statistiques.).....	26,100								
7 Sous-chef et commis du troisième bureau. (Retraites sur fonds spéciaux.).....	18,800								
40	5	3 ^e division. — Cententieux.	{					19 Chef, sous-chefs et commis du premier bureau. (Consignations réalisées à Paris.).....	58,000
				51 Chef, sous-chefs et commis du 2 ^e bureau. (Consignations effectuées dans les départements et en Algérie. — Dépôts, oppositions; caisse des retraites pour la vieillesse.)..	57,900				
				10 Chef, sous-chef et commis du premier bureau. (Dépenses.).....	29,700				
				9 Chef et commis du deuxième bureau. (Recettes.).....	25,400				
				6 6 Contrôleur principal, contrôleurs et commis.....	18,400				
				19	6	5 ^e division, Caisse.	{	10 Chef, sous-chef et commis du premier bureau. (Dépenses.).....	29,700
								9 Chef et commis du deuxième bureau. (Recettes.).....	25,400
								6 6 Contrôleur principal, contrôleurs et commis.....	18,400

NATURE DES DÉPENSES.			CREDITS alloués pour 1857.
			fr.
13	Agents de comptoir et gens de service.	{ 7 Agents de comptoir..... 14,700 18 Gens de service. (Portier-concierge, gardiens de bureau et homme de peine.)..... 21,000	35,700
MONTANT des appointements.....			615,000
4	Indemnités et abonnements.	{ « (A) Indemnité allouée au caissier pour pertes de caisse. 3,000 « Indemnité au secrétaire de la commission de surveillance..... 1,000 1 Abonnement de l'agent de change..... 12,000 1 Abonnement du conseil de l'administration..... 1,200	17,200
5	Indemnité pour travaux extraordinaires et pour travaux de dimanche.....		10,000
DÉPENSES du personnel.....			642,200
II ^e PARTIE. — MATÉRIEL.			
6	Dépenses ordinaires.	{ 1 Fournitures de bureau..... 9,000 2 Impressions et lithographies..... 22,000 3 Chauffage..... 10,000 4 Eclairage..... 3,000 5 Bâtiments et mobilier..... 15,000 6 Menues dépenses et dépenses accidentelles et imprévues 6,000	65,000
MONTANT des dépenses ordinaires.....			707,200
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.			
MATÉRIEL.			
	Loyer d'une maison rue de Lille, n° 4, pour le service de l'administration...	23,400	36,000
	Gages du portier de cette maison.....	800	
	Loyer d'un rez-de-chaussée, rue de Lille, n° 21, pour une partie des archives du contentieux.....	800	
	Indemnité de logement. (Décision du ministre des finances, des 8 novembre 1855 et 18 octobre 1856.).....	6,000	
TOTAL des dépenses de l'année 1857.....			743,200

Arrêté le présent état à la somme de sept cent quarante-trois mille deux cents francs, pour les dépenses de l'année 1857.

Paris, le 17 Novembre 1856.

Vu et approuvé par la commission de surveillance,
Paris, le 3 Décembre 1856.

Signé : Comte d'Argout, Marchand, Andouillé,
marquis d'Audiffret, Gouin, Thibaut,
baron T. de Lacrosse.

Le Directeur général,
Signé Guillemot.

Approuvé :
Le Ministre secrétaire d'état des finances,
Signé P. MAGNE.

N° 4285. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise des virements de Crédits au budget du Ministère des Finances, exercice 1855.*

Du 17 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

Vu la loi du 22 juin 1854, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1855;

Vu le décret du 15 décembre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses de cet exercice;

Vu les décrets des 24 octobre (2) et 22 décembre 1855 (3) et du 14 juillet 1856 (4), qui ont ouvert, sur l'exercice 1855, pour les dépenses du ministère des finances, des crédits supplémentaires montant à neuf cent quarante et un mille treize francs dix centimes;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts pour l'exercice 1855, par la loi du budget du 22 juin 1854, et le décret de répartition du 15 décembre suivant, sur les divers chapitres du ministère des finances, sont réduits d'une somme de neuf cent quarante et un mille treize francs dix centimes (941,013^f 10^c), conformément à l'état A ci-annexé.

2. Cette somme de neuf cent quarante et un mille treize francs dix centimes (941,013^f 10^c) est appliquée à couvrir les dépenses autorisées, pour le même exercice 1855, sur divers chapitres du budget du ministère des finances, par les décrets des 24 octobre et 22 décembre 1855 et 14 juillet 1856, conformément à l'état B ci-annexé.

En conséquence, les susdits décrets de crédits supplémentaires sont convertis en décrets de virement de crédits.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Janvier 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur:

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,
 Signé **P. MAGNE**.

(1) Bull. 241, n° 2193.

(2) Bull. 335, n° 3099.

(3) Bull. 354, n° 3280.

(4) Bull. 414, n° 3848.

ÉTAT A.

État des réductions opérées au budget du ministère des finances sur les crédits de l'exercice 1855, pour régularisation de crédits supplémentaires accordés par décrets.

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.	MONTANT des réductions de crédits.
	DETTE PERPÉTUELLE.	
3	Rentes 4 p. o/o.....	8,500 ^l 00 ^c
	INTÉRÊTS DE CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.	
9	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	3,900 00
	DETTE VIAGÈRE.	
12	Rentes viagères.....	176,013 10
13	— pour la vieillesse.....	56,500 00
14	Pensions de l'ancienne pairie.....	21,900 00
15	— civiles (décret du 13 septembre 1806)....	71,500 00
16	— à titre de récompense nationale.....	41,900 00
18	— ecclésiastiques.....	35,600 00
19	— de donataires dépossédés.....	35,000 00
22	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile...	2,000 00
23	— viagers aux anciens militaires de la République et de l'Empire.....	69,000 00
24	Indemnités viagères de retraite aux employés de la dernière liste civile.....	9,000 00
25	Indemnités viagères de retraite aux employés du do- maine privé du dernier règne.....	5,700 00
	DOTATIONS.	
28	Dotations du Sénat.....	27,500 00
31	Supplément à la dotation de la Légion d'honneur....	23,800 00
	ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES.	
36	Dépenses diverses.....	17,900 00
	MONNAIES ET MÉDAILLES.	
37	Personnel.....	2,000 00
	SERVICES DIVERS.	
44	Dépenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance.....	62,000 00
	CONTRIBUTIONS DIRECTES.	
46	Personnel.....	3,000 00
47	Dépenses diverses.....	62,500 00
50	Remises aux percepteurs, frais de distribution du pre- mier avertissement.....	13,000 00
	FORÊTS.	
56	Personnel.....	8,000 00

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.	MONTANT des réductions de crédits.
DOUANES ET CONTRIBUTIONS INDIRECTES.		
59	Personnel	92,600 ^f 00 ^c
62	Avances recouvrables	28,600 00
64	Dépenses du service des douanes en Algérie	30,000 00
POSTES.		
65	Personnel	33,600 00
TOTAL		941,013 10

Arrêté le présent état à la somme de neuf cent quarante et un mille treize francs dix centimes.

Le Ministre secrétaire d'état des finances,
Signé P. MAGNE.

ÉTAT B. Relevé des décrets qui ont accordé des crédits supplémentaires au budget du ministère des finances, sur l'exercice 1855, et qui sont convertis en décrets de virement de crédits.

DATES des décrets.	NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATIONS des services et des dépenses.	MONTANT DES CRÉDITS	
			par chapitre.	par décret.
24 oct. 1855.		ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES.		
	34	Personnel	428,500 ^f 00 ^c	
	35	Matériel	304,000 00	
		MONNAIES ET MÉDAILLES.		
	38	Matériel	23,376 10	875,876 ^f 10 ^c
12 déc. 1855. 14 juill. 1856.		REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.		
	69	Restitutions et non-valeurs sur contributions directes, etc..	120,000 00	
		ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES.		
	34	Personnel	50,000 00	50,000 00
		MONNAIES ET MÉDAILLES.		
	38	Matériel	15,137 00	15,137 00
TOTAL				941,013 10

Arrêté le présent état à la somme de neuf cent quarante et un mille treize francs dix centimes.

Le Ministre des finances,
Signé P. MAGNE.

N° 4286. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire pour une Créance constatée sur un exercice clos.*

Du 17 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

Vu l'état de liquidation d'une créance à la charge du ministère des finances, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice clos 1855;

Vu les articles 99 et 100 du règlement général du 31 mai 1838 (1), sur la comptabilité publique;

Vu les dispositions du décret impérial du 10 novembre dernier (2), sur les crédits supplémentaires ou extraordinaires;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à notre ministre secrétaire d'état des finances, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1855, un crédit supplémentaire de cinq cent cinquante-huit mille huit cent cinquante francs seize centimes (558,850^f 16^c), montant d'une nouvelle créance liquidée sur cet exercice, concernant le service des emprunts spéciaux pour canaux et travaux divers.

CHAP. VI. Intérêts et primes des emprunts à rembourser par le trésor.

Notre ministre secrétaire d'état des finances est, en conséquence, autorisé à ordonnancer cette créance sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources accordées par la loi du budget de l'exercice en cours d'exécution au moment du paiement.

3. Le crédit ci-dessus sera soumis à la sanction législative dans la prochaine session.

(1) IX^e série, Bull. 579; n° 7437. (2) XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 4287. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le tarif approuvé par décret du 19 avril 1856 (1) pour la perception des droits de péage à vingt-cinq passages d'eau existant sur la Loire et l'Allier, dans le département de la Haute-Loire, est et demeure applicable au passage du bac du Mas-de-Lavarenne situé sur la Loire, dans le même département.

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents tels qu'ils sont énumérés au tarif relaté dans l'article précédent, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 10 Janvier 1857.*)

(1) Bull. 391, n° 3597.



Certifié conforme:

Paris, le 24 Janvier 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 463.

N° 4288. — *RAPPORT À L'EMPEREUR sur l'extension des Institutions municipales en Algérie.*

Du 30 Décembre 1856.

Sire,

Je viens constater un nouveau et remarquable progrès dans la marche des intérêts civils en Algérie, en soumettant à Votre Majesté, conformément aux propositions du gouverneur général, une série de décrets relatifs à l'extension de l'administration préfectorale et du régime municipal dans ce pays.

Des trois décrets qui accompagnent le présent rapport, le premier, en modifiant un certain nombre de circonscriptions administratives et communales, satisfait à des convenances et à des besoins nés du progrès même de la colonisation et du développement des intérêts locaux.

Le deuxième décret a pour objet de supprimer trois anciens commissariats civils dans des districts où cette institution, essentiellement transitoire, a cessé d'être nécessaire, et qu'on peut abandonner sans inconvénient à l'initiative et aux efforts spontanés de la vie communale.

Le même décret élargit le ressort de l'administration départementale, en remplaçant les trois commissariats civils supprimés par un nombre égal de nouveaux districts détachés du territoire militaire.

Enfin, le troisième décret institue dans la zone civile vingt-huit communes nouvelles, comprenant dans leurs circonscriptions quatre-vingt-dix localités entre lesquelles se répartit une population de plus de trente-huit mille âmes.

Permettez-moi, Sire, d'entrer dans quelques détails en ce qui touche particulièrement les commissariats civils à supprimer ou à créer, et les communes nouvelles dont je propose l'institution.

§ 1^{er}. — COMMISSARIATS CIVILS À SUPPRIMER.

Les commissariats civils qu'il me paraît opportun de supprimer sont les suivants :

Celui de Médéah , dans le département d'Alger ;
Celui de Bougie , dans le département de Constantine ,
Et celui d'Arzew , dans le département d'Oran.

Les districts de Bougie et de Médéah, institués en 1848-1850, ont été érigés en communes par décret impérial du 17 juin 1854; les commissaires civils y avaient été maintenus comme maires, afin, ainsi que je l'exposais dans mon rapport à Votre Majesté, de garantir ces jeunes municipalités, à leur début, des erreurs et des tâtonnements de l'inexpérience.

L'absence d'une justice de paix rendait, en outre, la mesure indispensable pour le district de Bougie.

Depuis lors, les deux communes ont grandi, et le siège d'un tribunal de paix a été institué à Bougie.

Enfin, l'œuvre de la colonisation et du peuplement, en tant qu'elle incombe à l'administration, est terminée dans les deux districts : l'institution du commissariat civil y a donc fait son temps et n'a plus sa raison d'être.

Le district d'Arzew, créé par décret du 4 novembre 1850 et limité dans le principe à un territoire de deux mille mètres de rayon autour de l'enceinte urbaine, s'est accru, en 1853, de treize des colonies agricoles fondées dans la province d'Oran en exécution du décret du 19 septembre 1848.

Ces colonies ont reçu leur assiette définitive au double point de vue du peuplement et de la distribution des terres. L'une d'elles, Saint-Cloud, est devenue le siège d'une justice de paix dont le ressort s'étend à tout le district projeté; toutes communiquent facilement avec le chef-lieu du département; il ne rest plus qu'à laisser à l'énergie propre à la vie municipale le soin de développer leur avenir.

§ 2. — NOUVEAUX COMMISSARIATS CIVILS.

Les trois nouveaux districts civils dont je demande la création à Votre Majesté auront pour chefs-lieux :

Dellys, ressortissant au département d'Alger, dont il formera l'extrémité nord-est;

Sidi-bel-Abbès, dont le district accroîtra le ressort de la préfecture d'Oran;

Jemmapes, dont le district sera compris dans le département de Constantine et rattaché à l'arrondissement de Philippeville.

District de Dellys.

Je n'ai pas besoin, Sire, d'insister sur l'importance de la ville berlière de Dellys, doublée aujourd'hui d'une ville européenne, mieux appropriée aux destinées qui lui sont réservées sous notre domination. Cette importance résulte principalement de sa situation, comme port, au fond d'une rade très-sûre et au débouché de la fertile vallée du Sébaou.

Un marché considérable, où les rudes montagnards du Djurjura viennent échanger leurs huiles contre les produits de la plaine; un sol fertile, où la culture européenne n'a point à subir les fatigues et les dépenses préalables du débroussaillage; une route aujourd'hui praticable aux voitures dans tout son parcours, jusqu'à Alger, placent Dellys et son district dans des conditions particulières de prospérité.

Un premier village, formé sous le nom de *Ben-Nechoud*, à l'extrémité occidentale du périmètre assigné au nouveau district, prélude à une série de créations semblables, qui, sous l'influence et l'impulsion de l'autorité civile, tarderont peu à répandre, avec le travail européen, la vie et le mouvement dans cette portion du territoire algérien.

En l'état actuel, la population du district est de deux mille huit cents âmes environ, dont le quart à peu près d'Européens.

District de Sidi-bel-Abbès.

L'existence de la ville de Sidi-bel-Abbès a été officiellement constatée par un décret du 5 janvier 1849; mais les premiers fondements en avaient été jetés depuis quelques années déjà par l'instinct spontané de la population coloniale. C'est une ville toute française, assise au milieu d'un territoire fertile, abandonnée en 1843 par la puissante tribu des Beni-Amer. Devenue chef-lieu d'une subdivision militaire, et dotée, à ce titre, d'établissements importants, la jeune ville a pris de si rapides développements, qu'elle figure déjà avec distinction parmi les villes de second ordre de l'Algérie.

Le district que je propose de lui assigner comprendra une superficie de seize mille hectares, arrosée dans sa plus grande longueur (du nord au sud) par l'Oued-Mékerra, et sillonnée en sens divers par d'autres cours d'eau dont l'agriculture peut tirer

les moyens les plus abondants d'irrigation. Plusieurs centres de population agricole y sont en cours de formation ou projetés. Ceux de *Sidi-Brahim* au nord de la ville, et de *Sidi-Lahsen* au sud, sont déjà parvenus à un certain degré de développement.

L'installation de l'autorité civile ne pourra que régulariser et accélérer l'œuvre de colonisation si heureusement inaugurée par l'autorité militaire dans le riche bassin de la Mékerra.

La population actuelle du district est de sept mille six cents âmes, dont trois mille cinq cents Européens.

District de Jemmapes.

Le chef-lieu choisi pour ce nouveau district est une des colonies agricoles fondées, dans la province de Constantine, en exécution du décret du 19 septembre 1848, et l'une de celles qui ont le plus prospéré. Un climat des plus salubres, des eaux abondantes, un sol fertile, des routes qui mettent la colonie en communications faciles avec Guelma, centre de production, avec Philippeville et Bone, ports d'écoulement, ont jeté les bases durables de cette prospérité.

Je propose de comprendre dans le district de Jemmapes la concession marbrière du Filfila. Cette exploitation, habilement dirigée et dont l'avenir est assuré par la richesse et la beauté de ses produits, est devenue un centre puissant d'attraction pour la population ouvrière et coloniale. Cette population s'est si rapidement accrue dans ces derniers temps, que l'administration a dû se hâter de la pourvoir des divers éléments du régime civil : mairie, école, chapelle, service médical, etc.

Le district de Jemmapes comprendra, outre son chef-lieu, deux centres déjà formés, *Sidi-Nassar* et *Ahmed-ben-Ali*; deux autres centres appartenant au périmètre de la concession marbrière, mais non encore officiellement institués, *Saint-Louis* et *Saint-Léon* du Filfila.

La population du district projeté, tout européenne, peut être évaluée, en l'état actuel, à deux mille quatre cents âmes.

§ 3. — CRÉATION DE COMMUNES NOUVELLES.

Lorsque, en 1854, j'avais l'honneur de proposer à Votre Majesté la création de neuf communes nouvelles, j'émettais cette pensée que « la commune, sagement et fortement constituée, devait être considérée comme l'auxiliaire le plus sûr et le plus puissant de l'œuvre de la colonisation en Algérie. » L'expérience

n'a fait que me confirmer dans cette opinion. L'institution municipale a eu pour conséquence immédiate d'accroître les ressources des localités auxquelles elle avait été donnée, d'y stimuler le zèle des populations et l'activité des administrations locales. Il y a émulation entre les communes constituées pour tout ce qui est amélioration, embellissements, institutions et travaux d'utilité publique. Aussi est-ce avec confiance, Sire, que je sou mets aujourd'hui à Votre Majesté une mesure par suite de laquelle, sauf un très-petit nombre d'exceptions, tout le territoire civil de l'Algérie va se trouver divisé en municipalités de plein exercice.

Ces municipalités seront au nombre de quarante-sept, comprenant dans leurs circonscriptions cent soixante-six localités, où la population européenne dépasse le chiffre de cent cinquante mille âmes.

Les vingt-huit communes à constituer se répartissent entre les trois départements, conformément aux tableaux qui suivent :

DÉPARTEMENT D'ALGER.

12 communes et 32 annexes, savoir :

Arrondissement d'Alger.

Chefs-lieux.	Annexes.	Population.
Kouba	Hussein-Dey	1,800 âmes.
Birkadem	{ Birmandreïs	2,200
	{ Saoula	
Dély-Ibrahim	{ El Achour	1,700
	{ Drariah	
	{ Oul-d-Fayet	1,300
	{ Staouéli	
Chéragas	{ Sidi-Ferruch	950
	{ Guyotville (Aïn-Bénian)	
L'Arba	Rovigo et Sidi-Moussa	800
Le Fondouk	{ La Reghaïa	900
	{ Boudouaou	
	{ L'Oued-Corso	1,700
	{ Le Fort-de-l'Eau	
La Rassauta	{ La Maison-Carrée et la Maison-Blanche	2,750
	{ Aïn-Taya et Aïn-Beïda	
	{ Rouiba et Matifoux	1,700
Orléansville	{ La Ferme	
	{ Pontéba	2,750
Dellys	{ Ben-Nechoud	

XI^e Série.

4.

Arrondissement de Blidah.

<i>Chefs-lieux.</i>	<i>Annexes.</i>	<i>Population.</i>
Marengo	{ Tipaza	750 âmes.
	{ Bou R'kika	
	{ Avenir-el-Aïn	
Mouzaïaville	{ L'Affroun et Bou-Roumi	900
	{ La Chiffa	
Vesoul-Bénian	Bou-Medfa	450

DÉPARTEMENT D'ORAN.

14 communes et 27 annexes, savoir :

Arrondissement d'Oran.

Sidi-Chamy	{ Arcole	600
	{ Arcole-Aïn-el-Biod	
	{ Arcole-l'Étoile	
Valmy	Mangin	1,150
Misserghin	Bou-Tlélis	1,550
Arzew	{ Damesme	1,550
	{ Saint-Léu	
	{ Saint-Majley-Magoun	
	{ Kléber	1,500
Saint-Cloud	{ Mefessour	
	{ Sainte-Léonie	
	{ Sainte-Christel	
	{ Assi-ben-Okba	800
Fleurus	{ Assi-Aneur	
	{ Assi-bou-Nif	
Saint-Louis	Assi-ben-Féréah	780
S ^{te} -Barbe-du-Tlélat	Sidi-bel-Khaïr	350
Saint-Denis-du-Sig	Union du Sig	1,000
Sidi-Bel-Abbès	{ Sidi-Brahim	7,600
	{ Sidi-Sidi-Lahsen	

Arrondissement de Mostaganem.

Pélissier (Libérés)	{ Tounin	500
	{ Aïn-Boudinar	
	{ Aïn-Vallée des Jardins	
Rivoli	{ Aïn-Nouissy	850
	{ La Stidia	
Aboukir	{ Blad-Touaria	650
	{ Aïn-si-Chérif	
Aïn-Tedelès	{ Souk-el-Mitou	600
	{ Pont-du-Chélif	

DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE.

2 communes et 3 annexes, savoir :

Arrondissement de Bône.

La Calle..... 1,150 âmes.

Arrondissement de Philippeville.

Jemmapes.....	{ Ahmed-ben-Ali.....	} 2,400
	{ Sidi-Nassar.....	
	{ Concession du Filfila.....	

Ce serait m'exposer, Sire, à donner à ce rapport des proportions démesurées que d'entrer, sur chacune des communes que je viens de désigner, dans des détails circonstanciés, comme j'ai dû le faire plus haut pour les nouveaux districts à créer. Je me bornerai donc à quelques indications générales.

COMMUNES DU DÉPARTEMENT D'ALGER.

Kouba, Birkadem, Dély-Ibrahim, Chéragas et leurs annexes sont des villages du Sahel d'Alger dont la création remonte aux premiers temps de la colonisation. Depuis longtemps la propriété y est régulièrement constituée et la population définitivement assise. Une culture variée et développée, diverses industries se rattachant à l'exploitation des produits naturels, y ont répandu le bien-être et une certaine aisance : toutes ces localités sont mûres pour la vie municipale.

L'Arbâ doit son nom à un marché considérable qui se tient tous les mercredis sur le territoire de Beni-Moussa, et qui assure à la commune une source importante de revenus.

Le Fondouk et la Rassauta embrasseront dans leurs circonscriptions respectives tous les centres de population déjà constitués ou en cours de formation, depuis la rive droite de l'Harach jusqu'à l'Oued-Boudouaou, soit la partie orientale de la Mitidja. Cecanton de la plaine où, indépendamment des villages, sont disséminées plusieurs exploitations agricoles très-importantes, a trouvé un puissant élément de vitalité dans l'achèvement de la route qui relie Dellys à Alger. Sa population est sans doute disséminée sur un territoire trop vaste, et qu'il faudra, dans un avenir très-rapproché, diviser en circonscriptions plus restreintes; néanmoins, Sire, je n'ai pas cru devoir ajourner, pour la population active et intelligente qui défriche et féconde

ce territoire, l'institution communale qu'elle désire, et pour laquelle elle a déjà manifesté son aptitude en avançant dans la pratique l'initiative de l'administration.

Les circonscriptions communales d'Orléansville, de Dellys et de Marengo, dans l'arrondissement de Blidah, seront celles des districts actuels.

Toutefois, je dois faire observer que le district de Marengo, en devenant circonscription communale, perd ses deux annexes de l'Atlas, Vesoul-Bénian et Bou-Medfa, pour gagner en échange, dans la plaine, l'ancienne colonie agricole d'Ameur-el-Aïn; ce qui lui donne à l'est une limite naturelle, l'Oued-Ger, et une configuration topographique plus régulière.

La difficulté de rattacher dans des conditions normales Vésoul-Bénian et Bou-Medfa à des centres plus considérables m'a déterminé à les réunir en une circonscription communale qui relèvera directement de la sous-préfecture de Blidah.

Ce sera la moins considérable et la moins riche des communes du département d'Alger; toutefois, j'estime que ses revenus ordinaires annuels s'élèveront à environ six mille francs, et un emploi judicieux de ces ressources lui permettra de pourvoir aux besoins essentiels de l'administration locale.

COMMUNES DU DÉPARTEMENT D'ORAN.

Les centres de Sidi-Chamy, Valmy, Misserghin et leurs annexes datent des premiers essais de colonisation dans la province de l'Ouest. L'administration n'a plus rien à faire pour eux que de favoriser leur développement normal en les élevant à l'état de municipes.

Le port d'Arzew, que nous occupons définitivement depuis 1833, semble, par son assiette au débouché des vallées du Sig et de l'Habra, être appelé à prendre, avec le temps, une véritable importance commerciale. Du reste, il possède dès aujourd'hui toutes les conditions de l'existence municipale, et les localités que je propose de lui donner pour annexes appartiennent naturellement à sa sphère d'attraction.

Saint-Cloud, Fleurus, Saint-Louis et leurs annexes sont des colonies agricoles fondées de 1848 à 1851; ainsi que je l'ai dit plus haut, ces centres ont accompli leur période de peuplement et d'appropriation du sol. Le reste doit être l'œuvre des institutions municipales.

Sainte-Barbe du Tlélat, arrosé par le cours d'eau de ce nom,

est détaché du district de Saint-Denis-du-Sig, dont il se trouve éloigné de vingt-quatre kilomètres et séparé par la forêt de Boulsmaël, pour former une commune à part, relevant immédiatement de la préfecture d'Oran. Ce centre, qui se trouve compris par le décret du 6 juillet 1850 dans le ressort de la justice de paix de Saint-Cloud, possède un marché arabe très-fréquenté, ce qui lui assure, malgré la faiblesse relative de sa population européenne, les moyens de pourvoir largement aux dépenses de son administration.

Les circonscriptions communales de Saint-Denis-du-Sig et de Sidi-bel-Abbès sont celles des commissariats civils; mais Saint-Denis-du-Sig, ainsi que je viens de le faire connaître à Votre Majesté, perd en devenant commune son annexe du Tlélat. Cette perte n'est point compensée quant à présent; il lui reste, toutefois, un périmètre encore assez étendu pour se prêter à la formation de centres agricoles nouveaux, qui deviendront plus tard autant de sections communales.

Du reste, le commissariat civil est destiné à être transféré, dans un avenir assez rapproché, sur un autre point de la province; ce qui ne pourra avoir lieu, cependant, qu'après l'institution au Sig d'une justice de paix dont le ressort s'agrandirait de parties détachées des circonscriptions trop étendues des justices de paix d'Oran et de Saint-Cloud.

Quatre des nouvelles communes appartiennent à l'arrondissement de Mostaganem : ce sont celles de Pélissier, Rivoli, Aboukir et Aïn-Tédelès.

Le chef-lieu proposé pour la première de ces communes avait reçu, en 1846, le nom de *Libérés*, en vue de son peuplement par des soldats de l'armée d'Afrique libérés du service militaire. Cette pensée n'ayant pas été réalisée, et le village n'ayant été peuplé que de colons sortis de la classe civile, les habitants demandent aujourd'hui le changement d'une dénomination qui a l'inconvénient de présenter un sens équivoque.

Votre Majesté approuvera sans doute ma proposition de faire droit à cette juste réclamation, en conférant à la commune dont il s'agit un nom illustre dans les fastes militaires et civils de l'Algérie, et particulièrement cher à la province d'Oran.

COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE.

Le port de la Calle est le plus ancien de nos établissements sur

la côte septentrionale d'Afrique, et l'un des premiers commissariats civils institués en Algérie depuis la conquête. A ce double titre, l'investiture municipale lui était due. La ville n'a qu'une banlieue agricole assez restreinte; mais elle a dans son voisinage les mines de plomb argentifère de Kef-Oum-Teboul et de vastes forêts de chênes-lièges. Elle touche à la frontière de la régence de Tunis. Ces circonstances, beaucoup plus encore que la pêche du corail, qui se fait dans ses parages maritimes, lui offrent des éléments de prospérité que l'avenir ne saurait manquer de développer.

La commune possède d'ailleurs, dès à présent, des ressources suffisantes pour subvenir, dans une mesure convenable, à tous les services municipaux; mais son éloignement de tout chef-lieu administratif, son isolement à l'extrémité du littoral algérien, l'absence enfin d'un juge de paix, font une nécessité d'y maintenir indéfiniment l'institution du commissariat civil.

La circonscription de la commune de Jemmapes sera celle du district. Ce que j'ai dit pour motiver la création du commissariat civil s'applique à la commune : je puis donc me dispenser d'entrer, à cet égard, dans de plus amples détails.

Par suite de l'organisation dont je viens de présenter le tableau à Votre Majesté, tout le territoire civil des provinces d'Alger et d'Oran va se trouver distribué en circonscriptions communales; quelques lacunes resteront encore dans le département de Constantine; mais, grâce à l'impulsion donnée de ce côté au travail de la colonisation et du peuplement, j'ai confiance qu'elles seront bientôt comblées.

Vous avez, Sire, approuvé cette pensée que j'émettais dans mon rapport du 16 juin 1854, qu'il ne fallait instituer en Algérie que des communes dotées de toutes les conditions nécessaires de force et d'avenir. Je suis resté fidèle à cette pensée, et j'ai la conviction que les nouvelles communes qui vont être créées naîtront parfaitement viables comme leurs aînées.

Le seul produit de l'octroi de mer, auquel toutes participeront au prorata de leur population, assure à chacune d'elles un revenu bien supérieur à celui que peuvent réaliser, dans la métropole, l'immense majorité des communes de même importance.

Elles auront, en outre, comme ressources ordinaires, le produit de l'impôt direct créé sous le nom de taxe sur les loyers, en faveur des communes algériennes, par l'arrêté organique du 4 novembre 1848; plus, toutes les autres sources de recettes

que la législation municipale ouvre aux communes de l'Algérie aussi bien qu'à celles de France. Beaucoup possèdent des marchés qui sont très-fréquentés, et qui donnent lieu, par suite, à des perceptions très-productives pour les caisses municipales.

Elles sauront, au besoin, s'imposer des sacrifices, quand l'intérêt de leur bien-être et de leur prospérité les rendra nécessaires.

Le mouvement progressif que révèlent les propositions que je sou mets à la sanction de Votre Majesté n'est pas arrivé à son terme. Il est dans la nature des choses que tout progrès en amène un nouveau, et ce n'est point l'Algérie qui pourrait faire exception à cette loi.

J'ose donc espérer, Sire, qu'il s'écoulera peu de temps avant que j'aie à prendre les ordres de Votre Majesté sur de nouvelles mesures destinées à compléter celles qui font l'objet du présent rapport.

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 4289. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui apporte des modifications aux Circonscriptions administratives et communales en Algérie.*

Du 31 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'ordonnance du 28 septembre 1847 (1), sur l'organisation du régime municipal en Algérie;

Vu l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 4 novembre 1848, sur la propriété communale en Algérie;

Vu l'ordonnance du 30 janvier 1848 portant institution des communes d'Alger, Blidah, Oran, Mostaganem, Bône et Philippeville;

Vu le décret présidentiel du 21 novembre 1851 portant création des communes de Douéra, Boufarik et Koléah;

Vu le décret du 12 janvier 1855 portant institution des commissaires civils de Marengo et de Saint-Denis-du-Sig;

Vu les décrets des 26 avril et 17 juin 1854 portant création, le premier de la commune de Constantine, le deuxième de neuf communes dans les trois départements de l'Algérie;

(1) 11^e série, Bull. 1422, n° 13,878.

Vu l'avis du conseil de gouvernement de l'Algérie, en date du 27 septembre 1855;

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La délimitation et l'organisation des commissariats civils et des communes ci-après désignés, savoir :

Commissariat civil de Marengo;

Commune de Douéra, Boufarik, Koléah, Milianah, Blidah, dans le département d'Alger;

Commissariat civil de Saint-Denis-du-Sig;

Commune d'Oran, dans le département d'Oran;

Communes de Constantine, Guelma, Philippeville, dans le département de Constantine;

Sont modifiées de la manière suivante :

TITRE I^{er}.

DÉPARTEMENT D'ALGER.

Commissariat civil de Marengo.

2. Les centres de population créés à Vesoul-Bénian et à Bou-Medfa sont distraits du commissariat civil de Marengo, pour être réunis en une circonscription communale séparée, et qui relèvera immédiatement de la sous-préfecture de Blidah.

Le centre de population d'Ameur-el-Aïn est réuni au commissariat civil de Marengo, dont la limite, à l'est, se trouve reportée au cours de l'Oued-Djer.

Commune de Douéra.

3. Le territoire de la commune de Douéra est délimité ainsi qu'il suit :

Au nord, les limites actuelles, formant celles du territoire de Dély-Ibrahim;

Au sud, la route dite *du pied des collines du Sahel*, à partir de Saint-Charles jusqu'aux Quatre-Chemins;

Au sud-est, et à partir des Quatre-Chemins, la route d'Alger à Blidah, jusqu'à l'extrémité des concessions de Crescia, au point de rencontre d'un ancien chemin allant à l'Harrach, et formant la limite nouvelle de la commune de Birkadem;

A l'est, la limite des concessions de Crescia ;

A l'ouest, les limites de la commune de Koléah.

Commune de Boufarik.

4. La commune de Boufarik comprend, outre le territoire et l'annexe de Souma, attribués à ce centre par les décrets précédents, le village de Chébli, créé par le décret du 21 juillet 1855 et formant section de commune.

Ce territoire est délimité de la manière suivante :

Au nord-ouest, les limites de la commune de Koléah ;

Au nord, et en deçà de Saint-Charles, le côté droit de la route d'Alger à Blidah, jusqu'à l'extrémité du territoire de Crescia ; à partir de la route, l'Oued-Baba-Tabadi, jusqu'à la rencontre d'un fossé de dessèchement ; une ligne droite prolongeant ce fossé jusqu'au fossé d'enceinte ; ce dernier fossé jusqu'à sa rencontre avec l'Oued-Torro ; cet oued jusqu'à la limite des haouchs Baba-Ali et Hassen-Pacha ; cette dernière limite jusqu'à l'Harrach ;

A l'est, l'Harrach ;

Au sud, la limite sud du département d'Alger, telle qu'elle a été fixée par le décret du 28 octobre 1854 ;

Au sud-ouest, les limites de la commune de Blidah ;

A l'ouest, les limites de la commune de Blidah, jusqu'à la redoute de Sidi-Klifa, et, à partir de cette redoute, une ligne droite aboutissant à l'Oued-Tarfa ;

Et, conformément au plan annexé.

Les limites de l'arrondissement d'Alger et de Blidah sont modifiées conformément au présent décret.

Le corps municipal de la commune de Boufarik est composé ainsi qu'il suit :

1° Le maire ;

Trois adjoints, dont deux domiciliés dans chacune des sections de Souma et de Chébli ;

2° Huit conseillers municipaux, dont

Six Français ou naturalisés Français,

Un colon étranger, ayant au moins deux années de résidence en Algérie, dont une dans la circonscription communale ;

Un indigène musulman.

Commune de Koléah.

5. La commune de Koléah, outre le territoire et les annexes

XI^e Série.

4...

de Fouka, Douaouda et Zéralda, comprend les territoires de Tefeschoun et de Castiglione, formant section de commune.

Le territoire de la commune de Koléah est délimité de la manière suivante :

Au nord, la mer, depuis le Chabet-bou-Aroum jusqu'à l'embouchure de l'Oued-Kerkour;

A l'est, le cours de l'Oued-Kerkour jusqu'à la limite du haouch Mokta-Esseffa; cette limite jusqu'à l'Oued-el-Nagar; la limite des concessions de Mahelma, après avoir franchi la route de Koléah à Mahelma; le cours de l'Oued-Zatria, celui de l'Oued-ben-Chaban, et après avoir traversé la route de Koléah à Alger, la limite du haouch ben-Chaban;

Au sud, le cours de l'Oued-Tléta, qu'on remonte jusqu'à la limite du haouch Touta; les cours de l'Oued-Roumilly, de l'Oued-Farghen et de l'Oued-Terfa; la limite sud du haouch Farghen; la route de Koléah à Blidah qu'on remonte du nord au sud, pour suivre la limite du haouch Chaïba, le cours de l'Oued-Chiffa qu'on traverse au confluent de l'Oued-Djer, la limite du haouch Chaïba sur la rive gauche de l'Oued-Mazafran; les limites des concessions de Castiglione et le Chabet-ben-Aroum descendant à la mer, point de départ.

Le corps municipal de la commune de Koléah, constitué par notre décret du 8 juillet 1854, est augmenté d'un adjoint à la résidence de Castiglione et d'un adjoint à la résidence de Tefeschoun, et de deux conseillers français.

Commune de Blidah.

6. La commune de Blidah, outre le territoire et les annexes de Dalmatie, Joinville et Méréd, qui lui ont été attribués par les précédents décrets, comprend le centre de l'Oued-el-Halleg et territoire adjacent, formant section de commune.

La commune de Blidah est délimitée de la manière suivante :

A l'est, et à partir de la redoute de Sidi-Klifa, les limites actuelles, qui sont celles de la commune de Boufarik;

Au sud, la limite du département d'Alger;

A l'ouest, la rive droite de la Chiffa, jusqu'au point où elle rencontre les limites nord de la commune de Koléah, précédemment indiquées;

Au nord, les limites de cette même commune jusqu'à l'Oued-Tarfa, et, à partir de cette rivière, une ligne droite aboutissant,

en tournant à l'est, à la redoute de Sidi-Klifa, point de départ ;
Et conformément au plan annexé.

Le corps municipal de Blidah, constitué par notre décret du 8 juillet 1854, sera augmenté d'un adjoint à la résidence d'Oued-el-Halleg, et d'un conseiller français ou naturalisé Français.

Commune de Milianah.

7. La commune de Milianah, outre le territoire et les annexes qui lui ont été attribués par les précédents décrets, comprend le territoire d'Aïn-Sultan, constitué par notre décret du 4 juillet 1855, et qui formera une section de commune.

Le corps municipal de la commune de Milianah est augmenté d'un adjoint, à la résidence d'Aïn-Sultan, et d'un conseiller français ou naturalisé Français.

TITRE II.

DÉPARTEMENT D'ORAN.

Commissariat civil de Saint-Denis-du-Sig.

8. Le territoire de Sainte-Barbe-du-Tlélat, tel qu'il est délimité par notre décret de ce jour, portant institution de ce centre en commune, est distrait du district du commissariat de Saint-Denis-du-Sig.

Ladite commune ressortira judiciairement à la justice de paix de Saint-Cloud, conformément à l'article 5 du décret du 6 juillet 1850.

La limite ouest du commissariat civil de Saint-Denis-du-Sig est celle de la forêt de Muley-Ismaël jusqu'à la route d'Arzew à l'est.

Commune d'Oran.

9. La commune d'Oran, outre le territoire et les sections de Mers-el-Kébir et de la Sénia, qui lui ont été attribués par les précédents décrets, comprend les territoires d'Aïn-el-Turk et Bousfer, formant une section de commune.

La circonscription territoriale de la commune d'Oran est délimitée de la manière suivante :

Au nord, la mer ;

A l'ouest, la mer jusqu'à l'embouchure de l'Oued-Boudrara ,
formant limite de l'arrondissement civil d'Oran ;

Au sud et à l'est, les limites actuelles.

Le corps municipal de la commune d'Oran, constitué en
dernier lieu par notre décret du 24 août 1854, est augmenté
d'un adjoint de plus à la résidence d'Aïn-el-Turk.

Commune de Pélissier.

10. Le centre de population créé en 1846 sous le nom de
Militaires libérés, et délimité sous le nom de *Libérés* seulement
par notre décret du 14 juin 1854, prend le nom de *Pélissier*,
pour perpétuer le souvenir du commandement exercé dans la
province d'Oran par le maréchal duc de *Malakoff*.

Il n'est rien changé d'ailleurs à la délimitation fixée par le
décret précité.

TITRE III.

DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE.

Commune de Constantine.

11. La circonscription territoriale de la commune de *Constantine* est déterminée ainsi qu'il suit :

Au nord, les limites de la concession Octave, la route de *Philippeville* à *Constantine*, et la limite sud de la terre de *Chellala* ;

Au sud, à l'est et à l'ouest, les limites de l'arrondissement.

Commune de Guelma.

12. La commune de *Guelma*, indépendamment du territoire
et des annexes de *Millésimo*, *Petit*, *Héliopolis*, qui lui ont été
attribués par des décrets précédents, comprend les territoires
de *Guelaat-bou-Sba*, de l'Oued-Touta et de *Medjez-el-Amar*, qui
devront plus tard former des sections de commune.

La circonscription territoriale de *Guelma* est déterminée de
la manière suivante :

Au nord, la crête du *Ferdj-Soug*, formant limite de la com-
mune de *Penthièvre* ;

A l'est, à l'ouest et au sud, la limite du territoire civil.

Commune de Philippeville.

13. Le territoire de la commune de *Philippeville* est défini-
tivement délimité de la manière suivante :

Au nord, la mer ;

A l'est et à l'ouest, la limite de l'arrondissement;

Au sud, la limite actuelle de la commune, le cours du Saf-Saf, jusqu'à sa rencontre avec l'Oued-Tigharab, cet oued, l'Oued-Chebba-el-Motzan.

TITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

14. Sont applicables aux corps municipaux desdites communes celles des dispositions du titre I^{er} de l'ordonnance du 28 septembre 1847 et du décret du 8 juillet 1854, auxquelles il n'est pas dérogé par le présent décret.

15. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre ,*

Signé VAILLANT.

N° 4290. — DÉCRET IMPÉRIAL portant suppression et création
de Commissariats civils en Algérie.

Du 31 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de la guerre ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont supprimés les commissariats civils établis
dans les localités ci-après désignées :

A Médéah, département d'Alger;

A Arzew, département d'Oran;

A Bougie, département de Constantine.

Les communes instituées dans ces localités seront adminis-
trées par des maires, nommés conformément aux dispositions
de l'article 11 de notre décret du 17 juin 1854.

2. Des commissariats civils sont institués dans les localités ci-après désignées :

A Dellys, province d'Alger;

A Sidi-bel-Abbès, province d'Oran;

A Jemmapes, province de Constantine.

Le classement administratif et la circonscription territoriale de chacun de ces trois commissariats civils sont déterminés ainsi qu'il suit.

District de Dellys.

3. Le district du commissariat civil de Dellys est rattaché à l'arrondissement d'Alger. Il comprend, outre la ville et le territoire qui en dépend, le centre de Ben-Nechoud.

Son territoire est limité,

Au nord, par la mer, depuis l'embouchure de l'Oued-Sébaou à l'ouest, jusqu'à celle de l'Oued-Oubey à l'est;

Au sud, par une ligne brisée passant par les points trigonométriques n^{os} 172, 166, 154, 153, jusqu'à la rencontre du Chama-Bouya-Ahmed; par ledit Chama, jusqu'à la rencontre de l'Oued-Hammam, et à partir de l'Oued-Hammam par la limite des concessions de Ben-Nechoud jusqu'à leur rencontre avec l'Oued-Sébaou;

A l'est, par l'Oued-Oubey, depuis son embouchure jusqu'au point B, déterminé par la rencontre d'une ligne droite passant par les points trigonométriques n^{os} 166 et 172;

A l'ouest, par la rive droite de l'Oued-Sébaou, à partir de son embouchure et en remontant jusqu'au point C des concessions de Ben-Nechoud.

District de Sidi-bel-Abbès.

4. Le district du commissariat civil de Sidi-bel-Abbès est rattaché à l'arrondissement d'Oran. Il comprend, outre la circonscription attribuée à la ville de Sidi-bel-Abbès par le décret du 26 mars 1852, les territoires inscrits dans les polygones A. B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. M. N. O. P., et notamment ceux de Sidi-Lahsen et de Sidi-Amram, au sud; du Rocher et de Sidi-Brahim, au nord-est, et de Fronda, au nord-ouest.

District de Jemmapes.

5. Le district du commissariat civil de Jemmapes est rattaché à l'arrondissement de Philippeville. Il comprendra, outre le

territoire attribué à ce centre, ceux de Ahmed-ben-Ali et de Sidi-Nassar, institués par le décret du 4 janvier 1855, ainsi que le périmètre de l'exploitation marbrière du Filfila.

La délimitation de ce district sera ultérieurement déterminée.

6. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1856.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 4391. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant création de nouvelles Communes en Algérie.*

Du 31 Décembre 1856.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'ordonnance royale du 28 septembre 1847 (1), sur l'organisation municipale en Algérie;

L'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 9 décembre 1848 (2);

Les délibérations du conseil de gouvernement de l'Algérie, en date des 31 mai, 23 juillet et 27 septembre 1855;

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les centres de Kouba, Birkadem, Dély-Ibrahim, Cheragas, l'Arbâ, le Fondouk, la Rassauta, Mouzaïaville, Marengo, Orléansville, Dellys et Vesoul-Benian, dans le département d'Alger;

Sidi-Chami, Valmy, Misserghin, Arzew, Saint-Cloud, Fleurus, Saint-Louis, Sainte-Barbe-du-Tlélat, Saint-Denis-du-Sig, Sidi-bel-Abbès, Rivoli, Pélissier, Aïn-Tédelès, Aboukir, dans la province d'Oran;

La Calle et Jemmapes, dans le département de Constantine,
Sont érigés en communes, conformément aux dispositions suivantes :

(1) 1^{re} série, Bull. 1422, n° 13,878.

(2) 1^{re} série, Bull. 103, n° 954.

TITRE I^{er}.

DÉPARTEMENT D'ALGER.

§ 1^{er}. ARRONDISSEMENT D'ALGER.*Commune de Kouba.*

2. La commune de Kouba comprend, outre son territoire actuel, et comme section de commune, le village de Hussein-Dey.

Cette commune est délimitée de la manière suivante :

Au nord, la mer; à l'est, l'Oued-el-Harrach, jusqu'au gué de Constantine; à l'ouest, le cours inférieur de l'Oued-el-K'nis, formant la limite de la commune d'Alger, et le chemin de Birkadem à Mustapha; au sud-ouest et au sud, le chemin d'Alger à la ferme-modèle, prolongé, à partir du point A, par une ligne fictive aboutissant à l'Harrach au gué de Constantine.

Le corps municipal de la commune de Kouba est composé ainsi qu'il suit :

1° Le maire;

Deux adjoints, dont un adjoint spécial pour la section de Hussein-Dey;

2° Six conseillers, dont

Quatre Français ou naturalisés Français;

Un étranger ayant au moins deux années de résidence en Algérie, dont une dans la circonscription communale;

Un indigène musulman.

Commune de Birkadem.

3. La commune de Birkadem comprend, outre son territoire actuel, et comme sections de commune, les villages des Birmandreïs et de Saoula.

Cette commune est limitée de la manière suivante :

Au nord, la ligne de l'aqueduc d'Hydra, depuis sa jonction avec l'Oued-el-K'nis jusqu'au chemin d'El-Biar à la colonne Voirol; la grande route depuis la colonne jusqu'au chemin de traverse de Birmandreïs; une ligne rompue suivant la limite des propriétés depuis ce chemin jusqu'à l'Oued-el-K'nis, l'Oued-el-K'nis jusqu'au chemin de Birkadem à Mustapha;

Au nord-est, le chemin de Birkadem à Mustapha et le chemin

de la ferme-modèle prolongé par une ligne fictive jusqu'au gué de Constantine;

A l'est et au sud-est, l'Harrach, à partir du gué de Constantine jusqu'à l'embouchure de l'Oued-el-Kerma; et de cette embouchure jusqu'à la limite du haouch Baba-Ali;

Au sud, la limite des haouchs Baba-Ali et Hassen-Pacha; l'Oued-Torro jusqu'à sa rencontre avec le fossé d'enceinte; cet obstacle prolongé jusqu'à un fossé de dessèchement; l'Oued-Baba-Tabadj jusqu'à la route d'Alger à Blidah, et, à partir de la route, les limites de Crescia jusqu'à leur rencontre avec les limites et les concessions de Saoula;

A l'ouest, les limites et les concessions de Saoula; le ravin descendant dans l'Oued-el-Kerma, que l'on remonte jusqu'au point où il traverse le chemin de Drariah à Alger; puis le chemin contourné rejoignant au nord l'aqueduc d'Hydra, point de départ.

Le corps municipal de la commune de Birkadem se compose ainsi qu'il suit :

1° Le maire;

Trois adjoints, dont un adjoint spécial pour chacune des sections de Birmandreïs et de Saoula;

2° Six conseillers municipaux, dont

Quatre Français ou naturalisés Français;

Un étranger, comme il a été dit à l'article 2;

Un indigène musulman.

Commune de Dély-Ibrahim.

4. La commune de Dély-Ibrahim comprend le territoire actuel de ce village et les territoires des villages de El-Achour, Drariah et Ouled-Fayet.

La commune de Dély-Ibrahim est délimitée de la manière suivante :

Au nord, l'Oued-Beni-Messour;

A l'est, depuis le Beni-Messour jusqu'à l'Oued-el-Kernia, le chemin d'El-Biar à la Bouzaréah, le cours de l'Oued-el-Kerma jusqu'au ravin de Drariah, la limite des concessions de Saoula;

Au sud, la limite des concessions de Drariah, le ravin qui traverse la route de Douéra, la limite des concessions de Baba-Hassen, le ravin de Kalaâ, la limite du haouch d'Aïn-Kalaâ, l'Oued-Dra-Rebia, la limite des concessions de Saint-Ferdinand;

A l'ouest, l'Oued-Ouled-Fayet et la limite orientale de la

commune de Chéragas, jusqu'à la rencontre de l'Oued-Beni-Messour.

Le corps municipal de la commune de Dély-Ibrahim se compose ainsi qu'il suit :

1° Le maire;

Quatre adjoints, dont un adjoint spécial pour chacune des sections de El-Achour, Drariah et Ouled-Fayet;

2° Six conseillers municipaux, savoir :

Quatre Français ou naturalisés Français;

Un étranger remplissant les conditions déterminées par l'article 2;

Un indigène musulman.

Commune de Chéragas.

5. La commune de Chéragas comprend le territoire actuel de ce village, et les territoires des villages de Sidi-Ferruch, avec Staouéli et Guyotville formant une section de commune.

La commune de Chéragas est délimitée ainsi qu'il suit :

Au nord, la mer, depuis le cap Aconater jusqu'à l'embouchure de l'Oued-Mellah;

A l'est, le cours de l'Oued-Mellah, puis une ligne fictive rejoignant l'Oued-Beni-Messour; la limite occidentale de la commune de Dély-Ibrahim jusqu'à l'Oued-Ouled-Fayet;

Au sud, l'Oued-Ouled-Fayet, la limite ouest des concessions de Saint-Ferdinand, l'Oued-Kerkour, la suite de la limite du territoire de Saint-Ferdinand, l'Oued-Sidi-Harrah et l'Oued-El-Nagar jusqu'à la mer;

A l'ouest, la mer, depuis l'embouchure de l'Oued-El-Nagar jusqu'au cap Aconater.

Le corps municipal de Chéragas se compose ainsi qu'il suit :

1° Le maire;

Deux adjoints, dont un pour la section de Sidi-Ferruch;

2° Six conseillers municipaux, savoir :

Quatre Français ou naturalisés Français;

Un étranger remplissant les conditions déterminées par l'article 2;

Un indigène musulman.

Commune de l'Arbâ.

6. La circonscription de la commune de l'Arbâ comprend le

territoire actuel du village de ce nom, plus celui de Rovigo, qui, avec Sidi-Moussa, forme une section de commune.

Cette commune est délimitée de la manière suivante :

Au nord, le chemin d'Alger au Fondouk, depuis la rive droite de l'Harrach jusqu'à l'embranchement du chemin de l'Arbâ à la Reghaïa.

A l'est, l'Aïn-Kadra, qu'on remonte depuis le chemin de la Reghaïa jusqu'au chabet (fossé); les contours du haouch Bakalem, le ravin sur la gauche de la route de l'Arbâ au Fondouk, la limite est du haouch Msehlman, l'Oued-Sidi-Hamise, les limites est des haouchs Kaïd-Ahmed et Baouni, l'Oued-Ghora, les limites est des haouchs Merdjadj, Rhio-Eddia et Tabarant;

Au sud, l'Oued-Djemâa, les limites sud des haouchs Boukaddour, Ben-Ahmara, les limites sud du territoire des Beni-Attia et des Beni-Serghin; celle des haouchs Sidi-Hamouda et Merboni; le ravin qui rejoint la limite du haouch Khodja, la limite sud de ce haouch et le ravin qui descend dans l'Oued-el-Harrach;

A l'ouest, le cours de l'Oued-el-Harrach, qu'on descend depuis le ravin du haouch Khodja jusqu'au chemin d'Alger au-dessus du pont de Constantine, point de départ.

Le corps municipal de la commune de l'Arbâ se compose ainsi qu'il suit :

1° Le maire;

Deux adjoints, dont un à la résidence de Rovigo;

2° Six conseillers municipaux, dont quatre conseillers français ou naturalisés Français;

Un conseiller étranger remplissant les conditions déterminées par l'article 2;

Un conseiller musulman.

Commune du Fondouk.

7. La circonscription de la commune du Fondouk comprend le territoire actuel de ce village et les territoires de la Reghaïa, du Boudouaou et de l'Oued-Carso, jusqu'à l'embouchure de l'Oued-bou-Merdès, au point dit *Djezzâir-Kadra*, qui forment provisoirement une seule annexe.

Le territoire de la commune du Fondouk est délimité de la manière suivante :

Au nord, la mer depuis l'embouchure de l'Oued-Reghaïa jusqu'à l'embouchure de l'Oued-bou-Merdès;

A l'est, le cours de l'Oued-bou-Merdès, qu'on remonte jusqu'à l'endroit où il reçoit le Chabet-Djérouédén, le Chabet-Djérouédén jusqu'à la route de Dellys à Alger; la route de Dellys à Alger; de l'est à l'ouest, jusqu'à son embranchement avec le chemin de la ferme du Corso; l'Oued-Corso, le parallélogramme réservé sur la rive gauche du Corso pour le cimetière; une ligne partant de l'Oued-Corso, laissant la rivière à droite et regagnant la route, dont elle suit les contours jusqu'à l'Oued-Boudouaou; l'Oued-Boudouaou qu'on remonte jusqu'au chemin du Fondouk aux Issers; à partir de ce point, une ligne quittant la rivière et longeant la limite du haouch El-Morah;

Au sud, la limite du haouch de Kara-Mustapha, la limite sud des concessions du Fondouk, le chemin du Fondouk à Bak-Alem, jusqu'à l'embranchement de l'Oued-Turquia; l'Oued-Turquia qu'on remonte jusqu'aux sources pour redescendre ensuite par l'Oued-Malalek, jusqu'à l'embranchement du chemin de Bak-Alem; les limites des haouchs Kassad-Ali, d'Ouled-Saïd et d'Aïn-Kadra;

A l'ouest, le Chabet-el-Kadra jusqu'à son embranchement avec le chemin d'Alger à Ben-Hossaïn; le chemin de traverse coupant l'Oued-Malalek, l'Oued-Esroror, et rejoignant la route d'Alger au Fondouk à l'ouest du haouch ben-Ouaël; la route susdite qu'on remonte, jusqu'au haouch Ouaël, par le chemin de traverse partant de la route en face de ce haouch et gagnant l'Oued-el-Khemis; l'Oued-el-Khemis, qu'on descend jusqu'à l'ancienne route d'Alger à Dellys; cette ancienne route jusqu'à la limite du haouch ben-Aïda; la limite ouest du haouch ben-Aïda; l'Oued-el-Biar jusqu'à sa jonction avec l'Oued-Reghaïa, et cette dernière jusqu'à la mer, point de départ.

Le corps municipal se compose ainsi qu'il suit:

1° Le maire;

Deux adjoints, dont un résidant à la Reghaïa et qui ne sera nommé qu'au moment du peuplement de ce nouveau centre;

2° Six conseillers municipaux, dont

Quatre conseillers français ou naturalisés Français;

Un conseiller étranger réunissant les conditions déterminées par l'article 2;

Un conseiller musulman.

Commune de la Rassauta.

8. La commune de la Rassauta comprend le territoire de la

Rassauta proprement dit et ceux du Fort-de-l'Eau, de la Maison-Carrée avec la Maison-Blanche, d'Ain-Taya avec Ain-Beïda, Rouïba avec Matifoux, qui forment quatre sections de commune.

La commune de la Rassauta est délimitée de la manière suivante :

Au nord, la mer, depuis l'embouchure de l'Oued-el-Harrach jusqu'à l'embouchure de l'Oued-Reghaïa ;

A l'est, l'Oued-Reghaïa, qu'on remonte jusqu'à l'endroit où il reçoit l'Oued-el-Biar, qui n'est, à proprement parler, qu'un ravin ; ce ravin, qui traverse la nouvelle route d'Alger à Dellys, et forme, au sud de cette route, la limite du haouch ben-Aïda ;

Au sud, l'ancienne route d'Alger à Dellys jusqu'à sa rencontre avec l'Oued-Khemis ; l'Oued-Khemis, qu'on remonte jusqu'à un petit chemin conduisant à la route d'Alger au Fondouk ; cette route, qu'on quitte bientôt au-dessous du marabout de Sidi-Khalef, pour prendre le chemin de traverse conduisant au chemin de l'Arbâ à la Reghaïa ; ce dernier chemin jusqu'à son embranchement avec le chemin de Boufarik au Fondouk ; enfin, ce dernier chemin jusqu'à son embranchement avec celui d'Alger à l'Arbâ ;

A l'ouest, le chemin de l'Arbâ à Alger, qu'on parcourt du sud au nord, jusqu'à sa rencontre avec l'Oued-el-Harrach ; puis l'Oued-el-Harrach, qu'on descend jusqu'à son embouchure, point de départ.

Le corps municipal se compose ainsi qu'il suit, savoir :

1° Le maire ;

Cinq adjoints, dont quatre résidant chacun dans une des quatre sections ;

2° Huit conseillers municipaux, dont cinq conseillers français ou naturalisés Français ;

Deux conseillers étrangers réunissant les conditions déterminées par l'article 2 ;

Un conseiller indigène musulman.

Commune d'Orléansville.

9. La circonscription communale d'Orléansville est celle qui a été attribuée au commissariat civil par le décret du 22 septembre 1852, y compris les villages de Pontéba et de la Ferme.

La délimitation reste telle qu'elle a été fixée par le décret précité du 22 septembre 1852.

Le corps municipal est composé ainsi qu'il suit :

1° Le maire ;

Trois adjoints, dont un pour chaque annexe de Pontéba et de la Ferme ;

2° Six conseillers municipaux, savoir :

Quatre Français ou naturalisés Français ;

Un colon étranger remplissant les conditions exprimées dans l'article 2 ;

Un indigène musulman.

Provisoirement et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les fonctions de maire seront remplies, dans la commune d'Orléansville, par le commissaire civil.

Commune de Dellys.

10. La circonscription communale de Dellys est celle qui est attribuée au commissariat civil par notre décret de ce jour.

Le corps municipal de Dellys est composé ainsi qu'il suit :

1° Le maire ;

Deux adjoints, dont un à la résidence de Ben-Nechoud ;

2° Huit conseillers municipaux, dont

Cinq Français ou naturalisés Français ;

Deux étrangers européens remplissant les conditions fixées par l'article 2 ;

Un indigène musulman.

Transitoirement, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les fonctions de maire seront remplies par le commissaire civil.

§ 2. ARRONDISSEMENT DE BLIDAH.

Commune de Mouzaïaville.

11. La commune de Mouzaïaville comprend le territoire actuel de ce village, plus ceux des villages de l'Affroun, de Bou-Roumi et de la Chiffa, qui forment trois sections.

La délimitation de cette commune est fixée de la manière suivante :

Au nord, le chemin de Cherchell à Blidah, depuis la limite est des concessions de Marengo jusqu'à l'embranchement du chemin de Bou-Roumi à Alger ; de ce point une ligne traçant la limite des concessions de Mouzaïa et gagnant l'Oued-Mézerou, qu'elle suit jusqu'à la route de Marengo à Blidah ; cette route jusqu'aux limites nord des concessions de la Chiffa ;

A l'est, l'Oued-Chiffa depuis la limite nord des concessions de la Chiffa jusqu'au chabet Toulanta ;

Au sud, le chabet Toulanta jusqu'à sa rencontre avec le chemin qui forme la limite des concessions de la Chiffa ; ce chemin jusqu'à sa rencontre avec l'Oued-Beni-Chaouch qu'on remonte jusqu'à la bifurcation de deux petits sentiers qui redescendent à l'Oued-El-Anseur ; puis une ligne parallèle au petit chemin conduisant à la redoute, tombant d'équerre sur la ligne droite et fictive qui limite les concessions de Mouzaïa au sud ; le cours du Bou-Roumi jusqu'au chemin de Milianah à Blidah ; ce chemin jusqu'à l'Oued-Djer ;

À l'ouest, le cours de l'Oued-Djer.

Le corps municipal est composé ainsi qu'il suit :

1° Le maire,

Quatre adjoints, dont un à la résidence de chacune des annexes ;

2° Six conseillers municipaux, dont quatre conseillers français ou naturalisés Français ;

Un conseiller européen étranger remplissant les conditions énoncées dans l'article 2 ;

Un conseiller indigène musulman.

Commune de Marengo.

12. La commune de Marengo comprend le territoire du commissariat civil de ce nom, tel qu'il est délimité par notre décret de ce jour. Les centres de Bourkika, de Tipaza et d'Ameur-el-Aïn forment autant de sections de la commune de Marengo.

Le corps municipal est composé ainsi qu'il suit :

1° Le maire ;

Quatre adjoints, dont un à la résidence de chacune des trois sections de Bourkika, de Tipaza et d'Ameur-el-Aïn ;

2° Six conseillers municipaux, dont

Quatre Français ou naturalisés Français ;

Un conseiller européen étranger, remplissant les conditions énoncées dans l'article 2 ;

Un conseiller indigène musulman.

Provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les fonctions de maire de la commune de Marengo seront remplies par le commissaire civil.

Commune de Vesoul-Bénian.

13. La circonscription communale de Vesoul-Bénian comprend le centre de ce nom et celui de Sidi-Abd-el-Kader-bou-Medfa, tels qu'ils ont été délimités par les plans annexés au décret du 4 juillet 1855.

Le corps municipal de Vesoul-Bénian est composé ainsi qu'il suit :

1° Le maire;

Deux adjoints, dont un à la résidence de Bou-Medfa;

2° Six conseillers municipaux français ou naturalisés Français;

Un conseiller indigène musulman.

TITRE II.

DÉPARTEMENT D'ORAN.

§ 1^{er}. ARRONDISSEMENT D'ORAN.*Commune de Sidi-Chamy.*

14. La commune de Sidi-Chamy comprend, outre le territoire actuel de ce village, les annexes d'Arcole, Assi-el-Biod, l'Étoile, Arcole formant seul une section de commune.

Cette commune est délimitée de la manière suivante :

Au nord, la mer;

A l'est, les limites ouest des territoires de Fleurus et d'Assi-bou-Nif;

Au sud-est, la limite de l'arrondissement d'Oran;

Au sud, le chemin de Mangin à Saint-Louis et celui de Moussa-Thouil; les limites anciennes de Sidi-Chamy, jusqu'à la rencontre de la route d'Oran à Mascara jusqu'à Assi-el-Biod; l'ancien chemin d'Oran à Assi-el-Biod;

A l'ouest, les limites est de la commune d'Oran.

Le corps municipal de la commune de Sidi-Chamy est composé de la manière suivante :

1° Le maire;

Deux adjoints, dont un à la résidence d'Arcole;

2° Cinq conseillers municipaux, dont

Quatre Français ou naturalisés Français;

Un conseiller européen étranger remplissant les conditions fixées par l'article 2.

Commune de Valmy.

15. La commune de Valmy a pour annexe le village de Mangin, formant cette section de commune.

Le territoire de cette commune est délimité de la manière suivante :

Au nord, l'ancien chemin d'Assi-el-Biod, à partir du point où il rencontre les limites de la commune d'Oran; la route d'Oran à Mascara; les limites de la commune de Sidi-Chamy;

A l'est, le chemin de Sidi-Chamy à Moussa-Thouil, et au sud-est, les limites de l'arrondissement civil d'Oran;

Au sud, ces mêmes limites, en suivant le lac Salé jusqu'au marais d'Aïn-Béda, la route d'Aïn-Béda;

Au nord, la limite de la commune d'Oran jusqu'au chemin d'Oran à Assi-el-Biod, point de départ.

Le corps municipal est composé ainsi qu'il suit :

1° Le maire;

Deux adjoints, dont un spécial pour la section de Mangin;

2° Cinq conseillers municipaux, dont

Quatre Français ou naturalisés Français;

Un conseiller européen étranger remplissant les conditions fixées par l'article 2.

Commune de Misserghin.

16. La commune de Misserghin comprend, outre ce territoire, celui du village de Bou-Tlélis, formant une section de commune.

Le territoire de cette commune est délimité ainsi qu'il suit :

Au nord, la crête du Rochera, à partir du point où il rencontre la limite de la commune d'Oran; une ligne droite passant par le grand Pic et allant jusqu'au pic du Tombeau; à partir de ce point, une ligne droite allant à la source de l'Oued-Guedara; l'Oued-Guedara jusqu'à la limite de l'arrondissement civil d'Oran;

A l'ouest, les limites de cet arrondissement jusqu'à leur rencontre avec le lac Salé;

Au sud, le grand lac Salé, formant aussi la limite de l'arrondissement d'Oran;

A l'est, la ligne extérieure des marais d'Aïn-Béda; la route de Béda à Oran, formant limite de la commune d'Oran; au nord-est, cette même limite passant par le Pont-Albin et par le ma-

rabout de Deffri, jusqu'aux crêtes de la Rochera, point de départ.

Le corps municipal est composé de la manière suivante :

1° Le maire;

Deux adjoints, dont un spécial pour la section de Bou-Tlélis;

2° Sept conseillers municipaux, dont

Cinq Français ou naturalisés Français;

Un conseiller européen étranger remplissant les conditions exigées par l'article 2;

Un conseiller musulman indigène.

Commune d'Arzew.

17. La commune d'Arzew comprend, outre le territoire de cette ville, les anciennes colonies agricoles de Damesme et de Saint-Leu, et le centre de Muley-Magoun, les deux premières formant sections de commune.

Le territoire de la commune d'Arzew est délimité ainsi qu'il suit :

Au nord et au nord-est la mer;

A l'est, la limite de l'arrondissement de Mostaganem; au sud, la limite actuelle de l'arrondissement d'Oran, depuis le pont de la Macia jusqu'à l'extrémité sud du lac des salines d'Arzew;

A l'ouest, les bords nord-ouest du lac des salines d'Arzew; à partir de l'extrémité nord de ce lac, la route dite *des Salines*, plusieurs lignes brisées formant la limite de Saint-Cloud, jusqu'à la route de Saint-Cloud, de cette route une ligne droite aboutissant au chemin de Sainte-Léonie; le cours supérieur de l'Oued Teumacie; une ligne droite aboutissant à la route d'Oran à Arzew; le côté droit de cette route, et, à partir de cette route, une série de lignes brisées formant la limite de Saint-Cloud et aboutissant à la mer, près la pointe de l'Aiguille.

Le corps municipal est composé ainsi qu'il suit :

1° Le maire;

Trois adjoints, dont un à la résidence de chacune des sections de Damesme et de Saint-Leu;

2° Six conseillers municipaux, dont

Cinq Français ou naturalisés Français;

Un conseiller européen étranger remplissant les conditions exigées par l'article 2.

Commune de Saint-Cloud.

18. La commune de Saint-Cloud comprend, outre le territoire de ce village, celui des anciennes colonies agricoles de Kléber et de Mefessour, et le centre de Sainte-Léonie, formant section de commune, et l'annexe de Christel.

Le territoire est délimité ainsi qu'il suit :

Au nord, les limites du territoire d'Arzew, telles qu'elles viennent d'être établies;

Au nord-est, l'Oued-Teumacie, le chemin de Sainte-Léonie à Damesme, le territoire de Saint-Leu, section d'Arzew, et le chemin d'Arzew aux salines;

Au sud-est, par les salines d'Arzew;

Au sud et au sud-ouest, le chemin de Saint-Louis aux salines, puis les limites de la commune de Fleurus, dont il va être question ci-après;

A l'ouest, la mer, depuis la limite d'Arzew près la pointe de l'Aiguille, jusqu'à la limite de Fleurus.

Le corps municipal est composé ainsi qu'il suit :

1° Le maire;

Quatre adjoints, dont un pour chacune des sections de Mefessour, Kléber, Sainte-Léonie;

2° Cinq conseillers municipaux, dont

Quatre Français ou naturalisés Français;

Un conseiller européen étranger remplissant les conditions fixées par l'article 2.

Commune de Fleurus.

19. La commune de Fleurus comprend, outre le territoire de ce centre, celui des villages de Assi-ben Okba, Assi-Ameur, Assi-bou-Nif, formant trois sections de commune.

Le territoire est délimité ainsi qu'il suit :

Au nord et au nord-ouest, la mer, à partir de la limite de la section d'Arcole, commune de Sidi-Chamy;

Au nord-est, la limite de Saint-Cloud jusqu'à la limite nord-ouest de Saint-Louis;

A l'est, la limite de ladite commune de Saint-Louis;

Au sud, la limite actuelle de l'arrondissement d'Oran;

A l'ouest, la limite de territoire de la commune de Sidi-Chamy, depuis la route conduisant de ce centre à Saint-Louis jusqu'à la mer.

Le corps municipal est composé ainsi qu'il suit :

1° Le maire ;

Quatre adjoints, dont un pour chacune des trois sections ;

2° Cinq conseillers municipaux, dont

Quatre Français ou naturalisés Français ;

Un étranger européen remplissant les conditions fixées par l'article 2.

Commune de Saint-Louis.

20. La circonscription communale de Saint-Louis comprend, outre ce centre, celui d'Assi-ben-Féréah.

Sa délimitation est déterminée conformément au plan ci-après, savoir :

Au nord-ouest, la limite de la commune de Fleurus jusqu'à la route de Mangin à Saint-Louis ;

Au nord-est, les limites de la commune de Saint-Cloud jusqu'à la route de Saint-Louis aux salines ;

Au sud, la limite de l'arrondissement d'Oran.

Le corps municipal est composé ainsi qu'il suit :

1° Le maire ;

Deux adjoints, dont un à la résidence d'Assi-ben-Féréah ;

2° Cinq conseillers municipaux, dont

Quatre Français ou naturalisés Français ;

Un étranger européen remplissant les conditions déterminées par l'article 2.

Commune de Sainte-Barbe du Tlélat.

21. Le territoire de la commune de Sainte-Barbe du Tlélat est le même que celui qui lui a été attribué par l'ordonnance de création du 4 décembre 1846.

Il est limité au nord par les communes de Fleurus, Sidi Chamy et Valmy ;

Au sud, par la limite des concessions de Sidi-bel-Khaïr, la limite de la réserve de Sainte-Barbe, la limite des concessions du Hamoul-Djella-Derbeya et l'Oued-Tlélat jusqu'à sa sortie du grand lac (Sebgha) ;

A l'est, par la commune de Saint-Cloud, la pointe sud des salines d'Arzew, la limite occidentale de la forêt de Mule Ismaël et la limite orientale des concessions de Sidi-bel-Khaïr ;

A l'ouest, par le grand lac (Sebgha), depuis sa sortie de l'Oued-Tlélat jusqu'à la limite sud de la commune de Valmy ;

Le corps municipal de la commune de Sainte-Barbe du Tlélat se compose ainsi qu'il suit :

1° Le maire;

Un adjoint;

2° Six conseillers municipaux, dont

Quatre Français ou naturalisés Français;

Un étranger européen remplissant les conditions fixées par l'article 2;

Un indigène musulman.

Commune de Saint-Denis-du-Sig.

22. Le territoire de la commune de Saint-Denis-du-Sig est le même que celui du commissariat civil, tel qu'il est délimité par notre décret de ce jour.

Le corps municipal est ainsi composé :

1° Le maire;

Un adjoint;

2° Sept conseillers municipaux, savoir :

Cinq Français ou naturalisés Français;

Un conseiller européen étranger remplissant les conditions exigées par l'article 2 du présent décret;

Un indigène musulman.

Provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les fonctions de maire de la commune de Saint-Denis-du-Sig seront remplies par le commissaire civil.

Commune de Sidi-bel-Abbès.

23. Le territoire de la commune de Sidi-bel-Abbès est le même que celui assigné au district de ce nom par notre décret de ce jour.

Le corps municipal de la commune de Sidi-bel-Abbès est composé comme suit :

1° Le maire;

Deux adjoints, dont un à la résidence de Sidi-Brahim;

2° Huit conseillers municipaux, dont

Quatre Français ou naturalisés Français;

Deux colons étrangers remplissant les conditions fixées par l'article 2;

Deux indigènes, dont un musulman et un israélite.

Transitoirement, et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement or-

donné, les fonctions de maire seront remplies par le commissaire civil.

§ 2. ARRONDISSEMENT DE MOSTAGANEM.

Commune de Rivoli.

24. La circonscription de la commune de Rivoli est celle qui lui a été assignée par le décret du 14 juin 1854.

Elle comprendra comme sections l'ancienne colonie agricole d'Aïn-Nouissy et le centre de la Stidia;

Le corps municipal se composera ainsi qu'il suit :

1° Le maire;

Trois adjoints, dont un adjoint spécial pour chacune des sections d'Aïn-Nouissy et de la Stidia;

2° Six conseillers municipaux, savoir :

Quatre Français ou naturalisés Français;

Un colon étranger remplissant les conditions exigées par l'article 2;

Un indigène musulman.

Commune de Pélissier.

25. La circonscription de la commune de Pélissier comprend le territoire de cette commune tel qu'il a été délimité sous le nom des *Libérés* par le décret du 14 juin 1854.

Elle a, comme sections, les anciennes colonies agricoles de Tounin et d'Aïn-Boudinar, et la partie de la vallée des jardins figurée au plan annexé au présent décret.

Le corps municipal se compose ainsi qu'il suit :

1° Le maire;

Trois adjoints, dont un à la résidence de Tounin, et un à Aïn-Boudinar;

2° Six conseillers municipaux, savoir :

Quatre Français ou naturalisés Français;

Un conseiller européen étranger remplissant les conditions fixées par l'article 2;

Un indigène musulman.

Commune d'Aïn-Tédelès.

26. La circonscription de la commune d'Aïn-Tédelès est celle qui a été attribuée à cette commune par le décret du 14 juin 1854; elle comprend le territoire de l'ancienne colonie agricole de Souk-el-Mitou et le centre du Pont-du-Chélif.

Le corps municipal se compose ainsi qu'il suit :

1° Le maire ;

Trois adjoints, dont un à la résidence de Souk-el-Mitou et un au Pont-du-Chélif ;

2° Cinq conseillers municipaux, savoir :

Quatre Français ou naturalisés Français, et un étranger remplissant les conditions déterminées par l'article 2.

Commune d'Aboukir.

27. La circonscription de la commune d'Aboukir est celle qui lui a été assignée par le décret du 14 juin 1854.

Elle comprend comme sections de commune les anciennes colonies agricoles de Blad-Touaria et d'Aïn-Si-Chérif.

Le corps municipal se compose ainsi qu'il suit :

1° Le maire ;

Trois adjoints, dont un adjoint spécial pour chacune des sections de Blad-Touaria et d'Aïn-Si-Chérif ;

2° Cinq conseillers municipaux, savoir :

Quatre Français ou naturalisés Français ;

Un colon étranger remplissant les conditions fixées par l'article 2.

TITRE III.

PROVINCE DE CONSTANTINE.

§ 1^{er}. ARRONDISSEMENT DE BONE.

Commune de la Calle.

28. Le territoire de la commune de la Calle est le même que celui attribué au commissariat civil par le décret du 13 décembre 1846.

Le corps municipal est fixé ainsi qu'il suit :

1° Le maire ;

Un adjoint ;

2° Cinq conseillers municipaux, dont quatre Français ou naturalisés Français,

Un étranger européen remplissant les conditions déterminées par l'article 2.

Provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les fonctions de maire de la commune de la Calle seront remplies par le commissaire civil.

§ 2. ARRONDISSEMENT DE PHILIPPEVILLE.

Commune de Jemmapes.

29. Le territoire de la commune de Jemmapes est le même que celui attribué au district de ce nom par notre décret de ce jour.

Le corps municipal est composé de la manière suivante :

1° Le maire;

Quatre adjoints, dont un spécial pour chacune des sections de Ahmed-ben-Ali, de Sidi-Nassar et de Filfila;

2° Huit conseillers municipaux, dont

Six Français ou naturalisés Français;

Deux étrangers européens, comme il a été dit précédemment.

Transitoirement, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les fonctions de maire seront remplies par le commissaire civil.

TITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

30. Les maires présideront les conseils municipaux, dont feront également partie les adjoints avec voix délibérative.

Les maires, adjoints et conseillers municipaux des communes ci-dessus désignées seront nommés par le gouverneur général de l'Algérie, sur la proposition du préfet.

31. Sont applicables aux communes désignées ci-dessus toutes celles des dispositions de l'ordonnance du 28 septembre 1844 et de l'arrêté du 4 novembre 1848 auxquelles il n'est pas dérogé par le présent décret.

32. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 4292. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est classée parmi les routes départementales du Cantal, sous le n° 10 et la désignation de *route de Saint-Flour au Grand-Central*, une partie du chemin de grande communication n° 1, comprise entre Saint-Flour et Nussargues;

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'amélioration ou au redressement de cette nouvelle ligne, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Compiègne, 5 Novembre 1856.*)

N° 4293. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que les travaux de détournement du ruisseau de l'Eygoutier, à Toulon (Var), dans le but d'assainir le quartier du Mourillon, sont déclarés d'utilité publique, et que ces travaux seront exécutés suivant la ligne rouge indiquée sur un plan qui restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'exécution de ces travaux, en se conformant aux prescriptions de la loi du 3 mai 1841. (*Compiègne, 10 Novembre 1856.*)

N° 4294. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il y a utilité publique à occuper, pour l'agrandissement de la gare du chemin de fer de Paris à Orléans, à Choisy (Seine), les terrains désignés par une teinte verte sur le plan produit par la compagnie, le 16 janvier 1856, lequel plan restera annexé au décret;

2° Pour l'acquisition desdits terrains, la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans est substituée aux droits comme elle est soumise aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841;

3° Lesdits terrains seront incorporés à la concession du chemin de fer de Paris à Orléans, et feront retour, en conséquence, à l'État, à l'expiration de la concession, comme le chemin de fer lui-même. (*Saint-Cloud, 15 Novembre 1856.*)

N° 4295. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de

fer Grand-Central de France (section de la rivière du Lot à Montauban), de seize parcelles de terrain non bâties, situées sur le territoire de la commune de Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne); lesdites parcelles désignées par les n° 183, 184, 185, 194, 195, 196, 200, 201, 202 bis, 203, 210, 228, 239, 232, 241 et 245, sur un plan parcellaire et dans un tableau indicatif qui resteront annexés au décret. (*Saint-Cloud, 15 Novembre 1856.*)

N° 4296. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Carmaux à Albi, de diverses parcelles de terrain non bâties, situées sur le territoire de la commune d'Albi (Tarn); lesdites parcelles désignées sous les n° 597, 596, 603, 604, 605, 607, 300, 291 et 287, sur un tableau indicatif et sur un plan parcellaire qui resteront annexés au décret. (*Saint-Cloud 15 Novembre 1856.*)

N° 4297. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que l'administration des travaux publics est autorisée à occuper, pour en effectuer l'ensemencement et la fixation, dix-sept hectares quatre-vingt-onze ares quatre-vingt-dix-neuf centiares de terrains composant la lête sablonneuse du Ledon, située dans la commune du Porge (Gironde);

2° Que les droits de cette commune et ceux des particuliers qui revendiqueraient la propriété de tout ou partie des dunes dont il s'agit sont et demeurent réservés conformément à l'article 5 du décret du 14 décembre 1810. (*Saint-Cloud, 22 Novembre 1856.*)

N° 4298. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale des Bouches-du-Rhône n° 14, d'Aix à Salon, entre Pélissanne et Salon, suivant la direction générale indiquée par un tracé rose sur un plan qui restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 3^e Décembre 1856.*)

N° 4299. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer d'embranchement de Mont-de-Marsan, de cinq parcelles de terrain non bâties, appartenant à divers, et situées sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-du-Mont (Landes); lesdites parcelles désignées sur un plan et dans un tableau indicatif qui resteront annexés au décret. (*Paris, 3 Décembre 1856.*)

N° 4300. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que la route départementale de la Gironde n° 12, de Bourg à Montlieu, sera rectifiée entre la route départementale n° 20 et le village de Douis, suivant la direction générale figurée par un trait rouge plein sur un plan d'ensemble qui restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 3 Décembre 1856.*)

N° 4301. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que la route départementale de la Loire et du Rhône n° 17, de Lyon à Montbrison, sera rectifiée par le val de la Brevenne, suivant la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 3 Décembre 1856.*)

N° 4302. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale des Vosges n° 2, de Neufchâteau à Jussey, dans la côte de la Rouille, suivant la direction générale indiquée par des lignes rouges et vertes, entre les points A et B d'un plan qui restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification,

en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 13 Décembre 1856.*)

N° 4303. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui prononce le déclassement de la route départementale de Loir-et-Cher n° 11, d'Oucques à Châteaudun, par Fréteval. (*Paris, 13 Décembre 1856.*)

N° 4304. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que la route départementale de la Charente-Inférieure n° 9, de la Rochelle à Luçon, sera rectifiée dans la traverse de Puilboreau, suivant la direction générale exprimée en rouge sur un plan qui restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 20 Décembre 1856.*)



Certifié conforme :

Paris, le 27^r Janvier 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 464.

N° 4305. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention d'Extradition conclue entre la France et les États de Parme.*

Du 24 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT:

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention ayant été signée, le 14 novembre 1856, entre la France et les États de Parme, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs réfugiés d'un pays dans l'autre, et les ratifications de cet acte ayant été échangées, à Paris, le 16 janvier 1857, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Son Altesse Royale Madame la Duchesse régente des États de Parme, au nom de Son Altesse Royale le Duc Robert 1^{er}, désirant, d'un commun accord, conclure une Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. le comte *Alexandre Colonna Walewski*, Sénateur de l'Empire, son Ministre et Secrétaire d'état au département des Affaires étrangères, Grand-Croix de son Ordre impérial de la Légion d'honneur, Grand-

XI^e Série.

Croix de l'Ordre de Saint-Étienne d'Autriche, de l'Ordre de l'Aigle noir de Prusse, etc., etc.;

Et Son Altesse Royale Madame la Duchesse régente des États de Parme, au nom de Son Altesse Royale le Duc Robert I^{er}, le Maréchal don *Francisco Serrano-Dominguez*, Grand-Croix des Ordres espagnols de Charles III, d'Isabelle-la-Catholique, de Saint-Ferdinand et de Saint-Herménégilde, etc., etc., son Ambassadeur auprès de Sa Majesté l'Empereur des Français;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements de France et de Parme s'engagent, par la présente Convention, à se livrer réciproquement, à la seule exception de leurs nationaux, tous les individus réfugiés des États de Parme en France et dans ses possessions d'outre-mer, ou de France et de ses possessions d'outre-mer dans les États de Parme, et poursuivis ou condamnés, pour l'un des crimes énumérés ci-après, par les tribunaux de celui des deux pays où le crime aura été commis.

La demande d'extradition devra toujours être adressée par la voie diplomatique.

2. Les crimes à raison desquels l'extradition sera accordée sont les suivants :

1^o Assassinat; empoisonnement; parricide; infanticide; avortement; meurtre; coups et blessures volontaires ayant occasionné soit la mort, soit une maladie ou incapacité de travail pendant plus de vingt jours; castration; association de malfaiteurs; menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés; extorsion de titres et de signatures; séquestration ou arrestation ou détention illégale de personnes;

2^o Viol; attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence; attentat à la pudeur consommé ou tenté, même sans violence, sur une personne au sujet de laquelle, et en considération de son âge, un pareil attentat constituerait un crime;

3^o Incendie;

4^o Vol, lorsqu'il a été accompagné de circonstances qui lui donnent le caractère de crime;

5^o Fabrication, introduction, émission de fausse monnaie, contrefaçon ou altération de papier-monnaie, ou émission de papier-monnaie contrefait ou altéré; contrefaçon des poinçons servant à marquer les matières d'or et d'argent; contrefaçon

des sceaux de l'État et des timbres nationaux, alors même que la fabrication ou contrefaçon aurait eu lieu en dehors de l'État qui réclame l'extradition;

6° Faux en écriture publique ou authentique et de commerce, y compris la contrefaçon d'effets publics de quelque nature qu'ils soient, et des billets de banque; l'usage de ces faux titres. Sont exceptés les faux qui ne sont pas accompagnés de circonstances qui leur donnent le caractère de crime;

7° Faux témoignage, lorsqu'il est accompagné de circonstances qui lui donnent le caractère d'un crime; subornation de témoins;

8° Soustractions et concussions commises par des dépositaires revêtus d'un caractère public des valeurs qu'ils avaient entre les mains, à raison de leurs fonctions; soustractions commises par des caissiers d'établissements publics ou de maisons de commerce; mais seulement dans le cas où ces soustractions sont accompagnées de circonstances qui leur donnent le caractère de crime;

9° Banqueroute frauduleuse;

10° Baraterie de patrons.

3. Tous les objets saisis en la possession d'un prévenu, lors de son arrestation, seront livrés au moment où s'effectuera l'extradition; et cette remise ne se bornera pas seulement aux objets volés, mais comprendra tous ceux qui pourraient servir à la preuve du crime.

4. Chacun des deux Gouvernements contractants pourra, dès avant la production du mandat d'arrêt, demander l'arrestation immédiate et provisoire de l'accusé ou du condamné, laquelle demeurera néanmoins facultative pour l'autre Gouvernement.

Lorsque l'arrestation provisoire aura été accordée, le mandat d'arrêt devra être transmis dans le délai de deux mois.

5. Si l'individu réclaté est poursuivi ou condamné pour un crime ou délit qu'il a commis dans le pays où il s'est réfugié, son extradition sera différée jusqu'à ce qu'il ait été jugé et qu'il ait subi sa peine. Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

6. L'extradition ne sera accordée que sur la production, soit d'un arrêt de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt décerné

contre l'accusé et expédié dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement qui demande l'extradition, soit de tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la pénalité applicable à ces faits. Les pièces seront accompagnées du signalement de l'individu réclamé.

7. Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet de celui des deux États contractants qui le réclame, l'extradition pourra être suspendue jusqu'à ce que son Gouvernement ait été, s'il y a lieu, consulté et invité à faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à l'extradition.

Dans tous les cas, le Gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable et de livrer le prévenu pour être jugé, soit à son propre pays, soit au pays où le crime aura été commis.

8. L'extradition ne pourra avoir lieu que pour la poursuite et la punition des crimes communs.

Il est expressément stipulé que le prévenu ou le condamné dont l'extradition aura été accordée ne pourra être, dans aucun cas, poursuivi ou puni pour aucun crime ou délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente Convention.

Ne sera pas réputé crime politique ni fait connexe à un semblable crime, l'attentat contre la personne du Chef d'un Gouvernement étranger, ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait, soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

9. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, la poursuite ou la condamnation, la prescription de la peine ou de l'action est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

10. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture et le transport des extradés au lieu où la remise s'effectuera, seront supportés par celui des deux États sur le territoire duquel les extradés auront été saisis.

11. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné

suite, en observant la loi du pays où les témoins seront invités à comparaître.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire. Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays auquel appartient le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

12. Lorsque, dans une cause pénale instruite dans l'un des deux pays, la confrontation des criminels détenus dans l'autre, ou la production des pièces de conviction ou documents judiciaires, sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

13. Les Gouvernements contractants renoncent à toute réclamation de frais résultant du transport et du renvoi, dans les limites de leurs territoires respectifs, de criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

14. La présente Convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication; elle continuera à être en vigueur pendant cinq années.

Dans le cas où, six mois avant l'expiration de ce terme, aucun des deux Gouvernements n'aurait déclaré y renoncer, elle sera valable pour cinq autres années, et ainsi de suite de cinq ans en cinq ans.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, dans l'espace de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 14^e jour du mois de Novembre 1856.

(L. S.) Signé A. WALEWSKI.

(L. S.) Signé F. SERRANO.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, Le Ministre des affaires étrangères,

Signé ABBATUCCI.

Signé A. WALEWSKI.

N° 4306. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° Que la route départementale du Gard n° 21, de Barjac à Villefort, sera rectifiée entre le pont de Malcap et les avenues du pont suspendu de Saint-Victor, suivant la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 20 Décembre 1856.)

N° 4307. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. L'enclave dite *de la Mezzola*, cotée n° 1 sur le plan annexé au présent décret, est distraite de la commune de Fozzano, canton d'Olmeto, arrondissement de Sartène, département de la Corse, et réunie à la commune d'Arbellara, même canton.

2. Le territoire dit *de la Casevecchie*, coté n° 2 sur ledit plan, est distrait de la commune d'Arbellara et réuni à la commune de Fozzano.

En conséquence, la limite entre les deux communes est fixée conformément au liseré teint en rouge sur ledit plan.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis. (Paris, 20 Décembre 1856.)

N° 4308. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de la Dordogne n° 1, de Limoges à Cahors, dans la traverse de Sarlat, conformément au tracé figuré en rose sur un plan qui restera annexé au décret, et que les dispositions contraires de l'ordonnance du 9 janvier 1837 sont abrogées;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 31 Décembre 1856.*)



Certifié conforme:

Paris, le 28 * Janvier 1857.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 465.

N° 4309. — TABLEAU du prix de l'hectolitre de Froment, pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832, 26 Avril 1833 et 11 Janvier 1851, arrêté le 27 Janvier 1857.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	Pyrénées-Orientales.					
	Aude.....					
	Hérault.....	Toulouse.....	31 ^f 13 ^c	31 ^f 24 ^c	31 ^f 76 ^c	29 ^f 40 ^c
	Gard.....	Gray.....	26 92	26 09	26 13	
	Bouches-du-Rhône.	Lyon.....	27 37	27 18	27 93	
	Var.....	Marseille.....	32 78	32 71	31 53	
Corse.....						
Algérie.....						
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Gironde.....					
	Landes.....					
	B ^{as} -Pyrénées..	Marans.....	26 96	27 80	28 00	29 49
	H ^{aut} -Pyrénées..	Bordeaux.....	29 17	29 17	30 17	
	Ariège.....	Toulouse.....	31 13	31 24	31 76	
	Haute-Garonne.					
2 ^e	Jura.....					
	Doubs.....					
	Ain.....	Gray.....	26 92	26 09	26 13	29 42
	Isère.....	Saint-Laurent.	31 82	32 66	32 55	
	Hautes-Alpes..	Le Grand-Lemps...	29 85	29 25	29 52	
	Basses-Alpes...					
(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)						

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			PRIX moyen régulateur de la section.
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhouse.....	28 ^f 21 ^c	28 ^f 10 ^c	28 ^f 56 ^c	27 ^f 93 ^c
	Bas-Rhin....	Strasbourg....	27 30	27 74	27 68	
2 ^e	Nord.....	Bergues.....	26 03	26 14	26 75	24 79
	Pas-de-Calais..	Arras.....	24 22	24 56	24 25	
	Somme.....	Roye.....	23 18	23 48	24 09	
	Seine-Inférieure...	Soissons.....	23 71	24 83	23 34	
	Eure.....	Paris.....	Pas de vente	Pas de vente	27 82	
	Calvados.....	Rouen.....	24 40	24 80	25 03	
3 ^e	Loire-Inférieure...	Saumur.....	25 78	26 38	26 98	27 33
	Vendée.....	Nantes.....	27 03	28 02	29 03	
	Charente-Inférieure.	Marais.....	26 96	27 80	28 00	
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	25 34	25 49	25 92	24 07
	Meuse.....	Verdun.....	24 22	24 44	24 55	
	Ardennes.....	Charleville....	22 42	22 42	22 22	
	Aisne.....	Soissons.....	23 71	24 83	23 34	
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	24 45	24 10	24 29	24 31
	Ille-et-Vilaine.	Paimpol.....	21 19	21 40	21 91	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	23 46	23 55	24 26	
	Finistère.....	Hennebon....	23 91	23 83	24 19	
	Morbihan.....	Nantes.....	27 03	28 02	29 03	

Arrêté par nous, Ministre secrétaire d'état au département de l'Agriculture
du Commerce et des Travaux publics.

A Paris, le 27 Janvier 1857.

Signé E. ROUHER.

N° 4310. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise la fondation, à *Andrehem* (Pas-de-Calais), d'un Établissement de Sœurs de la Sainte-Famille.

Du 27 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les avis des évêques d'Arras et d'Amiens, et des préfets du Pas-de-Calais et de la Somme, en date des 5 et 15 février, 4 et 15 avril 1856 ;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Sainte-Famille, existant à Amiens (Somme) en vertu des ordonnances des 30 juillet 1826 (1) et 19 juin 1837 (2), est autorisée à fonder, à Andrehem (Pas-de-Calais), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer aux statuts de la maison mère, et qui sont les mêmes que ceux approuvés par ordonnance du 30 avril 1826 (3), pour la congrégation des sœurs de la Sainte-Famille à Besançon (Doubs).

2. Le maire d'Andrehem (Pas-de-Calais), au nom de cette commune, et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Sainte-Famille, à Amiens (Somme), au nom de cette congrégation, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à la commune d'Andrehem par la demoiselle *Pacifique Dereudre*, suivant acte notarié du 21 décembre 1854, et consistant en une maison avec dépendances située à Andrehem et

(1) VIII^e série, Bull. 107, n° 3595. (3) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

(2) II^e série, Bull. 528, n° 7000.

estimée quatorze cents francs, à la condition notamment d'y établir une école de filles sous la direction des sœurs de la Sainte-Famille.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Décembre 1856.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4311. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Bois
lès-Pargny (Aisne), d'un Établissement de Sœurs de Notre-Dame.*

Du 31 Décembre 1856.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les avis de l'évêque de Soissons et du préfet de l'Aisne, en datés des 29 juin, 27 novembre et 28 décembre 1855 et 14 janvier 1856

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 17 mai 1856

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires de 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Notre-Dame, existant à Saint-Erme (Aisne) en vertu d'une ordonnance royale d

22 avril 1827 (1), est autorisée à fonder, dans la commune de Bois-lès-Pargny (même département), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 1^{er} avril 1827 (2).

2. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Bois-lès-Pargny (Aisne), le bureau de bienfaisance et le maire de Bois-lès-Pargny sont autorisés, chacun en ce qui le concerne, 1° à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à la fabrique de Bois-lès-Pargny par la demoiselle *Euphrasie Longuet*, suivant son testament public du 21 janvier 1855, et consistant en une maison située à Laon (Aisne), rue du Cloître n° 20 bis, et estimée six mille francs, à la condition notamment qu'il sera remis tous les ans, aux pauvres de la commune de Bois-lès-Pargny, un tiers du revenu de la maison léguée ou des intérêts du prix de vente de cet immeuble; qu'il sera remis, tous les ans, un autre tiers du même revenu ou des mêmes intérêts aux sœurs qui tiendront l'école des filles de la commune, pourvu toutefois que le tiers qui reviendra aux sœurs n'excede pas la somme de cent francs; dans le cas contraire, la fabrique et les pauvres auraient seuls droit au surplus de ce tiers par moitié;

2° A vendre aux enchères publiques, sur une mise à prix de six mille francs, la maison ci-dessus désignée et provenant de ce legs.

Le produit de la vente sera employé en achat de rente sur l'État, et les arrérages de la rente acquise recevront la destination prescrite par la testatrice.

3. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Bois-lès-Pargny est autorisé à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs d'une somme de deux mille francs fait à cet établissement par la même testatrice suivant son testament précité.

Conformément aux intentions de la testatrice cette somme de deux mille francs sera employée aux réparations et à l'embellissement de l'église d'après des devis régulièrement approuvés.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en

(1) VIII^e série, Bull. 158, n° 5713. (2) VIII^e série, Bull. 153, n° 5520.

ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1856.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4312. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Cuiseaux (Saône-et-Loire), d'un Établissement de Sœurs de Saint-Charles.

Du 31 Décembre 1856.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Lyon et de l'évêque d'Autun en date des 21 juin 1855 et 24 juillet 1856, et ceux des préfets du Rhône et de Saône-et-Loire, des 19 et 29 septembre 1855 et 6 octobre 1856;

Vu les décrets impériaux des 22 octobre 1810 (1) et 12 janvier 1813 (2), qui ont autorisé la congrégation des sœurs de Saint-Charles à Lyon, et dont le premier a approuvé ses statuts;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Charles, existant à Lyon (Rhône) en vertu des décrets impériaux des 22 octobre 1810 et 12 janvier 1813, est autorisée à former un établissement de sœurs de son ordre dans la commune de Cuiseaux (Saône-et-Loire), à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité du 22 octobre 1810.

(1) 1^{re} série, Bull. 329, n° 6140.

(2) 1^{re} série, Bull. 475, n° 8691.

2 La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Charles, à Lyon (Rhône), est autorisée à accepter, au nom de cette congrégation, la rétrocession consentie par la demoiselle *Françoise Perrelle*, sœur de Saint-Charles, suivant acte notarié du 10 mai 1855, au profit de l'établissement des sœurs du même ordre existant à Cuiseaux (Saône-et-Loire), et consistant en deux maisons réunies en une avec jardin et dépendances et en une pièce de terre, le tout situé à Cuiseaux, et en une autre pièce de terre sise sur le territoire de la commune de Champagnat, le tout estimé sept mille cinq cents francs, que la demoiselle *Perrelle* a déclaré avoir acquis pour le compte et avec les deniers de l'association.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4313. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1856.*

Du 14 janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre;

Vu la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget de 1856;

Vu le décret du 31 octobre 1855 (1) contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu l'article 20 du règlement du 31 mai 1838 (2), concernant la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires par décret, dans l'intervalle des sessions législatives;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

(1) 1^{re} série, Bull. 336, n° 3107.

(2) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

Vu la loi du 21 juillet 1856, qui a régularisé les crédits extraordinaires accordés par divers décrets;

Vu les décrets des 7 juillet et 5 novembre 1856, qui ont ouvert au département de la guerre des crédits extraordinaires sur l'exercice 1856;

Vu le décret du 10 novembre 1856 (1), concernant l'ouverture des crédits extraordinaires ou supplémentaires;

Vu l'avis de notre ministre des finances, en date du 19 décembre 1856;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, sur l'exercice 1856, un crédit extraordinaire de vingt-cinq millions neuf cent cinquante-cinq mille francs (25,955,000^f), applicables aux dépenses ci-après :

CHAPITRE III.	États-majors.....	400,000 ^f
IV.	Gendarmerie.....	2,500,000
VII.	Solde et entretien des troupes.....	3,500,000
VIII.	Habillement et campement.....	5,000,000
XIII.	Fourrages.....	5,000,000
XVIII.	Matériel de l'artillerie.....	355,000
XIX.	Poudres et salpêtres.....	2,000,000
XX.	Matériel du génie.....	4,200,000
XXII.	Invalides de la guerre.....	680,000
XXIII.	Gouvernement et administration de l'Algérie.	50,000
XXIV.	Services indigènes en Algérie.....	1,412,000
XXVI.	Services financiers en Algérie.....	178,000
XXVIII.	Colonisation en Algérie.....	150,000
XXIX.	Établissements disciplinaires en Algérie...	150,000
XXX.	Travaux civils en Algérie.....	380,000
TOTAL.....		25,955,000

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources de l'exercice 1856.

3. La régularisation du crédit ci-dessus sera proposée au Corps législatif à sa prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état
des finances,
Signé P. MAGNE.

Le Maréchal de France Ministre secrétaire
d'état au département de la guerre,
Signé VAILLANT.

N° 4314. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits
* au budget du Ministère de l'Intérieur, exercice 1855.*

Du 17 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur ;

Vu la loi de finances du 22 juin 1854 et celle du 21 juillet
1856 ;

Vu le décret du 15 décembre suivant (1) portant répartition, par
chapitres, des crédits du budget de l'exercice 1855 ;

Vu le décret du 5 juillet 1856 (2) portant ouverture d'un crédit
extraordinaire de dix-sept mille francs (17,000^f), en addition à ce
budget ;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 ;

Vu le décret du 10 novembre 1856 (3) ;

Vu la lettre de notre ministre des finances du 3 janvier 1857 :

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits du budget du ministère de l'intérieur,
pour l'exercice 1855, sont réduits, dans les proportions ci-
après déterminées, d'une somme de dix-sept mille francs
(17,000^f) restant sans emploi, savoir :

CHAP. VI.	Dépenses générales de la garde nationale.....	1,000 ^f
— I.	Secours aux réfugiés étrangers.....	2,000
— XV.	Traitements et indemnités des commissaires et inspec- teurs de police.....	6,000
— XX.	Dépenses du matériel des cours impériales, etc.....	2,000
— XXXIV.	Dépenses du service de l'émigration.....	6,000

SOMME ÉGALE..... 17,000

2. La somme de dix-sept mille francs (17,000^f) ci-dessus
est employée à couvrir, par virement, les dépenses des indi-
vidus soumis à la transportation, autorisées, pour l'exer-

(1) Bull. 241, n° 2193.

(3) Bull. 440, n° 4110.

(2) Bull. 424, n° 3931.

cice 1855, par le décret du 5 juillet 1856, formant le chapitre xxxvi du budget.

Ce décret est converti en décret de virement.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 4315. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Congrégation dirigée par une Supérieure générale, l'Association des Sœurs de Notre-Dame de la Compassion, existant à Marseille.*

Du 22 Janvier 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis de l'évêque de Marseille et du préfet des Bouches-du-Rhône, en dates des 20 décembre 1855, 11 janvier et 27 septembre 1856;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu le décret du 31 janvier 1852;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de Notre-Dame de la Compassion, existant à Marseille (Bouches-du-Rhône), est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer exactement aux statuts approuvés, par décret du 4 mai 1852 (1), pour la congrégation des filles de Sainte-Marie, à Torfou (Maine-et-Loire), et que cette association a déclaré adopter.

(1) 1^{re} série, Bull. 530, n° 4059.

1 Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4316. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe,

1° A dix-neuf, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Tournon (Ardèche);

2° A vingt-trois, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Castres (Tarn). (*Paris, 24 Décembre 1856.*)

N° 4317. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M *Le Deschault (François-Adrien)*, docteur en droit, chef du cabinet du préfet de la Mayenne, né à Chaumont (Haute-Marne), le 12 mars 1830, demeurant à Laval (Mayenne), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Monredon*, et à s'appeler, à l'avenir, *Le Deschault de Monredon*;

2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Paris, 31 Décembre 1856.*)

N° 4318. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé le tarif ci-annexé, pour la perception des

droits de péage au passage des bacs établis sur l'Arroux, le Doubs, la Loire, la Saône et la Seille, dans le département de Saône-et-Loire et désignés ci-après, savoir :

- | | |
|----------------------------|---|
| 1° Sur l'Arroux | Rigny. |
| 2° Sur le Doubs | { Lays,
Longepierre,
Pontoux. |
| 3° Sur la Loire | { Beaugy,
Paisselles,
la Varenne. |
| 4° Sur la Saône | { Allériot,
Arciat,
Charnay,
La Colonne,
Jean-Gras,
Ormes,
Ouroux,
Thorey. |
| 5° Sur la Seille | { Bantanges,
Chevreuse,
Thiélay. |

2. Sont exempts des droits de péage, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 17 Janvier 1857.*)

Tarif des droits à percevoir au passage des bacs établis sur l'Arroux, le Doubs, la Loire, la Saône et la Seille, dans le département de Saône-et-Loire.

ART. 1^{er}. 1° Passages d'eau de Paisselles, sur la Loire, d'Ouroux, de la Colonne, d'Ormes et Thorey, sur la Saône;

2° Passage d'eau de Beaugy, sur la Loire;

3° Passages d'eau de Bantanges, Chevreuse et Thiélay, sur la Seille;

4° Passage d'eau de Rigny, sur l'Arroux;

5° Passages d'eau de Lays, Longepierre et Pontoux, sur le Doubs; d'Allériot et Charnay, sur la Saône;

6° Passages d'eau d'Arciat et de Jean-Gras, sur la Saône;

7° Passage d'eau de la Varenne, sur la Loire.

	1°	2°	3°	4°	5°	6°
Pour le passage d'une personne non chargée, ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes..... Le batelier ne pourra être contraint à passer que lorsque les passagers lui assumeront une recette au moins égale à ce qui est dû, d'après le tarif, pour six personnes à pied, et, dans ce cas, il emploiera le bac ou un batelet, à sa volonté. Pour denrées ou marchandises non chargées sur un cheval ou mulet, mais embaquées à bras d'homme et d'un poids de cinq myriagrammes..... Pour chaque myriagramme excédant..... Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur. Pour le passage D'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise.... D'un cheval ou mulet chargé..... D'un cheval ou mulet non chargé..... D'un âne chargé ou d'une ânesse chargée..... D'un âne non chargé ou d'une ânesse non chargée..... Par cheval, mulet, bœuf, âne ou vache, employé au labour ou allant au pâturage..... Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente..... Par veau ou porc..... Par montons, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons..... Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart. Lorsque les brebis, boucs, chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit. Les conducteurs de chevaux, mulets, ânes, bœufs, etc. payeront..... S'il n'existe point de passe-cheval, le batelier ne pourra être contraint à passer isolément dans le bac, les chevaux, mulets, bœufs et autres animaux compris dans cette section que lorsque les conducteurs lui assumeront au moins une recette de..... Pour le passage D'une voiture suspendue à deux roues, celui du cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux et le conducteur..... D'une voiture suspendue à quatre roues, celui du cheval ou mulet et du conducteur..... D'une voiture suspendue à quatre roues attelée de deux chevaux ou mulet-, y compris le conducteur..... Les voyageurs payeront séparément par tête le droit dû pour une personne à pied. Pour le passage d'une charrette chargée, attelée D'un seul cheval ou mulet, ou deux bœufs, y compris le conducteur..... De deux chevaux, mulets, ou quatre bœufs, y compris le conducteur..... De trois chevaux, mulets, ou six bœufs, y compris le conducteur..... De quatre chevaux ou mulets, ou huit bœufs, y compris le conducteur..... Pour le passage d'une charrette à vide, le cheval et le conducteur.....	04	05	04	05	0 05	0 04
	01	01	01	01	0 01	0 01
	10	15	10	10	0 15	0 10
	06	10	06	06	0 15	0 07
	05	03	05	05	0 10	0 02
	05	03	05	05	0 10	0 02
	04	06	04	04	0 06	0 02
	04	06	03	03	0 06	0 02
	06	10	06	06	0 10	0 10
	03	03	03	03	0 03	0 02
	01	01	02	01	0 02	0 02
	03	04	03	04	0 03	0 04
	30	40	30	35	0 40	0 30
	10	30	15	20	0 30	0 25
	25	45	20	25	0 50	0 35
	30	60	25	30	0 60	0 50
	20	30	10	20	0 30	0 3
	25	40	15	30	0 60	0 45
	30	50	25	40	0 90	0 60
	"	"	"	"	1 50	"
	15	20	08	12	0 20	0 20

Pour une charrette
 Chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée
 des récoltes, le cheval ou deux bœufs et le conducteur...
 La même à vide, le cheval ou deux bœufs et le conducteur...
 Chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou
 d'une ânesse et le conducteur.....

Pour chariot de ferme à quatre roues ou guimbarde,
 Chargé, le cheval ou deux bœufs et le conducteur.....
 À vide.....

Pour un chariot de roulage à quatre roues,
 Chargé, un cheval et le conducteur.....
 Chargé, deux chevaux et le conducteur.....
 Chargé, trois chevaux et le conducteur.....
 À vide, attelé d'un seul cheval et le conducteur.....

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant
 les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme
 pour un cheval ou mulet non chargé, et par âne ou ânesse
 le droit fixé pour les ânes ou ânesses non chargés.
 Le batelier ne pourra être contraint à passer une voiture,
 charrette ou chariot se présentant isolément que lorsque
 le conducteur lui assurera au moins une recette de.....

1°	2°	3°	4°	5°	6°
0	0	0	0	0	0
15	20	06	10	0 30	20
10	15	05	08	0 15	10
10	15	06	08	0 15	10
"	40	"	"	"	"
"	20	"	"	"	"
25	40	"	"	0 40	30
35	60	"	"	0 30	60
50	80	"	"	1 50	00
20	30	"	"	0 20	25
40	60	40	50	0 70	70

Dans le temps des hautes eaux les droits de péage seront perçus de la manière suivante :

1° Pour les bacs d'Ouroux, de la Colonne, d'Ormes et de Thorey, ils seront quadruplés; il n'y aura pas de supplément de taxes pour celui de Paisselles;

2° Pour le bac de Beaugy, le droit sera double en ce qui concerne les gens à pied, et triple à l'égard des voitures et des chevaux; quand il y aura débordement, il sera payé un franc par personne à pied et trois francs par cavalier

3° Pour les bacs de Bantanges, de Thiélay et de Chevreuse, les droits seront doublés;

4° Pour le bac de Rigny, le paiement du droit sera sextuple en ce qui concerne les hommes, les chevaux, les bestiaux, les denrées et marchandises portées à bras d'homme, et quadruple seulement pour les voitures;

5° Pour les bacs de Lays (1), Longepierre, Pontoux, Allériot et Charnay, sera payé le double des droits, et, à l'époque des glaces, le paiement du droit sera quadruple.

6° Pour les bacs d'Arciat et de Jean-Gras, le paiement du droit sera double.

7° Passage d'eau de la Varenne, sur la Saône.

1° Une personne à pied, cinq centimes, ci..... 05

2° Personne à pied, chargée d'un fardeau de plus de vingt-cinq kilogrammes, et conduisant une brouette, dix centimes, ci..... 10

3° Mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies et de

(1) Au passage d'eau de Lays sur le Doubs, les chariots à quatre roues servant à l'agriculture sont assimilés, pour la perception, aux charrettes ordinaires et à celles employées au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes

diadons destinés à la vente, non compris le conducteur, deux centimes, ci.....	01
4° Les mêmes allant au pâturage, conducteur compris, aller et retour.	01
5° Personne à cheval, quinze centimes, ci.....	15
6° Cheval, mulet ou autre bête de somme non chargée, huit centimes, ci.....	08
7° Cheval, mulet ou autre bête de somme chargée, dix centimes, ci..	10
8° Ane ou ânesse non chargée, cinq centimes, ci.....	05
9° Ane ou ânesse chargée, six centimes, ci.....	06
10° Bœuf, vache, taureau destinés à la vente, dix centimes, ci.....	10
11° Veau ou porc destiné à la vente, trois centimes, ci.....	03
12° Pour les six articles précédents, les conducteurs payeront en sus cinq centimes, ci.....	05
13° Ane ou ânesse allant au pâturage, compris le conducteur, aller et retour, six centimes, ci.....	06
14° Bœuf, vache, taureau allant au pâturage, conducteur compris, aller et retour, six centimes, ci.....	06
15° Veau ou porc allant au pâturage, compris le conducteur, aller et retour, deux centimes, ci.....	02

Il ne sera payé aucun supplément de taxe pendant le temps des hautes eaux.

2. Les eaux seront réputées hautes quand elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur établi sur la rive de contre-balage.

Le passage sera interdit lorsque les eaux surmonteront la partie peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière charriera des glaçons, et dans les temps de débâcle.

Les bateaux ne pourront jamais être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'à la ligne de flottaison tracée en rouge sur leurs flancs.

3. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques disjunctives de leurs fonctions, ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants.

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne, et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures, requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément; la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition ;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

4. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps, qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour les passe-chaud et pour les batelets.

Il devra passer, sans aucun délai, les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 3 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément, et sans attendre ce laps de temps, payera le droit fixé, dans ce cas, par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État, et leurs assistants; les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Février 1857.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 466.

N° 4319. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'exécution d'un Chemin de fer d'embranchement de Bar-sur-Seine sur la ligne de Paris à Mulhouse, et d'un Chemin de fer de raccordement de ladite ligne avec celle de Paris à Vincennes et Saint-Maur.*

Du 21 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les lois des 11 juin 1842, 19 juillet 1845, l'ordonnance du 27 novembre de la même année (1), les décrets des 25 mars 1852 (2), 17 août 1853 (3) et 20 avril 1854 (4), relatifs aux lignes de chemins de fer formant le réseau de l'est ;

Vu le décret du 21 janvier 1854 (5) approuvant la modification des statuts de la compagnie du chemin de fer de Paris à Strasbourg, et la nouvelle dénomination de Compagnie des chemins de fer de l'est ;

Vu les avant-projets présentés par ladite compagnie, les 10 et 31 mai 1854, pour l'établissement, 1° d'un chemin de fer d'embranchement de Bar-sur-Seine sur la ligne de Paris à Mulhouse ; 2° d'un chemin de fer de raccordement des deux lignes de Paris à Mulhouse et de Paris à Vincennes et Saint-Maur ;

Vu les pièces des enquêtes auxquelles ces projets ont été soumis, et notamment les procès-verbaux des commissions d'enquête, en date des 1^{er} septembre 1854 et 19 avril 1855 ;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 22 janvier et 30 juillet 1855 ;

(1) IX^e série, Bull. 1259, n° 12424.

(2) X^e série, Bull. 521, n° 3977.

(3) XI^e série, Bull. 94, n° 806.

(4) XI^e série, Bull. 177, n° 1519.

(5) XI^e série, partie suppl. Bull. 62, n° 1230.

~~Vu les avis du comité consultatif des chemins de fer, en date d~~
8 mars 1856;

Vu la loi du 3 mai 1841;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, article 4;

Vu la convention provisoire passée, le 10 novembre 1856, entre
notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics
et la compagnie des chemins de fer de l'est;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention provisoire ~~passée, le~~
~~10 novembre 1856, entre notre ministre de l'agriculture, du~~
~~commerce et des travaux publics, et la compagnie des chemin~~
~~de fer de l'est, pour l'exécution d'un chemin de fer d'embran~~
~~chement de Bar-sur-Seine sur la ligne de Paris à Mulhouse, e~~
~~d'un chemin de fer de raccordement de ladite ligne avec cell~~
~~de Paris à Vincennes et Saint-Maur.~~

2. Toutes les conditions stipulées dans la convention men
tionnée en l'article précédent, soit à la charge de l'État, soit
la charge de la compagnie des chemins de fer de l'est, recevront
leur pleine et entière exécution.

Ladite convention restera annexée au présent décret.

3. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des tra
vaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, leque
sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

Convention.

L'an 1856 et le 10 novembre,

Entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics
agissant au nom de l'État, sous la réserve de l'approbation des présentes pa
décret de l'Empereur,

D'une part,

La compagnie des chemins de fer de l'est, représentée par

M. Henry-Raimond-Eugène comte de Ségur, Hippolyte-Paul Jayr, Jean-Baptiste-Édouard Roux, Vincent Dubochet, Pierre-Marie-Alexandre Lecoq baron d'Hervy.

Membres du comité de direction, spécialement autorisés par délibération du conseil d'administration, en date du 15 mai 1856,

Ces administrateurs élisant domicile au siège de ladite compagnie, à Paris, à l'embarcadere desdits chemins, rue de Strasbourg, et agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été donnés par délibération de l'assemblée générale des actionnaires, en date du 28 avril 1855,

D'autre part,

Il a été dit et convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, concède à la compagnie des chemins de fer de l'est, qui l'accepte,

1^o Un embranchement dirigé de la ligne de Paris à Mulhouse sur Bar-sur-Seine;

2^o Un chemin de fer reliant le chemin de fer de Paris à Mulhouse avec le chemin de fer de Paris à Vincennes et Saint-Maur.

3. L'embranchement de Bar-sur-Seine se détachera de la ligne de Paris à Mulhouse en amont de Troyes, suivra la rive droite du canal de la Haute-Seine et aboutira à Bar-sur-Seine en un point qui sera déterminé par l'administration supérieure.

Le chemin de fer à établir entre les deux lignes de Paris à Mulhouse et de Paris à Vincennes et Saint-Maur se rattachera à l'une et à l'autre de ces lignes en deux points qui seront fixés par l'administration supérieure.

4. La compagnie s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, les chemins de fer ci-dessus concédés, et à les terminer dans les délais ci-après, savoir :

L'embranchement de Bar-sur-Seine, en cinq ans,

Le chemin de fer de raccordement des deux lignes de Paris à Mulhouse, et de Paris à Vincennes et Saint-Maur, en deux ans.

Ces délais courront à partir du décret qui approuvera la présente convention.

5. Les clauses et conditions du cahier des charges annexé à la convention du 17 août 1853, ainsi que celles du cahier des charges supplémentaire annexé à la convention du 20 avril 1854, sont déclarées applicables aux chemins de fer concédés par l'article 1^{er} ci-dessus.

6. La concession desdits chemins ne fera qu'une seule et même entreprise avec les concessions antérieurement accordées à la compagnie des chemins de fer de l'est; en conséquence, elle prendra fin, comme celles-ci, le 27 novembre 1954, et le partage des bénéfices au delà de huit pour cent, ainsi que la faculté de rachat, seront exercés comme il a été stipulé dans les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 6 de la convention ci-dessus mentionnée, du 17 août 1853.

6. La présente convention ne sera passible que du droit fixe d'un franc.

Fait à Paris, les jour, mois et an que dessus.

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce et de
travaux publics,*

Signé E. ROTHER.

Approuvé :

Signé d'Hervey.

Approuvé :

Signé Ségur.

Approuvé :

Signé Roux.

Approuvé :

Signé H. Jayr.

Approuvé :

Signé Dubochet.

Enregistré à Paris, le 26 janvier 1857, folio 107 recto, case 2. Reçu pour droit simple un franc, droit en sus un franc, double décime quarante centimes Signé Bordeaux.

N° 4320. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant que les Ouvrages d'art ou d'esprit publiés dans le Grand-Duché de Luxembourg, et qui sont mentionnés dans la Convention conclue entre la France et le Grand-Duché, pourront être importés par le Bureau d'Étrange.*

Du 31 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la convention littéraire et artistique conclue entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, et promulguée par le décret du 1^{er} décembre 1856 (1),

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les ouvrages d'art ou d'esprit publiés dans le Grand-Duché de Luxembourg, et qui se trouvent mentionnés dans l'article 1^{er} de la convention précitée, pourront être importés, soit pour l'acquittement des droits, soit pour le transit par le bureau d'Étrange.

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, de l'intérieur, et

(1) Bull. 447, n° 4151.

des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROCHER.

N° 4321. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre, sur l'exercice 1856, un Crédit supplémentaire applicable au Matériel du Conseil d'État.

Du 31 Janvier 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre d'état;

Vu la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1856;

Vu notre décret du 31 octobre 1855 (1) portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 (2) concernant l'ouverture des crédits extraordinaires et supplémentaires;

Vu la lettre de notre ministre des finances du 21 janvier 1857;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à notre ministre d'état, sur l'exercice 1856, un crédit supplémentaire de vingt-cinq mille trois cents francs (25,300^f), applicable au matériel du Conseil d'état.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées à l'exercice 1856.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

4. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont

(1) Bull. 336, n° 3107.

(2) Bull. 440, n° 4110.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Le Ministre d'état,

Signé P. MAGNE.

Signé ACHILLE FOULD.

N° 4322. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1857, un *Crédit extraordinaire applicable aux dépenses de la collection et de la publication de la Correspondance de l'Empereur Napoléon I^{er}*.

Du 31 Janvier 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu notre décret, en date du 7 septembre 1854 (1), portant institution d'une commission chargée de recueillir, coordonner et publier la correspondance de notre auguste prédécesseur *Napoléon I^{er}*, relative aux différentes branches d'intérêt public;

Vu la loi du 14 juillet 1856 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1857;

Vu notre décret du 29 novembre 1856 (2) portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 (3) concernant l'ouverture des crédits extraordinaires et supplémentaires;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 27 janvier 1857;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre d'état, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de cent mille francs (100,000^f), applicable aux dépenses de la collection et de la publication de la correspondance de l'Empereur *Napoléon I^{er}*.

Ce crédit sera inscrit à la première section du budget du ministère d'état, chapitre xv (*Correspondance de l'Empereur Napoléon I^{er}*.)

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service de l'exercice 1857.

(1) Bull. 217, n° 1966.

(3) Bull. 440, n° 4110.

(2) Bull. 446, n° 4147.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif dans sa prochaine session.

4. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 4323. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1857, un Crédit extraordinaire applicable au Palais de l'Industrie.

Du 31 Janvier 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 14 juillet 1856 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1857;

Vu notre décret du 29 novembre 1856 (1) portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu le traité passé, le 30 septembre 1856, entre notre ministre d'état, au nom de l'État, et les liquidateurs de la compagnie anonyme du Palais de l'Industrie, au nom de cette compagnie, pour le rachat projeté du Palais par l'État, et notamment l'article 2 de ce traité stipulant que l'État reprendra l'actif et se chargera du passif de ladite compagnie;

Considérant que dans l'état du passif annexé au traité susvisé sont compris les travaux d'entretien du Palais et les frais de liquidation de la compagnie;

Considérant qu'il importe de subvenir à ces dépenses en ce qui concerne l'exercice 1857;

Vu les articles 26, 27 et 28 du règlement général du 31 mai 1838 (2), sur la comptabilité publique;

Vu les dispositions de notre décret du 10 novembre 1856 (3), sur les crédits supplémentaires et extraordinaires;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 13 janvier 1857;

Notre Conseil d'état entendu,

(1) 21^e série, Bull. 446, n° 4147.

(3) 21^e série, Bull. 440, n° 4110.

(2) 11^e série, Bull. 579, n° 7457.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre d'état, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de cent trente-sept mille francs (137,000^f), applicable au Palais de l'Industrie.

Ce crédit sera inscrit au budget du ministère d'état, 2^e section, chapitre II. (*Palais de l'Industrie.*)

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service de l'exercice 1857.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif dans sa prochaine session.

4. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre des finances,
Signé P. MAGNE.

N^o 4324. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1^o Que M. Guyot (*Augustin-Jules*), propriétaire, né le 4 brumaire an VI (25 octobre 1797), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *d'Arlicourt*, et à s'appeler à l'avenir *Guyot d'Arlicourt*;

2^o Que M. Guyot ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Paris, 21 Janvier 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 6^e Février 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 6 Février 1857.

BULLETIN DES LOIS.

N° 467.

N° 4325. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les limites du Commissariat civil de Jemmapes (Algérie).

Du 17 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu notre décret du 31 décembre 1856 (1) portant institution d'un commissariat civil à Jemmapes, département de Constantine;

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les limites du commissariat civil de Jemmapes sont fixées ainsi qu'il suit :

Au nord, la mer ;

À l'ouest, l'oued Rizane, jusqu'à sa rencontre avec la forêt du Filfila; la limite ouest de cette forêt jusqu'à sa rencontre avec la ligne des crêtes; cette ligne des crêtes passant par les points de Rhaout-Hammé, Djebel-Dorbane, Kel-el-Ham, Djebel-el-Halia, Tabetz-Zerniche, Kef-Serak; le Djebel-Quassaba; la limite ouest du territoire de Raz-el-Mâ, jusqu'au peuplier, sur la route de Philippeville à Bône; une ligne partant de ce peuplier, allant au Djebel-Magsen et aux crêtes du sud, et englobant les mines du Djebel-Magsen ;

Au sud, la ligne des crêtes, passant par Tasselnetz, Djebel-Tangoust, Djebel-Saïafa, Djebel-Ferfour, Djebel-Masseur; du Djebel-Masseur, une ligne droite allant rejoindre la limite des cercles de Philippeville et de Guelma; la limite entre ces deux cercles jusqu'au marabout de Sidi-Saïd ;

(1) Bull. 463, n° 4290.

A l'est, une perpendiculaire abaissée de Sidi Saïd sur l'oued Emchekel; l'oued Emchekel jusqu'au point B, limite de sixième section forestière; la limite de cette sixième section forestière jusqu'à Dra-el-Kacuf; la limite sud de la forêt de Safia, passant par Coudiat-ben-Sessi, Dra-ben-Hassen, Hache Srira; la limite est des forêts de la Safia, Sanendja, des Guerb jusqu'à la mer.

Le tout conformément au plan ci-annexé.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 4326. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1857, un
Crédit extraordinaire pour le service de l'Emprunt grec.*

Du 31 Janvier 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 14 juin 1833, qui a autorisé le ministre des finances à garantir l'emprunt contracté par le Gouvernement grec;

Vu l'ordonnance du 9 juillet 1833 (1), rendue pour l'exécution de laquelle le trésor public envers les porteurs de titres, à défaut de paiement par ce Gouvernement;

Vu la lettre par laquelle MM. de Rothschild frères ont connaissance que la provision nécessaire au service du semestre échéant le 1^{er} mai prochain ne leur a point été faite;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de cinq cent vingt-deux mi

dix-neuf francs quatre-vingt-trois centimes (522,019^f 83^c), nécessaire pour le paiement des intérêts et de l'amortissement exigibles au 1^{er} mars 1857, de la partie afférente à la garantie de la France sur l'emprunt négocié en 1833 par le Gouvernement grec.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif lors de sa prochaine session, et les paiements qui lui sont imputables auront lieu sur les ressources de la dette flottante à titre d'avances à recouvrer sur le Gouvernement grec.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 31 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état
au département des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 4327. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1857, un Crédit extraordinaire pour la refonte des Monnaies de cuivre.

Du 31 Janvier 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances;

Vu la loi du 14 juillet 1856 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1857;

Vu notre décret du 29 novembre suivant (1) contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu l'article 26 du règlement général du 31 mai 1838 (2) concernant la faculté d'ouvrir des crédits extraordinaires par décret dans l'inter-valle des sessions législatives;

Vu l'article 21 de la loi du 5 mai 1855, relatif au mode de régularisation des crédits ouverts par décret;

(1) 1^{re} série, Bull. 446, n° 4147. (2) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

Vu les dispositions de notre décret du 10 novembre 1856 (1) sur les crédits supplémentaires extraordinaires;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de cinq cent quarante mille francs (540,000^f), pour le service ci-après

Monnaies et médailles.

CHAPITRE XXXVI bis. Refonte des monnaies de cuivre. (Loi du 6 mai 1852.)..... 540,000^f

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources accordées par la loi du budget de l'exercice 1857.

3. Le crédit ci-dessus sera soumis à la sanction législative aux termes de l'article 21 de la loi du 5 mai 1855.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 4328. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que les dispositions du Décret du 26 octobre 1854, qui interdisent la distillation des Céréales et autres Substances farineuses servant à l'alimentation, sont abrogées en ce qui concerne les Riz.

Du 11 Février 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le décret impérial du 26 octobre 1854 (2), qui interdit la distillation des céréales et de toutes autres substances farineuses servant à l'alimentation;

(1) 11^e série, Bull. 440, n° 4110.

(2) Bull. 225, n° 2054.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret du 26 octobre 1854, qui interdisent la distillation des céréales et autres substances farineuses servant à l'alimentation, sont rapportées en ce qui concerne les riz.

2. La constatation de toute dérogation aux dispositions combinées du décret du 26 octobre 1854 et du présent décret pourra entraîner contre le délinquant l'interdiction de toute distillation de substances farineuses; cette interdiction sera prononcée par l'autorité administrative.

3. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et à celui des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4329. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant,

1° Que la limite de la mer, sur la plage du hameau des Lecques, commune de Saint-Cyr, quartier maritime de la Ciotat, département du Var, est et demeure fixée conformément à la ligne tracée en rouge, et indiquée par les points A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, sur le plan annexé au décret;

2° Que les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 24 Décembre 1856.*)

N° 4330. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant,

1° Que la limite de la mer, sur la plage de Bistouan, près Cassis, quartier maritime de la Ciotat, département des Bouches-du-Rhône, est et demeure fixée conformément à la ligne tracée en rouge, avec

l'indication, *Limite du rivage de la mer, sur le plan annexé au décret ;*

2° Que les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 24 Décembre 1856.*)

N° 4331. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant,

1° Que la limite de la mer, autour du cap Janet, département des Bouches-du-Rhône, quartier maritime de Marseille, est et demeure fixée conformément à la ligne teintée en rose formant le bord sud du chemin de la Donane, désigné au plan annexé au décret, ligne commençant à l'est, au ruisseau du cap Janet, et finissant à l'ouest, au point D ;

2° Que les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 24 Décembre 1856.*)

N° 4332. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° Le préfet du Var est autorisé à concéder au sieur *Stagnaro* la parcelle de lais de mer de deux cent cinquante-sept mètres quatre-vingt-quinze centimètres (257^m 95^c) désignée dans le rapport des ingénieurs des ponts et chaussées des 28 juillet et 4 août 1854, et dont ledit sieur *Stagnaro* est détenteur sur le bord de la rade de Saint-Raphaël ;

2° L'État ne sera tenu à aucune garantie envers l'acquéreur ou ses ayants cause, soit pour défaut de contenance, soit à raison des droits qui seraient prétendus par des tiers sur tout ou partie des terrains concédés ;

3° Cette concession sera faite moyennant le prix de cent vingt-huit francs quatre-vingt-dix-huit centimes (128^f 98^c), réglé à raison de cinquante centimes (0^f 50^c) par mètre, sous les conditions ordinaires en matière d'aliénation de biens de l'État, et avec la clause particulière indiquée dans le rapport de l'ingénieur en chef, du 7 avril 1856 ;

4° Tous les frais relatifs à la concession seront à la charge du concessionnaire. (*Paris, 24 Janvier 1857.*)

N° 4333. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

ART. 1^{er}. Le département du Doubs est autorisé à percevoir sur la partie rectifiée de la route départementale n° 10, comprise entre Belleherbe et Saint-Maurice, un péage dont les produits seront affectés au remboursement, en capital et intérêts, de la somme avancée pour

l'exécution des travaux. On ne comprendra pas, toutefois, dans cette somme, les fonds qui ont été votés à titre de contributions tant par le département que par les communes ou les particuliers intéressés, lesquels demeureront acquis à l'opération.

La perception du péage cessera de plein droit le jour où le département se trouvera remboursé des dépenses de l'entreprise, telles qu'elles auront été réglées par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, ainsi que de tous les frais de cette perception.

2. Le tarif est fixé ainsi qu'il suit :

- 1° Pour chaque cheval ou mulet, pour chaque paire de bœufs ou de vaches attelés à des voitures chargées, vingt centimes, ci. 20^c
- 2° Pour chaque cheval ou mulet, pour chaque paire de bœufs ou de vaches attelés à des voitures vides, dix centimes, ci. 10
- 3° Pour chaque bœuf ou vache attelé isolément à des voitures chargées, dix centimes, ci. 10
- 4° Pour chaque bœuf ou vache attelé isolément à des voitures vides, cinq centimes, ci. 05
- 5° Pour chaque âne ou ânesse attelé à des voitures, cinq centimes, ci. 05
- 6° Pour chaque cheval ou mulet monté par un cavalier, cinq centimes, ci. 05

7° Pour chacun des colliers de la nomenclature qui précède et qui seront attelés à des voitures chargées d'engrais ou de récoltes appartenant aux habitants des communes qui auront concouru à l'exécution de la rectification par le vote de subventions, le prix ordinaire sera seulement perçu tant pour l'aller que pour le retour.

Seront exempts du droit de péage :

1° Les fonctionnaires ci-après désignés, lorsqu'ils se transporteront en voiture ou à cheval pour l'exercice de leurs fonctions :

Le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs, les conducteurs et piqueurs des ponts et chaussées et les gardes-mines, les officiers de justice, les employés des contributions directes et indirectes, ceux de l'administration forestière, des domaines, des lignes télégraphiques, des douanes et les agents voyers ;

2° Les voitures employées au service des ponts et chaussées, sur la présentation d'un ordre de service de l'ingénieur en chef du département ;

3° Les courriers du Gouvernement, les malles-postes et les facteurs ruraux ;

4° La gendarmerie, les militaires voyageant en corps ou isolément, à charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service ;

5° Les transports militaires ou d'artillerie, quand ils seront exécutés par les agents du Gouvernement ;

6° Les voitures cellulaires ;

7° Les médecins du service institué en faveur des indigents, à charge de justifier de leur qualité ;

8° Les chevaux, mulets, bœufs, vaches, ânes ou ânesses attelés à des char-
rués, herses ou autres outils aratoires. (*Paris, 24 Janvier 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Février 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
Impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 468.

N° 4334. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise le Ministre des Finances à élever à 350 millions la somme des Bons du Trésor à émettre pour le service de Trésorerie de 1857.

Du 24 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 11 de la loi du 14 juillet 1856 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1857;

Vu l'état des bons du trésor actuellement en circulation;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à élever à trois cent cinquante millions (350,000,000^f) la somme des bons du trésor à émettre pour le service de trésorerie de 1857.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, et soumis au Corps législatif à la prochaine session.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Décembre 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 4335. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage au passage des bacs établis sur le Doubs et l'Ognon, dans le département du Doubs, et désignés ci-après, savoir :

1^{er} Sur le Doubs : Roche-Arcier, Reculot, Rancenay, Deluz.

2. XI^e Série.

Laissey, Colombier-Châtelet, Blussangeaux, Rang, Colombier-Fontaine, Fluans, la Rasse;

2° Sur l'Ognon : Ollans, Montferney.

2. Sont exempts des droits de péage, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (Paris, 11 Février 1857.)

Tarif des droits à percevoir au passage des bacs établis sur le Doubs et sur l'Ognon dans le département du Doubs.

ART. 1^{er}. 1° Passages d'eau de Roche-Arcier, Deluz et Laissey sur le Doubs

2° Passages d'eau de la Rasse sur le Doubs;

3° Passages d'eau de Renculot sur le Doubs, et d'Ollans sur l'Ognon;

4° Passages d'eau de Recenay, Colombier-Châtelet, Blussangeaux, Rang Colombier-Fontaine et Fluans sur le Doubs, et de Montferney sur l'Ognon.

	1°	2°	3°	4°
Pour le passage d'une personne non chargée ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes.....	05	05	03	03
Le batelier ne pourra être contraint à passer immédiatement que lorsque les voyageurs lui assureront une recette au moins égale à ce qui est dû, d'après le tarif, pour six personnes à pied, et, dans ce cas, il emploiera le bac ou le batelet à sa volonté.				
Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme et d'un poids de cinq myriagrammes.....	05	05	03	03
Par chaque myriagramme excédant.....	02	02	01	01
Pour le passage				
D'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise.....	10	20	15	"
D'un cheval ou mulet chargé.....	06	15	12	"
D'un cheval ou mulet non chargé.....	04	12	08	"
D'un âne ou d'une ânesse chargée.....	04	12	08	"
D'un âne ou d'une ânesse non chargée.....	03	08	06	"
Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage.....	03	08	06	"
Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente	06	25	12	"
Par veau ou porc.....	03	08	05	05
Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait et par chaque paire d'oies ou de dindons.....	02	05	03	03
Lorsque les moutons, brebis, etc. seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.				
Lorsque les brebis, bœufs, chèvres font au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.				
Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, etc. payeront.....	04	05	02	03
S'il n'existe pas de passe-cheval, le batelier ne pourra être contraint à passer isolément dans le bac les chevaux, mulets et autres animaux compris dans cette section que lorsque les conducteurs lui assureront au moins une recette de.....	40	50	40	20
Pour le passage				
D'une voiture suspendue à deux roues, celui du cheval ou du mulet ou d'une litière à deux chevaux et le conducteur.....	25	30	20	"
D'une voiture suspendue à quatre roues, le cheval et le conducteur.....	30	40	25	"
D'une voiture suspendue à quatre roues, deux chevaux ou un mulet et le conducteur.....	35	50	30	"
Les voyageurs payeront séparément par tête le droit dû pour une personne à pied.				

Pour le passage

D'une charrette attelée d'un cheval ou mulet ou deux bœufs et le conducteur.....	20	35	35	"
D'une charrette attelée de deux chevaux ou mulets ou quatre bœufs et le conducteur.....	25	45	30	"
D'une charrette attelée de trois chevaux ou mulets et le conducteur..	30	60	40	"
D'une charrette à vide, le cheval ou mulet et le conducteur.....	12	20	15	"
Pour une charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs et le conducteur.....	12	20	15	"
La même à vide, le cheval ou deux bœufs et le conducteur.....	10	15	10	"
Pour une charrette chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse et le conducteur.....	10	15	10	"
Pour un chariot de roulage à quatre roues chargé, un cheval ou deux bœufs et le conducteur.....	25	40	30	"
Le même chargé, deux chevaux ou quatre bœufs et le conducteur....	30	50	35	"
Idem, chargé, trois chevaux et le conducteur.....	50	70	50	"
La même à vide, attelée d'un seul cheval et le conducteur.....	15	25	20	"
Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par âne ou ânesse le droit fixe pour les ânes ou ânesses non chargées.				
Le batelier ne pourra être contraint à passer immédiatement une voiture, charrette ou chariot se présentant isolément que lorsque le conducteur lui assurera une recette au moins de.....				
	50	70	50	"

2. Il ne sera payé aucun supplément de taxe pendant le temps des hautes eaux.

Les eaux seront réputées hautes quand elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur établi sur la rive de contre-halage.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière charriera des glaçons et dans les temps de débâcle.

Les bateaux ne pourront jamais être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'à la ligne de flottaison tracée en rouge sur leurs flancs.

3. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques; les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux; les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions, ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants.

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne, et de leurs voitures et conducteurs.

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures, requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tous grades, voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie, dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

4. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps, qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour les passe-cheval et pour les batelets.

Il devra passer, sans aucun délai, les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 3 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément, et sans attendre ce laps de temps, payera le droit fixé, dans ce cas, par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État et leurs assistants; les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.



Certifié conforme :

Paris, le 15 * Février 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 469.

N° 4336. — **DÉCRET IMPÉRIAL** déclarant authentiques les Tableaux
de la Population de l'Empire.

Du 20 Décembre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur;

Vu les nouveaux états de population dressés officiellement par les
préfets, en exécution de notre décret du 9 février 1856 (1),

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les tableaux de population ci-annexés,
Des départements de l'Empire,
Des arrondissements et des cantons,
Des communes de deux mille âmes et au-dessus,
ainsi que des chefs-lieux d'arrondissement et de
canton dont la population est inférieure,

seront considérés comme seuls authentiques, pendant cinq ans,
à partir du 1^{er} janvier 1857.

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'in-
térieur, de la justice, des finances, de la guerre, de la marine
et des colonies, de l'instruction publique et des cultes, de
l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sont chargés,
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dé-
cret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1856.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé **BILLAULT**.

(1) Bull. 364, n° 3339.

Tableau de la Population de l'Empire par Départements.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE			POPULATION.
	des arrondissements.	des canton.	des communes.	
Ain.....	5	35	447	370.
Aisne.....	5	37	837	555.
Allier.....	4	26	317	352.
Alpes (Basses-).....	5	30	255	149.
Alpes (Hautes-).....	3	24	189	129.
Ardèche.....	3	31	339	385.
Ardennes.....	5	31	478	322.
Ariège.....	3	20	336	251.
Aube.....	5	26	446	261.
Aude.....	4	31	434	282.
Aveyron.....	5	42	282	393.
Bouches-du-Rhône.....	3	27	106	473.
Calvados.....	6	37	784	478.
Cantal.....	4	23	259	247.
Charente.....	5	29	433	378.
Charente-Inférieure.....	6	40	480	474.
Cher.....	3	29	290	314.
Corrèze.....	3	29	286	314.
Corse.....	5	61	354	240.
Côte-d'Or.....	4	36	727	385.
Côtes-du-Nord.....	5	48	379	621.
Creuse.....	4	25	261	278.
Dordogne.....	5	47	584	504.
Doubs.....	4	27	639	286.
Drôme.....	4	29	365	324.
Eure.....	5	36	701	404.
Eure-et-Loir.....	4	24	427	291.
Finistère.....	5	43	283	606.
Gard.....	4	38	348	419.
Garonne (Haute-).....	4	39	578	481.
Gers.....	5	29	466	304.
Gironde.....	6	48	546	640.
Hérault.....	4	36	330	400.
Ille-et-Vilaine.....	6	43	350	580.
Indre.....	4	23	246	273.
Indre-et-Loire.....	3	24	281	318.
Isère.....	4	45	547	576.
Jura.....	4	32	584	296.
Landes.....	3	28	333	309.
Loir-et-Cher.....	3	24	296	264.
Loire.....	3	28	317	505.
Loire (Haute-).....	3	28	258	300.
Loire-Inférieure.....	5	45	208	555.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE			POPULATION.
	des arrondissements.	des cantons.	des communes.	
Loiret.....	4	31	348	345,115
Lot.....	3	29	315	293,733
Lot-et-Garonne.....	4	35	315	340,041
Loire.....	3	24	193	140,819
Maine-et-Loire.....	5	34	376	524,387
Mayenne.....	6	48	643	595,202
Marne.....	5	32	669	372,050
Marne (Haute-).....	3	28	550	256,512
Mayenne.....	3	17	274	373,841
Meurthe.....	5	29	714	424,373
Meuse.....	4	28	587	305,727
Morbihan.....	4	37	234	473,932
Moselle.....	4	27	628	451,152
Nièvre.....	4	25	317	326,086
Nord.....	7	60	663	1,212,353
Oise.....	4	35	700	346,085
Orne.....	4	36	512	430,127
Pas-de-Calais.....	6	43	903	712,846
Puy-de-Dôme.....	5	50	443	590,062
Pyrénées (Basses-).....	5	40	560	436,442
Pyrénées (Hautes-).....	3	26	480	245,856
Pyrénées-Orientales.....	3	17	228	183,056
Rhin (Bas-).....	4	33	543	563,855
Rhin (Haut-).....	3	29	490	499,442
Rhône.....	2	27	258	625,991
Rhône (Haute-).....	3	28	583	312,397
Saône-et-Loire.....	5	48	585	575,018
Sarthe.....	4	33	389	467,193
Savoie.....	3	20	81	1,727,419
Savoie-Inférieure.....	5	50	760	769,450
Savoie-et-Marne.....	5	29	527	341,382
Saône-et-Oise.....	6	36	684	484,179
Sèvres (Deux-).....	4	31	355	327,846
Somme.....	5	41	832	566,619
Tarn.....	4	35	316	354,832
Tarn-et-Garonne.....	3	24	193	234,782
Tar.....	4	35	203	371,820
Taucluse.....	4	22	149	268,994
Tendée.....	3	30	297	389,683
Tenne.....	5	31	296	322,585
Tenne (Haute-).....	4	27	199	319,787
Touges.....	5	30	546	405,708
Touane.....	5	37	482	368,901

Tableau de la population de l'Empire par arrondissements et cantons.

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POP- TI
AIN. (5 Arrondissements, 35 Cantons, 447 Communes.) Popu- { hommes. 188,805 } lation { femmes.. 182,114 } totale.. 370,919 âmes.			Arr. de TRÉVOUX..... 111 90 (7 Cantons.)		
Arr. de BELLEY.....	113	83,656	Chalamont.....	11	6
Ambérieu.....	8	7,542	Châtillon-sur-Chalaronne.	16	14
Belley.....	23	17,548	Meximieux.....	14	9
Champagne.....	19	6,868	Montluel.....	16	13
Hauteville.....	9	5,275	S ^t -Trivier-sur-Moignans..	19	12
Lagnieu.....	12	13,553	Thoissey.....	13	13
L'Huis.....	12	8,085	Trévoux.....	22	19
Saint-Rambert.....	11	9,667	AISNE. (5 Arrondissements, 37 Cantons, 837 Communes.) Popu- { hommes. 274,290 } lation { femmes.. 281,249 } totale.. 555,53		
Seysse.....	5	5,849	Arr. de CHÂTEAU-THIERRY.	124	61,
Virieu-le-Grand.....	14	8,269	(5 Cantons.)		
Arr. de BOURG.....	121	123,016	Charly.....	19	11
(10 Cantons.)			Château-Thierry.....	21	15
Bagé-le-Châtel.....	11	12,695	Condé.....	27	11
Bourg.....	14	22,168	Fère-en-Tardenois.....	23	11
Ceyseriat.....	13	7,954	Neuilly-Saint-Front.....	34	11
Coligny.....	9	9,654	Arr. de LAON.....	288	169
Montrevel.....	13	14,767	(11 Cantons.)		
Pont-d'Ain.....	12	10,478	Anisy-le-Château.....	22	9
Pont-de-Vaux.....	12	13,366	Chauny.....	20	21
Pont-de-Veyle.....	13	10,601	Coucy-le-Château.....	33	17
S ^t -Trivier-de-Courtes.....	12	12,289	Craonne.....	40	12
Treilfort.....	12	9,244	Crécy-sur-Serre.....	20	12
Arr. de GEX.....	29	22,101	Fère (La).....	27	20
(3 Cantons.)			Laon.....	27	21
Collonges.....	9	8,828	Marle.....	23	12
Ferney.....	9	5,098	Neufchâtel.....	28	11
Gex.....	11	8,175	Rosoy-sur-Serre.....	28	16
Arr. de NANTUA.....	73	51,749	Sissonne.....	20	13
(6 Cantons.)			Arr. de SAINT-QUENTIN...	127	134
Brenod.....	11	6,998	(7 Cantons.)		
Châtillon-de-Michaille...	17	9,882	Bohain.....	14	22
Izernore.....	14	6,276	Catelet (Le).....	18	18
Nantua.....	12	9,339	Moy.....	19	13
Oyonnax.....	11	9,671			
Poncin.....	8	9,583			

Digitized by Google

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Javie (La).....	10	2,921	Arr. de GAP.....	126	66,815
Mées (Les).....	8	6,754	(14 Cantons.)		
Mézel.....	11	3,592	Aspres-les-Veynes.....	9	4,215
Moustiers.....	5	3,210	Barcelonnette.....	3	9,215
Riez.....	11	7,598	Bâtie-Neuve (La).....	8	3,415
Seyne.....	8	5,123	Gap.....	8	12,115
Valensole.....	4	5,454	Laragne.....	8	3,815
Arr. de FORCALQUIER.....	50	35,551	Orpierre.....	8	2,415
(6 Cantons.)			Ribiers.....	9	3,615
Banon.....	11	5,799	Rosans.....	9	3,415
Forcalquier.....	10	9,315	Saint-Bonnet.....	20	11,715
Manosque.....	6	9,632	Saint-Étienne-en-Dévoluy.....	4	2,415
Peyruis.....	5	2,258	Saint-Firmin.....	9	5,315
Reillanne.....	10	4,818	Serres.....	12	4,915
Saint-Étienne.....	8	3,729	Tallard.....	9	4,615
Arr. de SISTERON.....	50	24,442	Veynes.....	10	3,515
(5 Cantons.)			ARDÈCHE.		
Motte (La).....	13	4,715	{ 3 Arrondissements, 31 Cantons, 339 Communes		
Noyers.....	7	3,949	Popu- { hommes. 193,605 { totale.. 385,835 âmes		
Sisteron.....	9	7,538	lation { femmes. 192,230 {		
Turriers.....	11	3,491	Arr. de LARGENTIÈRE....	106	114,015
Volonne.....	10	4,749	(10 Cantons.)		
ALPES (HAUTES-).			Burzet.....	5	5,715
{ 3 Arrondissements, 24 Cantons, 189 Communes. }			Coucouron.....	6	5,715
Popu- { hommes.. 67,143 {			Joyeuse.....	17	19,115
lation { femmes.. 62,413 { totale.. 129,556 âmes.			Largentière.....	14	15,415
Arr. de BRIANÇON.....	27	30,840	Montpezat.....	7	9,815
(5 Cantons.)			S'-Étienne-de-Lugdarès..	8	4,315
Aiguilles.....	7	6,640	Thueycs.....	10	15,915
Briançon.....	8	9,595	Valgorce.....	7	5,915
Grave (La).....	2	2,019	Vallon.....	11	10,915
L'Argentière.....	7	7,007	Vans (Les).....	21	20,615
Monétier (Le).....	3	5,579	Arr. de PRIVAS.....	108	125,115
Arr. d'EMBRUN.....	36	32,296	(10 Cantons.)		
(5 Cantons.)			Antraigues.....	11	11,315
Chorges.....	8	4,759	Aubenas.....	17	23,015
Embrun.....	8	11,678	Bourg-Saint-Andéol....	9	12,915
Guillestre.....	4	9,747	Chomérac.....	8	9,715
Orcières.....	3	3,032	Lavault.....	10	12,215
Savines.....	6	3,080	Privas.....	15	17,715
			Rochemaure.....	8	6,415
			Saint-Pierreville.....	7	10,305

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Blénac-de-Berg.....	17	12,865	Rumigny.....	27	10,099
Blénac.....	6	9,022	Signy-le-Petit.....	10	7,632
Arr. de TOURNON.....	125	146,679	Arr. de SEDAN.....	81	68,297
(11 Cantons.)			(5 Cantons.)		
Boisay.....	14	25,577	Carignan.....	25	13,187
Boisard (Le).....	13	13,387	Mouzon.....	14	9,261
Boisastre.....	9	15,100	Raucourt.....	13	7,442
Bois-Agrève.....	8	9,401	Sedan (nord).....	11	16,168
Bois-Félicien.....	9	10,794	Sedan (sud).....	19	22,239
Bois-Martin-de-Valamas.....	10	11,907	Arr. de VOUZIERES.....	121	60,738
Bois-Péray.....	10	10,856	(8 Cantons.)		
Boislieu.....	10	10,807	Attigny.....	12	6,877
Boisrières.....	17	11,153	Buzancy.....	21	8,702
Boisrion.....	16	16,853	Chesne (Le).....	18	8,092
Boisroux.....	9	10,844	Grandpré.....	17	9,630
			Machault.....	9	5,195
			Monthois.....	18	6,608
			Tourteron.....	10	5,259
			Vouziers.....	16	10,375
ARDENNES.			ARIÈGE.		
Arrondissements, 31 Cantons, 478 Communes.)			(3 Arrondissements, 20 Cantons, 536 Communes.)		
Popu- { hommes. 160,541 }			Popu- { hommes. 124,261 }		
ou { femmes. 161,597 }	totale.. 322,138 âmes.		lation { femmes. 127,057 }	totale.. 251,318 âmes.	
Arr. de MIZIÈRES.....	99	74,008	Arr. de FOIX.....	139	84,733
(7 Cantons.)			(8 Cantons.)		
Arleville.....	11	19,139	Ax.....	14	6,748
Arre.....	20	7,647	Bastide-de-Sérou (La)...	12	7,442
Arzières.....	17	12,550	Cabannes (Les).....	25	6,983
Athermé.....	10	10,587	Foix.....	26	20,706
Aumont.....	14	6,648	Lavelanet.....	22	16,307
Auver.....	15	8,383	Quérigut.....	7	2,679
Ay-l'Abbaye.....	12	9,054	Tarascon.....	22	15,214
Arr. de RETHEL.....	108	68,221	Vicdessos.....	11	8,654
(6 Cantons.)			Arr. de PAMIERES.....	114	80,491
Afeld.....	18	9,433	(6 Cantons.)		
Aleau-Porcien.....	16	9,792	Fossat (Le).....	11	12,542
Aumont-Porcien.....	20	9,423	Mas-d'Azil (Le).....	14	11,030
Auvillle.....	12	8,158	Mirepoix.....	36	18,037
Ayon-Porcien.....	23	14,662	Pamiers.....	22	16,620
Azébel.....	19	16,753	Saverdan.....	14	13,492
Arr. de ROCROI.....	69	50,874	Varilhes.....	17	8,770
(5 Cantons.)					
Aumay.....	7	10,428			
Auvet.....	12	10,600			
Aucrois.....	13	12,115			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Arr. de SAINT-GIRONS... (6 Cantons.)	83	86,094	Ervy.....	15	10
Castillon.....	26	17,484	Estissac.....	10	7
Massat.....	6	14,383	Lusigny.....	14	6
Oust.....	10	16,694	Piney.....	13	6
Saint-Girons.....	14	18,215	Troyes (1 ^{er} canton).....	11	13
Saint-Lizier.....	16	11,509	Troyes (2 ^e canton).....	13	17
Sainte-Croix.....	11	7,809	Troyes (3 ^e canton).....	7	15
AUBE.			AUDE.		
(5 Arrondissements, 26 Cantons, 446 Communes.)			(4 Arrondissements, 31 Cantons, 434 Communes.)		
Popu- { hommes. 130,733 }	totale.. 261,673 âmes.		Popu- { hommes. 142,038 }	totale.. 282,833.	
lation { femmes.. 130,940 }			lation { femmes.. 140,795 }		
Arr. d'ARCIS-SUR-AUBE... (4 Cantons.)	93	36,153	Arr. de CARCASSONNE... (12 Cantons.)	139	93
Arcis-sur-Aube.....	22	10,239	Alzonne.....	11	7
Chavanges.....	17	5,203	Capendu.....	17	6
Méry-sur-Seine.....	26	12,348	Carcassonne (est).....	7	6
Ramerupt.....	28	8,363	Carcassonne (ouest).....	2	17
Arr. de BAR-SUR-AUBE... (4 Cantons.)	88	44,119	Conques.....	10	5
Bar-sur-Aube.....	23	18,118	Lagrasse.....	18	5
Brienne-Napoléon.....	25	10,570	Mas-Cabardès (Le).....	16	6
Soulaines.....	21	6,271	Montréal.....	9	6
Vendeuvre.....	19	9,160	Monthoumet.....	18	5
Arr. de BAR-SUR-SEINE... (5 Cantons.)	85	49,784	Peyriac-Minervois.....	18	16
Bar-sur-Seine.....	22	11,688	Salsac.....	6	5
Chaource.....	26	11,867	Tuchan.....	8	3
Essoyes.....	21	12,504	Arr. de CASTELNAUDARY... (5 Cantons.)	74	52
Mussy-sur-Seine.....	8	7,020	Belpech.....	12	6
Riceys (Les).....	8	6,705	Castelnaudary (nord)...	20	15
Arr. de NOGENT-SUR-SEINE. (4 Cantons.)	60	35,447	Castelnaudary (sud)....	13	15
Marcilly-le-Hayer.....	22	9,033	Fanjeaux.....	16	9
Nogent-sur-Seine.....	16	10,343	Salles-sur-l'Hers.....	14	5
Romilly-sur-Seine.....	15	10,935	Arr. de LIMOUX..... (8 Cantons.)	150	69
Villenauxe.....	7	5,136	Alaigne.....	27	8
Arr. de TROYES..... (9 Cantons.)	120	96,170	Axat.....	13	6
Aix-en-Othe.....	10	9,331	Belcaire.....	17	7
Bouilly.....	29	8,825	Chalabre.....	16	9
			Couiza.....	22	7
			Limoux.....	22	14
			Quillan.....	18	10
			Saint-Hilaire.....	15	4

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Arr. de NARBONNE..... (6 Cantons.)	71	66,361	Riguac.....	8	9,473
Arrian.....	7	9,867	Rodez.....	9	19,105
Arrian.....	12	4,580	Salars.....	8	7,135
Arrian.....	15	9,645	Salvetat (La).....	4	6,116
Arrian.....	17	11,434	Sauveterre.....	7	9,470
Arrian.....	9	19,234	Arr. de SAINT-AFFRIQUE.. (6 Cantons.)	52	59,301
Arrian.....	11	12,101	Belmont.....	6	6,684
			Camarès.....	10	10,049
			Cornus.....	8	6,330
			Saint Affrique.....	9	12,913
			Saint-Rome-de-Tarn.....	7	9,433
			Saint-Sernin.....	12	13,892
			Arr. de VILLEFRANCHE... (7 Cantons.)	59	100,023
			Asprières.....	10	10,873
			Aubin.....	10	27,689
			Montbazens.....	10	12,353
			Najac.....	8	11,259
			Rieupeyroux.....	5	9,587
			Villefranche.....	7	18,315
			Villeneuve.....	9	9,947
AVEYRON.					
Arrondissements, 42 Cantons, 282 Communes.					
Popu- hommes. 196,491 } totale. 393,890 âmes. lation femmes. 197,399 }					
Arr. d'ESPEYRON..... (9 Cantons.)	47	64,577			
Arques.....	5	7,012			
Arques.....	6	11,177			
Arques.....	6	8,250			
Arques.....	5	6,043			
Arques.....	5	7,481			
Arques.....	6	6,382			
Arques.....	2	2,810			
Arques.....	6	9,003			
Arques.....	6	6,389			
Arr. de MILLAU..... (9 Cantons.)	49	63,641			
Arques.....	5	5,332			
Arques.....	8	7,129			
Arques.....	7	14,704			
Arques.....	6	9,872			
Arques.....	7	4,896			
Arques.....	5	6,256			
Arques.....	3	4,379			
Arques.....	5	6,224			
Arques.....	3	4,849			
Arr. de RODEZ..... (11 Cantons.)	75	106,348			
Arques.....	5	6,740			
Arques.....	8	8,775			
Arques.....	6	7,565			
Arques.....	8	12,754			
Arques.....	7	9,289			
Arques.....	5	9,926			
BOUCHES-DU-RHÔNE.					
(8 Arrondissements, 27 Cantons, 106 Communes.)					
Popu- hommes. 246,425 } totale. 473,365 âmes. lation femmes. 226,940 }					
Arr. d'AIX..... (10 Cantons.)	58	111,775			
Aix (nord).....	5	15,987			
Aix (sud).....	3	14,616			
Berre.....	6	7,684			
Gardanne.....	7	10,066			
Istres.....	4	9,588			
Lambesc.....	6	9,652			
Martigues.....	7	14,142			
Peyrolles.....	5	5,944			
Salon.....	8	14,822			
Trets.....	8	9,274			
Arr. d'ARLES..... (8 Cantons.)	32	91,091			
Arles (est).....	2	17,476			
Arles (ouest).....	1	9,819			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPUL- TION.
Châteaurenard.....	6	16,250	Arr. de FALAISE.....	119	58,
Eyguières.....	6	8,291	(5 Cantons.)		
Orgon.....	7	10,616	Bretteville-sur-Laize....	30	13,
Saintes-Maries.....	1	1,083	Coulbœuf.....	25	8,
Saint-Remy.....	6	12,742	Falaise (1 ^{re} division)....	9	8,
Tarascon.....	4	14,814	Falaise (2 ^e division)....	28	13,
Arr. de MARSEILLE.....	16	270,499	Harcourt.....	28	14,
(9 Cantons.)			Arr. de LISIEUX.....	124	66,
Aubagne.....	4	10,951	(6 Cantons.)		
Ciotat (La).....	4	11,037	Lisieux (1 ^{re} section)....	16	14,
Marseille (1 ^{er} canton)....	1	44,144	Lisieux (2 ^e section)....	15	15,
Marseille (2 ^e canton)....	1	57,580	Livarot.....	23	8,
Marseille (3 ^e canton)....	1	46,441	Mézidon.....	26	7,
Marseille (4 ^e canton)....	1	38,870	Orbec.....	22	12,
Marseille (5 ^e canton)....	1	39,816	Saint-Pierre-sur-Dives...	23	7,
Marseille (6 ^e canton)....	2	10,569	Arr. de PONT-L'ÉVÊQUE...	113	54,
Roquevaire.....	6	11,091	(5 Cantons.)		
CALVADOS.			Blangy.....	20	9,
(6 Arrondissements, 37 Cantons, 784 Communes.)			Cambremer.....	28	7,
Popu- { hommes. 225,479 }			Dozulé.....	29	8,
lation { femmes.. 252,918 }			Honfleur.....	14	15,
			Pont-l'Évêque.....	22	13,
			Arr. de VIRE.....	96	84,
Arr. de BAYEUX.....	143	78,735	(6 Cantons.)		
(6 Cantons.)			Annay.....	19	12,
Balleroy.....	26	15,429	Bény-Bocage.....	21	13,
Bayeux.....	16	14,531	Condé-su.-Noireau.....	11	14,
Caumont.....	19	11,062	Saint-Sever.....	20	15,
Isigny.....	28	14,791	Vassy.....	14	12,
Ryes.....	27	11,101	Vire.....	11	17,
Trevières.....	27	11,821	CANTAL.		
Arr. de CAEN.....	189	135,126	(4 Arrondissements, 23 Cantons, 259 Communes.)		
(9 Cantons.)			Popu- { hommes. 115,828 }		
Bourguébus.....	25	9,101	lation { femmes. 131,837 }		
Caen (est).....	8	24,980			
Caen (ouest).....	5	23,294	Arr. d'AURILLAC.....	93	95,
Creully.....	26	13,208	(8 Cantons.)		
Douvres.....	19	15,144	Aurillac (nord).....	10	14,
Évreux.....	28	12,229	Aurillac (sud).....	13	17,
Tilly-sur-Seulles.....	25	13,465	Laroquebrou.....	14	11,
Troarn.....	32	12,994	Mauers.....	14	12,
Villers-Bocage.....	22	10,711	Montsalvy.....	14	11,
			Saint-Cernin.....	6	8

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBR des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBR des communes.	POPULA- TION.
Saint-Mamet	11	9,426	Baignes.	8	7,927
St-sur-Cère	12	11,116	Barbezieux.	18	14,692
Arr. de MAURIAC.	57	62,143	Brossac.	12	6,114
(6 Cantons.)			Chalais.	16	9,232
.....	5	5,083	Montmoreau.	15	10,010
.....	11	12,238	Arr. de COGNAC.	68	60,104
.....	12	10,666	(4 Cantons.)		
.....	7	10,759	Châteauneuf.	18	11,611
.....	10	10,466	Cognac.	18	20,228
.....	12	12,931	Jarnac.	14	13,344
Arr. de MÉRAT.	35	34,608	Segonzac.	18	14,921
(3 Cantons.)			Arr. de CONFOLENS.	66	69,659
.....	12	10,292	(6 Cantons.)		
.....	8	11,066	Chabanais.	12	13,227
.....	15	13,250	Champagne-Mouton.	8	7,246
Arr. de SAINT-FLOUR.	74	55,667	Confolens (nord).	8	7,787
(6 Cantons.)			Confolens (sud).	11	13,844
.....	12	7,363	Montembœuf.	13	12,587
.....	12	9,791	Saint-Claud.	15	14,968
.....	11	7,836	Arr. de RUFFEC.	82	57,114
.....	13	7,628	(4 Cantons.)		
St-Flour (nord).	15	10,726	Aigre.	16	12,741
St-Flour (sud).	12	12,323	Mansle.	25	16,127
			Ruffec.	20	15,194
			Villefagnan.	21	13,059
CHARENTE.			CHARENTE-INFÉRIEURE.		
Arrondissements, 29 Cantons, 433 Communes.)			(6 Arrondissements, 40 Cantons, 480 Communes.)		
{ hommes. 190,645 } totale. 378,721 âmes.			Popu- { hommes. 239,565 } lation { femmes. 235,263 } totale. 474,828 âmes.		
Arr. d'ANGOULÊME.	137	135,678	Arr. de JONZAC.	120	83,763
(9 Cantons.)			(7 Cantons.)		
.....	9	20,422	Archiac.	17	11,485
.....	14	25,498	Jonzac.	20	12,190
.....	19	10,984	Mirambeau.	19	15,647
.....	13	10,295	Montendre.	19	8,289
.....	14	12,693	Montguyon.	14	12,936
.....	15	15,455	Montlieu.	14	9,922
.....	17	14,832	Saint-Genis.	17	13,294
.....	17	11,619	Arr. de MARENNES.	34	51,886
.....	20	13,880	(6 Cantons.)		
Arr. de BARBEZIEUX.	80	56,166	Château (Le).	3	6,062
(6 Cantons.)					
.....	11	8,191			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	P
Marennes	5	11,180			
Royan	7	8,391			
Saint-Agnant	10	6,742			
Saint-Pierre	3	10,817			
Tremblade (La)	6	8,694			
Arr. de ROCHEFORT	41	67,956			
(5 Cantons.)					
Aigrefeuille	11	10,223			
Rocheport (nord)	3	14,648			
Rocheport (sud)	6	18,112			
Surçères	12	13,977			
Tonnay-Charente	10	10,996			
Arr. de LA ROCHELLE	56	81,896			
(7 Cantons.)					
Ars	4	7,914			
Courson	14	13,788			
Jarrie (La)	14	12,264			
Marans	6	8,209			
Rochele (La) (est)	7	14,177			
Rochele (La) (ouest)	8	16,492			
Saint-Martin	4	9,052			
Arr. de SAINTES	109	107,609			
(8 Cantons.)					
Burie	10	10,061			
Cazes	15	12,890			
Gémozac	16	14,842			
Pons	18	16,587			
Saintes (nord)	8	13,142			
Saintes (sud)	13	13,945			
Saint-Porchaire	16	13,325			
Saujon	14	12,817			
Arr. de S ^t -JEAN-D'ANGELY	120	81,718			
(7 Cantons.)					
Aunay	25	14,456			
Loulay	17	9,236			
Matha	25	17,851			
Saint-Hilaire	12	8,367			
Saint-Jean-d'Angely	20	17,223			
Saint-Savinien	12	10,011			
Tonnay-Boutonne	9	4,574			
			CHER.		
			(3 Arrondissements, 29 Cantons, 290 Communes)		
			Popu- { hommes. 159,290 } totale. 314,8		
			lation { femmes. 155,554 }		
			Arr. de BOURGES	100	12
			(10 Cantons.)		
			Aix (Les)	11	
			Baugy	16	
			Bourges	1	2
			Charost	13	1
			Graçay	6	
			Levet	14	
			Lury	9	
			Mehun	9	1
			Saint-Martin-d'Auxigny	11	1
			Vierzon	10	1
			Arr. de SAINT-AMAND	114	11
			(11 Cantons.)		
			Charenton	9	7
			Châteaumeillant	11	10
			Châteauneuf	12	9
			Châtelet (Le)	7	7
			Dun-le-Roi	12	11
			Guerche (La)	9	12
			Lignières	9	9
			Nérondes	13	12
			Saint-Amand	12	14
			Sancoins	9	9
			Saulzais	11	7
			Arr. de SANCERRE	76	79
			(8 Cantons.)		
			Argent	4	5
			Aubigny	5	5
			Chapelle-d'Angillon (La)	5	6
			Henrichemont	7	8
			Léré	7	8
			Sancergues	19	14
			Sancerre	18	20
			Vailly	11	9

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
CORRÈZE.			CORSE.		
(5 Arrondissements, 29 Cantons, 286 Communes.)			(5 Arrondissements, 61 Cantons, 354 Communes.)		
Popu- { hommes. 156,970 } lation { femmes.. 153,012 } totale.. 314,982 âmes.			Popu- { hommes. 118,382 } lation { femmes.. 121,801 } totale.. 240,183 âmes.		
Arr. de BRIVES.....	97	115,369	Arr. d'AJACCIO.....	73	57,607
(10 Cantons.)			(12 Cantons.)		
Brives.....	11	10,360	Ajaccio.....	1	12,109
Brive-la-Gaillarde.....	13	11,970	Bastelica.....	5	5,394
Brive-la-Gaillarde.....	6	7,111	Borognano.....	5	5,512
Brive-la-Gaillarde.....	11	19,031	Evisa.....	3	2,524
Brive-la-Gaillarde.....	7	13,847	Piana (La).....	3	3,140
Brive-la-Gaillarde.....	10	11,113	Salice.....	5	1,921
Brive-la-Gaillarde.....	8	7,799	Santa-Maria-Sichè.....	15	6,618
Brive-la-Gaillarde.....	12	13,215	Sari.....	10	4,326
Brive-la-Gaillarde.....	13	13,166	Sarrola-Carcopino.....	6	3,030
Brive-la-Gaillarde.....	6	7,757	Soccia.....	4	2,181
Arr. de TULLE.....	118	135,606	Vico.....	7	5,672
(12 Cantons.)			Zicavo.....	9	5,180
Tulle.....	11	12,385	Arr. de BASTIA.....	93	71,506
Tulle.....	9	8,216	(20 Cantons.)		
Tulle.....	8	6,900	Bastia (Terranova).....	1	7,331
Tulle.....	8	7,677	Bastia (Terravecchia).....	1	9,810
Tulle.....	11	8,574	Borgo.....	5	2,192
Tulle.....	11	9,321	Brando.....	3	3,157
Tulle.....	9	13,180	Campile.....	7	3,936
Tulle.....	10	10,899	Campitello.....	5	2,066
Tulle.....	11	13,783	Cervione.....	4	2,814
Tulle.....	7	17,183	Lama.....	3	1,358
Tulle.....	15	14,086	Luri.....	5	4,724
Tulle.....	9	13,400	Murato.....	4	2,154
Arr. d'USSEL.....	71	64,007	Nonza.....	5	2,626
(7 Cantons.)			Oletta.....	4	2,398
Ussel.....	10	8,937	Pero-Casevecchie.....	5	2,888
Ussel.....	11	8,361	Porta (La).....	15	5,169
Ussel.....	10	5,685	Rogliano.....	5	4,687
Ussel.....	10	10,602	Saint Florent.....	4	2,154
Ussel.....	10	11,466	San-Martino.....	3	1,838
Ussel.....	8	7,587	San-Nicolao.....	5	2,401
Ussel.....	12	11,369	Santo-Pietro.....	3	2,106
			Vescovato.....	7	5,667

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
Arr. de CALVI..... (6 Cantons.)	33	23,822	Beaune (sud).....	17
Belgodere.....	6	3,582	Bligny-sur-Ouche.....	23
Calenzana.....	7	5,733	Liernais.....	14
Calvi.....	1	1,473	Nolay.....	18
Ile-Rousse.....	6	5,521	Nuits.....	29
Muro.....	9	5,669	Ponilly-en-Auxois.....	28
Olmi-Cappella.....	4	1,844	Saint-Jean-de-Losne.....	17
Arr. de CORTE.....	112	57,243	Seurre.....	23
(15 Cantons.)			Arr. de CHÂTILLOX.....	116
Calacuccia.....	5	4,197	(6 Cantons.)	
Castifao.....	4	2,953	Aignay-le-Duc.....	16
Corte.....	1	4,926	Baigneux-les-Juifs.....	16
Moita.....	8	3,201	Châtillon-sur-Seine.....	28
Morosaglia.....	8	4,006	Laignes.....	23
Omessa.....	7	2,838	Montigny-sur-Aube.....	16
Piedicorte.....	7	3,208	Recey-sur-Orce.....	17
Piedicroce.....	16	4,589	Arr. de DIJON.....	267
Pietra.....	6	2,980	(14 Cantons.)	
Prunelli.....	5	4,706	Auxonne.....	17
San Lorenzo.....	7	2,171	Dijon (est).....	17
Sermano.....	12	3,107	Dijon (nord).....	15
Serraggio.....	8	4,408	Dijon (ouest).....	14
Valle.....	9	3,314	Fontaine-Française.....	13
Vezzani.....	9	6,639	Genlis.....	27
Arr. de SARTÈNE.....	43	30,005	Gevrey.....	33
(8 Cantons.)			Grancey-le-Château.....	11
Bonifacio.....	1	3,181	Is-sur-Tille.....	23
Levie.....	4	3,797	Mirebeau.....	22
Olmeto.....	5	3,393	Pontallier-sur-Saône.....	20
Petroto-Bicchisano.....	6	3,618	Saint-Seine-l'Abbaye.....	19
Portovecchio.....	4	3,262	Selongey.....	11
Santa-Lucia.....	9	2,693	Sombernon.....	27
Sartène.....	8	6,070	Arr. de SEMUR.....	143
Serra.....	6	3,988	(6 Cantons.)	
CÔTE-D'OR.			Flavigny.....	23
(4 Arrondissements, 36 Cantons, 727 Communes.)			Montbard.....	26
Popu- { hommes. 190,963 } totale., 385,131 âmes.			Précý-sous-Thil.....	20
lation { femmes.. 194,168 }			Saulieu.....	13
Arr. de BEAUNE.....	201	121,108	Semur.....	29
(10 Cantons.)			Vitteaux.....	32
Arnay-le-Duc.....	20	11,618		
Beaune (nord).....	13	14,049		

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
CÔTES-DU-NORD.			Corlay.....		
(4 Arrondissements, 48 Cantons, 379 Communes.)			Goarec.....	5	7,138
Popu- { hommes. 293,846 } totale.. 621,573 âmes.			Loudéac.....	8	7,737
lacion { femmes. 327,727 }			Merdrignac.....	6	14,166
Arr. de DINAN.....	90	116,815	Mûr.....	9	12,105
(10 Cantons.)			Plouguenast.....	5	5,867
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	94	178,718	Uzel.....	5	13,551
(12 Cantons.)				7	10,666
Arr. de DINAN.....	9	13,918	Châtelaudren.....	8	12,605
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	7	15,160	Étables.....	6	12,851
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	13	15,348	Lamballe.....	14	15,211
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	7	10,757	Lanvollon.....	11	13,299
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	8	12,175	Moncontour.....	10	15,281
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	11	13,319	Paimpol.....	8	20,111
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	11	13,514	Pléneuf.....	5	8,814
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	9	4,834	Plœuc.....	6	13,603
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	8	8,870	Plouha.....	5	8,941
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	8	8,920	Quintin.....	8	12,910
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	74	122,743	Saint-Brieuc (nord).....	6	21,050
(10 Cantons.)			Saint-Brieuc (sud).....	8	24,042
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	7	10,869	CREUSE.		
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	6	13,078	(4 Arrondissements, 25 Cantons, 261 Communes.)		
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	7	10,107	Popu- { hommes. 123,530 } totale.. 278,869 âmes.		
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	9	15,557	lacion { femmes. 145,359 }		
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	8	16,011	Arr. d'AUBUSSON.....	99	103,092
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	8	9,295	(10 Cantons.)		
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	7	9,310	Aubusson.....	11	13,310
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	8	14,517	Auzances.....	11	10,108
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	6	13,531	Bellegarde.....	9	11,206
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	8	10,408	Chénérailles.....	9	10,038
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	63	114,191	Courtine (La).....	10	7,765
(7 Cantons.)			Crocq.....	12	11,806
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	9	18,538	Évaux.....	9	10,693
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	6	13,774	Felletin.....	9	12,259
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	9	13,394	Gentioux.....	8	7,679
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	9	15,857	Saint-Sulpice-les-Champs.....	11	8,228
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	8	20,904	Arr. de BOURGANEUF.....	41	41,381
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	12	13,244	(4 Cantons.)		
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	10	18,480	Bénévent-l'Abbaye.....	10	9,710
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	58	39,106	Bourganeuf.....	13	12,896
(9 Cantons.)					
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	7	10,838			
Arr. de SAINT-BRIEUC.....	6	7,038			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
Pontarion.....	10	10,092	Jumilhac.....	7
Royère.....	8	8,683	Lanouaille.....	10
Arr. de BOUSSAC.....	46	38,376	Mareuil.....	14
(4 Cantons.)			Nontron.....	14
Boussac.....	13	10,200	Saint-Pardoux.....	7
Chambon.....	11	8,842	Thiviers.....	10
Châtelus.....	10	11,525		
Jarnages.....	12	7,809	Arr. de PÉRIGUEUX.....	113
Arr. de GUÉRET.....	75	96,040	(9 Cantons.)	
(7 Cantons.)			Brantôme.....	11
Ahun.....	11	11,009	Excideuil.....	14
Bonnat.....	12	14,538	Hautefort.....	13
Dun.....	13	16,078	Périgueux.....	7
Grand-Bourg (Le).....	7	9,392	Saint-Astier.....	12
Guéret.....	13	17,610	Saint-Pierre-de-Chignac..	15
Saint-Vaury.....	9	11,799	Savignac-les-Églises.....	14
Souterraine (La).....	10	15,614	Thenon.....	11
			Vergt.....	16
DORDOGNE.				
(5 Arrondissements, 47 Cantons, 584 Communes.)			Arr. de RIBÉRAC.....	84
Popu- { hommes. 251,812 } totale.. 504,651 âmes.			(7 Cantons.)	
lation { femmes.. 252,839 }			Monpont.....	9
Arr. de BERGERAC.....	174	117,444	Montagrier.....	10
(13 Cantons.)			Mussidan.....	11
Beaumont.....	13	9,049	Neuvic.....	11
Bergerac.....	11	18,105	Ribérac.....	13
Cadouin.....	11	7,003	Saint-Aulaye.....	13
Eymet.....	14	6,516	Verteillac.....	17
Issigeac.....	20	8,779		
Lalorce.....	12	9,208	Arr. de SARLAT.....	133
Lalinde.....	15	9,177	(10 Cantons.)	11
Monpazier.....	13	6,227	Belvès.....	15
Saint-Alyère.....	8	6,542	Bugue.....	11
Sigoulès.....	17	9,720	Carlux.....	12
Vélignes.....	15	8,705	Domme.....	15
Villambard.....	17	12,017	Montignac.....	14
Villefranche-de-Longchapt	8	6,396	Saint-Cyprien.....	15
Arr. de NONTRON.....	80	85,276	Salignac.....	9
(8 Cantons.)			Sarlat.....	13
Bussière-Badil.....	8	8,802	Terrasson.....	17
Champagnac.....	10	7,577	Villefranche-de-Belvès...	12

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
DOUBS.			DRÔME.		
(4 Arrondissements, 27 Cantons, 639 Communes.)			(4 Arrondissements, 29 Cantons, 365 Communes.)		
Popu- lation { hommes. 142,470 { femmes. 144,418 } totale.. 286,888 âmes.			Popu- lation { hommes. 164,179 { femmes. 160,581 } totale.. 324,760 âmes.		
Arr. de BAUME.....	187	64,277	Arr. de DIJON.....	117	64,037
(7 Cantons.)			(9 Cantons.)		
Baume.....	31	9,409	Bourdeaux.....	9	4,140
Bertray.....	25	9,030	Chapelle-en-Vercors (La).....	5	4,758
Bligny (L).....	24	9,957	Châtillon.....	10	6,325
Verfontaine.....	21	8,953	Crest (nord).....	16	14,852
Chagny.....	31	9,295	Crest (sud).....	14	9,725
Châtillon.....	25	7,419	Die.....	15	7,757
Créteil.....	30	10,214	Luc.....	19	5,131
Arr. de BESANCON.....	203	107,696	Motte-Chalançon (La).....	17	6,552
(8 Cantons.)			Saillans.....	13	4,797
Besancon.....	23	7,114	Arr. de MONTÉLIMAR.....	69	69,941
Bonnay.....	44	10,883	(6 Cantons.)		
Besancon (nord).....	4	17,655	Dieulefit.....	16	11,882
Besancon (sud).....	12	31,330	Grignan.....	14	10,554
Bossières.....	21	7,106	Marsanne.....	14	9,936
Chagny.....	37	8,499	Montélimar.....	11	18,523
Châtillon.....	28	13,466	Pierrelatte.....	4	7,008
Chagny.....	35	11,643	S'-Paul-Trois-Châteaux.....	10	12,038
Arr. de MONTBÉLIARD.....	161	64,404	Arr. de NYONS.....	74	35,704
(7 Cantons.)			(4 Cantons.)		
Montbéliard.....	23	13,126	Buis (Le).....	23	10,103
Mont-de-Roide.....	14	6,401	Nyons.....	16	12,711
Montbéliard.....	31	10,609	Remuzat.....	17	4,574
Mont-de-Roide.....	20	11,507	Sédéron.....	18	8,316
Montbéliard (Le).....	25	8,020	Arr. de VALENCE.....	105	155,078
Montbéliard (Le).....	22	6,767	(10 Cantons.)		
Montbéliard (Le).....	26	7,892	Bourg-de-Péage.....	13	20,363
Arr. de PORTAILIER.....	88	50,511	Chabeuil.....	11	13,659
(3 Cantons.)			Grand-Serre (Le).....	8	12,827
Portailier.....	15	9,144	Loriol.....	5	10,892
Portailier.....	17	7,800	Romans.....	13	23,571
Portailier.....	7	8,459	Saint-Donat.....	9	7,373
Portailier.....	24	9,621	Saint-Jear-en-Royans.....	11	7,537
Portailier.....	25	15,487	Saint-Vallier.....	16	18,918
			Tain.....	11	12,597
			Valence.....	8	27,341

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	PO
EURE.			Arr. de PONT-AUDEMER...	125	8
(5 Arrondissements, 36 Cantons, 701 Communes.)			(8 Cantons.)		
Popu- { hommes. 199,871	} totale.. 404,665 âmes.		Beuzeville.....	17	1
lation { femmes. 204,794			Bourgtheroulde.....	20	
Arr. des ANDELYS.....	117	63,307	Cormeilles.....	13	
(6 Cantons.)			Montfort.....	14	
Andelys (Les).....	18	11,173	Pont-Audemer.....	15	1
Écos.....	24	9,137	Quillebeuf.....	14	
Étrépnay.....	20	9,300	Routot.....	18	1
Fleury-sur-Andelle.....	22	14,274	Saint-Georges-du-Vieuvre.....	14	
Gisors.....	20	11,041			
Lyons-la-Forêt.....	13	8,382	EURE-ET-LOIR.		
Arr. de BERNAY.....	124	74,695	(4 Arrondissements, 24 Cantons, 427 Communes.)		
(6 Cantons.)			Popu- { hommes. 142,756	} totale.. 291,6	
Beaumesnil.....	17	7,916	lation { femmes. 148,318		
Baumont.....	22	12,926	Arr. de CHARTRES.....	166	11
Bernay.....	18	15,852	(8 Cantons.)		
Brionne.....	23	14,227	Auneau.....	28	1
Broglie.....	22	10,356	Chartres (nord).....	20	1
Thiberville.....	22	13,418	Chartres (sud).....	17	2
Arr. d'ÉVREUX.....	224	118,112	Courville.....	16	
(11 Cantons.)			Illiers.....	21	1
Breteuil.....	14	11,427	Janville.....	22	1
Conches.....	26	11,189	Maintenon.....	21	1
Damville.....	22	6,452	Voves.....	22	1
Évreux (nord).....	25	10,945	Arr. de CHÂTEAUDUN.....	80	6
Évreux (sud).....	22	14,494	(5 Cantons.)		
Nonancourt.....	15	8,951	Bonneval.....	20	1
Pacy.....	23	8,536	Brou.....	11	1
Rugles.....	19	10,304	Châteaudun.....	17	1
Saint-André.....	31	13,169	Cloyes.....	15	1
Verneuil.....	14	10,629	Orgères.....	17	
Vernon.....	14	12,016	Arr. de DREUX.....	127	6
Arr. de LOUVIERS.....	111	67,611	(7 Cantons.)		
(5 Cantons.)			Anef.....	21	1
Amfreville.....	24	10,472	Brezolles.....	21	1
Gaillon.....	24	13,899	Châteauneuf.....	22	
Louviers.....	20	19,210	Dreux.....	23	1
Neubourg (Le).....	24	11,776	Ferté-Vidame (La).....	7	
Pont-de-l'Arche.....	19	12,254	Nogent-le-Roi.....	21	1
			Senonches.....	12	

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Arr. de NOGENT-LE-ROTRON (4 Cantons.)	54	44,814
Arthon.....	15	12,030
Coupe (La).....	17	10,513
Nogent-le-Rotrou.....	10	12,393
Hiron-Gardais.....	12	9,878
FINISTÈRE.		
(5 Arrondissements, 43 Cantons, 283 Communes.)		
Popu- { hommes. 298,916 lation { femmes. 307,636 } totale.. 606,552 âmes.		
r. de BREST.....	83	198,806
(12 Cantons.)		
est (1 ^{er} canton).....	1	24,016
est (2 ^e canton).....	6	29,295
est (3 ^e canton).....	2	24,041
Calas.....	10	17,644
Concarneau.....	9	18,748
Naïlis.....	5	15,343
Plouven.....	10	19,158
Plasent.....	1	2,258
Plouvenec.....	12	13,833
Ploumélizéau.....	12	15,288
Ploumery.....	7	6,311
Plouvenan.....	10	12,871
r. de CHÂTEAULIN.....	60	103,177
(7 Cantons.)		
Châtaix.....	9	15,875
Châteaulin.....	12	18,110
Châteauneuf.....	10	16,499
Châteaun.....	7	15,876
Châteaun (Le).....	5	6,775
Châteaunat.....	8	12,458
Châteaun.....	9	17,584
r. de MORLAIX.....	58	138,589
(10 Cantons.)		
Châteaunat.....	7	13,790
Châteaunat.....	8	15,696
Châteaunat.....	5	20,785
Châteaunat.....	5	11,175
Châteaunat.....	7	15,074
Châteaunat.....	6	12,138
Arr. de SAINT-POL-DE-LÉON.....	7	19,139
Saint-Thégonnec.....	4	12,104
Sizun.....	4	9,171
Taulé.....	5	9,517
Arr. de QUIMPER.....	62	119,567
(9 Cantons.)		
Briec.....	2	6,371
Concarneau.....	4	8,531
Douarnenez.....	6	16,398
Fouesnant.....	6	7,281
Plougastel-Saint-Germain.....	10	15,732
Pont-Croix.....	12	20,364
Pont-d'Abbé.....	11	17,351
Quimper.....	7	21,371
Rosporden.....	4	6,168
Arr. de QUIMPERLÉ.....	20	46,413
(5 Cantons.)		
Arzano.....	3	4,252
Bannalec.....	4	9,848
Pont-Aven.....	5	11,858
Quimperlé.....	5	12,002
Scaër.....	3	8,453
GARD.		
(4 Arrondissements, 38 Cantons, 348 Communes.)		
Popu- { hommes. 214,836 lation { femmes. 204,851 } totale.. 419,697 âmes.		
Arr. d'ALAIS.....	97	112,681
(9 Cantons.)		
Alais.....	8	25,748
Anduze.....	8	10,280
Barjac.....	7	6,218
Genolhac.....	13	13,385
Lédignan.....	12	4,704
Saint-Ambroix.....	16	23,491
Saint-Jean-du-Gard.....	3	6,016
S'-Martin-de-Valgalmgues.....	13	15,942
Vézénobres.....	17	6,897
Arr. de NIMES.....	73	152,595
(11 Cantons.)		
Aiguesmortes.....	2	5,310
Aramon.....	10	12,317

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	PO- PU- LATION.
Beaucaire.....	4	18,183	Fousseret.....	15	8,183
Marguerittes.....	8	8,014	Montesquieu-Volvestre...	10	8,183
Nîmes (1 ^{er} canton).....	2	21,704	Muret.....	20	14,183
Nîmes (2 ^e canton).....	1	18,780	Rieumes.....	16	8,183
Nîmes (3 ^e canton).....	3	19,355	Rieux.....	10	6,183
Saint-Gilles.....	2	8,216	Saint-Lys.....	11	6,183
Saint-Mamert.....	13	7,183	Arr. de SAINT-GAUDENS... 231	140	
Sommières.....	18	16,118	(11 Cantons.)		
Vauvert.....	12	17,415	Aspet.....	20	17,415
Arr. d'UZÈS..... 99	89,863		Aurignac.....	19	12,415
(8 Cantons.)			Bagnères-de-Luchon...	30	9,415
Bagnols.....	17	16,511	Boulogne.....	24	12,415
Lussan.....	12	6,566	Isle-en-Dodon (L').....	23	12,415
Pont-Saint-Esprit.....	16	16,644	Montrejeau.....	16	12,415
Remoulins.....	9	6,726	Saint-Béat.....	23	12,415
Roquemaure.....	9	12,067	Saint-Bertrand.....	23	13,415
Saint-Chaptes.....	16	9,064	Saint-Gaudens.....	21	18,415
Uzès.....	15	15,151	Saint-Martory.....	12	6,415
Villeneuve-lès-Avignon...	5	7,134	Salies.....	20	12,415
Arr. du VIGAN..... 79	64,558		Arr. de TOULOUSE..... 128	184	
(10 Cantons.)			(12 Cantons.)		
Alzon.....	6	4,461	Cadours.....	16	8,415
Lasalle.....	9	6,520	Castanet.....	15	5,415
Quissac.....	12	4,721	Fronton.....	18	12,415
St-André-de-Valborgne..	5	4,366	Grenade.....	13	12,415
Saint-Hippolyte.....	6	7,684	Léguevin.....	10	5,415
Sauve.....	10	4,874	Montastruc.....	12	7,415
Sumène.....	8	7,191	Toulouse (centre).....	8	38,415
Trèves.....	6	3,464	Toulouse (nord).....	8	30,415
Valleraugues.....	3	7,247	Toulouse (ouest).....	9	21,415
Vigan (Le).....	14	14,030	Toulouse (sud).....	11	31,415
			Verfeil.....	7	5,415
			Villemur.....	4	6,415
GARONNE (HAUTE-).			Arr. de VILLEFRANCHE... 93	62	
(4 Arrondissements, 30 Cantons, 578 Communes.)			(6 Cantons.)		
Popu- } hommes, 236,331 }			Caraman.....	19	10,415
lation } femmes, 214,913 }	totale.. 481,247 âmes		Lanta.....	10	5,415
Arr. de MURET..... 126	93,293		Montgiscard.....	20	10,415
(10 Cantons.)			Nailloux.....	10	9,415
Anterive.....	11	10,104	Revel.....	13	12,415
Carbonne.....	11	9,263	Villefranche.....	21	14,415
Cazères.....	16	12,016			
Cintegabelle.....	6	8,390			

NOMBRE des communes.		POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
ERS.			Plaisance.	15	8,914
29 Cantons, 466 Communes.)			Riscle.	20	11,382
152,637 } totale.. 304,497 âmes.			GIRONDE.		
151,860 }			(6 Arrondissements, 48 Cantons, 546 Communes.)		
			Popu- { hommes. 312,904 } totale.. 640,757 âmes.		
			lation { femmes.. 322,853 }		
85 60,988			Arr. de BAZAS.	69	55,658
			(7 Cantons.)		
16 11,802			Auros.	14	7,577
17 14,997			Bazas.	13	11,160
11 8,901			Captieux.	6	3,639
12 7,095			Grignols.	10	5,470
15 7,107			Langon.	13	12,966
15 11,086			Saint-Symphorien.	6	5,858
87 70,367			Villandraut.	7	8,988
			Arr. de BLAYE.	56	58,470
15 11,320			(4 Cantons.)		
12 13,814			Blaye.	13	14,889
11 10,506			Bourg.	16	13,372
9 10,585			Saint-Ciers-la-Lande.	11	14,325
24 14,826			Saint-Savin.	16	15,884
16 9,316			Arr. de BORDEAUX.	156	320,512
72 50,048			(18 Cantons.)		
			Audenge.	7	7,278
19 12,942			Belin.	6	9,761
14 13,867			Blanquefort.	9	12,866
16 9,423			Bordeaux (1 ^{er} canton).	3	29,729
9 5,843			Bordeaux (2 ^e canton).	2	27,036
14 7,973			Bordeaux (3 ^e canton).	1	34,035
71 40,787			Bordeaux (4 ^e canton).	2	22,731
			Bordeaux (5 ^e canton).	1	28,608
13 6,191			Bordeaux (6 ^e canton).	2	21,278
16 12,132			Cadillac.	16	11,968
27 13,824			Carbon-Blanc.	18	24,623
15 8,640			Castelnau.	19	16,557
13 8,162			Créon.	28	15,756
19 9,038			Labrède.	13	11,699
23 10,253			Pessac.	8	12,461
19 11,068			Podensac.	13	17,249
25 13,717			Saint-André-de-Cubzac.	10	9,200
17 9,773			Teste (La).	3	7,677

Digitized by Google

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Louigné-du-Désert.....	8	14,094	Arr. de VITRÉ.....	61	82,353
Saint-Aubin-du-Cormier..	10	10,456	(6 Cantons.)		
Saint-Brice-en-Coglais....	11	14,887	Argentré.....	9	13,857
Arr. de MONTFORT.....	46	60,044	Châteaubourg.....	9	8,632
(5 Cantons.)			Guerche (La).....	11	15,993
Bécherel.....	10	10,357	Rétiers.....	10	16,213
Montreuban.....	8	8,843	Vitré (est).....	10	14,161
Montfort.....	11	15,192	Vitré (ouest).....	15	13,497
Meulan.....	8	14,342			
Saint-Méen.....	9	11,310			
Arr. de REPOUX.....	46	80,346	INDRE.		
(7 Cantons.)			(4 Arrondissements, 23 Cantons, 246 Communes.)		
Arr. du BLANC.....	7	14,976	Popul. { hommes, 138,588 / totale, 273,479 âmes.		
(6 Cantons.)			lat. { femmes, 134,891 }		
Bélobre.....	7	9,184	Arr. du BLANC.....	56	60,146
Blanc (Le).....	9	13,825	(6 Cantons.)		
Mazières.....	8	7,912	Bélobre.....	7	9,184
Saint-Benoit.....	11	13,046	Blanc (Le).....	9	13,825
Saint-Gaultier.....	8	7,580	Mazières.....	8	7,912
Tournon.....	10	8,599	Saint-Benoit.....	11	13,046
Arr. de CHÂTEAUBOUX...	82	105,154	Saint-Gaultier.....	8	7,580
(8 Cantons.)			Tournon.....	10	8,599
Ardentes.....	9	8,359	Arr. de CHÂTEAUBOUX...	82	105,154
Argenton.....	10	13,399	(8 Cantons.)		
Buzançais.....	10	14,985	Ardentes.....	9	8,359
Châteauboux.....	10	26,779	Argenton.....	10	13,399
Châtillon.....	10	11,516	Buzançais.....	10	14,985
Écueillé.....	10	6,857	Châteauboux.....	10	26,779
Levroux.....	13	10,753	Châtillon.....	10	11,516
Valençay.....	10	12,506	Écueillé.....	10	6,857
Arr. de LA CHÂTRE.....	59	57,167	Levroux.....	13	10,753
(5 Cantons.)			Valençay.....	10	12,506
Aigurande.....	9	13,184	Arr. de LA CHÂTRE.....	59	57,167
Châtre (La).....	19	18,293	(5 Cantons.)		
Éguzon.....	9	7,911	Aigurande.....	9	13,184
Neuvy-Saint-Sépulchre...	12	10,574	Châtre (La).....	19	18,293
Sainte-Sévère.....	10	7,205	Éguzon.....	9	7,911
Arr. d'ISSOUDUN.....	49	51,012	Neuvy-Saint-Sépulchre...	12	10,574
(4 Cantons.)			Sainte-Sévère.....	10	7,205
Issoudun (nord).....	11	14,710	Arr. d'ISSOUDUN.....	49	51,012
Issoudun (sud).....	11	15,368	(4 Cantons.)		
Saint-Christophe.....	11	11,041	Issoudun (nord).....	11	14,710
Vatan.....	14	9,890	Issoudun (sud).....	11	15,368
			Saint-Christophe.....	11	11,041
			Vatan.....	14	9,890

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
INDRE-ET-LOIRE.					
(3 Arrondissements, 24 Cantons, 281 Communes.)					
Popu- { hommes. 155,245 }	lotion { femmes.. 163,197 }	totale.. 318,442 âmes.			
Arr. de CHINON.....	87	89,600	Clelles.....	8	
(7 Cantons.)			Corps.....	12	
Azay-le-Rideau.....	12	12,682	Domène.....	11	
Bourgueil.....	6	15,332	Goucelin.....	12	1
Chinon.....	13	17,354	Grenoble (est).....	10	2
Ile-Bouchard (L').....	16	9,295	Grenoble (nord).....	8	1
Langeais.....	11	12,653	Grenoble (sud).....	9	1
Richelieu.....	17	12,715	Mens.....	10	
Sainte-Maure.....	12	9,569	Monestier-de-Clermont..	11	
Arr. de LOCHES.....	68	64,195	Mure (La).....	20	1
(6 Cantons.)			Saint-Laurent-du-Pont..	7	1
Grand-Pressigny (Le)...	9	9,707	Sassenage.....	7	
Haye (La).....	10	8,393	Touvet (Le).....	15	
Ligueil.....	13	9,874	Valbonnais.....	10	
Loches.....	18	17,477	Vif.....	7	
Montrésor.....	10	8,388	Villard-de-Lans.....	4	
Preuilly.....	8	10,356	Vizille.....	16	
Arr. de TOURS.....	126	164,647	Voiron.....	10	
(11 Cantons.)			Arr. de SAINT-MARCELLIN.	84	
Amboise.....	15	15,669	(7 Cantons.)		
Bléré.....	15	15,655	Pont-en-Royans.....	12	
Château-la-Vallière.....	15	10,932	Rives.....	12	
Châteaurenault.....	15	12,354	Roybon.....	11	
Montbazou.....	14	14,940	Saint-Étienne-de-S ^t -Geoirs.	13	
Neuillé-Pont-Pierre.....	10	8,800	Saint-Marcellin.....	16	
Neuvy-le-Roi.....	11	9,439	Tullins.....	11	
Tours (centre).....	1	19,301	Vinay.....	9	
Tours (nord).....	9	15,061	Arr. de LA TOUR-DU-PIN..	122	
Tours (sud).....	12	29,793	(8 Cantons.)		
Vouvray.....	11	12,703	Bourgoin.....	11	
ISÈRE.			Crémieu.....	26	
(4 Arrondissements, 45 Cantons, 547 Communes.)			Grand-Lemps.....	13	
Popu- { hommes. 284,133 }	lotion { femmes.. 292,504 }	totale.. 576,637 âmes.	Morestel.....	19	
			Pont-de-Beauvoisin.....	15	
Arr. de GRENOBLE.....	211	214,646	Saint-Geoire.....	8	
(20 Cantons.)			Tour-du-Pin (La).....	16	
Alleverd.....	6	8,565	Virieu.....	14	
Bourg-d'Oisans (Le)....	20	15,195	Arr. de VIENNE.....	130	
			(10 Cantons.)		
			Beaurepaire.....	15	
			Côte-Saint-André (La)...	14	
			Heyrieu.....	11	

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
eyrieux.....	13	12,289	Nozeroy.....	30	8,969
ussillon.....	21	17,144	Planches (Les).....	10	3,992
nt-Jean-de-Bournay...	14	14,740	Poligny.....	30	16,549
nt-Symphorien-d'Ozon	11	12,313	Salins.....	24	12,335
rpillière (La).....	16	14,275	Villers-Farlay.....	12	5,868
enne (nord).....	6	18,114	Arr. de SAINT-CLAUDE...	82	50,291
enne (sud).....	10	18,238	(5 Cantons.)		
JURA.			Bouchoux (Les).....	12	5,586
4 Arrondissements, 32 Cantons, 584 Communes.)			Moirans.....	17	6,141
Popu- { hommes. 146,847 } totale.. 296,701 âmes.			Morez.....	10	13,910
us { femmes. 149,854 }			Saint-Claude.....	24	16,605
de DOLE.....	138	72,185	Saint-Laurent.....	19	8,049
(9 Cantons.)			LANDES.		
omergy.....	16	4,966	(3 Arrondissements, 28 Cantons, 333 Communes.)		
assin.....	20	9,608	Popu- { hommes. 154,258 } totale.. 309,832 âmes.		
min.....	11	8,536	lation { femmes. 155,574 }		
pierre.....	15	6,862	Arr. de DAX.....	108	113,794
.....	16	17,900	(8 Cantons.)		
drey.....	14	4,393	Castets.....	9	10,635
tharrey.....	13	7,114	Dax.....	22	24,115
miray.....	14	6,425	Montfort.....	22	14,112
hefort.....	19	6,381	Peyrehorade.....	13	12,736
de LOUX-LE-SAUNIER..	212	101,937	Pouillon.....	11	14,577
(11 Cantons.)			Saint-Esprit.....	8	15,786
thod.....	26	9,365	Saint-Vincent-de-Tyrosse.	12	11,566
fort.....	19	9,775	Soustons.....	11	10,267
erans.....	12	9,860	Arr. de MONT-DE-MARSAN.	117	106,443
rvaux.....	24	7,474	(12 Cantons.)		
liège.....	18	8,260	Arjuzaux.....	9	8,527
le-Saunier.....	19	18,679	Gabarret.....	15	9,279
elet.....	27	9,068	Grenade.....	10	8,000
l-Amour.....	16	7,088	Labrit.....	9	6,441
l-Julien.....	19	5,670	Mimizan.....	6	5,633
lres.....	13	7,981	Mont-de-Marsan.....	19	18,303
ear.....	19	8,717	Parentis-en-Born.....	6	6,716
de POLIGNY.....	152	72,288	Pissos.....	7	6,829
(7 Cantons.)			Roquefort.....	13	13,986
ois.....	15	11,691	Sabres.....	7	7,723
ispagnole.....	31	12,884			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Sore.....	4	4,656
Villeneuve.....	12	10,350
Arr. de SAINT-SEVER..... (8 Cantons.)	108	89,595
Aire.....	12	11,980
Amou.....	16	13,545
Geaune.....	17	8,780
Hagetmau.....	18	12,169
Mugron.....	12	10,058
Saint-Sever.....	15	15,008
Tartas (est).....	8	7,687
Tartas (ouest).....	11	10,368

LOIR-ET-CHER.

(3 Arrondissements, 24 Cantons, 296 Communes.)

Popu- { hommes. 130,147 } totale.. 264,043 âmes.
lation { femmes. 133,896 }

Arr. de Blois.....	138	132,947
(10 Cantons.)		
Blois (est).....	8	14,116
Blois (ouest).....	9	16,213
Bracieux.....	14	11,772
Contres.....	16	13,810
Herbault.....	21	13,453
Marchenoir.....	18	10,646
Mer.....	11	11,754
Montrichard.....	13	16,080
Ouzouer-le-Marché.....	14	9,341
Saint-Aignan.....	15	15,762
Arr. de ROMORANTIN.....	48	51,630
(6 Cantons.)		
Lamotte-Beuvron.....	7	6,859
Mennetou-sur-Cher.....	8	5,972
Neung-sur-Beuvron.....	8	5,247
Romorantin.....	9	14,434
Salbris.....	8	9,746
Selles-sur-Cher.....	8	9,372
Arr. de VENDÔME.....	110	79,466
(8 Cantons.)		
Droué.....	12	8,111
Mondoubleau.....	14	10,776

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Montoire.....	19	12,989
Morée.....	14	10,070
Saint-Amand.....	14	6,492
Savigny.....	8	8,857
Selommes.....	16	5,356
Vendôme.....	13	16,815

LOIRE.

(3 Arrondissements, 28 Cantons, 317 Communes.)

Popu- { hommes. 252,756 } totale.. 505,260 âmes.
lation { femmes. 252,504 }

Arr. de MONTBRISON.....	138	130,39
(9 Cantons.)		
Boën.....	22	14,328
Feurs.....	18	19,289
Montbrison.....	20	18,476
Noirétable.....	10	8,143
Saint-Bonnet-le-Château.....	10	15,343
Saint-Galmier.....	21	20,325
Saint-Georges-en-Couzan.....	9	7,969
Saint-Jean-Soleymieux.....	14	9,857
Saint-Rambert.....	14	16,665
Arr. de ROANNE.....	109	141,20
(10 Cantons.)		
Belmont.....	8	12,958
Charlieu.....	14	16,993
Néronde.....	10	11,953
Pacaudière (La).....	8	9,360
Perreux.....	9	10,736
Roanne.....	11	24,845
Saint-Germain-Laval.....	15	10,572
Saint-Haon-le-Châtel.....	11	11,472
Saint-Just-en-Chevalet.....	8	10,343
Saint-Symphorien-de-Lay.....	15	21,952
Arr. de SAINT-ÉTIENNE.....	70	233,66
(9 Cantons.)		
Bourg-Argental.....	8	10,180
Chambon.....	11	24,260
Pélussin.....	13	14,720
Rive-de-Gier.....	14	33,670
Saint-Chamond.....	8	24,940
Saint-Étienne (est).....	4	56,320

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Saint-Étienne (ouest)....	2	47,686	LOIRE-INFÉRIEURE.		
Saint-Genest-Malifaux ...	5	8,335	(5 Arrondissements, 45 Cantons, 208 Communes.)		
Saint-Héand.....	8	13,523	Popu- { hommes. 272,229 } totale.. 555,996 âmes. lation { femmes. 283,767 }		
LOIRE (HAUTE-).			Arr. d'ANCENIS.....		
(3 Arrondissements, 23 Cantons, 258 Communes.)			(5 Cantons.)		
Popu- { hommes. 145,034 } lation { femmes. 155,960 } totale.. 300,994 âmes.			Ancenis.....	7	14,075
Arr. de BRIOUDE.....	106	81,448	Ligné.....	4	8,105
(8 Cantons.)			Riaillé.....	5	8,930
Auzon.....	12	11,429	Saint-Mars-la-Jaille....	6	7,778
Blesle.....	10	5,618	Varades.....	5	10,124
Brioude.....	15	5,323	Arr. de CHÂTEAUBRIANT..	37	72,820
Chaise-Dieu (La).....	13	10,546	(7 Cantons.)		
Langeac.....	15	12,830	Châteaubriant.....	4	9,926
Lavotie-Cbilhac.....	13	8,537	Derval.....	6	10,070
Paulhaguet.....	19	12,145	Moisdon.....	5	8,451
Pinols.....	9	5,020	Nort.....	6	16,547
Arr. du PUY.....	113	133,788	Nozay.....	6	14,782
(14 Cantons.)			Rougé.....	5	5,686
Allègre.....	7	7,774	Saint-Julien-de-Vouvantes.	5	7,358
Cayres.....	6	4,544	Arr. de NANTES.....	67	254,897
Craponne.....	6	9,490	(17 Cantons.)		
Fay-le-Froid.....	6	7,026	Aigrefeuille.....	7	15,002
Loudes.....	9	7,614	Bouaye.....	7	16,703
Monastier (Le).....	11	11,957	Carquefou.....	5	7,924
Pradelles.....	12	8,958	Chapelle-sur-Erdre.....	6	11,672
Puy (Le) (nord-ouest)...	9	17,002	Clisson.....	7	12,777
Puy (Le) (sud-est).....	7	14,273	Legé.....	4	7,673
Saint-Julien-Chapteuil...	8	10,445	Loroux (Le).....	5	16,372
Saint-Paulien.....	7	7,310	Machecoul.....	6	9,913
Saugues.....	14	11,502	Nantes (1^{er} canton).....	1	16,947
Solignac.....	5	5,146	Nantes (2^e canton).....	1	20,054
Vorey.....	7	10,747	Nantes (3^e canton).....	1	16,574
Arr. d'YSSINGEAUX.....	39	85,758	Nantes (4^e canton).....	2	21,436
(6 Cantons.)			Nantes (5^e canton).....	1	21,658
Bas.....	8	12,583	Nantes (6^e canton).....	4	26,077
Ministrot-sur-Loire.....	5	13,871	Saint-Philbert.....	5	10,185
Montfaucon.....	7	10,518	Vallet.....	4	10,908
Saint-Didier-la-Séauve...	7	16,087	Vertou.....	6	13,022
Pence.....	4	12,816	Arr. de PAIMBOEUF.....	25	48,150
Yssingaux.....	8	19,883	(5 Cantons.)		
			Bourgneuf.....	5	8,006

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Paimbœuf.....	3	6,536	Châteauneuf.....	12	11,700
Pellerin (Le).....	7	14,305	Cléry.....	5	6,330
Pornic.....	6	9,802	Ferté-Saint-Aubin (La) ..	7	6,600
Saint-Père-en-Retz.....	4	9,501	Jargeau.....	9	10,810
Arr. de SAVENAY.....	52	131,117	Meung.....	8	11,170
(11 Cantons.)			Neuville.....	10	9,530
Blain.....	4	15,206	Orléans (est).....	1	20,590
Croisic (Le).....	3	6,007	Orléans (ouest).....	1	12,450
Guémené.....	5	9,233	Orléans (nord-est).....	10	10,420
Guérande.....	6	15,557	Orléans (nord-ouest)....	9	16,410
Herbignac.....	4	8,652	Orléans (sud).....	7	12,880
Pontchâteau.....	5	11,463	Patay.....	13	6,920
Saint-Étienne-de-Montluc.	5	15,537	Arr. de PITHIVIERS.....	98	61,360
Saint-Gildas-des-Bois....	5	9,526	(5 Cantons.)		
Saint-Nazaire.....	3	14,016	Beaune-la-Rolande.....	19	14,980
Saint-Nicolas.....	4	11,476	Malesherbes.....	18	7,580
Savenay.....	8	14,444	Outarville.....	25	12,250
			Pithiviers.....	23	18,690
			Puiseaux.....	13	7,830
LOIRET.			LOT.		
(4 Arrondissements, 31 Cantons, 348 Communes.)			(3 Arrondissements, 29 Cantons, 315 Communes.)		
Popu- { hommes. 170,374 } totale.. 345,115 âmes.			Popu- { hommes. 144,841 } totale.. 293,733 âmes.		
lation { femmes. 174,741 }			lation { femmes. 148,892 }		
Arr. de GIEN.....	49	50,602	Arr. de CAHORS.....	129	117,820
(5 Cantons.)			(12 Cantons.)		
Briare.....	14	12,426	Cahors (nord).....	6	11,250
Châtillon-sur-Loire.....	6	9,994	Cahors (sud).....	5	9,800
Gien.....	12	14,209	Castelnau.....	7	8,650
Ouzouer-sur-Loire.....	7	6,217	Catus.....	16	10,980
Sully-sur-Loire.....	10	7,756	Cazals.....	9	7,350
Arr. de MONTARGIS.....	95	77,151	Lalbenque.....	13	10,860
(7 Cantons.)			Lauzès.....	11	7,740
Bellegarde.....	12	7,532	Limogne.....	12	9,720
Châteaurenard.....	10	11,785	Luzech.....	13	11,810
Châtillon-sur-Loing.....	13	11,705	Montcuq.....	16	10,800
Courtenay.....	15	8,933	Puy-l'Évêque.....	14	13,050
Ferrières.....	17	11,580	Saint-Géry.....	8	5,770
Lorris.....	13	7,877	Arr. de FIGEAC.....	112	92,700
Montargis.....	15	17,739	(8 Cantons.)		
Arr. d'ORLÉANS.....	106	156,002	Bretenoux.....	16	11,770
(14 Cantons.)			Cajarc.....	14	8,130
Artenay.....	11	6,846			
Beaugency.....	7	13,304			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Figeac (est).....	12	13,491	Tonneins.....	5	15,437
Figeac (ouest).....	10	11,460	Arr. de NÉRAC.....	62	60,578
Lacapelle-Marival.....	18	14,435	(7 Cantons.)		
Latronquière.....	13	11,128	Casteljaloux.....	7	6,913
Livernon.....	17	9,109	Damazan.....	11	9,112
Saint-Céré.....	13	13,214	Francescas.....	7	6,598
Arr. de GOURDON.....	74	83,160	Houeillès.....	7	4,359
(9 Cantons.)			Lavardac.....	11	11,563
Gourdon.....	8	11,707	Mézin.....	11	10,012
Gramat.....	10	12,343	Nérac.....	8	12,021
Labastide-Murat.....	7	7,139	Arr. de VILLENEUVE.....	84	94,787
Martel.....	10	12,392	(10 Cantons.)		
Payrac.....	8	6,306	Cancon.....	10	8,757
Saint-Germain.....	10	8,452	Castillonnes.....	9	6,992
Salviac.....	6	6,854	Fumel.....	7	10,066
Souillac.....	8	10,171	Monclar.....	10	8,067
Vayrac.....	7	7,796	Monflanquin.....	12	12,037
			Penne.....	10	9,548
			Sainte-Livrade.....	4	5,772
			Tournon.....	3	7,352
			Villeneuve.....	6	17,475
			Villereal.....	13	8,721
LOT-ET-GARONNE.			LOZÈRE.		
(4 Arrondissements, 35 Cantons, 315 Communes.)			(3 Arrondissements, 24 Cantons, 193 Communes.)		
Popu- { hommes. 169,480 } totale.. 340,041 âmes.			Popu- { hommes. 70,586 } totale.. 140,819 âmes.		
lation { femmes.. 170,561 }			lation { femmes.. 70,233 }		
Arr. d'AGEN.....	72	84,185	Arr. de FLORAC.....	52	39,973
(9 Cantons.)			(7 Cantons.)		
Agen (1 ^{er} canton).....	5	13,410	Barre.....	8	5,342
Agen (2 ^e canton).....	5	14,762	Florac.....	9	8,466
Astafort.....	8	9,294	Massegros (Lo).....	5	1,887
Beauville.....	8	6,503	Meyrueis.....	7	4,464
Laplume.....	9	6,641	Pont-de-Montvert.....	6	5,638
Laroque.....	8	5,046	Saint-Germain-de-Calberte	11	10,026
Port-Sainte-Marie.....	11	13,196	Sainte-Énimie.....	6	4,150
Prayssas.....	9	8,231	Arr. de MARVEJOIS.....	78	52,456
Puymirol.....	10	7,072	(10 Cantons.)		
Arr. de MARMANDE.....	97	100,491	Aumont.....	6	4,619
(9 Cantons.)			Canourgue (La).....	9	5,812
Bonglon.....	9	5,517	Chanac.....	6	3,869
Castelmoron.....	8	7,231	Fournels.....	11	4,475
Duras.....	15	10,129			
Lauzun.....	16	12,563			
Marmande.....	13	19,846			
Mas-d'Agenais.....	7	8,675			
Meilhac.....	8	8,809			
Seyches.....	16	12,284			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
Malzieu (Le).....	9	4,821	Champtoceaux.....	9
Marvejols.....	11	9,404	Chemillé.....	11
Nasbinals.....	5	3,001	Cholet.....	12
Saint-Chély-d'Apcher....	8	5,298	Montfaucon.....	12
Saint-Germain-du-Teil..	8	6,633	Montrevault.....	11
Serverette.....	5	4,524	Saint-Florent-le-Vieil...	10
Arr. de MENDE.....	63	48,390	Arr. de SAUMUR.....	83
(7 Cantons.)			(7 Cantons.)	
Bleymard (Le).....	11	6,031	Doué.....	14
Châteauneuf.....	6	4,725	Gennes.....	10
Grandrieu.....	8	5,704	Montreuil-Bellay.....	14
Langogne.....	8	7,362	Saumur (nord-est).....	8
Mende.....	10	12,414	Saumur (nord-ouest)...	5
Saint-Amans.....	10	6,095	Saumur (sud-est).....	15
Villefort.....	10	6,059	Vihiers.....	19
MAINE-ET-LOIRE.			Arr. de SEGRÉ.....	61
(5 Arrondissements, 34 Cantons, 376 Communes.)			(5 Cantons.)	
Popu- { hommes. 259,018 } totale.. 524,387 âmes.			Candé.....	6
lation { femmes.. 265,369 }			Châteauneuf.....	15
Arr. d'ANGERS.....	89	159,422	Lion-d'Angers (Le).....	11
(9 Cantons.)			Pouancé.....	14
Angers (nord-est).....	8	28,602	Segré.....	15
Angers (nord-ouest)....	11	21,733	MANCHE.	
Angers (sud-est).....	4	21,549	(6 Arrondissements, 48 Cantons, 643	
Briollay.....	8	9,016	Popu- { hommes. 287,794 } totale.. 5	
Chalonnnes-sur-Loire...	5	12,881	lation { femmes.. 307,408 }	
Louroux-Béconnais (Le).	7	9,934	Arr. d'AVRANCHES.....	124
Ponts-de-Cé (Les).....	18	23,846	(9 Cantons.)	
Saint-Georges-sur-Loire..	10	12,588	Avranches.....	16
Thouarcé.....	20	19,273	Brécey.....	16
Arr. de BAUGÉ.....	66	79,072	Ducey.....	12
(6 Cantons.)			Granville.....	8
Baugé.....	15	15,356	Haye-Pesnel (La).....	19
Beaufort.....	7	14,748	Pontorson.....	16
Durtal.....	7	12,543	Saint-James.....	12
Longué.....	9	14,392	Sartilly.....	14
Noyant.....	15	10,851	Villedieu.....	11
Seiches.....	13	11,182	Arr. de CHERBOURG.....	73
Arr. de BEAUPRÉAU.....	77	125,699	(5 Cantons.)	
(7 Cantons.)			Beaumont.....	20
Beaupréau.....	12	20,839	Cherbourg.....	1

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Octeville.....	17	20,928	Sainte-Mère-Eglise.....	26	12,459
Pieux (Les).....	15	11,236	Saint-Sauveur-le-Vicomte..	18	12,333
Saint-Pierre-Eglise.....	20	14,992	Valognes.....	9	14,179
Arr. de COUTANCES.....	138	125,696	MARNE.		
(10 Cantons.)			(5 Arrondissements, 32 Cantons, 669 Communes.)		
Bréhal.....	16	12,588	Popu- { hommes. 183,193 } totaux. 372,000 âmes.		
Cérisy-la-Salle.....	11	12,614	lation { femmes. 188,857 }		
Contances.....	8	13,219	Arr. de CHÂLONS-S.-MARNE.	107	52,377
Gavray.....	15	14,262	(5 Cantons.)		
Haye-du-Puits (La).....	24	14,743	Châlons-sur-Marne.....	16	21,894
Lessay.....	13	13,384	Écurey-sur-Coole.....	28	7,482
Montmartin-sur-Mer.....	12	12,335	Marson.....	18	7,636
Périers.....	14	11,576	Suippes.....	16	6,896
Saint-Malo-de-la-Lande..	13	10,287	Vertus.....	29	8,469
Saint-Sauveur-Lendelin..	12	10,688	Arr. d'ÉPERNAY.....	177	92,590
Arr. de MORTAIN.....	73	73,829	(9 Cantons.)		
(8 Cantons.)			Anglure.....	19	8,382
Barenton.....	4	9,111	Avize.....	18	8,471
Isigny.....	11	6,241	Dormans.....	16	10,680
Juvigny.....	9	5,899	Épernay.....	11	17,854
Mortain.....	10	10,912	Esternay.....	23	8,590
Saint-Hilaire-du-Harcouet	12	15,712	Fère-Champenoise.....	20	7,586
Saint-Pois.....	10	7,324	Montmirail.....	23	9,588
Sourdeval.....	9	10,404	Montmort.....	23	8,147
Teilleul (Le).....	8	8,226	Sézanne.....	24	13,292
Arr. de SAINT-LÔ.....	117	96,112	Arr. de REIMS.....	181	142,000
(9 Cantons.)			(10 Cantons.)		
Canisy.....	11	9,119	Ay.....	19	12,637
Carentan.....	14	12,144	Beine.....	19	12,390
Marigny.....	11	8,714	Bourgogne.....	25	18,149
Percy.....	12	10,177	Châtillon.....	19	6,773
Saint-Clair.....	14	9,750	Fismes.....	23	12,792
Saint-Jean-de-Daye.....	13	9,182	Reims (1 ^{er} canton).....	5	18,568
Saint-Lô.....	11	14,544	Reims (2 ^e canton).....	4	20,718
Tessy.....	14	9,730	Reims (3 ^e canton).....	5	16,852
Torgny.....	17	12,752	Verzy.....	24	12,372
Arr. de VALOGNES.....	118	86,932	Ville-en-Tardenois.....	40	10,749
(7 Cantons.)			Arr. de S ^{te} -MÈNEHOULD...	80	34,222
Barneville.....	16	9,355	(3 Cantons.)		
Briquebec.....	11	10,977	Dommartin-sur-Yèvre...	26	8,524
Montebourg.....	22	10,539	Sainte-Menehould.....	30	14,812
Quettehou.....	16	16,990	Ville-sur-Tourbe.....	24	10,886

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
Arr. de VITRY-LE-FRANÇOIS (5 Cantons.)	124	50,861	Montierender	15
Heiltz-le-Maurupt	23	9,581	Poissons	24
Saint-Remy-en-Bouzemont	27	7,842	Saint-Dizier	14
Sompuis	15	4,241	Vassy	24
Thiéblemont	34	11,735		
Vitry-le-François	25	17,462		
MARNE (HAUTE-).			MAYENNE.	
(3 Arrondissements, 23 Cantons, 550 Communes.)			(3 Arrondissements, 27 Cantons, 274	
Popu- { hommes. 128,356 } totale.. 256,512 âmes.			lation { femmes.. 128,156 } totale.. 3	
Arr. de CHAUMONT	195	85,990	Arr. de CHÂTEAU-GONTIER.	72
(10 Cantons.)			(6 Cantons.)	
Andelot	19	6,456	Bierné	10
Arc-en-Barrois	9	5,823	Château-Gontier	14
Bourmont	26	9,442	Cossé-le-Vivien	11
Châteauvillain	19	10,253	Craon	13
Chaumont	22	15,623	Grez-en-Bouère	12
Clefmont	20	6,923	Saint-Aignan-sur-Roë	12
Juzennecourt	24	6,780		
Nogent-le-Roi	20	12,441	Arr. de LAVAL	92
Saint-Blin	15	5,772	(9 Cantons.)	
Vignory	21	6,477	Argentré	9
Arr. de LANGRES	210	99,923	Chailland	9
(10 Cantons.)			Évron	11
Auberive	29	6,337	Laval (est)	8
Bourbonne	16	14,025	Laval (ouest)	7
Fays-Billot	24	12,640	Loiron	15
Laferté-sur-Armanche	13	6,203	Meslay	14
Langres	27	18,739	Montsurs	10
Longeau	29	9,680	Sainte-Suzanne	10
Montigny-le-Roi	15	6,517		
Neuilly-l'Évêque	18	8,327	Arr. de MAYENNE	110
Prauthoy	25	8,856	(12 Cantons.)	
Varennes	14	8,599	Ambrières	8
Arr. de VASSY	145	70,599	Bais	9
(8 Cantons.)			Couptrain	11
Chevillon	15	7,275	Ernée	6
Doulaincourt	19	7,515	Gorron	11
Doulevant	19	8,183	Horps (Le)	10
Joinville	15	8,638	Landivy	8
			Lassay	10
			Mayenne (est)	12
			Mayenne (ouest)	9
			Pré-en-Pail	7
			Villaines-la-Juhel	10

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
MEURTHE.			MEUSE.		
(5 Arrondissements, 29 Cantons, 714 Communes.)			(4 Arrondissements, 28 Cantons, 587 Communes.)		
Popu- { hommes. 204,429 } lation { femmes. 219,944 } totale. 424,373 âmes.			Popu- { hommes. 150,714 } lation { femmes. 155,013 } totale. 305,727 âmes.		
Arr. de CHÂTEAU-SALINS.	147	63,050	Arr. de BAR-LE-DUC.	128	80,013
(5 Cantons.)			(8 Cantons.)		
Albestroff.	26	11,192	Ancerville.	18	11,540
Château-Salins.	38	14,137	Bar-le-Duc.	8	19,912
Delme.	36	12,137	Ligny.	19	10,443
Dieuze.	23	11,382	Montiers-sur-Saulx.	14	7,163
Vic.	24	14,202	Revigny.	17	9,130
Arr. de LUNÉVILLE.	145	83,614	Triaucourt.	20	6,907
(6 Cantons.)			Vaubecourt.	17	7,843
Baccarat.	30	18,940	Vaincourt.	15	7,075
Bayon.	27	10,449	Arr. de COMMERCY.	179	82,181
Blâmont.	31	12,905	(7 Cantons.)		
Gerbéviller.	21	10,087	Commercy.	29	14,863
Lunéville (nord).	19	15,416	Gondrecourt.	24	10,824
Lunéville (sud-est).	18	15,817	Pierrefitte.	26	9,381
Arr. de NANCY.	187	146,601	Saint-Mihiel.	28	15,220
(8 Cantons.)			Vaucouleurs.	20	10,353
Haroué.	30	11,597	Vignenilles.	28	11,366
Nancy (est).	22	30,884	Void.	24	10,174
Nancy (nord).	10	17,860	Arr. de MONTMÉDY.	131	63,609
Nancy (ouest).	12	23,977	(6 Cantons.)		
Nomeny.	30	12,440	Damvillers.	23	9,081
Pont-à-Mousson.	27	20,371	Dun.	18	8,112
Saint-Nicolas.	25	16,637	Montfaucon.	18	8,496
Vézelize.	33	12,835	Montmédy.	27	15,237
Arr. de SARREBOURG.	116	69,012	Spincourt.	27	11,051
(5 Cantons.)			Stenay.	18	11,632
Fénétrange.	21	10,964	Arr. de VERDUN.	149	79,924
Lorquin.	26	16,499	(7 Cantons.)		
Phalsbourg.	26	17,143	Charny.	21	9,925
Réchicourt.	18	8,159	Clermont.	17	9,935
Sarrebourg.	25	16,247	Étain.	29	11,316
Arr. de TOUL.	119	62,096	Fresne-en-Woëvre.	38	14,235
(5 Cantons.)			Souilly.	21	7,774
Colombey.	32	13,856	Varennnes.	12	7,783
Domèvre.	27	10,151	Verdun.	11	18,956
Thiaucourt.	23	9,519			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
MORBIHAN.			MOSELLE.		
(4 Arrondissements, 37 Cantons, 234 Communes.)			(4 Arrondissements, 27 Cantons, 628 Communes.)		
Popu- { hommes. 227,546 } totale. 473,932 âmes.			Popu- { hommes. 228,754 } totale. 451,152 âmes.		
lation { femmes. 246,386 }			lation { femmes. 222,398 }		
Arr. de LORIENT.....	49	151,214	Grand-Champ.....	4	8,699
(11 Cantons.)			Muzillac.....	7	13,892
Auray.....	6	14,548	Questembert.....	9	12,102
Belle-Isle.....	4	9,871	Roche-Bernard (La).....	8	12,480
Belz.....	5	8,484	Rochefort.....	9	10,336
Hennebont.....	4	13,563	Sarzeau.....	3	10,955
Lorient (1 ^{er} canton)....	1	21,113	Vannes (est).....	8	16,353
Lorient (2 ^e canton)....	2	15,954	Vannes (ouest).....	6	15,588
Plouay.....	6	14,834			
Pluvigner.....	5	11,490	MOSELLE.		
Pont-Scorff.....	6	13,995	(4 Arrondissements, 27 Cantons, 628 Communes.)		
Port-Louis.....	8	18,638	Popu- { hommes. 228,754 } totale. 451,152 âmes.		
Quiberon.....	3	8,724	lation { femmes. 222,398 }		
Arr. de NAPOLÉONVILLE..	49	102,069	Arr. de BRIEY.....	131	64,082
(7 Cantons.)			(5 Cantons.)		
Baud.....	5	15,739	Audun-le-Roman.....	34	15,446
Cléguérec.....	8	13,371	Briey.....	24	11,178
Fauët (Le).....	7	14,519	Conflans.....	25	8,994
Gourin.....	5	11,754	Longuyon.....	21	12,450
Guéméné.....	8	13,785	Longwy.....	27	16,014
Locminé.....	7	13,127	Arr. de METZ.....	223	173,46
Napoléonville.....	9	19,774	(9 Cantons.)		
Arr. de PLOËRMEL.....	61	89,968	Boulay.....	35	16,839
(8 Cantons.)			Faulquemont.....	32	16,170
Guer.....	5	8,969	Forze.....	29	20,560
Josselin.....	10	14,756	Metz (1 ^{er} canton).....	20	31,899
Malestroît.....	12	13,353	Metz (2 ^e canton).....	9	21,905
Maunon.....	7	8,815	Metz (3 ^e canton).....	4	28,858
Ploërmel.....	6	12,245	Pange.....	35	13,876
Rohan.....	9	10,120	Verny.....	37	14,136
Saint-Jean-Brévelay.....	7	11,597	Vigy.....	24	9,222
Trinité (La).....	5	10,113	Arr. de SARREGUEMINES..	155	122,94
Arr. de VANNES.....	75	130,681	(8 Cantons.)		
(11 Cantons.)			Bitche.....	16	15,343
Attaire.....	9	11,722	Forbach.....	18	17,375
Elven.....	6	10,003	Grosvenquin.....	32	15,990
Gacilly (La).....	7	11,051	Rohrbach.....	15	14,383
			Saint-Avold.....	20	15,431
			Sarralbe.....	14	13,288
			Sarreguemines.....	25	21,961
			Volmunster.....	15	9,168

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Arr. de THIONVILLE..... (5 Cantons.)	119	90,663	Saint-Benin-d'Azy.....	20	10,315
Bouzonville.....	32	18,849	Saint-Pierre.....	8	11,220
Cattenom.....	27	17,169	Saint-Saulge.....	11	11,327
Metzervisse.....	22	14,123	NORD.		
Sierck.....	18	13,184	(7 Arrondissements, 60 Cantons, 663 Communes.)		
Thionville.....	20	27,338	Popu- { hommes. 610,871 } totale. 1,212,353 âmes. lation { femmes. 601,482 }		
NIÈVRE.			Arr. d'AVESNES.....	153	150,523
(4 Arrondissements, 25 Cantons, 317 Communes.)			(10 Cantons.)		
Popu- { hommes. 165,370 } lation { femmes. 160,716 } totale. 326,086 âmes.			Avesnes (nord).....	14	12,084
Arr. de CHÂTEAU-CHINON..	60	67,225	Avesnes (sud).....	13	13,241
(5 Cantons.)			Bavai.....	18	14,605
Château-Chinon.....	14	17,092	Berlaimont.....	14	9,810
Châtillon.....	16	11,853	Landrecies.....	10	15,953
Luzy.....	10	11,024	Mauheuge.....	28	27,681
Montauche.....	10	14,480	Quesnoy (Le) (est).....	15	13,979
Moulins-Engilbert.....	10	12,796	Quesnoy (Le) (ouest)...	14	14,387
Arr. de CLAMECY.....	93	72,977	Soire-le-Château.....	16	10,761
(6 Cantons.)			Trélon.....	13	18,022
Brion.....	22	10,691	Arr. de CAMBRAI.....	118	179,863
Clamecy.....	14	14,149	(7 Cantons.)		
Corbigny.....	15	12,309	Cambrai (est).....	14	20,915
Lormes.....	10	13,206	Cambrai (ouest).....	18	23,631
Tannay.....	20	9,574	Carnières.....	16	24,079
Varzy.....	12	13,048	Cateau (Le).....	17	31,198
Arr. de COSNE.....	65	74,272	Clary.....	17	29,191
(6 Cantons.)			Marcoing.....	20	24,182
Charité (La).....	14	14,591	Solesmes.....	17	26,667
Cosne.....	10	15,572	Arr. de DOUAI.....	66	106,155
Douzy.....	10	12,720	(6 Cantons.)		
Ponilly.....	11	11,985	Arleux.....	15	12,771
Prémery.....	14	10,417	Douai (nord).....	6	19,332
Saint-Amand.....	6	8,987	Douai (ouest).....	11	18,670
Arr. de NEVERS.....	99	111,612	Douai (sud).....	12	17,719
(8 Cantons.)			Marchiennes.....	15	19,325
Decize.....	15	14,811	Orchies.....	9	18,338
Dornes.....	9	7,573	Arr. de DUNKERQUE.....	59	105,717
Pours.....	11	7,947	(7 Cantons.)		
Nevers.....	12	28,993	Bergues.....	13	15,477
Pongues.....	13	19,426	Bourbourg.....	13	13,352

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
Dunkerque (est)	7	19,573	OISE.	
Dunkerque (ouest)	5	20,017	(4 Arrondissements, 35 Cantons, 700 Co	
Gravelines	4	8,482	Popu- { hommes. 194,588 } totale. 394	
Hondschoote	8	13,683	lation { femmes. 201,497 }	
Wormhoudt	10	15,133	Arr. de BEAUVAIS	242
Arr. d'HAZEBROUCK	53	102,734	(12 Cantons.)	
(7 Cantons.)			Auneuil	20
Bailleul (nord-est)	4	14,837	Beauvais (nord-est)	8
Bailleul (sud-ouest)	6	13,430	Beauvais (sud-ouest)	4
Cassel	13	14,076	Chaumont	37
Hazebrouck (nord)	10	14,076	Coudray-Saint-Germer	18
Hazebrouck (sud)	8	12,975	Formerie	23
Merville	5	19,352	Grandvilliers	23
Steenvoorde	9	13,988	Marseille	19
Arr. de LILLE	133	404,279	Méru	20
(16 Cantons.)			Nivillers	21
Armentières	8	20,896	Noailles	22
Bassée (La)	11	14,555	Songecourt	28
Cysoing	14	18,169	Arr. de CLERMONT	168
Hautbourdin	16	23,461	(8 Cantons.)	
Lannoy	16	24,189	Breteuil	22
Lille (centre)	2	20,264	Clermont	24
Lille (nord-est)	4	26,629	Crèvecœur	20
Lille (ouest)	5	22,638	Froissy	17
Lille (sud-est)	4	23,922	Liancourt	23
Lille (sud-ouest)	4	38,568	Maignelay	21
Pont-à-Marcq	15	17,307	Mouy	11
Quesnoy-sur-Deûle	9	17,657	Saint-Just-en-Chaussée	30
Roubaix	4	54,104	Arr. de COMPIÈGNE	157
Seclin	16	21,113	(8 Cantons.)	
Tourcoing (nord)	6	31,231	Attichy	20
Tourcoing (sud)	4	29,576	Compiègne	12
Arr. de VALENCIENNES	81	163,082	Estrées-Saint-Denis	18
(7 Cantons.)			Guiscard	20
Bouchain	21	36,299	Lassigny	22
Candé	10	22,990	Noyon	23
Saint-Amand (rive droite)	8	19,370	Ressons	24
Saint-Amand (rive gauche)	11	14,907	Ribécourt	18
Valenciennes (est)	11	21,912	Arr. de SENLIS	133
Valenciennes (nord)	8	24,236	(7 Cantons.)	
Valenciennes (sud)	15	23,368	Betz	25
			Creil	19

ARRONDISSEMENTS et cantons.	ROMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	ROMBRE des communes.	POPULA- TION.
Crépy.....	25	13,292	Arr. de MORTAGNE..... (11 Cantons.)	149	118,169
Nanteuil.....	19	8,527	Bazoches-sur-Hoëne.....	12	7,218
Neuilly-en-Thelle.....	15	10,971	Bellême.....	14	14,441
Pont-Sainte-Maxence....	13	8,589	Laigle.....	15	13,312
Senlis.....	17	13,029	Longui.....	13	9,589
ORNE.			Mortagne.....	14	13,935
(2 Arrondissements, 36 Cantons, 512 Communes.)			Moulins-la-Marche.....	17	7,101
Popu- { hommes. 205,912 } totale.. 430,127 âmes.			Nocé.....	13	10,113
lation { femmes. 224,215 }			Pervenchères.....	14	10,507
Arr. d'ALENÇON.....	91	72,492	Rémalard.....	12	13,448
(6 Cantons.)			Theil (Le).....	10	11,183
Alençon (est).....	8	15,689	Tourouvre.....	15	7,022
Alençon (ouest).....	17	15,116	PAS-DE-CALAIS.		
Carronges.....	23	15,512	(6 Arrondissements, 43 Cantons, 903 Communes.)		
Courtomer.....	16	7,181	Popu- { hommes. 359,957 } totale.. 712,816 âmes.		
Mêle-sur-Sarthe (Le)....	15	8,562	lation { femmes. 352,859 }		
Sées.....	13	10,132	Arr. d'ARRAS.....	211	169,123
Arr. d'ARGENTAN.....	176	102,074	(10 Cantons.)		
(11 Cantons.)			Arras (nord).....	12	20,009
Argentan.....	11	9,406	Arras (sud).....	9	21,195
Briouac.....	14	10,412	Bapaume.....	22	13,887
Écouché.....	19	11,589	Beaumont-les-Loges.....	29	13,833
Ermes.....	13	5,845	Bertincourt.....	17	15,582
Ferté-Frènel (La).....	15	7,687	Croisilles.....	27	16,707
Gacé.....	14	7,972	Marquion.....	17	17,203
Merlerault (Le).....	13	7,056	Pas.....	25	13,528
Mortrée.....	13	6,784	Vimy.....	28	17,787
Putanges.....	22	12,316	Vitry.....	28	19,392
Trun.....	23	10,471	Arr. de BÉTHUNE.....	142	139,844
Vimoutiers.....	19	12,536	(8 Cantons.)		
Arr. de DOMFRONT.....	96	137,392	Béthune.....	17	21,697
(8 Cantons.)			Cambrin.....	17	17,898
Tinchebrai.....	16	17,975	Carvin.....	10	18,107
Athis.....	12	21,774	Houdain.....	31	16,010
Domfront.....	9	16,534	Laventie.....	6	15,155
Ferté-Macé (La).....	14	24,466	Lens.....	22	19,068
Flers.....	12	11,118	Lillers.....	9	17,048
Juvigny-sous-Andaine....	10	12,294	Norrent-Fontes.....	30	14,831
Messei.....	8	13,419			
Passy.....	15	19,812			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	
Arr. de BOULOGNE..... (6 Cantons.)	101	138,557	Cunhat.....	4	
Boplogne.....	8	54,866	Olliargues.....	5	
Calais.....	13	32,014	S'-Amant-Roche-Savine..	5	
Desvres.....	23	9,762	Saint-Anthème.....	5	
Guines.....	16	13,430	Saint-Germain-l'Herm...	10	
Marquise.....	21	15,079	Viverols.....	6	
Samer.....	20	13,406	Arr. de CLERMONT..... (14 Cantons.)	109	1
Arr. de MONTREUIL..... (6 Cantons.)	139	75,770	Billom.....	10	
Campagne.....	23	12,757	Bourg-Lastic.....	5	
Étaples.....	19	8,769	Clermont (est).....	7	
Fruges.....	25	12,504	Clermont (nord).....	6	
Hesdin.....	23	13,545	Clermont (sud).....	3	
Hucqueliers.....	24	10,901	Clermont (sud-ouest)...	4	
Montreuil.....	25	17,294	Herment.....	6	
Arr. de SAINT-OMER..... (7 Cantons.)	118	109,624	Pont-du-Château.....	6	
Aire.....	14	16,864	Rochefort.....	15	
Ardres.....	23	13,599	Saint-Amant-Tallende...	8	
Audruicq.....	13	14,607	Saint-Dier.....	10	
Fauquembergues.....	18	11,245	Vertaizon.....	11	
Lumbres.....	34	16,369	Veyre-Monton.....	8	
Saint-Omer (nord).....	9	16,528	Vic-le-Comte.....	13	
Saint-Omer (sud).....	8	20,412	Arr. d'ISSOIRE..... (9 Cantons.)	115	6
Arr. de SAINT-POL..... (6 Cantons.)	192	79,928	Ardes.....	16	
Aubigny.....	30	11,821	Besse.....	11	
Auxi-le-Château.....	23	15,579	Champeix.....	17	
Avesnes-le-Comte.....	34	14,227	Issoire.....	15	
Heuchin.....	33	12,608	Jumeaux.....	10	
Parcq (Le).....	24	10,929	Latour.....	8	
Saint-Pol.....	43	14,764	Saint-Germain-Lembron	16	
			Sauxillanges.....	16	
			Tauves.....	6	
			Arr. de RIOM..... (13 Cantons.)	128	15
			Aigueperse.....	11	1
			Combronde.....	12	
			Ennezat.....	9	1
			Manzat.....	10	1
			Menat.....	11	1
			Montaigut.....	10	
			Pionsat.....	10	
PUY-DE-DÔME.					
(5 Arrondissements, 50 Cantons, 443 Communes.)					
Popu- lation { hommes. 289,889 } totale.. 590,062 âmes. { femmes. 300,173 }					
Arr. d'AMBERT..... (8 Cantons.)	52	86,210			
Ambert.....	8	19,827			
Arzac.....	9	13,016			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Pontamur.....	15	14,457	Arudy.....	10	10,326
Pontgibaud.....	8	11,854	Laruns.....	9	5,914
Randan.....	10	9,724	Lasseube.....	5	4,876
Riom (est).....	7	13,701	Monein.....	8	10,054
Riom (ouest).....	6	13,010	Oloron.....	17	14,561
Saint-Gervais.....	10	11,965	Sainte-Marie.....	12	9,788
Arr. de THIERS.....	39	76,025	Arr. d'ORTHEZ.....	135	78,929
(6 Cantons.)			(7 Cantons.)		
Châteldon.....	6	8,108	Arthez.....	21	9,971
Compiègne.....	9	16,124	Arzacq.....	23	11,315
Lesoul.....	12	12,666	Lagor.....	21	10,029
Mariognes.....	4	8,575	Navarrenx.....	23	10,818
Saint-Rémy.....	5	12,670	Orthez.....	13	15,136
Thiers.....	3	17,882	Salies.....	14	12,993
			Sauveterre.....	20	8,667
PYRÉNÉES (BASSES-).			Arr. de PAU.....	185	127,771
(5 Arrondissements, 30 Cantons, 560 Communes.)			(11 Cantons.)		
Popu- { hommes. 208,765 } lation { femmes. 227,677 } totale.. 436,442 âmes.			Clarac.....	15	13,387
Arr. de BAYONNE.....	52	86,099	Garlin.....	20	8,431
(8 Cantons.)			Lembeye.....	31	13,709
Baside-Clairence (La) ..	5	7,380	Lescar.....	15	9,376
Bayonne (nord-est).....	5	12,201	Montaner.....	15	5,837
Bayonne (nord-ouest) ..	5	18,027	Morlaas.....	29	13,741
Badache.....	8	9,949	Nay.....	10	11,444
Espelette.....	7	8,687	Pau (est).....	10	16,727
Hasparren.....	7	9,501	Pau (ouest).....	11	18,988
Saint-Jean-de-Luz.....	8	11,834	Pontacq.....	12	9,620
Ustarits.....	8	9,417	Thèze.....	18	7,511
Arr. de MAULÉON.....	18	69,071	PYRÉNÉES (HAUTES-).		
(6 Cantons.)			(3 Arrondissements, 26 Cantons, 480 Communes.)		
Iboly.....	14	8,567	Popu- { hommes. 118,258 } lation { femmes. 127,598 } totale.. 245,856 âmes.		
Mauléon.....	19	12,383	Arr. d'ARGLÈS.....	91	41,682
S.-Étienne-de-Baigorry ..	9	11,906	(5 Cantons.)		
Saint-Jean-Pied-de-Port ..	19	11,462	Argelès.....	23	10,632
Saint-Palais.....	29	14,576	Aucun.....	11	6,042
Tardets.....	18	10,177	Lourdes.....	37	13,972
Arr. d'OLORON.....	80	73,675	Luz.....	16	6,654
(8 Cantons.)			Saint-Pé.....	4	4,082
Accous.....	13	11,600			
Aramits.....	6	6,556			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes
Arr. de BAGNÈRES..... (10 Cantons.)	195	92,177	Saint-Paul.....	11
Arreau.....	19	7,333	Thuir.....	20
Bagnères.....	18	18,509	Arr. de PRADES.....	101
Bordères.....	18	3,428	(6 Cantons.)	
Campan.....	4	6,545	Montlouis.....	15
Castelnau-Magnoac.....	31	11,380	Olette.....	16
Labarthe.....	21	10,692	Prades.....	20
Lannemezan.....	27	10,522	Saillagouse.....	22
Mauléon-Barousse.....	25	8,359	Sournia.....	11
Nestier.....	17	11,736	Vinça.....	17
Vielle-Aure.....	15	3,673		
Arr. de TARBES.....	194	111,997	RHIN (BAS)-.	
(11 Cantons.)			(4 Arrondissements, 33 Cantons, 543 C.)	
Castelnau-Rivière-Basse..	8	4,769	Popu- { hommes. 270,719 } totale.. 563	
Galan.....	9	5,477	lation { femmes. 293,136 }	
Maubourguet.....	11	9,135	Arr. de SAVERNE.....	164
Ossun.....	19	12,681	(7 Cantons.)	
Pouyastruc.....	27	6,895	Bouxwiller.....	21
Rabastens.....	24	8,240	Drulingen.....	30
Tarbes (nord).....	16	15,911	Hochfelden.....	30
Tarbes (sud).....	19	19,158	Marmoutier.....	25
Tournay.....	27	11,619	Petite-Pierre (La).....	22
Trièr.....	22	9,747	Saar-Union.....	18
Vic.....	13	8,365	Saverne.....	18
			Arr. de SCHLESTADT.....	114
PYRÉNÉES-ORIENTALES.			(8 Cantons.)	
(3 Arrondissements, 17 Cantons, 228 Communes.)			Barr.....	14
Popu- { hommes. 92,923 } totale.. 183,056 âmes.			Benfeld.....	15
lation { femmes. 90,133 }			Erstein.....	13
Arr. de CÉRÉT.....	42	42,181	Marckolsheim.....	21
(4 Cantons.)			Obernay.....	10
Argelès-sur-Mer.....	12	16,247	Rosheim.....	11
Aries.....	10	7,551	Schlestadt.....	6
Céret.....	15	10,671	Villé.....	2½
Prats-de-Mollo.....	5	7,712	Arr. de STRASBOURG.....	161
Arr. de PERPIGNAN.....	85	90,099	(12 Cantons.)	2
(7 Cantons.)			Bischwiller.....	21
Latour.....	11	6,852	Brumath.....	21
Millas.....	8	10,365	Geispolsheim.....	14
Perpignan (est).....	14	19,219	Haguenu.....	16
Perpignan (ouest).....	8	18,064	Molsheim.....	18
Rivesaltes.....	14	19,597		

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Schiltigheim	18	18,550	Arr. de COLMAR	140	208,829
Strasbourg (est)	1	22,988	(13 Cantons.)		
Strasbourg (nord)	1	17,179	Andolsheim	19	13,459
Strasbourg (ouest)	1	18,016	Colmar	2	22,980
Strasbourg (sud)	1	19,473	Ensisheim	17	17,320
Truchtersheim	33	13,722	Guebwiller	11	18,468
Wasselonne	19	17,822	Kaysersberg	13	17,833
Arr. de WISSEMBOURG	104	83,201	Munster	14	17,374
(6 Cantons.)			Neuf-Brisach	16	12,103
Lauterbourg	6	7,912	Poutroye (La)	5	12,739
Niederbronn	21	20,010	Ribeauvillé	9	16,999
Seltz	18	14,501	Rouffach	8	13,165
Soultz-sous-Forêts	25	15,838	Sainte-Marie-aux-Mines ..	5	19,363
Wissembourg	13	14,037	Soultz	10	12,021
Wörth	21	10,903	Wintzenheim	11	15,002
RHIN (HAUT-).			RHÔNE.		
(3 Arrondissements, 29 Cantons, 490 Communes.)			(2 Arrondissements, 27 Cantons, 258 Communes.)		
Popu- { hommes. 243,769 } totale.. 499,442 âmes.			Papu- { hommes. 320,740 } totale.. 625,991 âmes.		
tion { femmes. 255,673 }			lation { femmes. 305,251 }		
Arr. d'ALTKIRCH	159	160,588	Arr. de LYON	130	460,034
(7 Cantons.)			(18 Cantons.)		
Altkirch	28	18,235	Arbrèsle (L')	17	16,697
Perrette	31	14,413	Condrieu	10	9,673
Babsheim	17	19,582	Givors	10	16,608
Birsingen	25	12,827	Limonest	12	13,989
Bœrsingue	22	18,841	Lyon (1 ^{er} canton)	1	38,078
Landser	22	13,402	Lyon (2 ^e canton)	1	36,678
Mulhouse	14	63,288	Lyon (3 ^e canton)	1	50,443
Arr. de BELFORT	191	130,025	Lyon (4 ^e canton)	1	42,570
(9 Cantons.)			Lyon (5 ^e canton)	1	25,901
Belfort	32	17,383	Lyon (6 ^e canton)	1	27,218
Gerday	11	14,340	Lyon (7 ^e canton)	1	64,903
Dommarie	27	9,971	Mornant	12	11,317
Delle	27	14,650	Neuville	14	18,329
Fontaine	29	8,213	Saint-Genis-Laval	10	22,879
Giromagny	19	12,810	S'-Laurent-de-Chamousset	14	15,770
Masevaux	18	13,084	S'-Symphorien-sur-Coise ..	10	13,073
Saint-Amarin	16	18,546	Vaugneray	16	17,714
Thann	12	21,028	Villeurbanne	4	18,194
			Arr. de VILLEFRANCHE	128	165,957
			(9 Cantons.)		
			Anse	15	10,048
			Beaujeu	18	20,764

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
Belleville.	12	15,147	Scey-sur-Saône.	25
Bois-d'Oingt.	18	14,273	Vesoul.	24
Lamure.	12	17,523	Vitrey.	22
Monsoles.	12	12,153		
Tarare.	17	29,514		
Thizy.	9	23,284		
Villefranche.	15	23,251		
SAÔNE (HAUTE-).			SAÔNE-ET-LOIRE.	
(3 Arrondissements, 28 Cantons, 583 Communes.)			(5 Arrondissements, 48 Cantons, 585	
Popu- { hommes. 151,326 } totale.. 312,397 âmes.			lation { femmes. 291,705 }	5
Arr. de GRAY.	165	81,301	Arr. d'AUTUN.	85
(8 Cantons.)			(8 Cantons.)	
Autrey.	17	9,340	Autun.	9
Champlitte.	17	9,196	Couches.	15
Dampierre-sur-Salon.	31	12,221	Épinac.	11
Fresne-Saint-Mamès.	18	8,866	Issy-l'Évêque.	7
Gray.	23	16,022	Lucenay.	12
Gy.	20	9,733	Mesvres.	12
Marnay.	19	7,363	Montcenis.	12
Pesmes.	20	8,560	Saint-Léger-sous-Beuvray.	7
Arr. de LURE.	203	128,868	Arr. de CHÂLON.	152
(10 Cantons.)			(10 Cantons.)	
Champagny.	9	12,149	Buxy.	29
Faucogney.	16	12,106	Chagny.	13
Héricourt.	26	13,633	Châlon (nord).	10
Lure.	28	17,238	Châlon (sud).	12
Luxeuil.	24	15,194	Givry.	18
Melisey.	12	12,724	Mont-Saint-Vincent.	13
Saint-Loup.	13	15,657	Saint-Germain-du-Plain.	7
Saulx.	18	7,428	Saint-Martin-en-Bresse.	9
Vauvillers.	23	10,298	Sennecey-le-Grand.	18
Villersexel.	34	12,441	Verdun-sur-le-Doubs.	24
Arr. de VESOUL.	215	102,228	Arr. de CHAROLLES.	136
(10 Cantons.)			(13 Cantons.)	
Amance.	13	7,762	Bourbon-Lancy.	10
Combeaumontaine.	17	7,786	Charolles.	14
Jussey.	22	14,343	Chaussailles.	9
Montbozon.	30	9,361	Clayette (La).	17
Noroy-le-Bourg.	16	7,830	Digoin.	5
Port-sur-Saône.	17	8,739	Gueugnon.	9
Riox.	29	9,294	Guiche (La).	12
			Marcigny.	12
			Palinges.	8
			Paray-le-Monial.	11

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Amboise-Bonnet-de-Joux . . .	6	7,118	Ferté-Bernard (La)	14	13,692
Amboise-Brionnais	15	13,124	Fresnay	12	16,89c
Amboise-sur-Arroux	8	9,679	Fresnaye (La)	14	7,015
Arr. de LOCHAMPS	81	85,735	Mamers	21	17,855
(1 Canton.)			Marolles-les-Braults	18	13,804
Amboise	7	9,373	Montmirail	9	8,741
Amboise	9	10,281	Saint-Paterne	17	12,516
Amboise	10	9,726	Tuffé	13	8,942
Amboise	10	14,590	Arr. du MANS	114	173,458
Montpont	5	7,155	(10 Cantons.)		
Montret	9	6,857	Ballon	13	15,735
Pierre	18	14,786	Conlie	15	14,987
Saint-Germain-du-Bois	13	12,967	Écommoy	11	16,731
Arr. de MICOV	131	120,297	Loué	14	15,703
(9 Cantons.)			Mans (Le) (1 ^{er} canton)	7	29,022
Chapelle-de-Guinchay (La)	12	10,400	Mans (Le) (2 ^e canton)	7	17,292
Chapelle	25	17,964	Mans (Le) (3 ^e canton)	12	18,948
Chapelle	17	11,868	Montfort	16	16,894
Chapelle (nord)	16	17,029	Sillé-le-Guillaume	10	16,448
Chapelle (sud)	11	15,270	Suze (La)	10	11,698
Chapelle	9	9,456	Arr. de SAINT-CALAIS	56	66,850
Saint-Georges-le-Royal	19	11,702	(6 Cantons.)		
Tourous	14	17,356	Bouloire	8	10,865
Tramays	9	9,252	Chartre (La)	9	9,588
			Château-du-Loir	11	12,379
			Grand-Lucé (Le)	8	10,592
			Saint-Calais	14	14,253
			Vibraye	6	9,173
SARTHE.			SEINE.		
Arrondissements, 33 Cantons, 389 Communes.)			(3 Arrondissements, 20 Cantons, 81 Communes.)		
Popu- lation { hommes. 225,822 } totale.. 467,193 âmes. { femmes. 241,371 }			Popu- lation { hommes. 879,746 } totale. 1,727,419 âmes. { femmes. 347,673 }		
Arr. de LA FLÈCHE	76	101,127	PARIS	1	1,174,346
(7 Cantons.)			1 ^{er} arrondissement	#	123,915
Brillon	15	13,240	2 ^e	#	127,080
Flèche (La)	10	19,480	3 ^e	#	71,651
Flèche (Le)	9	11,974	4 ^e	#	35,490
Malcorne	11	12,103	5 ^e	#	109,099
Malvet	7	11,439	6 ^e	#	115,135
Montvillain	9	13,203	7 ^e	#	65,531
Salnt	15	19,688	8 ^e	#	144,748
Arr. de MAMERS	143	125,758			
(10 Cantons.)					
Beaumont-sur-Sarthe	15	15,065			
Beaumont	10	11,238			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
9 ^e arrondissement.....	#	59,248	Montivilliers.....	15
10 ^e	#	122,537	Saint-Romain.....	19
11 ^e	#	76,997	Arr. de NEUFCHÂTEL.....	145
12 ^e	#	122,815	(8 Cantons.)	
Arr. de SAINT-DENIS.....	37	356,034	Argueil.....	18
(4 Cantons.)			Aumale.....	13
Courbevoie.....	7	25,553	Blangy.....	23
Neuilly.....	7	151,951	Forges.....	21
Pantin.....	12	115,589	Gournay.....	16
Saint-Denis.....	11	62,941	Londinières.....	17
Arr. de SCEAUX.....	43	197,039	Neufchâtel.....	22
(4 Cantons.)			Saint-Saëns.....	15
Charenton-le-Pont.....	11	36,183	Arr. de ROUEN.....	157
Sceaux.....	14	83,883	(15 Cantons.)	
Villejuif.....	12	50,793	Boos.....	17
Vincennes.....	6	26,180	Bucly.....	21
			Clères.....	22
			Darnétal.....	20
			Duclair.....	19
			Elbeuf.....	10
			Grand-Couronne.....	13
			Maromme.....	13
			Pavilly.....	21
			Rouen (1 ^{er} canton).....	1
			Rouen (2 ^e canton).....	1
			Rouen (3 ^e canton).....	1
			Rouen (4 ^e canton).....	1
			Rouen (5 ^e canton).....	1
			Rouen (5 ^e canton).....	1
			Arr. d'YVETOT.....	169
			(10 Cantons.)	
			Cany-Barville.....	19
			Caudebec.....	15
			Doudeville.....	17
			Fauville.....	18
			Fontaine-le-Dun.....	16
			Oerville.....	17
			Saint-Valery.....	14
			Valmont.....	23
			Yerville.....	19
			Yvetot.....	11

SEINE-INFÉRIEURE.

(5 Arrondissements, 50 Cantons, 760 Communes.)

Popu- { hommes. 370,711 } totale.. 769,450 âmes.
lation { femmes. 398,739 }

Arr. de DIEPPE.....	168	112,769
(8 Cantons.)		
Bacqueville.....	25	17,320
Bellencombre.....	15	8,066
Dieppe.....	2	19,883
Envermeu.....	30	14,644
Eu.....	22	16,370
Longueville.....	23	8,494
Offranville.....	25	14,177
Tôtes.....	26	13,815
Arr. du HAVRE.....	121	175,014
(9 Cantons.)		
Bolbec.....	14	19,876
Criquetot.....	20	12,642
Fécamp.....	12	19,980
Goderville.....	22	14,098
Havre (Le) (nord).....	5	38,187
Havre (Le) (sud).....	1	32,416
Lillebonne.....	14	12,011

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
SEINE-ET-MARNE.			SEINE-ET-OISE.		
(5 Arrondissements, 29 Cantons, 527 Communes.)			(6 Arrondissements, 36 Cantons, 684 Communes.)		
Popu- { hommes 173,044 } lation { femmes. 168,338 } totale. 341,382 âmes.			Popu- { hommes 213,585 } lation { femmes. 210,591 } totale. 484,179 âmes.		
Arr. de COULOMMIERS.	77	53,876	Arr. de CORBEIL.	93	61,557
(4 Cantons.)			(4 Cantons.)		
Coulommiers.	14	15,729	Arpajon.	19	13,142
Ferté-Gaucher (La)	19	12,419	Boissy-Saint-Léger.	25	14,974
Rebais.	18	11,522	Corbeil	25	19,954
Rooy.	26	14,206	Longjumeau	24	13,487
Arr. de FONTAINEBLEAU.	100	78,167	Arr. d'ÉTAMPES.	69	40,749
(7 Cantons.)			(4 Cantons.)		
Chapelle-la-Reine (La)	18	8,976	Étampes	14	14,297
Châteaullandon.	15	11,336	Ferté-Alais (La)	18	9,121
Fontainebleau.	6	14,403	Méréville.	20	9,232
Lorrez-le-Bocage.	17	10,139	Milly.	17	8,099
Montereau.	14	12,755	Arr. de MANTES.	127	57,328
Moret.	15	10,067	(5 Cantons.)		
Nemours.	15	10,491	Bonnières.	27	10,663
Arr. de MEAUX.	154	91,515	Houdan.	30	12,874
(7 Cantons.)			Limay.	17	8,193
Claye.	23	10,094	Magny.	29	11,612
Crécy.	22	11,549	Mantes.	24	13,986
Dammartin.	23	10,408	Arr. de PONTOISE.	162	95,256
Ferté-sous-Jouarre (La)	19	15,674	(7 Cantons.)		
Lagny.	29	14,017	Écouen.	22	10,878
Luz-sur-Ourcq.	23	14,718	Gonesse.	22	15,276
Meaux.	15	18,055	Isle-Adam (L')	22	13,938
Arr. de MELUN.	97	62,164	Luzarches.	22	10,370
(6 Cantons.)			Marines.	37	13,608
Comte-Robert.	16	9,731	Montmorency.	21	15,280
Créteil (Le)	13	8,270	Pontoise.	16	15,906
Meun (nord)	16	13,301	Arr. de RAMBOUILLET.	119	66,840
Meun (sud)	15	11,336	(6 Cantons.)		
Morment.	24	9,877	Chevreuse.	20	9,792
Ornval.	14	9,649	Dourdan (nord)	18	10,863
Arr. de PROVINS.	99	55,660	Dourdan (sud)	23	12,245
(5 Cantons.)			Limours.	14	7,423
Bray-sur-Seine.	24	11,879			
Donnemarie.	19	9,650			
Magis.	18	9,992			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
Montfort-l'Amaury.....	28	14,116	Mauzé.....	8
Rambouillet.....	17	12,401	Niort (1 ^{er} canton).....	8
Arr. de VERSAILLES.....	114	162,449	Niort (2 ^e canton).....	6
(10 Cantons.)			Prahecq.....	8
Argenteuil.....	11	17,027	Saint-Maixent (1 ^{er} canton).....	7
Marly-le-Roi.....	16	15,386	Saint-Maixent (2 ^e canton).....	9
Meulan.....	20	12,046	Arr. de PARTHENAY.....	79
Palaiseau.....	17	10,694	(8 Cantons.)	
Poissy.....	17	16,777	Airvault.....	9
Saint-Germain-en-Laye.....	11	21,921	Mazières.....	12
Sèvres.....	8	19,812	Menigoute.....	10
Versailles (nord).....	2	20,478	Moncoutant.....	12
Versailles (ouest).....	9	8,460	Parthenay.....	11
Versailles (sud).....	5	29,848	Saint-Loup.....	9
			Secondigny.....	7
			Thénézay.....	9
SÈVRES (DEUX-).			SOMME.	
(4 Arrondissements, 31 Cantons, 355 Communes.)			(5 Arrondissements, 41 Cantons, 832	
Popu- { hommes 163,753 }	totale. 327,846 âmes.		Popu- { hommes 276,715 }	totale.
lation { femmes. 164,093 }			lation { femmes. 289,904 }	
Arr. de BRESSUIRE.....	91	71,192	Arr. d'ABBEVILLE.....	171
(6 Cantons.)			(11 Cantons.)	
Argenton-Château.....	19	22,248	Abbeville (nord).....	6
Bressuire.....	13	11,986	Abbeville (sud).....	6
Cerisay.....	13	11,083	Ailly-le-Haut-Clocher...	19
Châtillon-sur-Sèvre.....	13	14,530	Ault.....	19
Saint-Varent.....	9	5,761	Crécy.....	23
Thouars.....	24	15,584	Gamaches.....	20
Arr. de MELLE.....	92	77,384	Hallencourt.....	18
(7 Cantons.)			Moyenneville.....	14
Brioux.....	21	11,073	Nouvion.....	11
Celles.....	12	11,315	Rue.....	16
Chef-Boutonne.....	16	10,732	Saint-Valéry.....	12
Lezay.....	10	12,154	Arr. d'AMIENS.....	249
Melle.....	13	10,380	(13 Cantons.)	
Mothe-Saint-Héraye (La).....	8	9,535	Amiens (nord-est).....	3
Sauzé-Vaussais.....	12	12,195	Amiens (nord-ouest)....	5
Arr. de NIORT.....	93	108,160	Amiens (sud-est).....	5
(10 Cantons.)			Amiens (sud-ouest)....	2
Beauvoir.....	14	6,012	Conty.....	27
Champdeniers.....	12	8,050	Corbie.....	24
Coulonges.....	14	15,359		
Frontenay.....	9	8,550		

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
Horay.....	26	10,464	Monestiès.....	15	13,824
Melens-Vidame.....	29	14,593	Pampelonne.....	9	9,696
Osémont.....	32	10,468	Réalmont.....	16	11,753
Picquigny.....	22	17,723	Valderies.....	7	6,078
Poit.....	33	10,594	Valence.....	14	8,365
Sains.....	21	13,368	Villefranche.....	8	8,728
Villers-Bocage.....	23	16,184	Arr. de CASTRES.....	92	139,100
Arr. de DOULLENS.....	89	59,447	(14 Cantons.)		
(4 Cantons.)			Anglès.....	3	3,768
Achen.....	26	15,451	Brassac.....	5	10,085
Bernaville.....	27	11,908	Castres.....	4	23,853
Dumart.....	22	14,825	Dourgne.....	15	12,967
Doullens.....	14	17,263	Labruguière.....	6	7,032
Arr. de MONTDIDIER.....	144	68,124	Lacaune.....	8	10,803
(5 Cantons.)			Lautrec.....	10	9,178
illy-sur-Noye.....	28	10,250	Mazamet.....	9	20,473
Montdidier.....	33	13,625	Montredon.....	4	7,148
Orenil.....	25	15,308	Murat.....	2	4,063
osières.....	21	14,143	Roquecourbe.....	6	5,581
oye.....	37	14,798	Saint-Amans-Soult.....	6	9,267
Arr. de PÉRONNE.....	179	110,039	Vabre.....	6	8,684
(8 Cantons.)			Vielmur.....	8	6,198
Libert.....	26	16,241	Arr. de GAILLIAC.....	75	70,626
ray.....	20	11,353	(8 Cantons.)		
saules.....	23	10,482	Cadalen.....	7	6,189
mbles.....	21	13,597	Castelnau-de-Montuniral..	12	10,862
en.....	21	12,810	Cordes.....	18	10,354
le.....	23	10,414	Gaillac.....	12	16,094
roune.....	22	16,777	Lisle.....	3	6,456
seil.....	23	18,365	Rabastens.....	6	8,955
			Salvagnac.....	7	6,082
			Vaour.....	10	5,634
TARN.			Arr. de LAVAU.....	57	53,060
(4 Arrondissements, 35 Cantons, 316 Communes.)			(5 Cantons.)		
Pop. { hommes 177,412 } totale. 354,832 âmes.			Cuq-Toulza.....	11	5,821
{ femmes. 177,420 }			Grailhet.....	7	10,408
Arr. d'ALBI.....	92	92,046	Lavaur.....	19	18,973
(8 Cantons.)			Puylaurens.....	10	10,660
bon.....	7	8,645	Saint-Paul.....	10	7,198
hi.....	16	24,957			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
TARN-ET-GARONNE.				
(3 Arrondissements, 24 Cantons, 193 Communes.)				
Popu- { hommes 115,457 } lation { femmes 119,325 }	totale. 234,782 âmes.			
Arr. de CASTELSARRASIN..	81	70,215	Brignoles.....	6
(7 Cantons.)			Cotignac.....	5
Beaumont.....	18	12,237	Rians.....	6
Castelsarrasin.....	6	10,497	Roquebrussanne.....	8
Grisolles.....	11	7,821	Saint-Maximin.....	8
Lavit.....	14	7,652	Tavernes.....	7
Montech.....	9	10,513		
Saint-Nicolas.....	15	10,447	Arr. de DRAGUIGNAN.....	60
Verdun.....	8	11,048	(11 Cantons.)	
Arr. de MOISSAC.....	49	59,398	Aups.....	6
(6 Cantons.)			Callas.....	6
Auvillar.....	9	7,314	Comps.....	10
Bourg-de-Visa.....	7	6,180	Draguignan.....	5
Lauzerte.....	10	11,980	Fayence.....	8
Moissac.....	6	15,404	Fréjus.....	6
Montaigu.....	6	7,208	Grimaud.....	5
Valence.....	11	11,312	Lorgues.....	4
Arr. de MONTAUBAN.....	63	105,169	Luc (Le).....	3
(11 Cantons.)			Saint-Tropez.....	4
Caussade.....	11	12,827	Salernes.....	3
Caylus.....	7	10,154		
Française (La).....	4	6,139	Arr. de GRASSE.....	60
Molières.....	5	6,639	(8 Cantons.)	
Monclar.....	5	6,067	Antibes.....	3
Montauban (est).....	3	12,050	Bar (Le).....	10
Montauban (ouest).....	2	14,968	Cannes.....	7
Montpezat.....	6	7,563	Coursegoules.....	8
Nègrepelisse.....	7	10,223	Grasse.....	3
Saint-Antoine.....	8	13,919	Saint-Auban.....	13
Villebrumier.....	6	4,620	Saint-Vallier.....	5
			Vence.....	11
VAR.			Arr. de TOULON.....	29
(4 Arrondissements, 35 Cantons, 203 Communes.)			(8 Cantons.)	
Popu- { hommes 204,534 } lation { femmes 166,986 }	totale. 371,820 âmes.		Beausset (Le).....	6
Arr. de BRIGNOLES.....	54	67,432	Collobrières.....	2
(8 Cantons.)			Cuers.....	4
Barjols.....	9	8,642	Illères.....	2
Besse.....	5	9,334	Ollioules.....	6
			Solliès-Pont.....	5
			Toulon (est).....	2
			Toulon (ouest).....	3

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
VAUCLUSE.					
(4 Arrondissements, 22 Cantons, 149 Communes.)					
Popu- { hommes. 137,125 } lation { femmes.. 131,869 } totale.. 268,994 âmes.					
Arr. d'APT.	50	56,025	Châtaigneraie (La).....	20	21,066
(5 Cantons.)			Fontenay-le-Comte.....	13	17,868
Apt.	13	15,994	Hermenault (L').....	13	11,728
Bonneux.	6	6,708	Luçon.....	10	16,503
Cadenet.....	9	10,771	Maillezais.....	12	16,150
Gordes.....	8	7,901	Pouzauges.....	13	16,893
Pertuis.....	14	14,651	Saint-Hilaire-des-Loges..	10	11,484
			Sainte-Hermine.....	13	12,033
Arr. d'AVIGNON.....	20	81,037	Arr. de NAPOLÉON-VENDEE..	104	144,391
(5 Cantons.)			(10 Cantons.)		
Avignon (nord).....	1	21,217	Chantonay.....	12	14,295
Avignon (sud).....	1	15,860	Essarts (Les).....	8	12,744
Bédarrides.....	4	12,536	Herbiers (Les).....	10	14,677
Cavaillon.....	6	14,008	Mareuil.....	13	9,174
Isle (L').....	9	17,416	Montaigu.....	10	16,301
			Mortagne-sur-Sèvre.....	14	16,814
Arr. de CARPENTRAS.....	31	56,672	Napoléon-Vendée.....	15	26,331
(5 Cantons.)			Poiré-sous-Napoléon (Le).	8	15,382
Carpentras (nord).....	6	13,993	Rocheservière.....	6	6,973
Carpentras (sud).....	5	16,757	Saint-Fulgent.....	8	11,700
Mormoiron.....	10	11,497			
Pernes.....	6	9,191	Arr. des SABLES-D'OLONNE..	82	110,725
Sault.....	5	5,234	(11 Cantons.)		
Arr. d'ORANGE.....	48	75,260	Beauvoir.....	4	8,427
(7 Cantons.)			Challans.....	6	12,575
Beaumes.....	7	5,682	Ile-Dieu (L').....	1	2,636
Bollène.....	7	15,235	Mothe-Achard (La).....	11	10,615
Malacène.....	7	6,741	Moutiers-les-Mauxfaits (Les)...	13	11,005
Orange (est).....	7	13,586	Noirmoutier.....	1	8,253
Orange (ouest).....	4	13,024	Palluau.....	9	11,231
Vaison.....	13	11,581	Sables-d'Olonne (Les)...	6	11,964
Vulrèas.....	4	9,411	Saint-Gilles-sur-Vic.....	16	12,542
			Saint-Jean-de-Monts.....	5	10,481
			Talmont.....	10	10,996
VENDEE.					
(3 Arrondissements, 30 Cantons, 297 Communes.)					
Popu- { hommes. 193,650 } lation { femmes.. 196,033 } totale.. 389,683 âmes.					
Arr. de FONTENAY-LE-COMTE	111	134,567	Arr. de CHÂTELLERAULT..	51	60,566
(9 Cantons.)			(6 Cantons.)		
Chailé-les-Marais.....	7	10,842	Châtellerault.....	7	20,091

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
Dangé.....	8	6,586	VIENNE (HAUTE-).	
Leigné-sur-Usseau.....	10	5,714	(4 Arrondissements, 27 Cantons, 199	
Lencloître.....	9	9,052	Popu- { hommes. 160,191 } totale.. 3	
Pleumartin.....	9	10,484	lation { femmes.. 159,596 }	
Vouneuil-sur-Vienne....	8	8,639		
Arr. de CIVRAY.....	45	49,877	Arr. de BELLAC.....	65
(5 Cantons.)			(8 Cantons.)	
Availles.....	4	5,568	Bellac.....	6
Charroux.....	9	8,400	Bessines.....	7
Civray.....	12	12,059	Châteauponsac.....	6
Couhé.....	10	12,515	Dorat (Le).....	11
Gençay.....	10	11,335	Magnac-Laval.....	6
			Mézières.....	9
			Nantiat.....	11
Arr. de LOUDUN.....	57	36,000	Saint-Sulpice-les-Feuilles.	9
(4 Cantons.)				
Loudun.....	14	11,444	Arr. de LIMOGES.....	78
Moncontour.....	17	8,724	(10 Cantons.)	
Monts.....	12	7,273	Aixe.....	10
Trois-Moutiers.....	14	8,559	Ambazac.....	7
			Châteauneuf.....	10
Arr. de MONTMORILLON..	60	62,724	Eymoutiers.....	10
(6 Cantons.)			Laurière.....	6
Chauvigny.....	11	8,340	Limoges (nord).....	4
Ile-Jourdain (L').....	10	10,916	Limoges (sud).....	7
Lussac-les-Châteaux.....	13	12,215	Nieul.....	6
Montmorillon.....	9	12,351	Pierre-Buffière.....	9
Saint-Savin.....	9	10,381	Saint-Léonard.....	10
Trimouille (La).....	8	8,521		
Arr. de POITIERS.....	83	113,418	Arr. de ROCHECHOUART..	30
(10 Cantons.)			(5 Cantons.)	
Lusignan.....	9	15,178	Oradour-sur-Vayres.....	5
Mirebeau.....	10	8,943	Rochechouart.....	5
Neuville.....	11	10,586	Saint-Junien.....	7
Poitiers (nord).....	2	18,609	Saint-Laurent-sur-Gorre..	6
Poitiers (sud).....	7	19,333	Saint-Mathieu.....	7
Saint-Georges.....	7	7,485		
Saint-Julien.....	10	6,414	Arr. de SAINT-YRIEIX....	26
Villedieu (La).....	10	6,002	(4 Cantons.)	
Vivonne.....	6	7,066	Châlus.....	7
Vouillé.....	12	13,802	Nexon.....	8
			Saint-Germain.....	8
			Saint-Yrieix.....	3

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.
VOSGES.			RAON-L'ÉTAPE.		
(5 Arrondissements, 30 Cantons, 546 Communes.)			Saales.....	9	11,139
Popu- { hommes. 192,476 } totale.. 405,708 âmes.			Saint-Dié.....	13	12,384
lation { femmes.. 213,232 }			Schirmeck.....	22	22,619
			Senones.....	12	13,348
				18	14,271
Arr. d'ÉPINAL.....	126	96,338	YONNE.		
(6 Cantons.)			(5 Arrondissements, 37 Cantons, 482 Communes.)		
Bains.....	12	11,717	Popu- { hommes. 184,268 } totale.. 368,901 âmes.		
Bruyères.....	33	17,268	lation { femmes.. 184,633 }		
Châtel.....	23	10,925	Arr. d'AUXERRE.....	131	117,896
Épinal.....	22	22,376	(12 Cantons.)		
Rambervillers.....	28	17,434	Auxerre (est).....	6	11,530
Xertigny.....	8	16,618	Auxerre (ouest).....	10	16,099
Arr. de MIRECOURT.....	142	67,973	Chablis.....	14	7,726
(6 Cantons.)			Coulange-la-Vineuse....	12	8,867
Charmes.....	26	12,504	Coulange-sur-Yonne....	10	8,069
Darney.....	20	11,729	Courson.....	12	7,912
Dompaire.....	30	11,861	Ligny-le-Châtel.....	13	7,276
Mirecourt.....	31	14,224	Saint-Florentin.....	8	5,992
Montbureau-sur-Saône..	12	7,315	Saint-Sauveur.....	11	13,172
Vittel.....	23	10,340	Seignelay.....	10	8,779
Arr. de NEUFCHÂTEAU....	132	59,038	Toucy.....	12	12,009
(5 Cantons.)			Vermonton.....	14	10,465
Bulgnéville.....	26	10,576	Arr. d'AVALLON.....	71	44,959
Châtenois.....	26	10,577	(5 Cantons.)		
Coussey.....	26	8,506	Avallon.....	15	12,665
Lamarche.....	26	14,153	Guillon.....	16	6,234
Neufchâteau.....	28	15,226	Isle sur-le-Serein (I')...	14	6,559
Arr. de REMIREMONT....	37	70,356	Quarré-les-Tombes.....	8	7,778
(4 Cantons.)			Vézelay.....	18	11,723
Plombières.....	5	12,900	Arr. de JOIGNY.....	108	97,267
Ramonchamp.....	7	15,340	(9 Cantons.)		
Remiremont.....	15	21,566	Aillant.....	22	16,137
Saulxures.....	10	20,550	Bléneau.....	8	8,622
Arr. de SAINT-DIÉ.....	109	112,003	Brienon.....	11	11,274
(9 Cantons.)			Cerisiers.....	9	5,965
Brouvelieures.....	10	4,457	Charny.....	16	11,103
Corcieux.....	13	11,082	Joigny.....	18	17,136
Fraize.....	10	16,337	Saint-Fargeau.....	7	7,414
Gérardmer.....	2	6,366	Saint-Julien-du-Sault....	9	8,408
			Villeneuve-sur-Yonne...	8	11,208

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULA- TION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
Arr. de SENS	90	65,689	Arr. de TONNERRE	82
(6 Cantons.)			(5 Cantons.)	
Chéroy.....	18	9,239	Ancy-le-Franc.....	19
Pont-sur-Yonne.....	15	11,878	Cruzy-le-Châtel.....	18
Sens (nord).....	13	11,765	Flogny.....	15
Sens (sud).....	12	12,229	Noyers.....	15
Sergines.....	17	10,324	Tonnerre.....	15
Villeneuve-l'Archevêque..	16	10,254		

N° 3.

Tableau des communes de 2,000 âmes et au-dessus, ainsi que des chefs-lieux d'arrondissement et de canton dont la population est inférieure.

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
AIN.					
Belley.....	Ambérieu.....	2,472	45	2,427	886
	Belley.....	4,879	348	4,531	3,802
	Champagne.....	543	"	543	539
	Hauteville.....	772	"	772	590
	Lagnieu.....	3,182	135	3,047	2,495
	L'Huis.....	1,355	"	1,355	296
	Saint-Rambert.....	2,799	"	2,799	1,335
	Seyssel.....	1,312	"	1,312	1,006
	Villebois.....	2,522	"	2,522	2,482
Bourg.....	Virieu-le-Grand.....	954	"	954	807
	Bagé-le-Châtel.....	767	12	755	704
	Bagé-la-Ville.....	2,054	"	2,054	79
	Bourg.....	11,676	2,144	9,532	8,144
	Ceyzeriat.....	980	"	980	627
	Coligny.....	1,646	"	1,646	638
	Feillens.....	2,738	"	2,738	130
	Foissiat.....	2,493	"	2,493	408
	Marboz.....	2,560	"	2,560	368
	Montrevel.....	1,466	"	1,466	911
	Pont-d'Ain.....	1,467	"	1,467	934
	Pont-de-Vaux.....	3,061	54	3,007	2,911
	Pont-de-Veyle.....	1,458	"	1,458	1,411
	Replonges.....	2,039	"	2,039	769
	Saint-Trivier-de-Courtes..	1,497	"	1,497	778
Gex.....	Treffort.....	1,873	"	1,873	812
	Viriat.....	2,580	"	2,580	499
	Collonges.....	1,323	12	1,311	896
	Ferney.....	1,138	52	1,086	1,060
Nantua.....	Gex.....	2,662	93	2,569	1,322
	Brenod.....	943	"	943	821
	Châtillon-de-Michaille...	1,445	"	1,445	987
	Izernore.....	1,084	"	1,084	851
	Nantua.....	3,493	66	3,427	3,044
	Oyonnax.....	3,342	13	3,329	3,140
	Poncin.....	2,171	97	2,074	1,144

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL. normale ou totale.
Trévoux.....	Chalamont.....	1,748	"	1,748
	Châtillon-sur-Chalaronne.	3,436	"	3,436
	Meximieux.....	3,439	214	2,225
	Miribel.....	3,026	"	3,026
	Montluel.....	2,610	23	2,587
	S'-Didier-sur-Chalaronne.	2,735	107	2,628
	S'-Trivier-sur-Moignans..	1,635	"	1,635
	Thoissey.....	1,668	149	1,519
	Trévoux.....	2,749	167	2,582
AISNE.				
Château- Thierry.	Charly.....	1,738	100	1,638
	Château-Thierry.....	5,523	142	5,381
	Condé.....	718	"	718
	Fère-en-Tardenois.....	2,317	24	2,293
	Neuilly-Saint-Front....	1,738	"	1,738
	Anizy-le-Château.....	1,089	91	998
	Chauny.....	7,654	405	7,249
	Coucy-le-Château.....	840	4	836
Laon.....	Craonne.....	855	"	855
	Crécy-sur-Serre.....	2,186	130	2,056
	Fère (La).....	4,765	1,643	3,122
	Laon.....	10,412	2,213	8,199
	Marle.....	2,001	56	1,945
	Neufchâtel.....	922	45	877
	Rozoy-sur-Serre.....	1,671	23	1,648
	Saint-Gobain.....	2,374	"	2,374
Saint-Quentin.	Sissonne.....	1,502	"	1,502
	Bohain.....	4,506	5	4,501
	Catelet (Le).....	602	16	586
	Flavy-le-Martel.....	2,376	"	2,378
	Fresnoy-le-Grand.....	4,177	40	4,137
	Moy.....	1,390	"	1,390
	Origny-Sainte-Benoite...	2,433	8	2,425
	Ribemont.....	3,100	72	3,028
Soissons.....	Saint-Quentin.....	27,661	774	26,887
	Saint-Simon.....	596	"	596
	Séboncourt.....	2,294	"	2,294
	Vermand.....	1,312	"	1,312
	Braisne.....	1,522	"	1,522
	Oulchy-le-Château.....	705	"	705
	Soissons.....	10,510	2,635	7,875

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Soissons..... (Suite.)	Vailly.....	1,466	34	1,432	1,398
	Vic-sur-Aisne.....	801	12	789	785
	Villers-Cotterets.....	3,422	813	2,609	2,576
	Aubenton.....	1,505	"	1,505	881
	Buironfosse.....	2,589	"	2,589	1,548
	Capelle (La).....	1,640	64	1,576	1,450
	Esquehéries.....	2,293	"	2,293	801
Vervins.....	Guise.....	4,008	384	3,684	3,662
	Hirson.....	3,214	11	3,203	3,109
	Mennevret.....	2,219	"	2,219	2,207
	Nouvion (Le).....	3,177	83	3,094	1,959
	Origny.....	2,545	7	2,538	1,113
	Sains.....	2,534	3	2,531	1,995
	Saint-Michel.....	3,262	"	3,262	2,483
	Vervins.....	2,708	203	2,505	2,285
	Wassigny.....	1,314	"	1,314	1,279

ALLIER.

Gannat.....	Chantelle.....	2,051	27	2,024	1,727
	Bellenaves.....	2,716	"	2,716	1,178
	Ébreuil.....	2,451	"	2,451	1,345
	Escurolles.....	1,265	"	1,265	453
	Gannat.....	5,766	75	5,691	5,055
	Saint-Pourçain.....	4,873	19	4,854	3,259
	Arfeuilles.....	3,063	"	3,063	646
La Palisse...	Cusset.....	5,709	81	5,628	3,744
	Donjon (Le).....	1,926	"	1,926	964
	Ferrières.....	3,044	"	3,044	430
	Jaligny.....	921	"	921	316
	La Palisse.....	2,748	83	2,665	1,717
	Mayet (Le).....	1,837	"	1,837	395
	Varennes.....	2,582	"	2,582	1,662
Montluçon...	Vichy.....	2,910	"	2,910	2,659
	Cerilly.....	2,595	"	2,595	859
	Commentry.....	8,484	"	8,484	7,336
	Domérat.....	3,129	"	3,129	665
	Doyet.....	2,192	"	2,192	1,194
	Hérisson.....	1,493	"	1,493	956
	Huriel.....	2,699	"	2,699	809
	Marcillat.....	1,736	"	1,736	402
	Montluçon.....	15,289	157	15,132	12,774
	Montmarault.....	1,786	21	1,765	1,597
	Montvicq.....	2,864	"	2,864	1,507

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou
				totale.
Moulins.....	Bourbon.....	3,118	#	3,118
	Chevagnes.....	980	#	980
	Dompierre.....	1,882	#	1,882
	Lurcy-Lévy.....	3,322	#	3,322
	Montet (Le).....	686	#	686
	Moulins.....	18,069	1,678	16,391
	Neuilly-le-Réal.....	1,353	#	1,353
	Souigny.....	2,803	#	2,803
	Yzeure.....	3,240	630	2,610

ALPES (BASSES-)

Barcelonnette.	Allos.....	1,332	#	1,332
	Barcelonnette.....	2,153	63	2,090
	Lauzet (Le).....	956	#	956
	Saint-Paul.....	1,520	#	1,520
Castellane...	Annot.....	1,161	34	1,127
	Castellane.....	2,129	52	2,077
	Colmars.....	1,092	67	1,025
	Entrevaux.....	1,830	157	1,673
	Saint-André-de-Méouilles.	936	#	936
	Senéz.....	857	#	857
Digne.....	Barrême.....	1,114	#	1,114
	Digne.....	5,421	1,375	4,046
	Javie (La).....	399	#	399
	Mées (Les).....	1,964	#	1,964
	Mézel.....	811	#	811
	Moustiers.....	1,372	#	1,372
Forcalquier..	Riez.....	2,572	#	2,572
	Seyne.....	2,485	140	2,345
	Valensole.....	3,134	#	3,134
	Banon.....	1,266	#	1,266
	Forcalquier.....	2,965	60	2,905
	Manosque.....	5,897	242	5,655
Sisteron.....	Peyruis.....	811	#	811
	Reillanne.....	1,514	#	1,514
	Saint-Étienne.....	1,150	#	1,150
	Motte (La).....	659	#	659
	Noyers.....	1,092	#	1,092
	Sisteron.....	4,509	296	4,213
	Turriers.....	633	#	633
	Vologne.....	1,106	#	1,106

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
ALPES (HAUTES-).					
Briançon . . .	Aiguilles	717	"	717	717
	Argentière (L')	1,268	"	1,268	27
	Briançon	4,601	1,057	3,544	1,596
	Grave (La)	1,536	"	1,536	1,505
	Monétier (Le)	2,773	"	2,773	1,225
Embrun	Chorges	1,799	"	1,799	724
	Embrun	4,736	1,734	3,002	2,344
	Guillestre	1,606	"	1,606	1,241
	Orcières	1,500	"	1,500	100
	Savines	1,105	"	1,105	515
Gap	Aspres-les-Veynes	796	"	796	710
	Barcilonnette	345	"	345	193
	Bâtie-Neuve (La)	840	"	840	283
	Gap	8,912	1,241	7,671	5,453
	Laragne	963	"	963	769
	Orpierre	842	"	842	543
	Ribiers	1,350	"	1,350	730
	Rosans	823	"	823	500
	Saint-Bonnet	1,771	"	1,771	1,167
	Saint-Étienne-en-Dévoluy	779	"	779	779
	Saint-Firmin	1,268	"	1,268	432
	Serres	1,018	"	1,018	846
Tallard	1,054	"	1,054	878	
Veynes	1,600	"	1,600	1,030	
ARDÈCHE.					
Largentière . .	Banne	2,250	"	2,250	713
	Burzet	2,890	"	2,890	832
	Coucouron	1,144	"	1,144	372
	Jaujac	2,872	"	2,872	1,640
	Joyeuse	2,686	12	2,674	2,113
	Lablachère	2,861	26	2,835	653
	Largentière	3,281	29	3,252	2,755
	Mayres	2,475	"	2,475	880
	Montpezat	2,590	33	2,557	1,322
	S ^t -Étienne-de-Lugdaraès	1,494	"	1,494	652
	Thueys	3,100	70	3,030	875
	Valgorge	1,358	"	1,358	268
	Vallon	2,750	"	2,750	1,685
	Vans (Les)	3,171	38	3,133	3,009

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL. normale ou totale.
Privas	Antraigues	1,505	#	1,505
	Aubenas	8,010	200	7,810
	Bourg-Saint-Andéol	4,430	147	4,283
	Chomérac	2,282	#	2,282
	Glairas	2,867	#	2,867
	Lavoulte	3,045	#	3,045
	Pouzin (Le)	2,866	#	2,866
	Privas	5,202	398	4,804
	Rocbemaure	1,245	#	1,245
	Saint-Marcel-d'Ardèche ..	2,358	#	2,358
	Saint-Pierre-ville	1,911	17	1,894
	Teil (Le)	2,382	#	2,382
	Vals	2,963	#	2,963
	Villeneuve-de-Berg	2,731	#	2,731
	Viviers	2,728	118	2,610
	Annonay	13,679	317	13,362
	Chey-lard (Le)	3,257	#	3,257
Tournon	Desaignes	3,843	#	3,843
	Lamastre	2,502	#	2,502
	Saint-Agrève	2,491	#	2,491
	Saint-Félix	2,012	#	2,012
	Saint-Martin-de-Valamas ..	2,064	#	2,064
	Saint-Péray	2,762	#	2,762
	Saint-Victor	2,208	#	2,208
	Saillieu	1,952	#	1,952
	Serrières	1,878	#	1,878
	Tournon	4,918	260	4,658
	Vernoux	3,125	49	3,076
ARDENNES.				
Mézières	Charleville	9,112	404	8,708
	Gespunsart	2,096	#	2,096
	Flize	214	#	214
	Mézières	4,645	808	3,837
	Monthermé	2,371	#	2,371
	Nouzon	3,025	#	3,025
	Omont	457	#	457
	Renwez	1,629	#	1,629
	Signy-l'Abbaye	2,951	#	2,951
Rethel.	Asfeld	1,171	#	1,171
	Château-Porcien	2,318	64	2,254
	Chaumont-Porcien	1,136	#	1,136

ARROUNDISSEMENT.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Reims..... (Suite.)	Juniville.....	1,561	"	1,561	1,561
	Novion-Porcien.....	1,391	"	1,391	877
	Reims.....	7,488	274	7,214	7,164
	Fumay.....	3,545	"	3,545	3,439
Rocroi.....	Givet.....	5,859	1,534	4,325	4,136
	Revin.....	2,856	"	2,856	2,574
	Rocroi.....	3,240	554	2,686	1,122
	Rumigny.....	827	"	827	664
Sedan.....	Signy-le-Petit.....	2,140	"	2,140	1,286
	Carignan.....	1,858	"	1,858	1,644
	Mouzon.....	2,367	37	2,330	1,853
	Raucourt.....	1,574	"	1,574	1,399
Vouziers.....	Sedan.....	15,198	1,894	13,304	13,024
	Attigny.....	1,488	32	1,456	1,440
	Buzancy.....	872	8	864	853
	Chesne (Le).....	1,517	6	1,511	1,459
Vouziers.....	Grandpré.....	1,450	"	1,450	1,303
	Machault.....	747	"	747	747
	Monthois.....	615	"	615	574
	Tourteron.....	618	"	618	524
	Vouziers.....	2,888	103	2,785	2,747

ARIÈGE.

Ax.....	Ax.....	1,710	9	1,701	1,269
	Bastide-de-Sérou (La)...	2,710	"	2,710	1,020
	Bélesta.....	2,504	"	2,504	1,248
	Cabannes (Les).....	516	"	516	493
Foix.....	Foix.....	5,257	645	4,612	3,600
	Lavelanet.....	2,944	"	2,944	2,707
	Quérigut.....	700	"	700	566
	Saurat.....	4,075	"	4,075	1,936
Tarascon.....	Tarascon.....	1,557	"	1,557	1,389
	Vicdessos.....	989	"	989	746
	Carla-le-Comte.....	2,011	"	2,011	476
	Fossat (Le).....	1,072	"	1,072	409
Lezat.....	Lezat.....	2,970	"	2,970	1,721
	Mas-d'Azil (Le).....	2,619	"	2,619	1,280
	Mazères.....	3,710	"	3,710	2,574
	Mirepoix.....	4,326	"	4,326	3,308
Pamiers.....	Pamiers.....	7,631	364	7,267	5,944
	Saint-Ybars.....	2,380	"	2,380	981
	Saverdun.....	4,121	141	3,980	1,999
	Varilhes.....	1,859	"	1,859	1,335

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Saint-Girons..	Biert.	2,516	#	2,516
	Boussenac.	2,628	#	2,628
	Castillon.	1,165	#	1,165
	Ercé.	3,114	#	3,114
	Massat.	3,862	#	3,862
	Moulis.	2,411	#	2,411
	Oust.	1,573	#	1,573
	Port (Le).	2,170	#	2,170
	Saint-Girons.	4,005	67	3,938
	Saint-Lizier.	1,092	161	931
	Sainte-Croix.	1,819	#	1,819
	Seix.	3,814	#	3,814
	Soulan.	2,071	#	2,071
	Ustou.	3,104	#	3,104
AUBE.				
Arcis-sur-Aube	Arcis-sur-Aube.	2,770	51	2,719
	Chavanges.	1,060	#	1,060
	Méry-sur-Seine.	1,371	#	1,371
	Ramerupt.	609	#	609
Bar-sur-Aube.	Bar-sur-Aube.	4,781	308	4,473
	Brienne-Napoléon.	2,013	#	2,013
	Soulaines.	826	#	826
	Vendeuvre.	2,097	#	2,097
Bar-sur-Seine.	Ville-sous-la-Ferté.	3,487	2,572	915
	Bar-sur-Seine.	2,609	67	2,542
	Chaource.	1,549	#	1,549
	Essoyes.	1,635	#	1,635
Nogent-sur-Seine.	Mussy-sur-Seine.	1,634	#	1,634
	Riceys (Les).	3,208	#	3,208
	Marcilly-le-Hayer.	761	#	761
	Nogent-sur-Seine.	3,486	#	3,486
Troyes.	Romilly-sur-Seine.	3,945	#	3,945
	Villenauxe.	2,435	#	2,435
	Aix-en-Othe.	2,427	#	2,427
	Bouilly.	813	#	813
	Ervy.	1,716	#	1,716
	Estissac.	1,804	#	1,804
	Lusigny.	1,090	#	1,090
	Piney.	1,621	#	1,621
AUBE.				
Carcassonne..	Alzonne.	1,605	#	1,605
	Capendu.	721	#	721

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Carcassonne.. (Suite.)	Carcassonne.....	19,915	1,887	18,028	15,053
	Caunes.....	2,319	"	2,319	2,070
	Conques.....	1,625	"	1,625	1,328
	Lagrasse.....	1,278	"	1,278	1,103
	Mas-Cabardès (Le).....	867	"	867	759
	Montréal.....	3,004	"	3,004	2,154
	Monthoumet.....	397	"	397	397
	Peyriac-Minervois.....	1,322	"	1,322	1,170
	Saissac.....	1,758	"	1,758	1,044
	Tuchan.....	1,131	"	1,131	981
Castelnaudary.	Belpèch.....	2,483	14	2,469	1,139
	Castelnaudary.....	9,652	261	9,391	7,903
	Fanjeaux.....	1,764	"	1,764	1,325
	Salles-sur-l'Hers.....	1,214	"	1,214	607
	Alaigne.....	542	"	542	360
	Azat.....	538	"	538	527
	Belcaire.....	1,013	"	1,013	830
	Chalabre.....	2,529	7	2,522	2,222
	Couiza.....	930	"	930	885
	Limoux.....	6,835	371	6,464	6,179
Limoux.....	Quillan.....	2,013	60	1,953	1,712
	Saint-Hilaire.....	997	"	997	830
	Coursan.....	2,231	"	2,231	2,046
	Durban.....	632	"	632	564
	Ginestas.....	714	"	714	626
	Gruissan.....	2,841	4	2,837	2,666
	Lézignan.....	2,754	"	2,754	2,569
	Narbonne.....	14,300	1,558	12,742	11,427
	Sigeac.....	3,337	16	3,321	2,975
AVEYRON.					
Espalion.....	Coubisou.....	2,180	"	2,180	145
	Entraygues.....	1,834	"	1,834	1,056
	Espalion.....	4,307	69	4,238	2,515
	Estaing.....	1,497	"	1,497	813
	Laguiole.....	1,934	"	1,934	854
	Mur-de-Barrez.....	1,355	"	1,355	758
	Saint-Amans.....	1,320	"	1,320	203
	Saint-Chély.....	1,873	"	1,873	624
	Saint-Côme.....	2,016	"	2,016	1,137
	Saint-Geniez.....	3,694	129	3,565	2,856
	Sainte-Geneviève.....	1,734	"	1,724	442

ARRONDISSEMENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale totale.
Millau.....	Campagnac.....	1,230	"	1,230
	Laissac.....	1,205	"	1,205
	Millau.....	10,150	196	9,954
	Nant.....	2,953	"	2,953
	Peyreleau.....	391	"	391
	Saint-Beauzély.....	941	"	941
	Saint-Jean-de-Bruel.....	3,029	"	3,029
	Salles-Curan.....	2,630	"	2,630
	Sévérac-le-Château.....	2,906	"	2,906
	Vezins.....	2,004	"	2,004
	Bozouls.....	2,599	"	2,599
	Cassagnes-Bégonhès.....	1,349	"	1,349
	Clairvaux.....	2,400	"	2,400
	Colombières.....	2,158	"	2,158
	Conques.....	1,388	"	1,388
	Marcillac.....	1,858	"	1,858
Rodez.....	Naucelle.....	1,234	"	1,234
	Réquista.....	4,354	"	4,354
	Rignac.....	1,810	"	1,810
	Rodez.....	10,871	2,392	8,479
	Salars.....	1,356	"	1,356
	Salles-la-Source.....	2,894	"	2,894
	Salvetat (La).....	3,157	"	3,157
	Sauveterre.....	1,893	"	1,893
	Belmont.....	1,693	159	1,534
	Camarès.....	2,364	"	2,364
Saint-Affrique..	Cornus.....	1,640	"	1,640
	Saint-Affrique.....	6,760	193	6,567
	Saint-Rome-de-Tarn....	1,735	"	1,735
	Saint-Sernin.....	1,940	"	1,940
	Truel (Le).....	2,267	"	2,267
	Asprières.....	1,674	"	1,674
	Aubin.....	8,048	"	8,048
	Decazeville.....	8,842	"	8,842
	Firmy.....	2,400	"	2,400
	Labast de-l'Évêque.....	3,314	"	3,314
Villefranche..	Lafouillade.....	2,003	"	2,003
	Malleville.....	2,686	"	2,686
	Montbazens.....	1,361	"	1,361
	Najac.....	2,388	"	2,388
	Rieupeyroux.....	2,816	"	2,816
	Villefranche.....	10,826	315	10,511
	Villeneuve.....	3,413	"	3,413

ARRONDISSEMENT.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.

BOUCHES-DU-RHÔNE.

	Aix.....	26,136	2,790	23,346	17,030
	Berre.....	1,930	"	1,930	1,454
	Fos.....	2,130	"	2,130	1,355
	Faveau.....	2,706	"	2,706	2,105
	Gardanne.....	2,710	1	2,709	1,923
	Istres.....	3,614	"	3,614	3,006
Ar.....	Lambesc.....	3,425	"	3,425	2,524
	Marignane.....	2,197	10	2,187	1,921
	Marignies.....	8,099	"	8,099	5,719
	Péyrolles.....	1,216	"	1,216	1,100
	Saint-Chamas.....	2,800	71	2,729	2,453
	Salon.....	7,057	765	6,292	4,380
	Trets.....	2,890	"	2,890	2,413
	Arles.....	24,816	1,845	22,971	14,750
	Barbentanne.....	3,210	"	3,210	1,999
	Châteaurenard.....	5,511	28	5,483	1,860
	Eyguières.....	2,935	4	2,931	2,581
	Eyragues.....	2,527	20	2,507	1,956
	Fontvieille.....	2,479	"	2,479	1,778
Ses.....	Mallemort.....	2,404	"	2,404	1,249
	Mourès.....	2,101	"	2,101	1,460
	Noves.....	2,174	"	2,174	1,109
	Orgon.....	3,060	"	3,060	2,187
	Saint-Remy.....	6,340	91	6,249	3,012
	Saintes-Maries.....	1,083	"	1,083	545
	Sénas.....	2,020	"	2,020	1,044
	Tarascon.....	13,229	1,287	11,942	9,092
	Allauch.....	3,603	"	3,603	1,587
	Aubagne.....	6,765	74	6,691	4,008
	Auriol.....	5,107	"	5,107	2,700
ville.....	Cassis.....	2,187	7	2,180	1,624
	Ciotat (La).....	7,674	354	7,320	5,730
	Marseille.....	233,817	18,621	215,196	185,649
	Roquevaire.....	3,175	38	3,137	1,514

CALVADOS.

	Balleroy.....	1,244	"	1,244	1,089
yeux.....	Bayeux.....	9,667	580	9,087	8,562
	Caumont.....	985	"	985	595
	Laiguy.....	2,186	"	2,186	1,619

ARRONDISSEMENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou totale.
Bayeux..... (Suite.)	Littry.....	2,341	"	2,341
	Ryes.....	538	"	538
	Trevières.....	1,100	"	1,100
	Bourguébus.....	274	"	274
	Caen.....	41,394	5,776	35,618
Caen.....	Creully.....	994	"	994
	Douvres.....	2,096	207	1,889
	Évrecy.....	816	"	816
	Tilly-sur-Seulles.....	1,185	"	1,185
	Troarn.....	975	"	975
Falaise.....	Villers-Bocage.....	1,105	"	1,105
	Bretteville-sur-Laize.....	1,109	"	1,109
	Coulbœuf.....	393	"	393
	Falaise.....	8,494	356	8,138
	Harcourt.....	1,111	"	1,111
Lisieux.....	Lisieux.....	12,993	342	12,651
	Livarot.....	1,576	"	1,576
	Mézidon.....	1,029	"	1,029
	Orbec.....	3,250	198	3,052
	Saint-Desir.....	2,007	"	2,007
Pont-l'Évêque.....	Saint-Jacques.....	2,513	"	2,513
	Saint-Pierre-sur-Dives.....	1,764	"	1,764
	Blangy.....	745	"	745
	Cambremer.....	1,159	"	1,159
	Dozulé.....	929	"	929
Vire.....	Honfleur.....	9,129	68	9,061
	Pont-l'Évêque.....	2,024	63	1,961
	Trouville.....	4,163	"	4,163
	Aunay.....	2,042	"	2,042
	Bény-Bocage.....	821	"	821
CANTAL.	Condé-sur-Noireau.....	6,969	10	6,959
	S'-Germain-de-Tallevende.....	3,053	"	3,053
	Saint-Sever.....	1,551	"	1,551
	Vassy.....	3,137	"	3,137
	Vire.....	7,036	301	6,735
CANTAL.				
CANTAL.	Arpajon.....	2,272	15	2,257
	Aurillac.....	11,000	1,154	9,846
	Laroquebrou.....	1,365	"	1,365
	Mauris.....	3,033	21	3,012
	Montsalvy.....	1,137	"	1,137

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION. totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1850.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée
Marillac. (Suite.)	Saint-Cernin	2,890	"	2,890	395
	Saint-Mamet	2,060	"	2,060	340
	Vic-sur-Cère	1,780	"	1,780	820
	Anglards	2,270	"	2,270	356
	Champagnac	2,041	"	2,041	170
	Champs	1,810	"	1,810	249
Mauriac.	Mauriac	3,400	297	3,103	2,063
	Menet	2,551	"	2,551	352
	Pleaux	2,820	140	2,680	1,549
	Riom	2,683	"	2,683	707
	Saignes	589	"	589	394
	Salers	987	"	987	912
Murat.	Allanche	2,288	"	2,288	1,085
	Condat	3,096	"	3,096	895
	Marcenat	2,532	"	2,532	623
	Murat	2,536	20	2,516	2,347
	Chaudesaigues	2,130	10	2,120	1,354
	Massiac	2,069	15	2,054	1,228
Saint-Flour. . .	Neuvéglise	2,053	"	2,053	247
	Pierrefort	1,101	"	1,101	524
	Ruines	851	"	851	232
	Saint-Flour	5,661	506	5,155	4,570

CHARENTE.

Angoulême. . .	Angoulême	22,811	1,963	20,848	20,283
	Blanzac	842	41	801	671
	Champniers	3,848	"	3,848	340
	Couronne (La)	2,550	"	2,550	378
	Hiersac	772	"	772	660
	Montbron	3,152	"	3,152	1,228
Barbezieux. . .	Rochefoucauld (La)	2,468	41	2,427	2,115
	Rouillac	2,057	"	2,057	749
	Saint-Amant-de-Boixe	1,617	"	1,617	914
	Valette (La)	941	10	931	475
	Aubeterre	723	34	689	634
	Baignes-Sainte-Radégonde	2,541	"	2,541	717
Cognac.	Barbezieux	3,700	89	3,611	2,557
	Brossac	1,200	"	1,200	309
	Chalais	703	77	626	626
	Montmoreau	675	"	675	632
	Châteauneuf	3,034	"	3,034	2,160
	Cognac	7,085	77	7,008	6,968

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Cognac..... (Suite.)	Jarnac.....	3,462	33	3,429
	Segonzac.....	2,784	"	2,784
	Chabanais.....	1,791	18	1,773
	Champagne-Mouton.....	1,307	"	1,307
Confolens....	Chusseneuil.....	2,229	"	2,229
	Confolens.....	3,034	75	2,959
	Montembœuf.....	1,258	22	1,236
	Saint-Claud.....	2,041	"	2,041
	Aigre.....	1,689	28	1,661
	Cellesfrouin.....	2,008	"	2,008
Ruffec.....	Mansle.....	1,860	10	1,850
	Ruffec.....	3,109	38	3,071
	Villefagnan.....	1,544	"	1,544
CHARENTE-INFÉRIEURE.				
	Archiac.....	1,148	"	1,148
	Jonzac.....	2,792	"	2,792
	Mirambeau.....	2,359	"	2,359
Jonzac.....	Montendre.....	1,031	"	1,031
	Montguyon.....	1,404	"	1,404
	Montlieu.....	1,059	"	1,059
	Saint-Genis.....	1,195	"	1,195
	Arvert.....	2,610	13	2,607
	Château (Le).....	3,003	275	2,728
	Dolus.....	2,087	"	2,087
	Gua (Le).....	2,064	12	2,052
	Marennes.....	4,508	28	4,480
Marennes....	Royan.....	3,568	16	3,552
	Saint-Agnant.....	1,068	"	1,068
	S ^t -Georges (Ile-d'Oleron)	4,509	14	4,495
	Saint-Just.....	2,044	"	2,044
	Saint-Pierre (Ile-d'Oleron)	4,777	"	4,777
	Tremblade (La).....	2,853	"	2,853
	Aigrefeuille.....	1,688	"	1,688
Rochefort....	Rochefort.....	28,998	7,626	21,372
	Surgères.....	3,239	25	3,214
	Tonnay-Charente.....	3,699	"	3,699
	Ars.....	3,776	"	3,776
	Courçon.....	1,195	"	1,195
Rochelle (La).	Dompierre.....	2,571	16	2,555
	Flotte (La).....	2,352	"	2,352
	Jarrie (La).....	1,110	"	1,110

ARRONDISSEMENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée
Rochelelle (Suite.)	Marans	4,586	20	4,566	3,199
	Rochelle (La)	16,175	2,018	14,157	14,157
	Saint-Jean-de-Liversay	2,385	"	2,385	1,885
	Saint-Martin	2,212	227	1,985	1,893
	Sainte-Marie	2,501	"	2,501	2,501
	Sainte-Soulle	2,163	"	2,163	320
	Burie	1,669	"	1,669	374
	Chaniers	2,556	"	2,556	201
	Cozes	1,889	"	1,889	667
	Gémozac	2,626	"	2,626	656
Saintes	Pérignac	2,511	"	2,511	540
	Pons	4,757	388	4,369	2,787
	Saintes	11,927	1,263	10,664	8,199
	Saint-Porchaire	1,277	"	1,277	546
	Saujon	2,826	"	2,826	1,996
S'-Jean-d'Angely	Aunay	1,874	"	1,874	1,350
	Loulay	578	"	578	578
	Matba	2,169	"	2,169	1,797
	Saint-Hilaire	1,316	"	1,316	1,065
	Saint-Jean-d'Angely	6,203	216	5,987	5,328
	Saint-Savinien	3,209	"	3,209	1,257
	Tonnay-Boutonne	1,170	"	1,170	588

CHER.

Bourges	Aix (Les)	1,564	"	1,564	1,217
	Baugy	1,304	118	1,186	799
	Bourges	26,482	3,315	23,167	19,434
	Charost	1,650	"	1,650	1,597
	Gracay	3,169	"	3,169	1,741
	Levet	1,012	"	1,012	418
	Lury	748	"	748	423
	Massay	2,190	"	2,190	1,216
	Mehun	4,803	"	4,803	4,133
	Menetou-Salon	2,584	"	2,584	916
St-Amand	Saint-Florent	2,820	1	2,819	1,952
	Saint-Martin-d'Auxigny	2,639	"	2,639	2,522
	Vierzon-Village	4,686	"	4,686	1,423
	Vierzon-Ville	6,836	11	6,825	6,684
	Charenton	1,582	"	1,582	601
	Châteaumeillant	3,071	10	3,061	2,035
	Châteauneuf	2,708	"	2,708	2,303
	Châtelet (Le)	1,832	1	1,831	1,039

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Saint-Amand. (Suite.)	Dun-le-Roi.....	5,365	"	5,365
	Guerche (La).....	3,664	1	3,663
	Lignières.....	2,686	"	2,686
	Nérondes.....	2,489	"	2,489
	Saint-Amand.....	8,126	273	7,853
	Sancoins.....	2,917	"	2,917
	Saulzais.....	949	"	949
	Argent.....	1,386	"	1,386
	Aubigny.....	2,515	"	2,515
	Chapelle-d'Angillon (La)..	848	"	848
	Henrichemont.....	3,368	"	3,368
	Herry.....	2,647	"	2,647
	Léré.....	1,667	"	1,667
Sancerre	Saint-Satur.....	2,226	"	2,226
	Sancergues.....	1,095	"	1,095
	Sancerre.....	3,693	29	3,664
	Vailly.....	746	"	746
	Yvoy-le-Pré.....	2,800	"	2,800
CORRÈZE.				
Brives.	Allassac.....	4,070	"	4,070
	Ayen.....	1,366	"	1,366
	Beaulieu.....	2,490	61	2,429
	Beynat.....	1,997	"	1,997
	Brive.....	9,384	348	9,036
	Donzenac.....	3,358	9	3,349
	Juillac.....	2,522	"	2,522
	Larche.....	900	"	900
	Lubersac.....	3,878	5	3,873
	Meysac.....	2,639	40	2,599
	Sainte-Féréole.....	2,866	"	2,866
	Ussac.....	2,057	"	2,057
	Vigeois.....	2,562	12	2,550
	Voutezac.....	2,546	"	2,546
	Argentat.....	3,520	81	3,439
Tulle.	Chamberet.....	2,596	"	2,596
	Chamboulive.....	3,009	"	3,009
	Corrèze.....	1,812	"	1,812
	Égletons.....	1,672	"	1,672
	Lapleau.....	962	"	962
	Lonzac (Le).....	2,790	"	2,790
	Mercœur.....	809	"	809

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Tulle..... (Suite.)	Naves.....	2,504	#	2,504	190
	Roche-Canillac (La)....	574	#	574	470
	Sainte-Fortunade.....	2,077	#	2,077	263
	Seilhac.....	1,802	4	1,798	549
	Servières.....	1,360	184	1,176	280
	Soursac.....	2,169	#	2,169	284
	Treignac.....	3,281	41	3,240	2,101
	Tulle.....	11,653	1,390	10,263	7,451
	Uzerche.....	3,314	14	3,310	2,303
	Bort.....	2,511	21	2,490	1,758
Ussel.....	Bugeat.....	964	#	964	329
	Eygurande.....	1,003	#	1,003	215
	Méymac.....	3,722	32	3,690	1,669
	Neuvic.....	3,394	7	3,387	1,073
	Sornac.....	1,827	#	1,827	210
	Ussel.....	4,022	38	3,984	2,787

CORSE.

Ajaccio.....	Ajaccio.....	12,109	1,060	11,049	10,199
	Bastelica.....	3,003	#	3,003	3,003
	Bocognano.....	2,651	6	2,645	2,351
	Evisa.....	1,370	#	1,370	1,370
	Piana (La).....	1,164	#	1,164	902
	Salice.....	317	#	317	317
	Santa-Maria-Sichè.....	600	#	600	600
	Sari.....	888	#	888	888
	Sarrola-Carcopino.....	759	#	759	649
	Soccia.....	689	#	689	689
	Vico.....	2,024	#	2,024	2,024
	Zicavo.....	1,360	#	1,360	1,050
	Bastia.....	17,141	1,139	16,002	14,959
	Borgo.....	690	#	690	684
	Brando.....	1,423	#	1,423	1,423
	Campile.....	907	#	907	907
	Campitello.....	280	#	280	280
	Cervione.....	1,462	6	1,456	1,350
	Lama.....	445	#	445	445
	Luri.....	1,890	#	1,890	1,890
Bastia.....	Murato.....	1,024	#	1,024	1,024
	Nonza.....	481	#	481	469
	Oletta.....	1,081	#	1,081	792
	Pero-Casevecchie.....	639	#	639	639

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Bastia..... (Suite.)	Porta (La).....	663	"	663
	Rogliano.....	1,477	"	1,477
	Saint-Florent.....	670	25	645
	San-Martino.....	824	"	824
	San-Nicolao.....	612	"	612
	Santo-Pietro.....	1,220	"	1,220
	Vescovato.....	1,152	"	1,152
Calvi.....	Belgodere.....	1,001	"	1,001
	Calenzana.....	2,440	"	2,440
	Calvi.....	1,473	61	1,412
	Ile-Rousse.....	1,626	15	1,611
	Muro.....	1,279	"	1,279
	Olmi-Cappella.....	863	"	863
	Calacuccia.....	815	"	815
Corte.....	Castifao.....	685	"	685
	Corte.....	4,926	254	4,672
	Moita.....	750	"	750
	Morosaglia.....	900	"	900
	Omessa.....	1,054	"	1,054
	Piedicorte.....	930	"	930
	Piedicroce.....	436	"	436
	Pietra.....	925	"	925
	Prunelli.....	1,079	30	1,049
	San-Lorenzo.....	523	"	523
	Sermano.....	264	"	264
	Serraggio.....	1,070	"	1,070
	Valle.....	659	"	659
Sartène.....	Vezzani.....	945	"	945
	Bonifacio.....	3,184	84	3,100
	Levie.....	1,652	"	1,652
	Olmeto.....	1,819	6	1,813
	Petreto-Bicchisano.....	866	"	866
	Portovecchio.....	2,117	"	2,117
	Santa-Lucia-di-Tallano...	870	"	870
	Sartène.....	3,895	21	3,874
	Serra.....	602	"	602
CÔTE-D'OR.				
Beaune.....	Arnay-le-Duc.....	2,476	28	2,448
	Beaune.....	10,453	169	10,284
	Bligny-sur-Ouche.....	1,447	"	1,447
	Brazey-en-Plaine.....	2,023	"	2,023

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale et municipale	
				totale.	agglomérée.
Beaune (Suite.)	Liernais	1,107	#	1,107	278
	Meursault	2,227	#	2,227	2,122
	Nolay	2,232	#	2,232	2,232
	Nuits	3,155	26	3,129	3,078
	Pouilly-en-Auxois	1,052	#	1,052	1,013
	Saint-Jean-de-Losne	2,063	18	2,045	2,045
	Seurre	2,899	13	2,886	2,876
	Aignay-le-Duc	892	#	892	836
	Baigneux	444	#	444	420
	Châtillon	4,926	81	4,845	4,653
Châtillon	Laignes	1,447	19	1,428	1,382
	Montigny-sur-Aube	893	#	893	893
	Recey-sur-Ource	969	#	969	960
	Auxonne	6,960	2,309	4,651	3,048
	Dijon	33,493	3,732	29,761	28,567
	Fontaine-Française	2,083	#	1,083	1,034
	Genlis	1,189	#	1,189	1,076
	Gevrey	1,577	#	1,577	1,480
	Grancey-le-Château	703	#	703	639
	Is-sur-Tille	1,400	#	1,400	1,350
Dijon	Mirebeau	1,237	#	1,237	1,200
	Pontailier	1,340	#	1,340	1,340
	Saint-Seine-l'Abbaye	785	#	785	774
	Selongey	1,523	#	1,523	1,473
	Sombernon	907	#	907	907
	Flavigny	1,106	88	1,018	851
	Laroche-en-Breuil	2,323	#	2,323	520
	Montbard	2,570	142	2,428	2,187
	Précý-sous-Thil	803	#	803	712
	Saulieu	2,638	5	2,633	2,633
Semur	Semur	3,785	77	3,708	3,597
	Vitteaux	1,697	110	1,587	1,560
CÔTES-DU-NORD.					
Dinan	Bréons	2,463	98	2,365	855
	Corseul	3,234	#	3,234	324
	Dinan	8,238	548	7,690	7,420
	Évran	4,486	#	4,486	339
	Jugon	571	#	571	540
	Matignon	1,365	#	1,365	624
	Plancoët	1,925	#	1,925	1,203
	Plédéliac	2,054	#	2,054	184

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Dinan (Suite.)	Plélan-le-Petit.....	1,116	"	1,116
	Plénée-Jugon.....	4,386	"	4,386
	Plestan.....	2,117	"	2,117
	Pleudihen.....	4,740	"	4,740
	Plouasne.....	2,570	"	2,570
	Ploubalay.....	2,671	"	2,671
	Plouër.....	3,910	"	3,910
	Pladuno.....	2,335	"	2,335
	Plumaugat.....	2,453	"	2,453
	Saint-Jouan-de-l'Isle....	748	"	748
	Sévignac.....	2,597	"	2,597
	Bégard.....	3,965	"	3,965
	Belle-Isle-en-Terre.....	1,602	"	1,602
	Bourbriac.....	4,215	"	4,215
	Callac.....	3,184	"	3,184
	Carnoët.....	2,048	"	2,048
	Duault.....	2,832	"	2,832
Guingamp... ..	Glozel.....	3,322	"	3,322
	Gouelin.....	2,424	"	2,424
	Guingamp.....	6,893	469	6,424
	Kergist-Moëlou.....	2,308	"	2,308
	Louargat.....	4,277	"	4,277
	Maël-Carhaix.....	2,066	"	2,066
	Pédervec.....	3,105	"	3,105
	Plézel.....	3,209	"	3,209
	Plouagat.....	2,476	"	2,476
	Ploëc.....	2,110	"	2,110
	Plougonver.....	4,010	"	4,010
	Plouguernevel.....	3,403	238	3,165
	Ploumagoar.....	2,096	"	2,096
	Plounevez-Quintin.....	2,464	"	2,464
	Pontrioux.....	2,191	"	2,191
	Quemper-Guézennec....	2,752	"	2,752
Lannion.....	Rostrenen.....	1,408	145	1,263
	Saint-Nicolas-du-Pelem..	2,614	"	2,614
	Langsat.....	2,328	"	2,328
	Lannion.....	6,642	203	6,439
	Lézardrieux.....	2,209	"	2,209
	Loguivy-Plougras.....	3,278	"	3,278
	Penvénan.....	3,039	"	3,039
	Perros-Guirec.....	2,635	17	2,618
	Plestin.....	4,626	"	4,626

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Lanion. (Suite.)	Pleubian	4,448	"	4,448	1,185
	Pleudaniel	2,486	"	2,486	336
	Pleumeur-Bodou	2,737	"	2,737	448
	Pleumeur-Gautier	2,456	"	2,456	356
	Plouaret	5,280	"	5,280	486
	Ploubezre	3,490	"	3,490	120
	Plougrescant	2,175	"	2,175	397
	Plouguiel	2,621	"	2,621	107
	Ploumilliau	3,553	"	3,553	180
	Plounévez-Moëdec	3,585	"	3,585	346
	Pluzunet	2,399	"	2,399	377
	Pommerit-Jaudy	2,679	"	2,679	527
	Prat	2,280	"	2,280	250
	Roche-Derrien (La)	1,770	25	1,745	1,555
	Tonquédec	2,058	"	2,058	256
	Tréguier	3,472	451	3,021	3,021
	Allineuc	2,065	"	2,065	132
	Chèze (La)	420	"	420	371
	Collinée	625	"	625	581
	Corlay	1,407	"	1,407	834
	Gausson	2,079	"	2,079	217
	Goarec	855	204	651	458
	Loudéac	6,089	132	5,957	1,752
	Merdignac	3,153	63	3,090	716
Loudéac	Motte (La)	2,865	"	2,865	293
	Mûr	2,333	"	2,333	525
Saint-Brieuc.	Plémet	3,189	"	3,189	419
	Plémy	3,073	"	3,073	276
	Plessala	3,353	"	3,353	159
	Plouguenast	3,569	"	3,569	445
	Plumieux	3,236	"	3,236	188
	Trévé	2,404	"	2,404	314
	Uzel	1,726	"	1,726	1,053
	Binic	2,811	"	2,811	1,162
	Bréhand	2,078	"	2,078	128
	Cbâtelaudren	1,304	"	1,304	1,304
	Erquy	2,332	"	2,332	263
	Étables	2,920	"	2,920	263
	Hénon	3,130	"	3,130	253
	Hillion	2,708	"	2,708	402
	Lamballe	4,092	78	4,014	4,006
	Lanfains	2,306	"	2,306	278

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Saint-Brieuc. (Suite.)	Langueux	2,420	56	2,364
	Langvillon	1,562	#	1,562
	Maroué	2,290	#	2,290
	Moncontour	1,438	42	1,396
	Paimpol	2,032	10	2,022
	Plaintel	3,145	#	3,145
	Plédran	3,604	#	3,604
	Plélo	4,392	#	4,392
	Pléneuf	1,990	#	1,990
	Plérin	5,817	#	5,817
	Plœuc	5,002	#	5,002
	Ploubazlanec	3,412	#	3,412
	Plouézec	4,459	#	4,459
	Plouha	5,215	#	5,215
	Ploufragan	2,536	#	2,536
	Plounez	2,152	#	2,152
	Plourivo	2,473	#	2,473
	Pommerit-le-Vicomte ..	3,050	#	3,050
	Pordic	4,709	#	4,709
	Quessoy	2,965	#	2,965
	Quintin	3,617	166	3,451
	Saint-Brandan	2,817	#	2,817
	Saint-Brieuc	14,888	2,019	12,869
	Saint-Donan	2,114	#	2,114
	Saint-Quay	2,858	43	2,815
	Yffiniac	2,231	#	2,231
	Yvias	2,370	#	2,370
CREUSE.				
Aubusson....	Aubusson	6,061	91	5,970
	Auzances	1,312	5	1,207
	Bellegarde	746	#	746
	Chénérailles	1,050	#	1,050
	Courtine (La)	1,037	#	1,037
	Crocq	1,032	#	1,032
	Dontreix	2,311	#	2,311
	Évaux	2,679	5	2,674
	Felletin	3,494	176	3,318
	Gentioux	1,448	#	1,448
	Mainsat	2,414	#	2,414
	Mérinchal	2,031	#	2,031
	Rougnat	2,193	#	2,193

ARRONDISSEMENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Aubusson. (Suite.)	Saint-Sulpice-les-Champs.	1,150	"	1,150	151
	Vallières.	2,231	49	2,182	305
	Bénévent-l'Abbaye.	1,521	7	1,514	1,321
	Bourganeuf.	3,197	"	3,197	2,568
Bourganeuf.	Pontarion.	426	"	426	413
	Royère.	2,296	"	2,296	238
	Saint-Dizier.	2,245	"	2,245	242
	Sardent.	2,610	"	2,610	227
Boussac.....	Boussac.	976	"	976	976
	Chambon.	2,273	21	2,252	1,423
	Châtelus.	1,295	"	1,295	517
	Clugnat.	2,250	"	2,250	177
Boussac.....	Jarnages.	832	"	832	647
	Abun.	2,194	3	2,191	885
	Ajain.	2,070	170	1,900	232
	Azerables.	2,074	"	2,074	253
Bonnat.....	Bonnat.	2,807	"	2,807	387
	Bussière-Dunoise.	2,910	"	2,910	540
	Dun.	1,483	"	1,483	1,142
	Grand-Bourg (Le).	3,015	"	3,015	570
Guéret.....	Guéret.	5,150	644	4,506	3,594
	Lourdoux-Saint-Pierre.	2,165	"	2,165	139
	Naillat.	2,119	"	2,119	150
	Pionnat.	2,324	"	2,324	311
Saint-Agnant-de-Versillat.	Saint-Agnant-de-Versillat.	2,220	"	2,220	336
	Saint-Maurice.	2,026	"	2,026	323
	Saint-Vaury.	2,628	"	2,628	612
	Souterraine (La).	3,953	173	3,780	2,428

DORDOGNE.

Beaumont.....	Beaumont.	1,796	"	1,796	908
	Bergerac.	11,313	438	10,875	7,605
	Cadoux.	700	"	700	411
	Eymet.	1,796	"	1,796	1,335
Issigeac.....	Issigeac.	1,020	"	1,020	824
	Laforce.	910	"	910	101
	Lalinde.	2,138	"	2,138	751
	Monpazier.	1,129	41	1,088	1,083
Saint-Alvère.....	Saint-Alvère.	1,774	"	1,774	442
	Sigoulès.	712	"	712	309
	Vélignes.	874	"	874	283

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Bergerac (Suite.)	Villamblard	1,381	#	1,381
	Villefranche-de-Lonchapt.	855	#	855
	Busserolles	2,117	#	2,117
	Bussière-Badil	1,352	#	1,352
	Champagnac	994	#	994
	Jumilhac-le-Grand	3,270	#	3,270
	Lanouaille	1,633	#	1,633
Nontron	Mareuil	1,779	#	1,779
	Nontron	3,593	47	3,546
	Payzac	2,506	#	2,506
	Saint-Pardoux	1,594	#	1,594
	Saint-Saul	2,562	#	2,562
	Thiviers	2,476	43	2,433
	Brantôme	2,625	11	2,614
	Excideuil	2,113	143	1,970
	Hautelort	2,039	#	2,039
	Périgueux	14,778	1,487	13,291
Périgueux	Saint-Astier	2,931	#	2,931
	Saint-Pierre-de-Chignac	876	#	876
	Savignac-les-Églises	1,026	#	1,026
	Thenon	1,770	#	1,770
	Vergt	1,817	#	1,827
	Laroche-Chalais	2,379	#	2,379
	Monpont	1,803	#	1,803
	Montagrier	934	#	934
	Mussidan	2,060	32	2,028
Ribérac	Neuvic	2,259	#	2,259
	Ribérac	3,166	61	3,105
	Saint-Aulaye	1,519	#	1,519
	Tocane-Saint-Apre	2,140	#	2,140
	Verteillac	1,120	#	1,120
	Belvès	2,473	66	2,407
	Bugue	2,952	#	2,952
	Carlux	1,048	#	1,048
	Domme	2,044	#	2,044
	Montignac	4,075	127	3,948
Sarlat	Rouffignac	2,561	#	2,561
	Saint-Cyprien	2,412	#	2,412
	Salignac	1,353	#	1,353
	Sarlat	6,416	193	6,223
	Terrasson	3,336	137	3,199
	Villefranche-de-Belvès	1,838	#	1,838

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
DOUBS.					
Baume.....	Baume-les-Dames.....	2,615	55	2,560	2,244
	Clerval.....	1,402	"	1,402	1,254
	Isle-sur-le-Doubs (L')...	1,924	"	1,924	1,838
	Pierrefontaine.....	1,076	"	1,076	583
	Rougemont.....	1,239	"	1,239	1,231
	Rouians.....	624	"	624	533
	Vercel.....	1,211	"	1,211	943
Besançon....	Amancey.....	774	"	774	716
	Audeux.....	145	"	145	145
	Besançon.....	43,544	7,078	36,466	30,249
	Boussières.....	260	"	260	260
	Marchaux.....	538	"	538	482
	Ornans.....	3,189	60	3,129	2,981
	Quingey.....	1,157	"	1,157	1,157
Montbéliard..	Audincourt.....	2,513	"	2,513	2,513
	Blamont.....	624	"	624	601
	Maiche.....	1,154	"	1,154	580
	Montbéliard.....	5,852	75	5,777	5,340
	Pont-de-Roide.....	1,350	"	1,350	1,142
	Russey (Le).....	1,063	"	1,063	345
	Saint-Hippolyte.....	1,045	"	1,045	928
Pontarlier....	Levier.....	1,215	"	1,215	1,212
	Montbenoit.....	199	"	199	182
	Morteau.....	1,873	"	1,873	1,589
	Mouthe.....	1,022	"	1,022	876
	Pontarlier.....	4,846	63	4,783	4,373
DRÔME.					
Die.....	Bourdeaux.....	1,353	"	1,353	827
	Chapelle-en-Vercors (La).....	1,228	"	1,228	298
	Châtillon.....	1,267	"	1,267	1,223
	Crest.....	5,410	193	5,217	3,945
	Die.....	3,912	27	3,885	3,490
	Luc-en-Diois.....	1,026	"	1,026	859
	Motte-Chalançon (La)...	1,047	"	1,047	814
Montélimar..	Saillans.....	1,785	"	1,785	1,629
	Dieulefit.....	4,010	"	4,010	3,003
	Grignan.....	1,979	"	1,979	1,145
	Marsanne.....	1,484	4	1,480	453
	Montélimar.....	11,523	1,161	10,362	7,823

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Montélimar. . (Suite.)	Pierrelatte.	3,453	"	3,453
	St-Paul-Trois-Châteaux. .	2,227	"	2,227
	Taulignan.	2,247	"	2,247
	Buis (Le).	2,389	27	2,362
	Mirabel.	2,008	"	2,008
Nyons.	Nyons.	3,633	46	3,587
	Remuzat.	706	"	706
	Séderon.	691	"	691
	Albon.	2,537	"	2,537
	Alixan.	2,056	"	2,056
	Anneyron.	3,085	"	3,085
	Bourg-de-Péage.	4,454	69	4,385
	Bourg-lès-Valence.	3,057	7	3,050
	Chabeuil.	4,399	"	4,399
	Charpey.	2,582	"	2,582
	Châteauneuf-d'Isère.	2,312	"	2,312
	Étoile.	3,118	"	3,118
	Grand-Serre (Le).	1,706	"	1,706
	Hauterives.	2,506	"	2,506
Valence.	Livron.	3,799	"	3,799
	Loriol.	3,554	"	3,554
	Mirmande.	2,660	"	2,660
	Montmeyran.	2,199	"	2,199
	Moras.	3,947	"	3,947
	Peyrius.	2,970	"	2,970
	Roche-de-Glun.	2,024	"	2,024
	Romans.	11,219	1,460	9,759
	Saint-Donat.	2,394	"	2,394
	Saint-Jean-en-Royans.	2,721	"	2,721
	Saint-Vallier.	3,113	178	2,935
	Tain.	2,726	"	2,726
	Valence.	16,875	2,361	14,514
EURE.				
Andelys (Les).	Andelys (Les).	5,026	123	4,903
	Écos.	507	"	507
	Étrépagny.	1,660	"	1,660
	Fleury-sur-Andelle.	1,482	"	1,482
	Gisors.	3,694	48	3,646
	Lyons-la-Forêt.	1,441	"	1,441
Bernay.	Beaumesnil.	586	"	586
	Beaumont-le-Roger.	2,044	"	2,044

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Bernay..... (Suite.)	Bernay.....	7,237	200	7,037	5,578
	Brionne.....	3,601	"	3,601	3,270
	Broglie.....	1,204	"	1,204	970
	Thiberville.....	1,349	"	1,349	669
	Breteuil.....	2,130	"	2,130	1,492
	Couches.....	1,924	46	1,878	1,442
	Damville.....	971	23	948	854
	Evreux.....	12,227	1,612	10,615	7,970
	Nonancourt.....	1,590	"	1,590	1,427
	Pacy-sur-Eure.....	1,524	"	1,524	1,509
Louviers.....	Rugles.....	1,898	"	1,898	1,461
	Saint-André.....	1,401	"	1,401	1,159
	Verneuil.....	3,906	209	3,697	3,068
	Vernon.....	7,674	1,585	6,089	4,589
	Amfreville.....	686	"	686	516
	Gaillon.....	3,578	2,061	1,517	1,213
	Louviers.....	10,611	414	10,197	9,457
	Neubourg (Le).....	2,454	78	2,376	2,131
	Pont-de-l'Arche.....	1,699	10	1,689	1,660
	Beuzeville.....	2,505	"	2,505	765
Pont-Audemer.....	Bourgtheroulde.....	731	"	731	471
	Cormeilles.....	1,447	"	1,447	1,213
	Lieurey.....	2,280	"	2,280	601
	Montfort.....	526	"	526	436
	Pont-Audemer.....	6,106	274	5,832	5,815
	Quillebeuf.....	1,572	"	1,572	1,328
	Routot.....	1,042	"	1,042	482
	Saint-Georges-du-Vivier.....	1,107	"	1,107	443

EURE-ET-LOIR.

Chartres.....	Auneau.....	1,741	"	1,741	1,239
	Chartres.....	18,925	2,109	16,816	16,497
	Courville.....	1,595	27	1,568	1,487
	Illiers.....	3,100	30	3,070	2,230
	Janville.....	1,225	"	1,225	1,103
	Maintenon.....	1,881	3	1,878	1,361
	Voves.....	1,468	"	1,468	623
	Arrou.....	2,870	"	2,870	558
Châteaudun.....	Bonneval.....	3,004	210	2,794	1,768
	Brou.....	2,247	4	2,243	1,895
	Châteaudun.....	6,542	255	6,287	5,659
	Cloyes.....	2,530	"	2,530	1,942

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS complètes à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale totale.
Châteaudun.. (Suite.)	Orgères.....	558	"	558
	Unverre.....	2,364	"	2,364
	Anet.....	1,344	"	1,344
	Brezolles.....	947	11	931
	Châteauneuf.....	1,504	19	1,481
Dreux.....	Dreux.....	6,498	311	6,187
	Ferté-Vidame (La).....	975	"	975
	Nogent-le-Roi.....	1,466	28	1,438
	Senonches.....	2,038	"	2,038
	Authon.....	1,558	"	1,558
	Bazoche-Gouet (La).....	2,192	"	2,192
Nogent- le-Rotrou.	Loupe (La).....	1,355	18	1,337
	Nogent-le-Rotrou.....	6,770	228	6,542
	Thiron.....	621	"	621

FINISTÈRE.

	Brest.....	54,665	13,153	41,512
	Daoulas.....	618	"	618
	Guipavas.....	6,042	"	6,042
	Guissény.....	3,045	"	3,045
	Hanvec.....	3,158	"	3,158
	Irvillac.....	2,501	"	2,501
	Kerlouan.....	3,262	"	3,262
	Lambézellec.....	12,549	176	12,373
	Landeda.....	2,135	20	2,115
	Landerneau.....	6,518	131	6,387
	Lannilis.....	3,386	"	3,386
	Lesneven.....	2,663	123	2,540
Brest.....	Ouessant.....	2,258	277	1,981
	Plabennec.....	3,663	"	3,663
	Plouarzel.....	2,320	"	2,320
	Ploudalmézeau.....	3,220	"	3,220
	Ploudaniel.....	3,386	"	3,386
	Ploudiry.....	1,631	"	1,631
	Plougastel.....	5,970	"	5,970
	Plouguerneau.....	5,922	"	5,922
	Plouguin.....	2,175	"	2,175
	Plouider.....	3,094	"	3,094
	Plounéour-Trez.....	3,051	"	3,051
	Plouvien.....	2,516	"	2,516
	Saint-Pierre-Quilbignon..	4,718	"	4,718
	Saint-Renan.....	1,246	14	1,232

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL
				normale ou totale.
Châteaulin...	Berrien.....	2,033	"	2,033
	Brasparts.....	2,757	"	2,757
	Carhaix.....	2,229	250	1,979
	Châteaulin.....	2,852	62	2,790
	Châteauneuf.....	2,781	"	2,781
	Crozon.....	8,449	20	8,429
	Edern.....	2,022	"	2,022
	Faou (Le).....	1,084	"	1,034
	Huelgoat.....	1,176	"	1,176
	Pleyben.....	4,897	51	4,846
	Plomodierne.....	2,786	"	2,786
	Plonévez-du-Faou.....	3,589	"	3,589
	Plonévez-Porzay.....	2,627	"	2,627
	Plouyé.....	2,040	"	2,040
	Poullacuen.....	3,662	"	3,662
	Scrignac.....	2,812	"	2,812
	Spézet.....	2,933	"	2,933
	Telgruc.....	2,323	"	2,323
	Cléder.....	4,662	"	4,662
	Commana.....	2,712	"	2,712
	Guiclan.....	3,466	"	3,466
	Lampaul.....	2,370	"	2,370
	Landivisiau.....	3,304	"	3,304
	Lanmeur.....	2,728	35	2,693
	Morlaix.....	12,904	932	11,972
	Pleibert-Christ.....	3,221	"	3,221
	Plouénan.....	2,874	"	2,874
	Plouescat.....	3,003	"	3,003
	Plougasnou.....	3,650	"	3,650
Morlaix.....	Plougouven.....	4,223	"	4,223
	Plougoulm.....	2,315	"	2,315
	Plouigneau.....	4,892	"	4,892
	Ploujean.....	2,738	"	2,738
	Plounéour-Menez.....	3,942	"	3,942
	Plounéventer.....	2,748	"	2,748
	Plounévez-Lochrist.....	4,261	"	4,261
	Plourin.....	3,013	"	3,013
	Plouvorn.....	3,135	"	3,135
	Plouzévédec.....	1,850	"	1,850
	Roscoff.....	3,585	58	3,427
	Saint-Pol-de-Léon.....	6,605	42	6,263
	Saint-Thégonnec.....	3,588	"	3,588

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale o totale.
Morlaix..... (Suite.)	Sizun.....	3,945	#	3,945
	Taulé.....	2,891	#	2,891
	Beuzec-Cap.....	2,068	#	2,068
	Briec.....	5,437	#	5,437
	Clédén-Cap-Sizun.....	2,297	#	2,297
	Concarneau.....	2,372	20	2,352
	Douarnenez.....	4,470	#	4,470
	Elliant.....	2,882	#	2,882
	Ergué-Gabéric.....	2,263	#	2,263
	Fouesnant.....	3,466	#	3,466
	Kerfeunteun.....	2,268	#	2,268
	Ploaré.....	2,328	#	2,328
	Plogastel-Saint-Germain..	1,728	#	1,728
Quimper.....	Plogonnec.....	2,209	#	2,209
	Plomeur.....	2,595	#	2,595
	Plonéour.....	3,101	#	3,101
	Ploubinec.....	3,190	#	3,190
	Plozévet.....	3,083	#	3,083
	Pont-Croix.....	2,293	296	1,997
	Pont-l'Abbé.....	3,947	24	3,923
	Pouldergat.....	2,229	#	2,229
	Poullan.....	3,223	#	3,223
	Quimper.....	11,450	1,554	9,896
	Rosporden.....	1,229	14	1,215
	Trégunc.....	3,540	#	3,540
	Arzano.....	1,874	#	1,874
	Bannalec.....	4,425	#	4,425
	Clobars-Carnoët.....	3,072	#	3,072
	Melgven.....	2,241	#	2,241
	Moëlan.....	4,370	#	4,370
Quimperlé...	Névez.....	2,084	#	2,084
	Pont-Aven.....	986	#	986
	Querrien.....	3,019	#	3,019
	Quimperlé.....	6,375	473	5,902
	Riec.....	3,109	#	3,109
	Scaër.....	4,343	#	4,343
GARD.				
Alais.....	Alais.....	20,084	1,121	18,963
	Anduze.....	5,451	167	5,284
	Barjac.....	2,502	#	2,502
	Castillon-de-Gagnières ..	4,184	272	3,912

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Alais (Suite.)	Gensilhac.....	1,451	"	1,451	926
	Grand-Combe (La).....	6,315	"	6,315	5,553
	Lédignan.....	697	"	697	659
	Portes.....	2,983	"	2,983	835
	Robiac.....	4,598	590	4,008	3,000
	Saint-Ambroix.....	4,260	33	4,227	3,750
	Saint-Jean-du-Gard.....	4,450	"	4,450	3,067
	S'-Martin-de-Valgagues..	1,472	"	1,472	545
	Vézénobres.....	1,089	"	1,089	821
	Aiguës-mortes.....	3,677	132	3,545	2,751
Nîmes	Aimargues.....	2,618	"	2,618	2,404
	Aramon.....	2,678	"	2,678	2,393
	Beaucaire.....	12,713	2,124	10,589	9,694
	Bellegarde.....	2,553	"	2,553	2,190
	Bouillargues.....	2,797	"	2,797	1,936
	Calvisson.....	2,473	"	2,473	2,186
	Générac.....	2,084	"	2,084	1,994
	Marguerittes.....	2,013	"	2,013	1,916
	Montfrin.....	2,678	"	2,678	2,525
	Nîmes.....	54,293	5,002	49,291	47,213
Uzès	Saint-Gilles.....	6,132	2	6,130	5,730
	Saint-Mamert.....	582	"	582	554
	Sommières.....	4,640	170	3,870	3,746
	Vauvert.....	4,463	"	4,463	3,950
	Bagnols.....	4,870	"	4,870	3,001
	Landun.....	2,289	"	2,289	1,877
	Lussan.....	1,245	"	1,245	483
	Pont-Saint-Esprit.....	5,887	937	4,950	4,170
	Remoulins.....	1,507	"	1,507	1,407
	Roquemaure.....	3,704	21	3,683	2,925
Le	Saint-Chaptes.....	804	"	804	768
	Saint-Quentin.....	2,341	"	2,341	1,994
	Uzès.....	6,333	18	6,315	5,695
	Villeneuve-lès-Avignon..	3,252	"	3,252	3,123
	Alzon.....	952	"	952	583
	Lasalle.....	2,477	"	2,477	1,883
	Quissac.....	1,736	"	1,736	1,584
	Saint-André-de-Valborgne.	1,821	"	1,821	814
	Saint-Hippolyte.....	5,020	"	5,020	4,719
	Sauve.....	2,442	"	2,442	2,241
Trèves	Sumène.....	2,952	"	2,952	1,919
	Trèves.....	519	"	519	273

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Vigan (Le)... (Suite.)	Valleraugues..... Vigan (Le).....	4,115 4,656	# 106	4,115 4,550
GARONNE (HAUTE-)				
Muret.....	Auterive.....	3,292	#	3,292
	Carbonne.....	2,444	#	2,444
	Cazères.....	2,663	#	2,663
	Cintegabelle.....	4,142	#	4,142
	Fousseret.....	2,220	#	2,220
	Gaillac-Toulza.....	2,018	#	2,018
	Montesquieu-Volvestre...	3,980	#	3,980
	Muret.....	4,147	22	4,125
	Rieumes.....	2,220	#	2,220
	Rieux.....	2,467	#	2,467
	Saint-Lys.....	1,471	#	1,471
	Aspet.....	2,435	#	2,435
	Aurignac.....	1 551	3	1,548
	Bagnères-de-Luchon....	3,085	69	3,016
Saint-Gaudens.	Boulogne.....	1,979	#	1,979
	Isle-en-Dodon (L').....	2,030	#	2,030
	Montréjeau.....	3,940	26	3,914
	Saint-Béat.....	1,223	27	1,196
	Saint-Bertrand.....	744	#	744
	Saint-Gaudens.....	5,058	153	4,905
	Saint-Martory.....	1,105	#	1,105
	Salies.....	837	#	837
	Sauveterre.....	2,011	#	2,011
	Cadours.....	980	#	980
Toulouse.....	Castanet.....	1,120	#	1,120
	Fronton.....	2,190	#	2,190
	Grenade.....	4,302	#	4,302
	Léguévin.....	974	#	974
	Montastruc.....	1,109	#	1,109
	Toulouse.....	103,144	10,921	92,223
	Verfeil.....	2,367	#	2,367
Villefranche..	Villemur.....	5,323	#	5,323
	Avignonet.....	2,390	#	2,390
	Calmon.....	2,116	#	2,116
	Caraman.....	2,550	#	2,550
	Lanta.....	1,710	#	1,710
	Montgiscard.....	1,250	#	1,250
	Nailloux.....	1,560	#	1,560

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée
Villefranche.. (Suite.)	Revel.....	5,159	74	5,085	3,106
	Saint-Félix.....	2,741	9	2,732	726
	Villefranche.....	2,952	13	2,939	2,504

GERS.

Auch.....	Auch.....	12,001	2,320	9,681	7,942
	Gimont.....	2,868	58	2,810	1,988
	Jegun.....	1,951	11	1,940	742
Condom.....	Saramon.....	1,260	1	1,259	624
	Vic-Fezensac.....	4,191	22	4,169	3,171
	Cazaubon.....	2,691	4	2,687	552
Lectoure.....	Condom.....	7,553	132	7,421	4,635
	Eauze.....	4,274	57	4,217	1,863
	Montréal.....	2,733	9	2,724	684
Mauvezin.....	Nogaro.....	2,105	24	2,081	1,472
	Valence.....	1,646	25	1,621	785
	Fleurance.....	4,250	23	4,227	2,997
Lombez.....	Lectoure.....	6,098	100	5,998	2,879
	Mauvezin.....	2,700	12	2,688	1,529
	Miradoux.....	1,586	4	1,582	466
Samatan.....	Saint-Clar.....	1,638	4	1,634	1,229
	Cologne.....	915	11	904	723
	Isle-Jourdain (L').....	4,773	20	4,753	2,006
Aignan.....	Lombez.....	1,680	55	1,625	1,013
	Samatan.....	2,203	4	2,199	1,253
	Aignan.....	1,686	"	1,686	657
Masseube.....	Marciac.....	1,887	36	1,851	1,494
	Masseube.....	1,781	59	1,732	677
	Miélan.....	2,054	"	2,054	1,158
Mirande.....	Mirande.....	3,509	78	3,431	2,778
	Montesquiou.....	1,936	"	1,936	1,578
	Plaisance.....	1,954	6	1,948	623
	Riscle.....	1,852	"	1,852	1,040

GIRONDE.

Bazas.....	Auros.....	601	"	601	233
	Bazas.....	4,628	199	4,429	2,411
	Captieux.....	1,475	6	1,469	434
Grignols.....	Grignols.....	1,872	"	1,872	1,012
	Langon.....	4,201	44	4,157	2,854
	Noaillan.....	2,528	"	2,528	703

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Bazas..... (Suite.)	Préchac.....	3,028	#	3,028
	Saint-Symphorien.....	1,918	#	1,918
	Villandraut.....	910	15	895
	Blaye.....	4,362	341	3,961
Blaye.....	Bourg.....	2,687	14	2,673
	Marcillac.....	2,027	#	1,735
	Reignac.....	2,270	#	2,270
	Saint-Ciers-Lalapde.....	2,885	#	2,835
	Saint-Savin.....	2,019	1	2,018
	Ambarès.....	2,666	#	2,666
	Audenge.....	1,133	#	1,133
	Barsac.....	2,830	#	2,830
	Bègles.....	3,286	#	3,286
	Belin.....	1,753	#	1,753
	Blanquefort.....	2,325	#	2,325
	Bordeaux.....	149,928	9,327	140,601
	Boussat (Le).....	2,803	32	2,771
	Cadillac.....	2,295	836	1,459
	Carbon-Blanc.....	735	#	735
	Castelnau.....	1,444	#	1,444
	Caudéran.....	4,466	562	3,904
	Céron-la-Bastide.....	5,686	53	5,633
	Créon.....	1,049	41	1,008
	Eyzines.....	2,666	#	2,666
Bordeaux.....	Gujan.....	2,579	#	2,579
	Labrède.....	1,475	#	1,475
	Lormont.....	2,760	#	2,760
	Mérignac.....	3,910	68	3,842
	Mios.....	2,384	#	2,384
	Pessac.....	2,334	#	2,334
	Podensac.....	1,594	#	1,594
	Preignac.....	2,426	#	2,426
	Saint-André-de-Cubzac..	3,432	90	3,342
	Saint-Loubès.....	2,515	#	2,515
	Saint-Médard-en-Jalle...	2,174	#	2,174
	Salles.....	3,876	#	3,876
	Teste (La).....	3,891	14	3,877
	Gaillan.....	2,486	#	2,486
	Lesparre.....	3,482	32	3,450
	Pauillac.....	3,727	11	3,716
Lesparre.....	Saint-Estèphe.....	2,372	#	2,372
	Saint-Laurent-et-Benon..	2,979	#	2,979
	Saint-Vivien.....	1,140	1	1,139

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale et totale.
	Branne.....	640	#	640
	Castillon-et-Capitourlan..	4,088	#	4,088
	Centras.....	3,532	7	3,525
	Fronsac.....	1,470	#	1,470
	Guitres.....	1,370	#	1,370
Libourne.....	Libourne.....	13,290	1,027	12,263
	Lussac.....	2,512	#	2,512
	Pujols.....	838	#	838
	Saint-Denis-de-Pille....	2,932	226	2,706
	Saint-Émilion.....	2,802	#	2,802
	Sainte-Foy-la-Grande....	3,400	191	3,209
	Monsegur.....	1,732	32	1,710
	Pellegrue.....	1,714	#	1,714
Réole (La)....	Réole (La).....	4,193	59	4,134
	Saint-Macaire.....	1,448	27	1,421
	Sauveterre.....	837	5	832
	Targon.....	920	#	920

HÉRAULT.

	Agde.....	9,429	340	9,089
	Bédarieux.....	9,829	103	9,726
	Bessan.....	2,336	1	2,335
	Béziers.....	23,557	2,287	21,270
	Capestang.....	2,331	#	2,331
	Cazouls-lès-Béziers.....	2,325	#	2,325
	Florensac.....	3,757	5	3,752
Béziers.....	Marseillan.....	3,888	13	3,875
	Montagnac.....	3,658	25	3,633
	Murviel.....	1,629	#	1,629
	Pezénas.....	7,216	411	6,805
	Roujan.....	1,793	#	1,793
	Saint-Gervais.....	2,297	34	2,266
	Sérignan.....	2,310	#	2,310
	Servian.....	2,224	#	2,224
	Caylar (Le).....	849	#	849
	Clermont.....	6,232	18	6,214
Lodève.....	Gignac.....	2,920	155	2,765
	Lodève.....	12,765	404	12,361
	Lunas.....	1,474	#	1,474
	Saint-André.....	2,387	#	2,387
Montpellier....	Aniane.....	3,332	907	2,425
	Castries.....	1,150	#	1,150

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Montpellier.. (Suite.)	Cette.....	21,064	1,648	19,416
	Claret.....	756	"	756
	Frontignan.....	2,077	"	2,077
	Ganges.....	4,665	"	4,665
	Lunel.....	6,712	861	5,851
	Marsillargues.....	3,435	"	3,435
	Matelles (Les).....	516	86	430
	Mauguio.....	2,303	"	2,303
	Mèze.....	5,062	"	5,062
	Montpellier.....	49,737	9,160	40,577
	S ^t Beauzille-de-Putois....	2,025	"	2,025
	S ^t -Martin-de-Londres....	1,096	"	1,096
	Villeveyrac.....	2,214	"	2,214
	Olargues.....	1,058	"	1,058
Saint-Pons...	Olonzac.....	1,651	"	1,651
	Riols.....	2,377	"	2,377
	Saint-Chinian.....	4,246	6	4,240
	Saint-Pons.....	6,652	140	6,512
	Salvetat (La).....	4,035	"	4,035

ILLE-ET-VILAINE.

Fougères....	Antrain.....	1,613	11	1,602
	Bazouges-la-Pérouse....	4,243	"	4,243
	Fougères.....	9,344	662	8,682
	Louvigné-du-Désert....	3,750	"	3,750
	S ^t -Aubin-du-Cormier....	1,989	"	1,989
	Saint-Brice-en-Coglais....	1,858	"	1,858
	Saint-Georges-de-Reintembault..	3,183	"	3,183
	Saint-Germain-en-Coglais....	2,680	"	2,680
	S ^t -Ouen-de-la-Rouërie....	2,082	"	2,082
	Tremblay.....	2,562	"	2,562
	Bécherel.....	820	73	747
	Bédée.....	2,627	"	2,627
	Bréal-sous-Montfort....	2,239	"	2,239
	Gaël.....	2,393	"	2,393
Montfort....	Iffen lic.....	4,297	"	4,297
	Médréac.....	2,285	"	2,285
	Montauban.....	3,040	18	3,022
	Montfort.....	2,129	146	1,983
	Paimpont.....	3,420	"	3,420
	Plélan.....	3,631	"	3,631

CANTONS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale et municipale	
				totale.	agglomérée
Saint-Malo. (Suite.)	Romillé.	2,165	"	2,165	378
	Saint-Méen.	2,717	406	2,341	1,391
	Bain.	3,859	"	3,859	1,396
	Bains.	4,269	"	4,269	257
	Ercé-en-Lamée.	3,184	"	3,184	213
	Grand-Fougeray (Le).	5,656	"	5,656	917
	Goven.	2,159	"	2,159	212
	Guichen.	3,718	"	3,718	3,704
	Guignen.	2,874	"	2,874	246
	Guipry.	3,206	"	3,206	138
Saint-Malo.	Maure.	4,142	"	4,142	293
	Pipriac.	3,146	"	3,146	2,865
	Pléchatel.	2,494	"	2,494	308
	Redon.	5,471	624	4,847	3,294
	Sel (Le).	674	"	674	111
	Acigné.	2,069	"	2,069	377
	Amauliz.	2,680	"	2,680	267
	Betton.	2,022	"	2,022	124
	Bouëxière (La).	2,362	"	2,362	98
	Bruz.	2,550	"	2,550	250
Saint-Malo.	Cesson.	2,526	"	2,526	382
	Châteaugiron.	1,665	58	1,607	1,607
	Corps-Nuds.	2,172	"	2,172	400
	Hédé.	947	14	933	933
	Janzé.	4,586	"	4,586	1,676
	Litfré.	2,779	"	2,779	426
	Melesse.	2,591	"	2,591	310
	Mordelles.	2,636	"	2,636	400
	Nouvoitou.	2,023	"	2,023	500
	Noyal-sur-Vilaine.	3,109	"	3,109	460
Saint-Malo.	Pacé.	2,505	"	2,505	295
	Piré.	3,603	"	3,603	645
	Rennes.	45,664	6,719	38,945	35,665
	Saint-Aubin-d'Aubigné.	1,517	"	1,517	318
	Baguer-Morvan.	2,123	48	2,075	250
	Cancale.	6,105	356	5,749	3,115
	Châteauneuf.	834	19	815	749
	Combourg.	5,046	"	5,046	1,318
	Dol.	4,353	205	4,148	3,273
	Épiniac.	2,158	"	2,158	247
Saint-Malo.	Laboussac.	3,000	"	3,000	372
	Meillac.	2,263	"	2,263	164

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale et totale.
Saint-Malo... (Suite.)	Miniac-Morvan.....	3,285	39	3,246
	Paramé.....	3,560	65	3,495
	Pleine-Fougères.....	3,243	"	3,243
	Plerguer.....	3,026	8	3,018
	Pleurduit.....	5,330	496	4,834
	Saint-Briac.....	2,077	83	1,994
	Saint-Coulomb.....	2,140	"	2,140
	Saint-Énogat.....	2,415	146	2,269
	Saint-Malo.....	10,809	1,079	9,780
	Saint-Méloir-des-Ondes..	3,156	34	3,122
	Saint-Servan.....	12,802	375	12,427
	Saint-Pierre-de-Plesguen.	2,351	20	2,331
	Tinténia.....	2,163	"	2,163
	Argentré.....	2,225	"	2,225
	Bais.....	3,165	"	3,165
	Clâteaubourg.....	1,424	"	1,424
	Domalain.....	2,646	"	2,646
	Izé.....	2,288	"	2,288
Vitré.....	Guerche (La).....	4,547	"	4,547
	Martigné-Ferchaud.....	3,830	12	3,818
	Pertre (Le).....	2,035	18	2,017
	Rétiers.....	3,183	"	3,183
	Vitré.....	8,854	361	8,493
INDRE.				
Blanc (Le)...	Azay-le-Ferron.....	2,150	"	2,150
	Bélabre.....	2,217	"	2,217
	Blanc (Le).....	5,731	52	5,679
	Chaillac.....	2,660	"	2,660
	Mézières.....	1,740	"	1,740
	Pouligny-Saint-Pierre....	2,167	"	2,167
	Prissac.....	2,034	"	2,034
	Saint-Benoît.....	1,173	28	1,145
	Saint-Gaultier.....	2,013	202	1,811
	Tournaon.....	1,456	"	1,456
	Ardenes.....	2,546	"	2,546
	Argenton.....	5,242	"	5,242
Châteauroux..	Buzançais.....	5,050	54	4,996
	Châteauroux.....	18,227	4,420	13,807
	Châtillon.....	3,926	18	3,908
	Déols.....	2,355	25	2,330
	Écneillé.....	1,740	"	1,740

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée
Châteauroix. (Suite.)	Levroux.....	3,529	20	3,509	2,785
	Saint-Marcel.....	2,295	"	2,295	1,072
	Valençay.....	3,476	"	3,476	1,960
	Villedieu.....	2,244	"	2,244	1,073
	Aigurande.....	2,232	1	2,231	1,477
Châtre (La) ..	Châtre (La).....	4,981	95	4,886	4,508
	Cluis.....	2,014	"	2,014	885
	Éguzon.....	1,662	"	1,662	348
	Neuvy-Saint-Sépulchre..	2,178	"	2,178	1,476
	Sainte-Sévère.....	1,038	"	1,038	641
Issoudun....	Chabris.....	2,958	"	2,958	2,245
	Issoudun.....	13,320	451	12,869	10,603
	Poulaines.....	2,082	"	2,082	521
	Renilly.....	2,524	"	2,524	1,451
	S'-Christophe-en-Bazelle..	690	"	690	230
	Vatan.....	3,127	11	3,116	2,020

INDRE-ET-LOIRE.

Chinon.....	Azay-le-Rideau.....	1,965	"	1,965	1,127
	Bourgneil.....	3,400	41	3,359	1,576
	Chapelle-sur-Loire (La)..	3,116	"	3,116	315
	Chinon.....	6,922	90	6,832	4,929
	Chouzé-sur-Loire.....	3,571	"	3,571	1,042
Loches.....	He-Bouchard (L').....	1,593	2	1,591	1,591
	Langeais.....	3,234	"	3,234	1,703
	Richelieu.....	2,593	"	2,593	2,330
	Saint-Épain.....	2,001	"	2,001	466
	Sainte-Maure.....	2,678	83	2,595	1,782
Tours.....	Genillé.....	2,006	"	2,006	1,544
	Grand-Pressigny (Le)...	1,840	"	1,840	682
	Haye (La).....	1,532	"	1,532	1,532
	Ligueil.....	1,942	"	1,942	1,216
	Loches.....	5,156	138	5,018	3,384
	Montrésor.....	614	"	614	588
	Preuilly.....	2,173	"	2,173	1,957
	Amboise.....	4,433	85	4,348	4,263
	Bléré.....	3,431	"	3,431	1,875
	Château-la-Vallière.....	1,323	1	1,322	917
	Châteaurenault.....	3,258	11	3,247	3,108
	Fondette.....	2,401	97	2,304	316
	Laynes.....	2,109	"	2,109	877
	Mettray.....	2,176	664	1,512	914

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POP normale ou totale.
Tours..... (Suite.)	Montbazou.....	1,096	"	1,096
	Montlouis.....	2,166	"	2,166
	Neuillé-Pont-Pierre.....	1,553	"	1,553
	Neuvy-le-Roi.....	1,491	"	1,491
	Saint-Cyr-sur-Loire.....	2,113	203	1,910
	Saint-Symphorien.....	2,547	156	2,391
	Tours.....	38,055	4,851	33,204
	Vouvray.....	2,295	"	2,295
ISÈRE.				
Grenoble....	Allevard.....	2,846	"	2,846
	Bourg-d'Oisans.....	2,760	18	2,742
	Chapareillan.....	2,543	"	2,543
	Clelles.....	695	"	695
	Corps.....	1,315	"	1,315
	Domène.....	1,395	"	1,395
	Goncelin.....	1,602	"	1,602
	Grenoble.....	32,799	5,615	27,184
	Mens.....	1,852	"	1,852
	Miribel-les-Échelles.....	2,551	"	2,551
	Monestier-de-Clermont ..	860	"	860
	Mure (La).....	3,319	25	3,294
	Pontcharra.....	2,358	"	2,358
	Saint-Laurent-du-Pont...	1,734	"	1,734
	Saint-Martin-d'Uriage...	2,435	"	2,435
	Sassenage.....	1,511	"	1,511
	Theys.....	2,276	"	2,276
	Touvet (Le).....	1,678	"	1,678
	Valbonnais.....	1,288	"	1,288
	Vif.....	2,353	"	2,353
	Villard-de-Lans.....	2,406	"	2,406
	Vizille.....	3,291	"	3,291
	Voiron.....	8,852	88	8,764
	Voreppe.....	3,060	"	3,060
	Chatte.....	2,333	"	2,333
	Moirans.....	2,803	"	2,803
	Pont-en-Royans.....	1,092	"	1,092
	Rives.....	2,334	"	2,334
Saint- Marcellin.	Roybon.....	2,305	"	2,305
	S ^t -Étienne-de-S ^t -Geoirs..	1,890	"	1,890
	Saint-Marcellin.....	3,469	140	3,319
	Tullins.....	4,497	87	4,410
	Vinay.....	3,330	"	3,330

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Tour-du-Pin (La).	Avenières (Les).....	4,367	"	4,367	683
	Bourgoin.....	4,400	102	4,298	3,310
	Crémieu.....	2,356	80	2,276	2,031
	Dolomieu.....	2,244	"	2,244	499
	Grand-Lemps.....	2,070	"	2,070	1,319
	Jallieu.....	3,276	"	3,276	2,301
	Morestel.....	1,350	"	1,350	905
	Pont-de-Beauvoisin.....	2,221	165	2,056	1,880
	Saint-Chef.....	3,556	"	3,556	825
	Saint-Geoire.....	4,019	"	4,019	615
	Saint-Savin.....	2,357	"	2,357	602
	Tour-du-Pin (La).....	2,555	18	2,537	1,854
	Virieu.....	1,123	"	1,123	739
	Beaurepaire.....	2,607	"	2,607	2,245
	Chatonnay.....	2,713	"	2,713	605
	Côte-Saint-André (La)...	4,437	332	4,105	3,081
	Genas.....	2,036	"	2,036	1,450
	Heyrieu.....	1,362	"	1,362	1,141
	Meyrieu.....	1,456	"	1,456	1,347
	Roussillon.....	1,504	14	1,490	954
Vienne.....	S ^t -Georges-d'Espéranche..	2,209	"	2,209	805
	Saint-Jean-de-Bournay...	3,382	39	3,343	1,849
	Saint-Priest.....	2,312	"	2,312	1,679
	S ^t -Symphorien-d'Ozon...	1,746	"	1,746	1,535
	Septème.....	3,065	"	3,065	1,301
	Verpillière (La).....	1,224	12	1,212	1,071
	Vienne.....	19,678	1,220	18,458	14,602
JURA.					
Dole.....	Chaumergy.....	529	"	529	227
	Chaussin.....	1,202	"	1,202	1,157
	Chemin.....	432	"	432	432
	Dampierre.....	647	"	647	447
	Dole.....	10,985	1,542	9,443	7,759
	Gendrey.....	666	"	666	595
	Montbarrey.....	543	"	543	509
	Montmirey.....	470	"	470	449
	Rochefort.....	590	"	590	431
	Arinthod.....	1,343	"	1,343	1,029
Lons- le-Saunier.	Beaufort.....	1,173	"	1,173	787
	Bletterans.....	1,176	8	1,168	1,039
	Clairvaux.....	1,355	"	1,355	1,129

ARRONDISSE- MENTS	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Lons-le Sau- nier. (Suite.)	Conliège	982	"	982
	Lons-le-Saunier.....	9,456	1,206	8,250
	Orgelet	1,837	21	1,816
	Saint-Amour.....	2,266	114	2,142
	Saint-Julien.....	724	"	724
	Sellières.....	1,855	"	1,855
	Voiteur	1,166	54	1,112
Poligny.	Arbois.....	6,007	210	5,797
	Champagnole.....	2,967	30	2,937
	Nozeroy.....	885	132	753
	Planches (Les).....	221	"	221
	Poligny	5,364	156	5,208
	Salins.....	6,470	436	6,034
	Villers-Farlay.....	848	"	848
Saint-Claude.	Bouchoux (Les).....	1,035	"	1,035
	Moirans.....	1,339	"	1,339
	Morez.....	3,851	"	3,851
	Rousses (Les).....	2,555	86	2,469
	Saint-Claude.....	5,885	53	5,832
	Saint-Laurent.....	1,183	"	1,183
LANDES.				
Dax.....	Castets.....	1,941	"	1,941
	Dax	6,125	324	5,801
	Habas.....	2,003	"	2,003
	Montfort.....	1,633	"	1,633
	Peyrehorade.....	2,579	"	2,579
	Pouillon.....	3,505	"	3,505
	Saint-Esprit.....	7,039	999	6,040
	Saint-Martin-de-Seignaux.	2,497	"	2,497
	Saint-Paul-lès-Dax	3,704	"	3,704
	Saint-Vincent-de-Tyrosse.	1,083	"	1,083
	Saint-Vincent-de-Xaintes.	2,109	73	2,036
	Soustons.....	3,164	"	3,164
	Tarnos.....	3,112	"	3,112
	Arjuzanx.....	728	"	728
Mont- de-Marsau.	Gabarret.....	1,105	2	1,103
	Grenade.....	1,450	"	1,450
	Labrit	1,028	"	1,028
	Mimizan.....	914	"	914
	Mont-de-Marsau.....	5,210	443	4,767
	Parentis.....	2,036	1	2,029
	Pissos.....	2,279	"	2,279

CANTONS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Saint-de-Martin. (Suite.)	Roquefort.....	1,774	"	1,774	1,340
	Sabres.....	2,484	"	2,484	491
	Sore.....	1,965	"	1,965	267
	Villeneuve.....	2,062	"	2,062	1,108
	Aire.....	4,888	376	4,512	1,950
Saint-Sever..	Amou.....	2,202	"	2,202	1,536
	Geaune.....	923	"	923	611
	Hagetmau.....	3,104	"	3,104	1,717
	Mugron.....	2,168	"	2,168	690
	Pomarez.....	2,036	"	2,036	433
	Saint-Sever.....	4,808	129	4,679	1,970
	Tartas.....	3,057	46	3,011	1,679

LOIR-ET-CHER.

MORANTOU...	Blois.....	17,749	2,371	15,378	13,552
	Bracieux.....	1,054	3	1,051	962
	Contres.....	2,556	3	2,547	1,776
	Courcheverny.....	2,260	"	2,260	1,001
	Herbault.....	754	"	754	632
	Marchenoir.....	653	"	653	586
	Mer.....	3,965	"	3,965	3,285
	Montrichard.....	2,820	"	2,820	2,638
	Onzain.....	2,193	82	2,111	676
	Ouzouer-le-Marché.....	1,466	"	1,466	589
Vendôme....	Pontlevoy.....	2,573	229	2,344	1,571
	Saint-Aignan.....	3,337	"	3,337	3,040
	Saint-Georges.....	2,164	"	2,164	369
	Vineuil.....	2,138	"	2,138	2,020
	Lamotte-Beuvron.....	1,002	"	1,002	860
	Mennetou-sur-Cher.....	903	"	903	547
	Neung-sur-Beuvron.....	1,078	"	1,078	325
	Romorantin.....	7,919	56	7,863	7,412
	Salbris.....	1,747	"	1,747	969
	Selles-Saint-Denis.....	2,049	"	2,049	1,119
Vendôme....	Selles-sur-Cher.....	4,439	"	4,439	2,047
	Droué.....	1,080	"	1,080	491
	Mondoubleau.....	1,726	"	1,726	1,626
	Montoire.....	3,256	240	3,016	2,452
	Morée.....	1,300	"	1,300	628
	Saint-Amand.....	670	"	670	370
	Savigny.....	2,964	"	2,964	847
Vendôme....	Selommes.....	844	"	844	413
	Vendôme.....	9,377	1,447	7,930	6,616

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
LOIRE.				
Montbrison . .	Boën	1,839	#	1,839
	Chazelles-sur-Lyon	4,011	"	4,011
	Feurs	2,894	"	2,894
	Montbrison	7,456	1,397	6,059
	Noirétable	1,954	"	1,954
	Panissières	4,153	"	4,153
	Périgneux	2,635	"	2,635
	Saint-Bonnet-le-Château . .	2,103	115	1,988
	Saint-Galmier	2,932	"	2,932
	Saint-Georges-en-Couzan . .	1,145	"	1,145
	Saint-Jean-Soleymieux . . .	1,270	"	1,270
	Saint-Just-sur-Loire	2,415	"	2,415
	S ^t -Maurice-en-Gourgois . .	2,456	"	2,456
	Saint-Rambert	2,458	"	2,458
	Sury-le-Comtal	2,643	"	2,643
	Usson	3,561	"	3,561
	Belmont	3,600	13	3,587
	Charlieu	3,802	85	3,717
	Gresle (La)	2,431	"	2,431
	Montagny	2,080	"	2,080
Roanne	Néronde	1,119	"	1,119
	Neulise	2,478	10	2,468
	Pacaudière (La)	2,642	"	2,642
	Perreux	2,652	75	2,577
	Roanne	15,139	187	14,952
	Saint-Germain-Laval	1,959	"	1,959
	Saint-Haon-le-Châtel	657	"	657
	Saint-Just-en-Chevalet . . .	2,450	"	2,450
	Saint-Just-la-Pendue	2,927	"	2,927
	Saint-Martin-d'Estreux . . .	2,008	"	2,008
Saint-Étienne .	Saint-Symphorien-de-Lay . .	4,506	36	4,470
	Bourg-Argental	3,107	"	3,107
	Chambon-Feugerolles	4,307	"	4,307
	Doizieux	2,506	"	2,506
	Firminy	6,420	"	6,420
	Fouillouse (La)	2,175	20	2,155
	Izieux	3,503	"	3,503
	Lavalla	2,126	"	2,126
	Lorette	3,022	"	3,022
	Marlhes	2,784	"	2,784
	Pélussin	4,088	33	4,055

ARRONDISSE- MENT.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Saint-Étienne. (Suite.)	Ricamarie (La).....	3,338	"	3,338	1,140
	Rive-de-Gier.....	14,720	"	14,720	14,312
	Roche-la-Molière.....	2,547	"	2,547	1,046
	Saint-Chamond.....	10,472	263	10,209	10,119
	Saint-Étienne.....	94,432	2,499	91,933	78,648
	Saint-Genest-Malifaux...	3,145	"	3,145	851
	Saint-Genest-Lerpt.....	2,398	"	2,398	695
	Saint-Genis-Terre-Noire..	2,671	"	2,671	1,351
	Saint-Héand.....	3,451	"	3,451	1,226
	Saint-Jean-Bonnefond....	8,617	"	8,617	4,352
	Saint-Julien-en-Jarret...	3,800	"	3,800	2,063
	Saint-Martin-la-Plaine...	2,229	"	2,229	960
	Saint-Paul-en-Jarret.....	4,840	"	4,840	1,367
	Saint-Sauveur.....	2,049	"	2,049	639
	Sorbiers.....	2,632	"	2,632	383

LOIRE (HAUTE-).

Brioude.....	Auzou.....	1,397	"	1,397	881
	Blesle.....	1,766	"	1,766	1,103
	Brioude.....	4,928	191	4,737	4,671
	Chaise-Dieu (La).....	1,644	13	1,631	1,139
	Langeac.....	3,342	128	3,214	2,272
	Lavoûte-Chilhac.....	683	"	683	565
	Paulhaguet.....	1,343	"	1,343	1,175
	Pinols.....	845	"	845	303
	Allègre.....	1,806	65	1,741	1,072
	Cayres.....	1,343	"	1,343	210
Puy (Le).....	Coubon.....	2,342	"	2,342	180
	Craponne.....	3,781	55	3,726	2,119
	Fay-le-Froid.....	852	"	852	720
	Loudes.....	1,471	"	1,471	356
	Monastier (Le).....	3,341	73	3,268	1,817
	Polignac.....	2,209	"	2,209	645
	Pradelles.....	1,756	118	1,638	1,441
	Puy (Le).....	16,666	2,238	14,428	14,230
	Rosières.....	2,738	"	2,738	537
	Saint-Front.....	2,469	"	2,469	205
	Saint-Germain.....	2,564	"	2,564	396
	Saint-Julien-Chapteuil...	2,646	"	2,646	626
	Saint-Paulien.....	2,993	86	2,907	1,391
	Saugues.....	3,805	49	3,756	1,758
	Solignac.....	1,128	"	1,128	1,061
	Vorey.....	2,147	"	2,147	629

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPU normale ou totale.
Yssingaux...	Aurec.....	2,812	#	2,812
	Bas.....	3,000	#	3,000
	Beauzac.....	2,642	#	2,642
	Chambon (Le).....	2,234	#	2,231
	Dunières.....	2,219	#	2,219
	Lapte.....	3,097	51	3,046
	Monistrol-sur-Loire.....	4,772	260	4,512
	Montfaucon.....	991	24	967
	Retournac.....	3,164	#	3,164
	Riotord.....	2,728	#	2,728
	Saint-Didier-la-Séauve...	5,116	170	4,946
	Saint-Jeures.....	2,603	#	2,603
	Saint-Just-Malmont.....	2,253	20	2,233
	Saint-Maurice-de-Lignon.	2,237	#	2,237
	Saint-Pal-de-Chalençon..	2,355	#	2,355
	Saint-Voy.....	2,542	#	2,542
	Sainte-Sigolène.....	3,521	#	3,521
	Tence.....	5,440	71	5,369
	Yssingaux.....	7,608	85	7,523

LOIRE-INFÉRIEURE.

Ancenis.....	Ancenis.....	4,198	433	3,765
	Belligné.....	2,225	#	2,225
	Cellier (Le).....	2,308	#	2,308
	Joué-sur-Erdre.....	2,617	#	2,617
	Ligné.....	2,368	#	2,368
	Mésanger.....	2,827	#	2,827
	Montrelais.....	2,061	#	2,061
	Riaillé.....	2,067	#	2,067
	Saint-Herblon.....	2,591	#	2,591
	Saint-Mars-la-Jaille....	1,602	#	1,602
Châteaubriant	Varades.....	3,412	#	3,412
	Abbaretz.....	2,454	#	2,454
	Châteaubriant.....	4,287	144	4,143
	Derval.....	2,520	#	2,520
	Erbray.....	2,301	#	2,301
	Héric.....	4,540	#	4,540
	Moisdon.....	2,624	#	2,624
	Nort.....	5,537	#	5,537
	Nozay.....	3,439	#	3,439
	Rougé.....	2,672	#	2,672
	Safré.....	3,314	#	3,314

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Châteaubriant (Suite.)	Sion.....	2,672	"	2,672	347
	Soudan.....	2,440	"	2,440	240
	S ^t -Aubin-des-Châteaux...	2,095	"	2,095	177
	S ^t -Julien-de-Vouvantes..	1,879	"	1,879	612
	Touches (Les).....	2,111	"	2,111	193
	Vay.....	2,793	"	2,793	79
	Aigrefeuille.....	1,492	"	1,492	563
	Bignon (Le).....	2,155	"	2,155	255
	Bouaye.....	1,294	"	1,294	364
	Bouguenais.....	3,637	110	3,527	375
	Boussay.....	2,124	"	2,124	810
	Carquefou.....	2,891	"	2,891	391
	Chantenay.....	5,972	"	5,972	375
	Chapelle-Basse-Mer.....	4,572	"	4,572	770
	Chapelle-sur-Erdre.....	2,478	"	2,478	186
	Clisson.....	2,808	"	2,808	2,251
	Gétigné.....	2,478	"	2,478	570
	Indre.....	3,819	111	3,708	2,627
	Legé.....	3,593	"	3,593	850
Nantes.....	Loroux (Le).....	6,058	"	6,058	1,260
	Machecoul.....	3,713	169	3,544	1,595
	Maisdon.....	2,132	"	2,132	716
	Montbert.....	2,680	"	2,680	312
	Nantes.....	108,530	7,511	101,019	95,028
	Orvault.....	2,130	"	2,130	200
	Rezé.....	7,054	"	7,054	1,839
	Saint-Colombin.....	2,183	"	2,183	339
	Saint-Herblain.....	2,449	"	2,449	163
	Saint-Julien-de-Concelles.	3,862	"	3,862	431
Paimboeuf...	Saint-Philbert.....	3,606	"	3,606	990
	Sucé.....	2,313	"	2,313	469
	Vallet.....	6,199	"	6,199	1,010
	Vertou.....	6,015	"	6,015	618
	Vieillevigne.....	3,610	"	3,610	736
	Arthon.....	2,130	"	2,130	420
	Bourgneuf.....	2,760	"	2,760	818
	Clion (Le).....	2,057	16	2,041	135
	Frossay.....	2,787	19	2,768	964
	Paimboeuf.....	4,356	221	4,135	4,063
	Pellerin (Le).....	1,726	10	1,716	928
	Pornic.....	1,494	91	1,403	1,312
	Rouans.....	2,164	4	2,160	226

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATIONS normales o totale.
Paimbœuf . . . (Suite.)	Saint-Jean-de-Boizeau . . .	4,512	"	4,512
	Saint-Père-en-Retz	3,068	31	3,037
	Sainte-Pazanne	2,180	"	2,180
	Avessac	2,489	"	2,489
	Batz	2,938	"	2,938
	Blain	6,502	"	6,502
	Bouvron	2,912	"	2,912
	Campbon	4,380	"	4,380
	Cordemais	2,652	"	2,652
	Croisic (Le)	2,201	61	2,140
	Couéron	4,493	"	4,493
	Donges	3,004	"	3,004
	Fay	4,262	"	4,262
	Fégréac	2,568	"	2,568
Savenay	Guémené	4,679	"	4,679
	Guérande	8,540	122	8,418
	Guenrouet	2,955	"	2,955
	Herbignac	3,478	"	3,478
	Missillac	2,977	"	2,977
	Montoir	5,269	"	5,269
	Plessé	4,539	"	4,539
	Pontchâteau	3,709	"	3,709
	Saint-Étienne-de-Montluc .	4,723	"	4,723
	Saint-Gildas-des-Bois . . .	1,660	"	1,660
	Saint-Joachim	4,195	"	4,195
	Saint-Nazaire	5,743	109	5,634
	Saint-Nicolas-de-Redon . .	1,880	"	1,880
	Savenay	2,680	36	2,644
	Vigneux	3,112	"	3,112
LOIRET.				
Gien	Beaulieu	2,504	"	2,504
	Bonny	2,060	"	2,060
	Briare	3,843	"	3,843
	Châtillon-sur-Loire	3,141	"	3,141
	Coullons	2,256	"	2,256
	Gien	6,064	94	5,970
	Ouzouer-sur-Loire	894	"	894
Montargis . . .	Sully-sur-Loire	2,527	"	2,527
	Amilly	2,162	"	2,162
	Bellegarde	1,054	"	1,054
	Châteaurenard	2,616	"	2,616

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Montargis ... (Suite.)	Châtillon-sur-Loing.....	2,525	#	2,525	1,987
	Courtenay.....	2,760	#	2,760	1,882
	Ferrières.....	1,812	36	1,776	1,248
	Lorris.....	2,072	#	2,072	1,604
	Montargis.....	7,553	121	7,432	7,281
	Artenay.....	1,019	#	1,019	870
	Beaugency.....	5,072	390	4,682	4,002
	Châteauneuf.....	3,191	11	3,180	2,751
	Chécy.....	2,009	#	2,009	924
	Cléry.....	2,705	#	2,705	1,025
Orléans.....	Ferté-Saint-Aubin (La) ..	2,203	#	2,203	1,502
	Ingré.....	2,575	#	2,575	186
	Jargeau.....	2,837	#	2,837	1,538
	Lailly.....	2,229	#	2,229	1,854
	Meung.....	5,065	#	5,065	3,338
	Neuville.....	2,625	#	2,625	1,273
	Olivet.....	3,478	#	3,478	1,364
	Orléans.....	46,922	3,666	43,256	43,236
	Patay.....	1,281	#	1,281	1,228
	Beaune-la-Rolande.....	2,055	#	2,055	1,034
Pithiviers... Puisieux	Malesherbes.....	1,655	#	1,655	1,188
	Outarville.....	543	#	543	343
	Pithiviers.....	4,432	84	4,348	4,259
	Puiseaux.....	1,961	81	1,880	1,791

LOT.

Cabors.....	Cabors.....	13,676	1,676	12,000	9,955
	Castelnau.....	4,039	#	4,039	1,131
	Catus.....	1,511	#	1,511	792
	Cazals.....	804	#	804	518
	Lalbenque.....	2,099	#	2,099	587
	Lauzès.....	451	#	451	197
	Limogne.....	1,454	#	1,454	645
	Luzech.....	1,809	#	1,809	1,153
	Montcuq.....	2,352	#	2,352	1,170
	Puy-l'Évêque.....	2,346	#	2,346	1,143
Figeac.....	Saint-Géry.....	994	#	994	444
	Bagnac.....	2,220	#	2,220	338
	Bretenoux.....	968	#	968	862
	Cajarc.....	1,891	#	1,891	1,093
	Figeac.....	6,820	115	6,705	5,152
	Lacapelle-Marival.....	1,450	50	1,400	822

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale et totale.
Figeac..... (Suite.)	Latronquière.....	476	#	476
	Livernon.....	872	#	872
	Saint-Céré.....	4,284	28	4,256
	Sousceyrac.....	2,100	5	2,095
	Dégagnac.....	2,022	#	2,022
	Gourdon.....	5,070	79	4,991
	Gramat.....	3,840	#	3,840
	Labastide-Murat.....	1,460	#	1,460
	Martel.....	3,180	62	3,118
	Montfaucon.....	2,113	240	1,873
Gourdon....	Payrac.....	1,290	#	1,290
	Saint-Germain.....	1,219	#	1,219
	Salviac.....	2,272	#	2,272
	Souillac.....	3,280	#	3,280
	Vayrac.....	1,874	#	1,874
LOT-ET-GARONNE.				
Agen.....	Agen.....	17,667	1,348	16,319
	Aiguillon.....	4,173	57	4,116
	Astaffort.....	2,518	11	2,507
	Beauville.....	1,350	#	1,350
	Laplume.....	1,735	#	1,735
	Laroque.....	1,388	9	1,379
	Layrac.....	2,890	77	2,813
	Passage (Le).....	2,214	#	2,214
	Port-Sainte-Marie.....	2,928	14	2,914
	Prayssas.....	1,696	36	1,660
	Puymirol.....	1,550	#	1,550
	Bouglon.....	845	#	845
	Castelmoron.....	2,224	#	2,224
	Clairac.....	4,358	14	4,344
	Duras.....	1,674	#	1,674
Marmande...	Lauzun.....	1,307	7	1,300
	Marmande.....	8,368	92	8,276
	Mas-d'Agenais.....	2,161	#	2,161
	Meilhan.....	2,285	#	2,285
	Sainte-Bazille.....	2,814	#	2,814
Nérac.....	Seyches.....	1,429	#	1,429
	Tonneins.....	7,949	112	7,837
	Casteljaloux.....	2,939	118	2,821
	Damazan.....	1,802	1	1,801
	Francescas.....	1,155	#	1,155

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'art. de 2 du décret du 2 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Nérac..... (Suite.)	Houeillès.....	960	"	960	80
	Lavardac.....	2,038	"	2,038	1,107
	Mézin.....	2,885	21	2,864	1,822
	Montcrabeau.....	2,271	"	2,271	286
	Nérac.....	7,254	214	7,040	3,870
	Cancon.....	1,526	16	1,510	551
	Castillonès.....	2,062	17	2,045	1,137
	Fumel.....	3,013	7	3,006	1,521
	Monclar.....	1,873	1	1,872	948
	Montlaquin.....	4,164	24	4,140	1,291
	Penne.....	2,986	"	2,986	1,426
	Sainte-Livrade.....	3,058	7	3,051	1,455
	Tournon.....	4,761	1	4,760	606
Villeneuve....	Villeneuve.....	13,834	1,676	12,158	6,613
	Villereal.....	1,697	100	1,597	1,067

LOZÈRE.

Florac.....	Barre.....	745	"	745	421
	Florac.....	2,310	29	2,281	1,920
	Massegras (Le).....	341	"	341	234
	Meyrueis.....	2,074	"	2,074	1,384
	Pont-de-Montvert (Le)...	1,460	"	1,460	466
	S ^t -Germain-de-Calberte..	1,768	"	1,768	353
	Sainte-Énimie.....	1,189	"	1,189	665
	Aumont.....	1,077	"	1,077	655
	Canourgue (La).....	1,695	26	1,669	1,219
	Chanac.....	1,657	22	1,635	1,089
Marvejols....	Fournels.....	478	"	478	478
	Malzieu-Ville (Le).....	967	13	954	843
	Marvejols.....	4,730	230	4,500	4,316
	Nasbinals.....	1,158	13	1,145	943
	Saint-Alban.....	2,189	223	1,966	699
	Saint-Chély-l'Apcher....	1,871	14	1,857	1,276
	Saint-Germain-du-Teil...	1,478	7	1,471	491
	Serverette.....	831	21	810	686
	Bleymard (Le).....	610	"	610	440
	Châteauneuf.....	1,502	"	1,502	420
Mende.....	Grandrieu.....	1,630	"	1,630	240
	Langogne.....	2,874	70	2,804	2,387
	Mende.....	6,877	697	6,180	5,389
	Saint-Amans.....	347	"	347	335
	Villefort.....	1,538	8	1,530	1,264

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
MAINÉ-ET-LOIRE.				
Angers.....	Angers.....	50,726	5,091	45,635
	Briollay.....	971	"	971
	Chalonnes-sur-Loire....	5,822	"	5,822
	Champtocé.....	2,150	"	2,150
	Louroux-Béconnais (Le).	2,797	"	2,797
	Menitré (La).....	2,432	"	2,432
	Ponts-de-Cé (Les).....	3,814	"	3,814
	Rochefort-sur-Loire....	2,444	"	2,444
	Saint-Georges-sur-Loire..	2,714	9	2,705
	Saint-Mathurin.....	2,925	"	2,925
	Thouarcé.....	1,696	"	1,696
	Tiercé.....	2,129	"	2,129
	Trélazé.....	3,794	"	3,794
	Baugé.....	3,556	253	3,303
	Beaufort.....	5,245	192	5,053
Baugé.....	Corné.....	2,075	"	2,075
	Durtal.....	3,527	8	3,519
	Longué.....	4,267	"	4,267
	Mazé.....	3,822	22	3,800
	Morannes.....	2,700	"	2,700
	Noyant.....	1,448	"	1,448
	Seiches.....	1,778	"	1,778
	Vernantes.....	2,031	"	2,031
	Beaupréau.....	3,790	320	3,470
	Champtoceaux.....	1,558	"	1,558
Beaupréau...	Chemillé.....	4,853	48	4,805
	Cholet.....	11,775	94	11,681
	Fuilet (Le).....	2,017	"	2,017
	Gesté.....	2,605	"	2,605
	Jallais.....	3,475	"	3,475
	Liré.....	2,265	"	2,265
	Maulévrier.....	2,363	"	2,363
	May (Le).....	2,668	"	2,668
	Montfaucon.....	756	"	756
	Montjean.....	3,185	24	3,161
	Montrevault.....	956	"	956
	Pommeraye (La).....	3,670	106	3,564
	Saint-Florent-le-Vieil....	2,336	"	2,336
	Saint-Macaire.....	2,252	"	2,252
	Trémentines.....	2,287	"	2,287

ARRONDISSEMENT.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
SAUMUR.....	Allonnes	2,477	"	2,477	610
	Doué	3,204	"	3,204	3,158
	Fontevault	4,225	2,461	1,764	830
	Gennes	1,777	"	1,777	647
	Montreuil-Bellay	2,008	"	2,008	1,918
	Rosiers (Les)	2,857	"	2,857	1,076
	Saumur	14,505	1,432	13,073	11,674
	Varennes-sous-Montsoreau	2,407	"	2,407	375
	Vihiers	1,618	"	1,618	1,486
	Candé	1,842	16	1,826	1,826
SEGRÉ.....	Châteauneuf	1,583	"	1,583	1,159
	Lion-d'Angers (Le)	2,718	"	2,718	1,512
	Pouancé	3,001	35	2,966	1,665
	Segré	2,592	29	2,563	1,848
	Vern	2,110	"	2,110	651

MANCHE.

AVRANCHES.....	Avranches	8,702	491	8,211	8,026
	Brécey	2,316	"	2,316	622
	Ducey	1,932	"	1,932	933
	Granville	13,568	3,401	10,167	9,984
	Haye-Pesnel (La)	938	"	938	466
	Pontorson	2,164	342	1,822	1,347
	Saint-James	3,274	91	3,183	1,949
	S'-Nicolas-près-Granville.	3,604	"	3,604	2,695
	Sartilly	1,331	"	1,331	606
	Villedieu	3,745	43	3,702	3,658
CHERBOURG.....	Beaumont	801	"	801	292
	Cherbourg	38,309	11,150	27,159	26,534
	Equeurdreville	4,304	"	4,304	4,157
	Fermanville	2,029	"	2,029	350
	Octeville	2,160	"	2,160	587
	Pieux (Les)	1,497	"	1,497	466
	Saint-Pierre-Église	2,385	130	2,255	1,397
	Tourlaville	5,511	"	5,511	786
	Bréhal	1,627	"	1,627	646
	Cérences	2,141	"	2,141	750
COUTANCES.....	Cérisy-la-Salle	2,064	"	2,064	469
	Coutances	7,920	794	7,126	7,093
	Créances	2,233	"	2,233	1,949
	Gavray	1,907	"	1,907	1,036
	Hambye	3,203	"	3,203	336

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale totale.
Contances... (Suite.)	Haye-du-Puits (La).....	1,487	#	1,487
	Lessay.....	1,590	#	1,590
	Moutmartin-sur-Mer....	946	#	946
	Périers.....	2,856	17	2,839
	Saint-Malo-de-la-Lande..	457	#	457
	Saint-Sauveur-Lendelin..	1,802	#	1,802
	Barenton.....	2,945	64	2,881
	Ger.....	2,577	#	2,577
	Isigny.....	343	#	343
	Juigny.....	833	#	833
Mortain.....	Mortain.....	2,560	344	2,216
	S'-Hilaire-du-Harcouet..	3,995	49	3,946
	Saint-Pois.....	833	#	833
	Sourdeval.....	4,165	#	4,165
	Teilleul (Le).....	2,530	#	2,530
	Canisy.....	863	#	863
	Carentan.....	3,025	141	2,884
	Condé-sur-Vire.....	2,003	#	2,003
	Marigny.....	1,591	#	1,591
	Percy.....	2,965	#	2,965
Saint-Lô.....	Saint-Clair.....	657	#	657
	Saint Jean-de-Daye.....	270	#	270
	Saint-Lô.....	9,768	879	8,889
	Tessy-sur-Vire.....	1,581	#	1,581
	Torigni-sur-Vire.....	2,098	43	2,055
	Barneville.....	1,101	#	1,101
	Briquebec.....	3,988	51	3,937
	Brix.....	2,615	#	2,615
	Montebourg.....	2,261	79	2,182
	Picauville.....	2,266	154	2,112
Valognes.....	Quettehou.....	1,600	15	1,587
	Sainte-Mère-Eglise.....	1,553	#	1,553
	Saint-Sauveur-le-Vicomte.	2,755	171	2,584
	Saint-Wast.....	4,193	12	4,181
	Valognes.....	5,702	434	5,268
MARNE.				
Châlons.....	Châlons.....	16,551	2,535	14,016
	Écurey-sur-Coole.....	308	#	308
	Marson.....	377	#	377
	Suippes.....	2,245	#	2,245
	Vertus.....	2,399	#	2,399

CANTONS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Épernay.....	Anglure.....	866	"	866	856
	Avize.....	1,693	"	1,693	1,673
	Dormans.....	2,134	"	2,134	1,452
	Épernay.....	9,346	164	9,182	8,930
	Esternay.....	1,682	"	1,682	458
	Fère-Champenoise.....	2,021	"	2,021	2,021
	Montmirail.....	2,600	49	2,551	2,272
	Montmort.....	806	"	806	400
	Sézaune.....	4,347	34	4,313	4,245
	Ay.....	3,268	"	3,268	3,194
Reims.....	Beine.....	1,118	"	1,118	1,089
	Bourgogne.....	1,049	"	1,049	1,029
	Châtillon.....	908	15	893	878
	Fismes.....	2,602	97	2,505	2,302
	Reims.....	51,725	3,375	48,350	47,601
	Verzy.....	1,055	"	1,055	1,036
St-Menehould	Ville-en-Tardenois.....	496	"	496	487
	Dommartin-sur-Yèvre...	239	"	239	239
	Sainte-Menehould.....	4,139	171	4,968	3,048
	Ville-sur-Tourbe.....	553	"	553	545
	Heiltz-le-Maurupt.....	863	"	863	821
Vitry-le-François.	Saint-Remy-en-Bouzemont	791	"	791	630
	Sompuis.....	502	"	502	449
	Thiéblemont.....	307	"	307	307
	Vitry-le-François.....	7,832	681	7,151	6,985
MARNE (HAUTE-).					
Chaumont....	Andelot.....	1,012	"	1,012	969
	Arc-en-Barrois.....	1,302	"	1,302	1,101
	Bourmont.....	932	"	932	909
	Châteauvillain.....	1,829	6	1,823	1,636
	Chaumont.....	9,263	3,272	5,991	5,911
	Clefmont.....	541	"	541	529
	Juzennecourt.....	347	"	347	347
	Nogent.....	3,255	"	3,255	3,083
	Saint-Blin.....	602	"	602	592
	Vignory.....	736	74	662	625
Langres.....	Auberive.....	509	"	509	323
	Bourbonne.....	3,810	30	3,780	3,158
	Fays-Billot.....	2,300	"	2,300	2,167
	Laferrière-sur-Amance.....	580	"	580	542
	Langres.....	10,849	2,279	8,570	7,848

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Langres. (Suite.)	Longeau	474	#	474
	Montigny	1,203	#	1,203
	Neuilly-l'Évêque	1,166	#	1,166
	Prauthoy	690	#	690
	Varennés	1,257	#	1,257
	Chevillon	1,070	#	1,070
	Doulaincourt	1,080	#	1,080
Vassy	Doulevant	673	#	673
	Joinville	3,460	56	3,404
	Montierender	1,492	20	1,472
	Poissons	1,478	#	1,478
	Saint-Dizier	7,642	468	7,174
	Vassy	2,807	69	2,738

MAYENNE.

Château- Gontier.	Bierné	1,163	#	1,163
	Bouère	2,105	#	2,105
	Château-Gontier	7,066	431	6,635
	Cossé-le-Vivien	3,438	#	3,438
	Craon	4,218	146	4,072
	Grez-en-Bouère	1,874	#	1,874
	Quelaines	2,032	#	2,032
	Saint-Aignan-sur-Roë	798	#	798
	Saint-Denis-d'Anjou	2,778	#	2,778
	Andouillé	3,063	#	3,063
	Argentré	1,782	#	1,782
	Avesnières	3,389	85	3,304
	Baconnière (La)	2,762	#	2,762
	Bourgneuf (Le)	2,139	#	2,139
	Chailland	2,506	#	2,506
	Changé	2,106	#	2,106
Laval	Évron	4,853	390	4,463
	Juvigné	3,022	#	3,022
	Laval	21,293	2,001	19,292
	Loiron	1,231	2	1,229
	Meslay	1,785	#	1,785
	Montsurs	1,791	#	1,791
	Saint-Berthevin	2,359	#	2,359
	Saint-Ouen-des-Toits	2,004	#	2,004
	Sainte-Gemmes-le-Robert	2,312	#	2,312
	Sainte-Suzanne	1,811	12	1,799

ARRONDISSEMENT.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Mayenne	Ambrières.....	2,605	"	2,605	1,340
	Bais.....	2,206	"	2,206	780
	Brecé.....	2,280	"	2,280	100
	Châtillon-sur-Colmont...	2,602	"	2,602	511
	Couptrain.....	473	"	473	473
	Courcité.....	2,202	"	2,202	484
	Ernée.....	5,561	85	5,476	3,480
	Fougerolles.....	2,543	9	2,534	681
	Gorron.....	2,621	"	2,621	1,907
	Horps (Le).....	1,583	"	1,583	452
	Javron.....	2,624	"	2,624	751
	Landivy.....	2,104	"	2,104	420
	Larchamp.....	2,186	"	2,186	300
	Lassay.....	2,280	"	2,280	1,424
	Lignièrès.....	2,572	"	2,572	432
	Mayenne.....	10,130	277	9,853	8,203
	Martigné.....	2,122	"	2,122	967
	Montenay.....	2,303	"	2,303	437
	Oisseau.....	3,957	"	3,957	548
	Poôté (La).....	3,242	"	3,242	519
	Pré-en-Pail.....	3,435	"	3,435	1,156
MEURTHE.	Saint-Denis-de-Gastines..	3,404	"	3,404	1,008
	Saint-Georges-Buttavent..	2,295	"	2,295	822
	Saint-Martin-de-Connée..	2,303	"	2,303	295
	Saint-Pierre-la-Cour....	2,397	"	2,397	505
	Villaines.....	2,635	"	2,635	1,374
Château-Salins	Albestroff.....	755	"	755	755
	Château-Salins.....	2,242	33	2,209	2,209
	Delme.....	666	"	666	666
	Dieuze.....	3,596	33	3,563	3,494
	Vic.....	2,579	52	2,527	2,450
	Baccarat.....	3,565	"	3,565	3,072
	Badonviller.....	2,111	"	2,111	1,883
	Bayon.....	960	"	960	952
	Blâmont.....	2,404	23	2,381	2,381
	Gerbéviller.....	2,120	"	2,120	2,087
Lunéville....	Lunéville.....	15,301	3,332	11,969	11,869
	Haroué.....	610	45	565	565
	Laxou.....	2,110	1,056	1,054	760
	Nancy.....	48,199	4,747	43,452	41,826

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POP normale totale.
Nancy (Suite.)	Nomeny	1,291	"	1,291
	Pont-à-Mousson	7,709	1,339	6,370
	Rosières-aux-Salines	2,136	32	2,104
	Saint-Nicolas	3,591	257	3,334
	Vézelize	1,562	89	1,473
	Cirey	2,377	"	2,377
Sarrebou rg	Dabo	2,387	"	2,387
	Fénétrange	1,179	"	1,179
	Lorquin	1,120	"	1,120
	Phalsbourg	4,125	1,006	3,119
	Héhicourt	944	"	944
	Sarrebou rg	2,929	351	2,578
Toul	Colombey	1,010	"	1,010
	Domèvre	402	"	402
	Thiaucourt	1,642	4	1,638
	Toul	8,191	1,532	6,659

MEUSE.

Bar-le-Duc	Ancerville	2,012	"	2,012
	Bar-le-Duc	13,835	462	13,373
	Ligny	2,892	53	2,839
	Montiers-sur-Saulx	1,350	"	1,350
	Revigny	1,556	17	1,539
	Triancourt	828	8	820
Commercy	Vaubecourt	1,058	"	1,058
	Vaincourt	719	"	719
	Commercy	4,193	657	3,536
	Gondrecourt	1,633	43	1,590
	Pierrefitte	600	"	600
	Saint-Mihiel	5,245	713	4,532
Montmédy	Vaucouleurs	2,663	5	2,658
	Vigneulles	987	"	987
	Void	1,448	5	1,443
	Damvillers	879	1	878
	Dun-sur-Meuse	925	"	925
	Montfaucon	1,114	"	1,114
Verdun	Montmédy	2,470	389	2,081
	Spincourt	504	"	504
	Stenay	3,142	377	2,765
	Chorny	486	"	486
	Clermont	1,315	"	1,315
	Étain	2,583	54	2,529

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
			totale.	agglomérée.
Fresne-en-Woëvre	998	#	998	981
Souilly	849	#	849	834
Varennes	1,435	25	1,410	1,391
Verdun	12,742	2,897	9,845	9,703
MORBIHAN.				
Auray	3,949	130	3,819	3,795
Belz	1,848	#	1,848	204
Brech	2,250	#	2,250	466
Bubry	3,830	#	3,830	2,292
Camors	2,040	#	2,040	233
Carnac	3,862	#	3,862	541
Caudan	4,069	#	4,069	210
Cléguer	2,003	#	2,003	436
Erdeven	2,130	#	2,130	252
Groix	3,390	#	3,390	550
Guidel	3,974	#	3,974	623
Hennebont	4,755	162	4,593	3,402
Inguiniel	2,530	#	2,530	237
Inzinzac	2,109	#	2,109	292
Kervignac	2,534	#	2,534	303
Languidic	6,222	#	6,222	650
Locmariaquer	2,166	#	2,166	684
Locoal-Mendon	2,033	#	2,033	284
Lorient	28,412	4,167	24,245	22,408
Palais (Le)	4,845	914	3,931	2,076
Ploëmeur	8,655	#	8,655	825
Plouay	4,560	#	4,560	1,290
Plouhinec	2,942	#	1,942	469
Plumergat	2,137	#	2,137	192
Pluneret	2,894	348	2,546	641
Pluvigner	4,743	#	4,743	1,214
Pont-Scorff	1,600	#	1,600	591
Port-Louis	2,730	204	2,526	2,029
Quiberon	3,439	69	3,370	623
Quistinic	2,336	#	2,336	247
Riantec	4,186	#	4,186	917
Baud	5,266	#	5,266	1,326
Cléguérec	3,579	#	3,579	426
Faouët (Le)	3,038	72	2,966	1,297
Gourin	4,192	197	3,995	1,122
Guémené	1,504	#	1,504	1,504

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Napoléonville. (Suite.)	Guern.....	3,280	"	3,280
	Guiscriff.....	3,396	"	3,396
	Langonnet.....	3,427	"	3,427
	Locminé.....	1,775	46	1,729
	Melrand.....	3,053	"	3,053
	Moreac.....	3,001	"	3,001
	Naizin.....	2,067	"	2,067
	Napoléonville.....	8,049	1,190	6,859
	Noyal-Pontivy.....	3,390	"	3,390
	Ploërdut.....	3,791	"	3,791
	Plumélia.....	4,226	"	4,226
	Plumelin.....	2,498	"	2,498
	Priziac.....	2,206	"	2,206
	Séglien.....	2,010	"	2,010
Ploërmel....	Augan.....	2,130	"	2,130
	Bignan.....	3,063	57	3,006
	Bréhan-Loudéac.....	2,479	65	2,414
	Campénéac.....	2,314	24	2,290
	Guégon.....	2,940	"	2,940
	Guer.....	3,974	"	3,974
	Guilliers.....	2,172	"	2,172
	Josselin.....	2,645	128	2,517
	Lanouée.....	3,187	"	3,187
	Loyat.....	2,054	"	2,054
	Malestroit.....	1,548	14	1,534
	Mauron.....	4,208	"	4,208
	Ménéac.....	3,422	"	3,422
	Mohon.....	2,946	"	2,946
	Ploërmel.....	5,202	334	4,868
	Plumelec.....	2,988	"	2,988
	Rohan.....	553	"	553
	Saint-Jean-Brévelay.....	2,375	"	2,375
	Sérent.....	3,102	"	3,102
	Taupont.....	2,231	"	2,231
	Trinité (La).....	1,257	"	1,257
Vannes.....	Allaire.....	2,127	"	2,127
	Arzon.....	2,324	"	2,324
	Baden.....	2,811	"	2,811
	Caden.....	2,247	"	2,247
	Carentoir.....	5,125	"	5,125
	Elven.....	3,467	"	3,467

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Vannes (Suite.)	Gacilly (La).....	1,355	"	1,355	699
	Grand-Champ.....	5,089	"	5,089	641
	Malansac.....	2,020	"	2,020	379
	Muzillac.....	2,421	"	2,421	1,223
	Nivillac.....	2,869	"	2,869	230
	Noyal-Muzillac.....	2,343	"	2,343	398
	Péaule.....	2,333	"	2,333	102
	Plaudren.....	2,301	"	2,301	190
	Questembert.....	3,844	"	3,844	1,081
	Roche-Bernard (La)....	1,251	"	1,251	1,251
	Rochefort.....	730	"	730	686
	Saint-Dolay.....	2,420	"	2,420	412
	Sarzeau.....	7,399	"	7,399	876
	Séné.....	2,554	"	2,554	307
	Sulniac.....	2,276	"	2,276	136
	Surzur.....	2,205	"	2,205	424
	Theix.....	2,574	"	2,574	491
	Vannes.....	14,329	1,863	12,466	10,593

MOSELLE.

Briey.....	Audun-le-Roman.....	440	"	440	440
	Briey.....	1,906	40	1,866	1,835
	Conflans.....	500	"	500	492
	Longuyon.....	1,769	5	1,764	1,420
	Longwy.....	2,507	487	2,020	2,010
Metz.....	Ars-sur-Moselle.....	4,147	"	4,147	3,900
	Boulay.....	2,813	9	2,804	2,770
	Faulquemont.....	1,123	"	1,123	1,043
	Gorze.....	1,867	251	1,616	1,573
	Metz.....	64,727	20,551	44,176	44,176
	Montigny-lès-Metz.....	2,269	186	2,083	1,766
	Pange.....	398	"	398	257
	Verny et Pournoy-la-Grasse	583	"	583	321
	Vigy.....	803	"	803	665
	Bitche.....	3,295	626	2,669	2,456
Sarreguemines	Forbach.....	6,620	"	6,620	4,121
	Grostbequin.....	816	"	816	411
	Hombourg-Haut-et-Bas..	2,027	"	2,027	1,076
	Puttelange.....	2,370	"	2,370	1,933
	Rohrbach.....	1,183	"	1,183	1,143
	Saint-Avold.....	3,507	398	3,109	2,943

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Sarreguemines (Suite.)	Sarralbe.....	3,126	#	3,126
	Sarreguemines.....	5,481	563	4,918
	Volmunster.....	1,075	#	1,075
Thionville...	Bouzonville.....	2,043	#	2,043
	Cattenom.....	1,142	#	1,142
	Hayange.....	2,472	#	2,472
	Metzervisse.....	756	#	756
	Moyeuvre-Grande.....	2,271	#	2,271
	Sierck.....	2,075	136	1,939
	Thionville.....	10,410	5,094	5,316
NIÈVRE.				
Château- Chinon.	Alligny-en-Morvan.....	2,587	#	2,587
	Arleuf.....	3,038	#	3,038
	Château-Chinon.....	2,773	60	2,713
	Châtillon.....	1,186	#	1,186
	Larochemillay.....	2,188	#	2,188
	Luzy.....	2,274	7	2,267
	Montsauche.....	1,727	#	1,727
	Moulins-Engilbert.....	3,057	33	3,024
	Onroux.....	2,663	#	2,663
Clamecy.....	Villapourçon.....	2,681	#	2,681
	Brinon.....	574	#	574
	Cervon.....	2,166	#	2,166
	Clamecy.....	5,487	45	5,442
	Corbigny.....	1,975	107	1,868
	Entrains.....	2,392	34	2,358
	Lormes.....	2,330	7	2,323
	Tannay.....	1,348	9	1,339
Cosne.....	Varzy.....	3,020	25	2,995
	Charité (La).....	4,875	265	4,610
	Châteauneuf.....	2,105	#	2,105
	Cosne.....	6,147	67	6,080
	Donzy.....	3,946	11	3,935
	Pouilly.....	3,168	#	3,168
Nevers.....	Prémery.....	2,137	#	2,137
	Saint-Amand.....	2,181	#	2,181
	Decize.....	4,069	32	4,037
	Dornes.....	1,383	33	1,350
	Fourchambault.....	5,380	#	5,380

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Nevers..... (Suite.)	Fours.....	1,514	#	1,514	621
	Imphy.....	2,239	#	2,239	1,481
	Lucenay-lès-Aix.....	2,016	#	2,016	604
	Machine (La).....	2,743	#	2,743	2,059
	Nevers.....	16,082	2,100	18,182	15,430
	Pougues-les-Eaux.....	1,321	#	1,321	700
	Saint-Benin-d'Azy.....	1,862	#	1,862	499
	Saint-Pierre-le-Moutier..	2,883	#	2,883	2,090
	Saint-Saulge.....	2,208	7	2,215	1,181

NORD.

Avesnes.....	Anor.....	2,967	#	2,967	532
	Avesnes.....	4,191	1,226	2,965	2,825
	Bavai.....	1,587	#	1,587	1,519
	Berlaimont.....	2,609	#	2,609	1,505
	Etrœungt.....	2,280	#	2,280	1,256
	Fourmies.....	4,654	3	4,651	3,160
	Gommegnies.....	3,167	#	3,167	1,460
	Hautmont.....	2,223	#	2,223	1,904
	Landrecies.....	4,419	699	3,720	3,318
	Maroilles.....	2,154	14	2,140	1,122
	Maubeuge.....	8,663	1,050	7,613	3,706
	Quesnoy (Le).....	3,948	743	3,205	2,980
	Solre-le-Château.....	2,777	37	2,740	2,397
	Trélon.....	2,336	#	2,336	1,991
Cambrai.....	Wignehies.....	2,307	#	2,307	1,325
	Avesnes-lex-Aubert.....	2,951	#	2,951	2,894
	Bertry.....	2,488	#	2,488	2,488
	Busigny.....	3,044	#	3,044	2,479
	Cambrai.....	21,405	2,342	19,063	18,083
	Carnières.....	1,660	#	1,660	1,606
	Cateau (Le).....	8,851	80	8,771	8,620
	Catillon.....	2,603	#	2,603	1,263
	Candry.....	4,003	#	4,003	3,937
	Clary.....	2,473	#	2,473	2,440
	Crèvecœur.....	2,305	#	2,305	1,987
	Gouzeaucourt.....	2,406	#	2,406	2,406
	Haussey.....	3,073	#	3,073	3,039
	Iwuy.....	3,589	#	3,589	3,589
	Marcoing.....	1,658	#	1,658	1,617
	Marets.....	2,723	#	2,723	2,426

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février - 1856.	POPUL normale ou totale.
Cambrai.... (Suite.)	Neuvilly.....	2,154	#	2,154
	Quiévy.....	3,048	#	3,048
	Saint-Aubert.....	2,433	#	2,433
	Saint-Hilaire.....	2,033	#	2,033
	Saint-Souplet.....	2,615	#	2,615
	Saulzoir.....	2,380	#	2,380
	Solesmes.....	5,677	38	5,639
	Troisvilles.....	2,021	#	2,021
	Viesly.....	2,766	#	2,766
	Villers-Guislain.....	2,040	#	2,040
	Villers-Outréaux.....	2,751	#	2,751
Douai..	Walincourt.....	2,183	#	2,183
	Aniche.....	3,826	#	3,826
	Arleux.....	1,528	#	1,528
	Coutiches.....	2,118	#	2,118
	Douai.....	22,819	4,042	18,777
	Flines-lez-Raches.....	3,672	#	3,672
	Landas.....	2,302	#	2,302
	Marchiennes-Ville.....	3,066	#	3,066
	Nomain.....	2,378	#	2,378
	Orchies.....	3,606	51	3,555
	Raimbeaucourt.....	2,109	#	2,109
Dunkerque...	Sin.....	3,190	#	3,190
	Somain.....	3,386	#	3,386
	Bergues.....	5,665	210	5,455
	Bourbourg-Campagne...	2,257	#	2,257
	Bourbourg-Ville.....	2,597	158	2,439
	Dunkerque.....	29,738	3,207	26,531
	Gravelines.....	5,819	214	5,605
	Hondschoote.....	3,766	42	3,724
	Loon.....	2,035	#	2,035
	Petite-Synthe.....	2,021	#	2,021
	Teteghem.....	2,437	#	2,437
Hazelbrouck..	Warhem.....	2,465	#	2,465
	Wormhoudt.....	3,769	6	3,763
	Bailleul.....	10,108	158	9,950
	Cassel.....	4,180	117	4,063
	Estaires.....	6,950	107	6,843
	Gorgue (La).....	3,226	16	3,210
	Hazelbrouck.....	7,892	315	7,577
	Merville.....	6,236	12	6,224

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée
Hazebrouck .. (Suite.)	Meteren.....	2,566	#	2,566	797
	Morbecque.....	3,694	#	3,694	627
	Nieppe.....	3,750	#	3,750	772
	Steenvoorde.....	3,930	27	3,903	1,710
	Steenwerck.....	4,760	32	4,728	1,015
	Vieux-Berquin.....	3,204	8	3,196	630
	Annappes.....	2,050	#	2,050	1,868
	Annœullin.....	3,368	#	3,368	2,913
	Armentières.....	10,104	662	9,442	8,795
	Bassée (La).....	2,763	54	2,709	2,452
Lille.....	Bondues.....	3,127	15	3,112	630
	Chapelle-d'Armentières..	2,175	#	2,175	904
	Comines.....	5,380	#	5,380	3,288
	Croix.....	2,099	#	2,099	721
	Cysoing.....	2,860	#	2,860	2,224
	Deûlemont.....	2,049	#	2,049	404
	Esquermes.....	3,731	373	3,358	2,934
	Faches.....	2,361	#	2,361	1,916
	Fives.....	5,076	81	4,995	4,995
	Flers.....	2,569	19	2,550	744
	Frelinghien.....	2,174	#	2,174	882
	Fretin.....	2,001	#	2,001	1,466
	Halluin.....	8,410	#	8,410	3,880
	Haubourdin.....	3,232	47	3,185	3,105
	Hem.....	2,390	#	2,390	299
	Houplines.....	2,404	#	2,404	1,212
	Lannoy.....	1,600	#	1,600	1,600
	Leers.....	2,785	#	2,785	284
	Lille.....	78,641	7,355	71,286	71,286
	Linselles.....	3,711	#	3,711	1,460
	Lomme.....	2,465	#	2,465	1,200
	Loos.....	5,169	2,492	2,677	2,347
	Madeleine (La).....	2,443	#	2,443	2,351
	Marcq-en-Barœul.....	4,617	250	4,367	1,831
	Marquette.....	2,244	368	1,876	241
	Moulins-Lille.....	7,418	#	7,418	7,418
	Mouveaux.....	2,289	#	2,289	720
	Neuville-en-Ferrain....	2,904	#	2,904	816
	Pont-à-Marcq.....	870	#	870	814
	Quesnoy-sur-Deûle.....	4,317	24	4,293	2,086
	Roncq.....	4,241	#	4,241	1,352
	Roubaix.....	39,445	265	39,180	26,500

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part , conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou n totale.	
Lille..... (Suite.)	Sainghin-en-Weppes	2,061	#	2,061	
	Seclin	3,667	83	3,584	
	Templeuve	3,051	#	3,051	
	Tourcoing	29,646	133	29,513	
	Wambrechies	3,822	24	3,798	
	Wasquehal	2,200	#	2,200	
	Wattignies	2,182	#	2,182	
	Wattrelos	10,360	31	10,329	
	Wavrin	2,950	#	2,950	
	Wazemmes	18,254	28	18,226	
	Wervicq-Sud	2,159	#	2,159	
	Anzin	5,855	#	5,855	
	Bouchain	1,632	95	1,537	
	Bruai	2,635	#	2,635	
	Bruille-Saint-Amand	2,088	#	2,088	
Valenciennes..	Condé	5,710	1,375	4,335	
	Denain	9,496	#	9,496	
	Escaudain	2,112	#	2,112	
	Fresnes	4,727	#	4,727	
	Hasnon	3,592	#	3,592	
	Haspres	3,216	#	3,216	
	Hergnies	3,060	6	3,054	
	Lecelles	2,114	#	2,114	
	Lourches	3,370	#	3,370	
	Marquette	2,000	#	2,000	
	Onraing	3,357	#	3,357	
	Quarouble	2,274	#	2,274	
	Raismes	4,107	#	4,107	
	Saint-Amand	9,520	54	9,466	
	Saint-Saulve	2,048	119	1,938	
Beauvais.....	Trith-Saint-Léger	2,898	#	2,898	
	Valenciennes	24,229	3,324	20,905	
	Vieux-Condé	4,978	#	4,978	
	Wallers	3,190	#	3,190	
	OISE.				
	Auneuil	1,192	4	1,188	
	Beauvais	14,086	1,519	12,567	
Bresles	2,040	34	2,006		
Chaumont	1,146	#	1,146		
Coudray-Saint-Germer	457	#	457		
Formerie	1,251	64	1,187		

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Beauvais..... (Suite.)	Grandvilliers.....	1,776	52	1,724
	Marseille.....	829	#	829
	Méru.....	2,750	61	2,689
	Nivillers.....	195	#	195
	Noailles.....	1,210	#	1,210
	Songeaons.....	1,219	31	1,188
Clermont.....	Breteuil.....	2,794	112	2,682
	Clermont.....	5,453	2,193	3,260
	Crèvecœur.....	2,389	#	2,389
	Froissy.....	658	#	658
	Liancourt.....	2,300	32	2,268
	Maignelay.....	718	#	718
Compiègne....	Mouy.....	2,784	21	2,763
	Saint-Just-en-Chaussée...	1,642	6	1,636
	Attichy.....	892	#	892
	Compiègne.....	10,364	1,205	9,159
	Estrées-Saint-Denis.....	1,299	11	1,288
	Guiscard.....	1,554	5	1,549
Senlis.....	Lassigny.....	942	#	942
	Noyon.....	6,372	396	5,976
	Ressons.....	938	#	938
	Ribécourt.....	617	#	617
	Betz.....	596	#	596
	Chantilly.....	2,575	117	2,458
Senlis.....	Creil.....	3,181	#	3,181
	Crépy.....	2,513	35	2,478
	Montataire.....	3,370	#	3,370
	Nanteuil.....	1,409	#	1,409
	Neuilly-en-Thelle.....	1,839	#	1,839
	Pont-Sainte-Marence.....	2,332	#	2,332
	Senlis.....	5,881	709	5,172
ORNE.				
Alençon.....	Alençon.....	16,473	1,789	14,684
	Carrouges.....	1,972	#	1,972
	Courtomer.....	1,202	#	1,202
	Mêle-sur-Sarthe (Le)....	800	#	800
Argentan.....	Sées.....	4,953	461	4,492
	Argentan.....	5,833	287	5,546
	Brionne.....	1,764	63	1,701
	Écouché.....	1,444	6	1,438
	Exmes.....	617	#	617

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Argentan.... (Suite.)	Ferté-Frênel (La).....	478	"	478
	Gacé.....	2,024	27	1,997
	Merlerault (Le).....	1,347	5	1,342
	Mortrée.....	1,385	"	1,385
	Putanges.....	708	"	708
	Rânes.....	2,320	"	2,320
	Trun.....	1,516	18	1,498
	Vimoutiers.....	3,813	54	3,759
	Athis.....	4,595	"	4,595
	Bellou-en-Houlme.....	2,862	"	2,862
	Ceaucé.....	3,314	"	3,314
	Champsecret.....	3,886	"	3,886
	Chanu.....	2,568	"	2,568
	Chapelle-Moche (La)....	2,514	"	2,514
Domfront....	Domfront.....	2,840	143	2,697
	Ferté-Macé (La).....	6,560	85	6,475
	Flers.....	9,217	47	9,170
	Fresnes.....	2,146	"	2,146
	Juvigni-sous-Andaine....	1,620	"	1,620
	Lonlay-l'Abbaye.....	3,419	"	3,419
	Magni-le-Désert.....	2,906	"	2,906
	Mantilli.....	2,417	3	2,414
	Messei.....	1,790	"	1,790
	Passais.....	1,886	"	1,886
	S'-Frambault-sur-Pisse..	2,697	3	2,694
	Saint-Front-de-Collières..	2,301	"	2,301
	Saint-Mars-d'Égrenne....	2,110	"	2,110
	Sauvagère (La).....	2,070	8	2,062
Mortagne....	Tinchebrai.....	4,179	96	4,083
	Bazoches-sur-Hoëne....	1,294	"	1,294
	Bellême.....	3,130	9	3,121
	Bretoncelles.....	2,130	"	2,130
	Ceton.....	3,409	"	3,409
	Laigle.....	5,725	96	5,629
	Longni.....	2,653	53	2,600
	Mortagne.....	4,888	180	4,708
	Moulins-la-Marche.....	1,052	"	1,052
	Nocé.....	1,655	"	1,655
	Pervenchères.....	979	"	979
	Rémalard.....	1,888	63	1,825
	Saint-Martin-du-Vieux-Bellême.	2,801	"	2,801
	Theil (Le).....	759	"	759
	Tourouvre.....	1,934	"	1,934

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
PAS-DE-CALAIS.					
Arras.....	Arras.....	26,216	4,232	21,984	21,984
	Bapaume.....	3,189	250	2,939	2,900
	Beaumont-les-Loges.....	484	"	484	130
	Bertincourt.....	1,535	"	1,535	1,535
	Croisilles.....	1,388	8	1,380	1,380
	Hermies.....	2,378	"	2,378	2,280
	Marquion.....	794	"	794	794
	Oisy-le-Verger.....	2,123	"	2,123	2,086
	Pas.....	931	8	923	876
	Vimy.....	1,230	"	1,230	1,211
	Vitry.....	2,474	67	2,407	2,363
	Béthune.....	7,720	447	7,273	7,273
	Beuvry.....	2,807	"	2,807	640
	Cambrin.....	415	"	415	308
	Carvin.....	5,426	47	5,379	4,217
Béthune.....	Courrières.....	2,892	"	2,892	2,892
	Couture (La).....	2,271	"	2,271	2,271
	Fleurbaix.....	2,893	"	2,893	695
	Harnes.....	2,214	"	2,214	2,167
	Hénin-Liétard.....	3,280	25	3,255	3,255
	Houdain.....	1,007	19	988	988
	Laventie.....	4,343	46	4,297	1,294
	Lens.....	3,341	40	3,301	3,301
	Lestrem.....	3,337	"	3,337	439
	Lillers.....	5,544	40	5,504	3,471
	Norrent-Fontes.....	1,366	"	1,366	1,329
	Richembourg-l'Avoué.....	2,068	"	2,068	2,068
	Sailly-sur-la-Lys.....	2,521	8	2,513	480
	Saint-Venant.....	2,524	429	2,095	780
	Boulogne.....	34,739	1,997	32,742	32,742
Boulogne.....	Calais.....	11,969	1,109	10,860	10,860
	Desvres.....	2,729	"	2,729	2,616
	Guines.....	4,425	337	4,088	3,413
	Marck.....	2,134	"	2,134	413
	Marquise.....	3,284	"	3,284	2,382
	Outreau.....	2,101	510	1,591	385
	Portel (Le).....	2,921	"	2,921	2,807
	Saint-Martin-Boulogne...	2,190	68	2,122	815
	Saint-Pierre-lez-Calais...	12,422	223	12,199	10,654
	Samer.....	1,984	"	1,984	1,463
	Wimille.....	15,254	12,708	2,546	577

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Montreuil ...	Berck.....	2,399	"	2,399
	Campagne.....	1,215	"	1,215
	Étaples.....	2,303	13	2,290
	Fruges.....	2,901	29	2,872
	Hesdin.....	3,277	219	3,058
	Hucqueliers.....	728	"	728
	Montreuil.....	3,578	202	3,376
	Aire.....	8,682	659	8,023
	Ardres.....	2,031	70	1,961
	Arques.....	2,992	"	2,992
Saint-Omer..	Audruicq.....	2,254	"	2,254
	Fauquembergues.....	1,024	"	1,024
	Lumbres.....	918	"	918
	Saint-Omer.....	21,987	2,191	19,796
	Aubigny.....	655	"	655
Saint-Pol....	Auxi-le-Château.....	2,892	82	2,810
	Avesnes-le-Comte.....	1,519	57	1,462
	Frévent.....	3,620	44	3,576
	Heuchin.....	636	"	636
	Parcq (Le).....	798	"	798
	Saint-Pol.....	3,315	108	3,207
PUY-DE-DÔME.				
Ambert, ...	Ambert.....	7,703	132	7,571
	Arlanc.....	4,090	10	4,080
	Auzelles.....	2,307	"	2,307
	Bertignat.....	2,413	"	2,413
	Brousse.....	2,037	"	2,037
	Chapelle-Agnon (La)....	2,793	"	2,793
	Cunhat.....	2,996	6	2,990
	Dore-l'Église.....	2,017	"	2,017
	Job.....	3,005	"	3,005
	Marat.....	2,880	"	2,880
	Marsac.....	3,231	"	3,231
	Olliergues.....	2,020	"	2,020
	S ^t -Amant-Roche-Savins..	2,101	"	2,101
	Saint-Anthème.....	3,350	"	3,350
	Saint-Germain-l'Herm...	2,218	"	2,218
	Sauvessanges.....	2,025	"	2,025
	Viverols.....	1,290	"	1,290
Clermont....	Aubière.....	3,839	"	3,839
	Billom.....	4,591	625	3,966

ALLOUÏSE- REYS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée
	Bourg-Lastic.....	2,512	#	2,512	578
	Cebazat.....	2,072	#	2,072	2,007
	Clermont.....	38,160	3,702	34,458	30,025
	Cournon.....	2,511	#	2,511	2,389
	Gerzat.....	2,633	#	2,633	2,571
	Hermant.....	526	#	526	449
	Martres-de-Veyre.....	2,640	#	2,640	1,901
	Messeix.....	2,209	20	2,189	434
	Pont-du-Château.....	3,525	#	3,525	3,510
Clermont.... (Suite.)	Rochefort.....	1,551	#	1,551	697
	Saint-Amant-Tallende..	1,385	#	1,385	1,354
	Saint-Dier.....	1,573	#	1,573	263
	Saint-Genès-Champanelle.	2,001	#	2,001	41
	Saint-Jean-des-Ollières..	2,301	#	2,301	219
	Saint-Julien-de-Copel...	2,164	#	2,164	421
	Tours.....	2,609	#	2,609	270
	Vertaizon.....	2,331	#	2,331	2,262
	Veyre-Monton.....	2,715	#	2,715	1,687
	Vic-le-Comte.....	3,030	#	3,030	2,220
	Ardes.....	1,505	#	1,505	1,266
	Besse.....	2,090	24	2,066	927
	Champeix.....	1,830	#	1,830	1,787
	Égliseneuve.....	2,305	#	2,305	495
	Issoire.....	6,067	156	5,911	5,736
Voire.....	Jumeaux.....	1,529	#	1,529	1,520
	Latour.....	2,068	#	2,068	625
	Saint-Germain-Lembron.	2,245	#	2,245	2,166
	Saint-Sauves.....	2,164	#	2,164	285
	Sauxillanges.....	2,144	#	2,144	1,404
	Taures.....	2,395	#	2,395	668
	Vernet (Le).....	2,360	#	2,360	268
	Aigueperse.....	2,838	25	2,813	2,745
	Bromont.....	3,064	#	3,064	376
	Cellule.....	2,139	#	2,139	433
	Chapdes-Beaufort.....	2,321	#	2,321	466
	Charbonnières-les-Vieilles	2,332	#	2,332	176
	Combronde.....	2,067	#	2,067	1,678
	Ennezat.....	1,542	#	1,542	1,345
	Giat.....	2,118	#	2,118	576
	Manzat.....	2,005	#	2,005	230
	Menat.....	2,223	#	2,223	451
	Montaigut.....	1,624	#	1,624	1,315

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Riom..... (Suite.)	Pionsat.....	2,158	"	2,158
	Pontaurmur.....	1,804	"	1,804
	Pontgibaud.....	1,101	"	1,101
	Randan.....	1,821	"	1,821
	Riom.....	11,976	1,898	10,078
	Saint-Gervais.....	2,463	"	2,463
	Saint-Maurice.....	2,017	"	2,017
	Saint-Ours.....	2,115	"	2,115
	Saint-Priest-des-Champs..	2,126	"	2,126
	Thuret.....	2,233	"	2,233
	Volvic.....	3,463	"	3,463
	Augerolles.....	2,495	"	2,495
	Celles.....	2,883	"	2,883
	Châteldon.....	1,874	"	1,874
	Courpière.....	3,799	"	3,799
Thiers.....	Escoutoux.....	2,090	"	2,090
	Lezoux.....	3,788	"	3,788
	Luzillat.....	2,004	"	2,004
	Maringues.....	4,346	38	4,308
	Saint-Rémy.....	4,794	"	4,794
	Thiers.....	15,192	72	15,120
	Vollre-Ville.....	3,605	"	3,605
PYRÉNÉES (BASSES-).				
Bayonne.....	Anglet.....	3,350	271	3,079
	Bardos.....	2,586	"	2,586
	Bastide-Clairence (La)...	1,695	"	1,695
	Bayonne.....	19,148	2,878	16,270
	Biarritz.....	2,410	16	2,394
	Bidache.....	2,625	"	2,625
	Espelette.....	1,532	"	1,532
	Hasparren.....	5,068	125	4,943
	Saint-Jean-de-Luz.....	2,668	"	2,668
	Saint-Péc.....	2,701	"	2,701
	Sare.....	2,147	"	2,147
	Urrugne.....	3,578	"	3,578
	Ustarits.....	2,424	189	2,235
	Aldudes.....	2,760	"	2,760
Mauléon.....	Barcus.....	2,119	"	2,119
	Iholdy.....	885	"	885
	Mauléon.....	1,475	36	1,439
	Ossès.....	2,018	"	2,018

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglom.
Bordeaux..... (Suite.)	S ^t -Étienne-de-Baigorry...	2,760	"	2,760	60
	Saint-Jean-Pied-de-Port..	1,752	310	1,442	1,442
	Saint-Palais.....	1,645	92	1,553	1,200
	Tardets.....	443	"	443	30
	Accous.....	1,591	"	1,591	1,591
Oloron.....	Aramits.....	1,209	"	1,209	50
	Arette.....	2,069	"	2,069	1,100
	Arudy.....	1,878	"	1,878	1,600
	Laruns.....	2,239	"	2,239	1,600
	Lasseube.....	2,702	"	2,702	400
	Lucq.....	2,347	"	2,347	500
	Monein.....	4,926	53	4,873	1,100
	Oloron.....	5,986	117	5,869	4,900
	Sainte-Marie.....	3,913	178	3,735	2,900
	Arthez.....	1,600	"	1,600	500
Orthez.....	Arzacq.....	1,319	"	1,319	700
	Lagor.....	1,356	"	1,356	400
	Navarrenx.....	1,551	181	1,370	1,100
	Orthez.....	6,694	75	6,619	4,700
	Salies.....	5,503	"	5,503	2,500
	Sauveterre.....	1,606	"	1,606	1,100
	Asson.....	2,661	"	2,661	300
	Clarac.....	333	"	333	300
	Coarraze.....	2,505	"	2,505	1,700
	Gan.....	3,051	35	3,016	900
Pau.....	Garlin.....	1,380	"	1,380	600
	Jurançon.....	2,591	"	2,591	1,800
	Lembeye.....	1,336	1	1,335	1,000
	Lescar.....	1,877	47	1,830	1,700
	Montaner.....	893	"	893	200
	Morlaas.....	1,721	"	1,721	1,100
	Nay.....	3,082	52	3,030	2,800
	Pau.....	18,671	1,433	17,238	16,200
	Pontacq.....	2,939	"	2,939	2,400
	Thèze.....	543	"	543	200
PYRÉNÉES (HAUTES-).					
Argelès.....	Argelès.....	1,684	24	1,660	1,600
	Aucun.....	591	"	591	400
	Lourdes.....	4,282	147	4,135	3,300
	Luz.....	1,716	"	1,716	1,300
	Saint-Pé.....	2,723	282	2,441	1,600

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS	POPULATIONS
			comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	normale ou totale.
Bagnères. . . .	Arreau.	1,270	#	1,270
	Bagnères.	8,885	179	8,606
	Bordères.	476	#	476
	Campan.	3,815	#	3,815
	Castelnau-Magnac.	1,603	#	1,603
	Labarthe.	810	12	798
	Lannemezan.	1,570	#	1,570
	Mauléon-Barousse.	818	#	818
	Nestier.	563	#	563
	Vielle-Aure.	368	#	368
	Castelnau-Rivière-Basse.	1,255	#	1,255
	Galan.	1,400	#	1,400
	Ibès.	2,061	#	2,061
	Maubourguet.	2,704	#	2,704
Tarbes.	Ossun.	2,846	#	2,846
	Pouyastruc.	685	#	685
	Rabastens.	1,321	#	1,321
	Tarbes.	14,743	1,623	13,120
	Tournay.	1,408	#	1,408
	Trie.	1,714	#	1,714
	Vie.	3,549	36	3,513
PYRÉNÉES-ORIENTALES.				
Céret.	Argelès-sur-Mer.	2,447	21	2,426
	Arles.	2,267	#	2,267
	Banyuls-sur-Mer.	2,619	114	2,505
	Céret.	3,488	19	3,469
	Collioure.	3,846	584	3,262
	Prats-de-Mollo.	3,435	259	3,176
	Saint-Laurent-de-Cerdans.	2,141	19	2,122
	Baixas.	2,201	#	2,201
	Elne.	2,462	#	2,462
	Estagel.	2,313	#	2,313
	Latour.	1,241	#	1,241
Perpignan. . . .	Millas.	2,090	#	2,090
	Perpignan.	23,301	3,457	19,844
	Rivesaltes.	4,276	#	4,276
	S ^t -Laurent-de-la-Salanque.	4,309	#	4,309
	Saint-Paul.	2,164	#	2,164
	Thuir.	2,626	#	2,626
Prades.	Ille.	3,260	#	3,260
	Olette.	1,081	#	1,081

CANTONS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Prades. (Suite.)	Montlouis	746	428	318	318
	Prades	3,074	117	2,947	2,824
	Saillagouse	607	#	607	458
	Sournia	1,006	#	1,006	954
	Vinça	2,054	#	2,054	1,933
RHIN (BAS-).					
Saverne.	Bouxwiller	3,765	220	3,545	3,416
	Drulingen	548	#	548	544
	Hochfelden	2,528	#	2,528	2,525
	Ingwiller	2,052	#	2,052	2,035
	Marmoutier	2,358	#	2,358	2,125
	Pétite-Pierre (La)	1,007	#	1,007	961
	Saar-Union	3,378	#	3,378	3,345
	Saverne	5,348	206	5,142	5,022
	Andlau-au-Val	2,062	#	2,062	1,475
	Barr	4,945	16	4,929	3,976
	Benfeld	2,926	15	2,911	2,911
	Châtenois	3,943	#	3,943	3,668
	Dambach	3,246	#	3,246	3,184
	Epfig	2,925	#	2,925	1,911
Schlestadt. ...	Erstein	3,604	#	3,604	3,384
	Hüttenheim	2,123	#	2,123	2,123
	Marckolsheim	2,515	36	2,479	2,382
	Muttersholtz	2,278	#	2,278	1,947
	Obernai	5,129	#	5,129	4,996
	Rosheim	3,931	#	3,931	3,749
	Scherwiller	2,757	#	2,757	2,725
	Schlestadt	9,950	864	9,086	8,664
	Villé	1,103	1	1,102	1,102
	Bischheim	3,190	#	3,190	3,155
Strasbourg. ...	Bischwiller	7,676	#	7,676	6,946
	Brumath	5,169	605	4,564	4,545
	Dorlisheim	2,006	#	2,006	1,980
	Geispolsheim	2,215	#	2,215	2,179
	Haguenau	11,417	2,241	9,176	7,123
	Herlisheim	2,044	#	2,044	2,034
	Illkirch-Graffenstaden	4,209	#	4,209	4,002
	Molsheim	3,371	56	3,315	3,315
	Mutzig	3,600	#	3,600	3,529
	Schiltigheim	3,441	#	3,441	3,432
	Soufflenheim	2,627	#	2,627	2,609

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUI normale ou totale.
Strasbourg... (Suite.)	Strasbourg.....	77,656	12,536	65,120
	Truchtersheim.....	681	"	681
	Wantzenau (La)	2,419	"	2,419
	Wasselonne.....	4,241	"	4,241
	Weyersheim.....	2,144	"	2,144
	Lauterbourg.....	2,281	162	2,119
	Niederbronn	3,319	137	3,182
	Reichshoffen.....	2,642	"	2,642
	Schleithal	2,150	"	2,150
	Seltz	2,060	2	2,058
Wissembourg.	Soultz-sous-Forêts.....	1,650	"	1,650
	Wissembourg.....	5,240	597	4,643
	Wœrth.....	1,121	"	1,121
RHIN (HAUT-).				
Altkirch.....	Altkirch.....	3,414	228	3,186
	Blotzheim	2,473	"	2,473
	Dornach.....	3,319	"	3,319
	Ferrette.....	694	"	694
	Habsheim	1,970	"	1,970
	Hégenheim	2,045	"	2,045
	Hirsingen	1,356	"	1,356
	Huningue	1,705	323	1,382
	Landser.....	524	12	512
	Mulhouse.....	45,981	3,256	42,725
	Rixheim	2,991	"	2,991
	Beaucourt	2,602	"	2,602
	Belfort.....	7,510	2,131	5,379
	Bitschwiller.....	3,379	"	3,379
Belfort.....	Cernay.....	4,128	65	4,063
	Dannemarie.....	1,294	"	1,294
	Delle	1,069	"	1,069
	Fellerdingen.....	2,006	"	2,006
	Fontaine.....	303	"	303
	Giromagny.....	2,736	"	2,736
	Kruth	2,001	"	2,001
	Massevaux.....	2,915	24	2,891
	Saint-Amarin.....	2,231	"	2,231
	Thann	8,071	46	8,025
Colmar	Willer.....	2,636	"	2,636
	Ammerschwihr.....	2,014	31	1,983
	Andolsheim.....	1,064	"	1,064

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Colmar..... (Suite.)	Bergheim.....	3,126	48	3,078	2,992
	Colmar.....	21,284	2,382	18,902	17,575
	Ensisheim.....	4,106	1,397	2,709	2,663
	Freland.....	2,037	"	2,037	816
	Guebwiller.....	8,971	"	8,971	8,971
	Ingersheim.....	2,424	8	2,416	2,416
	Kaysersberg.....	3,311	28	3,283	3,120
	Labaroche.....	2,085	"	2,085	765
	Licpvre.....	2,125	"	2,125	1,463
	Munster.....	2,914	"	2,914	3,843
	Neuf-Brisach.....	3,268	1,472	1,796	1,783
	Orbey.....	5,172	27	5,145	969
	Poutroye (La).....	2,380	"	2,380	745
	Requisheim.....	2,088	"	2,088	2,078
	Ribeauvillé.....	7,007	657	6,350	5,905
	Rouffach.....	4,017	231	3,786	3,716
	Saint-Hippolyte.....	2,100	110	1,990	1,857
	Sainte-Croix-aux-Mines..	3,480	"	3,480	1,579
	Sainte-Marie-aux-Mines..	11,660	"	11,660	7,804
	Soultz.....	3,996	19	3,977	3,541
	Soultzmatt.....	2,537	"	2,537	2,451
	Turckheim.....	2,930	20	2,910	2,900
	Wintzenheim.....	3,792	"	3,792	3,208

RHÔNE.

Lyon.....	Arbresle (L').....	2,523	16	2,507	2,221
	Bessenay.....	2,182	53	2,129	880
	Caluire-et Cuire.....	8,099	644	7,455	5,500
	Condrieu.....	2,788	"	2,788	2,522
	Écully.....	2,449	51	2,398	1,321
	Givors.....	9,688	195	9,493	8,578
	Larajasse.....	2,617	"	2,617	2,358
	Limonest.....	1,119	"	1,119	441
	1 ^{er} arrond'.....	59,910	5,903	54,001	54,001
	2 ^e idem.....	74,756	8,229	66,527	66,527
Lyon..	3 ^e idem.....	71,833	12,634	59,199	52,499
	4 ^e idem.....	33,103	931	32,172	32,172
	5 ^e idem.....	53,119	9,058	44,061	44,061
		292,721	36,761	255,960	249,260

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Lyon (Suite.)	Mornant	2,286	"	2,286
	Neuville	2,126	127	1,999
	Oullins	5,703	464	5,239
	S ^t -Didier-au-Mont-d'Or . .	2,188	179	2,009
	Saint-Genis-Laval	2,580	"	2,580
	S ^t -Laurent-de-Chamousset	1,818	"	1,818
	Saint-Martin-en-Haut . . .	2,640	85	2,555
	S ^t -Symphorien-sur-Coise .	1,920	57	1,863
	Sainte-Foy-lès-Lyon	4,114	418	3,696
	Vaugneray	2,085	105	1,980
	Venissieux	3,681	141	3,540
	Villeurbanne	5,339	640	4,699
	Amplepuis	4,952	"	4,952
	Anse	2,031	18	2,013
	Beaujeu	3,641	71	3,570
	Belleville	2,919	"	2,919
	Bois-d'Oingt	1,208	"	1,208
	Cours	4,991	"	4,991
	Cublize	2,342	"	2,342
	Fleurie	2,070	85	1,985
Villefranche . .	Grandris	2,332	"	2,332
	Lamure	1,215	"	1,215
	Mardore	2,504	"	2,504
	Mon sols	1,227	"	1,227
	Poule	2,056	"	2,056
	Saint-Forgeux	2,155	"	2,155
	Saint-Georges-de-Reneins .	2,920	"	2,920
	Saint-Igny-de-Vers	2,471	"	2,471
	Saint-Vincent-de-Reins . .	2,272	"	2,272
	Tarare	13,060	40	13,020
	Thizy	2,801	"	2,801
	Vaux	2,280	"	2,280
	Villefranche	11,686	75	11,611
	Villié	2,331	"	2,331
SAÔNE (HAUTE-).				
Gray	Arc-lès-Gray	2,226	"	2,226
	Antrey-lès-Gray	1,328	"	1,328
	Champlitte	2,865	2	2,863
	Dampierre-sur-Salon . . .	1,335	42	1,293
	Fresne-Saint-Mamès	520	"	520
	Gray	7,145	907	6,238

CANTON.	COMMUNES..	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée
Canton de Gy (Suite.)	Gy	1,970	#	1,970	1,940
	Marnay	1,212	163	1,049	996
	Pesmes	1,637	#	1,637	1,435
	Aillevillers	2,480	#	2,480	754
	Champagney	3,410	#	3,410	1,672
	Faucogney	1,276	5	1,271	1,135
	Fougerolles	5,082	#	5,082	987
	Fresse	2,581	#	2,581	564
	Héricourt	3,485	1	3,484	3,484
	Lure	3,273	74	3,199	3,139
Canton de Luxeuil	Luxeuil	3,706	159	3,547	3,360
	Melisey	2,193	#	2,193	991
	Plancher-Bas	2,017	#	2,017	960
	Ronchamp	2,419	#	2,419	1,206
	Saint-Loup	2,310	6	2,304	2,256
	Saulx	1,062	#	1,062	973
	Servance	2,110	#	2,110	220
	Vauvillers	1,180	#	1,180	1,165
	Villersexel	1,309	50	1,259	1,074
	Amance	977	1	976	926
Canton de Vesoul	Combeaufontaine	733	1	732	732
	Jussey	2,511	#	2,511	2,424
	Montbozon	806	#	806	806
	Noroy-le-Bourg	1,178	#	1,178	1,044
	Port-sur-Saône	1,790	2	1,788	1,684
	Rioz	1,005	#	1,005	1,005
	Scy-sur-Saône	1,770	#	1,770	1,689
	Vesoul	7,281	1,253	6,028	5,311
	Vitrey	861	#	861	837
SAÔNE-ET-LOIRE.					
Canton d'Autun	Anost	3,789	#	3,789	242
	Autun	11,156	434	10,722	9,348
	Blanzy	4,558	#	4,558	916
	Couches-les-Mines	2,768	4	2,764	1,108
	Crenot (Le)	13,590	#	13,320	9,681
	Épinac	3,511	#	3,511	991
	Issy-l'Évêque	1,830	#	1,830	540
	Lucenay	1,138	#	1,138	425
	Mesvres	1,110	#	1,110	213
	Montcenis	1,824	6	1,818	1,360
	Saint-Léger-sous-Beuvray	1,366	#	1,366	259

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Châlon-sur- Saône.	Buxy.....	1,905	28	1,877
	Chagny.....	2,875	21	2,854
	Châlon.....	19,911	950	18,961
	Givry.....	3,091	73	3,018
	Montchanin-les-Mines... ..	2,427	"	2,427
	Mont-Saint-Vincent.....	645	"	645
	Ouroux.....	2,053	"	2,053
	Saint-Germain-du-Plain..	1,543	"	1,543
	Saint-Martin-en-Bresse...	1,801	"	1,801
	Saint-Vallier.....	3,023	"	3,023
	Sennecy-le-Grand.....	2,663	20	2,643
	Verdun-sur-le-Doubs....	1,909	4	1,905
	Bourbon-Lancy.....	3,207	"	3,207
	Charolles.....	3,255	42	3,213
Charolles....	Chauvaillat.....	3,996	24	3,972
	Clayette (La).....	1,780	15	1,765
	Digoin.....	3,102	"	3,102
	Gueugnon.....	1,874	"	1,874
	Guiche (La).....	879	"	879
	Marcigny.....	2,757	26	2,731
	Palinges.....	2,102	"	2,102
	Paray-le-Monial.....	3,425	45	3,380
	Saint-Bonnet-de-Joux....	1,545	"	1,545
	Semur-en-Brionnais....	1,619	100	1,439
	Toulon-sur-Arroux.....	2,012	"	2,012
	Beaurepaire.....	895	"	895
	Cuiseaux.....	1,437	8	1,429
	Cuisery.....	1,704	13	1,691
Louhans.....	Louhans.....	3,644	113	3,531
	Montpont.....	2,521	"	2,521
	Montret.....	921	"	921
	Pierre.....	1,927	"	1,927
	Sagy.....	2,471	"	2,471
	Saint-Germain-du-Bois...	2,524	"	2,524
Mâcon.....	Saint-Usuges.....	2,309	"	2,309
	Savigny-en-Revermont..	2,152	"	2,152
	Chapelle-de-Guinchay (La)	1,952	"	1,952
	Cluny.....	4,350	177	4,173
	Lugny.....	1,250	"	1,250
	Mâcon.....	16,546	1,445	15,101
	Matour.....	2,502	"	2,502
	Romanèche.....	2,512	5	2,507

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée
diéon. (Suite.)	Romenay.....	3,458	"	3,458	375
	Saint-Gengoux-le-Royal..	1,722	"	1,722	1,598
	Tournus.....	5,613	507	5,106	4,159
	Tramayes.....	2,444	"	2,444	930

SARTHE.

lèche (La)...	Aubigné.....	2,011	"	2,011	617
	Auvers-le-Hamon.....	2,162	"	2,162	562
	Brûlon.....	1,801	15	1,786	1,228
	Cérans-Foulletourte.....	2,463	6	2,457	1,076
	Flèche (La).....	7,147	657	6,490	5,917
	Luché.....	2,666	"	2,666	845
	Lude (Le).....	3,660	"	3,660	2,505
	Malicorne.....	1,541	"	1,541	1,277
	Mansigné.....	2,501	"	2,501	620
	Mayet.....	3,771	1	3,770	1,406
	Noyen.....	2,619	9	2,610	1,285
	Parcé.....	2,313	"	2,313	863
	Pontvallain.....	1,894	"	1,894	780
	Préigné.....	3,006	260	2,746	1,297
	Sablé.....	5,086	38	5,048	4,118
	Sainte-Colombe.....	2,396	211	2,185	826
	Beaumont-sur-Sarthe....	2,239	28	2,211	1,827
	Bonnétable.....	5,048	16	5,032	3,343
	Ferté-Bernard (La).....	2,614	11	2,603	2,596
	Fresnay.....	3,274	35	3,239	3,074
lamera.	Fresnaye (La).....	1,377	"	1,377	240
	Fyé.....	2,010	"	2,010	527
	Mamers.....	5,884	127	5,757	5,604
	Marolles-les-Braults....	2,091	"	2,091	692
	Montmirail.....	943	"	943	682
	Nogent-le-Bernard.....	2,210	"	2,210	407
	Saint-Paterne.....	588	"	588	232
	Tuffé.....	1,806	"	1,806	544
	Ballon.....	1,949	15	1,934	884
	Bazoge (La).....	2,048	"	2,048	803
lans (Le)...	Beaufay.....	2,085	"	2,085	294
	Breil (Le).....	2,143	"	2,143	1,295
	Changé.....	2,762	"	2,762	1,407
	Conlie.....	1,710	"	1,710	1,195
	Écommoy.....	3,636	13	3,623	1,375
	Loué.....	2,048	"	2,048	1,405

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL. normale ou totale.
Mans (Le)... (Suite.)	Mans (Le).....	34,664	3,502	31,162
	Marigné.....	2,115	"	2,115
	Montfort.....	1,044	30	1,014
	Mont-Saint-Jean.....	2,302	"	2,302
	Parigné-l'Évêque.....	3,458	"	3,458
	Pontlieue.....	3,212	"	3,212
	Ronessé-Vassé.....	2,434	"	2,434
	Rouez.....	2,241	"	2,241
	Savigné-l'Évêque.....	2,616	"	2,616
	Saint-Denis-d'Orques....	2,386	"	2,386
	Saint-Mars-d'Ouille....	2,389	"	2,389
	Sillé-le-Guillaume.....	3,170	"	3,170
	Suze (La).....	2,268	"	2,268
	Tennie.....	2,022	"	2,022
	Yvré-l'Évêque.....	2,506	"	2,506
	Bessé.....	2,310	"	2,310
Saint-Calais...	Bouloire.....	2,135	"	2,135
	Chartre (La).....	1,580	"	1,580
	Château-du-Loir.....	3,039	31	3,008
	Dollon.....	2,092	"	2,092
	Grand-Lucé.....	2,310	"	2,310
	Saint-Calais.....	3,740	55	3,685
	Vibraye.....	2,919	"	2,919

SEINE.

Paris.....	Paris.....	1 ^{er} arrond'.	123,915	4,738	119,177
		2 ^e idem...	127,080	550	126,530
		3 ^e idem...	71,651	2,133	69,518
		4 ^e idem...	35,490	1	35,489
		5 ^e idem...	109,099	458	108,641
		6 ^e idem...	115,135	917	114,218
		7 ^e idem...	65,631	83	65,548
		8 ^e idem...	144,748	5,213	139,535
		9 ^e idem...	59,248	3,770	55,478
		10 ^e idem...	122,537	13,968	108,569
		11 ^e idem...	76,997	2,160	74,837
		12 ^e idem...	122,815	9,867	112,948
			1,174,346	43,858	1,130,488
Saint-Denis..	Aubervilliers	3,842	638	3,204	
	Auteuil	6,343	609	5,734	
	Batignolles (Les).....	44,094	792	43,302	

ADRESSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Saint-Denis . . (Suite.)	Belleville.....	57,699	866	56,833	56,833
	Boulogne.....	11,378	92	11,286	11,161
	Chapelle (La).....	33,449	103	33,346	33,346
	Charonne.....	12,200	261	11,939	11,939
	Clichy.....	12,270	348	11,922	8,963
	Courbevoie.....	7,972	2,564	5,408	5,265
	Montmartre.....	36,450	163	36,287	34,206
	Nanterre.....	2,919	"	2,919	2,706
	Neuilly.....	23,822	675	23,147	23,147
	Noisy-le-Sec.....	2,156	7	2,149	1,783
	Pantin.....	3,982	161	3,821	3,754
	Passy.....	17,594	1,158	16,436	12,922
	Puteaux.....	5,403	18	5,385	5,385
	Romainville.....	3,510	1,427	2,083	2,013
	Saint-Denis.....	18,110	3,785	14,325	14,155
	Saint-Ouen.....	2,358	152	2,206	1,349
	Suresnes.....	4,363	1,181	3,182	3,127
	Villette (La).....	30,287	17	30,270	30,270
	Arceuil.....	3,489	532	2,957	2,112
	Bercy.....	14,495	256	14,239	14,239
	Champigny.....	2,030	"	2,030	1,877
	Charenton-le-Pont.....	4,258	529	3,729	3,729
	Choisy-le-Roi.....	3,907	276	3,631	3,610
	Clamart.....	2,149	4	2,145	2,000
	Fontenay-sous-Bois.....	2,647	1,025	1,622	1,596
	Gentilly.....	21,546	3,497	18,049	15,932
	Grenelle.....	14,863	213	14,650	14,650
	Issy.....	5,429	1,430	3,999	3,077
	Ivry.....	14,459	1,532	12,927	8,679
	Maisons-Alfort.....	3,254	1,310	1,944	1,850
	Montreuil.....	4,311	"	4,311	4,311
	Montrouge.....	19,910	665	19,245	16,991
	Nogent-sur-Marne.....	2,551	275	2,276	2,230
	Saint-Mandé.....	5,292	508	4,784	4,784
	Saint-Maur.....	2,431	84	2,347	1,687
	Saint-Maurice.....	3,160	525	2,635	2,635
	Sceaux.....	2,133	78	2,055	2,025
	Vanves.....	4,416	762	3,654	2,774
	Vaugirard.....	26,223	868	25,355	25,355
	Villejuif.....	1,559	"	1,559	1,545
	Vincennes.....	11,502	5,972	5,530	5,141
	Vitry.....	2,600	51	2,549	2,491

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
SEINE-INFÉRIEURE.				
Dieppe.....	Bacqueville.....	2,374	#	2,374
	Bellencombres.....	944	#	944
	Dieppe.....	19,231	1,005	18,226
	Envermeu.....	1,328	13	1,315
	Eu.....	4,156	262	3,894
	Longueville.....	685	#	685
	Offranville.....	1,687	#	1,687
	Tôtes.....	823	42	781
	Tréport.....	3,291	#	3,291
	Bolbec.....	9,834	#	9,834
Havre (Le) ..	Criquetot-l'Esneval.....	1,480	#	1,480
	Fécamp.....	11,597	676	10,921
	Goderville.....	1,307	#	1,307
	Havrè (Le).....	64,137	1,669	62,468
	Lillebonne.....	5,089	23	5,066
	Montivilliers.....	4,078	#	4,078
	Octeville.....	2,084	#	2,084
	Saint-Romain.....	1,673	#	1,673
	Sanvic.....	2,001	#	2,001
	Argueil.....	511	#	511
Neufchâtel... ..	Aumale.....	2,160	#	2,160
	Blangy.....	1,713	14	1,699
	Forges-les-Eaux.....	1,510	#	1,510
	Gournay.....	3,041	#	3,041
	Londinières.....	1,069	#	1,069
	Neufchâtel.....	3,483	126	3,357
	Saint-Saëns.....	2,633	16	2,617
	Barentin.....	2,671	#	2,671
	Bois-Guillaume.....	2,779	103	2,676
	Boos.....	790	#	790
Rouen.....	Buchy.....	670	#	670
	Canteleu.....	3,359	75	3,284
	Caudebec-lès-Elbeuf....	8,273	#	8,273
	Clères.....	831	#	831
	Dernétal.....	5,986	#	5,986
	Déville-lès-Rouen.....	3,816	#	3,816
	Duclair.....	1,800	31	1,769
	Elbeuf.....	18,821	616	18,205
	Grand-Couronne.....	1,478	#	1,478
	Houlme (Le).....	2,070	#	2,070
	Maromme.....	3,124	#	3,124

ARROUNDISSEMENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée
Rouen [Suite.]	Mont-Saint-Aignan.....	2,603	156	2,447	911
	Monville.....	2,625	"	2,625	1,063
	Notre-Dame-de-Bondeville.	2,640	"	2,640	2,433
	Oissel.....	3,589	"	3,589	3,141
	Pavilly.....	2,787	"	2,787	1,758
	Petit-Quevilly.....	3,930	"	3,930	3,800
	Rouen.....	103,223	8,578	94,645	94,645
	Sotteville-lès-Rouen.....	8,851	384	8,467	8,132
	Canv-Barville.....	2,163	17	2,146	1,302
	Caudebec.....	2,257	49	2,208	2,094
	Doudeville.....	3,495	32	3,463	1,710
	Fauville.....	1,384	34	1,350	1,278
Yvetot.....	Fontaine-le-Dun.....	572	"	572	530
	Ourville.....	1,231	"	1,231	444
	Saint-Valery.....	4,800	"	4,800	4,756
	Valmont.....	1,070	"	1,070	496
	Yerville.....	1,711	"	1,711	534
	Yvetot.....	8,604	350	8,254	7,794

SEINE-ET-MARNE.

Coulommiers.	Coulommiers.....	4,218	141	4,077	3,180
	Ferté-Gaucher (La).....	2,132	13	2,119	1,798
	Rebais.....	1,077	"	1,077	798
	Rozoy.....	1,417	13	1,404	1,330
	Chapelle-la-Reine (La)..<	840	"	840	674
	Châteaulandon.....	2,552	"	2,552	1,275
Fontainebleau	Fontainebleau.....	10,669	2,397	8,272	8,206
	Lorrez-le-Bocage.....	868	"	868	523
	Montereau.....	6,063	8	6,055	5,679
	Moret.....	1,870	"	1,870	1,865
	Nemours.....	3,696	42	3,654	3,628
	Claye.....	1,487	"	1,487	1,166
Meaux.....	Crécy.....	1,018	"	1,018	1,018
	Dammartin.....	1,738	20	1,718	1,659
	Ferté-sous-Jourarre (La).	4,183	81	4,102	2,978
	Jourarre.....	2,644	194	2,450	1,413
	Lagny.....	2,817	203	2,614	2,614
	Lizy-sur-Ourcq.....	1,266	"	1,266	1,079
Melun.....	Meaux.....	10,491	2,394	8,097	8,073
	Brie-Comte-Robert.....	2,615	50	2,565	2,488
	Châtelet (Le).....	1,023	"	1,023	853
	Melun.....	10,312	3,262	7,050	7,007

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATION comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPU- normale ou totale.
Melun (Suite.)	Mormant Tournan Bray Donnemarie	1,107 1,706 1,593 1,108	" " 16 "	1,107 1,706 1,567 1,108
Provins	Nangis Provins Villiers-Saint-Georges	2,242 7,764 940	16 1,566 "	2,246 6,198 940
SEINE-ET-OISE.				
Corbeil	Arpajon Boissy-Saint-Léger Corbeil Essonnes Longjumeau Étampes	1,890 682 5,030 3,590 1,906 8,066	13 1 123 " 1 119	1,877 681 4,907 3,590 1,905 7,947
Étampes	Ferté-Alais (La) Méréville Milly Bonnières Houdan	790 1,724 2,209 714 2,039	" " " " "	790 1,724 2,209 714 2,039
Mantes	Limay Magny Mantes Beaumont-sur-Oise Écouen Gonesse	1,345 1,630 5,046 2,328 1,200 2,348	" " 177 72 204 197	1,345 1,630 4,869 2,256 996 2,151
Pontoise	Isle-Adam (L') Luzarches Marines Montmorency Pontoise Chevreuse Dourdan	1,913 1,498 1,706 2,359 5,609 1,750 2,539	" " 20 77 243 96 "	1,913 1,498 1,686 2,282 5,366 1,654 2,539
Rambouillet	Limours Montfort-l'Amaury Rambouillet Argenteuil Marly-le-Roi	1,043 1,679 4,363 5,857 1,325	" " 1,041 313 1	1,043 1,679 3,322 5,544 1,324
Versailles	Meudon Meulan Palaiseau Poissy	4,789 2,048 1,919 4,951	18 36 76 1,633	4,771 2,012 1,843 3,318

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Versailles.... (Suite.)	Rueil.....	5,399	442	4,957	4,780
	Saint-Cloud.....	4,405	1,138	3,267	3,267
	Saint-Cyr-l'École.....	2,277	1,117	1,160	1,090
	Saint-Germain-en-Laye..	14,283	2,950	11,333	11,218
	Sèvres.....	5,760	153	5,607	5,607
	Versailles.....	39,306	9,350	29,956	29,169
SÈVRES (DEUX-).					
Bressuire....	Argenton-Château.....	919	10	909	909
	Aubiers (Les).....	2,237	"	2,237	894
	Bressuire.....	2,654	69	2,585	2,470
	Cerizay.....	1,374	"	1,374	554
	Châtillon.....	1,494	26	1,468	1,463
	Courlay.....	2,082	"	2,082	275
Melle.....	Saint-Varent.....	1,729	"	1,729	355
	Thouars.....	2,449	222	2,227	2,227
	Brioux.....	1,231	1	1,230	522
	Celles.....	1,712	"	1,712	922
	Chef-Boutonne.....	2,232	1	2,231	1,337
	Lezay.....	2,670	"	2,670	605
Niort.....	Melle.....	2,714	17	2,697	2,435
	Mothe-Saint-Héraye (La).	2,619	"	2,619	2,084
	Pamproux.....	2,341	"	2,341	1,347
	Sauzé-Vaussais.....	1,847	"	1,847	864
	Beauvoir.....	459	"	459	459
	Breloux.....	2,142	1	2,141	886
Parthenay....	Champdeniers.....	1,406	19	1,387	1,132
	Coulonges.....	2,035	"	2,035	1,244
	Frontenay.....	2,344	"	2,344	1,584
	Mauzé.....	1,803	"	1,803	1,758
	Niort.....	20,057	1,091	18,136	17,525
	Prahecq.....	1,082	12	1,070	783
Parthenay....	Saint-Maixent.....	4,123	186	3,937	3,937
	Airvault.....	1,884	30	1,854	1,735
	Mazières.....	930	19	911	225
	Menigouie.....	1,013	46	967	301
	Moncoutant.....	2,145	"	2,145	436
	Parthenay.....	4,685	98	4,587	4,039
Parthenay....	Saint-Loup.....	1,611	"	1,611	795
	Secondigny.....	1,973	"	1,973	512
	Thénézey.....	2,275	"	2,275	828
	Vasles.....	2,418	"	2,418	1,051

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale et totale.
SOMME.				
Abbeville.	Abbeville.....	19,304	1,340	17,964
	Ailly-le-Hau.-Clocher....	1,191	"	1,191
	Ault.....	1,386	"	1,386
	Cayeux.....	2,835	"	2,835
	Crécy.....	1,624	"	1,624
	Gamaches.....	1,794	"	1,794
	Hallencourt.....	1,892	"	1,892
	Moyenneville.....	1,084	"	1,084
	Nouvion.....	891	"	891
	Rue.....	2,260	16	2,244
Amiens	Saint-Valery.....	3,404	56	3,348
	Airaines.....	2,145	"	2,145
	Amiens.....	56,587	3,857	52,730
	Conty.....	966	"	966
	Corbie.....	3,086	28	3,058
	Hornoy.....	1,106	"	1,106
	Molliens-Vidame.....	812	"	812
	Oisemont.....	1,077	"	1,077
	Picquigny.....	1,354	"	1,354
	Poix.....	1,169	25	1,144
Doullens	Sains.....	829	"	829
	Vignacourt.....	3,738	"	3,738
	Villers-Bocage.....	1,550	"	1,550
	Villers-Bretonneux.....	3,368	"	3,368
	Acheux.....	803	"	803
	Beauquesnes.....	2,800	"	2,800
	Beauval.....	2,631	"	2,631
	Bernaville.....	1,109	"	1,109
	Domart.....	1,463	"	1,463
	Doullens.....	4,527	449	4,078
Montdidier... . .	Ailly-sur-Noye.....	1,071	"	1,071
	Harbonnières.....	2,062	"	2,062
	Montdidier.....	4,144	217	3,927
	Moreuil.....	2,601	326	2,275
	Rosières.....	2,390	"	2,390
Péronne.....	Roye.....	3,736	195	3,541
	Albert.....	3,569	64	3,505
	Bray.....	1,542	"	1,542
	Chaulnes.....	1,100	"	1,100
	Combles.....	1,620	"	1,620

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Péronne..... (Suite.)	Ham	2,573	171	2,402	2,254
	Nesle	1,926	"	1,926	1,873
	Péronne.....	4,437	335	4,102	3,940
	Roisel	1,715	"	1,715	1,676
TARN.					
Albi.....	Albas.....	748	"	748	468
	Albi.....	14,636	1,612	13,024	10,380
	Ambialet.....	3,358	"	3,358	278
	Carmaux.....	3,743	"	3,743	3,041
	Curvalle.....	2,530	"	2,530	114
	Lescure.....	2,022	"	2,022	494
	Mirandol.....	2,570	"	2,570	371
	Monestiès.....	1,555	"	1,555	607
	Montirat.....	2,526	"	2,526	548
	Pampelonne.....	2,235	"	2,235	791
	Paulin.....	2,550	"	2,550	89
	Réalmont.....	2,721	"	2,721	2,175
	Valderiès.....	1,116	"	1,116	234
	Valence.....	1,286	13	1,273	598
	Villefranche.....	1,554	"	1,554	801
	Aiguafonde.....	2,012	"	2,012	1,888
	Anglès.....	2,707	"	2,707	526
	Boissezon.....	2,637	"	2,637	385
	Brassac.....	2,087	"	2,087	1,285
Castres.....	Castelnau-de-Brassac....	4,338	124	4,214	112
	Castres.....	22,062	2,677	19,385	14,144
	Dourgne.....	1,923	"	1,923	893
	Labastide-Rouayrcux....	2,638	6	2,632	1,711
	Labruguière.....	3,630	"	3,630	1,405
	Lacaune.....	3,520	"	3,520	1,383
	Lacaze.....	2,304	"	2,304	440
	Lautrec.....	3,330	20	3,310	977
	Mazamet.....	10,368	68	10,300	7,387
	Montredon.....	5,104	"	5,104	801
	Murat.....	2,648	"	2,648	429
	Roquecourbe.....	1,878	"	1,878	1,184
	Saint-Amans-Soult.....	2,464	"	2,464	687
	Sorèze.....	2,765	150	2,616	1,349
	Vabre.....	2,452	"	2,452	1,175
	Viane.....	2,119	"	2,119	399
	Vielmur.....	1,153	"	1,153	797

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale o totale.
Gaillac.....	Cadalen.....	2,103	11	2,103
	Castelnau-de-Montiniral..	3,019	11	3,019
	Cordes.....	2,911	52	2,859
	Gaillac.....	7,855	79	7,776
	Lisle.....	4,873	11	4,873
	Penne.....	2,150	11	2,150
	Puycelci.....	2,137	11	2,137
	Rabastens.....	5,419	32	5,387
	Salvagnac.....	1,904	5	1,899
	Vaour.....	624	11	624
Lavaur.....	Cuq-Toulza.....	1,184	11	1,184
	Graulhet.....	5,613	13	5,600
	Lavaur.....	7,331	254	7,077
	Puylaurens.....	5,899	10	5,889
	Saint-Paul.....	1,179	11	1,179

TARN-ET-GARONNE.

Castelsarrasin.	Beaumont.....	4,225	11	4,225
	Castelsarrasin.....	6,894	71	6,822
	Grisolles.....	2,130	11	2,130
	Lavit.....	1,582	11	1,582
	Montech.....	2,637	11	2,637
	Saint-Nicolas.....	3,047	11	3,047
	Verdun.....	4,110	11	4,110
	Auvillar.....	2,080	38	2,042
	Bourg-de-Visa.....	959	11	959
	Cazes-Mondenard.....	3,163	11	3,163
Moissac.....	Lauzerte.....	3,147	11	3,147
	Moissac.....	10,290	11	10,290
	Montaigu.....	3,700	11	3,700
	Valence.....	3,532	60	3,472
	Caussade.....	4,137	11	4,137
Montauban...	Caylus.....	5,212	11	5,212
	Française (La).....	3,752	11	3,752
	Molières.....	2,423	11	2,423
	Monclar.....	2,202	11	2,202
	Montauban.....	25,095	1,536	23,565
	Montpezat.....	2,805	45	2,760
	Nègrepelisse.....	3,170	11	3,170
	Puyaroque.....	2,285	11	2,285
	Saint-Antonin.....	5,347	10	5,337
	Villebrumier.....	779	11	779

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée
VAR.					
Brignoles. . . .	Barjols.	3,174	13	3,161	3,004
	Besse.	1,643	"	1,643	1,560
	Brignoles.	5,836	464	5,372	4,626
	Carcès.	2,410	11	2,399	2,284
	Cotignac.	3,415	6	3,409	2,970
	Gonfaron.	2,101	"	2,101	1,991
	Pignans.	2,375	"	2,375	2,237
	Rians.	2,663	"	2,663	2,302
	Roquebrussanne.	1,312	"	1,312	1,207
	Saint-Maximin.	3,460	5	3,455	3,193
	Tavernès.	1,176	"	1,176	1,099
	Tourves.	2,538	"	2,538	2,286
Draguignan . . .	Arcs (Les).	2,677	9	2,668	1,923
	Aups.	2,704	29	2,675	2,338
	Callas.	2,046	"	2,046	1,886
	Comps.	827	"	827	325
	Draguignan.	11,052	1,152	9,900	8,287
	Fayence.	2,205	"	2,205	1,350
	Flayosc.	2,726	"	2,726	1,816
	Fréjus.	2,727	84	2,643	2,436
	Gardesfreinet.	2,589	"	2,589	1,830
	Grimaud.	1,418	"	1,418	755
	Lorgues.	4,431	157	4,274	3,016
	Luc (Le).	3,650	28	3,622	2,831
Grasse.	Muy (Le).	2,258	"	2,258	1,940
	Saint-Tropez.	3,640	285	3,355	3,162
	Salernes.	2,823	"	2,823	2,531
	Vidauban.	2,296	"	2,296	1,608
	Antibes.	6,657	1,913	4,744	3,906
	Bar (Le).	1,557	"	1,557	1,285
	Cagnes.	2,280	"	2,280	1,800
	Cannes.	5,860	283	5,577	4,987
	Courségoules.	593	"	593	534
	Grasse.	11,764	210	11,554	7,292
	Saint-Auban.	634	"	634	206
	Saint-Vallier.	593	"	593	524
Toulon.	Vallauris.	2,584	"	2,584	2,324
	Vence.	2,733	"	2,733	2,390
	Beausset (Le).	2,667	2	2,665	1,886
	Bormes.	2,002	"	2,002	818

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale et totale.
Toulon..... (Suite.)	Cadières (La)	2,338	"	2,338
	Collobrières.	2,140	"	2,140
	Crau-d'Hyères.	2,381	"	2,381
	Cuers.	4,387	169	4,218
	Garde (La)	2,568	"	2,568
	Hyères.	9,446	426	9,020
	Ollioules.	3,305	16	3,289
	Puget-près-Cuers.	2,032	"	2,032
	Saint-Nazaire.	2,556	"	2,556
	Seyne (La)	8,709	104	8,605
	Six-Fours.	2,649	"	2,649
	Solliès-Pont.	2,961	26	2,935
	Toulon	82,705	35,630	47,075
	Valette (La)	2,127	"	2,127
VAUCLUSE.				
Apt.	Apt	5,778	66	5,712
	Bonnieux.	2,631	"	2,631
	Cadenet.	2,661	9	2,652
	Gordes.	2,899	"	2,899
	Pertuis.	4,959	18	4,941
	Saint-Saturnin.	2,575	10	2,565
	Toux-d'Aigues (La)	2,435	"	2,435
	Avignon.	37,077	4,864	32,213
Avignon.	Bédarriès.	2,847	"	2,847
	Cavaillon.	7,431	"	7,431
	Courtheson.	3,564	"	3,564
	Isle (L')	6,500	"	6,500
	Saint-Saturnin.	2,005	"	2,005
	Sorgues.	4,085	6	4,079
	Thor.	4,065	"	4,065
	Vedènes.	2,040	"	2,040
Carpentras.	Bedouin.	2,548	"	2,548
	Caromb.	2,511	"	2,511
	Carpentras.	10,891	261	10,630
	Entraigues.	2,124	"	2,124
	Mazan.	3,779	"	3,779
	Monteux.	4,483	"	4,483
	Mormoiron.	2,579	"	2,579
	Pernes.	5,131	39	5,092
	Sarrians.	3,078	18	3,060
	Sault.	2,760	"	2,760

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Orange	Beaumes	1,791	"	1,791	1,130
	Bollène	4,890	"	4,890	2,812
	Caderousse	3,168	"	3,168	1,807
	Camaret	2,625	"	2,625	946
	Jonquières	2,478	"	2,478	1,166
	Lapalud	2,655	"	2,655	2,165
	Malaucène	3,330	10	3,320	2,160
	Montdragon	2,942	"	2,942	1,868
	Orange	10,621	936	9,685	6,264
	Piolenc	2,123	"	2,123	1,197
	Sainte-Cécile	2,278	"	2,278	1,813
	Vaison	3,272	"	3,272	2,075
	Valréas	4,864	26	4,838	3,304
	Visan	2,370	"	2,370	1,181

VENDÉE.

Fontenay-le-Comte	Benet	2,501	"	2,501	1,321
	Boupère (Le)	2,696	"	2,696	546
	Chaillé-les-Marais	2,495	6	2,489	834
	Châtaigneraie (La)	1,801	30	1,771	1,535
	Fontenay-le-Comte	7,727	412	7,315	6,170
	Hermenault (L')	1,064	"	1,064	540
	Luçon	5,134	183	4,951	4,425
	Maillezais	1,425	"	1,425	823
	Nalliers	2,153	"	2,153	963
	Pouzauges	2,591	"	2,591	1,256
	Saint-Hilaire-des-Loges ..	2,702	"	2,702	434
	Saint-Michel-en-l'Herm ..	2,962	"	2,962	2,070
	Sainte-Hermine	2,071	5	2,066	1,320
	Vix	3,140	"	3,140	2,185
	Aizenay	3,764	"	3,764	944
	Bourg-sous-Napoléon (Le) ..	2,232	"	2,232	127
	Bournezeau	2,150	"	2,150	831
	Brouzils (Les)	2,259	"	2,259	252
	Bruffière (La)	2,609	"	2,609	605
Napoléon-Vendée	Chaize-le-Vicomte (La) ..	2,276	"	2,276	1,011
	Chantonnay	3,101	"	3,101	1,293
	Chavagnes-en-Paillers ..	2,621	205	2,416	504
	Cugand	2,249	"	2,249	615
	Essarts (Les)	2,816	"	2,816	730
	Gaubretière (La)	2,042	"	2,042	630
	Herbiers (Les)	3,365	"	3,365	1,555

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale ou totale.
Napoléon-Ven- dée (Suite.)	Lucs (Les).....	2,636	#	2,636
	Marcueil.....	1,729	#	1,729
	Montaigu.....	1,731	67	1,664
	Mortagne-sur-Sèvre.....	2,238	#	2,238
	Mouchamps.....	2,820	#	2,820
	Napoléon-Vendée.....	8,178	1,714	6,464
	Poiré-sous-Napoléon (Le).	3,838	#	3,838
	Rocheservière.....	2,000	#	2,000
	Saint-Fulgent.....	1,836	#	1,836
	S'-Georges-de-Montaigu..	2,302	#	2,302
	Saint-Hilaire-de-Loulay..	2,154	#	2,154
	Saint-Laurent-sur-Sèvre..	2,460	885	1,575
	Saint-Philbert-de-Bouaine.	2,000	#	2,000
	Beauvoir.....	2,746	2	2,744
	Bouin.....	2,839	12	2,827
	Challans.....	4,167	2	4,165
	Garnache (La).....	2,956	#	2,956
	Ile-Dieu (L').....	2,636	90	2,546
	Mothe-Achard (La).....	738	#	738
	Montiers-les-Mauxfaits (Les)...	804	#	804
Sables- d'Olonne (Les).	Noirmoutier.....	8,253	123	8,130
	Olonne.....	2,086	#	2,086
	Palluau.....	564	#	564
	Sables-d'Olonne (Les)...	6,464	331	6,133
	Saint-Étienne-du-Bois...	2,696	#	2,696
	Saint-Gilles-sur-Vic.....	1,080	7	1,073
	Saint-Hilaire-de-Riez....	2,292	1	2,291
	Saint-Hilaire-de-Talmont.	2,746	#	2,746
	Saint-Jean-de-Monts.....	4,091	#	4,091
	Sallertaine.....	2,220	#	2,220
	Talmont.....	694	#	694
VIENNE.				
Châtellerault.	Châtellerault.....	14,084	451	13,633
	Dangé.....	898	#	898
	Leigné-sur-Usseau.....	356	#	356
	Lencloître.....	1,741	#	1,741
	Pleumartin.....	1,374	#	1,374
	Vouneuil-sur-Vienne....	1,429	#	1,429
Civray.....	Availles.....	2,050	#	2,050
	Charroux.....	1,854	25	1,829
	Chaunay.....	2,347	#	2,347

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Civray..... (Suite.)	Civray.....	2,227	18	2,209	2,113
	Couhé.....	1,887	16	1,871	1,598
	Gençay.....	1,149	"	1,149	956
	Usson.....	2,215	"	2,215	745
Loudun.....	Loudun.....	4,810	348	4,462	3,987
	Moncontour.....	750	"	750	734
	Monts.....	864	"	864	760
	Trois-Moutiers.....	1,263	"	1,263	236
Montmorillon.....	Chauvigny.....	1,918	42	1,876	1,718
	Ile-Jourdain (L').....	726	"	726	706
	Lathus.....	2,147	"	2,147	223
	Lussac.....	1,747	"	1,747	946
	Montmorillon.....	4,968	319	4,649	3,789
	Saint-Pierre-de-Maillé... Saint-Savin.....	2,294	"	2,294	553
	Trimouille (La).....	1,566	"	1,566	1,224
	Benassais.....	1,919	"	1,919	991
	Benassais.....	2,220	"	2,220	660
	Lusignan.....	2,940	4	2,936	1,995
	Migné.....	2,551	206	2,345	1,260
	Mirebeau.....	2,426	"	2,426	1,661
Poitiers.....	Neuville.....	3,014	"	3,014	1,245
	Poitiers.....	30,873	4,640	26,233	24,723
	Rouillé.....	2,723	"	2,723	336
	Saint-Georges.....	1,297	"	1,297	509
	Saint-Julien.....	1,032	"	1,032	311
	Saint-Sauvant.....	2,976	"	2,976	773
	Vendeuvre.....	2,249	"	2,249	432
	Villedieu (La).....	425	"	425	413
	Vivonne.....	2,736	4	2,732	1,395
	Vouillé.....	1,660	"	1,660	1,002
VIENNE (HAUTE-).					
Bellac.....	Bellac.....	3,575	41	3,534	2,930
	Bessines.....	2,630	"	2,630	337
	Blond.....	2,411	"	2,411	201
	Bussière-Poitevine.....	2,189	"	2,189	339
	Châteauponsac.....	3,926	"	3,926	707
	Compreignac.....	2,427	"	2,427	238
	Darnac.....	2,173	"	2,173	146
	Dorat (Le).....	2,625	335	2,290	1,777
	Magnac-Laval.....	3,418	32	3,386	1,040
	Mézières.....	1,366	"	1,366	270

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POP normale totale.
Bellac (Suite.)	Nantiat	1,334	#	1,334
	Rancon	2,061	#	2,061
	Saint-Sulpice-les-Feuilles .	1,929	#	1,929
	Aixe	2,920	10	2,910
	Ambazac	2,912	#	2,912
	Bujaleuf	2,151	#	2,151
	Châteauneuf	1,468	9	1,468
	Croisille (La)	2,016	#	2,016
Limoges	Eymoutiers	3,539	33	3,506
	Laurière	1,425	#	1,425
	Limoges	46,564	4,469	42,095
	Nieul	810	#	810
	Peyrat-le-Château	2,850	#	2,850
	Pierre-Buffière	1,120	#	1,120
	Saint-Léonard	6,184	63	6,121
	Séreilhac	2,194	#	2,194
	Solignac	2,873	#	2,873
	Verneuil-sur-Vienne	2,132	#	2,132
	Dournazac	2,252	#	2,252
	Oradour-sur-Vayres	3,331	#	3,331
	Rochechouart	4,248	22	4,226
	Saint-Junien	5,994	48	5,946
	Saint-Laurent-sur-Gorre	2,569	#	2,569
Rochechouart.	Saint-Mathieu	2,351	#	2,351
	Vayres	2,208	#	2,208
	Châlus	1,996	#	1,996
	Coussac-Bonneval	3,145	#	3,145
	Ladignac	2,640	#	2,640
	Nexon	2,384	#	2,384
	Saint-Germain-les-Belles .	2,188	#	2,188
	Saint-Yrieix	7,749	67	7,682
Saint-Yrieix	Vicq	2,210	#	2,210

VOSGES.

Épinal.	Bains	2,546	23	2,523
	Bruyères	2,367	30	2,337
	Chapelle-aux-Bois (La) . .	2,421	#	2,421
	Châtel	1,312	73	1,239
	Clerjus (Le)	2,310	#	2,310
	Épinal	11,076	936	10,140
	Fontenoy-le-Château	2,023	#	2,023
	Hadol	3,065	#	3,065

ARRONDISSE- MENT.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Épinal..... (Suite.)	Rambervillers.....	4,706	59	4,647	4,296
	Xertigny.....	3,680	"	3,680	2,521
Mirecourt....	Charmes.....	3,034	24	3,010	2,988
	Darney.....	1,860	21	1,839	1,820
	Dompaire.....	1,405	"	1,405	1,401
	Mirecourt.....	5,194	263	4,931	4,857
	Monthureux.....	1,594	"	1,594	1,280
Neufchâteau..	Vittel.....	1,240	"	1,240	1,213
	Bulgnéville.....	993	15	978	970
	Châtenois.....	1,448	"	1,448	1,121
	Coussey.....	718	"	718	718
	Lamarche.....	1,804	117	1,687	1,426
Remiremont..	Neufchâteau.....	3,609	100	3,509	3,509
	Bellefontaine.....	2,280	"	2,280	"
	Bresse (La).....	3,743	"	3,743	1,511
	Bussang.....	2,032	"	2,032	615
	Cornimont.....	3,789	"	3,789	1,427
	Dommartin.....	2,199	"	2,199	1,025
	Plombières.....	1,477	"	1,477	1,477
	Ramonchamp.....	3,116	"	3,116	705
	Remiremont.....	5,164	61	5,103	4,431
	Rupt.....	4,361	"	4,361	1,770
	Saint-Nabord.....	2,338	"	2,338	1,037
	Saulxures.....	4,110	"	4,110	2,168
	Vagney.....	3,414	"	3,414	652
	Val-d'Ajol (Le).....	6,710	"	6,710	962
Saint-Dié....	Anould.....	2,793	"	2,793	"
	Broque (La).....	2,567	"	2,567	1,295
	Brouvelieures.....	539	"	539	451
	Corcieux.....	1,613	"	1,613	595
	Fraize.....	2,281	"	2,281	633
	Gérardmer.....	5,640	"	5,640	1,583
	Granges.....	2,185	"	2,185	795
	Laveline.....	2,002	"	2,002	310
	Moyenmoutier.....	2,491	"	2,491	951
	Plainfaing.....	3,888	"	3,888	499
	Raon-l'Étape.....	3,449	1	3,448	3,140
	Saales.....	1,194	"	1,194	1,123
	Saint-Dié.....	9,006	233	8,773	6,730
	Schirmeck.....	1,394	"	1,394	1,009
	Senones.....	2,520	"	2,520	2,274

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULA- TION totale.	POPULATIONS comptées à part, conformément à l'article 2 du décret du 9 février 1856.	POPUL normale et totale.
YONNE.				
Auxerre.	Auxerre.....	15,119	2,396	12,723
	Chablis.....	2,272	"	2,272
	Coulange-la-Vineuse....	1,339	"	1,339
	Coulange sur-Yonne....	1,089	"	1,089
	Courson.....	1,415	"	1,415
	Ligny-le-Châtel.....	1,606	24	1,582
	Saint-Florentin.....	2,305	17	2,288
	Saint-Sauveur.....	1,775	"	1,775
	Seignelay.....	1,546	40	1,506
	Toucy.....	2,825	18	2,807
	Treigny.....	2,505	"	2,505
	Vermonton.....	2,316	"	2,316
Avallon.....	Avallon.....	5,543	234	5,309
	Guillon.....	809	"	809
	Isle-sur-le-Serein (L')..	843	"	843
	Quarré-les-Tombes.....	2,236	"	2,236
	Vézelay.....	1,158	"	1,158
Joigny.....	Aillant.....	1,434	"	1,434
	Bléneau.....	1,770	"	1,770
	Brienon.....	2,561	"	2,561
	Cerisiers.....	1,391	"	1,391
	Charny.....	1,490	"	1,490
	Joigny.....	6,575	955	5,620
	Saint-Fargeau.....	2,432	"	2,432
	Saint-Julien-du-Sault...	2,250	"	2,250
	Villeneuve-sur-Yonne...	5,025	25	5,000
	Chéroy.....	847	"	847
Sens.....	Pont-sur-Yonne.....	1,838	"	1,838
	Sens.....	10,488	619	9,869
	Sergines.....	1,337	"	1,337
	Villeneuve-l'Archevêque..	1,818	"	1,818
Tonnerre....	Ancy-le-Franc.....	1,863	23	1,840
	Cruzy-le-Châtel.....	1,046	"	1,046
	Flogny.....	422	"	422
	Noyers.....	1,645	40	1,605
	Tonnerre.....	4,692	181	4,511

Vu pour être annexé au décret du 20 décembre 1856.

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur

Signé BILLAULT.

N° 4197. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui proroge l'autorisation accordée à la Compagnie des Mines de Mouzaïa, d'exporter de l'Algérie à l'étranger, jusqu'à la concurrence de six mille tonnes de Minerai de cuivre provenant desdites Mines.

Du 31 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu la loi du 11 janvier 1851, sur le régime commercial de l'Algérie;

Vu le décret du 26 mai 1855, qui proroge jusqu'au 30 juin 1857 l'autorisation accordée par les décrets des 29 juin 1849 et 29 mai 1851, à la compagnie des mines de Mouzaïa, d'exporter directement de l'Algérie à l'étranger six mille tonnes de minerai de cuivre provenant desdites mines;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et de l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'autorisation accordée par les décrets susvisés, à la compagnie des mines de Mouzaïa, d'exporter directement de l'Algérie à l'étranger jusqu'à la concurrence de six mille tonnes de minerai de cuivre provenant desdites mines, est prorogée jusqu'au 30 juin 1859.

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre, de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Moniteur universel et au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Janvier 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **E. ROTHEN**.

Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

Signé **VAILLANT**.



Certifié conforme :

Paris, le 18 ' Février 1857.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 470.

N° 4338. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant la promulgation du Traité d'amitié et de commerce conclu, le 12 juillet 1855, entre la France et la Perse.*

Du 14 Février 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Un Traité d'amitié et de commerce ayant été signé, le 12 juillet 1855, entre la France et la Perse, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Téhéran, le 14 du même mois, ledit Traité, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

Au nom de Dieu clément et miséricordieux.

Sa Haute Majesté l'Empereur *Napoléon*, dont l'élévation est pareille à celle de la planète Saturne, à qui le soleil sert d'étendard, l'astre lumineux du firmament des têtes couronnées, le soleil du ciel de la royauté, l'ornement du diadème, la splendeur des étendards, insignes impériaux, le Monarque illustre et libéral;

Et Sa Majesté élevée comme la planète de Saturne, le Souverain à qui le soleil sert d'étendard, dont la splendeur et la magnificence sont pareilles à celles des cieux, le Souverain sublime, le Monarque dont les armées sont nombreuses comme les étoiles, dont la grandeur rappelle celle de Djemschid, dont la munificence égale celle de Darius, l'héritier de la couronne et du trône des Keyaniens, l'Empereur sublime et absolu de toute la Perse;

L'un et l'autre, également et sincèrement désireux d'établir

des rapports d'amitié entre les deux États, ont voulu les consolider par un Traité d'amitié et de commerce réciproquement avantageux et utile aux sujets des deux hautes puissances contractantes ;

A cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté l'Empereur de France, le sieur *Nicolas-Prosper Bourée*, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Commandeur de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Gregoire-le-Grand, Grand-Officier de l'Ordre Ottoman du Medjidié, etc. ;

Et Sa Majesté l'Empereur de toute la Perse, Son Excellence *Mirza-Aga-Khan*, son premier Ministre, Eetemad-el-Dowlet (confiance du Gouvernement), décoré de l'Etoile de l'Ordre du Lion et du Soleil, en diamants, de la classe d'Amir-Touman, avec Grand-Cordon vert et rouge, du portrait de Sa Majesté le Schah, première classe, et de la croix d'Amir-Nouyan, avec le Grand-Cordon vert, insigne distinctif du premier personnage du Royaume, et porteur du sabre, du bâton en pierreries et de la ceinture en perles fines ;

Et les deux Plénipotentiaires s'étant réunis à Téhéran, ayant échangé leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1^{er}. A dater de ce jour et à perpétuité, il y aura amitié sincère et une constante bonne intelligence entre l'Empire de France et tous les sujets français, et l'Empire de Perse et tous les sujets persans.

2. Les ambassadeurs ou ministres plénipotentiaires qu'il plairait à chacune des deux hautes puissances contractantes d'envoyer et d'entretenir auprès de l'autre seront reçus et traités, eux et tout le personnel de leur mission, comme sont reçus et traités, dans les deux pays respectifs, les ambassadeurs ou ministres plénipotentiaires des nations les plus favorisées, et ils y jouiront, de tout point, des mêmes prérogatives et immunités.

3. Les sujets des deux hautes parties contractantes, voyageurs, négociants, industriels et autres, soit qu'ils se déplacent, soit qu'ils résident sur le territoire de l'un ou de l'autre Empire, seront respectés et efficacement protégés par les autorités du pays et leurs propres agents, et traités, à tous égards, comme le sont les sujets de la nation la plus favorisée.

Us pourront réciproquement apporter, par terre et par mer, dans l'un et l'autre Empire et en exporter toute espèce de marchandises et de produits, les vendre, les échanger, les acheter, les transporter en tous lieux sur le territoire de l'un et de l'autre État.

4. Les marchandises importées ou exportées par les sujets respectifs des deux hautes parties contractantes ne payeront dans l'un et l'autre État, soit à l'entrée, soit à la sortie, que les mêmes droits que payent à l'entrée et à la sortie, dans l'un et l'autre État, les marchandises et produits importés et exportés par les marchands et sujets de la nation la plus favorisée; et nulle taxe exceptionnelle ne pourra, sous aucun nom et sous aucun prétexte, être réclamée dans l'un comme dans l'autre État.

5. Les procès, contestations et disputes qui, dans l'Empire de Perse, viendraient à s'élever entre sujets français, seront référés en totalité à l'arrêt et à la décision de l'agent ou consul français qui résidera dans la province où ces procès, contestations et disputes auraient été soulevés, ou dans la province la plus voisine. Il en décidera d'après les lois françaises.

Les procès, contestations et disputes soulevés en Perse entre des sujets français et des sujets persans, seront portés devant le tribunal persan, juge ordinaire de ces matières, au lieu où résidera un agent ou un consul français, et discutés et jugés selon l'équité, en présence d'un employé de l'agent ou du consul français.

Les procès, contestations et disputes soulevés en Perse entre des sujets français et des sujets appartenant à d'autres puissances également étrangères, seront jugés et terminés par l'intermédiaire de leurs agents ou consuls respectifs.

En France, les sujets persans seront également, dans toutes leurs contestations, soit entre eux, soit avec des sujets français ou étrangers, jugés suivant le mode adopté dans cet Empire envers les sujets de la nation la plus favorisée.

Quant aux affaires de la juridiction criminelle dans lesquelles seraient compromis des sujets français en Perse, des sujets persans en France, elles seront jugées en France et en Perse suivant le mode adopté dans les deux pays envers les sujets de la nation la plus favorisée.

6. En cas de décès de l'un de leurs sujets respectifs sur le territoire de l'un ou de l'autre État, sa succession sera remise

intégralement à la famille ou aux associés du défunt, s'il en a. Si le défunt n'avait ni parents ni associés, sa succession, dans l'un comme dans l'autre Pays, serait remise à la garde de l'agent ou du consul de la nation du sujet décédé, pour que celui-ci en fasse l'usage convenable, conformément aux lois et coutumes de son pays.

7. Pour la protection de leurs sujets et de leur commerce respectifs, et pour faciliter de bonnes et équitables relations entre les sujets des deux États, les deux hautes parties contractantes se réservent la faculté de nommer, chacune trois, consuls. Les consuls de France résideront à Téhéran, à Bender-Bouchir, à Tauris. Les consuls de Perse résideront à Paris, à Marseille, et à l'île de la Réunion (Bourbon).

Ces consuls des deux hautes puissances contractantes jouiront réciproquement, sur le territoire de l'un et de l'autre Empire où sera établie leur résidence, du respect, des privilèges et des immunités accordés dans l'un et dans l'autre Empire aux consuls de la nation la plus favorisée.

8. Le présent Traité de commerce et d'amitié, cimenté par la sincère amitié et la confiance qui règnent entre les deux Empires bien conservés de France et de Perse, sera, Dieu aidant, fidèlement observé et maintenu, de part et d'autre, à perpétuité, et les plénipotentiaires des deux hautes parties contractantes s'engagent à échanger les ratifications impériales de leurs Augustes Souverains, soit à Téhéran, soit à Paris, dans l'espace de six mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs des deux hautes parties contractantes ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait double, en français et en persan, le 12 du mois de juillet de l'an du Christ 1855, et le 27 du mois de chawal de l'Hégire, l'année 1271, à Téhéran.

(L. S.) Signé P. BOURÉE.

(L. S.) Signé MIRZA-AGA-KHAN.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'état au département des

affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Février 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

La Garde des sceaux, Ministre de la
justice,

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé A. WALEWSKI.

Signé ABBATUCCI.

N° 4339. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit représentant les sommes versées au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de Travaux publics appartenant à l'exercice 1856.

Du 11 Février 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840, ainsi conçu :

« Les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à l'exécution de travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget ; un crédit de pareille somme sera ouvert par ordonnance royale au ministère des travaux publics, additionnellement à ceux qui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits crédits non employée pendant le cours d'un exercice, pourra être réimputée, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances royales qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré ; »

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir avec les fonds de l'État à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1856 ;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au

département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1856 (1^{re} et 2^e section du budget) un crédit de six cent vingt-quatre mille sept cent cinquante-quatre francs trois centimes (624,754^f 03^c) formant le montant de l'état ci-dessus mentionné.

Cette somme de six cent vingt-quatre mille sept cent cinquante-quatre francs trois centimes (624,754^f 03^c) est répartie entre les sections et chapitres du budget de l'exercice 1856, désignés ci-après, dans les proportions suivantes :

1^{re} SECTION.

CHAP. XXIII.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires).....	11,180 ^f 71 ^c
— XXVII.	Navigation intérieure (rivières). Travaux ordinaires.....	110,836 07
— XXVIII.	Navigation intérieure (canaux). Travaux ordinaires.....	5,463 55
— XXIX.	Ports maritimes, phares et fanaux.....	69,630 24
— XXX.	Dunes et semis, dessèchements et irrigations...	745 10
TOTAL pour la 1 ^{re} section.....		197,855 67

2^e SECTION.

CHAP. XXXVI.	Constructions de ponts.....	139,400 ^f 00 ^c
— XXXVII.	Amélioration de rivières.....	9,000 00
— XXXIX.	Amélioration de ports maritimes..	278,498 36
TOTAL pour la 2 ^e section...		426,898 36
SOMME égale au montant du crédit.....		624,754 03

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources ordinaires du budget de 1856.

3. La régularisation du crédit sera proposée au Corps législatif.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,
Signé P. MAGNE.

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
Signé E. ROUHER.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Sont des sommes versées dans les caisses du Trésor par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1856.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements par chapitre.
1^{re} SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XXIII.		
ROUTES ET PORTS. (Travaux ordinaires.)		
Ain	Construction de trottoirs bordant les routes impériales	4,500 ⁰⁰
Idem	Construction de trottoirs sur la route n° 79, dans la traverse de Saint-Laurent	750 73
Aisne	Relevé à bout de la chaussée pavée de la route n° 2, dans la traverse de Marle	425 00
Bouches-de-Rhône ..	Travaux d'amélioration de la route impériale n° 99 en face du mas Durand	650 00
Pyrénées (Hautes-) ..	Construction des trottoirs de la rue de Vic à Tarbes. (Route n° 135 de Bordeaux à Bagueres.)	454 98
Tarn	Construction d'un aqueduc au portail neuf. (Routes n° 112 et 118 à leur jonction.) ...	2,400 00
Vienne	Construction de trottoirs sur la route impériale n° 10)	2,000 00
TOTAL pour le chapitre XXIII...		11,180 71
CHAPITRE XXVII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières.)		
(Travaux ordinaires.)		
Allier	Travaux de défense de la rive gauche de l'Allier dans la commune de Charmeil entre les bornes kilométriques n° 121 et 122	27,000 00
Calvados	Travaux d'amélioration de la rivière de l'Orne	22,000 00
Côte-d'Or	Construction d'un port à Pontallier sur la rivière de Saône	8,000 00
Eure	Curage fait par l'État au-dessus de l'ancienne embouchure du canal d'égout du marais Vernier	2,500 00
Gironne (Haute-) ..	Entretien et réparation de la chaussée de Ville-mur-sur-le-Tarn	500 00
Gironde	Travaux de défense de la rive gauche de la Garonne au droit de la propriété du sieur Fleujergues dans la commune de Beautin	500 00
Idem	Amélioration de l'Estey de la Trosne	1,203 00
Maine-et-Loire	Construction du quai Saint-Maurille de Chalon sur la Loire	20,000 00
A REPORTER.....		81,703 00
		11,180 71

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements par chapitre.
	REPORT.....	81,703 ^f 00 ^c 11,180 ^f 71 ^c
Meuse.....	Travaux de défense des rives de la Meuse le long d'un pré situé à Monzey.....	100 90
Idem.....	Travaux de défense des rives de la Meuse au lieu dit le Crapand.....	200 00
Idem.....	Travaux de défense des rives de la Meuse au territoire de Sassey.....	349 90
Idem.....	Travaux exécutés par l'Etat pour la coupure de Champneuville.....	230 40
Saône-et-Loire....	Construction d'un port à Louhans.....	3,000 00
Seine-Inférieure...	Agrandissement des quais du port de la ville d'Elbeuf.....	34,542 77
Tarn.....	Entretien du barrage de Tersac sur le Tarn...	150 00
Yonne.....	Travaux de défense sur la rivière d'Yonne...	1,570 00
	TOTAL pour le Chapitre XXVII. .	110,836 07 110,836 07
CHAPITRE XXVIII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Canaux.)		
(Travaux ordinaires.)		
Aisne.....	Construction d'une digue insubmersible sur le canal latéral à l'Aisne, rive gauche de la Suippe, pour la défense de la commune de Condé-sur-Suippe contre les inondations de l'Aisne.....	1,463 55
Morbihan.....	Reconstruction du port de Saint-Gobrien sur le canal de Nantes à Brest.....	4,000 00
	TOTAL pour le chapitre XXVIII....	5,463 55 5,463 55
CHAPITRE XXIX.		
PORTS MARITIMES, PHARES ET FANAUX.		
Calvados.....	Travaux du port de Dives.....	3,000 00
Idem.....	_____ d'Arromanche.....	3,000 00
Idem.....	_____ de Courseulles.....	9,000 00
Idem.....	_____ de Port-en-Bessin.....	15,000 00
Eure.....	Travaux de défense du littoral de Berville-sur-Mer.....	1,880 24
Seine-Inférieure..	Reconstruction de la partie du grand quai comprise entre les murs de Paris et de la Gaffe.	13,750 00
Var.....	Travaux d'assainissement du Mourillon, à Toulon.....	25,000 00
	TOTAL pour le chapitre XXIX....	69,630 24 69,630 24
CHAPITRE XXX.		
DUNES ET SEMIS, DESSÈCHEMENTS ET IRRIGATIONS.		
Gironde.....	Reconstruction d'un pont sur le canal d'écoulement des étangs du Porge et de Lacanau.....	745 10
	TOTAL pour la 1 ^{re} section du budget.....	197,855 67

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements par chapitre.
II^e SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XXXVI. CONSTRUCTION DE PONTS.		
Pyrénées (Basses-). Sarthe..... Seine.....	Construction du pont Mayon à Bayonne.....	20,000 ⁰⁰
	Reconstruction du pont des Carmes.....	3,400 00
	Travaux de remaniement du quai entre les ponts des Invalides et de l'Alma.....	116,000 00
	TOTAL pour le chapitre XXXVI.....	139,400⁰⁰
CHAPITRE XXXVII. AMÉLIORATION DE RIVIÈRES.		
Seine.....	Travaux du port de la Gare prolongé en amont du pont Napoléon	9,000 00
CHAPITRE XXXIX. AMÉLIORATION DE PORTS MARITIMES.		
Calvados	Travaux du canal de Caen à la mer.....	74,998 36
Manche.....	Construction d'un bassin à Granville.....	3,500 00
Seine-Inférieure ..	Travaux à exécuter au port du Havre.....	200,000 00
	TOTAL pour le chapitre XXXIX....	278,498 36
	TOTAL pour la 2^e section du budget.....	426,898 36
RÉCAPITULATION.		
1^{re} SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XXIII.	Routes et ponts. — Travaux ordinaires.....	11,180 71
XXVII.	Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires.....	110,836 07
XXVIII.	Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires	5,463 55
XXIX.	Ports maritimes, phares et fanaux.....	69,630 24
XXX.	Dunes et semis, dessèchements et irrigations..	745 00
	TOTAL pour la 1^{re} section.....	197,855 67
2^e SECTION DU BUDGET.		
CHAPITRE XXXVI.	Construction de ponts.....	139,400 00
XXXVII.	Amélioration de rivières.....	9,000 00
XXXIX.	Amélioration de ports maritimes.....	278,498 36
	TOTAL pour la 2^e section.....	426,898 36
	TOTAL pour les deux sections du budget.....	624,754 03

Approuvé pour être annexé au décret du 11 février 1857.
Paris, le 11 février 1857.

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4340. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère d'État, exercice 1856.*

Du 14 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre d'état;

Vu la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1856;

Vu notre décret du 31 octobre 1855 (1) portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu l'article 3 de notre décret du 10 novembre 1856 (2);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 5 février 1857;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert au chapitre XII (*Entretien des bâtiments civils*), première section du budget du ministère d'état, exercice 1856, est réduit d'une somme de trente mille francs (30,000').

2. Le crédit ouvert au chapitre 1^{er} (*Château de Saverne*), deuxième section du même budget, est augmenté, par voie de virement, d'une somme égale de trente mille francs (30,000').

3. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULB.

(1) Bull. 336, n° 3107.

(2) Bull. 440, n° 4110.

N° 4341. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1857, un Crédit extraordinaire applicable au Château de Saverne.*

Du 14 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 13 du décret du 22 janvier 1852 (1);

Vu la loi du 14 juillet 1856 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1857;

Vu notre décret du 29 novembre 1856 (2) portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 (3);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 6 février 1857;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre d'état, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de cinquante-cinq mille francs (55,000^f), applicable au château de Saverne.

Ce crédit sera inscrit au budget du ministère d'état, deuxième section, chapitre III (*Château de Saverne*).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service de l'exercice 1857.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif dans sa prochaine session.

4. Notre ministre d'état et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

(1) 1^{re} série, Bull. 481, n° 3541.

(2) 1^{re} série, Bull. 446, n° 4147.

(3) 1^{re} série, Bull. 440, n° 4110.

N° 4342. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre, sur l'exercice 1857, un *Crédit extraordinaire applicable aux travaux entrepris pour la réparation des dommages causés par les Inondations en 1856.*

Du 14 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 10 juillet 1856, qui ouvre un crédit de dix millions de francs pour la réparation des dommages causés par les inondations;

Vu notre décret du 31 décembre 1856 (1), qui alloue, par voie de virement, un crédit d'un million de francs sur l'exercice 1856, pour le même objet;

Vu les nouvelles évaluations des dépenses faites et à faire produites par les ingénieurs;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 (2), qui détermine les formes à suivre pour l'ouverture des crédits extraordinaires;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 6 février 1857;

Considérant qu'il est urgent de pourvoir aux moyens de continuer sans interruption l'exécution des travaux entrepris pour la construction ou la réparation des ouvrages détruits ou endommagés par les inondations survenues dans le cours de l'année 1856;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de huit millions (8,000,000^f) pour la continuation des travaux entrepris pour la réparation des dommages causés par les inondations en 1856.

Ce crédit formera un chapitre spécial du budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sous le n° 40 bis.

(1) Bull. 458, n° 4240.

(2) Bull. 440, n° 4110.

2. Il sera pourvu à la dépense mentionnée en l'article 1^{er} au moyen des ressources affectées aux besoins de l'exercice 1857.

3. La régularisation du présent décret sera soumise à la sanction du Corps législatif dans sa prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Février 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,
Signé P. MAGNE.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,
Signé E. ROUHER.

N° 4343. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit extraordinaire applicable aux dépenses d'expropriation à payer, en 1857, par suite de l'ouverture du Boulevard de Sébastopol entre le quai et le boulevard Saint-Denis.*

Du 14 Février 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu notre décret du 18 octobre 1854, qui prescrit l'ouverture du boulevard du Centre, aujourd'hui boulevard de Sébastopol, le prolongement de la rue de Rivoli, l'ouverture de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville et le dégagement des abords de la caserne Napoléon, lequel décret fixe au tiers de la dépense prévue, et à vingt-trois millions cinq cent mille francs au maximum, la part de l'État dans la dépense ;

Vu la loi du 2 mai 1855, qui ratifie les engagements contractés par l'État envers la ville de Paris ;

Vu notre décret du 15 avril 1855 (1), qui ouvre, sur l'exercice 1855, un crédit extraordinaire de neuf millions cinq cent mille francs, pour contribuer aux frais d'expropriation afférents audit exercice ;

(1) Bull. 285, n° 2574.

Vu notre décret du 8 octobre 1856 (1), qui ouvre, sur l'exercice 1856, un crédit extraordinaire de cinq millions de francs, pour contribuer aux frais d'expropriation afférents audit exercice;

Vu la lettre du préfet de la Seine, en date du 21 janvier 1857;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 (2), qui détermine les formes à suivre pour l'ouverture des crédits extraordinaires;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 2 février 1857;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir immédiatement aux moyens de payer la partie de la dépense à la charge de l'État qui sera due en 1857;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de cinq millions (5,000,000^f), pour contribuer dans la proportion indiquée par le décret du 18 octobre 1854, aux dépenses d'expropriation à payer en 1857, par suite de l'ouverture du boulevard de Sébastopol entre le quai et le boulevard Saint-Denis.

Ce crédit formera un chapitre spécial du budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sous le n° 26 bis.

2. Il sera pourvu à la dépense mentionnée en l'article 1^{er} au moyen des ressources affectées aux besoins de l'exercice 1857.

3. La régularisation du présent crédit sera soumise à la sanction du Corps législatif dans sa prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,
Signé P. MAGNE.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,
Signé E. ROUHER.

(1) Bull. 435, n° 4084.

(2) Bull. 440, n° 4110.

N° 4344. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Sifflet (Claude)*, propriétaire, ancien capitaine adjudant-major d'infanterie, chevalier de la Légion d'honneur, né à Lyon le 20 novembre 1812,

Et M. *Sifflet (Eugène-Marie)*, propriétaire, baptisé à New-York (Amérique), à l'âge de onze ans et six mois, le 20 janvier 1831 (la date de sa naissance remonterait ainsi au 20 juillet 1819),

Demeurant tous deux à Paris, sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Lafaverge*, et à s'appeler, à l'avenir, *Sifflet-Lafaverge*;

2° Que les impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Paris, 22 Mars 1856.*)



Certifié conforme :

Paris, le 21^r Février 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

1871

1871

1871

1871

1871

1871

1871

1871

1871

1871

1871

1871

1871

1871

1871

1871

1871

1871

BULLETIN DES LOIS.

N° 471.

N° 4345. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Département de la Marine et des Colonies un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1856.*

Du 5 Juillet 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1856;

2° Le décret impérial du 31 octobre suivant (1), qui répartit, par chapitres, les crédits alloués par la loi précitée;

3° Le décret du 16 février dernier (2) ouvrant au département de la marine un crédit extraordinaire sur le même exercice;

4° Les articles 26 et 27 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (3) portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les armements extraordinaires à maintenir à la mer jusqu'à la complète évacuation de l'armée de Crimée occasionnent au département de la marine des dépenses fort supérieures à celles qui ont été mises à la disposition de ce département;

Considérant, d'autre part, qu'il y a également nécessité et urgence, par suite de la transformation de la flotte, de soutenir l'impulsion donnée aux travaux des bassins et des nouvelles formes de radoub dans les ports militaires;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1856, un crédit extraordinaire de cent cinq millions de francs ainsi réparti, savoir :

(1) 1^{re} série, Bull. 336, n° 3107.

(3) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

(2) 1^{re} série, Bull. 369, n° 3377.

SERVICE MARINE.

CHAPITRE II.	Administration centrale (Matériel).....	40,000 ^f
— III.	Solde et accessoires de la solde.....	16,250,000
— IV.	Hôpitaux.....	1,530,000
— V.	Vivres.....	6,000,000
— VII.	Salaires d'ouvriers.....	9,000,000
— VIII.	Approvisionnements généraux de la flotte...	62,240,000
— IX.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils...	3,400,000
— X.	Poudres.....	1,300,000
— XII.	Chiourmes.....	80,000
— XIII.	Frais généraux d'impressions.....	200,000
— XIV.	Frais de voyage, etc.....	1,500,000
— XVI.	Matériel du dépôt des cartes et plans.....	50,000
— XIX.	Digue et arsenal de Cherbourg.....	101,690,000 ^f
		2,000,000
		103,690,000 ^f

SERVICE COLONIAL.

— 1 ^{re} .	Personnel civil et militaire.....	1,310,000
	SOMME ÉGALE.....	105,000,000 ^f

2. La régularisation du présent crédit sera soumise à la sanction du Corps législatif dans sa prochaine session.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

Donné à Plombières, le 5 Juillet 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état des
finances, par intérim,*

Signé ACHILLE FOULD.

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état
de la marine et des colonies,*

Signé HAMELIN.

N° 4346. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Département de la Marine et des Colonies un Crédit extraordinaire de 800,000 francs imputable au chapitre XIX du Budget de l'exercice 1856, et annule pareille somme au Budget du même exercice, chapitre IX.

Du 1^{er} Août 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALET.

Vu, 1° la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1856;

2° Le décret du 31 octobre suivant (1), qui répartit, par chapitres, les crédits alloués par la loi précitée;

3° Les décrets des 16 février (2) et 5 juillet 1856 (3) ouvrant au département de la marine des crédits extraordinaires sur le même exercice;

4° Les articles 26 et 27 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (4) portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1856, un crédit extraordinaire de huit cent mille francs (800,000^f), imputable à la 2^e section du budget dudit exercice, chapitre XIX, *Digue et arsenal de Cherbourg*.

2. Est annulée, au budget du même exercice, une somme de huit cent mille francs (800,000^f), sur les crédits alloués au chapitre IX, *Travaux hydrauliques et bâtiments civils*.

3. La régularisation du présent décret sera soumise à la sanction du Corps législatif.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Donné à Plombières, le 1^{er} Août 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état et de la Maison
de l'Empereur, chargé par intérim
du département des finances,

L'Amiral Ministre secrétaire d'état
de la marine et des colonies,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé HAMELIN.

N° 4347. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1856, un Crédit extraordinaire applicable aux dépenses des Établissements pénitentiaires de la Guyane française.

Du 23 Octobre 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies,

(1) 1^{re} série, Bull. 336, n° 3107.

(3) 1^{re} série, Bull. 471, n° 4345.

(2) 1^{re} série, Bull. 369, n° 3377.

(4) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

Vu la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1856;

Vu le décret du 31 octobre 1855 (1), relatif à la répartition, par chapitre, des crédits de ce budget;

Vu le décret du 5 juillet 1856 (2) portant ouverture au département de la marine et des colonies d'un crédit extraordinaire de cent cinq millions de francs,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre de la marine et des colonies, en augmentation des allocations portées au chapitre du service colonial, exercice 1856, un crédit extraordinaire de trois cent cinquante mille francs (350,000^f), applicable aux dépenses des établissements pénitentiaires de la Guyane française.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources dudit exercice.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au corps législatif dans la prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état au département de la marine et des colonies, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Compiègne, le 23 Octobre 1856.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

L'Amiral Ministre secrétaire d'état la marine et des colonies,

Signé HAMELIN.

N° 4348. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1857.

Du 11 Février 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre;

Vu la loi du 14 juillet 1856 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1857;

(1) Bull. 336, n° 3107.

(2) Bull. 471, n° 4345.

Vu notre décret du 29 novembre 1856 (1), qui répartit, par chapitre, les crédits alloués par la loi précitée;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 6 février 1857;

Vu l'ordonnance du 31 mai 1838 (2), portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 (3) concernant les crédits supplémentaires ou extraordinaires;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de trente-huit millions deux cent dix-huit mille huit cent soixante et dix francs (38,218,870^f), applicable aux dépenses ci-après :

CHAPITRE 1 ^{er} .	Administration centrale (Personnel).....	29,000 ^f
— III.	État-major.....	1,183,000
— IV.	Gendarmerie.....	23,000
— VI.	Justice militaire.....	23,000
— VII.	Solde et entretien des troupes.....	19,647,200
— VIII.	Habillement et campement.....	6,020,700
— X.	Transports généraux.....	260,000
— XIII.	Fourrages.....	327,250
— XIV.	Solde de non-activité et solde de réforme..	180,000
— XVIII.	Matériel de l'artillerie.....	1,039,720
— XX.	Matériel du génie.....	5,590,000
— XXIII.	Gouvernement et administration de l'Algérie.....	150,000
— XXIV.	Services indigènes en Algérie.....	3,500,000
— XXVI.	Services financiers en Algérie.....	115,000
— XXVIII.	Colonisation en Algérie.....	15,000
— XXX.	Travaux civils en Algérie.....	110,000
— XXXI.	Dépenses secrètes.....	6,000
TOTAL.....		38,218,870

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources affectées au service de l'exercice 1857.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif dans sa prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la

(1) xi^e série, Bull. 446, n° 4147.

(3) xi^e série, Bull. 440, n° 4110.

(2) ix^e série, Bull. 579, n° 7437.

guerre, et des finances, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Février 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état
des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Maréchal de France Ministre secrétaire
d'état au département de la guerre,

Signé VAILLANT.

N° 4349. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Département de la Marine et des Colonies un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1857.

Du 13 Février 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies;

Vu la loi du 14 juillet 1856 portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1857;

Vu notre décret du 29 novembre suivant (1), qui répartit, par chapitres, les crédits alloués par la loi précitée;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 9 février 1857;

Vu l'ordonnance du 31 mai 1838 (2) portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 (3) concernant les crédits supplémentaires ou extraordinaires;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de quinze millions (15 000,000^f), ainsi réparti entre les chapitres du budget de cet exercice, savoir :

CHAPITRE VII. Salaires d'ouvriers.....	3,850,000 ^f
VIII. Approvisionnements généraux de la flotte.	6,450,000
IX. Travaux hydrauliques et bâtiments civils.	2,700,000
XIX. Digue et arsenal de Cherbourg.....	2,000,000
SOMME égale.....	15,000,000

(1) 1^{re} série, Bull. 446, n° 4147.

(2) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

(3) 1^{re} série, Bull. 440, n° 4110.

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources affectées au service de l'exercice 1857.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif dans sa prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la marine et des colonies, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Février 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état
des finances,

Signé P. MAGNE.

L'Amiral Ministre secrétaire d'état
de la marine et des colonies,

Signé HAMBLIN.

N°4350. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Département de la Marine et des Colonies un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1857.*

Du 13 Février 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies;

Vu la loi du 14 juillet 1856 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1857;

Vu notre décret du 29 novembre suivant (1), qui répartit, par chapitres, les crédits alloués par la loi précitée;

Vu les articles 26 et 27 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (2) portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les articles 1 et 2 de notre décret du 10 novembre 1856 (3) concernant les crédits supplémentaires ou extraordinaires;

Vu les lettres de notre ministre des finances, en date des 3 et 31 janvier 1857;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de trois

(1) 1^{re} série, Bull. 446, n° 4147. (3) 1^{re} série, Bull. 440, n° 4110.

(2) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

millions cinq cent quarante mille francs, ainsi réparti entre les chapitres du budget de cet exercice, savoir :

CHAPITRE III.	Solde et accessoires de la solde.....	800,000 ^f
— V.	Vivres.....	540,000
— VII.	Salaires d'ouvriers.....	350,000
— VIII.	Approvisionnements généraux de la flotte..	1,850,000

SOMME ÉGALE..... 3,540,000

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources affectées au service de l'exercice 1857.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif dans sa prochaine session.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Février 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état des finances, L'Amiral Ministre secrétaire d'état de
Signé P. MAGNE. *la marine et des colonies,*

Signé HAMELIN.



Certifié conforme :

Paris, le 24^e Février 1857,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 472.

N° 4351. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1855.*

Du 7 Juillet 1856.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget de l'exercice 1855;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu les divers décrets qui ont ouvert au département de la guerre des crédits extraordinaires au titre de 1855, jusqu'à concurrence de cinq cent soixante et un millions quatre-vingt-seize mille francs, pour dépenses urgentes et imprévues résultant des circonstances de guerre;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et de l'avis de notre ministre des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, au titre de l'exercice 1855, un nouveau crédit extraordinaire de huit millions six cent trente mille francs (8,630,000^f), applicable aux dépenses urgentes résultant des événements de la guerre ou de circonstances imprévues.

Ce crédit est réparti comme il suit dans les divers chapitres du budget :

CHAPITRE III.	États-majors.....	70,000 ^f
— IV.	Gendarmerie.....	500,000
— VIII.	Habillement et campement.....	6,800,000
— X.	Transports généraux.....	600,000
— XII.	Harnachement.....	600,000
— XXII.	Invalides de la guerre.....	60,000
TOTAL.....		8,630,000

2. Ce crédit sera régularisé ultérieurement.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la guerre et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 7 Juillet 1856.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état et de la Maison de l'Empereur, chargé par intérim du département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

Signé VAILLANT.

N° 4352. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1856.*

Du 5 Novembre 1856.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 5 mai 1855 portant fixation du budget de l'exercice 1856;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu la loi du 27 juillet 1856, qui a régularisé les crédits extraordinaires accordés par divers décrets;

Vu le décret du 7 juillet 1856 (1), qui a ouvert au département de la guerre de nouveaux crédits extraordinaires pour les dépenses extraordinaires de l'armée d'Orient et l'accroissement de l'effectif;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, et de l'avis de notre ministre des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, au titre de l'exercice 1856, un nouveau crédit extraordinaire de cinquante-quatre millions cinq cent cinquante mille francs (54,550,000^f), pour la continuation du paiement des dépenses urgentes et imprévues, résultant du séjour de l'armée française en Crimée pendant une partie de l'année 1856, et de l'accroissement de l'effectif en hommes et en chevaux.

2. Ce crédit est réparti comme il suit dans les divers chapitres du budget.

(1) Voir ci-dessus, n° 4351.

CHAPITRE I ^{er} .	Administration centrale (Personnel).....	42,000 ^f
II.	Administration centrale (Matériel).....	40,000
III.	États-majors.....	1,700,000
IV.	Gendarmerie.....	400,000
VI.	Justice militaire.....	60,000
VII.	Solde et entretien des troupes.....	37,200,000
VIII.	Habillement et campement.....	10,000,000
XII.	Harnachement.....	850,000
XIV.	Solde de non-activité.....	100,000
XVII.	Dépôt de la guerre.....	15,000
XVIII.	Matériel de l'artillerie.....	2,445,000
XIX.	Poudres et salpêtres.....	1,698,000
TOTAL.....		<u>54,550,000</u>

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif à sa prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état au département de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 5 Novembre 1856.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre
secrétaire d'état au département
de la guerre,*

Signé VAILLANT.

*Le Ministre secrétaire d'état
des finances,*

Signé P. MAGNE.

N° 4353. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Personnel de l'Administration des Lignes télégraphiques.

Du 28 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du 1^{er} juin 1854 (1);

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Considérant que les besoins journaliers du matériel des lignes télégraphiques rendent nécessaire sur le territoire de l'Empire l'établissement de quatre magasins principaux d'approvisionnement,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le personnel de l'administration des lignes télégra-

(1) BuN. 192, n° 1678.

phiques comprend quatre agents comptables gardes-magasins, assimilés pour le traitement et l'uniforme aux directeurs de station.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur,*

Signé BILLAULT.

N° 4354. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs compris dans la première circonscription du département de l'Ain, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.*

Du 6 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 (1), pour l'élection des députés au Corps législatif;

Vu notre décret, en date du 29 décembre 1856, qui nomme président du tribunal de première instance de la Seine M. Benoit-Champy, député de l'Ain,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs compris dans la première circonscription du département de l'Ain sont convoqués pour le 7 mars prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

(1) 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

N° 4355. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Marine et des Colonies un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.*

Du 13 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de la marine et des colonies, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs du service marine et du service colonial, pour les exercices 1853 et 1854;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département des finances, en date du 21 janvier 1857;

Vu la loi du 23 mai 1834;

Vu l'ordonnance du 31 mai 1838 (1) portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 (2) concernant les crédits supplémentaires ou extraordinaires;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 108 de l'ordonnance du 31 mai 1838, les créances comprises dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas les restants de crédits dont l'annulation a été proposée lors du règlement définitif desdits exercices;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1853 et 1854, pour le service marine et pour le service colonial, un crédit supplémentaire de vingt-huit mille huit cent vingt-trois francs trente centimes (28,823^f 30^c), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et dont les états nominatifs seront

(1) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

(2) 1^{re} série, Bull. 440, n° 4110.

adressés, en double expédition, à notre ministre secrétaire d'état au département des finances, conformément à l'article 106 de l'ordonnance du 31 mai 1838, savoir :

SERVICE COLONIAL.

Exercice 1853..... 100' 80'

SERVICE MARINE.

Exercice 1854..... 28,722 50

ENSEMBLE..... 28,823 30

Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses de exercices clos, au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service de l'exercice courant.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Février 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre
secrétaire d'état des finances,*

Signé P. MAGNE.

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état
de la marine et des colonies,*

Signé HAMELIN.

TABLEAU des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs de 1853 et 1854, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.

N° des chapitres.	CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		par chapitre.	par exercice.
	SERVICE MARINE.		
	EXERCICE 1854.		
3	Solde et accessoires de la solde.....	6,540 ^f 07 ^c	28,722 ^f 50 ^c
4	Hôpitaux.....	518 08	
5	Vivres.....	12,396 98	
7	Salaires d'ouvriers.....	1,069 57	
8	Approvisionnement généraux de la flotte.....	4,775 49	
14	Frais généraux d'impressions et achats de livres.....	798 24	
15	Frais de voyages et dépenses diverses.....	2,510 12	
17	Matériel du dépôt des cartes et plans.....	114 00	
	SERVICE COLONIAL.		
	EXERCICE 1853.		
1	Dépenses des services militaires aux colonies. (Personnel.).....	60 00	100 80
2	Dépenses des services militaires aux colonies. (Matériel.).....	4 30	
3	Dépenses des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane française. (Service général.).....	10 00	
5	Formation d'un établissement pénitentiaire à la Guyane.....	26 00	
	TOTAL GÉNÉRAL.....		28,823 30

ARRÊTÉ le présent tableau à la somme de vingt-huit mille huit cent vingt-trois francs trente centimes.

L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,
Signé HAMELIN.

N° 4356. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. Capelle (Jean-Eugène), né à Bordeaux (Gironde) le 22 octobre 1833, demeurant dans la même ville, est autorisé à ajouter à son nom celui de de Casa-Palacio, et à s'appeler, à l'avenir, Capelle de Casa-Palacio;

2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (Saint-Cloud, 12 Juin 1856.)

N° 4357. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Papavoine (Benjamin)*, cuisinier, né le 2 février 1826, à Louviers (Eure), demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Gasse* ;

2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Biarritz, 29 Septembre 1856.*)

N° 4358. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe à vingt-sept le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Guéret (Creuse). (*Paris, 21 Janvier 1857.*)

N° 4359. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La commune de Montpézat, canton de Sauveterre, arrondissement de la Réole, département de la Gironde, est réunie à la commune de Mourens, même canton.

Les deux territoires ne formeront plus à l'avenir qu'une seule commune, dont le siège est fixé à Mcurens et qui portera ce nom.

2. Les communes réunies continueront à jouir, comme sections de commune, des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis. (*Paris, 11 Février 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Février 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCL

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 473.

N° 4360. — *TABLEAU du prix de l'hectolitre de Froment, pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832, 26 Avril 1833 et 11 Janvier 1851, arrêté le 26 Février 1857.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	Pyrénées-Orientales.					30' 33"
	Aude.....					
	Hérault.....	Toulouse.....	32' 66"	32' 54"	32' 61"	
	Gard.....	Gray.....	27 20	27 20	27 20	
	Bouches-du-Rhône..	Lyon.....	28 87	28 87	28 87	
	Var.....	Marseille.....	33 04	32 53	32 41	
	Corse.....					
	Algérie.....					
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Gironde.....					30 68
	Landes.....					
	B ^{as} -Pyrénées..	Marans.....	28 25	28 75	28 75	
	H ^{aut} -Pyrénées..	Bordeaux.....	30 92	30 80	30 83	
	Ariège.....	Toulouse.....	32 66	32 54	32 61	
	Haute-Garonne.					
2 ^e	Jura.....					30 14
	Doubs.....					
	Ain.....	Gray.....	27 20	27 20	27 20	
	Isère.....	Saint-Laurent..	32 88	32 81	32 32	
	Hautes-Alpes..	Le Grand-Lemps..	29 73	31 03	30 89	
	Basses-Alpes...					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			PRIX moyen régulateur de la section
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhouse.....	28 ^f 68 ^c	29 ^f 01 ^c	28 ^f 73 ^c	28 ^f 09
	Bas-Rhin....	Strasbourg....	27 21	27 52	27 38	
2 ^e	Nord.....	Bergues.....	26 26	26 84	26 95	25 19
	Pas-de-Calais..	Arras.....	23 86	24 29	23 69	
	Somme.....	Roye.....	23 71	24 37	24 59	
	Seine-Inférieure...	Soissons.....	24 06	25 07	24 58	
	Eure.....	Paris.....	26 75	26 31	25 80	
	Calvados.....	Rouen.....	25 60	25 60	25 04	
3 ^e	Loire-Inférieure...	Saumur.....	26 81	27 33	26 72	28 09
	Vendée.....	Nantes.....	28 05	29 12	29 04	
	Charente-Inférieure.	Marans.....	28 25	28 75	28 75	
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	25 44	25 58	25 71	24 18
	Meuse.....	Verdun.....	24 19	24 69	24 38	
	Ardenne.....	Charleville....	22 20	22 21	22 10	
	Aisne.....	Soissons.....	24 06	25 07	24 58	
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	25 26	26 08	26 74	25 81
	Ille-et-Vilaine.	Paimpol.....	23 51	24 13	24 08	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	25 11	25 27	25 22	
	Finistère.....	Hennebon....	25 50	25 12	25 24	
	Morbihan.....	Nantes.....	28 05	29 12	29 04	

Arrêté par nous, Ministre secrétaire d'état au département de l'Agriculture
du Commerce et des Travaux publics.

A Paris, le 26 Février 1857.

Signé E. ROUHER.

N° 4361. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Lalobbe (Ardennes), d'un Etablissement de Sœurs de la Divine Providence.*

Du 17 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Reims et du préfet de la Marne, en date des 11 mai et 20 septembre 1854, 21 mai 1855 et 9 avril 1856;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 19 juillet 1856;

Vu notre décret du 8 décembre 1853 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Divine Providence à Reims;

Vu l'ordonnance royale du 30 avril 1826 (2), qui a approuvé les statuts de la congrégation des sœurs de la Sainte-Famille, à Amiens, adoptés par la congrégation des sœurs de la Divine Providence;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 18 juillet 1837, et les ordonnances royales des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Divine Providence existant à Reims (Marne), en vertu de notre décret du 8 décembre 1853, est autorisée à fonder un établissement de sœurs de son ordre dans la commune de Lalobbe (Ardennes), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés par ordonnance royale du 30 avril 1826, pour la congrégation des sœurs de la Sainte-Famille d'Amiens, et que la congrégation de la Divine Providence a adoptés.

2. La première assistante de la congrégation des sœurs de la Divine Providence, à Reims, agissant en exécution de l'article 1^{er} de l'ordonnance royale du 7 mai 1826, est autorisée à accepter, au nom de cette congrégation, la rétrocession consentie en sa faveur par la dame *Marie-Angélique Lespagnol*, veuve du sieur *Alexandre-Hyacinthe de Beffroy*, supérieure générale de ladite congrégation, suivant acte notarié du 26 janvier 1854, de di-

(1) 1^{re} série, Bull. 116, n° 991. (2) 1^{re} série, Bull. 89, n° 2991.

vers bâtiments avec dépendances situés à Reims, servant de maison conventuelle, estimés cent vingt mille francs, et qu'elle a déclaré avoir acquis ou fait construire pour le compte et avec les deniers de l'association.

3. La première assistante de la congrégation des sœurs de la Divine Providence, à Reims, est également autorisée à accepter la donation faite, à titre gratuit, à cette congrégation par la dame *Marie-Angélique Lespagnol*, veuve du sieur *Alexandre-Hyacinthe de Beffroy*, supérieure générale de ladite congrégation, suivant acte notarié du 8 mai 1854, et consistant, 1° en deux rentes annuelles et perpétuelles, l'une de deux cent cinquante francs au capital de cinq mille francs, et l'autre de cent soixante-trois francs trente centimes, au capital de quatre mille quatre-vingt-trois francs trente-quatre centimes; 2° en divers immeubles situés aux territoires de Villers-Alleraud, de Sainte-Euphrase, de Pargny et de Gernicourt, contenant ensemble onze hectares soixante et quatorze ares onze centiares et estimés en totalité onze mille soixante et douze francs quarante-quatre centimes.

4. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Divine Providence, à Reims (Marne), au nom de cette congrégation, et le maire de Lalobbe (Ardennes), au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, la donation faite à ladite congrégation par la demoiselle *Jeanne-Marie Letellier*, suivant acte notarié du 8 mai 1854, de divers immeubles désignés dans cet acte, situés sur le territoire de la commune de Lalobbe, et estimés en totalité huit mille sept cent soixante-trois francs, sous la condition que les sœurs de cet ordre qui dirigent l'école des filles établie à Lalobbe donneront gratuitement l'instruction à quatre enfants pauvres de cette commune.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes,

Signé ROULAND.

N° 4362. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Valence-sur-Baise (Gers), d'un Établissement de Sœurs de l'Immaculée-Conception.*

Du 17 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Bordeaux, de l'archevêque d'Auch et des préfets du Gers et de la Gironde, en date des 2 et 24 mai, 27 juin et 5 juillet 1856 ;

Vu l'ordonnance royale du 7 juin 1826 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de l'Immaculée-Conception à Bordeaux, et celle du 14 mai précédent (2), qui a approuvé ses statuts ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de l'Immaculée-Conception existant à Bordeaux (Gironde), en vertu d'une ordonnance royale du 9 juin 1826, est autorisée à former un établissement de religieuses de son ordre dans la commune de Valence-sur-Baise (Gers), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 14 mai 1826.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

(1) VIII^e série, Bull. 97, n° 3220.

(2) VIII^e série, Bull. 94, n° 3099.

N° 4363. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Blessy (Pas-de-Calais), d'un Établissement de Sœurs de la Providence.

Du 17 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis de l'évêque d'Arras et du préfet du Pas-de-Calais, en date des 4 mars, 12 et 18 juillet 1856;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 30 août 1856;

Vu notre décret du 10 janvier 1854 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Providence à Arras;

Vu l'ordonnance royale du 30 avril 1826 (2) portant approbation des statuts de la congrégation des sœurs de la Providence, à Langres, que les sœurs de la Providence d'Arras ont déclaré adopter;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 18 juillet 1837, et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817, 14 janvier 1831 et 6 juillet 1846;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence existant à Arras (Pas-de-Calais), en vertu de notre décret du 10 janvier 1854, est autorisée à former un établissement de sœurs de son ordre dans la commune de Blessy (même département), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts de la congrégation des sœurs de la Providence de Langres, approuvés par ordonnance royale du 30 avril 1826 et que la congrégation d'Arras a déclaré adopter.

2. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Blessy (Pas-de-Calais), au nom de cet établissement, le maire de Blessy, au nom de cette commune, et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence à Arras, au nom de cette congrégation, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, les legs

(1) 1^{re} série, Bull. 126, n° 1056.

(2) 1^{re} série, Bull. 89, n° 2991.

faits à ladite fabrique par la dame *Mélanie Boyaval*, épouse du sieur *Alexandre Carlier*, suivant ses testament et codicilles olographes des 28 août 1853, 31 janvier et 1^{er} février 1855, et consistant, 1° en une maison avec pièce de terre d'une superficie de quatre-vingt-dix-huit ares soixante centiares et d'une valeur estimative de six mille francs, située à Blessy; 2° en quatre parcelles de terre contenant en totalité un hectare quatre-vingt-treize ares soixante centiares et estimées cinq mille cinq cents francs; 3° en divers objets mobiliers évalués cinquante francs; 4° en récoltes évaluées cent soixante et quinze francs; 5° en une somme de treize cents francs, le tout pour être affecté, notamment, à l'établissement et à l'entretien, à Blessy, de deux sœurs de la Providence d'Arras chargées de l'éducation des jeunes filles.

3. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Blessy est autorisé à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, les legs faits à cet établissement par la dame *Mélanie Boyaval*, épouse du sieur *Alexandre Carlier*, suivant ses codicilles olographes des 31 janvier et 1^{er} février 1855, et consistant, 1° en une pièce de terre dite *au chemin d'Aire*, contenant cinquante-huit ares cinquante centiares, et estimée deux mille quatre cents francs; 2° en effets mobiliers évalués cinquante francs.

4. Le bureau de bienfaisance de Blessy (Pas-de-Calais) est autorisé à accepter les legs faits aux pauvres de cette commune par la dame *Mélanie Boyaval*, épouse du sieur *Alexandre Carlier*, suivant ses codicilles olographes des 31 janvier et 1^{er} février 1855, et consistant, 1° en une somme de deux mille francs; 2° en objets mobiliers évalués cinquante francs.

La somme de deux mille francs sera placée en rentes sur l'État.

5. Le bureau de bienfaisance de Mametz (Pas-de-Calais) est autorisé à accepter le legs fait aux pauvres de Marthes, hameau dépendant de la commune de Mametz, par ladite dame *Carlier*, suivant son testament olographe du 28 août 1853, et consistant en la somme de deux mille huit cent quinze francs, qui doit revenir à la testatrice de sa sœur *Augustine Boyaval*.

Cette somme sera placée en rentes sur l'État.

6. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui

le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4364. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Loos (Nord), d'un Établissement de Sœurs de l'Éducation chrétienne.*

Du 20 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis de l'archevêque de Cambrai et de l'évêque de Séez, en date des 5 décembre 1854, 6 mars 1855 et 7 février 1856; et ceux des préfets de l'Orne et du Nord, en date des 12 décembre 1854, 22 août 1855 et 26 novembre 1856;

Vu l'ordonnance royale du 2 mars 1828 (1), qui a approuvé les statuts de la congrégation des sœurs de l'Éducation chrétienne;

Vu l'ordonnance royale du 23 mars 1828 (2), qui a autorisé cette congrégation à Echauffour (Orne); ensemble, l'arrêté du 14 novembre 1848 (3), qui a autorisé sa translation à Argentan (même département);

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1831;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de l'Éducation chrétienne

(1) VIII^e série, Bull. 219, n° 8095.

(3) X^e série, Bull. 94, n° 904.

(2) VIII^e série, Bull. 224, n° 8215.

existant primitivement à Echauffour (Orne), en vertu d'une ordonnance royale du 23 mars 1828, et transférée à Argentan (même département) par un arrêté du 14 novembre 1848, est autorisée à fonder un établissement de religieuses de son ordre dans la commune de Loos (Nord), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de l'Éducation chrétienne, à Argentan (Orne), est autorisée à acquérir, au nom de cette congrégation et aux clauses et conditions énoncées dans l'acte sous seings privés du 20 mai 1854, savoir :

1° De la demoiselle *Victoire-Joséphine Delattre*, moyennant le prix de vingt-trois mille sept cent vingt-neuf francs soixante-six centimes, les bâtiments et terrains situés à Loos, estimés vingt-six mille francs et composant l'ancien pensionnat dirigé par cette demoiselle pour servir de maison conventuelle à l'établissement de sœurs de l'Éducation chrétienne autorisé par l'article 1^{er} du présent décret;

2° De ladite demoiselle *Delattre* et des demoiselles *Hortense Lohier*, *Hortense Trinelle* et *Clémence Lecornet*, moyennant le prix de trente-cinq mille huit cents francs, divers autres bâtiments et terrains sis à Loos, successivement annexés aux précédents, et estimés ensemble trente-neuf mille quatre cent cinquante francs, pour être affectés à l'usage du même établissement.

Il sera passé acte public de ces acquisitions.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4365. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui augmente l'effectif de la Compagnie de Gendarmerie de la Guadeloupe.*

Du 24 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu les ordonnances des 6 septembre 1840 (1) et 13 avril 1846 (2)

Considérant que le service de surveillance de l'île de la Guadeloupe n'est pas assuré d'une manière complètement satisfaisante;

De l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, et sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'effectif de la compagnie de gendarmerie de la Guadeloupe est porté à cent soixante-six hommes, y compris les officiers et les enfants de troupe.

2. La composition et le complet de cette compagnie sont fixés ainsi qu'il est indiqué au tableau ci-après :

	OFFI- CIERS.	TROUPE		TOTAL.
		à cheval.	à pied.	
Chef d'escadron commandant.....	1	"	"	4
Capitaine	1	"	"	
Lieutenant ou sous-lieutenant.....	1	"	"	
Lieutenant ou sous-lieutenant trésorier.....	1	"	"	
Arme à cheval..	Maréchal des logis chef.....	"	1	138
	Maréchaux des logis.....	"	7	
	Brigadiers	"	15	
	Gendarmes.....	"	115	
Arme à pied...	Maréchal des logis adjoint au trésorier..	"	1	19
	Maréchal des logis.....	"	1	
	Brigadiers	"	2	
	Gendarmes.....	"	15	
Enfants de troupe.....	"	"	5	5
		4	138	142
		166		166

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de

(1) 1^{re} série, Bull. 762, n° 8857. (2) 1^{re} série, Bull. 1289, n° 12,694

guerre et de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 4366. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise, comme *Communauté dirigée par une Supérieure locale, l'Association des Sœurs du premier Monastère de la Visitation-Sainte-Marie, existant à Paris, rue d'Enfer-Saint-Michel, n° 98.*

Du 28 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis de l'archevêque de Paris et du préfet de la Seine, en date des 4 février et 19 mai 1856;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu le décret du 31 janvier 1852;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs du premier monastère de la Visitation-Sainte-Marie, existant à Paris (Seine), rue d'Enfer-Saint-Michel, n° 98, et reconnue provisoirement par décret impérial du 1^{er} mai 1806, est définitivement autorisée comme communauté dirigée par une supérieure locale, à la charge de se conformer exactement aux statuts approuvés par ordonnance royale du 7 mai 1826 (1) pour la communauté du même nom établie à Paris, rue de Vaugirard, n° 140, et que cette association a déclaré adopter.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-

(1) VII^e série, Bull. 93, n° 3087.

truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes,

Signé ROULAND.

N° 4367. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Napoléonville d'un Établissement de Filles de Jésus.*

Du 28 Janvier 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis de l'évêque de Vannes et du préfet du Morbihan, date des 11 juin, 12 et 18 octobre 1856;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des Filles de Jésus existant à Bigan (Morbihan), en vertu d'une ordonnance royale du 31 octobre 1842 (1), et de notre décret impérial du 12 mai 1853 (2), autorisée à fonder à Napoléonville (même département) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 8 juin 1842 et par notre décret du 12 mai 1853.

2. La supérieure générale de la congrégation des Filles de Jésus, à Bignan, est autorisée à acquérir, pour les besoins de l'établissement de son ordre existant à Napoléonville, et mo-

(1) 1^{re} série, Bull. 957, n° 10,315.

(2) 1^{re} série, Bull. 45, n° 40.

nant une somme de dix-huit mille francs, montant de l'estimation, le château de Rohan avec ses dépendances, situé à Napoléonville, et appartenant à M. de Rohan-Chabot de Léon, qui en a consenti la vente, suivant acte sous seings privés des 7 et 8 décembre 1855.

Il sera passé acte public de cette acquisition, dont le prix sera payé avec les ressources disponibles de la congrégation.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre, secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4368. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Auppegard (Seine-Inférieure), d'un Établissement de Sœurs du Sacré-Cœur de Jésus.*

Du 29 Janvier 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis de l'archevêque de Rouen et du préfet de la Seine-Inférieure;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur;

Vu l'ordonnance royale du 26 mars 1843 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs du Sacré-Cœur de Jésus à Saint-Aubin-Jouxte-Boulogne; ensemble, l'ordonnance du 16 décembre 1842 (2), qui a approuvé les statuts de cette congrégation;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 18 juillet 1837, et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Notre Conseil d'état entendu,

(1) 1^{re} série, Bull. 994, n° 10,596.

(2) 1^{re} série, Bull. 976, n° 10,475.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs du Sacré-Cœur de Jésus existant à Saint-Aubin-Jouxte-Bouleng (Seine-Inférieure), et vertu d'une ordonnance royale du 26 mars 1843, est autorisée à former un établissement de religieuses de son ordre à Auppegard (même département), à la charge, par ces religieuses de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance du 16 décembre 1842.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N^o 4369. — DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Hirabouré pour l'Evêché d'Aire.

Du 31 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x];

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822 (1);

Vu notre décret du 22 septembre 1856, qui nomme M. Hirabouré curé de Saint-Martin de Pau, à l'évêché d'Aire, vacant par le décès de M. Lanneluc;

(1) VII^e série, Bull. 570, n^o 13,866.

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape Pie IX audit évêque nommé;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, l'année de l'incarnation 1856, le 18 des calendes de janvier (15 décembre 1856), portant institution canonique de M. *Hiraboure* (*Arnold-Michel-Prosper*) pour l'évêché d'Aire, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution et aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'état; mention de cette transcription sera faite, sur l'original, par le secrétaire général du Conseil d'état.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4370. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le tarif approuvé par décret du 24 novembre 1855 (1), pour la perception des droits de péage au passage du bac établi sur la rivière du Tarn, à la Jourdanie, commune de Broquiès, département de l'Aveyron, est et demeure applicable au passage des bacs de Montarnal, Saint-Sulpice, Laspelies, Arelle, Balaguier, Lacombe,

(1) Bull. 343, n° 3159.

Penchot et Bouillac sur le Lot, et Lumençon, Navech, Brousse, le Truel et Lincou sur le Tarn, tous également situés dans le département de l'Aveyron.

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents tels qu'ils sont énumérés au tarif relaté dans l'article précédent et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard.

3. Ledit tarif ne sera exécutoire qu'à l'époque du renouvellement des baux à ferme actuellement en vigueur. (*Paris, 14 Février 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Mars 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 474.

N° 4371. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Budget de la Marine et des Colonies (Service colonial), pour l'exercice 1854, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de Solde antérieures à cet exercice.*

Du 24 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837 portant que les rappels d'arrérages de solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, mais que le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement autorisé par une ordonnance qui sera soumise à la sanction législative, avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 102 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (1) portant règlement sur la comptabilité publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget de la marine et des colonies (*Service colonial*), pour l'exercice 1854, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice. Ce chapitre portera le n° ix et prendra le titre de *Rappel des dépenses payables sur revues antérieures à 1854*.

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par virement de comptes, de la somme de huit mille

(1) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

quatre cent cinquante-deux francs cinquante-neuf centimes, montant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées, provisoirement acquittées sur les fonds des chapitres I et III du budget de la marine (*Service colonial*) pour 1854, suivant le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme il suit :

EXERCICE 1850.....	600 ^f 00 ^s
———— 1851.....	2,665 26
———— 1852.....	2,817 08
———— 1853.....	2,370 25
TOTAL ÉGAL.....	8,452 59

3. La dépense imputée sur les crédits ouverts aux chapitres désignés dans l'article 2 qui précède, par la loi du 10 juin 1853, est atténuée dans les proportions suivantes :

CHAPITRE I ^{er}	4,717 ^f 59 ^s
———— III.....	3,735 00
TOTAL.....	8,452 59

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la marine et des colonies, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et annexé au compte définitif des dépenses du service colonial, exercice 1854.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état de la marine
et des colonies,

Signé HAMELIN.

Tableau, par exercice, des rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1854, qui ont été acquittées sur les crédits des chapitres suivants, et dont le transport au chapitre IX doit être effectué dans le compte définitif des dépenses de l'exercice 1854 au moyen du virement de ces crédits, conformément aux articles 9 de la loi du 8 juillet 1837 et 102 de l'ordonnance du 31 mai 1838.

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS.		DÉTAIL PAR EXERCICE DES PAYEMENTS EFFECTUÉS EN 1854.				TOTAUX	
Chapitres.	Articles.	1850.	1851.	1852.	1853.	par article.	par chapitre.
		fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
I ^{er} . Services militaires. (Personnel.)	1 ^{er} . Solde.....	"	1,585 26	965 41	1,306 92	3,857 59	
	3. Hôpitaux.....	"	"	220 00	620 00	860 00	4,717 59
		"	1,585 26	1,185 41	1,946 92	4,717 59	
III. Dépenses des colo- nies de la Marti- nique, de la Gua- deloupe, de l'île de la Réunion, de la Guyane française.	2. Commissariat et contrôle.	"	480 00	540 00	123 33	1,143 33	
	3. Service des ports	600	600 00	600 00	"	1,800 00	3,735 00
	5. Administrations financières.	"	"	491 67	300 00	791 67	
		600	2,665 26	2,817 08	2,370 25	8,452 59	8,452 59
		8,452 59 ^a					

Arrêté le présent tableau à la somme de huit mille quatre cent cinquante-deux francs cinquante-neuf centimes dont le montant (crédits et paiements) doit être transporté des chapitres précités au chapitre IX (*Dépenses payables sur revues antérieures à 1854*).

Paris, le 24 Janvier 1857.

L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,
Signé **HAMELIN.**

N° 4372. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant que les *Mécaniciens, Chauffeurs, et autres individus employés au service des Machines à vapeur des Bâtiments de mer, seront compris dans l'Inscription maritime.*

Du 26 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu la loi du 7 janvier 1791 (articles 1 et 2);

Vu la loi du 13 mai 1791 et le règlement y annexé;

Vu la loi du 21 septembre 1793, dite *acte de navigation*;

Vu la loi du 3 brumaire an IV [25 octobre 1795], sur l'inscription
maritime;

Vu le décret du 5 juin 1856 (1), sur les équipages de la flotte;

(1) Bull. 452, n° 4173..

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies;

Le Conseil d'amirauté entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Seront portés sur les matricules et registres de l'inscription maritime, à partir de la promulgation du présent décret, tous les individus employés, sous une dénomination quelconque, au service des machines à vapeur placées à bord des bâtiments affectés à la navigation maritime, à moins qu'ils ne soient liés au service de la marine impériale à titre de jeunes soldats, d'engagés volontaires ou de rengagés.

2. Seront inscrits, à titre définitif, tous les individus qui, ayant satisfait aux conditions d'âge et de navigation déterminées par l'article 5 de la loi du 3 brumaire an iv [25 octobre 1795], déclareront vouloir continuer à être employés au service des machines à vapeur des bâtiments de mer.

Ceux de ces individus qui exercent les professions de mécaniciens et de chauffeurs seront compris sur les matricules de l'inscription maritime et sur les rôles d'équipage des bâtiments du commerce, sous les dénominations suivantes :

- 1^o Mécaniciens,
- 2^o Aides-mécaniciens,
- 3^o Chauffeurs.

Les agents inférieurs des machines, qui n'appartiendraient pas déjà à l'inscription maritime en d'autres qualités, figureront sur les matricules et rôles d'équipage, comme matelots de troisième classe.

3. Seront inscrits, à titre provisoire, tous les individus déjà employés au service des machines à vapeur des bâtiments de mer qui déclareront vouloir continuer la navigation et qui ne réuniraient pas les conditions déterminées par la loi du 3 brumaire an iv pour être inscrits définitivement.

Il sera procédé de même à l'égard de l'inscription des personnes se présentant pour la première fois à l'effet d'être admises au service des machines à vapeur des bâtiments affectés à la navigation maritime.

4. Seront exonérés de tout appel sur la flotte, sauf, en temps de guerre, les mécaniciens, aides-mécaniciens, chauffeurs et autres individus employés actuellement au service des machines à vapeur des bâtiments de mer, qui, à l'époque de la promulga-

tion du présent décret, réclameront leur inscription, soit à titre définitif, soit à titre provisoire.

Ne seront pas admis à jouir du bénéfice de l'exonération d'appel sur la flotte, les mécaniciens, aides-mécaniciens, chauffeurs et autres individus employés au service des machines à vapeur des bâtiments de mer qui, ayant déclaré renoncer à la navigation lors de la promulgation du présent décret, voudraient plus tard reprendre l'exercice de leur profession à bord de ces bâtiments.

Seront exclus également du bénéfice de l'exonération d'appel sur la flotte, les mécaniciens, aides-mécaniciens, chauffeurs et autres individus employés au service des machines à vapeur des bâtiments de mer, inscrits à titre provisoire, qui, après avoir déclaré abandonner l'exercice de la navigation lorsqu'il devait être procédé à leur inscription définitive, se présenteraient à une époque postérieure pour être embarqués de nouveau.

5. Les mécaniciens et chauffeurs ayant appartenu au personnel de la marine impériale et provenant du recrutement ou de l'engagement volontaire qui, leur temps de service à l'État accompli, se livrent ou se livreraient à la navigation sur les bâtiments du commerce, seront inscrits, à titre définitif, avec le grade qu'ils auront acquis dans la marine impériale.

Ils ne pourront, toutefois, être requis pour le service de la flotte que lorsque les appels atteindront les inscrits maritimes réunissant autant de service qu'eux, et jouiront d'ailleurs du bénéfice de l'exonération déterminée par l'article 4 du présent décret, s'ils se trouvent dans la position définie par cet article.

Cette dernière disposition sera également suivie à l'égard des marins et des militaires des armées de terre et de mer provenant du recrutement, de l'engagement volontaire ou du rengagement qui, leur temps de service à l'État accompli, voudraient exercer les professions de mécanicien et de chauffeur ou être employés à d'autres titres dans les machines de mer.

6. En cas d'appel sur la flotte, les mécaniciens des bâtiments du commerce seront levés, savoir :

1° Ceux qui auront conduit une machine de deux cents chevaux et au-dessus, en qualité de second maître mécanicien de première classe;

2° Ceux qui auront conduit une machine au-dessous de deux cents chevaux, en qualité de quartier-maître mécanicien de première classe.

Les mécaniciens de la première catégorie ci-dessus indiquée seront admis, dès leur arrivée dans le port militaire, à subir devant une commission spéciale, nommée par notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, les examens exigés pour l'obtention du grade de premier maître mécanicien de la marine impériale, s'ils justifient de cinq années de navigation comme attachés au service des machines, dont une année au moins comme chargés en chef de la conduite d'un appareil à vapeur de mer de deux cents chevaux et au-dessus.

Les mécaniciens de la seconde catégorie seront admis à subir devant ladite commission les examens exigés pour l'obtention du grade de second maître mécanicien de la marine impériale, s'ils justifient de quatre années de navigation comme attachés au service des machines, dont une année au moins comme chargés en chef de la conduite d'un appareil à vapeur de mer au-dessous de deux cents chevaux.

Ceux de ces mécaniciens qui auront satisfait aux examens indiqués seront embarqués sur les bâtimens de la flotte en qualité de premier maître ou de second maître mécanicien de deuxième classe.

7. Les aides-mécaniciens des bâtimens du commerce seront levés, savoir :

1° Ceux qui auront été employés au service d'une machine de deux cents chevaux et au-dessus, comme quartiers-maitres de deuxième classe ;

2° Ceux qui auront été employés au service d'une machine inférieure à deux cents chevaux, comme ouvriers chauffeurs de première classe.

Les aides-mécaniciens qui auraient été chargés antérieurement de la conduite d'une machine jouiront des assimilations accordées par l'article 6 ci-dessus.

Ils auront également, sous la réserve de la justification des conditions de navigation et d'exercice en chef de la conduite des machines spécifiées audit article 6, la faculté de se présenter aux examens qu'il mentionne.

8. Les chauffeurs ayant deux années de navigation au commerce, dont une année au moins à la paye de soixante et dix francs et au-dessus, seront appelés comme ouvriers chauffeurs de deuxième classe ; les autres chauffeurs, comme ouvriers chauffeurs de troisième classe.

Tous les autres agents inférieurs des machines seront appelés comme matelots de troisième classe s'ils n'appartiennent déjà à l'inscription maritime en d'autres qualités.

9. Les mécaniciens, chauffeurs et autres, employés antérieurement au service de l'État et qui y seraient rappelés, reprendront le grade dont ils étaient pourvus à l'époque de leur libération du service, si ce grade est supérieur à celui auquel ils auraient droit d'après les dispositions précédentes.

Ceux qui exercent ou qui auront exercé des emplois de mécanicien en chef pourront même obtenir des grades supérieurs aux grades dont ils étaient pourvus au moment de leur libération du service, mais sous la condition de satisfaire à l'examen imposé pour l'obtention de ces grades et de justifier, préalablement à cet examen, de cinq années de navigation, dont une année d'exercice en chef de la conduite d'un appareil de deux cents chevaux et au-dessus, s'ils veulent concourir pour le grade de premier maître; ou de quatre années de navigation, dont une année d'exercice en chef de la conduite d'un appareil au-dessous de deux cents chevaux, s'ils veulent concourir pour le grade de second maître.

10. Les examens mentionnés aux articles 6, 7 et 9 ci-dessus pour les individus appelés au service de la marine impériale et exerçant ou ayant exercé des emplois de mécanicien devront être subis aussitôt après leur arrivée dans un port militaire.

Dès que ces individus auront été embarqués sur les bâtiments de la marine impériale, ils seront soumis, pour l'époque des examens, comme sous tous les autres rapports, aux règlements en vigueur pour les mécaniciens de l'État.

Il est d'ailleurs facultatif à ces individus de se présenter, avant tout ordre de levée, devant la commission instituée par notre ministre de la marine et des colonies, pour examiner les mécaniciens de l'État à l'époque et au lieu fixés pour cet examen, et d'y subir les épreuves imposées aux premiers maîtres et aux seconds maîtres mécaniciens de la marine impériale, sous la condition qu'ils justifieront préalablement du nombre d'années de navigation et d'exercice en chef de la conduite d'une machine d'une force déterminée, spécifiées à l'article 6 ci-dessus.

Ceux des mécaniciens qui satisferont auxdits examens seront pourvus, par notre ministre de la marine et des colonies, de brevets de capacité de première et de deuxième classe qui leur conféreront, en cas d'appel, le droit de remplir dans la marine

impériale les fonctions de premier ou de second maître mécanicien de 2^e classe.

11. Conformément à l'article 9 de la loi du 3 brumaire an iv, les mécaniciens et chauffeurs des bâtiments à vapeur pourront obtenir des brevets de capitaine au long cours ou de maître au cabotage, en remplissant les conditions déterminées par les règlements en vigueur.

12. Les mécaniciens et chauffeurs des bâtiments du commerce qui justifieront de l'âge et du temps de navigation exigés obtiendront la pension dite *demi-solde*, d'après leur grade dans la marine impériale ou d'après les assimilations énoncées ci-après :

<i>Emplois à bord des bâtiments du commerce.</i>	<i>Assimilation aux grades de la marine impériale.</i>
Mécaniciens de machines de 200 chevaux et au-dessus.	Second maître mécanicien de 1 ^{re} classe à 90 francs.
Mécaniciens de machines au-dessous de 200 chevaux.	Quartier - maître mécanicien de 1 ^{re} classe à 60 francs.
Aide-mécanicien de machines de 200 chevaux et au-dessus.	Quartier - maître mécanicien de 2 ^e classe à 54 francs.
Aide-mécanicien de machines au-dessous de 200 chevaux.	Chauffeur de 1 ^{re} classe à 39 francs.
Chauffeurs.	Chauffeurs de 2 ^e classe à 33 francs ou de 3 ^e classe à 27 francs.
Agents inférieurs des machines.	Matelots de 3 ^e classe à 24 francs.

Les mécaniciens et aides-mécaniciens qui n'auront pas été employés deux ans sur les bâtiments du commerce dans les positions indiquées au tableau ci-dessus ne pourront prétendre qu'à la demi-solde du degré immédiatement inférieur.

13. Les mécaniciens, chauffeurs et autres agents actuellement employés au service des machines à vapeur des bâtiments du commerce qui déclareront vouloir continuer la navigation lors de la promulgation du présent décret, et ceux qui ayant été débarqués antérieurement à cette promulgation ou qui débarqueront au moment où elle aura lieu, reprendront l'exercice de leurs professions à bord desdits bâtiments, seront admis à compter dans la supputation de leurs services, pour l'obtention de la pension dite *demi-solde*, le temps d'embarquement acquis avant leur inscription.

14. Nul mécanicien ne pourra être chargé en chef de la conduite d'une machine à bord d'un navire ou autre bâtiment du commerce, s'il n'est Français, naturalisé Français ou admis à do-

utile en France, et, dans aucun cas, le personnel de la machine ne devra comprendre dans son effectif total plus d'un quart d'étrangers (loi du 21 septembre 1793, art. 2).

15. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état
de la marine et des colonies,*

Signé HAMELIN.

N° 4373. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Amantis (Ille-et-Vilaine), d'un Établissement de Sœurs de la Providence.*

Du 2 Février 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les avis de l'évêque de Rennes, des vicaires capitulaires du diocèse du Mans et des préfets d'Ille-et-Vilaine et de la Sarthe, en date des 12 juillet 1855, 4, 10 et 23 janvier 1856 ;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 29 octobre 1856 ;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes, de notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence, existant à Ruillé-sur-Loir (Sarthe), en vertu d'une ordonnance

royale du 19 novembre 1826 (1), est autorisée à fonder, dans la commune d'Amanlis (Ille-et-Vilaine), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnances royales des 1^{er} novembre 1826 (2) 31 août 1828 (3).

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence, à Ruillé-sur-Loir (Sarthe), au nom de cette congrégation, et le maire d'Amanlis (Ille-et-Vilaine), au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à cette congrégation par le sieur *Jean-Baptiste-Théodore-Paulin de Ravenel du Boisteilleul*, le sieur *Hyacinthe-Eugène-Pierre de Ravenel du Boisteilleul* et la dame *Sydonie-Caroline-Stéphanie-Léon de Tréverret*, veuve du sieur *Paul-Sévère de Ravenel du Boisteilleul*, suivant acte notarié du 10 mars 1855, et consistant, du chef de la dame veuve de *Ravenel du Boisteilleul*, dans l'usufruit d'une maison avec dépendances, située à Amanlis, estimée cinq mille trois cent trente francs, et du chef des sieurs *de Ravenel du Boisteilleul*, dans la nue propriété du même immeuble, à la charge notamment, par la congrégation, d'envoyer et d'entretenir à perpétuité dans la maison donnée trois sœurs de son ordre, tenues d'instruire gratuitement les jeunes filles pauvres et de visiter les malades indigents de la commune d'Amanlis.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

(1) VIII^e série, Bull. 128, n° 4364.

(2) VIII^e série, Bull. 125, n° 4156.

(3) VIII^e série, Bull. 251, n° 911.

N° 4374. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1857, un Crédit extraordinaire pour les frais de location de l'Hôtel affecté à l'habitation de l'Ambassadeur de la Sublime-Porte à Paris.

Du 14 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu notre décret, en date du 21 février 1856 (1), qui ouvre au ministère des affaires étrangères, sur l'exercice 1856, le crédit extraordinaire nécessaire pour acquitter le prix de location et les charges accessoires d'entretien de l'hôtel affecté à la nouvelle résidence de l'ambassade Ottomane, à Paris;

Vu la loi du 14 juillet 1856 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1857 et le décret du 29 novembre 1856 (2), sur la répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice 1857;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 (3) concernant l'ouverture des crédits extraordinaires et supplémentaires;

Vu les articles 26, 27 et 28 du règlement général du 31 mai 1838 (4), sur la comptabilité publique;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 6 février 1857;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des affaires étrangères, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de cinquante-deux mille francs (52,000^f), applicable aux frais de location et aux charges accessoires, pendant l'année 1857, de l'hôtel affecté à l'habitation de l'ambassadeur de la Sublime-Porte, à Paris. Ce crédit sera inscrit à un chapitre spécial *Frais de location et charges accessoires de l'hôtel Forbin-Janson*.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service de l'exercice 1857.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif dans sa prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

(1) XI^e série, Bull. 367, n° 3364.

(3) XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

(2) XI^e série, Bull. 446, n° 4147.

(4) XI^e série, Bull. 579, n° 7437.

l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Février 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au
département des finances,*

Signé P. MAGNE.

*Le Ministre secrétaire d'état au dé-
partement des affaires étrangères,*

Signé A. WALEWSKI.

N° 4375. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant prorogation des Cham-
bres temporaires des Tribunaux de première instance de Saint-Marcellin
de Bourgoin.*

Da 26 Février 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état
au département de la justice;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les chambres temporaires créées par ordonnance
du 29 octobre 1837 (1) dans les tribunaux de première in-
stance de Saint-Marcellin et de Bourgoin (Isère), et suc-
cessivement prorogées jusqu'à ce jour, continueront à remplir les
fonctions pendant une année.

A l'expiration de ce temps, elles cesseront de plein droit
s'il n'en a été par nous autrement ordonné.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au
département de la justice, est chargé de l'exécution du présent
décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Février 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

(1) ix^e série, Bull. 543, n° 7154.

N° 4376. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie l'article 4 du décret du 3 décembre 1856, concernant l'exécution de la Convention de poste conclue entre la France et la Grande-Bretagne.*

Du 28 Février 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu la convention de poste conclue, le 24 septembre 1856, entre la France et la Grande-Bretagne (1);

Vu notre décret du 3 décembre 1856 (2) concernant l'exécution de ladite convention;

Vu la loi du 14 floréal an x [4 mai 1802];

Vu le décret organique sur la presse, du 17 février 1852 (3);

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A dater du 1^{er} avril prochain, les taxes ou droits à percevoir par l'administration des postes de France pour les lettres ordinaires, les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés, les livres reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés, par la voie des paquebots britanniques et de l'isthme de Suez, soit de la France et de l'Algérie pour la Nouvelle-Galles du sud, Victoria, l'Australie méridionale, l'Australie occidentale, la Tasmanie et la Nouvelle-Zélande, soit de la Nouvelle-Galles du sud, de Victoria, de l'Australie méridionale, de l'Australie occidentale, de la Tasmanie et de la Nouvelle-Zélande, pour la France et l'Algérie, seront payés par les envoyeurs ou les destinataires, conformément au tarif ci-après :

(1) 1^{re} série, Bull. 443, n° 4133.

(2) 1^{re} série, Bull. 448, n° 4157.

(3) x^e série, Bull. 490, n° 3651.

ORIGINE	DESTINATION	NATURE	TOTAL des taxes et droits à percevoir en France et en Algérie,	
			pour chaque lettre et par chaque poids de 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	pour chaque paque d'imprimés portant une adresse particulière et par chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
des correspondances.	des correspondances.	des correspondances.		
France et Algérie.....	Nouvelle-Galles du sud, Victoria, Australie méridionale, Australie occidentale, Tasmanie et Nouvelle-Zélande.	Lettres ordinaires. Imprimés de toute nature.	80° °	° 12°
Nouvelle-Galles du sud, Victoria, Australie méridionale, Australie occidentale, Tasmanie et Nouvelle-Zélande.	France et Algérie..	Lettres ordinaires. Imprimés de toute nature.	50 °	° 10

2. Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions de l'article 4 du décret susvisé du 3 décembre 1856.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances
Signé P. MAGNE.

N° 4377. — DÉCRET IMPÉRIAL qui établit à Fessevillers et à Vanfi (Doubs) des Bureaux de vérification pour la sortie des Boissons exotiques à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, et supprime les Bureaux de Goumois et de Glères (Doubs).

Du 28 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816, sur

boissons, et les articles 2 et 3 de l'ordonnance du 11 juin de la même année (1);

Vo le tableau des points de sortie, pour l'exportation des boissons, annexé à l'ordonnance du 28 décembre 1828 (2), ainsi que les modifications qui y ont été apportées par les ordonnances, les arrêtés et les décrets subséquents;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il sera établi à Fessevillers et à Vaufrey (Doubs) des bureaux de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, aux termes des articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816.

2. Les bureaux de vérification établis à Goumois et à Glères (Doubs), pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger dans les mêmes conditions, sont supprimés.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 4378. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe,

1° A onze, le nombre des avoués près la cour impériale de Dijon;

2° A huit, le nombre des avoués près le tribunal de première instance de Foix (Ariège);

3° A dix-neuf, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Semur (Côte-d'Or);

4° A vingt-cinq, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Mâcon (Saône-et-Loire). (Paris, 28 Janvier 1857.)

(1) VII^e série, Bull. 93, n° 811.

(2) VIII^e série, Bull. 273, n° 10,523.

N° 4379. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe à sept le nombre des avoués,

- 1° Près le tribunal de première instance de Mirande (Gers);
- 2° Près le tribunal de première instance de Figeac (Lot);
- 3° Près le tribunal de première instance de Montauban (Tarn-et-Garonne). (Paris, 31 Janvier 1857.)

N° 4380. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe,

- 1° A vingt-sept, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Langres (Haute-Marne);
- 2° A quatorze, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Melle (Deux-Sèvres);
- 3° A quinze, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Moissac (Tarn-et-Garonne). (Paris, 4 Février 1857.)

N° 4381. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'état) qui nomme auditeurs de seconde classe au Conseil d'état

MM. de Loverdo,
 Legrand (Arthur),
 De Verneaux,
 Lecomte,
 Rouher (Gustave). (Paris, 16 Février 1857.)



Certifié conforme :

Paris, le 6 Mars 1857,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
 d'état au département de la Justice,

ABBATUCCL

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
 au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 475.

N° 4382. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'Organisation judiciaire de la Réunion.

Du 6 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies;

Vu l'avis de notre garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 6 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies;

Vu les ordonnances des 30 septembre 1827 (1), 6 juillet 1828 (2), 10 juillet 1831 (3), 23 août 1846 (4), et le décret du 16 août 1854 (5), concernant l'organisation judiciaire de la Réunion;

Vu les avis du comité consultatif des colonies des 21 juillet et 29 novembre 1856;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le siège du tribunal de première instance, établi à Saint-Paul (île de la Réunion), est transféré à Saint-Pierre, qui devient chef-lieu judiciaire de l'arrondissement sous le vent, et siège de la cour d'assises.

2. La ville et le territoire de Saint-Paul sont annexés à l'arrondissement judiciaire de Saint-Denis.

3. Une neuvième justice de paix sera instituée à la Réunion : son siège sera à Saint-Leu.

(1) VIII^e série, Bull. 212, n° 7908.

(2) VIII^e série, Bull. 375, n° 15,809.

(3) IX^e série, 2^e partie, Bull. 94, n° 2734.

(4) IX^e série, Bull. 1324, n° 12,963.

(5) XI^e série, Bull. 215, n° 1940.

Le territoire de la commune de Saint-Leu sera distrait du canton de Saint-Louis, et formera la circonscription de la nouvelle justice de paix.

Il sera statué ultérieurement sur les moyens de pourvoir à la dépense nécessitée par la création de cette justice de paix.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies

Signé HAMELIN.

N° 4383. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui crée à l'Académie des Sciences morales et politiques une 6^e place d'Académicien libre, et autorise cette Académie à nommer 7 Correspondants pour la section de politique, administrative et finances.*

Du 7 Janvier 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu l'article 7 du décret du 14 avril 1855 (1), en vertu duquel la section nouvelle a été constituée au sein de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut impérial de France,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une sixième place d'Académicien libre est créée à l'Académie des sciences morales et politiques, qui nommera en outre, sept correspondants pour la section de politique, administration et finances.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Bull. 292, n° 2668.

truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4384. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Cultes un Crédit représentant les sommes versées au Trésor, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de Travaux appartenant à l'exercice 1856.*

Du 7 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par le diocèse de Bayeux et la compagnie d'assurance générale contre l'incendie pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux appartenant à l'exercice 1856;

Vu le décret du 10 novembre 1856 (1) concernant l'ouverture des crédits extraordinaires et supplémentaires;

Vu l'avis de notre ministre des finances, en date du 29 janvier 1857;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état de l'instruction publique et des cultes, sur l'exercice 1856, un crédit de vingt-cinq mille quatre cent quinze francs vingt centimes (25,415^f 20) formant le montant de l'état ci-dessus mentionné et applicable aux fonds ci-après, savoir :

(1) Bull. 440, n° 4110.

*Service de l'instruction publique.*CHAPITRE II. Administration centrale (Matériel) . . . 415^f 20^c*Service des cultes.*

CHAPITRE XLI. Travaux ordinaires d'entretien et de grosses réparations des édifices diocésains 25,000 00

TOTAL 25,415 20

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées à l'exercice 1856.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état
au département des finances,
Signé P. MAGNE.

Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,
Signé ROULAND.

État des sommes versées dans les caisses du trésor public pour concourir, avec le fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1856.

NOMS des départements.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX auxquels les fonds sont destinés.	MONTANT des versements par chapitre.
	SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.	
	CHAPITRE II. — Administration centrale. (Matériel.)	
Seine (Paris)	Réparation des dommages causés par le commencement d'incendie qui a eu lieu, le 14 octobre 1856, dans une pièce du ministère	415 ^f 20 ^c
	SERVICE DES CULTES.	
	CHAPITRE XLI. — Travaux ordinaires d'entretien et de grosses réparations des édifices diocésains.	
Calvados	Travaux de consolidation de la tour centrale de la cathédrale de Bayeux	25,000 00
	TOTAL	25,415 20

Approuvé pour être annexé au décret du 7 février 1857.

Le Ministre secrétaire d'état de l'instruction publique et des cultes
Signé ROULAND.

N° 4385. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1857, un Crédit extraordinaire pour acquisition et installation d'Instruments d'astronomie, et aménagement du service intérieur, à l'Observatoire de Paris.*

Du 14 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu le décret du 25 août 1856 (1), qui a ouvert, sur l'exercice 1856, à notre ministre de l'instruction publique et des cultes un crédit extraordinaire de quarante-cinq mille francs pour achat d'instruments d'astronomie destinés à l'Observatoire impérial de Paris;

Vu la loi de finances du 14 juillet 1856 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1857;

Vu notre décret du 29 novembre 1856 (2) portant répartition, par chapitres, des crédits ouverts par ladite loi;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 (3);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 12 février 1857;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de deux cent cinq mille francs (205,000^f) pour acquisition et installation d'instruments d'astronomie et aménagement du service intérieur à l'Observatoire de Paris.

Ce crédit formera le chapitre xvi bis du budget du ministère de l'instruction publique et des cultes.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par le présent décret au moyen des ressources affectées aux besoins de l'exercice 1857.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée au Corps législatif dans sa plus prochaine session.

4. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'ins-

(1) Bull. 426, n° 3984.

(3) Bull. 440, n° 4110.

(2) Bull. 446, n° 4147.

truction publique et des cultes et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au
département des finances ,*
Signé P. MAGNE.

*Le Ministre secrétaire d'état au départe-
ment de l'instruction publique et
des cultes ,*

Signé ROULAND.

N° 4386. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant qu'une Statue en bronze sera
élevée à Gay-Lussac dans la ville de Paris.*

Du 26 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes;

Considérant les services éminents que *Gay-Lussac* a rendus à la
science et à l'industrie par ses travaux et ses découvertes,

1. AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une statue en bronze sera élevée à *Gay-Lussac* dans
la ville de Paris.

2. La famille de *Gay-Lussac* est autorisée à prendre à sa
charge les frais de ce monument.

3. L'emplacement de la statue sera désigné ultérieurement.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-
truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du
présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction
publique et des cultes ,*

Signé ROULAND.

N° 4387. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1857, pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.

Du 28 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 13 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838, les lois des 25 avril 1844 et 15 mai 1850, et celle du 22 juin 1854,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cinquante-quatre mille cinq cent quatorze francs (54,514^f), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1857, conformément au tableau annexé au présent décret, sur les patentés désignés par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par la loi du 15 mai 1850.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi à notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'état au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Angers.....	Maine-et-Loire....	Chambre....	4,120 ^f	Patentés de tout le département.
Dieppe.....	Seine-Inférieure. .	<i>Idem.</i>	3,480	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
		Bourse.....	350	Patentés de la ville de Dieppe.
Gray.....	Haute-Saône.....	Chambre...	1,678	Patentés de tout le département.
La Rochelle.....	Charente-Inférieure.	<i>Idem.</i>	2,864	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
		<i>Idem.</i>	5,692	<i>Idem.</i>
Lille.....	Nord.....	Bourse.....	3,536	Patentés de la ville de Lille.
		Chambre....	5,243	Patentés de tout le département.
Mulhouse.....	Haut-Rhin.....	Bourse.....	1,657	Patentés de la ville de Mulhouse.
Paris.....	Seine.....	Chambre....	20,000	Patentés de tout le département.
Reims.....	Marne.....	<i>Idem.</i>	1,698	<i>Idem.</i>
Rocheftort.....	Charente-Inférieure.	<i>Idem.</i>	1,800	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Troyes.....	Aube.....	<i>Idem.</i>	2,396	Patentés de tout le département.
		TOTAL....	54,514	

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous n° 130.

Paris, le 28 février 1857.

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4388. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les Droits à l'importation de certaines Marchandises.

Du 7 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les droits à l'importation des marchandises ci-après désignées sont fixés ainsi qu'il suit :

Gingembre ..	Mêmes droits que les racines médicinales non dénommées.		
Garance.	En racine sèche ou alizari	Par navires français..	8 ⁰⁰ 00
		Par navires étrangers.	10 00
Huiles.	Moulue ou en paille.		20 00
		De palme, de coco, de touloucouna et d'ilipé, importées par navires français des parties de l'Inde autres que les établissements français.	2 50

les
100 kilog.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4389. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ajoute l'Huile d'Arachides à la nomenclature des Produits naturels de l'Algérie admis en franchise dans les Ports de la Métropole.

Du 7 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 9 de la loi du 11 janvier 1851,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'huile d'arachides est ajoutée à la nomenclature des produits naturels de l'Algérie dont l'article 1^{er} de la loi du

11 janvier 1851 autorise l'admission en franchise dans les ports de la métropole.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4390. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Lyon, par le Bourbonnais (section de Roanne à Saint Étienne), de plusieurs parcelles de terrain non bâties, appartenant divers, et situées sur le territoire des communes de Cuzieux, Saint Just, Andrézieux, Bouthéon et Balbigny (Loire), lesdites parcelles désignées dans cinq états indicatifs qui resteront annexés au décret (*Paris, 14 Janvier 1857.*)

N° 4391. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 112, d'Agde à Toulouse, dans la côte de Verfeil (Haute-Garonne) suivant la direction générale indiquée par une ligne orange, sur un plan qui restera annexé au décret ;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, et se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 14 Janvier 1857.*)

N° 4392. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 3 de Château-Thierry à Béthune, dans la côte de la Glacière (Aisne)

suivant la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui restera annexé au décret;

1° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 14 Janvier 1857.*)

N° 4393. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant que la parcelle de terrain, d'une contenance de quatre cent trente-quatre mètres carrés, sise au bord de la route impériale n° 92, de Valence à Seyssel et à Genève, dans la traverse de Voiron (Isère), et désignée par les lettres A B, sur le plan annexé au décret, est affectée au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour le service des ponts et chaussées. (*Paris, 24 Janvier 1857.*)

N° 4394. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 86, de Lyon à Beaucaire, entre les deux parties neuves de Beauchastel et du Pouzin (Ardèche), suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 24 Janvier 1857.*)

N° 4395. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il est créé, à Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), deux places de courtier de marchandises et d'assurances, interprète et conducteur de navires;

2° Que le cautionnement affecté à chacune de ces places est fixé à quatre mille francs (4000^f). (*Paris, 28 Février 1857.*)

N° 4396. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'état) portant que M. le comte *Léon de Laborde*, membre de l'Institut, est nommé directeur général des archives de l'Empire, en remplacement de M. de *Chabrier*, appelé à d'autres fonctions. (*Paris, 4 Mars 1857.*)



Certifié conforme:

Paris, le 14 Mars 1857.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*
ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 476.

N° 4397. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Budget de la Guerre, pour l'exercice 1855, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des Dépenses de Solde antérieures à cet exercice.*

Du 4 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837 portant que les rappels d'arrérages de solde et accessoires de solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, mais que le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement autorisé par une ordonnance qui sera soumise à la sanction législative, avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 102 du règlement général du 31 mai 1838 (1), sur la comptabilité publique, rappelant les dispositions ci-dessus;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget de la guerre, pour l'exercice 1855, un chapitre spécialement destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice; ce chapitre prendra le titre de *Rappels de dépenses payables sur revues, antérieures à 1855, et non passibles de déchéance.*

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par compte de virement, de la somme de six cent vingt-cinq mille sept cent cinq francs cinquante centimes, montant des rappels de solde et autres y assimilés, provisoirement acquittés sur les fonds des chapitres III, IV, VI, VII, XIV, XXIV et XXIX du budget de la guerre, pour 1855, suivant le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme il suit :

EXERCICE 1851.....	346 ¹ 81 ^c
— 1852.....	578 43
— 1853.....	4,328 90
— 1854.....	620,451 36
TOTAL ÉGAL.....	625,705 50

(1) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

3. Les dépenses imputées sur les crédits ouverts par la loi de finances du 22 juin 1854, aux chapitres désignés à l'article 2 ci-dessus, sont atténuées dans les proportions ci-après, savoir :

CHAPITRE III.	États-majors	23,588 ^f 09 ^c
IV.	Gendarmerie.....	100,845 22
VI.	Justice militaire.....	48 24
VII.	Solde et entretien des troupes.....	488,046 46
XIV.	Solde de non-activité et solde de réforme..	1,107 78
XXIV.	Services indigènes en Algérie.....	12,051 81
XXIX.	Établissements disciplinaires en Algérie..	17 90
SOMME ÉGALE.....		625,705 50

TABLEAU des rappels de solde applicables aux exercices 1851, 1852, 1853 et 1854, ment de compte à un chapitre spécial intitulé: Rappels de dépenses payables sur revues ant

IMPUTATION PRIMITIVE DES PAYEMENTS.				1851.		
Chapitres.	Articles			Intérieur.		Alg.
				fr.	c.	
3.	1 ^{er} .	Traitement des maréchaux de France, officiers généraux supérieurs et autres d'état-major.....		"		
	2.	Traitement de l'intendance militaire.....		"		
	3.	— de l'état-major des places..		"		
	4.	— de l'état-major particulier de l'artillerie.....		"		
	5.	Traitement de l'état-major particulier du génie.....		"		
4.	1 ^{er} .	Gendarmerie impériale.....		"		
6.	2.	Garde de Paris.....		"		
	2.	Ateliers de militaires condamnés au boulot ou aux travaux publics.....		"		
7.	3.	Pénitenciers militaires.....		"		
	1 ^{er} .	Solde de l'infanterie.....		9	15	
	"	Idem. (Prisonniers de guerre russes.)..		"		
	2.	Solde de la cavalerie.....		"		
	3.	— de l'artillerie.....		"		
	4.	— du génie.....		"		
	5.	— des équipages militaires.....		43	80	
14.	6.	— des vétérans de l'armée.....		"		
	1 ^{er} .	Personnel.....		238	00	
24.	1 ^{er} .	Personnel.....		"		
	1 ^{er} .	Solde de non-activité.....		"		
	2.	Solde de réforme.....		"		
29.	1 ^{er} .	Commandement et administration des populations arabes.....		"		
	3 ^e , 5 ¹ .	Troupes indigènes. (Solda et abonnements).....		"		
	1 ^{er} , 5 ¹ .	Établissement de Lambessa.....		"		
				290	95	
				345 81		

B. n° 476.

(387)

4. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
de la guerre,*

Signé VAILLANT.

et, provisoirement imputé sur divers chapitres du budget de 1855, doit être reporté par virement sur les crédits non passibles de déchéance. (Exécution de l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837.)

DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS EFFECTUÉS EN 1855.

1856.		1853.			1854.			
Algérie.	Intérieur.	Italie.	Algérie.	Intérieur.	Italie.	Orient.	Algérie.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
"	"	"	"	15,880 62	"	1,508 39	"	
"	"	"	"	2,338 88	"	600 00	149 64	
"	"	"	435 00	18 32	"	"	25 00	
"	"	"	"	534 98	"	"	"	
"	"	"	"	2,967 25	"	1,130 00	"	
37	418 84	"	2 10	81,856 76	"	12,381 05	1,524 83	
"	"	"	"	4,475 67	"	"	"	
"	"	"	"	7 76	"	"	"	
"	"	"	"	40 18	"	"	"	
39	53 26	2,129 57	194 41	174,930 35	1,971 39	86,242 97	24,352 00	
"	"	"	"	52 85	"	52 45	"	
59	"	917 00	"	67,294 39	99 44	15,472 61	7,552 97	
"	"	32 27	0 90	36,283 40	90 35	30,762 11	1,389 75	
"	"	42 55	"	8,218 16	9 79	5,315 25	1,190 76	
54	"	155 13	1 68	6,638 57	111 90	3,619 40	1,029 76	
"	"	"	"	185 61	"	"	"	
72	"	811 32	"	24 00	2,505 57	222 14	152 20	
"	"	31 62	"	"	3,767 08	59 89	3,306 51	
"	"	"	"	"	866 52	"	"	
"	"	"	"	"	241 26	"	"	
"	40 28	"	100 00	"	"	"	604 44	
"	"	"	6 45	"	"	1,713 30	9,587 34	
"	"	"	"	"	"	"	17 90	
59	93 54	3,638 30	2 58	288 22	406,104 49	2,842 76	50,883 10	
578 43		4,328 90			620,451 36			

IMPUTATION PRIMITIVE DES PAYEMENTS.

Intérieur.

fr. c.

Chapitres.	Articles		
3. États-majors.....	1 ^{er} .	Traitement des maréchaux de France, officiers généraux supérieurs et autres d'état-major.....	15,880 62
	2.	Traitement de l'intendance militaire...	1,338 88
	3.	— de l'état-major des places..	18 33
	4.	— da l'état-major particulier de l'artillerie.....	534 98
	5.	Traitement de l'état-major particulier du génie.....	1,967 25
4. Gendarmerie.....	1 ^{er} .	Gendarmerie impériale.....	82,462 57
	2.	Garde de Paris.....	4,475 67
6. Justice militaire.....	2.	Ateliers de militaires condamnés au boulet ou aux travaux publics.....	7 76
	3.	Pénitenciers militaires.....	40 48
7. {	1 ^{er} .	Solde de l'infanterie	176,223 06
	"	Idem. (Prisonniers de guerre russes.)...	52 85
	2.	Solde de la cavalerie	68,272 28
	3.	— de l'artillerie.....	36,315 67
	4.	— du génie.....	8,260 71
	5.	— des équipages militaires.....	6,893 82
	6.	— des vétérans de l'armée.....	185 61
	1 ^{er} .	Personnel.....	2,582 61
	1 ^{er} .	Personnel.....	3,798 70
	1 ^{er} .	Solde de non-activité.....	866 52
14. Solde de non-activité et solde de réforme.....	2.	Solde de réforme.....	241 26
24. Services indigènes en Algérie.	1 ^{er} .	Commandement et administration des populations arabes.....	"
	3 ^e , 5 ^e , 1 ^{er} .	Troupes indigènes. (Solde et abonnements.).....	"
29. Établissements disciplinaires en Algérie.....	1 ^{er} , 5 ^e , 1 ^{er} .	Établissement de Lambessa.....	"
			410,418 63

Vérifié :

Le Conseiller d'état Directeur de la comptabilité générale,

Signé PETITET.

DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS EFFECTUÉS EN 1855.

par article.			Total par chapitre.				
Quant.	Algérie.	TOTAL.	Intérieur.	Italie.	Orient.	Algérie.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1,508 39	"	17,389 01					
600 00	149 64	2,088 52					
"	460 00	478 33	19,740 06	"	3,238 39	609 64	23,588 09
"	"	534 98					
1,130 00	"	3,097 25					
12,381 05	1,526 93	96,369 55	86,937 24	"	12,381 05	1,526 93	100,845 22
"	"	4,475 67					
"	"	7 76	48 24	"		"	48 24
"	"	40 48					
86,341 97	24,655 06	289,092 48					
52 45	"	105 30					
15,472 61	7,574 90	91,419 23					
30,762 11	1,389 75	68,558 78					
5,315 25	1,190 76	14,776 51	302,585 31	2,345 34	143,788 27	39,327 54	488,046 46
2,619 40	1,034 36	11,661 16					
"	"	185 61					
"	176 20	3,070 95					
2,011 34	3,306 51	9,176 44					
"	"	866 52	1,107 78	"	"		1,107 78
"	"	241 26					
"	744 72	744 72	"	"	1,713 30	10,338 51	12,051 81
1,713 30	9,593 79	11,307 09					
"	17 90	17 90	"	"		17 90	17 90
161,121 01	51,820 52	625,705 50	410,418 63	2,345 34	161,121 01	51,820 52	625,705 50

Paris, le 4 Mars 1857.

Le Maréchal de France Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé VAILLANT.

N° 4398. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre le Bureau des Douanes de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) à l'importation de certaines Marchandises.*

Du 7 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) est ouvert à l'importation des marchandises taxées à plus de vingt francs par cent kilogrammes, ou nominativement désignées par l'article 8 de la loi du 27 mars 1817.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mars 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **E. ROUEN**.

N° 4399. — *DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui affecte au service des douanes les corps de garde de Carolle et de Champeau, situés dans la chefferie de Granville, département de la Manche, et devenus inutiles au service militaire. (Paris, 7 Mars 1857.)*



Certifié conforme :

Paris, le 18 * Mars 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 477.

N° 4400. — *Loi qui approuve un Échange de bois entre l'État et M. le Comte de Brosse.*

Du 16 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce
qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé l'échange, sans soulte, passé
devant M. le préfet du Loiret, le 29 mai 1856, entre l'État et
M. le comte de Brosse, d'une parcelle de bois dépendant de la
forêt domaniale de Montargis, d'une contenance de vingt et un
ares vingt-trois centiares, contre une autre parcelle de bois con-
tenant dix-huit ares trente-deux centiares, à prendre dans une
plus grande pièce contiguë à cette forêt.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAMONT-QUETRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un échange entre l'État et M. le comte de *Brosses*.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 9 Mars 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUE, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et inscrites au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4401. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État et les Époux Amiens.*

Du 16 Mars 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions énoncées au contrat administratif du 3 juin 1856, l'acte d'échange par lequel l'État a cédé aux époux *Amenc* une ruelle d'une superficie de sept mètres cinquante centimètres (7^m 50^c), aboutissant à la place du Château, à Antibes, en échange d'une parcelle de terrain de deux mètres cinquante centimètres (2^m 50^c), formant triangle sur la même place, et moyennant une soulte de quarante francs (40^f) à la charge des époux *Amenc*.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, MARQUIS DE CHAUMONT-QUIRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à un échange entre l'État et les époux *Amenc*.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 9 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABRATUCCI.

N° 4402. — *Loi qui autorise le département de la Corse à s'imposer extraordinairement.*

Du 16 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont l'ensemble suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Corse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement pendant douze ans, à partir de 1858, sept centimes (0^f 07^c) additionnels à principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté, 1^o au service des intérêts et à l'amortissement de l'emprunt de cinq cent mille francs (500,000^f) autorisé par la loi du 5 mai 1855; 2^o aux travaux d'achèvement et d'amélioration des chemins vicinaux de grande communication; 3^o à venir en aide aux communes, dans des cas extraordinaires, pour l'achèvement des chemins vicinaux.

2. L'imposition ci-dessus sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER,

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUELUS,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui au

rise le département de la Corse à s'imposer extraordinairement sept centimes pendant douze ans, à partir de 1858.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 9 Mars 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUE, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4403. — *Loi qui autorise le département de Maine-et-Loire à faire un prélèvement sur l'Emprunt à réaliser en vertu de la loi du 14 mai 1856.*

Du 16 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Maine-et-Loire est au

torisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à prélever, en 1857, sur l'emprunt à réaliser en vertu de la loi du 14 mai 1856, une somme de trente-quatre mille neuf cent soixante et dix-sept francs trente-six centimes (34,977^f 36^c), qui sera affectée à l'entretien des routes départementales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de Maine-et-Loire à prélever, en 1857, une somme de trente-quatre mille neuf cent soixante et dix-sept francs trente-six centimes sur l'emprunt à réaliser en vertu de la loi du 14 mai 1856.

• Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 9 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUA, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATOCCHI.

Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4404. — *Loi qui autorise le département de la Mayenne à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 16 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale ,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit ;

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Mayenne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de trois cent dix mille francs (310,000^f), qui sera appliquée au paiement de la subvention promise par le département pour les travaux de la canalisation de la Mayenne.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Mayenne est également autorisé à s'imposer extraordinairement pendant sept ans, à partir de 1860, deux centimes (0^f 02^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté, concurremment avec celui de l'imposition créée par la loi du 9 août 1847, au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er}.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Mayenne à emprunter une somme de trois cent dix mille francs , et à s'imposer extraordinairement deux centimes pendant sept ans , à partir de 1860.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 9 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées au cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

*Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.*

Signé ABBATUCCI.

N° 4405.— *Loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à s'imposer extraordinairement.*

Du 16 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUE
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont le
teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Saône-et-Loire est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement pendant six ans, à partir de 1858, deux centimes cinq dixièmes ($2\frac{5}{10}$) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux travaux d'achèvement et d'amélioration des routes départementales.

2. Le département de Saône-et-Loire est également autorisé à s'imposer extraordinairement pendant six ans, à partir de 1858, cinq dixièmes de centime ($0\frac{5}{10}$) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera appliqué aux travaux des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition de cinq dixièmes de centime sera perçue concurremment avec les centimes spéciaux dont le recouvrement sera autorisé par les lois de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mars 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à s'imposer extraordinairement deux centimes cinq dixièmes, et cinq dixièmes de centime, pendant six ans, à partir de 1858.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 9 Mars 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le Comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau

de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication,

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
 au département de la justice,*
 Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLÉON,
 Par l'Empereur :
Le Ministre d'état,
 Signé ACHILLE FOULD.

N° 4406. — *Loi qui modifie la Circonscription territoriale des départements de la Gironde et de Lot-et-Garonne, dans les communes de Sigalens et de Cocumont,*

Du 16 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
 EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT,

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire teinté en rose sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la commune de Sigalens, canton d'Auros, arrondissement de Bazas, département de la Gironde, et réuni à la commune de Cocumont, canton de Meilhac, arrondissement de Marmande, département de Lot-et-Garonne.

2. Les limites des deux communes sont indiquées par le ruisseau de Gauton tracé audit plan,

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis. Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Mars 1857.

Le Président,
 Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
 Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
 TESSIERE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative aux changements de circonscriptions territoriales entre la commune de Sigalens, département de la Gironde, et la commune de Corumont, département de Lot-et-Garonne.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 9 Mars 1857,

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATucci.

Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4407. — *Loi qui fixe les Limites entre la commune de Macé, canton de Sées, arrondissement d'Alençon, et la commune de Château-d'Almenèche, canton de Mortrée, arrondissement d'Argentan (Orne).*

Du 16 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire lavé en vert sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la commune de Macé, canton de Sées, arrondissement d'Alençon, département de l'Orne, et réuni à la commune de Château-d'Almenèche, canton de Mortrée, arrondissement d'Argentan, même département.

2. Les limites entre les deux communes sont fixées par la ligne ponctuée indiquée audit plan.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Mars 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITMAN,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le changement de circonscriptions territoriales entre la commune de Macé, département de l'Orne, et la commune de Château-d'Almenèche, même département.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 9 Mars 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARAIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les

fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
 au département de la justice,*
 Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'état,
 Signé ACHILLE FOULD.

N° 4408. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Convention passée ,
 le 27 février 1857, entre le Ministre de l'Agriculture, du Commerce
 et des Travaux publics, et la Compagnie du Chemin de fer de Lyon à
 Genève.*

Du 7 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
 EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
 de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret du 30 avril 1853 (1) et la loi du 10 juin de la
 même année, portant concession du chemin de Lyon à Genève, en-
 semble le cahier des charges y annexé, et notamment les articles 1 et
 5 dudit cahier des charges;

Vu notre décret du 6 août 1853 (2) portant approbation des sta-
 tats de la compagnie du chemin de fer de Lyon à Genève;

Vu les pièces du projet présenté par ladite compagnie et ayant
 pour objet la modification du point d'arrivée du chemin de fer à
 Lyon, et l'exécution d'une voie de raccordement avec la ligne de Lyon
 à la Méditerranée;

Vu le dossier de l'enquête ouverte conformément à l'article 3 de
 la loi du 3 mai 1841, et spécialement le procès-verbal de la commis-
 sion d'enquête, en date du 10 janvier 1855;

Vu l'avis en forme d'arrêté du sénateur chargé de l'administration
 du département du Rhône, en date du 20 juillet 1855;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 6 septembre
 1855;

Vu l'avis de la commission mixte des travaux publics, en date
 du 10 décembre 1855;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'état au département de

(1) Bull. 65, n° 597.

(2) Partie suppl. Bull. 37, n° 655.

la guerre, en date du 30 dudit mois, portant adhésion à l'avis ci-dessus mentionné;

Vu les avis du comité consultatif des chemins de fer, en date des 9 février et 28 juin 1856;

Vu le rapport de l'ingénieur en chef du service du Rhône, en date du 13 novembre 1856;

Vu la loi du 3 mai 1841 et le sénatus-consulté du 25 décembre 1852, article 4;

Vu la convention provisoire passée, le 27 février 1857, entre notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie du chemin de fer de Lyon à Genève;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La convention provisoire passée, le 27 février 1857, entre notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie du chemin de fer de Lyon à Genève, et portant modification du point d'arrivée dudit chemin dans l'intérieur de Lyon, est et demeure approuvée.

Ladite convention restera annexée au présent décret.

2. Cette convention ne sera passible que du droit fixe d'un franc.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROCHER.

L'an 1857, et le 27 février,

Entre les soussignés,

Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant au nom de l'État, sous la réserve de l'approbation des présentes par décret de l'Empereur,

D'une part;

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie du chemin de fer de Lyon à Genève*, ladite compagnie représentée par

MM. François Bartholony,

Antoine-Pierre Hély d'Oissel,

Président et vice-président du conseil d'administration, agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été donnés par délibération dudit conseil, et, en outre, en vertu de l'approbation donnée par la délibération de l'assemblée générale des actionnaires, en date du 30 avril 1855,

D'autre part;

Il a été dit et convenu ce qui suit:

ART. 1^{er}. L'article 1^{er} du cahier des charges annexé au décret du 30 avril et la loi du 10 juin 1853, relatifs à la concession du chemin de fer de Lyon à Genève, est modifié ainsi qu'il suit:

« Le chemin de fer de Lyon à Genève qui fait l'objet de la présente concession se détachera du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée au delà de la station de la Vitriolerie, près du passage à niveau du chemin de la Princesse, et se dirigera, suivant le tracé adopté par l'avis de la commission mixte des travaux publics, en date du 10 décembre 1855, vers le Rhône; qu'il traversera un peu en amont de Lyon; il se dirigera ensuite vers la frontière suisse en passant à ou près Montluel, Maximieux, Amberieux, Saint-Rambert, et se portant sur Bellegarde et le fort de l'Ecluse, soit par Caloz et la rive droite du Rhône, soit par la vallée du Seran, dite le val Romy, suivant le tracé qui sera déterminé par l'administration. »

2. Une gare de voyageurs sera établie sur l'emplacement actuel de l'enceinte fortifiée, à l'endroit où elle est traversée par le cours Vilton, entre le fort des Brotteaux et la lunette des Charpennés. L'enceinte fortifiée sera reconstruite en avant de la gare.

Dans le cas où l'utilité d'une gare spéciale de marchandises à Lyon, pour le service de la ligne de Genève, serait reconnue, cette gare devra être établie, en dehors de l'enceinte fortifiée, en avant du fort de la Part-Dieu, entre le cours Lafayette et la route départementale n° 9, de Cremieu à Lyon.

3. Il sera ajouté un viaduc projeté pour le passage du Rhône et sur la rive gauche de ce fleuve, des arches supplémentaires, d'un débouché linéaire total de quatre-vingt-dix mètres (90^m); chaque arche ayant au moins dix mètres (10^m) d'ouverture.

Un passage sous rails devra être construit, en un point qui sera déterminé par l'administration, pour la mise en communication des digues d'inondation à exécuter aux Brotteaux, en amont et en aval du chemin de fer.

4. La compagnie s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, les travaux spécifiés dans les articles 2 et 3 qui précèdent, et en se soumettant aux clauses et conditions du cahier des charges mentionné à l'article 1^{er}.

Elle s'engage, en outre, à contribuer, pour une somme de deux cent mille francs (200,000^f), à la construction des digues de défense des îles otteaux.

Ladite somme devra être versée par la compagnie, dans les caisses du trésor, aux époques qui lui seront indiquées par l'administration.

5. Dans le cas où, pour diminuer la hauteur des crues du Rhône, l'administration jugerait utile d'établir, latéralement au chemin de fer, un canal de dérivation, la compagnie sera tenue d'exécuter à ses frais, et sans aucun recours contre l'Etat, toutes les modifications qu'il pourrait être nécessaire d'apporter aux ouvrages du chemin de fer par suite de l'établissement dudit canal.

6. Le premier paragraphe de l'article 5 du même cahier des charges est modifié ainsi qu'il suit :

« La compagnie est autorisée à émettre en actions et obligations le capital nécessaire à l'exécution de la ligne entière de Lyon à Genève, et de son embranchement sur Mâcon. Le montant des obligations ne pourra excéder la moitié du capital, et leur émission ne pourra être faite qu'en vertu d'une autorisation du ministre des travaux publics, qui en déterminera la forme, le mode et le taux de négociation, et qui fixera les époques et les quotités des versements successifs jusqu'à complète réalisation. »

Fait à Paris, les jour, mois et an que dessus.

*Le Ministre de l'agriculture du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

Approuvé l'écriture :

Le président du conseil d'administration,

Signé F. Bartholony.

Approuvé l'écriture :

Le vice-président du conseil d'administration,

Signé Hély d'Oissel.

Enregistré à Paris, le 11 mars 1857, folio 176 verso, case 6. Reçu deux francs et quarante centimes de double décime. Signé *Bordeaux.*

N° 4409. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe,

1° A dix, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Vitré (Ille-et-Vilaine);

2° A quinze, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Nérac (Lot-et-Garonne). (*Paris, 14 Février 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 20 Mars 1857.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 478.

N° 4410. — *Loi qui accorde au Maréchal Pélissier, Duc de Malakoff, une Dotation annuelle de 100,000 francs.*

Du 18 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ART. 1^{er}. Une dotation annuelle de cent mille francs (100,000^f)
est accordée au maréchal *Pélissier*, duc de *Malakoff*, en récom-
pense des services éminents qu'il a rendus à la France, comme
commandant en chef de l'armée d'Orient, pendant la glorieuse
et mémorable campagne de Crimée.

Elle sera transmissible à sa descendance directe légitime, de
mâle en mâle, par ordre de primogéniture, et sera retour à
l'État en cas d'extinction.

Elle sera inaliénable et insaisissable.

2. Cette dotation sera inscrite au grand-livre de la dette
publique, à une section spéciale, avec jouissance à partir du
8 septembre 1855.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Mars 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi tendant à accorder au maréchal *Pélissier*, duc de *Malakoff*, une dotation annuelle de cent mille francs (100,000^f).

Délibéré et voté à l'unanimité, en séance, au palais du Sénat, le 14 Mars 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,*

Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4411. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que M. le comte d'Argout, sénateur, gouverneur de la banque de France, est maintenu dans les fonctions de président de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations;

2° Que M. le baron de Lacrosse, sénateur, est également maintenu dans les fonctions de membre de cette commission. (*Paris, 14 Mars 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 21 Mars 1857.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 479*.

N° 4412. — *DÉCRET IMPÉRIAL sur l'admission au commandement des Bâtiments du Commerce.*

Du 26 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du 3 brumaire an iv, concernant la réception des capitaines du commerce;

Vu l'ordonnance du 7 août 1825 (1), sur la réception des capitaines du commerce;

Vu l'ordonnance du 25 novembre 1827 (2), qui a supprimé la distinction entre le grand et le petit cabotage;

Vu la loi du 21 juin 1836, relative aux maîtres au cabotage;

Vu la loi du 14 juin 1854 portant modification de l'article 377 du Code de commerce;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies;

Le Conseil d'amirauté entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. Il y a deux sortes d'examen pour les marins qui aspirent au brevet de capitaine au long cours ou au brevet de maître au cabotage; l'un, qui porte sur la pratique de la navigation, est confié à un officier de la marine, et l'autre, qui porte sur la théorie, est fait par un examinateur d'hydrographie.

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

(1) VIII^e série, Bull. 58, n° 1800. (2) VIII^e série, Bull. 200, n° 7589.

2. Chaque année, notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies désigne deux officiers supérieurs de la marine, en activité de service, et indique la tournée que chacun de ces officiers doit faire dans les ports de l'Empire pour procéder à l'examen sur la pratique; chacun des deux examinateurs d'hydrographie reçoit, à la même époque, une indication semblable, à l'effet de procéder à l'examen sur la théorie.

3. Les examens sont publics; les époques auxquelles ils ont lieu, ainsi que l'itinéraire des examinateurs, sont annoncées quatre mois à l'avance.

Les examinateurs de pratique doivent précéder dans les ports les examinateurs de théorie, de manière que leurs opérations soient terminées avant l'arrivée de ces derniers.

4. Nul ne peut être admis à subir les examens pour l'obtention du brevet de capitaine au long cours ou de maître au cabotage, s'il n'est âgé de vingt-quatre ans accomplis, avant le 1^{er} juillet de l'année de l'examen;

S'il ne justifie de soixante mois de navigation effective sur les bâtiments français, dont douze au moins à bord des bâtiments de l'État autres que les stationnaires et les bâtiments de servitude employés dans l'intérieur des ports et rades.

L'embarquement à titre correctionnel ne peut être admis dans la supputation des douze mois de services à l'État (décret-loi du 24 mars 1852, art. 55) (1).

5. Sont dispensés de la condition de douze mois de services à bord des bâtiments de l'État,

1° les candidats qui ont subi une détention de plus de deux années dans les prisons de l'ennemi;

2° Les candidats atteints d'infirmités évidentes ou qui ont été déclarés impropres au service de la flotte d'une manière absolue par les conseils de santé des ports militaires.

Ceux de ces derniers qui n'auront pas encore été portés sur la matricule des hors de service ne pourront toutefois être admis aux examens sans une autorisation du ministre de la marine et des colonies.

TITRE II.

DE L'EXAMEN DE PRATIQUE.

6. Pour être admis à subir l'examen de pratique, les candidats doivent produire :

(1) 1^{re} série, Bull. 524, n° 4006.

1° Leur acte de naissance;

(Les candidats d'origine étrangère sont tenus de justifier de leur naturalisation ou de leur admission à domicile en France.)

2° L'état de leurs services;

3° Une attestation de bonne conduite délivrée par le maire du lieu de leur domicile et visée par le commissaire de l'inscription maritime;

4° Les certificats des capitaines des bâtiments à bord desquels ils ont navigué, attestant leur aptitude et leur bonne conduite.

Les certificats délivrés par les capitaines des navires du commerce doivent être visés par les commissaires de l'inscription maritime.

Il est procédé à l'inscription des candidats dont les pièces sont reconnues régulières, sur des listes nominatives (modèle n° 1) établies d'après l'espèce de commandement auquel ils aspirent.

Ces listes sont ouvertes, savoir : dans les ports chefs-lieux d'arrondissement maritime, au secrétariat du commissaire général; dans les ports chefs-lieux de sous-arrondissement, au secrétariat du chef du service de la marine; dans les quartiers, au bureau du commissaire de l'inscription maritime.

Les listes d'inscription sont arrêtées et remises à l'examineur, avec toutes les pièces à l'appui, au moment de son arrivée dans le port d'examen.

7. L'examineur procède à un tirage au sort des candidats portés sur les listes qui lui ont été remises.

Le sort indique l'ordre dans lequel les candidats sont interrogés.

L'examen porte :

Pour les capitaines au long cours,

1° Sur le gréement;

2° Sur la manœuvre des bâtiments à voiles et à vapeur, et des embarcations;

3° Sur le canonage.

Pour les maîtres au cabotage,

1° Sur le gréement;

2° Sur la manœuvre des bâtiments à voiles et à vapeur, et des embarcations;

3° Sur les sondes;

4° Sur la connaissance des fonds;

5° Sur le gisement des terres et écueils, les courants et les marées dans les limites assignées au cabotage, et plus particulièrement en ce qui concerne les côtes de France.

Toutes les parties du programme sont également obligatoires.

L'officier supérieur de la marine chargé de procéder à l'examen de pratique, qui n'aurait pas été désigné en même temps que la tournée d'examen a été annoncée, pourra se faire assister d'un pratiqué des côtes de France. Ce pratiqué, qui sera choisi par le commissaire général, le chef du service de la marine ou le commissaire de l'inscription maritime, selon le port où l'examen aura lieu, interrogera, en présence de l'examineur, et sur ses indications, les navigateurs qui prétendent au brevet de maître au cabotage.

L'examineur rendra compte de cette mesure au ministre de la marine.

8. L'examineur prononce seul sur le mérite des candidats et sur leur admission.

Les candidats déclarés inadmissibles ne peuvent se présenter de nouveau à l'examen que l'année suivante.

L'examineur tient sa décision secrète.

Il établit des listes (modèle n° 2), par ordre de mérite, des candidats qu'il a examinés.

Ces listes sont formées séparément pour les capitaines au long cours et pour les maîtres au cabotage.

Elles sont divisées en deux séries : la première comprend les candidats admissibles, la seconde les inadmissibles.

L'examineur indique, dans une colonne d'observations, les irrégularités qu'il a pu reconnaître dans les pièces produites par les candidats.

Il établit, pour chacun des candidats déclarés admissibles, un certificat d'aptitude pratique (modèle n° 3) qui lui permet de se présenter à l'examen de théorie, pendant trois tournées, à partir de la date dudit certificat.

A l'expiration de cette période, tout candidat qui ne justifie pas de six mois au moins d'embarquement sur un bâtiment affecté à la navigation pour laquelle il se propose de commander, ou sur un bâtiment de l'État, autres que les stationnaires et les bâtiments de servitude employés dans l'intérieur des ports et rades, ne peut être admis à l'examen de théorie sans avoir

été, au préalable, déclaré de nouveau admissible pour la pratique.

Si la condition de navigation mentionnée au paragraphe précédent a été remplie, le certificat d'aptitude continue d'être valable pendant une seconde période de deux années, et ainsi de suite, pourvu que le marin qui en est porteur accomplisse six mois au moins de navigation dans chaque période de deux années.

9. L'examineur adresse directement au ministre les listes qu'il a établies.

Il en remet un double au commissaire général, au chef du service de la marine ou au commissaire de l'inscription maritime, selon qu'il y a lieu; il y joint les pièces qui accompagnaient les listes d'inscription et les certificats d'aptitude délivrés en exécution de l'article précédent.

Cette liste est ouverte immédiatement après le départ de l'examineur et les certificats remis aux destinataires par le commissaire de l'inscription maritime, qui les fait signer, en sa présence, par les titulaires, et y appose son visa.

Les états de services et autres pièces produites par les candidats admis leur sont rendus pour qu'ils puissent se présenter à l'examen de théorie, ainsi qu'il est prescrit au titre III du présent décret.

Les états de services et autres pièces produites par les candidats non admis sont renvoyés à leurs quartiers d'inscription et ne peuvent leur être rendus qu'après la clôture des examens généraux.

TITRE III.

DE L'EXAMEN DE THÉORIE.

10. Sont seuls admis à subir l'examen de théorie, les navigateurs qui ont obtenu le certificat d'aptitude pratique mentionné à l'article 8 du présent décret.

Ceux des candidats qui se présentent à l'examen, après les deux années pendant lesquelles ledit certificat est valable, doivent prouver, par l'état de leurs services ou par une attestation du commissaire de leur quartier d'inscription, l'accomplissement des six mois de navigation exigés par le même article.

11. Indépendamment des pièces mentionnées à l'article précédent, les candidats doivent produire les justifications indiquées à l'article 6 pour l'examen de pratique.

Il est procédé à leur inscription sur des listes nominatives (modèle n° 4) de la manière prescrite audit article 6.

Au moment de leur inscription, les candidats apposent leur signature dans une colonne *ad hoc* de la liste sur laquelle ils sont portés.

L'autorité maritime qui procède à l'inscription constate l'identité du candidat par le rapprochement de la signature du certificat d'aptitude de celle de la liste.

Toute fraude est déférée aux tribunaux.

Les listes d'inscription indiquent le quartier où chaque candidat désire être immatriculé, en cas de réception.

Ces listes sont arrêtées et remises à l'examineur, avec toutes les pièces à l'appui, au moment de son arrivée dans le port de l'examen.

12. L'examineur procède à un tirage au sort des candidats portés sur les listes qui lui ont été remises.

Il exige de chaque candidat qu'il appose sa signature sur la liste de classement en regard de son nom.

Le sort indique l'ordre dans lequel les candidats sont interrogés.

Les épreuves sont orales et écrites.

Pour le long cours,

Les épreuves orales comprennent :

1° Les éléments d'arithmétique et les notions élémentaires d'algèbre jusqu'aux équations du premier degré inclusivement;

2° La géométrie élémentaire;

3° Les deux trigonométries;

4° Des notions élémentaires d'astronomie et navigation;

5° L'usage des instruments nautiques;

6° Des notions élémentaires sur les machines à vapeur et leur application à la navigation.

Les épreuves écrites comprennent :

1° Deux séries de calculs conformes aux types adoptés;

2° Une série de questions portant sur les connaissances exigées;

3° Une composition française.

Pour le cabotage,

Les épreuves orales comprennent :

1° Les éléments d'arithmétique pratique;

- 1° Des notions élémentaires de géométrie;
- 3° Des éléments de navigation pratique;
- 4° Des notions élémentaires sur les machines à vapeur et leur application à la navigation.

Les épreuves écrites comprennent :

- 1° Deux séries de calculs conformes aux types adoptés;
- 2° Une réponse écrite à l'une des questions de l'examen.

Toutes les conditions portées au présent article sont également obligatoires.

Des programmes détaillés des matières ci-dessus exigées sont arrêtés par notre ministre de la marine et des colonies.

Les candidats sont classés par ordre de mérite.

Les candidats déclarés inadmissibles ne peuvent se présenter de nouveau à l'examen que l'année suivante.

13. L'examineur dresse des listes (modèle n° 5) suivant les formes déterminées par l'article 8 du présent décret.

Il y est fait mention des candidats admissibles qui ont montré le plus de connaissances sur les machines à vapeur.

14. L'examineur adresse directement au ministre les listes qu'il a établies.

Il remet à l'une des autorités mentionnées à l'article 9 les pièces qui accompagnaient les listes d'inscription.

Ces pièces sont adressées au ministre de la marine et des colonies par l'autorité maritime compétente.

TITRE IV.

DU BREVET DE COMMANDEMENT.

15. Les candidats qui, ayant satisfait aux conditions exigées pour se présenter aux examens généraux, ont été déclarés admissibles à la suite desdits examens, reçoivent du ministre de la marine et des colonies le brevet de capitaine au long cours (modèle n° 6) ou de maître au cabotage (modèle n° 7).

Les officiers et les aspirants de première classe de la marine impériale retraités, réformés ou démissionnaires, peuvent obtenir, soit le brevet de capitaine au long cours, soit celui de maître au cabotage, sans avoir subi les examens généraux de pratique et de théorie déterminés par le présent décret, pourvu qu'ils justifient des conditions d'âge et de navigation exigées par l'article 4 ci-dessus.

TITRE V.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

16. Les dispositions du présent décret seront mises en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1858.

TITRE VI.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

17. Seront abrogées, à partir de la mise en vigueur du présent décret, toutes les dispositions contraires à celles qu'il contient et notamment l'ordonnance du 7 août 1825, en ce qui concerne la réception des capitaines du commerce.

18. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Janvier 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé HAMELIN.

N° 4413. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Convention passée, le 16 mars 1857, entre le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, et la Compagnie du Chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble.

Du 18 Mars 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret du 7 mai 1853 (1) et la loi du 10 juin de la même année, relatifs au chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble, ensemble le cahier des charges y annexé;

Vu la loi du 21 juillet 1856, dont l'article unique est ainsi conçu :

(1) Bull. 66, n° 600.

« Dans le cas où la concession de chemins de fer destinés à lier directement la ville de Grenoble à celle de Lyon et de Valence serait faite à la compagnie concessionnaire du chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble, le ministre des travaux publics est autorisé à appliquer à l'ensemble des trois lignes la subvention de sept millions de francs (7,000,000^f) et la garantie d'un intérêt de trois pour cent sur un capital de vingt-cinq millions de francs (25,000,000^f) accordé par la loi du 10 juin 1853 pour l'exécution de la ligne de Saint-Rambert à Grenoble, et dans les conditions approuvées par ladite loi. »

Vu la soumission présentée par la compagnie du chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble pour la concession, 1° d'un chemin de fer entre Lyon et la ligne de Saint-Rambert à Grenoble; 2° d'un chemin de fer entre Valence et la même ligne;

Vu les plans et profils composant les avant-projets desdits chemins;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur l'avant-projet du chemin de fer de Valence à la ligne de Saint-Rambert à Grenoble, et notamment les procès-verbaux des commissions d'enquête, en date des 6 et 7 décembre 1845;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur l'avant-projet du chemin de Lyon à la ligne de Saint-Rambert à Grenoble, et notamment les procès-verbaux des commissions d'enquête, en date des 5 et 15 mars 1856;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 14 janvier 1856;

Vu les avis du comité consultatif des chemins de fer, en date des 1^{er} mars et 5 avril 1856;

Vu l'avis de notre ministre de la guerre, en date du 11 mai 1856;

Vu la loi du 3 mai 1841;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, article 4;

Vu la convention provisoire passée, le 16 mars 1857, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie du chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble;

Vu le certificat délivré par le directeur général de la caisse des dépôts et consignations, constatant le versement d'un cautionnement de un million deux cent mille francs (1,200,000^f);

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 16 mars 1857, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et

des travaux publics, et la compagnie du chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble, pour la concession de deux lignes de chemins de fer se détachant dudit chemin et se dirigeant, l'une sur Lyon, l'autre sur Valence.

En conséquence, toutes les conditions stipulées, tant dans ladite convention que dans les cahiers des charges indiqués dans son article 4, soit à la charge de l'État, soit à la charge de la compagnie, recevront leur pleine et entière exécution,

2. Les nouvelles actions à émettre par la compagnie pourront être négociées qu'après le versement des deux premiers cinquièmes du montant de chaque action.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

Convention.

L'an 1857 et le 16 mars,

Entre les soussignés :

Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant au nom de l'État, sous la réserve de l'approbation des présentes par décret de l'Empereur, et en exécution de la loi du 21 juillet 1856, en ce qui concerne les conditions financières stipulées à la charge du trésor,

D'une part,

Et la compagnie du chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble, représentée par

MM. le duc de Valmy,
Francis Lefebvre,

Président et membre du conseil d'administration, élisant domicile au siège de la société, à Paris, rue Taitbout, n° 81,

Agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par les délibérations tant dudit conseil d'administration du 14 mars courant que de l'assemblée générale des actionnaires, en date du 26 février 1856,

D'autre part,

Il a été dit et convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics concède, au nom de l'État, à la compagnie du chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble, qui l'accepte, deux lignes de chemins de fer se détachant du chemin de Saint-Rambert à Grenoble et se dirigeant, l'une sur Lyon, l'autre sur Valence.

2. Le chemin de fer de Lyon à Grenoble passera par ou près Bourgoin, et se raccordera à la ligne de Saint-Rambert à Grenoble, suivant la direction qui sera ultérieurement déterminée par un décret rendu en Conseil d'état.

Le chemin de fer de Valence à Grenoble se détachera de la ligne de Lyon à la Méditerranée près de la gare de Valence, passera à ou près Romans, à ou près Saint-Marcellin, et se raccordera à la ligne de Saint-Rambert à Grenoble, en un point qui sera indiqué par l'administration.

3. La compagnie s'engage à exécuter ces chemins de fer à ses risques et périls.

Les travaux du chemin de Lyon à Grenoble devront être commencés dans un délai de six mois à partir du décret de concession; ils devront être terminés dans un délai de quatre ans à partir de la même date.

Ceux du chemin de Valence à Grenoble devront être commencés dans un délai d'un an à dater du décret de concession; ils devront être terminés dans un délai de six ans à partir de la même date.

4. Le cahier des charges annexé à la loi du 10 juin 1853, relative au chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble, sera appliqué auxdits chemins.

Toutefois, cette application ne sera que provisoire, et la compagnie s'engage à se soumettre, tant pour ces chemins que pour la ligne de Saint-Rambert à Grenoble, aux clauses et conditions d'un nouveau cahier des charges dont ses représentants acceptent les bases principales et qui, sur la proposition du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, doit être l'objet d'un décret délibéré en Conseil d'état.

5. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics s'engage à payer à la compagnie, à titre de subvention, pour l'exécution des trois lignes de chemin de fer dirigées de Grenoble sur Lyon, sur Saint-Rambert et sur Valence, la somme de sept millions de francs (7,000,000^f).

De cette somme sera déduite celle de quatre millions deux cent mille francs (4,200,000^f), formant les trois premiers à-compte payés jusqu'à ce jour à la compagnie, en exécution de l'article 3 du cahier des charges annexé à la loi du 10 juin 1853. Les deux derniers à-compte, de un million quatre cent mille francs (1,400,000^f) chacun, seront payés, savoir: l'un le premier juillet mil huit cent cinquante-sept (1^{er} juillet 1857), l'autre au moment de l'ouverture de l'ensemble des lignes concédées.

La compagnie devra justifier, avant le paiement du terme à l'échéance du 1^{er} juillet 1857, de l'emploi en achats de terrains ou en travaux et approvisionnements sur place d'une somme quadruple de celle qu'elle aura reçue à titre de subvention.

6. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, garantit, au nom de l'État, à la compagnie, pendant cinquante années, comptées à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suivra l'époque fixée pour l'entier achèvement des travaux, et de la manière qu'il jugera la plus propre à concilier les intérêts de l'État et ceux de la compagnie, un intérêt de trois pour cent (3 p. o/o) sur le capital employé par elle à l'exécution des chemins de fer

désignés à l'article 3 ci-dessus, en sus de la subvention mentionnée au article, sans que le capital garanti puisse en aucun cas excéder, soit actions, soit en obligations, la somme de vingt-cinq millions de francs (25,000,000^f).

En conséquence, l'intérêt garanti annuellement par l'État ne pourra excéder sept cent cinquante mille francs (750,000^f).

Un règlement d'administration publique déterminera les formes suivies lesquelles la compagnie sera tenue de justifier vis-à-vis de l'État, et sous contrôle de l'administration supérieure, 1° des frais de construction des chemins de fer qui lui sont concédés; 2° de ses frais annuels d'entretien et d'exploitation; 3° de ses recettes.

Ne seront pas comptés dans les frais annuels les intérêts et l'amortissement du capital réalisé par la compagnie, soit en actions, soit en obligations, en sus du capital garanti par l'État.

Lorsque l'État aura, à titre de garant, payé tout ou partie d'une année d'intérêt, il en sera remboursé avec les intérêts à trois pour cent (3 p. o/o) sur les bénéfices nets de l'entreprise excédant les trois pour cent garantis, dans quelque année qu'ils se produisent et avant tout prélèvement de dividendes au profit de la compagnie.

Si, à l'expiration de la concession, l'État est créancier de la compagnie, le montant de sa créance sera compensé, jusqu'à due concurrence, avec la somme due à la compagnie pour la reprise du matériel, s'il y a lieu, aux termes des dispositions du cahier des charges.

7. A toute époque, après l'expiration des deux premières années, à dater du délai fixé pour l'achèvement des travaux, si, pendant cinq années consécutives, l'État était forcé de faire un complément pour payer les intérêts qu'il a garantis, le ministre aura le droit de prendre en main l'administration et la direction du chemin de fer pour le compte de la compagnie.

Dès que le chemin de fer administré par l'État arrivera à donner, pendant trois années consécutives, un produit plus que suffisant pour payer l'intérêt de trois pour cent au capital garanti, la compagnie rentrera en possession de ses droits.

8. A partir du 1^{er} janvier de l'année qui suivra l'époque fixée pour l'achèvement des chemins concédés à la compagnie, si le produit net de l'exploitation excède huit pour cent (8 p. o/o) du capital dépensé, moitié de l'excédant sera attribué à l'État.

9. La compagnie ne pourra émettre d'obligations qu'en vertu d'une autorisation du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, qui en déterminera la forme, le mode et le taux de négociation, et qui fixera les époques et les quotités des versements successifs jusqu'à complète libération.

10. Avant la signature du décret qui ratifiera l'acte de concession, la compagnie déposera au trésor public une somme de un million deux cent mille francs (1,200,000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État, calculées conformément à l'ordonnance du 19 janvier 1825, ou en bons du trésor ou autres effets publics, avec transfert, au profit de la caisse des dépôts et consignations de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement des nouvelles lignes concédées.

Elle sera rendue à la compagnie par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après leur entier achèvement.

11. Les articles 3 et 5 du cahier des charges annexé à la loi du 10 juin 1853, relative au chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble, sont abrogés.
Fait à Paris, les jour, mois et an que dessus.

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

Approuvé l'écriture :

Signé le duc de Valmy.

Approuvé l'écriture :

Signé Fr. Lefebvre.

Enregistré à Paris, le 20 mars 1857, folio 193, recto case 1^{re}. Recu un franc, décime vingt centimes. Signé Bordeaux.

4414. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui accorde à la ville de Saint-Quentin un Entrepôt réel des Sucres indigènes.

Du 21 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 10 de la loi du 27 février 1832 ;

Vu l'article 21 de la loi du 31 mai 1846,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Un entrepôt réel des sucres indigènes est accordé à la ville de Saint-Quentin, sous les conditions déterminées par l'article 21 de la loi du 31 mai 1846.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des
travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4415. — DÉCRET IMPÉRIAL. (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. Duflau (*Pierre-Hypolite*), écrivain temporaire au secrétariat du conseil privé, né le 3 mars 1835 à la Basse-Terre (Guadeloupe), demeurant dans la même ville, est autorisé à ajouter à son nom celui de *Gilardin*, et à s'appeler, à l'avenir, *Duflau-Gilardin*;

2° Que ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Paris, 21 Mars 1857.*)

Errata. Bulletin des lois, x^e série, n° 503, article 13 du décret du 2 mars 1852, sur la police de la pêche de la morue à l'île de Terre-Neuve, page 705 21^e et 22^e ligne, au lieu de *dans le cas où ce navire aurait été condamné pour avaries de mer depuis le tirage*, lisez *dans le cas où ce navire aurait été condamné sans avaries de mer depuis le tirage*.



Certifié conforme :

Paris, le 27^r Mars 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 480.

N° 4416. — TABLEAU du prix de l'hectolitre de Froment, pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832, 26 Avril 1833 et 11 Janvier 1851, arrêté le 28 Mars 1857.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	(Pyrénées-Orientales.)					
	Aude.....					
	Hérault.....	Toulouse.....	32 ^f 34 ^c	32 ^f 28 ^c	31 ^f 71 ^c	29 ^f 71 ^c
	Gard.....	Gray.....	27 08	26 83	26 78	
	Bouches-du-Rhône.	Lyon.....	28 87	28 50	27 93	
	Var.....	Marseille.....	32 17	31 31	30 69	
	Corse.....					
Algérie.....						
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	(Gironde.....)					
	Landes.....					
	B ^{se} -Pyrénées..	Marans.....	28 75	28 75	28 75	30 71
	H ^{se} -Pyrénées..	Bordeaux.....	31 33	31 33	31 17	
	Ariège.....	Toulouse.....	32 34	32 28	31 71	
	Haute-Garonne.					
2 ^e	(Jura.....)					
	Doubs.....					
	Ain.....	Gray.....	27 08	26 83	26 78	29 57
	Isère.....	Saint-Laurent.	31 39	30 67	30 94	
	Hautes-Alpes..	Le Grand-Lemps...	31 04	30 62	30 78	
	Basses-Alpes..					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			PRIX moyen régulateur de la section
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhouse.....	28 ^f 25 ^e	28 ^f 12 ^e	28 ^f 45 ^e	27 ^f 76 ^e
	Bas-Rhin.....	Strasbourg....	27 32	27 32	27 12	
2 ^e	Nord.....	Bergues.....	26 27	26 48	26 39	24 80
	Pas-de-Calais..	Arras.....	22 98	22 60	22 63	
	Somme.....	Roye.....	23 80	23 78	23 85	
	Seine-Inférieure..	Soissons.....	23 96	24 26	24 14	
	Eure.....	Paris.....	26 93	26 72	27 02	
	Calvados.....	Rouen.....	24 83	25 15	24 86	
3 ^e	Loire-Inférieure...	Saumur.....	27 49	27 05	26 89	28 30
	Vendée.....	Nantes.....	29 00	28 99	29 00	
	Charente-Inférieure.	Marais.....	28 75	28 75	28 75	
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	25 32	25 63	25 64	23 80
	Meuse.....	Verdun.....	24 30	23 80	24 32	
	Ardennes.....	Charleville....	21 65	21 67	21 86	
	Aisne.....	Soissons.....	23 96	24 26	24 14	
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	25 47	25 85	25 34	25 00
	Ille-et-Vilaine..	Paimpol.....	24 40	24 44	24 56	
	Côtes-du-Nord..	Quimper.....	25 41	24 85	25 07	
	Finistère.....	Hennebon....	25 50	25 93	25 13	
	Morbihan.....	Nantes.....	29 00	28 99	29 00	

Arrêté par nous, Ministre secrétaire d'état au département de l'Agriculture
du Commerce et des Travaux publics.

A Paris, le 28 Mars 1857.

Signé E. ROUHER.

N° 4417. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer d'embranchement de Fécamp, de plusieurs parcelles de terrain non bâties, appartenant à divers, et situées sur le territoire de la commune de Fécamp (Seine-Inférieure), lesdites parcelles désignées par une teinte rose sur un plan qui restera annexé au décret. (Paris, 7 Février 1857.)

N° 4418. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant que la partie délaissée de la route impériale n° 85, comprise dans la traverse de Barrême, entre le pont et l'église de ce bourg, est et demeure annexée à la route départementale des Basses-Alpes, n° 11, de Digne à Entrevaux. (Paris, 14 Février 1857.)

N° 4419. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que la route départementale de la Gironde, n° 2, de Saint-Macaire à Sainte-Foy, sera rectifiée entre Saint-André-du-Bois et Sauveterre, suivant la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui demeurera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 14 Février 1857.)

N° 4420. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de la Gironde, n° 14, de Bordeaux au Verdon, à la sortie de la traverse de Talais, suivant la direction indiquée par des lignes rouges sur un plan annexé au décret, dans la partie de ce plan comprise entre les repères 31 bis et 33, d'une part, et les repères 26 bis et 28, d'autre part;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 18 Février 1857.)

N° 4421. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la rampe de Courcouyac, route départementale de la Gironde, n° 9, de Langoiran à Saint-Sulpice, suivant la direction générale indiquée par un trait rouge sur un plan annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 18 Février 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Avril 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 481.

N° 4422. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 1447 Brevets d'invention et Certificats d'addition.*

Du 7 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bain (Alexandre), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour perfectionnements apportés aux armes à feu et aux instruments y relatifs.

2° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les dames Brasseur et Becquet, nées Cordelois (Catherine-Rose) et Brasseur (Clémence-Rose), à Paris, rue Cadet, n° 14, pour perfectionnements apportés aux corsets.

3° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Busschop (François-Émile), à Paris, rue des Marais-du-Temple, n° 20, pour l'application des laitiers des hauts-fourneaux à la fabrication de dalles, pavés, etc.

4° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collingridge (Augustus), à Paris, rue Laflitte, n° 29, pour artillerie conique, bouche à socle, projectile à lames, système Collingridge.

5° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Enard (Victor-Désiré), à Paris, rue de l'Oseille, n° 1, pour un système de serrure à entrée mobile.

6° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine, par le sieur Ernout (Charles-Henri), à Paris, rue Sainte-Avoy n° 9, pour un appareil de sauvetage sous-marin et pour des perfectionnements apportés aux appareils de sauvetage.

7° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine, par le sieur Gaudron (Jean), à Paris, rue de Rivoli, n° 122, pour un système de fermoir.

8° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Guillout (Edme), à Paris, rue Rambuteau, n° 92, pour des perfectionnements aux boîtes à biscuits ou autres objets.

9° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Guillout (Edme), à Paris, rue Rambuteau, n° 92, pour combinaisons de biscuits ou bonbons.

10° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine, par le sieur Hubin (Eugène), à Paris, rue Saint-Louis, au Marais n° 9, pour un procédé de fonte du zinc.

11° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine, par le sieur Jacot (Auguste), à Paris, rue du Caire, n° 14, pour perfectionnements apportés à l'horlogerie.

12° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine, par le sieur Javal (Joseph), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 4, pour fabrication d'alcool.

13° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine, par le sieur Lamy (Élie), à Paris, rue Ménilmontant, n° 162, pour porte-carte-visite.

14° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine, par les sieurs Laumain (Claude) et Briquet (Jean-Adolphe), à Paris, Palais-Royal, n° 28, pour perfectionnements apportés à l'appareil télégraphique Morse.

15° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine, par le sieur Le Boucher (Charles-Frédéric), à Paris, rue du Temple n° 108, pour un perfectionnement aux porte-mèches de lampes économiques.

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Legrand (Louis), rue des Amandiers, impasse Ronce, n° 7 Charonne, pour une coquille harmonique, ou application d'un harmonique une coquille.

17° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de

Seine, par le sieur Lépaulle (Émile-Gabriel), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un appareil guide-mèche, applicable à la peigneuse Heilmann-Schlumberger.

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lippmann (Isaïe), à Paris, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, n° 4, pour un fouloir et une scie propres à souler et à scier les peaux de veaux, vaches, bœufs, taureaux et chevaux, et pour un procédé de teinture des peaux, avant d'être tannées ou passées à l'alun.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Louisot (Louis-Julés), à Paris, rue d'Anjou, au Marais, n° 19, pour une imitation de couronnes d'immortelles.

20° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Macé et Boulanger, à Paris, rue Chapon, n° 6, pour disposition de boîtes mécaniques dites *boîtes à surprise*.

21° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marchand (Sigisbert-David), à Paris, rue de la Pépinière, n° 58, pour un pétrin mécanique en fer.

22° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marie (Henri-Louis), à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de machine à battre le blé, opérant sans briser la paille.

23° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mauduit (Armand) et Ouin (Frédéric-Hippolyte), le premier à Belleville, et le second à Paris, boulevard du Temple, n° 40, pour une machine hydraulique reproductrice par elle-même.

24° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Melsens (Louis-Henri-Frédéric), élisant domicile chez le sieur de Fontainemoreau, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour des procédés de préparation des produits de la distillation des résines.

25° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morel (Louis), à Paris, rue Rambuteau, n° 34, pour un genre de brides dites *brides Morel*, et appliquées aux casquettes.

26° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nany (Joseph), à Paris, rue et hôtel Coquillière, pour des perfectionnements apportés à la fermeture hydraulique dite à la *Deparcieux*, et applicables à divers usages.

27° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oppermann (Charles-Alfred), à Paris, rue des Beaux-Arts, n° 11, pour moyens propres à rendre plus économique la circulation sur voies ferrées.

28° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pasquier (Eugène), élisant domicile chez le sieur Le Blanc à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements apportés dans la fermeture des joints de tuyaux, etc.

29° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Preux (Claude-François), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 52, pour une baignoire-lampe-meuble.

30° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schlossmacher (Jean), à Paris, rue du Petit-Thouars n° 14, pour une lampe modérateur perfectionnée.

31° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tassin (Benjamin-Louis), à Paris, rue de Longchamps n° 17 et 19, pour un appareil à concasser, cribler et diviser le coke.

32° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Veneti (François-Nicolas), à Paris, rue des Vieux-Augustins, hôtel Roche, pour procédés d'assainissement des maisons et édifices publics dit système Veneti.

33° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Audemars (Georges), élisant domicile chez le sieur Sautter à Paris, rue Drouot, n° 2, pour une substance filamenteuse dite *soie végétale*.

34° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barrié aîné (Marie-Étienne) et Barrié fils (Maximilien Étienne), à Paris, rue de la Roquette, n° 47, pour un appareil concentrateur brûlant la fumée de houille, de tourbe et d'autres combustibles.

35° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baum (Louis-Henri), à Paris, rue Pascal, n° 9, pour un appareil dit *conteneur mesureur de couleurs*, applicable aux impressions sur étoffes et papiers peints.

36° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bell (John), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne n° 46, pour un mode d'assemblage et machine propre à l'exécuter, applicable à la confection des boîtes et à d'autres usages analogues.

37° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Briggs (Edward) et Souter (William), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans le traitement et la préparation de la soie et des déchets de soie, et des boutons ou nœuds de la peau ou balle des cocons, ainsi que des fils et tissus, et des appareils destinés à cet usage.

38° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Berke (Edmund) et Stocker (Alexander-Southwood), représentés par

sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication des tuyaux en métal et autres articles analogues.

39° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Casalis (Joseph), rue Jessaint, n° 8, à la Chapelle, pour un fourneau fumivore.

40° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charles (Édouard-François), à Paris, rue des Gravilliers, n° 38, pour lettres en zinc, etc. pour enseignes.

41° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Cavalerie (Marcelin), rue Palais-Galien, n° 159, à Bordeaux, pour un moteur applicable à toutes sortes de machines.

42° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collier (George), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des tapis et autres tissus Terry.

43° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coulombon (Achille-Ferdinand), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un canon-fèche.

44° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Crampton (Thomas-Russel), représenté par le sieur Leroux, à Paris, quai de Billy, n° 46, pour des perfectionnements apportés aux locomotives.

45° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Coster (Pierre-André), à Paris, rue Stanislas, n° 9, pour un système de perfectionnement dans les machines à vapeur.

46° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Derlam (John), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des mécanismes perfectionnés propres à peigner la laine et d'autres matières filamentenses.

47° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duclos de Boussois, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les appareils employés dans la génération des gaz combustibles destinés à l'éclairage et au chauffage.

48° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duclos de Boussois, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les procédés de désincrustation des générateurs à vapeur.

49° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dupuis (Charles-François) et Poupier (François), à

Paris, le premier rue de Bondy, n° 62, le deuxième rue Croix-des-Petits-Champs, n° 5, pour des allumettes mixtes.

50° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dupuis (Charles-François) et Poupier (François), à Paris, le premier rue de Bondy, n° 62, le deuxième rue Croix-des-Petits-Champs, n° 5, pour un porte-allumettes à coulisse et à lanterne.

51° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Firmin-Didot (Paul), rue Jacob, n° 56, pour acide carbonique propre au blanchiment, etc.

52° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fléchelle (Barthélemy-Louis-François-Xavier), à Paris, rue Neuve-Coquenard, n° 24, pour un porte-monnaie tabatière.

53° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jolly (Jean-Baptiste), rue Vineuse, n° 3, à Passy, pour l'application de la force centrifuge à la filtration des eaux.

54° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Knowelden (John), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue de la Bourse, n° 3, pour des perfectionnements apportés dans les fourneaux des chaudières à vapeur et autres.

55° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laroche (Philippe), à Paris, rue Saint-Étienne-Bonne-Nouvelle, n° 15, pour un appareil de cuisine système Laroche.

56° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Letourneau, Parent et Hamet, à Paris, rue Michel-Comte, n° 27, pour un procédé d'étirage des métaux.

57° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mac-Cormick (Samuel), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication de clous, chevilles, boulons et rivets, et dans les appareils employés à cette fabrication, ainsi que dans les applications de ces appareils.

58° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Malbec (Jacques-Blidat), à Paris, rue d'Angoulême-du-Temple, n° 38, pour un obturateur simplifié.

59° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marsillon (Antoine-Léon), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 68, pour des dispositions et des moyens destinés à diminuer le frottement dans le parcours des voitures marchant alternativement sur une route queconque et sur les routes ferrées.

60° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marville (Pierre-Joseph-Ferdinand), élisant domicile

Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de vidange qui opère la division des matières stercorales au-dessus du sol, la filtration, la désinfection complète et immédiate des liquides, et en permet l'écoulement libre et direct, sur la voie publique et aux égouts.

61° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maurin (Jean-Adrien), à Paris, rue des Vieilles-Haudriettes, n° 4 et 6, pour un genre de fabrication de pains à cacheter.

62° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sauvestre et compagnie, à Paris, rue de Lille, n° 37, pour système de propulsion et de traction soit verticales, horizontales ou inclinées.

63° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Savard (Auguste-François), à Paris, rue Saint-Gilles, n° 22, pour application de la soudure de cuivre en feuilles aux articles de bijouterie en cuivre, dorée ou argentée.

64° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wray (Léonard), élisant domicile chez le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements apportés à la fabrication du sucre, des sirops, des liqueurs alcooliques, du jus de la betterave et autres produits saccharins.

65° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubert (Paul-Antoine), à Paris, rue de Bondy, n° 36, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des fourneaux.

66° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beauvais (Adrien-Florent), à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 45, pour perfectionnements dans la disposition et le mécanisme des timbres.

67° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Belvallette frères, à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 24, pour un genre d'avant-train de voiture.

68° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertrand (Auguste), à Paris, rue de Rivoli, n° 38, pour un système propre à boutonner les gants, et pour un bouton s'adaptant à ce système.

69° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnard (Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 132, pour un contrôleur de voitures.

70° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Callot (Eusèbe), à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 30, pour un genre de passe-thé.

71° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Callot (Eusèbe), à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 30, pour application aux cuillerons d'ornements divers, au moyen de la gravure et de la ciselure.

72° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Carlbien et Corbière, représentés par le sieur Roth, à Paris, rue du Sentier, n° 26, pour système de lampe modérateur à pignon recouvert et cric au milieu des deux montants du bec.

73° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Corbett (Virgil-Putnam), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la construction des vaisseaux et autres bâtiments nautiques.

74° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cueilleux (Raymond-Hubert), à Paris, rue de Cluny, n° 6 pour un système d'appareils séparateurs pour fosses d'aisances.

75° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Deiss (Édouard), à Paris, rue de Bretagne, n° 63, pour la conversion des sulfates de baryte colorés en sulfates de baryte blancs.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Desprez et compagnie, à Paris, rue de Ménilmontant n° 104, pour des procédés de fabrication du papier peint.

77° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gand (Nicolas-Henry), représenté par le sieur Armengaut jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements aux métiers à tisser.

78° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gérard (Étienne-Adolphe), à Paris, rue Molay, n° 2, pour un clyso-pompe à dégorgement.

79° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Giot (Parfait-Tranquille), à Paris, rue du Sentier, n° 17, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des épis artificiels.

80° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hancock (James-Lamb), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte Anne, n° 46, pour un encrier perfectionné à fermeture pneumatique et déstéré.

81° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hardon (Nicolas-Marie-Jacques), à Paris, rue de la Cerisaie, n° 41, pour une lampe modérateur à poulie-guide de cric, dite *lampe arisienne*.

82° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de

Seine, par le sieur Hosch (George-Frédéric), à Paris, rue d'Enfer, n° 108, pour un cric-cabestan.

83° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jackson frères, Petin, Gaudet et compagnie, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour l'application des tôles et rivets en acier fondu à la confection des chaudières et des générateurs, et des générateurs à vapeur.

84° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laurent-Préfontaine (Pierre-Charles-Paul), à Paris, boulevard de l'Hôpital, n° 7, pour une machine dite *fronde hydraulique*.

85° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Pelletier (Louis-Charles), à Paris, Grande-Rue-de-Reuilly, n° 55, pour un procédé de fabrication de papiers peints.

86° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lillie (John-Scott), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour un système d'armes à feu.

87° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Livesey (John), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements apportés aux métiers à tulle.

88° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nicholson (Joseph-Alfred), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des fourchettes de diner, de dessert ou de table.

89° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nivelles (François), à Paris, rue Saint-Martin, n° 280, pour bottes-bottines.

90° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paganotto (Alexandre), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans la construction des voitures de chemins de fer.

91° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pole (William), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés à la construction des chemins de fer.

92° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robertson (Thomas-J.-W.), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les machines à coudre.

93° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par les sieurs Schwander et Hemmerdin, rue de la Nation, n° 6, à Montmartre, pour un mécanisme pour pianos.

94° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shipley (Samuel-Smith), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les troussees ou étuis pour la toilette, et, en général, pour divers objets d'élégance ou d'utilité.

95° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vigoureux (Stanislas), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un procédé d'impression en relief des étoffes et tissus en général.

96° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Walduck (Henry), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans la propulsion des navires.

97° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par les sieurs Barbier (Charles) et Colas (Joseph), à Rolampont, pour un système de fours dits *fours autopyrogènes*, à foyer mobile, à séchage continu et discontinu, et cuisson continue ou discontinue, utilisant, à la cuisson et au séchage, la chaleur abandonnée par le refroidissement des produits déjà cuits, et s'appliquant à la cuisson des pâtes céramiques, de la chaux, du plâtre, des ocres, à la revivification du noir animal, etc. en un mot, à toutes les opérations qui demandent une cuisson et un refroidissement gradués.

98° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Blum (Michel), à Illzach, pour perfectionnements des burnous.

99° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Callot (Eusèbe), à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 30, pour application de pierreries et perles aux rends de serviettes, pinces à sucre et autres objets.

100° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Caudry (Théophile-Napoléon), à Vermand, pour un tissu dit *mignonette* à la marche.

101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Cayol et compagnie, rue de Paradis, n° 22, à Marseille, pour une poudre désinfectante et solidifiante.

102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par les sieurs Coullion (Charles) et Besnard (Jacques), à Vernon, pour un système de pressoir.

103° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Davy (Mary-Ann), représentée par le sieur Brandon,

à Paris, rue Gallon, n° 21, pour perfectionnements dans l'emploi des brosses et autres applications.

104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Délande (Moïse-Eugène), rue Doudeauville, n° 49, à la Chapelle-Saint-Denis, pour un système d'appareil séparateur des matières fécales, applicable aux fosses d'aisances.

105° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumas (Jacques), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 66, pour un appareil de cheminée en faïence.

106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fraissinet (Édouard-Pierre) et Reboul (Henri-Émile), route d'Orléans, n° 2, à Montrouge, pour un instrument propre à conserver les billets de chemins de fer.

107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fröhlich (André) et Gibon (Alexandre), représentés par le sieur Louis Mesdach, à Paris, rue Saint-Paul, n° 28, pour l'affinage direct de la fonte en fusion à la sortie des hauts-fourneaux, et pour fours à puddler, à grille commune.

108° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Gatti (Pierre) et Agnese (Séraphin), représentés par le sieur Émile Agnese, rue Montée-des-Accoules, n° 32, à Marseille, pour un système dit *monochromètre phosphoro-électrique*.

109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gouget (Sébastien-Nicolas-Marie), à Paris, rue des Cordeliers, n° 7, quartier Saint-Marcel, pour un système de fusil-molette.

110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Jordan (Charles), à Bitschwiller, pour l'application de garnitures en caoutchouc aux cylindres de pression à l'usage des filatures de coton, de laine et de soie.

111° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kehr (Jean-Philippe), à Paris, quai Napoléon, n° 7, pour une voiture de sûreté propre à prévenir les accidents sur les chemins de fer.

112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Kœchlin (André) et compagnie, à Mulhouse, pour l'application d'une glissière mobile agissant sur ressort, et servant de point d'attache à la corde de rentrée du chariot des métiers à filer mull-jennys renvideurs dits *self-acting*.

113° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Kuhlmann (Frédéric), à Lille, pour des procédés de peinture, d'impression et d'apprêtage.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lambalais (Gustave), à Paris, rue de Rivoli, n° 59, près celle de la Monnaie, pour un système de malle de voyage.

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Lanfrey, à Douai, pour une levure extraite du jus de betterave.

116° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Latapie (Bertrand), rue Sainte-Catherine, n° 126, à Bordeaux, pour des couverts ferrés en métal.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Lavaud (Antoine), à Périgueux, pour l'apprêt d'un carton perpétuel et la fabrication de l'encre propre à écrire sur ce carton.

118° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Leprince (Henri), élisant domicile chez le sieur Baas, hôtel du Nouveau-Monde, rue Esquermoise, à Lille, pour un appareil à gaz.

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Letacq (Ange-Didier), quai de la Marne, n° 32, à la Villette, pour la fabrication des papiers bitumés et sablés.

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mailly (Jacques-Joseph-Ilippolyte) et Gourdin (Eugène), à Paris, rue Saint-Denis, n° 287, pour application galvano-plastique dite *application Mailly-Gourdin*.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Vienne, par les sieurs Meillet (Alphonse) et Augé (Hector), à Poitiers, pour emploi dans les émaux pour poterie du sulfate plombique.

122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par les sieurs Peugeot (Constant) et compagnie, à Valentigney, pour un mécanisme propre à donner le mouvement de rotation aux broches des métiers à filer, à l'aide d'engrenages.

123° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Poncelet (Eugène), à Douzy, pour une amélioration dans le chauffage des machines à vapeur.

124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Tarn-et-Garonne, par le sieur Rebel (Benoît), à Moissac, pour une machine à dépiquer les germes.

125° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Rolland (Étienne), à Loire, pour un genre de tuiles creuses à fond plat avec crochet.

126° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur

Schmidt (Daniel), représenté par le sieur Delattre, rue Royale, n° 73, à Lille, pour une disposition de fours de fusion du verre.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Terrasse et Diou, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 114, impasse Godelet, pour une machine propre à faire le papier velouté-soie et transparent.

118° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Thieux (Pierre), au quartier de Saint-Geniez, à Marseille, pour l'imperméabilité des tissus par le moyen de l'acétate de plomb et du sulfate d'alumine.

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Viey (Charles-Antoine), à Paris, rue Folie-Méricourt, n° 42, pour un éclairage atmosphérique.

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bex (Jean-Baptiste-Alfred), représenté par sa mère, rue du Havre, n° 18, à Batignolles, pour la dorure, l'argenture, etc. des métaux, par des procédés de décapage et de dérochage, sans employer d'acides chimiques, par voie sèche et par voie humide.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Bourgoïn (Edme), à Troyes, pour application du système du métier circulaire au métier français.

122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Brunier (Louis), élisant domicile chez les sieurs Girodon frères, quai de Retz, à Lyon, pour perfectionnements et additions à une machine ou génération d'une puissance motrice, au moyen de l'air composé, pouvant être substituée à la vapeur dans tous les cas où celle-ci est employée comme force motrice, pour laquelle machine il a déjà été breveté le 1^{er} juillet 1853.

123° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chippindall (Robert-John), à Paris, rue de la Rochefoucauld, n° 39, pour des perfectionnements apportés au mécanisme du crayon dit *porte-mine*.

124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Dognin fils (Isaac) et Roque frères, rue des Capucins, n° 16, à Lyon, pour application du régulateur au métier de tulle à la chaîne.

125° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Fournier des Corats (Auguste) et Argoud (Henri), rue Bourbon, n° 31, à Lyon, pour une lampe d'Argoud dite *la propreté*.

126° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par le sieur Gariel (Alexandre), à Carcassonne, pour un appareil dit *calorimètre à cheminée*.

127° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Gentilhomme (Nicolas-Alexandre), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un appareil fumivore à circulation forcée du gaz sous une pression quelconque.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Gillet (François), à Troyes, pour appareil perfectionné applicable aux métiers circulaires pour la fabrication de tricots-chaines.

139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gosselin (Justin-Charles), à Paris, rue d'Anjou, au Marais, n° 15, pour un système de fabrication de pains à cacheter.

140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guiot (Léonard-Auguste-Pierre), élisant domicile chez le sieur Huart, à Paris, rue Mogador, n° 5, pour procédés de fabrication des cuirs.

141° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Henfrey (Charles), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la construction des rampes ou pentes rapides des chemins de fer, ainsi que dans les mécanismes ou appareils qui s'y rattachent.

142° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hollingsworth (John) et Mershon (Ralph-S.), représentés par le sieur Fleischmann, à Paris, boulevard des Italiens, n° 27, pour un perfectionnement utile dans les armes à feu.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Humbert (Jean-Louis), à Écully, pour un genre de tuile romaine.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jackson frères, Petin-Gaudet et compagnie, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la cimentation des pièces de fer.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joly (Pierre-Nicolas-Vallery), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 51, pour une machine typographique.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Keim (Frédéric-Chrétien), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les machines à concasser l'avoine.

147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laffineur père (Nicolas-Éléonore) et son fils (Théophile), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 101, pour un système de bain-marie.

148° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laffineur père (Nicolas-Éléonore) et son fils (Théophile), à Paris.

rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 101, pour une tourille dite *dame-Jeanne-Lafleur*.

149° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Langlois (Étienne), à Saint-Clair, pour deux formes de tuiles plates à nervures et emboîtements.

150° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Lenique (Eugène), rue Saint-Lazare, à Cambrai, pour un outillage à épeutir les tissus de laine et autres.

151° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Létonné (Jean-Pierre) et Vatrin (Auguste), passage Cusner, n° 13, à Belleville, pour un système de condensation propre à faire disparaître la fumée noire des usines industrielles.

152° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Lobry et compagnie, rue Malesherbes, n° 2, à Lyon, pour un système de presses hydrauliques jumelles propres au moulage, par pression, des ciments, des briques, des tuiles, des carreaux et des objets d'art, ainsi qu'à l'emboutissage des cuirs et des bois.

153° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Tarn-et-Garonne, par le sieur Lyon-Anglas (Henri-Maurice-Gustave), à Montauban, pour un porte-plume-écritoire.

154° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Martin (Benoît), rue Bourbon, n° 2, à Lyon, pour un procédé de confection de dos de rasoirs et application de chasses (manches en bois).

155° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mathieu-Adolphe-Nicolas Le Maire de Sars-le-Comte, Ulric Réja, Edmond et Colson (Jean-Bernard), à Paris, rue Saint-Marc, n° 30, pour cuir oïéginé, etc. à la dextrine.

156° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ogg (Alexandre), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour une composition propre à cimenter le cuir.

157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Payat (Antoine) et Gennari (Henry), rue de Sully, n° 39, à Lyon, pour un genre de tuiles étrusques.

158° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Schreiner (Jacques), à Mortzwiller, pour un moulin à moudre les grains.

159° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Simon (Jean), à Sainte-Foy-lès-Lyon, pour un système de tuiles creuses à recouvrements sans crochets.

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tailbouis (Édouard), à Paris, rue des Bourdonnais, n° 26, pour des améliorations apportées dans la fabrication des gants de tissus tricotés.

161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Verdure-Bergé, représenté par le sieur Théry, rue Saint-André, n° 23, à Lille, pour un système de machine à tondre les tapis à nœuds, façon de Savonnerie ou de Smyrne.

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Verzier (Horace), rue Lorette, n° 1, à Lyon, pour la fabrication d'un velours dit *velours de Chine*.

163° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ballande (Jean-Augustin-Hilarion), à Paris, rue de Madame, n° 10, pour papiers peints composés de toutes couleurs, et pour encres incolores et intachables.

164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par la demoiselle Bloisbluche (Calixte), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 26 pour l'application de la gutta-percha aux sabots et galoches.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par les sieurs Bouët (Réné-Simon) et Piet (Pierre-Joseph), à Paris, le premier rue Montmartre, n° 78, le second rue Fénélon, n° 3, pour un procédé appliqué à la vitrerie en noir et en couleur, obtenu par la photographie et l'autographie, sur tous les corps transparents en général.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par les sieurs Brunton, Pilté et compagnie, rue du Faubourg-Poissonnière n° 129, pour perfectionnements apportés aux compteurs à gaz.

167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Cassoth (Théodore), à Paris, rue Saint-Denis, n° 250, pour un genre de cadres métalliques pour glaces et gravures.

168° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Claus (Charles), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 5, pour procédé de concentration et distillation de l'acide sulfurique.

169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Courboin (François-Félix-Momble), à Paris, rue Le Regrattier n° 8, pour un genre de garniture de gainerie pour bijoux.

170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Dangreville (Joseph-Louis-Didier), élisant domicile chez le sieur Albertin, à Paris, rue Mazagran, n° 4, pour meule turbine.

171° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Devieux (Auguste-Jacques), à Paris, rue Meslay, n° 20, pour a

plication et disposition destinées aux fermetures de portefeuilles, troussees et sacs de voyage.

172° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Devosse (Adolphe-Charles), à Paris, rue de Cléry, n° 2, pour perfectionnements apportés dans la confection des chaussures.

173° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dufélix (Charles) et Radet (Nicolas), à Paris, le premier rue Cadet, n° 11, et le second impasse d'Argenteuil, n° 1, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication de la bougie-chandelle.

174° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ensor (Frédéric-Ramsford), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans les métiers à dentelle.

175° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Falguière (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de laminoir propre à l'extraction des graines oléagineuses.

176° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fänger (Carl-Henrich-Otto), élisant domicile chez le sieur Armengaud aîné, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux presses à timbres.

177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Grassier (Joseph-Nicolas), à Ham, pour un robinet gouverneur des retours directs.

178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hembert (Jean-Baptiste-Augustin), à Paris, rue de Hambourg, n° 71, pour une huile propre à la peinture des bâtiments.

179° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lavaissière (Auguste-Julien), à Paris, passage des Panoramas, n° 6, pour une ombrelle illustrée dite *ombrelle de l'Exposition*.

180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecharpentier (Édouard-Ferdinand-Joseph), à Paris, rue Volta, n° 37, pour une machine à battre l'étain en feuilles.

181° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Louis-Marin), élisant domicile chez le sieur Lemoine, à Paris, rue des Grands-Augustins, n° 3, pour un moteur mixte à air et à vapeur d'eau.

182° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroy (Louis-Emmanuel), à Paris, rue de Jarente, n° 4, pour un accordéon-flutinas, à registre, pour un, deux, trois, quatre jeux.

183° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesueur (Michel-François), à Paris, rue Saint-Dominique, n° 178, pour un système de gravitation de chemin de fer.

184° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Mongin (Nicolas), directeur des forges de Bezouotte et Bouveret (Charles), représentés par le premier, pour un patouillet à cheval locomobile pouvant être mû également par la vapeur.

185° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raymond (Lewis), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un perfectionnement apporté aux bouches à feu afin d'obvier à l'enclouage et à l'usure de la culasse.

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Réal (Pacifique-Arsène), à Paris, rue du Sentier, n° 27, pour emploi par application d'une matière propre à donner de la raideur aux tissus, et notamment à ceux qui servent à confectionner les jupons à tournure, les corsets, etc.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rohard (François-Ferdinand), élisant domicile chez le sieur Parent, à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n° 3, pour l'emploi des lessives perdues des savonneries.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rousseau (Amédée-Pierre), à Paris, rue Tronchet, n° 15, pour un genre de tuyau de descente de pierre à laver.

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Salmon (Jean-Omer), à Paris, rue Grange-Batelière, n° 28, pour un moyen de fabrication du verre à bouteille.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schottlander (Henry), à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 14, pour application des procédés de la potichomanie.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sibille (François-Henry), à Paris, rue de Navarin, n° 12, pour moyens de décoration de céréales.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Simonin (Françoise), à Paris, boulevard du Temple, n° 8, pour l'application aux manomètres, baromètres ou aux autres instruments indicateurs, de rondelles ou plaques métalliques préservatrices, ou emploi de rondelles préservatrices du caoutchouc.

193° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Whitehouse (Edward-Orange-Wildman), représenté par le sieur Brett élisant domicile chez le sieur Power, à Paris, rue de Richelieu, n° 83, pour

des perfectionnements apportés aux moyens d'établir les communications télégraphiques.

194° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Whithouse (Edward-Orange-Wildman), représenté par le sieur Brett, élisant domicile chez le sieur Power, à Paris, rue de Richelieu, n° 83, pour des perfectionnements dans les moyens d'établir des communications télégraphiques.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Acklin (Jean-Baptiste), à Paris, quai Valmy, n° 105, pour substitution du papier au carton, sur les métiers Jacquard et machine-lisage pour le piquage du papier.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubineau (Georges-Charles), représenté par le sieur Signac, à Paris, rue Meslay, n° 5, pour système d'application des lampes-phares aux lampes dites *d'applique*, à *suspension*, et porte abat-jour pour les lampes devant être posées sur trépied.

197° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beslay (Charles-Victor), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les procédés de désuintage, de graissage, de dégraissage et de blanchiment des tissus et matières textiles de toute espèce.

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnefille (Jules-Frédéric), élisant domicile chez le sieur Louis-Charles, à Paris, rue des Rosiers, n° 34, pour appareil à adapter à tous les niveaux d'eau, pour les utiliser comme niveau de pente.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boufoumié (Jean-Joseph-Alphonse-François-Louis), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de préparation du bouchon de liège permettant la conservation et le transport des eaux minérales ferrugineuses.

200° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourseret (Eugène-François), à Paris, rue Neuve-Coquehard, n° 5, pour fabrication mécanique de boulons, rivets, etc.

201° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Busson (Claude-Antoine), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 12, pour un appareil alimenteur perfectionné applicable à toutes machines ou métiers destinés au travail des matières textiles, soit en nature, fils ou tissus.

202° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Combier (François-Mamert-Cyprien) et Cambay (Félix-Hubert-Joseph), à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 53, pour un urinoir

du premier âge destiné à préserver de l'urine les lits ou berceaux des enfants.

203° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Croizat (Jean), à Paris, rue de Richelieu, n° 76, pour un système d'abris flexibles dits *remparts volants*.

204° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Davis (George), représenté par le sieur Rowland, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements apportés aux robinets et cannelles.

205° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deguilhies (Jean), élisant domicile chez le sieur Leroi, à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 47, pour une machine à moissonner.

206° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dondeine (Georges-Adolphe-Jean-Baptiste), à Paris, rue de l'Épée-de-Bois, n° 6, et Martin (Alexandre), à Grenelle, pour enduits imperméables.

207° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duméry (Constant-Jouffroy), à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 54, pour une série d'appareils propres à faciliter et accélérer la fabrication de la chaussure.

208° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumont (Aimable-Auguste), à Paris, rue du Caire, n° 6, pour un genre de feuillage artificiel.

209° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duval (Adolphe-Baptiste), à Paris, rue Coquillière, n° 15, pour distribution d'eau de Seltz.

210° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garçon (Rénée), barrière d'Italie, n° 4, à Gentilly, pour des perfectionnements dans les moyens de combustion de la fumée.

211° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gossage (William) et Deacon (Henry), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication du carbonate d'ammoniaque.

212° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gouin et compagnie, représentés par le sieur Fouquet, avenue de Clichy, n° 110, à Batignolles, pour des perfectionnements apportés aux machines à poinçonner, percer, etc.

213° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Guesnier et Ningler, à Paris, rue des Vieux-Angustins,

n° 58, pour un dispositif simplifiant la construction des presses à timbre sec.

214° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Laforest fils et Boudeville, représentés par le sieur Havé, à Paris, rue Neuve-Saint-Paul, n° 10, pour un genre de robinet.

215° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par la dame Le Grand, née Maria Kirk, élisant domicile chez le sieur Kirk, son père, rue Notre-Dame, n° 92, à Caen, pour la fabrication de l'ellilé de blonde au fuseau.

216° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Armand-Adolphe), élisant domicile chez le sieur Loiseau, à Paris, rue de Mulhouse, n° 6, pour un bougeoir d'adjudication.

217° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lucas (Jean-Louis), à Paris, rue Saint-Marc, n° 28, pour une lunette d'artiste.

218° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Marle et compagnie, à Paris, avenue Montaigne, n° 53, pour siphons mobiles.

219° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Palmer (Jean-Laurent), à Paris, rue Amelot, n° 64, pour un système de fabrication de tuyaux, tubes, etc.

220° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prentiss (George-Mellen), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication des tissus voloutés ou à poils, et dans les appareils qui y sont employés.

221° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Querelle fils (Jean-Charles-Auguste), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de fabrication des instruments tranchants.

222° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rappacioli (Emmanuel-Ludovico), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour fabrication de glaces ou miroirs ductiles, blancs ou colorés, propres aux décorations et applicables sur toutes les formes de surfaces lisses, planes ou courbes.

223° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rivière (Alphonse-Auguste-Maximin), à Paris, rue Vavin, n° 13, pour le traitement métallurgique et manufacturier des minerais de zinc, et particulièrement de la blende (sulfure de zinc) par l'anthracite.

224° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Roullion (Antoine), à Paris, quai de Béthune, n° 20, pour un genre de savon.

225° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Siry, Lazars et compagnie à Paris, rue Lafayette, n° 36, pour des procédés propres à empêcher la fraude dans les compteurs pour le gaz.

226° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le colonel baron de Suarce (Charles-Gabriel), à Paris, rue de Lafayette, n° 9, pour emploi de plantes textiles propres à la fabrication du papier et pour préparation desdites substances.

227° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fischbein et Mestern, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux presses destinées à extraire le jus de la betterave.

228° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vincendon (Élie-Édouard), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre de chapeau en feutre.

229° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Advielle (Louis-Benoist), rue de Paris, n° 97, à Poissy, pour une eau argentine servant à blanchir tous les objets plaqués ou argentés.

230° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Cantal, par le sieur Andral (Jean), rue des Pâtisseries, n° 1, à Aurillac, pour la ser-tissure laminée.

231° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Botturi (Sébastien), élisant domicile chez le sieur Moquet, rue Duplessis, n° 86, à Versailles, pour un système de fours propres à la carbonisation instantanée et sans combustion de la tourbe, à la dernière cuisson du charbon, à l'utilisation des liquides ou fluides émanés, etc., etc., et pour les machines accessoires.

232° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Brouart (Joseph-François), rue de l'Hôpital, n° 28, au Havre, pour un diminue-voiles.

233° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Carrette (Joseph), à Toufflers, pour un appareil à battre le beurre.

234° Le brevet d'invention de quinze ans dont la demande a été déposée, le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par les sieurs Charrière (Eugène) et compagnie, à Allevard, pour un procédé pour la fabrication des bandages en acier naturel et en fer, pour routes de chemins de fer.

235° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chobrzynski (Charles), à Paris, rue du Nord, n° 11, pour une grille fumivore.

136° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Circaud (Claude), rue Impériale, n° 48, à Saint-Étienne, pour un procédé de fabrication de ruban dit *système-Circaud*, pour faire croiser le poil dans la fabrication du ruban-velours.

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Circaud (Claude), rue Impériale, n° 48, à Saint-Étienne, pour un système de fabrication de rubans de velours produisant le poil à chaque coup de battant.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Cornet (Pierre), rue Lafayette, n° 40-42, à Rouen, pour un appareil alimentaire s'appliquant aux chaudières à vapeur.

139° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Delaunay (Achille), à Saint-Dié, pour application aux tissus en fil et coton, d'armures employées exclusivement jusqu'alors aux tissus en coton.

140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Dervieux (Jean-Baptiste), à Saint-Paul-en-Jarret, pour un genre de projectiles pour les canons.

141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Descole (Pierre), à Paris, rue d'Angoulême-du-Temple, n° 27, pour une lampe modérateur.

142° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales, par le sieur Garau (Joseph), à Perpignan, pour un système industriel de fabrication d'alcool de tiges vertes de maïs.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Génot et compagnie, à Saint-Paul-de-Vézelin, pour diverses applications du grès cérame.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gevelot (Jules), à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 30, pour un genre de cartouches applicables aux fusils se chargeant par la culasse.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Guinand (Antoine-Romain), rue Bel-Air, n° 8, à Marseille, pour un appareil fumivore.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Heim (Louis), à Guebwiller, pour une machine dite *compteur de torsion*.

247° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Heurteau (Étienne-Alexandre), à Chécy, pour un système de construction de voûtes d'églises.

248° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Jarry (Louis), à Martigné-Briand, pour cuvettes inodores.

249° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joos (Jean-Pierre), à Paris, rue des Prouvaires, n° 8, pour une machine motrice à mouvement continu.

250° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lefebvre (Albert-Guislain), place Henri IV, n° 141, à Rouen, pour huile de pied de bœuf, pour graisser les cartes.

251° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lepetit-Desauques, grande rue d'Ingouville, n° 36, au Havre, pour mortier-pierre économique.

252° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Maréchal (Jean-Baptiste), à Seboncourt, pour un perfectionnement applicable à la mécanique Jacquard.

253° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Morel, élisant domicile chez le sieur Philippe Decock, rue de Paris, à Lille, pour des bobines métalliques.

254° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Morgia (Attilio), rue Grignan, n° 25, à Marseille, pour application d'un fourneau à reverbère, à l'extraction des sucs en général, et particulièrement du suc de bois de réglisse.

255° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Neuzillet (Louis), à Saint-Seine-en-Bâche, pour un poêle économique.

256° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Pradiers (Étienne-Marie-Léon), rue de la Trinité, n° 15, à Toulouse, pour une machine dite *chrysoplinthère*, propre au lavage des sables et terrains aurifères.

257° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Ramsden (Benjamin), rue de Tournay, n° 88, à Lille, pour un bobineau et une busette applicables aux métiers à filer.

258° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Roth (Jules), à Mulhouse, pour l'application de l'albumine en dissolution dans l'eau, aux cylindres de pression des filatures de coton et de laine.

159° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde par le sieur de Saint-Hilaire (Henri-Pierre-Benjamin), rue des Treuils, n° 73, à Bordeaux, pour un pont mixte, à jetées submersibles, à voies fixes et à tabliers suspendus divisés et mobiles.

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Théry (Émile-Alexandre), à Sérancourt-le-Grand, pour un mélangeur cylindrique à dents.

161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Turck (Michel), mécanicien, chef des ateliers du chemin de fer de l'Ouest, à Chartres, pour un mode d'application de la vapeur aux marteaux pilons et autres machines analogues.

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Barre (Antoine), rue Saint-Joseph, n° 72, à Bordeaux, pour une machine locomotive à mouvement perpétuel.

163° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beguin (Nicolas-Pierre), à Paris, rue Malher, n° 18, pour des appareils propres à scier et à travailler la pierre, le marbre, le stuc et autres matières.

164° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Belmer (Édouard), représenté par le sieur Sellier, à Paris, rue Thévenot, n° 17, pour un réfecteur calorifère.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Bessant (Louis-François), à Amboise, pour un lit mécanique.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Bouasse et son fils aîné, à Paris, rue Saint-Sulpice, n° 29, pour application du mica aux étoffes de tout genre et de toute nature, aux papiers de toute sorte, gaufrés ou découpés en dentelles ou carton.

167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Rhône, par les sieurs Bouvarel (Antoine) et Baty (Benoit), rue Belle-Cordière, n° 22, à Lyon, pour une composition dite *entomocide*.

168° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Burel (Eugène), rue d'Harcourt, n° 3, à Rouen, pour système complet de fabrication d'alcool avec les fruits secs.

169° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clayton (Henry), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans la fabrication des briques et des tuiles.

170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Jura,

par le sieur Damey (Alexis-Joseph), à Dele, pour un système de scierie à lames multiples pour le sciage des bois en grume.

271° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Devinant (Pierre-Michel) et Lille (Léon), cours Morand, n° 7, à Lyon, pour l'application et l'exploitation des laques et extraits de l'*holcus saccharatus* (sorgho sucré) pour être appliquées à l'impression et teinture des étoffes, laines, soies, cotons, fleurs artificielles, papiers peints et lettres.

272° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Ducommun et Dubied, à Mulhouse, pour une machine à mortaiser et à raboter.

273° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupré (Eugène), à Paris, rue du Temple, n° 36, pour une contre-bobèche.

274° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Ferrand (Charles), à Alger, pour une méthode d'extraction du parfum des plantes.

275° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fontaine (Jules-Alexandre), à Paris, cité Rodier, n° 1, pour un peigne-brosse.

276° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Furnion père et fils aîné, rue du Griffon, maison Lenoir, à Lyon, pour un velours bosselé.

277° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Guffroy (Charles), quai de la Basse-Deule, n° 54, à Lille, pour un foyer fumivore fixe à souffleur et à queue.

278° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hannotin (Auguste), à Paris, rue Culture-Saint-Catherine, n° 52, pour des perfectionnements aux fermetures de porte-monnaie, portecigares, et autres articles analogues.

279° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Jobard-Bussy (François), à Meursault, pour un moyen de poser, aussitôt après la fabrication, la tuile plate, les carreaux et les briques, afin d'en obtenir la plus prompte dessiccation.

280° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire par les sieurs Jodeau (Louis-Charles) et Morin frères, le premier à Bléré, le second à Amboise, pour un système d'enveloppes de lettres et lettres indécachetables.

281° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Joliot (Léonard), représenté par le sieur Koller, rue des Cham-

brettes, n° 17, à Besançon, pour une machine à fabriquer les coins et chevilles en bois pour cordonniers.

182° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jublin (Étienne), à Paris, rue Saint-Quentin, n° 12, pour une encre incolore.

183° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Creuse, par le sieur Langlade (Pierre), à Aubusson, pour un papier dit *papier polymégète*, destiné à faciliter les artistes et les dessinateurs dans leurs différents travaux.

184° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesieur (Hippolyte), à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 23, pour perfectionnements dans la fabrication des lettres en relief.

185° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Marcellin (Arthur) et Sève (Alexis), rue Sainte, n° 8, à Marseille, pour un système d'éclairage électrique.

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Masson (Emmanuel-Marie-Joseph), à Havrincourt, pour la confection d'une toile imperméable.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Million (Francisque), quai de la Charité, n° 32, à Lyon, pour une machine calorifique à foyer clos.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Pascal (Jean-Baptiste), Côte-des-Carmélites, n° 20, à Lyon, pour un appareil à combustion comprimée.

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par les sieurs Probst (Henry) et Paquier (Antoine-Napoléon), à Alger, pour la fabrication de papiers divers avec du bananier.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Rondeau (Pierre), à Saint-Jean-aux-Bois, pour un moulin à farine mû par bras d'hommes.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Saunier (Adrien), à Longjumeau, pour un genre de bac ayant la faculté de se démonter entièrement et instantanément.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Tardy (Pierre), rue Serrières, à Valbenoite, pour un système de mécanique destiné à remplacer les jeux-tambours et donner la marche dite *pas ouverts*, aux métiers ayant des mécaniques Jacquard dites *raquettes*.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Wothly (Jean), élisant domicile chez le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans les moyens de conservation de la viande.

294° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aureliani (Ascanio), à Paris, rue Rochechouart, n° 14, pour grilles mobiles, portes aux châssis avec tôle applicables à toutes sortes de foyers, et constituant un foyer économique avec feu visible.

295° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Auvray (Antoine), à Olivet, pour un système de suspension élastique par effet attractif et répulsif applicable aux ponts, chaussées, chemins de fer, voitures, etc.

296° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbotte de Beaulieu (Édouard-Claude), à Paris, rue Lepelletier, n° 12, pour un genre d'électro-aimant applicable à la télégraphie électrique, soit comme relais, soit comme télégraphe.

297° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Biden (James), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements destinés à rendre les fourneaux fumivores.

298° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boiloin (Louis-Pierre), à Paris, rue Saint-Denis, n° 347, pour une presse à timbre sec.

299° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Borie (Paul), à Paris, rue de la Muette, n° 37, pour tuyaux de drainage.

300° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bossut (Henri), à Valenciennes, pour un baudage herniaire.

301° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunet (Joseph-Casimir-François), à Paris, rue des Vieilles-Étuves-Saint-Martin, n° 15, pour un porte-feuille casier.

302° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burns (James), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de ventilation des navires.

303° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cass (Louis-Jean-Simon), à Paris, rue Castiglione, n° 10, pour un système de suspension des voitures.

304° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cerceuil (Louis-François) et Lebœuf (Léon-Joseph), à

Paris, rue Traversière, n° 33, pour une machine élévatrice, employée comme force motrice pour toute espèce de machines.

305° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charles (Henri-Félix), à Paris, rue Montorgueil, n° 49, pour une tirette pour gants.

306° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cruveilhier jeune (Joseph-David), à Paris, rue Saint-Denis, n° 356, pour des perfectionnements apportés à la chapellerie.

307° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dorville (Armand-Théophile), à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 6, pour l'application du caoutchouc durci et de la gutta-percha à la reliure et à la fabrication des registres.

308° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dreyfus (Benoit), à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 22, pour un instrument de chirurgie dit *réculseur*.

309° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Froust (Louis-Alfred), à Paris, rue Meslay, n° 35, pour un système économique de chauffage.

310° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fuller (William-Coles), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour des perfectionnements dans la construction, l'emploi et l'application des ressorts en caoutchouc.

311° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur George (Christin), élisant domicile chez son frère, à Paris, rue Papillon, n° 10, pour un genre de scie.

312° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les demoiselles de Grenonville (Pauline-Léontine), et Quetteville (Adolphina-Ernestine), à Paris, rue de Malte, n° 13, pour procédé d'imbibition du papier à cigarettes, ayant pour but de le dépouiller de la colle et de le faire brûler sans charbonner.

313° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hodost (Alexandre-Benjamin), élisant domicile chez le sieur Royer, à Paris, rue du Petit-Musc, n° 11, pour un mouvement perpétuel.

314° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Huille (Olivier), élisant domicile chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les machines à peigner.

315° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Husson (Maillard) et Collières (Camille), à Remilly, pour l'application de la terre sulfureuse au chauffage des machines à vapeur.

316° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecuyer (François), à Paris, rue Saint-Maur, n° 140, pour une machine à percer.

317° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Leforestier (Jean-François) et Pique (Louis-Anastase), à Paris, le premier, rue Volta, n° 50, et le deuxième, rue Notre-Dame-de-Nauvret, n° 57, pour un système de muselière.

318° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefort jeune (Victor-Théodore), à Paris, rue Aumaître, n° 49, pour perfectionnements apportés dans la confection du dos des livres ivoire, nacre et écaille.

319° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Lepaire (Adolphe), à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 23, pour de perfectionnements apportés dans la décoration, l'ornementation et la tenture des appartements ou localités de tous genres.

320° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Marion (Louis), à Paris, rue du Grand-Prieuré, n° 29, pour un appareil lumivore à insufflation d'air chaud, à jets divisés et sous diverses inclinaisons, de manière à brûler complètement le carbone et les gaz qui échappent à la combustion.

321° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Maryon (Robert-James), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour des perfectionnements dans les machines vapeur, pour faciliter la transmission du mouvement et pour convertir le mouvement de l'arbre de couche en un mouvement rotatif.

322° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nash (John), représenté par le sieur Rowland, à Paris, rue Vivienne, n° 1, pour des perfectionnements apportés dans les moyens ou procédés employés pour sécher le malt, le grain ou les racines.

323° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Richard (James), à Paris, rue Vivienne, n° 53, pour un système de graissage de machines.

324° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par les sieurs Roëser frères (Achille et Adolphe), à Paris, rue Montmartre, n° 85, pour cols-chemises tissés et pour un métier propre à les tisser.

325° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Tardif (Gilbert-François-Gustave), à Paris, rue Saint-Martin, n° 296, pour applications de tissus caoutchoutés.

326° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tardif (Gilbert-François-Gustave), à Paris, rue Saint-Martin, n° 296, pour applications de tissus caoutchoutés.

Seine, par le sieur Véron (Ernest-Joseph), à Paris, rue Saint-Denis, n° 380, pour un genre de porte-pipe.

327° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Yot, Schreck et compagnie, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 162, pour barrage archet faisant fonctions de tirant.

328° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Audouin, née Buran (Joséphine-Agnès-Claudine), à Paris, rue des Vieilles-Haudriettes, n° 8, pour brancard articulé.

329° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Banny (Pierre), à Clermont, pour un système de fabrication et de couture de galoches.

330° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Beau (Théodore), rue Capeyron, à Bordeaux, pour un système pour apprendre à lire en vingt-cinq jours.

331° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Berthet (Joseph), rue Madame, n° 39, à Lyon, pour un mécanisme dit *levier*, applicable à tous les métiers à tisser.

332° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnet (William-Wolf), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des procédés de communication sur les bâtiments à voile et à vapeur.

333° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnet (William-Wolf), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements dans les machines à former le poil ou un duvet sur les tissus de lin, coton, soie et autres étoffes.

334° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bousquet-Nuiry (Amédée), rue de Paradis, n° 54, à Marseille, pour un canon se chargeant par la culasse dit canon *Bousquet*.

335° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Breton (Étienne-Denis-Marie), à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 29, pour un appareil de blanchissage du linge.

336° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Brossard (Jules), rue de Sèze, n° 15, à Lyon, pour une presse cylindro-hydraulique.

337° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Crémieu (Édouard), Grand chemin de Rome, n° 31, à Marseille, pour des voies à *plate-rails*, ferrées.

338° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine-Inférieure, par le sieur Delestre (Adrien), représenté par le sieur Chevalier, rue Saint-Lô, n° 38, à Rouen, pour un système de garniture des boîtes et des machines à vapeur.

339° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 31 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Dupret (Eugène), à Carvin, pour la levure extraite par la fermentation du jus provenant de la macération de la betterave.

340° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 22 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par le sieur Fournier (Pierre-Henri-François), élisant domicile chez le sieur Davallon, place Saint-Pierre, n° 2, à Lyon, pour une machine à égrainer, dite *égrenoir Fournier*, pour toute espèce de grains.

341° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Girarbon (François-Félix), à Paris, rue Sainte-Marguerite-Saint-Germain, n° 1^{er}, pour un procédé dit *procédé Girarbon*, propre à obtenir beaucoup d'électricité statique, et à l'utiliser avec avantage.

342° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 1^{er} février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ain par le sieur Giraud (Victor), à Bourg, pour un système de balance de compte dans la forme de la balance *Roberval*.

343° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par les sieurs Guerraz et Brièry frères, place Croix-Paquet, n° 2, à Lyon, pour une machine à vapeur rotative, utilisée à toutes les pressions.

344° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 22 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par le sieur Guignod (Antoine), avenue de Grammont, n° 37, à Lyon, pour l'application de la presse hydraulique au moirage des étoffes de soie.

345° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 22 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par le sieur Gustelle (Jules), quai Saint-Vincent, n° 38, à Lyon, pour un procédé de fabrication de velours uni.

346° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord par le sieur Herteman (Hector), à la Madeleine, pour un métier à tisser.

347° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mather (Colin), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° pour des machines propres à creuser la terre, et mettre en mouvement un manège pour enfoncer des tubes dans la terre et autres usages.

348° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne par le sieur Maumené, rue Colbert, n° 22, à Reims, pour un procédé d'extraction du sucre de tous les végétaux.

349° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 20 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par le sieur Maurel (Toussaint), rue des Vignerons, n° 13, à Marseille, pour une soupape de sûreté et bouchon économique pour le vin et tout autre liquide.

350° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée

le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mercier (Antoine), rue du Mail, n° 32, à Lyon, pour un système de jalousies ou abat-jour.

351° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Michaud frère et ses sœurs (Alphonse, Louise et Sidonie), à Morez, pour un système de peinture sur papier, toile de lin, coton et soie, imitant le faux bois et façon marqueterie.

352° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mirmont (Marie-Gustave) et la dame Brebant, née Combret (Jeanne-Françoise-Irma), le premier, rue de la Goutte-d'Or, n° 36, à la Chapelle-Saint-Denis, et la seconde, rue Lévis, n° 38, à Batignolles, pour une fermeture applicable aux vases à lait et autres.

353° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Obissier (Romain-Denis), quai de Bourgogne, n° 41, à Bordeaux, pour un système de moteur dit *moteur Obissier*.

354° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Oudry (Alphonse et Léopold), avenue Saint-Denis, n° 23, à Passy, pour application de l'électro-métallurgie aux travaux de chaudronnerie et de charpente en métal et en bois.

355° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Pailleron (Pierre), élisant domicile chez le sieur Moulin, place des Carmes, n° 2, à Lyon, pour un générateur et dilateur de vapeur par l'électricité.

356° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Penot (Jean), rue Saint-Charles, n° 42, à Bordeaux, pour un système de bouchage applicable à toute espèce de vases.

357° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 août 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Revest (Émile), Jaspierre de Saucourt (Jean-Baptiste) et Peloquin (Tropéz-Michel), les deux premiers, rue Saint-Louis, n° 50, à Batignolles, et le troisième élisant domicile chez le sieur Ferrand père, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 55, pour un système mixte de bateaux à vapeur.

358° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Rouilly (Albin-Isidore), rue des Gourdes, n° 11, à Orléans, pour une pompe foulante économique.

359° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Suéus, à Desvres, pour un système de filage.

360° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tisserand (Marie-Étienne), à Paris, rue Montmartre, n° 114, pour un genre d'appareils de bains.

361° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire,

par le sieur Barralon (Pierre), à la rotonde chinoise, à Beaubrun, pour u système de pompe à fuseaux pour la fabrication des lacets en soie et coton.

362° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Breton (Paul), à Pont-de-Claix, pour un plan incliné pour les chemins de fer.

363° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine Inférieure, par le sieur Caron (Auguste), au Houlm, pour divers perfectionnements et additions aux cardes à déchets.

364° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne par le sieur Chrétien (Jean-François), à Esquehéries, pour une plaque épeutir.

365° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Clavières (Jean-Baptiste), à Paris, rue Percier, n° 2, pour un système de propulseur hélicoïde à double effet, applicable à tous bateaux mu par la vapeur, fonctionnant sur les fleuves et rivières, et principalement sur les canaux, sans en détériorer les berges, et pour des dispositions particulières de placement des machines destinées à ce genre de bateaux.

366° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Collet (Jean-Charles), rue de la Poissonnerie, n° 32, à Nancy pour un procédé à l'effet de donner au verre l'apparence du marbre.

367° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Crespel-Lecreux et B. Corinwander, à Quesnoy-sur-Deule, pour la clarification des alcools.

368° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Saône et-Loire, par le sieur de Labaille (Louis-Barthélemy-Frédéric), représenté par le sieur Dargaud, à Mâcon, pour une machine locomobile à vapeur propre à la fabrication de tuyaux de drainage au moyen du pilonage à sec et cuisson de tuyaux instantanée.

369° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord par le sieur Delperdange (Victor), élisant domicile chez le sieur d'Hour, rue des Augustins, n° 17, à Lille, pour un système de-construction et d'assemblage de tuyaux.

370° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Dequesne (Jean-Baptiste), à Rouez près Chauny, pour un perfectionnement apporté au laveur de betteraves destiné aux sucreries.

371° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord par le sieur Drubay, à Fourmies, pour le dégraissage des laines.

372° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Duret (Joseph), rue de l'Éternité, n° 35, à Saint-Étienne, pour un système de battant à crochet pour rubans et velours.

373° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par les sieurs Fanguin (Pierre et Louis), à Codognan, pour un instrument servant à fabriquer les essieux.

374° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Fiellé-Lacroix (Louis), à Metz, pour une machine propre à tailler les limes.

375° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fontaine (Félix), rue des Capucins, n° 18, à Lyon, pour un moyen mécanique de fabriquer du velours uni et façonné en relief.

376° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Gillon (Myrtil-Hippolyte) à Sezanne, pour une bottine cambrée sans couture à la tige.

377° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Contelle (Pierre), à Lamure, pour l'introduction du fil d'aloès dans les tissus.

378° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Graves (Pierre), rue Montgolfier, n° 28, à Bordeaux, pour un système de boîtes à conserves alimentaires.

379° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Jacquand père et fils, Trollet, successeur, route du Bourbonnais, n° 61, à Lyon, pour un cirage pour la chaussure.

380° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Janvier (Louis), à Toulon, pour un appareil d'embrayage et de désembrayage, applicable aux hélices des bâtiments à vapeur.

381° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Lambert (Hippolyte), à Nîmes, pour un système de robinets métalliques inaltérables au vert-de-gris, par la combinaison de quatre métaux.

382° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par les sieurs Mayeur et Rigny, à Cousances, pour un procédé pour obtenir, en coulant, les cylindres, partie trempée et partie fonte grise.

383° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par les sieurs Montagnac (Jacques-Antoine), et Saury (Gervais), à Béziers, pour un système de bandes de billards par application de lames métalliques à refoulement, à tige, tube et tampon.

384° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Montagné (Claude), à Cette, pour un engin dit *masque Montagné*, ayant pour objet de repousser la poussière qui entre dans les organes respiratoires.

385° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par les sieurs Moser (Hippolyte), à Versailles, et Duhamel (Henri), chef du dépôt de la fonderie d'Assailly, pour la fabrication de fers et clous à ferrer, en acier, et l'application de ces mêmes fers et clous, ainsi fabriqués, au ferrement des chevaux et autres bêtes de somme.

386° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Müller (Louis), passage Couderc, n° 10, à Lyon, pour un instrument de musique dit *mallerphone*, ou contre-basse à anche.

387° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Naissant (Claude-François-Théodore), à Magny-Vernois pour une charrue marchant horizontalement, d'une manière constante, dit *charrue Naissant*.

388° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 22 novembre 1854, au secrétariat du directeur de la Guadeloupe, par le sieur Pauvert (Amédée), à Saint-François (Grande-Terre), pour un cylindre métallique propre au transport du tafia, destiné à empêcher l'évaporation du spiritueux quelconque dont on l'emplirait.

389° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-la-férieure, par le sieur Peigné (Victor), à Nort, pour ferrures de portes.

390° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par les sieurs Peyronnenc (Auguste), et de Saint-Ours (Eugène), Sarlat, pour application des lignites et de leurs cendres à la production de potasse et de la soude, et à la fabrication de l'engrais ligno-calcaire.

391° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par les sieurs Robin, Henri et Richard (Jean-François), rue d'Orléans, n° 1 à Lyon, pour un extracteur à conserves, *système Robin*.

392° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Sarrazin (Antoine) et Chauvel, rue de Providence, n° 13, à Marseille, pour machine à fabriquer les briques.

393° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par le sieur Van-Doren (Jean), place Bellecour, n° 5, à Lyon, pour une tuile forme écaille terminée en pointe, pouvant, à volonté, se crocheter ou clouer.

394° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord par le sieur Wilhelmy (Ferdinand), représenté par le sieur Tillière, élis domicile chez le sieur Arguandogna, rue des Fossés, n° 49, à Lille, pour système de palettes à rebords, à l'usage des roues à palettes des bateaux à vapeur.

395° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par la dame André (Eugénie-Émilie) et la demoiselle Froment (Céline-Ju Athénais), à Paris, rue du Port-Mahon, n° 7, pour des perfectionnements portés aux chapeaux de dames.

396° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Barissa (Jean), à Issoire, pour un système de pressoir.

397° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beillard (Jean), élisant domicile chez le sieur Billiard, à Paris, rue Cassette, n° 8, pour une composition propre au plombage des dents.

398° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bérard-Touzelin (Hippolyte-Gustave), à Paris, rue Bleue, n° 30, pour un procédé de fabrication de fleurs naturelles.

399° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bertrand (Jean-Marie-Adolphe), place Bellecour, n° 13, à Lyon, pour préparation de chocolat analeptique aux huîtres.

400° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bühler (Denis-Daniel), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 147, pour des perfectionnements apportés dans la confection et la disposition des clôtures, grilles, barrières, entourages, etc.

401° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cacheleux (Alexis-Firmin), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les appareils de télégraphie électrique.

402° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Champonnois (Hugues), à Paris, rue de la Jussienne, n° 8, pour des perfectionnements apportés dans les appareils et l'outillage des distilleries agricoles.

403° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Croggon (Thomas-John) et Bitchie (William-Barry), représentés par le sieur Gilbec, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour un mode de fabriquer le feutre, et pour son application à la toiture et d'autres emplois utiles.

404° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desbeaux (Claude), à Paris, rue du Grand-Chantier, n° 7, pour des miroirs de toilette à double réflexion.

405° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Desmarquette (Antoine-Jules), Flentiaux (Jean-Marie) et Mercier (Athanase-Charles-Étienne), à Paris, rue de Bretagne, n° 57, pour l'application de la galvanoplastie à la fabrication des devantures et sujets de pendules, ainsi qu'à celle des patères, rinceaux, etc.

406° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Edwards (Charles-John-James) et Frasi (Frédéric), représentés par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionne-

ments apportés à la fabrication des boîtes ou coussinets d'essieux ou d'arbres généralement employés dans la mécanique.

407° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine, par le sieur Ferrier (Joseph-Alexandre), à Paris, rue Guillaume, n° 11, Saint-Louis, pour des mécanismes de freins dits *simultanés*, applicables aux voitures de chemins de fer.

408° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine, par le sieur Gautrot aîné (Pierre-Louis), rue Saint-Louis, au Marais, n° 60, pour des perfectionnements apportés dans la disposition des instruments de musique.

409° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 18 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Guenée (Jacques), représenté par le sieur Degré, Dijon, pour un appareil destiné à préserver les blés en grains, barnais, linges, fruits, etc. du ravage des rats, et machines pour les prendre.

410° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine, par le sieur Guichard (Michel), représenté par le sieur Gautrot aîné, à Paris, rue Saint-Louis, au Marais, n° 60, pour un diapason omni-corde.

411° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Henri (Jean-Omer), à Paris, rue des Vinaigriers, n° 62, pour une reliure toile-basane.

412° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hugon (Antoine) et Nollet (Charles-Eugène), à Paris, le premier, rue Grenétat, n° 63; le deuxième, rue Bourg-l'Abbé, n° 54, pour un genre de cadres pour daguerrés, miniatures, imageries, etc.

413° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Knußmann (Damien), à Paris, rue de Verneuil, n° 22, pour un système d'abat-jour dit *abat-jour couronne*.

414° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lebrun aîné (Isidore-Joseph), place Clotaire, n° 11, à Saint-Quentin, pour un foyer fumifuge.

415° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Saône, par le sieur Levert (Pierre), à Barges, pour un système de toiture se composant de tuiles perfectionnées d'un chapeau et d'un tuyau de descente pour la conduite des eaux, le tuyau de descente pouvant servir au drainage.

416° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Livessy (John), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements dans la fabrication des franges ou effilées.

417° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Jura

par le sieur Mayet (Antoine-Lucien), à Morez, pour un système de lentille de balancier applicable aux horloges, pendules et régulateurs.

418° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Morandi, Desosse et Gif, rue Pigale, n° 13, à Montmartre, pour un genre d'attache pour bracelets, colliers, broches, etc.

419° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Normand (François), à Paris, rue Vanneau, n° 50, pour des perfectionnements apportés aux machines typographiques.

420° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oudin (Jean-Antoine-François-Victor), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 47, pour une liqueur de table.

421° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Quinet (Auguste), représenté par le sieur Monart, à Paris, rue de Saintonge, n° 51, pour un four de verrerie à tôle chauffée.

422° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bammell (Thomas-Webster), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans les fourneaux et foyers de cheminées.

423° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Réal (Pierre-Adolphe), Grande Rue, n° 50, à Batignolles, pour conservation, coloration et inflammabilité du bois.

424° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Robert (Claude), à Verdun-sur-le-Doubs, pour un système de tuiles dites *tuiles Robert à double agrafe*.

425° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smith (William-Shepers), représenté par le sieur Dupont, à Paris, rue Castellane, au coin de la rue Tronchet, pour perfectionnements apportés aux pianos.

426° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trouvé dit Dupont (Jacques-Louis), rue de Lévis, n° 17, à Batignolles, pour un calorifère thermal.

427° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Balland (Jean-Marie-Hippolyte), à Paris, rue Saint-Maur, n° 166, pour des perfectionnements apportés dans la disposition des lorgnettes de spectacles dites *jaumelles*.

428° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Béguin (Antoine), à Paris, rue du Marché-Saint-Honoré, n° 6, pour perfectionnements dans la fermeture et la confection des cartons.

429° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Bernard (Alexandre-Léonard), à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 30, pour un genre de feuilles et fleurs artificielles en perlé de passementerie.

430° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanchard (Francis-Brown), représenté par le sieur Sautier, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour un appareil destiné à engendrer une puissance motrice par l'air chaud et la vapeur, les autres produits de la combustion du charbon et autres combustibles.

431° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnetterre (Séverin-Virgile), à Paris, rue Bichat, n° 28, pour une machine à percer à roue-levier de pression.

432° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourdon (Eugène), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 74, pour des perfectionnements apportés dans la construction des flotteurs à sifflet.

433° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bruneaux aîné, père et fils, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements dans la commande et la disposition des broches dans les divers appareils employés au filage de toute espèce de matières filamenteuses.

434° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chevron et Thivert, à Paris, rue du Petit-Carreau, n° 58, pour un métier à tisser sur les étoffes à mailles tordues, avec ou sans trame.

435° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Claus (Charles), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 5, pour un procédé de fabrication de l'acide sulfurique.

436° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dandoy, Mailliard, Lucq et compagnie, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements et simplifications apportés dans la disposition des clefs mobiles.

437° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs David-Labbez et compagnie, élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un appareil vérificateur de la soie, de la laine, etc.

438° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fahlman (François-Jules), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 342, pour un système de propulsion.

439° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grosse (Eugène-Rodolphe), à Paris, rue de Rivoli, n° 30, pour un procédé de découpage et estampage des croix, médailles, coeurs, etc.

440° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 février

1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hackett (John), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour fabrication de tissus.

441° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hardy (Édouard-Alexandre), à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 22, pour un système de chaîne-corde mouvante dans sa longueur, massive ou creuse, à l'usage du bracelet ou de tout ce qui concerne la chaîne de bijouterie en or ou en tout autre métal.

442° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hartmann (Richard), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les métiers mécaniques à tisser.

443° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Herbet (Amédée), à Paris, rue Sainte-Foy, n° 8, pour un perfectionnement produisant un genre de draps et tissus imprimés en relief.

444° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hermann (George), à Paris, rue de Charenton, n° 92, pour un mélangeur-trituteur applicable à la fabrication du chocolat et autres substances.

445° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hewitt (Daniel-Chandler), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour des perfectionnements dans la construction des pianos.

446° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Izart cousins, à Paris, rue des Juifs, n° 19, pour la destruction totale et instantanée des fibres végétales contenues dans les matières lainières.

447° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lehodey (Pierre-Henri-Napoléon), à Paris, rue de Fourcy, n° 6 et 8, pour patins répulsifs propres à arrêter instantanément les convois sur les chemins de fer.

448° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Leroux de Lajonkaire (Michel-Louis-Adolphe) et Herman (Jean-Baptiste), à Paris, rue de Las-Cases, n° 19, pour une préparation des produits de la distillation des tourbes, schistes et lignites.

449° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Leroux de Lajonkaire (Michel-Louis-Adolphe) et Herman (Jean-Baptiste), à Paris, rue de Las-Cases, n° 19, pour transformation des tourbes en engrais et amendements.

450° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loughridge (William), représenté par le sieur Gardissal,

à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour certains perfect
l'application des freins sur les chemins de fer.

451° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la deman
le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du dé
Seine, par le sieur Louis (Henri-Aimé), à Paris, rue Traversiè
n° 76, pour des perfectionnements dans la construction de
ment, etc.

452° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la deman
le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du dé
Seine, par le sieur Méaume (Pierre-Joseph-Zacharie) à Pa
ché-Neuf, n° 46, pour appareils hydrauliques applicables aux

453° Le brevet d'invention dont la demande a été dépos
1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Se
Miller (Thomas), représenté par le sieur Sautter, à Paris, r
pour des perfectionnements dans les appareils pour enlever
autres fardeaux de la cale des navires et autres endroits.

454° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la deman
le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du départem
par le sieur Morin (Jean-Baptiste), à Paris, rue Ménilmont
une application de la corne aux plateaux de carafes, de bout

455° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la deman
le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du dé
Seine, par le sieur Peltier (Henri), à Paris, rue Aumaire, n°
d'enfant dit *pangéorama Peltier*.

456° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la deman
le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du dé
Seine, par le sieur Plaut (Charles-Henri), à Paris, quai C
coloration à la cire appliquée à la photographie.

457° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la deman
le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du dé
Seine, par le sieur Pottet (Jean-Louis), à Paris, rue de Lou
pour des perfectionnements apportés dans les armes à feu.

458° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la deman
le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du dé
Seine, par les sieurs Rioux (Pierre-François) et Guenard (J
Paris, le premier rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 103, le 2
Faubourg-Saint-Martin, n° 99, pour un procédé d'impressi
sur toutes sortes de papiers de tenture veloutés, ainsi que
sur le cuir.

459° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la deman
le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du dé
Seine, par le sieur Rochas (Aimé), à Paris, rue Saint-Jacque
silicatisation des pierres calcaires et autres, appliquée à la
conservation des monuments.

460° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la deman
le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du départem
du-Rhône, par les sieurs Achard (Louis) et Biscans (Antoi
Louis, n° 10, à Marseille, pour un appareil pour la mouture

461° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la deman
le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du départem

par les sieurs Arthus frères, à Paris, rue de Buffon, n° 15, pour un appareil purgatif propre à la tannerie, corroierie, etc.

462° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Avisse (Louis-Alexandre), représenté par le sieur Daubréville, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour un système de graissage des arbres de machines et mouvements de toute nature.

463° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boulay (Pierre-Étienne) et Rault (Vital), représentés par le sieur Dubois, à Paris, rue du Temple, n° 78, pour une machine dite *machine-chaîneuse Boulay*, applicable aux métiers dits *tricoteurs français*.

464° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bussière (François), rue Dugas-Montbel, n° 33, à Lyon, pour des toiles métalliques en fils de fer ou laitons recouverts en crin ou autres matières.

465° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Callan (Nicolas), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les batteries galvaniques et dans les agents qui y sont employés.

466° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Claparède (Auguste), à Montpellier, pour un système d'appareils distillatoires.

467° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur David (Louis-Frédéric-François), rue des Pincettes, n° 44, au Havre, pour une ancre à bascule dite du *moyen âge*.

468° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Douay-Lesens (Paul-François-Léon), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des appareils propres à produire le vide continu sans l'action de pompes.

469° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Dupont (Louis-Narcisse), à Louviers, pour la fabrication d'une étoffe dite *drap de soie*, fabriqué avec des déchets de soie.

470° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duprat (Anacharsis), à Paris, rue du Hazard-Richelieu, pour un théâtre.

471° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Étesse (Pierre-Germain), Vannier (Victor-Benjamin-Constant) et Michault (Porphyre-Hippolyte), à Paris, rue de Rivoli, n° 41, pour perfectionnements apportés à la dorure brunie sur l'huile.

472° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ariège.

par le sieur Gadrat (Joseph), à Foix, pour un appareil à air chaud avec grillage du minerais combiné avec le système des forges à la catalane.

473° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Grébel (Alphonse), à Denain, pour un système de ponts, poutres, charpentes, fenêtres, portes et autres travaux en fer et en fonte, et appareils servant à produire ces objets.

474° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Jacquot (Jean-Baptiste), rue de Berry, n° 58, à Bordeaux, pour un moyen de désinfection des lieux d'aisances.

475° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Malinau (Nicolas), rue Fondandège, à Bordeaux, pour un système de pince désignée sous le nom de *pince Malinau*, à pression intérieure et extérieure et à noyau mobile, ladite pince servant à la confection des goulots de bouteilles et vases.

476° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Margotin (Joseph-Théodore), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les mécanismes d'horlogerie.

477° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Miller (Charles), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les machines à fabriquer les poutres en fer forgé, ou en tout autre métal que l'on peut poinçonner et ployer.

478° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Millet (Jean-Marie), rue Charlemagne, n° 50, à Lyon, pour une machine à mouler la corne et la gutta-percha, pour les navettes à tisser.

479° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Minster (Nicolas-Joseph), à Paris, place Royale, n° 13, pour application du procédé de creusage dit *procédé Minster*.

480° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nolet (Pierre-Denise), à Paris, rue Montmartre, n° 125, pour une presse à timbres multiples et à tampon mobile.

481° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Polkinhorn (William), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour un appareil perfectionné servant à nettoyer le blé et autres céréales, graines, etc.

482° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Queneau (Édouard) et Vincent (Nicolas), à Paris, rue Pascal, n° 53, pour un abat-jour.

483° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par les sieurs Queneau (Édouard) et Vincent (Nicolas), à Paris, rue Pascal, n° 53, pour une serrure de sûreté et intérieure à gorges fixes ou mobiles.

484° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Reimann et Sauermann, à Paris, quai Valmy, n° 105, pour des perfectionnements aux fusils se chargeant par la culasse.

485° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Renard (Joseph), quai Bourbon, n° 10, à Lyon, pour un montage économique et fumivore de chaudières à vapeur et autres.

486° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Rondy (Jean-Marie-Gaspard), quai Puits-de-Sel, n° 41, à Lyon, pour carrelage mosaïque au laminoir en ciment romain.

487° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rossignol aîné (François), représenté par le sieur Hilpert, à Paris, rue Caumartin, n° 69, pour procédés de préparation et blanchiment de paille pour chaises.

488° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rousse (Urbain-Hilarion), à Paris, rue du Temple, n° 176, pour un genre de bouton.

489° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Scriba (Émile-Guillaume-Frédéric-Auguste), et Pfersdorff (Charles-Louis-Gustave), à Paris, le premier, rue des Blancs-Manteaux, n° 22, le second, avenue de Breteuil, n° 32, pour un genre de mosaïque en bois.

490° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Staib (Louis-Frédéric), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans les calorifères.

491° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Théodore (Louis-Théodore-Donnadieu), à Paris, rue Saint-Louis, au Marais, n° 101, pour boutons à verrou ou à bascule de sûreté.

492° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Weille (Louis), rue Étoupée, n° 34, à Rouen, pour l'application de dentiers avec galerie et vis de pression.

493° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ador (Nicolas-Françisque), à Paris, rue Monthyon, n° 11, pour des perfectionnements dans la fabrication des acides nitriques et hydro-chloriques.

494° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Amette (Alphonse-Narcisse), à Paris, rue du Caire, n° 1, pour perfectionnements dans les machines à graver.

495° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée,

le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Billard, née Lemoine (Virginie-Pauline), à Paris, rue Tronchet, n° 8, pour un corset baleiné sans rubans, avec un busc non cousu.

496° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blazy-Jallifier (Louis-Auguste-Éloi), à Paris, rue Galande, n° 31, pour une lanterne à signaux, à l'usage des chemins de fer et autres.

497° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roehrig (Philippe), élisant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un potage concentré.

498° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Brocard (Joseph-Nicolas), à Troyes, pour une machine destinée à servir de frein aux roues des waggons de chemins de fer.

499° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bros (Étienne), à Paris, rue Neuve-Montmorency, n° 3, pour application du caoutchouc simple ou durci.

500° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caramija aîné (Louis-Honoré), élisant domicile chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des machines à battre le blé et autres graminées.

501° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Pyrénées par le sieur Clouchet (Jean), à Pontacq, pour une machine propre à diverses industries, et applicable principalement à la batteuse.

502° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Cassan (Dominique-Auguste), à Paris, rue de Beaune, n° 22, pour un parfum.

503° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Fricourt (Jean-Baptiste-Melchior), à Paris, rue d'Enfer, n° 7, pour la fabrication du lignum.

504° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Dulac de Murles (Henri), rue des Balances, n° 58, à Toulouse, pour une roue à pieds.

505° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumas (Anthelme), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 272, pour un bec à gaz perfectionné.

506° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durvie (Oscar-Auguste), élisant domicile chez le sieur Lefrançois, à Paris, passage Basfour, n° 7, pour un pétrisseur mécanique.

507° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Farcot (Eugène), à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 75, pour un mouvement de pendule.

508° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gérard (Michel-Eugène-Gustave), rue du Théâtre, n° 100, à Grenelle, pour joint simple et joint compensateur pour tuyaux.

509° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Grousse (François-Victor), rue des Louviers, n° 11, à Saint-Germain-en-Laye, pour un gril perfectionné.

510° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Herrmann (Louis-Adolphe et Ernest-Innocent-Émile), et Nepveu (Charles-Marie-Adolphe), à Paris, les deux premiers, rue des Fossés-Saint-Bernard, n° 2, et le troisième, boulevard Montmartre n° 14, pour l'application de l'eau comme contre-poids destiné à l'enfoncement dans l'eau ou le sol de cloches à plongeur ou de tubes métalliques ou non, en employant soit l'air comprimé, soit le vide ou le draguage, et le mode de suspension de ce contre-poids, flottable à volonté, par la presse hydraulique.

511° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Labruné (Martin) et Berthelemy (Louis-Léopold), le premier, impasse Constantine, n° 8, à Montmartre, et le second, à Paris, rue de Sorbonne, n° 11, pour moyen d'arrêter promptement et sans secousses les waggons sur les chemins de fer.

512° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebel (Louis-Jules), élisant domicile chez le sieur Duval, à Paris, quai de la Rapée, n° 18, pour cordages métalliques recouverts de substances textiles.

513° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lindsay (James-Bowmann), représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 22, pour un mode de transmission de dépêches par télégraphie électrique à travers des masses d'eau.

514° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Linget et Lefèvre, à Paris, rue de la Barillerie, n° 13 et 15, pour un genre d'outil à percer dit *perçoir universel*.

515° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Marcellin et compagnie, place des Pénitents-de-la-Croix, n° 6, à Lyon, pour une machine dite *rame sans fin*, pour l'apprêt et l'étirage des soies.

516° Le brevet d'invention de quinze ans dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Martinet (Hippolyte) et Mourgues (Barthélemy), le premier, quai Bacalan, n° 68, et le second, rue du Jardin-Public, n° 66, à Bordeaux, pour un système de chemin de fer indérailable et un système d'aiguille pour changement de voie sans le secours d'aiguilleur, avec appli-

cation d'un appareil faisant fonctionner le sifflet de la machine en temps utile.

517° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Muller (Aloïse), à Vieux-Thann, pour un principe de raccord, pour assemblage de courroies de cuir, étoffes et autres travaux de ce genre, sans couture ni rivet au moyen d'une colle imperméable résistant à l'humidité et à l'impulsion de l'huile et supportant toutes les températures.

518° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert-Houdin (Jean-Eugène), à Paris, boulevard des Italiens, n° 8, pour applications électriques à l'horlogerie, à la télégraphie et à la mécanique.

519° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Saladin (Alphonse), à Hüttenheim, pour un perfectionnement de filature appelé *aide-filur*.

520° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schmitz (Éloi) et Jarosson (Léon), représentés par le sieur Keenan, à Paris, rue des Jeûneurs, n° 35, pour perfectionnements apportés aux machines à impression sur tissus, cuirs, papiers et autres substances,

521° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tordeux (Émile-Joseph), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements à la peigneuse Heilman-Schlumberger.

522° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tordeux (Émile-Joseph), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements à la nappeuse Poupillier.

523° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par les sieurs Varlot père et fils (Alexis-Martin et Maurice), rue Notre-Dame, n° 67, à Troyes, pour une machine dite *moissonneuse*, servant à couper les céréales et les prairies.

524° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Viaud (Guillaume), rue du Bastion, n° 13, à Amiens, pour un segment de piston de machine à vapeur, applicable à toutes les machines à vapeur et spécialement aux machines locomotives.

525° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Walton (John-Fowel), représenté par le sieur Williamson, à Paris, rue Bleue, n° 2, pour des perfectionnements apportés dans l'obtention des empreintes tirées de pierres ou planches lithographiques.

526° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bailly (Léon-François), et Tellier (Jules-Frédéric), à Paris, rue de la Verrerie, n° 83, pour un mode d'emploi du calorique.

527° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Baker (William-Emerson), et Harris (William-Randell), élisant domicile chez le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 21, pour une machine propre à couper le velours et autres étoffes à boucle.

528° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellain (Auguste-Amédée), à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 27, pour des procédés propres à fixer les étiquettes sur les boîtes de conserves alimentaires ou autres substances.

529° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanchon (François-Armand), à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 7, pour un coupe et porte-cigares pour les fumeurs.

530° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brosser (Victor), élisant domicile chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés au lavage et au dégraissage des laines et autres matières filamenteuses.

531° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brulet (Louis), à Paris, rue Ménilmontant, n° 138, pour un système de bouchage applicable à toute espèce de vases.

532° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charrière (Jean-Jules), à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 6, pour un instrument de chirurgie.

533° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Commelin (Xavier-Edmond), rond-point de l'Étoile, n° 4, aux Thermes, pour une corbeille panifère.

534° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par la compagnie des mines de houille de Montcel, représentée par le sieur Blanc (Jules), directeur à Saint-Étienne, pour un procédé de carbonisation de la houille.

535° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deiss (Édouard), à Paris, rue de Bretagne, n° 63, pour un procédé de fabrication de cyanure de potassium pur.

536° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duchesne père (Jean-Antoine-Isidore), à Paris, rue Vivienne, n° 26, pour un instrument servant à extraire les dents dits *évalseur Duchesne*.

537° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Félix (François), à Paris, rue Phélippeaux, n° 27, pour une lampe dite *lampe Félix*.

538° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goubet (Désiré-Joseph), rue de Flandres, n° 39 et 41, à la vil-

lette, pour un signal propre à prévenir ou à éviter les accidents sur les chemins de fer.

539° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hugnin (Charles-Victor) et Jacotin (Pierre-Léopold), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de charrue destinée au drainage des terres.

540° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jamin (Jean-Théodore), à Paris, rue Saint-Martin, n° 127, pour des perfectionnements dans la construction des têtes d'objectifs, notamment de ceux destinés à la photographie.

541° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jeandeau (Hector-Émile) et Bouc (Philippe), élisant domicile à Paris, rue Monsieur-le-Prince, n° 56, hôtel d'Anjou, pour procédés propres à enlever le mauvais goût aux alcools provenant de la distillation de la betterave.

542° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Kirch (Charles-Auguste) et Gervaisot (Louis), à Paris, le premier, rue Saint-Denis, n° 309, et le second, rue Saint-Martin, n° 36, pour fabrication de fleurs et feuilles artificielles.

543° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lafarge (Gabriel-Eugène), à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19 et 21, pour des perfectionnements apportés aux grilles des fourneaux de cuisine et autres.

544° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Laurant fils et Callamand, à Paris, rue de Seine, n° 27, pour conservation des viandes et autres substances animales et végétales, à très frais.

545° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebègue (Florentin-Benjamin), à Paris, rue de la Roquette, n° 10, pour un système de construction des caveaux dans les cimetières, propres à prévenir l'infiltration des eaux.

546° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Letroublon (Henri-Bernard), boulevard de la gare d'Ivry, n° (extra-muros), pour un enduit dit *siccine*.

547° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Joseph-Eugène), à Paris, rue Basfroid, passage Leve n° 12, pour incrustation dans le velours ou toute autre étoffe, d'une marque rie de cuivre doré ou argenté ou découpée.

548° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morey (Charles), à Paris, rue de la Paix, n° 5, pour applicatif du caoutchouc vulcanisé.

549° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noël (François-Julien), à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 52, pour machines propres à la fabrication des tuyaux de drainage et d'irrigation, des tuiles, carreaux, dallages, briques creuses et pleines.

550° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Panafieu (Louis), à Paris, rue Rochechouart, n° 82, pour un jouet d'enfant.

551° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pécoul (Henri-Gustave-Adrien), élisant domicile chez le sieur Cordier, à Paris, rue des Bons-Enfants, hôtel de Nantes, pour une machine motrice à vapeur d'éther, avec injection directe du liquide générateur dans le cylindre.

552° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Porté (Eugène-François), à Paris, rue des Enfants-Rouges, n° 7, pour l'application de la peinture sur nacre ou toutes coquilles orientées, gravées en creux ou sculptées en relief.

553° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reed (John-Andrew), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les machines oscillantes.

554° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sandré (Julien-Félix), à Paris, boulevard Beaunarchais, n° 98, pour perfectionnements apportés aux polyoramas.

555° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sorel (Stanislas-Tranquille-Modeste), à Paris, rue de Laucry, n° 10, pour une machine pour appliquer toutes sortes d'enduits sur les étoffes, et avec laquelle on peut fixer, sur les enduits appliqués, toutes les matières pouvant y adhérer.

556° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Soymié (Alexandre-Yves-Marie), élisant domicile chez le sieur Lambert, hôtel de Rouen, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 20, à Paris, pour des appareils et procédés perfectionnés servant à la conservation des matières alimentaires.

557° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tann (John), représenté par le sieur Williamson, à Paris, rue Bleue, n° 2, pour des perfectionnements apportés dans la construction des serrures.

558° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trocon (Charles-Paulus), à Paris, rue Bellefonds, n° 25, pour moyen propre à la conservation des chevaux et des machines.

559° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Alessandri (Léon-Joseph-Thomas), à Paris, rue Folie-Méricourt, n° 27, pour un système de garniture de roulettes de meubles, pianos, etc.

560° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boissonneau fils (Pierre-Auguste), à Paris, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 28, pour perfectionnements aux yeux artificiels humains, etc.

561° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bréguet (Louis-François-Clément), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un avertisseur électrique applicable aux divers appareils indicateurs ou de sûreté des chaudières à vapeur, appareils à vide, etc.

562° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bruneau (Félix), à Cambrai, pour un produit extrait de la chicorée torréfiée, et applicable aux mêmes usages.

563° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Capelli (Alfred-Édouard), rue de l'Empereur, n° 37, à Montmartre, pour une composition chimique dite *olioline* pour peinture.

564° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Claude (Joseph-Alexandre), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements aux lampes, notamment à celles destinées à brûler l'essence de schiste et autres esprits inflammables.

565° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Crossley (John), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines Jacquard.

566° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cuignet (Charles-Louis) et Cathoire (Bernard-Joseph), le premier, à Paris, rue Saint-Antoine, n° 105 bis, et le second, Port-au-Vin, n° 28 à Bercy, pour des perfectionnements à la conduction des fils ou lisses dans les machines à filer, à parer, à tisser, à la Jacquard et autres.

567° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Culière (Jean-Baptiste), à Paris, rue Ferdinand, n° 24, faubourg du Temple, pour un système de garde-robe.

568° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debussy (Édouard), à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 11, pour des appareils propres au graissage des tourillons d'arbres de machine et transmission de mouvement.

569° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dopter (Jean-Vincent-Marie), à Paris, rue de la Harpe, n° 66, pour impressions de tous genres et décalques sur toute espèce de tissus, avec les couleurs ordinaires d'impressions sur étoffes, réduites en poudre.

570° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 ma

1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dunn (Thomas), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les appareils servant à faire passer les machines et les voitures d'une ligne de rails à une autre, et à les tourner.

571° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duvoir (Narcisse), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de machine à vapeur à deux cylindres agissant à simple effet, avec une distribution *unique*.

572° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gilson (Thomas-Auguste), rue de Paris, n° 29, à Vincennes, pour boîtes de roues à cylindres mobiles *interposés*.

573° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goguel (Eugène), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un appareil *sumivore*.

574° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goin (Émiland), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 116, pour des perfectionnements aux lits et sommiers élastiques.

575° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Huet et Geyler, à Paris, rue Buffault, n° 13, pour un four propre à la réduction des minerais de zinc et à distiller le zinc métallique et le soufre, à l'aide de combustibles maigres, tels que anthracite, houille anthracifère et autres du même genre.

576° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Imbert (Henri), à Paris, rue de la Tour-d'Auvergne, n° 16, pour une machine propre à enduire les étoffes de manière à les rendre imperméables.

577° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jean (Amand-Benoît-Joseph), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 12, pour des perfectionnements dans les pipes, *porte-cigares*, etc.

578° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Johnson (John-Henry) représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les plumes à fontaine, ou plumes encrriers.

579° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lafond (Étienne-Jules) et le comte de Châteauvillard, barrière de la Chopinette, impasse Saint-Laurent, n° 11, à Belleville, pour un système d'appareils pour la carbonisation, distillation et rectification des matières minérales, végétales et animales.

580° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lafond (Étienne-Jules) et le comte de Châteauvillard, barrière

de la Chopinette, impasse Saint-Laurent, n° 11, à Belleville, pour système de lampes et d'appareils d'éclairage mobiles, brûlant à gaz de vapeur mélangé d'air chaud concentré du système *Châteauvillard et Lafond*.

581° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Charles-Henry-Armand), à Paris, rue de Saintonge, n° 24, pour des perfectionnements apportés dans les instruments d'optique.

582° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Louis-Joseph), à Paris, rue de l'Ancienne-Comédie, n° 28, pour un mode de fixation des lames de couteaux, bistouris et autres instruments tranchants.

583° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Maumey (Jean), Bazin (Louis-Hippolyte) et Picotin (Pierre), à Paris, rue de Braque, n° 5, pour un genre de paniers, cabas, etc. mécaniques.

584° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur More (François-Voltaire), élisant domicile chez le sieur Félix à Paris, rue Tiquetonne, n° 10, pour un système d'établissement de sphères géographiques.

585° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Normand (Louis), rue projetée Chazelles, n° 88, à Batignolles, pour un système d'escalier.

586° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Opigez (Pierre-Joseph), à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 91, pour un liquide nommé *dulcificateur*, tendant à dulcifier et à rendre le plâtre inattaquable à l'air ainsi qu'aux acides puissants.

587° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pedrètti (Xavier-Victor-César) et Roulier (Philippe-Antoine), le premier, à Paris, rue de Louvois, n° 12, le second, à Vaugirard, pour un *clyso-gomme*.

588° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pettitt (Edwin), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la filature du coton et autres matières filamenteuses.

589° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poisson (François-Théodore), rue Saint-Marcel, n° 10, à Vanves, pour des perfectionnements apportés dans la composition des engrais.

590° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pradeau, Poumaroux et Raynal, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 20, pour un système d'élevage et de pêche des sangsues en toute saison.

591° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 mars

1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trimble (Isaac-Pym), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour la ventilation et la régularisation de la température dans les appartements, magasins, habitations, etc.

593° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Barbe-Schmitz (Jean-Baptiste-Charles), rue Saint-Julien, n° 1, à Nancy, pour une mécanique à broder dite *mécanique à broder de Barbe-Schmitz*.

593° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le vicomte de Beaurepaire (Ludovic-Reine-Raoul), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre de projectiles et de fusées de guerre.

594° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Beck-Déparrois, à Elbeuf, pour une rotineuse onduleuse à divers mouvements.

595° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Besnard (Henri), à Angers, pour un système de plancher en fer et brique.

596° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Besson (Ambroise-Jean), à Angers, pour un genre de battant de cloche.

597° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bourgarel (Hippolyte), rue des Cordeliers, n° 31, à Aix, pour un appareil destiné à faciliter l'écoulement des liquides à travers les filtres dit *panetmophore*.

598° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Cabanes (Pierre-Bruno-Joseph-Élie), quai des Salinières, n° 1, à Bordeaux, pour un sasseur mécanique pour les farines.

599° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caramello aîné (Georges), à Paris, rue de l'Échiquier, n° 8, pour des perfectionnements apportés aux instruments nommés *elyso-pompes*.

600° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carter (Timothy-Walker), représenté par le sieur Basset, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans les armes à feu à plusieurs coups.

601° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaudun (Jules-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 4, pour perfectionnements apportés aux armes à feu, à la fabrication des cartouches et aux instruments propres à cette fabrication.

602° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Tarn-et-

Garonne, par les sieurs Claverie et Luscan, à Montauban, pour un trieur mécanique de céréales.

603° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Cuvelier (Joseph), à Béziers, pour un mécanisme utilisant la force des courants d'air et d'eau dit *tourbillon-moteur*.

604° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deschamps (Philippe-Justin-Théodore), à Paris, rue du Hasard-Richelieu, n° 10, pour un genre de fermeture de gants.

605° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Dulac, Bourguignon et compagnie, place Kléber, n° 2, à Lyon, pour un perfectionnement aux boutons métalliques.

606° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Frère (Jean-François), à Paris, rue Duvivier, n° 17, pour une pierre factice dite *pierre hétérogène factice*.

607° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ghilliano (Joseph) et Cristin (Henri), élisant domicile chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un mode d'emploi de la vapeur d'acide carbonique, permettant son application comme force motrice.

608° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gilbec (Henry), à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour un système de tentes pèlerines.

609° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par les sieurs Gilson (Louis), père et fils, à Agen, pour un genre de pompe.

610° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Haut-Rhin, par le sieur Grainicher (Samuel), élisant domicile à Colmar, pour un système amélioré de construction de pompes semi-rotatives, à eau, à air ou à vapeur.

611° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Obitz et compagnie, place de la Miséricorde, n° 6, à Lyon, pour un broyeur à tourbe.

612° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur La Mothe (Bernard-Joachim), représenté par le sieur Basset, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des maisons et autres bâtiments.

613° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Lange (Joseph-François-Louis), à Troyes, pour un instrument dit *dépoteur mécanique des vins en bouteilles*.

614° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lavigne (Charles-Jean-Marie), rue de Grenelle, n° 61, à Grenelle, pour des appareils et instruments servant à l'amusement des enfants.

615° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legrand (Pierre-Louis-Joseph), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour un épinceteur à hélice.

616° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legrand (Louis), rue des Amandiers, impasse Ronce, n° 7, à Charonne, pour des fermetures tournantes applicables aux tabatières à coquille.

617° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par les sieurs Marion (Jean) et Pierre (Antoine), à Remiremont, pour une pompe aspirante et foulante.

618° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Martel (Charles) et compagnie, rue Godefroy, n° 1, à Lyon, pour divers genres de pavés propres au pavage de l'extérieur ou de l'intérieur des habitations.

619° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pierret (Victor-Athanase), à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 21, pour mécanisme d'horlogerie.

620° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Prat (Auguste), rue Silvabelle, n° 63, à Marseille, pour la fabrication du sel marin raffiné par l'acide chlorhydrique, soit gazeux, soit liquide, sur une dissolution salée.

621° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Quintard (Auguste), à Angers, pour un système de planchers en fer et en briques.

622° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Richard (Ennemond), élisant domicile chez le sieur Frèrejean, place Leviste, n° 1, à Lyon, pour un foyer fumivore et économique.

623° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Siégler (Ferdinand-Henri) et Cailar (Jean-Marie), à Ménilmontant, pour des perfectionnements dans la fabrication des vis et des boulons.

624° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thirion (Albert-Louis), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour un système de pompes à rouleaux coniques.

625° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-

du-Rhône, par le sieur Arduino (Jacob-Joannes-Antonius), allées de Meilhan, n° 58, à Marseille, pour des cuvettes pour fosses dites *salubres hydro-hermétiques*.

626° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Beau (Camille) père et fils, rue de la Bourse, n° 11, à Saint-Étienne, pour un système d'ascension du battant des métiers de rubans.

627° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouloumié (Louis-Jean-Joseph-Alphonse-François), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système d'appareil permettant de puiser les eaux minérales, en les préservant du contact de l'air, en évitant le tourbillonnement et la chute de l'eau dans les bouteilles.

628° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Brosse (Jacques-Adolphe) et Piron (Henri-Louis), élisant domicile chez le sieur Robert, à Paris, rue des Gobelins, n° 3, pour un système de frein instantané propre à arrêter les convois sur les chemins de fer.

629° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bruneau (Félix), à Cambrai, pour une matière textile propre à la fabrication des papiers.

630° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunfaut (Louis-Joseph), représenté par son fils, à Paris, rue Duperré, n° 24, pour un système de four de verrerie.

631° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cadet et compagnie, à Paris, rue Folie-Méricourt, n° 36, pour un système de robinet à soupape et à clapet et à pivot mobile, et pour des perfectionnements apportés aux robinets.

632° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Callebaut (Charles), à Paris, rue Ménars, n° 10, pour des perfectionnements dans les machines à coudre.

633° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Comparet (François), grande rue Marengo, n° 90, à Marseille, pour une machine électro-motrice.

634° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dallisson (Jacques-Laurent), à Paris, rue du Temple, n° 118, pour application du papier étrusque sur les cartonnages.

635° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Durand (Jules), rue du Grand-Moulin, n° 6, à Saint-Étienne, pour un système de lampe dite *lampe Durand*.

636° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fairbairn (Peter) et Greenwood (Thomas), représentés par le

sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés aux machines propres à préparer, pour le filage, le coton, la laine, le lin, la soie et d'autres matières filamenteuses.

637° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fourneaux (Jean-Louis-Victor), avenue de Saint-Cloud, n° 33, (banlieue), pour un orgue expressif dit *guide accompagnateur du luthin à clavier harmonico-transpositeur*.

638° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Havard frères (Pierre-Nicolas et Michel), à Paris, place du Louvre, n° 12, pour perfectionnements apportés aux appareils de garde-robe.

639° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Herpin (Anatole-Stanislas), à Paris, rue Culture-Sainte-Catherine, n° 11, pour un treuil à bascule.

640° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lang (Jean), à Paris, rue Grange-Batelière, n° 18, pour un système de ressort pour toutes sortes de voitures.

641° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Libert (Bertrand-Martin), à Paris, rue du Caire, n° 6, pour application du tissu de paille et tissu crin et paille pour faire et orner les chapeaux d'enfants dits *chapeaux bambins*.

642° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Margueritte (Louis-Joseph-Frédéric), à Paris, rue Saint-Georges, n° 1, pour la précipitation de divers sels, de leur dissolution, au moyen de l'acide chlorhydrique.

643° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Merck (Joseph), à Schœnenbourg, pour un système de charrue.

644° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par les sieurs Morganti (Laurent), Tassi aîné et Gautardo, à Montpellier, pour un système de lampes à pompe applicable à tous les modèles.

645° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noyon (Étienne-Désiré), élisant domicile chez le sieur Callemard de Lafayette, à Paris, passage de l'Opéra, n° 28, pour des machines à terrassements.

646° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noyon (Étienne-Désiré), élisant domicile chez le sieur Callemard de Lafayette, à Paris, passage de l'Opéra, n° 28, pour machines à miner.

647° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perkins, représenté par le sieur Williamson, à Paris, rue Bleue, n° 2, pour

des perfectionnements apportés dans l'épuration du gaz et la production d'un engrais artificiel avec les résidus de cette épuration.

648° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prince (Frédéric), représenté par le sieur Williamson, à Paris, rue Bleue, n° 2, pour des perfectionnements apportés dans les armes à feu, pièces d'artillerie et cartouches qui y sont employées.

649° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Revilla (Adolphe-Joseph-Achille), à Paris, quai de l'Horloge, n° 11, pour perfectionnements aux tables annonces.

650° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Revollier jeune (J.-F.) et compagnie, élisant domicile chez le sieur Moreau, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, hôtel des Sept-Frères, pour un système de distribution de vapeur applicable aux machines.

651° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Revollier jeune (J.-F.) et compagnie, élisant domicile chez le sieur Moreau, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, hôtel des Sept-Frères, pour un système d'empreinte propre à la fabrication des essieux.

652° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Revollier jeune (J.-F.) et compagnie, élisant domicile chez le sieur Moreau, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, hôtel des Sept-Frères, pour moyen de fabrication de fer tordu.

653° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Richez (Louis), à Solesmes, pour un système de moteur au moyen de l'eau et de l'air.

654° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Rolland (Louis), quai du Pont-Neuf, n° 7, à Tours, pour un système garantissant les pompes de la gelée.

655° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Salucci (Théophile), à Paris, cité Bergère, n° 7, pour une pompe dite *samaritaine*.

656° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sannier (Henri-Charles), à Paris, rue Rochechouart, n° 56, pour des moyens de conservation des œufs.

657° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Schulze (Georges), représenté par le sieur Lesage, à Saint-Amand, pour une machine à leviers et d'application.

658° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Valentin (Joseph), à Paris, rue Phélippeaux, n° 29, pour une application de moulures aux boîtes, nécessaires et autres objets contournés.

659° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Verrier (Simon-Jules), et la dame veuve Busquet (Aimable-Antoinette), rue de la Nation, n° 8, à Montmartre, pour des perfectionnements dans la fabrication des feuillages artificiels.

660° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Achard (François), élisant domicile chez le sieur Deloche, quai Saint-Antoine, n° 11, à Lyon, pour un mécanisme propre à faire serrer les freins de wagons et à faire lâcher la vapeur des locomotives, par l'effet de l'électricité, lorsque deux trains ne se trouvent plus qu'à une distance déterminée sur la même voie.

661° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par la dame veuve André (Jacques), représentée par le sieur Fluhr, à Thann, pour disposition d'une machine à vapeur horizontale.

662° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blampoix (Claude-Joseph), à Paris, passage de l'Ancre, rue Bourg-l'Abbé, n° 32, pour l'application d'yeux en verre ou en émail, aux têtes de poupées dont le buste est en porcelaine.

663° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bootz-Laconduite, à Douai, pour un broyeur à tourteaux.

664° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Bornèque (Gustave), à Bavilliers, pour six systèmes de mouvements différents pour produire, au tissage mécanique, tous les genres de tissés peignés connus, par le moyen du battant à une seule et à deux navettes.

665° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Buillard-Moret (Claude-François), à Morez, pour un système de balancier avec sa lentille applicable aux horloges, pendules et régulateurs.

666° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Caen dit Cohen (Jacob), à Montpellier, pour la fabrication de l'eau de panification.

667° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chameroy (Edme-Augustin), père et fils, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 162, pour des procédés au moyen desquels on obtient l'adhérence de la fonte avec le fer.

668° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chevron (Pierre-François-Cléo), et Crisafulli (François), à Paris, le premier, rue Notre-Dame-de-Lorette, n° 47, le second, rue de Clichy, n° 39, pour un mode de fabrication de tapis-chenille et de tissus pour impression.

669° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône,

par le sieur Clavel (Victor), rue Bourbon, n° 22, à Lyon, pour un système ayant pour objet d'utiliser le calorique produit par les cheminées d'usines à vapeur, dit *système Clavel*.

670° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Courtallon (Edme), rue de la Goutte-d'Or, n° 12, à la Chapelle-Saint-Denis, pour des perfectionnements apportés aux compteurs à gaz.

671° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Cumming (Jules), boulevard Saint-Jean, n° 8, à Orléans, pour une machine locomobile destinée à battre le blé et les graines.

672° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur d'Artois (Étienne), rue Neuve-Saint-Pierre, n° 13, à Besançon, pour un instrument dit *photographe universel*.

673° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Desjoyeaux (Antoine), rue Saint-Pierre, n° 2, à Saint-Étienne, pour un col-cravate à double tissu sans couture.

674° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dorlaçq (Louis-Frédéric), à Paris, rue de Lancry, n° 39, pour un mode d'application de la machine à coudre à la fabrication des corsets.

675° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Eckman-Lecroart, à Lille, pour une boulangerie mécanique portative.

676° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Filoleau (Charles), à Angers, pour une pompe aspirante et foulante à double effet.

677° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Gibout (Frédéric), au Chesne, pour un modèle de char-rue.

678° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Gonet (Gabriel-Édouard), et la demoiselle Chaboud (Henriette-Élisa-Hilaire), à Paris, le premier, rue des Beaux-Arts, n° 6, et la deuxième, rue du Petit-Pont, n° 5, pour un entonnoir préservateur.

679° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Hue (Sylvestre-Hippolyte), passage Dupont, n° 5, à Rouen, pour divers perfectionnements aux mull-jennys ordinaires dont les broches sont commandées par un cylindre.

680° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Lassablière frères, à Saint-Étienne, pour un système de lustrage des rubans.

681° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Cha-

rente-inférieure, par le sieur Legendre (Alcide), à Saint-Jean-d'Angely, pour une machine à dépiquer les grains.

682° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Lequin (Georges-Frédéric), directeur de la ferme-école de Labaye-Vaux, à Harchéchamp, pour l'extraction de l'alcool des eaux d'amidonnerie.

683° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mallard (Sébastien), élisant domicile chez les sieurs Chapon et Faudruynier, à Paris, rue Vivienne, n° 8, pour une rôtissoire arroseuse à jet continu.

684° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Milly (Louis-Adolphe), à Paris, rue Rochechouart n° 52, pour un procédé de préparation des acides gras.

685° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Molin (Claude-Marie), Bouché (Claude), et Bouché (Étienne), à Lorette, pour un système de machine foulante appliquée à la navigation maritime et fluviale et destinée à remplacer l'hélice et les roues à aubes.

686° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mutet (Jules), Beltzung (François-Joseph), et Glover (Charles-Claude), à Paris, le premier, rue de la Grande-Truanderie, n° 50, et les deux derniers, rue de Ménilmontant, n° 44, pour un perfectionnement apporté aux métiers à tisser, en ce qui a rapport à la course des navettes.

687° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Allier, par le sieur Perreul (Gilbert-Adolphe), à Avermes, pour un système de drainage.

688° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Quinquarlet (Hilaire-Adrien), à Aix-en-Othe, pour un modèle de bas, dessin damier.

689° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Richez (Louis), à Solesmes, pour un système de grenier pour la conservation des grains.

690° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Thierry-Mieg (Édouard), à Mulhouse, pour un procédé prompt et économique de purification des eaux calcaires devant servir soit au lavage ou dégraissage des laines destinées à être peignées, soit au blanchissage du linge de ménage.

691° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Vienne, par le sieur Turquand-Courbe (Jérémie-Louis), à Biard, pour métier circulaire à un ou plusieurs cueillements, pour tricot à maille double dit *côte anglaise* et *ourlet de bord-côte*.

692° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wacrenier (Henri-Victor-Joseph), à Paris, place des Victoires, n° 6 et 8, pour des ros ou peignes de fabrique, de toutes formes et dimensions, en caoutchouc durci, et de toute nature.

693° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alvès (Désiré-Raphaël), à Paris, rue de Malte, n° 47, pour un procédé pour ferrer les chevaux.

694° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Barrot, rue Molard, n° 5, à Rive-de-Gier, pour un système de machine à vapeur tubulaire.

695° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boulard (André-Denis) et Lallemand (Joseph), à Paris, le premier, rue Traversière-Saint-Antoine, n° 76, et le second, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 29, pour une machine dite *auto-moteur*.

696° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par les sieurs Bru (Jacques), et Cazelles (Joseph), à Marsac, pour un genre de moules en sable de mine ou d'alluvion, terre de fondeur ou terre quelconque, applicable au moulage des tuyaux de drainage, tuyaux de conduite d'eau, descentes de latrines et tous objets d'ornements d'architecture.

697° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Buthod (Charles-Louis), à Paris, rue Grenétat, n° 13 et 15, pour un système mécanique pour toucher le piano, l'orgue, etc.

698° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Chautaut (Jean-Baptiste), à Vienne, pour un moteur propre à remplacer l'eau et la vapeur.

699° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Charlier-Delamotte (Jean-Marie-Alexis), à Saint-Hilaire-le-Petit, pour une éveilleuse-tondeuse propre à l'épéutissage des tissus-mérinos.

700° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Déchanet (Jean-Baptiste), et Sisco (Antoine-Dominique), à Paris, le premier, rue de l'Écliquier, n° 36, et le second, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 95, pour des procédés et appareils pour la fabrication des tubes, tuyaux et cylindres en feuilles métalliques exigeant une grande résistance.

701° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delmotte (Thelesford), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de filière.

702° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durieux (Louis-Joseph), à Paris, passage Verdeau, n° 11, pour paraballes, dissimulé et mobile.

703° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Fazon (Vincent), à Paris, rue Saint-Denis, n° 347, pour un sautoir de voyage système Fazon.

704° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fazon (Vincent), à Paris, rue Saint-Denis, n° 347, pour un métier à tapisserie perfectionné système Fazon.

705° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Fontaine père et fils, à Augicourt, pour un dégorgeoir à double effet.

706° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fradet (Julien), rue de la Glacière, n° 76, à Gentilly, pour four à noir animal.

707° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Goldenberg (Gustave), au Zornhoff, pour des procédés et perfectionnements apportés à la fabrication de la soude artificielle et de l'acide sulfurique.

708° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Contier (Pierre), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 99, pour huiles couvrantes pour la peinture à base de zinc.

709° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hawthorn (William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements dans les soupapes de sûreté.

710° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Kuhlmann (Charles-Frédéric), à Lille, pour des procédés de fabrication de chaux hydraulique, des stucs, des ciments hydrauliques et d'un ciment hydraulisateur.

711° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Larsonnier père et fils (Jean-Louis et Jules-Louis) et Fonrouge (Victor-Louis-Antoine), à Paris, les premiers, rue du Gindre, n° 14, et le troisième, rue de la Collégiale, n° 5, pour châssis mobiles des cheminées à rideaux.

712° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loret-Vermeersch (François), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour un système pour arrêter les convois au chemin de fer, en temps convenable pour prévenir les malheurs.

713° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Loviot (Françoise), à Paris, rue de Richelieu, n° 73, pour système de publicité.

714° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Marcus (Émile), à Paris, rue des Fontaines-du-Temple, n° 16 pour un genre de bijoux.

715° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse par le sieur Martin (Henri-Marcel), à Carpentras, pour une lampe modérateur à mèche plate se nettoyant d'elle-même.

716° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Martin (Pierre-Émile), à Jarnac, pour un appareil hydraulique destiné à élever l'eau dit *pompe-siphon*.

717° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par la dame Meeus (Louise-Esther), à Paris, quai Bourbon, n° 19, pour un moulage d'étoffe et sur étoffes.

718° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Molière (Jacques-Étienne-Suzanne-Adolphe), à Paris, rue de la Bourse, n° 4, pour un genre de bottes élastiques.

719° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire par le sieur Mouille (Mathieu), à Saint-Julien-en-Jarret pour un système de four à creuset à fondre l'acier et le verre au moyen du charbon et du coke.

720° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Nowinski (Thomas), à Paris, rue Hautefeuille, n° 14, pour un système de gravure de toute espèce de musique.

721° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Porter (John-Francis), élisant domicile chez le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans les machines et appareils employés pour fabriquer les briques ou autres objets en argile et terre à briques.

722° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée le 6 mars 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Pottier (Séraphin), rue Grand-Pont, n° 51, à Rouen pour un système de bandage.

723° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par les sieurs Reydet frères, à Tullins, pour un métier à tisser.

724° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire par le sieur Robert (Jean-Marie-Alphonse), aux Petits-Moulins, à Montbrison pour un mécanisme à découper le velours et la peluche.

725° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne par le sieur Roos (Joseph-Édouard), à Sains-Richaumont, pour un système d'épeutissage.

726° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Surville (Eugène-Auguste-Louis-Midy de la Grenaysse), à Paris

rue des Martyrs, n° 47, pour un système de chemin de fer, applicable aux voies ferrées à établir sur les routes ordinaires.

727° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Ab-der-Halden (Charles-Joseph-Eugène), à Dornach, pour la teinture, sur filés simples ou retors, de rouges solides sans bains gras.

728° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Ab-der-Halden (Charles-Joseph-Eugène), à Dornach, pour la teinture, sur filés simples ou retors, de violets et lilas solides.

729° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baboneau (Auguste), à Paris, quai Jemmapes, n° 218, pour asphalte-porcelaine et asphalte-pavé.

730° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Baduel (Maurice), au Houlme, pour la fabrication d'une boisson dite *boisson orientale*.

731° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bégard (Pierre), à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 22, pour un genre de clef de montre.

732° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Carpentier et Levacher père et fils, à Rouen, pour un appareil destiné à enrayser les voitures, les waggons de chemins de fer, et à déceler simultanément.

733° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Castelli (Raphaël), représenté par le sieur Martelli, à Paris, rue Caumartin, n° 3, pour un mécanisme de touches à introduire dans les pianos.

734° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chabot (Alexandre), rue Vieille-Monnaie, n° 41, à Lyon, pour un enrouleur extenseur appliqué à la manipulation des étoffes.

735° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chalas (Pierre), à Oullins, pour une pompe rotative.

736° Le brevet d'invention de quinze ans dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charrière fils (Jean-Jules), à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 6, pour un instrument de chirurgie (bistouri).

737° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevey (Pierre-Auguste), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 130, pour une forme de fer pour planchers et poitrails.

738° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Clément (Antoine-Xavier), Grand-Chemin-des-Chartroux, n° 86, à Marseille, pour un appareil destiné au raffinage du soufre.

739° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clewe (Jean-Frédéric-Erdmann), élisant domicile chez le sieur Harbly, à Paris, passage Saulnier, n° 23, pour un genre de construction de toute espèce de véhicules pour chemins de fer.

740° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delporte (Alexandre-Palmyre), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 70, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des couteaux.

741° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desfossés (Auguste-Théodore-Joseph), à Bondy, pour un procédé de conservation des céréales et autres substances.

742° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dessales (Alexis-Jean), à Paris, rue des Enfants-Rouges, n° 13, pour un genre de lampe modérateur.

743° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fairbairn (Peter) et Hargrave (John), représentés par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour une machine perfectionnée propre à étirer la laine.

744° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fournier (Jules-Mathieu), à Paris, rue de la Roquette, n° 128, pour un genre de jarretière.

745° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fradet (Julien), rue de la Glacière, n° 76, à Gentilly, pour un régulateur agricole.

746° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gorgeot (Nicolas), à Paris, rue Neuve-Saint-Merry, n° 31, pour application d'un procédé ou découpage et gaufrage des tissus.

747° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hennecart (Émile), élisant domicile chez le sieur Arme-gaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour l'affinage du fer, par un procédé de carbonisation du bois.

748° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mesnage (Pierre-Désiré) et Ménage (Pierre-Charles), à Paris, le premier, rue Albouy, n° 9, et le second, rue et île Saint-Louis, n° 6, pour une turbabsine servant à la prompte mixtion de l'absinthe, des sirops et autres liquides.

749° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Micard (Nicolas), à Paris, rue de la Paix, n° 7, pour certains perfectionnements dans la manière de diviser et tailler les meules en rainures.

750° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Moreaux fils et Duriot, à Paris, quai de l'École, n° 12, pour un genre de liqueurs.

751° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Morel-Robert (Jules), rue des Trois-Maries, à Tarare, pour un drap-peluche dont la chaîne et la trame sont en coton et le poil en laine.

752° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Naboulet (Pierre), représenté par le sieur de l'Auvergnac, rue des Dames, n° 29, à Batignolles, pour procédés chimiques propres à la fabrication de diverses substances alimentaires.

753° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Planeur et compagnie, rue des Capucins, n° 22, à Lyon, pour le calandrage des étoffes de soie par un système de chaleur donnée par la vapeur.

754° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prin (Charles-Auguste-Égalité), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 99, pour alcool de matières animales.

755° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Savard (Auguste-François), Pernier (Joseph-Daniel) et Mercier (Jean-Louis), à Paris, le premier, rue Neuve-Saint-Gilles, n° 22, et les deux autres, rue du Petit-Thouars, n° 18, pour un procédé de mise en œuvre de tous métaux pierres, émaux, etc.

756° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Touaillon jeune et compagnie, à Paris, rue Coquillière, n° 8, pour une machine propre à la fabrication des tuyaux de drainage, des briques et autres matières.

757° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Varangot (Eugène-Joseph), rue de la Barre, n° 11, à Lyon, pour un perfectionnement apporté aux aérostats ou ballons.

758° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Witty (Robert-Christopher), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans l'éclairage au moyen de la lumière artificielle.

759° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle de Wunsch (Frédérique-Wilhelmine), à Paris, rue Penthhièvre, n° 15, pour des perfectionnements dans les moyens de puissance motrice.

760° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le marquis d'Auxy (Gaston), représenté par le sieur Mennons, élisant domicile chez le sieur de Fontainemoreau, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour un procédé de fabrication de papier avec la pulpe de betterave.

761° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par les sieurs Barbet (Pierre), et Morel (Joseph), à Angers, pour un moyen de lessivage du fil et du linge.

762° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beasley (William), représenté par le sieur Hunt, à Paris, rue de Berry-Saint-Honoré, n° 39, pour des perfectionnements dans la fabrication des canons à fusil.

763° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Besson (Vincent-Julien), quai de Bondy, n° 58, à Lyon, pour un système de pipes, porte-pipes et porte-cigares.

764° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boulard (Paul-Frédéric) et Gauthier (Numa-Claude-François), représentés par le sieur Picard, à Paris, rue Amelot, n° 64, pour un marteau-pilon horizontal.

765° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Camus (Léon-Victor), à Paris, rue du Bac, n° 15, pour des perfectionnements apportés aux appareils d'éclairage et notamment aux lanternes à gaz.

766° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chinard (Charles), route de Saint-Cyr, n° 49, à Lyon, pour une double machine propre à la fabrication des moutures en tous genres dite *moulurière mécanique*.

767° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (Joseph-Émile), rue de Romainville, n° 16, à Belleville, pour des perfectionnements apportés à l'éclairage public.

768° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur George (Joseph), à Paris, rue Papillon, n° 10, pour un levier à dé clic et à mouvement alternatif.

769° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gajola (Charles-Émile), à Paris, rue des Noyers, n° 35, pour des perfectionnements apportés aux lampes-moderateurs.

770° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Guichené (François), à Saint-Médard, pour un système harmonique, dit *symphonista*, applicable aux orgues et aux pianos.

771° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Herlin-Lotte (Pierre-Nicolas-Auguste), représenté par le sieur Augé-Dubois, à Beauvais, pour un procédé applicable au mélange de la soie et de la laine dans les ouvrages de bonneterie et de grosse draperie.

772° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Higgin (James), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue de la

Bourse, n° 3, pour des perfectionnements apportés dans le traitement de certains résidus de savons liquides pour en obtenir certains produits applicables à l'industrie.

773° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hoskins (Samuel-Elliot), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication du papier.

774° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jannelle (Jean-Baptiste-Nicolas), à Paris, rue d'Anjou-Dauphine, n° 4, pour un système de stéréoscope.

775° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lenaour (François-Marie-Louis), élisant domicile chez le sieur Mathieu-Chauffour, Grande-Rue, n° 26, à la Chapelle-Saint-Denis, pour machine à broyer les plantes fourragères.

776° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mercier (Anselme-Louis-Thomas), à Paris, avenue de Saxe, n° 9, pour une machine pour confectionner la chaussure.

777° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moreau Darluc (Charles-Luce), à Paris, rue Bergère, n° 27, pour un système de déplacement.

778° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Normandin (François-Amable), à Paris, passage Choiseul, n° 19, pour des améliorations importantes dans la fabrication du tissu servant à l'implantation des cheveux, pour perruques, toupets, raies de chair et autres usages analogues.

779° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paillard (Samuel-Amédée), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Saint-Appoline, n° 2, pour un système de remontoir de montre.

780° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pasquier (Eugène), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements apportés dans la construction des paliers.

781° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Péconl (Henri-Gustave), élisant domicile chez le sieur Semanas, avenue de Saxe, n° 62, à Lyon, pour une machine motrice à vapeur d'éther perfectionnée.

782° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Perret (Alfred), place Neuville, n° 26, à Lyon, pour l'utilisation de l'acide dit *végéto-sulfurique* à la fabrication du sulfate de fer.

783° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Pichon (Guillaume), à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 18, pour un savon dit *cantalou*.

784° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Richter (Sophie), représentée par le sieur Rowland, à Paris, rue Vivienne n° 18, pour des perfectionnements apportés dans les mécanismes ou appareils pour arrêter ou ralentir les véhicules en usage sur les chemins de fer.

785° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robinson (James), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue de la Bourse, n° 3, pour des perfectionnements apportés dans les appareils destinés à la production de la vapeur, du gaz et à conserver la fumée.

786° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par le sieur Roubien (Louis), rue Port-Charlet, n° 41, à Lyon, pour la fabrication des peaux de chèvres, maroquin et mouton.

787° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Rouche (François) et Brion (Charles), le premier, à Guebwiller, le second, à Willer, pour des corps de fourneaux etc. destinés à tous les chauffages à air chaud.

788° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Soricul (Julien-Félix), élisant domicile chez le sieur Lecharpentier, à Paris, rue de Bondy, n° 22, pour des bandages herniaires.

789° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Tissot (Jean), à Givors, pour une machine à étamper les pièces en fer dites *pièces de grosse quincaillerie*.

790° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Troupeau (Charles-Marie), à Paris, rue Coq-Héron, n° 8, pour un genre de réfecteur.

791° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Vanwormboudt, rue des Capucins, n° 16, à Cambrai, pour un système d'organisation pour éviter les accidents sur les chemins de fer.

792° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Amouroux (Louis-Lafage), à Villefranche-de-Belvès, pour un haut-fourneau affineur immédiat.

793° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Arnier (Louis), plaine Saint-Michel, n° 44, à Marseille, pour un moteur à air chauffé et condensé.

794° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Augeard (Marius), rue des Bons-Enfants, n° 8, à Marseille, pour un moulin à triturer le café, le poivre, etc.

795° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine

Inférieure, par le sieur Beaufils (Jean-Baptiste), rue des Béguines, n° 9, à Rouen, pour un cabriolet à quatre roues pouvant se développer à volonté et former une américaine.

796° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1854, au secrétariat du directeur de l'intérieur, par le sieur Bérard (Jean-Baptiste), à Saint-Denis (île de la Réunion), pour des modifications apportées à la construction des turbines.

797° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales, par le sieur Bert (Raymond), à Perpignan, pour un procédé de fabrication de chocolat.

798° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bresson (François) et la demoiselle Prophète (Flore-Félicité), à Paris, rue de Bretagne, n° 57, pour divers perfectionnements dans les procédés et surtout dans les appareils pour la conservation des substances alimentaires.

799° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Britten (Baslhey), élisant domicile chez le sieur de Fontaine-moreau, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour perfectionnements dans les projectiles de guerre.

800° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur de Conink (Gustave), rue de Bordeaux, n° 19, au Havre, pour un grenier à blé dénommé *grenier à colonnes chambrées par écoulement gradué* pour la conservation des grains.

801° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur de Conink (Gustave), rue de Bordeaux, n° 19, au Havre, pour une machine appelée *régénérateur*, destinée à nettoyer et cribler les grains.

802° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Faveers (François), rue du Progrès, n° 3, à Marseille, pour une presse à copier les lettres simplifiées.

803° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Forette (Gilibert), rue de la Croix, n° 14, à Saint-Étienne, pour une machine à raser, broser et lisser les velours fabriqués par armures, appliqués à la fabrication des rubans, volants de robes, bordures, etc.

804° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Gâche (Vincent), rue de Vertais, n° 49, à Nantes, pour appareil à vapeur destiné à la navigation.

805° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1853, au secrétariat du directeur de l'intérieur, par le sieur Gétinger (Achille-Auguste), à Saint-Denis (île de la Réunion), pour la conversion du rhum en alcool de canne purifié, droit en goût, et son application à l'eau-de-vie.

806° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérin (Pierre), à Paris, rue de la Cerisaie, n° 31, pour un procédé d'estampage et de découpage simultané de toutes espèces d'objets en caoutchouc durci, en corne, en écaille, en gélatine, etc.

807° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Irving (Thomas), représenté par le sieur Bonsol, à Lille, pour un lustrage métallique aux tissus et aux fils.

808° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Jacques (Victorine), à Paris, rue Sainte-Anne, n° 42, pour un genre de corsets.

809° Le brevet d'invention, de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebrun (Joseph-Pierre), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 119, pour perfectionnements aux lampes à réaction d'air comprimé.

810° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ain, par le sieur Lespinasse (Pierre), à Messimy, pour un perfectionnement de charrue.

811° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Malo et compagnie, à Dunkerque, pour des perfectionnements dans les tiroirs des machines à vapeur à détente.

812° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maurice (Adrien-Jacques-Charles), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 61, pour des dispositions de mécanismes propres à rendre les meubles multiples.

813° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Mouë (Marin), rue de la Communauté, n° 17, au Havre, pour un bateau de sauvetage.

814° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Mouquet (Hector), rue de Paris, n° 161, à Lille, pour un appareil de distillation, et de rectification des alcools.

815° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Parant (Henri), rue de la Courtine, n° 3, à Limoges, pour un système de fabrication de meules en porcelaines.

816° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Perrare, dit Michel (François-Socrate), à Grenoble, pour une mécanique à coudre dite Perrare.

817° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Possot (Louis-Édouard), faubourg de Ham, n° 1, à Amiens, pour l'application d'un système spécial de charnières en tôle, devant servir de rat-tache aux courroies de toutes machines.

818° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Preux (Claude-François), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 52, pour un fauteuil bain de siège.

819° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pulvermacher (Isaac-Louis), à Paris, rue Favart, n° 18 bis, pour diverses piles et divers compensateurs électriques.

820° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Rempin (Ferdinand), rue Dalayrac, n° 3, à Toulouse, pour un chronographe, calendrier mécanique perpétuel.

821° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Saint-Léger (Jean-Jacques-Maurice), à Paris, rue des Petits-Hôtels, n° 8, pour une machine à laver le linge.

822° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Serrin (Victor), à Béziers, pour un système de bateau-aqueduc pivotant.

823° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Théry (Charles-Victor), à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 97, pour un mode de préparation du café, en confitures, en tablettes et en bonbons.

824° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Thiébert (Justimien), rue des Ponts, n° 23, à Nancy, pour des fourneaux de cuisine perfectionnés avec application de la vapeur aux usages domestiques pour la ville et la campagne.

825° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barlow (Henri-Bernouilly), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication des écrous, et dans les appareils qui y sont employés.

826° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ansault (Jean), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements apportés dans la coupe et la confection des pantalons et des culottes.

827° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bayeux (Alfred-Alexandre), à Paris, rue de la Harpe, n° 46, pour une balance dite *balance anglaise*.

828° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Beltzung (François-Joseph) et Keim (François-Xavier), à Paris, rue de Ménilmontant, n° 44, pour un système de percussion pour les armes à feu à capsules de un ou plusieurs coups.

829° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Cœgnet (François), à Paris, rue d'Hauteville, n° 90, pour un béton économique sans chaux hydraulique.

830° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coyen (Èvre), Grande-Rue, n° 8, à la Chapelle-Saint-Denis, pour un genre de compas.

831° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Debray (Charles-Edmond) et Estrem (Pierre-Jean), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 19, pour un guéridon cave à liqueurs.

832° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dejean (Louis), à Paris, rue d'Angoulême-du-Temple, n° 13, pour un waggon mixte ou système applicable au transport des chevaux et des bagages sur les chemins de fer.

833° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumesnil (Paul), élisant domicile chez le sieur Armen-gaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des procédés et un four pour la cuisson des plâtres et leur revivification.

834° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fourneaux (Jean-Louis-Nestor) et Lazard (Victor), à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 23, pour un instrument d'orchestre dit *mélodina*.

835° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur George (Alphonse-Alexandre), à Paris, rue Saint-Louis au Marais, n° 88, pour un système de foyer fumivore.

836° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girard (Louis-Dominique), à Paris, rue d'Enghien, n° 44, pour un appareil moteur dit *turbine à vapeur ou à gaz*, à haute ou moyenne pression, à détente et condensation, pour transformer la force vive des fluides gazeux en travail industriel, et lequel peut s'appliquer, en totalité, ou en partie, pour comprimer ou raréfier l'air et les gaz, ou pour refouler et élever les liquides.

837° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girard (Prosper), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 162, pour des procédés propres à faire brûler la houille sans production de fumée, en remplacement du coke.

838° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goodyear (Charles), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans la construction des pontons, radeaux, et appareils de sauvetage.

839° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gréban (Alphonse), à Paris, rue de la Folie-Regnault, n° 34, pour un moteur hydraulique.

840° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le baron d'Huart (Henri-Joseph), élisant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une machine rotative de la force de mille chevaux, applicable aux chemins de fer, à la navigation et aux industries en général.

841° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jaccoux (Joseph-Marie), à Paris, rue Richer, n° 20, pour un genre de bourrelets élastiques de calefeutrage.

842° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jolivet (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de chargement applicable aux armes à percussion.

843° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Machard (Étienne), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un four horizontal continu propre à la cuisson des objets céramiques, etc.

844° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marsden (Charles), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements dans les tentes.

845° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mesny (Mathurin), à Paris, rue des Deux-Ponts, n° 32, pour un genre de chaussure élastique invisible.

846° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Molin (Louis-Étienne), élisant domicile, à Paris, rue Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, n° 9, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des meules à moulins.

847° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ozouf (Hyacinthe) et Bourg (Benoît), à Paris, rue Chabrol, n° 30, pour un système de bouchage des liquides gazeux.

848° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petit (Frédéric), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 32, pour un jouet d'enfant dit *tambourin oriental*.

849° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Piret (Frédéric-Marie), Armbruster (Carl) et de Cherrier (Louis), représentés par le sieur Douau de Lucy, à Paris, rue du Helder, n° 20, pour un système propre à empêcher les explosions occasionnées par le gaz hydrogène proto-carbone (grisou) dans les houillères.

850° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Seymour (Jacques), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boule-

vard Saint-Martin, n° 29, pour une machine à coudre et perfectionnements qui s'y rapportent.

851° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sorcy et Beaufour, à Paris, le premier rue Charlot, n° 24, et le second rue d'Enghien, n° 20, pour un genre d'indicateur officiel des théâtres, bals, concerts, etc. chemins de fer, paquebots, etc.

852° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Spencer (George), représenté par le sieur Kirkpatrick, élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements dans la couverture extérieure des toitures et murailles de bâtiments et hangars, et dans les croisées ou fenêtres de tels bâtiments et hangars.

853° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Surgey (William-Palmer), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés aux cigarettes, aux cigares ordinaires et à ceux dits *planteurs*.

854° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Timmerhans (Adolphe-Émile-Lambert-Charles), représenté par le sieur Dutilloy, à Paris, rue Richer, n° 24, pour un moyen de forcer les projectiles aussi bien dans une arme portative que dans une bouche à feu.

855° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Waast (Adolphe-Jean), à Paris, rue Saint-Martin, n° 235, pour une monture de couverts de table.

856° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Verdier (Pierre), élisant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de pompes.

857° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Violette (Jules-Michel-Henry), représenté par le sieur Prestinari, à Paris, Palais-Royal, galerie d'Orléans, n° 15, pour un mode d'affiler les rasoirs.

858° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Albert (Joseph), à Paris, rue d'Angoulême, n° 72, pour un système de chaises, fauteuils, etc.

859° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bénard (Henri-Charles), à Paris, rue Montmartre, n° 83, pour une cafetière dite *cafetière universelle*.

860° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beugger (Jean), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour une machine perfectionnée pour la préparation au filage du coton et autres matières filamenteuses dite *banc à cannettes*.

861° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brosier (François-Jean-Baptiste-Victor), élisant domicile chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système perfectionné de peignage des matières filamenteuses dit *peignage par étirage*.

862° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cattier (Jean-Baptiste), à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 31, pour une paille plastique.

863° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par les sieurs Charton (Paul) et Velut (François), à Troyes, pour un système de manomètre métallique.

864° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coignet (François), à Paris, rue d'Hauteville, n° 90, pour l'emploi de toute espèce de béton dans les constructions en général.

865° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cousin (Louis-Joseph-Gabriel), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système propre à masquer et à décorer la bougie.

866° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cousté (Augustin-Éliézer, représenté par le sieur Coïc, à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 32, pour un procédé exfumivore.

867° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cuignet (Charles-Louis) et Cathoire (Bernard-Joseph), au Port-au-Vin, n° 27, à Berrey, pour des perfectionnements dans la conduction des mèches dans les métiers à filer.

868° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Davey (Simon) et Chanu (Adolphe-Ludovic), représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de fabrication de mèches porte-feu à combustion prompte, etc.

869° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gaillard (Charles-Jean-Baptiste) et Dubois (Jean-Jacques), à Paris, rue Amelot, n° 70, pour des perfectionnements apportés aux appareils propres à faire instantanément des liquides gazeux.

870° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gillet et compagnie, représentés par le sieur Lafaix, à Paris, rue Ménars, n° 3, pour l'application de la vapeur suréchauffée à la cuisson, dans l'huile, de la sardine.

871° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hermann (Louis-Adolphe et Ernest-Innocent-Émile), à Paris, rue des Fossés-Saint-Bernard, n° 2, pour des appareils d'écoulement

principalement employés à la distribution de l'eau dans les villes, sur la voie publique et dans les habitations.

872° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jacomme et Dufat, à Paris, rue Meslay, n° 61, pour un système d'impression zoolithographie.

873° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacot (François), à Paris, rue des Jeûneurs, n° 18, pour un moyen de fabrication de l'amidon.

874° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Jolyot (Claude-François), à Arc-et-Senans, pour un système de faux.

875° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jouve (Pierre), à Paris, rue Phélippeaux, n° 28, pour un genre de monture de blaireaux dits *blaireaux Jouve*.

876° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Méritens (Jean-Baptiste-Séraphin), à Paris, rue du Temple, n° 16, pour un genre de bijouterie illustrée et nuancée.

877° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Miège (Urbain), à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 86, pour un tableau indicateur de sonnettes applicable aux hôtels, etc.

878° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moinier (Jean-Baptiste), rue de Marseille, n° 13, à la Villette, pour une chaudière à vapeur.

879° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nixon (Christopher-Nugent), représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 22, pour des méthodes perfectionnées d'attacher les gouvernails des navires.

880° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pauton (Pierre-Eugène), à Paris, rue Joubert, n° 28, pour moyens de désinfection des fosses d'aisances et d'extraction des produits chimiques.

881° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Piaton (Claude-Louis) et Schmitz (Chrétien), représentés par le sieur Armengaud jeune, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un étireur vaporisateur de la soie.

882° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poullain (Joseph-Hippolyte), à Paris, cloître Saint-Jacques, n° 3, pour un porte-plumes à collerette.

883° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine

par le sieur Rémond (Amédée-François), représenté par le sieur Mennons, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour un système d'emboutissage perfectionné.

884° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouillé (François-Marie), à Paris, rue Rambuteau, n° 70, pour une machine à détirer les étoffes.

885° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Smith (Robert-Angus) et Mac-Dougall (Alexandre), représentés par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour un procédé perfectionné pour détruire la mauvaise odeur des boues d'égouts et d'autres matières infectées, étant également applicable à la désinfection en général.

886° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thion (Jean-Jules-Amable), à Paris, rue du Château-Landon, n° 2, pour un procédé de vernissage des meubles.

887° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tocut (Jacques), à Puteaux, pour une machine à faire les placages en bois.

888° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Venet (Louis-Alfred), à Paris, rue de la Roquette, n° 108, pour matière propre au veloutage des papiers.

889° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vieillard (Eugène-Napoléon) et Manceaux (François-Jules), à Paris, le premier, rue Saint-Christophe, n° 8, le second, quai Napoléon, n° 31, pour un cordon appui propre au tir des armes de précision.

890° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vilcoq (Laurent-Charles-Marie-Joseph) et Deschamps (Casimir), à Paris, rue Richer, n° 22, pour un bateau plongeur libre.

891° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Appel (François-Antoine), à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 64, pour un système de publicité.

892° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Armbruster (Carl) et Laist (Otto), représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication du sulfate de soude et des produits qui en résultent.

893° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellejambe (Pierre-Alphonse), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre d'espagnolette.

894° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berthelin (Ernest), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un métier à tisser la toile, à

tramer, à parer, métrant sa pièce et s'arrêtant de lui-même lorsqu'un fil manque ou casse.

895° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beslay (Charles-Victor), à Paris, rue de la Cerisaie, n° 33, pour application sur papier ou sur étoffe, d'une imitation de laque de Chine.

896° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bignault et Delacourt, à Paris, rue Saint-Fiacre, n° 7, pour un genre de tissu.

897° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnet (Benoît), à Paris, rue Saint-Maur, n° 185, pour l'emploi et l'application des fils en caoutchouc vulcanisé, en remplacement des fuseaux en verre, fer et plomb dans la fabrication des tissus.

898° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Broglie (Ernest), à Paris, rue aux Fèves, n° 17, pour une machine multiple propre à écrire, dessiner et sculpter.

899° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coulon (Antoine), à Paris, rue Saint-Pierre-Popincourt, n° 2, pour un système de limons et rampes d'escaliers.

900° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Croutelle (Emmanuel-Charles-Théodore), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un procédé de préparation dans la filature de la laine.

901° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delrez (Jacques), représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 22, pour un procédé de fabrication de briques et pâtes économiques et sans odeur.

902° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duchêne aîné (François-André), à Paris, rue Geoffroy-l'Anglais, n° 7, pour l'application du produit dit *seutre-castor-saropile*, à la fabrication des étoffes.

903° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupont (Anacharsis), à Paris, rue du Hazard-Richelieu, n° 1, pour un système de publicité par affiches et par annonces.

904° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fromont (Martial), représenté par le sieur Budin, quai de Seine, n° 77, à la Villette, pour réduction des minerais sans le secours de machines soufflantes et avec toute espèce de combustibles.

905° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garant (Florentin), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à

Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements apportés aux machines à trancher le bois de placage.

906° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goodyear fils (Charles), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans l'emploi du caoutchouc durci, pour les râteliers artificiels.

907° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérin (Pierre-René), représenté par le sieur Olivier, à Paris, rue de Douai, n° 15, pour un système de voitures dites *voitures cylindriques*.

908° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Haag (Jean-Michel), élisant domicile chez le sieur Becquet, à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 104, pour un système d'épuration de métaux, notamment du cuivre, pour obtenir un métal imitant l'or dit *mi-or-Haag*.

909° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hébert (Louis-Auguste-Ernest) et Schrans (Louis), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 61, pour une marque de jeu à sonnerie.

910° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les dames veuve Hortrel (Julie-Anne) et Fayol (Marie-Louise) à Paris, rue de Castiglione, n° 14, pour un genre de japons.

911° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Johnson (William-Beckett), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour perfectionnements apportés dans les lampes et autres appareils employés pour l'éclairage.

912° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joineau (Eugène-Hippolyte), à Paris, rue de la Tour, n° 9, pour un genre d'encriers sans soudure.

913° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroy (Jules), à Paris, rue du Ponceau, n° 7, pour une machine propre à produire une force motrice.

914° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morel (Louis-Anselme), élisant domicile chez le sieur Delachapelle, à Paris, rue Saint-Martin, n° 255, pour un système de porte-plume encrier.

915° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Pawilowski (Georges-Alexandre), rue Saint-Savournin, n° 35, à Marseille, pour un moulin sans meule ni cylindre.

916° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prin (Charles-Auguste-Égalité), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 99, pour moyens de fabrication de l'acide sulfurique.

917° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Puis (Pierre-Augustin), à Paris, rue de Provence, n° 49, pour le traitement des corps gras et résineux opérant leur solidification et leur transformation en matières propres à la fabrication des bougies.

918° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rattier et compagnie, à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 4, pour des perfectionnements dans la fabrication des bouchons, pistons ou autres appareils destinés à former des joints à fermetures hermétiques.

919° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richez (Louis-Aimé), élisant domicile chez le sieur Minard, à Paris, rue du Sentier, n° 13, pour un système de fermeture appliqué aux sacs de poche et de voyage.

920° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (Martin), avenue de Saint-Ouen, n° 6, à Batignolles, pour une fontaine à plusieurs usages.

921° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roulleau (Louis-Réné), rue du Chemin-de-Reuilly, n° 22, à Bercy, pour un système d'appareil à soufrer la vigne.

922° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tavernier (Ferdinand-Raphaël), élisant domicile chez le sieur Bresson, à Paris, rue de Bretagne, n° 57, pour une machine à peigner la laine.

923° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Villette (Théodore) et Fontaine (Charles), élisant domicile chez le premier, rue d'Oultreman, n° 14, à Valenciennes, pour la fabrication et l'épuration de l'alcool de betteraves.

924° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weil (Frédéric), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 13, pour fabrication et application d'alliages de métaux.

925° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par les sieurs Albeaux (Jean-Simon), à Lavannes, et Lecuyé (Émile), à Bazancourt, pour un régulateur de tissus.

926° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Albrecht (Ignace), à Schelestadt, pour une boucle à courroies et autres, appelée *boucle Albrecht*.

927° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bédarride (Samuel), à Paris, cité Waux-Hall, n° 2, pour une composition d'engrais propre à toutes les cultures.

928° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Pay-

de-Bône; par le sieur Bégonin (Joseph), à Noirat, commune d'Ambert, pour une machine pour le bavage des flottes, dans la fabrication du papier à la cuve, et le dégraissage des étoffes de laine, de coton, les chiffons, etc. etc.

930° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Blanchard père (Joseph), à Avignon, pour des tuiles perfectionnées appelées *tuiles vauclusiennes*.

930° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Carde (Jean-Laurent), rue Saint-Nicolas, n° 44, à Bordeaux, pour un système de bouchage applicable à toute espèce de vases.

931° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Caplain (Jean-Baptiste-Claude), au Petit-Couronne, pour une machine transversale continue pour lainer les étoffes.

932° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cellier-Blumenthal (Ferdinand), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la préparation des conserves alimentaires.

933° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Crochat (Jean-Baptiste-Félix), à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 84, pour des perfectionnements dans la fabrication de la ouate.

934° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daveu (Joseph-Philippe), à Paris, quai Jemmapes, n° 266, pour un système de four à cuire le plâtre.

935° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Deblois (Auguste), représenté par le sieur Delattre, rue Royale, n° 72, à Lille, pour un lit brancard servant au transport des blessés.

936° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delœuvre (Victor-Camille), élisant domicile chez le sieur Levasseur, à Paris, rue Montorgueil, n° 44, pour un filtre dit *filtre Delœuvre*, propre à l'épuration des huiles.

937° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dietz (David), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de boîte graisse applicable à toutes les roues montées sur essieu fixe.

938° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Dujardin et Guillemaud, à Seclin, pour un système de freins applicable aux chemins de fer.

939° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Gonnet (Charles) et Morin (Auguste), place de l'Hôtel-de-Ville, n° 30, à Saint-Étienne, pour un procédé de fabrication de charbon dit *fulgor*, au moyen du goudron.

940° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Deux-Sèvres, par le sieur Guérinière (Joseph-Hercule), à Theuil, commune de Vausseroux, pour un système de briquetage.

941° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Herbrecht (Pierre), quai de la Citadelle, à Dunkerque, pour une poulie à canal isolé.

942° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Jacqy (Pierre-Louis-Alexandre), quai Finckmatt, n° 6, à Strasbourg, pour application d'un fourneau dit *poêle extra-économique Jacqy*.

943° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par le sieur Laran (Jean-Louis), à Castres, pour un arc servant de support aux rideaux d'un lit.

944° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin de Lignac (Jules-Jean-Baptiste-Silvain), élisant domicile chez le sieur Martin, à Paris, rue de Charenton, pour une préparation de conserves alimentaires concentrées et comprimées.

945° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mennet, dit Mennet-Possoz (Alexandre-Maximilien), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un procédé d'ornementation et d'illustration des tissus en général.

946° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Milan (Claude-Antoine), à Grenoble, pour un coussin mobile dit *accoudoir-balcon*.

947° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nisolle (Jules), à Grenelle, pour un genre d'impressions en relief ou non en relief de couleurs claires sur étoffes tissées, de teintes foncées.

948° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Piquet (Aimable), rue Saint-Julien, n° 81, à Rouen, pour un compresseur servant à maintenir les fils doublés qui doivent recevoir la torsion dans la fabrication des cordes.

949° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pommier (Jean-Claude), à Paris, rue Neuve-Saint-Sauveur, n° 3, pour un système de tabatière dite *napoléonienne*.

950° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Renard (Simon), à Sedan, pour des cartes bourrées par un feutrage en laine ou coton adhérent au cuir et bouté par un procédé mécanique.

951° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée

le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Rozet (Jean), à Saint-Genest-Lerpt, pour un genre de tuiles.

952° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Salmon, à Conflans, arrondissement de Briey, pour un produit industriel dit *taquet Salmon*, destiné au métier de tissage mécanique.

953° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Scribe (Gustave), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système perfectionné de machines à vapeur à deux cylindres superposés.

954° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Simon (Émile), à Strasbourg, pour un procédé d'autographie sur papier ordinaire et préparé.

955° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trotter (Jonatham-Thompson), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la combinaison des substances propres à produire l'imperméabilité.

956° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Vandelaer (Paul), Hendrickx et Jamar, représentés par le sieur Delattre, rue Royale, n° 72, à Lille, pour un système de tenture en relief, en papier et tissu, remplaçant les cuirs dorés.

957° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Arnaud (Yves), à Clermont-Ferrand, pour un système de siège de jardin.

958° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardèche, par le sieur Blanchon fils, à Flaviac, pour une chaudière et cheminée dite *cheminée Blanchon-Blayzac*.

959° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Bonnemain (Auguste), à Voullpaix, pour un métier dit *trameuse à la mécanique*.

960° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cabaret (Antoine), élsant domicile à Paris, place Roubaix, hôtel du chemin de fer du Nord, pour des procédés d'épuration des huiles et des graisses.

961° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chabert (Étienne), place Croix-Paquet, n° 23, à Lyon, pour des sièges d'aisances inodores.

962° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Combe (Louis) et Bochet (Louis-Pierre), rue de la Liberté, n° 50, à Lyon, pour une presse mécanique pour mettre les fourrages en balles.

963° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Courhon (Eugène), place Saint-Paul, n° 6, à Lyon, pour des tuyaux de pipes vertébrés.

964° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Déhée (Charles), à Fampoux, pour un mode de distillation du jus de betteraves, sans acide sulfurique et sans levure de bière.

965° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deiss (Édouard), à Paris, rue de Bretagne, n° 63, pour un procédé de zincage des fils de fer en général et du fil de fer télégraphique en particulier, ainsi que pour l'application du zincage aux objets de quincaillerie en fer.

966° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desachy (Pierre-Louis), à Paris, rue Louis-Philippe, n° 17, pour des perfectionnements apportés aux forges volantes et soufflets de forge.

967° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Descaves (Nicolas), à Châteauvillain, pour un système de fabrication de tuiles au moyen de presses, et dont la forme, sans être plus grande que celle des tuiles anciennes, permettra de couvrir une superficie des deux tiers plus grande.

968° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Dyckhoff (Rodolphe), à Bar-le-Duc, pour un modérateur à décliés pour machines à vapeur et roues hydrauliques turbines.

969° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Emorine, rue Belle-Cordière, n° 5, à Lyon, pour une chaudière à vapeur et application d'un système de chauffage par le gaz.

970° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fouleux (Claude), avenue de Saxe, n° 112, à Lyon, pour un genre de tuiles.

971° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gastond (Joseph-Aimé), rue Bourbon, n° 58, à Lyon, pour des procédés et appareils propres à fabriquer l'ammoniaque liquide et les sels ammoniacaux.

972° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Garnichot (François), à Valréas, pour des tavelles en cuivre propres à dévider la soie.

973° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Gillet (François) et Tabourin (François), quai de Serin, n° 8, à Lyon, pour application du henné des Arabes (*lawsonia inermis*, L.) à la teinture de la soie en noir.

974° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Grumber (Henri) et Dorn (Albert), à Mulhouse, pour un produit dit *poudre de café*.

975° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par les sieurs Laroche et Lacroix, à la Couronne, pour toiles métalliques renforcées à l'usage des papeteries.

976° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Lecoq aîné, élisant domicile chez le sieur Mas, rue des Trois-Molettes, n° 24, à Lille, pour un mouvement perpétuel applicable, comme moteur, dans l'industrie et le commerce.

977° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Legué père (Félix), quai des Tanneurs, n° 1, à Nantes, pour fabrication de chapeaux et surois tissu croisé, façon caoutchouc, sans autre couture dans la tête que celle qui réunit la tête avec le bord et garnis à l'intérieur sans traverser l'étoffe avec l'aiguille.

978° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Marcelet (Eugène-Pierre), quai de l'Observance, n° 3, à Lyon, pour une machine à vapeur à détente variable.

979° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Martin (Auguste), rue Saint-Joseph, n° 14, à Lyon, pour des effets de moirage et moyens mécaniques pour les obtenir.

980° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mignot (Félix), rue du Chapeau-Rouge, n° 10, à Lyon, pour un montage de métier au moyen d'une double planche d'arcade et d'un double système d'arcades.

981° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Olivier et compagnie, rue Basseville, n° 1, à Lyon, pour un procédé de décreusage des soies, par le sous-carbonate de soude (cristaux de soude du commerce).

982° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Ortlieb (Zénon), à Sainte-Marie-aux-Mines, pour un procédé de désinfection des alcools de betterave et autres.

983° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Passerat (Claude), à Aignay-le-Duc, pour la construction de cloisons mécaniques.

984° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Petit (Louis-Martuz), à Meung, pour un bateau chevalier avec son appareil.

985° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône.

par le sieur Roux (Louis), quai Humbert, n° 13, à Lyon, pour un appareil aiphoidé mobilisé pour boissons gazeuses.

986° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Loire, par le sieur Sauzon (Ambroise-Jean-Baptiste), à Brive-Chavon-sac, pour briques ahadromiques et aphones.

987° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 4 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par le sieur Tainturier (Nicolas), rue Casimir-Perrier, maison Bizet, à Lyon pour un appareil à chauffer l'alimentation des chaudières à vapeur.

988° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par le sieur Thivole (Barthélemy), rue de la Reine, n° 22, à Lyon, pour divers emplois de terres réfractaires.

989° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 18 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire Inférieure, par le sieur Valiot (Jean-Henri), place du Bouffay, à Nantes pour un moulin à moudre le blé.

990° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Welter (Joseph), à Mulhouse, pour une machine à nettoyer les étoffes dite laveuse.

991° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme par le sieur Autier (Jean-Baptiste-Victor), rue Saint-Dominique, n° 3, Amiens, pour de nouveaux agents tinctoriaux à l'aide desquels, 1° on peut remplacer la crème de tartre dans toutes les teintures sur laines et autres matières; 2° teindre en noir toutes les matières, soit séparées, soit amalgamées; 3° rendre à toutes les soies tout ou partie de la perte que le décreusage leur a fait subir, et ensuite prendre toutes les couleurs que la teinture vaudra leur donner; 4° enfin remplacer la noix de galle et tous ses sels, ainsi que l'écorce de chêne, dans tous les cas où on les emploie.

992° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par les sieurs Bagary (Jean-Baptiste), et Perron (Louis-Claude), à Paris, rue Richelieu, n° 79, pour un système de machine tricoteuse.

993° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Beslay (Charles-Victor), à Paris, rue de la Cerisaie, n° 33, pour un procédé de fabrication des matrices ou coins destinés à l'estampage.

994° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par les sieurs Beziat (Jean), et Cirile (Marius), à Paris, rue Mouffetard n° 114, pour un système de cric.

995° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bloomer (Caleb), représenté par le sieur Hunt, à Paris, rue de Berni-du-Roule, n° 39, pour des perfectionnements dans la construction des anneaux, lesquels perfectionnements sont basés en grande partie, mais pas exclusivement, sur ceux qui ont été l'objet de deux patentes anglaises, la première par

le 12 novembre 1852, et expirant le 12 novembre 1866; la deuxième prise le 10 octobre 1853, et expirant le 10 octobre 1867.

996° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubois (Jean-Nicolas), représenté par le sieur Géroime, à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 88, pour un four à calorifère propre à la réduction du zinc et à la fabrication du blanc de zinc.

997° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Echement (François-Georges), à Paris, rue du Hazard, n° 1, pour un système de four à carboniser dit *four réservoir*.

998° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fafnaux jeune (Auguste-François-Joseph), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un appareil dit *retour d'eau*, applicable aux presses hydrauliques et autres usages.

999° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fèvre (Gabriel-Didier), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 398, pour perfectionnements apportés à la garniture des appareils portatifs à eau de seltz et à la manière de fixer sur le verre les bagues de cette garniture.

1000° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goodyear (Charles), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans les moyens mécaniques destinés à la préparation et au laminage du caoutchouc, de la gutta-percha et de leurs composés.

1001° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Guinon Richard Van Valkenburgh, représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour perfectionnements apportés aux ancre.

1002° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hayes (William-Bramwell), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans les métiers à tisser.

1003° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebrun (Charles-Théodore-Gilbert-Joseph), à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 44, pour un jouet d'enfant dit *loto-lecteur*.

1004° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefauchaux (Hippolyte-Joseph), à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 28, pour des sous-pieds à agrafes élastiques.

1005° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Luce (Émile-Édouard), à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements apportés à la photographie.

1006° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marle (Charles-Louis), à Paris, rue Saint-Marc, n° 32, pour un

procédé de conservation des matières animales et végétales, au moyen du caoutchouc liquide.

1007° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par les sieurs Mercadier (Philippe-Jean-Louis), et Claye (Jules-Alexandre), rue Saint-Benoît, n° 7, pour un système mécanique propre à l'enseignement de la musique pratique.

1008° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Métivier (Ambroise-Hippolyte), rue des Noyers, n° 9, à Gentilly, pour un appareil contre l'éboulement dans le forage des puits.

1009° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Monsirbent (Joseph), à Paris, rue Neuve-Ménilmontant, n° 8 pour un appareil propre à donner des bains de vapeur.

1010° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur de Moriès (Frédéric), rue Saint-André, n° 8, à Montmartre, pour un système de forage des puits à marne.

1011° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Mouilleron (Jules-François-Victor), représenté par le sieur Simard à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements à l'appareil télégraphique dit *Morse*.

1012° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Nesbit (John-Collis), élisant domicile chez le sieur Foucaud, à Paris, rue Joubert, n° 37, pour des procédés de mise en liberté des vapeurs d'iode, de chlore ou de brome, dans le but de purifier l'air et de détruire les miasmes délétères des appartements.

1013° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord par les sieurs Nicolay (Godefroy), et Folliot (Auguste), à Roubaix, pour régénérer le charbon de terre maigre et lui donner un corps gras dont il n'est pas pourvu.

1014° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Protte (Louis), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 40, pour une marque de jeu dite *marque compteur*.

1015° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Raby (Louis-Pierre), à Paris, boulevard des Italiens, n° 17, pour l'application de l'aluminium pur et allié à la fabrication de toutes les parties qui constituent l'horlogerie.

1016° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Richard (Joseph-François), élisant domicile chez le sieur Jouli à Paris, rue Saint-Honoré, n° 40, pour une machine à retordre la soie.

1017° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine

par les sieurs Richard-Cantegril (Jean-Marie), élisant domicile chez le sieur Foucard, à Paris, rue Joubert, n° 37, pour un système de pessaire.

1018° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rodel (Philippe-Jean-François), à Paris, rue de Dunkerque, n° 79, ancienne rue du Delta projetée, n° 7, pour des perfectionnements apportés dans les girandoles de pianos.

1919° Le brevet d'invention de quinze ans dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Séguy (Joseph), à Thézan, pour une charrue à versoir et à dental.

1020° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société anonyme des fonderies de Romilly, représentée par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour un four perfectionné propre à la réduction des métaux et susceptible d'autres applications.

1021° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Souchier (Charles-Paul), à Paris, rue Saint-Denis, n° 138, pour un procédé de cuivrage et d'argenture du fer et d'autres métaux.

1022° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Théroutde (François-Alphonse), à Paris, place Vendôme, n° 15, pour la minéralisation des matières animales destinées à l'industrie et à l'agriculture.

1023° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bénard et compagnie, à Paris, rue Damiette, n° 2, pour un procédé d'impression sur étoffes.

1024° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blanc (Numa-Prosper) et Rouge (Antoine-Toni), à Paris, rue Vivienne, n° 41, pour des perfectionnements apportés dans la photographie.

1025° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blondel jeune (Pierre-Noël-Éléonore), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un procédé de fabrication de carreaux creux, renforcés, pour planchers, voûtes, cloisons, etc.

1026° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonamour (Jean), à Paris, rue Guy-la-Brosse, n° 8, pour un système d'appareils séparateurs et filtres applicables aux fosses d'aisances.

1027° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boucherie (Jean-Auguste), à Paris, rue Mondovi, n° 4, pour des procédés de conservation des pailles et des graines.

1028° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le baron de Bourgoing (Paul), à Paris, rue de Seine, n° 11, pour des procédés céramiques.

1029° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chapuis frères, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la disposition des appareils en platine servant à la fabrication des acides.

1030° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par le sieur Charbelet (Jean), élisant domicile chez le sieur Meunier, rue de Condé, n° 9, à Lyon, pour des meules mixtes à double effet et aspirantes.

1031° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par l'abbé Cornier (Eugène), curé desservant la commune de Moivre pour une échelle mobile tricolore transpositrice, ou papier transpositeur propre à faciliter l'étude du chant et de la musique.

1032° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Desbeaux (Claude) et Cardinet (Joseph-Émile), à Paris le premier, rue du Grand-Chantier, n° 7, le second, rue Geoffroy-Saint-Hilaire n° 15, pour la fabrication d'une étoffe dite *capuline*, y compris ses éléments et ses applications.

1033° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Desplaces (Gabriel), à Angers, pour un système de charrue en fer.

1034° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Dhérue (Théodore), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des dispositions de pannes-tuiles servant à la couverture des bâtiments.

1035° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Feuillassier (Jean-Étienne), au Hameau-des-Oliviers pour un système de tuile perfectionnée dite *avantageuse*.

1036° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord par les sieurs Flécin et Boott, rue des Arts, n° 43, à Lille pour une machine à vapeur.

1037° Le brevet d'invention, de quinze ans dont la demande a été déposée le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par les sieurs Gillet (François), et Tabourin (François), quai de Serin n° 8, à Lyon, pour un procédé économique de cuire la soie pour les noirs pour toutes les couleurs.

1038° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Goussard (Jean) et Pradel (François), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système propre à brûler la houille dans les machines locomotives sans produire de fumée.

1039° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Mar

par le sieur Haunet (Émile), rue du Grenier-à-Sel, n° 4, à Reims, pour l'amélioration du liège, particulièrement des bouchons, contre les chevilles et les reculemens des boissons gazeuses, notamment des vins de champagne moussant.

1040° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Keim (Frédéric-Chrétien), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de tour à bomber.

1041° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lafon de Caudaval (Auguste-Louis-Marie-Camille), élisant domicile chez le sieur Beau, à Paris, rue Montmartre, n° 146, pour l'application d'une plante textile nommée *diss*, à la fabrication du papier.

1042° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Long aîné (Simon-Pierre), à Pont-Royal, pour un système de chariot à roues doubles et à volants.

1043° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marienval (Louis-Ovide), à Paris, rue Saint-Denis, n° 354, pour perfectionnements apportés à la fabrication des fleurs, feuillages et plantes artificiels.

1044° Le brevet d'invention, de quinze ans dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Merley jeune et compagnie, et Mathieu (Adolphe-Nicolas), quai de la Gironde, à la Villette, pour emploi des déchets de cuirs dans la fabrication du carton et du papier.

1045° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Montès (Nelson), rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 80, à Paris, pour une machine propre au rapage des cannes à sucre.

1046° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Noilly (Pierre), et Patissier (Guillaume), rue Bury, à Tarare, pour la fabrication d'un tissu à jour, remplaçant les tisses anglaises.

1047° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petit (Louis-Claude), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de perfectionnements applicables aux instrumens de musique en cuivre, à piston.

1048° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rabiet aîné (Joseph), à Paris, rue Saint-Maur, n° 78, pour un système de composition de matière plus ou moins plastique et flexible, pouvant remplacer l'ivoire, l'os, la nacre, etc. dans la fabrication des montures d'éventails, de boutons et d'autres articles.

1049° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roberts (Richard), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébas-

tien, n° 45, pour des perfectionnements dans les machines à préparer et à filer le coton et les autres matières filamenteuses.

1050° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Sacouman (Jean), représenté par le sieur Thumin, à Léon-Saint-Henri, banlieue de Marseille, pour un mode de cuisson des briques.

1051° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schoofs (Henri-Joseph), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système dentaire homogène hygiénique.

1052° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shaw (Thomas-Georges), représenté par le sieur Minnons, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour un siphon-vidange.

1053° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sieber (Pierre-Christophe), à Paris, rue Saint-Quentin, n° 37, pour un obturateur à diaphragme à poser sur les conduites de liquides, fluides et gaz.

1054° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par les sieurs Unsworth (James) et Frances (James), à Saint-Pierre-lès-Calais, pour une broche à faire des guipures.

1055° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Viard (Angélique-Constance), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 8, pour une machine à broyer les couleurs, le chocolat et d'autres matières.

1056° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Bagdassar (Nicole-Marie-Agathe-Aglac), représentée par le sieur de Bruslard, au Louvre, à Paris, pour un système de traction applicable aux voitures et charrettes pesantes arrêtées par divers obstacles.

1057° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beer (Sigismond), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements dans la vulcanisation et le traitement du caoutchouc et autres gommages de même nature.

1058° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Berquier (Charles-Célestin) et Richard (Jean-Marie), à Paris, rue Rambuteau, n° 7, pour un tapis-marque pour jeux.

1059° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Biden (James), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

1060° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Gar

par les sieurs Bouniols père et fils, au Vigan, pour l'application d'un extrait de bois au tannage des cuirs.

1061^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Butt (Jean-Guillaume) et Martin (Jean-Alfred), à Paris, le premier, rue Saint-Maur, n° 238, et le second, rue de la Douane, n° 12, pour une machine à vapeur.

1062^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cardot (Charles), Demay (Émile), et Delacroix (Léon), à Paris, passage Choiseul, n° 35, pour un système de parapluies et ombrelles à rotation.

1063^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Caussemille (Joseph-Toussaint), boulevard Dugommier, n° 9, à Marseille, pour la fabrication d'allumettes imitant la bougie dont la flamme résiste au vent.

1064^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charrière fils (Jean-Jules), rue de l'École-de-Médecine, n° 6, pour un instrument de chirurgie.

1065^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Chollet (Pierre-François-Emmanuel), rue Duplessis, n° 12, à Versailles, pour un brodequin à guêtre.

1066^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Orne, par le sieur Davoust (Pierre-François), à Alençon, pour une cartouche à projectiles divisés doublant la portée des armes à feu.

1067^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Cantal, par les sieurs Delmas (Joseph-Justin), à Montsalvy, et Gaillard (Pierre-Auguste), à Aurillac, pour un moyen de décortication du riz.

1068^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Divoir-Leclercq, à Lille, pour une cartouche *Divoir*.

1069^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Doré (François-Félix), à Paris, rue de la Glacière, n° 1, pour une préparation chimique propre à remplacer le tartre dans toutes ses applications à la teinture.

1070^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dormoy (Henri-Louis), représenté par le sieur Armengaud jeune, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de publicité.

1071^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Hautes-Pyrénées, par les sieurs Forgues père et fils (Arnaud et Jean-Marie), à Tarbes, pour un châssis d'éclairage et d'aérage en zinc, vitré sans mastic, à réservoirs et exempt d'infiltrations.

1072^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 avril

1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Guerette père, élisant domicile chez le sieur Bauduin, à Loos, pour une voiture à bains.

1073° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grandpierre (François), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre de pendule à tambour transparent.

1074° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Guillaume (Joseph), au Moulin-Rouge, pour un instrument dit *phlébotome*, propre à saigner les animaux.

1075° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guyot-Brun (Benjamin-Édouard), à Paris, rue du Bac, n° 10, pour un apprêt pour tissus.

1076° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Sapy fils (Louis), à Berne, pour un mouvement de pendule avec quadrature ou sonnerie à répétition.

1077° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kerfhaw (John), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans la fabrication des roues de chemins de fer, en fer.

1078° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Lambilotte (Adolphe), à Carvin, pour un mode de confection de souliers à coutures imperméables.

1079° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lord (John), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour un procédé perfectionné propre à nettoyer la laine ouvrée et non ouvrée.

1080° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lozano (Alphonse-Emmanuel), à Paris, rue Vivienne, n° 41, pour un système de gouttière en cristal.

1081° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meyer (Emmanuel), à Paris, rue Rochechouart, n° 17, pour un système d'impression sur tissus légers.

1082° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Côtes-du-Nord, par le sieur Piver (Charles-Mathurin), à Saint-Brieuc, pour un fusil à charger par derrière.

1083° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poivret (Jules-Nicolas), élisant domicile chez le sieur George, à Paris, rue Saint-Louis au Marais, n° 88, pour un système de métier à tisser.

1084° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richard (Félix), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans les machines à faire le vide, dites *machines pneumatiques*.

1085° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Rubé (François), à Montdidier, pour culots en cuivre et en carton-pâte avec enclume et broche, à tube conducteur, et sa cartouche, ainsi que pour culots en fer avec cheminée ordinaire se divisant, le tout pour usage de fusils se chargeant par la culasse.

1086° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Sébille (Charles), rue Duret, n° 4, à Nantes, pour un système de foyer fumivore à double feu, applicable à toutes les chaudières à vapeur, quels que soient leur forme et leur mode de chauffage.

1087° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shaw (Thomas-George), représenté par le sieur Mennons, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour un système de vidange des tonneaux.

1088° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Treloa (Nicolas), à Paris, rue Rougemont, n° 13, pour application des jaunes d'œufs à la parfumerie.

1089° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vergès (Alphonse-Joseph-Antoine), à Paris, rue Miromesnil, n° 47, pour système de publicité commerciale et industrielle, à l'aide de feuilles d'annonces donnant droit à des primes gratuites qui obligeront à conserver l'annonce pendant un certain laps de temps.

1090° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Willis (James), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés à la construction des parapluies et parasols.

1091° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Acklin (Jean-Baptiste), à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 88, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juillet 1849, pour substitution du papier au carton dans le métier Jacquart, au moyen d'un nouvel appareil.

1092° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bernard (Pierre), à Paris, rue des Trois-Couronnes, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 novembre 1854, pour un appareil propre à la destruction de la fumée des combustibles dans les mines.

1093° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Binet (Jean-Baptiste-Honoré), à Paris, rue Rochechouart, n° 38, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 janvier 1854, pour moyens

de fabrication de glaces, verre, cristal blanc, de couleur ou coloré et applicables à cette fabrication.

1094° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouneau (Jules-Frédéric), à Paris, ruelle Pelée, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 octobre 1853, pour un appareil de chauffage.

1095° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brière (Louis-Joseph-Alexandre), à Paris, rue de Thorigny, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1853, pour un genre d'ébénisterie moulée.

1096° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Brouard (Mathurin), à Angers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 février 1854, pour un système de chaussure imperméable.

1097° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunel (François), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 74, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1853, pour une mécanique à engrenage à repasser les rasoirs et les instruments de chirurgie soi-même : ces derniers mots ajoutés à la déclaration énoncée dans le procès-verbal relatif au titre principal.

1098° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Caroul (Hubert), place de la Liberté, n° 16, à Roubaix, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 novembre 1854, pour économiser le combustible employé au chauffage des machines à vapeur.

1099° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Cazet (Jean-Baptiste), à Aisey-sur-Seine, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 avril 1854, pour un procédé dans la fabrication des tuiles plates et polies en dessus et en dessous.

1100° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Challeton (Jean-François-Félix), à Paris, quai des Orfèvres, n° 38, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 octobre 1853, pour des appareils servant à carboniser et à distiller d'une manière progressive et continue la tourbe, la houille, etc.

1101° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaumont (Michel), à Paris, quai de la Grève, n° 44, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mars 1854, pour une machine perfectionnée à margueriter dite *margueriteuse mécanique*.

1102° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs B. Constant et G. Rollin, représentés par le sieur Blévanus, rue Payenne, n° 14 et 16, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1854, pour un miroir.

1103° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 janvier

1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur De Coster (Pierre-André), à Paris, rue Stanislas, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juillet 1854, conjointement avec le sieur Lespès père, pour un purgeur propre à extraire la mélasse du sucre et le laver, etc.

1104° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delacour (Louis-Félix), à Paris, rue des Trois-Pavillons, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 juillet 1854, pour un système d'écran-store pare-étincelles, s'adaptant dans toutes les cheminées au moyen de pressions.

1105° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Dereins (Jean-Baptiste), Faux-Fossés-Saint-Nicolas, n° 8, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 septembre 1854, pour un cylindre dit *trieur de tous grains et graines*.

1106° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desbordes (Charles-Léon), à Paris, rue des-Fossés-du-Temple, n° 37, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 août 1854, pour des perfectionnements apportés dans la construction des baromètres et thermomètres métalliques.

1107° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desbordes (Louis-François), à Paris, rues des-Fossés-du-Temple, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mai 1851, pour certaines dispositions et certains perfectionnements apportés dans la construction des manomètres, baromètres et autres instruments analogues.

1108° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dopier (Jean-Vincent-Marie), à Paris, rue de la Harpe, n° 66, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1854, pour l'application de la lithographie et de la chromolithographie sur les étoffes au moyen du décalque.

1109° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Duquenoy-Carpentier, à Arras, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 janvier 1854, par le sieur Allez, dont il est cessionnaire, pour le perfectionnement d'une machine à torréfier le café.

1110° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duval (Alfred), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 121, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mai 1854, pour un genre de boutons recouverts de tissus en dessus et en dessous, dits *boutons à oilets*.

1111° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Fontainemoreau (Pierre-Armand), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 21 août 1851, et expirant le 19 juillet 1865, pour une méthode propre à conserver les substances animales.

1112° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Hussenot (Jacques-Auguste-Marcel), à Metz, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 novembre 1852, pour la peinture en feuilles.

1113° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langry (Joseph-Alfred), à Paris, rue Marie-Stuart, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 novembre 1853, pour un remontoir dit *Langry* applicable aux montres, et servant à les remonter et à les mettre à l'heure sans clef.

1114° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, par le sieur Lassus-Coutouné (Jacques), à Andoins, canton de Morlaas, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juin 1854, pour un procédé pour la destruction de la taupe-grillon.

1115° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Magat (Georges), Grande-Rue, n° 6, à Tarare, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 août 1854, pour un système à adapter à la navette volante.

1116° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maniquet père (Jean-Baptiste), représenté par son fils, rue Sainte-Anne, n° 9, à Gentilly, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mai 1852, pour un système d'appareil propre à dévider, développer, filer, retordre, doubler la soie, le coton, etc.

1117° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Marin (Nicolas-Théodore) et Billotte (Léon-Joseph), à Paris, le premier, rue Saint-Victor, n° 17, le deuxième, quai Bourbon, n° 43, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 décembre 1850, pour une fermeture linéaire à ressort.

1118° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morey (Charles), à Paris, rue de la Paix, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1854, pour l'emploi des feuilles, copeaux, restes, rapures, fragments, poussières ou poudre de caoutchouc dur et vulcanisé.

1119° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Nicolle père et fils, à Yvetot, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1854, pour un métier Jacquard perfectionné, dans lequel la marche est supprimée, et à compensateur de la charge.

1120° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piat (Jean-Louis-François), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 55, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1851, pour une toilette à corps mobile, système *Piat*.

1121° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Roch (Michel-Eugène), à Paris, rue de Cléry, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 décembre 1854, pour des papiers de tenture descriptifs.

1122° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Roncourt (Marie-Louise), rue d'Orléans, n° 1, à Neuilly, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juin 1851, pour certaines dispositions dans la construction des barreaux pour la grille des foyers et des fourneaux en général.

1123° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roux (Jean-Baptiste), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 73, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1853, pour un moteur électro-dynamique.

1124° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Sagebien (Alphonse), à Caux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 décembre 1851, pour une roue hydraulique dite *roue à siphon*, prenant son eau sans nivellement.

1125° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Terrolle (Jean), quai Bacot, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 3 mars 1853, pour un manège portatif en fonte à l'usage de l'agriculture ou de toute autre industrie.

1126° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trouble (Louis-Marie), à Paris, rue du Four-Saint-Honoré, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 janvier 1854, pour un timbre autotypique.

1127° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Villeminot-Neuville, à Reihel, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1853, pour un métier *mull-jenny* perfectionné.

1128° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Villeminot-Neuville, à Reihel, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1853, pour un métier *mull-jenny* perfectionné.

1129° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Aubert (Louis), à Paris, rue Grenétat, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 octobre 1844, pour un système de lampes spécial pour les lanternes magiques, fantasmagories, polyoramas, etc.

1130° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bérard-Touzelin (Pierre-Hippolyte-Gustave), représenté par le sieur Battanchon, à Paris, rue Blenc, n° 30, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1853, pour fabrication de feuilles et fleurs glacées.

1131° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Bernard (Jean-Joseph-Toussaint), à Paris, rue de Montmorency, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1854, pour l'application de vernis, gélatine, etc. sur tissus.

1132° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Binet (Jean-Baptiste-Honoré) et Béglin (Jean-Théodore-Henri), à Paris, le premier, rue Rochechouart, n° 38, le second, rue du Faubourg-Montmartre, n° 43, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 novembre 1853, pour perfectionnements dans l'exploitation des vidanges et leur conversion en engrais.

1133° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blot (Amand), à Paris, rue des Trois-Pavillons, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 novembre 1854, pour un système de fabrication des bagues en or, argent, etc.

1134° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boche (Michel), à Paris, rue des Vinaigriers, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1853, pour un système de capsules à tiges applicables aux cartouches des fusils se chargeant par la culasse.

1135° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Chaleyser fils (Jean), rue Sainte-Catherine, n° 6, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 janvier 1855, pour un système de fabrication de velours.

1136° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charles (Jules), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1853, pour perfectionnements et simplification à la sonnerie des pendules.

1137° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevalier (Charles-Louis), à Paris, cour des Fontaines, n° 1 bis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 octobre 1850, pour une lorgnette jumelle mégascopique.

1138° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevalier (Charles-Louis), à Paris, cour des Fontaines, n° 1 bis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1854, pour un appareil dit *euphotographe*.

1139° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevallier jeune (Marie-Octave-Cyrille), rue de Joinville, n° 3, à la Villette, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1854, pour un appareil propre à fondre les suifs par procédé autoclave.

1140° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chibon (Pierre), à Paris, rue Hauteville, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 août 1854, pour un système de planchers en fer, applicable également aux combles des maisons.

1141° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 jan-

1142° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clostre (Joseph), à Paris, rue Sedaine, n° 22, quartier Popincourt, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 avril 1854, pour un système de croisées en fer.

1143° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Fayet (Pierre), rue de la Badouillère, n° 42, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mars 1854, pour un compteur décimal propre au mesurage de toutes espèces de tissus.

1144° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fléchelle (Barthélemy-Louis-François-Xavier), à Paris, rue Neuve-Coguenard, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 septembre 1854, pour un appareil dit *cigare à ressort et sans ressort*.

1145° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Galy-Cazalat (Antoine), à Paris, rue Charlot, n° 58, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 septembre 1851, conjointement avec son épouse, pour un procédé de produire sans frais des courants d'hydrogène et d'électricité, applicable à divers usages, notamment à l'éclairage au gaz par l'électricité.

1146° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gautrot aîné (Pierre-Louis), à Paris, rue Saint-Louis, au Marais, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juillet 1854, pour des perfectionnements apportés dans les instruments de musique en cuivre.

1147° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Grand (Julien), élisant domicile chez le sieur Du Tremblay, rue Vaubecour, n° 6, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1854, pour des perfectionnements dans la fabrication des roues en fer de chemin de fer.

1148° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Gruet (George-Frédéric), rue Sainte-Colombe, n° 2, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 décembre 1854, pour un système de lampe (éclairage à l'huile).

1149° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinier (Thomas), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 novembre 1853, pour des appareils d'obturateurs hydrauliques ou mécaniques applicables aux fosses d'aisances, etc.

1150° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guyard (François-Victor), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juin 1854, pour un système de télégraphie électrique applicable aux convois en marche sur les chemins de fer.

1151° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 jan-

vier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hadfield (William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 18 janvier 1854, et expirant le 14 octobre 1867, pour des perfectionnements apportés aux métiers à tissus.

1151° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Humbrecht (Hippolyte), à Kaysersberg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans, pris le 4 juillet 1854, pour une machine à égruger le malt.

1152° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Journet (Pierre), à Paris, rue de la Lune, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 novembre 1852, pour une petite machine dite *bijou d'Archimède* applicable aux jouets d'enfants et aux jeux d'adresse de tout âge.

1153° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Martin frères, Grand-Chemin d'Aix, n° 25, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mai 1851, pour un procédé ayant pour effet d'empêcher les vents les plus impétueux de soulever et d'enlever les tuiles employées pour la couverture des constructions.

1154° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Massiquot (Jean-Charles-Guillaume), à Paris, rue du Foulard, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juillet 1853, pour une presse lithographique dite *presse-Massiquot*.

1155° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Maurice (Jean-Nicolas), rue Saint-Remy, n° 19, à Épernay, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1848, pour une machine propre à boucher les bouteilles, dite *système Maurice*.

1156° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mosselman (François-Alfred), à Paris, passage Sandrié, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 octobre 1853, pour un procédé de conservation des matériaux de l'œuf, sain ou gâté, et de matériaux du sang.

1157° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noël (Casimir), élisant domicile chez le sieur Loisel, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 61, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris le 20 septembre 1850, pour un genre de bride de cheval.

1158° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noury (Vital-Honoré), à Paris, quai des Grands-Augustins, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 janvier 1853, pour conserve alimentaire.

1159° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pape (Henry), à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 19, et se rattachant

brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1853, pour diverses améliorations dans les instruments de musique, à clavier, notamment les orgues et les pianos, soit réunis, soit séparés.

1160° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Pignet, née Lerpcher (Julie-Louise), à Paris, rue de Buffon, n° 27, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 août 1854, pour bouilloires mobiles pouvant s'adopter à toutes sortes de fourneaux et cheminées.

1161° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pont (Barthélemy), à Paris, rue Bourdaloue, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1854, pour une gravure autographique.

1162° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Pruvost (Augustin), à Wazemmes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1855, pour éviter les déraillements sur les chemins de fer.

1163° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Scheibel (Godefroy), à Paris, rue Grenier-Saint-Lazare, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1854, pour un système de perfectionnements dans la fabrication des porte-cigares, porte-monnaie, etc.

1164° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Sussex (François-Stanislas-Meldon), élisant domicile, à Paris, rue de Provence, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 février 1854, pour moyens de dressage et de polissage des glaces, verres, cristaux, etc.

1165° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas (Léon), à Paris, rue des Beaux-Arts, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 septembre 1846, pour un appareil à chauffer l'air.

1166° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Turck (Sébastien-Antoine), rue du Petit-Boulevard-de-la-Pépinière, n° 24, à Nancy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mai 1854, pour un procédé de fabrication de soude à haut titre.

1167° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Voirin (Henry), à Paris, rue de Sèvres, n° 97, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 janvier 1854, pour un appareil receveur applicable aux presses mécaniques.

1168° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Weil (Frédéric) et Vinchon (Louis-Gustave), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1854, pour la fabrication de l'alcool.

1169° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alexandre (Jacob), à Paris, rue Meslay, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1854, pour perfectionnements apportés dans la construction des accordéons et autres instruments du même genre.

1170° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Armelin (François-Célestin), à Draguignan, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juillet 1854, pour un système de charrua.

1171° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barens (Guillaume-Laurent), à Paris, rue Monsigny, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 janvier 1854, pour un bouton mécanique.

1172° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudouin (Félix-Marie), à Paris, rue des Récollets, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 décembre 1854, pour un système d'isolement des fils télégraphiques.

1173° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par les sieurs Bolbach (Guillaume) et Siébert (Jean-François), à Poissy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 janvier 1854, pour un fusil de munition (jouet d'enfant).

1174° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Candelot (Louis-Fulgence), élisant domicile à Paris, rue Saint-Quentin, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1854, pour un enduit-ciment.

1175° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carlier (Alexis-Joseph), à Paris, rue Neuve-Bourg-l'Abbé, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre 1854, pour un genre de porte-cigares, simples ou combinés avec porte-monnaie porte-feuilles, etc.

1176° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Castets (Auguste), rue de Paris, n° 8, à Puteaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1854, pour la fabrication artificielle de la quinine, titre remplacé par le suivant : *Extraction de bases du cumin et du chardon pour remplacer la quinine.*

1177° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charon (Antoine-Étienne), avenue de Clichy, n° 11, à Batignolles, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1854, pour appareil distributeur transvaseur applicable à la meunerie.

1178° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clément (Jules-Hippolyte), à Paris, rue Férou, n° 8, et se rattachant

au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 août 1853, pour des modifications apportées dans les appareils photographiques.

1179° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Deblock (Louis), rue Nationale, n° 33, à Villefranche, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 février 1854, pour un système de tuiles.

1180° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Decoster (Pierre-André), à Paris, rue Stanislas, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mars 1847, pour un graisseur mécanique continu, à réservoir inférieur applicable à toute espèce de paliers, supports, coussinets, etc.

1181° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Dezeiméris (Pierre-Gustave), au Pont-Long, n° 47, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 novembre 1854, pour appareil d'introduction directe de la vapeur, dans le cylindre des machines.

1182° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Frearson (Samuel), représenté par le sieur Reynaud, à Paris, rue de Hanovre, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 13 décembre 1854, et expirant le 8 septembre 1868, pour des perfectionnements dans la construction et la fabrication des boutons.

1183° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gouel (Auguste-Amand), à Paris, rue du Grand-Chantier, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 août 1851, pour un mouvement d'horlogerie à réveil et quantième pour pièce dite *de voyage*.

1184° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hébert (Auguste-Emmanuel), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 40, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mars 1854, pour un livre-relieur.

1185° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Henry (Jean-Valentin), boulevard de Clichy, n° 48, à Montmartre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 février 1853, pour une serrure de sûreté sans garniture.

1186° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joachim (Jean), à Paris, rue d'Angoulême, n° 61, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1854, pour perfectionnements apportés à la construction des fourneaux de chaudières à vapeur.

1187° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Kuhlmann (Frédéric), à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 août 1854, pour durcissement et coloration des pierres calcaires.

1188° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février

1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lalement (Théodore), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 62, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 août 1853, pour machine pantographique Lalement dite *Lalement*.

1189° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Jacques-Louis), élisant domicile, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1854, pour des perfectionnements apportés aux pistolets atmosphériques.

1190° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Leriche (Jean-Baptiste-Louis), rue Saint-Nicolas, n° 6, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 août 1853, pour un barnais mécanique.

1191° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loubère (François-Auguste), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 43, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 décembre 1852, pour un système de conservation des viandes crues.

1192° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Macaire (David), rue de la Tour, n° 76, à Passy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1851, pour une cannelle de sûreté pouvant être adaptée aux fûts et vases quelconques.

1193° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marie (Henri-Louis), à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 janvier 1855, pour un système de machines à planter et à moissonner les céréales.

1194° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Martel (Charles), rue Godefroy, n° 4, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 mars 1854, pour une machine à fabriquer les pavés en ciment.

1195° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meyer (Jean-Frédéric), à Paris, rue Meslay, n° 30, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 décembre 1854, pour un genre de décoration des éventails, boîtes en carton, etc.

1196° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Moison (François-Théophile), à Mouy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 novembre 1854, pour un régulateur de moteurs.

1197° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne par le sieur Morel (Antoine-Allyre), à Reims, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 décembre 1853, pour une dresseuse alternative.

1198° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 fé

rier 1856, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Mouton (Louis), régisseur au fourneau de Fontaine-Française, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 février 1854, conjointement avec le sieur Ridenne, pour le modèle d'une sonde à tarière pour vis de pression.

1199° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Patureau (Pierre), à Paris, rue de Lancry, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juin 1854, pour un robinet à pression.

1200° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parrève (Pierre-Édouard-Ulysse-Victor), à Paris, rue de Seine, n° 37, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 septembre 1854, pour un bandage herniaire.

1201° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piat (Jean-Louis-François), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 36, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 novembre 1851, conjointement avec le sieur Langlet, pour un rail pour la conduite des lits et de toute espèce de meubles.

1202° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rémond (Amédée-François), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 septembre 1854, pour une préparation de feuilles métalliques propres à la fabrication des capsules.

1203° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rennes (Alexandre-Joseph-Marie), à Paris, rue de l'Aiguillerie, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 juin 1850, pour des perfectionnements apportés dans la broserie.

1204° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rötter (Jean-Baptiste-Édouard), à Paris, rue des Trois-Couronnes, n° 41, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 janvier 1855, conjointement avec le sieur Humblot, pour application d'un système à l'extraction de la laine, des étoffes et tissus où elle est mélangée avec des matières textiles végétales, etc.

1205° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Talabot (Joseph-Léon) et Stirling (John-Davie-Morris), représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juillet 1853, pour perfectionnements dans la fabrication du fer.

1206° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tellier (Charles-Louis-Abel), élisant domicile chez son père, rue du Havre, n° 5, aux Batignolles, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1853, pour des préparations alimentaires.

1207° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Torgue (Antoine-Frédéric), à Alger, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 juillet 1854, pour une presse destinée au pressurage des huiles, des vins, du coton, du tabac, des draps, etc.

1208° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Warcup (William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 16 novembre 1853, expirant le 26 mai 1867, pour des perfectionnements dans la construction des ressorts pour voitures et autres usages.

1209° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barth (Pierre-Frédéric), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 septembre 1852, pour un procédé de fabrication de boutons massifs et autres.

1210° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Benoit-Dulaurier (Jean-Pierre), à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1854, pour une machine propre à faire toutes espèces de chaussures, etc.

1211° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertin (Marie-Philippe-Charles), à Paris, rue Cadet, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1854, pour bouteilles à capsules hermétiques.

1212° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bicheron (Paul), à Paris, rue Saint-Denis, n° 268, cour des Bleus, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 février 1851, pour un moyen d'appliquer l'acier à l'intérieur des cravaches, etc.

1213° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boudier (Théodore-Camille), à Paris, rue Joubert, n° 28, et se rattachant au brevet de quinze ans pris, le 27 juin 1854, pour un genre de gants.

1214° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chenot (Claude-Bernard-Adrien), rue du Landy, n° 66, à Clichy-la-Garenne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1853, pour normalisation, enrichissement et emploi des gaz dans les usages métallurgiques et autres.

1215° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Damiens (Alphonse-François), à Paris, rue du Bouloi, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 février 1854, pour un remontoir de montre sans clef.

1216° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 fé-

vrier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Mayenne, par le sieur Dupré (Jean-Baptiste), à Château-Gontier, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 décembre 1854, pour un système de plumes métalliques dites *alimentaires*.

1217° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (François), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 août 1852, pour un métier de tissage circulaire.

1218° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gil'bec (Henry), à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 janvier 1855, pour un système de moteur électro-magnétique.

1219° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Grenier (Jean-François), à Vandeuil, et se rattachant au brevet d'invention de cinq ans pris, le 18 septembre 1854, pour une machine à frictionner toute espèce de grains.

1220° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Grosrenaud (Pierre-Louis), à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juin 1854, pour des fours à coke fumivores.

1221° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Henry (Louis-Ambroise), rue Stanislas, n° 1, à Nancy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mai 1852, pour types de rails permanents, en fer, etc.

1222° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Henry (Louis-Ambroise), rue Stanislas, n° 1, à Nancy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1853, pour un système économique de chemin de fer, etc.

1223° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nouy dit Navarre (Louis-Jean), à Paris, rue des Tournelles, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 février 1854, pour l'application sur les papiers, toiles, parchemins, peaux, etc. de la pierre meulière pure ou vitrifiée ou émerisée à volonté, pour polir les bois, les métaux, le marbre, la corne, l'ivoire, etc.

1224° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jaloureaux (Denis-Laurent-Urbain-Alfred), à Paris, rue de Douai, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 9 janvier 1850, par le sieur Soëtens, dont il est cessionnaire, pour la fabrication d'une lave fusible.

1225° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Josselin (Jean-Julien), à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 37, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 décembre 1852, pour un busc mécanique simplifié perfectionné pour corsets.

1226° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Jules), avenue de Neuilly, n° 164, à Neuilly, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1853, pour papier hydrofuge et aérofuge.

1227° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Moillard et compagnie, à Paris, rue de Berlin, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1854, pour des procédés de dévidage des cocons et production de la soie grège.

1228° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Miraud (Jean), à Paris, rue du Petit-Pont, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 septembre 1852, pour système de sonneries électriques.

1229° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par les sieurs Mongin (Nicolas), à Bezonotte, et Bouveret (Charles), représenté par le premier, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 janvier 1855, pour un patouillet à cheval, locomobile, pouvant être mû également par la vapeur.

1230° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Murgue (Charles), à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 octobre 1853, pour un système de sommiers élastiques.

1231° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mustel (Charles-Victor), à Paris, rue de Malte, n° 42, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1854, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des orgues dites *expressives*, etc.

1232° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ouin (Frédéric-Hippolyte), à Paris, boulevard du Temple, n° 40, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1855, conjointement avec le sieur Mauduit, pour une machine hydraulique reproductrice par elle-même.

1233° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pape (Henri), à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 septembre 1853, pour diverses améliorations dans les pianos de toute espèce.

1234° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pinondel de la Bertoche (Hippolyte-Victor), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1855, pour l'application de la racine d'asphodèle et de ses résidus après sa distillation, à la fabrication de toute espèce de papier, etc.

1235° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février

1853, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rabaté (Théodore-Marie) et Rettig (Jacques), le premier, à Paris, rue de Nemours, n° 25, et le second, à Belleville, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 septembre 1854, pour une machine à rebrouser les cuirs.

1336° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Renaud (Athanase), à Darnay, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 décembre 1853, pour une machine à fabriquer des clous perfectionnés.

1337° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Renaud (Pierre), représenté par le sieur Manière, chez le sieur Desglas, au Petit-Colombe, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1854, pour un tonneau séparateur.

1338° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roquancourt (Louis-Nicolas), à Paris, rue de Grammont, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 février 1854, pour un système d'emballage de chapeaux de dames.

1339° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rostaing (Charles-Sylvestre), à Paris, rue d'Alger, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 janvier 1855, pour la fabrication de couleurs interchangeables et non vénéneuses.

1340° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Roy (Jean-Baptiste-Auguste), à Tonnerre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 février 1854, pour un procédé pour l'extraction et la purification de la crème de tartre et de l'acide tartrique : addition ayant pour objet l'extraction du bitartrate des sucres acides des fruits mûrs et non mûrs.

1341° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur de Saint-Hilaire (Henri-Pierre-Bénjamin), rue des Treuils, n° 73, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1855, pour un pont mixte, à jetées submersibles et à tabliers suspendus, divisés et mobiles.

1342° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Schloss (Henri) et frère, à Paris, rue Chapon, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 août 1851, pour des perfectionnements aux sacs de voyage, sacs à ouvrage et autres sacs analogues.

1343° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schwickardi dit Aubert (Louis), à Paris, rue de Vaugirard, n° 57, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 octobre 1853, pour des combinaisons de charpentes en fer, applicables aux constructions de terre et de mer, etc.

1344° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 fé-

vrier 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Sion (Denis-Adolphe), rue Sous-les-Saints, n° 7, à Orléans, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1854, pour un appareil destiné à chauffer au bois les machines à vapeur.

1245° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Sollier (Fritz), à Caudéran, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mars 1854, pour un genre d'enduit propre à empêcher les huiles de traverser les étoffes.

1246° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thibert (Louis-Henri), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 62, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mai 1854, pour un genre de lorgnette.

1247° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trussy (Joseph-François-Marius), à Paris, rue Folie-Méricourt, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juillet 1854, pour une verge de rideau dite *verge cabestan*.

1248° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ziegler (Jacques-Ulric), à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1855, pour application des machines à vapeur dites *horizontales*.

1249° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bauwens (Félix-Lieven), représenté par le sieur Napoléon-Lieven Bauwens, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 43, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 16 mars 1853, et expirant le 23 octobre 1866, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des bougies stéariques et des huiles.

1250° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Bergeret, née Berg (Louise-Caroline), à Paris, place Royale n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 septembre 1854, pour un système de garniture élastique végétale, applicable aux sièges, sommiers, divans, etc.

1251° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bernardin (Constant-Flavien), élisant domicile chez le sieur Deville, à Paris, rue d'Enfer, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 octobre 1854, pour un compteur applicable aux voitures publiques.

1252° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Binet (Jean-Baptiste-Honoré), à Paris, rue Rochechouart, n° 38, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 juin 1852, pour un système de décoration sur glace, verre, cristal, à l'aide de la peinture, de l'é-tamage et de l'argenture.

1253 Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Binet ((Jean-Baptiste-Honoré) et Béglin (Jean-Théodore-Louis), à Paris, le

premier, rue Rochechouart, n° 38, et le second, rue du Faubourg-Montmartre, n° 43, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 novembre 1853, pour des perfectionnements dans l'exploitation des vidanges et leur conversion en engrais.

1254° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourseret (Eugène-François), à Paris, rue Neuve-Coquenard, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 février 1855, pour la fabrication mécanique de boulons, rivets, etc.

1255° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Charmetton-Botton (Jean-Marie), rue de la Quarantaine, à Villefranche, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1854, pour un procédé propre à chiner et à tigrer les matières à tisser.

1256° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Crussard (Jean-Claude), à l'Hermitage-de-Sixt, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mai 1854, pour une charrue perfectionnée dite à *indicateur*.

1257° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dameron (Louis), à Paris, rue du Dragon, n° 25 et 31, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mars 1854, pour perfectionnements dans la construction des voitures.

1258° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debain (François-Alexandre), à Paris, rue Vivienne, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1854, pour dispositions applicables aux instruments de musique à clavier.

1259° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame Decaën (Émile), à Grigny, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 février 1854, pour un système de foyers à grilles transversales.

1260° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Devisme (Louis-François), à Paris, boulevard des Italiens, n° 36, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 novembre 1854, pour un pistolet revolver français.

1261° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duméry (Constant-Jouffroy), à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 54, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 janvier 1853, pour des perfectionnements dans la construction des sifflets d'alarme et de sûreté.

1262° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duverger (Louis-Camille-Eugène), à Paris, rue des Grès, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 janvier 1855, pour des perfectionnements à la stéréotypie.

1263° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mars

1855, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Lacanau (Jacques), à Sorgues, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 août 1852, pour un four à double effet à chaux et à gaz.

1264° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lanet de Linencey (Édouard), à Paris, boulevard des Capucines, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mars 1854, pour changements dans l'établissement des chemins de fer et pour des perfectionnements.

1265° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Laurencel, née Duhamel (Brigitte-Anne), à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 septembre 1854, pour moyens d'extraction des sucs de légumes propres à colorer les bouillons, les sauces, etc.

1266° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lépaule (Émile), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1855, pour un appareil guide-mèche appliqué à la peigneuse Schlumberger.

1267° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leyherr (Charles), représenté par le sieur Mathien, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 janvier 1855, pour un cylindre peigneur circulaire.

1268° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par la demoiselle Lorentz (Maria), rue du Montet, n° 25, à Nancy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 février 1854, pour un produit industriel dit *attache volante* pour courroies mécaniques.

1269° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lozano (Alphonse-Emmanuel), à Paris, rue Vivienne, n° 41, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 décembre 1854, pour un encrier cacheteur.

1270° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mainfroy (Louis-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 41, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 février 1854, pour l'application du fer et du zinc au bois, dans la fabrication, à la mécanique, de la menuiserie.

1271° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Martin (François) et Miallet (Gilbert), place du Plâtre, n° 9, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1854, pour un système de ramonage et appareils contre l'incendie des cheminées.

1272° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par

le sieur Nau (Pierre), à Berson, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mai 1854, pour un système de fermeture s'appliquant aux ouvertures de toute espèce des propriétés bâties.

1273° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Parisot (Charles-Louis-Amand) et Gorjux (Philippe), à Paris, passage du Désir, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 août 1853, pour machine à tordre les fils de soie, de coïon, de lin, etc.

1274° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieurs Pétry père (Joseph-Albert) et Pétry fils jeune, à Voulaines, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mars 1854, pour une horloge à remontoir, à vibrations libres, à compensateur et à sonnerie, sans rouages.

1275° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pierrard (Jean-Joseph-Jules), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 avril 1853, pour des perfectionnements dans la commande des broches et du chariot des métiers à filer, etc.

1276° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pierrard (Jean-Joseph-Jules), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 janvier 1852, pour un démêloir-étireur à développement progressif appliqué au peignage.

1277° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Poirret (Jules-Nicolas), à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 janvier 1855, pour un système de métier circulaire à aiguilles à tricoter.

1278° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sculfort, Malliar et Meurice, représentés par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 décembre 1854, pour un système de filières circulaires dites du Nord.

1279° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Ronze (Raymond), cours Bourbon, n° 3, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 novembre 1853, pour économie de cartons d'articles façonnés fabriqués avec un genre de Jacquart.

1280° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sisco (Antoine-Dominique), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 95, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 avril 1849, pour un instrument dit *lavoir bouchon* propre à nettoyer les armes à feu sans les démonter.

1281° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

colonel baron de Saurce (Charles-Gabriel), à Paris, rue Lafayette, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1855, pour l'emploi de plantes textiles propres à la fabrication du papier, et préparation desdites substances.

1282° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Telle (Julien-Aimable), rue de Paris, n° 228, à Belleville, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1854, pour un système de chemin de fer dans l'intérieur de Paris et des villes considérables.

1283° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Terzuolo (François-Paulin), chez le sieur Hivert, à Paris, rue d'Aguesseau-Saint-Honoré, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 novembre 1854, pour un système de direction des ballons.

1284° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thibault (Louis-Ulysse), à Paris, rue du Temple, n° 156, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1854, pour châssis à tabatières et combles en fer vitrés.

1285° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vigoureux (Stanislas), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} février 1855, pour un procédé d'impression en relief des étoffes et tissus en général.

1286° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vigoureux (Stanislas), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 avril 1849, pour un bobinoir à plusieurs mèches distinctes.

1287° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur White (Timothy), élisant domicile chez le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention du 29 décembre 1854 expirant le 14 décembre 1868, pour des perfectionnements dans la construction des maisons et baraques portatives.

1288° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Allaire (Simon), à Paris, rue Quincampoix, n° 31, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 novembre 1854, pour un perfectionnement à la chapellerie.

1289° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur André (Pierre), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 janvier 1855, pour un moulin destiné à la mouture des blés autres grains et châtaignes.

1290° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par

dame veuve André (Jacques), représentée par le sieur Fluhr, à Thann, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1854, pour une disposition de chaudière à vapeur.

1291° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudouin (Félix-Marie), à Paris, rue des Récollets, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 octobre 1849, pour un système de lave artificielle à base de silice.

1292° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Baudron (Antoine-René), à Angers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juin 1853, pour une machine propre à tailler les ardoises.

1293° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bérard-Touzelin (Pierre-Jules), représenté par le sieur Battanchon, à Paris, rue Bleue, n° 30, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 avril 1853, pour fabrication de feuilles et fleurs artificielles par l'extraction de la cire.

1294° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bérard-Touzelin (Pierre-Nippolyte-Gustave), représenté par le sieur Battanchon, à Paris, rue Bleue, n° 30, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1853, pour la fabrication de feuilles et fleurs glacées.

1295° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bernier (Claude-Julien), à Paris, rue Geoffroy-Langevin, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 août 1853, pour des fermetures de bouches de chaleur.

1296° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boissonneau (Auguste), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juillet 1854, pour des perfectionnements apportés à la prothèse oculaire.

1297° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le chevalier Bonelli (Gaëtan), représenté par le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 janvier 1855, pour un système de télégraphie ou télégraphe des locomotives.

1298° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boussus (François-Joseph), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 décembre 1854, pour des perfectionnements dans les peignes *Josué-Heilmann*, pour laine, coton, soie et toutes les matières filamenteuses.

1299° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur

Bruneau (Narcisse-Désiré), à Aschères, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1854, pour des châssis de croisées.

1300° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bufnoir (Georges), rue Centrale, n° 70, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mars 1854, pour un système de bouchon.

1301° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Cail (Jacques), à Denain, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 février 1854, pour construction de roues en fer forgé pour locomotives et waggons, avec moyeux, assemblées à queue d'aronde, avant le soudage.

1302° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coulembier (François-Martin), rue Capron, n° 13, à Batignolles, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 décembre 1854, pour l'application de la gutta-percha à la fabrication et au doublage des articles dits de voyage.

1303° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debs (Antoine-François-Julien), élisant domicile chez le sieur Armeugaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 février 1854, pour un système de frein permettant d'arrêter aussi promptement que possible les convois de chemins de fer.

1304° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duvoir (Narcisse), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juin 1854, pour une turbine à réaction.

1305° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferrier (Denis-Eugène-Victor), à Paris, boulevard Montmartre, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 janvier 1855, pour un système de pendule à cadran transparent éclairé dans son intérieur.

1306° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Foussier (Jacques), à Limoges, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mars 1853, pour un procédé de latrines inodores.

1307° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garçon (René), barrière d'Italie, n° 4, à Gentilly, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1855, pour des perfectionnements apportés dans les moyens de combustion de la fumée.

1308° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Girard (Louis), à Pertuis, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 10 janvier 1854, pour un éléotribe avec presse perfectionnée.

1309° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mars

1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Grébel, à Denain, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre 1852, pour roues en fer laminé, destinées à rouler ailleurs que sur les voies ferrées.

1310° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hervé (Jacques-François-Henri-Hippolyte), à Paris, rue Taitbout, n° 48, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 août 1854, pour la fabrication de nouvelles compositions propres à rendre imperméables les tissus, papiers, etc.

1311° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jaulin (Louis-Julien), à Paris, rue Albouy, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 décembre 1853, pour un instrument à clavier transpositeur dit *orgue vertical à répercussion*.

1312° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jean (Amand-Benoît-Joseph), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 octobre 1854, conjointement avec le sieur Raymond, pour une machine à battre le cuir, etc. dite *machine à marteau central*.

1313° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jean (Amand-Benoît-Joseph), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} décembre 1854, pour un système de foyer fumivore applicable aux fourneaux industriels.

1314° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laurent-Préfontaine (Pierre-Charles-Paul), à Paris, boulevard de l'Hôpital, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 janvier 1855, pour une machine dite *fronde hydraulique*.

1315° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Letestu (Jean-Marie), à Paris, rue du Temple, n° 118, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 octobre 1854, pour des perfectionnements généraux dans les appareils hydrauliques.

1316° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroy (Benoît), représenté par le sieur Traxler, à Paris, rue de Labruyère, n° 20, et se rattachant au brevet d'invention de cinq ans pris, le 2 mars 1854, pour un appareil en tôle émaillée servant à la distillation et à la rectification du jus de betterave, de mélasse et de grains.

1317° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mancel de Valdouer (Amand-François-Marie), à Paris, rue Taitbout, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1854, pour perfectionnement et application d'un système de chemins de fer applicable sur toutes les routes ordinaires et autres voies de communication.

1318° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les

sieurs Mauduit (Armand) et Ouin (Frédéric-Hippolyte), le premier à Belleville, le second à Paris, boulevard du Temple, n° 40, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1855, pour une machine hydraulique reproductrice par elle-même.

1319° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moreau (Louis), à Paris, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, n° 21, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 avril 1852, pour un four à carboniser dit *four à étouffoir hydraulique*.

1320° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nonon (Jacques), à Paris, rue Rochechouart, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mars 1854, pour des perfectionnements apportés dans la disposition des instruments de musique en bois.

1321° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ozou de Verrie (Auguste-Toussaint), représenté par le sieur Delacroix, à Paris, rue Vanneau, n° 37, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juin 1854, pour un système de chauffage à courant d'air forcé, s'appliquant à tous les foyers employés dans l'industrie, tels que machines à vapeur, et aux usages domestiques, tels que cheminées, poêles, calorifères, fourneaux, etc.

1322° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Sainte-Marie (Georges-William¹ Arnoult), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 novembre 1854, pour un système de perfectionnements dans la fabrication des capsules métalliques pour le bouchage des bouteilles, vases, flacons, etc.

1323° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Samson (Louis-Victorin-Frédéric-Robert), à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 34, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 octobre 1854, pour vitraux photographiques.

1324° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schlœsing (Théophile), à Paris, rue d'Austerlitz, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juin 1854, pour procédés propres à extraire directement les carbonates de soude du chlorure de sodium.

1325° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sisco (Antoine-Dominique), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 95, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mai 1850, pour une combinaison de métaux et de deux machines propres à la fabrication des câbles-chaines.

1326° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tilghman (Richard-Albert), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 22 mars 1854, et expirant le 9 janvier 1868, pour des procédés dans le traitement des

corps gras et huileux, principalement applicables à la fabrication du savon, de la chandelle et de la glycérine.

1317° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weil (Frédéric), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1854, conjointement avec le sieur Vinchon, dont il est cessionnaire, pour la fabrication de l'alcool.

1318° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Wirth (Samuel), place de la Préfecture, n° 1, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mars 1854, pour un genre d'échappement de piano droit.

1319° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bour (Joseph), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 15 mars 1854, et expirant le 3 mars 1868, pour des procédés d'évaporation des dissolutions saccharines.

1330° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Camion (Auguste), à Vignes-au-Bois, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1855, pour un système de serrure.

1331° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Carrère (Pierre-Marie), Corboran (Zéphirin) et Conte (Charles), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 135, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 décembre 1854, pour le traitement de la corne par le caoutchouc.

1332° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bresson (François), à Paris, rue de Bretagne, n° 57, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 janvier 1855, pour un foyer fumivore avec cylindre à poche et recouvrements élastiques, ou cylindre à jour.

1333° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chatigner (Louis-Denis), à Paris, rue Saint-Victor, n° 49, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1854, pour un mastic servant à la jonction des tuyaux ou conduits de vapeur, d'eau et de gaz.

1334° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delpech aîné (Jean-André-Cécile-Nestor), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 avril 1852, pour une pompe à la fois aspirante et foulante dite *pompe castraise*.

1335° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desbordes (Louis-François), à Paris, rue des Fossés-du-Temple, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mai 1851, pour certaines dispositions et certains perfectionnements apportés dans la construction des manomètres, baromètres et autres instruments analogues.

1336° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Dugléré (Jean-Baptiste), à Paris, rue du Four-Saint-Honoré, n° 34, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mai 1852, par le sieur Bellezanne, dont il est cessionnaire, pour un système de vidange des fosses d'aisances.

1337° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durafort (Jean-Marie-Alfred), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 octobre 1854, pour un goulot de bouteille.

1338° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Évrard (Maximilien), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1854, pour une machine dite *souloir-tireur*.

1339° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Fauré (Raymond-Marie-Martial), à Romans, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 janvier 1854, pour la teinture des peaux de moutons, agneaux et lapins.

1340° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaffée (François), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mars 1854, pour un soufflet perfectionné pour l'insufflation du soufre sur la vigne.

1341° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de la Gérinière (Louis), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 novembre 1853, pour un procédé d'ornementation appliqué aux plaques de propreté.

1342° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Goldenberg et compagnie, à Zornhoff près Saverne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mai 1853, pour un genre de moulin à café.

1343° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Gonon (Jacques), rue du Treuille, n° 33, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 février 1852, pour un battant-brocheur et ses accessoires destinés à la fabrication des rubans.

1344° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Grenet fils (Eugène) et Fonvielle (Wilfrid), à Paris, le premier rue du Grand-Saint-Michel, n° 25, et le second rue Saint-Benoit, n° 21, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 septembre 1854, pour un moteur électro-magnétique.

1345° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par le sieur Guibal (David-Paul-Armand), à Castres, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 janvier 1851, pour une machine à défoncer les terres.

1346° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hermann (Georges), à Paris, rue de Charenton, n° 92, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 octobre 1846, pour des machines propres à mélanger et à broyer diverses substances.

1347° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Huiland (John-Simon), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 29 novembre 1854 et expirant le 1^{er} mars 1868, pour des perfectionnements apportés aux serrures.

1348° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Honfroy (Baptiste-Aimé), représenté par le sieur Huret, rue Saint-Denis, n° 29, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 août 1854, pour un cylindre remplaçant le tiroir dans les machines à vapeur fixes ou autres.

1349° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Huille (Olivier), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 février 1855, pour des perfectionnements dans les machines à peigner.

1350° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kingsford (Christopher), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 22 mai 1854, et expirant le 1^{er} octobre 1866, pour des perfectionnements apportés dans les procédés de compression ou de solidification de la tourbe, du charbon pulvérisé et d'autres matières oléagineuses ou bitumineuses, et dans les appareils employés à cet effet.

1351° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Kuhlmann (Frédéric), à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1855, pour des procédés de peinture, d'impression et d'apprêtage.

1352° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Langlois (Louis-Napoléon) et Clavières (Jean-Baptiste), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 juillet 1854, pour une disposition de construction de générateur tubulaire de vapeur applicable à la navigation, aux locomotives, locomobiles et aux usines qui ont besoin de vapeur sèche, à une haute température et même gazéifiée.

1353° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Langlois (Alphonse), rue Sainte-Élisabeth, à Roanne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} décembre 1853, pour un système d'appareils propres à l'extraction de la fécule.

1354° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lecomte (Philippe), rue d'Orléans, n° 39, au Havre, et se ratta-

chant au brevet d'invention de dix ans pris, le 11 décembre 1854, pour une boisson dite *essence spruce-fair*.

1355° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lefol (Pierre-Casimir) et Martin (Adrien-Georges), à Paris, boulevard Contrescarpe, n° 40, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 mars 1854, pour un système de fabrication de roues en fer.

1356° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaour (François-Louis-Marie), élisant domicile chez les sieurs Mathieu Chautour et compagnie, Grande-Rue, n° 26, à la Chapelle-Saint-Denis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 août 1854, pour une disposition d'appareils propres au lavage, au pétrissage, au salage et à la filtration à froid du beurre salé.

1357° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Maillard (A.) et compagnie, à Paris, rue de Berlin, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1854, pour des procédés de dévidage des cocons, et production de la soie grège.

1358° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morey (Charles), à Paris, rue de la Paix, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1854, pour l'emploi de feuilles, copeaux, restes, rapures, fragments, poussière ou poudre de caoutchouc dur ou vulcanisé.

1359° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Paquin aîné (François-Léonce) et Grellet aîné (Guillaume-Jean), à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 janvier 1855, pour une machine à faire des chevillettes et clous de toutes formes et dimensions, en fer, en cuivre et autres métaux, pour construction de navires, de chemins de fer et de charpente.

1360° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Petit (Jean-Baptiste), avenue de Grammont, n° 13, à Tours, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1854, pour un système de coupe-paille à vis sans fin.

1361° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pierrard (Jean-Joseph-Jules), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 janvier 1852, pour un déméloir-étireur à développement progressif appliqué au peignage.

1362° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Purnelle (John-Chillcott), représenté par le sieur Williamson, à Paris, rue Bleue, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 15 septembre 1854, et expirant le 26 juillet 1868, pour des perfectionnements apportés dans l'obtention et l'application de la force motrice.

1363° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Roch (Michel-Eugène), à Paris, rue de Cléry, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 décembre 1854, pour des papiers de teinture descriptifs.

1364° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sawicki (Jean), à Paris, rue du Sentier, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 avril 1854, pour des procédés et appareils propres à mieux utiliser le calorique.

1365° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schielz (Jean-Pierre), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 97, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1854, pour un genre de coiffure remplaçant le chapeau et la casquette.

1366° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Scoultetten (Henry-Joseph-Robert), à Metz, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 février 1853, conjointement avec le sieur Winderling, pour la fabrication et l'application d'une pâte dite *etudenne*.

1367° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Weissandt (Édouard), rue des Tanneurs, n° 44, à Strasbourg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 mars 1853, pour un appareil destiné à faciliter l'enseignement de la géométrie descriptive dit *stéréographe*.

1368° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Badimon (Charles), à Marmande, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 octobre 1852, pour une machine à souler la vendange et un procédé propre à la coloration du vin.

1369° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bère (Anatole), à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 décembre 1854, pour un système de chaudière à vapeur.

1370° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bernard (Auguste), passage Coste, n° 2, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mars 1854, pour un genre de tuiles.

1371° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Bornèque (Gustave), à Baviiliers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 janvier 1855, pour l'application au tissage mécanique d'un mécanisme à deux navettes à mouvement alternatif et discontinu, et pour la fabrication elle-même des tissus à carreaux ou en bandes sur la largeur de l'étoffe, produit par le tissage mécanique, à l'aide de deux navettes, soit avec trames de diverses couleurs, soit avec trames de diverses grosseurs.

1372° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Bouillet (Pierre-Fortuné), Grande-Rue, n° 17, à Fontainebleau, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mai 1854, pour perfectionnements apportés aux soufflets propres à soufrer la vigne.

1373° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril

1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Bourrel, rue Saint-Rome, n° 31, à Toulouse, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 31 août 1853, pour l'application de la gutta-percha à la chapellerie.

1374° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Branche aîné (Hippolyte-Edme-Nicolas), à Paris, rue du Delta, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 août 1854, pour des perfectionnements apportés dans les régulateurs à air, pour moteurs de tous genres.

1375° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunfaut (Jules), à Paris, rue Duperré, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 février 1855, pour un système de fourneau de fusion des matières propres à la fabrication du verre.

1376° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Buhler (Jean), à Tagolsheim, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 septembre 1854, pour un plongeur moteur.

1377° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charageat (Gabriel-Émile), à Paris, cour des Bleus, n° 268, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 février 1854, pour des perfectionnements dans la construction des ombrelles, des marquises et des parapluies.

1378° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Charpentier (Louis), avenue de Colbert, n° 5, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 septembre 1854, pour la fabrication d'un genre de tuiles.

1379° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coëz (Emmanuel-Désiré), à Saint-Denis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1853, pour un procédé de fabrication de laques extraites des bois de cuba et de fustel.

1380° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delacroix (Charles-Alexandre), à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 57, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juillet 1853, pour des applications de fleurs et feuillages artificiels.

1381° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dinvoir (Narcisse), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juin 1854, pour une turbine à réaction.

1382° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gaultier de Claubry (Henri-François) et Verrier (Nicolas), à Paris, le premier, rue des Fossés-Saint-Victor, n° 45, le second, rue Saint-Paul, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 août 1854, pour un système d'enrayage des convois, sur les chemins de fer.

1383° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars

1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Grenet fils (Eugène) et Fonvielle (Wilfrid), à Paris, le premier rue du Grand Saint-Michel, n° 25, le second rue Saint-Benoit, n° 21, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 septembre 1854, pour un moteur électro-magnétique.

1384° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinier (Thomas), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 décembre 1853, pour des perfectionnements à des appareils hydrauliques applicables à l'aspiration ou à la distribution des eaux, gaz et fluides.

1385° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Henry (Louis-Ambroise), rue Stanislas, n° 1, à Nancy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1853, pour un système économique de chemin de fer composé de nouveaux rails.

1386° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Jérôme (François-Victorice), rue Caumartin, n° 8, à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 février 1851, pour un système de nettoyage des grains à la Jérôme française.

1387° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kay (Richard-Dugdale), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 28 novembre 1854, et expirant le 2 septembre 1868, pour des perfectionnements dans l'impression à la mécanique.

1388° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Krieger (Antoine), à Paris, rue du Faubourg-Saint Antoine, n° 76, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 mars 1854, pour un système de développements de bureaux et autres meubles.

1389° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lebel (Victor-Joseph) et Fourniol (Jean), à Paris, le premier, rue Saint-André-des-Arts, n° 26, le second, rue Grégoire-de-Tours, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mars 1854, pour une presse typographique.

1390° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Leplay, élisant domicile, chez le sieur Danel, grande place, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mars 1854, pour des procédés et appareils de distillation applicables à la fabrication de l'alcool de betterave.

1391° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lesobre, Ménard et compagnie, représentés par le sieur Ménard, à Paris, rue de la Vieille-Estrapade, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1851, par le sieur Rolland, dont ils sont cessionnaires, pour un pétrin mécanique propre au pétrissage de toute pâte de boulangerie, etc.

1392° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Margueritte (Louis-Joseph-Frédéric), à Paris, rue Saint-Georges, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mars 1855, pour la précipitation de divers sels, de leur dissolution, au moyen de l'acide chlorhydrique.

1393° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Marshall (William), à Wacquinghem, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1854, pour la fabrication du fer creux aciéré ou non aciéré.

1394° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nisolle (François), élisant domicile chez le sieur Triozon, à Paris, rue Garancière, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1854, pour un mordant applicable à l'impression des étoffes.

1395° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nivière (Marie-Maurice-Isidore), à Paris, rue du Bac, n° 40, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mars 1854, pour un appareil abdominal.

1396° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Pécou (Adolphe), rue Coutellerie, n° 13, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1854, pour un loch sondeur.

1397° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Plancher (Casimir-Pierre), à Paris, rue Lafayette, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1853, pour un tampon chimique ou pâte propre à recevoir toute espèce d'encre d'imprimerie pour timbres.

1398° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Poyagut (Émile-Cyprien), rue d'Albret, n° 19 et 21, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 août 1854, pour la fabrication du phosphore ou sel urique combiné.

1399° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par les sieurs Robsin (Jean-Sylvestre), à Saint-Georges, et Arbey (Pierre-Augustin), à Sancey-le-Grand, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 novembre 1853, pour un système de tuile.

1400° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rostaing (Charles-Sylvestre), à Paris, rue d'Alger, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 janvier 1855, pour la fabrication de couleurs interchangeables et non vénéneuses.

1401° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par les sieurs Sagnes (Jean-François), à Toulon, et Giraud (Joseph), à Hyères, et se ratta-

chant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mai 1853, pour une pompe hydraulique.

1401° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sibille (François-Henri), à Paris, rue de Navarin, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 février 1855, pour moyens de décoration de céréales.

1403° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sisco (Antoine-Dominique), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 95, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 avril 1854, pour diverses méthodes de fabrication de bandages de roues et autres objets applicables aux chemins de fer, etc.

1404° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Terme (Aimé), à Saint-Julien-en-Jarret, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 janvier 1855, pour un métier propre à la fabrication du cordonnet pour franges ou passementerie.

1405° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Théodore (Louis-Théodore-Donnadieu), à Paris, rue Saint-Louis au Marais, n° 101, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 février 1855, pour des boutons à verrou ou à bascule de sûreté.

1406° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thury (Michel-Adolphe), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1854, pour des sphères terrestres en relief.

1407° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Williot (Charles-Louis-Alexandre), élisant domicile chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1854, pour des perfectionnements apportés dans la préparation des fils de soie de toute nature.

1408° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blavier (Aimé-Étienne) et Larpent (Claude-Georges), boulevard Montparnasse, n° 44, au chemin de fer de l'Ouest, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1854, pour un système de locomotive.

1409° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Bourrel, rue Saint-Rome, n° 31, à Toulouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 août 1854, pour l'emploi du palmier dit *latanier*, de la paille, de toute matière végétale pour faire des carcasses pour chapeaux.

1410° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunet (Félix-Bienaimé), à Paris, rue des Bourdonnais, n° 35, et se

rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 septembre 1853, pour un métier pouvant tisser une ou plusieurs étoffes à la fois.

1411° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Caillet (Marie-Benoît), rue de Foy, n° 9, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 avril 1854, pour une machine à couper le velours, après fabrication.

1412° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caire (Adrien), à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 56, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 octobre 1854, pour un système d'appareils à eaux gazeuses, propres à faire l'eau de seltz.

1413° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Charbonnières aîné (Emmanuel), rue des Balances, n° 50, à Toulouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 décembre 1852, pour une lampe à pompe, de cuisine, dite *lampe Charbonnières la merveilleuse*.

1414° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaumont (Alexandre-Michel), à Paris, rue Saint-Antoine, n° 150, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mars 1854, pour une machine dite *éjarruse* propre à éjarrer les preux de lapin et autres.

1415° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chobrzynski (Charles), à Paris, rue du Nord, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 février 1855, pour une grille fumivore.

1416° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Claussen, Aubin, Ryan et compagnie, représentés par le sieur Dupuis, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 59, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 décembre 1850, et expirant le 16 août 1864, par le sieur Claussen, dont ils sont cessionnaires, pour la préparation et le blanchiment du lin, du chanvre et autres matières fibreuses végétales.

1417° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clostre (Joseph), à Paris, rue Sedaine, n° 32, quartier Popincourt, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 avril 1854, pour un système de croisées en fer.

1418° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Crestin (Léon), élisant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1854, pour un appareil destiné à prévenir toute collision sur les chemins de fer, offrant en même temps aux compagnies les moyens d'éclairer économiquement les stations et un moteur supplémentaire.

1419° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delpech aîné (Jean-André-Cécile-Nestor), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention

de quinze ans pris, le 26 avril 1852, pour une pompe à la fois aspirante et foulante dite *pompe castraise*.

1420° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Destot (Émile-Ernest) et Charlat (Jean-Louis), à Paris, rue Quimper, n° 84, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 avril 1854, par le sieur Rigolet, dont ils sont cessionnaires, pour un système de bouchage pour les eaux gazeuses.

1421° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duclux de Boussois (Édouard), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sebastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention du 27 janvier 1855 et expirant le 26 novembre 1867, pour des perfectionnements dans les appareils employés dans la génération des gaz combustibles destinés à l'éclairage et au chauffage.

1422° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Fontenau (Félix), élisant domicile rue Saint-Remy, n° 25, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 février 1854, pour un genre de calfatage de navires.

1423° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fouquet (Jean-Baptiste-Emmanuel) et Hudde (François-Étienne), élisant domicile chez le sieur de Fontainemoreau, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1854, pour un pyromètre applicable aux fours de boulangers et autres.

1424° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garçonnet (Victor-Augustin), à Paris, rue Rambuteau, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 novembre 1854, pour un brûle-sucre pour toute espèce de liquide.

1425° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girard (Louis-Dominique), à Paris, rue d'Enghien, n° 44, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 septembre 1853, pour un récepteur hydraulique à axe horizontal, et reposant sur un principe d'évacuation de l'eau, applicable à tous les récepteurs hydrauliques à axe vertical, dits *turbines*.

1426° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hermann (Georges), à Paris, rue de Charenton, n° 92, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juin 1854, pour des méthodes ou procédés pour tailler, tourner, planer ou façonner les pierres dures, le granit, le marbre, etc.

1427° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Kuhlmann (Frédéric), à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1855, pour des procédés de peinture, d'impression et d'apprêtage.

1428° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Lapie (Pierre-Louis), rue du Rû, n° 3, à Vincennes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1853, pour un système de bec à gaz.

1429° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Lotz fils aîné (François-René), à Nantes, quai de la Fosse, n° 84, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1853, pour une machine à battre le blé, portative et locomobile, à mouvement direct, propre à broyer les chanvres et les lins et à moudre la farine.

1430° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Macaire (David), rue de la Tour, n° 73, à Passy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1851, pour une cannelle de sûreté propre à être adaptée aux fûts et vases quelconques.

1431° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marle (Charles-Louis), à Paris, rue Saint-Marc, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1853, pour un mode de conservation des viandes, légumes, et en général de toutes les substances ou matières que le contact de l'air peut altérer.

1432° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Moriès (Frédéric), rue Saint-André, n° 8, à Montmartre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mai 1854, pour un moteur dit *moteur hippotrachère*.

1433° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pomme (Léon-Joseph), à Paris, rue de Lancry, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 décembre 1853, pour un système d'essieu à contact roulant applicable à toute espèce de véhicule.

1434° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poret (Louis), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 92, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 septembre 1854, pour la ferrugination des eaux minérales artificielles.

1435° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Preux (Claude-François), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 52, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 janvier 1855, pour une baignoire lampe-meuble.

1436° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pulvermacher (Isaac-Louis), à Paris, rue Favart, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 décembre 1852, pour des perfectionnements dans les pipes et les porte-cigarettes.

1437° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raymond (Aimé-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 59, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1854, pour un système de caves à liqueurs, odeurs, etc.

1438° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ramsbottom (John), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention du 30 avril 1853, et expirant le 25 novembre 1866, pour des perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

1439° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Redier (Joseph-Antoine-Jean), à Paris, cour des Petites-Écuries, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juin 1854, pour pièces d'horlogerie à nouveau moteur.

1440° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Seguin (François-Eugène), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1853, pour divers systèmes d'arrêts et de fermetures de portes, volets, vitrines, etc.

1441° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Seyrig (Jean), à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 octobre 1854, pour des perfectionnements et applications de machines à force centrifuge, et différents accessoires qui en dépendent.

1442° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Saint-Simon-Sicard (Pierre-Amable), à Paris, rue Servandoni, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention pris le 12 septembre 1854, et expirant le 29 août 1868, pour des moyens propres à l'examen et à l'extraction des corps immergés.

1443° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sisco (Antoine-Dominique), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 95, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1854, conjointement avec le sieur Décharnet, pour une méthode de fabriquer des bandages de roues de waggon et d'autres pièces.

1444° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vigoureux (Stanislas), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} février 1855, pour un procédé d'impression en relief des étoffes et tissus en général.

1445° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wacrenier (Henry-Victor-Joseph), à Paris, place des Victoires, n° 6 et 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mars 1855, pour des ros ou peignes de fabrique, de toutes formes et de toutes dimensions, en caoutchouc durci et de toute nature.

1446° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Walker (Robert), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 21 août 1854, et expi-

rant le 21 février 1868, pour des perfectionnements dans les signaux par l'électricité voltaïque

1447° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wilkins (Édouard), élisant domicile chez le sieur de Fontainemoreau, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 4 avril 1853, et expirant le 1^{er} octobre 1866, pour un procédé de distribution de l'engrais liquide.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Février 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4423. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé au redressement des coudes de Lafitte, route départementale de la Gironde, n° 18, de Bordeaux à Lesparre, suivant la direction générale figurée par des traits rouges sur un plan d'ensemble annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 18 Février 1857.)

N° 4424. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que la route départementale de l'Ardèche, n° 11, de Joyeux à Saint-Ambroix, sera rectifiée entre le col des Avelos et la partie neuve du pont de Grandzon, suivant la direction générale exprimée par un trait rouge sur un plan annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise,

en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 21 Février 1857.)

n° 4425. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que la route départementale de l'Ardèche, n° 21, du Cheylard Saint-Martin-de-Valamas, sera rectifiée entre les ponts du Sauzet et d'Eysse, suivant la direction générale exprimée par un trait rouge sur un plan annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 11 Février 1857.)

n° 4426. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de la Creuse, n° 8, d'Aubusson à Montluçon, entre Aubusson et Chambon, suivant la direction générale figurée par une ligne rouge sur un plan annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 11 Février 1857.)

n° 4427. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que le point où finit la partie fluviale du cours de la Canche, à son embouchure à la mer, et où commence le domaine maritime, est fixé à l'endroit de cette rivière correspondant à l'église d'Enocq, au lieu où les eaux viennent baigner la route de Montreuil à Étaples (Pas-de-Calais);

2° Que tous droits des tiers sont et demeurent réservés. (Paris, 21 Mars 1857.)

n° 4428. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui affecte au service des douanes les deux parcelles de

(570)

terrain domanial provenant de l'ancienne Madragne dite de la Ville commune de Marseille, département des Bouches-du-Rhône, et désignées au plan joint au décret par les lettres M et N. (Paris 25 Mars 1857).



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Avril 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 482.

N° 4429. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui maintient définitivement M. le Général de division Camou dans la première section du cadre de l'Etat-Major général.*

Du 13 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT..

Vu le troisième paragraphe de l'article 5 de la loi du 4 août 1839, portant :

« Sont maintenus de droit, sans limite d'âge, dans la première section, les lieutenants généraux ayant satisfait à l'une des conditions spécifiées dans le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article premier; »

Vu notre décret du 1^{er} décembre 1852 (1);

Considérant que le général de division *Camou* a exercé de fait et de droit le commandement d'un corps d'armée composé de plusieurs divisions de différentes armes depuis le 8 septembre 1855 jusqu'à l'évacuation de la Crimée;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le général de division *Camou* (*Jacques*) commandant la deuxième division d'infanterie de notre garde, né le 1^{er} mai 1792, est maintenu définitivement dans la première section du cadre de l'état-major général.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état de la guerre,
Signé VAILLANT.

(1) 1^{re} série, Bull. 596, n° 4605.

N° 4430. — DÉCRET IMPÉRIAL pour l'exécution de la Convention conclue entre l'Administration générale des Postes de France et l'Administration générale des Postes des États-Unis.

Du 28 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la convention conclue et signée à Washington, le 2 mars 1857, entre l'administration générale des postes de France et l'administration générale des postes des États-Unis ;

Vu notre décret du 3 décembre 1856 (1) concernant l'exécution de la convention de poste conclue, le 24 septembre 1856, entre la France et la Grande-Bretagne ;

Vu la loi du 14 floréal an x [4 mai 1802] ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France, pour l'affranchissement, tant des lettres qui seront expédiées de la France et de l'Algérie, à destination des États-Unis et des territoires des États-Unis, au moyen, soit des bâtiments à vapeur naviguant entre le Havre et les États-Unis, soit des paquebots-postes britanniques ou des paquebots-postes américains naviguant entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, que des lettres qui seront également expédiées de la France et de l'Algérie par la voie des États-Unis, à destination des îles Sandwich, du Mexique et de Cuba, seront payées par les envoyeurs, conformément au tarif ci-après :

DESTINATION DES LETTRES.	CONDITION de l'affran- chissement.	LIMITE de l'affranchissement.	TAXE d'affranchissement à percevoir pour chaque lettre et par chaque poids de 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.
États-Unis et territoire des États-Unis.....	Facultatif....	Destination.....	0 80 ^c
Îles Sandwich.....	Obligatoire....	San-Francisco.....	0 80
Mexique et Cuba (A).....	Idem.....	Ports desservis par les pa- quebots américains.	1 20

(A) Pour être dirigées par la voie des États-Unis, les lettres à destination du Mexique et de Cuba doivent porter sur l'adresse les mots : *Voie des États-Unis*.

(1) Bull. 448, n° 4157.

2. Les taxes à percevoir, en vertu de l'article précédent, pourront être acquittées par les envoyeurs au moyen des timbres d'affranchissement que l'administration des postes de France est autorisée à faire vendre.

Lorsque les timbres apposés sur une lettre représenteront une somme inférieure à celle due pour l'affranchissement, cette lettre sera considérée comme non affranchie et traitée en conséquence, mais la valeur desdits timbres pourra être réclamée à l'administration des postes, dans un délai de six mois, à dater du jour de l'envoi de la lettre insuffisamment affranchie, pourvu que le réclamant produise, à l'appui de sa réclamation, la suscription ou l'enveloppe portant les timbres inutilement employés par l'envoyeur.

3. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France, tant pour les lettres non affranchies qui seront expédiées des États-Unis et des territoires des États-Unis, à destination de la France et de l'Algérie, au moyen, soit des bâtiments à vapeur naviguant entre les États-Unis et le Havre, soit des paquebots-postes britanniques ou des paquebots-postes américains naviguant entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, que pour les lettres partiellement affranchies expédiées des îles Sandwich, du Mexique et de Cuba, par la voie des États-Unis, à destination de la France et de l'Algérie, seront payées par les destinataires, conformément au tarif ci-dessous :

ORIGINE DES LETTRES.	DÉSIGNATION DES LETTRES.	TAXE À PERCEVOIR pour chaque lettre et par chaque poids de 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.
États-Unis et territoire des États-Unis.	Lettres non affranchies	0 ^f 80 ^c
Îles Sandwich.....	Lettres affranchies jusqu'à San-Fran- cisco.	0 80
Mexique et Cuba.....	Lettres affranchies jusqu'aux ports des- servis par les paquebots américains..	1 20

4. Sont et demeurent abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions du décret susvisé du 3 décembre 1856.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mars 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 4431. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie celui du 3 décembre 1856, relatif aux Correspondances originaires ou à destination des Bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte.*

Du 28 Mars 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la convention conclue et signée à Washington, le 2 mars 1857, entre l'administration générale des postes de France et l'administration générale des postes des États-Unis d'Amérique;

Vu notre décret du 3 décembre 1856 (1), relatif aux correspondances originaires ou à destination des bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte;

Vu la loi du 30 mai 1838;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France pour l'affranchissement des lettres déposées dans les bureaux de poste français et établis en Turquie et en Égypte à destination des États-Unis et des territoires des États-Unis, ainsi que pour l'affranchissement des lettres déposées

(1) Bull. 448, n° 4158.

dans ces mêmes bureaux pour être envoyées dans les îles Sandwich, au Mexique et à Cuba par la voie des États-Unis, seront payées par les envoyeurs, conformément au tarif ci-après :

DESTINATION des lettres.	CONDITION de l'affranchisse- ment.	LIMITE de l'affranchissement.	TAXE d'affranchissement à percevoir pour chaque lettre et par chaque poids de 7 $\frac{1}{2}$ grammes ou fraction de 7 $\frac{1}{2}$ grammes.
États-Unis et territoires des États-Unis.	Facultatif....	Destination.....	1 ^f 60 ^c
Îles Sandwich.....	Obligatoire...	San-Francisco.....	1 60
Mexique et Cuba (a)....	Obligatoire...	Ports desservis par les pa- quebots américains....	3 00

(a) Pour être dirigées par la voie des États-Unis, les lettres à destination du Mexique et de Cuba doivent porter sur l'adresse les mots : *Voie des États-Unis*.

2. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France, sur les lettres non affranchies expédiées des États-Unis et des territoires des États-Unis à destination des bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte, ainsi que sur les lettres partiellement affranchies expédiées des îles Sandwich, du Mexique et de Cuba, par la voie des États-Unis, à destination de ces mêmes bureaux, seront payées par les destinataires conformément au tarif ci-dessous :

ORIGINE des lettres.	DÉSIGNATION DES LETTRES.	TAXE à percevoir pour chaque lettre et par chaque poids de 7 $\frac{1}{2}$ grammes ou fraction de 7 $\frac{1}{2}$ grammes.
États-Unis et territoires des États-Unis.	Lettres non affranchies.....	1 ^f 60 ^c
Îles Sandwich.....	Lettres affranchies jusqu'à San-Francisco	1 60
Mexique et Cuba.....	Lettres affranchies jusqu'aux ports des- servis par les paquebots américains..	3 00

3. Sont et demeurent abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions du décret susvisé du 3 décembre 1856.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des

finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mars 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 4432. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé le tarif ci-annexé des droits de péage à percevoir au bac de Pieusse, sur l'Aude, département de ce nom.

2. Sont exempts des droits de péage, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents, tels qu'ils sont désignés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'amodiation desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 28 Mars 1857.*)

Tarif des droits de péage à percevoir au passage du bac de Pieusse, sur l'Aude, dans la commune de Pieusse.

ART. 1^{er}. Pour le passage d'une personne, cinq centimes, ci..... 05^c

Les habitants de Pieusse allant travailler à la culture des terres payeront, pour l'aller et le retour, dans la même journée, cinq centimes, ci... 05

Dans les temps des hautes eaux, le droit exigible ne pourra être plus du triple.

Les eaux seront réputées hautes lorsqu'elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur qui sera établi sur la rive de contre-balage.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière charriera des glaçons et dans les temps de débâcle.

Le bateau ne pourra jamais être chargé au delà du poids qui le ferait enfoncer jusqu'à la ligne de flottaison tracée en rouge sur ses flancs.

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi, les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus

des marques distinctives de leurs fonctions, ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants.

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, et des domestiques attachés à leur personne;

1° Les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les militaires de tous grades voyageant avec leur corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps, qui sera d'une heure pour les bacs, et d'une demi-heure pour les passe-cheval et pour les hâclelets.

Il devra passer sans aucun délai les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément, et sans attendre ce laps de temps, payera le droit fixé, dans ce cas, par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État et leurs assistants; les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

N° 4433. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé le tarif additionnel ci-annexé des droits de péage à percevoir pour le passage des piétons à bord du bateau à vapeur qui doit, concurremment avec les bateaux à voiles déjà existants, être affecté au service du bac de Dinard à Saint-Malo et à Saint-Servan, établi sur la rivière de Rance (Ille-et-Vilaine).

2. Sont exempts des droits de péage, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (Paris, 28 Mars 1857.)

*Tarif additionnel des droits à percevoir au passage d'eau de Dinard à Saint-Malo
et à Saint-Servan, établi sur la rivière de Rance.*

ART. 1^{er}. Passage des piétons par le bateau à vapeur,

1° D'une personne non chargée, ou chargée d'un poids de six kilogrammes
au plus, sur l'avant du bateau, c'est-à-dire aux secondes places, dix centimes,
ci..... 10^c

2° D'une personne non chargée, ou chargée d'un poids
de six kilogrammes au plus sur l'avant du bateau ou aux
premières places, vingt centimes, ci..... 20^c

2. Le tarif régulièrement approuvé par décret du 21 juin 1852 (1) pour le
passage par les bateaux à voiles est entièrement applicable aux autres parties de
l'exploitation du bateau à vapeur.

(1) 2^e série, Bull. 548, n° 4186.



Certifié conforme :

Paris, le 7^{er} Avril 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 483.

N° 4434. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention relative à Portendic et Albreda, conclue, le 7 mars 1857, entre la France et l'Angleterre.*

Du 18 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention ayant été signée, le 7 mars 1857, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour régler le droit de commercer à et près de Portendic, sur la côte occidentale d'Afrique, de même qu'à Albreda, sur la rivière de Gambie, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Londres, le 25 du présent mois de mars, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant faire cesser pour l'avenir toute cause de désaccord relativement au droit de commercer à et près de Portendic, sur la côte occidentale d'Afrique, de même qu'à Albreda, sur la rivière de Gambie, droit auquel prétendent ou que s'attribuent respectivement les Gouvernements ou les sujets de la France et de la Grande-Bretagne, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Jean-Gilbert-Victor Fialin*, comte de *Persigny*, Sénateur, Grand-Croix de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, Grand-Cordon de l'Ordre impérial du Medjidié de Turquie, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog de Danemark, son Ambassadeur près Sa Majesté Britannique ;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *George-Guillaume-Frédéric*, comte de *Clarendon*, Baron *Hyde de Hindon*, Pair du Royaume-Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en son Conseil privé, Chevalier du très-noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand-Croix du très-honorable Ordre du Bain, principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Affaires étrangères ; et le très-honorable *Henry Labouchere*, Conseiller de Sa Majesté Britannique en son Conseil privé, Membre du Parlement, principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Colonies ;

Lesquels, après s'être communiqué mutuellement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

ART. 1^{er}. Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande renonce au droit que les traités ont jusqu'à présent donné aux sujets de Sa Majesté Britannique, de commercer depuis l'embouchure de la rivière Saint-Jean, jusqu'à la baie et au fort de Portendic, inclusivement.

2. Sa Majesté l'Empereur des Français cède à Sa Majesté Britannique la factorerie française, ou comptoir d'Albreda, sur la rive septentrionale de la rivière de Gambie (côte occidentale d'Afrique), de même que tous les droits de possession ou autres, quels qu'ils soient, attachés à ladite factorerie.

3. Sa Majesté Britannique consent à ce que les sujets français aient libre accès dans la rivière de Gambie pour s'y livrer à leur commerce. Ils pourront résider dans la ville de Bathurst, ou dans telles autres localités commerciales qui viendraient à être ultérieurement désignées en conseil par Sa Majesté Britannique, mais point ailleurs ; sauf en ce qui concerne Albreda, où les Français qui s'y trouvent actuellement, et qui désireraient y rester, y sont autorisés par l'article 4 de la présente Convention, et en se conformant, d'ailleurs, aux lois et règlements locaux

qui sont ou peuvent être en vigueur dans les établissements anglais de la Gambie.

Les bâtimens français dans la rivière de Gambie seront sujets aux mêmes droits, péages et réglemens que les navires anglais; et tout article importé ou exporté par bâtimens français payera le même droit que celui qui est ou pourra être imposé sur le même article importé ou exporté par bâtimens anglais.

Le Gouvernement français pourra entretenir à Bathurst un agent consulaire; étant bien entendu que ledit agent consulaire devra être préalablement agréé et admis, en la forme ordinaire, par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

4. Les sujets français déjà établis à Albreda, et qui voudront y rester après la cession, à Sa Majesté Britannique, de cette factorerie ou comptoir, y conserveront leurs propriétés et les droits en dérivant, et y seront protégés et traités, à tous égards, de la même manière que le sont tous autres sujets français dans les possessions de Sa Majesté Britannique.

5. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, aussitôt que faire se pourra, à Londres, et dans les trois semaines qui suivront le jour de la signature de ladite Convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 7 Mars, l'an de grâce 1857.

(L. S.) Signé F. DE PERSIGNY.

(L. S.) Signé CLARENDON.

(L. S.) Signé HENRY LABOUCHERE.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre
de la justice,

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé A. WALEWSKI.

Signé ABBATUCCI.

N° 4435. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant promulgation de la Convention relative aux Pêcheries de Terre-Neuve, conclue, le 14 janvier 1857, entre la France et l'Angleterre.

Du 4 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention ayant été conclue, le 14 janvier 1857, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour le règlement des pêcheries de Terre-Neuve, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Londres, le 16 du même mois, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant écarter dans l'avenir toute cause de contestation entre leurs sujets respectifs dans l'exercice de la pêche sur les côtes de l'île de Terre-Neuve et sur les côtes avoisinantes, en réglant d'une manière précise les droits et privilèges desdits sujets, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Jean-Gilbert-Victor Fialin*, comte de Persigny, Sénateur, Grand-Croix de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, Grand-Cordon de l'Ordre impérial du Medjidié de Turquie, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog de Danemark, son Ambassadeur près Sa Majesté Britannique;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *George-Guillaume-Frédéric Comte de Clarendon*, Baron *Hyde de Hindon*, Pair du Royaume Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en son Conseil privé

Chevalier du très-noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand-Croix du très-honorable Ordre du Bain, principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Affaires étrangères; et le très-honorable *Henry Labouchere*, Conseiller de Sa Majesté Britannique en son Conseil privé, membre du Parlement, principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Colonies ;

Lesquels , après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

ART. 1^{er}. Les sujets français auront le droit exclusif de pêcher, et de se servir du rivage pour les besoins de leur pêche pendant la saison spécifiée ailleurs (article 8), sur la côte orientale de Terre-Neuve, depuis le cap Saint-Jean jusqu'aux îles Quirpon. Ils auront aussi le droit de pêcher et de se servir du rivage pour les besoins de leur pêche pendant ladite saison, à l'exclusion des sujets anglais, sur la côte septentrionale de Terre-Neuve, depuis les îles Quirpon jusqu'au cap Normand; et sur la côte occidentale, dans et sur les cinq havres de pêche de Port-au-Choix, Petit-Havre ou Petit-Port, Port-à-Port, l'île Rouge et l'île Cod-Roy. Ces droits de pêche exclusives s'étendront, entre les îles Quirpon et le cap Normand, jusqu'à une distance de trois mille marins dans le nord vrai de la ligne droite qui joint le cap Normand au cap Bauld, et pour les cinq havres, jusqu'à trois milles marins dans toutes les directions à partir du centre de chacun d'eux; toutefois, les commissaires ou arbitre désignés dans une autre partie de cette Convention pourront, pour chaque havre, modifier lesdites limites selon la pratique existante.

2. Les sujets anglais auront le droit, concurremment avec les sujets français, de pêcher sur la côte occidentale de Terre-Neuve, depuis le cap Normand jusqu'au cap Raye, excepté sur les cinq points ci-dessus mentionnés; mais les sujets français auront l'usage exclusif du rivage pour les besoins de leur pêche pendant ladite saison, depuis le cap Normand jusqu'à la pointe Rock dans la baie des Îles (au nord de la rivière Humber), par 49° 5' de latitude environ, en outre du rivage des havres réservés.

3. Les sujets français auront le droit, concurremment avec les sujets anglais, de pêcher sur les côtes du Labrador, depuis

Blanc-Sablon jusqu'au cap Charles, et sur celles de Belle-Ile du Nord. Ils auront la faculté de sécher ou préparer le poisson sur toute partie des côtes de Belle-Ile non occupée au moment où cette Convention deviendra effective. Toutefois, le Gouvernement britannique garde le droit d'élever sur ces points des constructions militaires ou publiques; et, si quelque établissement, ayant pour objet une habitation permanente, vient à être fondé ultérieurement sur une partie quelconque des côtes de l'île, le droit des sujets français à sécher et préparer le poisson à cet endroit cessera, moyennant que le commandant de la station française ait été prévenu une saison d'avance de cet établissement.

Ledit droit de pêche en concurrence des sujets français s'arrêtera aux embouchures ou issues des rivières et criques: la position de chaque embouchure ou issue sera déterminée, comme il est spécifié dans une autre partie de cette Convention, par les commissaires ou arbitre.

4. Depuis la pointe Rock dans la baie des Iles jusqu'au cap Raye, la Grande-Bretagne aura exclusivement et sans restriction l'usage du rivage, excepté sur les points mentionnés en l'article 1^{er}, et dans les limites de terre assignées à ces points (article 10).

5. Les sujets français auront le droit d'acheter l'appât, hareng et capelan, sur toute la côte sud de Terre-Neuve, en y comprenant à cet effet les îles françaises de Saint-Pierre et Miquelon, en mer ou à terre, sur le même pied que les sujets anglais, sans que la Grande-Bretagne ou la colonie puisse imposer aux sujets anglais aucune restriction dans la pratique de cette pêche, non plus qu'imposer aux sujets français ou anglais aucun droit ou restriction à l'occasion de cette transaction, ou sur l'exportation dudit appât.

Si des circonstances quelconques venaient à restreindre d'une manière notoire, et préalablement constatée à la satisfaction des commandants des stations française et anglaise, pendant deux saisons, consécutives ou non, ledit approvisionnement par voie d'achat, les sujets français auraient le droit de pêcher l'appât sur la partie de la côte sud de Terre-Neuve comprise entre le cap Saint-Mary et le cap la Hune, durant les saisons de pêche française; ils ne pourraient, dans ce cas, faire usage d'aucun autre filet que ceux employés pour ce genre de pêche, et leur

droit cesserait aussitôt que les causes de déficit dans l'approvisionnement par achat auraient disparu.

6. Les limites latérales de mer des droits de pêche français seront les suivantes :

Au cap Raye, une ligne droite menée dans l'ouest-sud-ouest vrai;

Au cap Normand, une ligne droite menée dans le nord vrai;

Au cap Saint-Jean, selon qu'il en sera décidé par les commissaires ou arbitre, sur la base de l'accord et de la pratique actuels ;

Au cap Charles, une ligne droite menée dans l'est vrai;

Au Blanc-Sablon, une ligne aussi perpendiculaire à la direction générale de la côte que pourront la déterminer les commissaires ou arbitre.

7. Depuis le cap Saint-Jean jusqu'à la pointe Rock dans la baie des Iles, le droit de pêche des Français s'étendra dans l'intérieur de toutes les rivières et criques, aussi loin que la salure des eaux. Depuis la pointe Rock jusqu'au cap Raye, ce droit sera limité à un demi-mille marin au-dessus de l'embouchure ou issue de chaque rivière ou crique.

Le point limite pour chaque rivière ou crique depuis le cap Saint-Jean jusqu'à la pointe Rock, et depuis la pointe Rock jusqu'au cap Raye, sera déterminé, comme il est spécifié ailleurs, par les commissaires ou arbitre.

8. La saison de pêche française sur les côtes de Terre-Neuve, du Labrador, et de Belle-Ile du nord, s'étendra du 5 avril au 5 octobre.

9. Les officiers de marine du Gouvernement français seront fondés à mettre en vigueur les droits exclusifs de pêche des sujets français, tels qu'ils sont définis par l'article 1^{er}, en expulsant les navires ou bateaux qui tenteraient de pêcher en concurrence, toutes les fois qu'il n'y aura pas, dans un rayon de cinq milles marins, de croiseur anglais en vue, ou dont la présence ait été notifiée.

10. Le rivage réservé à l'usage exclusif des Français pour les besoins de leur pêche s'étendra jusqu'à un tiers de mille anglais dans l'intérieur à partir de la marque de haute mer, entre la pointe Rock et Bonne-Baie inclusivement, ainsi que sur les quatre havres réservés situés au sud de Bonne-Baie; entre Bonne-

Baie et le cap Saint-Jean, il s'étendra jusqu'à un demi-mille anglais à partir de la marque de haute mer.

Les limites latérales de terre des havres réservés seront déterminées par les commissaires ou arbitre, conformément aux usages de la pratique existante.

À la rencontre des bords des rivières et criques, le rivage sera limité latéralement par des lignes droites menées perpendiculairement à la direction desdites rivières ou criques, dans l'endroit où cesse le droit de pêche des Français; cette limite sera déterminée pour chaque rivière ou crique, comme il est spécifié ailleurs, par les commissaires ou arbitre.

11. Aucun enclos ou construction anglais ne pourra être fait, ni maintenu, sur le rivage réservé exclusivement aux Français, si ce n'est pour besoin de défense militaire ou d'administration publique, auquel cas un avis en due forme de l'intention d'élever ces ouvrages sera préalablement donné au Gouvernement français. Si cependant, à la date de la présente Convention, il existait sur ledit rivage des constructions ou enclos occupés depuis cinq saisons sans objection de la part du Gouvernement français, ils ne pourraient être déplacés sans qu'une indemnité équitable, concertée entre les commandants en chef des stations française et anglaise, ou leurs délégués respectifs, fût accordée aux propriétaires par le Gouvernement français.

Les officiers de la marine française ou autres délégués dûment nommés à cet effet par le commandant en chef de la station française seront fondés à prendre telles mesures que les circonstances exigeront pour mettre les pêcheurs français en possession de toute partie du rivage dont l'usage leur est exclusivement reconnu par cette Convention pour les besoins de la pêche, toutes les fois qu'il n'y aura pas d'établissement de police anglais, de croiseur, ou d'autre autorité reconnue dans un rayon de cinq milles anglais.

Ces mesures comprennent le droit de déplacer les constructions ou enclos, conformément aux stipulations qui précèdent, pourvu qu'un avis de l'intention d'effectuer ces déplacements ait été donné quinze jours d'avance à toute autorité anglaise désignée ci-dessus, s'il en est connu d'établie dans un rayon de vingt milles anglais. S'il n'existe pas d'autorité anglaise dans ces limites, le commandant en chef de la station française informera par la plus prochaine occasion le commandant en chef de la station anglaise des déplacements qui auront pu être opérés.

12. Aucun enclos ou construction français ne pourra être fait, ni maintenu, pour besoins de pêche ou autres, entre le cap Saint-Jean et la pointe Rock, en dehors des limites reconnues par cette Convention comme celles du droit des Français sur le rivage. Il sera légal de la part du Gouvernement britannique ou colonial de déplacer tout ouvrage ou construction élevé en dehors desdites limites par les sujets français, pourvu qu'un avis de l'intention d'effectuer ces déplacements ait été donné quinze jours d'avance aux croiseurs français, ou à toute autre autorité préposée à cet effet par le commandant en chef de la station française, s'il en est connu d'existante dans un rayon de vingt milles anglais. S'il n'y a pas d'autorité française dans ces limites, celui des deux Gouvernements (britannique ou colonial) qui aura opéré ces déplacements, en informera par la plus prochaine occasion le commandant en chef de la station française.

Si cependant, à la date de la présente Convention, il existait en dehors du rivage des constructions ou enclos occupés depuis cinq saisons sans objection de la part du Gouvernement britannique, ils ne pourraient être déplacés sans qu'une indemnité équitable, concertée entre les commandants des stations françaises et anglaises, ou leurs délégués respectifs, fût accordée aux propriétaires par le Gouvernement britannique.

13. Si une construction ou un ouvrage quelconque, anglais ou français, élevé en opposition avec les stipulations de la présente Convention, est, à quelque époque que ce soit, resté occupé sans objection de la part du Gouvernement français ou anglais respectivement, pendant une période de cinq saisons, ledit ouvrage ou construction ne pourra être déplacé avant un terme de six mois après notification à l'occupant.

14. Le Gouvernement britannique donnera les ordres les plus positifs pour empêcher qu'il ne soit fait aucun dommage aux bateaux et établissements de pêche français pendant l'hiver: et, afin de rendre plus facile l'appréhension des délinquants, le Gouvernement français pourra employer à la garde desdits bateaux et établissements, en été ou en hiver, des sujets français ou anglais, à raison de trois au plus par mille de côte. Ces gardiens seront à tous égards soumis à la loi locale de Terre-Neuve.

15. Les sujets français auront la faculté de se servir de tels matériaux et instruments qu'ils jugeront convenables pour leurs

établissements de pêche sur le rivage réservé dans ce but, comme il a été dit, à leur usage exclusif. Ces établissements et instruments devront être construits et employés uniquement pour sécher, préparer ou manipuler le poisson d'une façon quelconque.

16. Le privilège des sujets français de couper des bois pour la réparation de leurs établissements de pêche et navires pêcheurs pourra s'exercer, entre le cap Saint-Jean et la pointe Rock, aussi loin qu'il sera jugé nécessaire, mais pas sur les terrains particuliers sans le consentement de l'occupant.

En ce qui regarde les quatre havres réservés compris entre la pointe Rock et le cap Raye, le même privilège s'exercera sur la grande terre ou ailleurs, dans un rayon de trois milles marins autour du centre de chaque havre : ce centre sera déterminé par les commissaires ou arbitre, comme il est ailleurs spécifié.

17. Les stipulations de la présente Convention s'appliqueront aux îles adjacentes aux côtes mentionnées, aussi bien qu'aux côtes elles-mêmes, excepté sur les points où il en est disposé autrement. Les îles de Groais et de Belle-Ile du Sud seront considérées comme adjacentes à la côte la plus voisine.

18. Afin de régler les divers points laissés par cette Convention à la décision des commissaires ou arbitre, et lorsque les lois nécessaires pour rendre la Convention effective auront été votées par le parlement impérial de la Grande-Bretagne et par la législature provinciale de Terre-Neuve, chacun des Gouvernements devra, sur la demande de l'autre, désigner un commissaire pour entrer immédiatement en fonctions.

Dans tous les cas où une divergence d'opinion pourra se produire entre les commissaires, ils désigneront une personne tierce pour prononcer à titre d'arbitre. S'ils ne tombent pas d'accord sur le choix de cette personne, chacun des commissaires en nommera une, et celle des deux que le sort désignera sera l'arbitre. En cas de mort, d'absence ou d'incapacité de l'un des commissaires ou de l'arbitre, ou si l'un d'eux omet, refuse ou cesse d'agir en sa qualité de commissaire ou d'arbitre, une autre personne sera nommée selon la forme indiquée ci-dessus pour agir en cette qualité, à la place de celui désigné antérieurement.

Dans le but de prévenir des collisions, lesdits commissaires ou arbitre dresseront des règlements pour l'exercice des droits de pêche en concurrence attribués aux parties de cette Conven-

tion. Ces règlements devront être approuvés par les Gouvernements respectifs, et mis en vigueur provisoirement en attendant cette approbation; mais ils pourront être révisés avec le consentement des deux Gouvernements.

19. Toutes les stipulations des Traités antérieurs restent en vigueur en ce qui n'est pas annulé ou modifié par la présente Convention.

20. La présente Convention sera mise en pratique aussitôt que les lois nécessaires pour la rendre effective auront été votées par le parlement impérial de la Grande-Bretagne, et par la législature provinciale de Terre-Neuve, et Sa Majesté Britannique s'engage, par la présente Convention; à user de tous ses efforts afin de procurer le vote desdites lois en temps convenable pour mettre ladite Convention en pratique le 1^{er} janvier 1858, ou auparavant.

21. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de quinze jours, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 14 Janvier, l'an de grâce 1857.

(L. S.) F. DE PERSIGNY.

(L. S.) CLARENDON. •

(L. S.) HENRY LABOUCHERE.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, Le Ministre des affaires étrangères,

Signé ABBATUCCI.

Signé A. WALEWSKI.

N° 4436. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Connangle (Pierre-Amand)*, né le 15 octobre 1829, commune de Paleyrat, arrondissement de Bergerac (Dordogne), demeurant à Bordeaux (Gironde),

Et M. *Connangle (Louis)*, son frère, né le 23 septembre 1828, commune de Paleyrat, demeurant à Bordeaux,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Larrouy*, et à s'appeler, à l'avenir, *Connangle-Larrouy*;

2° Que lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Paris, 21 Mars 1857*)



Certifié conforme :

Paris, le 8^e Avril 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 484.

N° 4437. — *Loi qui autorise le département de l'Ain à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 4 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur
est :

ART. 1^{er}. Le département de l'Ain est autorisé, conformément
à la demande que le conseil général en a faite dans sa session
de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dé-
passer cinq pour cent, une somme de deux cent soixante et seize
mille francs (276,000^f), qui sera appliquée à l'achèvement de
l'hôtel de la préfecture de Bourg et de la prison de Trévoux.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concu-
rence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux
conditions de cet établissement, soit par voie de souscription,
soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au por-
teur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer
de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du
ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Ain est également autorisé à s'im-
poser extraordinairement, par addition au principal des
quatre contributions directes, deux centimes douze centièmes
(2^c 12/100^m) en 1858; un centime soixante et quinze centièmes

(1^c 75/100^m) en 1859 et 1860; un centime-trois centièmes (1^c 03/100^m) pendant trois ans, à partir de 1861; trois centimes soixante centièmes (3^c 60/100^m) en 1864; trois centimes cinquante centièmes (3^c 50/100^m) en 1865; trois centimes quarante centièmes (3^c 40/100^m) en 1866; trois centimes vingt-cinq centièmes (3^c 25/100^m) en 1867, et trois centimes (3^c) en 1868.

Le produit de cette imposition sera affecté, jusqu'à due concurrence, au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, et, pour le surplus, aux travaux des édifices départementaux ci-dessus désignés, ainsi qu'au paiement des intérêts de l'emprunt réalisé en vertu de la loi du 10 juin 1854; le tout conformément aux délibérations du conseil général des 28 et 31 août 1856.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
Ed. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Ain à emprunter une somme de deux cent soixante et seize mille francs (276,000^f), et à s'imposer extraordinairement deux centimes douze centièmes (0^c 02^c 12/100^m) en 1858; un centime soixante et quinze centièmes (1^c 75/100^m) en 1859 et 1860; un centime trois centièmes (1^c 03/100^m) pendant trois ans, à partir de 1861; trois centimes soixante centièmes (3^c 60/100^m) en 1864; trois centimes cinquante centièmes (3^c 50/100^m) en 1865; trois centimes quarante centièmes (3^c 40/100^m) en 1866; trois centimes vingt-cinq centièmes (3^c 25/100^m) en 1867, et trois centimes (3^c) en 1868.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé **NAPOLÉON.**

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Le Ministre d'état,

Signé **ACHILLE FOULD.**

Signé **ABBATUCCI.**

N° 4438. — *Loi qui autorise le département de l'Ain à s'imposer
extraordinairement.*

Du 4 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS**
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

**LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :**

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Ain est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, et pendant cinq ans, à partir de 1858,

1° Un centime cinq dixièmes (0^f 01^c 5/10^m), dont le montant sera affecté à l'achèvement des chemins de grande communication ;

2° Un centime (0^f 01^c), dont le produit sera consacré à venir en aide aux communes, dans des cas extraordinaires, pour l'amélioration de leurs chemins vicinaux.

Ces impositions seront recouvrées indépendamment des cen-

limes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836

Délibéré en séance publique, à Paris, le 17 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUELAIN
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement et pendant cinq ans, à partir de 1858, 1° un centime cinquièmes (0^f 01^c 5/10^m); 2° un centime (0^f 01^c).

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4439. — *Lor qui autorise le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement.*

Du 4 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS; PROMULGUÉ et PROMULGUONS
 ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aisne est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1858, cinq centimes (0^f 05^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux travaux d'amélioration et de recharge-ment des routes départementales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 17 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
 Ed. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement cinq centimes (0^f 05^c) pendant cinq ans, à partir de 1858.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
 baron T. DE LACROSSE.

et scellé du sceau du Sénat:

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MAIRONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4440. — Loi qui autorise le département du Finistère à s'imposer extraordinairement.

Du 4 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Finistère est autorisé conformément à la demande que le conseil général en a fait dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement pendant deux ans, à partir de 1858, cinq centimes (0^e 05^e) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à l'achèvement des chemins vicinaux de grande communication actuellement classés.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée.

chaque année, par la loi des finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 17 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Finistère à s'imposer extraordinairement cinq centimes (0^f 05^c) pendant deux ans, à partir de 1858.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau:

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4441. — Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement.

Du 4 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement pendant trois ans, à partir de 1858, trois centimes (0^f 03^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux travaux d'achèvement et d'amélioration des routes départementales actuellement classées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITEL,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement trois centimes (0^f 03^c) pendant trois ans, à partir de 1858.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUR, le comte LE MARON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4442. — Loi qui autorise le département de la Lozère à faire un prélèvement sur l'Imposition extraordinaire créée par la loi du 28 juin 1856.

Du 4 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Lozère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à prélever, chaque année, sur l'imposition extraordinaire créée par la loi du 28 juin 1856, trois centimes, dont le produit sera affecté aux travaux des chemins vicinaux de grande communication.

Ce prélèvement sera opéré indépendamment des centimes spéciaux dont le recouvrement pourra être autorisé, chaque

année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITAT,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Lozère à prélever, chaque année, trois centimes (0^f 03^e), sur l'imposition extraordinaire créée par la loi du 28 juin 1856.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARAIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4443. — *Loi qui autorise le département de la Moselle à s'imposer extraordinairement.*

Du 4 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Moselle est autorisé,
conformément à la demande que le conseil général en a faite
dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, en
1858, un centime cinq dixièmes ($1^{\text{e}} \frac{5}{10^{\text{e}}}$) additionnels au
principal des quatre contributions directes, dont le produit sera
affecté aux travaux d'amélioration des routes départementales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui
autorise le département de la Moselle à s'imposer extraordi-
nairement, en 1858, un centime cinq dixièmes ($1^{\text{e}} \frac{5}{10^{\text{e}}}$).

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAFOIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

*Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.*

Signé ABBATUCCI.

N° 4444. — *Loi qui autorise le département du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement.*

Du 4 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Pas-de-Calais est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, en 1858, quatre centimes (0^f 04^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à venir en aide aux communes, dans des cas extraordinaires, pour la construction de leurs chemins vicinaux.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des cen-

times spéciaux dont la perception pourra être autorisée par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 17 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUATRE,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement quatre centimes (0' 04^e) en 1858.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat.

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4445. — *Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement.*

Du 4 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS**
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Deux-Sèvres est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, en 1858, un centime (0^f 01^c) additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à l'achèvement de la prison de Bressuire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 17 Mars 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement, en 1858, un centime (0^f 01^c).

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LAGROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
 au département de la justice,*
 Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
 Par l'Empereur :
Le Ministre d'état,
 Signé **ACHILLE FOULD.**

N° 4446. — *Lor qui autorise le département du Var à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 4 Avril 1857,

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Var est autorisé, sur la demande faite par le conseil général dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de quatre cent mille francs (400,000^f), qui sera appliquée aux travaux des chemins vicinaux de grande communication déjà classés.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à pas-

ser de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Var est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, deux centimes (0^f 02^c), de 1858 à 1861; un centime (0^f 01^c) de 1862 à 1863; deux centimes (0^f 02^c) en 1864, et quatre centimes (0^f 04^c) en 1865 et 1866, dont le produit sera affecté au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Var à emprunter une somme de quatre cent mille francs (400,000^f), et à s'imposer extraordinairement deux centimes (0^f 02^c), de 1858 à 1861; un centime (0^f 01^c), de 1862 à 1863; deux centimes (0^f 02^c) en 1864, et quatre centimes (0^f 04^c) en 1865 et 1866.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARQUIS
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer.

ver, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4447. — *Loi qui autorise la ville de Colmar à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 4 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALET.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Colmar (Haut-Rhin) est autorisée à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cent soixante mille francs (160,000^f), remboursable en dix années, et destinée à la construction d'écoles de filles et de salles d'asile.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant dix années, à partir de 1858, savoir : douze centimes (of 12^c) additionnels au principal des quatre contributions

directes, pendant les neuf premières années, et six centimes (0^f 06^c) pendant la dernière, devant produire en totalité deux cent cinq mille trois cent dix francs (205,310^f) environ, pour le remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Mars 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY.
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Colmar (Haut-Rhin) à emprunter une somme de cent soixante mille francs (160,000^f), et à s'imposer extraordinairement, pendant dix années à partir de 1858, savoir : douze centimes (0^f 12^c) pendant les neuf premières années, et six centimes (0^f 06^c) pendant la dernière.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4448. — *Loi qui distrait la commune de Locunolé du département du Morbihan et la réunit au département du Finistère.*

Du 4 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. La commune de Locunolé est distraite du département du Morbihan, canton du Faouet, arrondissement de Napoléonville, et réunie au département du Finistère, canton d'Arzano, arrondissement de Quimperlé.

2. Les deux sections cotées E F sur le plan annexé à la présente loi sont distraites de la commune de Querrien, canton de Scaër, arrondissement de Quimperlé, département du Finistère, et réunies à la commune de Locunolé, canton d'Arzano, même arrondissement. Les limites de la commune de Locunolé seront, en conséquence, fixées suivant le tracé de la ligne teintée en rouge audit plan.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions du projet seront, s'il y a lieu, ultérieurement réglées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la réunion de la commune de Locunolé au département

du Finistère, et le changement de circonscription des communes de Querrien et de Locunolé.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,
Signé THOPIER.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé **NAPOLÉON.**

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé **ABBATUCCI.**

Par l'Empereur :
Le Ministre d'état,
Signé **ACHILLE FOUL.**

N° 4449. — Loi qui distrait la section de Flavin de la commune de Mottier, et la réunit à la commune de Champier (Isère).

Du 4 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section de Flavin est distraite de la commune

de Mottier, canton de la Côte-Saint-André, arrondissement de Vienne, département de l'Isère, et réunie à la commune de Champier, même canton.

En conséquence, la limite entre les deux communes est fixée par la route de Lyon et par le chemin de Rosatière à Eydoche, selon le tracé de la ligne ponctuée sur le plan annexé à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions du projet seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la réunion de la section de Flavin, département de l'Isère, à la commune de Champier, même département.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les

fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4450. — *Loi qui fixe la Limite entre les communes d'Aynac
et d'Anglars (Lot).*

Du 4 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur
suit :

ART. 1^{er}. Le territoire teinté en jaune au plan annexé à la
présente loi est distrait de la commune d'Aynac, canton de la
Capelle, arrondissement de Figeac (Lot), et réuni à la com-
mune d'Anglars, même canton.

En conséquence, la limite entre les deux communes est
fixée par la ligne noire ponctuée sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice
des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement
acquis.

Les autres conditions de la réunion seront, s'il y a lieu, déter-
minées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 17 Mars 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUETAY.
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la réunion du territoire distrait de la commune d'Aynac, département du Lot, à la commune d'Anglars, même département.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 28 Mars 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUX, le comte LE MARQUIS;
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4451. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise des virements de Crédits au Budget du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, exercice 1855.*

Du 25 Mars 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 22 juin 1854 portant fixation du budget de l'exercice 1855;

Vu le décret du 15 décembre 1854 (1) portant répartition par chapitres des crédits du budget de l'exercice 1855;

Vu l'article 12, quatrième paragraphe du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits des chapitres suivants du budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1855, sont réduits d'une somme de huit cent treize mille huit cent quarante-deux francs quinze centimes (813,842^f 15^c), savoir :

1^{re} SECTION DU BUDGET.

CHAPITRE V.	Haras et dépôts d'étalons.....	23,019 ^f 46 ^c
———— VI.	Remonte des haras et encouragement à l'industrie particulière.....	24,549 68
———— VI bis.	Appropriation d'un terrain et construction du dépôt des remotes des haras impériaux.....	100,000 00
———— VIII bis.	Exposition universelle de l'agriculture et de l'industrie en 1855.....	62,438 95
———— IX.	Encouragements aux pêches maritimes...	204,464 63
———— XVI bis.	Travaux dans les provinces danubiennes..	91,801 17
———— XVII.	Personnel du corps des ponts et chaussées..	122,590 40
———— XVIII.	Personnel des conducteurs.....	1,604 58
———— XXIV.	Routes et ponts (achèvement de lacunes)..	72,505 40
———— XXV.	Routes et ponts (rectifications).....	14,981 41
———— XXVIII.	Navigation intérieure (canaux), travaux ordinaires.....	24,455 52
———— XXX.	Dunes et semis, dessèchements et irrigations.....	36,959 21

2^e SECTION DU BUDGET.

———— XXXIX.	Travaux d'amélioration et d'achèvement de ports maritimes.....	25,393 70
———— XL.	Réparations de dommages causés par les inondations.....	9,078 04
TOTAL PAREIL.....		813,842 15

2. La somme de huit cent treize mille huit cent quarante-

(1) Bull. 241, n° 2193.

deux francs quinze centimes formant le montant des réductions résultant de l'article 1^{er} est appliquée à couvrir les dépenses autorisées par les décrets ci-après, savoir :

Décret du 2 mai 1855 (1).

Construction de ponts (quatre cent quarante-deux mille cinq cents francs), ci 442,500^f 00^c

Décret du 17 octobre 1855 (2).

Contrôle et surveillance des chemins de fer, deux cent vingt-cinq mille francs, ci 225,000 00

Décret du 1^{er} mars 1856 (3).

Fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics et applicables à divers chapitres, cent quarante-six mille trois cent quarante-deux francs quinze centimes 146,342 15

TOTAL PAREIL 813,842 15

Les décrets ci-dessus sont convertis en décrets de virements.

3. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

(1) Bull. 294, n° 2714.

(2) Bull. 336, n° 3108.

(3) Bull. 370, n° 3381.

N° 4452. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture du Bureau de Douane de Noirmoutiers (Vendée).*

Du 4 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALET,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la demande des négociants de Noirmoutiers et l'avis du président du tribunal des Sables-d'Olonne;

Vu la loi du 22 août 1791;

Vu la loi du 14 juin 1850,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les heures d'ouverture et de fermeture du bureau de douane de Noirmoutiers (Vendée) sont fixées ainsi qu'il suit :

Du 1^{er} avril au 30 septembre, de six heures du matin à quatre heures du soir;

Du 1^{er} octobre au 31 mars, de huit heures du matin à quatre heures du soir.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4453. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à la ville de Honfleur un Entrepôt réel des Sucres indigènes.*

Du 4 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

B. n° 484. (617)

Vu l'article 10 de la loi du 27 février 1832 ;

Vu l'article 21 de la loi du 31 mai 1846,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un entrepôt réel des sucres indigènes est accordé à la ville de Honfleur (Calvados), sous les conditions déterminées par l'article 21 de la loi du 31 mai 1846.

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4454. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'importation temporaire, en franchise de droits, des Graines d'Arachide.

Du 4 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836 ;

Vu l'ordonnance du 2 février 1848 (1),

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les graines d'arachide importées soit par terre, soit par mer, sous pavillon français ou sous pavillon des pays d'où elles sont originaires, pourront être admises temporairement en franchise de droits, sous les conditions déterminées par la loi du 5 juillet 1836.

2. L'extraction de l'huile desdites graines ne pourra avoir lieu que dans les ports d'entrepôt réel ou sur les frontières de terre, dans les localités où il existera soit un bureau de transit, soit une douane principale.

(1) 1^{re} série, Bull. 1451, n° 14,193.

3. Les déclarants s'engageront, par une soumission valable-ment cautionnée, à représenter les graines d'arachide ou les huiles en provenant, à toute réquisition du service, pendant toute la durée de la fabrication, et à mettre en entrepôt ou à exporter, dans un délai qui ne pourra excéder six mois, les huiles provenant de la mouture.

4. Toute substitution, toute soustraction, tout manquant, constatés par le service des douanes, donneront lieu à l'appli-cation des pénalités et interdictions prononcées par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836.

5. Le rendement en huile des graines d'arachide est fixé à trente-deux pour cent du poids mentionné dans chaque permis délivré par le service des douanes.

6. Les huiles extraites desdites graines qui, au lieu d'être mises en entrepôt, seront directement exportées, devront être expédiées sous les conditions générales de transit ou sous les formalités déterminées par les articles 61 et 62 de la loi du 21 avril 1818, suivant que l'expédition en aura lieu par la voie de terre ou par la voie de mer.

7. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agri-culture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 13 ^e Avril 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 485.

N° 4455. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Lons-le-Saunier, d'un Établissement de Sœurs de la Charité.*

Du 20 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Besançon, de l'évêque de Saint-Claude et des préfets du Doubs et du Jura, en date des 16 mars, 5 juin, 18 et 28 décembre 1855 et 8 novembre 1856;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité, existant à Besançon (Doubs) en vertu d'un décret impérial du 28 août 1810 (1), est autorisée à fonder dans la ville de Lons-le-Saunier (Jura) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité, à Besançon, est autorisée à accepter le legs d'une somme de mille francs fait, à titre gratuit, à l'établissement de son ordre à Lons-le-Saunier, par le sieur *Claude-Pierre Vial*, suivant son testament public du 14 octobre 1841.

Cette somme de mille francs sera employée en achat de rentes sur l'État.

(1) 1^{re} série, Bull. 313, n° 5946.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4456. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Ahun (Creuse),
d'un Établissement de Sœurs du Sauveur et de la Sainte-Vierge.*

Du 20 Février 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis de l'évêque de Limoges et du préfet de la Creuse, en date des 23 mai et 25 août 1856;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs du Sauveur et de la Sainte-Vierge, existant à la Souterraine (Creuse) en vertu d'un décret du 1^{er} août 1852 (1), est autorisée à fonder dans la commune d'Ahun (même département) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par décret du 1^{er} août 1852.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-

(1) 1^{re} série, Bull. 568, n° 4332.

truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de
l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4457. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Arcis-sur-Aube, d'un Établissement de Sœurs de Notre-Dame de Bon-Secours.*

Du 27 Février 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Notre-Dame de Bon-Secours, existant à Troyes (Aube) en vertu d'un décret du 14 août 1852 (1), est autorisée à fonder à Arcis-sur-Aube (même département) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts adoptés pour la maison mère et qui ont été approuvés par ordonnance royale du 3 janvier 1827 (2).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Février 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de
l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

(1) 1^{re} série, Bull. 569, n° 4361. (2) VIII^e série, Bull. 138, n° 4730.

N° 4458. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Chaussan (Rhône), d'un Établissement de Sœurs de Saint-Joseph.*

Du 27 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Lyon et du préfet du Rhône, en date des 29 juin 1855, 24 et 25 janvier 1856 et 4 mars 1856;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 4 octobre 1856;

Vu l'ordonnance royale du 23 mars 1828 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de Saint-Joseph à Lyon, et l'ordonnance du 2 du même mois (2), qui a approuvé ses statuts;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 18 juillet 1837, et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817, 14 janvier 1831 et 6 juillet 1846;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Joseph, existant à Lyon (Rhône) en vertu d'une ordonnance royale du 23 mars 1828, est autorisée à former un établissement de religieuses de son ordre dans la commune de Chaussan (même département), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance du 2 mars 1828.

2. Le maire de Chaussan (Rhône), au nom de cette commune, et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Lyon, au nom de cette congrégation, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, les legs faits à ladite commune par le sieur *Jean-Pierre Berbigier*, suivant son testament mystique du 15 septembre 1854, et consistant, 1° en une maison avec jardin et dépendances située à Chaussan et estimée deux mille sept cents francs, pour servir à l'établissement d'une école de

(1) VIII^e série, Bull. 224, n° 8218. (2) VIII^e série, Bull. 220, n° 8106.

filles tenne par des religieuses, et, autant que possible, par des sœurs de l'ordre de Saint-Joseph, qui seront obligées de donner l'instruction gratuite à quatre enfants pauvres de la commune; 2° en deux créances, l'une de mille francs et l'autre de six cents francs, pour subvenir aux frais d'entretien du Calvaire élevé par le testateur et dépendant du cimetière communal.

3. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Chaussan (Rhône) est autorisé à accepter le legs d'une créance de quatorze cents francs et des intérêts échus de cette créance, fait à titre gratuit à cet établissement par le sieur *Jean-Pierre Berbigier*, suivant son testament mystique du 15 septembre 1854.

Conformément à la demande de la fabrique, cette somme de quatorze cents francs, lors de son recouvrement, sera employée aux réparations du presbytère d'Echalas, d'après des devis approuvés.

4. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale d'Echalas (Rhône) est autorisé à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, les legs faits à cet établissement par le sieur *Jean-Pierre Berbigier*, suivant son testament mystique du 15 septembre 1854, et consistant, 1° en une somme de mille francs à titre gratuit; 2° en une somme de quatorze cents francs pour être intégralement consacrée à la célébration de messes.

Conformément à la demande de la fabrique, la somme de mille francs léguée à titre gratuit sera employée aux besoins de l'église d'Echalas.

5. Le bureau de bienfaisance d'Echalas (Rhône) est autorisé à accepter le legs de mille francs fait à cet établissement par le sieur *Jean-Pierre Berbigier*, suivant son testament mystique du 15 septembre 1854.

6. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4459. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à la Pacaudière (Loire), d'un Établissement de Sœurs de Saint-Joseph.*

Du 28 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Joseph, existant à Lyon (Rhône) en vertu d'une ordonnance royale du 23 mars 1828 (1), est autorisée à former un établissement de religieuses de son ordre dans la commune de la Pacaudière (Loire), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par l'ordonnance du 2 mars 1828 (2).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Février 1857.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
 de l'instruction publique et des cultes,*

Signé **ROULAND.**

N° 4460. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Beaufort (Maine-et-Loire), d'un Établissement de Sœurs de l'Instruction chrétienne.*

Du 28 Février 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

(1) VIII^e série, Bull. 224, n° 8218.

(2) VIII^e série, Bull. 220, n° 8106.

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de l'Instruction chrétienne, existant à Saint-Gildas-des-Bois (Loire-Inférieure) en vertu d'une ordonnance royale du 24 septembre 1836 (1), est autorisée à fonder dans la commune de Beaufort (Maine-et-Loire) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts adoptés pour la maison mère et approuvés par décret impérial du 23 avril 1807 (2).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Février 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4461. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Ricey-Bas, section de la commune des Riceys (Aube), d'un Établissement de Sœurs de l'Instruction chrétienne, dites de la Providence.

Du 9 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les avis de l'évêque de Troyes et du préfet de l'Aube, en date des 22 décembre 1855, 19 mars et 2 avril 1856 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

(1) 1^{re} série, Bull. 468, n° 6588.

(2) 1^{re} série, Bull. 145, n° 2382.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de l'Instruction chrétienne, dites *de la Providence*, existant à Troyes (Aube) en vertu des ordonnances royales des 14 mai 1826 (1) et 13 décembre 1835 (2), est autorisée à fonder à Ricey-Bas, section de la commune des Riceys (même département), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère approuvés par ordonnance royale du 3 janvier 1827 (3).

2. La supérieure de la congrégation des sœurs de l'Instruction chrétienne dites *de la Providence*, à Troyes, est autorisée à acquérir, moyennant une somme de cinq mille francs, pour les besoins de l'établissement de son ordre à Ricey-Bas, section de la commune des Riceys, une maison avec dépendances, située à Ricey-Bas, estimée cinq mille dix francs et appartenant à la demoiselle *Royer*, qui en a consenti la vente suivant acte notarié du 11 octobre 1855.

Il sera pourvu au paiement de cette acquisition avec l'excédant des recettes de la congrégation sur ses dépenses.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4462. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Grigny (Rhône), d'un Etablissement de Sœurs de Saint-Charles.

Du 9 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

(1) VIII^e série, Bull. 93, n° 3089.

(2) IX^e série, Bull. 405, n° 6167.

(3) VIII^e série, Bull. 137, n° 4730.

Vu les avis du cardinal-archevêque de Lyon et du préfet du Rhône,
en date des 18 mai et 31 octobre 1855;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de
notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Charles, existant
à Lyon (Rhône) en vertu d'un décret impérial du 22 octobre
1810 (1), est autorisée à fonder dans la commune de Grigny
(même département) un établissement de sœurs de son ordre,
à la charge, par les membres de cet établissement, de se confor-
mer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par
le décret précité.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de
Saint-Charles, à Lyon, est autorisée à acquérir, pour les besoins
de l'établissement de son ordre à Grigny, moyennant une somme
de cinq mille six cents francs et le service d'une rente annuelle
et viagère de trois cents francs, deux maisons et une pièce de
vigne situées à Grigny, estimées ensemble seize mille deux
cents francs et appartenant à la dame *Gérin* et aux sieurs *Gary*,
François et *Jean Chapuis*, qui en ont consenti la vente suivant
actes notariés des 3 juin 1841, 5 et 10 novembre 1853.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-
truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du
présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4463. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Taulé
(Finistère), d'un Établissement de Sœurs de la Charité, dites Filles du
Saint-Esprit.

Du 13 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

(1) 1^{re} série, Bull. 329, n° 6140.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les avis des évêques de Quimper et de Saint-Brieuc, et des préfets du Finistère et des Côtes-du-Nord, en date des 7 septembre, 6 et 18 octobre et 5 novembre 1855 ;

Vu le décret impérial du 13 novembre 1810 (1), qui a autorisé la congrégation des Filles du Saint-Esprit à Plérin et approuvé ses statuts ;

Vu l'ordonnance royale du 21 mars 1836 (2), qui a autorisé cette congrégation à transférer le siège de son établissement à Saint-Brieuc ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 18 juillet 1837, et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817, 14 janvier 1831 et 6 juillet 1846 ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité, dites *Filles du Saint-Esprit*, existant primitivement à Plérin (Côtes-du-Nord), en vertu d'un décret impérial du 13 novembre 1810, et dont le siège a été transféré à Saint-Brieuc (même département) par une ordonnance royale du 21 mars 1836, est autorisée à fonder un établissement de sœurs de son ordre dans la commune de Taulé (Finistère), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité du 13 novembre 1810.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité, dites *Filles du Saint-Esprit*, actuellement à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), au nom de cette congrégation, le maire et le bureau de bienfaisance de Taulé (Finistère), au nom de la commune et des pauvres, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, les donations, 1^o de bâtiments, cour et jardin situés à Taulé et estimés dix mille deux cents francs ; 2^o d'un mobilier estimé huit cent quatre-vingt-seize francs quatre-vingts centimes ; 3^o d'un capital de douze mille francs ; 4^o de deux sommes, l'une de trois cents francs et l'autre de cinq cents francs faits à ladite congrégation par la dame Marie-Anne Bonamy,

(1) 1^{re} série, Bull. 338, n° 6311. (2) 1^{re} série, Bull. 413, n° 6241.

veuve du sieur *Noël Broustail*, suivant actes notariés des 21 juin 1854 et 6 mars 1855, aux clauses et conditions y énoncées, et notamment à la charge d'entretenir à Taulé deux religieuses qui seront tenues d'instruire les jeunes filles pauvres et de soigner les malades indigents de la commune de Taulé et de leur fournir gratuitement des médicaments.

Les trois sommes précitées, montant ensemble à douze mille huit cents francs, seront placées en rentes sur l'État, et les arrérages de la rente acquise seront employés conformément aux intentions de la dame veuve *Broustail*.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Mars 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4464. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Saint-Aubert (Nord), d'un Établissement de Dames de la Sainte-Union.

Du 13 Mars 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis de l'archevêque de Cambrai et du préfet du Nord, en date des 31 décembre 1855 et 28 janvier 1856;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 12 avril 1856;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des dames de la Sainte-Union, existant à Douai (Nord) en vertu d'un décret du 13 avril 1850 (1), est autorisée à fonder dans la commune de Saint-Aubert (même département) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par décret du 13 avril 1850 (2).

2. Le maire de Saint-Aubert (Nord), la supérieure générale de la congrégation des dames de la Sainte-Union, à Douai (même département), le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Saint-Aubert et le bureau de bienfaisance de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à la commune de Saint-Aubert par la demoiselle *Marie-Sophie Molland*, suivant acte notarié du 9 octobre 1854, à la condition notamment qu'il sera entretenu à Saint-Aubert une école de filles dirigée par des religieuses de la congrégation des dames de la Sainte-Union, et, dans le cas où ces religieuses ou celles qui les remplaceraient ne répondraient pas aux intentions de la commune, que l'immeuble donné sera vendu et le prix provenant de la vente sera placé en rentes sur l'État et attribué, pour deux tiers, au bureau de bienfaisance de Saint-Aubert et, pour le troisième tiers, à la fabrique de l'église de cette commune.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Mars 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

(1) 1^{re} série, Bull. 253, n° 2092. (2) 1^{re} série, Bull. 253, n° 2091.

N° 4465. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme Congrégation dirigée par une Supérieure générale, l'Association des Sœurs de Notre-Dame de Chartres, établie à Berchères-l'Évêque (Eure-et-Loir).*

Du 23 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les avis de l'évêque de Chartres et du préfet d'Eure-et-Loir, en date des 18 et 20 septembre 1856 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

Vu le décret du 31 janvier 1852 ;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de Notre-Dame de Chartres, établie à Berchères-l'Évêque (Eure-et-Loir), est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer aux statuts approuvés par notre décret du 5 janvier 1853 (1) pour la congrégation des sœurs de Notre-Dame à Briouze (Orne), et que cette association a déclaré adopter.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

(1) Bull. 13, n° 97.

N° 4466. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Arles, d'un Établissement de Sœurs de Notre-Dame du Bon-Pasteur.

Du 24 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les avis de l'archevêque d'Aix, de l'évêque d'Angers et des préfets des Bouches-du-Rhône et de Maine-et-Loire, en date des 11 février, 28 et 29 novembre et 15 décembre 1856 ;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 14 novembre 1856 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Notre-Dame du Bon-Pasteur, existant à Angers (Maine-et-Loire) en vertu d'un décret du 13 septembre 1852 (1), est autorisée à fonder dans la ville d'Arles (Bouches-du-Rhône) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts adoptés pour la maison mère et approuvés par un décret impérial du 16 juillet 1810 (2).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Mars 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé **ROULAND**.

(1) 1^{re} série, Bull. 578, n° 4446.

(2) 1^{re} série, Bull. 305, n° 5790.

N° 4467. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Congés illimités des Ingénieurs des Ponts et Chaussées et des Mines.*

Du 25 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les dispositions des décrets d'organisation du corps des ponts et chaussées et du corps des mines, relatives aux congés illimités des ingénieurs et ainsi conçus (décret du 13 octobre 1851 (1), art. 19; décret du 24 décembre 1851 (2), art. 18) :

« Le congé illimité est accordé par le ministre sur la demande des ingénieurs qui se retirent temporairement du service de l'État pour s'attacher au service des compagnies, prendre du service à l'étranger, ou pour toute autre cause, »

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les ingénieurs des ponts et chaussées et les ingénieurs des mines ne pourront obtenir de congés illimités que lorsqu'ils compteroient au moins cinq ans de services effectifs, à dater de leur promotion au grade d'ingénieur ordinaire de troisième classe.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

(1) 1^{re} série, Bull. 456, n° 3339.

(2) 1^{re} série, Bull. 476, n° 3489.

N° 4468. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Leynhac (Cantal), d'un Établissement de Sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge.*

Du 31 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Tours, de l'évêque de Saint-Flour et des préfets d'Indre-et-Loire et du Cantal, en date des 2 février, 18 et 30 juillet, 22 et 28 août 1856 et 5 février 1857;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 23 janvier 1857;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge, reconnue d'abord à Janville (Eure-et-Loir) par décret impérial du 19 janvier 1811 (1) et transférée à Tours (Indre-et-Loire), puis à Saint-Symphorien (même département) par décret impérial du 14 août 1813 et par ordonnance royale du 5 octobre 1845 (2), est autorisée à fonder, dans la commune de Leynhac (Cantal), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité du 19 janvier 1811.

2. Le maire de la commune de Leynhac (Cantal), au nom de cette commune, et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge, à Saint-Symphorien (Indre-et-Loire), au nom de cette congrégation, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à la commune de Leynhac par le sieur *Guillaume-Anselme Miquel*,

(1) 1^{re} série, Bull. 349, n° 6508. (2) 1^{re} série, Bull. 1244, n° 12,288.

suisant acte notarié du 4 janvier 1856, et consistant dans le mobilier affecté à l'établissement de sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge existant à Leynhac et évalué deux mille francs, dans une rente annuelle et perpétuelle de trois cent cinquante francs et dans un capital de quatre mille francs, sous la condition notamment, 1° de maintenir à perpétuité trois sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge à Leynhac; 2° d'employer le capital de quatre mille francs à approprier le local destiné à servir de maison conventuelle à ces religieuses; 3° de faire célébrer à perpétuité dans l'église de Leynhac quatre messes chantées.

En cas de remboursement de la rente de trois cent cinquante francs, le capital en provenant sera employé en achat de rentes sur l'état.

3. Le maire de Leynhac et la supérieure générale de la congrégation de la Présentation de la Sainte-Vierge, à Saint-Symphorien, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à la commune de Leynhac par le sieur *Joseph-Augustin Miquel*, suivant actes notariés des 5 et 19 janvier 1856, et consistant en une maison avec pré et jardin situés à Leynhac et estimés deux mille francs, à la charge notamment d'affecter ces immeubles aux besoins de l'établissement de sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge à Leynhac et de faire célébrer, chaque année à perpétuité, un service solennel à son intention et sous la réserve de la jouissance d'un banc à six places dans la chapelle de la Sainte-Vierge de l'église de Leynhac, que la fabrique de cette église est autorisée à concéder au sieur *Augustin Miquel* et à sa famille tant qu'elle existera.

4. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Leynhac (Cantal) est autorisé au nom de cet établissement, 1° à accepter les fondations perpétuelles d'un service solennel et de quatre messes chantées résultant au profit de cette église des donations faites à la commune de Leynhac par les frères *Miquel*, suivant actes notariés des 4, 5 et 19 janvier 1856;

2° A recevoir, chaque année à perpétuité, de la commune de Leynhac, chargée de payer les frais de ces fondations, la somme de quatorze francs cinquante centimes reconnue nécessaire par l'autorité diocésaine pour en assurer l'acquit.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes et notre ministre secrétaire

d'état au département de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Mars 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes,

Signé ROULAND.

N° 4469. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui homologue les Plans de délimitation et les Procès-verbaux de bornage de la Zone des Fortifications des Places de guerre et Postes militaires y désignés.*

Du 4 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État;

Vu notre décret portant règlement d'administration publique du 10 août 1853 (1), relatif au classement des places de guerre et des postes militaires, et aux servitudes autour des fortifications;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications, annexés au présent décret et visés et approuvés par notre ministre de la guerre.

Ces plans et procès-verbaux concernent les places et postes ci-dessous désignés :

Le château de Guise, la citadelle de Laon (département de l'Aisne), la place de Phalsbourg (département de la Meurthe), la place de Grenoble, la place de fort Barrault (département de l'Isère), le château de Salces (département des Pyrénées-Orien-

(1) Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 881.

tales), la place de Navarrenx (département des Basses-Pyrénées), le château de Dax (département des Landes), le château de Nantes et la batterie de Minden (département de la Loire-Inférieure), le fort Saint-Nicolas-des-Sables et le fort de l'île-d'Yeu, et le château de Noirmoutiers (département de la Vendée), le château de Saumur (département de Maine-et-Loire), la place de Concarneau (département du Finistère), la batterie Saint-Michel), le fort Penthievre, le fort Pennemané, la redoute de Pouldu, le fort du Loch, la ville et citadelle de Port-Louis, la batterie de Gâvres (département du Morbihan), le fort Lacroix et les batteries de l'île de Groix, le fort la Latte (département des Côtes-du-Nord), la place de Calvi et ses ouvrages détachés et le poste de Ponte-Nuovo (département de la Corse).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état de la guerre,

Signé VAILLANT.

N° 4470. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare qu'il y a abus dans plusieurs actes de l'administration de l'Évêque de Moulins, et supprime lesdits actes.

Du 6 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de la section de législation, justice et affaires étrangères;

Vu le recours comme d'abus à nous présenté en notre Conseil d'état, le 3 mars 1857, par notre ministre secrétaire d'état de l'instruction publique et des cultes, contre plusieurs actes de l'administration de l'évêque de Moulins, notamment contre :

1° Le fait d'avoir imposé, à plusieurs curés de son diocèse, une renonciation écrite et signée à se prévaloir de leur inamovibilité, et à exercer aucun recours devant l'autorité civile dans le cas où l'évêque jugerait à propos de les révoquer ou changer pour des raisons graves et canoniques;

2° Le statut synodal prononçant excommunication, *ipso facto* et sans intimation préalable, contre tous ceux qui s'adressent à la puissance séculière pour réclamer son appui dans tout ce qui concerne la juridiction, les statuts, mandements et autres prescriptions ou règlements ecclésiastiques en matière de bénéfices, titres, doctrine ou discipline;

3° La constitution du chapitre de l'église cathédrale de Moulins, faite sans l'intervention de l'autorité civile et en contravention à l'ordonnance spéciale du 29 octobre 1823;

Vu l'enquête à laquelle il a été procédé par le préfet du département de l'Allier, les 28 février, 1^{er}, 2 et 6 mars 1857;

Vu le titre III des statuts du second synode du diocèse de Moulins, *De judiciis, de non appellando ad sæcularem potestatem*; lesdits statuts imprimés à Moulins, chez Desrosiers et fils, imprimeurs de l'évêché, en l'année 1855;

Vu les constitutions capitulaires de l'église cathédrale de Moulins, imprimées dans le recueil ci-dessus visé;

Vu l'*ordo divini officii*, publié et imprimé en 1856, chez les mêmes imprimeurs, contenant la composition actuelle dudit chapitre;

Vu la lettre, en date du 3 mars dernier, par laquelle notre ministre secrétaire d'état de l'instruction publique et des cultes donne avis à l'évêque de Moulins du recours précité;

Vu la lettre en réponse de l'évêque à notre ministre, en date du 8 du même mois;

Vu la déclaration du 19 mars 1682 et le décret du 25 février 1810 (1);

° Vu l'article 10 de la convention du 26 messidor an ix (2),

Vu la loi du 18 germinal an x, et, notamment, les articles 1, 6, 19, 30, 31 et 35 de ladite loi;

Vu le décret du 28 février 1810 (3);

Sur le premier chef:

Considérant qu'en imposant à plusieurs curés, avant leur installation, une renonciation écrite et signée à se pourvoir devant l'autorité civile, dans le cas où il jugerait à propos de les destituer pour des causes graves et canoniques, l'évêque de Moulins a commis un excès de pouvoir, une contravention aux lois de l'État, et un attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'église gallicane;

Sur le second chef:

Considérant que le recours à l'autorité civile est établi pour les ecclésiastiques comme pour tous les autres citoyens, dans un intérêt de justice, de protection et d'ordre public; qu'il doit être exercé librement et en toute sécurité de conscience;

(1) IV^e série, Bull. 269, n° 5221.

(2) III^e série, Bull. 172, n° 1344.

(3) IV^e série, Bull. 268, n° 5208.

Que, dès lors, l'interdiction du recours à la puissance séculière, pour des faits qui seraient de sa compétence, sous peine d'excommunication *ipso facto* et sans intimation préalable, constitue également l'excès de pouvoir, la contravention aux lois de l'Empire et l'attentat contre les libertés, franchises et coutumes de l'église gallicane;

Sur le troisième chef :

Considérant qu'en modifiant, sans l'autorisation du Gouvernement, la constitution du chapitre de l'église cathédrale de Moulins, telle qu'elle avait été établie par les statuts approuvés par ordonnance royale du 29 octobre 1823, l'évêque de Moulins a excédé ses pouvoirs et contrevenu à l'article 35 de la loi du 18 germinal an x ;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il y a abus,

1° Dans les renonciations imposées par l'évêque de Moulins à plusieurs curés de son diocèse ;

2° Dans l'interdiction de tout recours à la puissance séculière, sous peine d'excommunication *ipso facto* et sans intimation préalable, prononcée contre tous ceux qui invoqueraient la protection de l'autorité civile pour des faits de sa compétence ;

3° Dans la constitution du chapitre de l'église cathédrale de Moulins, faite en contravention à l'article 35 de la loi du 18 germinal an x et à l'ordonnance royale du 29 octobre 1823 ;

Lesquels actes, déclarés abusifs, sont et demeurent supprimés.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction
publique et des cultes,

Signé ROULAND.

N° 4471. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui affecte au service des douanes les batteries de côtes désignées ci-après et devenues inutiles au service militaire :

Les batteries de Tizzano et de Campomoro, réserve faite des deux tours portant le même nom, situées dans le département de la Corse ;

Les batteries de Grisnez, de la Rochette, de la Crèche, de Vingle, de Vimereux, de la Petite-Garenne, de Saint-Frieux et du Moulin-Hubert, situées dans le département du Pas-de-Calais;

Les batteries de la Bocca, de la Grenille, du cap Gros, du Loubet et des Estagnols, situées dans le département du Var;

Les batteries de Sainte-Marie, de Canet, des Basses, de Cahors et du Sine, situées dans le département des Pyrénées-Orientales. (*Paris, 28 Mars 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 17 ^{*} Avril 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

^{*} Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 486.

N° 4472. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention relative aux Dignes du Rhin, conclue, le 25 février 1857, entre la France et le Grand-Duché de Bade.*

Du 18 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention relative aux digues du Rhin ayant été conclue, le 25 février 1857, entre la France et le Grand-Duché de Bade, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Carlsruhe, le 13 du présent mois d'avril, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade désirant régler, entre la France et le Grand-Duché, l'exercice du droit de propriété des sujets et des communes de chacun des deux États sur les travaux et les digues du Rhin relevant de la souveraineté de l'autre, ont résolu de conclure entre Elles une Convention dans ce but et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Hercule* vicomte de *Serre*, Officier de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, Grand-Officier de l'Ordre impérial du Medjidié, Commandeur des Ordres de Léopold d'Autriche, de Charles III d'Espagne

et de la Conception du Portugal, etc., etc., son Ministre plénipotentiaire près Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade;

Et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade, le sieur *Guillaume baron de Meysenburg*, Grand-Croix de l'Ordre grand-ducal du Lion de Zæhringen, Grand-Officier de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Ministre d'état au département de la Maison grand-ducale et des Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Lorsque l'exécution des travaux ayant pour objet, soit la rectification ou la défense des rives du Rhin, soit la construction des digues qui en dépendent, nécessitera l'occupation permanente ou temporaire des propriétés privées, les indemnités à payer pour dépossession, servitude, dépréciation ou dommages, seront réglées dans chaque État conformément aux lois sur les travaux publics et sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et sous le principe de l'indemnité amiable ou prononcée par l'autorité compétente.

2. Les travaux et les digues du Rhin sont placés, dans chacun des deux Pays, sous l'empire des lois et règlements relatifs à la conservation du domaine, des constructions et des voies publics, et nul ne peut y accomplir un acte quelconque sans la permission des autorités préposées à ces services.

Cette autorité, sur le territoire français, est le préfet du département. Les contraventions sont constatées par les agents de l'administration des ponts et chaussées. La répression est confiée au conseil de préfecture du département sur le territoire duquel la contravention a été commise.

Pour le Grand-Duché, ces autorités sont les bailliages respectifs qui, le cas échéant, devront entrer en communication avec l'administration générale des ponts et chaussées. Les mêmes bailliages sont chargés de la répression des contraventions constatées par les agents de police et de surveillance de ladite administration.

Chaque Gouvernement fera connaître à ses nationaux les dispositions précédentes et veillera à ce qu'ils s'y conforment à l'avenir et n'entreprennent rien sur les digues et travaux situés

sous la souveraineté étrangère sans en avoir obtenu l'autorisation de qui de droit.

3. Les deux parties contractantes reconnaissent qu'il est désirable que les communes françaises et badoises cessent de posséder des propriétés sur la rive opposée du fleuve et promettent les bons offices de leurs administrations locales pour amener à l'amiable les communes à rentrer, par voie d'échange ou de vente, chacune dans les limites du territoire auquel elles appartiennent.

4. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées, à Carlsruhe, dans le délai de six semaines à partir du jour de la signature, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Carlsruhe, le 25 février de l'an de grâce 1857.

(L. S.) Signé SERRÉ.

(L. S.) Signé MEYSENBUG.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, Le Ministre des affaires étrangères,

Signé ABBATUCCI.

Signé A. WALEWSKI.

N° 4473. — DÉCRET IMPÉRIAL qui répartit entre les Départements de l'Empire les cent mille Hommes appelés sur la Classe de 1856.

Du 8 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

— Vu la loi du 11 octobre 1830 et celle du 21 mars 1832, relatives au recrutement de l'armée ;

Vu la loi du 25 juin 1856, qui fixe à cent mille hommes le contingent à appeler, en 1857, sur la classe de 1856, pour le recrutement des troupes de terre et de mer ;

Vu le décret du 15 novembre 1856 (1), relatif aux opérations préliminaires de l'appel de la classe de 1856 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cent mille hommes appelés, en 1857, sur la classe de 1856, sont répartis entre les départements de l'Empire suivant le tableau ci-joint.

2. La sous-répartition du contingent assigné à chaque département sera faite entre les cantons par le préfet, en conseil de préfecture, et rendue publique par voie d'affiches, avant l'ouverture des opérations du conseil de révision.

3. Les opérations du conseil de révision commenceront le 30 avril courant, et la réunion des listes de contingent cantonal, pour former la liste du contingent départemental, sera effectuée le 10 juin.

Après cette dernière opération, et ainsi qu'il est prescrit par l'article 29 de la loi du 21 mars 1832, les jeunes gens définitivement appelés seront inscrits sur les registres matricules des corps pour lesquels ils seront désignés.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

(1) Bull. 443, n° 4137.

Tableau annexé au décret du 8 avril 1857, et présentant la répartition, entre les départements, des cent mille hommes appelés sur la classe de 1856.

NUMÉROS d'ordre.	NUMÉRO de la division militaire à laquelle appartient le départe- ment.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de la classe de 1856.	CONTINGENT de chaque département.
1	8	Ain	3,603	1,159
2	4	Aisne	4,486	1,443
3	19	Allier	3,238	1,042
4	9	Alpes (Basses-)	1,431	460
5	8	Alpes (Hautes-)	1,283	413
6	8	Ardèche	3,907	1,257
7	4	Ardennes	2,741	882
8	11	Ariège	2,511	808
9	1	Aube	2,125	684
10	11	Aude	2,616	842
11	10	Aveyron	3,657	1,177
12	9	Bouches-du-Rhône	3,166	1,019
13	2	Calvados	3,728	1,199
14	20	Cantal	2,359	759
15	14	Charente	3,305	1,063
16	14	Charente-Inférieure	4,090	1,316
17	19	Cher	2,699	868
18	21	Corrèze	2,914	938
19	17	Corse	2,206	710
20	7	Côte-d'Or	3,631	1,168
21	16	Côtes-du-Nord	5,623	1,809
22	21	Creuse	2,552	821
23	14	Dordogne	4,815	1,549
24	7	Doubs	2,697	868
25	8	Drôme	3,037	977
26	2	Eure	3,199	1,029
27	1	Eure-et-Loir	2,366	761
28	16	Finistère	5,447	1,752
29	10	Gard	3,466	1,115
30	12	Garonne (Haute-)	4,134	1,330
31	13	Gers	2,490	801
32	14	Gironde	5,210	1,676
33	10	Hérault	3,212	1,033
34	16	Ille-et-Vilaine	5,239	1,686
35	19	Indre	2,513	809
36	18	Indre-et-Loire	2,506	806
37	8	Isère	5,775	1,858

NUMÉROS d'ordre.	NUMÉRO de la division militaire à laquelle appartient le départe- ment.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de la classe de 1856.	CONTINGENT
				de chaque département.
38	7	Jura.....	2,985	960
39	13	Landes.....	2,558	813
40	18	Loir-et-Cher.....	2,328	749
41	8	Loire.....	4,728	1,521
42	20	Loire (Haute).....	3,137	1,009
43	15	Loire-Inférieure.....	4,783	1,539
44	1	Loiret.....	2,812	914
45	12	Lot.....	2,627	815
46	14	Lot-et-Garonne.....	2,766	890
47	10	Lozère.....	1,313	422
48	15	Maine-et-Loire.....	4,317	1,389
49	16	Manche.....	4,881	1,570
50	4	Marne.....	2,801	902
51	7	Marne (Haute).....	2,264	728
52	16	Mayenne.....	3,342	1,075
53	5	Meurthe.....	3,903	1,256
54	5	Meuse.....	2,637	868
55	16	Morbihan.....	4,218	1,357
56	5	Moselle.....	3,964	1,275
57	19	Nièvre.....	3,176	1,022
58	3	Nord.....	9,780	3,146
59	1	Oise.....	3,227	1,038
60	2	Orne.....	3,553	1,143
61	3	Pas-de-Calais.....	6,151	1,979
62	20	Puy-de-Dôme.....	5,387	1,733
63	13	Pyrénées (Basses).....	3,882	1,249
64	13	Pyrénées (Hautes).....	2,133	686
65	11	Pyrénées-Orientales.....	1,609	518
66	6	Rhin (Bas).....	5,390	1,731
67	6	Rhin (Haut).....	5,092	1,638
68	8	Rhône.....	4,652	1,497
69	7	Saône (Haute).....	3,092	995
70	8	Saône-et-Loire.....	5,658	1,820
71	18	Sarthe.....	4,247	1,366
72	1	Seine.....	9,742	3,134
73	1	Seine-Inférieure.....	6,457	2,077
74	1	Seine-et-Marne.....	2,807	903
75	1	Seine-et-Oise.....	3,564	1,147
76	15	Sèvres (Deux).....	2,954	950
77	3	Somme.....	4,860	1,564
78	12	Tarn.....	3,339	1,074

NUMÉROS d'ordre.	NUMÉRO de la division militaire à laquelle appartient le départe- ment.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de la classe de 1856.	CONTINGENT de chaque département.
79	12	Tarn-et-Garonne.....	2,014	648
80	9	Var.....	2,529	814
81	9	Vaucluse.....	2,115	680
82	15	Vendée.....	3,696	1,189
83	18	Vienne.....	2,894	931
84	21	Vienne (Haute-).....	2,991	962
85	5	Vosges.....	4,071	1,310
86	1	Yonne.....	3,337	1,074
TOTALS.....			310,833	100,000 (A)

(A) La proportion entre le nombre des inscrits et le chiffre du contingent est de 32. 1716 cent.

Paris, le 8 Avril 1857.

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 4474. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe, pour l'année 1857, le Crédit d'inscription des Pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853.

Du 15 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances;

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles, et l'article 38 du règlement d'administration publique du 9 novembre suivant (1);

Vu le relevé des extinctions réalisées en 1856 sur les pensions inscrites, s'élevant à la somme totale d'un million quatre cent soixante et dix-sept mille cent treize francs vingt-cinq centimes;

La section des finances de notre Conseil d'état entendue,

(1) Bull. 104, n° 869.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853 est fixé à la somme d'un million quatre cent soixante et dix-sept mille francs.

2. Ce crédit est réparti entre les différents ministères ainsi qu'il suit :

Ministère d'État et de la Maison de l'Empereur et grande chancellerie de la Légion d'honneur.....	50,000 ^f
— de la justice.....	180,000
— des affaires étrangères.....	32,000
— des finances.....	964,000
— de l'intérieur.....	32,000
— de la guerre.....	44,000
— de l'instruction publique et des cultes.....	120,000
— de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	55,000
TOTAL.....	1,477,000

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 15 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,
Signé P. MAGNE.

N° 4475. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe à sept le nombre des avoués près le tribunal de première instance de Vesoul (Haute-Saône). (*Paris, 18 Mars 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 22^e Avril 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 22 Avril 1857.

BULLETIN DES LOIS.

N° 487.

N° 4476. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui crée au Muséum d'histoire naturelle une Chaire de Physique végétale.*

Du 4 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'article 1^{er} du décret du 9 mars 1852 (1),

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé, au Muséum d'histoire naturelle, une chaire de physique végétale.

2. M. *Georges Ville* est nommé professeur de physique végétale au Muséum d'histoire naturelle.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

(1) 1^{re} série, Bull. 520, n° 3966.

N° 4477. — DÉCRET IMPÉRIAL qui crée à l'Académie des Sciences morales et politiques une sixième place d'Associé étranger.

Du 28 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'article 7 du décret du 14 avril 1855 (1), en vertu duquel une section nouvelle a été constituée au sein de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut impérial de France;

Vu le décret du 7 janvier 1857 (2) portant création d'une sixième place d'académicien libre dans ladite académie,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une sixième place d'associé étranger est créée à l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut impérial de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,

Signé ROPLAND.

N° 4478. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que la Chaire de Botanique du Muséum d'histoire naturelle prendra le titre de Chaire de Botanique et de Physiologie végétale.

Du 28 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

(1) Bull. 292, n° 2668.

(2) Bull. 475, n° 4383.

Vu le décret du 4 mars 1857. (1) portant création d'une chaire de physique végétale au Muséum d'histoire naturelle;

Vu le chapitre II, article 6, du règlement organique du 21 septembre 1793,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La chaire de botanique du Muséum d'histoire naturelle prendra désormais le titre de *chaire de botanique et de physiologie végétale*.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mars 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4479. — DÉCRET IMPÉRIAL qui classe, comme *Ouvrage défensif* faisant partie intégrante de la Place de Lorient, la nouvelle Enceinte établie pour couvrir le chantier de Caudan.

Du 8 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 (2), rendu pour l'exécution desdites lois;

Vu le plan de délimitation visé et arrêté par notre ministre de la guerre;

Vu l'avis du comité des fortifications, en date du 10 février 1857;

Considérant qu'il est nécessaire d'appliquer les dispositions concernant les servitudes défensives aux terrains situés en avant de la nouvelle enceinte établie pour couvrir le chantier de Caudan, à Lorient;

(1) Voir ci-dessus, n° 4476.

(2) Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

Sur le rapport de notre ministre de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La nouvelle enceinte établie pour couvrir le chantier de Caudan, à Lorient, est classée comme ouvrage défensif, faisant partie intégrante de ladite place, et comme tel rangé dans la première série des places de guerre.

2. Les zones de prohibition de ladite enceinte seront délimitées conformément au plan joint au présent décret.

3. Nos ministres secrétaires d'état au département de la guerre et de la justice sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France

Ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

Signé VAILLANT.

N° 4480. — DÉCRET IMPÉRIAL qui maintient définitivement M. le Général de division de Rostolan dans la première section du cadre de l'État-major général.

Du 13 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le troisième paragraphe de l'article 5 de la loi du 4 août 1839 portant :

« Sont maintenus de droit, sans limite d'âge, dans la première section, les lieutenants généraux ayant satisfait à l'une des conditions spécifiées dans le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 1^{er} ; »

Vu notre décret du 1^{er} décembre 1852 (1) ;

Considérant que le général de division de Rostolan, nommé au commandement en chef du corps expéditionnaire de la Méditerranée par décret du 7 août 1849, a exercé ce commandement jusqu'au 24 octobre de la même année ;

(1) 1^{re} série, Bull. 596, n° 4605.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le général de division *de Rostolan (Louis)*, commandant la neuvième division militaire, sénateur, né le 31 juillet 1791, est maintenu définitivement dans la première section du cadre de l'état-major général.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 4481. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture du Bureau de douane de Royan (Charente-Inférieure).

Du 15 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 5, titre XIII, de la loi du 22 août 1791 ;

Vu la loi du 14 juin 1855 ;

Vu la demande des négociants de Royan et l'avis de la chambre de commerce de la Rochelle ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les heures d'ouverture et de fermeture du bureau de douane de Royan (Charente-Inférieure) sont fixées ainsi qu'il suit :

Du 1^{er} avril au 30 septembre, de huit heures du matin à quatre heures du soir ;

Du 1^{er} octobre au 31 mars, de neuf heures du matin à quatre heures du soir.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 15 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4482. — DÉCRET IMPÉRIAL portant fixation de la quantité de Sel que l'Administration des Douanes est autorisée à délivrer en franchise pour le *pacquage* du Maquereau salé à terre.

Du 18 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 1^{er} de l'ordonnance du 30 octobre 1816 (1) et le tableau annexé à ladite ordonnance,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La quantité de sel que l'administration des douanes est autorisée, en vertu de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 30 octobre 1816, à délivrer en franchise pour le *pacquage* du maquereau salé à terre, est provisoirement porté de dix kilos à trente kilos par quintal de poisson soumis à l'opération du *daguage* et destiné à l'exportation.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

(1) VII^e série, Bull. 121, n° 1310.

N° 4483. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que *M. Bertrand (George-Onezime)*, avocat à la cour impériale, né à Paris, le 8 août 1814, y demeurant, et *M. Bertrand (Louis-Athanase)*, son frère, négociant en tissus, né à Paris, le 8 avril 1819, demeurant dans cette ville, sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Taillet*, et à s'appeler, à l'avenir, *Bertrand-Taillet*;

2° Que lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Paris, 4 Avril 1857.*)



Certifié conforme

Paris, le 23^e Avril 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 488.

N° 4484. — *Loi sur les Douanes.*

Du 18 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

IMPORTATIONS.

ART. 1^{er}. Le tarif des droits de douane à l'importation est
modifié ainsi qu'il suit :

es et ânesses (1).....	Exempts.
es et chèvres (1).....	Idem.
reaux (1).....	Idem.
ens (1).....	Idem.
ier (1).....	Idem.
aille (1).....	Idem.
ches à miel avec essaims vivants (1).....	Idem.
tues (1).....	Idem.
gues (2).....	Idem.
maux non dénommés (1).....	Idem.

(1) Décret du 16 juillet 1855.

(2) Décret du 10 décembre 1855.

Peaux brutes grandes (1)	sèches.....	{	par	{	des pays hors d'Europe.	0 ^f 10 ^s		
			navires		des entrepôts.....	5 00		
			français					
			par navires étrangers.....		10 00			
	fraîches.....	{	par terre, d'origine étrangère à l'Europe...	{	10 00			
			par mer et par navires français, des pays hors d'Europe.....		0 10			
			par terre, du cru des pays limitrophes.....		0 10			
Peaux de chien de mer, brutes,	fraîches ou sèches (1).....	{	par navires français.....	{	0 10	les 100 kil		
			par navires étrangers.....		5 00			
Peaux brutes d'agneaux, fraîches	ou sèches, sauf celles revêtues	{	par navires français.....	{	0 10			
			de leur laine pesant plus d'un kilogramme (1).....		par navires étrangers.....		1 00	
Peaux brutes de chevreaux,	fraîches ou sèches et autres	{	par navires français.....	{	0 10			
			petites peaux brutes non dé-		par navires étrangers.....		1 00	
nommées (1).....								
Peaux brutes de lapins et de lièvres (2).....						Exemptes		
Bourre de laine, lanice et tontice (2).....						Exempte.		
Cheveux (2).....						Exemptes.		
Pois (1).. bruts.....	{	par navires français.....	{	0 ^f 10 ^s	les 100 kil			
						par navires étrangers.....	1 00	
						peignés ou en bottes,	par navires français.....	10 00
						de longueurs as-	par navires étrangers.....	11 00
sorties.....								
Plumes	{	par navires français.....	{	0 10	Idem.			
		à écrire (1) par navires étrangers.....		10 00				
Soies en cocons (2).....						Exemptes		
Poil de Messine (2).....						Exempte.		
Cire non ouvrée, jaune ou brune, par navires français (1).....						1 ^f 00 ^s les 100 kil		
Résidu de cire (2).....						Exempte.		
Œufs (2).. de volaille et de gibier.....	{	de vers à soie.....	{		Idem.			
Miel (1).. par navires français.....	{	par navires étrangers.....	{	1 ^f 00 ^s	les 100 kil			
				6 00				
Présure (2).....						Exempte.		
Leyure de bière (2).....						Idem.		
Engrais	{	par navires français et par terre.....	{	0 ^f 50 ^s	les 100 kil			
		dénommés par navires étrangers.....						
(2).								
Sang de bétail (2).....						Exempte.		
Oreillons	{	par navires français.....	{	0 ^f 10 ^s	les 100 kil			
		(1). par navires étrangers.....		1 00				
Nerfs de bœufs et d'autres animaux (2).....						Exemptes.		
Boyaux frais ou salés (2).....						Idem.		
Vessies de cerf et autres (2).....						Idem.		
Poissons d'eau douce frais (2).....						Idem.		

(1) Décret du 10 décembre 1855.

(2) Décret du 16 juillet 1855.

Perles fines (1).....	Exemptes.
Poissons natatoires de poissons, brutes ou simplement desséchées (1).....	Idem.
Poissons (1).....	Idem.
Poissons desséchés (1).....	Exemptes.
Poissons (1).....	Idem.
Poissons d'écrevisses (1).....	Idem.
Poisson de cerf (1).....	Idem.
Poisson de bouc desséché (1).....	Idem.
Poisson (1).....	Idem.
Os de cœur de cerf et os de sèche (1).....	Idem.
Corne de cerf et de snack (1).....	Idem.
Râpures de corne de cerf.....	Idem.
(1) d'ivoire.....	Idem.
Pieds d'élan (1).....	Idem.
Dents { Défenses { par navires { des pays hors d'Europe.....	Idem.
éléphant { entières { français { d'ailleurs..... 50' 00"	les 100 kil.
(1) { ou en morceaux { par navires étrangers..... 60 00	Exemptes.
{ Mâchelières... { français { d'ailleurs..... 5' 00"	les 100 kil.
{ par navires étrangers..... 10 00	Exemptes.
Écaille { Carapaces, { par navires { des pays hors d'Europe.....	Exemptes.
de tortue { onglons { français { d'ailleurs..... 50' 00"	les 100 kil.
(1) { et caouanes, { par navires étrangers..... 60 00	Moitié des droits ci-dessus.
{ Rognures.....	
Coquillages { Nacre de perle, { en { par { des pays situés au delà des caps	Exempte.
marés (1) { sans distinction { coquilles { navires { Horn et de Bonne-Espérance	les 100 kil.
{ de la nacre { brutes, { français { d'ailleurs..... 15' 00"	
{ dite franche { sciée ou dépouillée de sa croûte. Le double des droits ci-dessus.	
{ ou bâtarde, { par navires étrangers..... 25 00	
{ Haliotides, dites oreilles { par navires français.....	Exemptes.
{ de mer, { par navires étrangers..... 3' 00"	les 100 kil.
Os et sabots de bétail (2).....	par navires français et par terre. Les 100 kil. 0' 10"
	par navires étrangers..... Idem. 1 00
Corne de bétail brutes (2).....	par navires français et par terre. Idem. 0 10
	par navires étrangers..... Idem. 1 00
Dents de loup (1).....	Mêmes droits que les os et sabots de bétail.
Marrons, châtaignes et leurs fa- { par navires français..... Les 100 kil. 1 00	
riines (2)..... { par navires étrangers..... Idem. 3 00	
Farines et féculs de manioc et autres féculs exotiques brutes { Mêmes droits que le sagou et le salep.	
ou grillées (3)..... { de l'Inde..... Les 100 kil. 5 00	
Sagou { par navires français { d'ailleurs, hors d'Europe..... Idem. 10 00	
et { des entrepôts..... Idem. 15 00	
salep (1) { par navires étrangers..... Idem. 20 00	
Pistaches (1).....	Mêmes droits que les fruits secs ou tapés.
Carrobe ou carouge (4)..... { par navires français..... Les 100 kil. 0 25	
	{ par navires étrangers..... Idem. 1 00

(1) Décret du 16 juillet 1855.

(2) Décret du 10 décembre 1855.

(3) Décret du 28 novembre 1855.

(4) Décret du 23 juin 1855.

2. Fruits oléagineux (1)	{ Noix, noisettes et avoines lines Amandes en coque ou cassées.....	{ par navires français..... par navires étrangers..... par navires français..... par navires étrangers.....	Les 100 kil. Idem..... Idem..... Idem.....	1' 00' 3 00 1 00 3 00		
Graines à ensemençer, de jardin et de fleurs, de garance, de pastel, de chardon cardère, de coton, forestales et de prairie (1).....		{ par navires français..... par navires étrangers.....	Idem..... Idem.....	0 10 1 00		
Amomés ou cardamomes (2)...		Mêmes droits que les fruits médicinaux non dénommés.				
Poivre et piment des colonies françaises autres que la Guyane (2).		Mêmes droits que le poivre et le piment de la Guyane.				
Vanilles originaires des colonies françaises, des Antilles, de la Guyane et de Mayotte (3)....				Exemptes.		
Des recensements effectués chaque année à Mayotte par les autorités locales détermineront les quantités de vanille de cette colonie auxquelles sera applicable le bénéfice de la disposition qui précède.						
Gommes pures d'Europe (2).....			Idem.			
Camphre brut (2)	{ par navires français par navires étrangers	{ de l'Inde..... des pays hors d'Europe..... des entrepôts..... Idem.....	Les 100 kil. Idem..... Idem..... Idem.....	20' 00' 30 00 40 00 50 00		
		Exempte.				
		Glu (2).....				
		Sarcocolle, kino et autres sucres végétaux desséchés (1).....	{	Mêmes droits que les résineux exotiques non dénommés.		
Racines médicinales non dénommées (2)	{ par navires français par navires étrangers	{ des pays hors d'Europe..... des entrepôts..... Idem..... Idem.....	Exemptes. Les 100 kil. Idem..... Idem.....	10' 00' 20 00		
		Rhubarbe (2)	{ par navires français par navires étrangers	{ de l'Inde..... d'ailleurs, hors d'Europe..... des entrepôts..... Idem.....	Les 100 kil. Idem..... Idem..... Idem.....	35 00 45 00 55 00 65 00
				Écorces médicinales non dénommées (2).....		
				Mêmes droits que les écorces de quinquina.		
Herbes médicinales non dénommées (2)	{ par navires français par navires étrangers	{ des pays hors d'Europe..... d'ailleurs..... Idem..... Idem.....	Exemptes. Les 100 kil. Idem..... Idem.....	10' 00' 20 00		
		Fleurs de lavande et d'oranger, même salées (2).....				
		Exemptes.				

(1) Décret du 10 décembre 1855.

(2) Décret du 16 juillet 1855.

(3) Décret du 7 juillet 1855.

Fleurs mé- dicinales non dénom- mées (1)	{	par navires français	{ des pays hors d'Europe.....	Exemptes.	
			{ des entrepôts.....	Les 100 kil. 10 ^f 00 ^s	
Fruits mé- dicinaux non dénom- més (1)	{	par navires étrangers.....	Idem.....	20 00	
	{	par navires français	{ des pays hors d'Europe.....	Exemptes.	
			{ des entrepôts.....	Les 100 kil. 10 ^f 00 ^s	
		par navires étrangers.....	Idem.....	20 00	
Gui de clène et absinthe (1).....				Exempt.	
Barbotine ou semencine (1).....				Exempte.	
Casse sans apprêts et tamarins (gousses et pulpes) (1).....			Mêmes droits que les fruits médicinaux non dénommés.		
Graine de moutarde (1).....			Mêmes droits que les graines oléagineuses non dénommées.		
Lichens autres que ceux propres à la teinture (1).....				Exemptes.	
Bois à brûler (1).....			{ en bûches ou en rondins.....	Idem.	
			{ en fagots.....	Idem.	
Bois en éclisses (2) par navires français.....			Le mille en nombre.	0 ^f 10 ^s	
Espars (2).....				Exemptes.	
Bois de pin, de sapin, d'orme et autres bois communs	{	bruts, équarris à la hache ou sciés à plus de 80 millimètres d'épaisseur. sciés à 80 millimètres d'é- paisseur ou moins, sauf les planches ou plateaux de noyer dénommés au tarif.....	par navires français... Le stère.	0 ^f 05 ^s	
			par navires étrangers.. Idem....	0 10	
			par navires français. Les 100 mè- tres de longueur.....	0 05	
				par navires étrangers. Idem.....	1 00
Mâts.....			Exemptes.		
Mâtereaux.....			Idem.		
Pigouilles de 11 centimètres inclusivement à 16 centimètres exclu- sivement de diamètre.....			Idem.		
Manches de gaffe de 6 centimètres inclusivement à 11 centimètres exclu- sivement de diamètre.....			Idem.		
Manches de fouine et de pinceau à goudron.....			Idem.		
Bois de noyer scié en plateaux (3) par navires français.....			Idem.		
Bois feuillard (2).....	{	par navires français.. Le mille en nombre.	0 ^f 10 ^s		
		par navires étrangers. Idem.....	1 50		
Bois merrains de toute espèce (2)	{	par navires français.. Idem.....	0 10		
		par navires étrangers. Idem.....	1 50		
Osier en bottes (1).....			Exempt.		
Racines à vergettes (1).....			Exemptes.		
Bruyères à vergettes brutes (1).....			Idem.		
Bruyères à vergettes dépouillées			par navires français..... Les 100 kil.	0 ^f 50 ^s	
de leur barbe (2).....			par navires étrangers..... Idem.....	5 00	

(1) Décret du 16 juillet 1855.

(3) Décret du 29 août 1855.

(2) Décret du 10 décembre 1855.

Tiges de millet pour balais (1).....	Exemptes.
Liège brut revêtu de sa croûte { par navires français..... Les 100 kil.	0' 50'
gercée (2)..... { par navires étrangers..... Idem.....	5 00
Bois de toute espèce des colonies françaises et du Sénégal (2).....	Exemptes.
Bois de fustet (1).....	Idem.
Calebasses vides (1).....	Idem.
Jones et roseaux d'Europe des jardins et non dénommés (1).....	Idem.
Spartes en tiges brutes ou battues (2) par navires français.... Les 100 kil.	0' 05'
Presle (1).....	Exempte.
Coton en laine (3) des entrepôts, par navires français et par terre. Les 100 kil.	25' 00'
Écorces de tilleul pour cordages (1).....	Exemptes.
Orcanette (1).....	Idem.
Garou (Racines de) (1).....	Idem.
Querci- { par navires français { des pays hors d'Europe.... Les 100 kil.	2' 00'
tron (1) { par navires étrangers..... Idem.....	4 00
Écorces de pin, d'aune, de grenade et de bourdaine (1).....	Mêmes droits
que les écorces à tan.	
Écorces de citron et d'orange (1).....	} Exemptes.
Écorces de tan non moulues (1).....	
Brou de noix (1).....	
Gaude (1).....	
Pastel (tiges et feuilles de) (1).....	
Sarrette (1).....	} Exemptes.
Genestrolle (1).....	
Feuilles propres à la teinture et à la tannerie non dénommées (1).....	
Carthame { par navires français { des pays hors d'Europe.... Les 100 kil.	1' 00'
(Fleurs de) { des entrepôts..... Idem.....	6 00
(2) { par navires étrangers..... Idem.....	10 00
Légumes verts (1).....	Exemptes.
Foin, paille et herbes de pâtu- { par navires français et par terre.....	Idem.
rage (1)..... { par navires étrangers..... Les 100 kil.	0 50
Son (2), par navires français.....	Idem..... 0 05
Houblon (1).....	Idem..... 45 00
Plants d'arbres (1).....	Exemptes.
Bulbes et oignons (1).....	Mêmes droits que les légumes verts.
Agaric de chêne ou amadouvier brut (1).....	} Idem.
Idem de mélèze (1).....	
Truffes fraîches, marinées ou sèches (1).....	
Champignons, morilles et mousserons (1).....	
Lycopode (1).....	
Chardons cardères (1).....	
Marc de raisin (1).....	
Marc de roses (1).....	
Amurca (1).....	} Idem.
Grignon (1).....	
Tourteaux de graines oléagineuses (1).....	

(1) Décret du 16 juillet 1855.

(2) Décret du 10 décembre 1855.

(3) Décret du 26 janvier 1856.

Drilles (1).....	{ par navires français et par terre.....	Exemptes.
	{ par navires étrangers..... Les 100 kil.	1' 00"
Mottes à brûler (1).....		
Tourbe crue ou carbonisée (1).....		
Pierres gemmes brutes (1).....		
Diamants bruts (1).....		Exemptes.
Agates brutes (1).....		
Cristal de roche brut (1).....		
Meules à moudre de toute dimension (1).....		
Meules à aiguiser (2).....	{ par navires français..... La pièce.	0' 10"
	{ par navires étrangers..... Idem....	0 30
Pierres à aiguiser brutes (1)...	Mêmes droits que les pierres et terres non dénommées.	
Pierres et terres non dénom-	{ par navires français et par terre.....	Exemptes.
mées (1).....	{ par navires étrangers..... Les 100 kil.	1' 00"
Craie (1).....		
Spath (1).....		
Pierres à feu (1).....		
Terre de pipe (1).....		
Tripoli ou Alana (1).....		
Groison (1).....		
Pierre ponce (1).....		Mêmes droits
Pierre de touche (1).....		que
Talc brut, en masse (1).....		les pierres
Pierres ferrugineuses, autres que l'émeri (1).....		et terres
Derle ou terre à porcelaine (1).....		non
Bol d'Arménie et terre de Lemnos (1).....		dénom-
Ocres (1).....		mées.
Matériaux non dénommés, sauf la chaux pour engrais et les écosines brutes ou équarries autrement que par le sciage, qui demeurent soumises au droit actuel (1).....		
Pierres à chaux brutes (1).....		
Sable commun pour la bâtisse (1).....		
Marne (1).....		
Chaux éteinte et chaux en pier-	{ par navires français..... Les 100 kil.	0' 01"
res calcinées ou broyées (2)...	{ par navires étrangers..... Idem....	1 00
Bitumes fluides et goudron mi-		
néral provenant de la distilla-	{ par navires français..... Les 100 kil.	0 05
tion de la houille (2).....	{ par navires étrangers..... Idem....	1 00
Graphite ou plombagine (2)...	{ par navires français..... Les 100 kil.	1 00
	{ par navires étrangers..... Idem....	3 00
Jais (1).....		Exemptes.
Succins (1).....		Idem.
Cendres et regrets d'orfèvre (1).....	Mêmes droits que les pierres et terres non dénommées.	
Fonte épurée dite mazée, en masse pesant 15 kil. ou plus (3).....	Les 100 kil.	7' 00"

(1) Décret du 16 juillet 1855.

(3) Décret du 29 août 1855

(2) Décret du 10 décembre 1855.

	platiné ou laminé, étamé, plombé, cuivré, zingué. Les 100 kil.	40 ⁰ 00 ⁰
Fer (1)...	de tréfilerie.....	Fils de fer, même recouverts d'autres métaux..... <i>Idem</i> 30 00 Cordes métalliques blanches pour instru- ments...Mêmes droits que l'acier filé. Ne seront considérés comme fils de fer que ceux passés à la filière. en tôle de toute espèce Les 100 kil. 50 00 filé, même blanchi pour cor- des d'instruments <i>Idem</i> 70 00 Ne seront considérées comme tôle que les feuilles de 25 centimètres de largeur au moins; Comme fils, que ceux passés à la filière.
	Acier.....	Débris de vieux ouvrages en fer..... Les 100 kil. 8 00 Débris de vieux ouvrages en fonte.. Même droit que la fonte brute.
	Ferrailles	
Étain brut (2) par navires français, de l'Inde.....		Exempt.
Argentan (nickel allié) en mas- se (3).....	par navires français..... Les 100 kil. 1 ⁰ 00 ⁰ par navires étrangers..... <i>Idem</i> 2 00	
Nickel brut (2).....		Exempt.
Antimoine sulfuré (3)	par navires français..... Les 100 kil. 1 ⁰ 00 ⁰ par navires étrangers..... <i>Idem</i> 3 00	
Arsenic (métal) (2).....		Exempt.
Mercure natif ou vif-argent (3).....	par navires français..... Les 100 kil. 1 ⁰ 00 ⁰ par navires étrangers..... <i>Idem</i> 5 00	
Manganèse (2) ..Mêmes droits que les pierres et terres non dénommées.		
Citrate de chaux (3).....	par navires français..... Le kil. 0 01 par navires étrangers..... <i>Idem</i> 0 05	
Acide citrique de toute sorte des colonies françaises (4).....		Exempt.
Jus de citron naturel ou concen- tré à 35° et au-dessous (3)...	par navires français..... Le kil. 0 ⁰ 01 ⁰ par navires étrangers..... <i>Idem</i> ... 0 05	
Cendres végétales, vives ou lessivées (2).....		Exemptes.
Oxydes (2).....	d'étain..... de zinc gris cendré (tuthie ou cadmie) .. de cuivre.....	Exempt.
Hydrochlorate ou muriate de potasse (5).....	Les 100 kil.	15 ⁰ 00 ⁰
Sulfate de baryte (2) ...Mêmes droits que les pierres et terres non dénom- mées.		
Acétate de fer liquide (2).....		Exempt.
Cadmium brut (2).....	Les 100 kil.	2 ⁰ 00 ⁰
Kermès en grains ou graine d'écarlate (2).....		Exempt.
Lie de vin (2).....		Exempte.
Noir de fumée (3).....	par navires français..... Les 100 kil. 1 ⁰ 00 ⁰ par navires étrangers..... <i>Idem</i> 3 00	
Noir d'Espagne (3) ...Même régime que le noir de fumée.		

(1) Décret du 29 août 1855.

(4) Décret du 23 avril 1855.

(2) Décret du 16 juillet 1855.

(5) Décret du 9 février 1856.

(3) Décret du 10 décembre 1855.

Noir minéral naturel (1)... Mêmes droits que les pierres et terres non dénommées.				
Écaillés d'ablette (1).....			Exemptes.	
Pommes et poires écrasées (1).....			Idem.	
Liqueurs des colonies françaises (2).....			L'hectolitre. 15' 00 ^e	
Grosil (1).....	{	par navires français et par terre.....	Exempt.	
		par navires étrangers..... Les 100 kil.	1' 00 ^e	
Vannerie	{	brut.....	par navires français..... Les 100 kil. 6 00	
en		par navires étrangers.....	Idem..... 7 00	
quelque	{	pelé.....	par navires français..... Idem..... 12 00	
végétal		par navires étrangers.....	Idem..... 14 00	
que	{	coupé.....	par navires français..... Idem..... 20 00	
ce soit (3)		par navires étrangers.....	Idem..... 24 00	
Caractères d'imprimerie vieux et		hors d'usage (4).....	Idem..... 5 00	
Machines et mécani- ques (appareils complets) (5)	{	à vapeur.....	fixes..... Les 100 kil. 25 00	
			pour la navigation.....	Idem..... 35 00
			Locomotives sans tenders...	Idem..... 40 00
			pour la filature.....	Idem..... 40 00
			Métiers à tisser.....	Idem..... 15 00
			Cardes non garnies.....	Idem..... 30 00
			Métiers à tulle.....	Idem..... 60 00
			à fabriquer le papier.....	Idem..... 30 00
			à imprimer.....	Idem..... 30 00
			pour l'agriculture.....	Idem..... 15 00
	{	autres qu'à vapeur..	Waggon de terrassement, à caisse en bois et roues en fonte.....	Idem..... 20 00
			Bateaux et nacelles de riviè- res, en fer.....	Idem..... 30 00
			Tenders, chaudières, gazomè- tres.....	Idem..... 30 00
			Appareils, à sucre, à distiller, de chauffage, en fer.....	Idem..... 30 00
			100 kilogrammes ou moins..	Idem..... 65 00
			100 à 200 kil.....	Idem..... 45 00
			200 à 1,000.....	Idem..... 35 00
			1,000 à 2,500.....	Idem..... 30 00
			2,500 à 5,000.....	Idem..... 25 00
			plus de 5,000 kilogrammes..	Idem..... 20 00
Machines et mécani- ques (pièces détachées) (5).	{	Plaques et rubans de	cartes de toute espèce..... Les 100 kil. 200 00	
			25 kilogrammes ou moins...	Idem..... 80 00
			25 à 50 kil.....	Idem..... 65 00
			50 à 100.....	Idem..... 55 00
	{	Autres en fonte, pe- sant.....	100 à 200.....	Idem..... 45 00
			200 à 1,000.....	Idem..... 35 00
			1,000 à 2,500.....	Idem..... 25 00
			2,500 à 5,000.....	Idem..... 20 00
		plus de 5,000 kilogrammes..	Idem..... 15 00	

(1) Décret du 16 juillet 1855.

(2) Décret du 14 avril 1855.

(3) Décret du 11 août 1855.

(4) Décret du 28 avril 1855.

(5) Décret du 29 août 1855.

Machines et mécaniques (pièces détachées) (Suite.) (1)	En fer, pesant	5 kil. ou moins	Les 100 kil.	100 ^f 00
		5 à 25 kil.	Idem.	80 00
		25 à 50 kil.	Idem.	70 00
		plus de 50 kil.	Idem.	60 00
	En acier		Idem.	200 00
Outils (1)	Instru- ments aratoires.	Faux	Idem.	120 00
		Faucilles et autres	Idem.	Droits actuels.
	Serans	à pointes de fer ou de cuivre	Idem.	Idem.
	ou peignes	à pointes d'acier	Idem.	Idem.
		à grosses tailles, dites communes. Les 100 kil.		75 ^f 00
	Limes et râpes	à polir, { 17 centimètres	Idem.	180 00
		dites fines, ou plus.		
		ayant { moins de 17 cen-	Idem.	225 00
		de longueur timètres.		
		146 centimètres ou plus.	Idem.	110 00
Toiles métalliques (1)	Scies ayant de longueur	moins de 146 centimètres et jusqu'à 50 cen- timètres, et scies circulaires de plus de 20 centimètres de diamètre. Les 100 kil.		175 00
		de 50 centimètres et au-dessous, et scies circulaires de moins de 20 centimètres de diamètre. Les 100 kil.		200 00
	Autres	de pur fer	Les 100 kil.	Droits actuels.
		de fer rechargé d'acier.		125 ^f 00
		de pur acier.		175 00
Ouvrages en caoutchouc ou en gutta-percha, autres que les instruments de chirurgie (2), Objets de collection hors de commerce (2)	simple- ment refondus,	de fer	Idem.	75 00
		de pur acier	Idem.	150 00
	combinés avec ou appliqués sur d'autres matières, sauf les tissus en pièces. Les 100 kil.	purs	Idem.	20 00
		mélangés avec d'autres matières	Idem.	50 00

EXPORTATIONS.

2. Le tarif des droits de douane à l'exportation est modifié de la manière suivante :

Bois d'ébénisterie (2)	} Exempts.
Chaux éteinte (3)	
Mâchefer (2)	
Sel marin, sel de saline et sel gemme, bruts ou raffinés (4)	

(1) Décret du 29 août 1855.

(3) Décret du 14 avril 1855.

(2) Décret du 16 juillet 1855.

(4) Décret du 16 mai 1855.

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.

3. Un entrepôt réel des douanes pour les marchandises prohibées et non prohibées est accordé à la commune de Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), sous les conditions déterminées par les lois et règlements (1).

4. Un entrepôt réel et général des sels pourra être établi au port de Courseulles (Calvados), sous l'accomplissement des conditions prescrites par les lois et règlements en vigueur (2).

DISPOSITIONS SPÉCIALES À L'ÎLE DE CORSE.

Exportations pour la France.

5. Les débris de fonte au-dessous de quinze kilogrammes, les vieux moulages hors de service, et les débris de fer et de tôle expédiés de l'île de Corse sur le continent français, seront admis en franchise de droits, sous les conditions déterminées par l'article 7 de la loi du 6 mai 1841, par les bureaux ouverts à la libre entrée des produits de la Corse, ainsi que par les bureaux d'Arles et de Bouc (3).

Importations en Corse.

6. Les ferrailles étrangères importées en Corse y seront soumises au droit du tarif général (3).

DISPOSITIONS SPÉCIALES À L'ALGÉRIE.

7. Les farines de céréales sont ajoutées à la nomenclature des produits naturels de l'Algérie dont l'article 1^{er} de la loi du 11 janvier 1851 autorise l'admission en franchise dans les ports de l'Empire (4).

COMMERCE AVEC LES COLONIES FRANÇAISES D'AMÉRIQUE ET DE L'INDE.

8. Le tarif des douanes à l'importation dans les colonies

(1) Décret du 18 juillet 1855.

(2) Décret du 12 septembre 1855.

(3) Décret du 14 juillet 1855.

(4) Décret du 14 février 1855.

françaises d'Amérique et de l'Inde est établi ou modifié ainsi qu'il suit pour les marchandises ci-après dénommées (1) :

1^{re} MARTINIQUE ET GUADELOUPE.

§ 1^{er}. — *Marchandises provenant de Pondichéry et des autres établissements français de l'Inde, par navires français, savoir :*

Toileries de l'Inde.	{	Toiles de coton écruës ou blanchies, dites <i>coujous</i> ou <i>sulampour</i>	20 p. o/o de la valeur.
		Percalle bleue dite <i>sandrecana</i>	
		Toiles à carreaux et mouchoirs dits <i>burgos</i>	
		Pantalons et chemises de toiles grossières servant au vêtement des noirs ou des coolies.....	
		Toiles à voiles.....	
Toiles dites <i>guinées</i>		15 p. o/o de la valeur.	
Meubles et jouets d'enfants.....		10 p. o/o de la valeur.	
Huile de coco.....		4 francs les 100 kil.	
Riz.....		Exempt.	
Sacs de gonnis.....		Le cent en nombre. 0 ^e 50 ^e	
Pantoufles de Pondichéry.....		De la valeur 12 p. o/o	

§ 2. — *Marchandises provenant de tous pays.*

Animaux propres et destinés à la reproduction	{	Taureaux.....	Exempts.	
		Vaches.....		
		Génisses.....		
		Béliers.....		
		Brebis.....		
		Truies.....		
Tabac.....	{	en feuilles.....	Les 100 kil.	60 ^e 00 ^e
		préparé.....	<i>Idem</i>	120 00
Vanille.....	{	par navires français.....	Le kil.	5 00
		par navires étrangers.....	<i>Idem</i>	10 00

2^{re} ÎLE DE LA RÉUNION.

Vanille.....	{	par navires français.....	Le kil..... 10 00
		par navires étrangers.....	<i>Idem</i> 15 00

Les marchandises désignées au paragraphe 1^{er} de la présente loi, lorsqu'elles seront importées des entrepôts de la métropole par navires français dans les colonies françaises de la Martinique

et de la Guadeloupe, jouiront de la réduction d'un cinquième des droits établis par la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi ayant pour objet de convertir en loi les décrets rendus en matière de douane depuis le mois de février 1855.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 31 Mars 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.



Certifié conforme :

Paris, le 27 ^o Avril 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 489.

N° 4485. — *TABEAU du prix de l'hectolitre de Froment, pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832, 26 Avril 1833 et 11 Janvier 1851, arrêté le 24 Avril 1857.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	Pyrénées-Orientales.					
	Aude.....					
	Hérault.....	Toulouse.....	30 ^f 74 ^s	30 ^f 26 ^s	29 ^f 56 ^s	28 ^f 54 ^s
	Gard.....	Gray.....	26 32	26 49	26 17	
	Bouches-du-Rhône.	Lyon.....	27 75	27 75	27 56	
	Var.....	Marseille.....	30 59	29 86	29 45	
	Corse.....					
Algérie.....						
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Gironde.....					
	Landes.....					
	B ^{as} -Pyrénées..	Marans.....	28 25	28 25	27 75	29 26
	H ^{aut} -Pyrénées..	Bordeaux.....	29 67	29 67	29 17	
	Ariège.....	Toulouse.....	30 74	30 26	29 56	
2 ^e	Haute-Garonne.					
	Jura.....					
	Doubs.....					
	Ain.....	Gray.....	26 32	26 49	26 17	28 92
	Isère.....	Saint-Laurent.	30 16	29 18	30 33	
	Hautes-Alpes..	Le Grand-Lemps...	30 60	30 46	30 59	
	Basses-Alpes...					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			PRIX moyen régulateur de la section.
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhouse.....	28 ^f 64 ^s	29 ^f 12 ^s	28 ^f 93 ^s	28 ^f 25 ^s
	Bas-Rhin.....	Strasbourg....	27 77	27 54	27 53	
2 ^e	Nord.....	Bergues.....	25 51	24 36	24 24	24 00
	Pas-de-Calais..	Arras.....	23 42	22 51	21 44	
	Somme.....	Royé.....	23 16	22 78	22 86	
	Seine-Inférieure...	Soissons.....	23 96	24 27	23 19	
	Eure.....	Paris.....	26 65	25 97	25 27	
	Calvados.....	Rouen.....	24 25	24 06	24 10	
3 ^e	Loire-Inférieure...	Saumur.....	27 04	27 33	26 30	27 66
	Vendée.....	Nantes.....	28 01	28 02	28 01	
	Charente-Inférieure.	Marais.....	28 25	28 25	27 75	
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	25 19	25 05	25 36	23 65
	Meuse.....	Verdun.....	24 10	23 96	23 70	
	Ardennes.....	Charleville....	21 71	21 65	21 61	
	Aisne.....	Soissons.....	23 96	24 27	23 19	
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	24 62	24 08	24 44	25 46
	Ille-et-Vilaine.	Paimpol.....	24 71	24 57	23 85	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	25 34	25 01	24 35	
	Finistère.....	Hennebon....	26 00	25 93	24 96	
	Morbihan.....	Nantes.....	28 01	28 02	28 01	

Arrêté par nous, Ministre secrétaire d'état au département de l'Agriculture,
du Commerce et des Travaux publics.

A Paris, le 24 Avril 1857.

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Mai 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la charge de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 490.

N° 4486. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Louhans, d'un Établissement de Sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.*

Du 3 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis de l'archevêque de Paris, de l'évêque d'Autun et des
préfets de la Seine et de Saône-et-Loire, en date des 5 et 30 août,
15 septembre et 29 octobre 1856;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 24 novembre
1856;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de
notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité de Saint-
Vincent-de-Paul, existant à Paris (Seine) en vertu d'un décret
impérial du 8 novembre 1809 (1), est autorisée à fonder, dans
la ville de Louhans (Saône-et-Loire), un établissement de sœurs
de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement,
de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la mai-
son mère par le décret précité.

2. Le maire de Louhans (Saône-et-Loire), au nom de cette
ville, et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la
Charité de Saint-Vincent-de-Paul, à Paris, au nom de cette con-
grégation, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne,

(1) IV^e série, Bull. 252, n° 4838.

et aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à la ville de Louhans par la demoiselle *Anne Sordet*, suivant acte notarié du 14 janvier 1856, et consistant en une maison avec dépendances, située à Louhans et estimée dix mille francs, sous la condition, notamment, de l'affecter à un établissement de sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul tenues de diriger une salle d'asile.

3. Le maire de Louhans (Saône-et-Loire), au nom de cette ville, et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, à Paris, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à la ville de Louhans par le sieur *Jean Debost* père, suivant acte notarié du 20 janvier 1856, et consistant en une rente trois pour cent sur l'Etat, de onze cent trente-cinq francs, pour fondation d'une salle d'asile à Louhans, et sous condition d'affecter exclusivement les arrérages de cette rente au traitement de deux surveillantes de cette salle d'asile.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes,

Signé ROULAND.

N° 4487. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Bonningues-lès-Ardes (Pas-de-Calais), d'un Établissement de Sœurs de la Sainte-Famille.

Du 3 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes :

Vu les avis des évêques d'Arras et d'Amiens, en date des 23 février et 4 avril 1856; et ceux des préfets du Pas-de-Calais et de la Somme, en date des 7 mars et 15 avril 1856;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 4 juin 1856;

Vu l'ordonnance royale du 30 juillet 1826 (1), qui avait d'abord autorisé l'association des sœurs de la Sainte-Famille, à Amiens, comme établissement dépendant de la congrégation des sœurs du même ordre, à Besançon;

Vu l'ordonnance royale du 19 juin 1837 (2), qui l'a autorisée comme congrégation à Supérieure générale;

Vu l'ordonnance du 30 avril 1826 (3), qui a approuvé les statuts de la congrégation des sœurs de la Sainte-Famille de Besançon, adoptés par les sœurs de la Sainte-Famille d'Amiens;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 18 juillet 1837, et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Sainte-Famille, existant à Amiens (Somme) en vertu des ordonnances royales des 30 juillet 1826 et 19 juin 1837, est autorisée à former un établissement de religieuses de son ordre dans la commune de Bonningues-lès-Ardres (Pas-de-Calais), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés par ordonnance du 30 avril 1826, pour la congrégation des sœurs de la Sainte-Famille, à Besançon (Doubs), et que les sœurs d'Amiens ont adoptés.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Sainte-Famille, à Amiens (Somme), au nom de cette congrégation, et le maire de Bonningues-lès-Ardres (Pas-de-Calais), au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, le legs fait à ladite congrégation, par le sieur *Alexandre-Joseph Héame*, suivant son testament olographe du 20 août 1843, d'une maison avec dépendances, située à Bonningues-lès-Ardres et estimée quatorze cents francs (1,400^f), à la charge d'entretenir, à perpétuité, dans cette

(1) VIII^e série, Bull. 107, n° 3595.

(2) IX^e série, Bull. 528, n° 7000.

(3) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

commune une sœur du même ordre pour l'instruction des jeunes filles de la commune de Bonningues-lès-Ardres.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*
Signé ROULAND.

N° 4488. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Sare (Basses-Pyrénées), d'un Établissement de Filles de la Croix, dites Sœurs de Saint-André.

Du 3 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis des évêques de Bayonne et de Poitiers, et ceux des préfets des Basses-Pyrénées et de la Vienne, en date des 31 août et 14 décembre 1854, 5 septembre, 5, 7 et 20 décembre 1855;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 26 avril 1856;

Vu l'ordonnance royale du 30 avril 1826 (1), qui a approuvé les statuts de la congrégation des filles de la Croix, et l'ordonnance du 28 mai suivant (2), qui a autorisé cette congrégation à la Puye;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 18 juillet 1837, et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817, 14 janvier 1831 et 6 juillet 1846;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. La congrégation des filles de la Croix dites *Sœurs*

(1) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991. (2) VIII^e série, Bull. 95, n° 3139.

de Saint-André, existant à la Puye (Vienne) en vertu d'une ordonnance royale du 28 mai 1826, est autorisée à former un établissement de religieuses de son ordre dans la commune de Sare (Basses-Pyrénées), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 30 avril 1826.

2. Le bureau de bienfaisance et le maire de Sare (Basses-Pyrénées), au nom des pauvres de la commune, et la supérieure générale de la congrégation des filles de la Croix, dites *Sœurs de Saint-André*, à la Puye, au nom de cette congrégation, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, le legs d'une rente annuelle et perpétuelle de quatre-vingt-cinq francs fait au bureau de bienfaisance de Sare, par la dame *Marie Dexail*, veuve du sieur *Pierre Etchart*, suivant son testament public du 24 juin 1849, aux clauses et conditions y énoncées, et notamment à la charge d'affecter annuellement une somme de trente francs à l'école de filles dirigée dans ladite commune par les filles de la Croix.

En cas de remboursement de la rente de quatre-vingt-cinq francs, le capital qui en proviendrait sera placé en rente sur l'État.

3. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Sare (Basses-Pyrénées) est autorisé à accepter aux charges, clauses et conditions imposées, le legs d'une rente annuelle et perpétuelle de quinze francs fait à cet établissement par la dame *Marie Dexail*, veuve du sieur *Pierre Etchart*, suivant son testament public du 24 juin 1849.

En cas de remboursement de ladite rente, le capital en provenant sera employé en achat de rentes sur l'État.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4489. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Saint-Omer, d'un Établissement de Petites Sœurs des Pauvres.*

Du 7 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de
notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des Petites Sœurs des Pauvres, existant à Rennes (Ille-et-Vilaine) en vertu de notre décret du 9 janvier 1856 (1), est autorisée à fonder, dans la ville de Saint-Omer (Pas-de-Calais), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts adoptés par la maison mère et approuvés par ordonnance royale du 8 juin 1828 (2).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4490. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Pacy-sur-Eure, d'un Établissement de Sœurs de la Providence.*

Du 7 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes;

(1) XI^e série, Bull. 355, n° 3293.

(2) VIII^e série, Bull. 236, n° 8607.

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence, existant à Évreux (Eure) en vertu d'un décret impérial du 2 novembre 1810 (1), est autorisée à fonder, à Pacy-sur-Eure (même département), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4491. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Molesmes (Côte-d'Or), d'un Établissement de Sœurs de la Providence.

Du 7 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 8 octobre 1856,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence, existant primitivement à Flavigny (Côte-d'Or) en vertu d'une

(1) 1^{re} série, Bull. 338, n° 6308.

ordonnance royale du 31 mars 1835 (1), et dont le siège a été transféré à Vitteaux (même département); en vertu d'une ordonnance du 21 septembre 1846 (2), est autorisée à fonder un établissement de sœurs de son ordre dans la commune de Molesmes (Côte-d'Or), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés par ordonnance royale du 3 janvier 1827 (3) pour la congrégation des sœurs de l'Enfant-Jésus, à Soissons, et que les sœurs de la Providence ont déclaré adopter.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4492. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Bretignolles (Vendée), d'un Établissement de Filles de la Sagesse.

Du 7 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 6 juin 1856,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des filles de la Sagesse, existant à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée) en vertu d'un décret impé-

(1) IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section,
Bull. 364, n° 5789.

(2) IX^e série, Bull. 1330, n° 13,031.
(3) VIII^e série, Bull. 137, n° 4710.

rial du 27 février 1811 (1), est autorisée à fonder, dans la commune de Bretignolles (même département), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROLLAND.

N° 4493. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Convention passée, le 4 avril 1857, pour la concession d'un prolongement du Chemin de fer de Bordeaux à la Teste jusqu'à Arcachon.

Du 14 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le projet présenté par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, pour le prolongement du chemin de fer de Bordeaux à la Teste jusqu'à Arcachon;

Vu les pièces des enquêtes ouvertes conformément au titre I^{er} de la loi du 3 mai 1841, et notamment les procès-verbaux des commissions d'enquête, en date des 24, 30 octobre, 6 novembre 1854 et 2 mai 1856;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, des 15 janvier 1855, 10 janvier et 3 juillet 1856;

Vu l'avis du comité consultatif des chemins de fer, en date du 22 novembre 1856;

(1) 1^{re} série, Bull. 356, n° 6573.

Vu l'avis de la commission mixte des travaux publics, en date du 23 février 1857, et la lettre de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, du 9 mars suivant;

Vu le sénatus-consulté du 25 décembre 1852, article 4;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la convention provisoire passée, le 4 avril 1857, entre notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La convention provisoire passée, le 4 avril 1857, entre notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, pour la concession d'un prolongement du chemin de fer de Bordeaux à la Teste jusqu'à Arcachon, est et demeure approuvée.

2. Pour l'acquisition des terrains nécessaires tant à l'exécution dudit prolongement qu'à la pose de la deuxième voie sur le chemin de fer de Bordeaux à la Teste, la compagnie est substituée aux droits comme elle est soumise aux obligations qui dérivent, pour l'État, de la loi du 3 mai 1841.

3. La convention ci-dessus mentionnée ne sera passible que du droit fixe d'un franc.

4. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

Convention.

L'an 1857, et le 4 avril,

Entre les soussignés :

Le ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant au nom de l'État, sous réserve de l'approbation des présentes par décret de l'Empereur,

D'une part ;

Et la société anonyme établie, à Paris, sous la dénomination de *Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne*,

Ladite compagnie représentée par

MM. *Émile Pereire*,

Adolphe d'Eichthal,

ses administrateurs, élisant domicile au siège de ladite société, à Paris, place Vendôme, n° 16, et agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de ladite compagnie, en date du 26 janvier 1855, et des pouvoirs conférés par l'assemblée générale de ses actionnaires, du 30 mars 1855,

D'autre part ;

Il a été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, concède à la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, pour une durée de jouissance égale au temps restant à courir sur la durée de la concession du chemin de fer de Bordeaux à la Teste, un prolongement dudit chemin qui, partant de la gare de la Teste, ou d'un point de cette gare, aboutira en face du débarcadère d'Eyrac à proximité de la route départementale de la Teste à Arcachon.

2. La compagnie s'engage à exécuter, à ses frais, risques et périls, tous les travaux dudit chemin de fer dans un délai d'un an, à dater du décret de concession.

Elle sera tenue, en outre, d'acquérir dans le même délai, les terrains nécessaires pour poser une seconde voie sur le chemin de fer de Bordeaux à la Teste, à partir de Lamothe.

3. Sont applicables au chemin de fer ci-dessus concédé les articles 5, 6, 7, 8, etc., jusqu'à 56 inclusivement, du cahier des charges du chemin de fer de Bordeaux à Cette, ainsi que les articles 70 et suivants jusqu'à l'article 77 et dernier du même cahier des charges.

Les mêmes dispositions seront également appliquées au chemin de fer de Bordeaux à la Teste, pendant toute la durée du bail résultant des actes des 27 mars et 27 septembre 1852.

Fait à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

Approuvé l'écriture :

Signé *Émile Pereire*.

Approuvé l'écriture :

Signé *A. d'Eichthal*.

Enregistré à Paris, le 24 avril 1857, folio 45 verso, case 3. Reçu deux francs et quarante centimes de double décime. Signé *Bordeaux*.

N° 4494. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. le Cardinal Morlot pour l'Archevêché de Paris.*

Du 18 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x] ;

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822 (1) ;

Vu notre décret du 24 janvier 1857, qui nomme M. le cardinal *Morlot*, archevêque de Tours, à l'archevêché de Paris, vacant par le décès de M. *Sibour* ;

Vu la bulle d'institution canonique, accordée par Sa Sainteté le Pape *Pie IX*, audit archevêque nommé ;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 14 des calendes d'avril de l'année de l'incarnation 1856, style de la chancellerie romaine (19 mars 1857), portant institution canonique de M. le cardinal *Morlot* (*François-Nicolas-Madeleine*), pour l'archevêché de Paris, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution et aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'état ; mention de cette transcription sera faite, sur l'original, par le secrétaire général du Conseil d'état.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-

(1) VII^e série, Bull. 570, n° 13,866.

truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4495.—*DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Guibert pour l'Archevêché de Tours.*

Du 18 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x];

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822 (1);

Vu notre décret du 4 février 1857, qui nomme M. *Guibert*, évêque de Viviers, à l'archevêché de Tours, en remplacement de M. le cardinal *Morlot*, appelé à l'archevêché de Paris;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape *Pie IX* audit archevêque nommé;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 14 des calendes d'avril de l'année de l'incarnation 1856, style de la chancellerie romaine (19 mars 1857), portant institution canonique de M. *Guibert* (*Joseph-Hippolyte*), pour l'archevêché de Tours, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution

(1) VII^e série, Bull. 570, n° 13,866.

et aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite, en latin et en français, sur les registres de notre Conseil d'état; mention de cette transcription sera faite, sur l'original, par le secrétaire général du Conseil d'état.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4496. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Chalandon pour l'Archevêché d'Aix.*

Du 18 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x];

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822 (1);

Vu notre décret du 4 février 1857, qui nomme M. Chalandon, évêque de Belley, à l'archevêché d'Aix, vacant par le décès de M. Darcimoles;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape Pie IX audit archevêque nommé;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 14 des calendes d'avril de l'année de l'incarnation 1856, style de la chancel-

(1) VII^e série, Bull. 570, n° 13,866.

lerie romaine (19 mars 1857), portant institution canonique de M. Chalandon (*Georges-Claude-Louis-Pie*), pour l'archevêché d'Aix, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution et aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'état; mention de cette transcription sera faite, sur l'original, par le secrétaire général du Conseil d'état.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4497. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Delcussy pour l'Évêché de Viviers.*

Du 18 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x];

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822 (1);

Vu notre décret du 14 février 1857, qui nomme M. *Delcussy*, curé

de Saint-Géraud, à Aurillac, à l'évêché de Viviers, en remplacement de M. Guibert, appelé à l'archevêché de Tours;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape Pie IX audit évêque nommé;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 14 des calendes d'avril de l'année de l'incarnation 1856, style de la chancellerie romaine (19 mars 1857), portant institution canonique de M. *Delcury* (Louis), pour l'évêché de Viviers, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution et aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'état; mention de cette transcription sera faite, sur l'original, par le secrétaire général du Conseil d'état.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4498. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Géraud de Langalerie pour l'Évêché de Belley.*

Du 18 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x];

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822 (1);

Vu notre décret du 14 février 1857, qui nomme M. *Géraud de Langalerie*, vicaire général du diocèse de Bordeaux, à l'évêché de Belley, en remplacement de M. *Chalandon*, appelé à l'archevêché d'Aix;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape *Pie IX* audit évêque nommé;

Notre Conseil d'état entendu,

AYONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 14 des calendes d'avril de l'année de l'incarnation 1856, style de la chancellerie romaine (19 mars 1857), portant institution canonique de M. *Géraud de Langalerie* (*Pierre-Henri*), pour l'évêché de Belley, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution et aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'état; mention de cette transcription sera faite, sur l'original, par le secrétaire général du Conseil d'état.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4499. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Desprez pour l'Évêché de Limoges.*

Du 18 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x] ;

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822 (1) ;

Vu notre décret du 4 février 1857, qui nomme M. *Desprez*, évêque de Saint-Denis (île de la Réunion), à l'évêché de Limoges, vacant par le décès de M. *Buissas* ;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape *Pie IX* audit évêque nommé ;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 14 des calendes d'avril de l'année de l'incarnation 1856, style de la chancellerie romaine (19 mars 1857), portant institution canonique de M. *Desprez* (*Julien-Florian*) pour l'évêché de Limoges, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution et aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'état ; mention de cette transcription sera faite, sur l'original, par le secrétaire général du Conseil d'état.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-

(1) VII^e série, Bull. 570, n° 13,866.

truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4500. — *DÉCRET IMPÉRIAL* portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Maupoint pour l'Évêché de Saint-Denis (île de la Réunion).

Bu 18 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x] ;

Vu notre décret du 18 décembre 1850 (1), qui a établi un évêché à Saint-Denis (île de la Réunion) ;

Vu notre décret du 14 février 1857, qui nomme M. *Maupoint*, vicaire général du diocèse de Rennes, à l'évêché de Saint-Denis (île de la Réunion), en remplacement de M. *Desprez*, appelé à l'évêché de Limoges ;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape *Pie IX* audit évêque nommé ;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 14 des calendes d'avril de l'année de l'incarnation 1856, style de la chancellerie romaine (19 mars 1857), portant institution canonique de M. *Maupoint* (*Amand*), pour l'évêché de Saint-Denis (île de la Réunion), est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution

(1) 1^{re} série, Bull. 342, n° 2655.

et aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'état; mention de cette transcription sera faite, sur l'original, par le secrétaire général du Conseil d'état.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction
publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4501. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre le Port de Rouen à l'importation
des Cotons filés.*

Du 29 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 1^{er} de la loi du 2 juillet 1836, et l'article 15 de la loi du 6 mai 1841, qui désignent les bureaux ouverts à l'importation des cotons filés du n° 143 et au-dessus;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836, qui autorise le Gouvernement à déterminer les bureaux de douane qui seront ouverts à l'importation de certaines marchandises;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le port de Rouen est ouvert à l'importation des cotons filés, sous les conditions établies par la loi du 2 juillet 1836.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au départe-

ment des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4502. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Sont approuvés les tarifs ci-annexés des droits de péage à percevoir aux bacs des Salettes, Camaret, Margeaux, Serville, Larcenac, Changeac, Leyret, Vaure, Confolent, Livrac, Benezit, Chambon, Frigeon, Aurec, Nurllet et Chamalières, sur la Loire, et à ceux de Saint-Haon, Prades, Saint-Julien-des-Chazes, Saint-Arcons, Chan-teuges, Chambon, Saint-Ilpize, Fontanes, Pont-de-Vabres et Pontès, sur l'Allier (Haute-Loire).

2. Sont exempts des droits de péage : les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents, tels qu'ils sont désignés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation.

3. Le tarif spécial au bac de Chamalières sera appliqué à ce passage lors de sa mise en ferme; celui relatif aux vingt-cinq autres bacs ne sera exécutoire qu'à l'époque du renouvellement des baux actuellement en vigueur. (Paris, 26 Avril 1856.)

Tarif des droits de péage à percevoir au passage du bac de Chamalières, situé sur la Loire, dans la commune de Chamalières.

Art. 1^{er}. Pour le passage d'une personne non chargée, ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, trois centimes, ci..... 03^e

Le batelier ne pourra être contraint à passer que lorsque les passagers lui assureront une recette au moins égale à ce qui est dû, d'après le tarif, pour six personnes à pied, et, dans ce cas, il emploiera le bac ou un batelet, à sa volonté.

Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme, et d'un poids de cinq myriagrammes, trois centimes, ci..... 03

Pour chaque myriagramme excédant, un centime, ci..... 01

Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Pour le passage

D'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, cinq centimes, ci..... 05

D'un cheval ou mulet chargé, quatre centimes, ci..... 04

D'un cheval ou mulet non chargé, trois centimes, ci.....	03
D'un âne ou ânesse chargé, trois centimes, ci.....	03
D'un âne ou ânesse non chargé, deux centimes, ci.....	02
Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, deux centimes, ci.....	02
Par bœuf ou vache appartenant à des marchands, destiné à la vente, quatre centimes, ci.....	04
Par veau ou porc, deux centimes, ci.....	02
Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par paire d'oies ou de dindons, un centime, ci.....	01
Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons, seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.	

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres, iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, etc. payeront deux centimes, ci.....	02
--	----

S'il n'existe pas de passe-cheval, le batelier ne pourra être contraint à passer isolément dans le bac les chevaux, mulets, bœufs et autres animaux compris dans cette section, que lorsque les conducteurs lui assureront au moins une recette de vingt centimes.

Pour le passage d'une voiture suspendue

A deux roues, celui du cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux, et le conducteur compris, huit centimes, ci.....	08
A quatre roues, du cheval ou mulet, et du conducteur, dix centimes, ci.....	10
A quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, douze centimes, ci.....	12

Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit d'une personne à pied.

Pour le passage d'une charrette chargée, attelée

D'un seul cheval ou mulet, ou deux bœufs, y compris le conducteur, dix centimes, ci.....	10
De deux chevaux ou mulets, ou quatre bœufs, y compris le conducteur, douze centimes, ci.....	12
De trois chevaux ou mulets, et le conducteur, quinze centimes, ci....	15
Pour le passage d'une charrette à vide, le cheval et le conducteur, sept centimes, ci.....	07
Pour le passage d'une charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, sept centimes, ci.....	07
La même à vide, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, cinq centimes, ci.....	05
Pour le passage d'une charrette chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur, cinq centimes, ci.	05

Pour le passage d'un chariot de roulage à quatre roues,

Chargé, un cheval et le conducteur, douze centimes, ci.....	12
Chargé, deux chevaux, et le conducteur, dix-huit centimes, ci.....	18
Chargé, trois chevaux, et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	25
A vide, attelé d'un seul cheval, et le conducteur, dix centimes, ci....	10

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indi-

qués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par chaque âne ou ânesse, le droit fixé pour un âne ou une ânesse non chargés.

Le batelier ne pourra être contraint à passer une voiture, charrette ou chariot se présentant isolément, que lorsque le conducteur lui assurera une recette de trente centimes.

Dans le temps des hautes eaux, le paiement du droit sera double ou triple.

Les eaux seront réputées hautes lorsqu'elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur qui sera établi sur la rive de contre-balage.

Le niveau au-dessus de l'étiage, à partir duquel un double ou un triple droit pourra être exigible, devra être déterminé par un arrêté du préfet, et indiqué au poteau de hauteur.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière charriera des glaçons, et dans les temps de débâcle.

Le bateau ne pourra jamais être chargé au delà du poids qui le ferait enfoncer jusqu'à la ligne de flottaison tracée en rouge sur ses flancs.

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne, et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures, requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tout grade voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps, qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour les passe-cheval et les batelets.

Il devra passer, sans aucun délai, les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément, et sans attendre ce laps de temps, payera le droit fixé, dans ce cas, par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État et leurs assistants;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Tarif des droits de péage à percevoir aux vingt-cinq passages d'eau ci-après désignés.

RIVIÈRE DE LA LOIRE.

Passages d'eau de :

Salettes,
Camaret, commune de Vieilprat,
Margeix, } commune de Beau-
Serville, } lieu,
Larcenac, commune de Saint-Vin-
cent,
Changeac, commune de Vorey,
Leyret, commune de Roche-en-
Regnier.

Passages d'eau de :

Vaure, } commune de Beau-
Confolent, } zac,
Livrac, } commune de Mo-
Benezit, } nistrol,
Chambon, } commune de Malvalette,
Frigeon, commune de Malvalette,
Aurec, } commune d'Aurec.
Nurlet, }

RIVIÈRE D'ALLIER.

Passages d'eau de :

Saint-Haon,
Prades,
Saint-Julien-des-Chazes,
Saint-Arcons-d'Allier,
Chanteuges.

Passages d'eau de :

Le Chambon, commune de Cezat,
Saint-Ilpize,
Fontanes,
Pont-de-Vabres, } commune d'Al-
Pontès, } legras,

ART. 1^{er}. 1^o Pour le passage d'une personne non chargée, ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci..... 05^e

Le batelier ne pourra être contraint à passer que lorsque les passagers lui assureront une recette au moins égale à ce qui est dû, d'après le tarif, pour six personnes à pied, et, dans ce cas, il emploiera le bac ou un batelet, à sa volonté.

2^o Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur

un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme, et d'un poids de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci.....

3° Pour chaque myriagramme excédant, deux centimes, ci.....

NOTA. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Pour le passage

4° D'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, dix centimes, ci.....

5° D'un cheval ou mulet chargé, huit centimes, ci.....

6° D'un cheval ou mulet non chargé, six centimes, ci.....

7° D'un âne ou d'une ânesse chargé, six centimes, ci.....

8° D'un âne non chargé ou d'une ânesse non chargée, quatre centimes, ci.....

9° Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, quatre centimes, ci.....

10° Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente, huit centimes, ci.....

11° Par veau ou porc, trois centimes, ci.....

12° Pour un mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons, un centime, ci.....

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons, seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié des droits.

13° Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, etc. payeront quatre centimes, ci.....

S'il n'existe pas de passe-cheval, le batelier ne pourra être contraint à passer isolément, dans le bac, les chevaux, mulets, bœufs et autres animaux compris dans cette section, que lorsque les conducteurs lui assureront au moins une recette de quarante centimes.

Pour le passage d'une voiture suspendue

14° A deux roues, celui du cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux, et le conducteur compris, quinze centimes, ci.....

15° A quatre roues, du cheval ou mulet, et du conducteur, vingt centimes, ci.....

16° A quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....

Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit d'une personne à pied.

Pour le passage d'une charrette chargée, attelée

17° D'un seul cheval ou mulet, ou deux bœufs, y compris le conducteur, vingt centimes, ci.....

18° De deux chevaux ou mulets, ou quatre bœufs, et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....

19° De trois chevaux ou mulets, et le conducteur, trente centimes, ci.....

20° Pour le passage d'une charrette à vide, le cheval et le conducteur, quinze centimes, ci.....

Pour une charrette

21° Chargée, employée au transport des grains ou à la rentrée des ré-

coltes, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, quinze centimes, ci.....	15°
22° La même, à vide, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, dix centimes, ci.....	10
23° Chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur, dix centimes, ci.....	10
Pour un chariot de roulage à quatre roues,	
24° Chargé, et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	25
25° Chargé, deux chevaux et le conducteur, trente-cinq centimes, ci...	35
26° Chargé, trois chevaux et le conducteur, cinquante centimes, ci...	50
27° Le même à vide, attelé d'un seul cheval, et le conducteur, dix-huit centimes, ci.....	18

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes et ânesses non chargés.

Le batelier ne pourra être contraint à passer une voiture, charrette ou chariot se présentant isolément que lorsque le conducteur lui assurera une recette de cinquante centimes.

Dans le temps des hautes eaux, le payement du droit sera double ou triple, à l'exception des passages de Prades, Saint-Julien-des-Chazes, Saint-Arcons-d'Allier, Chanteuges, le Chambon, commune de Cerzat, Saint-Ilpize et Fontanes, où le triple droit ne pourra jamais être exigé.

Les eaux seront réputées hautes lorsqu'elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur qui sera établi sur la rive de contre-halage.

Le niveau au-dessus de l'étiage, à partir duquel un double ou un triple droit pourra être exigible, devra toujours être déterminé par un arrêté du préfet, et indiqué au poteau de hauteur.

Le passage est interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge, quand la rivière charriera des glaçons, dans les cas de débâcle, et lorsque les grandes eaux seront assez élevées pour faire craindre des accidents.

Les bacs et bateaux ne pourront être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison qui devront être tracées en rouge sur leurs flancs.

Le préfet, par un arrêté qui devra toujours être affiché près le passage, déterminera le maximum de la charge et le nombre de personnes que les bacs et bateaux pourront recevoir.

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne, et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures, requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps, qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour les passe-cheval et pour les batelets.

Il devra passer sans aucun délai les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui vendra passer isolément et sans attendre ce laps de temps payera le droit fixé dans ce cas par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État, et leurs assistants.

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

N° 4503. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Larroumieu, arrondissement de Condom, département du Gers, prendra, à l'avenir, le nom de *la Romieu*. (Paris, 14 Mars 1857.)

N° 4504. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe,

1° A sept, le nombre des avoués près le tribunal de première instance de Chinon (Indre-et-Loire);

2° A cinq, le nombre des avoués près le tribunal de première instance de Sarreguemines (Moselle);

3° A sept, le nombre des avoués près le tribunal de première instance d'Ambert (Puy-de-Dôme);

4° A onze, le nombre des avoués près le tribunal de première instance d'Amiens (Somme);

5° A vingt-cinq, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Blois (Loir-et-Cher);

6° A dix-neuf, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Brioude (Haute-Loire);

7° A dix-sept, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Montargis (Loiret);

8° A treize, le nombre des huissiers du tribunal de première instance d'Hazebrouck (Nord);

9° A dix-sept, le nombre des huissiers du tribunal de première instance d'Ambert (Puy-de-Dôme);

10° A vingt-sept, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire). (*Paris, 21 Mars 1857.*)

N° 4505. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe à quatorze le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Moissac (Tarn-et-Garonne). (*Paris, 25 Mars 1857.*) •



Certifié conforme :

Paris, le 4^e Mai 1857.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 491.

N° 4506. — *Loi qui autorise le département des Basses-Alpes à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Basses-Alpes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder cinq pour cent, une somme de quatre cent cinquante mille francs (450,000^f), remboursable en dix années, à partir de 1860, et qui sera appliquée aux travaux d'achèvement des routes départementales actuellement classées.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Basses-Alpes est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant huit ans, à partir de 1862, dix centimes (0^f10^c) additionnels au principal des quatre

contributions directes, dont le produit sera affecté au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er}, et, quant au surplus, aux travaux d'achèvement des routes départementales actuellement classées.

Jusqu'à l'époque du recouvrement de cette imposition, le paiement des intérêts et l'amortissement du même emprunt seront assurés à l'aide de prélèvements opérés sur le montant de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 21 mai 1851.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUINTI,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département des Basses-Alpes à emprunter une somme de quatre cent cinquante mille francs (450,000^f), remboursable en dix années, à partir de 1860, et à s'imposer extraordinairement, pendant huit ans, à partir de 1862, dix centimes (0^f10^c).

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 24 Avril 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUX, le général DE MAC-MAHON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les

fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Avril 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
 d'état au département de la justice,*
 Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
 Par l'Empereur :
Le Ministre d'état,
 Signé **ACHILLE FOULD.**

N° 4507. — *Loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir
 à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
 ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
 teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département d'Eure-et-Loir est autorisé,
 conformément à la demande que le conseil général en a faite
 dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, en
 1858, trois centimes (0'03^c) additionnels au principal des quatre
 contributions directes, dont le produit sera affecté à la recons-
 truction de l'hôtel de sous-préfecture de Dreux et aux travaux
 d'appropriation du tribunal civil et de la sous-préfecture de
 Châteaudun.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Avril 1857.

Le Président,
 Signé **SCHNEIDER.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,**
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement trois centimes (0^o03^e) en 1858.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 24 Avril 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le général DE MAC-MAHON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

*Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.*

Signé ABBATUCCI.

N^o 4508. — *Loi qui autorise le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Hérault est autorisé, confor-

mément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à partir de 1858, et par addition au principal des quatre contributions directes,

1° Quatre centimes (0^f04^c), dont le produit sera affecté aux travaux d'achèvement et d'amélioration des routes départementales actuellement classées;

2° Trois centimes (0^f03^c), dont le produit sera appliqué aux travaux d'achèvement et d'amélioration des chemins vicinaux de grande communication.

2. L'imposition de trois centimes autorisée par le paragraphe 2 de l'article 1^{er} sera recouvrée concurremment avec les centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée par les lois de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1858, 1° quatre centimes (0^f04^c), 2° trois centimes (0^f03^c).

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 24 Avril 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le général DE MAC-MAHON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les

fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Avril 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLÉON.
Par l'Empereur:
Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4509. — *Loi qui autorise le département du Loiret à s'imposer
extraordinairement.*

Du 29 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUEONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Loiret est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes,

1° En 1858, un centime (0^f01^c), dont le produit sera consacré aux dépenses du service de l'instruction primaire;

2° Pendant trois ans, à partir de 1858, trois centimes (0^f03^c), dont le produit sera affecté aux grosses réparations et améliorations des routes départementales actuellement classées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Mars 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUINTY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Loiret à s'imposer extraordinairement, 1° en 1858, un centime (0^o01^e), 2° pendant trois ans, à partir de 1858, trois centimes (0^o03^e).

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 24 Avril 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le général DE MAC-MARON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'Etat et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4510. — *Loi qui autorise le département de l'Oise à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Le département de l'Oise est autorisé, conformé-

ment à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cinquante mille francs (50,000^f), qui sera appliquée à la construction de la prison de Beauvais.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Oise est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant trois ans, à partir de 1858, et par addition au principal des quatre contributions directes, trois centimes deux dixièmes (0^f03^c 2/10^m), dont le produit sera affecté, jusqu'à due concurrence, au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er}, et, pour le surplus, à la dépense d'acquisition de terrains et de construction de la prison de Beauvais.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Avril 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, TESNIÈRE, ED. DALLOL

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Oise à emprunter une somme de cinquante mille francs (50,000^f), et à s'imposer extraordinairement pendant trois ans, à partir de 1858, trois centimes deux dixièmes (0^f03^c 2/10^m).

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 24 Avril 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le général DE MAC-MAHON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Avril 1857.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Le Ministre d'état,
Signé **ACHILLE FOULD.**

Signé **ABBATUCCI.**

N° 4511. — *Loi qui autorise la ville d'Épernay à contracter un Emprunt.*

Du 29 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Épernay (Marne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, la somme de quinze mille francs (15,000^f), remboursable en douze années, sur ses revenus, et destinée au paiement des travaux de pavage.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à

passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis de CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Épernay (Marne) à emprunter la somme de quinze mille francs (15,000^f), remboursable en douze années.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 24 Avril 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le général DE MAC-MAHON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4512. — *Loi qui autorise la ville de Mâcon à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVOIS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Mâcon (Saône-et-Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cinquante mille francs (50,000^f), remboursable en cinq années, et destinée à payer les travaux d'installation de la succursale du dépôt de remonte de Guéret dans les bâtiments communaux.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années, à partir de 1858, cinq centimes (0^f 05^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, devant produire, en totalité, trente-neuf mille six cent soixante et dix francs (39,670^f) environ, pour subvenir, concurremment avec l'excédant de ses recettes, au remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Avril 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Mâcon (Saône-et-Loire) à emprunter une somme de cinquante mille francs (50,000^f) et à s'imposer extraordinairement cinq centimes (0^f 05^c) pendant cinq ans, à partir de 1858.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 24 Avril 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le général DE MAC-MAHON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'état,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4513. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe,

1° A neuf, le nombre des avoués près la cour impériale de Douai (Nord);

2° A quatre, le nombre des avoués près le tribunal de première instance de Gex (Ain);

3° A seize, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Vendôme (Loir-et-Cher) ;

4° A seize, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Guingamp (Côtes-du-Nord) ;

5° A quinze, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Châtellerault (Vienne). (*Paris, 28 Mars 1857.*)

N° 4514. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont communal fixe sur l'Ardèche, à Labastide-sous-Sampzon (Ardèche), ainsi que celle des abords et dépendances dudit pont, conformément au plan et au cahier des charges ci-annexés.

2. La mise en adjudication desdits travaux est autorisée aux clauses et conditions énoncées au cahier des charges précité.

3. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien du pont et de ses abords et dépendances, au moyen de la concession d'un péage et d'une subvention de soixante et dix mille francs, imputable sur les fonds du trésor.

4. Le péage sera concédé par adjudication publique au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession, qui ne pourra excéder quatre-vingt-dix-neuf ans.

Le maximum de cette concession sera fixé à l'avance par le préfet, dans un billet cacheté.

5. Le concessionnaire, substitué aux droits et obligations de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, est autorisé à acquérir, s'il y a lieu, par voie d'expropriation, les immeubles dont l'occupation sera nécessaire pour l'exécution des travaux projetés.

6. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

7. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public, et jusqu'à l'expiration du terme fixé par l'adjudication, il y sera perçu un péage suivant le tarif ci-après :

Une personne à pied, chargée ou non, cinq centimes, ci.....	0 ^e 05 ^e
Un cheval ou mulet, avec son cavalier, valise comprise, dix centimes, ci.....	0 10
Cheval ou mulet chargés, dix centimes, ci.....	0 10

Cheval ou mulet non chargés, cinq centimes, ci.....	0' 05'
Ane ou ânesse non chargés, trois centimes, ci.....	0 03
Cheval, mulet, bœuf, vache ou âne allant au labour ou au pâturage, ou en revenant, cinq centimes, ci.....	0 05
Bœuf ou vache destinés à la vente, dix centimes, ci.....	0 10
Veau ou porc destinés à la vente, trois centimes, ci.....	0 03
Mouton, brebis, agneau, chèvre, chèvreau, cochon de lait, paire d'oies, de canards ou de dindons, trois centimes, ci.....	0 03

Lorsque les moutons, brebis, agneaux, boucs, chèvres, chèvres, cochons de lait, paires d'oies, de canards et de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart,

Lorsque les moutons, brebis, agneaux, boucs, chèvres, chèvres, cochons de lait, paires d'oies, de canards et de dindons iront au pâturage, ou en reviendront, on ne payera que la moitié du droit.

Les conducteurs de chevaux, mulets, ânes, bœufs, moutons, brebis, agneaux, chèvres, cochons de lait, paires d'oies, de canards ou de dindons, cinq centimes, ci.....	0 05
Voiture suspendue, à deux ou à quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, cinquante centimes, ci.....	0 50
Voiture suspendue, à deux ou à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris, quatre-vingts centimes, ci.....	0 80
Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit d'une personne à pied, cinq centimes, ci.....	0 05
Charrette chargée, attelée d'un cheval ou mulet, ou de deux bœufs ou vaches, conducteur compris, quarante centimes, ci.....	0 40
Charrette attelée de deux chevaux ou mulets, ou de quatre bœufs ou vaches, conducteur compris, quatre-vingts centimes, ci.....	0 80
Charrette attelée de trois chevaux ou mulets, conducteur compris, un franc dix centimes, ci.....	1 10
Charrette vide, attelée d'un cheval ou mulet, ou d'une paire de bœufs ou vaches, conducteur compris, vingt-cinq centimes, ci.....	0 25
Charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, attelée d'un cheval, mulet, ou d'une paire de bœufs ou vaches, conducteur compris, vingt centimes, ci.....	0 20
La même à vide, dix centimes, ci.....	0 10
Charrette chargée ou non chargée, attelée d'un âne ou d'une ânesse, conducteur compris, dix centimes, ci.....	0 10
Chariot de roulage à quatre roues, chargé, attelé d'un cheval ou mulet, conducteur compris, quarante centimes, ci.....	0 40
Chariot de roulage à quatre roues, chargé, attelé de deux chevaux ou mulets, conducteur compris, soixante et dix centimes, ci.....	0 70
Chariot de roulage à quatre roues, chargé, attelé de trois chevaux ou mulets, conducteur compris, un franc vingt centimes, ci.....	0 20
Chariot de roulage à quatre roues, chargé, attelé de quatre chevaux ou mulets, conducteur compris, un franc soixante et dix centimes, ci.....	0 70
Chariot de roulage à vide, attelé d'un seul cheval ou mulet, conduc- teur compris, vingt-cinq centimes, ci.....	0 25

Il sera payé pour chaque cheval, mulet, bœuf excédant les nombres indi

qués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval, mulet, bœuf non chargé, et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes ou ânesses non chargés. Il ne sera payé que la moitié du droit, lorsque les charrettes, chevaux, mulets ou ânes seront chargés d'engrais ou seront employés à la rentrée des récoltes.

8. Seront exempts des droits de péage :

Le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, ainsi que leurs gens et leurs voitures; les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les magistrats de l'ordre judiciaire, dans l'exercice de leurs fonctions, et leurs greffiers; les ingénieurs et les conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, les commissaires de police, les gardes champêtres, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à la charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État; les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse, ou en revenant; les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique, ainsi que leur escorte.
(Paris, 8 Avril 1857.)

N° 4515. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune d'Hellemmes, canton et arrondissement de Lille, département du Nord, est autorisée à ajouter à son nom la dénomination de *Lille*, et qu'en conséquence cette commune prendra, à l'avenir, le nom d'*Hellemmes-Lille*. (Paris, 8 Avril 1857.)

N° 4516. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'état) portant que M. le baron *Quinette*, conseiller d'état, est nommé président de la commission des pétitions, pour les mois de mai, juin et juillet 1857, en remplacement de M. *Le Roy de Saint-Arnaud*. (Paris, 29 Avril 1857.)



Certifié conforme:

Paris, le 6 ^o Mai 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 492.

N° 4517. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 1084 Brevets d'invention et Certificats d'addition.*

Du 18 Mars 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alexandre (Édouard), à Paris, rue Meslay, n° 39, pour perfectionnements apportés dans la construction des orgues.

2° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beaumont (Frédéric-Blacket-Édouard), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans les armes à feu dites *revolvers*.

3° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Berthier (Charles), à Beaune, pour un moteur hydraulique à pression continue.

4° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Biebuyck (Hippolyte), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication des savons par l'emploi de certains corps ou substances.

5° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnaud (Jacques), à Paris, rue des Bourdonnais, n° 12, pour un genre de ceinture de flanelle.

6° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

10 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coignet (Robert-Paul), à Paris, rue du Bac, n° 42, pour remplacement du cuir animal par un cuir végétal.

7° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deger (Valentin), à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 21, pour un système de robinet.

8° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dujoncoy (Paul-Amable) et Mercier (Achille-Tranquille), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un procédé de graissage des laines.

9° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dujoncoy (Paul-Amable) et Mercier (Achille-Tranquille), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour introduction d'une substance dans la fabrication des savons.

10° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Dutel (Benoit-Gilbert), à Saint-Quentin, pour un genre de compteur pour additions et soustractions.

11° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Eymond et compagnie, à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 26, pour l'application d'un tissu soie doublé aux fleurs et feuillages artificiels.

12° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Gâche (Vincent), rue de Vertais, n° 49, à Nantes, pour perfectionnements dans les constructions maritimes.

13° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaudebert (Joseph-Louis), à Paris, rue Saint-Denis, n° 144, pour la fabrication mécanique de la douillette.

14° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gillan (Henri-Alexandre), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de corsets perfectionnés.

15° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guerrée (Victor-Toussaint), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements apportés aux bancs de tréfilerie.

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinoiseau (Auguste-Ferdinand), à Paris, rue de Bondy, n° 13, pour procédés de décoration de la porcelaine et de la faïence.

17° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Haddan (John-Coope), représenté par le sieur Mennons, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour un système propre à fabriquer les projectiles et à construire les canons pour les décharger.

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Halladay (Daniel), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un régulateur perfectionné pour moulins à vent.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hoagland (Isaac-W.), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les machines à fabriquer les chevillettes.

20° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur L'Isle de Sales (Émile-François-Xavier-Jean), à Paris, rue de Rivoli, n° 46, pour perfectionnements dans les appareils de combustion, les procédés d'amélioration et d'épuration, et applications de carbures d'hydrogène solides, liquides ou gazeux.

21° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquet-Mocand (Pierre), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour une moissonneuse.

22° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Junka (David), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue de la Bourse, n° 3, pour des perfectionnements apportés dans les montres, horloges, chronomètres, garde-temps, et tous autres instruments servant à mesurer le temps.

23° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Lemenestrel (Charles-Ernest), à Dreux, pour une presse typographique à double course, opérant la touche mécaniquement, et fonctionnant à l'aide d'une seule personne.

24° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Lessens frères (Auguste et Henri), à Lille, pour un procédé de vinification des jus de betterave, particulièrement applicable à l'acétification desdits jus.

25° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Leroy (Virginie), à Paris, passage Chaussou, n° 6, pour un système de siphon dit *siphon par insufflation*.

26° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mary (Émile) et Lebeau (André), à Paris, rue Rossini, n° 22, pour application du caoutchouc aux chapeaux, afin de les rendre imperméables.

27° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Masse (Jacques), à Paris, rue de Hanovre, n° 19, pour une méthode de saponification ou acidification des gras neutres et de solidification des corps gras liquides.

28° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Norton (James-Lee), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Dronot, n° 2, pour une manière de purger, séparer ou de recouvrir la laine ou tissus composés, en partie de laine, de coton ou toute autre matière végétale.

29° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Patène (Alexandre-Étienne) et Lallemand (Joseph), à Paris, le premier rue Beaubourg, n° 39, le second rue Croix-des-Petits-Champs, n° 29, pour un mouvement interlatif continu.

30° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Renner (Jean-Joseph), à l'Étang-la-Ville, pour un système d'impression des affiches, enseignes et décors.

31° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reydet et compagnie, à Paris, rue Neuve-de-Lappe, n° 13, pour moyens et appareils propres à rebrûler les parties gazeuses, et laver les acides que contient le charbon en combustion, et les autres minéraux en fusion.

32° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tallon (Louis-Eugène), élisant domicile chez le sieur Boutot, à Paris, rue Dauphine, n° 18, pour un clavier mnémonique applicable aux pianos, etc.

33° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Smith (William) et Phillips (Thomas), représentés par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour un mode de fabrication et d'assemblage des tuyaux ou tubes pour les gaz, l'eau, la vapeur et d'autres usages.

34° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tardieu (Lucien), représenté par le sieur Mennons, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour un système d'enseignes et de décors.

35° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Anselme (Hubert-Denis-Marie), à Avignon, pour une roue hydraulique dite *avignonnaise*.

36° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Becquin (Charles-Philippe), à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 63, pour une baraque portative.

37° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bureau (Louis-Émile) et Cartéron (Jean-Adolphe), à Paris, rue Bleue, n° 1, pour un appareil fumivore.

38° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouillon (Pierre-Léon), à Paris, rue de Chabrol, n° 65, pour des appareils applicables au lessivage du linge, des toiles de fil ou de coton, et, en général, à toutes les opérations où il faut projeter des liquides à basse température et jusqu'à cent degrés.

39° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine.

par le sieur Cartier (Alphonse), à Paris, rue de Choiseul, n° 16, pour une hélice aérienne.

40° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cros (Joseph), rue Vincent, n° 7, à Belleville, pour un réflecteur modéré.

41° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cunningham (John), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les moyens de production des surfaces imprimantes.

42° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daligaud (Jean-François-Clément), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de robinet.

43° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Debacq (Benjamin-Sébastien), Faufernot (Ernest-Prosper) et Toussaint (Louis-Victor), à Paris, rue Saint-Spire, n° 6, pour un procédé de reproduction en relief, par le daguerréotype, par le moulage et modelage, de natures mortes et vivantes.

44° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Demartres (Remi), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de fabrication d'escaliers en bois.

45° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par les sieurs Desplanches (Jean-Louis) et Beckmann (Philippe), à la Vacherie, commune de Troyes, pour un système de fabrication de gants moulés, pluchés-mécaniques, au moyen du métier circulaire.

46° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duvoir (Narcisse), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des machines à battre le blé et dans leurs manèges.

47° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Faullin de Banville, représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une disposition de machine à vapeur applicable aux machines fixes et locomobiles.

48° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gautier aîné (Pierre-Désiré), représenté par le sieur Mennons, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour des perfectionnements dans les machines à fabriquer les clous.

49° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Gilly (Auguste-Jules) et Thiboust (Edmond), à Paris, le premier rue Charlot, n° 9, et le second impasse Mazagran, n° 8, pour un système de porte-bouquet.

50° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Horton (Joseph), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour perfectionnements dans la construction des chaudières, bateaux et autres objets de chaudronnerie.

51° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jeramec (Raphaël), à Paris, rue Martel, n° 4, pour un appareil propre à la fabrication des briques dit *appareil malaxeur*.

52° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Lebhan fils (Alexandre), à Tournai, pour une machine à action continue, destinée à ouvrir les matières filamenteuses.

53° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lidy (Frédéric), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système pour monter et enter les pinceaux.

54° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1850, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Liétot (Maximilien), à Paris, rue du Ponceau, n° 21, pour une disposition de ferrures pour les attelles en bois.

55° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Maignon de Roques, Damase et Ruau (Jean-Baptiste), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 13, pour application de certains produits primitifs à la fabrication des coussinets, et partout où il y a des frottements.

56° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Manceau (Charles), élisant domicile chez le sieur Pebeyre, à Paris, rue Rambuteau, n° 10, pour une montre-compteur et à secondes fixes.

57° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Métra (Jules-Benjamin), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 19, galerie Véro-Dodat, n° 2, pour production de l'eau de seltz dans les appareils portatifs.

58° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Needham (Joseph), représenté par le sieur Mitchell, à Paris, boulevard des Italiens, n° 17, pour des cartouches portant leur amorce, en usage pour les armes à feu se chargeant par la culasse, etc.

59° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Pedroni (Paul-Émile), rue de la Croix-Blanche, n° 84, à Bordeaux, pour un procédé d'alcoolisation.

60° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petit-Leclerc (Charles), élisant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés aux garnitures des cartes.

61° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Polson (John), représenté par le sieur Mittchell, à Paris, boulevard des Italiens, n° 17, pour des améliorations apportées dans la fabrication de l'amidon de maïs, de riz, de froment et autres céréales.

62° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rabiou (Marie-Barthélemy-Julien), à Paris, rue de la Harpe, n° 55, pour un jeu dit *bijou des salons ou l'oiseau émigrant*.

63° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richer (Guy-François), à Paris, rue Lamartine, n° 50, pour appareil fumivore et hydro-fumivore.

64° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Salmon (Omer-Joseph), à Paris, rue Grange-Batelière, n° 28, pour un système de fours propres à la conversion en coke des houilles demi-grasses, et à l'agglomération des houilles menues, avec lavage préalable.

65° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tavignot (François-Louis), à Paris, rue de l'Échiquier, n° 22, pour un système de lunette-binocle.

66° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Toussaint (Henri-François), à Paris, rue Bergère, n° 5, pour applications diverses de tissus métallisés.

67° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Villa (Ignace), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un planisphère horographique mondial, avec le système planétaire.

68° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Beaujelin (Jean-Fleury), à Tassin, pour un genre de tuiles romaines.

69° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bloodgood (John-Henri), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication des vêtements sans couture, et d'autres articles utiles en feutre.

70° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bret (François), place de la Croix-Rousse, n° 26, à Lyon, pour perfectionnement aux mécaniques à fabriquer les canettes à dérouler.

71° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Lreton et Danto, cours Napoléon, n° 5, à Lyon, pour un générateur de vapeur à production et surchauffement variables.

72° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gi-

ronde, par le sieur Brondel (Alexandre), rue de la Croix-Blanche, n° 17, à Bordeaux, pour une machine à fabriquer les pralines.

73° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Browne (John-Collis), représenté par le sieur Labouret, à Paris, rue Vivienne, n° 8, pour un lit portatif à l'usage des militaires en campagne, et pouvant aussi s'appliquer aux personnes malades, soit par maladie, soit par blessure.

74° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Ceyral (Jean-Désiré), élisant domicile à Cenon-la-Bastide, pour une machine propre à nourrir les sangsues.

75° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chevalier (Laurent), chaussée Perrache, n° 54, à Lyon, pour un système de chaudières tubulaires.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duméry (Constant-Jouffroy), à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 54, pour des moyens de carbonisation de tous les combustibles par l'extraction des gaz qu'ils contiennent.

77° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Field (Edmund), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, 2° 29, pour une serrure perfectionnée pour portes à coulisses.

78° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Fourcart (Pierre-Joseph), à Épernay, pour un système de suspension élastique par le caoutchouc.

79° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garnett (Thomas), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour des perfectionnements apportés aux régulateurs des machines à vapeur et autres.

80° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gourié (Alexandre), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les appareils propres à débiter les pains de sucre.

81° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Blanc (Pierre-Philippe), et Gouffon (Jean-Marie), rue du Mail, n° 30, à Lyon, pour un genre de maillons dits *maillons Blanc*, appliqués au métier à la Jacquard.

82° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jackson (Thomas), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour des perfectionnements dans la fabrication du papier, par la préparation et l'emploi du lin, du chanvre ordinaire, de celui

de l'Indostan et de l'Inde, etc. et autres substances végétales fibreuses, ainsi que des étoupes, déchets, etc. provenant de ces mêmes substances.

83° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Joly (François-Romain), élisant domicile chez le sieur Le Bouteiller-Vattier, rue des Boucheries, n° 62, à Lisieux, pour un moyen de cacher l'époutil sur les étoffes de laine.

84° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Koehler (Charles-Auguste), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la commande des broches, dans les appareils de filature en général.

85° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laumonier (Frédéric-Charles-Jacques), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre de verres à démarcation.

86° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lecrignier (Robert) et compagnie, représentés par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour perfectionnements à la peigneuse Schlumberger.

87° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Lobry et compagnie, rue Malesherbes, n° 2, à Lyon, pour perfectionnements et applications de la presse hydraulique.

88° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathys-Declerck (P.-J.) représenté par le sieur Leprovost, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 48 bis, pour une serrure dite *serrure Mathys-Declerck*.

89° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mercé (Félix), rue Lanterne, n° 27, à Lyon, pour un système de boutons garantissant la boutonnière.

90° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Vienne, par le sieur Moireau, économe du lycée de Poitiers, pour plume de poche ou encrier-plume.

91° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Muller (Démétrius-Diamilla), représenté par le sieur Combe, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour la préparation industrielle de l'oxygène.

92° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pluchart (Stanislas), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans l'extraction du sucre de betterave et autres plantes saccharifères.

93° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Plumier fils (Pierre-Victor), à Paris, rue Vivienne, n° 36, pour un polissoir à bascule propre à polir les plaques pour le daguerréotype.

94° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Remacle (Louis-Henri-Lacroix), représenté par le sieur Armen-gaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un chapeau de soie sans galette.

95° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Rollet (Jacques), Petite-Rue-Longue, n° 1, à Lyon, pour une presse à copier les lettres.

96° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Rolland (Jean), rue de Puzy, n° 24, à Lyon, pour une machine hydraulique à air comprimé.

97° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Romier frères, à Firminy, pour une machine à fabriquer les faucilles, volants et autres objets de taillanderie, par le moyen du laminoir.

98° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ruggles (Stephen-P.), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés à la construction des presses typographiques.

99° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs P.-F. Soulier et compagnie, à Paris, rue Beauregard, n° 11, pour des perfectionnements dans la fabrication des fleurs artificielles et autres objets du même genre.

100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wiltz (Richard), à Paris, rue de Ménilmontant, n° 14, pour une machine dite *moteur Wiltz*.

101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Abder-Halden (Charles), à Mulhouse, pour la teinture sur filés de coton simples ou retors, des paliacas ou bruns de toutes nuances, solides et sans bains gras.

102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Banneau (Antoine), à Saint-Sylvestre, pour un moyen propre à tenir parallèles les meules à moudre le blé.

103° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bianchi (Cyprien et Félix), représentés par le sieur Daubréville, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 36, pour la substitution d'un mélange siccatif inodore à l'essence de térébenthine, dans la préparation de la peinture en bâtiment.

104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Bricard (Euphrasie-Marguerite), rue de Paris, au coin de

la rue de Seine, à Saint-Ouen, pour un appareil dit le *conservateur de la literie*.

105° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cabanis (Jean-François), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 256, pour une conversion des matières filamenteuses végétales en pâte à papier.

106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur David (Eunemond-Laurent), à Saint-Chamond, pour une mécanique Jacquart à double marche, ayant pour but d'éviter les coups perdus dans la fabrication des étoffes diverses.

107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Degola (Joseph-Achille), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un procédé de préparation de l'amidon.

108° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Begousse (Pierre-Émile), à Paris, rue Saint-Martin, n° 18, pour perfectionnements dans l'enveloppe des livrets d'or battu.

109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par les sieurs Delalain et Limée, représentés par le sieur François dit Heusebrot, à Agneaux, pour des machines à battre le grain, à bras d'hommes, mises en mouvement au moyen de deux volants jumeaux.

110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Dubuget, rue aux Ours, n° 6 et 8, à Rouen, pour une eau hygiénique.

111° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Duchampt (Alexandre-François), à Portet, pour un aide moteur.

112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Ferrand-Vernier, à Nogent, pour une clef pour extirper les dents dite *clef Davier*.

113° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Isaac (John-Raphaël), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés à la construction des maisons portatives.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jaulin (Louis-Julien), à Paris, rue Albouy, n° 11, pour un instrument portatif dit *orgue-piano*.

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leray (Joseph-René), boulevard des Trois-Couronnes, n° 34, à Belleville, pour un appareil applicable à toute espèce de cafetières-théières dit *appareil Leray*.

116° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Lesage (Adolphe), rue de Jemmapes, n° 17, à Lille, pour un cylindre recouvert en gutta-percha.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Louin (François), à Paris, rue Poissonnière, n° 26, pour une liqueur dite *liqueur de l'union ou liqueur d'or*.

118° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Marie (Hippolyte-Arsène), rue aux Ours, n° 50, à Rouen, pour une manière de confectionner des registres.

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Négrier (Henri-Fortuné), à Paris, rue Fontaine-Saint-Georges, n° 28, pour un fourgon-moulin à l'usage de l'armée.

120° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oates (Joseph-Pimlott), représenté par le sieur Reynaud, à Paris, rue de Hanovre, n° 4, pour des perfectionnements dans la fabrication des briques, tuiles, tuyaux et autres objets pouvant être faits en matière plastique.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pécaut (Charles-François-André), à Paris, rue de la Cerisaie, n° 11, pour un système d'abreuvoir à flotteur et à fonds de bois dit *abreuvoir système Pécaut*.

122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pelletier (Claude), à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 81, pour un savon dit *savon Pelletier*, propre au blanchissage du linge, sans frottement aucun.

123° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Persoz (Jean-François), à Paris, rue Madame, n° 57, pour des procédés de fabrication et d'application de l'acide sulfurique et des sulfates.

124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Ponthaud (Simon), rue Saint-Étienne, à Elbeuf, pour un appareil servant à prendre la conformation des personnes pour la coupe des pantalons.

125° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Potel-Langlois (Napoléon-Laurent), rue de la Grande-Horloge, n° 14, à Rouen, pour des brosseries de parage mécanique.

126° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Quack (Jean), à Marseille, pour la fabrication de pierres factices à aiguiser.

127° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Renard (M. J. Mathieu), représenté par le sieur Bernard, à

Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 34, pour des perfectionnements apportés aux machines continues destinées à souler les draps dites *machines à pression élastique et progressive*.

128° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par les sieurs Renault (Séraphin), Dancourt (Charles) et Duval (Desiré), à Amiens, pour une machine à couper les velours à côtes.

129° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sinet (Jacques-Hippolyte), à Paris, rue Saint-Benoît, n° 32, pour un système de presse-papier calligraphique.

130° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Spiquel (Michel), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 164, pour moyen de fabrication de broderie.

131° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vangeneberg (Pierre), route d'Allemagne, n° 46, à la Villette, pour un système de moteur hydro-dynamique Vangeneberg.

132° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Vasseillière (Pierre), rue des Romains, café de la Gare, à Reims, pour un pétrin mécanique.

133° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Warée (Benoît-Théodore), à Paris, rue de Crussol, n° 11, pour un taille-crayon universel.

134° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Williams Margaret, représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amantiers-Popincourt, n° 24, pour des perfectionnements dans les moyens de suspendre les miroirs de toilette ou autres.

135° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Amoureux (Jules-Joseph) et Noblet (Augustin-Henri), à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 41, pour une machine à briques à mouvement continu, avec l'emporte-pièce, ainsi que des carreaux, tuiles, etc.

136° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1856, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ardin (Jean-Baptiste-Alexandre), à Paris, rue des Martyrs, n° 36, pour la fabrication d'un cérame bitumineux.

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beugnot (Charles-Henry), à Paris, rue Grenier-Saint-Lazare, n° 5, pour un système de charnière à ressort invisible, applicable aux coffrets, aux nécessaires d'ivoire incrustés pour dames et autres objets d'ébénisterie ou de nautisme.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouilliant (Louis-François), à Paris, rue Française, n° 6, pour un système de montre à remontoir sans clef.

139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgeois (Étienne), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système économique propre à brûler la fumée dans les fourneaux de machines à vapeur, calorifères et autres.

140° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bright (Richard), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements apportés aux lampes à modérateur et autres.

141° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burle (Francis), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 3, pour des appareils employés pour obtenir du plantain, de la banane, de l'aloès, du pingouin et autres substances végétales, des fibres applicables à divers usages industriels.

142° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chollet et compagnie, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les appareils propres à couper les racines et autres substances organiques.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Christen (Henry-Jérémie), rue Neuve-d'Orléans, n° 6, au Petit-Montrouge, pour des perfectionnements apportés aux pompes pour l'incendie et les usages domestiques.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clément (Charles-Édouard), à Paris, rue de Ménilmontant, n° 46, pour une fermeture de l'ustensile de ménage dit *cuisinière*.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debas (Jean), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de porte-cosmétique, porte-blanc, porte-lorgnette, etc.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delaporte jeune (Jean-Charles), à Paris, rue des Gravilliers, n° 24, pour des procédés propres à la fabrication des feuilles en or.

147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duchausfour (Charles-François-Nicolas), élisant domicile chez le sieur Charlet, à Paris, rue Richelieu, n° 41, pour un genre de bandes destinées à la confection des rubans et plaques de cartes.

148° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Duperly (Théophile-Victoire), à Paris, rue du Mail, n° 19, pour des points ombres de broderie et leur application sur la broderie fine dite *de Paris, de Metz et des Vosges*.

149° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine.

par le sieur Gauthier (Achille-Napoléon), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de tête à perruque.

150° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gottung (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des broderies sur cuir pour harnais et autres usages.

151° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hayem aîné (Simon), à Paris, rue du Sentier, n° 38, pour un système de fermeture du nœud de col-cravate mobile dit *col impératrice*.

152° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacombe (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour divers systèmes de tire-bottes.

153° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lavender (Edward), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans la manière d'agiter et de travailler les matières chauffées dans les cornues.

154° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martel (Étienne), à Paris, rue des Fossés-du-Temple, n° 10, pour moyens propres au moulage de la pointe des clous.

155° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mitaine (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une jumelle face à main.

156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pécoult (Henri-Gustave-Adrien), à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 9, pour une machine motrice à éther, avec injection dans le cylindre.

157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pellerin et compagnie, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des agrafes.

158° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peschard (Ariste), à Paris, rue Saint-Anastase, n° 7, au Marais, pour une lampe modérateur.

159° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pilloy (Charles-Rémi-Edmond), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un moyen de vernir le cuivre.

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poignand (François-Xavier), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre de boisson.

161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ravou (Jean-Louis), à Paris, rue Pascal, n° 63, pour un moyen propre à brûler la fumée des appareils à gaz.

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roux (Jean-Baptiste-Joseph), à Paris, rue Bretonvilliers, n° 6, île Saint-Louis, pour un genre de porte-manteau.

163° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ruffier aîné, à Paris, passage Chaussou, n° 10, pour un moulin à cacao.

164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sampson-Elnathan-Strong (François-M.) et Ross (Thomas), représentés par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les balances et appareils de pesage.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sculfort-Malliar et Meurice, représentés par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une clef mobile à écrou.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Taylor (Arthur-A.) et Dusautoy (Auguste), représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour une machine à couper les étoffes.

167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas (Léon-Philippe), représenté par le sieur Laurens, à Paris, rue des Beaux-Arts, n° 2, pour des procédés de préparation des bois, des loupes et des combustibles en général, dans le but de les appliquer aux usages que réclament ces matières, à un état plus ou moins avancé de dessiccation ou de carbonisation.

168° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Young (William), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans les lampes.

169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allard (Auguste-Joseph), à Paris, rue Lamartine, n° 18-20, pour un bracelet sans soudure.

170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Allié aîné et fils, représentés par le sieur Simard, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des coiffes de chapeau dites coiffes-tendeurs.

171° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Aubenas fils (Justin-Louis-Auguste), à Valréas, pour un croisier

Aubenais, appareil de torsion, à dévidage régulier, pour la filature et le tirage de la soie, et pour toute espèce de fil.

172° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Belleville (Julien-François), représenté par le sieur Simard, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements au générateur à vapeur, système Belleville.

173° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blanche (Auguste) et Séraphin frères, le premier à Puteaux, et les derniers à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 172, pour un générateur à vapeur.

174° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carlier (François-Philippe), représenté par le sieur Simard, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un procédé de conservation de divers produits.

175° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Cointy (André), quai de l'Île-Gloriette, n° 13, à Nantes, pour un système de fabrication du vinaigre.

176° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coutant (Jean-Baptiste-Antoine), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 274, pour une cafetière simplifiée.

177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Decq (Jean-Louis), à Paris, rue Borda, n° 1, pour un procédé de blanchiment d'argent à chaud.

178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dulud (Paul-Ernest-Ferdinand-Hector), rue des Champs, n° 6, à Neuilly, pour un genre de robinet.

179° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Egrot (Edme-Alfred), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 266, pour un appareil à distiller les alcools.

180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérin (Adolphe), rue de Chartres, n° 8, à la Chapelle, pour une machine à tondre les pompons pour l'armée.

181° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guibal (Charles-Eugène-François), à Paris, rue Vivienne, n° 40, pour un système de pompe sans piston.

182° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hall (W. K.), représenté par le sieur Kirkpatrick, à Paris, rue Martel n° 11, pour un frein automateur pour chemin de fer.

183° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Imbs (Joseph), représenté par le sieur Simard, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des procédés de fabrication de toiles à gar-gousses.

184° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jobard (Jean-Baptiste-Ambroise-Marcellin), élisant domicile à Paris, rue Jean-Goujon, n° 16, pour des anches en caoutchouc pour instru-ments de musique.

185° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jobard (Jean-Baptiste-Ambroise-Marcellin), élisant domicile à Paris, rue Jean-Goujon, n° 16, pour des perfectionnements apportés à l'éclairage au gaz.

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Laffargue (Jean-Baptiste-Germain), à Mont-de-Marsau, pour un procédé relatif à l'extraction de la térébenthine des matières résineuses.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lafond (Étienne-Jules), barrière de la Chopinette, impasse Saint-Laurent, n° 11, à Belleville, pour un système de chemin de fer servant à relier les diverses localités à toutes les grandes lignes, dit système Lafond.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecerf (Henry), à Paris, rue Montholon, n° 23, pour un système de chauffage des calorifères, etc.

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Maré (Charles), rue d'Alger, n° 1 bis, à Nantes, pour boîtes en fer-blanc pour conserves alimentaires, perfectionnées par une incrustation des étiquettes en papier ou en métal.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Péloquin, Tropez (Michel) et Parnet (Hugues-François-Emanuel), à Paris, rue de l'Est, n° 19, pour un bateau à vapeur à trois roues propre à la navigation mixte.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Pichenot (Jean-Philibert-Gabriel), directeur des usines de Battenes, pour une cornue à filtre destinée à extraire par la transsudation et la distillation réunies, les corps gras contenus dans les substances bitumineuses et dans les résidus de la fabrication du bitume.

192° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prince (Paul), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 1, pour des perfectionnements dans la fabrication des coussinets des chemins de fer.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prouvier (Anne-Laurent-Prosper), route d'Orléans, n° 125, à Montrouge, pour une machine à fabriquer la charpie.

194° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Seegers (Auguste-Frédéric-Godfrid) et Josse (Charles-Louis), à Paris, rue du Temple, le premier, n° 83, le second, n° 72, pour des perfectionnements dans la fabrication des papiers peints, veloutés, dorés et argentés.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Suau (François-Édouard), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 162, pour la fabrication de lettres en glace.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Tissier (Édouard-Louis) et Ducau (Charles-Jean-Baptiste), à Paris, boulevard du Mont-Parnasse, n° 81, pour un système de presse typographique.

197° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Vanderboghdt (François), représenté par le sieur Leduc, rue d'Anjou, n° 9 bis, à Lille, pour perfectionnement apporté aux métiers dits *à la chaîne*.

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Vansteenkiste (Henri, Florimond, Désiré et Joseph fils), à Roncq, pour un appareil destiné à la conservation des liquides et des substances alimentaires au moyen du vide.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Venant (Charles-Isidore-Constant), passage Lanoël, n° 1, à Amiens, pour un torréfacteur à café.

200° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société de la Vieille-Montagne, représentée par le sieur Brunet, sous-directeur, à Paris, rue Richer, n° 19, pour un plateau circulaire applicable aux fours à refondre le zinc.

201° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vigoureux (Stanislas), représenté par le sieur Simard, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une dresseuse pour entrée de cartes et de machines préparatoires de la laine.

202° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Tarn-et-Garonne, par le sieur Baumes (Bernard), à Dunes, pour une machine destinée à la navigation.

203° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bernard (Joseph), à Paris, rue Aumaire, n° 43, pour une eau pour la toilette.

204° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Blanchard (Ange), rue Senac, n° 46, à Marseille, pour plusieurs poudres désinfectantes.

205° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Borgnic-Desbordes (Antoine) et Tonnelle (François), rue des Os-Rongés, n° 3, à Lille, pour un système de chauffage économique.

206° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourbon (Auguste), à Paris, rue de la Feuillade, n° 15, pour une préparation de chocolats.

207° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bradshaw (Williams), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue de la Bourse, n° 3, pour des perfectionnements apportés aux chronomètres.

208° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardeche, par le sieur Breton (Aimé), à Charralon, pour un fuseau et une coquette dits *fuseau et coquette Breton*, destinés au moulinage de la soie.

209° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charrière fils (Jean-Jules), à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 6, pour un instrument de chirurgie.

210° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Cholot (Alexandre), à Nacey, pour un système de rateau à faucher.

211° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Coeffard (Charles), à Belluire, pour une moissonneuse à bras.

212° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cosneau (Jean-Auguste), Flamend (Auguste) et Pinel-Grandchamp (Jean-Louis-Alphonse), élisant domicile chez le premier, à Paris, rue Saint-Denis, n° 357, pour un genre de lettres transparentes.

213° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Defavre (Rose-Célestine), élisant domicile chez le sieur Chalopin, à Paris, rue de Chabrol, n° 43, pour une mécanique à dévider les soies crues et cuites dite *la fouilleuse*.

214° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Delattre (Benjamin) à Setques, pour une machine à broyer et à teiller le lin, le chanvre et autres matières textiles.

215° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Drake (Alfred), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour une disposition de machine mise en action par la force expansive de mélanges explosifs.

216° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Ducet (Louis-Alphonse), rue Eau-de-Bec, n° 109, à Rouen, pour une calandre à moirer.

217° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Evrot (Claude-Nicolas), à Charmes, pour un procédé propre à rendre toutes les étoffes imperméables.

218° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Farcot (Marie-Joseph-Denis), à Saint-Ouen, pour des perfectionnements apportés aux machines à air ou gaz chauds.

219° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Farcot (Marie-Joseph-Denis), à Saint-Ouen, pour des perfectionnements apportés aux turbines.

220° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Fauchaux (Félix), rue d'Alger, n° 16, à Nantes, pour boîtes incrustées en fer-blanc pour conserves alimentaires.

221° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Gresse (Louis-Antoine), à Nîmes, pour un camion mixte propre aux camionnages en général et au service des chemins de fer en particulier.

222° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Illingworth (Alfred) et (Henry), représentés par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés aux machines ou appareils propres à peigner la laine ou d'autres matières filamenteuses.

223° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Laubénier (Jacques), quai Napoléon, n° 23, à Rouen, pour un atelier portatif servant à la construction ou à la réparation des machines.

224° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Laucher (Joseph), à Mulhouse, pour une machine destinée à la gravure des rouleaux d'impression.

225° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Marie (Constant), rue des Emmurés, n° 10, à Rouen, pour un gazomètre portatif à gaz hydrogène carboné.

226° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Olivier (Arsène-Auguste), à Paris, rue de Douai, n° 15, pour des procédés d'étouffage et de séchage de la chrysalide du cocon de soie.

227° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe (Jean-Pierre), à Paris, rue de Charonne, n° 50, pour un système de trains articulés pour l'artillerie.

228° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Rey (Joseph-Louis) et Guibert (Adolphe), rue Périer, n° 31, à Marseille, pour un enduit sous-marin et conservateur.

229° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Schanvliege (Marie-Adolphe-François), maître sellier au quatrième d'artillerie, à Strasbourg, pour un harnachement de sous-verge d'artillerie.

230° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Thorel (Charles) et (Julien-Louis), à Rouen, pour un système de dételage instantané des chevaux emportés, et enrayage de la voiture.

231° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Tournachon, Nadar jeune et compagnie, à Paris, cité Gaillard, n° 3, rue Blanche, pour un appareil propre à distribuer les cartes dit *distributeur de l'exposition*.

232° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Turck (Michel), chef des ateliers du chemin de fer de l'Ouest, à Chartres, pour un compas à pistons-rotules, destiné à l'usage des ateliers pour dessin d'exécution et d'ensemble.

233° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Vasselon (Antoine), rue Consolat, n° 13, à Marseille, pour un appareil destiné à brûler exclusivement l'huile de pétrole rectifiée.

234° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Albinet (Augustin), à Paris, rue de l'Estrapade, n° 17, pour le blanchiment des cotons pour couvertures.

235° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alquié (Joseph-Bernard-Dauphin), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 80, pour un système de publicité.

236° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Arnaud (Alexis), à Saint-Bonnet-le Château, pour un système de parquet mosaïque.

237° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berlize (Baptiste-Isidore), à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 16, pour un genre de chaînes diverses dites *chaînes Berlize*.

238° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Blachon (Pierre), rue de la Bourse, n° 61, à Saint-Étienne, pour un système de tissage des étoffes et rubans unis et brochés au moyen de peignes variant dans leurs formes.

239° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Camus (Augustin), à Paris, rue Beautreillis, n° 12, pour un genre de veilleuse et son enveloppe.

240° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Carré fils (Ferdinand), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour une machine à vapeur à double régénération.

241° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charpentier (Jean-Louis-Perpétue), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 241, pour une machine typographique dite à *platine et à pince*.

242° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaffée (William), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans l'impression, la mise en couleur et la teinture des tissus, du cuir, du papier, du caoutchouc et autres substances.

243° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chapman (Henry), représenté par le sieur Armiengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système d'appareils pour l'éclairage électrique.

244° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charbonnier (Pierre-Alexis), avenue de Clichy, n° 11, à Batignolles, pour moyen de blanchissage du linge par la vapeur.

245° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Chrétien (François), à Esquehéries, pour une machine à épeutir toute espèce de tissu.

246° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coupier (Jean-Théodore), représenté par le sieur Collin, à Paris, rue Quincampoix, n° 15, pour la préparation ou l'extraction du salin contenu dans les vinasses et la séparation des sels de potasse contenus dans les salins.

247° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delpuech (Antoine), à Paris, rue du Caire, n° 17, pour un système de fourneaux économiques à courant d'air froid et continu.

248° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Draper (William-Porter), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour la construction des pianos-forté.

249° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ernoul (Jean-François-Auguste-Joseph), représenté par le sieur Mény, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un grillage à la plaque utilisant la chaleur perdue.

250° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Guilliny (Louis-Jean), rue Nationale 3, n° 12, à Lyon, pour un chemin de fer hydrostatique.

251° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Holmes (Herbert-Mountford), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans les bandages des roues.

252° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Isoard (Mathieu-François), à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 50, pour des perfectionnements aux machines à vapeur.

253° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Landan (Louis-Alexandre-Victor), à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 6, pour un système d'émaillage pour bracelets ou chaînes.

254° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefebvre (Pierre-Augustin), représenté par le sieur Fresgot, à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 55, pour un porte-bouteille dit *porte-bouteille Lefebvre*.

255° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Lefebvre (Hippolyte-Joseph), rue de la Croix, n° 4, à Saint-Étienne, pour un bec d'éclairage applicable aux lampes modérateur.

256° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lepreux (François-Denis), élisant domicile chez le sieur Regnault, à Paris, rue Sainte-Foy, n° 6, pour un appareil propre à extraire la tourbe.

257° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Manificier, à Auxerre, pour un système de moulures, forme torse, pour meubles et encadrements.

258° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mazeline frères, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de machine à raboter verticale.

259° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Noël (Joseph), rue Masson, n° 41, à Lyon, pour une machine à fabriquer les canettes à dérouler.

260° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ravenstin (Louis-Frédéric-Isidore) et Chotel (Charles), à Paris, rue de Mulhouse, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des stores, écrans, etc.

261° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roch (Eugène-Michel), à Paris, rue de Cléry, n° 19, pour des appareils de lecture mobiles.

262° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roy (Adolphe), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la disposition des cartes houdineuses ou fileuses.

263° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Rouillier (Charles-Marie), à Paris, rue Saint-Bernard, n° 27, pour la préparation du cuir afin de le rendre propre à remplacer le papier de terre, etc.

264° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Thibault (Louis), quai de Bondy, n° 39, à Lyon, pour un système de batteur et concasseur.

265° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Walter (François), à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 5, pour un calorifère portatif.

266° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Waithman (Robert-William), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, place de la Bourse, n° 3, pour des perfectionnements apportés aux machines ou appareils employés à la fabrication de la filasse ou autres substances.

267° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Aguillon et Tassy, place de la Plâtrière, n° 2, à Lyon, pour l'issage de la tapisserie.

268° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Aubaride et compagnie, à Paris, rue de Bondy, n° 36, pour l'application de pierreries sur fleurs artificielles.

269° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barlet (François), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour procédés économiques de fabrication du pain, du biscuit de mer, etc.

270° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bernard (Antoine-Frédéric), rue de la Barre, n° 3, à Lyon, pour un genre de malles entièrement en métal.

271° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bernier (Claude), place de l'Homme-de-la-Roche, n° 58, à Lyon, pour un trieur vaneur et cribleur.

272° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bohin (François-Benjamin), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de boîtes métalliques.

273° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouteille (Michel), à Paris, rue de la Feuillade, n° 6, pour un cylindre applicable aux métiers Jacquard.

274° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Callias (Joseph-Louis-Hector), à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 46, pour l'application de la fécule de marron d'Inde à l'alimentation, aux arts et à l'industrie.

275° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Calvé (Prosper et Félix) et Ollivier (César-Elzéar), rue Saint-Remi, n° 45, à Bordeaux, pour l'emploi du lignite comme agent décolorant dans les arts et l'industrie.

276° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chouvy (Hilaire), à Paris, rue Fontaine-Saint-Georges, n° 7, pour un genre de chenille.

277° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cossus (Antoine), rue de Flandre, n° 99, à la Villette, pour un système d'épuration des huiles.

278° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dary et Steingoetter, à Paris, rue de Rivoli, n° 85, pour la préparation des huiles végéto-animales purifiées, destinées à la lubrification des pièces mécaniques.

279° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (Jean-Jacques), élisant domicile chez le sieur Dominique, à Paris, rue de Reuilly, n° 17, pour un système de navigation aérienne.

280° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Eussie (William), représenté par le sieur Rowland, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements apportés dans les mécanismes ou appareils pour arrêter ou retarder la marche des trains de chemins de fer.

281° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Garnier (Jean-Claude), Pontal (Philippe) et Chamfray (François), rue François-Dauphin, n° 4, à Lyon, pour un foyer économique de chaudière à vapeur et autres.

282° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garatt (Alfred-C.), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour moyens propres à faciliter le jeu des essieux des roues de voitures.

283° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Grangeoir père et fils (Jean-Marie-François-Louis et Jean-François), à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 22, pour des perfectionnements apportés aux serrures, principalement à celles dites à gardes mobiles.

284° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wowe jeune (Élias), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une machine à coudre et perfectionnements qui s'y rattachent.

285° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jacotier (Charles) et Demont (Adolphe-Louis), à Paris, le premier

boulevard de l'Hôpital, n° 28, et le second, rue des Bourguignons, n° 35, pour procédés de marbrure sur pierre, plâtre et terre cuite.

286° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Molard (Jean-Joseph), rue de Ménil, à Lunéville, pour un pivot appliqué aux turbines dit *pivot Molard*.

287° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Monier (Antoine), chemin neuf de la Madeleine, n° 10, à Marseille, pour un système dit *rotatif à air comprimé dilaté dans le foyer*.

288° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mourgue (Jean-Baptiste), à Paris, rue Neuve-Coquenard, n° 26, pour moyens de destruction des charançons dans les céréales.

289° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noiraux (Jean-Louis), à Paris, rue Beaubourg, n° 63, pour un genre de râtelier porte-pipe.

290° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perrodin (Pierre), à Paris, rue Saint-Denis, n° 355, pour rideaux propres à garantir les marchandises de la poussière.

291° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Prost (Célestin-Florian et Pierre-François), rue des Fantasques, n° 2, à Lyon, pour un ourdissoir en fer, accompagné de sa cantre perfectionnée, s'appliquant à l'ourdissage des chaînes, tulles, étoffes unies, nouveautés, rubans, passementeries, etc.

292° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Quentin (André), rue du Jardin-des-Plantes, n° 10, à Bordeaux, pour le ponçage des chapeaux de feutre.

293° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Renon (Godefroy) et la demoiselle Belleville (Cornélie-Élise), à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 8, pour échecs à figures et sans figures.

294° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Rolland (Jean), rue de Puzy, n° 24, à Lyon, pour un instrument de dessin.

295° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Rosiès (Guillaume), à Montpellier, pour un moteur à vapeur à principes économiques, applicable aux arts et à l'industrie.

296° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Schindler (Frédéric), élisant domicile à Colmar, pour une machine applicable au battage d'or faux et fin, etc.

297° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tailbouis (Édouard), représenté par le sieur Mathieu, à Paris,

rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la ganterie.

298° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Thibout (François-Nicolas), à Surville, pour une carte à deux têtes.

299° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Verzier (Horace), rue Lorette, n° 1, à Lyon, pour un système de fabrication pour les velours coupés.

300° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Weerts (Joseph), rue Blanche-Maille, n° 3, à Roubaix, pour deux cylindres cannelés et une bande de cuir continue, ainsi que pour un cylindre non cannelé marchant sur un peigne, applicable aux étrépages de Schlumberger.

301° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par les sieurs Auger et compagnie, à Boussieu, commune de Ruy, pour un métier à rotation pour tisser les velours en deux et quatre pièces, et couteau mobile à pivot.

302° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Baudry (Eugène), à Saint-Bon, pour une serrure à secret.

303° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par le sieur Beaujouan (Pierre-Eugène), à Bourges, pour une machine à laver le minerai.

304° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par les sieurs Bellanger (Honoré) et Grellé (Joseph-Victor), rue aux Foulons, n° 24, à Rennes, pour un mors à ressort dit *Bellanger*.

305° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par les sieurs Bernard père et fils (Jacques-Marie et Pierre), rue Coetquen, n° 3, à Rennes, pour la confection d'habits d'un seul morceau, les manches exceptées, dits *habits armoricains*.

306° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Cabany, ingénieur des travaux de la compagnie des mines d'Anzin, pour un système d'essieu coudé patent.

307° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cart (Antoine-Joseph-Eugène), à Paris, rue de Charenton, n° 16, pour perfectionnements apportés dans les roues et rails de chemins de fer.

308° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clin (Thomas-Henry), à Paris, rue Ferdinand, n° 6, pour un système de clysoir.

309° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Cole (George-Beauchamp), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans les machines employées pour la fabrication d'un extrait de houblon et de drèche (malt).

310° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Corbin-Desboissières (Nicolas-François), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un foyer de combustion mixte et parabolique, applicable à tous les besoins de l'industrie.

311° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Dépret (Joseph), attaché à la compagnie des mines d'Anzin, pour un parachute ou système d'arrêt appliqué aux plans inclinés.

312° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Duclos (Michel), à Eysines, pour une machine hydraulique dite irrigateur.

313° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gimèste (Pierre-Bazile), à Paris, rue du Caire, n° 3, pour un genre de collier pour chevaux.

314° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Hervé (Armand), au Mans, pour une pompe double à balancier.

315° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Journée (Jean-Pierre), rue de Vesle, n° 14, à Reims, pour une lampe économique pour tisseur, brûlant au schiste.

316° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Lange de Beaujour (Jules-Joseph), à Sourdun, pour un chapelet destiné au perfectionnement de la roue hydraulique.

317° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lefebvre (Alexandre) et d'Hert (Jean-Baptiste), le premier rue des Charmettes, n° 4, le second rue de la Courtille, n° 5, à Saint-Denis, pour un baquet-rouleau fournisseur propre à alimenter la planche de l'imprimeur à la main.

318° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Levillayer (Henri-Jacques-René), à Paris, rue de Choiseul, n° 9, pour des procédés d'imperméabilité des tissus et fils, de quelque nature qu'ils soient.

319° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mancelle (Louis-Joseph-Benjamin), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un perfectionnement apporté dans les éventails.

320° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Martin (Fortuné), allées de Meilhan, n° 38, à Marseille, pour la fabrication de la soude caustique.

321° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par les sieurs Ménard (Toussaint-Marius et Joseph-Louis-Charles), à Valréas, pour un procédé pour teindre la soie pendant les opérations de la filature et de l'ouvroison.

322° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Millot (Charles-Alexandre), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 23, pour un système de bouchage au moyen du caoutchouc et de la gutta-percha, applicable aux bouteilles de toute sorte.

323° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Naudin (Laurent-Stanislas) et Viard, le premier rue de la Savonnerie, n° 27, le second rue Barcelonne, n° 1, à Rouen, pour une forme de balances-basculés.

324° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Ourse (Hippolyte-Julien), à Brignoles, pour un système de crin sparterie.

325° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Page (Marie-Christophe-Eugène et Marie-Michel-Eugène), à Valdoie, pour un procédé appliqué à toute espèce de turbine, au moyen du fer plombé ou étamé.

326° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paulmier (Auguste), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système perfectionné de métier à tricoter.

327° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Pic (Augustin), place du Commerce, n° 7, à Valenciennes, pour un manomètre métallique.

328° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Pire (Ferdinand), élisant domicile chez le sieur Cossée, rue des Arts, n° 22, à Lille, pour un four à coke perfectionné.

329° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Puytorac (Jean), à Bordeaux, rue des Piliers-de-Tutelle, n° 23, pour un appareil à gorgier les sangsues.

330° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sadleir (Thomas), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour une méthode et un appareil perfectionnés pour fabriquer le charbon, pouvant aussi s'appliquer à la cuisson et à divers autres usages.

331° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Sémon (Jean-Claude), quai du Port, n° 36, à Marseille, pour un moteur perpétuel dit *couronne pneumatique sémonienne*.

332° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

ar le sieur **Silbermann** (Ignace-Joseph), au collège de France, place des Ecoles, à Paris, pour un procédé d'impression sur toute espèce de surfaces.

333° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs **Varlet** (Jules) et **Magrina** (Bernard-Augustin), Grande-Rue, n° 4, à Baignolles, pour une scie mécanique propre à scier le bois, la pierre, etc.

334° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Blazy-Jallifier** (Louis-Auguste-Éloi), à Paris, rue Galande, n° 31, pour une lampe à niveau constant, sans bonteille, propre à l'éclairage de l'intérieur des voitures de chemins de fer et autres.

335° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur **Bosler** (Jean-Joseph), à Rethel, pour une clef à serrer les écrous, se fixant au moyen d'une béquille.

336° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur **Bosler** (Jean-Joseph), à Rethel, pour une clef à serrer les écrous marchant au moyen d'une vis motrice.

337° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur **Cabany**, ingénieur de la compagnie des mines d'Anzin, pour un système d'accrochage à ponts articulés.

338° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs **Chantepie** (Félix et Michel), à Paris, rue Montorgueil, n° 67, pour un perfectionnement aux métiers à la barre, pour faire les tissus en caoutchouc.

339° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs **Collet** (Maximilien et Germain-Parfait) et **Miton** (Antoine), à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 5, pour l'application de la porcelaine à la construction des socles destinés à recevoir des cylindres de toutes dimensions et de toutes formes, avec rainure ou sans rainure, pour couvrir les pendules, vases à fleurs, ou tout autre objet d'art quelconque.

340° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Corberon** (Charles-Adolphe), rue de Longchamps, n° 16, à Passy, pour un régulateur à détente variable à corps de presse.

341° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Crestin** (Léon-Philippe-Emmanuel-Antoine-Joseph), rue de l'Arc-de-Triomphe, n° 17, aux Thermes, pour système de rails de chemins de fer.

342° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Davy** (Adèle-Théophile), à Paris, rue Beaubourg, n° 36, pour un système de publicité dit *annonce-musée*.

343° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-

et-Loire par le sieur Desbois-Richard (René), à Angers, pour peintures et enduits contre le salpêtre et l'humidité.

344° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Diesel (Hermann-Théophile), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de construction d'éventails, ombrelles, permettant de former des ombrelles-éventails.

345° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dorso (Guillaume-Jacques-Marie), à Paris, rue Saint-Dominique, n° 233, pour un système de locomotion à l'aide de chevaux piétinant sur un plancher mobile.

346° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubois (Charles-Ernest-Prosper), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 23, pour fabrication du carton brisé propre à remplacer le laçage des cartons dans les métiers Jacquard.

347° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fauchet (Théodore-Nicolas), à Paris, rue Saint-Antoine, n° 193, pour perfectionnements apportés dans les machines à frotter le sable pour le moulage.

348° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garau fils (Jules-Bernard), à Paris, rue Grange-Batelière, n° 3, pour un système de publicité sur éventail.

349° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gourdon (Léon), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une garde-robe perfectionnée.

350° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérin (Marc), à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 39, pour un système de ressorts de voitures.

351° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérineau (Louis-Romain-Henri), à Paris, passage de l'Industrie, n° 20, pour allonge à pointe à brisure et à pointe de division en acier, applicable aux compas.

352° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Killinger (Charles), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements aux accordéons, flutinas, etc.

353° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lepelletier (P.) père et fils, à Paris, rue Saint-Fiacre, n° 5, pour un genre de fabrication de broderie.

354° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesoutivier (Arsène), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à

Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements apportés au séchage des fils, dans les machines à parer.

355° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Masson fils aîné (Jean-Baptiste-Ferdinand), à Paris, rue du Figuier-Saint-Paul, n° 9, pour une machine destinée à marteler l'étain en feuilles.

356° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michaux (Pierre), rue Constantine, n° 30, à la Chapelle-Saint-Denis, pour cisailles et sécateur à levier.

357° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nits, comte de Barck, représenté par le sieur Mennons, à Paris, rue de l'Écliquier, n° 39, pour une machine à calculer et à imprimer des tables de mathématiques.

358° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pascal (Jean-Baptiste-François), à Paris, rue Hauteville, n° 32, pour un système de tube en papier, en tissus divers dit *tube assureur*.

359° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peduzzi (Louis), à Paris, rue Olivier, n° 14, pour un système de calorifère.

360° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Putnam (Silas-J.), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour une machine destinée à forger et à réduire les métaux.

361° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rousseaux (Timoléon-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 176, pour un système d'appareil diviseur s'adaptant dans les sièges et dans les fosses.

362° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schönherr (Louis), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements apportés aux métiers mécaniques à tisser.

363° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sturler et Knechtenhofer, représentés par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une machine à raboter les feuilles de parquet.

364° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thierry (Alfred-Jean-Baptiste-Pierre), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 54, pour un système de foyer fumivore.

365° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tissier (Amable-Alexandre), à Paris, rue d'Enfer, n° 55, pour un procédé de soudure de l'aluminium et de ses alliages.

366° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tournay (Joseph), à Paris, rue de Buffault, n° 22, pour des perfectionnements apportés dans les chaudières pouvant s'appliquer, par la circulation de l'eau, au chauffage des serres, des établissements publics ou particuliers.

367° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alcan (Michel), à Paris, rue d'Aumale, n° 21, pour un procédé de vidange des cocons et de production de la soie grège.

368° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Amson (Gabriel), à Paris, rue du Temple, n° 205, pour perfectionnements apportés dans la construction des cabas-nécessaires.

369° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Auzol (Jean-Baptiste), à Paris, rue Saint-Martin, n° 258, pour perfectionnements apportés dans les fermetures d'étuis de pipes, de jumelles et autres.

370° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bienaimé (Jean-François-Auguste), représenté par le sieur Girard, à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 59, pour des appareils propres à obvier aux inconvénients résultant de la neige et du verglas sur les chemins de fer.

371° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bleckmann (Jean-Henri-Auguste), élisant domicile chez le sieur Gilpert, à Paris, rue Caumartin, n° 69, pour une serrure autogarde.

372° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bleckmann (Jean-Henri-Auguste), élisant domicile chez le sieur Gilpert, à Paris, rue Caumartin, n° 69, pour un fer à rabot, à plaque d'acier mobile.

373° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bontant (Claude), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre de clefs de montre.

374° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouvard, à Paris, rue Fontaine-Saint-Georges, n° 24, pour procédés propres à extraire l'oléine des différents suifs.

375° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouvard, à Paris, rue Saint-Georges, n° 24, pour procédés de reproduction et l'emploi de produits pyrogénés, etc.

376° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brown (Charles-F.), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés dans l'artillerie et dans les gargousses.

377° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Brulay (Élisa), à Paris, rue Saint-Pierre-Montmartre, n° 11, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des fleurs en cuir, pour laquelle elle a déjà été brevetée, le 16 novembre 1852.

378° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chazotte (Jean-Charles-Edmond), à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 41, pour une machine à frotter les parquets d'appartements.

379° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Claus (Charles), à Paris, rue Sainte-Anne, n° 21, pour des perfectionnements dans le défilage des peaux.

380° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumoutier (Pierre-Louis-Bernard), représenté par le sieur Girard, à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 59, pour un système de râpe-presses, servant à râper et presser les betteraves crues ou cuites, tant pour la fabrication des alcools que pour celle des sucres.

381° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Fayet (François-Marie), à Clermont-l'Hérault, pour un moulin à vent horizontal portatif, applicable à toutes les usines, dit *moulin à vent horizontal Fayet*.

382° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Harvey (William-James), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans les armes à feu dites *revolvers*.

383° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Herdevin (Jean-Marie), à Paris, rue du Grand-Saint-Michel, n° 11, pour un niveau d'eau pour chaudières à vapeur.

384° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jamin (Jean-Théodore), à Paris, rue Saint-Martin, n° 127, pour un système de construction de chambre noire portative destinée à la photographie.

385° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Jourdan (Mathieu) et Fouque fils aîné, rue Ventrade, n° 10, à Marseille, pour un procédé pour produire instantanément un bouillon gras confortable et ayant les meilleurs effets toniques.

386° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jouvin (Jules-César-Florentin), édisant domicile à Paris, boulevard Montmartre, n° 2, pour des instruments destinés à la fabrication des gants.

387° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Knight (Richard), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans les appareils employés pour éprouver les qualités magnétiques du fer et dans les appareils magnétiques.

388° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lajoye (Auguste-Adjutor), rue du Commerce, n° 60, à Grenelle, pour des procédés de conservation des matières animales et végétales.

389° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mackenzie (Philip-Wallace), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil pour régler la vitesse dans les machines à vapeur.

390° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maillard (Adolphe-Nicolas), à Paris, rue de Berlin, n° 6, pour un procédé de filage de la soie grège.

391° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mertens (Balthazard), représenté par le sieur Girard, à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 59, pour une machine propre à découper les bois en feuilles, servant à faire des boîtes en bois et bâtons pour allumettes chimiques.

392° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moreau (Félix), à Paris, rue de la Roquette, n° 111, pour perfectionnements et opérations appliqués à la calcination de toutes les matières produisant des noirs décolorants, et employés à tous autres usages.

393° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moullé (Jean-Eugène), à Paris, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 49, pour un système de piano vertical.

394° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Neufelder (Salomon), à Paris, rue de la Perle, n° 4, pour un fermoir de porte-monnaie, etc. dit *ressort à bec*.

395° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Picard (Joseph-Antoine), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour perfectionnements dans les appareils d'éclairage au gaz.

396° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pommereau (Auguste-Alexis), à Paris, rue Martel, n° 19, et Movillon de Glimès (Antoine), à Clichy-la-Garenne, pour un procédé propre à la fabrication de l'acide sulfurique.

397° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ramsbotham (Henri-Robert) et Brown (William), représentés par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés au peignage de la laine, du coton, de l'étoile, de certaines espèces de poils, et d'autres matières filamenteuses.

398° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-

du-Rhône, par le sieur Secrétan (Marin-Célestin), rue de la Palud, n° 5, à Marseille, pour une pompe à air comprimé dite *pompe de sauvetage*.

399° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wicksteed (Thomas), représenté par le sieur Maugham, à Paris, rue Royale, n° 12, pour des perfectionnements dans la fabrication d'engrais et dans les machines employées à cette fabrication.

400° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Acker (Charles), représenté par le sieur Milloué, rue Saint-Jean, n° 29, à Lyon, pour le remplacement des métaux par le verre dans différentes pièces mécaniques.

401° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Belle (Charles), à Grenoble, pour un système économique pour la coupe des gants, et mesure mécanique pour prendre les proportions de la main.

402° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Bergeron (Jean-François), à Saintes, pour un système d'enrayage dans les voyages sur chemins de fer.

403° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Béru, rue du Plat, n° 24, à Lille, pour une busette cylindrique.

404° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Bonnaud (Michel) et Poucel (Marius), cours Gouffet, n° 44, à Marseille, pour l'emploi du carbure de fer pour la construction des creusets.

405° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Bousquetto (Michel), rue de la Chaîne, n° 17, à Toulouse, pour une machine propre à faire la pâte de vermicelle.

406° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Delachaise (Pierre), chez le sieur Faugier, place Louis-Napoléon, à Lyon, pour un système mixte de chauffage alcoolique et à reproduction de la vapeur.

407° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Demetz (Frédéric-Auguste), agissant au nom et comme directeur de la colonie agricole et pénitentiaire de Mettray, pour un coupe-racine double.

408° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Desgravières (Charles-Joseph), côte Saint-Sébastien, à Nantes, pour la composition de la nécrocricoe.

409° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Domnec (Jean-Baptiste), quai de Serin, n° 41, à Lyon, pour un genre d'impression sur tissus par la lithographie.

410° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Dubus (Théophile-Nicolas), route de Caen, n° 58, à Rouen, pour une composition remplaçant le bois, spécialement dans la construction des cylindres de cartes.

411° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Eyraud (Jean-François-Alexis), à Grenoble, pour une rabatteuse pour aiguiser les saux.

412° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Féau-Lefebvre (Edmond-Léon), faubourg Saint-Marceau, à Orléans, pour un système de force motrice.

413° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Fournier (Pierre-Alexandre-Irénée), à Dargnies, pour un système de serrure dite *serrure néoclède*.

414° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Fuselier (Félix), à Boutancourt, pour un système de fabrication des projectiles creux.

415° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gerner (Henry), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour un appareil polygraphique perfectionné applicable à l'écriture ainsi qu'au dessin.

416° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Goyvannier (Autoine-Frédéric), rue Saint-Benoît, n° 2, à Lyon, pour un système de tuiles à recouvrement.

417° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Janicot (Claudius), élisant domicile chez le sieur Lisich, rue Sainte-Hélène, n° 34, à Lyon, pour un procédé de préparation du perchlorure de fer, et son emploi dans la teinture en bleu ou en noir.

418° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Lachaume, à Rissé, pour une clef de mantelet de harnais de voiture, avec crochet, servant à diriger plus sûrement les chevaux, dite *clef jumelle porte-rènes*.

419° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemarchand fils (Eugène-Victor), à Paris, rue Montorgueil, n° 13, pour un mastic horticoles.

420° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemarchand fils (Eugène-Victor), à Paris, rue Montorgueil, n° 13, pour un numérateur du travail ou compteur décimal.

421° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône,

par les sieurs Lisfrancfore (Claude-Marie) et Maurice (Léonard), rue Neyret, n° 16, à Lyon, pour un dessin paillette.

422° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Lobry et compagnie, rue Malesherbes, n° 2, à Lyon, pour l'application d'une presse à levier à la fabrication des briques creuses, des tuiles et des carreaux pour parquets.

423° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Mézière (Jean-François), à Montfort-l'Amaury, pour un moteur destiné à remplacer la vapeur immobile et dit *moteur Mézière*.

424° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Moret (Louis-Eugène), rue de l'Étape, n° 27, à Reims, pour un mode de fuséaux en bottes, en papier pour filature.

425° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Pecqueux (Pierre-Joseph), au Verguier, pour un métier à tisser des mousselines pour meubles.

426° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Picard, place Louis XVI, n° 6, au Havre, pour un *frein Picard*.

427° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Loire, par le sieur Robert-Faure (Charles), représenté par le sieur Falcon, au Puy, pour la fabrication de la dentelle double de tous genres, de toutes couleurs et de toutes matières filamenteuses, c'est-à-dire, deux dentelles superposées l'une sur l'autre, et fabriquées simultanément.

428° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Ronchard-Siauve et Gabion (Jean), à Saint-Etienne, pour un système de démontage des canons de fusil Lefaucheur.

429° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Roulé fils aîné, rue Royale, à Elbeuf, pour une application dite à *relief velouté*.

430° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par les sieurs Samuel et Lacroix, à Grenoble, pour un système de couture et de coupe des gants de soie, de fil ou de coton, ou des gants de drap.

431° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Schwartz (Édouard), à Mulhouse, pour un procédé perfectionné pour le dégraissage de la laine.

432° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Thiébaud (George-Louis-Stanislas-Napoléon), à Girmont, pour un genre de tuile dite *tuile carrée sans bec*.

433° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord,

par le sieur Vennin-Deregnaux (François), rue Princesse, n° 48, à Lille, pour un système de pression applicable aux métiers à filer le lin au mouillé.

434° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Vouillon (Jacques-Antoine), élisant domicile chez le sieur Mollard, rue Centrale, à Lyon, pour une charrue dite *charrue Vouillon*.

435° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bagriol (Auguste), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour un système d'outil pour estampillage des boutons à lettres ou à devises, ou autres objets analogues.

436° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Beaurepaire (Anne-Victor-Hippolyte) et Pinondel de La Bertoche (Hippolyte-Victor), à Paris, rue de Labriyère, n° 32, pour production et épuration des alcools à goûts déterminés.

437° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bel (Alexis), élisant domicile à Paris, rue Guénégaud, n° 26, pour barrages omnibus, baisesurs et élévateurs des eaux.

438° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Besson (Étienne-Alphonse), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements dans la fabrication des appareils de photographie, etc.

439° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bourguine (Édouard) et Farinaux jeune, représentés par le sieur Amoureux, à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 41, pour des perfectionnements apportés dans l'application des appareils pneumatiques destinés à la séparation des sucres cristallisés, de toute nature de fabrication ou de raffinage, des matières coloriées et des mélasses qu'ils contiennent.

440° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bréguet, à Paris, quai de l'Horloge, n° 39, pour des perfectionnements apportés aux appareils de télégraphie électrique.

441° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Buisson, à Tullins, pour une turbine hydraulique.

442° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Choureaux (Benoit-Philippe), à Paris, rue Mouffetard, n° 198, pour un appareil à blanchir le linge dit *lessi-laveur*.

443° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cousté (Augustin-Éliézer), élisant domicile chez le sieur Baudouin frères, à Paris, rue des Récollets, n° 3, pour un système d'arrosage en général.

444° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire,

r le sieur Deflassieux (Jean-Baptiste), à Lorette, pour un appareil de santage lors des éboulements des mines, etc. dit *perforatif Deflassieux*.

445° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de La Borne (Jean-Baptiste-Louis), à Paris, rue Rambuteau, n° 55, pour des tableaux à volonté translucides ou opaques et autres, par des procédés analogues, simplement opaques.

446° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delcambre (Adrien-Henri), à Paris, rue des Martyrs, n° 43, pour une machine timbre-poste propre à timbrer les enveloppes et les imprimés d'adresses et d'initiales.

447° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Devilaïne, à Grenoble, pour une machine à vapeur.

448° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duméry (Constant-Jouffroy), rue du Château-d'Eau, n° 54, pour des perfectionnements dans la fabrication des roues de chemins de fer.

449° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par le sieur Ferrié (François), à Quillan, pour une machine devant transmettre un mouvement de rotation continu à des scies circulaires, au moyen d'une force d'une roue et d'un arbre unique.

450° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fremy (Edme), au Jardin-des-Plantes, à Paris, pour un mode de saponification des corps gras.

451° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaissad (François), à Paris, passage Choiseul, n° 25, pour un genre de tissu en cheveux.

452° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gry (Louis-Bertrand), représenté par le sieur Delatouche, à Paris, rue de Valenciennes, n° 3, pour la direction des aérostats.

453° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guy (Jean-Pierre), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des boutous.

454° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Hussenot (Charles), à Bar-le-Duc, pour un système de corsets sans couture, avec caoutchouc.

455° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Krafft (Charles), à Mulhouse, pour une machine dite *Krafft-machine*, servant à donner de l'impulsion et à faire démarrer et avancer les voitures trop chargées.

456° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laurent aîné (François-Xavier-Prosper), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 167, pour l'application de l'électricité à un appareil dit *méridien électrique*.

457° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Liesching (Louis) et compagnie, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 28, pour un système de longrines pour chemins de fer.

458° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Millet (Jacques-Paul-Lucien), à Maisons-Alfort, pour un système de brancard à ressort applicable aux voitures à deux roues.

459° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mounier (Joseph), à Paris, rue Vanneau, n° 57, pour un genre de rocher-fontaine imitant la nature.

460° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Pfeffer (Joseph), au Logelbach, pour un genre de tambour de carte en fonte, avec plaques rapportées et des intervalles en bois.

461° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ricu (Jean-Ciancalcone), et Bartocci (Carlo), représentés par le sieur Barrault, à Paris, boulevard des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour la fabrication d'un genre de boisson.

462° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouxel (Alexandre), à Paris, rue Guérin-Boisseau, n° 34, pour application de la vapeur à la mécanique plisseuse et tuyauteuse, pour la lingerie et autres objets.

463° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Serres (Bernard-Auguste), à Paris, rue de Richelieu, n° 66, pour un siphon à transvaser les acides et autres liquides corrosifs dit *siphon Serres*.

464° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Siemens et Halske, représentés par le sieur Richard, à Paris, rue Vivienne, n° 53, pour perfectionnements dans la télégraphie électrique.

465° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sormani (Paul-Firmin), à Paris, rue du Temple, n° 114, pour système de serrure applicable aux sacs de voyage, etc.

466° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Thierry-Mieg (Édouard), à Mulhouse, pour un procédé économique pour laver ou dégraisser les laines, principalement celles qui sont destinées à être peignées.

467° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Venelle (Alexandre-Charles-Jules), à Paris, rue du Faubourg-

Saint-Denis, n° 78, pour des perfectionnements dans les ressorts et pelotes des bandages herniaires en gomme.

468° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Autreux (Ernest), représenté par le sieur Bouguereau, à la Rochelle, pour une machine destinée à produire la pâte de bois à fabriquer des papiers et cartons, avec ou sans pâte de chiffons.

469° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le marquis de Balestrino (Henri), représenté par le sieur Mennons, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour un pouvoir moteur au moyen des gaz explosifs.

470° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudouin (Félix-Marie), à Paris, rue des Récollets, n° 3, pour un mode d'application des bitumes.

471° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Billing (Martin) et Whitehead (Walter-George), représentés par le sieur Gaffré, à Paris, rue Montorgueil, n° 12, pour des perfectionnements applicables à la fabrication du papier imperméable ou hydrofuge.

472° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgeois (Charles), à Paris, rue de Lancry, n° 27, pour un système de compas à ellipses.

473° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cattaert (Charles-François), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un encrier de voyage.

474° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chauvier (Hippolyte), à Paris, rue du Bac, n° 142, pour des améliorations et des perfectionnements apportés aux foyers, aux grilles et aux fourneaux.

475° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coutant (Jean-Baptiste-Antoine), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 274, pour un calorifère à air chaud.

476° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Debray (Marie-Madeleine-Mélanie), à Paris, rue d'Enfer, n° 93 bis, pour un appareil propre à la fabrication des eaux de seltz.

477° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Delamarre (Théodore-Casimir) et Gaudin (Marc-Antoine-Augustin), à Paris, le premier rue des Jeûneurs, n° 27, et le second rue du Cherche-Midi, n° 84, pour la production des portraits photographiques par la lumière artificielle, sans fatigue pour la vue.

478° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Fouacier (Étienne-Camille), à Paris, rue Bréda, n° 8, pour un procédé de fabrication de l'orseille à l'état liquide et cristallisé.

479° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fourneyron (Benoit), à Paris, rue Saint-Georges, n° 52, pour la pléodynamisation des turbines par gémissement, ou concentration, dans une seule et même roue, de la force de plusieurs turbines ordinaires de même diamètre.

480° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaumont (Napoléon-Joseph), à Paris, rue Saint-Victor, n° 8, pour dispositions des appareils propres à fabriquer le gaz d'éclairage.

481° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par les sieurs Guyot-Maret et compagnie, à Bar-le-Duc, pour un porte-fil perfectionné à cônes élastiques et à support de tubes et bobines de banc à broches, applicable à toute espèce de dévidage de fusées et bobines de toute nature de matières filamenteuses, et particulièrement à l'emploi direct et absolu sur le métier circulaire.

482° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Harris (William-Randall) et Baker (William-Emerson), le premier à Paris, rue Aumaire, n° 20, le second élisant domicile à Paris, place de la Bourse, n° 8, pour une machine à fabriquer les lisses et lames pour tissage.

483° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jean-Louis dit L'heullier, à Paris, quai de l'École, n° 22, pour un appareil de navigation.

484° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kips (Michel-Victor-Joseph), représenté par le sieur Gaultier, à Paris, rue Saint-Denis, n° 374, pour un genre de boîtes à allumettes.

485° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Langlois (Louis-Napoléon) et Clavières (Jean-Baptiste), à Paris, rue Blanche, n° 91, pour une disposition de construction de générateur tubulaire à vapeur, applicable à la navigation, aux locomotives, locomobiles et usines qui ont besoin de vapeur sèche à une haute température.

486° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loubat (Joseph-Alphonse), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 350, pour un système de roues pour waggons.

487° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Lucy-Fossarieu (Louis-Godefroy-Richard), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 252, pour une substance céramique applicable à l'industrie et aux arts.

488° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Marchand (Joseph-Thomas), à Paris, rue des Gravilliers, n° 16, pour un genre d'encrier.

489° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Margueritte (Louis-Joseph-Frédéric), à Paris, rue Saint-Georges, n° 1, pour un moyen de fabriquer les silicates de potasse et de soude entrant dans la composition du cristal et du verre.

490° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Margueritte (Louis-Joseph-Frédéric), à Paris, rue Saint-Georges, n° 1, pour un moyen de fabriquer les sulfates de potasse et de soude.

491° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Périlleux-Michelet et Ackermann, à Paris, rue du Petit-Lion-Saint-Sauveur, n° 11, pour moyens propres à produire, avec cinq à six nuances du même ton, et avec du noir et du blanc, des gammes d'un nombre infini de nuances, pouvant commencer par le blanc et finir au noir, et applicables aux laines.

492° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pretsch (Paul), représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour des perfectionnements dans la production des planches d'impression en cuivre et autres métaux.

493° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Répichon (Frédéric), à Saint-Pierre-de-Cernières, pour défilage de chiffons de soie par procédé mécanique, et pour être doublée et tordue ou retordue afin de la convertir en fil.

494° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sautreuil (Pierre-Augustin), élisant domicile à Paris, rue Jean-Goujon, n° 2, pour une machine propre à fabriquer les parquets.

495° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Simonin (Françoise), à Paris, boulevard du Temple, n° 8, pour une horloge hydraulique.

496° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Terrier et compagnie, représentés par le sieur Amouroux, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 41, pour un moyen d'obtenir des impressions en relief, en or et en argent, pour marques de fabrique, dessins et lettres, sur tous tissus de laine purs ou mélangés.

497° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Traullé (Jules-Tiburge) et Liévin (Nicolas-Joseph), à Montmartre, rue Pigale, le premier n° 54, le second n° 44, pour application du caoutchouc durci ou non durci à la carrosserie et à la sellerie.

498° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vinet (Joseph), à Paris, quai de la Mégisserie, n° 12, pour un système de moulin à vent.

499° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Whitworth (Joseph), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue de la Bourse, n° 3, pour des perfectionnements apportés dans l'artillerie, les armes à feu, projectiles et machines servant à leur fabrication.

500° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Worms (Jacob), à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 4, pour perfectionnements à une machine rotative à clichés cylindriques, etc.

501° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barbot (Samuel) et Riottot (Louis-Charles), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la disposition et la fabrication des plumes métalliques.

502° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Beauvais (Cécile-Célestine), représentée par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de frein applicable aux locomotives et aux voitures de chemins de fer.

503° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berquier (Pierre-Joseph), à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 6, pour un système de flacon à odeur.

504° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cassagnade (François), à Paris, rue du Temple, n° 80, pour un genre de boisson.

505° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charpentier (Paulin-Amédée), à Paris, galerie Montpensier, n° 51, au Palais-Royal, pour un système de compteur pouvant s'appliquer à toutes les montres et machines.

506° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delafosse (Philippe-Noël), à Paris, rue Lepelletier, n° 25, pour un double quantième de mois et semaines applicable à l'horlogerie.

507° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delahaye (Aimé-Victor), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un mastic destiné à remplacer le minium dans les joints de tuyaux, les couvercles de cylindres, les sièges de soupapes.

508° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Évrard (Augustin-Désiré-Joseph), à Paris, rue Popincourt, n° 97, pour des procédés de décoration et de durcissement des pierres naturelles ou artificielles.

509° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fabre (Pierre-Antoine), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue de la Vieille-Estrapade, n° 9, pour moyens propres à utiliser les résidus du lessivage et de la soude brute.

510° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Flory (Joseph), représenté par le sieur Mény, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de lampe.

511° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gérard (Charles-Thomas-Benoît), à Paris, rue Charlot, n° 38, pour la fabrication en feuilles et en poudre de toutes nuances des ors kalco-gènes (oréide).

512° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hennique (Antoine), à Paris, rue des Gravilliers, n° 16, pour application de décoration sur orfèvrerie et tous métaux.

513° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jarlot, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour une machine portative à tailler les ardoises.

514° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Johnson, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux signaux employés dans la navigation et à divers usages en général.

515° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kreyenbielh (Charles-Auguste), à Paris, rue et île Saint-Louis, n° 66, pour un genre de chandelier.

516° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Landois (Jean-Hippolyte), élisant domicile chez le sieur Fourmier, à Paris, rue Boucherat, n° 6, pour un genre d'engrais.

517° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Low (Thomas-M.), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les propulseurs à hélice.

518° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Manceaux (François-Jules), à Paris, quai Napoléon, n° 31, pour schako en cuir comprimé imperméable et pour les procédés appliqués à sa fabrication.

519° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Low (Thomas-M.), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements apportés aux hélices des vaisseaux à vapeur.

520° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Muller, Pujol et Joubert, rue des Pavillons, n° 14, à Puteaux, pour l'absorption de l'oxyde de carbone dans tous les mélanges gazeux.

521° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pen-

ney (Henry), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de caoutchouc vulcanisé ou rendu permanent.

522° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pinkney (Robert), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les bouchons ou appareils à valves pour fermer, ouvrir et modérer, à volonté, l'écoulement des liquides contenus dans les bouteilles et autres récipients, et pour les appareils propres à fabriquer lesdits obturateurs.

523° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Péronon (Louis-Eugène), rue Amélie, n° 8, à Montmartre, pour un système d'encadrement d'estampes.

524° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du la Seine, par le sieur Plançon (Nicolas-Jules), à Paris, rue Saint-Maur, n° 146, pour des perfectionnements dans la fabrication des boutons de papier.

525° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ritchie (Georges), représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 22, pour des perfectionnements dans les sommiers ou matelas.

526° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simon (Jean-Hippolyte), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une moissonneuse.

527° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thevenin (Jules-Nicolas), à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 36, pour une garniture de gant dite *gant Thevenin*.

528° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thirion (Nicolas), représenté par le sieur Mény, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des appareils hydrauliques à jeu d'air, propres à la décoration animée de divers objets.

529° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Allaire frères, représentés par le sieur Simard, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de moulin à blé.

530° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allen (Eathan), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour une arme à feu perfectionnée se chargeant par la culasse.

531° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Altès (Nicolas) et Cuny aîné (Joseph), route Militaire, n° 4, à Saint-Mandé, pour une machine à faire les casquettes.

532° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baldy (Prosper-Camille), à Paris, rue de la Verrerie, n° 69, pour un cordon avec lame métallique dite *électrophore*.

533° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 9 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Bebin (Joséphine-Adrienne-Clémentine), élisant domicile chez le sieur Charles, rue de la Villette, n° 55, à Belleville, pour un système de guêtre à ressort.

534° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bernardet de Lucenay (Pierre), à Paris, rue Geoffroy-Marie, n° 5, pour un système de batterie de fusil applicable à toutes les armes à percussion de guerre ou de chasse.

535° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnard (François-Ferdinand), rue Drouin-Quintaine, n° 21, à la Petite-Villette, pour levier circulaire applicable à toutes les voitures.

536° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouquié (Jean-Lucien-Ferdinand), à Paris, rue Laffitte, n° 6, pour un système de rails à niveau.

537° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bricogne (Charles), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans le mécanisme des freins en général.

538° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Busson (Claude-Antoine), à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 15, pour un système de garnitures dentées pour tambours et autres cylindres applicables à toute machine destinée au travail des matières textiles et autres.

539° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevalier (Charles-Pierre-Hippolyte), rue de France, n° 47, à la Villette, pour un genre de boîte propre à contenir les cartouches.

540° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coffin Junior (David-Newel-Brown), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans les robinets se fermant d'eux-mêmes.

541° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Curtice (Cyrus), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour un appareil destiné à donner l'alarme quand une tentative est faite pour entrer dans une maison ou dans une chambre.

542° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubochet (Vincent), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 175, pour perfectionnements dans la fabrication du gaz combustible.

543° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Duvivier (Henri) et Chaudet (Jean-Henri), à Paris, le premier rue de la Glacière, n° 20, et le second rue Richer, n° 1, pour un système de fabrication de la chaussure.

544° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 9 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fremont (Jean-François), à Paris, rue de la Cerisaie, n° 12, pour un système de garde-feu.

545° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fromont (Louis-Mathieu-Hector), à Paris, rue Chapon, n° 13, pour divers perfectionnements de boîtes à tampon de bureau.

546° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goguel (Eugène), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre de piston.

547° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guignard (Charles-Basile), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une liqueur dite *ocomagène* pour la pousse des cheveux, etc.

548° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Landais (François-Hippolyte), rue Saint-Louis, n° 8, à Clichy-la-Garenne, pour un appareil propre à faire ouvrir ou fermer les persiennes, les volets, etc.

549° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecuyer (Charles-Emmanuel), rue Boulainvilliers, n° 19, à Passy, pour une machine à souder au moyen d'un fer creux.

550° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lepelley (Louis-Gabriel), à Paris, rue Saint-Hippolyte, n° 21, pour une machine à refendre les peaux.

551° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mancel et Gaugler, représentés par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des appareils servant à la fabrication des projectiles et des cartouches.

552° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mussey (Nicolas-François), à Paris, rue de l'Arbalète, n° 44, pour l'application de la peau à la fabrication des blagues.

553° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Not (Henri-Alphonse), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 25, pour une mesure pour le bois.

554° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pline (Joseph-Antoine), à Paris, rue Jacob, n° 6, pour dispositions d'appareil aéronautique.

555° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Queneau (Elix), à Paris, rue Mouffetard, n° 311, pour des procédés d'extraction des matières colorantes et des matières saccharines.

556° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame Rabatel (Madeleine), cours Napoléon, n° 12, à Lyon, pour des dispositions économiques de culture et d'arrosage de diverses espèces de récoltes, notamment des fruits de terre sucrés, comme les melons, les potirons et leurs congénères, et application de ces fruits à la production du sucre et de l'alcool.

557° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Samuel (Israël-Abraham), à Paris, quai de la Mégisserie, n° 10, pour une cheminée de sûreté applicable aux armes à feu.

558° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Simon (Gabriel-Eugène), à Metz, pour une substance destinée à entrer dans la fabrication du papier.

559° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sudbury (John) et Wright (Samuel), représentés par le sieur Labouret, à Paris, rue Vivienne, n° 8, pour un robinet applicable aux citernes et un appareil destiné à régler la pression du gaz, le tout constituant un système.

560° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Trosseille (Pierre-Adolphe), à Issy, pour un compas ou calibre de précision.

561° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vergne (Jean-Hippolyte), élisant domicile chez le sieur Breuillaud, à Paris, rue de Londres, n° 32, pour des procédés d'extraction des matières constituant des farines de blé et d'autres céréales.

562° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baranowski (Jean-Joseph), à Paris, rue de Parme, n° 3, pour des perfectionnements apportés à la taxe-machine pour laquelle il a déjà été breveté le 28 novembre 1846.

563° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertailles (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de tente.

564° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgeois (Jean-Baptiste-Désiré), à Paris, rue de l'Isly, n° 5, pour un appareil de garde-robe inodore.

565° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briasset (Louis-Charles-Léon), à Paris, rue d'Enfer, n° 62 bis, pour un genre de charpie dite *charpie vierge*.

566° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carillon (Jean-Baptiste-Edme), à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 7 bis, pour une machine propre à former les nœuds des charnières, fiches, pommelles, etc.

567° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 14 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clert-Biron (Alexis), élisant domicile chez le sieur Loiseau, à Paris, quai de l'Horloge, n° 35, pour un télégraphe portatif, communiquant instantanément sans fil conducteur, de jour et de nuit, dit *télégraphe Clert-Biron*.

568° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collin (Henri-Pierre-Louis), à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 42, pour une tringle servant à un mode de vitrerie de toit.

569° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coppe (Joseph), à Paris, rue du Roule, n° 21, pour un batelier automate pour jouets d'enfants.

570° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dietz (Édouard) et Franck (Sébastien), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux pistons des machines locomobiles et autres.

571° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Drouard (Prudent-Charles), à Elbeuf, pour un plateau universel de tour.

572° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Durand (Jean-Amans), à Béziers, pour application de lames métalliques aux bandes des billards.

573° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fenton (James), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un procédé de fabrication des axes, tiges, arbres et autres pièces.

574° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fleury (Léon), à Paris, rue Albony, n° 11, pour des perfectionnements aux pieds des lampes.

575° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Galy-Cazalat (Antoine), à Paris, rue Charlot, n° 58, pour un système d'éclairage et de chauffage par le gaz.

576° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garnier (Arsène-Louis), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour un système de photo-kéographie coloriée.

577° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Haunet (Émile), rue du Grenier-à-Sel, n° 4, à Reims, pour la préparation et la composition d'un vinaigre comestible hygiénique.

578° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Heppel (John-Mortimer), représenté par le sieur Armen-

gaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une machine pompe rotative.

579° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hotchkiss (Andrew), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour un genre de projectiles pour les canons.

580° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Josse (Charles-Louis), à Paris, rue du Temple, n° 71, pour papiers imitant la nacre de perle.

581° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Ludent (Joseph), à Bapaume, pour un mécanisme propre à faire les pannes par la pression.

582° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lajard (Alphonse), à Paris, rue de Charenton, n° 143, pour une poudre propre à la conservation du lait.

583° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Latour frères, à Paris, rue Montorgueil, n° 63, pour une machine à fabriquer les pointes et à les clouer sous les souliers.

584° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parker (James), représenté par le sieur Reynaud, à Paris, rue de Hanovre, n° 4, pour des perfectionnements dans les boîtes à fumée des locomotives.

585° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par les sieurs Perdrixet (Paul) et Lambellet (Pierre-Frédéric), à Chevret, pour un régulateur de métiers à tisser.

586° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Réal (Henri), représenté par le sieur Mény, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un fond élastique pour lits, sommiers et sièges.

587° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reed (John-A.), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les machines oscillantes à vapeur.

588° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Ruaux (Jean-Pierre), place de la Cathédrale, n° 5, à Rouen, pour un moulin à broyer le cacao à froid.

589° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par les sieurs Sentis père et fils et compagnie, rue du Cloître, à Reims, pour une bobine mécanique sur tube conique en papier ou métal, remplaçant les bobines à la main.

590° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sobier (Louis-Frédéric), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris,

rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des bijoux, notamment dans la bijouterie de deuil.

591° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Théry (Louis-Auguste), à Grugies, pour un système d'évaporation des liquides, par l'emploi de la chaleur perdue des gaz et de la fumée produite par la combustion.

592° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Trécart (Jules), rue de Mons, n° 83, à Valenciennes, pour un mode de chauffage.

593° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par les sieurs Vignon et Faure, à Grenoble, pour machine à teiller le chanvre.

594° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Bresson (Auguste), à Alger, pour un pétrin mécanique.

595° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Bagnault (Louis-Florence), à Lizines-Sognolles, pour un moteur hydraulique à retour d'eau, destiné à la mouture des grains et applicable, soit aux machines à battre, soit aux filatures ou à toute autre industrie employant la rotation comme mobile.

596° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baillot (Paul-Louis-Amédée), à Paris, rue de Rivoli, n° 224, pour une machine à faucher et à moissonner, combinée.

597° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baron (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les engins de sûreté à l'usage des puisatiers.

598° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Beau (Nicolas-Antoine), Cordier (Étienne) et Tabouret (Louis), représentés par le sieur George, à Paris, rue Saint-Louis au Marais, n° 88, pour un système de métier droit pour la fabrication des tricots à lisères et proportionnés.

599° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Bodet, dite *Chenot* (Mario-Noël-Françoise), représentée par le sieur Mény, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de commande simultanée des blouses de billards.

600° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boussard (Jean-Baptiste) et Barbe (Gustave), le premier à Paris, rue de Trévise n° 34, le second à Montmartre, pour moyens de fabrication de pipes.

601° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Cardonne (Camille-Jules), à Paris, rue de la Michodière,

n° 13, pour des procédés chimiques et des moyens mécaniques d'extraire, des végétaux et résidus des végétaux en général, divers produits susceptibles d'être utilisés par l'industrie agricole et manufacturière dans la fabrication des papiers, etc.

602° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charles (Edmond), rue de la Villette, n° 55, à Belleville, pour des guêtres mécaniques à ressort.

603° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coignet (François), à Paris, rue d'Hauteville, n° 90, pour la construction de silos en béton moulé et comprimé.

604° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Couturier (Paul-Martin), représentée par le sieur Mény, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre de tubes pour les tirages d'actions, etc.

605° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cruchet (Marie), à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 4, pour l'introduction des soufflets disant *papa, muman*, dans les bēbés, enfants-poupards et dans les socles ou boîtes.

606° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Descaves (Alexandre-Denis), route d'Orléans, n° 36, au Petit-Montrouge, pour un appareil à nettoyer les peignes.

607° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deshayes (Jacques-Félix), chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil propre à opérer les manipulations exigées dans la teinture des matières textiles.

608° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaulard (Edme), à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 77, pour un genre de fabrication des vernis gras.

609° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Goodridge (James-Snow), à Grenoble, pour un système de gants à deux boutons avec rebras.

610° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grandsard (Joseph), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 31, pour un genre de couronne funéraire revêtue d'un tricot.

611° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hartmann (Charles-Antoine), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour production de couleurs vapeurs solides sur tissus de coton et autres en matières textiles végétales.

612° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par les sieurs Havard frères, à Paris, place du Louvre, n° 12, pour un système de fermeture applicable aux garde-robes portatives.

613° Le brevet d'invention de quinze ans dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Jacques de Bernecourt, dite *Dumoulin* (Sophie), à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 44, pour corsets sans goussets à ceinture.

614° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Kaercher (Louis) et Perrin (François), à Marseille, le premier, rue Pastoret, n° 7, le second, rue de Lodi, n° 26, pour un bronze inoxydable employé pour peinture sur bois et sur métaux.

615° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Laget (Louis-Joseph-Gabriel), grand chemin de la Madeleine, n° 78, à Marseille, pour l'épuration des substances végétales, minérales et animales.

616° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leterme (Jean-Baptiste), à Paris, rue du Temple, n° 192, pour perfectionnements dans les notes d'instruments de musique.

617° Le brevet d'invention de quinze ans dont la demande a été déposée, le 11 avril 1854, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par les sieurs Martin (Mathieu-Pierre) et Noguét (Charles-Joseph), à Angers, pour un système de conservation de la viande.

618° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peterson (Charles), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour l'application d'une substance végétale à la fabrication des tissus, de la pâte à papier, du carton, du papier mâché et à d'autres usages analogues.

619° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pillivuyt (Ch.), Dupuis et compagnie, à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 46 et 50, pour la fabrication de la porcelaine blanche ou colorée, unie ou ornementée par la pression mécanique.

620° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Redgate (James), Thorton (James) et Ellis (Edwin), représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans les métiers à dentelles et autres tissus.

621° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Restell (Thomas), représenté par le sieur Mény, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu.

622° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Réville (Adolphe-Joseph-Achille), à Paris, quai de l'Horloge, n° 11, pour un genre de tables et de sièges pliants.

623° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robbins (Samuel-Edwin), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour améliorations dans les armes à feu.

624° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Testud de Beauregard (Félix-Alexandre), à Paris, rue Rougemont, n° 1, pour un genre de coloration solaire dit *Testud-typie*.

625° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Watrin (Jean-Nicolas-Auguste), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements apportés dans la ferrure des chevaux.

626° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Alleysson (Jean-Pierre-Alphonse), à Nîmes, pour une machine à moteur mécanique pouvant être substituée aux systèmes mus par la vapeur et par l'eau.

627° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Andry (Jean-Baptiste-Théodore), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système perfectionné de fumivores pour lampes, becs de gaz, etc.

628° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Billand frères et Précieux (Eustache), chemin du Sacré-Cœur, n° 42, à Lyon, pour une cornelle et une crapaudine en porcelaine à l'usage des moulins en soie.

629° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bouisson (Jean-Claude), quai de la Baleine, n° 5, à Lyon, pour un mode d'installation du chauffage à la vapeur.

630° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Bousquet, Champenois et compagnie, chemin de Gorge-de-Loup, à Lyon, pour l'imperméabilité des cornues en terre à l'usage des usines à gaz.

631° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Brun frères et compagnie, petite rue des Feuillants, n° 6, à Lyon, pour dispositions et effets sur la moire antique.

632° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Burdin (Jean-Claude), rue de Condé, n° 22, à Lyon, pour un mode de suspension des battants de cloches.

633° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Chardon et compagnie, rue de la Reine, n° 5, à Lyon, pour un soufflet de forge.

634° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Collenot (Louis et Jérôme), quai de Bondy, n° 11, à Lyon, pour un système de pont en fonte.

635° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône,

par les sieurs Ciais (Benjamin et Denis) frères, Grande-Rue de la Guillotière, n° 16, à Lyon, pour la confection de cadres dorés en faïence et porcelaine.

636° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Descat-Libouton et Folliet, à Roubaix, pour une machine étreuse pour la soie.

637° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Doisy (Sébastien-Alexandre), à Paris, rue du Petit-Lion, n° 18, pour un filtre entonnoir à cannelures.

638° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duguet (Jean-Baptiste), à Paris, rue des Gravilliers, n° 22, pour des dispositions apportées aux passe-partout d'encadrement.

639° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par les sieurs Escourrau (Raymond) et Lannes (Jacques), à Cenne-Monestier, pour une machine dite *régulateur des roues hydrauliques*.

640° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Gatto (Elzéard) et compagnie, au chemin de la Madrague, à Marseille, pour un système de tuiles plates en terre cuite dites *tuiles baguettes*.

641° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gavillet (Jean-Daniel), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 48, pour un charbon artificiel pour la cuisine et le chauffage.

642° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Grand (Jean-Louis-Thomas), à Valence, pour des *jalousies à la Vaucanson*.

643° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Heymès (Michel-Marguerite et Louis-Charles), à Paris, rue Haute-des-Ursins, n° 3 et 5, pour une nouvelle machine à soulever les fardeaux.

644° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacob (Jean-Charles-Léopold), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 21, pour une machine propre à la fabrication mécanique des boulons et écrous tournés, taraudés et finés.

645° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Jauffret (Lucien), élisant domicile chez le sieur Farigoule, à Avignon, pour un appareil de fermeture spécialement appliqué aux portières et vastes des voitures et waggons.

646° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Lachomette (Prosper), rue des Capucins, n° 5, à Lyon, pour la fabrication du coke dur pour locomotives et fours, etc.

647° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Lecoq (François-Jacques), à Paris, rue des Vinaigriers, n° 25, pour des perfectionnements dans les procédés de fabrication des ressorts à boudins et élastiques de meubles.

648° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecoq (Charles), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un procédé de décollage des fils de soie grège, trame et organsins avant ou après la teinture.

649° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lucas (Jean-Louis), à Paris, rue Saint-Marc, n° 28, pour une préparation de ciment.

650° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mercier (Sébastien), à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 31, pour une pédale d'expression ajoutée aux pianos.

651° Le brevet d'invention de quinze ans dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nardot (Auguste-Dominique), à Paris, rue Charlot, n° 53, pour des procédés de peinture sur aventurines.

652° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pétard (Camille-Dominique et Louis-Auguste), à Paris, rue des Vieux-Augustins, n° 18, pour une pendule se remontant d'elle-même.

653° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Polaiillon (Alexandre), place du pont de la Guillotière, n° 2, à Lyon, pour un système de pompes locomobiles d'épuisement perfectionné.

654° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Poliesse (Louis-Constant-Joseph) et Lengelé (Charles-Auguste), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour la fabrication d'encaustiques perfectionnés.

655° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Possoz (Philippe-Joseph-Marie), à Paris, quai de l'École, n° 30, pour une boîte à axe à anti-friction, applicable aux voitures de chemins de fer.

656° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Radidier (Antoine) et Simonel (Alexandre), à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 119, pour une machine propre à concasser et nettoyer les graines.

657° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ragonneau (Vivant), chaussée du Maine, n° 8, à Vaugirard, pour lanterne mécanique à signe vert et rouge, propre au service des chemins de fer.

658° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Rémond (Paul-Louis-Nicolas-Alexandre-César), à Jusen-

necourt, pour une machine à fabriquer les allumettes chimiques au moyen d'un système de laminoir ou emporte-pièce cylindrique mû par un mouvement circulaire continu.

659° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur van Græfschepe, à Paris, rue Sartines, n° 3, pour un coupe-pain.

660° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wagner (Jean), à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 47, pour disposition mécanique applicable aux machines en général, et particulièrement à l'horlogerie.

661° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Beckensteiner (Christophe), rue Centrale, n° 14, à Lyon, pour une pile à courant constant et consécutif, mue par l'électricité perdue des réactions chimiques, et son emploi aux arts, à l'industrie et à l'agriculture.

662° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blavet (Jules-Amédée), à Paris, rue Salle-au-Comte, n° 20, pour un aide-compteur calendrier.

663° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Breuillé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 24, pour un système de four à plâtre et à chaux, avec perfectionnements.

664° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, par le sieur Cazes (Gaudens), élisant domicile chez le sieur Haulon, à Bayonne, pour une machine à fabriquer la chaussure, sans couture à la semelle, sans clous et sans vis, dite *machine Cazes*.

665° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Chalou (Jean), à Lodève, pour un métier à tisser le drap dit *saxon*.

666° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chemallé aîné (Jean-Louis) et Cances aîné (Pierre), représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour perfectionnements apportés dans la compression des bois.

667° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Codet (Jean-Léonard) et Féron (Jacques), à Paris, rue de Dunkerque, n° 83, pour un moyen de fabrication des chaussures.

668° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cuxson (John), élisant domicile chez le sieur Digwel, à Paris, rue du Colysée, n° 3, pour un appareil pour sauver la vie en cas d'incendie.

669° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Devienne (Louis-Émile-Frédéric), à Étreux, pour un transmetteur mécanique.

670° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Erhard (Prosper-Nicolas), à Paris, rue du Caire, n° 5, pour perfectionnements dans la fabrication des fleurs artificielles.

671° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Faircloug (Jean) et Tainturier (Nicolas), cours Charlemagne, maison Vassor, à Lyon, pour une machine à vapeur rotative, à réaction.

672° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Faure (Jean), rue Lafond, n° 28, à Lyon, pour une mécanique à dévider la soie grège dite *grégeoise*.

673° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Folliot (Auguste), à Roubaix, pour un métier à tisser à la mécanique pour faire les étoffes au tour de perle dit *tour anglais*.

674° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Givélet (Henri), boulevard Cérès, n° 7, à Reims, pour perfectionnement à la peigneuse mécanique Heilmann, pour laquelle ce dernier a pris un brevet de quinze ans, le 17 décembre 1845.

675° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Graff (Pierre), à Paris, rue Sainte-Catherine, n° 17, pour une serrure mécanique allant à droite et à gauche.

676° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Hage (Colette-Catherine-Pauline), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 86, pour un genre de corsets.

677° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Helenus (Eugène-Bernard), à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 85, pour une machine propre au lavage et au blanchiment des pâtes à papier.

678° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Lacassagne (Joseph) et Thier (Adolphe) et compagnie, rue de Sully, n° 30, à Lyon, pour un appareil d'éclairage électrique.

679° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Maréchal (Jean-Baptiste), à Mennevret, pour perfectionnements à la machine Jacquard.

680° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Martin (Bernard-Jules), représenté par le sieur Bourboulon, à Montbrison, pour un système de cylindres servant au laminage, en relief et en creux, de divers métaux.

681° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Mauvielle (Marie-Louise-Adélaïde), à Paris, rue Coquillicre, n° 14, pour des perfectionnements dans les bluteries à cylindre double, triple, etc.

682° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Paget (Éléonore), élisant domicile chez le sieur Barriod, rue de la Paix, n° 4, à Lyon, pour un système de pendule ou balancier assorti d'une lentille et de son poids moteur.

683° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paillard (Jean-Baptiste-Auguste), à Paris, rue du Petit-Lion, n° 1, pour procédés de garniture de cabas.

684° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pandosy (Charles-Faustin), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 174, pour un genre de tuile plate à recouvrement.

685° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Peyret (Pierre), rue Dauphine, n° 40, à Bordeaux, pour une fermeture destinée à garantir de l'eau les croisées et autres ouvertures.

686° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pion (Louis-Auguste), à Paris, rue Beaubourg, n° 81, pour un genre de clyso-injecteur de voyage.

687° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pirou (Louis-Auguste), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les pièces de fermeture employées en gainerie, etc.

688° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame Rabatel (Madeleine), cours Napoléon, n° 12, à Lyon, pour perfectionnements apportés aux appareils à lessiver le linge.

689° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Creuse, par le sieur Rayet (André), à Lussat, pour charrue à double versoir dite charrue Rayet.

690° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Roy (Edmond), élisant domicile chez sa mère, rue de la Dolve, n° 16 bis, à Tours, pour un système d'essieu applicable surtout au matériel roulant du chemin de fer.

691° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Silbermann (Ignace-Joseph), à Paris, place Cambrai, au Collège de France, pour un procédé d'impression.

692° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Troncheyre (André), rue de la Charité, n° 40, à Lyon, pour l'application d'un moteur quelconque à la navigation, et particulièrement de la noria, soit directement, soit indirectement.

693° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Waterhouse (Thomas), représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Sainte, n° 22, pour des perfectionnements dans les machines à tailler les limes.

694° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Aucher (L. et J.) frères, représentés par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements aux pianos.

695° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barraude (Jean-Baptiste), à Paris, rue Quincampoix, n° 11, pour peaux de veau, vache et vachette, maroquinées et cirées.

696° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bérard (Pierre-Hippolyte-Gustave), à Paris, rue Saint-Denis, n° 323, pour reproduction plastique des feuilles et des pétales de fleurs naturelles par l'emploi de doubles moules pris sur nature.

697° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertrand-Geoffroy, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans le matériel des chemins de fer.

698° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanchon (Armand-François), à Paris, rue Sainte-Opportune, n° 7, pour un instrument dit *pique-cigare*.

699° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boyer (Victor), à Paris, rue Beaurepaire, n° 8, pour moyens d'incrustation dans le platine.

700° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boynton (Leander-Walcott), représenté par le sieur Gardissal, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés à la fabrication des nappes pour feutre, et aux machines employées dans cette fabrication.

701° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briggs (Joseph-Girton), représenté par le sieur Mény, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour perfectionnements dans la fabrication des combustibles artificiels.

702° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Brocard frères (Étienne et Léon-Nicolas), à Paris, rue Saint-Gilles, n° 12, pour un genre de tubes pour chaudières tubulaires, et moyens propres à les fabriquer.

703° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Bulot (Réné), place d'Armes, n° 6, à Fougères, pour une machine à battre les différentes espèces de grains.

704° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Chaine (François-Arthur), à Paris, rue du Hasard, n° 9, pour une roue motrice hydrostatique.

705° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chataing (Côme-Damien), rue de la Villette, n° 32, à Belleville, pour bêche rotative à vapeur.

706° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chemallé aîné (Jean-Louis), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements apportés dans la construction des chemins de fer.

707° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chéron (Adolphe), représenté par le sieur Girard, à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 59, pour un compteur hydraulique.

708° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clochez père (Alexandre-François), à Paris, rue Rossini, n° 1, pour un système de voiture.

709° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Deratte et compagnie, rue de la Baignerie, n° 9, à Lille, pour une manière de glacer les fils et cotons.

710° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dounier (Edmond-Michel-André), à Paris, place Vendôme, n° 13, pour un télégraphe électrique imprimant des dépêches.

711° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fisher (Samuel), représenté par le sieur Cambay, à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 53, pour des perfectionnements dans les pièces d'artillerie et dans les appareils propres à les confectionner.

712° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gosselin (Jean-François), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un instrument dit *panstérographe*.

713° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guyot (Auguste), à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 26, pour un émerillon d'amarrage dit *émérillon Guyot*.

714° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Henley (William-Thomas), représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 22, pour des perfectionnements dans les télégraphes électriques et dans la manière d'en isoler les fils.

715° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jongk (Charles), élisant domicile chez le sieur Basile, à Paris, rue Monsigny, n° 6, pour moyens propres à arrêter, dans les machines à filer, toutes matières filamenteuses, et, dans leurs machines préparatoires, l'enroulement, et détruire l'adhésion des filaments sur les cylindres de pression ou

autres, en les ramenant à la mèche ou au ban dont ils tendent à se séparer, le tout mécaniquement.

716° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lieutard (Isaac), avenue de Clichy, cité des Fleurs, n° 20, à Bati-gnolles, pour une machine servant à moudre, à bluter et broyer les terres propres à la fabrication de la brique et autres poteries.

717° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Loudon (John) et Ahlström (Otto), représentés par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la manière de fixer les vis.

718° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lieutard (Isaac), avenue de Clichy, cité des Fleurs, n° 20, à Bati-gnolles, pour une machine à mouler, applicable au cloisonnage de la brique creuse de différentes formes et dimensions, etc.

719° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Malrait (André-Joseph), représenté par le sieur Mény, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un porte-cigares de poche.

720° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mas-kell (Thomas), élisant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de quilles pour navires.

721° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mas-kell (Thomas), élisant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

722° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oppermann (Charles-Alfred), à Paris, rue des Beaux-Arts, n° 11, pour un système de lunettes.

723° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rieter et compagnie, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les broches à ailettes employées dans la préparation et la filature des matières filamenteuses.

724° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Sébille (Charles-Félix), rue Dudrezène, n° 4, à Nantes, pour un foyer fumivore applicable à toutes les chaudières à vapeur.

725° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vaucher de Strubing (James-Ulrich), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 170, pour procédés de fabrication des rouleaux ou cylindres d'impression.

726° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vidal (Louis), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-

Sébastien, n° 45, pour un appareil à extraire le jus des végétaux par la méthode de déplacement.

727° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par les sieurs Barbier et Daubrée, à Clermont-Ferrand, pour la fabrication et l'emploi du caoutchouc poreux.

728° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bernard (Jean-Baptiste) et Vignier (Antoine-Élisabeth), rue des Amandiers, n° 102, à Belleville, pour un système de eric.

729° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Bianchetty (Louis-Marius), rue des Dominicains, n° 19, à Marseille, pour un peigne-secteur.

730° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par les sieurs Bourgeois-Payen et compagnie, à Reims, pour une machine à cylindre les manchons en cuir.

731° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charles (Casimir-Magloire), à Paris, rue Grezier-Saint-Lazare, n° 18, pour un genre de canapé.

732° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collot (Louis), à Paris, rue des Bourguignons, n° 29, pour fabrication de chapeaux et coiffes de chapeaux à pression, mais non foulés, et de toute nuance, d'après un procédé dit *procédé Collot*.

733° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Coutelet (Louis-Camille Édouard et Victor-Alexis), élisant domicile à Paris, rue d'Aguesseau, n° 4, pour un genre de charrue.

734° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dering (George-Edward), représenté par le sieur Sautier, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour des perfectionnements dans la manière d'employer les courants électriques pour l'obtention d'une force motrice.

735° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Didron (Robert-Claude), représenté par le sieur Mény, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre de serrure centrale pour montures de sacs de voyage, gibecières, cahas, etc.

736° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupont (Mathieu-Aimé), à Paris, rue Bichat, n° 51, pour plusieurs appareils propres à faire des eaux gazeuses.

737° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (François), représenté par le sieur Mény, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une machine à défricher.

738° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gi-

ronde, par le sieur Faure aîné (Jean-Baptiste), allée des Noyers, n° 30, à Bordeaux, pour un système qui consiste à fondre les suifs, à les durcir et à employer les mèches sans fin.

739° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Fau (Augustin), à Lodève, pour un procédé propre à rendre mécaniquement et chimiquement, les vieux escourins à l'état de matière première.

740° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Freitel aîné (Pierre), rue des Jardins, n° 14, à Amiens, pour un télégraphe électrique imprimant la dépêche, en lettres ordinaires, ou tout autre alphabet de convention.

741° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Gain (Auguste), au Mans, pour un système d'engrais dit engrais Gain.

742° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Godfrey-Sinclair, représenté par le sieur Oppeneau, à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 24, pour des perfectionnements dans la transmission des signaux entre les conducteurs et les gardes ou surveillants des trains des chemins de fer.

743° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par les sieurs Greusard (Charles-Auguste) et Bailly (François-Séraphin), à Morez, pour un système de garniture de pipe en métal quelconque.

744° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grôwes (John), à Paris, rue Saint-Denis, n° 214, pour des perfectionnements dans les procédés et appareils propres à tordre, doubler et retordre les fils de soie ou de toute autre matière filamenteuse.

745° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Guillet, à Auxerre, pour un bouvet circulaire servant à la fabrication des parquets.

746° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Healey (John), Foster (John) et Lowe (John), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les machines à employer pour laminier, façonner ou forger divers articles en métal.

747° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur de Jongh (Charles), à Lautenbach, pour un système de coupe de brins de bourre et autres déchets de soie.

748° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jouanneaud (François), à Paris, rue Saint-Martin, n° 85, pour un genre de cachet.

749° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 27 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legalant (Pierre-Alexandre), grande rue, n° 42, à Batignolles, pour un tombereau à essieu droit et à caisson mobile.

750° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Leroux (Pierre-Alexandre) et Cellier (Narcisse-Honoré), à Paris, le premier, rue Saint-Paul, n° 5, et le second, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 26, pour un suif artificiel propre à la fabrication des chandelles, dit *chandelle exotique*.

751° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par les sieurs Martin (Louis) et Guis (Antoine-Constantin), à Cavaillon, pour un engrenage curviligne.

752° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Maurel (Toussaint), rue des Vignerons, n° 13, à Marseille, pour un système de cuvette inodore.

753° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mulon (Eugène), à Paris, rue Saint-Denis, n° 90, pour un appareil applicable au daguerréotype.

754° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Olivier (Arsène-Auguste), à Paris, rue de Douai, n° 15, pour procédés de tirage de la soie grège.

755° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Prophète (Flore-Félicité) et le sieur Bresson (François), à Paris, rue de Bretagne, n° 57, pour un système de panification directe.

756° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Regnier (Abraham-Jacques-Louis), à Paris, rue Chabanais, n° 5, pour une chaîne dite *double sûreté*.

757° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schmidthorn (Eugène), à Paris, rue des Martyrs, n° 42, pour des verres chronostates pour montres.

758° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Souplet (Charles-Julien), à Troyes, pour un appareil destiné à faire disparaître les difformités maxillaires et dentaires.

759° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par les sieurs Sylvestre (Théodule et Félicien), à Byans, pour mouvement perpétuel mû par des poids ou des ressorts, applicable aux machines, et destiné à remplacer tous les moteurs.

760° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baragouon (Paul-Louis-Pierre), à Paris, rue de l'Église,

villa Saint-Pierre, n° 19, au Gros-Caillou, pour un compte-monnaie mécanique.

761° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barker (Charles-Spackmann), à Paris, rue Saint-Maur-Saint-Germain, n° 15, pour des perfectionnements apportés à un appareil pour l'adoucissement des claviers d'église pour lequel il a déjà obtenu un brevet de dix ans, le 29 juin 1839.

762° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur de Bast (Camille), élisant domicile chez le sieur Decroix, rue d'Angleterre, à Lille, pour une carte à coton dite *carte double*.

763° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bède (Émile), représenté par le sieur Bernard, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 34, pour un système d'appareil surchauffeur de la vapeur.

764° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Besson (Joseph) et Gard (Géraud), à Paris, rue d'Aval, n° 18, pour un genre de soufflet de forge.

765° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blackely (Alexandre-Théophile), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés aux canons.

766° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonamour (Jean), à Paris, rue Guy-la-Brosse, n° 8, pour un système de plancher en fer.

767° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carr (Henry), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements dans le croisement des voies ferrées.

768° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevalier (Jean-Baptiste), à Paris, rue de la Paix, n° 12, pour la composition d'une eau pour les cheveux.

769° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delarocca (Nicolas-Joseph), élisant domicile chez le sieur Cohade, à Paris, rue de la Coutellerie, n° 1, pour confection de chapeaux photographiques.

770° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deutsch (Alexandre), rue de Flandre, n° 52, à la Villette, pour un procédé de préparation d'une huile pour le graissage des organes mécaniques.

771° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Galien (François-Alfred), à Paris, rue de Micrométil, n° 20, pour l'application de fleurs ou détails mobiles à l'impression des chûles et autres étoffes imprimées et des papiers peints.

772° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gavioli (Ludovic), élisant domicile chez le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements apportés dans la construction des instruments de musique à vent, permettant d'en créer de nouveaux, dits *clavi-accords*.

773° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Moyau (Adèle-Madeleine), à Passy, rue Basse, n° 16, pour un genre de chemisette d'homme dit *chemisette-gilet*.

774° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Isoard (Mathieu-François), à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 50, pour un appareil à produire la vapeur.

775° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacques (Victor), route d'Orléans, n° 61, à Montrouge, pour un mode de transport par eau au moyen de bateaux couplés.

776° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Johnson (W. W. B.) et fils, représentés par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour un produit perfectionné applicable à la couverture des toits et hangars, et au doublage et revêtement de toutes sortes de surfaces.

777° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loiret, par le sieur Lebœuf aîné (Auguste), place du Marché-aux-Veaux, n° 4, à Orléans, pour un jeu de billard, dit *poule sebastopole*.

778° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebrun (Jean-Auguste), à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 14, pour un procédé de conduite d'eau applicable au drainage.

779° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leman (Pierre-François-Joseph), rue de Paris, n° 33, à Boulogne, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des fleurs artificielles.

780° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Levayer (Benoît), rue de Vaugirard, n° 90, à Vaugirard, pour un système de couverture de bâtiment dit à *agrafes mobiles*.

781° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lory (Marc-Thomas-Victor), élisant domicile chez le sieur Bergès, à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 68, pour la dessiccation de la bagasse, à l'aide des chaleurs perdues de l'usine.

782° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mac-Adams (John), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés aux machines ou appareils servant à imprimer, sur les feuillets des livres, la désignation, le nombre ou l'intitulé de ceux-ci ou la pagination; lesquels perfectionnements peuvent être employés avec avantage pour imprimer des numéros ou titres sur d'autres articles.

783° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meignan (Julien-Victor), à Clichy-la-Garenne, pour un système d'appareil de tir, dit *artillerie voltaïque*.

784° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michau (Henry-Félix), à Paris, rue Saint-Martin, n° 149, pour un cache-pot de fleurs mécanique.

785° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petin (Nicolas-Ernest-Théophile), rue Saint-André, n° 9, chaussée de Clignancourt, à Montmartre, pour un produit industriel, dit *toiles métalliques enduites*.

786° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reed (John-Andrew), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements apportés aux valves et lumières qui servent à laisser entrer et sortir la vapeur, dans les machines à vapeur.

787° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Riot (Louis-Marie-Théophile) et Debais (Sylvain-Guillaume-Paul), rue Taitbout, n° 17, à Paris, pour un procédé de cuite de soie.

788° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robardet (Claude), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une persienne en fer à ailes mobiles.

789° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (Clément), à Paris, rue Charlot, n° 56, pour procédés de conservation des substances alimentaires.

790° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tronchon (Napoléon), avenue de Saint-Cloud, n° 9, près la barrière de l'Étoile (*extra muros*), pour des sièges en fer, dits *articulés* (chaises, fauteuils, bancs, canapés, etc.).

791° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Woocker (Michel), élisant domicile chez le sieur Baillet, à Paris, boulevard des Capucines, n° 8, pour un appareil à rôtir le café.

792° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellay (Julien-Arnold), représenté par le sieur Mény, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un procédé dit *céramento-typepractor*, propre à la fabrication de la poterie, en général.

793° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouvart (Joseph-François), à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 22, pour un système de lampes pour brûler toutes les huiles fixes et essentielles, notamment les huiles pyrogénées.

794° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Cerbelaud (Jules-Léonard), à Angoulême, pour un système de crinoline sous-jupe à air comprimé.

795° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chamberlain (Dexter-H.), représenté par le sieur Fleischmann, à Paris, boulevard des Italiens, n° 27, pour moyens perfectionnés propres à obvier au danger qui accompagne l'usage des lampes brûlant à l'alcool et à la térébenthine et autres hydrocarbures inflammables et explosifs.

796° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Davis (D. L.), représenté par le sieur Fleischmann, à Paris, boulevard des Italiens, n° 27, pour des perfectionnements dans les garnitures élastiques à l'usage des coussinets de rails de chemins de fer.

797° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Deblock (Louis), rue Nationale, à Villefranche, pour un genre de tuiles.

798° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Demole fils (Édouard), élisant domicile chez le sieur Bless, cours d'Herbouville, à Lyon, pour des appareils propres à la fabrication du vinaigre.

799° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Devaureix (Christophe), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 170, pour un genre d'appareil fumivore.

800° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dubois (Émile-Victor) et Mazoyer (Pierre), rue d'Allemagne, n° 119, à la Petite-Villette, pour un genre de couverture de toit.

801° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumaine (Jean-Baptiste), à Paris, rue Thévenot, n° 1, pour un procédé d'encollage des papiers et tissus de coton, dit *encollage Dumaine*.

802° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Faure (Louis-Adolphe), à Paris, rue Mazagran, n° 4, pour un genre de pompe.

803° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Féry (Cyrus-Stanislas), à Paris, rue de Buffon, n° 35, pour un système de terrassement applicable aux grandes tranchées.

804° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Havard frères (Pierre-Nicolas et Michel), à Paris, place du Louvre, n° 12, pour un système d'appareil applicable aux lieux d'aisances.

805° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hérold (Albert-Jacques-Désiré), rue et impasse Saint-Louis, n° 4, à Batignolles, pour roues et appareils propres à imprimer les dépêches télégraphiques de la télégraphie électrique.

806° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hughes (Edward-Joseph), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue de la Bourse, n° 3, pour une méthode perfectionnée de concentration de la matière colorante de la garance, du mungect (espèce de garance), de la garance épuisée ou de toute préparation de ladite.

807° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacovenko (Paul), élisant domicile chez le sieur Richard, à Paris, rue Vivienne, n° 53, pour bateaux plats à toile imperméable.

808° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Langlois (Étienne), Petite-Rue des Feuillants, n° 5, à Lyon, pour un système de tuiles dites *tuiles anglaises*.

809° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Laselve et compagnie, place Leviste, n° 4, à Lyon, pour un triple four à puddler.

810° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Latour (Philippe et Maurice), à Paris, rue Montorgueil, n° 65, pour un métier à tisser à trame sans fin.

811° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laville (Jean-Prosper), élisant domicile chez le sieur Maurey, à la raffinerie des salpêtres, à Paris, pour un genre de moteur hydraulique.

812° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lenoir (Claude-Jérôme), à Paris, rue du Bouloi, n° 26, pour un genre d'étiquettes de jardins.

813° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lormier (Narcisse), à Darnetal, pour une forme d'excentrique évitant la dislocation, dans les peigneuses à laine, système Schlumber, et permettant de doubler leur vitesse.

814° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur North (Robert-Sam.), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue de la Bourse,

n° 3, pour des perfectionnements apportés dans les aiguilles et changements de voie des chemins de fer.

815° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Parran (Gabriel-Eugène) et Wargny (Joseph-Joachim), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 65, pour un genre de tourniquet ou jeu à l'usage des marchands de vin, liquoristes, etc.

816° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Perrelle (Pierre), à Tarare, pour perfectionnements aux fourneaux.

817° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Potin (Jean-Baptiste-Marie) et Lingée (Antoine-Gabriel-Nicolas), à Paris, rue Richer, n° 26, pour un ciment volcanique.

818° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rosenthal (Maurice), à Paris, rue Saint-Claude au Marais, n° 26, pour un procédé de traitement des eaux savonneuses, pour en extraire les produits utiles.

819° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Schloss (Henry et frère), fabricants, à Paris, rue Chapon, n° 15, pour une monture de sacs de voyage.

820° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sirven (Jean-Bernard), élisant domicile, à Paris, rue Montmartre, n° 56, hôtel d'Angleterre, pour un genre d'étiquettes pour registres.

821° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Smitter (Louis), rue Saint-Louis, n° 4, à Lyon, pour un rabot mécanique à couper le velours.

822° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tailfer (Jean), à Paris, rue Notre-Dame-de-Grâce, n° 5, pour un procédé de cuivrage galvanique des métaux, tels que le fer, la fonte, la tôle, le zinc et, en général, de tous ceux plus oxydables que le cuivre, sous quelque forme qu'ils soient.

823° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Templeton (James), représenté par le sieur Mathien, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication des tissus à dessins et façonnés.

824° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vasseur (Jean-Baptiste), à Paris, rue des Saints-Pères, n° 40, pour procédé de transformation des végétaux en matière textile.

825° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Aubrespy (Élise-Ernestine), et le sieur Pécaut (Charles-

François-André), à Paris, rue de la Corisaise, n° 12, pour un système de conservation des fromages de Roquefort, dit *conserves Macel*.

826° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par les sieurs Barbusse, père et fils, à Alais, pour un appareil, dit *chauffeuse à vapeur*, propre au dévidage des cocons.

827° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertrand-Geoffroy (Pierre-Joseph), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de chemin à rails de bois portatifs, ayant pour véhicules des wagons-charrettes.

828° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bonnet (Léon), à Grenelle, et Marle (Jean-Louis), à Paris, rue Poissonnière, n° 46, pour procédés de conservation des substances animales et végétales.

829° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bord (Jean-Denis), représenté par le sieur Simard, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour perfectionnements apportés aux pianos et autres instruments à cordes.

830° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Clarke (Samuel) et Parker (John), représentés par le sieur Brade, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 22, pour une lampe de campagne.

831° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Cluquenois frères, à Moulins-Lille, pour un système d'essieu patent creux, inébranlable, à réservoir intérieur et communicatif à l'intérieur.

832° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Dolsus, Mieg et compagnie, à Mulhouse, pour un perfectionnement, par procédés chimiques, de la garance ordinaire du commerce.

833° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Faure (Louis-Adolphe), à Paris, rue Mazagran, n° 4, pour une pompe à hélice.

834° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par les sieurs Franc (Louis) et Robert (Charles), à Saint-Dié, pour un genre de moteur à volants.

835° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur François (Jean), dit *Carolus*, rue des Jardiniers, n° 57, à Toulouse, pour une dépiqueuse à bras dite *la légère*.

836° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gerhardt (William), représenté par le sieur Windsor, étant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire,

n° 6, pour un appareil propre à empêcher les courroies de s'enrouler autour des arbres de transmission de mouvements, etc.

837° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Giffard (Henry-Jacques), rue Fortin, n° 9, à Batignolles, pour un système de navigation aérienne.

838° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Grand de Châteauneuf (Hector) et Boudas (Louis), le premier, aux Thernes, le second, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 113, pour un régulateur pour les compteurs à gaz.

839° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Grosrenaud (Pierre-Louis), place Marengo, à Saint-Étienne, pour un système de préparation de combustibles minéraux peu bitumineux et même tout à fait secs, propre à permettre leur facile conversion en coke, par les procédés ordinaires de carbonisation.

840° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Haranger (Félix-François-Sébastien), élegant domicile, à Paris, rue Charlot, n° 14, pour fabrication d'une crème à fléau applicable aux persiennes, volets, etc.

841° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jourdan (Jean), à Paris, rue de Lyon, n° 12, pour perfectionnements dans les moyens d'allumer le charbon de terre.

842° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jobard (Louis), à Paris, rue Jean-Goujon, n° 16, pour procédés de préservation des substances animales et végétales.

843° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Kuhlmann (Frédéric), à Lille, pour des procédés de fabrication industrielle de l'acide hydro-fluo-silicique, et l'application de cet acide au durcissement des pierres et à divers autres usages.

844° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Kuhlmann (Frédéric), à Lille, pour un système de condensation des vapeurs et fumées.

845° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laprêvotte (Étienne), à Paris, rue Monsieur-le-Prince, n° 46, pour pianos à corps sonores.

846° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Chevalier (Louis-Joseph), à Paris, rue d'Orléans-Saint-Honoré, n° 12, pour sonnerie sans rouage, sans poids et sans ressort, pour pendule ou horloge.

847° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefebvre (Denis-Charles), à Paris, rue de Charenton, n° 161, pour

des procédés de composition et de fabrication des naphates liquides ou en poudre, destinés au traitement des matières végétales; soit pour leur assainissement, soit pour la guérison de leurs maladies, soit pour les préserver de toute altération pendant leur végétation, ainsi qu'à la destruction des insectes.

848° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Louis-Jacques), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 209, pour des procédés d'application solide des couleurs, sur les tissus, par l'emploi d'un extrait de garance.

849° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ortet (Frédéric-Benoît), chez le sieur Lespérat, à Paris, rue d'Enghien, n° 8, pour mastic animal propre à toute espèce d'emploi avec perfectionnement des procédés galvanoplastiques.

850° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Placet (L.), père et fils, à Paris, rue Beaubourg, n° 23, pour l'application de la toile métallique à l'impression sur cuivre.

851° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Richard et compagnie, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication du caoutchouc.

852° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rotschild (Bonas), à Paris, rue Notre-Dame-de-Grâce, n° 6, pour un carrosse à double face.

853° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saxby (John), représenté par le sieur Brade, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 22, pour une lampe à signaux.

854° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schneider et compagnie, élisant domicile à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, 11, pour procédés du puddlage du fer et de l'acier.

855° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Tissier frères (François-Charles et Alexandre-Amable), à Paris, rue d'Enfer, n° 55, pour la fabrication continue du sodium.

856° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Tissier frères (François-Charles et Alexandre-Amable), à Paris, rue d'Enfer, n° 55, pour fabrication du chlorure d'aluminium.

857° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Videbout (François-Bernard), rue du Palais-de-Justice, n° 10, à Melun, pour une toiture en zinc, contre-joints, faitage et arrêtières contre la dilatation.

858° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Atwood (Luther), représenté par le sieur Colwill, à Paris, bou-

levard Poissonnière, n° 24, pour des perfectionnements dans la purification des alcools et des esprits alcooliques.

859° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baldwin (Mathias), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour des perfectionnements apportés à la construction des montres.

860° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baulot (Pierre-Eugène), à Paris, rue du Temple, n° 187, pour une liqueur dite *salan oriental*.

861° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bergeron (Christophe), chez le sieur Chollet, à Paris, n° 3, pour des perfectionnements apportés dans les appareils servant à conduire la vapeur.

862° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berjot jeune (Frédéric), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de fermeture de boîtes principalement destinés à conserver à l'état sec les extraits pharmaceutiques.

863° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bints (Christophe), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 244, pour un bureau coppendium à l'usage des salles d'asile.

864° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanchard (Thomas), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour une machine destinée à courber et à cintrer le bois.

865° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cochot (Auguste), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les machines à vapeur.

866° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Constant (Laurent-Léon), à Paris, rue Rambuteau, n° 65, pour perfectionnements dans la bijouterie en chœurs.

867° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Argy (Edmond-Armand-Louis), rue du Docteur, n° 12, à Baginolles, pour un attume-cigare.

868° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Depéo (Prosper-Jean-Baptiste), à Paris, rue Salle-au-Comte, n° 14, pour boisson hygiénique dite *australienne*.

869° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Depouilly frères, (Paul-Jean-Baptiste) et (Louis-Ernest), à Paris, rue des Fossés-du-Temple, n° 22, pour procédés de coloration des tissus.

870° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Glandas (Louis-René), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les articles de sellerie.

871° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gutmann (Jean-Étienne), rue du Landy, n° 21, à Clichy-la-Garenne, pour moyens de fabrication de l'hydromel.

872° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Josselin (François-Édouard), représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de poches à double élasticité pour porte-fenilles, carnets et autres articles de maroquinerie.

873° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lafosse (Louis-Hubert), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la disposition et commande des machines à battre le blé et autres graines.

874° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Lagarnie (Claude), à Paris, rue de Vaugirard, n° 38, pour emblèmes religieux.

875° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Hautes-Pyrénées, par le sieur Larroque (Auguste), à Trie, pour un cosmétique à l'usage de la toilette, dit *acétique Larroque*.

876° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebeuf (Pierre-Philippe-Ferdinand), étant domicile chez les sieurs Thibault et Élconet, à Paris, rue Réaumur, n° 3, pour des vinaigres de sapouine.

877° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebourgeois (François-Michel), à Paris, rue Saint-Denis, n° 247, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des toiles ou tapis cirés.

878° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Moisson (Sophie Bourreau du Placene), rue du Chevaleret, n° 54, à la gare d'Ivry, pour moyens d'épuration des graisses.

879° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paris (Michel), à Paris, rue de la Harpe, n° 55, pour une pommade pour les joues dite *pommade blanche rosoline*.

880° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reynolds (John-Andrew), représenté par le sieur Perpigon, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, pour une machine perfectionnée servant à décharger des sèves de mousqueterie.

881° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Roux (François-Louis), représenté par le sieur Mey, à Fontenay-aux-Roses, pour une machine propre à ajuster le niveau des tables de billards.

882° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Saudemont (Amédée), rue des Feutriers, n° 1, à Cambrai, pour un liquide pour la destruction des punaises.

883° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1854, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Siegfried (Conrad), à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 36, pour un instrument à sculpter.

884° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simon (François), à Paris, rue Ménilmontant, n° 76, pour une machine à faucher avec perfectionnement, dite *faucheur mécanique*.

885° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Strauss (Giacome), élisant domicile chez les sieurs Raymond et compagnie, à Paris, rue Charlot, n° 72, pour un genre de pipes et porte-cigares dits *hygiéniques économiques*.

886° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thuilot (Charles-François-Isidore, chez le sieur Coquerelle, rue de Doudeauville, n° 11, à la Chapelle-Saint-Denis, pour une mécanique propre au tissage des étoffes et autres opérations.

887° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Varlet (Eugène-Hippolyte), rue Fortin, n° 12, à Batignolles, pour un genre de tuile à crochet.

888° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Villeroux (Germain-Jean-Paul-Marie), à Paris, place Dauphine, n° 2, pour un genre de savon.

889° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Young (Luther), représenté par le sieur Monnons, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 39, pour des perfectionnements dans la construction des gazomètres ou régulateurs à gaz.

890° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Astier (Alexis-Victor), élisant domicile chez le sieur Léon Villeret, à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 55, pour procédé d'électro-chimie.

891° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Cussin (Dominique), à Épinal, pour un système de pompes en plomb et zinc sans soudure à l'étain.

892° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Davin (Antoine-Célestin), rue du Musée, n° 40, à Marseille, pour un timbre de sûreté.

893° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-

Loire, par le sieur Delaunay (Jules), à Portillon, près Tours, pour un mode d'incorporation du blanc de zinc avec l'huile.

894° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Deschamps (Ludger), à Saint-Victor-le-Grand, pour un système de fauteuil pliant à X.

895° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Duclos (Charles-Auguste) et Destigny (Jean-François), à Paris, le premier, rue Bonaparte, n° 62, et le second, rue Duguesy-Trouin, n° 17, pour réflecteurs de toutes formes et de tout genre, applicables au renvoi de la lumière, fabriqués en acier ou en fer poli ou bruni, faits de plusieurs pièces soudées, ou d'une seule pièce.

896° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par les sieurs Flaissier frères, à Nîmes, pour un changement dans la fabrication des tapis haute-laine-chenille-velours.

897° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par les sieurs Flaissier frères, à Nîmes, pour un tissu dit *velours repsouipuré*.

898° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gravet (Eugène), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux peigneuses à laine du système Heilmann.

899° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaumont (Napoléon-Joseph), à Paris, rue Saint-Victor, n° 8, pour un procédé de fabrication du gaz d'éclairage.

900° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grimault (François), à Paris, rue de la Feuillade, n° 7, pour procédés de préparation de bière.

901° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1854, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Hortsmann (Charles), à Thann, pour un métier à tisser à plusieurs navettes.

902° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hoyos (Félix), à Paris, rue de Chaillot, n° 22, pour une broche à rôtir dite *broche Hoyos*.

903° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joly (Étienne-Félix), à Paris, rue des Vieilles-Haudriettes, n° 5, pour des perfectionnements dans la disposition des compas.

904° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Laporte (Jean-Baptiste), à Périgueux, pour un procédé d'agglomération des frains de charbon de bois.

905° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par les sieurs Leperdriel (François-Marie), et Prost (Pierre-Charles-Joseph), à Paris, rue des Martyrs, n° 28, pour un genre de bougies de chirurgie, dites *dilatantes*.

906° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroy (Narcisse), rue de l'Église, n° 15, à Batignolles, pour perfectionnements dans les voies de chemin de fer et matériel fixe et roulant.

907° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Mauviel (Guillaume-Édouard), rue du Champ-de-Foire, n° 8, à Rouen, pour un plieur-compteur, applicable aux tissus de coton, laine et soie, de même qu'à la suite des machines à sécher les tissus par la vapeur.

908° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Mourier (Florent-Joseph), employé à la gare de Tain, pour une grue en bois.

909° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paul (Auguste-Toussaint), à Paris, rue des Gravilliers, n° 44, pour un genre de hiberon.

910° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Perrin (Étienne), et Chaudron-Junot (Claude-Joseph-Edmée), rue Basse, n° 15, à Passy, pour des procédés de préparation et de dessiccation de la tourbe.

911° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Perrin (Étienne), et Chaudron-Junot (Claude-Joseph-Edmée), rue Basse, n° 15, à Passy, pour des procédés de fabrication du gaz de tourbe.

912° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peters (Richard), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue Drouot, n° 2, pour perfectionnements dans les machines à vapeur.

913° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Salaud (Jean-Marie), à Indret, pour une machine rotative à vapeur.

914° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saive (Jean-Baptiste-Alexandre), cour Batave, n° 6, pour un système de parquet mosaïque.

915° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Scheurer-Rott (Auguste), représenté par le sieur Mény, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre de pompes propre aux substances corrosives.

916° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine.

par le sieur Schoenfeld (Joseph), représenté par le sieur Mény, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un cabas musique.

917° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tournade (Jean-Théodore), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 2, pour une lampe modérateur.

918° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Vayson (Jean-Antoine), rue Marcadé, n° 60, à Abbeville, pour une machine à tisser.

919° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Vivier et compagnie, place Croix-Paquet, n° 1, à Lyon, pour une étoffe trois-corps chaîne-soie, trame-coton.

920° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Indre, par le sieur Vollant-Fleuret (Claude-Edmond), à Châteauroux, pour un système de fabrication de carreaux noirs et marbrés blancs et noirs, de diverses formes.

921° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ziegler (Jean-Frédéric), à Paris, rue de Sèvres, n° 2, pour perfectionnements apportés dans les pianos.

922° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alcan (Michel), à Paris, rue d'Aumale, n° 21, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 janvier 1855, pour des perfectionnements aux machines à traiter les matières textiles.

923° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Arnaud (Jean-Louis-Hubert), à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 20, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mars 1852, pour une poupée articulée.

924° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Augusté (Victor), à Paris, rue Montgolfier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1854, pour un support réflecteur extensible et perfectionnements apportés aux supports en général.

925° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Beausoleil, rue Fleurieux, n° 10, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mai 1854, conjointement avec le sieur Marchon, pour un système de machine destinée à casser les cailloux, etc.

926° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bicheron (Paul), à Paris, rue Saint-Denis, n° 268, cour des Bleus, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 février 1851, pour un moyen d'appliquer l'acier à l'intérieur des cravaches et de le substituer avec avantage à la baleine et autres matières employées jusqu'à ce jour.

927° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par

les sieurs Boucher (Alexandre-Désiré-Eugène) et Muller (Adrien), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juillet 1854, pour des produits mécaniques d'étamage et de zincage.

928° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boucher (Alexandre-Désiré-Eugène) et Muller (Adrien), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1854, pour un procédé de fabrication de vases culinaires en fonte de fer polie, ornementés, étamés ou non.

929° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boucherie (Jean-Auguste), à Paris, rue Mondovi, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1854, pour perfectionnements dans la conservation et la coloration des bois.

930° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bresson (François), à Paris, rue de Bretagne, n° 57, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juillet 1854, conjointement avec la demoiselle Prophète, pour un système de vidanges permanentes avec séparateur absolu.

931° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dalexandre (Charles-Louis), élisant domicile chez le sieur Robert, à Paris, rue du Sentier, n° 36, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1854, pour la fabrication d'un savon dit *savon Dalexandre*.

932° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dauré (Georges), représenté par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 septembre 1854, pour des becs réflecteurs à courants de gaz et d'air, échauffés, dilatés et régularisés.

933° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Argy (Edmond-Armand-Louis), rue du Docteur, n° 12, à Batignolles, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 janvier 1855, pour une machine soufflante.

934° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par les sieurs Duponchel (Adolphe) et Cambon (junior), à Montpellier, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 janvier 1855, pour une matière textile extraite de l'écorce du mûrier.

935° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duprat (Anacharsis), à Paris, rue du Hasard-Richelieu, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 avril 1855, pour un système de publicité par affiches et par annonces.

936° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fontaine (Félix), rue des Capucins, n° 18, à Lyon, et se rattachant au brevet

d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1855, pour un moyen mécanique de faire du velours uni et façonné en relief.

937° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Frimot (Jacques-Joseph), élisant domicile chez le sieur Juncker, à Paris, rue d'Enfer, n° 36, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 juin 1854, pour la conservation des céréales.

938° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Georges (Alphonse-Alexandre), à Paris, rue Saint-Louis, au Marais, n° 88, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mars 1855, pour un système de foyer fumivore.

939° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Giroud d'Argout (Frédéric), rue du Commerce, n° 41, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 septembre 1854, pour une machine à comprimer les tuiles, etc.

940° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lambert (Edme), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 avril 1854, pour une machine dite *brûle-fumée*, applicable aux fourneaux à vapeur.

941° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lapie (Pierre-Louis), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1853, pour un système de bec à gaz.

942° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leterme (Jean-Baptiste), à Paris, rue du Temple, n° 191, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juillet 1854, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des accordéons et des flutinas.

943° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Levavasseur frères, représentés par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 août 1854, pour un système de perfectionnements aux lampes modérateurs, aux lampes chandelles, etc.

944° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Luce-Villiard (Jean-François), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1854, pour la fabrication, sur tous les métiers circulaires, de tricotés ayant une chaîne en caoutchouc, et pour la confection, avec ces mêmes tricotés, de tous les vêtements à usage d'hommes, femmes et enfants.

945° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maccaud (Étienne-Abram), à Paris, boulevard Montmartre, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1853, pour

un procédé propre à faire découvrir les fuites de gaz dans les établissements ou dans les voies publiques.

946° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Marinier (Claude), à Sainte-Foy-lès-Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 août 1851, par le sieur Rival, dont les sieurs Marinier et compagnie sont cessionnaires, pour un système de vidange à vapeur et par le vide perfectionné.

947° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meresse (Louis), à Paris, rue Saint-Denis, n° 317, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 septembre 1854, pour plusieurs chaussures en caoutchouc et autres tissus propres à prévenir la maladie des moutons.

948° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oriard (Théodore-Jean), à Paris, rue de la Madeleine, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 novembre 1854, pour un système de galets appliqués aux voitures et dit *boîte à mouvement extérieur*.

949° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Peters (Victor), à Bitschwiller, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1854, pour un système pour faire marcher les broches des métiers à filer par engrenages.

950° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Poncelin, née Petit (Thérèse-Alexandrine), à Paris, rue de Provence, n° 78, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 novembre 1854, pour une préparation du café, addition ayant pour objet la préparation de la chicorée sans marc par les mêmes procédés.

951° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Richard (Ennemond), élisant domicile chez le sieur Frère (Jean), place Lévis, à Lyon, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1855, pour un foyer lumivore économique.

952° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Risler (Georges-Alphonse), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juin 1854, pour des perfectionnements apportés aux métiers à tisser.

953° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rouen (Pierre-Isidore) et Maronnier (Alfred-Engène), à Paris, le premier, rue Saint-Nicolas d'Antin, n° 71, et le second, rue Bellefond, n° 71, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 avril 1854, pour un appareil d'éclairage par les huiles essentielles de houille et leurs analogues.

954° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schaw (Thomas-Georges), représenté par le sieur Mennons, à Paris, rue de

l'Échiquier, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1854, et expirant le 13 mai 1868, pour un appareil servant à décanter ou à vider le vin ou d'autres liquides des bouteilles qui les renferment.

955° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le colonel baron de Suarce (Charles-Gabriel), à Paris, rue Lafayette, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1855, pour emploi de nouvelles plantes textiles à la fabrication du papier, et pour la préparation de ces nouvelles subsances textiles, addition consistant dans l'adjonction du mot *carton* après le mot *papier* dans le titre du brevet principal.

956° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Turck (Michel), à Chartres, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 février 1855, pour un mode d'application de la vapeur aux marteaux pilons et autres machines analogues.

957° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vallée (Jean-Honoré-Victor), au Jardin-des-Plantes, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 avril 1850, pour une couveuse artificielle.

958° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Varangot (Eugène), rue de la Barre, n° 11, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mars 1855, pour perfectionnements aux aérostats ou ballons.

959° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Verdié (Félix), chez le sieur Reynaud fils, rue Casimir-Perrier, n° 72, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1853, pour le soudage de l'acier fondu avec le fer par la fusion ou coulage de l'acier.

960° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wacrenier (Henry-Victor-Joseph), à Paris, place des Victoires, n° 6 et 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mars 1855, pour des ras ou peignes de fabrique de toutes formes et de toutes dimensions en caoutchouc durci et de toutes natures.

961° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Williot (Charles-Louis-Alexandre), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juillet 1854, pour des perfectionnements apportés dans la préparation des fils de soie de toute nature.

962° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alexandre (Édouard), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1854, pour des perfectionnements apportés aux pianos-organes.

963° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril

1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Anquetin et Giraud, à Paris, rue Guérin-Boisseau, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mars 1854, pour un sabot-soulier.

964° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Arduino (Jacob-Joannes-Antonius), allées de Meilhaan, n° 58, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mars 1855, pour des cuvettes pour fosses dites *salubres hydro-hermétiques*.

965° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Baudon-Porchez, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mai 1849, pour un calorifère purificateur.

966° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Baudon-Porchez, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1849, pour une cuisinière économique.

967° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bergue (Charles-Louis-Aimé), représenté par le sieur Gaigneau, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1853, pour des perfectionnements apportés à la voie des chemins de fer.

968° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bizet et Gaultier de Claubry, à Paris, le premier, rue des Marais-Saint-Martin, n° 48, le second, rue des Fossés-Saint-Victor, n° 451, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juin 1853, pour des procédés de conservation des grains et substances organiques.

969° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanquet, à Paris, rue Claude-Villefaux, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 avril 1854, pour des perfectionnements apportés dans les machines à apprêter les étoffes.

970° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boucherio, à Paris, rue Mondovi, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1854, pour perfectionnements dans la conservation et la coloration des bois.

971° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Camaille, à Paris, rue de Bondy, n° 70, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1854, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des allumettes chimiques.

972° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Caillat, à Avignon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre 1854, pour machine aratoire à vapeur applicable aux char-
rués.

973° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Charrière fils, à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1855, pour un instrument de chirurgie.

974° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chéradame (Alexandre-Léopold) et Guesdron (André-Gazard), à Paris, rue Rochechouart, n° 71, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mai 1854, pour une table à coucher.

975° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cousin du Theil, à Paris, rue de Tracy, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juillet 1853, pour un bandage électromagnétique.

976° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daniel, chez le sieur Villars, à Paris, rue Saint-Marc, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 avril 1854, pour un sillomètre nautique à révolution constante, propre à mesurer et à indiquer sans cesse la vitesse des navires.

977° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delœuvre, élisant domicile chez le sieur Levasseur, à Paris, rue Saint-Pierre-Montmartre, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 avril 1855, pour un filtre, dit *filtre Delœuvre*, propre à l'épuration des huiles.

978° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Divrande, représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mai 1854, pour un procédé de fabrication de peignes en acier, pour la décoration ou peinture artistique.

979° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupont, représenté par le sieur Carré, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 décembre 1853, par les sieurs Dernisme et Coisne, dont il est cessionnaire, pour un système de presse typographique.

980° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupont, représenté par le sieur Carré, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mars 1853, pour un système d'impression, etc. ayant pour but de rendre infalsifiables toute espèce d'imprimés.

981° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grelley, à Paris, au collège Chaptal, rue Blanche, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 septembre 1854, pour dissolution de la matière colorante des cochenilles, pouvant servir soit à la teinture, soit à la préparation des laques.

982° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le

sieur Gros, rue du Refuge, n° 3, à Dijon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre 1852, pour une machine à lever les malades sans les toucher.

983° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Guffroy, quai de la Basse-Deûle, n° 54, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 février 1855, pour un foyer lumineux fixe, à souffleur et à queue.

984° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinier, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 novembre 1853, pour de nouveaux appareils à obturateurs hydrauliques ou mécaniques, etc.

985° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Havé, représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1852, pour un ferme-persienne perfectionné.

986° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jaccoux, représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1855, pour un genre de bourrelets élastiques de calfeutrage.

987° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laignel, à Paris, rue de la Harpe, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1850, pour un système de remonte des rampes ou plans inclinés applicables aux chemins de fer.

988° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mancel de Valdouer, à Paris, rue Taithout, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1854, pour perfectionnement et application d'un système de chemin de fer applicable sur les routes ordinaires et autres voies de communication.

989° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Maria, à Grenoble, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mars 1854, pour un procédé pour la couture des gants de peaux.

990° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve de Martray, née d'Embrun d'Arbelles, à Paris, rue d'Assol, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1853 et expirant le 1^{er} juin 1866, par le sieur du Martray, son mari, dont elle est héritière, pour une machine à découper les bouchons.

991° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Menpet-Possor, représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 avril 1855, pour un procédé d'ornementation et d'illustration des tissus en général.

992° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Menet, dit *Menet-Possoz*, représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 7 avril 1855, pour un procédé d'ornementation et d'illustration des tissus en général.

993° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Michel, à Saint-Hippolyte, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1853, pour une machine servant au tirage du cocon.

994° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Motsch, à Cernay, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juillet 1851, pour une machine à fabriquer les tubes en papier à l'usage des filatures.

995° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Oneil, au port Saint-Père, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 décembre 1854, pour une machine à vapeur.

996° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poivret, élisant domicile chez le sieur George, à Paris, rue Saint-Louis, au Marais, n° 88, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1854, pour un métier circulaire à tricoter.

997° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Renard, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mai 1854, pour perfectionnements apportés aux roues des machines locomotives.

998° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richer, représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 juin 1854, pour une roulette métrique inaltérable.

999° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Roth, à Mulhouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 février 1855, pour l'application de l'albumine, en dissolution dans l'eau, aux cylindres de pression des filatures de coton et de laine.

1000° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Séguin, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 177, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 novembre 1853, pour un polyorama animé.

1001° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Thierry-Mieg, à Mulhouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mars 1855, pour un procédé prompt et économique pour purifier les eaux calcaires devant servir, soit au lavage ou dégraissage des laines destinées à être peignées, soit au blanchissage du linge de ménage.

1002° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril

1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tordeux, représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mars 1855, pour des perfectionnements à la peigneuse Heilmann-Schlumberger.

1003° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Adt frères, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1855, pour des applications du carton verni avec ou sans incrustations.

1004° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubineau, représenté par le sieur Signac, à Paris, rue Meslay, n° 65, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 novembre 1854, pour un système de lampes-phares à l'huile. (Application à tous les becs à gaz.)

1005° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertrand, à Paris, rue de Rivoli, n° 70, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 janvier 1855, pour un système propre à boutonner les gants et pour un bouton s'adaptant à ce système.

1006° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blot, représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 novembre 1854, pour un système de fabrication de bagues en or, argent, etc.

1007° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Bor, place Périgord, n° 5, à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans délivré, le 29 décembre 1843, au sieur Autier, dont il est cessionnaire, pour un genre de charpie dite *charpie vierge*.

1008° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Bourgoin, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 février 1855, pour l'application d'un système de métier circulaire au métier français.

1009° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouillon, à Paris, rue de Chabrol, n° 65, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juillet 1854, pour séchoir à air chaud.

1010° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouillon, à Paris, rue de Chabrol, n° 65, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1854, pour perfectionnements généraux dans l'organisation des blanchisseries.

1011° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouillon, à Paris, rue de Chabrol, n° 65, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1853, conjointement avec son frère, pour un ressort atmosphérique avec perfectionnement.

1012° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure par le sieur Brelet, place du Pilon, n° 2, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 mai 1854, pour perfectionnement du fusil à bascule.

1013° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bresson, à Paris, rue de Bretagne, n° 57, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 janvier 1855, pour un foyer fumivore avec cylindre à poche et recouvrement élastique ou cylindre à jour.

1014° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaîne, à Paris, rue du Hasard, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre 1854, pour un système de navigation aérienne.

1015° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Damiens, à Paris, rue du Bouloi, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 février 1854, pour un remontoir de montre sans clef.

1016° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Demimuid, représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 février 1853, pour un appareil tube à plan incliné, pour cuire le plâtre, la chaux, la brique et susceptible d'autres applications.

1017° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Drouin, à la Briche, près Saint-Denis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 septembre 1854, pour un procédé d'extraction de la matière colorante verte des végétaux, et de son application en teinture et en impression.

1018° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duméry, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 54, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} décembre 1854, pour un appareil chargeur distillateur destiné à empêcher la formation de la fumée.

1019° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duret aîné, rue Letellier, n° 45, à Grenelle, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mai 1854, pour un procédé dit *procédé Duret*, pour impressions et papiers de sûreté.

1020° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duval, à l'Hermitage-Saint-Denis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mai 1854, pour un procédé de conservation de substances alimentaires, notamment pour extraits de légumes, etc.

1021° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Evrard, cours Charlemagne, n° 95, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1853, pour un procédé de carbo-

misation des houilles, d'agglomération des menus et de fabrication des gondrons.

1012° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Gabourin, rue Sainte-Catherine, n° 75, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de cinq ans pris, le 12 juin 1854, pour un procédé de bouchage de bouteilles et autres vases.

1013° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Georges, à Paris, rue Saint-Louis, au Marais, n° 88, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mars 1855, pour un système de foyer fumivore.

1014° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Gillet, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1855, pour un appareil perfectionné applicable aux métiers circulaires pour la fabrication de tricots-chaines.

1015° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gouel, à Paris, rue du Grand-Chantier, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 août 1851, pour un mouvement d'horlogerie à réveil et quantième pour pièce dite *de voyage*.

1016° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Gruet, rue Sainte-Colombe, n° 2, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 décembre 1854, pour un système de lampe (éclairage à l'huile).

1017° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hermann, à Paris, rue des Fossés-Saint-Bernard, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 avril 1855, conjointement avec le sieur Hermann (Louis-Adolphe), pour des appareils d'écoulement principalement employés à la distribution de l'eau dans les villes, sur la voie publique et dans les habitations.

1018° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ireland, représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue de la Bourse, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 25 août 1853, et expirant le 25 juillet 1867, pour des perfectionnements apportés dans le mode ou la méthode de fusion du fer et autres métaux, et dans les appareils y employés.

1019° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquot, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 novembre 1854, pour des garnitures de chapeaux, de casques, de schakos, de casquettes, etc.

1020° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Janvier (Louis), à Toulon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1855, pour un système d'embrayage applicable aux hélices des bâtiments à vapeur.

1031° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le baron Kuentz, à Mulhouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1854, pour une machine à presser, verticalement ou horizontalement, les bobines, pour trames de tissus et pour une broche de navette composée de deux pièces.

1032° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laville, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 août 1854, pour une machine à feutrer les chapeaux.

1033° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loiseau, représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1854, pour un cordonnet économique, etc.

1034° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Margueritte, à Paris, rue Saint-Georges, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mars 1855, pour la précipitation de divers sels, de leur dissolution au moyen de l'acide chlorhydrique.

1035° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mierlet, rue du Pré, n° 11, à Belleville, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 novembre 1854, pour un séparateur des matières fécales.

1036° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Mulder, représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1854, pour des appareils et procédés de distillation et d'épuration des genièvres et eaux-de-vie en général.

1037° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pinondel de la Bertoche, élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1855, pour l'application de la racine d'asphodèle ou des résidus de cette racine après sa distillation, à la fabrique de toute espèce de papier, carton ou pâte à papier, à carton ou de moulage, etc., etc.

1038° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 avril 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Preux, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 52, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 janvier 1855, pour une baignoire-lampe-meuble.

1039° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Proust, rue Saint-Similien, n° 10, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 septembre 1854, pour la fabrication perfectionnée de chaussures à chevilles rivées.

1040° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mai

1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schwander et Hemmerden, rue de la Nation, n° 6, à Montmartre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 janvier 1855, pour un mécanisme pour pianos.

1041° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Simon, à Strasbourg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 avril 1855, pour un procédé d'autographie sur papier ordinaire et préparé (ou cartéographie).

1042° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alexandre, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1855, pour des perfectionnements apportés aux pianos-orgues.

1043° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Alméras, rue Sainte-Philomène, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 décembre 1854, pour un pétrin à mortier et la fabrication de la pierre artificielle ou béton.

1044° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bocquillon, à Escarmain, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mai 1854, pour la fabrication de la bière.

1045° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouloumié, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rapportant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mars 1855, pour un système d'appareil permettant de puiser les eaux minérales en les préservant du contact de l'air, en évitant le tourbillonnement et la chute de l'eau dans les bouteilles.

1046° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carré, à Asnières, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 octobre 1854, pour impression en relief sur tous tissus ou étoffes, avec emploi de tous métaux, tels que or, argent, etc.

1047° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Castel et Beaupré, boulevard du Nord, n° 27, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 janvier 1855, pour un bec de lampe pyro-pneumatique.

1048° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Chassebœuf, galeries Meret, n° 2, à Reims, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} décembre 1854, pour un godet forme oblongue, réservoir pour le plomb, s'appliquant à toute espèce de cartouche.

1049° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Curé, à Fargniers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 avril 1854, pour perfectionnements des châssis à tabatière en fonte pour toitures.

1050° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai

1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coulombon, représenté par le sieur Armingaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 janvier 1855, pour un canon-flèche.

1051° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duvoir, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1855, pour un système de machine à vapeur à deux cylindres agissant à simple effet, avec une distribution unique.

1052° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Enser, à Paris, rue de Malte, n° 38, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 février 1854, pour des appareils propres à obtenir un jet de vent uniforme et à éviter les explosions des soufflets.

1053° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fau, représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1855, pour un bouchage métallique pour bouteilles, bocaux et autres vases en verre ou autres matières.

1054° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Fontaine, rue des Trois-Mages, n° 22, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1853, pour une presse double servant à l'imprimerie en taille douce.

1055° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Gabriel, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 janvier 1855, pour un système pour blanchir le sucre.

1056° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Gillet, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1855, pour un appareil perfectionné applicable aux métiers circulaires pour la fabrication de tricots-chaines.

1057° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girard, à Paris, rue d'Enghien, n° 44, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 juillet 1854, pour un appareil à élever les eaux, dont l'organe moteur est propre à remplacer tous les moteurs hydrauliques, sans distinction, dans leurs applications industrielles.

1058° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Grosrenaud, place Marengo, n° 9, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juin 1854, pour des fours à coke fumivores.

1059° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinier, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 25, et se rattachant

au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 mai 1854, pour un appareil propre à la filtration et à la distillation des fluides en général, dit *filtre régulateur, système Guinier*.

1060° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Harding, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 février 1854, pour de nouvelles dispositions de chapeaux de dames.

1061° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Humbert, à Écully, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 février 1855, pour un genre de tuile romaine.

1062° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jesson, représenté par le sieur Barrault, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 mars 1854, pour un baromètre hydrographe, système Jesson.

1063° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur de Louvrié, à Clermont-Ferrand, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juin 1853, pour une machine à modeler, dite *trousseau diviseur*.

1064° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Maré, rue d'Alger, n° 1 bis, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mai 1855, pour boîtes en fer-blanc pour conserves alimentaires perfectionnées par une incrustation des étiquettes en papier ou en métal.

1065° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mollière, rue de la Charité, n° 42, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1854, pour une machine propre à piquer et à coudre toute espèce de cuirs et d'étoffes employées à la confection de la chaussure.

1066° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Müller fils, à Thann, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 août 1854, pour des moyens propres à faire mouvoir les broches de toute espèce de métier à filer les matières filamenteuses.

1067° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par les sieurs Olivier et Bonon, à Vaudouin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juin 1854, pour un système de machine à vapeur destinée à battre le blé.

1068° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par les sieurs Bareau et compagnie, à Montbéliard, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 avril 1854, pour une machine pouvant servir à différents emboutissages, et notamment à l'emboutissage des vis à Loix.

1069° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Ponget-Maisonneuve, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 103, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 juillet 1853, pour déconvertis et modifications appliquées aux manipulateurs et aux télégraphes à signaux, lettres, chiffres, etc.

1070° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rattier et compagnie, représentés par le sieur Crapetot, à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 avril 1855, pour des perfectionnements dans la fabrication des bouchons-pistons ou autres appareils destinés à former des joints ou fermetures hermétiques.

1071° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rawson, représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 46, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 23 octobre 1851, et expirant le 19 août 1866, pour la préparation de la laine et de toutes espèces de matières filamenteuses avant le peignage.

1072° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Renard, représenté par le sieur Robert, à Paris, rue Saint-Bernard, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mai 1854, pour des perfectionnements aux roues des locomotives et waggons de chemins de fer.

1073° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Renner, à l'Étang-la-Ville, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1855, pour un système d'impression des affiches, enseignes et décors.

1074° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Renner, à l'Étang-la-Ville, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1855, pour un système d'impression des affiches, enseignes et décors.

1075° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Richen, à Assailly, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1854, pour un système de four de fusion à galerie.

1076° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Rondeaux, à Saint-Jean-aux-Bois, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 février 1855, pour un moulin à farine mû par bras d'homme.

1077° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Rosay, à Roquefort, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1846, pour un moyen de rendre les croisées entièrement imperméables aux eaux pluviales et donner issue, en dehors de l'appareil, à la vapeur qui s'attache aux vitres.

1078° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Schmidt, rue des Dames, n° 78. à Batignolles, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mai 1854, pour une équerre à niveau.

1079° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Sicard, rue d'Arcole, n° 4, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 janvier 1855, pour l'application à l'industrie de matières colorantes et textiles retirées du sorgho à sucre (*olchus saccharatus*).

1080° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Soulier (P. F.) et compagnie, représentés par M^{me} Soulier, à Paris, rue Beauregard, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 avril 1855, pour perfectionnements dans la fabrication des fleurs artificielles et autres objets du même genre.

1081° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le colonel baron de Suarce, à Paris, rue Lafayette, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1855, pour un emploi de plantes textiles propres à la fabrication du papier et pour préparation desdites substances, addition ayant pour objet l'application de la pâte de cossinette et de pulpe de betterave épuisée à la fabrication du carton-pâte et au collage du papier et du carton.

1082° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Tardy, rue Serrières, à Valhenoite, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 février 1855, pour un système de mécanique destiné à remplacer les jeux-tainbours et donner la marcheure dite *pas ouverts* aux métiers ayant des mécaniques Jacquard dites *raquettes*.

1082° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1855, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Usiglio, rue Pavillon, n° 20, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 janvier 1852, pour une méthode de combustion des pyrites, dans le but d'utiliser leur soufre pour la production de l'acide sulfurique.

1084° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mai 1855, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wertheimer, à Paris, rue Saint Lazare, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mai 1854, pour des appareils préservatifs contre le mal de mer.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mars 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

N° 4518. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition du produit des Centimes affectés aux Remises, Modérations, Dégrèvements et Non-Valeurs sur les Contributions foncière, personnelle, mobilière et des portes et fenêtres de 1857.*

Du 18 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état B annexé à la loi du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1857, duquel il résulte qu'il a été imposé pour remises, modérations, dégrèvements et non-valeurs,

1° Un centime additionnel au principal des contributions foncière et personnelle mobilière, ainsi qu'au montant des impositions départementales et communales établies sur ces contributions;

2° Trois centimes additionnels au principal de la contribution des portes et fenêtres et au montant des impositions départementales et communales afférentes à la même contribution;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le produit des centimes affectés aux remises, modérations, dégrèvements et non-valeurs, sur les contributions foncière, personnelle, mobilière et des portes et fenêtres de l'année 1857, est réparti de la manière suivante : un tiers du produit des sommes imposées dans les rôles de chaque département est mis à la disposition des préfets; les deux autres tiers restent à la disposition de notre ministre des finances, pour être par lui distribués ultérieurement entre les divers départements, en raison de leurs pertes et de leurs besoins.

2. Seront imputés sur le fonds de non-valeurs de 1857, les mandats délivrés sur le fonds de non-valeurs de 1856 qui n'auraient pas été acquittés faute de présentation aux caisses du trésor avant l'expiration du délai fixé pour le paiement des dépenses de ce dernier exercice.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 4519. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde au Port de Tréguier (Côtes-du-Nord) un Entrepôt réel et général des Sels.

Du 2 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 8 floréal an XI;

Vu la loi du 24 avril 1806, et le décret du 11 juin de la même année (1);

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Un entrepôt réel et général des sels est accordé au port de Tréguier (Côtes-du-Nord), sous les conditions prescrites par l'article 25 de la loi du 8 floréal an XI, et par la loi du 24 avril et le décret du 11 juin 1806.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROCHER.

(1) 1^{re} série, Bull. 99, n° 1657.

N° 4520. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de l'Ain n° 5, du pont de la Balme à Dortan, dans les côtes de Cerveyrien, suivant la direction générale exprimée par une ligne rouge pleine sur un plan qui restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 14 Mars 1857.*)

N° 4521. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant affectation, au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour le service du canal de la Somme, d'un terrain domanial situé sur la rive droite du canal, en aval du port d'Abbeville, et qui est indiqué par une teinte rose sur le plan annexé au décret. (*Paris, 14 Mars 1857.*)

N° 4522. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le tarif annexé, sous le paragraphe 2, au décret du 8 septembre 1856 (1), portant fixation des droits de péage à percevoir à différents passages d'eau établis sur la Sarthe, dans le département de Maine-et-Loire, est rendu applicable au bac de Gratz, situé sur la même rivière, dans la commune de Marannes.

2. Sont exempts des droits de péage, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au décret du 8 septembre 1856, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 29 Avril 1857.*)

N° 4523. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est rendu applicable au passage d'eau établi sur le Clain, au gué Ganthierou, commune d'Andillé, département de la Vienne, le tarif approuvé par le décret du 23 octobre 1856 (2), pour la per-

(1) Bull. 430, n° 4054.

(2) Bull. 440, n° 4119.

ception des droits au bac de Jouhet, situé sur la rivière de la Gar-
tempe, dans le département de la Vienne.

2. Sont exempts des droits de péage, les administrateurs, magis-
trats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont énu-
mérés au tarif annexé au décret précité, et qui, aux termes du cahier
des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute
obligation à cet égard. (*Paris, 29 Avril 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Mai 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

. Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 493.

N° 4524. — *Loi qui autorise le département de l'Isère à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Isère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, en 1858, neuf dixièmes de centime (0⁹00⁹/10^m) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux dépenses du service de l'instruction primaire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Mars 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui
XI^e Série.

autorise le département de l'Isère à s'imposer extraordinairement, en 1858, neuf dixièmes de centime (0^f00^c9/10^m).

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 24 Avril 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADoue, général DE MAC-MAHON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Avril 1857.

Vu et scellé du grand sceau :	Signé NAPOLÉON.
<i>Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état</i>	Par l'Empereur :
<i>au département de la justice,</i>	<i>Le Ministre d'état,</i>
Signé ABBATUCCI.	Signé ACHILLE FOULD.

N° 4525. — *Loi qui autorise le département de l'Oise à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Oise est autorisé, con-

formément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, et pendant sept ans, à partir de 1858,

1° Soixante-quatre centièmes de centime (0⁰⁰64/100^m), pour les travaux d'amélioration des routes départementales actuellement classées;

2° Trente-six centièmes de centime (0⁰⁰36/100^m), pour la restauration des chemins vicinaux de grande communication;

3° Quatre centimes (0⁰⁴), dont le produit sera consacré à venir en aide aux communes, dans des cas extraordinaires, pour l'achèvement de leurs chemins vicinaux.

Les impositions établies par les deux paragraphes ci-dessus seront recouvrées indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Oise à s'imposer extraordinairement et pendant sept ans, à partir de 1858, 1° soixante-quatre centièmes de centime (0⁰⁰64/100^m), 2° trente-six centièmes de centime (0⁰⁰36/100^m), 3° quatre centimes (0⁰⁴).

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 24 Avril 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUR, général DE MAC-MAHON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Avril 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
 au département de la justice,*
 Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
 Par l'Empereur :
Le Ministre d'état,
 Signé **ACHILLE FOULD.**

N° 4526. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui rend exécutoires aux Colonies les lois des 27 mars 1851 et 5 mai 1855, tendant à la répression de certaines Fraudes dans la vente des Marchandises.*

Du 29 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies;

Vu les articles 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies;

Vu l'avis du comité consultatif des colonies du 20 avril 1857,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La loi des 10, 19 et 27 mars 1851, tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises, et la loi du 5 mai 1855, qui en déclare les dispositions applicables aux boissons, sont rendues exécutoires à la Martinique, à la Guadeloupe et dépendances, à la Réunion, à la Guyane française, au Sénégal, à Gorée, dans les établissements français de l'Inde, aux îles Saint-Pierre et Miquelon, à Mayotte et dépendances, à Sainte-Marie de Madagascar, et dans les établissements français de l'Océanie.

2. Les infractions énoncées à l'article 3 de la loi du 27 mars 1851 seront, comme en France, poursuivies, dans les colonies, devant la juridiction correctionnelle.

3. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé HAMELIN.

N° 4527. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale d'Ille-et-Vilaine n° 3, de Rennes à la Guerche, à l'entrée de cette dernière ville, suivant la direction générale figurée par des lignes rouges sur un plan qui restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 18 Mars 1857.*)

N° 4528. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale d'Ille-et-Vilaine n° 4, de Rennes à Dinan, dans les côtes de Bécherel, suivant la direction générale figurée, par des lignes rouges, sur un plan qui restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 18 Mars 1857.*)

N° 4529. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que la route départementale de l'Ain n° 9, de Bagé à Trévoux,

sera rectifiée entre Guereins et le pont de Lurcy, suivant la direction générale figurée par le pointillé M, N, puis par un trait rouge plein sur un plan d'ensemble qui restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 18 Mars 1857.*)

N° 4530. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Caen à Cherbourg, de divers terrains non bâtis situés dans plusieurs communes des arrondissements de Caen, Bayeux (Calvados), Saint-Lô, Valognes et Cherbourg (Manche); lesdits terrains désignés par une teinte rose sur des plans qui resteront annexés au décret. (*Paris, 18 Mars 1857.*)

N° 4531. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui affecte au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour le service du port de la Ciotat, le terrain de la batterie Saint-Antoine, et pour le service du port de Marseille, le terrain de la batterie des Neuves-Infirmes (Bouches-du-Rhône). (*Paris, 21 Mars 1857.*)

N° 4532. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit:

1° Il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Nantes à Saint-Nazaire, de plusieurs parcelles de terrain, appartenant à divers, situées sur le territoire de la commune de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), lesdites parcelles indiquées sur un plan parcellaire et un tableau indicatif qui resteront annexés au décret.

2° Ne sont pas comprises, toutefois, parmi les parcelles à occuper d'urgence, celles qui figurent au plan et au tableau indicatif ci-dessus mentionnés sous les numéros d'ordre 50, 51, 108 et 109. (*Paris, 25 Mars 1857.*)

N° 4533. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que la communication établie entre Cransac et Saint-Christophe est et demeure classée comme prolongement de la route départementale de l'Aveyron, n° 11, qui prendra la dénomination de *route de Saint-Christophe aux rives du Lot, par Cransac et Aubin.*

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'amélioration ou à la rectification de cette voie de communication, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 28 Mars 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Mai 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 494.

N° 4534. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proroge jusqu'au 28 mai la Session de 1857 du Corps législatif.*

Du 12 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 46 de la Constitution,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session de 1857 du Corps législatif, qui devait être close le 15 mai, est prorogée jusqu'au 28 mai inclusivement.

2. Notre ministre d'état est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 12 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Mai 1857.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 495.

N° 4535. — *Loi qui approuve un Échange d'immeubles entre l'État et la Congrégation du Saint-Esprit.*

Du 19 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé l'acte passé devant le préfet
du Morbihan, le 31 décembre 1856, portant échange de l'ab-
baye de Langonnet, appartenant à l'État, contre cinq hectares
de terre appartenant à la congrégation du Saint-Esprit, dans le
grand enclos de l'abbaye de Lajoye, y compris les construc-
tions, évaluées à cinquante et un mille trois cent soixante francs
onze centimes (51,360^f 11^c), à élever par la congrégation,
moyennant une soulte de trente et un mille quatre cent cin-
quante francs soixante-cinq centimes (31,450^f 65^c), dont dix
mille francs (10,000^f) à la charge de la ville d'Hennebon, et
le surplus à la charge de l'État; ladite soulte payable au fur et
à mesure de l'exécution des travaux.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Avril 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise l'échange de l'abbaye de Langonnet département du Morbihan, appartenant à l'État, contre cinq hectares de terre appartenant à la congrégation du Saint-Esprit.

Délibéré en séance, au palais du Sénat. le 7 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 19 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état

Le Ministre d'État,

du département de la justice,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4536. — Loi qui autorise la cession à la ville de Boulogne de la Caserne dite du Rivage, appartenant à l'État.

Du 19 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUEONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à céder, au nom de l'État, à la ville de Boulogne, la caserne dite *du Rivage*, tel que cet immeuble est désigné sur le plan ci-annexé, dressé par les ingénieurs des ponts et chaussées, les 29-31 mai 1855, à l'exception, toutefois, de la portion de terrain indiquée sur ce plan par une teinte rose, et qui est destinée à l'élargissement du quai de la caserne.

2. Cette cession sera faite moyennant le prix de trois cent mille francs (300,000^f), payable dans l'année, à partir du jour de l'entrée en possession, avec intérêt à cinq pour cent, aussi à partir du même jour, et à la charge par la ville, indépendamment des conditions ordinaires en matière de vente de biens de l'État, de rétablir à ses frais le mur de clôture sur le quai.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la cession, au nom de l'État, à la ville de Boulogne, de la caserne dite *du Rivage*, moyennant le prix de trois cent mille francs (300,000^f).

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 7 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 19 Mai 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
 Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.
 Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
 Signé ACHILLE FOULD.

N° 4537. — *Loi qui autorise le département de la Corrèze à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 19 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cent mille francs (100,000^f), qui sera affectée aux travaux d'achèvement de la route départementale n° 4, dans la partie comprise entre Brives et Varetz.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer

de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Corrèze est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant douze ans, à partir de 1858, un centime (0^f 01^c) additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt ci-dessus autorisé, et, pour le surplus, s'il y a lieu, aux travaux d'achèvement des routes départementales actuellement classées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 18 Avril 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Corrèze, 1° à emprunter cent mille francs (100,000^f), 2° à s'imposer extraordinairement un centime (0^f 01^c) pendant douze ans, à partir de 1858.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 7 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'Etat et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 19 Mai 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLÉON.
Par l'Empereur,
Le Ministre d'Etat,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4538. — *Loi qui autorise le département du Bas-Rhin à s'imposer extraordinairement.*

Du 19 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Bas-Rhin est autorisé,
conformément à la demande que son conseil général en a faite,
dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, par
addition au principal des quatre contributions directes, et pen-
dant cinq ans, à partir de 1858,

1° Cinq centimes (0^f 05^c), dont le produit sera affecté aux
travaux de rechargement et d'amélioration des routes départe-
mentales, et aux travaux neufs des mêmes routes;

2° Deux centimes (0^f 02^c), dont le produit sera affecté aux
besoins du service de l'instruction primaire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Avril 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui
autorise le département du Bas-Rhin à s'imposer extraordina-
irement pendant cinq ans, à partir de 1858, 1° cinq centimes
(0^f 05^c), 2° deux centimes (0^f 02^c).

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 7 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PALOUE, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 19 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ARBATUCCI.

N° 4539. — *Loi qui autorise la ville de Tourcoing à s'imposer
extraordinairement.*

Du 19 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Tourcoing (Nord) est autorisée à
s'imposer extraordinairement pendant douze ans, à partir de
1858, douze centimes et demi (12° 1/2) additionnels au prin-
cipal des quatre contributions directes, devant produire en
totalité trois cent huit mille francs (308,000^{fr}) environ, pour
subvenir, concurremment avec l'excédant annuel de ses recettes,
à la construction d'un bâtiment pour les écoles de filles, à l'éta-
blissement d'aqueducs et à des travaux de pavage.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Tourcoing (Nord) à s'imposer extraordinairement pendant douze ans, à partir de 1858, douze centimes et demi (0^f 12^c 1/2).

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 7 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 19 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

*Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.*

N° 4540. — *Loi qui, 1^{re} réunit la Commune de Lapallue à celle de Gensac; 2^e distrait les sections de Marville et de Roissac de la Commune de Gensac, et les réunit, la première, à la Commune de Genté, la seconde, à la Commune d'Angeac (Charente).*

Du 19 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La commune de Lapallue, canton de Ségonzac, arrondissement de Cognac, département de la Charente, est réunie à la commune de Gensac, même canton. La nouvelle commune, dont le chef-lieu sera établi à Gensac, portera le nom de *Gensac-Lapallue*.

2. Les sections de Marville et de Roissac sont distraites de la commune de Gensac et réunies, la première, à la commune de Genté, canton de Ségonzac; la seconde, à la commune d'Angéac, même canton.

En conséquence, les limites entre ces communes et celle de Gensac sont fixées, d'une part, par le liséré rouge *d, c, b, f, g, h, i, j* tracé sur le plan annexé à la présente loi, et, d'autre part, par le liséré rouge *b, f, g, h, l, m, n* indiqué audit plan.

3. Les communes réunies et les sections distraites continueront à jouir, comme sections de communes, de tous les droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la réunion et de la distraction prononcées seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise,

1° La réunion de la commune de Lapallue, département de la Charente, à la commune de Gensac, même département, sous le nom de *Gensac-Lapallue* ;

2° La réunion, 1° de la section de Marville à la commune de Genté, 2° de la section de Roissac, à la commune d'Angers.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 7 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 19 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4541. — DÉCRET IMPÉRIAL qui arrête définitivement et homologue les Plans de délimitation et les Procès-verbaux de bornage de la Zone des Fortifications des Places de guerre et Postes militaires y désignés.

Du 4 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819, et 10 juillet 1851, concernant les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État;

Vu notre décret d'administration publique du 10 août 1853 (1), relatif au classement des places de guerre et des postes militaires, et aux servitudes autour des fortifications;

(1) Bull. 61, n° 780, et Bull. 105, n° 887.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes et des polygones exceptionnels annexés au présent décret, et visés et approuvés par notre ministre de la guerre, ainsi que les conditions particulières relatives à ces polygones, telles qu'elles sont relatées sur ces plans, sont définitivement arrêtés et homologués.

Ces plans et procès-verbaux concernent les places et postes ci-après désignés :

Place de Péronne, château de Ham (département de la Somme); places de Condé, Maubeuge et Cambrai (département du Nord); places de Metz et Bitche (département de la Moselle); place de Marsal (département de la Meurthe); place d'Embrun et fort Queyras (département des Hautes-Alpes); places de l'Ille-d'Aix et de Rochefort et les forts de la Charente (département de la Charente-Inférieure); fort de l'Ille-d'Yeu (département de la Vendée); les forts Dellec, Maingaut, Minou, Toulbroch, Bertheaume, les trois redoutes de l'Anse des Sablons et la batterie des Quinze, les lignes et réduit de Quélern (département du Finistère); la place de Cherbourg et ses ouvrages détachés (département de la Manche).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

N° 4542. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Marseille, d'un Établissement de Petites-Sœurs des Pauvres.

Du 15 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des Petites-Sœurs des Pauvres, existant à Rennes (Ille-et-Vilaine) en vertu de notre décret du 9 janvier 1856 (1), est autorisée à fonder à Marseille (Bouches-du-Rhône) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts adoptés pour la maison mère et approuvés par ordonnance royale du 8 juin 1828 (2).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 15 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4543. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Saint-Haon-le-Châtel (Loire), d'un Établissement de Sœurs de Saint-Joseph.

Du 15 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les avis du cardinal-archevêque de Lyon et des préfets du Rhône et de la Loire, en date des 16 août, 28 novembre et 8 décembre 1856 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

(1) XI^e série, Bull. 355, n° 3293.

(2) VIII^e série, Bull. 236, n° 8607.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Joseph, existant à Lyon (Rhône) en vertu d'une ordonnance royale du 23 mars 1828 (1), est autorisée à fonder dans la commune de Saint-Haon-le-Châtel (Loire) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 2 mars 1828 (2).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 15 avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4544. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Fontainebleau, d'un Établissement de Sœurs de Saint-Joseph.

Du 28 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Joseph, existant à Cluny (Saône-et-Loire) en vertu d'une ordonnance royale du

(1) VIII^e série, Bull. 224, n° 8218. (2) VIII^e série, Bull. 220, n° 8106.

17 janvier 1827 (1), est autorisée à fonder à Fontainebleau (Seine-et-Marne) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par l'ordonnance royale du 3 janvier 1827 (2).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries le 28 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4545. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Montargis, d'un Établissement de Sœurs de la Charité.*

Du 28 Avril 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité, existant à Bourges (Cher) en vertu d'un décret impérial du 16 février 1811 (1), est autorisée à former un établissement de religieuses de son ordre à Montargis (Loiret), à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-

(1) VIII^e série, Bull. 138, n° 4729. (3) IV^e série, Bull. 356, n° 657.

(2) VII^e série, Bull. 137, n° 4722.

truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Avril 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4546. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant :

ART 1^{er}. La limite de la mer, sur le littoral de la commune d'Audernos (bassin d'Arcachon, quartier maritime de la Teste) est et demeure fixée conformément à la ligne brisée tracée en bleu sur le plan annexé au présent décret, et renfermée entre les bornes numérotées 1, 1 bis à 44.

Entre les bornes 11 et 12 la limite coïncide avec l'alignement de la digue dite *de Laborie* et celui du cimetière contigu à cette digue.

2. Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 13 Avril 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 26^e Mai 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

(2) $\mathcal{C}_1$ is a $\mathcal{C}_2$ -subalgebra of $\mathcal{C}_1$ if and only if $\mathcal{C}_1$ is a $\mathcal{C}_2$ -subalgebra of $\mathcal{C}_1$ and $\mathcal{C}_1$ is a $\mathcal{C}_2$ -subalgebra of $\mathcal{C}_1$.

BULLETIN DES LOIS.

N° 496.

N° 4547. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation d'un Établissement de Sœurs de la Providence sur le territoire de la paroisse Saint-Jacques, à Amiens.*

Du 9 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'évêque d'Amiens (Somme), tant en son nom qu'en celui de ses successeurs, et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de Notre-Dame-Je-Charité du Bon-Pasteur, existant à A. gers (Maine-et-Loire) en vertu d'un décret du 13 septembre 1852, au nom de cette congrégation, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, le legs fait à l'évêché d'Amiens par la dame *Marie-Joseph-Colombe Creton*, épouse du sieur *Louis Desjardins*, suivant son testament public du 14 avril 1853, de la nue propriété de divers immeubles situés sur les territoires de Picquigny et Jaisseval, contenant environ quarante-quatre hectares soixante-neuf ares et estimés vingt-quatre mille francs, à la charge de servir annuellement, sur le revenu, une rente de trois cents francs, au capital de dix mille francs, à l'établissement de sœurs du Bon-Pasteur, reconnu à Amiens par notre décret du 4 juillet 1855.

2. La congrégation des sœurs de la Providence, existant à Rouen (Seine-Inférieure) en vertu d'une ordonnance royale du

27 juin 1842 (1), est autorisée à former un établissement de religieuses de son ordre sur le territoire de la paroisse Saint-Jacques, à Amiens (Somme), à la charge par ces religieuses de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 29 février 1816 (2).

3. Le trésorier de la fabrique de l'église curiale de Saint-Jacques, à Amiens (Somme), au nom de cet établissement, et le maire de la ville d'Amiens, au nom de cette ville, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à ladite fabrique par la dame *Marie-Joseph-Colombe Creton*, épouse du sieur *Pierre-Louis Desjardins*, suivant son testament public du 14 avril 1853, de divers immeubles situés à Ailly-sur-Somme, d'une contenance totale de onze hectares quatre-vingt-un ares quatre-vingt-huit centiares et d'une valeur estimative de vingt et un mille six cents francs, pour ce legs être employé, en totalité ou en partie, à subvenir aux frais d'entretien de l'école de filles établie sur la paroisse Saint-Jacques et tenue par les religieuses de la Providence, de Rouen, tant que cette subvention sera jugée nécessaire par le conseil de fabrique.

4. Le trésorier de la même fabrique de l'église curiale de Saint-Jacques, à Amiens, est autorisé à accepter, au nom de cet établissement, le legs d'une somme de six cents francs fait par la même testatrice, suivant son testament précité pour la célébration d'un annuel de trois cent soixante-six messes dans cette église.

5. Le curé de la paroisse de Saint-Jacques, à Amiens, tant en son nom qu'en celui de ses successeurs, et le maire de la ville d'Amiens, au nom de cette ville, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à la cure de Saint-Jacques par la même testatrice, suivant son testament précité, et consistant dans la nue propriété d'immeubles situés à Ailly-sur-Somme, contenant douze hectares cinquante-trois ares treize centiares et d'autres immeubles d'une contenance de cinq hectares vingt-trois ares soixante et douze centiares, sis au même terroir; le tout estimé trente-quatre mille trois cent trente-trois francs, pour le premier legs être employé, selon le désir de la testatrice, en bonnes

(1) 11^e série, Bull. 922, n° 10,064. (2) 11^e série, Bull. 80, n° 607.

œuvres dont les titulaires successifs de la paroisse auront l'appréciation et le choix, et le second à subvenir aux menus frais de l'école des filles tenue dans cette paroisse par les sœurs de la Providence, à Rouen.

6. La supérieure générale de l'association des sœurs de la Sainte-Famille, primitivement autorisée à Amiens par ordonnance royale du 30 juillet 1826, comme établissement dépendant de la congrégation des sœurs du même nom à Besançon (Doubs), et reconnue comme congrégation à supérieure générale par ordonnance royale du 19 juin 1837, est autorisée à accepter, au nom de cette congrégation, le legs fait en sa faveur par la dame *Marie-Joseph-Colombe Creton*, épouse du sieur *Pierre-Louis Desjardins*, suivant son testament public du 14 avril 1853, de la nue propriété d'immeubles d'une contenance totale de treize hectares vingt et un ares seize centiares, et d'une valeur estimative de vingt-huit mille francs, situés sur le territoire de la commune d'Ailly-sur-Somme, pour ce legs être employé à concourir à la création d'écoles de filles dans les localités du diocèse d'Amiens où des secours suffisants manqueraient.

7. Le supérieur général de l'institut des frères des écoles chrétiennes à Paris (Seine) légalement reconnu par le décret du 17 mars 1808, est autorisé à accepter le legs fait, à titre gratuit, à cet institut, par la dame *Marie-Joseph-Colombe Creton*, épouse du sieur *Pierre-Louis Desjardins*, suivant son testament public du 14 avril 1853, de divers immeubles situés sur les territoires de Thieulloy, Saint-Antoine, Laverrière, Saint-Maur et Verte-Fontaine et Cempuis, d'une contenance totale de trente-deux hectares quatre-vingt ares vingt centiares et d'une valeur estimative de soixante mille huit cent vingt-cinq francs, dont l'institut n'entrera en jouissance qu'après le décès du sieur *Desjardins*, à l'exception des bois, dont il pourra se mettre en possession à partir du décès de la testatrice, pour ce legs être employé à subvenir aux frais du noviciat de jeunes gens du diocèse d'Amiens qui seront présentés par le directeur de la maison d'Amiens, et, autant que possible, pour aider à la création d'un noviciat à Amiens, s'il y avait lieu.

8. Le supérieur du séminaire des affaires étrangères à Paris (Seine), reconnu par les ordonnances royales des 2 mars 1815 et 3 février 1816, est autorisé à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à cet établissement par la dame *Marie-Joseph-Colombe Creton*, épouse du sieur *Pierre-*

Louis Desjardins, suivant son testament public du 14 avril 1853, et consistant dans la nue propriété d'immeubles situés sur les territoires de Grandvillers et Halloy, contenant environ vingt-quatre hectares vingt-quatre ares et estimés soixante mille francs.

9. La commission administrative des hospices d'Amiens (Somme) est autorisée à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs de la nue propriété de diverses parcelles d'une contenance de vingt-huit hectares soixante et dix-sept ares quatre-vingt-douze centiares et estimées cinquante-sept mille cinq cents francs, qui a été fait à l'hospice des incurables de cette ville par la dame *Marie-Joseph-Colombe Desjardins* née *Creton*, suivant son testament public en date du 14 avril 1853.

10. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4548. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe la Cotisation à percevoir, pendant l'exercice 1857, sur les Trains de Bois flottés destinés à l'approvisionnement de Paris.*

Du 15 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la délibération, en date du 30 novembre 1856, prise par la communauté des marchands de bois de chauffage, ladite délibération ayant pour objet de pourvoir, dans un intérêt commun, aux dépenses que nécessiteront, pendant le cours de l'exercice 1857, le transport et la conservation de ces bois ;

Vu les lois annuelles des finances, portant fixation du budget des recettes et des dépenses;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, à titre de cotisation, sur les trains de bois flottés, pendant l'exercice de 1857, savoir :

1° Pour chaque train de dix-huit coupons qui sera flotté sur la Haute-Yonne, la Cure, l'Armançon, ou le canal de Bourgogne, vingt-six francs, dont dix-huit francs seront payés à Auxerre, et huit francs à Paris;

2° Pour chaque train qui sera flotté sur l'Yonne, en aval du pont de Joigny, et qui ne sera pas composé de bois précédemment retirés en route, vingt-six francs, dont dix-huit francs seront payés à Sens, et huit francs à Paris;

3° Pour chaque train de dix-huit coupons provenant de la rivière de Marne, vingt francs, payables à Paris;

4° Pour chaque train de dix-huit coupons provenant de la rivière de Seine, huit francs, payables à Paris;

5° Pour chaque train de dix-huit coupons de la Haute-Yonne et de la Cure, qui ne dépassera pas les ports de Cravant, six francs, et pour chaque train qui sera tiré en aval desdits ports, neuf francs, qui seront payés à Cravant;

6° Pour chaque train qui, par suite de la nécessité de le faire passer dans les écluses des canaux, ou pour toute autre cause, sera flotté par fractions différentes de la division ordinaire des trains en dix huit coupons, la cotisation sera perçue en raison de la longueur comparée à celle des trains de dix-huit coupons; à cet effet, le maximum de cette longueur est fixé à quatre-vingt-dix mètres pour un train, et cinq mètres pour un coupon.

2. Le payement sera fait, savoir :

A Paris, entre les mains de l'agent général, immédiatement après l'arrivée des trains; à Cravant, à Auxerre et à Sens, lors du passage des trains sous les ponts, ou, au moment de leur départ, entre les mains des gardes-rivières commis auxdits ponts.

Le garde-rivière commis à Auxerre versera, au moins une fois par mois, le montant de la recette entre les mains du commis général à la résidence de Clamecy; et le garde-rivière commis à Cravant versera, à la fin de l'année, le montant de ses recettes au même commis général.

L'agent général et les autres agents de la communauté sont autorisés à faire toutes poursuites et diligences pour assurer le recouvrement de la cotisation.

3. Le présent décret, reproduit en caractères lisibles et apparents, devra être affiché, pendant toute la durée de l'exercice 1857, dans les bureaux des agents préposés à la perception des cotisations.

4. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 15 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4549. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les Droits à l'importation du Soufre.

Du 25 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les droits à l'importation du soufre sont fixés aux taux ci-après :

Soufre	non épuré (minerai compris)	des colonies françaises.	droit actuel
		par navires français	des lieux de production les..... 100 kilog. 0' 10'
	épuré, en canons ou autrement. sublimé, fleur de soufre.	d'ailleurs.	idem. 0 60
		par navires étrangers.	idem. 1 00
		par navires français.	idem. 1 00
		par navires étrangers.	idem. 1 50
		par navires français.	idem. 2 00
		par navires étrangers.	idem. 2 50

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

*Le Ministre de l'agriculture du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Mai 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 497.

N° 4550. — *SÉNATUS-CONSULTE qui modifie l'article 35 de la Constitution.*

Du 27 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

Extrait du procès-verbal du Sénat.

SÉNATUS-CONSULTE

PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 35 DE LA CONSTITUTION.

ART. 1^{er}. L'article 35 de la Constitution est modifié ainsi qu'il suit :

« Il y aura un député au Corps législatif à raison de trente-cinq mille électeurs; néanmoins, il est attribué un député de plus à chacun des départements dans lequel le nombre excédant des électeurs dépasse dix-sept mille cinq cents. »

2. Un décret impérial réglera le tableau des députés à élire dans chaque département en conformité du présent sénatus-consulte.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

2. XI^e Série.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Mai 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé **ACHILLE FOULD.**



Certifié conforme :
Paris, le 28^e Mai 1857,
*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*
ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 498.

N° 4551. — *Loi qui ouvre, sur les exercices 1856 et 1857, des Crédits extraordinaires pour le payement de la Dotation du Maréchal Pélissier, Duc de Malakoff.*

Du 25 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur les
exercices 1856 et 1857, à un chapitre spécial de la dette via-
gère, des crédits extraordinaires montant à deux cent trente et
un mille huit cent quatre-vingt-huit francs quatre-vingt-huit
centimes (231,888^f 88^c), pour le payement de la dotation du
maréchal Pélissier, duc de Malakoff, savoir :

Exercice 1856.....	100,000 ^f 00 ^c
— 1857.....	131,888 88
TOTAL....	231,888 88

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources
accordées par les lois des budgets des exercices 1856 et 1857.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui ouvre au ministre des finances un crédit de deux cent trente et un mille huit cent quatre-vingt-huit francs quatre-vingt-huit centimes (231,888^f 88^c), pour le paiement de la dotation du maréchal *Pélissier, duc de Malakoff*.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 15 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication,

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLÉON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4552. — *Loi qui ouvre, sur l'exercice 1857, un Crédit extraordinaire pour accroître les versements à l'ordinaire des Troupes de la Marine qui ne perçoivent pas de vivres en nature.*

Du 25 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1857 (chapitre III, *Solde et accessoires de la solde*), un crédit extraordinaire de cent quatre mille huit cent soixante francs trente-huit centimes (104,860^f 38^c), pour accroître, à partir du 1^{er} mars dernier, de trois centimes, (0^f 03^c), par homme et par jour, les versements à l'ordinaire des troupes de la marine qui ne perçoivent pas de vivres en nature.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, au moyen des ressources affectées au service de l'exercice 1857.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui ouvre au budget du département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de cent quatre mille huit cent soixante francs trente-huit centimes (104,860^f 38^c), pour accroître les versements à l'ordinaire des troupes de la marine.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 15 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé **AGRILLE FOULD.**

N° 4553. — *Loi qui approuve un Échange d'immeubles entre l'État
et la Communauté des Religieuses de la Croix, à Soissons.*

Du 25 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS**
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé l'échange, sans soulte, passé devant le préfet du département de l'Aisne, le 25 septembre 1856, de l'ancien couvent des Capucins, dépendant du séminaire de Soissons, et appartenant à l'État, contre une maison située dans la même ville, rue de Paulin, appartenant à la communauté des religieuses de la Croix.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1857.

Le Président,
Signé **SCHNEIDER.**

Les Secrétaires,
Signé **Marquis DE CHAUMONT-QUINTY,**
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise un échange d'immeubles entre l'État et la communauté des religieuses de la Croix, à Soissons (Aisne).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 15 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUX, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

N° 4554. — *Loi qui distrait quatre sections des Communes de Sévelinges, d'Arcinges, d'Écoche (Loire) et de Cours (Rhône), et les érige en une Commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Cergne, et qui fera partie du département de la Loire.*

Du 25 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les sections circonscrites, sur le plan annexé à la présente loi, par des lisérés vert et rose, bleu et rose, lilas et rose, jaune et rose, sont distraites, savoir :

La première, de la commune de Sévelinges, canton de Belmont, arrondissement de Roanne, département de la Loire;

La deuxième, de la commune d'Arcinges;

La troisième, de la commune d'Écoche, même canton;

Et la quatrième, de la commune de Cours, canton de Thizy, arrondissement de Villefranche, département du Rhône;

Et formeront, à l'avenir, une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Cergne, et qui portera ce nom.

2. La limite entre la commune de Cergne et les quatre communes ci-dessus nommées sera formée conformément au tracé de la ligne rose dudit plan.

La commune de Cergne fera partie du canton de Belmont, arrondissement de Roanne, département de la Loire.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions des distractions prononcées seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise l'érection en commune distincte, sous le nom de

Cergne, de plusieurs sections distraites des communes de Sévelinges, d'Arcinges et d'Écoche (Loire), et de Cours (Rhône).

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 15 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULB.

Vu et scellé du grand sceau :

*La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABRATUCCI.

N° 4555. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre le Bureau des Douanes de Jeumont (Nord) à l'entrée des grandes Peaux brutes sèches, d'origine européenne.

Du 22 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 5 juillet 1836, d'après laquelle les grandes peaux brutes sèches, d'origine européenne, ne peuvent être importées au droit de cinq francs par cent kilogrammes, que par les bureaux nominativement désignés à cet effet;

Vu l'article 4 de la même loi portant que des décrets pourront

déterminer les bureaux ouverts à l'importation de certaines marchandises,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes de Jeumont (Nord) est ouvert à l'entrée des grandes peaux brutes sèches, d'origine européenne, au droit de cinq francs par cent kilogrammes.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 22 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'agriculture, du commerce et des
travaux publics,*

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Mai 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCL.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 499.

N° 4556. — TABLEAU du prix de l'hectolitre de Froment, pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832, 26 Avril 1833 et 11 Janvier 1851, arrêté le 27 Mai 1857.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	(Pyrénées-Orientales.)					
	Aude.....					
	Hérault.....	Toulouse.....	30 ^f 10 ^s	30 ^f 26 ^s	30 ^f 30 ^s	28 ^f 90 ^s
	Gard.....	Gray.....	26 33	26 33	27 50	
	Bouches-du-Rhône..	Lyon.....	27 37	28 12	28 12	
	Var.....	Marseille.....	30 56	30 63	31 17	
	Corse.....					
Algérie.....						
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	(Gironde.....)					
	Landes.....					
	B ^{asses} -Pyrénées..	Marans.....	Pas de vente	28 04	28 27	28 83
	H ^{auts} -Pyrénées..	Bordeaux.....	27 50	27 67	28 50	
	Ariège.....	Toulouse.....	30 10	30 26	30 30	
	Haute-Garonne..					
	Jura.....					
2 ^e	Doubs.....					
	Ain.....	Gray.....	26 33	26 33	27 50	29 30
	Isère.....	Saint-Laurent..	30 34	30 74	30 14	
	Hautes-Alpes...	Le Grand-Lemps...	30 65	30 88	30 81	
		Basses-Alpes...				

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			Prix moyen régulier de la section
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhouse....	29 ^f 31 ^c	29 ^f 06 ^c	28 ^f 98 ^c	28 ^f 42 ^c
	Bas-Rhin.....	Strasbourg....	27 55	27 90	27 75	
2 ^e	Nord.....	Bergues.....	25 43	25 71	25 33	24 22
	Pas-de-Calais..	Arras.....	23 65	22 75	22 13	
	Somme.....	Roye.....	23 38	23 41	23 24	
	Seine-Inférieure...	Soissons.....	23 93	23 71	23 86	
	Eure.....	Paris.....	22 65	25 97	25 30	
	Calvados.....	Rouen.....	25 37	25 26	24 83	
3 ^e	Loire-Inférieure...	Saumur.....	27 13	27 18	27 21	27 75
	Vendée.....	Nantes.....	28 04	28 03	28 13	
	Charente-Inférieure.	Marans.....	Pas de vente	28 ^f 04	28 27	
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	25 93	26 06	25 33	24 13
	Meuse.....	Verdun.....	24 24	24 28	24 70	
	Ardenne.....	Charleville....	23 08	22 57	21 71	
	Aisne.....	Soissons.....	23 93	23 74	23 86	
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	24 88	26 26	26 45	25 76
	Ille-et-Vilaine..	Paimpol.....	23 64	23 61	23 69	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	24 80	25 30	25 68	
	Finistère.....	Hennebon....	25 21	26 41	26 20	
	Morbihan.....	Nantes.....	28 04	28 03	28 13	

Arrêté par nous, Ministre secrétaire d'état au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

A Paris, le 27 Mai 1857.

Signé E. ROUHER.

N° 4557. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui fixe les Droits de courtage à percevoir par les Courtiers de marchandises, Interprètes et Conducteurs de navires, de Toulon.

— Du 9 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 28 ventôse an IX;

Vu les articles 78, 80 à 90 et 486 du Code de commerce;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX (1);

Vu l'ordonnance du 14 novembre 1835 (2);

Vu les avis du tribunal et de la chambre de commerce de Toulon, et l'avis du préfet du Var;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers de marchandises, interprètes et conducteurs de navires de Toulon seront désormais réglés conformément aux tarifs A et B annexés au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mai 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **E. ROUHER**.

A. Tarif des droits du courtage des marchandises à Toulon.

NATURE DES OPÉRATIONS.	RÉTRIBUTION.
1 ^o Pour les transactions d'une importance de 1,200 ^{fr} et au-dessous;	1 p. 0/0 payable moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur.
2 ^o Pour les transactions d'une importance de plus de 1,200 ^{fr} .	2/3 de 1 p. 0/0 payables, moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur.

Vu, pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 275.
Paris, le 9 Mai 1857.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
Signé **E. ROUHER**.

(1) III^e série, Bull. 79, n° 642.

(2) IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 393, n° 6056.

B.

EXTRAIT du Code de commerce.		Navires.	Faisant le cabotage avec les ports français de la Méditerranée, y compris les ports de la Corse et de l'Algérie.
Les courtiers interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements : ils ont, en outre, seuls le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes-parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire; enfin de constater le cours du fret ou du nolis. Dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à tous étrangers, maîtres de navires marchands, équipages de vaisseaux et autres personnes de mer. (Article 80.)		Bâtiments à voiles. Entrant sur lest..... Sortant sur lest..... Entrant chargés en totalité ou en partie..... Sortant idem..... Bâtiments à vapeur. Entrant sur lest avec ou sans passagers..... Sortant sur lest sans passagers..... Idem avec passagers..... Entrant chargés en totalité ou en partie..... Sortant chargés en totalité ou en partie.....	Par tonneau 0 ^e 05 ^e Par tonneau 0 ^e 18 ^e 0 09 Par tonneau 0 ^e 12 1/2 0 06 1/4 Par tonneau 0 ^e 18 ^e 0 09
TRADUCTION DE PIÈCES DANS LE CAS DE CONTESTATION prévu par l'article 80 du Code de commerce.			
Pour un connaissement ordinaire..... Idem extraordinaire..... Pour le protêt d'une lettre de change..... Pour les actes judiciaires (la 1 ^{re} page)..... Idem (la deuxième page et chacune des suivantes).....			4 ^e 6 6 6 4 Par charte-partie pour tous pays. Sur la valeur 2 p. o/o.

Un navire sorti du port et forcé d'y relâcher sera exempt de tout courtage.

Quand le droit d'affrètement sera payé sur la cargaison entière, l'indemnité pour la conduite les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne peuvent être moindres que les droits payés par interprétation orale, pour la conduite des navires étrangers, quel que soit leur pavillon.

maritime dans le port de Toulon.

Faisant la navigation avec l'étranger, les colonies françaises et les ports français de l'Océan.	Rétribution supplémentaire pour interprétation orale, dans le cas où les navires étrangers ne sont pas assimilés aux bâtiments français par les traités.	EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE du 14 novembre 1835.
de jauge. of 10^e de chargement. of 30^e o 15 de cheval. of 15^e o 12 1/2 de chargement. of 40^e o 20		La conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à remplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Article 2.) Les navires en simple relâche, repartant sans avoir embarqué ou débarqué de marchandises, ne payeront pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Article 5.) Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra les droits de courtage dans chaque port à raison seulement du nombre de tonneaux qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits puissent jamais être moindres que les droits payés par les navires sur lest. (Article 6.) Le plâtre, les pierres meulières, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront pas soumises aux droits de courtage maritime. (Article 7.) Dans aucun cas les droits de courtage ne pourront être perçus contrairement à l'exécution des traités. (Article 8.)
EMENTS. A la cueillette. du fret. 2 p. o/o pour tous pays hors de la Méditerranée. 4 p. o/o pour le Levant et la Barbarie. 5 p. o/o pour l'Espagne, l'Italie et pour tous les ports français de la Méditerranée, y compris ceux de la Corse et de l'Algérie.	1/2 p. 00.	VENTE DES NAVIRES. Sur le prix de la vente. 2 p. o/o payables, moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur, à moins de conventions différentes.

à la sortie ne sera pas due et se confondra avec le courtage. — Les droits de courtage sur tous les mêmes bâtiments sur lest. — Il ne sera pas dû de rétribution supplémentaire, à titre d'indemnité pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le numéro 275.

Paris, le 9 Mai 1857.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

E. ROUHER.

N° 4558. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui établit à Falaise une Chambre consultative des arts et manufactures.*

Du 20 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 22 germinal an xi, l'arrêté consulaire du 10 thermidor de la même année (1), l'ordonnance du 16 juin 1832 (2), l'arrêté du pouvoir exécutif, en date du 19 juin 1848 (3), et le décret impérial du 30 août 1852 (4);

Les délibérations du conseil municipal de Falaise, en date du 3 mars 1855 et du 26 décembre 1856, l'avis du conseil général du Calvados et les propositions du préfet de ce département,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est établi à Falaise une chambre consultative des arts et manufactures.

La circonscription de cette chambre s'étendra à l'arrondissement de Falaise.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au *Moniteur*.

Fait au palais de Fontainebleau, le 20 Mai 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **E. ROUEN**.

(1) 1^{re} série, Bull. 300, n° 3016. (2) 1^{re} série, Bull. 67, n° 660.
(2) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 167, n° 4256. (4) 1^{re} série, Bull. 574, n° 4413.

N° 4559. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui affecte au service des douanes la parcelle de terrain domanial située dans la commune de Saint-Nazaire, département de la Loire-Inférieure, et désignée au plan joint au décret par les lettres A. B. C. D. (*Paris, 25 Mars 1857.*)

N° 4560. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe,

1° A quatre, le nombre des avoués près le tribunal de première instance de Saint-Calais (Sarthe);

2° A vingt-sept, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Rodez (Aveyron);

3° A onze, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Loudéac (Côtes-du-Nord). (*Paris, 18 Avril 1857.*)

N° 4561. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que les limites de la mer, à l'embouchure de la rivière d'Authie, sont fixées au pont à cailloux situé sur le chemin de Montreuil (Pas-de-Calais);

2° Que les droits des tiers sont expressément réservés. (*Paris, 9 Mai 1857.*)

N° 4562. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant:

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique, la construction d'une caserne de douane, sur la parcelle de terrain désignée, sous le numéro 2,089, à l'extrait ci-annexé du plan cadastral de la commune de Saint-Nazaire, département de la Loire-Inférieure.

2. L'administration des douanes et des contributions indirectes est autorisée à acquérir cette parcelle de terrain pour la construction de ladite caserna, conformément à la loi du 3 mai 1841. (*Fontainebleau, 22 Mai 1857.*)

(874)



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Juin 1857.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne, pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 500.

N° 4563. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1857, pour les dépenses des Chambres et Bourses de commerce de l'Algérie.*

Du 6 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu l'ordonnance du 31 janvier 1847 et l'article 2 du décret du 20 janvier 1851 (1), sur la comptabilité des recettes et des dépenses des chambres de commerce de l'Algérie;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de vingt-sept mille sept cent cinquante francs, destinée à l'acquittement des dépenses des chambres et bourse de commerce de l'Algérie pendant l'année 1857, et répartie conformément au tableau ci-annexé, plus cinq centimes par franc, pour couvrir les non-valeurs, et trois centimes par franc pour les frais de perception, seront payés, en Algérie, par les patentés désignés dans l'article 35 de l'ordonnance du 31 janvier 1847.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, au moyen de mandats délivrés par les préfets des départements algériens, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de leur gestion au ministre de la guerre par l'intermédiaire de l'administration supérieure de l'Algérie.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre

(1) 1^{re} série, Bull. 349, n° 2719.

est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Moniteur universel.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
de la guerre,*

Signé VAILLANT.

NOMS		CHAMBRES et BOURSE	SOMMES	DÉSIGNATION
des villes.	des provinces.	de commerce.	à imputer.	des patentes imposables.
Alger.....	Alger.....	Chambre.....	8,400	Patentes pour toute la province.
Oren.....	Oren.....	Bourse.....	1,000	Patentes de la ville d'Alger.
Constantine...	Constantine...	Chambre.....	3,800	Patentes de toute la province.
Philippeville...	Constantine...	Chambre.....	7,350	Patentes de la circonscription de ladite chambre
Bône.....	Constantine...	Chambre.....	3,500	Idem.
		Chambre.....	4,500	Idem.
TOTAL.....			14,750	

N° 4564. — DÉCRET IMPÉRIAL portant réorganisation du Comité consultatif des Arts et Manufactures, institué près le Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

Du 20 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le comité consultatif des arts et manufactures institué près le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'étude et de l'examen de toutes les questions intéressant le commerce ou l'industrie qui lui sont renvoyées par le ministre en vertu des lois et règlements, ou sur lesquelles le ministre juge utile de le consulter, et notamment en ce qui concerne :

Les établissements insalubres ou incommodes ;
Les poids et mesures ;
Les brevets d'invention ;

L'application ou la modification, au point de vue technique, des tarifs et des lois de douanes.

Il peut être chargé de procéder aux enquêtes ou informations qui sont jugées nécessaires par le ministre pour l'étude des questions ci-dessus énoncées.

2. Le comité consultatif des arts et manufactures est composé de huit membres, pris notamment dans l'académie des sciences, dans les corps impériaux des ponts et chaussées ou des mines, et dans le commerce ou l'industrie.

Un secrétaire ayant voix délibérative est attaché au comité.

Un ou deux auditeurs au Conseil d'état peuvent être attachés au secrétariat du comité.

3. Les membres du comité sont nommés par notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

En cas de vacance, la nomination est faite sur une liste de trois candidats présentés par le comité.

Le président et le secrétaire sont nommés directement par le ministre.

4. Le comité se réunit une fois au moins par semaine.

L'ordre et le mode de ses délibérations sont réglés par des arrêtés du ministre.

Les membres présents ont droit, pour chaque séance, à des jetons dont la valeur est fixée par arrêtés du ministre.

5. Les membres titulaires, après dix années d'exercice, peuvent être nommés membres honoraires.

Les membres honoraires assistent aux délibérations du comité lorsqu'ils y sont appelés par des décisions spéciales du ministre.

6. Le directeur général de l'administration des douanes et des contributions indirectes, ou, à son défaut, un des membres du conseil de cette administration désigné par notre ministre des finances, est autorisé à assister, avec voix délibérative, aux séances du comité.

Assistent également, avec voix délibérative, aux séances du comité le secrétaire général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les directeurs du commerce intérieur et du commerce extérieur.

Toutefois, les fonctionnaires désignés aux deux paragraphes

ci-dessus ne votent pas pour la formation des listes de candidats à dresser en vertu du paragraphe 2 de l'article 3.

7. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 20 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUGER.

N° 4565. — DÉCRET IMPÉRIAL sur l'organisation de la Justice musulmane au Sénégal.

Du 20 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies;

Vu l'ordonnance du 4 décembre 1847 (1), ensemble le décret du 9 août 1854 (2), concernant l'organisation judiciaire du Sénégal;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'avis du comité consultatif des colonies en date du 30 mars 1857.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est créé à Saint-Louis un tribunal musulman composé d'un cadî, d'un assesseur qui le suppléera en cas d'empêchement, et d'un greffier.

2. Le tribunal musulman connaît exclusivement des affaires entre indigènes musulmans, et relatives aux questions qui intéressent l'état civil, le mariage, les successions, donations et testaments. Les causes sont instruites et jugées d'après le droit et suivant les formes de procéder en usage chez les musulmans.

(1) 1^{re} série, Bull. 1450, n° 14, 168. (2) 1^{re} série, Bull. 211, n° 1908.

Il connaît de l'exécution de ses jugements.

3. L'appel est ouvert aux parties contre les jugements du tribunal musulman. Il y est statué, d'après la loi musulmane, par un conseil composé du gouverneur, président, d'un conseiller de la cour impériale, du directeur des affaires indigènes et du chef de la religion musulmane ou tamsir.

4. Les parties peuvent, d'un commun accord, porter leur contestation devant les tribunaux français, qui statuent selon les règles de compétence et les formes de la loi française.

Le consentement des parties résulte de la comparution volontaire devant le tribunal français.

5. En cas de désaccord sur la juridiction qui doit être saisie d'une contestation entre indigènes musulmans, à la requête de la partie la plus diligente, le maire de Saint-Louis, chargé des conciliations, aux termes de l'article 29 du décret du 9 août 1854, décidera à laquelle des juridictions l'affaire devra être renvoyée.

6. Lorsque le tribunal français aura à statuer en première instance sur l'une des contestations prévues par l'article 2, et qui existeront entre indigènes musulmans, un assesseur musulman, désigné par le gouverneur, sera appelé à siéger au tribunal avec voix délibérative; en cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

L'appel des jugements du tribunal français sera porté devant le conseil institué par l'article 3 du présent décret.

7. Les tribunaux ordinaires connaissent seuls des crimes, délits et contraventions prévus et punis par la législation locale en vigueur.

8. La justice musulmane est rendue gratuitement et sans autres frais que ceux qui sont prévus et alloués par la loi musulmane.

9. Il sera tenu par le cadi deux registres d'audience sur lesquels seront inscrites les minutes des jugements rendus. L'un restera entre ses mains et l'autre sera déposé au greffe du tribunal de première instance.

Ces minutes seront signées, dans les quarante-huit heures, par le juge et par le greffier, et expédition en sera délivrée, sans frais, à toute partie requérante.

10. Le cadi, son suppléant et le greffier recevront des traitements annuels.

Le traitement pour chacun d'eux est fixé ainsi qu'il suit :

Pour le cadi.	3,000 ^f
Pour son suppléant.	1,500
Pour le greffier.	1,500

Il sera pourvu à ces dépenses sur les fonds du service intérieur de la colonie.

11. Des arrêtés du gouverneur pourvoiront à la nomination du cadi, du suppléant et du greffier, ainsi que de l'assesseur musulman, dans le cas prévu par l'article 6 du présent décret. Ils statueront sur l'indemnité à allouer à ce dernier, et à toutes dispositions réglementaires qui se rattachent au service et à l'organisation de la justice musulmane au Sénégal.

12. Sont et demeurent abrogés les articles 16 de l'ordonnance du 4 décembre 1847 et 35 du décret du 9 août 1854, relatifs à la création d'un comité consultatif de droit musulman au Sénégal.

13. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies et notre garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 20 Mai 1857.

Signé, NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*L'Amiral Ministre secrétaire d'état
de la marine et des colonies,*

Signé HAMELIN.

N° 4566. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre le Bureau des Douanes de Culoz (Ain), 1° à l'importation de certaines Marchandises, 2° au transit des Marchandises prohibées et non prohibées.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les lois des 28 avril 1816 et 27 mars 1817, sur les douanes ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1826, relatifs à l'importation des laines en masse ;

Vu la loi du 9 février 1832, sur le transit ;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes de Culoz (Ain) est ouvert,

1° A l'importation des laines et des marchandises payant plus de vingt francs par cent kilogrammes, ou nominativement désignées par l'article 8 de la loi du 27 mars 1817;

2° Au transit des marchandises prohibées et non prohibées.

2. Nos ministres secrétaires d'état au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 4567. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

ART. 1^{er}. Sont affectées au service des ponts et chaussées les anciennes tours d'observation ci-après dénommées, et qui sont situées sur le littoral de l'île de Corse, savoir :

CHEFFERIE D'AJACCIO.

Golfe de Porto.

Tours de Porto et de Cavi-Rossi.

Golfe de Sagone.

Tours d'Orchioni, d'Ornigina, de Carghèse, de Capigliolo, de Palmenaggio, de Provençale, de Capo-di-Fieno.

Golfe d'Ajaccio.

Tours de l'Isoletta, Della Castagna, de Capo-di-Muro.

Golfe de Vulines.

Tours de Capo-Negro, de Campanella, de Porto-Pollo.

CHEFFERIE DE CALVI.

Tours de Lozari, de Calla-Rossa, de Saleccia, d'Ispano, de Truccia, de Maracci, de Galeria, du golfe de l'Elba, de l'île de Gargalo.

CHEFFERIE DE BASTIA.

Territoire de Saint-Florent.

Tours de la Mortella, de Negro, de Nouza, d'Albo, de Carcatojo.

Territoire de Bastia.

Tours de Pino, de Centuri, de Tollari, de la Giraglia, de l'Agnello, de Santa-Maria, de Meria, de Luri, de Porticciolo, de Loste, de Pietra-Corbara, de Sisco, de Capo-Sagro, d'Erbalunga, de Lavasina, de Miomo, de Grigione, de Punta-d'Arco.

Territoire de Cervione.

Tours de San-Pellegrino, de Padulella, de Prunette.

Territoire de Prunelli et d'Aleria.

Tours de Bravone, de Diana, de Tavignano, de Vignale, de Ciposo.

CHEFFERIE DE BONIFACCIO.

Territoire de Porto-Vecchio.

Tours de Beneditto, de San-Cipriano, de Pinarello, de la Fantea.

Territoire de Bonifaccio.

Tours d'Olmetta, de Figari, de Capicciolo, de Sponsaglia.

Territoire de Sartène.

Tours de Campo-Moro, de Senetoso, de Tizzano, de Roccapina.

ART. 2. L'autorité militaire pourra faire occuper ces tours en temps de guerre comme vigies ou comme postes de surveillance, si les circonstances rendent cette occupation nécessaire, et les ingénieurs des ponts et chaussées ne pourront y apporter aucun changement sans l'adhésion préalable du directeur des fortifications, et, en cas de désaccord, sans avoir obtenu l'autorisation du ministre de la guerre. (Paris, 4 Avril 1857.)



Certifié conforme :

Paris, le 6^e Juin 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 501.

N° 4568. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant dissolution du Corps législatif.*

Du 29 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 46 de la Constitution;

Considérant que le Corps législatif est arrivé à la dernière année
de son mandat,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le Corps législatif est dissous.

2. Notre ministre d'état est chargé de l'exécution du présent
décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 29 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 4569. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le nombre des Députés au Corps
législatif à élire par les Départements.*

Du 29 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur;

Vu le décret organique du 2 février 1852 (1);

(1) 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636.

Vu le sénatus-consulte en date du 27 mai 1857.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le nombre des députés au Corps législatif à élire par les départements, pendant la période quinquennale de 1857 à 1862, est fixé à deux cent soixante-sept, conformément au tableau de répartition annexé au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 29 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

Tableau du nombre des députés à élire par chaque département.

DEPARTEMENTS.		DEPARTEMENTS.	
Ain.....	3	Lot.....	2
Aisne.....	4	Lot-et-Garonne.....	3
Allier.....	3	Lozère.....	1
Alpes (Basses).....	1	Maine-et-Loire.....	4
Alpes (Hautes).....	1	Manche.....	4
Ardèche.....	3	Marne.....	3
Ardennes.....	2	Marne (Haute).....	2
Ariège.....	2	Mayenne.....	3
Aube.....	2	Meurthe.....	3
Aude.....	2	Mense.....	3
Aveyron.....	3	Morbihan.....	3
Bouches-du-Rhône.....	3	Moselle.....	3
Calvados.....	4	Nièvre.....	2
Cantal.....	2	Nord.....	8
Charente.....	3	Oise.....	3
Charente-Inférieure.....	4	Orne.....	3
Cher.....	2	Pas-de-Calais.....	5
Corrèze.....	2	Puy-de-Dôme.....	5
Corse.....	2	Pyénées (Basses).....	3
Côte-d'Or.....	3	Pyénées (Hautes).....	2
Côtes-du-Nord.....	4	Pyénées-Orientales.....	1
Creuse.....	2	Rhin (Bas).....	4
Dordogne.....	4	Rhin (Haut).....	3
Doubs.....	2	Rhône.....	4
Drôme.....	3	Saône (Haute).....	3
Eure.....	3	Saône-et-Loire.....	4
Eure-et-Loir.....	2	Sarthe.....	4
Finistère.....	4	Seine.....	10
Gard.....	3	Seine-Inférieure.....	6
Garonne (Haute).....	4	Seine-et-Marne.....	3
Gers.....	3	Seine-et-Oise.....	4
Gironde.....	5	Sèvres (Deux).....	3
Haut-Rhin.....	2	Somme.....	5
Ille-et-Vilaine.....	4	Tarn.....	3
Indre.....	2	Tarn-et-Garonne.....	2
Indre-et-Loire.....	3	Var.....	3
Isère.....	4	Vaucluse.....	2
Jura.....	2	Vendée.....	3
Landes.....	2	Vienne.....	2
Loir-et-Cher.....	2	Vienne (Haute).....	2
Loire.....	4	Vosges.....	3
Loire (Haute).....	2	Yonne.....	3
Loire-Inférieure.....	4		
Loiret.....	3		
		TOTAL.....	267

Vu pour être annexé au décret du 29 mai 1857.

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 4570. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le nombre et la composition des Circonscriptions électorales.*

Du 29 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'article 2 du décret organique du 2 février 1852 (1);

Vu le sénatus-consulte en date du 27 mai présent mois;

Vu notre décret de ce jour établissant le nombre des députés à élire par chaque département,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le nombre et la composition des circonscriptions électorales des départements sont fixés conformément au tableau ci-annexé.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Mai 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé **BILLAUT**.

(1) 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636.

Tableau indiquant le nombre et la composition des circonscriptions électorales des départements.

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
AIN.			AISNE. (Suite.)		
1 ^{re} .	Bourg	Bagé-le-Chatel.	1 ^{re} . (Suite.)	Laon (Suite.)	Craonne.
		Bourg.			Crécy-sur-Serre.
		Ceyzériat.			La Fère.
		Coligny.			Laon.
		Montrevel.			Neufchâtel.
	Gex	Pont-d'Ain.	2 ^e .	St-Quentin..	Sissonne.
		Pont-de-Vaux.			Tout l'arrondissement.
		St-Trivier-de-Courtes			<i>Idem.</i>
		Treffort.			
		Tout l'arrondissement.			
2 ^e .	Belley	Belley.	3 ^e .	Laon	Marle.
		Champagne.			Rozoy.
		Hauteville.			Tout l'arrondissement.
		Lhuis.			<i>Idem.</i>
		Saint-Rambert.			
	Nantua	Seyssel.	4 ^e .	Château- Thierry.	
		Virieu-le-Grand.			
		Brenod.			
		Châtillon-de-Michail- le.			
		Izernore.			
3 ^e .	Trévoux	Nantua.	1 ^{re} .	Moulins	Tout l'arrondissement.
		Oyonnax.			Chantelle.
		Tout l'arrondissement.			Ébreuil.
		Ambérieu.			
		Lagnieu.			
	Belley	Poncin.	2 ^e .	Gannat	Escurolles.
		Pont-de-Veyle.			Gannat.
					Saint-Pourçain.
					Tout l'arrondissement.
					<i>Idem.</i>
AISNE.			ALLIER.		
1 ^{re} .	Laon	Anizy-le-Château.	ALPES (BASSES-).		
		Chauny.	Circonscription unique.		
		Coucy-le-Château.	ALPES (HAUTES-).		
			Circonscription unique.		

NOM DES des circonscriptions electorales.	COMPOSITION des circonscriptions electorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.
	ARDÈCHE.	
1 ^{re} .	Privas	Antraigues. Aubenas. Bourg-Saint-Andéol. Chomérac. Lavoulte. Privas. Rochemaure. Villeneuve-de-Berg. Viviers.
	Tournon . . .	Le Cheylard.
2 ^e .	Largentière.	Tout l'arrondissement. Annonay. Lamastre. Saint-Agrève. Saint-Félicien. Saint-Martin-de-Va- larnas. Saint-Péray. Satillieu. Serrières. Tournon. Vernoux.
3 ^e .	Tournon . . .	
	Privas	Saint-Pierre-ville.
	ARDENNES.	
1 ^{re} .	Mézières . . .	Tout l'arrondissement.
	Rocroy	Idem.
	Sedan	Carignan. Sedan (Nord). Sedan (Sud).
	Sedan	Mouzon. Raucourt.
2 ^e .	Rethel	Tout l'arrondissement.
	Vouziers . . .	Idem.
	ARIÈGE.	
		Ax. Foix. Lavelanet. Les Cabannes. Quérigut. Tarascon.
1 ^{re} .	Foix	
	Pamiers	Mirepoix. Pamiers. Saverdun. Varilhès.
	Saint-Girons.	Tout l'arrondissement.
2 ^e .	Pamiers	Le Fossat. Le Mas-d'Azil.
	Foix	La Bastide-de-Sérou. Vic-Dessos.
	AUBE.	
	Bar-sur-Seine	Bar-sur-Seine. Chaource.
1 ^{re} .	Troyes	Aix-en-Othe. Bouilly. Ervy. Estissac. Troyes (les 3 cantons).
	Nogent-sur-Seine.	Marcilly-le-Hayer. Romilly-sur-Seine. Nogent-sur-Seine.
	Arcis-sur-Aube.	Tout l'arrondissement.
	Bar-sur-Aube	Idem.
2 ^e .	Bar-sur-Seine	Essoyes. Les Riceys. Mussy-sur-Seine.
	Nogent-sur-Seine.	Villenauxe.

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.

AUBE. (Suite.)

2°. } Troyes. { Lusigny.
(Suite.) } Piney.

AUDE.

1^{re}. { Carcassonne. Tout l'arrondissement.
Castelnaudary. Idem.
2°. { Limoux. Idem.
Narbonne. Idem.

AVEYRON.

1^{re}. { Rodez. { Bozouls.
Cassagnes-Bégonghès.
La Salvetat.
Marcillac.
Nancelle.
Réquista.
Rodez.
Salars.
Espalion. Tout l'arrondissement.
2°. { Milbau. Idem.
S^t-Affrique. Idem.
Villefranche. Idem.
3°. { Rodez. { Conques.
Rignac.
Sauveterre.

BOUCHES-DU-RHÔNE.

1^{re}. { Marseille. ... { La Ciotat.
Marseille (1^{re}, 2^e, 3^e,
5^e et 6^e canton).
2°. { Marseille. { Marseille (4^e canton).
Aubagne.
Roquevaire.

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.

BOUCHES-DU-RHÔNE. (Suite.)

2°. { Aix. { Aix (les 2 cantons).
Berre.
Gardanne.
Lambesc.
Peyrolles.
Trets.
3°. { Arles. Tout l'arrondissement.
Aix. { Istres.
Martigues.
Salon.

CALVADOS.

Caen. { Bourguébus.
Caen (les 2 cantons).
Douvres.
Évrecy.
Troarn.
1^{re}. { Falaise. Bretteville-sur-Laize.
Lisieux. Mézidon.
Bayeux. Tout l'arrondissement.
2°. { Caen. { Creully.
Tilly-sur-Seulles.
Villers-Bocage.
Lisieux (les 2 sec-
tions).
Lisieux. Livarot.
Orbec.
3°. { S^t-Pierre-sur-Dives.
Pont-l'Évêque Tout l'arrondissement.
Falaise. { Coulbœuf.
Falaise (les 2 divi-
sions).
Harcourt.
4°. { Vire. Tout l'arrondissement.

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.
CANTAL.		
1 ^{re} .	Aurillac. . .	Tout l'arrondisse ^m ent.
	Mauriac. . .	Mauriac. Pléaux. Salers.
	Murat	Tout l'arrondisse ^m ent.
2 ^e .	Saint-Flour.	Idem.
	Mauriac. . .	Champs. Riom. Saignes.
CHARENTE.		
1 ^{re} .	Angoulême..	Tout l'arrondisse ^m ent.
2 ^e .	Barbezieux .	Idem.
	Cognac . . .	Idem.
3 ^e .	Confolens . .	Idem.
	Ruffec. . . .	Idem.
CHARENTE-INFÉRIEURE.		
1 ^{re} .	La Rochelle.	Tout l'arrondisse ^m ent.
	Rochefort. .	Aigrefeuille. Surgères.
	Rochefort . .	Rochefort (les 2 can- tons.) Tonnay Charente,
2 ^e .	Marennes... Saintes.....	Tout l'arrondisse ^m ent. Saujon.
	Saintes	Cozes. Gémozac. Pons.
3 ^e .	Saintes	Saintes (les 2 can- tons).
	Jonzac. . . .	Tout l'arrondisse ^m ent.

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.
CHARENTE-INFÉRIEURE. (Suite.)		
4 ^e .	Saint - Jean - d'Angely.	Tout l'arrondisse ^m ent.
	Saintes	Burie. Saint-Porchaire.
CHER.		
1 ^{re} .	Bourges. . .	Bourges. Charost. Graçay. Levet. Lury. Melun. St. Martin-d'Anguy. Vierzon.
	Saint-Amand	Châteaumeillant. Châteauneuf. Le Châtelet. Lignières. Saulzais.
	Sancerre . . .	Aubigny.
	Bourges. . .	Baugy. Les Aix.
	Saint-Amand	Charenton. Dun-le-Roi. La Guerche. Nérondes. Saint-Amand. Sancoins.
	Sancerre . . .	Argent. Henrichemont. La Chapelle-d'Angu- lon. Léré. Sancergues. Sancerre. Vailly.

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.									
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.								
CORRÈZE.													
1 ^{re} .	Tulle.	Argental.	1 ^{re} .	Dijon.	Tout l'arrondissement.								
		Corrèze.			Saint-Brieuc	Idem.							
		Égletons.				Guingamp. . .	Idem.						
		Lapleau.					Lannion. . . .	Idem.					
		La Roche-Canillac.						Guingamp. . .	Idem.				
		Mercœur.							Londéac. . . .	Idem.			
		Servièrès.								Saint-Brieuc.	Idem.		
		Treiguac.									Guingamp. . .	Idem.	
		Tulle (les 2 can- tons).										Lannion. . . .	Idem.
		Ussel.											Guingamp. . .	Idem.
Brives.	Londéac. . . .	Idem.											
Tulle.		Saint-Brieuc.	Idem.										
Uzerche.			Guingamp. . .	Idem.									
Seilhac.				Lannion. . . .	Idem.								
CORSE.													
1 ^{re} .					Ajaccio . . .	Tout l'arrondissement.	1 ^{re} .	Dinan	Tout l'arrondissement.				
						Calvi.			Saint-Brieuc.	Lamballe.			
						Sartène. . . .				Guingamp. . .	Moncontour.		
						Corte.					Lannion. . . .	Pléneuf.	
						Bastia						Guingamp. . .	Tout l'arrondissement.
	Calacuccia.					Londéac. . . .							Bégard.
	Castifao.	Saint-Brieuc.											Belle-Isle-en-Terre.
	Corte.		Guingamp. . .										Callac.
	Moita.			Londéac. . . .									Tout l'arrondissement.
	Morosaglia.												Saint-Brieuc.	Plœuc.
Omessa.	Guingamp. . .				Quintin.								
Piedicorte.					Lannion. . . .		Maël-Carhaix.						
Piedicroce.							Londéac. . . .	Rostrenen.					
Pietra.								Saint-Brieuc.	St-Nicolas-du-Pélem.				
San Lorenzo.									Guingamp. . .	Idem.			
Sermano.						Londéac. . . .				Idem.			
Serraggio.		Saint-Brieuc.								Idem.			
Valle.			Guingamp. . .							Idem.			
CRÈUSE.													
1 ^{re} .				Guéret.						Tout l'arrondissement.	1 ^{re} .	Guéret.	Tout l'arrondissement.
	Boussac. . . .									Idem.			

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
CREUSE. (Suite.)			DORDOGNE. (Suite.)		
2°.	{ Aubusson. . . Bourganeuf. }	{ Tout l'arrondisse- ment. Idem. }	4°.	{ Bergerac . . . (Suite.) }	{ Lalinde. Monpazier. Saint-Alvère. }
DORDOGNE.			DOUBS.		
1 ^{re} .	{ Périgueux . . Sarlat. }	{ Tout l'arrondisse- ment. Montignac. Terrasson. }	1 ^{re} .	{ Besançon . . . Pontarlier . . }	{ Tout l'arrondisse- ment. Lever. Montbenoit. Moutbe. Pontarlier. }
		{ Bergerac. Eymet. Issigeac. Laforce. Bergerac . . . Sigoulès. Vélines. Villamblard. Villefranche-de-Long- chapt. }	2°.	{ Beaune . . . Montbéliard. Pontarlier . . }	{ Tout l'arrondisse- ment. Idem. Morteau. }
2°.		{ Monpont. Montagrier. Mussidan. Neuvic. }	DRÔME.		
	{ Ribérac . . . }	{ Ribérac. Saint-Aulaye. Verteillac. }	1 ^{re} .	{ Valence . . . Montélimar. }	{ Chabeuil. Loriol. Valence. Grignan. Marsanne. Montélimar. Pierrelatte, Saint-Paul-Trois-Châ- teaux. }
3°.	{ Nontron . . . Ribérac . . . }	{ Tout l'arrondisse- ment. Ribérac. Saint-Aulaye. Verteillac. }		{ Valence . . . }	{ Bourg-de-Péage. Le Grand-Serre. Romans. Saint-Donat. S ^t -Jean-en-Royans. Saint-Vallier. Tain. }
		{ Belvès. Bugue. Carlux. Domme. Sarlat Saint-Cyprien. Salignac. Sarlat. }	2°.	{ Dio }	{ La Chapelle-en-Ver- cors. }
4°.		{ Villefranche - de - Belvès. }	3°.	{ Die }	{ Bourdeaux. Châtillon. Crest (nord). Crest (sud). }
	{ Bergerac . . . }	{ Beaumont. Cadouin. }			

NOMBRES des circonscriptions électorales.		COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.		COMPOSITION des circonscriptions électorales.					
		Arrondisse- ments.	Cantons.			Arrondisse- ments.	Cantons.				
DRÔME. (Suite.)											
3. (Suite)	Die..... (Suite.)	Die.	La Motte-Chalançon.	2°.	Brest.....	Brest (les 3 cantons).	Lannilis.				
		Luc.	Saillans.			Lesneven.	Ouessant.				
	Nyons.....	Tout l'arrondissement.				3°.	Morlaix.....	Plabennec.	Ploudalmézeau.		
		Montélimar.	Dieulefit.					Saint-Renan.			
EURE.											
1 ^{re} .	Évreux.....	Tout l'arrondissement.		4°.	Brest.....	Idem.	Daoulas.				
2°.	Les Andelys.	Idem.				Brest.....	Landerneau.				
	Louviers...	Idem.					Ploudiry.				
3°.	Bernay.....	Idem.				GARD.					
	Pont - Aude- mer.	Idem.				1°.	Nîmes.....	Aignesmortes.	Beaucaire.		
								2°.	Nîmes.....	Marguerittes.	Nîmes (les 3 cantons).
				Uzès.....	Saint-Giles.						
					Alais.....					Saint-Mamert.	
										Alais.....	Sommières.
											Alais.....	Vauvert.
						Alais.....	Tout l'arrondissement.				
							Alais.....	Aramon.			
				Alais.....				Barjac.			
					Alais.....			Saint-Ambroix.			
								Alais.....	Génolliac.		
									Alais.....	Alais.	
						Alais.....				Anduze.	
							Alais.....			Lodignan.	
				Alais.....						Vézénobres.	
					Alais.....					Saint-Jean-du-Gard.	
								Alais.....		Saint Martin-de-Val- galgues.	
									Alais.....	Tout l'arrondissement.	
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		
						Alais.....					
							Alais.....				
				Alais.....							
					Alais.....						
								Alais.....			
									Alais.....		

NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
GARONNE (HAUTE).			GERS.		
1 ^{re} . (Suite.)	Toulouse... (Suite.)	{ Verfeil. Villemur.	1 ^{re} .	Auch.....	{ Auch (les 2 cantons). Gimont. Jegun. Saramon.
	Villefranche.	{ Caraman. Lanta. Villefranche. Revel.		Lombez... Lectoure...	{ Tout l'arrondissement. Mauvezin.
2 ^e .	Toulouse...	{ Toulouse (les 3 can- tons nord, sud et ouest). Cadours. Castanet. Grenade. Léguévin.	2 ^e .	Condom...	{ Caraubon. Condom. Eauze. Montréal. Valence.
	Muret.....	{ Muret. Saint-Lys.		Lectoure...	{ Fleurance. Lectoure. Miradoux. Saint-Clar.
3 ^e .	Muret.....	{ Auterive. Carbonne. Cazères. Cintégabelle. Fousseret. Montesquieu-Volvestre. Ricumes. Rieux.	3 ^e .	Mirande... Auch.....	{ Tout l'arrondissement. Vic-Fezensac.
	Villefranche.	{ Mongiscard. Nailloux.		Condom...	{ Nogaro.
4 ^e .	S ^t -Gaudens..	{ Saint-Martory. Salies.	GIRONDE.		
	S ^t -Gaudens..	{ Aspet. Aurignac. Bagnères-de-Luchon. Boulogne. L'Isle-en-Dodon. Montrejeau. Saint-Béat. Saint-Bertrand. Saint-Gaudens.	1 ^{re} .	Bordeaux...	{ Bordeaux (les 6 can- tons). Blanquefort. Pessac.
4 ^e .	S ^t -Gaudens..	{ Mongiscard. Nailloux.		Bordeaux...	{ Audenge. Belin. Cadillac. Carbon-Blanc. Créon. Labrède. La Teste. Podensac.
	S ^t -Gaudens..	{ Saint-Martory. Salies.	3 ^e .	Bazas.....	{ Tout l'arrondissement.
	S ^t -Gaudens..	{ Aspet. Aurignac. Bagnères-de-Luchon. Boulogne. L'Isle-en-Dodon. Montrejeau. Saint-Béat. Saint-Bertrand. Saint-Gaudens.		La Réole...	{ Idem.
4 ^e .	S ^t -Gaudens..	{ Saint-Martory. Salies.	4 ^e .	Blaye.....	{ Tout l'arrondissement.
	S ^t -Gaudens..	{ Aspet. Aurignac. Bagnères-de-Luchon. Boulogne. L'Isle-en-Dodon. Montrejeau. Saint-Béat. Saint-Bertrand. Saint-Gaudens.		Lesparre...	{ Idem.

NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
GIRONDE. (Suite.)			ILLE-ET-VILAINE.		
4°. (Suite.)	Bordeaux. . .	Castelnau. Saint-André.	1 ^{re} .	Rennes . . .	Tout l'arrondissement.
5°.	Libourne. . .	Tout l'arrondissement.		Vitré.	Châteaubourg.
HÉRAULT.			2°.	Saint-Malo. . .	Tout l'arrondissement.
		Aniane. Castries. Cette. Claret. Frontignan. Lunel. Matelles. Mauguio. Mèze. Montpellier (les 3 cantons).		Montfort . . .	Bécherel.
1 ^{re} .	Montpellier.			Fougères. . .	Tout l'arrondissement.
		Agde. Béziers (les 2 cantons). Capestang. Florensac. Montagnac. Murviel. Pezénas. Roujan. Servian.	3°.		Argentré. La Guerche. Rétiers. Vitré (les 2 cantons).
2°.	Béziers.			Redon.	Tout l'arrondissement.
	Saint-Pons. . .	Saint-Chinian.	4°.		Montauban. Montfort. Plélan. Saint-Méen.
	Lodève	Tout l'arrondissement.		Montfort . . .	
3°.	Saint-Pons. . .	Olargues. Olonzac. La Salvetat. Saint-Pons.	INDRE.		
	Béziers.	Bédarieux. Saint-Gervais.		Châteauroux.	Tout l'arrondissement.
	Montpellier.	Ganges. Saint-Martin.	1 ^{re} .		Le Blanc. Mézières. Saint Gautier. Tournon.
				Le Blanc. . . .	
				Issoudun. . . .	Tout l'arrondissement.
			2°.	La Châtre. . .	Idem.
				Le Blanc. . . .	Bélabre. Saint-Benoît.
INDRE-ET-LOIRE.					
					Tours (nord). Tours (centre). Château-Lavallière. Château-Renault. Neuillé-Pont-Pierre. Neuvy-le-Roi. Vouvray.
			1 ^{re} .	Tours.	
			2°.	Chinon.	Tout l'arrondissement.

NOMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.
INDRE-ET-LOIRE. (Suite.)		
1 ^{re} .	Tours.....	Montbazou.
	Loches.....	Tout l'arrondissement.
2 ^{re} .	Tours.....	Amboise. Bléré. Tours (sud).
ISÈRE.		
1 ^{re} .	Grenoble...	Allevard. Bourg-d'Oisans. Corps. Domène. Goncelin. Grenoble (les 3 can- tons). Mens. Monestier-de-Cler- mont. La Mure. Le Touvet. Valbonnais. Vif. Vizille.
	S ^t -Marcellin.	Tout l'arrondissement.
2 ^{re} .	Grenoble...	Clelles. Villars-de-Lans. Sassenage. Voiron.
	Vienne.....	Beaurepaire.
3 ^{re} .	La Tour-du- Pin.	Tout l'arrondissement.
	Grenoble...	S ^t -Laurent-du-Pont. La Côte-Saint-André. Heyzieu. Meyrieu. Roussillon. S ^t -Jean-de-Bournay.

NOMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.
ISÈRE. (Suite.)		
4 ^{re} . (Suite)	Vienne..... (Suite.)	S ^t -Symphorien-d'O- zon. La Verpillière. Vienne (les 2 cantons).
JURA.		
1 ^{re} .	Lons-le-Sau- nier.	Tout l'arrondissement.
	Saint-Claude.	Idem.
2 ^{re} .	Dole.....	Tout l'arrondissement.
	Poligny....	Idem.
LANDES.		
1 ^{re} .	Mont-de-Mar- san.	Tout l'arrondissement.
	Saint-Sever..	Aire. Geaune. Hugetmau. Saint-Sever.
2 ^{re} .	Dax.....	Tout l'arrondissement.
	Saint-Sever..	Amou Mugron. Tartas (les 2 can- tons).
LOIRE-ET-CHER.		
1 ^{re} .	Romorantin.	Tout l'arrondissement.
	Blois.....	Blois (les 2 cantons). Bracieux, Mer. Montrichard. Saint-Aignan.
2 ^{re} .	Vendôme...	Tout l'arrondissement.
	Blois.....	Contres. Herbault. Marchenoir. Ouzouer-le-Marché.

COMPOSITION des circonscriptions électorales.		COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
Arrondisse- ments.	Cantons.	Arrondisse- ments.	Cantons.
LOIRE.		LOIRE-INFÉRIEURE. (Suite.)	
1 ^{re} . S ^t -Étienne..	Pelussin. Rive-de-Gier. Saint-Chamond. Saint-Héand. S ^t -Étienne (ouest). Bourg-Argental. Le Chambon.	1 ^{re} . Nantes.....	Aigrefeuille. Bouaye. Clisson.
2 ^e . S ^t -Étienne..	Saint-Étienne (est). S ^t -Genest-Malifaux.	2 ^e . Nantes.....	Carquefou. Le Loroux. Nantes (les 6 can- tons). Vallet.
3 ^e . Montbrison.	Tout l'arrondissem ^t .		Blain. Guéméné. Herbignac. Pont-Château.
4 ^e . Roanne....	Tout l'arrondissem ^t .	Savenay....	S ^t -Étienne-de-Mont- luc. Saint-Gildas-des-Bois. S ^t Nicolas-de-Redon. Savenay.
LOIRE (HAUTE)..		3 ^e .	Château- briant. Châteaubriant, Derval. Rougé.
1 ^{re} . Le Puy.....	Le Puy (les 2 can- tons). Fay-le-Froid. Le Monastier. Pradelles. S ^t -Julien Chapeuil. Solognac-sur-Loire.	Paimbœuf..	Tout l'arrondissem ^t .
Yssingaux..	Tout l'arrondissem ^t .	Savenay....	Guérande. Le Croisic. Saint-Nazaire.
Brioude....	Tout l'arrondissem ^t .	4 ^e .	La Chapelle-sur-Er- dre. Légé. Macheoul. Saint-Philbert. Vertou.
2 ^e . Le Puy.....	Allègre. Cayres. Craponne. Loudes. Saint-Paulien. Saugues. Vorey.	Nantes.....	
LOIRE-INFÉRIEURE.		LOIRET.	
1 ^{re} . Ancenis....	Tout l'arrondissem ^t . Moisson. Nort. Saint-Julien-de-Vou- vantes. Nozay.	1 ^{re} . Orléans....	Artenay. Beaugency. Meung. Nenville. Orléans (est), intra muros.

NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.	
LOIRET. (Suite.)			LOT. (Suite.)			
1 ^{re} .	Orléans.... (Suite.)	Orléans (ouest), <i>intra muros</i> .	2 ^e .	Gourdon ...	Gourdon.	
		Orléans (nord-est), <i>intra muros</i> .			Gramat.	
		Orléans (nord-ouest), <i>intra muros</i> .			Martel.	
		Orléans (sud), <i>intra muros</i> .			Pyrac.	
		Orléans (nord-est), <i>extra muros</i> .			Saint-Germain.	
		Orléans (nord-ouest), <i>extra muros</i> .			Salviac.	
		Patay.			Souillac.	
		Pithiviers...			Vayrac.	
		Gien				
LOT-ET-GARONNE.						
2 ^e .	Orléans....	Châteauneuf.	1 ^{re} .	Agen.....	(Agen (les 2 cantons).	
		Cléry.			Astafort.	
		Jargeau.			Beauville.	
		La Ferté-Saint-Aul in			La Roque.	
		Orléans (sud), <i>extra muros</i> .			Port-Sainte-Marie.	
		Montargis ..			Prayssas.	
		Pithiviers...			Puymirol.	
3 ^e .	Pithiviers...	Puiseaux.	2 ^e .	Villeneuve..	(Fumel.	
					Penne.	
					Sainte-Livrade.	
					Tournon.	
LOT.						
1 ^{re} .	Cahors....	Tout l'arrondissement.	2 ^e .	Nérac.....	Tout l'arrondissement.	
		Figeac....			Laplume.	
		Gourdon ...			Bouglon.	
					Castelmoron.	
					Le Mas.	
					Meilhan.	
					Tonneins.	
2 ^e .	Figeac....	Labastide-Murat.	3 ^e .	Villeneuve..	Cancon.	
		Bretenoux.			Castillonès.	
		Figeac (les 2 cantons).			Monclar.	
		Lacapelle-Marival.			Monflanquin.	
		Latronquière.			Villeneuve.	
		Saint-Céré.			Villeréal.	

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
LOZÈRE.			MANCHE. (Suite.)		
Circonscription unique.					
MAINE-ET-LOIRE.					
1 ^{re} .	Angers.	Angers (les 3 can- tons). Briollay. Châlonnes-sur-Loire. Le Louroux-Bécon- nais. Les Ponts-de-Cé. St-Georges-sur-Loire.	3 ^e .	{ Coutances ..	Tout l'arrondissem ^t .
2 ^e .	{ Segré.	Tout l'arrondissem ^t .	4 ^e .	{ Avranches ..	Granville.
3 ^e .	{ Baugé.	Idem.		{ Cherbourg ..	Tout l'arrondissem ^t .
4 ^e .	{ Saumur.	Idem.		{ Valognes ..	Briquebec. Montebourg. Quettehou. Valognes.
	{ Angers.	Thouarcé.			
	{ Beaupréau. .	Tout l'arrondissem ^t .	MARNE.		
MANCHE.			1 ^{re} .	{ Sainte-Mene- bould.	Tout l'arrondissem ^t .
1 ^{re} .	{ Saint-Lô. . .	Tout l'arrondissem ^t .		{ Vitry-le-Fran- çois.	Idem.
	{ Avranches ..	Villedieu.		{ Châlons-sur- Marne.	Châlons-sur-Marne. Marson. Suippes.
	{ Mortain.	Saint-Pois.	2 ^e .	{ Épernay.	Tout l'arrondissem ^t .
	{ Valognes.	Barneville. Sainte-Mère-Église. Saint-Sauveur-le-Vi- comte.		{ Châlons-sur- Marne.	Écurey-sur-Cooles. Vertus.
		Avranches. Brécéy. Ducey.		{ Reims.	Ay.
2 ^e .	{ Avranches. .	La Haye-Pesnel. Pontorson. Saint-James. Sartilly.	3 ^e .	{ Reims.	Beine. Bourgogne. Fismes. Châtillon. Reims (les 3 can- tons). Verzy. Ville-en-Tardenois.
		Barenton. Isigny. Le Teilleul.	MARNE (HAUTE-).		
	{ Mortain.	Mortain. Saint-Hilaire-du-Har- couet. Juvigny. Sourdeval.	1 ^{re} .	{ Vassy.	Tout l'arrondissem ^t .
				{ Chaumont. .	Andelot. Bourmont. Châteauvillain. Chaumont.

NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
MARNE (HAUTE-). (Suite.)			MEURTHE. (Suite.)		
1 ^{re} .	Chaumont.. (Suite.)	Juzennecourt. Saint-Blain. Vignory.	1 ^{re} . (Suite.)	Nancy. (Suite.)	Nancy (ouest). Vézelize.
	Langres.	Tout l'arrondissem ^t .		Nancy.	Nancy (est). St-Nicolas-du-Port.
2 ^e .	Chaumont..	Arc-en-Barrois. Clefmont. Nogent-le-Roi.	2 ^e .	Lunéville..	Tout l'arrondissem ^t .
MAYENNE.				Sarrebouurg..	Réchicourt. Lorquin.
		Argentré. Chailland. Evron.		Sarrebouurg..	Fénétrange. Phalsbourg. Sarrebouurg.
	Laval.	Laval (les 2 cantons). Meslay. Montsurs. Sainte-Suzanne.	3 ^e .	Château-Sa- lin.	Tout l'arrondissem ^t .
1 ^{re} .		Bais. Ernée.		Nancy.	Nomeny. Pont-à-Mousson.
	Mayenne...	Ambrières. Coutrain. Gorron. Landivy. Lassay.	MEUSE.		
		Le Horps. Mayenne (les 2 can- tons). Pré-en-Pail. Villaines-la-Juhel.		Bar-le-Duc..	Ancerville. Bar-le-Duc. Ligny. Montiers-sur-Saulx. Revigny. Vavincourt.
2 ^e .	Mayenne..	Château-Gon- thier.	1 ^{re} .		Commercy. Gondrecourt. Pierrefitte. Vaucouleurs. Voïd.
3 ^e .	Laval.	Tout l'arrondissem ^t . Loiron.		Bar-le-Duc..	Triaucourt. Vaubecourt.
MEURTHE.			2 ^e .	Commercy..	Saint-Mihiel. Vigneulles.
1 ^{re} .	Toul.	Tout l'arrondissem ^t .		Verdun.	Clermont. Frénières-en-Wœvre. Souilly. Verdun.
	Nancy.	Haroué. Nancy (nord).			

des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
MEUSE. (Suite.)					
3°.	Montmédy. . .	Tout l'arrondissement.	1°.	Metz	Boulay. Gorze. Metz (les 3 cantons). Pange. Verny. Vigy.
	Verdun. . . .	Charny. Étain. Varennnes.			
MORBIHAN.					
1°.	Vannes. . . .	Tout l'arrondissement.	2°.	Briey.	Tout l'arrondissement.
	Lorient. . . .	Belle-Isle-en-Mer.		Thionville. .	Idem.
	Ploërmel. . .	Malestroît.	3°.	Sarregue- mines.	Idem.
2°.	Lorient. . . .	Auray. Belz. Hennebœn. Lorient (les 2 can- tons). Plouay. Pluvigner. Pont-Scorff. Port-Louis. Quiberon.		Metz.	Faulquemont.
	Napoléon- ville.	Gourin. Le Faouët.			
3°.	Ploërmel. . .	Guer. Josselin. La Trinité. Mauron. Ploërmel. Rohan. St-Jean-Brévelay.			
	Napoléon- ville.	Baud. Cléguérec. Guéméné. Locminé. Napoléonville.			
MOSELLE.					
1°.	Metz	Boulay. Gorze. Metz (les 3 cantons). Pange. Verny. Vigy.	2°.	Briey.	Tout l'arrondissement.
				Thionville. .	Idem.
			3°.	Sarregue- mines.	Idem.
				Metz.	Faulquemont.
NIÈVRE.					
1°.	Nevers.	Derize. Dornes. Nevers. Pougues. St-Benoît-d'Azy. St-Pierre. St-Saulge.	2°.	Cosne.	Tout l'arrondissement.
				Clamecy. . .	Idem.
				Château-Chi- non.	Idem.
				Nevers.	Fours.
NORD.					
1°.	Lille.	Lille (les 5 cantons). Armentières. Quesnoy-sur-Deule. Haubourdin.			

NOMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
NORD. (Suite.)			ORNE. (Suite.)		
2°.	Lille	Roubaix. Tourcoing (les 2 can- tons). Lannoy. Cysoing. Séclin. Pont-à-Marcq. La Bassée.	1°.	Mortagne... (Suite.)	Nocé. Pervenchères. Rémalard.
3°.	Valenciennes	Tout l'arrondissem ^t .	2°.	Argentan . . .	Argentan. Écouché. Exmes. Gacé. La Ferté-Fresnel.
4°.	Hazebrouck.	Idem.				Merlerault. Mortrée. Putanges.
5°.	Dunkerque..	Idem.	3°.	Mortagne... .	Trun. Vimoutiers.
6°.	Douai.....	Idem.				Bazoches-sur-Hoëne. Laigle.
7°.	Cambrai... .	Idem.			Moulins-la-Marche. Tourouvre.
8°.	Avesnes... .	Idem.		Domfront... .	Tout l'arrondissem ^t .
OISE.				Argentan... .	Briouze.
1°.	Beauvais... .	Tout l'arrondissem ^t .	PAS-DE-CALAIS.		
2°.	Clermont... .	Idem.	1°.	Arras.....	Arras (les 2 cantons). Bapaume. Beaumets-les-Loges. Bertincourt. Croisilles. Marquion. Vimy. Vitry.
	Senlis.....	Neuilly-en-Thelle. Creil. Senlis.					Béthune. Cambrai. Carvin. Houdain. Laventie. Lens. Lillers.
3°.	Compiègne..	Tout l'arrondissem ^t .	2°.	Béthune... .	
	Senlis.....	Betz. Crépy. Nanteuil. Pont-S ^t -Maxence.			
ORNE.					
1°.	Alençon... .	Tout l'arrondissem ^t .			
	Mortagne... .	Bellême. Le Theil. Longny. Mortagne.			

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
PAS-DE-CALAIS. (Suite.)			PUY-DE-DÔME. (Suite.)		
3°.	Boulogne...	Tout l'arrondissement.	3°.	Clermont...	Saint-Dier.
	Montreuil...	Étaples. Montreuil. Campagne.		Issoire.....	Jumeaux. Sauxillanges.
4°.	Saint-Omer.	Tout l'arrondissement.	4°.	Ambert....	Tout l'arrondissement.
	Béthune...	Norrent-Fontès.			Aigueperse. Combronde. Mauzat. Menat.
5°.	Montreuil...	Hucqueliers.		Riom.....	Montaigu. Pionsat. Pontaumur. Pontgibaud. Riom (les 2 cantons). Saint-Gervais.
	Saint-Pol...	Tout l'arrondissement.	5°.	Thiers.....	Tout l'arrondissement.
	Arras.....	Pas.		Riom.....	Ennezat. Randan.
	Montreuil...	Fruges. Hesdin.	PYRÉNÉES (BASSES-).		
PUY-DE-DÔME.			1°.	Pau.....	Tout l'arrondissement.
1°.	Clermont...	Bourg-Lastic. Clermont (nord). Clermont (sud-ouest). Herment. Rochefort. S'-Amant-Tallende. Veyre-Mouton.		Oloron.....	Arudy. Laruns.
	Issoire.....	Besse. Champeix. Latour. Tauves.	2°.	Orthez....	Tout l'arrondissement.
2°.	Clermont...	Billom. Clermont (est). Clermont (sud). Pont-du-Château. Vertaison. Vic-le-Comte.		Oloron.....	Accous. Aramits. Lasseube. Monein. Oloron. Sainte-Marie.
	Issoire.....	Ardes. Issoire. S'-Germain-Lembron	3°.	Bayonne....	Tout l'arrondissement.
				Mauleon....	Idem.

NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
PYRÉNÉES (HAUTES-).					
1 ^{re} .	Tarbes.....	Castelnau - Rivière - Basse. Maubourguet. Ossun. Pouyastruc. Rabastens. Tarbes (les 2 cantons) Vic.	1 ^{re} .	Colmar.....	Andolsheim. Colmar. Guebwiller. Kaysersberg. La Poutroye. Munster. Neuf-Brisach. Ribeauvillé. Rouffach. St ^e -Marie-aux-Mines. Soultz. Wintzenheim.
	Argelès.....	Tout l'arrondissem ^t .			
2 ^e .	Bagnères...	Idem.			
	Tarbes.....	Galan. Tournay. Trie.	2 ^e .	Altkirch...	Altkirch. Habsheim. Hirsingen. Huningue. Landser. Mulhouse.
PYRÉNÉES-ORIENTALES.				Colmar.....	Ensisheim.
Circonscription unique.			3 ^e .	Belfort.....	Tout l'arrondissem ^t .
RHIN (BAS-).				Altkirch...	Ferrette.
1 ^{re} .	Strasbourg.	Geispolsheim. Haguenau. Molsheim. Schiltigheim. Strasbourg (les 4 cantons). Truchtersheim.		Villefranche.	Anse. Bois-d'Oingt.
3 ^e .	Saverne.....	Tout l'arrondissem ^t .	1 ^{re} .	Lyon.....	Lyon (1 ^{er} canton). (La partie du 1 ^{er} canton comprise entre la Saône, la place Saint-Nizier, la rue Centrale, la place de la Préfec- ture, la rue St-Dé- minique et la rue Louis-le-Grand.) Lyon (4 ^e canton). Lyon (5 ^e canton). Lyon (6 ^e canton).
4 ^e .	Wissem- bourg.....	Idem.			
	Strasbourg.	Bischwiller.			

des circonscriptions électorales.		COMPOSITION des circonscriptions électorales.		des circonscriptions électorales.		COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
		Arrondisse- ments.	Cantons.			Arrondisse- ments.	Cantons.
RHÔNE. (Suite.)							
2°.	Lyon.....		Lyon (la partie du 2° canton non com- prise dans la 1 ^{re} cir- conscription). Lyon (3° canton). Lyon (7° canton). Neuville. Villeurbanne.			Charolles. 1.	Chaussailles. La Clayette. La Guiche. Marcigny. S ^t -Bonnet-de-Joux. Semur-en-Brionnais.
3°.	Lyon.....		L'Arbresle. Condrieu. Givors. Limonest. Mornant. Saint-Genis-Laval. S ^t -Laurent-du-Cha- mousset. S ^t -Symphorien-sur- Coise. Vaugneray.			Autun.....	Autun. Issy-l'Évêque. Lucenay-l'Évêque. Mesvres. Montcenis. Saint-Léger-sous-Beu- vray.
4°.	Villefranche.		Beaujeu. Belleville. Lanure. Monsols. Tarare. Thizy. Villefranche.	2°.	Châlon....		Mont-Saint-Vincent. Bourbon-Lancy. Charolles. L'igoin. Gueugnon. Palinges. Paray. Toulon-sur-Arroux.
SAÔNE (HAUTE-).							
1 ^{re} .	Vesoul.....		Tout l'arrondisse ^{ment} .				Buxy. Chagny. Châlon (les 2 can- tons). Givry. Sennecy-le-Grand. Verdun.
2°.	Lure.....		Idem.	3°.			Couches. Épinac.
3°.	Gray.....		Idem.		Autun.....		Louhans... | Tout l'arrondisse ^{ment} .
SAÔNE-ET-LOIRE.							
1 ^{re} .	Mâcon.....		La Chapelle-de-Guin- chay. Mâcon (les 2 cantons). Cluny. Matour. Tramnayes.	4°.			Châlon.... | S ^t -Germain-du-Plain. S ^t -Martin-en-Bresse. Lugny. Mâcon..... | S ^t -Gengoux-le-Royal. Tournus.

NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
SARTHE.			SEINE.		
1 ^{re} .	S ^t -Calais...	{ Bouloire. Saint-Calais. Vibraye.	1 ^{re} .	Quartiers...	{ Roule. Place Vendôme. Champs-Élysées. Tuileries.
		{ Marolles-les-Braux. Montmirail. Tuffé.			{ Auteuil. Passy. Boulogne.
		{ Ballon. Le Mans (1 ^{er} canton). Montfort.	2 ^e .	Quartiers...	{ Chaussée d'Antin. Feydeau.
2 ^e .	Le Mans...	{ Beaumont-sur-Sarthe Bonnétable. Fresnay.		Communes...	{ Batignolles. Montmartre. La Chapelle.
		{ La Ferté-Bernard. La Fresnaye. Mamers.			{ Faubourg Montmar- tre. Palais-Royal. Mail.
		{ Saint-Paterne.	3 ^e .	Quartiers...	{ Saint-Eustache. Montmartre. Faubourg - Poisson- nière.
3 ^e .	Le Mans...	{ Conlie. Sillé-le-Guillaume.			{ Bonne-Nouvelle. Faubourg-S ^t -Denis.
		{ Brûlon. La Flèche. Le Lude.	4 ^e .	Quartiers...	{ Banque. Saint-Honoré. Marchés. Louvre. Lombards.
		{ Malicorne. Sablé.			{ Porte-Saint-Denis. Sainte-Avoye. Arcis. Hôtel-de-Ville. Cité. Palais-de-Justice. Montorgueil.
4 ^e .	Le Mans...	{ Le Mans (2 ^e canton). La Suze. Loué.			{ Temple. S ^t -Martin-des-Champs
		{ Le Mans (3 ^e canton). Écommoy.	5 ^e .	Communes...	{ Deux sections de Bel- leville (1 ^{re} et 2 ^e).
		{ Mayet. Pontvallain.			
5 ^e .	Saint-Calais.	{ Château-du-Loir. La Chartre. Grand-Lucé.			

NOMBRES des circonscriptions électorales.		COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.		COMPOSITION ⁿ des circonscriptions électorales.	
		Arrondisse- ments.	Cantons.			Arrondisse- ments.	Cantons.
SEINE. (Suite.)							
6°.	Quartiers...		Marais. Popincourt. Faubourg-S'-Antoine Quinze-Vingts, Mont-de-Pitié. Marché-Saint-Jean.	2°.	Rouen.....		Duclair. Elbeuf. Grand-Couronne. Maromme. Pavilly.
7°.	Quartiers...		Jardin-des-Plantes. Saint-Jacques. Observatoire. Saint-Marcel. Arsenal. Ile-Saint-Louis. Sorbonne.	3°.	Yvetot.....		Caudebec. Neufschâtel..
8°.	Quartiers...		Invalides. S'-Thomas-d'Aquin. Faubourg-Saint-Ger- main. Monnaie. Luxembourg. École-de-Médecine.	4°.	Rouen.....		Tout l'arrondissem ^t . Buchy. Clères.
9°.	Saint-Denis.		L'arrondiss ^t , moins les communes d'Auteuil, Passy. Boulogne, Bati- gnolles, Montmar- tre, la Chapelle et 2 sections de Bel- leville.	5°.	Dieppe.....		Eu. Bacqueville. Bellencombre. Dieppe. Envermeu. Longueville. Offranville. Tôtes.
10°.	Sceaux.....		Tout l'arrondissem ^t .	6°.	Yvetot.....		Fontaine-le-Dun. Yerville.
SEINE-INFÉRIEURE.							
1°.	Rouen.....		Rouen (les 6 can- tons.) Boos. Darnétal.	2°.	Yvetot.....		Cany. Doudeville. Fauville. Ourville. Saint-Valery. Valmont. Yvetot.
				3°.	Le Havre...		Bolbec. Lillebonne.
				4°.			Criquetot. Fécamp. Goderville.
				5°.	Le Havre...		Le Havre (les 2 can- tons.) Montivilliers. Saint-Romain.

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.			
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.		
SEINE-ET-MARNE.							
1 ^{re} .	Fontaine-bleau.	Tout l'arrondissement.	1 ^{re} . (Suite)	Melle.....	Brioux. Celles. Chef-Boutonne. Lezay. Melle. Sauzé-Vaussais.		
	Melun.....	Idem.					
2 ^e .	Meaux.....	Tout l'arrondissement.					
	Coulommiers	Tout l'arrondissement.					
3 ^e .	Provins....	Idem.					
SEINE-ET-OISE.							
1 ^{re} .	Versailles...	Argenteuil. Marly-le-Roi. Palaiseau. Saint-Germain-en-Laye. Sèvres.	2 ^e .	Parthenay..	Mazières. Menigoute. Parthenay. Secondigny.		
		Versailles (les 3 cantons).					
		Rambouillet.			Chevreuse.		
		Corbeil....			Tout l'arrondissement.		
	Étampes....	Tout l'arrondissement.		Melle.....	La Motte-S ^t -Héray.		
2 ^e .	Rambouillet.	Dourdan (les 2 cantons.)		Bressuire...	Tout l'arrondissement.		
	Pontoise...	Tout l'arrondissement.	3 ^e .	Parthenay...	Airvault. Moncontant. Saint-Loup. Thénezay.		
3 ^e .	Versailles...	Meulan. Poissy.					
	Mantes.....	Tout l'arrondissement.					
4 ^e .	Rambouillet.	Limours.	1 ^{re} .	Abbeville...	Gamaches. Hallencourt. Moyenneville.		
		Montfort-l'Amaury. Rambouillet.					
SÈVRES (DEUX-).							
1 ^{re} .	Niort.....	Beauvoir. Frontenay. Mauzé. Niort (les 2 cantons). Prahecq.			2 ^e .	Abbeville...	Abbeville (les 2 cantons). Ailly-le-Haut-Clocher. Ault. Crécy.

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
	SOMME. (Suite.)			TARN. (Suite.)	
2°. (Suite)	Abbeville... (Suite.)	{ Nouvion. Rue. Saint-Valery.			{ Mazamet. Murat.
		{ Bray. Chaulnes. Combles.	2°. (Suite)	Castres... (Suite.)	{ Roquecourbe. Vabre. Vielmur.
	Péronne...	{ Ham. Nesle. Péronne. Roisel.		Lavur...	{ Puy-lanrens.
3°.	Montdidier..	{ Rosières.		Gaillac...	{ Castelnau-de-Mont- miral. Gaillac. Lisle. Rabastens. Salvagnac. Vaour.
	Montdidier..	{ Ailly-sur-Noye. Montdidier. Moreuil. Roye.	3°.		{ Cuq-Toulza. Graulhet. Lavaur. Saint-Paul.
4°.	Amiens...	{ Corbie. Sains. Villers-Bocage.		Lavaur...	{ Cuq-Toulza. Graulhet. Lavaur. Saint-Paul.
	Doullens...	{ Tout l'arrondissem ^t .		TARN-ET-GARONNE.	
5°.	Amiens...	{ Picquigny.	1 ^{re} .	Montauban..	{ Tout l'arrondissem ^t .
	Péronne...	{ Albert.		Moissac...	{ Lauzerte. Montaigu.
	TARN.			Castelsarra- zin.	{ Tout l'arrondissem ^t .
1 ^{re} .	Albi.....	{ Tout l'arrondissem ^t .	2°.		{ Auvillars. Bourg-de-Visa. Moissac. Valence.
	Castres...	{ Lautrec. Montredon.		VAR.	
	Gaillac...	{ Cadalen. Cordes.			{ Callas. Comps.
		{ Saint-Amans-Soult. Anglès. Brassac.		Draguignan.	{ Draguignan. Fayence. Fréjus.
2°.	Castres...	{ Castres. Dourgne. Labruguière. Lacaune.	1 ^{re} .	Grasse.....	{ Tout l'arrondissem ^t .

NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.
MARNE (HAUTE). (Suite.)		
1 ^{re} .	Chaumont. (Suite.)	{ Juzennecourt. Saint Blain. Vignory.
2 ^{re} .	Langres. Chaumont.	{ Tout l'arrondissement. { Arc-en-Barrois. Clefmont. Nogent-le-Roi.
MAYENNE.		
1 ^{re} .	Laval.	{ Argentré. Chailland. Évron. Laval (les 2 cantons). Meslay. Montsurs. Sainte-Suzanne.
	Mayenne.	{ Bais. Ernée.
2 ^{re} .	Mayenne.	{ Ambrières. Couttrain. Gorron. Landivy. Lassay. Le Hôrs. Mayenne (les 2 can- tons). Pré-en-Pail. Villaine-la-Juhel.
3 ^{re} .	Château-Gon- thier. Laval.	{ Tout l'arrondissement. Loiron.
MEURTHE.		
1 ^{re} .	Toul.	{ Tout l'arrondissement.
	Nancy.	{ Haroué. Nancy (nord).

NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.
MEURTHE. (Suite.)		
1 ^{re} . (Suite.)	Nancy. (Suite.)	{ Nancy (ouest). Vêzelize.
	Nancy.	{ Nancy (est). St-Nicolas-du-Port.
2 ^{re} .	Lunéville. Sarrebourg.	{ Tout l'arrondissement. Réchicourt. Lorquin.
	Sarrebourg.	{ Fénétrange. Phalsbourg. Sarrebourg.
3 ^{re} .	Château-Sa- lins. Nancy.	{ Tout l'arrondissement. Nomeny. Pont-à-Mousson.
MEUSE.		
1 ^{re} .	Bar-le-Duc.	{ Ancerville. Bar-le-Duc. Ligny. Montiers-sur-Saulx. Revigny. Vaincourt.
	Commercy.	{ Commercy. Gondrecourt. Pierreftite. Vaucoeurs. Void.
	Bar-le-Duc.	{ Triaucourt. Vaubecourt.
2 ^{re} .	Commercy. Verdun.	{ Saint-Mihiel. Vigneulles. Clermont. Fresnes-en-Wœvre. Souilly. Verdun.

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
MEUSE. (Suite.)					
3 ^e .	{ Montmédy... Verdun, ...	{ Tout l'arrondissem ^t . { Charny. Étain. Varennnes.	1 ^{re} .	Metz	{ Boulay. Gorze. Metz (les 3 cantons). Pauge. Verny. Vigy.
MORBIHAN.					
1 ^{re} .	{ Vannes, ... Lorient Ploërmel . . .	{ Tout l'arrondissem ^t . Belle-Isle-en-Mer. Malestroït.	2 ^e .	{ Briey Thionville..	{ Tout l'arrondissem ^t . <i>Idem</i>
2 ^e .	{ Lorient Napoléon- ville.	{ Auray. Belz. Hennebœn. Lorient (les 2 can- tons). Plouay. Pluvigner. Pont-Scorff. Port-Louis. Quiberon.	3 ^e .	{ Sarregue- mines. Metz	{ <i>Idem</i> . Faulquemont.
		{ Gourin. Le Faouët.			
3 ^e .	{ Ploërmel . . . Napoléon- ville.	{ Guer. Josselin. La Trinité. Mauron. Ploërmel. Rohan. St-Jean-Brévelay.	1 ^{re} .	{ Nevers Cosne	{ Decize. Dornes. Nevers. Pougues. St-Benin-d'Azy, St-Pierre. St-Saulge.
		{ Baud. Cléguérec. Guéméné. Locminé. Napoléonville.	2 ^e .	{ Clamecy . . . Château-Chi- non. Nevers	{ <i>Idem</i> . <i>Idem</i> . Fours.
NORD.					
			1 ^{re} .	Lille	{ Lille (les 5 cantons). Armentières. Quesnoy-sur-Deule. Haubourdin.

NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
NORD. (Suite.)			ORNE. (Suite.)		
1 ^{re} .	Lille	Roubaix. Tourcoing (les 2 can- tons). Lannoy. Cysoing. Séclin. Pont-à-Marcq. La Bassée.	1 ^{re} .	Mortagne... (Suite.)	Nocé. Pervenchères. Rémalard.
3 ^{re} .	Valenciennes	Tout l'arrondissem ^t .	2 ^{re} .	Argentan... "	Argentan. Écouché. Exmes. Gacé. La Ferté-Fresnel. Merlerault. Mortrée. Putanges. Trun. Vimoutiers.
4 ^{re} .	Hazebrouck.	Idem.		Mortagne... "	Bazoches-sur-Hoëne. Laigle. Moulins-la-Marche. Tourouvre.
5 ^{re} .	Dunkerque..	Idem.	3 ^{re} .	Domfront... Argentan...	Tout l'arrondissem ^t . Briouze.
6 ^{re} .	Douai.	Idem.	PAS-DE CALAIS.		
7 ^{re} .	Cambrai. . . .	Idem.	1 ^{re} .	Arras.	Arras (les 2 cantons). Bapaume. Beaumets-les-Loges. Bertincourt. Croisilles. Marquion. Vimy. Vitry.
8 ^{re} .	Avesnes. . . .	Idem.			Béthune. Cambrai. Carvin. Houdain. Laventie. Lens. Lillers.
OISE.			ORNE.		
1 ^{re} .	Beauvais. . . .	Tout l'arrondissem ^t .	1 ^{re} .	Alençon. . . .	Tout l'arrondissem ^t .
2 ^{re} .	Clermont. . . .	Idem.	2 ^{re} .	Mortagne. . .	Bellême. Le Theil. Longny. Mortagne.
	Senlis.	Neuilly-en-Thelle. Creil. Senlis.			
3 ^{re} .	Compiègne. . .	Tout l'arrondissem ^t .			
	Senlis.	Betz. Crépy. Nanteuil. Pont-S ^t -Maxence.			

N ^{OS} des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		N ^{OS} des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
PAS-DE-CALAIS. (Suite.)			PUY-DE-DÔME. (Suite.)		
3 ^e .	Boulogne...	Tout l'arrondissement.	3 ^e .	Clermont...	Saint-Dier.
	Montreuil...	Étaples. Montreuil. Campagne.		Issoire....	Jumeaux. Sauxillanges.
4 ^e .	Saint-Omer.	Tout l'arrondissement.	4 ^e .	Ambert....	Tout l'arrondissement.
	Béthune....	Norrent-Fontès.			Aigueperse. Combronde. Mauzat. Menat.
5 ^e .	Montreuil...	Hucqueliers.	4 ^e .	Riom.....	Montaigu. Pionsat. Pontaumur. Pontgibaud. Riom (les 2 cantons). Saint-Gervais.
	Saint-Pol...	Tout l'arrondissement.			Thiers.....
5 ^e .	Arras.....	Pas.	5 ^e .	Riom.....	Ennezat. Randan.
	Montreuil...	Fruges. Hesdin.			
PUY-DE-DÔME.			PYRÉNÉES (BASSES-).		
1 ^{re} .	Clermont...	Bourg-Lastic. Clermont (nord). Clermont (sud-ouest). Herment. Rochefort. S'-Amant-Tallende. Veyre-Mouton.	1 ^{re} .	Pau.....	Tout l'arrondissement.
	Issoire.....	Besse. Champeix. Latour. Tauves.		Oloron....	Arudy. Laruns.
2 ^e .	Clermont...	Billom. Clermont (est). Clermont (sud). Pont-du-Château. Vertaison. Vic-le-Comte.	2 ^e .	Orthez....	Tout l'arrondissement.
	Issoire.....	Ardes. Issoire. S'-Germain-Lembron.		Oloron....	Accous. Aramits. Lasseube. Moncin. Oloron. Sainte-Marie.
			3 ^e .	Bayonne....	Tout l'arrondissement.
				Mauléon...	Idem.

NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
PYRÉNÉES (HAUTES-).					
1 ^{re} .	Tarbes.....	Castelnau - Rivière - Basse. Maubourguet. Ossun. Pouyastruc. Rabastens. Tarbes (les 2 cantons) Vic.	1 ^{re} .	Colmar.....	Andolsheim. Colmar. Guebwiller. Kaysersberg. La Poutroye. Munster. Neuf-Brisach. Ribeauvillé. Rouffach. S ^{te} -Marie-aux-Mines. Soultz. Wintzenheim.
	Argelès.....	Tout l'arrondisse ^{ment} .			
2 ^e .	Bagnères...	Idem.			
	Tarbes.....	Galan. Tournay. Trie.	2 ^e .	Altkirch....	Altkirch. Habsheim. Hirsingen. Huningue. Landser. Mulhouse.
PYRÉNÉES-ORIENTALES.					
Circonscription unique.					
RHIN (BAS-).					
1 ^{re} .	Strasbourg..	Geispolsheim. Haguenau. Molsheim. Schiltigheim. Strasbourg (les 4 cantons). Truchtersheim.	3 ^e .	Belfort.....	Tout l'arrondisse ^{ment} .
				Altkirch....	Ferrette.
RHÔNE.					
				Villefranche.	Anse. Bois-d'Oingt.
			1 ^{re} .	Lyon.....	Lyon (1 ^{er} canton). (La partie du 2 ^e canton comprise entre la Saône, la place Saint-Nizier, la rue Centrale, la place de la Préfec- ture, la rue S ^{te} -Do- minique et la rue Louis-le-Grand.) Lyon (4 ^e canton). Lyon (5 ^e canton). Lyon (6 ^e canton).
3 ^e .	Saverne....	Tout l'arrondisse ^{ment} .			
	Strasbourg..	Brumath. Wasselonne.			
	Schelestadt..	Tout l'arrondisse ^{ment} .			
4 ^e .	Wissem- bourg.	Idem.			
	Strasbourg..	Bischwiller.			

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
RHÔNE. (Suite.)			SAÔNE-ET-LOIRE. (Suite.)		
2°.	Lyon.....	Lyon (la partie du 2° canton non com- prise dans la 1 ^{re} cir- conscription). Lyon (3° canton). Lyon (7° canton). Neuville. Villeurbanne.		Charolles...	Chaussailles. La Clayette. La Guiche. Marcigny. S ^t -Bonnet-de-Joux. Semur-en-Brionnais.
3°.	Lyon.....	L'Arbresle. Condrieu. Givors. Limonest. Mornant. Saint-Genis-Laval. S ^t -Laurent-du-Cha- moussot. S ^t -Symphorien-sur- Coise. Vaugneray.	2°.	Châlon....	Autun. Issy-l'Évêque. Lucenay-l'Évêque. Mesvres. Montcenis. Saint-Léger-sous-Beu- vray. Mont-Saint-Vincent.
4°.	Villefranche.	Beaujeu. Belleville. Lamure. Monsols. Tarare. Thizy. Villefranche.		Charolles...	Bourbon-Lancy. Charolles. L'igoin. Gueugnon. Palinges. Paray. Toulon-sur-Arroux.
SAÔNE (HAUTE-).				Châlon....	Buxy. Chagny. Châlon (les 2 can- tons). Givry. Sennecy-le-Grand. Verdun.
1 ^{re} .	Vesoul.....	Tout l'arrondisse- ment.	3°.	Autun.....	Couches. Épinac.
2°.	Lure.....	Idem.		Louhans...	Tout l'arrondisse- ment.
3°.	Gray.....	Idem.		Châlon....	S ^t -Germain-du-Plain. S ^t -Martin-en-Bresse.
SAÔNE-ET-LOIRE.			4°.	Mâcon.....	Lugny. S ^t -Gengoux-le-Royal. Tournus.
1 ^{re} .	Mâcon.....	La Chapelle-de-Guin- chay. Mâcon (les 2 cantons). Cluny. Matour. Tramnayes.)			

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
SARTHE.					
1 ^{re} .	S ^t -Calais...	{ Bouloire. Saint-Calais. Vibraye.	1 ^{re} .	Quartiers...	{ Roule. Place Vendôme. Champs-Élysées. Tuileries.
		{ Marolles-les-Braux. Montmirail. Tuffé.			{ Auteuil. Passy. Boulogne.
		{ Ballon. Le Mans (1 ^{er} canton). Montfort.			{ Chaussée d'Antin. Feydeau.
2 ^{de} .	Le Mans...	{ Beaumont-sur-Sarthe Bonnétable. Fresnay.	2 ^{de} .	Quartiers...	{ Batignolles. Montmartre. La Chapelle.
		{ La Ferté-Bernard. La Fresnaye. Mamers.			{ Faubourg Montmar- tre. Palais-Royal. Mail.
		{ Saint-Paterne.			{ Saint-Eustache. Montmartre. Faubourg - Poisson nière.
3 ^{de} .	Le Mans...	{ Conlie. Sillé-le-Guillaume.	3 ^{de} .	Quartiers...	{ Bonne-Nouvelle. Faubourg-S ^t -Denis.
		{ Brûlon. La Flèche. Le Lude. Malicorne. Sablé.			{ Banque. Saint-Honoré. Marchés. Louvre. Lombards.
		{ Le Mans (2 ^{de} canton). La Suze. Louvé.			{ Porte-Saint-Denis. Sainte-Avoys. Arcis. Hôtel-de-Ville. Cité. Palais-de-Justice. Montorgueil.
4 ^{de} .	Le Mans...	{ Le Mans (3 ^{de} canton). Écommey.	4 ^{de} .	Quartiers...	{ Temple. S ^t -Martin-des-Champs.
		{ Mayet. Pontvallain.			{ Deux sections de Bel- leville (1 ^{re} et 2 ^{de}).
		{ Château-du-Loir. La Chartre. Grand-Lucé.			
5 ^{de} .	Saint-Calais.		5 ^{de} .	Quartiers...	

NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION ^a des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
SEINE. (Suite.)			SEINE-INFÉRIEURE. (Suite.)		
6°.	Quartiers ...	Marais. Popincourt. Faubourg-S ^t -Antoine Quinze-Vingts, Mont-de-Piété. Marché-Saint-Jean.	2°.	Rouen	(Duclair. Elbeuf. Grand-Couronne. Maromme. Pavilly.
7°.	Quartiers ...	Jardin-des-Plantes. Saint-Jacques. Observatoire. Saint-Marcel. Arsenal. Ile-Saint-Louis. Sorbonne.	3°.	Yvetot	Caudebec. Neufchâtel.. Tout l'arrondissem ^t .
8°.	Quartiers ...	Invalides. S ^t -Thomas-d'Aquin. Faubourg-Saint-Ger- main. Monnaie. Luxembourg. École-de-Médecine.	4°.	Rouen	(Buchy. Clères.
9°.	Saint-Denis .	L'arrondiss ^t , moins les communes d'Auteuil, Passy, Boulogne, Bati- gnolles, Montmar- tre, la Chapelle et 2 sections de Bel- leville.	5°.	Dieppe	(Eu. Bacqueville. Bellencombre. Dieppe. Envermeu. Longueville. Offranville. Tôtes.
10°.	Sceaux	Tout l'arrondissem ^t .		Yvetot	(Fontaine-le-Dun. Yerville.
SEINE-INFÉRIEURE.				Yvetot	(Cany. Doudeville. Fauville. Ourville. Saint-Valery. Valmont. Yvetot.
1°.	Rouen	(Rouen (les 6 can- tons.) Boos. Darnétal.	6°.	Le Havre . . .	(Bolbec. Lillebonne. Criqueot. Fécamp. Goderville. Le Havre (les 2 can- tons.) Montivilliers. Saint-Romain.

NOMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.					
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.				
SEINE-ET-MARNE.			SÈVRES (DEUX-). (Suite.)						
1 ^{re} .	Fontaine-bleau.	Tout l'arrondissement.	1 ^{re} . (Suite)	Melle.....	Brioux. Celles. Chef-Boutonne. Lezay. Melle. Sauzé-Vaussais.				
2 ^e .	Melun.....	Idem.		2 ^e .	Niort.....	Champdeniers. Coulonges. Saint-Maixent (les 2 cantons).			
3 ^e .	Meaux.....	Tout l'arrondissement.	3 ^e .		Parthenay ..	Mazières. Menigoute. Parthenay. Secondigny.			
	Coulommiers	Tout l'arrondissement.			Melle.....	La Motte-S ^t -Héraye.			
	Provins....	Idem.		Bressuire...	Tout l'arrondissement.				
SEINE-ET-OISE.			SOMME.						
1 ^{re} .	Versailles...	Argenteuil.	1 ^{re} .	Amiens....	Amiens (les 4 can- tons). Conty. Hornoy. Molliens-Vidame. Oisemont. Poix.				
		Marly-le-Roi.			2 ^e .	Abbeville...	Gamaches. Hallencourt. Moyenneville.		
		Palaiseau.					2 ^e .	Abbeville...	Abbeville (les 2 can- tons). Ailly-le-Haut-Clocher. Ault. Crécy.
		Saint-Germain-en-Laye.							
Sèvres.									
Versailles (les 3 can- tons).									
	Rambouillet.	Chevreuse.							
	Corbeil. ...	Tout l'arrondissement.							
	Étampes....	Tout l'arrondissement.							
2 ^e .	Rambouillet.	Dourdan (les 2 can- tons.)							
	Pontoise....	Tout l'arrondissement.							
3 ^e .	Versailles...	Meulan. Poissy.							
	Mantes.....	Tout l'arrondissement.							
4 ^e .	Rambouillet.	Limours. Montfort-l'Amaury. Rambouillet.							
SÈVRES (DEUX-).									
1 ^{re} .	Niort.....	Beauvoir. Frontenay. Mauzé. Niort (les 2 cantons). Prahecq.							

NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
	SOMME. (Suite.)			TARN. (Suite.)	
2°. (Suite)	Abbeville . . .	(Nouvion. Rue. Saint-Valery.	2°. (Suite)	Castres	(Mazamet. Murat. Roquecourbe. Vabre. Vielmur.
	Péronne . . .	(Bray. Chaulhès. Combles. Ham. Nesle. Péronne. Roisel.		Lavaur	(Puylaurens.
3°.	Montdidier..	(Rosières.		Gaillac	(Castelnau-de-Mont- miral. Gaillac. Lisle. Rabastens. Salvagnac. Vaour.
	Montdidier..	(Ailly-sur-Noye. Montdidier. Moreuil. Roye.	3°.	Lavaur	(Cuq Toulza. Graulhet. Lavaur. Saint-Paul.
4°.	Amiens	(Corbie. Sains. Villers-Bocage.			
	Doullens . . .	(Tout l'arrondissement.			
5°.	Amiens	(Picquigny.			
	Péronne	(Albert.			
	TARN.			TARN-ET-GARONNE.	
1 ^{re} .	Albi	(Tout l'arrondissement.	1 ^{re} .	Montauban..	(Tout l'arrondissement.
	Castres	(Lautrec. Montredon.		Moissac	(Lauzerte. Montaigu.
	Gaillac	(Cadalen. Cordes.		Castelsarra- zin.	(Tout l'arrondissement.
		(Saint-Amans-Soult. Anglès. Brassac. Castres. Dourgne. Labruguière. Lacaune.	2°.	Moissac	(Auvillars. Bourg-de-Visa. Moissac. Valence.
2°.	Castres				
				VAR.	
					(Callas. Comps. Draguignan. Fayence. Fréjus.
			1 ^{re} .	Grasse	(Tout l'arrondissement.

NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NOMBRES des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
VAR. (Suite.)					
2 ^e .	Brignoles... Draguignan.	Tout l'arrondissement. Aups. Grimaud. Le Luc. Lorgues. Saint-Tropez. Salernes.	3 ^e .	Les Sables- d'Olonne. Napoléon- Vendée.	Tout l'arrondissement. Le Poiré. Roche-Servière.
3 ^e .	Toulon....	Tout l'arrondissement.	VIENNE.		
VAUCLUSE.					
1 ^{re} .	Avignon.... Carpentras..	Tout l'arrondissement. Idem.	1 ^{re} .	Civray..... Poitiers.....	Tout l'arrondissement. Idem.
2 ^e .	Apt..... Orange....	Idem. Idem.	2 ^e .	Châtellerault Loudun.... Montmoril- lon.	Idem. Idem. Idem.
VENDÉE.					
1 ^{re} .	Napoléon- Vendée.	Napoléon-Vendée. Chantonnay. Les Essarts. Les Herbiers. Mareuil. Montaigu. Mortagne. Saint-Fulgent.	1 ^{re} .	Limoges....	Ambazac. Châteauneuf. Eymoutiers. Laurières. Limoges (les 2 can- tons). Pierre-Buffière. Saint-Léonard.
2 ^e .	Fontenay-le- Comte.	Sainte-Hermine. Chailly-les-Marais. Fontenay-le-Comte. La Châtaigneraie. L'Hermenault. Maillezais. Pouzauges. Luçon. S'-Hilaire-des-Loges.	2 ^e .	Bellac..... Saint-Yrieix. Roche- chouart.	Bessines. Château-Ponsac. S'-Sulpice-les-Feuil- les. Saint-Germain. Tout l'arrondissement.
			2 ^e .	Saint-Yrieix.	Chalus. Nexon. Saint-Yrieix.

NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.		NUMÉROS des circonscriptions électorales.	COMPOSITION des circonscriptions électorales.	
	Arrondisse- ments.	Cantons.		Arrondisse- ments.	Cantons.
VIENNE (HAUTE-). (Suite.)					
3° (Suite.)	Bellac	Bellac.	1° (Suite.)	Auxerre (Suite.)	Courson.
		Le Dorat.			Ligny.
	Limoges . . .	Magnac-Laval.			Saint-Florentin.
		Mézières.			Saint-Sauveur.
		Nantiat.			Seignelay.
					Toucy.
		Aixe.			Aillant.
		Nieul.			Bléneau.
VOSGES.					
1°	Épinal	Tout l'arrondissement.		Joigny	Charny.
					Saint-Fargeau.
	Remiremont	Plombières.	2°	Sens	Tout l'arrondissement.
		Ramonchamp.			Brienon
2°	Mirecourt .°.	Remiremont.			Cerisiers.
					Joigny
	Neufchâteau.	Tout l'arrondissement.			Joigny.
		Idem.			S'-Julien-du-Sault.
3°	Saint-Dié . . .	Idem.			Villeneuve-s.-Yonne.
					Avallon . . .
	Remiremont	Saulxures.	3°	Tonnerre . . .	Tout l'arrondissement.
					Idem.
YONNE.					
1°	Auxerre	Auxerre (les 2 can- tons.)		Auxerre	Chablis.
		Coulange-la-Vineuse.			Coulange-sur-Yonne.
					Vermanton.

Vu pour être annexé au décret du 29 mai 1857.

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 4571. — DÉCRET IMPÉRIAL portant convocation des Collèges électoraux pour l'élection des Députés au Corps législatif.

Da 29 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu notre décret de ce jour portant dissolution du Corps législatif ;
Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 (1),
pour l'élection des députés ;

Vu le sénatus-consulte du 27 de ce mois ;

Vu notre décret de ce jour établissant le nombre des députés à élire par chaque département ;

Vu notre décret de la même date, qui détermine les circonscriptions électorales,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les collèges électoraux sont convoqués pour le 21 juin prochain, à l'effet d'élire un député par circonscription.

Les électeurs du département de la Corse sont convoqués au même effet, pour le 28 juin.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Le scrutin sera ouvert pendant deux jours dans toutes les communes, le premier jour depuis huit heures du matin jusqu'à six heures du soir, et, le second jour, depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures du soir.

4. Le recensement général des votes de chaque circonscription électorale sera fait au chef-lieu du département, en séance publique, par une commission composée de trois membres du conseil général désignés par le préfet.

A Paris, le recensement sera fait par une commission de cinq membres du conseil général désignés par le préfet de la Seine.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera immédiatement imprimé et affiché dans toutes les communes conformément aux ordonnances royales des 27 novembre 1816 (2) et 18 janvier 1817 (3).

Fait au palais de Saint-Cloud, le 29 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur ;

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,
 Signé BULLIOT.

(1) I^{re} série, Bull. 488, n^o 3636 et 3637.

(2) VII^e série, Bull. 124, n^o 1347.

(3) VII^e série, Bull. 156, n^o 1621.

N° 4572. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant affectation au service des ponts et chaussées de l'ancienne batterie de côte de Port-Heliguen (Morbihan), et des terrains qui en dépendent. (Paris, 22 Avril 1857.)

N° 4573. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit:

1° Sont réaffectés au service du lazaret de Trompeloup, près Pauillac (Gironde), les terrains et constructions situés sur le bord de la Gironde, ayant fait partie des objets remis au domaine en 1851, et qui sont indiqués par une teinte rose, et les lettres G. H. I. J. P. sur un plan annexé au décret;

2° Les immeubles A. B. C. D. et K. L. M. N. teintés en jaune au même plan, seront remis au domaine. (Paris, 22 Avril 1857.)

N° 4574. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que le chemin de grande communication n° 29, de Dol à Saint-Servan, est classé parmi les routes départementales d'Ille-et-Vilaine, sous le n° 2 et avec la dénomination de route de Dol à Saint-Servan par la Gouesnière;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'amélioration de cette nouvelle ligne, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Paris, 22 Avril 1857.)

N° 4575. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Mont-de-Marsan à Rabastens, de deux parcelles de terrain non bâties, situées sur le territoire de la commune de Saint-Pierre (Landes), lesdites parcelles désignées sous les numéros d'ordre 4 et 5 sur un plan parcellaire et dans un état indicatif qui resteront annexés au décret. (Paris, 25 Avril 1857.)

N° 4576. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 147,

de Limoges à Saumur, dans les côtes de Mirebeau, suivant la direction générale indiquée en bleu sur un plan qui restera annexé au décret;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 29 Avril 1857.*)



Certifié conforme:

Paris, le 8^e Juin 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

*** Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.**

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 502.

N° 4577. — *Loi portant prorogation du privilège de la Banque de France.*

Du 9 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AYONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Le privilège conféré à la Banque par les lois des 24 germinal an xi [22 avril 1806] et 30 juin 1840, dont la durée expirait le 31 décembre 1867, est prorogé de trente ans, et ne prendra fin que le 31 décembre 1897.

2. Le capital de la Banque, représenté aujourd'hui par quatre-vingt-onze mille deux cent cinquante actions, sera représenté désormais par cent quatre-vingt-deux mille cinq cents actions, d'une valeur nominative de mille francs chacune, non compris le fonds de réserve.

3. Les quatre-vingt-onze mille deux cent cinquante actions nouvellement créées seront exclusivement attribuées aux propriétaires des quatre-vingt-onze mille deux cent cinquante actions actuellement existantes, lesquels devront en verser le prix à raison de onze cents francs par action dans les caisses de la Banque, trimestre par trimestre, dans le délai d'un an au plus tard, à partir de la promulgation de la présente loi.

L'époque du premier paiement et les conditions auxquelles

les actionnaires pourront être admis à anticiper les paiements ultérieurs seront fixées par une décision de la Banque.

4. Le produit de ces nouvelles actions sera affecté, jusqu'à concurrence de quatre-vingt-onze millions deux cent cinquante mille francs, à la formation du capital déterminé par l'article 2, et, pour le surplus, à l'augmentation du fonds de réserve actuellement existant.

5. Sur le produit desdites actions, une somme de cent millions sera versée au trésor public dans le courant de 1859, aux époques qui seront convenues entre le ministre des finances et la Banque.

Cette somme sera portée en atténuation des découverts du trésor.

Le ministre des finances est autorisé à faire inscrire sur le grand-livre de la dette publique la somme de rentes trois pour cent nécessaire pour l'emploi de ladite somme de cent millions.

Un fonds d'amortissement du centième du capital nominal desdites rentes sera ajouté à la dotation de la caisse d'amortissement.

Les rentes seront transférées à la Banque de France au cours moyen du mois qui précédera chaque versement, sans que ce prix puisse être inférieur à soixante et quinze francs.

6. Sur les rentes inscrites au trésor au nom de la caisse d'amortissement, et provenant des consolidations du fonds de réserve de l'amortissement, il sera rayé du grand-livre de la dette publique une somme égale à celle des rentes créées par l'article précédent.

Les rentes seront définitivement annulées en capital et arrérages, à dater du jour où les rentes nouvelles seront transférées à la Banque.

7. La faculté accordée à la Banque de faire des avances sur effets publics français, sur actions et obligations de chemins de fer français, sur obligations de la ville de Paris, est étendue aux obligations émises par la société de crédit foncier de France.

Les dispositions générales qui régleront le mode d'exécution du paragraphe précédent devront être approuvées par un décret.

8. La Banque de France pourra, si les circonstances l'exigent, élever au-dessus de six pour cent le taux de ses escomptes et l'intérêt de ses avances.

Les bénéfices qui seront résultés, pour la Banque, de l'exercice de cette faculté, seront déduits des sommes annuellement partageables entre les actionnaires et ajoutés au fonds social.

9. La Banque de France aura la faculté d'abaisser à cinquante francs la moindre coupure de ses billets.

10. Dix ans après la promulgation de la présente loi, le Gouvernement pourra exiger de la Banque de France qu'elle établisse une succursale dans les départements où il n'en existerait pas.

11. Les intérêts qui seront dus par le Trésor, à raison de son compte courant, seront réglés sur le taux fixé par la Banque pour l'escompte du papier de commerce, mais sans qu'ils puissent excéder trois pour cent.

12. Un règlement d'administration publique déterminera, à l'égard des actionnaires incapables et des actionnaires en retard de versement, les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi ayant pour objet la prorogation du privilège de la Banque de France.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 8 juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 9 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état,

Le Ministre d'État,

au département de la justice,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Juin 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 503.

N° 4578. — *Loi qui autorise les Sociétés anonymes et autres Associations commerciales, industrielles ou financières, légalement constituées en Belgique, à exercer leurs droits en France.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ART. 1^{er}. Les sociétés anonymes et les autres associations
commerciales, industrielles ou financières qui sont soumises à
l'autorisation du Gouvernement belge, et qui l'ont obtenue,
peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice en France,
en se conformant aux lois de l'Empire.

2. Un décret impérial, rendu en Conseil d'état, peut appli-
quer à tous autres pays le bénéfice de l'article 1^{er}.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui auto-
XI^e Série.

rise les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières, légalement constituées et autorisées en Belgique, à exercer leurs droits en France.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ARBATUGEL.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4579. — *Lor qui autorise la ville de Marseille à contracter un Emprunt.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) est auto-

risée à emprunter, au taux d'intérêt de cinq pour cent, une somme de un million quatre cent mille francs (1,400,000^f), remboursable sur ses recettes tant ordinaires qu'extraordinaires, et qui sera affectée à l'extinction d'une partie de ses dettes.

Indépendamment de l'intérêt à cinq pour cent, il pourra être créé, au profit des prêteurs, un système de primes ou bonifications dont le montant n'excédera pas annuellement un pour cent du capital.

La somme ci-dessus de un million quatre cent mille francs (1,400,000^f) se confondra avec celle de treize millions cinq cent mille francs (13,500,000^f) que la ville de Marseille a été autorisée à emprunter à cinq pour cent, par la loi du 16 juin 1854.

2. L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

101

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUNONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter la somme de un million quatre cent mille francs (1,400,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau

de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Carde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé **ACHILLE FOULD.**

N° 4580. — *Loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur
suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Aube est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à partir de 1858, deux centimes (0^f 02^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à l'amélioration des routes départementales actuellement classées.

2. Le département de l'Aube est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, et pendant quatre ans, à partir de 1858,

1° Deux centimes (0^f 02^c) pour les travaux neufs et d'achèvement des lignes vicinales de grande communication ;

2° Deux centimes (0^f 02^c) destinés à venir en aide aux com-

munes, dans des cas extraordinaires, pour la construction de leurs chemins vicinaux.

Ces deux impositions seront recouvrées, indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à partir de 1858, deux centimes (0^f 02^c), et à s'imposer en outre pendant quatre ans, à partir de 1858, 1^o deux centimes (0^f 02^c), 2^o deux centimes (0^f 02^c).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULON.

N° 4581. — *Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Bouches-du-Rhône est
autorisé, sur la demande que son conseil général en a faite dans
sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, en 1858,
un centime (0^f 01^c) additionnel au principal des quatre contri-
butions directes, dont le produit sera affecté au solde du déficit
de la première section du budget départemental de 1856, et,
s'il y a lieu, des exercices antérieurs.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUIRAY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui
autorise le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer
extraordinairement un centime (0^f 01^c) en 1858.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4582. — *Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Bouches-du-Rhône est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement pendant six ans, à partir de 1858, quatre centimes (0^f 04^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à la dépense de construction d'un palais de justice à Marseille.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DAILLO.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer extraordinairement quatre centimes (0^f 04^e) pendant six ans, à partir de 1858.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PAEOUE, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4583. — *Loi qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALET.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Cher est autorisé, con-

formément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement pendant trois ans, à partir de 1858, un centime (0^f 01^c) additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au payement des dettes afférentes au service des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Avril 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement pendant trois ans, à partir de 1858, un centime (0^f 01^c).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MARAIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4584. — *Loi qui autorise le département du Doubs à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
 ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Doubs est autorisé, sur la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cinq cent mille francs (500,000^f), qui sera appliquée aux travaux d'amélioration des routes départementales.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Doubs est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant six ans, à partir de 1860, cinq centimes (0^f 05^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article premier.

Le service des intérêts de cet emprunt sera assuré, de 1857 à 1860, à l'aide de prélèvements sur l'imposition extraordinaire créée par la loi du 17 juin 1851.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Avril 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, Ed. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Doubs à emprunter cinq cent mille francs (500,000^f), et à s'imposer extraordinairement pendant six ans, à partir de 1860, cinq centimes (0^f 05^c).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent, et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4585. — *Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Gironde est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cent quatorze mille francs (114,000^f), qui sera appliquée au solde des travaux du palais de justice de Bazas et de la prison de Bordeaux, et à la dépense d'agrandissement et de restauration de l'hôtel de la préfecture.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Gironde est également autorisé à s'imposer extraordinairement, en 1860, deux centimes (0^f 02^e) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Il sera pourvu, jusqu'en 1860, au paiement des intérêts, à l'aide d'un prélèvement annuel sur les centimes facultatifs du budget départemental.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Gironde à emprunter une somme

de cent quatorze mille francs (114,000^f), et à s'imposer extraordinairement, en 1860, deux centimes (0^f 02^c).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.*

N° 4586. — *Loi qui autorise le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Hérault est autorisé

conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, en 1858, neuf dixièmes (9/10^m) de centime additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux dépenses du service de l'instruction primaire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement, en 1858, neuf dixièmes (9/10^m) de centime.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4587. — *Loi qui autorise le département de l'Isère à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Isère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, en 1858, sept dixièmes de centime (0^e 00^e 7/10^m) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à l'acquisition et à l'appropriation des bâtiments occupés par l'école normale primaire de Grenoble.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Isère à s'imposer extraordinairement sept dixièmes de centime (0^e 00^e 7/10^m), en 1858.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUX, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROIX.

Vu et scellé du sceau du Sénat.

Signé Baron T. DE LACROIX.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'Etat,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4588. — *Loi qui autorise le département de Loir-et-Cher à contracter un Emprunt.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Loir-et-Cher est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de vingt mille francs (20,000^f), qui sera appliquée à l'entretien des routes départementales en 1857.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer

de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le remboursement et le service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront assurés à l'aide de prélèvements sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 29 juin 1854, pour les travaux des routes départementales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER,

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de Loir-et-Cher à emprunter une somme de vingt mille francs (20,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MARAIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4589. — *Loi qui autorise le département de la Loire à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de sept cent cinquante mille francs (750,000^f), qui sera appliquée à la dépense de construction du palais de justice, de la caserne de gendarmerie et de la prison de Saint-Étienne.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Loire est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, un centime (0^f 01^c) en 1858, et cinq centimes (0^f 05^c) pendant sept ans, à partir de 1859.

Le produit de cette imposition sera affecté, jusqu'à due concurrence, au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, et, pour le surplus,

aux travaux du palais de justice, de la caserne de gendarmerie et de la prison de Saint-Etienne.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Loire à emprunter la somme de sept cent cinquante mille francs (750,000^f), et à s'imposer extraordinairement un centime (0^f 01^c) en 1858, et cinq centimes (0^f 05^c) pendant sept ans, à partir de 1859.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD

Vu et scellé du grand sceau :

La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABRATUCCI.

N° 4590. — *Loi qui autorise le département de la Manche à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Manche est autorisé,
conformément à la demande que son conseil en a faite dans sa
session de 1856, à s'imposer extraordinairement pendant six
années, à partir de 1858, deux centimes (0^f 02^c) additionnels
au principal des quatre contributions directes, dont le produit
sera affecté aux travaux d'amélioration des routes départe-
mentales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui
autorise le département de la Manche à s'imposer extraordi-
nairement pendant six années, à partir de 1858, deux centimes
(0^f 02^c).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE. ---

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4591. — *Loi qui autorise le département de la Manche à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ, et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ, et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Manche est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa dernière session, à s'imposer extraordinairement, en 1858, sept dixièmes (7/10^m) de centime additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux dépenses du service de l'instruction primaire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE CHAUMONT-QUITRY, TESNIÈRE,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Manche à s'imposer extraordinairement, en 1858, sept dixièmes (7/10^{es}) de centime.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé NAPOLEON.

Les Secrétaires,

*Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.*

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

*Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.*

Signé ABBATUCCI.

N° 4592. — *Loi qui autorise le département de l'Orne à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Orne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, un centime (0^f 01^c) en 1858, cinq dixièmes de centime (0^f 00^c 5/10^m) en 1859 et 1860, et quatre dixièmes de centime (0^f 00^c 4/10^m) en 1861, dont le produit sera affecté au paiement de la dépense d'acquisition et d'appropriation d'un terrain et de bâtiments nécessaires à l'agrandissement de l'asile départemental des aliénés.

Le département est également autorisé à appliquer à la même dépense la somme de vingt-neuf mille quatre cent dix-neuf francs douze centimes (29,419^f 12^c), montant de l'excédant de recettes constaté à la troisième section du budget départemental de l'Orne, exercice 1857.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Orne à s'imposer extraordinairement 1° un centime (0^f 01^c) en 1858, 2° cinq dixièmes de centime (0^f 00^c 5/10^m) en 1859 et 1860, 3° quatre dixièmes de centime (0^f 00^c 4/10^m) en 1861.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOU, le comte LE MARAIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
 Signé ABRATUCCI.

Signé NAPOLÉON.
 Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
 Signé ACHILLE FOULD.

N° 4593. — *Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Basses-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de trois cent vingt-cinq mille francs (325,000^f), qui sera appliquée à la construction d'une prison à Pau.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à

passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Basses-Pyrénées est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, trente-trois centièmes de centime ($33/100^{\text{es}}$) pendant trois ans, à partir de 1858, deux centimes ($0^{\text{f}} 02^{\text{c}}$) en 1861, et trois centimes ($0^{\text{f}} 03^{\text{c}}$) pendant chacune des années 1862 et 1863.

Le produit de cette imposition sera appliqué, concurremment avec celui de la vente des bâtimens de la prison actuelle, au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Le complément des crédits nécessaires à ce double service sera prélevé, s'il y a lieu, sur les centimes facultatifs du budget départemental.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à emprunter trois cent vingt-cinq mille francs (325,000^f), et à s'imposer extraordinairement trente-trois centièmes de centime ($33/100^{\text{es}}$) pendant trois ans, à partir de 1858, deux centimes ($0^{\text{f}} 02^{\text{c}}$) en 1861, et trois centimes ($0^{\text{f}} 03^{\text{c}}$) pendant chacune des années 1862 et 1863.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau

de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4594. — *Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Seine-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de trois cent cinquante mille francs (350,000^f), qui sera consacrée, 1° au solde du déficit des services obligatoires de 1855 et 1856, 2° au solde de diverses entreprises déterminées dans la délibération du conseil général; 3° pour le surplus, à venir en aide aux indigents.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à

passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Seine-Inférieure est également autorisé à s'imposer extraordinairement, en 1859 et 1860, deux centimes (0^f 02^c) additionnels aux quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Il sera pourvu au service des intérêts, pendant les années 1857 et 1858, et au besoin pendant les deux années suivantes, par un prélèvement sur les centimes facultatifs du budget départemental.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à emprunter une somme de trois cent cinquante mille francs (350,000^f). et à s'imposer extraordinairement deux centimes (0^f 02^c), en 1858 et 1860.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MARQUIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les

fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,*
Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé **ACHILLE FOULD.**

N° 4595. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant prorogation de la Chambre temporaire du Tribunal de première instance de Saint-Gaudens.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice;

Vu l'article 39 de la loi du 20 avril 1810;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La chambre temporaire créée au tribunal de première instance de Saint-Gaudens (Haute-Garonne), par ordonnance du 22 juillet 1836 (1), et successivement prorogée jusqu'à ce jour, continuera à remplir ses fonctions pendant une année.

A l'expiration de ce temps, elle cessera de plein droit, s'il n'en a été par nous autrement ordonné.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé **NAPOLÉON.**
Par l'Empereur :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé **ABBATUCCI.**

(1) 1^{re} série, Bull. 449, n° 6440.

N° 4596. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant :

ART. 1^{er}. La ville de Bourg (Ain) est autorisée à fonder dans son lycée impérial cinq bourses entières d'internes.

2. Le département de l'Ain est également autorisé à fonder dans cet établissement six bourses entières de même nature.

3. Les dépenses de ces fondations seront couvertes au moyen de crédits qui seront portés chaque année au budget de la ville de Bourg et à celui du département de l'Ain.

4. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les décret et règlements en vigueur. (*Paris, 25 Avril 1857.*)

N° 4597. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant :

ART. 1^{er}. La ville de Carcassonne est autorisée à fonder dans son lycée impérial cinq bourses entières d'internat.

2. Le département de l'Aude est également autorisé à fonder dans cet établissement cinq bourses entières de même nature.

3. Les dépenses de ces fondations seront couvertes au moyen de crédits qui seront portés annuellement aux budgets de la ville de Carcassonne et du département de l'Aude.

4. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les décret et règlements en vigueur. (*Paris, 25 Avril 1857.*)

N° 4598. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant :

ART. 1^{er}. La ville de Pau est autorisée à fonder dans son lycée dix bourses entières d'externes.

2. Les jeunes gens qui deviendront titulaires de ces bourses suivront les cours spéciaux organisés dans cet établissement.

3. Les candidats devront justifier de leur aptitude devant la commission départementale créée en exécution de l'article 1^{er} du décret du 7 février 1852 (1).

4. Le prix desdites bourses, qu'elles soient occupées ou non, demeure acquis au lycée impérial de Pau.

5. Il sera pourvu aux dépenses de cette fondation au moyen d'un crédit qui sera porté chaque année au budget de la ville de Pau. (*Paris, 25 Avril 1857.*)

(1) x^e série, Bull. 497, n° 3721.

N° 4599. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe à douze le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Gannat (Allier). (Paris, 29 Avril 1857.)

N° 4600. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. Devauchaux (Narcisse-Léopold), propriétaire, né le 13 juin 1835, à Margny-sur-Matz, arrondissement de Compiègne (Oise), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de Baudequin, et à s'appeler à l'avenir Devauchaux-Baudequin;

2° Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (Paris, 27 Mai 1857.)

N° 4601. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant,

1° Que les courtiers de marchandises de Dieppe (Seine-Inférieure) sont autorisés à exercer cumulativement les fonctions d'agent de change;

2° Que leur cautionnement est élevé à six mille francs. (Saint-Cloud, 30 Mai 1857.)



Certifié conforme :

Paris, le 11 Juin 1857,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 504.

N° 4602. — *Loi qui approuve un Échange de bois entre l'État et les Époux Darblay.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, aux conditions stipulées dans
l'acte administratif passé, le 16 août 1856, entre le préfet du
Loiret et les époux *Jules Darblay*, l'échange de dix heciares
soixante et seize ares de bois à détacher de la forêt domaniale
d'Orléans, en la commune de Chevilly, canton des Diabliaux,
contre un bois dit *le Merisier*, contenant vingt et un hectares
vingt et un ares, en la commune de Cercotte, appartenant audit
sieur *Darblay*.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui au-
XI^e Série.

torise un échange d'immeubles, dans le département du Loiret, entre l'État et les époux Jules Darblay.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé Le comte LE MANOIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4603. — *Loi qui approuve un Échange d'immeubles entre l'État et M. Bard.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées

dans l'acte administratif du 2 avril 1855, et moyennant une soulte de cent cinquante francs (150^f 00^e) au profit de l'État, l'échange de portions d'immeubles situées commune de Pousseaux, appartenant à l'État, et affectées au service du canal du Nivernais, contre d'autres portions d'immeubles, situées au même lieu, appartenant au sieur *Louis-André-Bonaventure Bard*.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise un échange d'immeubles entre l'État et le sieur *Louis-André-Bonaventure Bard*.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

N° 4604. — *Loi qui autorise la perception d'une Surtaxe à l'Octroi de Lyon.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la publication de la présente loi, et
jusqu'au 1^{er} janvier 1864, il sera perçu, à l'octroi de la com-
mune de Lyon, département du Rhône, conformément au vote
du conseil municipal, une surtaxe de un franc (1^{fr} 00^c) par hecto-
litre de vin en cercles et en bouteilles, piquettes et lies claires.

2. Le produit de cette surtaxe sera affecté exclusivement à
l'exécution des travaux reconnus nécessaires pour préserver la
ville de Lyon des débordements du Rhône et de la Saône, et
notamment, 1° à l'établissement d'une digue insubmersible à la
suite et en amont du quai d'Albret; 2° au remplacement de la
digue actuelle des Brotteaux; 3° au complément de la ligne du
quai du Rhône, en exécutant le quai Joinville.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi ayant

B. n° 504. (953)

pour objet d'autoriser une surtaxe sur les vins à l'octroi de Lyon (Rhône).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUX, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 4605. — *Lor qui autorise la perception de Surtaxes à l'Octroi de Steenvoorde (Nord).*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la publication de la présente loi, et jusqu'au 31 décembre 1866, il sera perçu, à l'octroi de la commune de Steenvoorde, département du Nord, conformément au vote du conseil municipal, les surtaxes qui suivent sur les vins

en cercles et en bouteilles, ainsi que sur l'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie :

Vins en cercles et en bouteilles, 8^f 80^c par hectolitre;

Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, 18^f par hectolitre.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise, jusqu'au 31 décembre 1866, l'établissement de surtaxes à l'octroi de Steenvoorde, département du Nord.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUX, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,*
Signé ABBATUCCI.

N° 4606. — *Loi qui autorise le département de la Nièvre à contracter un Emprunt.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Nièvre est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent (5 p. o/o), une somme de deux cent dix mille francs (210,000^f), qui sera appliquée à la dépense d'achèvement des bâtiments départementaux désignés dans la loi du 29 juin 1854.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le remboursement de l'emprunt autorisé par l'article ci-dessus, et le service des intérêts, seront assurés sur le produit de la portion de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 29 juin 1854, qui est spécialement affectée aux travaux des bâtiments départementaux.

Jusqu'en 1861, les fonds nécessaires au payement des intérêts de l'emprunt seront prélevés sur le montant de l'imposition

établie par le décret du 28 mars 1852 (1), et, s'il y a lieu, sur le produit des centimes facultatifs.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Nièvre à emprunter une somme de deux cent dix mille francs (210,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé THOPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUET,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

(1) x^e série, Bull. 522, n° 3998.

N° 4607. — *Loi qui autorise le département de Vaucluse à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Vaucluse est autorisé,
conformément à la demande que le conseil général en a faite
dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement pen-
dant dix ans, à partir de 1858, six centimes (0^f 06^e) addition-
nels au principal des quatre contributions directes, dont le
produit sera affecté à l'achèvement et à l'amélioration des routes
départementales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, TESNIÈRE, ED. DALLOZ,
marquis DE CHAUMONT-QUITRY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui
autorise le département de Vaucluse à s'imposer extraordinairement
pendant dix ans, à partir de 1858, six centimes
(0^f 06^e).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

XI^e Série.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOUÛ.

N° 4608. — *Loi qui autorise la ville d'Angers à contracter
un Emprunt.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Angers (Maine-et-Loire) est autorisée à emprunter, à un intérêt qui ne pourra excéder cinq pour cent, une somme de un million sept cent mille francs (1,700,000^f), remboursable en quinze années sur ses revenus tant ordinaires qu'extraordinaires, et destinée à convertir une partie de ses dettes, à couvrir le déficit du budget supplémentaire de 1856, et à achever les travaux relatifs à une distribution des eaux de la Loire.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription,

soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Avril 1857.

Le Président;

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Angers (Maine-et-Loire) à emprunter une somme de un million sept cent mille francs (1,700,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président;

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives; pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4609. — *Loi qui autorise la ville de Châlons (Marne) à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS**
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Châlons (Marne) est autorisée à
s'imposer pendant deux années, à partir de 1858, vingt cen-
times (0^f 20^c) additionnels au principal des quatre contribu-
tions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à quarante-
sept mille francs (47,000^f) environ, servira au paiement d'une
partie de ses dettes.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Avril 1857.

Le Président,

Signé **SCHNEIDER.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUINT,**
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui
autorise la ville de Châlons (Marne) à s'imposer pendant deux
années, à partir de 1858, vingt centimes (0^f 20^c).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,

Signé **Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,**
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé **Baron T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 4610. — *Loi qui autorise la ville de Dole à contracter un Emprunt.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Dole (Jura) est autorisée à emprunter, moyennant un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, la somme de cinquante mille francs (50,000^f), remboursable en six années, à partir de 1861, sur ses revenus, et destinée au paiement des travaux devant résulter de l'ouverture d'une rue conduisant à la gare du chemin de fer.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à

passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Dole (Jura) à emprunter la somme de cinquante mille francs (50,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice, *

Le Ministre d'Etat,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4611. — *Loi qui autorise la ville d'Elbeuf à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
 ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur
 suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Elbeuf (Seine-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, la somme de cinq cent quatre-vingt-quatorze mille francs (594,000^f), remboursable en douze années, à partir de 1858, et destinée à l'exécution de divers travaux d'utilité publique.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant douze années, à partir de 1858, vingt centimes (0^f 20^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, devant produire en totalité six cent soixante et douze mille francs (672,000^f) environ, pour subvenir, concurremment avec l'excédant annuel de ses recettes, au remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Mai 1857.

Le Président,
 Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, MARQUIS DE CHAUMONT-QUITRY,
 TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Elbeuf (Seine-Inférieure) à emprunter la somme de cinq cent quatre-vingt-quatorze mille francs (594,000^f), et à s'imposer extraordinairement pendant douze années, à partir de 1858, vingt centimes (0^f 20^c).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4612. — Loi qui autorise la ville de Laon à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCIONNÉ et SANCIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. La ville de Laon (Aisne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, la somme de quarante-cinq mille francs (45,000^f), remboursable en neuf années, et destinée au paiement d'une subvention offerte à la compagnie du chemin de fer du Nord, pour le changement d'emplacement de la station et l'établissement de deux chemins d'accès à la gare.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant neuf années, à partir de 1858, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir: huit centimes (0^f 08^c) pendant les six premières années, sept centimes (0^f 07^c) pendant la septième, six centimes (0^f 06^c) pendant la huitième, et trois centimes (0^f 03^c) pendant la neuvième, devant produire, en totalité, cinquante-huit mille francs (58,000^f) environ, pour le remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Avril 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Laon (Aisne) à emprunter la somme de quarante-cinq mille francs (45,000^f), et à s'imposer extraordi-

nairement, à partir de 1858, 1° huit centimes (0^f 08^e) les six premières années; 2° sept centimes (0^f 07^e) la septième année; 3° six centimes (0^f 06^e) la huitième; 4° trois centimes (0^f 03^e) la neuvième.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

N° 4613. — *Loi qui autorise la ville de Laval à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur
suit :

ART. 1^{er}. La ville de Laval (Mayenne) est autorisée à emprunter, à un taux qui n'excède pas cinq pour cent, la somme

de deux cent mille francs (200,000^f), remboursable en dix années, à partir de 1859, et destinée,

- 1° A l'ouverture d'une rue;
- 2° A la construction d'une salle d'asile;
- 3° A l'acquisition d'un presbytère;
- 4° A la restauration du théâtre.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans, à partir de 1858, dix centimes (0^f 10^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, devant produire en totalité cent quatre-vingt-neuf mille cent trente francs (189,130^f) environ, pour subvenir, concurremment avec l'excédant annuel de ses recettes, au remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Laval (Mayenne) à emprunter la somme de deux cent mille francs (200,000^f), et à s'imposer extraordinairement dix centimes (0^f 10^c) pendant dix ans, à partir de 1858.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
 Signé ABBATEUCCI.

Signé NAPOLÉON.
 Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
 Signé ACHILLE FOULD.

N° 4614. — *Lor qui autorise la ville de Limoges à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Limoges (Haute-Vienne) est autorisée à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, la somme de trois cent mille francs (300,000^f), remboursable en douze années, et destinée à la construction d'une caserne d'infanterie.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant sept années, à partir de 1861, dix centimes (0^f 10^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, devant produire, en totalité, deux cent soixante mille francs (260,000^f) environ, pour subvenir, concurremment avec l'excédant annuel de ses recettes, au remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Limoges (Haute-Vienne) à emprunter la somme de trois cent mille francs (300,000^f), et à s'imposer dix centimes (0^f 10^c) pendant sept ans, à partir de 1861.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4615. — *Loi qui autorise la ville de Lorient à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS**
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Lorient (Morbihan) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de trois cent cinquante mille francs (350,000^f), remboursable en dix années, et destinée à l'établissement d'une conduite d'eau et au paiement de diverses dépenses d'utilité communale énumérées dans la délibération municipale en date du 27 février 1857.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant dix années, à partir de 1858, dix centimes (0^f 10^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, devant produire en totalité cent soixante-neuf mille quatre cents francs (169,400^f) environ, pour subvenir, concurremment avec d'autres ressources, au remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE CHATEMONT-QUITRY, TESNIÈRE,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Lorient (Morbihan) à emprunter la somme de trois cent cinquante mille francs (350,000^f), et à s'imposer extraordinairement dix centimes (0^f 10^c) pendant dix ans, à partir de 1858.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4616. — *Loi qui autorise la ville de Mulhouse à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Mulhouse (Haut-Rhin) est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant six années, à

partir de 1858, dix centimes (0^f 10^c) additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évaluée en totalité à deux cent mille francs (200,000^f) environ, servira, concurremment avec l'excédant annuel des recettes ordinaires, à l'agrandissement des écoles, à la construction d'un aqueduc-siphon, et à divers travaux d'assainissement, conformément à la délibération du conseil municipal, en date du 20 octobre 1856.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Avril 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Mulhouse (Haut-Rhin) à s'imposer extraordinairement pendant six années, à partir de 1858, dix centimes (0^f 10^c).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATEUCCI.

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4617. — *Loi qui autorise la ville de Saint-Denis (Seine) à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS**
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Saint-Denis (Seine) est autorisée
à s'imposer extraordinairement pendant huit années, à partir
de 1859, vingt centimes (0^f 20^c) additionnels au principal des
quatre contributions directes, devant produire en totalité cent
quatre-vingt-trois mille francs (183,000^f) environ, pour faire
face aux dépenses devant résulter de l'élargissement de la rue
de la Chevalerie.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui
autorise la ville de Saint-Denis (Seine) à s'imposer extraordinai-
rement vingt centimes (0^f 20^c) pendant huit ans, à partir de
1859.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
 au département de la justice,*
 Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
 Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
 Signé **ACHILLE FOULD.**

N° 4618. — Loi qui autorise la ville de Tarbes à contracter un Emprunt.

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Tarbes (Hautes-Pyrénées) est autorisée à emprunter une somme de quatre cent cinquante mille francs (450,000^f), remboursable en quinze années, à partir de 1859, sur ses revenus, et destinée au paiement de ses dettes.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à

passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis de CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Tarbes (Hautes-Pyrénées) à emprunter une somme de quatre cent cinquante mille francs (450,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4619. — *Loi qui, 1° réunit la commune de Saint-Esprit (Landes) à la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées); 2° distrair les sections de Boucau et de Romatel de la commune de Tarnos (Landes), et les réunit au département des Basses-Pyrénées, pour former une Commune distincte sous le nom de Boucau.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS**
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La commune de Saint-Esprit, chef-lieu du canton de ce nom, est distraite de l'arrondissement de Dax et du département des Landes, et réunie à la ville de Bayonne, arrondissement de ce nom, département des Basses-Pyrénées.

2. Les sections de Boucau et de Romatel sont distraites de la commune de Tarnos, canton de Saint-Esprit, arrondissement de Dax, département des Landes, et réunies à l'arrondissement de Bayonne (Basses-Pyrénées). Ces deux sections formeront, sous le nom de *Boucau*, une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Boucau.

3. La commune de Saint-Esprit et la nouvelle commune de Boucau feront partie du canton nord-est de Bayonne.

4. Les communes réunies continueront à jouir, comme sections de commune, de tous les droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions des réunions et distractions prononcées seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi tendant à réunir,

1° La commune de Saint-Esprit (département des Landes) à la ville de Bayonne (département des Basses-Pyrénées);

2° Les sections de Boucau et de Romatel (département des Landes) en une seule commune, sous le nom de Boucau (Basses-Pyrénées).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4620. — *Loi qui distrair la commune de Montblanc du canton d'Annot, et la réunit au canton d'Entrevaux (Basses-Alpes).*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La commune de Montblanc est distraite du canton d'Annot, arrondissement de Castellane (Basses-Alpes), et réunie au canton d'Entrevaux, même arrondissement.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi tendant à distraire la commune de Montblanc du canton d'Annot, arrondissement de Castellane (Basses-Alpes), et à la réunir au canton d'Entrevaux, même arrondissement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

N° 4621. — *Loi qui, 1° réunit les communes de Saint-Denis-d'Héricourt et de Saint-Riquier-d'Héricourt en une seule Commune, sous le nom d'Héricourt-en-Caux; 2° modifie la circonscription des cantons d'Ourville et de Doudeville (Seine-Inférieure).*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les communes de Saint-Denis-d'Héricourt et de Saint-Riquier-d'Héricourt, canton d'Ourville, arrondissement d'Yvetot, département de la Seine-Inférieure, sont réunies en une seule commune, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Denis-d'Héricourt, et qui prendra le nom d'*Héricourt-en-Caux*.

2. La parcelle cotée A au plan annexé à la présente loi est distraite du territoire de Saint-Riquier-d'Héricourt et réunie à la commune d'Hautot-Saint-Sulpice, canton de Doudeville, même arrondissement.

En conséquence, la limite entre les communes d'Hautot-Saint-Sulpice et d'Héricourt-en-Caux sera formée selon le tracé des lignes à traits noirs dudit plan.

3. Les communes réunies continueront à jouir, comme sections de commune, de tous les droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

4. Les autres conditions des réunions prononcées seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi tendant à réunir les communes de Saint-Denis-d'Héricourt et de Saint-Riquier-d'Héricourt (Seine-Inférieure) en une seule commune, sous le nom d'*Héricourt-en-Caux*.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE,

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,*

*Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.*

Signé ABBATUCCI.



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Juin 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 505.

N° 4622. — *Loi relative au Sous-Comptoir des Entrepreneurs de Bâtimens.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La garantie destinée, aux termes de l'article 5 du décret du 4 juillet 1848, à couvrir vis-à-vis le comptoir d'escompte et la banque de France les pertes résultant des opérations du sous-comptoir des entrepreneurs de bâtimens, est restreinte à deux millions cinq cent mille francs (2,500,000^f) et maintenue pendant dix ans.

Cette garantie ne pourra être invoquée qu'après l'épuisement complet de la réserve et du fonds social.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui res-
XI^e Série.

treint à deux millions cinq cent mille francs (2,500,000^f) et maintient pendant dix ans la garantie donnée au comptoir d'escompte et à la banque de France pour les pertes résultant des opérations du sous-comptoir des entrepreneurs de bâtimens.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

*Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.*

N° 4623. — *Loi qui autorise la concession de l'exploitation des Sources
et de l'Établissement thermal de Plombières.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est autorisé à concéder directement, au nom de l'état, l'exploitation des sources et de l'établissement thermal de Plombières (Vosges), à MM. Robillot et Danis, tant en leur nom personnel qu'au nom de la société projetée pour cette entreprise.

Ladite concession sera faite pour quatre-vingts années consécutives, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui concède, au nom de l'État, l'exploitation des sources et de l'établissement thermal de Plombières (Vosges), à MM. Robillot et Danis.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
 au département de la justice,*
 Signé *ABBATUCCI.*

Le Ministre d'État,
 Signé *ACHILLE FOULD.*

*Cahier des charges relatif à la concession de l'établissement thermal
 de Plombières.*

ART. 1^{er}. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant au nom de l'État, concède et donne à bail pour quatre-vingts années, qui commenceront à courir du jour de la promulgation de la loi à intervenir,

A MM.....
 l'exploitation de l'établissement thermal de Plombières, avec toutes ses sources, y compris celles qui, pendant la durée de la concession, seraient ajoutées à la propriété de l'État, les bâtiments, terrains et dépendances ; à l'exception toutefois de l'hôtel affecté au logement du préfet et des bâtiments situés dans la Grande-Rue, faisant partie des arcades, dans lesquels sont logés aujourd'hui le médecin inspecteur et le régisseur, et sans aucune autre exception ni réserve.

Les concessionnaires prendront les immeubles faisant l'objet de la présente concession dans l'état où ils se trouveront au moment de l'entrée en jouissance.

La société anonyme que les concessionnaires se proposent d'établir devra être constituée aussitôt après que le présent traité sera devenu définitif. Elle ne sera autorisée que sous la condition que les actions seront nominatives pendant les dix premières années de la concession.

2. Les concessionnaires s'obligent à exécuter, dans un délai qui ne pourra pas excéder cinq ans, à leurs frais, risques et périls, et jusqu'à concurrence de douze cent mille francs au moins, tous les travaux dont le détail va suivre, savoir :

1° Des constructions pouvant contenir deux cents cabinets de bains, douches diverses et étuves, y compris ceux de l'établissement actuel qui pourront être conservés : les baignoires seront en cuivre étamé, et le tuyautage en cuivre et en plomb ;

2° Des réservoirs et des bassins réfrigérants destinés à contenir l'eau minérale en quantité suffisante pour assurer le service de deux jours ;

3° Tous autres réservoirs et installations qui seraient reconnus nécessaires pour la bonne distribution des eaux et pour leur administration ;

4° Si le besoin en est reconnu, la construction de buanderies, de séchoirs et d'ateliers destinés à la mise en bouteilles, au bouchage, à l'emballage, à l'expédition et à la vente des eaux;

5° La clôture des sources, de façon à empêcher tous approvisionnements frauduleux ou clandestins;

6° La construction d'hôtels destinés au logement des étrangers, et devant contenir ensemble deux cents lits répartis, en proportion convenable, dans les chambres à un et deux lits;

7° Le captage et l'aménagement des sources d'eaux minérales;

8° Et généralement toutes les additions, grosses réparations et améliorations qui, dans le délai de cinq ans ci-dessus fixé, seront reconnues utiles aux édifices, bassins, réservoirs, regards, conduites d'eau et machines dont se compose aujourd'hui la propriété de l'État.

Tous les travaux énumérés au présent article seront exécutés dans l'ordre qui sera fixé par l'administration.

Ces travaux devront être exécutés par les concessionnaires sous la direction des ingénieurs et architectes de l'État, et sur les plans et devis rédigés par l'administration; les concessionnaires en demeureront responsables, conformément aux règles du droit commun.

3. Les concessionnaires s'engagent à justifier, dans un délai de deux ans, par tous titres, états de transcription, pièces de purge ou autres à ce nécessaires dont ils feront la remise à l'État, que la propriété des immeubles à acquérir pour la construction des hôtels ou pour toute autre destination est régulièrement établie, que le prix en a été régulièrement payé, et qu'ils sont francs et libres de tous privilèges, hypothèques et charges antérieures.

4. Au cas où les dépenses à faire pour les dispositions et travaux ci-dessus, et tous autres que, dans le délai de cinq années fixé par l'article 2, l'État reconnaîtrait nécessaires à une bonne exploitation de l'établissement, dépasseraient douze cent mille francs, les concessionnaires seront tenus néanmoins de les exécuter, et la durée de la concession sera augmentée à raison d'une année par chaque vingt mille francs d'excédant, sans que, en aucun cas, la jouissance puisse dépasser quatre-vingt-dix-neuf années.

Dans tous les cas, les constructions, accroissements, améliorations et embellissements de toute nature opérés par les concessionnaires pendant la durée du bail sur des terrains appartenant ou cédés par eux à l'État, y compris les hôtels, les machines hydrauliques ou à feu et leurs accessoires, cabinets de bains, baignoires, tuyaux, conduits et robinets, demeureront la propriété de l'État, sans aucune indemnité, à l'expiration du bail, lors même que lesdits accroissements, constructions, améliorations et embellissements auraient été faits en sus des engagements pris par les concessionnaires.

Les concessionnaires se soumettront, dans l'exécution des travaux, aux dispositions de la circulaire du ministre de l'intérieur, du 15 décembre 1851, relative à l'interdiction du travail les dimanches et jours fériés.

5. L'administration pourra interdire aux concessionnaires la faculté d'exploiter par eux-mêmes les hôtels mentionnés à l'article 2.

6. Provisoirement et jusqu'à l'achèvement et la réception des travaux, le tarif actuellement en vigueur et ci-après détaillé sera maintenu.

Tarif provisoire pour la vente de l'eau minérale.

Une bouteille de la contenance d'un litre d'eau, bouchée et cachetée ou capsulée, verre compris..... 0^f 35^c

Un litre d'eau bouché et cacheté ou capsulé, verre non compris.. 0 15

(L'usage de l'eau pour boisson sur place est gratuit. Elle ne peut être transportée à domicile que pour la consommation locale.)

BAIN ROMAIN.

Bains ordinaires	1 ^f 15 ^c
Douche écossaise.....	1 00
Douche à la Tivoli.....	0 75

BAIN IMPÉRIAL.

Bain de cabinet.....	1 00
Bain dans une baignoire autour de la piscine	0 60
Bain dans la piscine	0 40
Douche écossaise.....	0 80
Douche à la Tivoli	0 70
Douche ordinaire.....	0 50
Bain de vapeur.....	0 50
Douche de vapeur.....	0 50
Douche ascendante.....	0 30

BAIN TEMPÉRÉ ET DES CAPUCINS.

Bain en cabinet.....	0 60
Bain dans une baignoire autour de la piscine	0 60
Bain dans la piscine.....	0 40
Bain de vapeur au trou dit <i>des Capucins</i>	1 00
Douche à la Tivoli.....	0 70
Douche ordinaire.....	0 50
Douche ascendante.....	0 50

BAIN DES DAMES.

Bain en cabinet.....	1 00
Bain dans une baignoire autour de la piscine	0 60
Bain dans la piscine.....	0 40
Douche à la Tivoli.....	0 75
Douche ordinaire	0 50
Bain de vapeur à l'étuve Bassompierre	0 50
Douche ascendante.....	0 30

BAINS À DOMICILE.

Bain à domicile.....	1 25
Bain de siège	0 50

PRIX DU LINGE.

Un peignoir.....	0 15 ^c
Une serviette.....	0 05
Un fond de bain.....	0 30

7. A partir de l'époque où les travaux auront été reçus par l'État, les prix seront perçus conformément au tarif ci-après :

EAU PRISE EN BOISSON.

Droit de buvette pour une saison (vingt et un jours).....	2 ^f 00
Pour une bouteille puisée.....	0 10
Pour une bouteille bouchée et goudronnée.....	0 35
Pour une bouteille bouchée, avec emballage.....	0 40

BAINS ET DOUCHES.

Toute carte de bain, soit en baignoire; soit en piscine, donne droit à un drap ou à un peignoir, et à une serviette.

Pour les douches prises en dehors du bain et pour les étuves, le linge se paye à part.

Le massage, les frictions après ou pendant les douches et étuves, se payent également à part.

Bain en baignoire.....	1 ^f 35 ^c
Bain en piscine.....	0 80
Douche ordinaire ou latérale, à la Tivoli; douche écossaise; douche en pluie alternative; bain de pluie varié, pour les dix premières minutes.....	0 80
Au delà de cette durée, et pour chaque nouvelle période de dix minutes.....	0 40
(La période commencée se paye comme entière.)	
Douche partielle ou locale, mobile, bain de pluie simple, pendant le bain ou à la suite du bain dans le même local.....	0 50
Douche en dehors du bain ou dans un local spécial.....	0 60
Grande douche de pression; douche jumelle alternative; douche en lame ou en colonne, pour les dix premières minutes.....	1 30
Pour chaque durée supplémentaire de dix minutes, sans fraction..	0 50
Douche de cercle de dix minutes et au-dessous.....	0 90
Pour chaque durée supplémentaire de dix minutes, sans fraction..	0 45
Bain de siège simple.....	0 50
Bain de siège avec douche des reins, avec immersion ou eau courante.....	1 00
Bain de pieds ou de bras simple.....	0 30
Bain de pieds ou de bras à eau courante.....	0 50
Douche ascendante (canule fournie par le malade).....	0 40

BAINS ET DOUCHE DE VAPEUR.

Bain de vapeur du trou des Capucins, pendant quinze minutes....	1 00
Pour chaque durée supplémentaire de dix minutes, sans fraction..	0 50

SERVICE DES ANCIENNES ÉTUVES ET DU BAIN IMPÉRIAL.

Bain de vapeur général.....	0 40 ^c
Bain de vapeur partiel ou local.....	0 30
Douche de vapeur du bain impérial.....	0 50

SERVICE DES NOUVELLES ÉTUVES.

Bain de vapeur général (étuve à gradins et caisse).....	1 00
Bain de vapeur partiel ou local.....	0 75
Douche de vapeur générale ou partielle.....	1 25
Douche de vapeur avec fumigation.....	1 50
Bain russe simple.....	1 25
Bain russe avec fumigation.....	1 50
Bain russe avec douche de vapeur.....	1 75
Bain russe avec douche de vapeur et fumigation.....	2 00
Le massage ou la friction (à part).....	1 00

SERVICE À DOMICILE (SANS LINGE).

Bain ordinaire d'eau minérale à domicile.....	1 50
Bain de siège d'eau minérale à domicile.....	0 50
Bain ou douche de vapeur d'eau minérale à domicile.....	2 00
Bain ou douche de vapeur avec fumigation d'eau minérale à domicile.....	2 25

TARIF DU LINGE.

Un drap ou un peignoir froid.....	0 10
Un drap ou un peignoir chaud.....	0 15
Une serviette froide.....	0 05
Une serviette chaude.....	0 10
Un fond de bain.....	0 30

LINGE POUR BAIN MÉDICAMENTEUX.

Un drap ou peignoir froid.....	0 20
Un drap ou peignoir chaud.....	0 25
Une serviette froide.....	0 10
Une serviette chaude.....	0 15
Un fond de bain.....	0 50
Une couverture de laine (abonnement pour la saison).....	5 00

SERVICE DES PORTEURS ET AVERTISSEURS.

Dans le cas où la compagnie concessionnaire pourvoirait elle-même au service des porteurs et des messagers, elle serait autorisée à percevoir les prix ci-après :

Port, aller et retour.....	0 40 ^c
Port, aller ou retour seul.....	0 25
Course d'avertissement ou message.....	0 10

Les prix portés au tarif ci-dessus pourront, avec l'assentiment de l'administration, être abaissés par les concessionnaires.

Des bains d'une classe inférieure et à prix réduits pourront également être établis par la compagnie, avec l'autorisation de l'administration, et mis à la disposition du public.

L'eau destinée à la boisson ne pourra être transportée à domicile que pour la consommation locale.

Les concessionnaires pourront, avec l'assentiment de l'administration, accorder des remises au commerce sur le prix de la vente des eaux.

8. Il pourra être créé, dans chaque établissement, des bains de classes supérieures, dont le nombre et le prix seront réglés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, les concessionnaires entendus.

Aucune rétribution autre que celles qui sont ci-dessus indiquées ne pourra être exigée.

Les prix à percevoir pour les bains, douches et étuves qui seraient ultérieurement établis pour être administrés sous de nouvelles formes, au moyen d'appareils spéciaux, seront fixés comme il est dit au paragraphe 1^{er} du présent article.

9. Pendant les dix premières années de la concession, les concessionnaires sont dispensés de toute redevance envers l'État; mais, à l'expiration de ces dix années, si le produit net de l'exploitation de l'établissement thermal et de toutes ses dépendances, y compris la location ou la valeur estimative de la location des hôtels mentionnés à l'article 2, excède sept pour cent du capital dépensé par les concessionnaires, la moitié du surplus sera attribuée à l'État, à titre de prix de ferme.

Des règlements d'administration publique détermineront les formes et le mode d'exécution du présent article.

10. Les concessionnaires mettront à la disposition de l'administration, sans indemnité, pour le service gratuit, y compris celui qui pourrait être établi à l'hôpital, un nombre de douches et de bains proportionné à celui des douches et bains payants, calculé chaque année d'après la moyenne des trois années précédentes, savoir :

Bains de baignoires, deux dixièmes;

Bains de piscine, quatre dixièmes;

Douches écossaises, un dixième;

Douches diverses et bains de vapeur, trois dixièmes.

Provisoirement, pendant chacune des trois premières années du bail, le nombre des douches et des bains gratuits que l'administration pourra exiger est fixé à quatre mille cinq cents bains de piscine, deux mille bains de baignoires, trois cents douches écossaises, huit cents douches ascendantes, sept mille douches ordinaires et bains de vapeur.

Pour que le service général de l'établissement se fasse toujours avec facilité, les concessionnaires ne seront tenus de fournir qu'un quart des douches et bains gratuits du 15 juin au 15 août, les trois autres quarts seront répartis par moitié dans le premier et le dernier mois de la saison.

Les malades admis à la gratuité recevront sans rétribution, après chaque bain ou chaque douche, un peignoir et une serviette.

A moins d'une prescription spéciale du médecin inspecteur, à laquelle les concessionnaires seront tenus de satisfaire, les douches et bains gratuits seront distribués aux heures fixées par les concessionnaires, en se renfermant, bien entendu, dans les limites de temps déterminées pour l'ouverture et la fermeture journalière de l'établissement.

Les douches et bains réservés à l'assistance publique pourront seuls être donnés dans un bâtiment spécial ; les autres douches et bains gratuits destinés aux ecclésiastiques, religieuses, instituteurs, militaires, etc. devront être donnés dans les mêmes cabinets que les douches et bains payants ordinaires.

11. Les droits qui pourraient exister au profit des habitants de Plombières et de tous autres, relativement à l'usage des eaux thermales et des bains et douches de l'établissement, seront supportés par les concessionnaires, sans qu'ils puissent exercer, de ce chef, aucune répétition contre l'État.

12. Avant leur entrée en jouissance, les concessionnaires seront tenus de déposer, à titre de cautionnement, une somme de deux cent mille francs en numéraire, ou en rentes sur l'État calculées conformément à l'ordonnance de 19 juin 1825, ou en bons du trésor ou autres effets publics, avec transfert, au profit de la caisse des dépôts et consignations, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

La moitié de ce cautionnement, soit une somme de cent mille francs, sera rendue aux concessionnaires lorsque la moitié des travaux auxquels ils sont tenus par l'article 2 sera exécutée. La seconde moitié dudit cautionnement leur sera remboursée après l'achèvement complet et la réception définitive desdits travaux.

13. Les contributions et charges de toute nature qui sont ou pourront être imposées à l'établissement thermal de Plombières et ses dépendances, y compris les additions qu'il recevra durant le cours de la concession, seront supportées par les concessionnaires. Seront également supportées par eux toutes les charges qui pourraient résulter de la législation sur les eaux minérales.

14. Les concessionnaires prendront, dans l'état où ils se trouveront, le matériel et le mobilier industriel appartenant à l'État qui garniront l'établissement au moment de l'entrée en jouissance. Il sera fait, du tout, un état descriptif et estimatif, destiné à servir de base à la reprise que l'administration aura le droit de faire à la fin de la concession, ainsi qu'il va être dit. Les concessionnaires seront tenus d'augmenter ce matériel et ce mobilier suivant les besoins du service, et de les entretenir, pendant toute la durée de la concession, de telle sorte qu'ils représentent toujours une valeur au moins égale à celle des objets qui leur auront été remis par l'administration lors de leur entrée en jouissance.

À l'expiration du bail, il sera fait un état descriptif et estimatif du matériel et du mobilier qui garniront alors l'établissement. L'administration sera tenue de choisir, dans cet état descriptif et estimatif, tels des objets qui y sont compris, pour se remplir du montant de l'estimation du matériel et du mobilier cédés aux concessionnaires lors de leur entrée en jouissance, jusqu'à concurrence de cette estimation.

Elle aura le droit, mais ne pourra point être tenue, de reprendre le surplus du matériel et du mobilier pour leur valeur estimative.

15. Un plan topographique et descriptif de l'établissement et de ses dépendances, dressé aux frais des concessionnaires, sera annexé à l'état des lieux dont il sera parlé à l'article 16.

Les concessionnaires seront tenus, sous peine de tous dommages et intérêts, de dénoncer immédiatement à l'administration toutes entreprises ou usurpations, et généralement tous actes de nature à préjudicier aux droits de l'État.

16. Lors de l'entrée en jouissance des concessionnaires, il sera dressé à

leurs frais, contradictoirement entre eux et l'administration, un état des immeubles et des sources composant l'établissement dont l'exploitation leur est concédée.

Après l'achèvement et la réception des travaux et constructions énumérés dans l'article 2, il en sera dressé, également à leurs frais, dans les mêmes formes, un état descriptif, qui sera annexé à l'état des lieux ci-dessus exigé.

Aucune des constructions aujourd'hui existantes ne pourra être démolie sans autorisation préalable du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Les matériaux provenant de démolitions dûment autorisées pourront être réemployés dans les travaux dont la compagnie concessionnaire est tenue. Les travaux faits avec les matériaux provenant de démolitions ne seront comptés que pour façon. Le surplus sera livré à l'administration des domaines pour être vendu au profit du trésor.

17. Pendant toute la durée de la concession, les concessionnaires seront tenus de faire, à leurs frais, à l'établissement thermal et à toutes ses dépendances, y compris les hôtels, tous les travaux d'entretien, même ceux de grosses réparations et de reconstructions, et de réparations de toute nature, qu'iseraient nécessaires.

Ils rendront le tout, à la fin de la jouissance, en bon état d'entretien et de réparation de toute espèce.

Dans le cas où l'établissement thermal et ses dépendances ne seraient pas constamment entretenus en bon état, ainsi qu'il est dit au paragraphe 1^{er} du présent article, il y sera pourvu d'office et à la diligence de l'administration, aux frais des concessionnaires; le montant des avances faites sera recouvré sur des états rendus exécutoires par le préfet, comme en matière de contributions publiques.

18. Les concessionnaires sont mis au lieu et place de l'État en ce qui concerne les droits et obligations résultant du bail passé au sieur *Hérissé* pour l'exploitation des salons jusqu'au 1^{er} janvier 1859. Lesdits salons et les meubles dont ils sont garnis leur seront livrés en même temps et aux mêmes conditions que les autres objets dont la remise doit leur être faite aux termes de l'article 1^{er}.

Ils auront droit aux loyers, à partir de l'entrée en jouissance, et, à dater de la même époque, ils seront tenus de toutes les charges d'entretien et de réparations énoncées à l'article précédent.

19. Les concessionnaires ne pourront, sans le consentement exprès de l'administration, céder en tout ou en partie leurs droits à l'exploitation de l'établissement thermal, non plus que les sources, bâtiments et terrains qui y seront ajoutés.

20. Les concessionnaires devront faire assurer à leurs frais contre l'incendie, par deux compagnies au moins, tous les bâtiments qui composent ou composeront l'établissement thermal de Plombières et les objets mobiliers dont il sera pourvu.

Le choix des compagnies d'assurances sera soumis à l'approbation de l'administration.

21. L'administration pourra supprimer une ou plusieurs sources, quand elle le jugera nécessaire à la conservation ou à la bonne exploitation d'une ou de plusieurs autres. Il ne sera dû aucune indemnité aux concessionnaires à raison de cette suppression.

22. Les eaux pour boisson seront puisées, mises en bouteilles, scellées et expédiées par les concessionnaires, sous la surveillance de l'administration.

La forme et la nature des bouteilles, la qualité des bouchons et le mode de scellement devront être approuvés par l'administration.

Les concessionnaires seront tenus de reprendre, au prix coûtant, les bouteilles, les bouchons, et, en général, tout le matériel destiné à la vente des eaux qui serait en magasin dans l'établissement.

Ils reprendront, en général, au prix coûtant, le combustible approvisionné ou acheté, mais non encore livré, pour le service de l'année.

23. Toute expédition d'eau minérale sera accompagnée d'une facture certifiant le puisement à la source; cette facture sera délivrée par les concessionnaires et visée par le commissaire du Gouvernement.

24. Les eaux ne pourront être expédiées en fût qu'avec l'autorisation de l'administration.

Elles seront délivrées dans l'état où elles sortent des sources et sans aucun mélange.

S'il était reconnu nécessaire d'introduire une certaine quantité de gaz carbonique, ou toute autre substance, dans les eaux de certaines sources, les concessionnaires seraient tenus d'y pourvoir à leurs frais, et, pour ce cas, le mode de vente, la fixation des prix et les formules de préparation seront préalablement soumis à l'approbation de l'administration.

Une capsule ou une étiquette indiquera l'addition de gaz ou de toute autre substance.

25. Les concessionnaires devront se conformer aux règlements généraux ou spéciaux existants, ainsi qu'à tous ceux qui pourront être établis ultérieurement concernant le service des eaux minérales. Ils seront tenus de se soumettre, soit pour l'exécution des travaux à leur charge, soit pour l'exploitation des sources, aux mesures qui seront prescrites par des arrêtés du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Toutefois, aucune modification ne pourra être apportée au règlement particulier de Plombières, sans que les concessionnaires aient été appelés à présenter leurs observations.

26. Le Gouvernement instituera près de l'établissement de Plombières un commissaire chargé de représenter l'administration, et spécialement de veiller en son nom, à la bonne, entière et loyale exécution des charges, clauses et conditions du bail. Ce commissaire aura le droit d'assister aux réunions des conseils d'administration et de l'assemblée générale. Il pourra y faire telles observations qu'il jugera convenables, et en requérir l'insertion au procès-verbal. Il pourra également prendre connaissance des livres et des écritures de la compagnie, ainsi que des deniers en caisse et des valeurs et effets en portefeuille, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire.

Une somme, dont le montant ne pourra excéder six mille francs, sera versée annuellement par les concessionnaires, pour être affectée soit au traitement du commissaire, soit aux frais d'inspection et de surveillance.

Les concessionnaires seront tenus de donner aux agents du Gouvernement toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.

27. Les concessionnaires seront spécialement tenus de faciliter aux médecins inspecteurs l'accomplissement des obligations qui leur sont imposées par les règlements, en tout ce qui concerne la santé publique.

Les concessionnaires devront déférer aux observations qui leur seront faites par les fonctionnaires et agents du Gouvernement, ou par des médecins inspecteurs, chacun suivant ses attributions, à l'effet d'assurer la conservation et

la salubrité des eaux, d'empêcher toute altération dans la température et la composition des eaux de chaque source, de faire exécuter avec exactitude les prescriptions médicales; d'entretenir dans un état convenable et d'améliorer, lorsqu'il y aura lieu, les appareils destinés à la distribution et à l'administration des eaux, selon les différents usages auxquels elles sont appliquées; de pourvoir à ce que le service, dans toutes ses branches, notamment en ce qui concerne la composition des bains, les heures assignées aux malades, le chauffage du linge, la bonne tenue des cabinets de bain, soit fait avec soin et ponctualité, suivant l'ordre des inscriptions et sans admettre aucune préférence.

28. Les garçons de bains et autres agents attachés au service de distribution et d'application des eaux seront nommés par les concessionnaires; mais les médecins inspecteurs ou le commissaire du Gouvernement pourront requérir le renvoi de ceux qui donneraient lieu à des plaintes graves, sauf recours au ministre de la part des concessionnaires.

29. Les concessionnaires ne pourront attacher aucun médecin au service de l'établissement thermal de Plombières, ni prendre aucune mesure de nature à gêner les médecins dans l'exercice de leur profession, tel que ledit exercice est réglé par les lois et règlements de la matière.

30. Faute par les concessionnaires d'avoir entièrement exécuté les travaux à leur charge dans les délais fixés, faute aussi par eux d'avoir rempli les diverses obligations qui leur sont imposées par le présent cahier des charges, ils encourront la déchéance, et il sera pourvu à la continuation et à l'achèvement des travaux, comme à l'exécution des autres engagements contractés par les concessionnaires, au moyen d'une adjudication qu'on ouvrira entre personnes préalablement agréées par l'administration, sur les clauses du présent cahier des charges, et sur une mise à prix des ouvrages déjà exécutés, des terrains acquis, des matériaux approvisionnés et des additions ou améliorations apportées à l'établissement.

Les concessionnaires évincés recevront des nouveaux concessionnaires la valeur que la nouvelle adjudication aura déterminée pour les objets compris dans la mise à prix, déduction faite du montant des redevances qui pourraient être dues à l'État.

Le cautionnement, s'il n'a pas été restitué, deviendra la propriété de l'État.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de deux mois et avec un rabais de cinquante pour cent sur la mise à prix de la première adjudication.

Si cette seconde tentative reste également sans résultat, les concessionnaires seront définitivement déchus de tous droits à la concession, et l'État rentrera dans la libre disposition de la propriété, sans que les concessionnaires puissent réclamer aucune indemnité pour les travaux et améliorations exécutés et pour les sources qui auraient été ajoutées à la propriété de l'État.

En cas d'interruption partielle ou totale du service de l'établissement, l'administration prendra immédiatement, aux frais et risques des concessionnaires, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, les concessionnaires n'ont pas valablement justifié des moyens de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'ils ne l'ont pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, qui fera procéder à l'adjudication conformément aux dispositions qui précèdent.

Toute infraction aux clauses du cahier des charges rendra, s'il y a lieu, les concessionnaires passibles de dommages-intérêts à prononcer par le conseil de préfecture, en exécution de l'article 31.

Les dispositions du présent article ne seront point applicables au cas où le retard, ou la cessation des travaux, ou l'interruption de l'exploitation, proviendrait de force majeure régulièrement constatée.

31. Les concessionnaires devront faire élection de domicile à Plombières. Dans le cas de non-élection de domicile, toute notification à eux adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture du département des Vosges.

Toutes contestations entre les concessionnaires et l'administration, relativement à l'interprétation ou à l'exécution du présent cahier des charges, seront jugées par le conseil de préfecture du département des Vosges, sauf recours au Conseil d'état.

Provisoirement, les concessionnaires seront obligés d'exécuter les décisions du commissaire du Gouvernement, sauf recours au ministre, en ce qui touche l'administration des eaux et la police de l'établissement.

32. Les frais des études antérieurement faites pour l'amélioration de l'établissement sont mis à la charge de la compagnie concessionnaire, qui sera tenue d'en payer le montant après règlement par le ministre.

33 et dernier. Le présent traité sera enregistré au droit fixe de deux francs.

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 11 mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Vu pour être annexé à la loi relative à la concession de l'établissement thermal de Plombières.

Le Sénateur secrétaire du Sénat,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 6 juin 1857.

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULP.



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Juin 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 506.

N° 4624. — *Loi qui ouvre, sur l'exercice 1857, un Crédit extraordinaire pour l'acquisition du Tombeau et de l'Habitation de l'Empereur Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de cent quatre-vingt mille francs (180,000^f), destiné à l'acquisition du tombeau de l'Empereur *Napoléon I^{er}* et de l'habitation qu'il a occupée à Sainte-Hélène.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé COMTE JOACHIM MÉRAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui ouvre au ministre des affaires étrangères un crédit extraordinaire de cent quatre-vingt mille francs (180,000^f), pour

XI^e Série.

l'acquisition du tombeau et de l'habitation de l'Empereur *Napoléon I^{er}* à Sainte-Hélène.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARois,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4625. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'Intérieur des Crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1857.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur
suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre secrétaire d'état de l'inté-

rieur, en addition au budget de son département pour l'exercice 1857, des crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant ensemble à la somme de trois millions cinq cent quarante-neuf mille francs (3,549,000^f).

Ces crédits sont répartis ainsi qu'il suit :

CHAPITRES.	DÉSIGNATION.	SOMMES.
	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES.	francs.
IV.	Personnel des lignes télégraphiques.....	411,300
V.	Matériel des lignes télégraphiques.....	245,000
VII.	Secours aux établissements généraux de bienfaisance.....	63,000
X.	Secours aux réfugiés étrangers.....	40,000
XVI.	Traitements et indemnités des commissaires de police et inspecteurs de la librairie.....	60,000
XIX.	Dépenses ordinaires et frais de transport des détenus.....	664,900
XXI.	Remboursement sur le produit du travail des condamnés.....	170,000
	CRÉDITS EXTRAORDINAIRES.	
XXX.	Subventions pour la réparation des ponts et chemins vicinaux endommagés par les inondations en 1856.....	600,000
XXXI.	Subventions à la ville de Clavre pour travaux d'utilité publique..	500,000
XXXII.	Travaux des palais de justice de Montpellier et de Bastia.....	119,260
XXXIII.	Travaux extraordinaires des lignes télégraphiques.....	675,550
	SOMME ÉGALE.....	3,549,000

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources affectées à l'exercice 1857.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Com. e JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui ouvre au ministre secrétaire d'état de l'intérieur, en addition au budget de son département, pour l'exercice 1857, des crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant ensemble à la

(1000)

somme de trois millions cinq cent quarante-neuf mille francs (3,549,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUZ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4626. — *Loi qui ouvre, sur l'exercice 1857, un Crédit extraordinaire pour le service de l'Exposition universelle de 1855.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre secrétaire d'état au dépar-

tement de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de la somme de cent mille francs (100,000^f) pour le service de l'exposition universelle de 1855.

Ce crédit formera, au budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, un chapitre spécial sous le n° 8 bis, et sous le titre : *Exposition universelle de l'agriculture et de l'industrie de 1855*.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources du budget de l'exercice courant.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui ouvre au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de cent mille francs (100,000^f), pour le service de l'exposition universelle de 1855.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'Etat et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent

(1002)

observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLÉON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4627. — *Loi qui soumet à un Droit fixe d'enregistrement les Adjudications et Marchés de toute nature relatifs au travail dans les Prisons.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Sont soumis au droit fixe de deux francs, établi par l'article 8 de la loi du 18 mai 1850, les adjudications et marchés de toute nature ayant pour objet le travail dans les prisons.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui

B. n° 506.

(1003)

soumet les adjudications et marchés ayant pour objet le travail dans les prisons au droit fixe de deux francs (2^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4628. — *Loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement.*

Du 3 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aube est autorisé, con-

(1854)

formément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement pendant quatre ans, à partir de 1858, et par addition au principal des quatre contributions directes, un centime cinq dixièmes (0^f 01^c 5/10^m), pour en affecter le produit aux dépenses d'acquisition, de construction et d'amélioration des édifices départementaux désignés dans la délibération du conseil général en date du 1^{er} septembre 1856.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement un centime cinq dixièmes (0^f 01^c 5/10^m) pendant quatre ans, à partir de 1858.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les

fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4629. — *Loi qui autorise le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement.*

Du 3 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Côtes-du-Nord est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, un centime (0^f 01^c) en 1858, un centime (0^f 01^c) en 1859, quatre centimes (0^f 04^c) en 1860, quatre centimes (0^f 04^c) en 1861, et un centime cinq dixièmes (0^f 01^c 5/10^e) en 1862.

Le produit de cette imposition sera affecté à la dépense de reconstruction du palais de justice de Saint Briec.

2. Les six centimes extraordinaires que le département des Côtes-du-Nord a été autorisé à s'imposer par la loi du 5 juin 1846 seront réduits à deux centimes (0^f 02^c) pendant les années 1858 et 1859.

(1856)

Ces deux centimes seront exclusivement affectés au rechargement des routes départementales actuellement classées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement, 1° un centime (0^f 01^c) en 1858, 2° un centime (0^f 01^c) en 1859, 3° quatre centimes (0^f 04^c) en 1860, 4° quatre centimes (0^f 04^c) en 1861, 5° un centime cinq dixièmes (0^f 01^c 5/10^m) en 1862.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4630. — *Loi qui autorise le département du Gers à s'imposer
extraordinairement.*

Du 3 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Gers est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, en 1858, un centime (0^f 01^c) additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux études ayant pour objet l'amélioration du régime des cours d'eau dans le département.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, MARQUIS DE CHAUMONT-QUIRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Gers à s'imposer extraordinairement en 1858 un centime (0^f 01^c).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc de PADoue, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4631. — *Loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 3 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Seine-et-Oise est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra pas dépasser cinq pour cent, une somme de cent cinquante mille francs (150,000^f), qui sera affectée au paiement de travaux exécutés et d'acquisitions effectuées pour l'amélioration des routes départementales.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de Seine-et-Oise est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, un centime six dixièmes (0^f 01^c 6/10^m) en 1858, et deux centimes quatre dixièmes (0^f 02^c 4/10^m) en 1859, dont le produit sera appliqué au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt autorisé par l'article précédent, et, pour le surplus, aux travaux d'amélioration des routes départementales actuellement classées.

Il sera pourvu au paiement des intérêts jusqu'en 1858, ainsi qu'aux frais accessoires de l'emprunt, par un prélèvement sur les centimes facultatifs du budget départemental de 1857.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, TESNIÈRE, ED. DALLOZ,
marquis DE CHAUMONT-QUITRY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à emprunter cent cinquante mille francs (150,000^f), et à s'imposer extraordinairement un centime six dixièmes (0^f 01^c 6/10^m en 1858, et deux centimes quatre dixièmes (0^f 02^c 4/10^m) en 1859.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux

cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé **ACHILLE FOULD.**

N° 4632. — *Loi qui autorise la ville de Bayonne à contracter un Emprunt.*

Du 3 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Bayonne (Basses-Pyrénées) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, la somme de trois cent cinquante mille francs (350,000^f), remboursable sur ses revenus, en un délai qui ne pourra dépasser onze années, à partir du 31 décembre 1861, et destinée à l'exécution de divers travaux d'utilité communale, énumérés dans la délibération du conseil municipal en date du 9 décembre 1856.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à

B. n° 506.

(1811)

passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, TESNIÈRE, ED. DALLOS,
marquis DE CHAUMONT-QUITRY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées) à emprunter trois cent cinquante mille francs (350,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gard des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4633. — *Loi qui autorise la ville de Libourne à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 3 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALET.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Libourne (Gironde) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder cinq pour cent, une somme de cinquante-deux mille deux cent quatre-vingt-six francs (52,286^f), remboursable en six années, et destinée à couvrir le déficit du budget supplémentaire de l'exercice 1856.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, et en six années, à partir de 1858, une somme de soixante et un mille cinquante-cinq francs (61,055^f), représentant dix centimes (0^f 10^c) pendant les cinq premières années, et quatre centimes (0^f 04^c) environ pendant la sixième, pour le remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, TESNIÈRE, ED. DALLOS,
marquis DE CHAUMONT-QUITRY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Libourne (Gironde) à emprunter une somme de cinquante-deux mille deux cent quatre-vingt-six francs (52,286^f), et à s'imposer extraordinairement pendant les cinq premières années, à partir de 1858, dix centimes (0^f 10^c), et quatre centimes (0^f 04^c) pendant une sixième année.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4634.— *Loi qui autorise la ville de Rouen à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 3 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Rouen (Seine-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, la somme de cinq cent mille francs (500,000^f), remboursable en trois années, à partir de 1861, et destinée au paiement d'une subvention de pareille somme promise à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, en vue de l'exécution du chemin de fer d'embranchement de Serquigny à Rouen.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trois années, à partir de 1861, dix centimes (0^f 10^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, devant produire six cent mille francs (600,000^f) environ, pour le remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé TESNIÈRE, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Rouen (Seine-Inférieure) à emprunter la somme de cinq cent mille francs (500,000^f), et à s'imposer ex-

B. n° 506.

(1015)

traordinairement dix centimes (0' 10'), pendant trois ans, à partir de 1861.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MARQUIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4635. — *Loi qui autorise la perception d'une Surtaxe à l'Octroi de Lumbezellec (Finistère).*

Du 3 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la publication de la présente loi, il sera perçu, pendant la durée de l'octroi de la commune

de Lamberezellec, département du Finistère, limitée au 31 décembre 1865, et conformément au vote du conseil municipal, une surtaxe de vingt et un francs (21^f 00^c) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, indépendante des droits de quatre francs (4^f 00^c) par hectolitre auxquels ces boissons sont actuellement soumises.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise l'établissement d'une surtaxe sur les alcools à l'octroi de Lamberezellec.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARAIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État, et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,

Signé ARBATUCCI.

N° 4636. — *Loi qui réunit les communes de Bernières-Bocage, de Couvert et de Juaye (Calvados) en une seule Commune, sous le nom de Juaye-Mondaye.*

Du 3 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les communes de Bernières-Bocage, de Couvert et de Juaye, canton de Balleroy, arrondissement de Bayeux (Calvados), sont réunies en une seule commune, sous le nom de *Juaye-Mondaye*, dont le chef-lieu est fixé à Juaye.

2. Les communes réunies continueront à jouir, comme sections de commune, de tous les droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Mai 1857.

Le Président,
Signé **SCHNEIDER.**

Les Secrétaires,
Signé Comte **JOACHIM MURAT**, **TESNIÈRE**, **ED. DALLOZ**,
marquis de **CHAUMONT-QUITRY.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi tendant à réunir les communes de Bernières-Bocage, de Couvert et de Juaye, canton de Balleroy, arrondissement de Bayeux (Calvados), en une seule commune, sous le nom de *Juaye-Mondaye*.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,
Signé **TROPLONG.**

Les Secrétaires,
Signé Le comte **LE MAROIS**, général marquis de **GROUCHY**,
baron **T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé **BAROL T. DE LACROSSE.**

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4637. — *Loi qui distrait les sections de Verrerie-Sophie et de Styring de la commune de Forbach (Moselle), et les érige en Commune distincte, sous le nom de Styring-Wendel.*

Du 3 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGEONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les sections de Verrerie-Sophie et de Styring sont distraites de la commune de Forbach, canton de Forbach, arrondissement de Sarreguemines, département de la Moselle, et placées sous une administration municipale distincte, sous le nom de *commune de Styring-Wendel*.

2. La limite entre les communes de Styring-Wendel et de Forbach est fixée conformément au tracé de la ligne bleue cotée C, D, A, et de la ligne ponctuée rouge cotée A, B.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, fixées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la distraction des sections de Verrerie-Sophie et de Styring, de la commune de Forbach, département de la Moselle, et leur réunion sous le nom de *Styring-Wendel*.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

N^o 4638. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1^o Que M. *Franceschini* (*Jean-Baptiste*), attaché au cabinet de l'Empereur, né le 11 août 1834, à Monticello (Corse), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Pietri*, et à s'appeler, à l'avenir, *Franceschini-Pietri*;

2^o Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Saint-Cloud, 6 Juin 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Juin 1857.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 507.

N° 4639. — *Loi relative au rachat, par l'État, du Palais de l'Industrie.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvé le traité ci-annexé, passé le 30 septembre 1856, entre le ministre d'état et les liquidateurs de la compagnie du palais de l'industrie, et ayant pour objet l'abandon à l'État de la possession et de la jouissance pleine et entière des bâtiments du palais de l'industrie.

2. Le ministre des finances est autorisé à faire inscrire sur le grand-livre de la dette publique, avec jouissance à partir du 22 décembre 1856, une somme de rentes trois pour cent (3 p. o/o) pouvant s'élever jusqu'à quatre cent quarante et un mille cent soixante et seize francs (441,176^f).

Ces rentes seront réparties entre les actionnaires, à raison de trois francs trente-neuf centimes (3^f 39^c) par action de cent francs (100^f), sur des états fournis par le ministre d'état.

3. Un crédit de cent mille francs (100,000^f) est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1857, pour le remboursement en capital des fractions de rentes trop faibles pour être inscrites au grand-livre.

4. Un fonds d'amortissement du centième du capital nomi-

(1021)

nal des rentes créées ci-dessus sera ajouté à la dotation de la caisse d'amortissement.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui approuve le traité passé, le 30 septembre 1856, entre le ministre d'état et les liquidateurs de la compagnie du palais de l'industrie.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG,

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUX, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

Traité relatif au rachat, par l'État, du palais de l'Industrie.

L'an 1856, le 30 septembre,

Entre S. Exc. M. Achille Fould, ministre d'état, agissant au nom de l'État,
d'une part;

Et MM. de Rouville,
Ardoin,
Ricardo,
Et Bouissin,

agissant en qualité de commissaires liquidateurs de la compagnie anonyme du palais de l'industrie, dûment autorisés par délibération de l'assemblée générale des actionnaires de ladite compagnie, réunie extraordinairement le 26 août 1856, ainsi qu'il résulte d'une copie de la délibération certifiée conforme et ci-jointe (annexe A); d'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les commissaires liquidateurs cèdent à l'État tous les droits résultant, au profit de la compagnie anonyme du palais de l'industrie, du décret du 30 août 1852 et du cahier des charges qui y est annexé. Ils lui abandonnent, en conséquence, la possession et la jouissance pleine et entière du bâtiment.

2. L'État prend à sa charge le passif de la compagnie, conformément à l'état ci-annexé B, ainsi que les travaux qui restent encore à faire pour l'achèvement du palais, et la libère des avances qu'il lui a faites.

De leur côté, les commissaires liquidateurs cèdent et abandonnent à l'État l'actif de la compagnie, de quelque nature qu'il soit.

3. Pour prix des abandons et cessions contenus aux deux articles précédents, les actionnaires recevront, en échange des cent trente mille actions composant le fonds social, la quantité de rentes trois pour cent nécessaire pour représenter un capital de dix millions quatre cent mille francs.

Ces rentes, dont la jouissance courra du 22 décembre 1856, seront calculées à raison de soixante et dix francs soixante et douze centimes, cours moyen du mois qui a précédé le jour de l'acceptation du traité par l'assemblée générale des actionnaires.

Les fractions trop minimes pour être inscrites au grand-livre seront capitalisées au taux de quatre pour cent, et remboursées en numéraire.

4. Le présent traité ne sera définitif qu'après le vote et la promulgation de la loi qui doit le sanctionner.

5. S. Exc. M. le ministre d'état prend, à partir de ce jour, l'administration et la direction de l'exploitation du palais.

6. Les commissaires liquidateurs désignent M. de Rouville, l'un d'eux, pour suivre auprès des agents de l'État la réalisation du présent traité.

7. Les actionnaires toucheront cinq cent vingt mille francs pour l'année des intérêts à quatre pour cent qui sont garantis par l'État, et qui ne sont dus que le 20 octobre 1856.

8. Le présent traité et les actes y annexés seront visés pour timbre et enregistrés gratis.

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 13 mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, MARQUIS DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOS.

Vu pour être annexé à la loi relative au rachat, par l'État, du palais de l'industrie.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUE, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 6 Juin 1857.

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

ANNEXES A ET B.

ANNEXE A.

L'an 1856, le mardi 26 août, à deux heures de relevée,

MM. les actionnaires de la compagnie anonyme du palais de l'industrie, constituée suivant acte passé devant M^{rs} Olagnier et Foucher, notaires à Paris, du 12 octobre 1852, enregistré et publié, et autorisée par décret du 20 octobre 1852, se sont réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire dans l'une des salles du palais de l'industrie, avenue des Champs-Élysées, à Paris;

Les convocations résultant d'avis insérés, conformément à l'article 38 des statuts, dans les journaux *le Droit*, *la Gazette* et les *Petites-Affiches* du huit août mil huit cent cinquante-six, dont les exemplaires, dûment légalisés et enregistrés, sont demeurés ci-annexés.

Ces convocations sont ainsi conçues :

Compagnie anonyme du Palais de l'Industrie.

« Le dépôt préalable des actions exigé par l'article 32 des statuts n'ayant pas atteint le nombre déterminé par le premier paragraphe de l'article 29, ainsi qu'il résulte de la constatation faite en présence de M. le commissaire du Gouvernement près la compagnie, l'assemblée générale, convoquée pour le onze août courant, ne pourra avoir lieu. En conséquence, le conseil d'administration de ladite compagnie a l'honneur de convoquer à nouveau au siège de la société, au palais de l'Industrie, avenue des Champs-Élysées, pavillon Nord, porte 1, pour le mardi 26 août 1856, à deux heures précises, MM. les actionnaires en assemblée générale extraordinaire et ordinaire, laquelle assemblée pourra délibérer conformément au deuxième paragraphe dudit article 29. Pour être admis à l'assemblée, il faut être propriétaire de cent actions au moins et les déposer cinq jours avant celui fixé pour la réunion, soit au siège de la société, soit chez MM. Ardoin, Ricardo et compagnie, banquiers,

« rue de la Chaussée-d'Antin, n° 44. Les dépôts effectués et les cartes délivrées
 « pour la réunion du onze août serviront pour celle du vingt-six. »

« Comme assemblée générale extraordinaire, MM. les actionnaires auront
 « à délibérer sur le projet du rachat de la concession du palais de l'Industrie
 « par l'État et sur la dissolution et la liquidation de la société. »

Étaient présents :

MM. Chapoulon, Huan, Grandmessin, Templier, Vagniez, Fiquet, Solier, Rigaud, Borel, Leroy, Savard, Fleury, Roux (Paul), tant en son nom que comme mandataire de MM. Ventana, Hébert et Dubosq, aux termes de leurs pouvoirs ci-annexés; Vernier, Baudoin, Depayre, Stofft, Lepenve, Federmann, Bertrand, Delhay, Neveu, Ballot, Daniel, Crespin, dame Crespin, Loyauté, Giraud, demoiselle Froideval, Berirou, Monreaux, de Quinssieux, Guyot, Bocquet, Devienne, Orgeval, Pictory, de Sormery, d'Outremont, Davy, tant en son nom que comme mandataire de M. Guillotin, aux termes de son pouvoir ci-annexé; Gibert, Blondel, Chevallot, Aiguespasse, Camaille, Brunet, Sallé, de Monclair, Jourdain, veuve Bernard, Jachiet, Chartier fils, Robert, Laurent, Blet, Hevin, Assegond, Labarrière, Dupont, dame Debray, Boussart, de Rouville, Ardoin, tant en son nom que comme mandataire de madame Richard, aux termes de son pouvoir ci-annexé; Ricardo, Bouissin, tant en son nom que comme mandataire de MM. Viel, Sordoillet, Noël et Hourdequin, aux termes de leurs pouvoirs, qui sont demeurés ci-annexés; Turquand, Delreux, Siess, Theraulaz, Mengel, Nichault, Levy, Cornu, Touchet, Pinta, Prevotau, Truffaut, tant en son nom que comme mandataire de M. Vaur, aux termes de son pouvoir ci-annexé; Salomon, Villette, Charpentier, Chauvière, Durey, Jugier, Bernard, Malsain, Gibé, Tottes, Donon, Beouzeau, Dubreuil, Savard, tant en son nom que comme mandataire de M. Becoulet, aux termes de son pouvoir ci-annexé, et de M. Harbet, suivant pouvoir annexé au procès-verbal du 16 juin dernier; Ferrari, Mallat, Blanc, Langlé, Devina, Richard, Benieldt, Dalbergue, Cullaye, Brisepot, Audan, Thorel, de la Mareck, Alquier, tant en son nom que comme mandataire de MM. Préfontaine et Savine, aux termes de leurs pouvoirs ci-annexés; Blacourt, Gresse, Faucompré, Roux (Adolphe), Trutt, Liénard, Delaporte, Sacord, Nugon, Hettinger, Muller, dame de Coutreras, Vilain, Beltère, Roses, Menétrier, Pagliacci, Allary, Clément, Dutreck, Marçais, O'Kelly, Gaudichier, Roguès, Lefranc, F. de Villeneuve, Barbier, Vallon de Villeneuve, Delalonde, Scaman, Hertzog, Uzielli, Gaillez, Dantin, Jacquier, Protais, Parker, Touprian, Paul Lennecart, Albert Lennecart, Aimé Ardoin, Panis, tant en son nom que comme mandataire de M. Verdeau, suivant son pouvoir ci-annexé; Rapeaud, Steward, Aimé Tiret, tant en son nom que comme mandataire de M. Toché, suivant son pouvoir ci-annexé; ensemble cent soixante-six actionnaires porteurs de vingt-neuf mille trois cents actions donnant droit à deux cent quatre-vingt-quatre voix, ainsi que le constate la feuille de présence, qui est demeurée ci-annexée.

M. Du Closel de Perdreauville, commissaire du Gouvernement près la compagnie, est présent à la séance.

En conformité de l'article 33 des statuts, l'assemblée générale est présidée par M. Ardoin, président du conseil d'administration.

MM. Parker et Aimé, choisis parmi les plus forts actionnaires, acceptent les fonctions de scrutateurs, et M. Protais est désigné comme secrétaire.

Le bureau ayant pris place, le président se fait apporter la feuille de présence, et, après avoir constaté que le nombre des actionnaires et des actions excède le minimum fixé pour tous les cas possibles par les statuts, il déclare la séance ouverte.

La parole est donnée à M. Bonissin, l'un des administrateurs de la compagnie qui lit un rapport, duquel il résulte, entre autres choses :

1^{re}. Que l'assemblée générale du 28 mai dernier n'ayant pu délibérer valablement, attendu qu'elle ne comprenait que cent quinze actionnaires porteurs seulement de vingt et un mille cent quarante et une actions, et qu'ainsi elle ne représentait pas le cinquième du capital social, il fallut en convoquer une pour le 16 juin dernier ;

2^e. Qu'à cette seconde réunion, dans laquelle vingt-deux mille quatre cent quatre-vingt-six actions étaient représentées par cent trente-deux actionnaires, il fut donné lecture d'un rapport du conseil d'administration exposant la situation de la compagnie à cette date, relatant les faits résultant de l'exposition, et rendant compte du projet de traité avec l'État, pour le rachat par ce dernier de la concession du palais de l'Industrie ;

3^e. Que l'assemblée nomma parmi ses membres une commission qui tenterait d'obtenir des conditions plus favorables de l'État, et que la réunion fut ajournée au 30 juin 1856 ;

4^e. Que, lors de cette troisième réunion, l'assemblée ne voulut pas encore prendre de décision définitive, et s'ajourna de nouveau au 11 août 1856 ;

5^e. Que, dans les jours qui suivirent cet ajournement, plusieurs actionnaires retirèrent leurs titres ; que, par suite, il ne resta plus en dépôt que douze mille sept cent quatre-vingt-neuf actions, chiffre insuffisant pour délibérer, soit pour une première, soit pour une deuxième réunion, conformément à l'article 29 des statuts ;

6^e. Que pour valider et utiliser la réunion convoquée pour le 11 août, les administrateurs durent faire de nouvelles convocations dans les journaux *le Droit*, *la Gazette* et *les Petites-Affiches* du 26 juillet 1856, dont les exemplaires enregistrés et légalisés sont demeurés ci-annexés,

Et que cette nouvelle assemblée, qui ne comportait plus les mêmes éléments que celle du 30 juin, et qui d'ailleurs résultait de nouvelles convocations, devait constituer une première assemblée délibérant dans les termes du paragraphe premier de l'article 29 des statuts ;

7^e. Qu'au jour de l'expiration des délais pour effectuer les dépôts, les actions déposées ne s'élevaient qu'à vingt et un mille dix-neuf au lieu de vingt-six mille, chiffre nécessaire, ainsi que le constate le procès-verbal dressé par les administrateurs, en présence du commissaire du Gouvernement près la cour, le 7 août 1856, et dont l'original est demeuré ci-annexé ;

8^e. Que, par suite de cet état de choses, l'assemblée convoquée pour le 11 août ne pouvait plus délibérer valablement, et que, dès lors, les administrateurs durent convoquer celle de ce jour, qui procéderait comme deuxième assemblée, dans les termes du paragraphe 2 de l'article 29 des statuts, et qu'il faut d'autant plus se louer d'avoir procédé de cette façon, qu'alors le ministre d'État accordé un dernier délai pour accepter ou refuser le traité ; la présente assemblée est d'autant plus à même d'apprécier, qu'après le dépôt préalable effectué de trente-deux mille sept cent cinquante-huit actions, ainsi que le constate le procès-verbal de M. le commissaire du Gouvernement, en date du 27 août présent mois, et qui est demeuré ci-annexé, elle réunit aujourd'hui cent soixante-six actionnaires porteurs de vingt-neuf mille trois cents actions donnant droit à deux cent quatre-vingt-quatre voix, et qu'ainsi la majorité nécessaire en toutes circonstances peut être représentée ;

9^e. Que de nouveaux efforts ont été faits par les membres du conseil d'administration pour améliorer autant que possible le traité de rachat projeté, et

qu'au moment où la baisse persistante de la rente menaçait gravement le résultat de ce traité, ils ont obtenu, par modification à l'article 3, 1° qu'indépendamment de l'obligation prise par l'État d'acquitter le passif social, le prix du rachat fût définitivement fixé à dix millions quatre cent mille francs, payables en rentes trois pour cent au cours moyen du mois qui aurait précédé l'acceptation par les actionnaires, et, 2° que l'année d'intérêts de quatre pour cent à échoir le 20 octobre prochain soit payée en espèces dans le même délai; et que, dans ces termes, la somme à répartir aux actionnaires en rentes ou espèces représenterait encore quatre-vingt-quatre francs par action;

10° Que le conseil d'administration ne saurait recommander avec trop d'instance aux actionnaires d'accepter le traité projeté, puisque, par son résultat, la dette sociale se trouvait éteinte et que la liquidation s'opérerait en donnant la meilleure solution possible à une entreprise qui, après avoir fait naître de grandes espérances dans l'esprit de tous, ne les avait malheureusement pas réalisées;

11° Que, pour le cas d'acceptation du traité projeté, l'assemblée devait être appelée à délibérer, 1° sur la dissolution de la société, puisqu'elle ne devait plus se livrer à aucune opération; 2° sur la liquidation et la nomination des liquidateurs, en leur donnant les pouvoirs nécessaires pour réaliser, au nom de la société dissoute, le traité de rachat projeté avec S. Exc. M. le ministre d'état; 3° sur le quitus à donner aux administrateurs pour leur gestion, ainsi que pour les comptes y relatifs;

12° Que les comptes de la société, eu égard aux mouvements qui se sont produits depuis le 16 juin dernier, où ils ont déjà été présentés, donnent aujourd'hui le résultat suivant :

ACTIF.

1° Versement en retard sur le capital.....	6,400' 00"
2° Intérêts de ces versements.....	866 65
3° Cautionnement de la compagnie et ses intérêts jusqu'au 31 août 1856.....	510,000 00
4° Mobilier et matériel industriel.....	52,478 45
5° Solde en caisse au 31 juillet.....	6,125' 55"
6° Compte courant à la Banque.....	3,500 01
7° Comptes courants <i>Ardoin, Ricardo et</i> <i>compagnie</i>	11,842 15
8° Compte courant au trésor.....	716,737 89
	738,205 60
9° Débiteurs divers.....	731 80
10° Solde à recouvrer sur diverses exploitations.....	Mémoire.
11° Réclamations faites par le conseil d'administration à l'État, et qui, s'élevant en demande à quatre millions cinquante-deux mille huit cent cinquante-deux francs soixante et dix centimes, n'ont été admises que pour...	636,983' 43
TOTAL.....	1,945,665 93

PASSIF.

1° Solde du compte <i>York</i> et compagnie.....	100,000 ^f 00
2° Comptes d'honoraires du conseil d'administration.....	154,444 44
3° Solde d'intérêts à payer pour 1854 et 1855.....	14,736 00
4° Solde du dépôt <i>Chalanqui</i>	8,550 00
5° Avances à rendre au trésor.....	2,300,000 50
6° Réclamations faites par l'État pour diverses causes.....	1,058,954 00
7° Travaux supplémentaires à faire au palais, en conformité des devis et cahiers des charges, environ.....	1,000,000 00
8° Condamnation au profit des hospices.....	794,415 48
9° Solde dû à divers entrepreneurs et fournisseurs, frais généraux et d'administration jusqu'au 31 août.....	47,000 00
10° Somme éventuelle à rembourser aux concessionnaires des assurances en cas de gain de leur procès.....	76,246 00
TOTAL.....	5,554,346 42

BALANCE.

Le passif s'élève à.....	5,554,346 42
L'actif s'élève à.....	1,945,665 93

Partant, le passif excède l'actif de..... 3,608,680 49

Et que le mouvement de caisse depuis l'origine de la société donne le résultat suivant :

1° Encaissements divers, y compris les versements de ses actions.....	19,643,646 ^f 95
2° Dépenses de toute nature, y compris le versement du cautionnement et les paiements faits pour la construction du palais.....	18,905,441 38

3° Excédant de recettes représenté par le solde en caisse,
le compte à la banque, les comptes *Ardoin*, *Ricardo* et compa-
gnie, et le compte courant au trésor..... 738,205 60

Après la lecture de ce rapport, M. *Bouissin* représente :

1° La balance de situation de la société, soldant en passif par.....	3,608,680 49
2° L'état des recettes et dépenses soldant en recette par.....	738,205 60

Et 3° une copie du traité projeté avec S. Exc. M. le ministre d'état pour le rachat du palais de l'industrie.

Ces trois pièces sont demeurées ci-annexées : les pièces à l'appui de la situation et des recettes et dépenses sont déposées sur le bureau.

Sur la demande d'un actionnaire, il est de nouveau donné lecture du projet de traité, qui est ainsi conçu :

• L'an 1856, le

• Entre S. Exc. M. *Achille Fould*, ministre d'état, agissant au nom de l'État,
d'une part ;

« Et MM. de Rouville,
Ardoin,
Ricardo,
Et Bouissin,

« agissant en qualité d'administrateurs de la compagnie du palais de l'industrie, d'autre part;

« Il a été convenu ce qui suit :

« ART. 1^{er}. La compagnie du palais de l'industrie cède à l'État tous les droits résultant à son profit du décret du 30 août 1852 et du cahier des charges qui y est annexé. Elle lui abandonne, en conséquence, la possession et la jouissance pleine et entière du bâtiment.

« 2. L'État prend à sa charge tout le passif de la compagnie, ainsi que les travaux qui restent encore à faire pour l'achèvement du palais, et la libère des avances qu'il lui a faites.

« De son côté, la compagnie cède et abandonne à l'État son actif, de quelque nature qu'il soit.

« 3. Pour prix des abandons et cessions contenus aux deux articles précédents, les actionnaires recevront en échange des cent trente mille actions composant le fonds social, la quantité de rentes trois pour cent nécessaire pour représenter un capital de dix millions quatre cent mille francs.

« Ces rentes, dont la jouissance courra du 22 décembre 1856, seront calculées sur le cours moyen du mois qui aura précédé le jour de l'acceptation du traité par l'assemblée générale des actionnaires.

« Les fractions trop minimes pour être inscrites au grand-livre seront capitalisées au taux de quatre pour cent et remboursées en numéraire.

« 4. Le présent traité ne sera valable, d'une part, qu'après son approbation par les actionnaires réunis en assemblée générale, et, de l'autre, qu'après le vote et la promulgation de la loi qui doit le sanctionner.

« 5. A partir du vote de l'assemblée générale des actionnaires, le ministre prendra, pour le compte de l'État, l'administration et la direction de l'exploitation, conformément aux termes de l'article 18 du cahier des charges et par anticipation sur le délai fixé par cet article.

« 6. Le conseil d'administration désignera un représentant pour suivre la conversion des actions en rentes, et donner les renseignements nécessaires à la liquidation.

« 7. Les actionnaires toucheront, dans le mois qui suivra leur acceptation du traité, cinq cent vingt mille francs pour l'année des intérêts à quatre pour cent garantis par l'État, et qui ne sont dus que le 20 octobre 1856.

« 8. L'État prend à sa charge les frais de timbre et d'enregistrement auxquels pourra donner lieu le présent traité.

Après cette dernière lecture, le président demande si quelque actionnaire désire prendre la parole sur le rapport et sur les pièces déposées.

Personne n'ayant demandé la parole, le président annonce qu'il va être passé au vote sur la proposition soumise à l'assemblée générale et qui est ainsi conçue :

« L'assemblée générale extraordinaire et ordinaire, régulièrement convoquée et constituée,

« 1^o Déclare dissoute, à partir de ce jour, la compagnie anonyme du palais de l'industrie, constituée par acte reçu par M^r Olagnier, qui en a gardé minute, et M^r Foucher, notaires à Paris, le 12 octobre 1855, enregistré,

« 2° Décide qu'il sera procédé à sa liquidation, et nomme pour liquidateurs MM. Ardoin, de Rouville, Ricardo et Bouissin, qui acceptent, et qui auront tous les pouvoirs attachés à cette qualité; les autorise expressément à réaliser, au nom de la compagnie dissoute, le traité projeté avec Son Excellence M. le ministre d'état pour le rachat de la concession du palais de l'industrie, aux prix, charges, clauses et conditions stipulés au projet dont lecture a été faite, et dont copie est ci-jointe; et attendu que, par suite de la réalisation du traité, la liquidation sera de fait accomplie par l'État, autorise lesdits commissaires et liquidateurs à nommer l'un d'eux pour représenter la compagnie dissoute auprès de l'État, chargé de payer tout le passif parce qu'il reste abandonnaire de tout l'actif, et pour remplir les formalités prescrites par la loi;

« 3° Donne quitus aux administrateurs, qui acceptent, de leur gestion, ainsi que de tous les comptes y relatifs;

« 4° Donne pouvoir à tout porteur d'un extrait du procès-verbal pour en faire la publication. »

Au préalable, le président demande encore si quelqu'un veut prendre la parole sur la proposition.

Personne n'ayant demandé la parole, il est passé au vote sur l'ensemble de la proposition, par voie de bulletins pliés et déposés dans une urne sur le bureau, chaque actionnaire s'approchant au fur et à mesure de l'appel fait par le président.

Plusieurs actionnaires n'ayant pas voté, et le réappel ayant été fait sans qu'ils se soient présentés, cette dernière opération établit que, sur deux cent quatre-vingt-quatre voix..... 284 voix.

Il s'est abstenu vingt-six voix..... 26

Et, par conséquent, le dépouillement du scrutin n'a pu porter que sur deux cent cinquante-huit voix..... 258

Il est procédé à ce dépouillement par les scrutateurs, en présence de l'assemblée et du commissaire du Gouvernement, et il en résulte que la proposition mise en délibération est adoptée par une majorité de deux cent vingt-huit voix contre trente.

Le président proclame l'adoption de la proposition, et fait observer qu'en raison du nombre des actions représentées, du nombre des actionnaires présents, et du nombre des votes favorables à la proposition, la majorité qui s'est prononcée répond aux prescriptions les plus larges des statuts, soit qu'il s'agisse d'une assemblée ordinaire ou extraordinaire, soit qu'il s'agisse d'une première ou d'une seconde assemblée.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à cinq heures et demie du soir.

Et de tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par les membres du bureau, par MM. Ricardo, Bouissin et de Rouville, et par le commissaire du Gouvernement près la compagnie du palais de l'industrie, le tout après lecture.

Certifié véritable et conforme au procès-verbal du 26 août 1856.

Signé Ricardo, de Rouville, Ardoin, Bouissin, Édouard Aimé, Georges Parker, Protais.

Enregistré gratis, à Paris, le 31 octobre 1856, folio cent trente-sept verso, case huit. Signé Bernier.

État du passif de la Compagnie du Palais de l'Industrie (non compris les créances de l'État), à la date du 30 septembre 1856.

PREMIÈRE PARTIE.

1° Année d'intérêts à 4 p. o/o, d'octobre 1855 à octobre 1856.....	520,000 ^f
2° Intérêts en retard.....	12,902
{ Année 1853.....	102 ^f
{ Année 1854.....	1,796
{ Année 1855.....	11,004

DEUXIÈME PARTIE.

§ I.

Créances qui peuvent être liquidées immédiatement.

1° Solde du compte Fort resté en dépôt provisoire.....	100,000
2° Comptes divers de travaux et fournitures.....	60,000
3° Traitement des administrateurs depuis leur nomination jusqu'au 26 août 1856.....	154,000
4° Remise en état du terrain du bâtiment annexe sur le quai de la Conférence.....	50,000
5° Restitution au sieur Chalanqui du restant de son cautionnement pour la concession des buffets de l'exposition universelle de 1855.....	8,550
TOTAL.....	905,452

§ II.

Créances litigieuses.

- 6° Eventualité du droit réclamé par l'administration des hospices sur les recettes de l'exposition universelle de 1855 et refus par la compagnie du palais de l'industrie. Les recettes s'étant élevées à 3,123,112 francs, ce droit, si la prétention des hospices était admise, pourrait s'élever à 780,778 francs.....
- 7° Eventualité du procès intenté par le sieur Chalanqui, concessionnaire des buffets du palais de l'industrie pour l'exposition universelle de 1855, et révoqué par le président de la commission impériale. Le sieur Chalanqui a succombé devant la première juridiction, mais a fait appel de la décision du tribunal.....
- 8° Eventualité du procès intenté par le sieur Lesourd, concessionnaire du droit de vente dans le palais de l'industrie des produits de reproduction du monument, pour refus de laisser vendre des médailles et lithographies pendant le concours agricole de 1856.....
- 9° Eventualité du procès intenté par le sieur Desbrosses, qui a voulu se charger de l'assurance des produits exposés dans l'annexe du quai de la Conférence à l'exposition universelle de 1855, et qui a payé aux compagnies d'assurances 30,000 fr. de primes. Ces primes n'ayant pas été couvertes entièrement par les exposants, et les compagnies ne voulant pas lui rendre la différence, il prétend que la société du palais de l'industrie doit participer à sa perte.....

Pour mémoire.

Pour mémoire.

Pour mémoire.

Pour mémoire.

TROISIÈME PARTIE.

LIQUIDATION.

1° Frais de liquidation, personnel et matériel.....	Pour mémoire.
2° Indemnités aux employés du palais de l'industrie licenciés.....	

Certifié véritable :

Signé BOUISSIN,
RICARDO.

Certifié véritable :

Signé DE ROUVILLE,
ARDOIN.

Vu pour être annexé à la loi du 6 juin 1857.

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD,

(1032)

Enregistré gratis à Paris, le 6 octobre 1856, folio 93 verso, case 8.

Vu pour être annexé au projet de loi adopté dans la séance du 13 mai 1857.

Le Président du Corps législatif,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY.

Vu pour être annexé à la loi relative au rachat, par l'État, du palais de l'industrie.

Le Sénateur secrétaire du Sénat,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 6 juin 1857.

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 4640. — *Lor qui autorise la cession à la ville d'Hesdin (Pas-de-Calais) de Terrains domaniaux provenant des anciennes fortifications de cette ville.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la cession, à la ville d'Hesdin (Pas-de-Calais), de terrains domaniaux d'une contenance de cinquante-cinq hectares quatre-vingt-quatorze ares quatre-vingts centiares, provenant des anciennes fortifications de la même ville, et désignés, tant au procès-verbal d'expertise en date des 11-17 juin 1856 qu'au plan dressé le 16 du même mois, lesquels demeureront annexés à la présente loi.

2. Cette cession aura lieu moyennant le paiement, par la commune d'Hesdin, d'une somme de trente et un mille sept

cent quarante-huit francs soixante et seize centimes (31.748^f 76^c), sur lesquels deux mille neuf cent cinquante-deux francs cinquante centimes (2,952^f 50^c) produiront intérêt à compter du 25 janvier 1855, comme représentant la valeur de diverses parcelles dont la commune a été mise provisoirement en possession à cette époque.

3. Indépendamment des conditions ordinaires des ventes de biens domaniaux, la cession sera faite à la charge, par la commune d'Hesdin, de démolir les fortifications et de niveler les terrains conformément aux profils arrêtés. Les travaux seront entrepris immédiatement en commençant par les bastions de l'enceinte; et ils devront être continués chaque année, de manière à être terminés dans le délai de vingt ans, à partir du jour de la mise en possession.

Toutefois, si les circonstances venaient à l'exiger, le ministre de la guerre pourra, dans un intérêt de défense générale, mettre la commune en demeure d'exécuter sans délai la démolition complète. Dans ce cas, il sera tenu compte à la commune de la valeur des années de jouissance dont elle aura été privée, suivant les proportions établies par les experts dans le procès-verbal précité.

4. Dans aucun cas, la commune ne pourra exercer de recours en garantie contre l'État, à raison des droits prétendus par des tiers sur les terrains qui feront l'objet de la cession.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

**Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la cession à la ville d'Hesdin (Pas-de-Calais) de terrains domaniaux d'une contenance de cinquante-cinq hectares quatre-vingt-quatorze ares quatre-vingts centiares, moyennant une

(1834)

somme de trente et un mille sept cent quarante-huit francs soixant
et seize centimes (31,748^f 76^c).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1851.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte L^{rs} MAROS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau
de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux
cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour
qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent
observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de
la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

*Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.*

N° 4641. — *Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées
à s'imposer extraordinairement, et à modifier l'emploi du produit de
l'Imposition extraordinaire créée par la loi du 3 juillet 1846.*

Du 30 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Basses-Pyrénées est autorisé,

conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, et pendant dix ans, à partir de 1858,

1° Trois centimes (0^f 03^c) dont le produit sera affecté à l'amélioration des routes départementales actuellement classées;

2° Trois centimes (0^f 03^c) dont le montant sera appliqué à l'achèvement des chemins vicinaux de grande communication actuellement classés.

Cette dernière imposition sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

2. Le département des Basses-Pyrénées est également autorisé à appliquer aux encouragements votés en faveur de l'agriculture, pour l'année 1857, le montant des fonds restés sans emploi sur l'imposition extraordinaire créée par la loi du 3 juillet 1846, pour la construction du palais de justice de Pau.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement pendant dix ans, à partir de 1858, 1° trois centimes (0^f 03^c), 2° trois centimes (0^f 03^c).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis DE GROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Mai 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'État,
Signé **ACHILLE FOULD**.

Signé **ABBATUCCI**.

N° 4642.— *Loi qui autorise la ville de Nancy à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS **SANCTIONNÉ** et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Nancy (Meurthe) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatre cent cinquante mille (450,000^f), remboursable en dix années, à partir de 1861, et destinée, avec d'autres ressources, à subvenir aux frais de construction et d'ameublement d'un édifice qui sera affecté au service de l'académie et des facultés établies à Nancy.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir : neuf centimes (0^f 09^c) en 1858, et douze centimes (0^f 12^c) pendant les neuf années suivantes, devant produire en totalité cinq cent trente mille francs (530,000^f) environ, pour concourir au remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Marquis DE CHAUMONT-QUITRY, TESSIERE,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Nancy (Meurthe) à emprunter une somme de quatre cent cinquante mille francs (450,000^f), et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé Le comte LE MAROIS, général marquis de CROUCHY,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ARBATUCCI.

N° 4643. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à faire un prélèvement sur le montant de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 8 juillet 1852.*

Du 3 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Garonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à prélever en 1857, sur le montant de l'imposition extraordinaire créée pour le service des routes départementales par la loi du 8 juillet 1852,

1° Une somme de quatre-vingt-douze mille trois cent soixante et quatorze francs quatre-vingt-quinze centimes (92,374^f 95^c), qui sera affectée aux travaux de construction de l'asile départemental des aliénés;

2° Une somme de vingt mille francs (20,000^f), qui sera attribuée, à titre de secours, aux hospices de Toulouse.

2. L'imposition extraordinaire de deux centimes (0^f 02^c), créée par la loi du 10 juillet 1856, pour l'achèvement de l'asile départemental des aliénés, cessera d'être recouvrée au 31 décembre 1859.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à prélever, sur son

imposition extraordinaire, 1° une somme de quatre-vingt-douze mille trois cent soixante et quatorze francs quatre-vingt-quinze centimes (92,374^f 95^c), 2° une somme de vingt mille francs (20,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 26 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,*

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé **ABBATUCCI.**

N° 4644. — *Loi qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un Emprunt.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Ardèche est autorisé, confor-

mément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de neuf cent quarante mille francs (940,000^f), qui sera appliquée à l'achèvement et à l'amélioration des routes départementales actuellement classées.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Il sera pourvu au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, à l'aide de prélèvements opérés, chaque année, sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 26 mars 1856 pour les travaux des routes départementales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, MARQUIS DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Ardèche à emprunter une somme de neuf cent quarante mille francs (940,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARAIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours.

B. n° 507.

(1041)

aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur:

*Le Ministre d'État,
Signé **ACHILLE FOULD.***

N° 4645. — *Loi qui autorise le département de l'Ariège à faire un prélèvement sur l'imposition extraordinaire créée par la loi du 30 mai 1854.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Ariège est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à prélever pendant trois ans, à partir de 1858, sur l'imposition extraordinaire créée par la loi du 30 mai 1854 pour les chemins vicinaux de grande communication, un centime (0^e 01^e), dont le produit sera affecté aux travaux de reconstruction et d'appropriation des bâtiments de l'asile départemental des aliénés de Saint-Lizier, et à l'acquisition des meubles nécessaires à cet établissement.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé **SCHNEIDER.**

Les Secrétaires,

Signé **Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,**
Ed. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Ariège à prélever pendant trois ans, à partir de 1858, un centime (0^f 01^e) sur l'imposition extraordinaire créée par la loi du 30 mai 1854.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARois,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANLONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUGGI.*

Par l'Empereur :

*Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.*

N° 4646. — *Loi qui autorise le département de la Drôme à s'imposer
extraordinairement.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGEONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Drôme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, et pendant dix ans, à partir de 1858,

1° Cinq centimes (0^f 05^e), dont le produit sera affecté aux travaux d'achèvement et d'amélioration des routes départementales;

2° Cinq centimes (0^f 05^e), dont le produit sera affecté aux travaux de reconstruction, d'agrandissement et d'appropriation des bâtiments départementaux désignés dans la délibération du conseil général.

L'imposition applicable au service des bâtiments départementaux ne pourra être mise en recouvrement qu'après que le conseil général aura délibéré sur les plans et devis des projets qui les concernent.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUIVRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Drôme à s'imposer extraordinairement pendant dix ans, à partir de 1858, 1° cinq centimes (0^f 05^e), 2° cinq centimes (0^f 05^e).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, Le comte LE MARAIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé **ACHILLE FOULD.**

N^o 4647. — *Loi qui autorise le département des Landes à s'imposer
extraordinairement.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCIONNÉ et SANCIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Landes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement pendant dix années, à partir de 1858, et par addition au principal des quatre contributions directes,

1^o Trois centimes (0^f 03^e), dont le produit sera affecté aux travaux d'achèvement et d'amélioration des routes départementales;

2^o Neuf centimes (0^f 09^e), dont le produit sera affecté aux travaux d'achèvement et d'amélioration des chemins vicinaux de grande communication.

2. Le département est autorisé à prélever, s'il y a lieu, un centime (0^f 01^e) sur les neuf centimes (0^f 09^e) applicables aux

chemins vicinaux, pour l'affecter à des études ayant pour objet l'amélioration du régime des cours d'eau.

3. Les centimes autorisés par le paragraphe 2 de l'article 1^{er} seront recouvrés concurremment avec les centimes spéciaux dont la perception sera autorisée par les lois de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
Ed. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département des Landes à s'imposer extraordinairement pendant dix ans, 1^o trois centimes (0^f 03^c), 2^o neuf centimes (0^f 09^c), et à prélever un centime (0^f 01^c) sur les neuf centimes (0^f 09^c) applicables aux chemins vicinaux.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

N° 4648. — *Loi qui autorise le département du Morbihan à contracter des Emprunts et à s'imposer extraordinairement.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCIONNÉ et **SANCIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS**
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Morbihan est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent,

1° Une somme de trois cent mille francs (300,000^f), qui sera appliquée à l'achèvement des routes départementales;

2° Une somme de quatre cent quatorze mille francs (414,000^f), qui sera consacrée aux travaux des chemins vicinaux de grande communication.

Ces deux emprunts pourront être réalisés, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Morbihan est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes,

1° Quatre-vingt-quatre centièmes de centime (0^f,00^c84/100^m) en 1858, et un centime soixante-huit centièmes (0^f,01^c68/100^m) pendant huit ans, à partir de 1859, pour l'amortissement et le service des intérêts de l'emprunt de trois cent mille francs (300,000^f) autorisé par l'article 1^{er} pour l'achèvement des routes départementales;

B. n° 507.

(1047)

2° Un centime seize centièmes ($0^f,01^c 16/100^m$) en 1858, et deux centimes trente-deux centièmes ($0^f,02^c 32/100^m$) pendant huit ans, à partir de 1859, pour le remboursement et le paiement des intérêts de l'emprunt de quatre cent quatorze mille francs ($414,000^f$) autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication.

Le complément des fonds nécessaires au service des intérêts de ces deux emprunts sera prélevé, s'il y a lieu, sur les centimes facultatifs du budget départemental.

3. L'imposition destinée à l'amortissement de l'emprunt applicable aux travaux des chemins vicinaux sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Morbihan à emprunter, 1° une somme de trois cent mille francs ($300,000^f$), 2° une somme de quatre cent quatorze mille francs ($414,000^f$), et à s'imposer extraordinairement, 1° quatre-vingt-quatre centièmes de centime ($0^f,00^c 84/100^m$) en 1858, et un centime soixante-huit centièmes ($0^f,01^c 68/100^m$) pendant huit ans, à partir de 1859, 2° un centime seize centièmes ($0^f,01^c 16/100^m$) en 1858, et deux centimes trente-deux centièmes ($0^f,02^c 32/100^m$) pendant huit ans, à partir de 1859.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PALOUE, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice ,*
Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé **ACHILLE FOULD.**

N° 4649. — *Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Puy-de-Dôme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de un million huit cent mille francs (1,800,000^f), qui sera appliquée aux travaux des chemins vicinaux de grande communication actuellement classés, et, s'il y a lieu, à venir en aide aux communes, dans des cas extraordinaires, pour la construction de leurs chemins vicinaux.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre

des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Puy-de-Dôme est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, sept centimes (0^f 07^c), pendant neuf ans, à partir de 1858, et cinq centimes (0^f 05^c) pendant trois ans, à partir de 1867.

Le produit de cette imposition sera affecté, jusqu'à due concurrence, au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, et, pour le surplus, aux travaux des chemins vicinaux.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances en vertu de la loi du 21 mai 1836.

3. L'imposition extraordinaire de deux centimes (0^f 02^c), créée par la loi du 23 mai 1854, cessera d'être recouvrée à partir du 1^{er} janvier 1858.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à emprunter la somme de un million huit cent mille francs (1,800,000^f) et à s'imposer extraordinairement sept centimes (0^f 07^c) pendant neuf ans, à partir de 1858, et cinq centimes (0^f 05^c) pendant trois ans, à partir de 1867, et à cesser, le 1^{er} janvier 1858, le

recouvrement de l'imposition extraordinaire de deux centimes (0^f 02^c).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MAROU,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4650. — *Lor qui autorise la ville d'Agen à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinaire.nent.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Agen (Lot-et-Garonne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, la somme de deux cent mille francs (200,000^f), remboursable en quatorze années, et destinée à la création d'un boulevard.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée,

1° A proroger, jusqu'en 1869, l'imposition de quinze centimes (0^f 15^c) additionnels autorisée par le décret du 27 décembre 1851;

2° A s'imposer extraordinairement, de 1858 à 1870, cinq centimes (0^f 05^c) additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de ces deux impositions, évalué, en totalité, à deux cent cinquante mille francs (250,000^f) environ, servira, concurremment avec l'excédant annuel de ses recettes, au remboursement de l'emprunt, en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Agen (Lot-et-Garonne) à emprunter la somme de deux cent mille francs (200,000^f), à proroger jusqu'en 1869 son imposition de quinze centimes (0^f 15^c), et à s'imposer extraordinairement cinq centimes (0^f 05^c), de 1858 à 1870.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé **ABBATUCCI**.

Le Ministre d'État,

Signé **ACHILLE FOULD**.

N° 4651. — *Loi qui autorise la ville de Batignolles à s'imposer
extraordinairement.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS**
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Batignolles (Seine) est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1858, dix centimes (0^f 10^c) additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à cent cinquante-deux mille quatre cents francs (152,400^f), servira, concurremment avec d'autres ressources, à l'acquittement des dettes communales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Mai 1857.

Le Président,

Signé **SCHNEIDER**.

Les Secrétaires,

Signé Comte **JOACHIM MURAT**, marquis de CHAUMONT-QUITKY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Batignolles (Seine) à s'imposer extraordinairement dix centimes (0^e 10^e), pendant cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1858.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARois,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :

La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4652. — *Lor qui au'orise la ville de Bayeux à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Bayeux (Calvados) est autorisée à
XI^e Série.

emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatre-vingt-cinq mille francs (85,000^f), remboursable en dix années, et destinée au paiement de diverses dépenses d'utilité publique énumérées dans la délibération municipale du 10 février 1857.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant six années, à partir de 1858, quinze centimes (0^f 15^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, devant produire, en totalité, quatre-vingt-neuf mille quatre cents francs (89,400^f) environ.

Le produit de cette imposition sera affecté, jusqu'à concurrence de soixante mille francs (60,000^f), au paiement d'une subvention due à l'État pour la construction d'un port de refuge et de commerce à Port-en-Bessin, et le surplus servira, concurremment avec l'excédant annuel des recettes du budget, au remboursement de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er}, en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUEYRY.
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Bayeux (Calvados) à emprunter une somme de quatre-vingt-cinq mille francs (85,000^f), et à s'imposer extraordi-

B. n° 507. (1055)

nairement pendant six années, à partir de 1858, quinze centimes (0^e 15^e).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé ABBATUCCI.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4653. — *Loi qui autorise la ville de Cahors à contracter
un Emprunt.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Cahors (Lot) est autorisée à

emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cent vingt mille francs (120,000^f), remboursable en vingt années, sur ses revenus, et destinée au paiement de dépenses d'établissement d'un abattoir public.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAULONT-QUÉRY,
TESNIÈRE, ED. DALLON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Cahors (Lot) à emprunter une somme de cent vingt mille francs (120,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adossées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les

B. n° 507.

(1057)

fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication,

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATIUCCI.

N° 4654. — *Loi qui autorise la ville du Havre à contracter un Emprunt
et à proroger une Imposition extraordinaire.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville du Havre (Seine-Inférieure) est autorisée
à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pourcent,
la somme de un million cinq cent mille francs (1,500,000^f),
remboursable en neuf années, à partir de 1868, et destinée à
l'exécution de divers travaux d'utilité publique énumérés dans
la délibération municipale du 11 décembre 1856.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence,
soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux
conditions de cet établissement, soit par voie de souscription,
soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur
ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer
de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du
ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à proroger, jusqu'en
1876 inclusivement, une imposition extraordinaire de dix-sept
centimes (0^f 17^c) additionnels au principal des quatre contribu-

((1058))

tions directes, approuvée jusqu'en 1868 par la loi du 22 juin 1854.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à un million cinq cent sept mille deux cents francs (1,507,200^f) environ, servira, concurremment avec l'excédant annuel des recettes tant ordinaires qu'extraordinaires, au remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHMIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MERAT, marquis DE CHAMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, Ed. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville du Havre (Seine-Inférieure) à emprunter la somme de un million cinq cent mille francs (1,500,000^f), et qui proroge, jusqu'en 1876 inclusivement, une imposition extraordinaire de dix-sept centimes (0^f, 17^c), approuvée jusqu'en 1868 par la loi du 22 juin 1854.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue le comte LE MARTEL,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat.

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les

fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
 au département de la justice,*
 Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
 Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
 Signé **ACHILLE FOULD.**

N° 4655. — *Loi qui autorise la ville de Meaux à s'imposer
 extraordinairement.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT!**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
 ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

**LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
 teneur suit :**

ARTICLE UNIQUE. La ville de Meaux (Seine-et-Marne) est auto-
 risée à s'imposer extraordinairement, en 1858, dix cent mes
 (ou 10^e) additionnels au principal de ses quatre contributions
 directes, devant produire dix mille six cent trente francs
 (10,630^f) environ, pour solder les dépenses faites, pendant
 l'hiver 1855-1856, dans le but de venir en aide aux ouvriers
 nécessiteux.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Mai 1857.

Le Président,
 Signé **SCHNEIDER**

Les Secrétaires,

Signé **Comte JOACHIM MÉRAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,**
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui

(1060)

autorise la ville de Meaux (Seine-et-Marne) à s'imposer extraordinairement, en 1858, dix centimes (0^f 10^c).

Delibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS,
baron I. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4656. — *Loi qui autorise la ville de Metz à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUEONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Metz (Moselle) est autorisée à emprun-

ter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, la somme de un million quatre cent quarante-six mille francs (1,446,000^f), remboursable en vingt années, et destinée au paiement des dépenses devant résulter de l'établissement d'une nouvelle distribution d'eau.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant vingt années, à partir de 1858, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

Quinze centimes (0^f 15^c) pendant les dix premières années,
Et vingt centimes (0^f 20^c) pendant les dix années suivantes,

Devant produire, en totalité, un million cinq cent soixante et dix mille francs (1,570,000^f) environ, pour subvenir, concurremment avec l'excédant annuel de ses recettes, tant ordinaires qu'extraordinaires, au remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Delibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MÉRAT, marquis DE CHAMONT-QUITRY,
TENNIERE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Metz (Moselle) à emprunter la somme de un million quatre cent quarante-six mille francs (1,446,000^f), et à s'imposer extraordinairement, pendant vingt ans, à partir de 1858, quinze centimes (0^f 15^c) pendant les dix premières

(1062)

années, et vingt centimes (0' 20") pendant les dix années suivantes.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président;

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

*Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARON,
baron T. DE LACROSSE.*

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur:

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOCLE.

Signé ABBATUCCI.

N° 4657. — *Loi qui autorise la ville de Montpellier à contracter un Emprunt.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Montpellier (Hérault) est autori-

sée à emprunter, à un tanx d'intérêt qui n'exède pas cinq pour cent, une somme de deux millions (2,000,000^f), remboursable en vingt-huit années sur ses revenus, et destinée à l'exécution de divers projets d'utilité communale, notamment à l'agrandissement d'une place, à l'élargissement, au redressement ou au percement de plusieurs rues, et à la construction d'un marché couvert.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAMONT-QUITRY,
Ed. DALLON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Montpellier (Hérault) à emprunter une somme de deux millions (2,000,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUA, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour

qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux. Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'Etat,
Signé ACUILLÉ FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4658. — *Loi qui fixe la Limite entre les communes de Montjoux et de Vièla-du-Tarn (Aveyron).*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire circonscrit par un liséré rouge sur le plan annexé à la présente loi, et renfermant les hameaux de Loulayrou, Mégrin et Laraze, est distrait de la commune de Montjoux, canton de Saint-Benoizély, arrondissement de Milau (Aveyron), et réuni à la commune de Vièla-du-Tarn, même canton.

2. La limite entre les deux communes est fixée conformément à la ligne rouge cotée A, B sur le plan indiqué.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MÉRAT, marquis DE CHAGMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui distrait les hameaux de Loulayrou, Mégrin et Lacaze de la commune de Montjoux, canton de Saint Beauzély, arrondissement de Millau (Aveyron), et les réunit à la commune de Viala-du-Tarn, même canton.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADDE, le comte LE MAROIS,
Baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire

d'état au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4659. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1857, un Crédit supplémentaire pour complément d'indemnités aux Députés.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances;

Vu la loi du 14 juillet 1856 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1857;

Vu le décret du 29 novembre suivant (1), contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu le décret du 12 mai 1857 (2), qui a prorogé jusqu'au 28 de ce mois la session du Corps législatif, en vertu de l'article 46 de la Constitution;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'état des finances, sur l'exercice 1857, un crédit supplémentaire de trois cent vingt-six mille francs (326,000^f), pour complément d'indemnités aux députés:

CHAP. XXVII. Dépenses administratives du Corps législatif et indemnités des députés.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources accordées par la loi du budget de l'exercice 1857.

3. Le crédit ci-dessus sera soumis à la sanction législative, aux termes de l'article 21 de la loi du 5 mai 1855.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état
au département des finances,

Signé P. MAGNE.

(1) Bull. 446, n° 4147.

(2) Bull. 494, n° 4534.

N° 4660. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui nomme M. le Comte de Germiny
Gouverneur de la Banque de France.*

Du 10 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le comte de *Germiny* (*Charles-Gabriel Le Bègue*),
gouverneur du crédit foncier de France est nommé gouverneur
de la banque de France, en remplacement de M. le comte
d'*Argout*, dont la démission est acceptée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des
finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera
inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 4661. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui nomme M. le Comte d'Argout
Gouverneur honoraire de la Banque de France.*

Du 10 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le comte d'*Argout*, sénateur, est nommé gouver-
neur honoraire de la banque de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des

(1858)

finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.



Certifié conforme :

Paris, le 15^e Juin 1857.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCL

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
imériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 508.

N° 4662.—*Loi portant règlement définitif du Budget de l'exercice 1854.*

Du 3 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

TITRE PREMIER.

RÈGLEMENT DU BUDGET DE L'EXERCICE 1854.

§ 1^{er}.*Fixation des Dépenses.*

ART. 1^{er}. Les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1854, constatées dans les comptes rendus par les ministres, sont arrêtées, conformément au tableau A ci-annexé, à la somme d'un milliard neuf cent soixante et quatorze millions cent trente-sept mille sept cent cinquante-deux francs soixante et seize centimes, ci. 1,974,137,752^f 76^c

Les paiements effectués sur le même exercice jusqu'à l'époque de sa clôture sont fixés à un milliard neuf cent soixante-six millions sept cent quinze mille neuf cent soixante francs soixante-sept centimes (1,966,715,960^f 67^c), savoir :

Dépenses ordinaires.	1,844,507,028 ^f 12 ^c	} 1,966,715,960 67
Travaux extraordinaires.	122,208,932 55	

Et les dépenses restant à payer, à sept millions quatre cent vingt et un mille sept cent quatre-vingt-douze francs neuf centimes, ci.

7,421,792^f 09^c

Les paiements à effectuer pour solder les dépenses de l'exercice 1854 seront ordonnancés sur les fonds de l'exercice courant,

selon les règles prescrites par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 23 mai 1834.

§ II.

Fixation des Crédits.

2. Les crédits, montant ensemble à deux milliards dix-huit millions neuf cent trente-six mille quatre cent vingt-trois francs sept centimes (2,018,936,423^f 07^c), ouverts conformément aux tableaux A et B ci-annexés pour les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1854, et y compris les virements autorisés par décrets, en vertu de l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, sont réduits,

1° D'une somme de trente-quatre millions cent trente-six mille quatre cent quarante et un francs dix-huit centimes, déjà consommée par les dépenses constatées à la charge de l'exercice 1854, et qui est annulée définitivement, ci. 34,136,441^f 18^c

2° De celle de sept millions quatre cent vingt et un mille sept cent quatre-vingt-douze francs neuf centimes, représentant les dépenses non payées de l'exercice 1854, qui, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants, ci.

7,421,792^f 09

3° Et de celle de dix millions six cent soixante-deux mille deux cent vingt-neuf francs treize centimes, non employée, à l'époque de la clôture de l'exercice 1854, sur les produits affectés au service départemental et à divers services spéciaux dont les dépenses se règlent d'après le montant des ressources réalisées, laquelle somme est transportée aux budgets des exercices 1855 et 1856, pour y recevoir la destination qui lui a été donnée par la loi de finances du 10 juin 1853 et par les lois de règlement des exercices 1852 et 1853, savoir :

Au budget de l'exercice 1855,

Service départemental .. 5,286,737^f 96^c

Divers services spéciaux. 5,500 00

Au budget de l'exercice 1856,

Service départemental .. 2,663,536^f 78^c

Divers services spéciaux. 2,706,454 39

5,292,237^f 96^c

5,369,991 17

10,662,229^f 13^c

B. n° 508.

(1871)

Ces annulations et transports de crédits, montant ensemble à cinquante-deux millions deux cent vingt mille quatre cent soixante-deux francs quarante centimes, sont et demeurent divisés, par ministère et par chapitre, conformément au tableau A ci-annexé. 52,220,462^f 40^c

3. Au moyen des dispositions contenues dans les deux articles précédents, les crédits du budget de l'exercice 1854 sont définitivement fixés à la somme d'un milliard neuf cent soixante-six millions sept cent quinze mille neuf cent soixante francs soixante-sept centimes (1,966,715,960^f 67^c), égale aux paiements effectués, et ces crédits sont répartis conformément au même tableau A.

§ III.

Fixation des Recettes.

4. Les droits et produits constatés au profit de l'État sur l'exercice 1854 sont arrêtés, conformément au tableau C ci-annexé, à la somme d'un milliard huit cent cinq millions huit cent dix-huit mille cinq cent cinquante et un francs vingt et un centimes, ci. 1,805,818,551^f 21^c

Les recettes effectuées sur le même exercice, jusqu'à l'époque de sa clôture, sont fixées à un milliard sept cent quatre-vingt-seize millions cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent trente-neuf francs cinquante-sept centimes, ci. 1,796,197,939^f 57^c

Et les droits et produits restant à recouvrer, à neuf millions six cent vingt mille six cent onze francs soixante-quatre centimes, ci. 9,620,611^f 64^c

5. Les recettes de l'exercice 1854, arrêtées par l'article précédent à la somme de. 1,796,197,939^f 57^c sont augmentées, en exécution des lois de règlement des budgets de 1852 et de 1853, des fonds non employés à l'époque de la clôture de ces derniers exercices sur les crédits affectés au service départemental et à divers services spéciaux, ci. 10,167,127^f 59^c

ENSEMBLE. 1,806,365,067^f 16^c

Sur cette somme totale, il est prélevé et transporté aux exercices 1855 et 1856, en conformité de l'article 2 de la présente loi, une somme de dix millions six cent soixante-deux mille deux cent vingt-neuf francs treize centimes, pour servir à payer les dépenses du service départemental et des autres services spéciaux restant à solder à la clôture de l'exercice 1854, savoir :

A l'exercice 1855.	5,292,237 ^f 96 ^c	} 10,662,229 ^f 13 ^c
A l'exercice 1856.	5,369,991 17	

Les recettes de l'exercice 1854, montant ainsi à..... 1,795,702,838 03
s'accroissent, en outre, des fonds généraux du budget de 1853 que le règlement définitif du service colonial de cet exercice a laissés disponibles, ci..... 420,299 90

Les voies et moyens du budget de l'exercice 1854 demeurent, en conséquence, fixés à la somme d'un milliard sept cent quatre-vingt-seize millions cent vingt-trois mille cent trente-sept francs quatre-vingt-treize centimes, savoir :

Recettes ordinaires.....	1,493,270,167 ^f 23 ^c	} 1,796,123,137 93
Ressources extraordinaires	302,852,970 70	

§ IV.

Fixation du résultat général du budget.

6. Le résultat général du budget de l'exercice 1854 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit :

Recettes fixées par l'article précédent à. 1,796,123,137^f 93^c
 Paiements fixés par
 l'article 1^{er}, à..... 1,966,715,960^f 67^c
 Excédant de dépense du service colonial de 1854, résultant du tableau D ci-annexé, et sauf rè-

glement dans la prochaine loi des comptes, en exécution de l'article 11 de la loi du 20 avril 1845, ci.

15,440,500^f 00^c

ENSEMBLE....	1,982,156,460 67	1,982,156,460 ^f 67 ^c
--------------	------------------	--

EXCÉDANT de dépense. (Voir le tableau E.)	186,033,322 74
---	----------------

TITRE II.

RÈGLEMENT DES SERVICES SPÉCIAUX RATTACHÉS, POUR ORDRE, AU BUDGET.

7. Les recettes et les dépenses des services spéciaux rattachés, pour ordre, au budget général de l'exercice 1854, demeurent définitivement arrêtées et réglées à la somme de vingt-trois millions huit cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cent soixante-deux francs quatre-vingt-douze centimes, conformément au résultat général du tableau F ci-annexé, savoir :

Légion d'honneur.....	8,690,777 ^f 87 ^c
Imprimerie impériale.....	3,465,075 50
Service de la fabrication des monnaies et médailles.....	1,776,364 13
Caisse des invalides de la marine.....	9,965,345 42
	23,897,562 92

8. Les recettes et les dépenses du service spécial des chancelleries consulaires, pour l'exercice 1853, sont arrêtées, conformément au tableau G ci-annexé, à la somme d'un million deux cent cinquante-huit mille cinq cent soixante et dix-neuf francs cinquante-sept centimes (1,258,579^f 57^c).

TITRE III.

RÈGLEMENT DU SERVICE DÉPARTEMENTAL POUR L'EXERCICE 1854.

9. Les recettes et les dépenses du service départemental de l'exercice 1854, provisoirement arrêtées par les conseils généraux des départements et réglées définitivement par décrets, en

exécution de l'article 24 de la loi du 10 mai 1838, sont fixées à la somme de cent dix-huit millions huit cent soixante et douze mille six cent un francs trente-huit centimes, conformément au tableau H ci-annexé, savoir :

Ministère des finances.....	406,765 ^f 66 ^c
— de l'intérieur.....	111,919,275 53
— de l'instruction publique..	6,546,560 19
	118,872,601 38

TITRE IV.

RÈGLEMENT DU SERVICE COLONIAL POUR L'EXERCICE 1853.

10. Le service colonial de l'exercice 1853 est réglé, en recette et en dépense, à la somme de vingt-deux millions huit cent dix mille six cent cinquante-quatre francs trente-cinq centimes (22,810,654^f 35^c), conformément au tableau I ci-annexé.

La somme de quatre cent vingt mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf francs quatre-vingt-dix centimes (420,299^f 90^c), dont se trouve réduit, conformément au même tableau, le prélèvement effectué sur les fonds généraux du budget de l'exercice 1853 pour couvrir l'insuffisance présumée des ressources du service colonial de cet exercice, est appliquée au budget de l'exercice 1854 en accroissement de ses ressources, conformément à l'article 5 de la présente loi.

TITRE V.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

11. Les crédits d'inscription accordés, sur l'exercice 1854, par la loi du 10 juin 1853, et le décret du 24 août 1854, pour les pensions militaires, sont définitivement arrêtés, conformément au tableau J ci-annexé, à la somme d'un million neuf cent mille francs (1,900,000^f).

12. La situation des approvisionnements existant, à l'époque du 31 décembre 1854, dans les ports et établissements de la marine, est arrêtée à la somme de cent quatre-vingt-cinq millions sept cent dix-huit mille deux cent sept francs soixante-

B. n° 508.

(1875)

neuf centimes (185,718,207^f 69^c), conformément au tableau K. ci-annexé.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 18 Avril 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, marquis DE CHAMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi portant règlement définitif du budget pour l'exercice 1854.

Délibéré en séance, au palais du Sénat, le 15 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives; pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

TABLEAU A.

BUDGET définitif de

CHAPITRES spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
		MINISTÈRE	
1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		fr. c.	fr. c.
1	Administration centrale. (Personnel.).....	438,600 00	438,599 46
2	— (Matériel.).....	154,150 00	154,143 21
3	Conseil d'état. (Personnel.).....	1,852,100 00	1,852,099 69
4	— (Matériel.).....	115,000 00	114,956 93
5	Archives de l'Empire.....	114,000 00	113,997 00
6	Établissements des beaux-arts.....	276,100 00	275,905 48
6 bis.	Organisation de l'exposition universelle des beaux-arts.....	2,822,460 00	2,820,696 06
6 ter.	Fête du 15 août 1854.....	320,000 00	319,867 80
7	Ouvrages d'art et décoration d'édifices publics.	960,500 00	960,492 73
7 bis.	Exploration de la Mésopotamie.....	28,000 00	24,320 00
8	Théâtres impériaux, Conservatoire de musi- que, subventions, etc.....	2,539,500 00	2,539,454 28
9	Encouragements et souscriptions.....	211,000 00	210,982 40
10	Indemnités annuelles à des artistes drama- tiques, compositeurs, etc.....	136,900 00	136,772 89
11	Monuments historiques.....	703,000 00	702,991 51
12	Service des bâtiments.....	433,400 00	432,872 37
12 bis.	Correspondance de l'Empereur Napoléon I ^{er} ..	10,000 00	9,997 97
13	Château de Saverne.....	693,000 00	692,872 27
13 bis.	Magasin de l'île des Cygnes.....	240,000 00	239,989 12
13 ter.	Tombeau de l'Empereur Napoléon I ^{er}	103,000 00	99,045 12
14 ter.	Achèvement de l'hôtel des Affaires étrangères.	350,000 00	349,962 23
SERVICES RETIRÉS DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
11	Conseil des bâtiments.....	47,000 00	46,730 41
12	Personnel des édifices.....	45,600 00	45,508 42
13	Entretien des édifices.....	545,000 00	544,997 31
14	Constructions et grosses réparations.....	1,935,400 00	1,935,334 21
		15,073,710 00	15,062,588 91
16	Dépenses des exercices clos.....	209,532 63	209,532 63
		15,283,242 63	15,272,121 54

Dépenses de l'exercice 1854.

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DÉTAT.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
438,599 46	"	0 54	"	438,599 46
154,143 22	"	6 78	"	154,143 22
1,852,099 69	"	0 31	"	1,852,099 69
114,956 95	"	43 05	"	114,956 95
113,837 00	160 00	3 00	160 00	113,837 00
275,622 37	283 12	194 51	283 12	275,622 37
2,820,696 06	"	1,763 94	"	2,820,696 06
319,345 30	122 50	132 20	122 50	319,345 30
947,505 22	12,987 51	7 27	12,987 51	947,505 22
10,820 00	13,500 00	3,680 00	13,500 00	10,820 00
2,528,377 06	11,077 22	45 72	11,077 22	2,528,377 06
210,582 40	400 00	17 60	400 00	210,582 40
136,772 89	"	127 11	"	136,772 89
700,391 21	2,600 30	8 49	2,600 30	700,391 21
431,653 36	1,219 01	527 63	1,219 01	431,653 36
9,997 97	"	2 03	"	9,997 97
692,872 27	"	127 73	"	692,872 27
239,989 12	"	10 88	"	239,989 12
97,027 34	2,017 78	3,954 88	2,017 78	97,027 34
349,962 23	"	37 77	"	349,962 23
46,730 42	"	269 58	"	46,730 42
45,508 42	"	91 58	"	45,508 42
544,647 31	350 00	2 69	350 00	544,647 31
1,935,334 22	"	65 78	"	1,935,334 22
15,017,871 49	44,717 44	11,121 07	44,717 44	15,017,871 49
209,532 63	"	"	"	209,532 63
15,227,404 12	44,717 44	11,121 07	44,717 44	15,227,404 12
55,838 51				

CHAPITRES spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE

11 ^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		fr. c.	fr. c.
14	Réunion des Tuileries au Louvre.	12,000,000 00	11,999,698 54
15	Travaux accessoires de la réunion du Louvre aux Tuileries.	12,000,000 00	12,000,000 00
		24,000,000 00	23,999,698 54

RÉCAPITUL

1 ^{re} SECTION. — Service ordinaire.	15,283,242 63	15,272,121 56
11 ^e SECTION. — Travaux extraordinaires.	24,000,000 00	23,999,698 54
	39,283,242 63	39,271,820 10

MINISTÈRE DE LA

Administration centrale.			
1	Administration centrale. (Personnel.)	505,200 00	505,199 72
2	— (Matériel.)	121,000 00	120,984 56
Cours et tribunaux.			
3	Cour de cassation.	985,425 00	985,425 00
4	Cours impériales.	5,718,960 00	5,718,635 36
5	— d'assises.	152,900 00	152,900 00
6	Tribunaux de première instance.	7,770,395 00	7,770,097 90
7	— de commerce.	180,675 00	180,666 15
8	— de police.	63,849 00	63,815 77
9	Justices de paix.	6,055,835 00	6,055,396 13
10	Service de la justice en Algérie.	680,550 00	677,396 18
Frais de justice.			
11	Frais de justice criminelle et des statistiques. .	5,374,000 00	5,313,543 23
A reporter.		27,608,780 00	27,544,060 00

		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur ordonnances des Ministres.	Reste à payer, à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

AT.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
998,446 97	1,251 57	301 46	1,251 57	11,998,446 97
000,000 00	"	"	"	12,000,000 00
998,446 97	1,251 57	301 46	1,251 57	23,998,446 97
		1,553 03		

N.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
227,404 12	44,717 44	11,121 07	44,717 44	15,227,404 12
998,446 97	1,251 57	301 46	1,251 57	23,998,446 97
225,851 09	45,969 01	11,422 53	45,969 01	39,225,851 09
		57,391 54		

ICE.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
505,199 72	"	0 28	"	505,199 72
120,984 56	"	15 44	"	120,984 56
984,702 74	722 26	"	722 26	984,702 74
717,450 23	1,185 13	324 64	1,185 13	5,717,450 23
152,900 00	"	"	"	152,900 00
764,840 92	5,256 98	297 10	5,256 98	7,764,840 92
180,660 49	5 66	8 85	5 66	180,660 49
63,565 77	250 00	24 23	250 00	63,565 77
652,544 81	2,851 32	438 87	2,851 32	6,052,544 81
673,530 71	3,865 47	3,153 82	3,865 47	673,530 71
3,3543 23	"	60,456 77	"	5,313,543 23
529,923 18	14,136 82	64,720 00	14,136 82	27,529,923 18

CHAPITRES	MINISTÈRES ET SERVICES.	ÉTAT	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses des services — Droits au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE

		fr. c.	
	Report....	27,608,780 00	27,544,000
	<i>Secours et subventions.</i>		
12	Dépenses diverses. — Secours temporaires à d'anciens magistrats et employés, à leurs veuves et orphelins, etc. — Dépenses extraordinaires et imprévues. — Indemnité au Journal des savants.....	65,000 00	64,850
15	Dépenses extraordinaires. — Dépenses de l'Exposition universelle.....	200,000 00	200,000
14	Dépenses des exercices périmés.....	26,590 59	26,590
		27,904,370 59	27,835,530
13	Dépenses des exercices clos.....	4,406 56	4,406
		27,904,777 15	27,839,936

MINISTÈRE I

	<i>Administration centrale.</i>		
1	Administration centrale. (Personnel.).....	606,670 00	606,670
2	Administration centrale. (Matériel.).....	236,350 00	236,350
	<i>Traitements des agents du service extérieur.</i>		
3	Traitements des agents politiques et consulaires.....	4,746,690 00	4,746,690
4	Traitements des agents en inactivité.....	38,740 00	38,740
	<i>Dépenses variables.</i>		
5	Frais d'établissement.....	213,410 00	201,730
6	Frais de voyage et de courriers.....	796,000 00	795,900
7	Frais de service.....	1,385,000 00	1,384,900
8	Présents diplomatiques.....	29,800 00	29,700
9	Indemnités et secours.....	53,900 00	53,800
	A reporter...	8,106,560 00	8,091,700

Paiements effectués sur ordonnances des ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
		Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

LA JUSTICE.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
29,923 18	14,136 82	64,720 00	14,136 82	27,529,923 18
64,885 00	"	115 00	"	64,885 00
00,000 00	"	"	"	200,000 00
26,590 59	"	"	"	26,590 59
221,398 77	14,136 82	64,835 00	14,136 82	27,821,398 77
4,406 56	"	"	"	4,406 56
325,805 33	14,136 82	64,835 00	14,136 82	27,825,805 33
		78,971 82		

MAIRES ÉTRANGÈRES.

606,544 99	125 00	0 01	125 00	606,544 99
236,303 61	45 00	1 39	45 00	236,303 61
741,189 22	5,500 00	0 78	5,500 00	4,741,189 22
38,739 43	"	0 57	"	38,739 43
201,739 16	"	11,670 84	"	201,739 16
789,594 23	6,306 86	98 91	6,306 86	789,594 23
378,766 47	6,224 34	9 19	6,224 34	1,378,766 47
29,798 59	"	1 41	"	29,798 59
53,753 90	137 50	8 60	137 50	53,753 90
3,076,429 60	18,338 70	11,791 70	18,338 70	8,076,429 60

CHAPITRE spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réelles des services faits — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE DE

		fr. c.	fr.
	Report.....	8,106,560 00	8,094,763 8
10	Dépenses secrètes.....	550,000 00	550,000 0
11	Missions extraordinaires.....	519,360 00	519,113 9
12	Dépenses imprévues.....	54,680 00	54,334 7
13	Dépenses relatives à l'émir Abd-el-Kader.....	120,000 00	119,851 8
16	Remboursement de la créance Castellamare..	400,444 97	400,444 9
17	Service extraordinaire de courriers et de cor- respondance entre Constantinople et Paris.	125,000 00	21,585 7
18	Frais de location de l'hôtel Forbin Janson....	13,000 00	12,961 5
14	Dépenses des exercices périmés.....	4,592 27	4,516 6
		9,893,637 24	9,777,599 1
13	Dépenses des exercices clos.....	85,598 29	85,598 2
		9,979,235 53	9,863,197 4

DETTES

1° DETTE CONSOLIDÉE ET AMORTISSEMENT.			
1	Rentes 4 1/2 p. o/o. (Décret du 14 mars 1853).	157,441,416 00	157,418,310 6
	— 4 1/2 p. o/o. (Ancien fonds.).....	895,302 00	885,378 04
2	— 4 p. o/o.....	2,359,521 00	2,359,521 00
3	— 3 p. o/o.....	73,825,101 00	73,707,796 00
4	Fonds d'amortissement.....	64,545,864 00	64,545,864 00
2° EMPRUNTS SPÉCIAUX POUR CANAUX ET TRAVAUX DIVERS.			
5	Intérêts et primes des emprunts à rembourser par le Trésor.....	4,650,294 82	4,650,294 82
6	Amortissement des emprunts à rembourser par le Trésor.....	4,310,005 18	4,310,005 18
6 bis.	Achat des actions de jouissance des canaux....	1,346,327 00	1,346,327 00
	A reporter...	309,373,831 00	309,213,496 6

DÉPENSES.

Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.
---	--

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Crédits annulés.		Crédits définitifs
Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
8,076,429 60	18,338 70	11,791 70	18,338 70	8,076,429 60
550,000 00	"	"	"	550,000 00
519,113 94	"	246 06	"	519,113 94
54,354 75	"	325 25	"	54,354 75
119,710 83	112 00	147 17	112 00	119,710 83
100,441 97	"	"	"	100,441 97
21,585 76	"	103,414 24	"	21,585 76
12,961 97	"	38 03	"	12,961 97
4,516 64	"	75 63	"	4,516 64
9,759,118 46	18,480 70	116,038 08	18,480 70	9,759,118 46
85,598 29	"	"	"	85,598 29
9,844,716 75	18,480 70	116,038 08	18,480 70	9,844,716 75
134,518 ^f 78 ^c				

PUBLIQUE.

155,959,667 52	1,458,643 13	13,105 35	1,458,643 13	155,959,667 52
883,513 00	1,865 00	9,924 00	1,865 00	883,513 00
2,351,831 00	7,690 00	"	7,690 00	2,351,831 00
73,342,855 00	364,941 00	117,305 00	364,941 00	73,342,855 00
64,545,864 00	"	"	"	64,545,864 00
4,650,294 82	"	"	"	4,650,294 82
1,310,005 18	"	"	"	1,310,005 18
1,346,327 00	"	"	"	1,346,327 00
307,390,357 52	1,833,139 13	150,334 35	1,833,139 13	307,390,357 52

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION EN	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
		fr. c.	fr. c.
	REPORT	309,373,831 00	309,223,496 65
	3° INTÉRÊTS DE CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.		
7	Intérêts de capitaux de cautionnements	7,500,000 00	7,500,000 00
8	— de la dette flottante du Trésor	35,500,000 00	35,431,596 66
	4° DETTE VIAGÈRE.		
9	Douaire de Madame la duchesse d'Orléans	300,000 00	300,000 00
10	Rentes viagères	1,134,564 54	1,134,547 96
11	— pour la vieillesse	2,151,670 47	2,020,200 35
12	Pensions de l'ancienne pairie	234,000 00	234,000 00
13	— civiles	1,347,891 99	1,341,126 24
14	— à titre de récompenses nationales	852,171 67	852,155 63
15	— militaires	34,574,236 04	33,473,515 78
16	— ecclésiastiques	100,375 88	100,304 79
17	— de donataires dépossédés	1,113,740 93	1,113,627 41
18	— civiles sur fonds de retenue	23,721,311 67	23,235,852 22
19	— accordées sur la caisse de vétérance de l'ancienne liste civile	550,000 00	550,000 00
20	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile	298,200 00	298,153 00
21	Secours viagers à des anciens militaires de la République et de l'Empire	2,642,272 50	2,642,181 86
22	Indemnités viagères de retraite aux employés et agents de la dernière liste civile	294,296 96	294,283 30
22 bis.	Indemnités aux employés et agents du domaine privé du dernier règne	160,165 16	158,820 77
		421,848,728 81	419,903,862 02
"	Rappels d'arrérages de rentes viagères, d'exer- cices clos	54,316 14	54,316 14
"	Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos	264,837 20	264,837 20
		422,167,882 15	420,223,015 36

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
307,390,357 52	1,833,139 13	150,334 35	1,833,139 13	307,390,357 52
6,860,578 23	639,421 77	"	639,421 77	6,860,578 23
35,431,596 06	"	68,403 94	"	35,431,596 06
300,000 00	"	"	"	300,000 00
1,134,547 96	"	16 58	"	1,134,547 96
2,020,200 35	"	131,470 12	"	2,020,200 35
234,000 00	"	"	"	234,000 00
1,341,126 24	"	6,765 75	"	1,341,126 24
852,155 63	"	16 04	"	852,155 63
33,473,515 78	"	1,100,720 26	"	33,473,515 78
100,304 79	"	71 09	"	100,304 79
1,113,627 41	"	113 52	"	1,113,627 41
23,235,852 22	"	485,459 45	"	23,235,852 22
550,000 00	"	"	"	550,000 00
297,833 00	320 00	47 00	320 00	297,833 00
2,642,181 86	"	90 64	"	2,642,181 86
294,283 30	"	13 66	"	294,283 30
158,820 77	"	1,344 39	"	158,820 77
417,430,981 12	2,472,880 90	1,944,866 79	2,472,880 90	417,430,981 12
54,316 14	"	"	"	54,316 14
264,837 20	"	"	"	264,837 20
417,750,134 46	2,472,880 90	1,944,866 79	2,472,880 90	417,750,134 46
4,417,747 ¹ 69 ¹				

CHAPITRE TITRE spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DU	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.

DOTATIONS ET DÉPENSES DIVERSES

23	Liste civile de l'Empereur.....	25,000,000' 00'	25,000,000' 00'
24	Dotations des princes et princesses de la famille impériale.....	1,500,000 00	1,500,000 00
25	Dotations du Sénat.....	4,980,000 00	4,717,916 63
26	Dépenses administratives du Sénat.....	1,154,096 09	1,152,816 09
27	— du Corps législatif et indemnités aux députés.....	2,650,800 00	2,650,800 00
28	Supplément à la dotation de la Légion d'honneur	1,500,000 00	1,500,000 00
		36,784,896 09	36,521,532 71

MINISTÈRE

SERVICE GÉNÉRAL.

29	Cour	Personnel.....	1,205,900 00	1,205,583 13
30	des comptes.	Matériel et dépenses diverses.	65,800 00	65,799 45
31	Administration	Personnel.....	5,337,900 00	5,326,491 29
32	centrale	Matériel.....	1,774,830 00	1,774,825 38
33	des finances.	Dépenses diverses.....	255,823 00	255,288 18
34	Monnaies	Personnel.....	75,200 00	74,391 86
35	et médailles.	Matériel.....	98,534 55	98,519 76
36	(Service des	Dépenses diverses.....	33,900 00	33,737 00
37	établissements monétaires.)	Refonte des monnaies de cui- vre (loi du 6 mai 1852)...	1,969,100 00	1,914,080 13
38		Frais de trésorerie.....	4,159,000 00	4,108,890 33
39		Traitements et frais de service des receveurs généraux et particuliers des finances...	5,307,883 97	5,307,785 02
40	Service	Idem des payeurs dans les dép ^{tes} .	1,060,000 00	1,060,000 00
40 bis	de trésorerie.	Frais de surveillance des socié- tés de crédit foncier.....	9,500 00	4,000 00
41	Dépenses des exercices périmés.....		395,546 70	239,939 30
			21,748,918 22	21,469,333 84
42	Dépenses des exercices clos.....		3,302,465 93	3,302,465 93
			25,051,384 15	24,771,799 77

IMPÊES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables à divers services spéciaux à transporter à l'exercice 1855.	Crédits définitifs de l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.

25,000,000 ^f 00 ^e	"	"	"	"	25,000,000 ^f 00 ^e
1,500,000 00	"	"	"	"	1,500,000 00
4,687,916 63	30,000 ^f 00 ^e	262,083 ^f 37 ^e	30,000 ^f 00 ^e	"	4,687,916 63
1,152,816 09	"	1,280 00	"	"	1,152,816 09
2,650,800 00	"	"	"	"	2,650,800 00
1,500,000 00	"	"	"	"	1,500,000 00
36,491,532 72	30,000 00	263,363 37	30,000 00	"	36,491,532 72
		293,363 ^f 37 ^e			

DES FINANCES.

1,205,583 13	"	316 87	"	"	1,205,583 13
62,747 55	3,051 90	0 55	3,051 90	"	62,747 55
5,323,889 73	2,601 56	11,408 71	2,601 56	"	5,323,889 73
1,774,793 38	32 00	4 62	32 00	"	1,774,793 38
254,787 18	501 00	534 82	501 00	"	254,787 18
74,394 86	"	805 14	"	"	74,394 86
92,268 85	6,250 91	14 79	6,250 91	"	92,268 85
33,737 00	"	163 00	"	"	33,737 00
1,914,080 14	"	55,019 86	"	"	1,914,080 14
4,106,725 62	2,164 71	50,109 67	2,164 71	"	4,106,725 62
5,307,785 02	"	98 95	"	"	5,307,785 02
1,060,000 00	"	"	"	"	1,060,000 00
4,000 00	"	"	"	5,500 ^f 00 ^e	4,000 00
239,939 30	"	155,607 40	"	"	239,939 30
1,454,731 76	14,602 08	274,084 38	14,602 08	5,500 00	1,454,731 76
3,302,465 93	"	"	"	"	3,302,465 93
4,757,197 69	14,602 08	274,084 38	14,602 08	5,500 00	4,757,197 69
		288,686 ^f 46 ^e			

CHAPITRE TRIO spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION		
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION I				
	CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES PERÇUES EN VERTU DE RÔLES ET CADASTRE. (Service administratif et de perception dans les départements.)	fr. c.	fr. c.	
43	{ Contributions directes et taxes perçues en vertu de rôles.	Personnel.....	2,460,700 00	2,460,542 75
44		Dépenses diverses...	2,003,401 34	1,929,838 29
	{ Cadastre	Dépenses à la charge du fonds commun	157,519 73	52,848 20
45		Dépenses imputables sur le produit des centimes facultatifs votés par les conseils généraux des départements.	249,245 93	183,667 15
46	Mutations cadastrales.....	574,000 00	573,623 89	
47	Frais de perception des contributions directes, etc. (Remises aux percepteurs, frais de distribution, etc.).....	11,281,032 60	11,280,439 71	
48	Subventions au fonds de secours pour les agents de la perception.....	40,000 00	40,000 00	
	ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)			
49	{ Enregistrement et domaines.	Personnel.....	9,526,300 00	9,525,210 14
50		Matériel.....	116,000 00	114,907 56
51		Dépenses diverses.....	1,163,961 66	1,163,941 71
51 bis.	Solde du prix d'acquisitions d'immeubles réunis au domaine de l'État, en vertu du principe de la dévolution.....	844,653 86	844,653 86	
52	{ Timbre	Personnel.....	460,950 00	460,883 30
53		Matériel et dépenses diverses.	561,918 34	561,233 12
	A reporter.....	29,439,683 46	29,192,190 19	

Dépenses.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au service départemental transportés à l'exercice 1856.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

L'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
2,460,501 09	41 66	157 25	41 66	"	2,460,501 09
1,929,829 80	8 49	73,563 05	8 49	"	1,929,829 80
52,848 20	"	"	"	104,671 53	52,848 20
183,667 15	"	"	"	65,578 78	183,667 15
573,590 73	33 16	376 11	33 16	"	573,590 73
11,280,403 19	36 52	592 89	36 52	"	11,280,403 19
40,000 00	"	"	"	"	40,000 00
9,525,174 59	35 55	1,089 86	35 55	"	9,525,174 59
114,907 56	"	1,092 44	"	"	114,907 56
1,154,333 54	9,608 18	19 94	9,608 18	"	1,154,333 54
796,098 57	48,555 29	"	48,555 29	"	796,098 57
460,873 58	9 72	66 70	9 72	"	460,873 58
561,080 62	153 00	684 72	153 00	"	561,080 62
29,133,308 62	58,481 57	77,642 96	58,481 57	170,250 31	29,133,308 62

CHAPITRE TRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DE	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créations de l'État.
Suite des FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET			
		fr. c.	fr. c.
	Report.....	29,439,683 46	29,192,190 19
	FORÊTS. (Service administratif et de surveillance dans les départements.)		
54	Personnel.....	3,959,300 00	3,958,810 08
55	Matériel.....	2,003,000 00	1,975,941 11
56	Dépenses diverses.....	765,500 00	724,174 23
56 bis.	Frais d'aliénation de bois de l'État.....	50,000 00	20,563 37
	DOUANES ET CONTRIBUTIONS INDIRECTES. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)		
57	Personnel.....	43,031,450 00	42,806,447 41
58	Matériel.....	12,341,027 00	12,271,320 63
59	Dépenses diverses.....	5,787,250 00	5,680,807 37
60	Avances recouvrables.....	703,200 00	703,197 30
61	Achats et transports de tabacs.....	32,448,000 00	32,441,323 60
62	Dépenses du service des douanes en Algérie...	1,000,000 00	976,852 77
	POSTES. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)		
63	Administration { Personnel.....	13,479,350 00	13,471,286 92
64	et { Matériel.....	1,237,034 15	1,236,098 59
65	perception. { Dépenses diverses.....	2,386,500 00	2,382,736 07
66	Transport { Personnel.....	798,069 00	797,128 47
67	des dépêches. { Matériel.....	4,896,342 00	4,893,351 20
68	{ Dépenses diverses.....	6,628,200 00	6,625,277 66
69	Subventions.....	3,859,782 65	3,859,782 65
		164,813,688 26	164,017,389 66

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au service départemental transportés à l'exercice 1856.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
29,133,308 62	58,481 57	77,642 96	58,481 57	170,250 31	29,133,308 62
3,958,376 05	434 03	489 92	434 03	"	3,958,376 05
1,967,188 42	8,752 69	27,058 89	8,752 69	"	1,967,188 42
716,235 03	7,939 20	41,325 77	7,939 20	"	716,235 03
20,563 37	"	29,436 63	"	"	20,563 37
42,806,081 88	365 56	225,002 56	365 56	"	42,806,081 88
12,270,365 09	955 54	69,706 37	955 54	"	12,270,365 09
5,679,190 08	1,617 29	106,442 63	1,617 29	"	5,679,190 08
703,197 30	"	2 70	"	"	703,197 30
32,440,939 20	884 40	6,176 40	884 40	"	32,440,939 20
975,447 55	1,405 22	23,147 23	1,405 22	"	975,447 55
13,469,442 70	1,844 22	8,063 08	1,844 22	"	13,469,442 70
1,235,549 36	549 23	935 56	549 23	"	1,235,549 36
2,377,980 73	4,755 34	3,763 93	4,755 34	"	2,377,980 73
793,207 77	3,920 70	940 53	3,920 70	"	793,207 77
4,893,226 20	125 00	2,990 80	125 00	"	4,893,226 20
6,618,403 06	6,874 60	2,922 34	6,874 60	"	6,618,403 06
3,859,782 65	"	"	"	"	3,859,782 65
163,918,485 06	98,904 59	626,048 30	98,904 59	170,250 31	163,918,485 06
		724,952 ¹ 89 ⁵			

CHAPITRE	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DU	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
spéciaux			

REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.

		fr. c.	fr. c.
70	Restitutions et non-valeurs sur les contribu- tions directes et sur les taxes perçues en vertu de rôles.....	66,919,735 16	64,857,985 46
71	Remboursements sur produits indirects et divers.....	2,772,600 00	2,719,119 11
72	Répartition des produits de plombage, d'es- tampillage, etc., en matière de douanes...	830,000 00	821,397 76
73	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.....	5,592,000 00	5,476,365 17
74	Primes à l'exportation des marchandises.....	34,950,000 00	34,734,682 74
75	Escomptes sur droits divers.....	1,791,000 00	1,777,911 25
		112,855,335 16	110,387,361 51

MINISTÈRE DE

SERVICES IMPUTABLES SUR LES FONDs GÉNÉRAUX
DU BUDGET.*Administration centrale.*

1	Traitement du ministre et personnel de l'admini- stration centrale.....	1,048,600 00	1,048,555 46
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux.....	348,850 00	348,815 78

Services divers.

3	Dépenses diverses de sûreté générale.....	2,000,000 00	2,000,000 00
4	Surveillance de la librairie venant de l'étranger.	18,000 00	17,999 99
5	Dépenses du personnel des lignes télégra- phiques.....	2,013,542 83	1,884,221 20

A reporter.....	5,428,992 83	5,299,592 43
-----------------	--------------	--------------

CHARGES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédit applicable aux non-valeurs sur contributions directes transporté à l'exercice 1856.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

N-VALEURS, PRIMES ET ESCOMPTES.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
855,572 87	2,412 59	240,212 06	2,412 59	1,831,537 64	64,855,572 87
701,368 55	17,750 56	53,480 89	17,750 56	"	2,701,368 55
821,268 23	29 55	8,702 22	29 55	"	821,268 23
473,156 21	3,208 96	115,634 83	3,208 96	"	5,473,156 21
706,139 77	28,542 97	215,317 26	28,542 97	"	34,706,139 77
777,859 26	51 99	13,088 75	51 99	"	1,777,859 26
335,364 89	51,996 62	646,436 01	51,996 62	1,831,537 64	110,335,364 89
698,432' 63°					

INTÉRIEUR.

1,048,222 13	333 33	44 54	333 33	"	1,048,222 13
348,770 86	44 92	34 22	44 92	"	348,770 86
1,000,000 00	"	"	"	"	2,000,000 00
17,999 99	"	0 01	"	"	17,999 99
1,883,083 68	1,137 52	129,321 63	1,137 52	"	1,883,083 68
5,298,076 66	1,515 77	129,400 40	1,515 77	"	5,298,076 66

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réalisées des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
Suite du MINISTÈRE			
	Report.....	fr. c. 5,418,992 83	fr. c. 5,299,591 11
6	Dépenses du matériel des lignes télégraphiques.....	530,000 00	509,548 65
7	Dépenses générales du personnel des gardes nationales.....	70,000 00	70,000 00
8	Dépenses générales du matériel des gardes nationales.....	13,000 00	19,175 71
Secours et subventions.			
15	Secours aux établissements généraux de bienfaisance.....	594,410 00	594,409 98
16	Secours généraux aux hospices, bureaux de charité, et institutions de bienfaisance....	2,900,000 00	2,896,961 16
17	Secours à des personnes dans l'indigence, qui ont des droits à la bienveillance du Gouvernement.....	429,160 26	429,160 26
18	Subvention pour construction de ponts à péage sur des chemins vicinaux.....	239,600 00	239,600 00
19	Secours aux sociétés de charité maternelle....	120,000 00	120,000 00
20	Secours à divers titres.....	375,000 00	372,546 17
21	Secours aux étrangers réfugiés en France....	710,120 60	710,120 60
22	Sociétés de secours mutuels.....	9,500 00	9,500 00
SERVICES DÉPARTEMENTAUX À LA CHARGE DES FONDS GÉNÉRAUX DU BUDGET.			
Administration départementale.			
23	Traitements et indemnités aux fonctionnaires administratifs des départements.....	4,293,150 00	4,292,480 62
24	Abonnements pour frais d'administration des préfectures et sous-préfectures.....	5,131,000 00	5,130,560 17
25	Inspections administratives des services départementaux.....	182,437 31	182,437 31
	A reporter.....	30,516,371 00	30,876,093 99

DÉPENSES.

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
5,298,076 66	1,515 77	129,400 40	1,515 77	5,298,076 66
509,421 51	127 14	10,451 35	127 14	509,421 51
70,000 00	"	"	"	70,000 00
19,118 14	58 60	3,823 26	58 60	19,118 14
594,409 98	"	0 02	"	594,409 98
2,895,060 11	1,901 05	3,038 84	1,901 05	2,895,060 11
427,140 31	2,019 95	"	2,019 95	427,140 31
222,100 00	17,500 00	"	17,500 00	222,100 00
120,000 00	"	"	"	120,000 00
371,606 50	939 67	2,453 83	939 67	371,606 50
709,987 25	133 35	"	133 35	709,987 25
9,500 00	"	"	"	9,500 00
4,292,268 13	212 49	669 38	212 49	4,292,268 13
5,130,560 07	"	439 93	"	5,130,560 07
182,437 31	"	"	"	182,437 31
10,351,685 97	24,308 02	150,277 01	24,308 02	10,351,685 97

L'INTÉRIEUR.

CHAPITRE	TITRE	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION EN	
			Credits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
spéciaux				
Suite du MINISTÈRE				
			fr. c.	fr. c.
		Report.....	20,526,371 00	20,876,098 89
26		Traitements et indemnités aux commissaires de police.....	475,000 00	444,579 18
27		Traitements des commissaires de police départementaux.....	161,336 00	158,263 11
28		Frais de police de l'agglomération lyonnaise...	586,420 00	586,214 71
		<i>Détention des condamnés.</i>		
29		Dépenses des condamnés.....	9,380,000 00	9,191,456 60
30		Remboursement sur le produit du travail des condamnés détenus dans les maisons centrales de force et de correction.....	1,400,000 00	1,260,618 60
31		Transport des condamnés au bagne et aux maisons centrales de force et de correction.	390,000 00	364,183 55
		<i>Matériel des cours d'appel.</i>		
32		Loyer, entretien et réparation des bâtiments des cours d'appel.....	400,000 00	394,174 69
33		Travaux de construction du palais de justice de Bastia.....	200,000 00	100,000 00
		<i>Services extraordinaires.</i>		
36		Construction de lignes complémentaires de télégraphie électrique, et translation de lignes existantes.....	1,531,161 45	1,508,237 81
41		Subventions pour travaux d'utilité communale.	7,500,000 00	7,486,785 58
42		Remboursement à la ville de Paris d'avances faites par elle.....	3,666,873 75	3,666,873 75
43		Dépenses faites en 1848 et restant à régulariser.....	430,000 00	430,000 00
44		Travaux relatifs aux lignes de télégraphie électrique.....	131,650 00	130,206 14
		A reporter.....	47,078,812 20	46,597,698 21

DEPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1864.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

E L'INTÉRIEUR.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
20,351,685 97	24,308 02	150,277 01	24,308 02	20,351,685 97
443,029 18	1,550 00	30,420 82	1,550 00	443,029 18
158,163 22	100 00	3,072 78	100 00	158,163 22
586,110 21	104 50	205 29	104 50	586,110 21
9,173,005 81	18,450 79	83,543 40	18,450 79	9,173,005 81
1,258,575 73	2,052 87	139,371 40	2,052 87	1,258,575 73
361,812 28	2,371 27	25,816 45	2,371 27	361,812 28
392,227 55	1,947 14	5,825 31	1,947 14	392,227 55
100,000 00	"	"	"	100,000 00
1,504,699 15	3,538 69	22,923 61	3,538 69	1,504,699 15
7,466,029 63	20,755 92	13,214 45	20,755 92	7,466,029 63
3,666,873 75	"	"	"	3,666,873 75
430,000 00	"	"	"	430,000 00
129,603 59	602 90	1,443 51	602 90	129,603 59
46,521,816 07	75,882 10	481,114 03	75,882 10	46,521,816 07

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES DÉPENSES.		
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.

Suite du MINISTÈRE

		fr. c.	fr. c.	fr. c.
	Report.....	47,078,812 20	46,597,698 21	46,521,816 77
45	Établissements modèles pour bains et lavoirs.....	30,433 00	30,433 00	30,433 00
46	Dépenses résultant de la nouvelle organisation de la police municipale....	491,730 00	491,730 00	491,730 00
47	Dépenses des individus soumis à la déportation.....	20,000 00	19,274 37	19,089 88
35	Dépenses des exercices périmés.....	6,571 86	6,571 86	6,571 86
		47,627,547 06	47,145,707 40	47,069,640 79
34	Dépenses des exercices clos.....	418,258 33	418,258 33	418,258 33
	TOTAL des dépenses imputables sur les fonds généraux du budget...	48,045,805 39	47,563,965 73	47,487,899 12

DÉPENSES DÉPARTEMENTALES IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES SPÉCIALES.

37	Dépenses ordinaires.	Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels concédés aux départements et sur le produit du legs commun.	35,743,122 23	35,253,955 99	35,253,955 99
		Dépenses imputables sur les produits éventuels ordinaires....	1,887,885 14	1,817,051 45	1,817,051 45
		A reporter.....	37,631,007 47	37,071,007 44	37,071,007 44

Montants à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
	Crédits annulés.		Crédits applicables au service départemental, transportés		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1854.
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	à l'exercice 1855.	à l'exercice 1856.	

L'INTÉRIEUR.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
5,882 10	481,114 03	75,882 10	"	"	46,521,816 07
"	"	"	"	"	30,433 00
"	"	"	"	"	491,730 00
184 51	725 63	184 51	"	"	19,089 86
"	"	"	"	"	6,571 86
6,066 61	481,839 66	76,066 61	"	"	47,069,640 79
"	"	"	"	"	418,258 33
6,066 61	481,839 66	76,066 61	"	"	47,487,899 12
557,906 ^f 27 ^s					

"	"	"	237,965 41	251,200 93	35,253,955 99
"	"	"	28,469 99	42,363 70	1,817,051 45
"	"	"	266,435 40	293,564 63	37,071,007 44

MINISTÈRES ET SERVICES.

SITUATION DES DÉPENSES.

Crédits accordés
par le budget
primitif
et par des lois
spéciales.

Dépenses résultant
des
services faits.
—
Droits constatés
au profit
des créanciers
de l'État.

Payements
effectués
sur
les ordonnances
des
Ministres.

Suite du MINISTÈRE

		fr. c.	fr. c.	fr. c.
	Report.	37,631,007 47	37,071,007 44	37,071,007 44
38	Dépenses facultatives.	Dépenses d'utilité départemen- tale imputables sur le produit des centimes facultatifs votés par les conseils généraux, etc.	16,179,383 16	15,140,939 59
		Dépenses sur produits éventuels facultatifs.	965,950 58	850,994 30
		Dépenses sur le produit des sub- ventions communales et par- ticulières, et autres produits destinés à des travaux d'utilité départementale.	1,286,365 14	1,018,237 13
39	Dépenses extraordinaires.	Dépenses imputables sur le pro- duit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales.	24,107,782 92	20,963,184 22
		Dépenses sur les fonds d'emprunt autorisés par des lois spéciales.	7,389,094 53	6,668,948 59
40	Dépenses spéciales.	Dépenses des chemins vicinaux imputables sur le produit des centimes additionnels spéciaux	13,072,647 21	12,310,026 86
		Dépenses sur subventions com- munales et souscrip ^{tes} partic ^{ulières} .	11,287,044 52	10,641,317 18
	TOTAL des dépenses départementales imputables sur ressources spéciales.	111,919,275 53	104,664,655 31	104,664,655 31

RÉCAPITULÉ

Dépenses imputables sur les fonds gé-
néraux du budget.
Dépenses départementales imputables sur
ressources spéciales.

48,045,805 39	47,563,965 73	47,487,894 10
111,919,275 53	104,664,655 31	104,664,655 31
159,965,080 92	152,228,621 04	152,152,549 41

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.					
Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au service départemental, transportés		Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1854.
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	à l'exercice 1855.	à l'exercice 1856.	

E L'INTÉRIEUR.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
"	"	"	266,435 40	293,564 63	37,071,907 44
"	"	"	583,504 56	454,939 01	15,140,939 59
"	"	"	64,337 20	50,619 08	850,994 30
"	"	"	65,192 76	202,935 25	1,018,237 13
"	"	"	2,462,833 30	681,765 40	20,963,184 22
"	"	"	574,356 11	145,789 83	6,668,948 59
"	"	"	523,661 06	238,959 29	12,310,026 86
"	"	"	633,727 34	12,000 00	10,641,317 18
"	"	"	5,174,047 73	2,080,572 49	104,664,655 31
"	"	"	7,254,620 ^f 22 ^e		

TION.

76,066 61	481,839 66	76,066 61	"	"	47,487,899 12
"	"	"	5,174,047 73	2,080,572 49	104,664,655 31
76,066 11	481,839 66	76,066 61	5,174,047 73	2,080,572 49	152,152,554 43
557,906 ^f 27 ^e			7,254,620 ^f 22 ^e		

CHAPITRE	TITRE	SITUATION DU
spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.
		Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

MINISTÈRE

		fr. c.	fr. c.
1	Administration centrale. (Personnel.).....	1,883,718 00	1,883,564 36
2	 (Matériel.).....	604,000 00	603,996 61
3	États-majors.....	20,522,574 09	19,185,577 98
4	Gendarmerie.....	31,140,579 14	30,708,945 43
5	Recrutement et réserve.....	530,000 00	473,761 11
6	Justice militaire.....	1,187,211 13	1,004,456 92
7	Solde et entretien des troupes.....	268,938,373 46	266,966,226 52
8	Habillement et campement.....	50,385,523 00	46,711,194 82
9	Lits militaires.....	9,091,515 00	6,163,546 80
10	Transports généraux.....	41,518,501 00	33,045,313 52
11	Remonte générale.....	30,540,680 00	29,319,833 93
12	Harnachement.....	8,935,165 00	7,929,527 95
13	Fourrages.....	48,318,217 00	47,934,250 86
14	Solde de non-activité et solde de réforme.....	449,833 83	378,398 48
15	Secours.....	1,191,000 00	1,182,585 35
16	Dépenses temporaires.....	224,928 06	186,221 97
17	Dépôt général de la guerre.....	156,200 00	156,193 97
18	Matériel de l'artillerie.....	12,430,343 00	12,418,536 15
19	Poudres et salpêtres.....	4,041,195 00	3,620,117 28
20	Matériel du génie.....	30,953,000 00	30,949,398 11
21	Écoles impériales militaires.....	2,150,168 00	2,133,634 20
22	Invalides de la guerre.....	3,099,507 00	2,997,491 55
23	Gouvernement et administration de l'Algérie..	1,867,753 55	1,827,000 41
24	Services militaires indigènes en Algérie.....	14,535,395 11	9,900,070 65
25	Service maritime en Algérie.....	769,000 00	695,358 18
26	Services financiers en Algérie.....	1,359,395 00	1,305,831 44
27	Expropriation en Algérie.....	300,000 00	299,634 17
28	Colonisation en Algérie.....	1,918,100 00	1,905,979 24
29	Établissements disciplinaires en Algérie.....	1,500,000 00	1,266,486 27

A reporter..... 590,544,875 17 563,153,134 2

Dépenses.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1,883,249 73	314 63	153 64	314 63	1,883,249 73
603,996 61	"	3 39	"	603,996 61
19,185,577 98	"	1,336,996 11	"	19,185,577 98
30,708,617 43	328 00	431,633 71	328 00	30,708,617 43
473,574 12	187 00	56,238 88	187 00	473,574 12
1,003,881 97	574 95	182,754 21	574 95	1,003,881 97
265,340,043 67	1,626,182 85	1,972,146 94	1,626,182 85	265,340,043 67
46,151,739 28	559,455 54	3,674,328 18	559,455 54	46,151,739 28
6,142,407 47	21,139 33	2,927,968 20	21,139 33	6,142,407 47
32,778,126 71	267,186 81	8,473,187 48	267,186 81	32,778,126 71
29,314,188 93	5,645 00	1,220,846 07	5,645 00	29,314,188 93
7,897,126 96	32,400 99	1,005,637 05	32,400 99	7,897,126 96
46,955,424 58	968,826 28	383,966 14	968,826 28	46,955,424 58
378,398 48	"	71,435 35	"	378,398 48
1,182,405 35	180 00	11,414 65	180 00	1,182,405 35
186,221 97	"	38,706 09	"	186,221 97
156,193 97	"	6 03	"	156,193 97
12,267,442 54	151,093 61	11,806 85	151,093 61	12,267,442 54
3,616,959 08	3,158 20	421,077 72	3,158 20	3,616,959 08
30,736,662 50	212,735 61	3,601 89	212,735 61	30,736,662 50
2,131,912 38	1,721 82	16,533 80	1,721 82	2,131,912 38
2,997,491 55	"	102,015 45	"	2,997,491 55
1,821,677 07	5,323 34	40,752 94	5,323 34	1,821,677 07
9,897,376 65	2,693 40	4,635,325 06	2,693 40	9,897,376 65
694,085 98	1,272 20	73,641 82	1,272 20	694,085 98
1,300,591 83	5,239 61	53,563 56	5,239 61	1,300,591 83
265,935 48	33,698 69	365 83	33,698 69	265,935 48
1,902,247 87	3,731 37	12,120 76	3,731 37	1,902,247 87
1,265,880 82	605 41	233,513 77	605 41	1,265,880 82
59,249,448 96	3,903,694 64	27,391,741 57	3,903,694 64	59,249,448 96

CHAPITRES spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION 20	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE

		fr. c.	fr. c.
	Report.....	590,544,875 17	563,153,134 50
30	Travaux civils en Algérie.....	6,572,040 00	6,538,227 00
31	Dépenses secrètes en Algérie.....	362,000 00	211,126 09
33	Dépenses des exercices périmés.....	36,878 86	36,439 94
34	Rappels de dépenses payables sur revues non passibles de déchéance.....	471,605 83	471,605 83
		597,987,399 86	570,410,532 46
32	Dépenses des exercices clos.....	763,599 30	763,599 30
		598,750,999 16	571,174,131 76

MINISTÈRE D

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

SERVICE MARINE.

Service central.

1	Administration centrale. (Personnel.).....	967,700 00	967,507 25
2	Administration centrale. (Matériel.).....	302,300 00	302,225 12

Service général.

3	Solde et accessoires de la solde.....	48,816,085 06	48,656,817 75
---	---------------------------------------	---------------	---------------

	A reporter.....	50,086,085 06	49,926,550 37
--	-----------------	---------------	---------------

Dépenses.		Règlement des crédits.		
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DE LA GUERRE.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
559,249,448 96	3,903,694 64	27,391,741 57	3,903,694 64	559,249,448 96
6,513,476 95	24,750 05	33,813 00	24,750 05	6,513,476 95
211,126 09	"	150,873 91	"	211,126 09
36,439 94	"	438 92	"	36,439 94
471,605 83	"	"	"	471,605 83
566,482,087 77	3,928,444 69	27,576,867 40	3,928,444 69	566,482,087 77
763,599 30	"	"	"	763,599 30
567,245,687 07	3,928,444 69	27,576,867 40	3,928,444 69	567,245,687 07
		31,505,312' 09"		

A MARINE.

967,507 28	"	192 72	"	967,507 28
301,775 16	449 96	74 88	449 96	301,775 16
48,655,673 39	1,144 34	159,167 33	1,144 34	48,655,673 39
49,924,955 83	1,594 30	159,534 93	1,594 30	49,924,955 83

CHAPITRES	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DU	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
spéciaux			
Suite du MINISTÈRE			
		fr. c.	fr. c.
	Report.....	50,086,085 06	49,926,550 13
4	Hôpitaux.....	2,708,600 00	2,660,023 40
5	Vivres.....	36,860,000 00	36,806,568 01
6	Justice maritime.....	86,000 00	79,736 25
7	Salaires d'ouvriers.....	17,325,500 00	17,210,464 76
8	Approvisionnements généraux de la flotte....	58,080,000 00	57,486,787 74
9	Travaux hydrauliques et bâtiments civils....	5,310,742 00	5,263,885 98
10	Poudres.....	1,154,000 00	1,079,790 16
11	École navale impériale en rade de Brest et boursiers de la marine dans les collèges et lycées.....	159,500 00	158,283 80
12	Affrètements et transports par mer.....	595,500 00	591,025 88
13	Chiourmes.....	237,500 00	227,884 16
14	Frais généraux d'impressions et achats de li- vres.....	293,100 00	290,390 84
15	Frais de voyages et dépenses diverses.....	2,729,050 00	2,441,726 31
16	Dépenses temporaires.....	83,720 00	68,881 80
17	Matériel du dépôt des cartes et plans.....	304,000 00	296,641 94
—			
19	Dépenses des exercices périmés.....	14,110 42	13,929 9
		176,027,407 48	174,602,571 13
18	Dépenses des exercices clos.....	325,508 08	325,508 08
19 bis.	Rappels de dépenses payables sur revues anté- rieures à l'exercice 1854.....	369,503 94	369,503 94
	TOTAL de la I ^{re} Section....	176,722,419 50	175,297,583 15

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DE LA MARINE.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
49,924,955 83	1,594 30	159,934 93	1,594 30	49,924,955 83
2,653,968 56	6,054 84	48,576 60	6,054 84	2,653,968 56
36,790,367 92	16,200 09	53,431 99	16,200 09	36,790,367 92
79,625 02	111 23	6,263 75	111 23	79,625 02
17,210,461 69	3 07	115,035 24	3 07	17,210,461 69
57,457,472 19	29,315 55	593,212 26	29,315 55	57,457,472 19
5,142,869 88	121,016 10	46,856 02	121,016 10	5,142,869 88
1,079,790 16	"	74,209 84	"	1,079,790 16
158,283 80	"	1,216 20	"	158,283 80
590,138 51	887 37	4,474 12	887 37	590,138 51
227,684 16	200 00	9,615 84	200 00	227,684 16
290,047 82	343 02	2,709 16	343 02	290,047 82
2,408,025 11	33,701 20	287,323 69	33,701 20	2,408,025 11
68,881 80	"	14,838 20	"	68,881 80
296,612 44	29 50	7,358 06	29 50	296,612 44
13,929 97	"	180 45	"	13,929 97
174,393,114 86	209,456 27	1,424,836 35	209,456 27	174,393,114 86
325,508 08	"	"	"	325,508 08
369,503 94	"	"	"	369,503 94
175,088,126 88	209,456 27	1,424,836 35	209,456 27	175,088,126 88
1,634,292' 62°				

CHAPITRES spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DU	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE

II ^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		fr. c.	fr. c.
20	Digue et arsenal de Cherbourg.....	2,810,000 00	2,805,310 88
22	Dépenses des exercices périmés.....	"	"
		2,810,000 00	2,805,310 88
21	Dépenses des exercices clos.....	14,242 01	14,242 01
TOTAL de la 2 ^e section.....		2,824,242 01	2,819,552 89

RÉCAPIT

I ^e SECTION. — Service ordinaire.....	176,722,419 50	175,297,583 15
II ^e SECTION. — Travaux extraordinaires.....	2,824,242 01	2,819,552 89
	179,546,661 51	178,117,136 04

PENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DE LA MARINE.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
2,783,059 02	22,251 86	4,689 12	22,251 86	2,783,059 02
"	"	"	"	"
2,783,059 02	22,251 86	4,689 12	22,251 86	2,783,059 02
14,242 01	"	"	"	14,242 01
2,797,301 03	22,251 86	4,689 12	22,251 86	2,797,301 03
		26,940 ^f 98 ^a		

ATION.

175,088,126 88	209,456 27	1,424,836 35	209,456 27	175,088,126 88
2,797,301 03	22,251 86	4,689 12	22,251 86	2,797,301 03
177,885,427 91	231,708 13	1,429,525 47	231,708 13	177,885,427 91
		1,661,233 ^f 60 ^a		

CHAPITRES spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION N.	
		Crédits accordés per le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION

I^{re} PARTIE.

DÉPENSES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Administration centrale.

		fr. c.	fr. c.
1	Personnel	457,250 00	457,240 19
1 bis.	Indemnités à des employés supprimés et employés auxiliaires.....	6,100 00	6,099 96
2	Matériel.....	172,000 00	171,986 81

Instruction publique.

3	Inspecteurs généraux de l'instruction publique.	220,500 00	220,447 56
4	Services généraux de l'instruction publique...	193,800 00	193,795 58
5	École normale supérieure.....	178,610 00	178,606 23
6	Administration académique.....	798,639 10	798,337 37
7	Instruction supérieu. e. (Facultés de théologie.)	149,824 00	149,684 85
8	_____ (Facultés de droit.)...	757,213 00	757,212 74
9	_____ (Facultés de médecine.)	703,440 00	703,326 74
10	_____ (Facultés des sciences.)	608,200 00	607,959 21
11	_____ (Facultés des lettres.)	476,696 00	476,693 29
12	_____ (Écoles supérieures de pharmacie.).....	162,500 00	162,425 89
13	_____ (Dépenses communes à toutes les facultés.)	67,100 00	67,087 40
14	Instruction secondaire. (Frais généraux.)	39,000 00	38,993 93
15	_____ (Lycées et collèges communaux.).....	1,549,250 00	1,549,241 68
16	_____ (Bourses nationales et dégrèvements.)....	710,950 00	710,949 16
17	Instruction primaire. (Inspection.)	707,000 00	706,812 69
18	_____ (Dépenses imputables sur les fonds généraux de l'État.)	5,391,000 00	5,390,991 21
19	Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les fonds départementaux.).....	6,026,347 47	5,535,182 96
A reporter.....		18,665,419 57	18,772,075 46

PENSEES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au service départemental, transportés		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.			
				à l'exercice 1855.	à l'exercice 1856.	

PUBLIQUE ET DES CULTES.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
457,211 07	29 12	9 81	29 12	#	#	457,211 07
6,099 96	#	0 04	#	#	#	6,099 96
170,789 37	1,197 44	13 19	1,197 44	#	#	170,789 37
220,447 56	#	52 44	#	#	#	220,447 56
193,074 92	720 66	4 42	720 66	#	#	193,074 92
178,606 23	#	3 77	#	#	#	178,606 23
798,337 37	#	301 73	#	#	#	798,337 37
149,684 85	#	139 15	#	#	#	149,684 85
757,212 74	#	0 26	#	#	#	757,212 74
702,429 37	897 37	113 26	897 37	#	#	702,429 37
607,606 21	353 00	240 79	353 00	#	#	607,606 21
475,909 96	783 33	2 71	783 33	#	#	475,909 96
162,333 51	92 38	74 11	92 38	#	#	162,333 51
66,154 40	933 00	12 60	933 00	#	#	66,154 40
38,693 93	300 00	5 07	300 00	#	#	38,693 93
1,549,241 68	#	8 32	#	#	#	1,549,241 68
710,099 16	850 00	0 84	850 00	#	#	710,099 16
706,683 00	129 69	187 31	129 69	#	#	706,683 00
5,267,027 55	123,963 67	8 78	123,963 67	#	#	5,267,027 55
5,535,182 96	#	#	#	98,353 42	392,811 09	5,535,182 96
18,752,825 80	130,249 66	1,179 70	130,249 66	98,353 42	392,811 09	18,752,825 80

CHAPITRE TITRE spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DU	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
Suite du MINISTÈRE DE			
		fr. c.	fr. c.
20	Report	18,665,419 57	18,772,075 46
	Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les ressources spéciales des écoles normales primaires).	520,212 72	485,973 02
	<i>Sciences et lettres.</i>		
21	Institut impérial	574,300 00	573,396 32
22	Collège de France	170,000 00	169,983 98
23	Muséum d'histoire naturelle	513,740 90	513,739 92
24	Établissements astronomiques	125,760 00	125,760 00
25	Bibliothèque impériale. (Dépenses ordinaires. — Cours d'archéologie.)	324,800 00	324,800 00
26	Bibliothèque impériale. (Crédit extraordinaire. — Confection des catalogues.)	50,000 00	49,999 76
27	Bibliothèques publiques	197,400 00	197,397 84
28	Académie impériale de médecine	43,700 00	43,700 00
29	École des chartes	35,400 00	35,400 00
30	École spéciale des langues orientales vivantes et cours d'arabe vulgaire à Marseille	55,800 00	55,800 00
31	Souscriptions	120,000 00	120,000 00
32	Encouragements et secours aux savants et gens de lettres	180,000 00	179,999 11
33	Sociétés savantes	30,000 00	30,000 00
34	Voyages et missions scientifiques	65,000 00	64,998 77
35	Recueil et publication de documents inédits ..	120,000 00	119,999 51
36	Dépenses de l'instruction publique en Algérie ..	180,200 00	179,739 22
37	Subvention à la ville de Rennes, etc.	37,500 00	37,500 00
Spéc.	Travaux au musée anatomique de Montpellier ..	20,000 00	20,000 00
38	Dépenses des exercices clos	22,739,233 19 119,473 37	22,211,262 95 119,473 37
	TOTAL de la I ^{re} Partie	22,858,706 56	22,330,736 30

Dépenses.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses annulées définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

E LA GUERRE.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1,883,249 73	314 63	153 64	314 63	1,883,249 73
603,996 61	"	3 39	"	603,996 61
19,185,577 98	"	1,336,996 11	"	19,185,577 98
30,708,617 43	328 00	431,633 71	328 00	30,708,617 43
473,574 12	187 00	56,238 88	187 00	473,574 12
1,003,881 97	574 95	182,754 21	574 95	1,003,881 97
165,340,043 67	1,626,182 85	1,972,146 94	1,626,182 85	265,340,043 67
46,151,739 28	559,455 54	3,674,328 18	559,455 54	46,151,739 28
6,142,407 47	21,139 33	2,927,968 20	21,139 33	6,142,407 47
32,778,126 71	267,186 81	8,473,187 48	267,186 81	32,778,126 71
29,314,188 93	5,645 00	1,220,846 07	5,645 00	29,314,188 93
7,897,126 96	32,400 99	1,005,637 05	32,400 99	7,897,126 96
46,975,424 58	968,826 28	383,966 14	968,826 28	46,975,424 58
378,398 48	"	71,435 35	"	378,398 48
1,182,405 35	180 00	11,414 65	180 00	1,182,405 35
186,221 97	"	38,706 09	"	186,221 97
156,193 97	"	6 03	"	156,193 97
12,267,442 54	151,093 61	11,806 85	151,093 61	12,267,442 54
3,616,959 08	3,158 20	421,077 72	3,158 20	3,616,959 08
30,736,662 50	212,735 61	3,601 89	212,735 61	30,736,662 50
2,131,912 38	1,721 82	16,533 80	1,721 82	2,131,912 38
2,997,491 55	"	102,015 45	"	2,997,491 55
1,821,677 07	5,323 34	40,752 94	5,323 34	1,821,677 07
9,897,376 65	2,693 40	4,635,325 06	2,693 40	9,897,376 65
694,085 98	1,272 20	73,641 82	1,272 20	694,085 98
1,300,591 83	5,239 61	53,563 56	5,239 61	1,300,591 83
265,935 48	33,698 69	365 83	33,698 69	265,935 48
1,902,247 87	3,731 37	12,120 76	3,731 37	1,902,247 87
1,265,880 82	605 41	233,513 77	605 41	1,265,880 82
59,249,448 96	3,903,694 64	27,391,741 57	3,903,694 64	59,249,448 96

CHAPITRE TRAO spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION EN	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses réalisées des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION

II^e PARTIE.

DÉPENSES DES CULTES.

Administration centrale.

		fr. c.	fr. c.
39	Personnel des bureaux des cultes.....	190,500 00	190,499 31
40	Matériel et dépenses diverses des cultes.....	32,000 00	31,999 29

Culte catholique.

41	Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques.....	1,329,000 00	1,328,675 00
42	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.....	33,288,250 00	33,281,537 14
43	Chapitre de Saint-Denis et chapelains de Sainte-Geneviève.....	125,500 00	125,466 74
44	Bourses des séminaires.....	1,017,000 00	1,015,001 71
45	Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses.....	765,000 00	764,555 50
46	Dépenses du service intérieur des édifices diocésains.....	520,500 00	520,121 46
47	Travaux ordinaires d'entretien et grosses réparations des édifices diocésains.....	2,500,000 00	2,456,631 99
48	Secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères.....	1,450,000 00	1,450,000 00
49	Secours à divers établissements ecclésiastiques.....	100,000 00	100,000 00
50	Dépenses diverses et accidentelles.....	10,000 00	9,970 12
51	Restauration de la cathédrale de Paris. (Loi du 19 juillet 1845.).....	500,000 00	499,995 61
52	Travaux extraordinaires aux cathédrales de Marseille et de Moulins. (Décret du 26 septembre 1852.).....	400,000 00	399,997 77

A reporter.....

42,227,750 00 42,174,451 96

ORDONNANCES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DE LA GUERRE.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
559,249,448 96	3,903,694 64	27,391,741 57	3,903,694 64	559,249,448 96
6,513,476 95	24,750 05	33,813 00	24,750 05	6,513,476 95
211,126 09	"	150,873 91	"	211,126 09
36,439 94	"	438 92	"	36,439 94
471,605 83	"	"	"	471,605 83
566,482,087 77	3,928,444 69	27,576,867 40	3,928,444 69	566,482,087 77
763,599 30	"	"	"	763,599 30
567,245,687 07	3,928,444 69	27,576,867 40	3,928,444 69	567,245,687 07
		31,505,312 ^f 09 ^e		

A MARINE.

967,507 28	"	192 72	"	967,507 28
301,775 16	449 96	74 88	449 96	301,775 16
48,655,673 39	1,144 34	159,267 33	1,144 34	48,655,673 39
49,924,955 83	1,594 30	159,534 93	1,594 30	49,924,955 83

CHAPITRE TITRE spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION M	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses régulières des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION

		fr. c.	fr. c.
	Report.....	42,227,750 00	42,174,451 96
	<i>Cultes non catholiques.</i>		
53	Dépenses du personnel des cultes protestants.	1,213,550 00	1,212,890 83
54	Dépenses du matériel des cultes protestants...	84,000 00	84,000 00
55	Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg.....	32,000 00	31,999 89
56	Dépenses du culte israélite.....	149,700 00	149,528 48
57	Dépenses des cultes en Algérie.....	568,100 00	568,023 60
Spéc ^l .	Frais d'acquisition et construction d'un nou- veau séminaire à Lyon.....	48,900 00	48,876 82
		44,324,000 00	44,269,771 58
58	Dépenses des exercices clos.....	228,927 53	228,927 53
		44,552,927 53	44,498,699 11

RÉCAP

I ^{re} PARTIE. — Dépenses de l'instruction publique...	22,858,706 56	22,330,736 30
II ^e PARTIE. — Dépenses des cultes.....	44,552,927 53	44,498,699 11
	67,411,634 09	66,829,435 41

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
49,924,955 83	1,594 30	159,934 93	1,594 30	49,924,955 83
2,653,968 56	6,054 84	48,576 60	6,054 84	2,653,968 56
36,790,367 92	16,200 09	53,431 99	16,200 09	36,790,367 92
79,625 02	111 23	6,263 75	111 23	79,625 02
17,210,461 69	3 07	115,035 24	3 07	17,210,461 69
57,457,472 19	29,315 55	59,322 26	29,315 55	57,457,472 19
5,142,869 88	121,016 10	46,856 02	121,016 10	5,142,869 88
1,079,790 16	"	74,209 84	"	1,079,790 16
153,283 80	"	1,216 20	"	153,283 80
590,138 51	887 37	4,474 12	887 37	590,138 51
227,684 16	200 00	9,615 84	200 00	227,684 16
290,047 82	343 02	2,709 16	343 02	290,047 82
2,408,025 11	33,701 20	287,323 69	33,701 20	2,408,025 11
68,881 80	"	14,838 20	"	68,881 80
296,612 44	29 50	7,358 06	29 50	296,612 44
13,929 97	"	180 45	"	13,929 97
174,393,114 86	209,456 27	1,424,836 35	209,456 27	174,393,114 86
325,508 08	"	"	"	325,508 08
369,503 94	"	"	"	369,503 94
175,088,126 88	209,456 27	1,424,836 35	209,456 27	175,088,126 88
		1,634,292 ¹ 62 ⁰		

PENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.		
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	

DE LA MARINE.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
2,783,059 02 #	22,251 86 #	4,689 12 #	22,251 86 #	2,783,059 02 #
2,783,059 02	22,251 86	4,689 12	22,251 86	2,783,059 02
14,242 01	#	#	#	14,242 01
2,797,301 03	22,251 86	4,689 12	22,251 86	2,797,301 03
		26,940 ^f 98 ^a		

ATION.

175,088,126 88	209,456 27	1,424,836 35	209,456 27	175,088,126 88
2,797,301 03	22,251 86	4,689 12	22,251 86	2,797,301 03
177,885,427 91	231,708 13	1,429,525 47	231,708 13	177,885,427 91
		1,661,233 ^f 60 ^a		

CHAPITRES	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DE	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
spéciaux			
Suite du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE			
	TRAVAUX PUBLICS.	fr. c.	fr. c.
	Report.....	18,601,766 24	17,550,201 55
18	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	3,128,404 00	3,128,404 00
19	— des conducteurs.....	3,553,000 00	3,548,000 00
20	— du corps des mines, enseignement, écoles.....	570,000 00	569,957 19
21	Personnel des gardes-mines.....	90,000 00	89,417 24
22	— des officiers et maîtres de port du ser- vice marine.....	140 000 00	136,801 48
23	Contrôle et surveillance des chemins de fer....	750,000 00	734,879 13
24	Routes et ponts. (Travaux ordinaires).....	28,636,337 60	28,611,242 63
25	— (Achèvement de lacunes).....	538,325 77	534,315 77
26	— (Rectifications).....	2,576,441 64	2,563,887 15
27	Part contributive de l'État pour l'ouverture de la rue de Strasbourg.....	683,000 00	683,000 00
28	Navigation intérieure. (Rivières.) Travaux ordi- naires.....	6,952,546 06	6,933,801 41
29	Navigation intérieure. (Canaux.) Travaux ordi- naires.....	4,476,500 00	4,474,088 00
29 bis.	Indemnité à l'ancienne compagnie du canal des Etangs.....	468,289 32	468,289 32
30	Ports maritimes, phares et fanaux.....	5,465,035 98	5,444,164 11
31	Dunes et semis, dessèchements et irrigations....	1,380,773 15	1,376,810 00
32	Matériel des mines.....	61,200 00	60,601 00
33	Frais généraux, secours, etc.....	38,442 00	38,410 00
34	Subventions aux compagnies pour travaux à exé- cuter par voie de concession de péage.....	149,166 66	149,166 66
34 ter.	Dépenses des exercices périmés.....	48,475 61	42,956 00
		78,407,704 09	77,252,470 00
34 bis.	Dépenses des exercices clos.....	145,934 18	145,934 18
	TOTAL de la 1 ^{re} Section.....	78,553,638 27	77,398,404 18

FINANC.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au service départemental, transportés		Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	à l'exercice 1855.	à l'exercice 1856.	

PUBLIQUE ET DES CULTES.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
457,211 07	29 12	9 81	29 12	"	"	457,211 07
6,099 96	"	0 04	"	"	"	6,099 96
170,789 37	1,197 44	13 19	1,197 44	"	"	170,789 37
220,447 56	"	52 44	"	"	"	220,447 56
193,074 92	720 66	4 42	720 66	"	"	193,074 92
178,606 23	"	3 77	"	"	"	178,606 23
798,337 37	"	301 73	"	"	"	798,337 37
149,684 85	"	139 15	"	"	"	149,684 85
757,212 74	"	0 26	"	"	"	757,212 74
702,429 37	897 37	113 26	897 37	"	"	702,429 37
607,606 21	353 00	240 79	353 00	"	"	607,606 21
475,909 96	783 33	2 71	783 33	"	"	475,909 96
162,333 51	92 38	74 11	92 38	"	"	162,333 51
66,154 40	933 00	12 60	933 00	"	"	66,154 40
38,693 93	300 00	5 07	300 00	"	"	38,693 93
1,549,241 68	"	8 32	"	"	"	1,549,241 68
710,099 16	850 00	0 84	850 00	"	"	710,099 16
706,683 00	129 69	187 31	129 69	"	"	706,683 00
5,267,027 55	123,963 67	8 78	123,963 67	"	"	5,267,027 55
5,535,182 96	"	"	"	98,353 42	392,811 09	5,535,182 96
18,752,825 80	130,249 66	1,179 70	130,249 66	98,353 42	392,811 09	18,752,825 80

CHAPITRES spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DE	
		Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.

Suite du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU

II ^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		fr. c.	fr. c.
35	Nouvelles routes de la Corse.....	310,000 00	309,997 16
35 bis,	Routes forestières de la Corse.....	600,000 00	600,000 00
36	Construction de ponts.....	2,450,000 00	2,449,929 67
37	Amélioration des rivières.....	3,561,748 22	3,484,549 67
38	Établissement de canaux de navigation.....	2,920,717 11	2,919,317 11
39	Travaux d'amélioration et d'achèvement de ports maritimes.....	5,230,970 42	5,214,970 42
40	Réparations des dommages causés par les inon- dations.....	111,477 21	111,477 21
41	Travaux du port de Marseille.....	1,000,000 00	1,000,000 00
42	Établissement de grandes lignes de chemins de fer.....	79,467,641 43	79,188,410 49
		95,652,554 39	95,278,551 16
43	Dépenses des exercices clos.....	215,413 61	215,413 61
	TOTAL de la II ^e Section.....	95,867,968 00	95,493,964 77

RÉCAPITUL

I ^e SECTION. — Service ordinaire.....	78,553,638 27	77,398,463 00
II ^e SECTION. — Travaux extraordinaires..	95,867,968 00	95,493,964 77
	174,421,606 27	172,892,367 77

ENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.				
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables au service départemental, transportés		Crédit aux l'exercice
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	à l'exercice 1855.	à l'exercice 1856.	

INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1,752,825 80	130,249 66	1,179 70	130,249 66	98,353 42	392,811 09	18,7
485,973 02	"	"	"	14,336 81	19,902 89	4
573,060 96	335 36	903 68	335 36	"	"	5
169,886 82	97 16	16 02	97 16	"	"	1
508,624 92	5,115 00	0 98	5,115 00	"	"	5
124,512 75	1,247 25	"	1,247 25	"	"	1
304,625 05	20,174 95	"	20,174 95	"	"	3
49,999 76	"	0 24	"	"	"	
197,397 80	0 04	2 16	0 04	"	"	1
43,700 00	"	"	"	"	"	
35,400 00	"	"	"	"	"	
55,800 00	"	"	"	"	"	
119,450 00	550 00	"	550 00	"	"	1
179,699 11	300 00	0 89	300 00	"	"	1
30,000 00	"	"	"	"	"	
63,219 97	1,778 80	1 23	1,778 80	"	"	
119,999 51	"	0 49	"	"	"	1
179,499 24	240 00	460 76	240 00	"	"	1
37,500 00	"	"	"	"	"	
20,000 00	"	"	"	"	"	
2,051,174 71	160,088 22	2,566 05	160,088 22	112,690 23	412,713 98	22,0
119,473 37	"	"	"	"	"	1
12,170,648 08	160,088 22	2,566 05	160,088 22	112,690 23	412,713 98	22,1
		162,654 ^f 27 ^c		525,404 ^f 21 ^c		

MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.
RÉCAPITULATION		
SERVICE ORDINAIRE.		
Ministère d'État.....	fr. c. 15,283,242 63	fr. c. 15,272,121 56
— de la justice.....	27,904,777 15	27,839,942 15
— des affaires étrangères.....	9,979,735 53	9,863,197 45
Ministère des finances. { Dette publique.....	422,167,882 15	420,223,015 36
{ Dotations.....	36,781,846 09	36,521,532 72
{ Service général.....	25,051,384 15	24,771,799 77
{ Frais de régie et de perception des impôts.....	164,813,688 26	164,017,389 65
{ Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes, etc...	112,855,335 16	110,387,361 51
Ministère de l'intérieur.....	159,965,080 92	152,228,621 04
— de la guerre.....	598,750,999 16	571,174,31 76
— de la marine et des colonies.....	176,722,419 50	175,297,583 15
— de l'instruction publique et des cultes.....	67,411,634 09	66,829,435 41
— de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	78,553,638 27	77,398,405 03
TOTAUX.....	1,896,244,213 06	1,851,824,536 56
TRAVAUX EXTRAORDINAIRES:		
Ministère d'État.....	24,000,000 00	23,999,698 54
— de la marine.....	2,824,242 01	2,819,552 89
— de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	95,867,968 00	95,493,964 77
TOTAUX.....	122,692,210 01	122,313,216 20
TOTAL GÉNÉRAL.....	2,018,936,423 07	1,974,137,752 76

*image
not
available*

MINISTÈRES ET SERVICES.

Crédits annulés.

Crédits
non consommés
par
les dépenses,
annulées
définitivement.

Crédits
non consommés
par les paiements
représentant
les
dépenses
restant à payer
à la clôture
de l'exercice.

Suite de la RÉCAPITULATION

Suite du SERVICE ORDINAIRE.		fr. c.	fr. c.
Ministère d'État.....		11,121 07	44,717 1
— de la justice.....		64,835 00	14,136 8
— des affaires étrangères.....		116,038 08	18,430 7
Ministère des finances.	Dette publique.....	1,944,866 79	3,472,880 9
	Dotations.....	263,363 37	30,000 0
	Service général.....	274,084 38	14,601 9
	Frais de régie et de perception des impôts.....	626,048 30	98,904 5
	Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes, etc...	646,436 01	51,996 6
Ministère de l'intérieur.....		481,839 66	76,066 6
— de la guerre.....		27,576,867 40	3,928,444 6
— de la marine et des colonies.....		1,424,836 35	209,456 2
— de l'instruction publique et des cultes.		56,794 47	293,772 8
— de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....		270,316 49	64,048 8
TOTAUX.....		33,757,447 37	7,317,508 4
		41,074,955 ⁴ 81 ⁴	

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

Ministère d'État.....	901 40	1,351 5
— de la marine.....	4,689 12	22,251 8
— de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	274,003 23	80,780 2
TOTAUX.....	378,993 81	104,283 5
		483,277 ⁴ 46 ⁴

TOTAL GÉNÉRAL..... 34,136,441 18 | 7,421,791 9

41,558,233⁴ 27⁴

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Crédits transportés				Crédits définitifs
au budget de l'exercice 1855.		au budget de l'exercice 1856.		égaux
Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	aux paiements effectués sur l'exercice 1854.
GÉNÉRALE DES DÉPENSES.				
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
"	"	"	"	15,227,404 12
"	"	"	"	27,825,805 33
"	"	"	"	9,844,716 75
"	"	"	"	417,750,134 46
"	"	"	"	36,491,532 72
"	5,500 00	"	"	24,757,197 69
"	"	170,250 31	"	163,918,485 06
"	"	"	1,821,537 64	110,335,364 89
5,174,047 73	"	2,080,572 49	"	152,152,554 43
"	"	"	"	567,245,687 07
"	"	"	"	175,038,126 88
112,690 23	"	412,713 98	"	66,535,662 57
"	"	"	884,916 75	77,334,356 15
5,286,737 96	5,500 00	2,663,536 78	2,706,454 39	1,844,507,028 12
5,292,237 ^f 96°		5,369,991 ^f 17°		
51,737,184 ^f 94°				
"	"	"	"	23,998,446 97
"	"	"	"	2,797,301 03
"	"	"	"	95,413,184 55
"	"	"	"	122,208,932 55
5,286,737 96	5,500 00	2,663,536 78	2,706,454 39	1,966,715,960 67
5,292,237 ^f 96°		5,369,991 ^f 17°		
10,662,229 ^f 13°				
52,220,462 ^f 40°				

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		ÉVALUATION des recettes d'après le budget (Loi du 10 juin 1853.)
Contributions directes		418,809,792
Enregistrement, timbre et domaines		291,387,871
Produits des forêts et de la pêche		26,339,421
Douanes et sels		180,539,000
Contributions indirectes		323,310,000
Produits des postes		52,407,050
Divers revenus.	Taxe annuelle des biens de mainmorte	3,100,000
	Produits universitaires	1,810,126
	Produits éventuels affectés au service départemental	17,500,000
	Produits et revenus de l'Algérie	14,833,000
	Produit de la rente de l'Inde	1,030,000
	Revenues des colonies	5,921,700
Retenues et autres produits affectés au service des pensions civiles ..		11,254,500
Produits divers		22,848,220
Produit de la réserve de l'amortissement		81,050,901
Ressources extraordinaires	Versements des compagnies de chemin de fer, en capital et intérêts, sur les prêts qui leur ont été faits par le trésor	318,635
	Remboursement par la compagnie du chemin de fer du Nord	2,000,000
	_____ de Paris à Lyon	25,419,167
	_____ de l'Ouest	3,000,000
	_____ du Centre	5,333,333
	_____ de Lyon à la Mé- diterranée	3,133,331
	Produit d'oblig ⁿ provenant de la comp ⁿ du chemin de fer de Rouen ..	6,000,000
Produit de l'emprunt de 250 millions		"
FONDS REPORTÉS DES EXERCICES PRÉCÉDENTS.		1,520,288,089
Fonds reportés des exercices 1852 et 1853 pour le service départemental et pour divers services spéciaux		Exercice 1852. 3,600,114 11° _____ 1853. 6,567,013 48
TOTAL GÉNÉRAL		1,520,288,089
SERVICES SPÉCIAUX RATTACHÉS		
Ministère d'État	Légion d'honneur	8,317,237
_____ de la justice	Imprimerie impériale	3,338,300
_____ des affaires étrangères	Chanceries consulaires	500,000
_____ des finances	Monnaies et médailles	1,869,800
_____ de la marine	Caisse des invalides	9,626,000
(A) Voir le développement par nature de produits, page		23,651,500

PAYEMENTS.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits applicables à divers services spéciaux à transporter à l'exercice 1856.	Crédits définitifs de l'exercice 1854.
		Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.		

COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.
1,018,280 76	136 11	33 13	136 11	"	1,018,280
194,381 24	159 81	58 95	159 81	"	194,381
559,064 39	142 49	93 12	142 49	"	559,064
2,225,981 89	567 50	636 77	567 50	"	2,225,981
1,753,080 42	1,627 45	3,646 31	1,627 45	"	1,753,080
975,394 86	3,580 08	"	3,580 08	"	975,394
1,500,000 00	"	"	"	"	1,500,000
1,195,498 96	"	501 04	"	"	1,195,498
10,495 00	"	"	"	"	10,495
300,101 04	2,128 50	"	2,128 50	"	300,101
439,743 25	20 00	137,776 75	20 00	"	439,743
3,351,368 28	4,602 60	"	4,602 60	"	3,351,368
716,753 91	194 95	601 14	194 95	"	716,753
6,872 14	"	127 86	"	"	6,872
48,099 84	"	"	"	11,579 13	48,099 8
158,133 69	258 08	3,608 23	258 08	"	158,133 6
36,000 00	"	1,500 00	"	"	36,000 0
233,653 45	36 00	3,679 66	36 00	"	233,653 4
281,897 50	4,317 04	13,785 46	4,317 04	"	281,897 5
687,675 45	1,728 33	596 22	1,728 33	"	687,675 4
1,838,229 84	"	"	"	863,337 62	1,838,229 8
7,530,705 91	19,498 94	166,644 84	19,498 94	884,916 75	7,530,705 9

MINISTÈRES ET SERVICES.		CRÉDITS OUVERTS d'après le budget primitif: (Loi de finances du 10 juin 1853 et décret de répartition du 12 décembre 1853.)	MODIFICATIONS résultant de la réalisation des recettes au service départemental et à divers services		
			Augmentations.	Diminutions.	
SERVICE ORDINAIRE.		fr.	fr. c.	fr.	
Ministère des finances.	Ministère d'État.....	6,804,750	"	"	"
	de la justice.....	26,640,780	"	"	"
	des affaires étrangères.....	9,339,690	"	"	"
	{ Dette publique.....	396,503,439	"	"	"
	{ Dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.	36,604,180	"	"	"
	{ Service général.....	20,229,153	9,500 00	"	"
	{ Frais de régie, de perception et d'exploita- { tion des impôts, et revenus.....	151,937,344	144,624 41	"	"
	{ Remboursements et restitutions, non-valeurs, { primes et escomptes.....	86,106,242	7,275,721 71	"	"
	Ministère de l'intérieur.....	128,732,546	4,926,065 23	"	"
	de la guerre.....	307,686,046	"	"	"
	de la marine et des colonies.....	95,113,801	"	"	"
	{ Service marine....	21,362,200	"	"	"
	{ Service colonial....	21,416,036	204,050 46	"	"
	de l'instruction pu- blique et des cultes	44,213,100	"	"	"
	de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	74,580,242	90,769 85	"	"
		1,427,160,439	12,650,731 66	"	"
			12,650,731 ⁶⁶		
TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.					
Ministère d'État	Ministère d'État.....	5,009,000	"	"	"
	de la marine et des colonies.....	2,405,000	"	"	"
	de l'agriculture, du commerce et des tra- vaux publics.....	82,155,000	"	"	"
		89,569,000	"	"	"
TOTAL GÉNÉRAL.....		4,516,720,459	12,650,731 66	"	"
			12,650,731 ⁶⁶		
SERVICES SPÉCIAUX RAISONNÉS					
Ministères	Ministère d'État.....	8,317,230	"	"	"
	de la justice.....	3,338,500	"	"	"
	des affaires étrangères.....	500,000	758,579 57	"	"
	des finances.....	1,869,810	"	93,417	"
	de la marine.....	9,626,000	"	"	"
		93,651,540	758,579 57	93,417	"
			665,133 ⁷⁰		

*image
not
available*

MINISTÈRES ET SERVICES.

AUGMENTATIONS
et
diminutions de crédits
résultant
de lois spéciales.

Crédits accordés. Crédits annulés.

fr. c. fr. c.

SERVICE ORDINAIRE.

Ministère d'État.....		fr. c.	fr. c.
— de la justice.....		26,590 59	/
— des affaires étrangères.....		4,593 27	/
Ministère des finances. { Dette publique.....		/	/
{ Dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.....		/	/
{ Service général.....		5,546 70	/
{ Frais de régie de perception et d'exploitation des impôts et revenus.....		/	/
{ Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et escomptes.....		/	/
Ministère de l'intérieur.....		1,226,191 86	988,188 55
— de la guerre.....		36,878 86	/
— de la marine et des colonies.. { Service marine.....		14,110 42	/
{ Service colonial.....		/	/
— de l'instruction publique et des { Instruction publique..		/	/
{ Cultes.....		/	/
— de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.		48,475 61	/
		1,362,386 31	988,188 55
		374,197 76	

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

Ministère d'État.....	/	/
— de la marine et des colonies.....	/	/
— de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.	/	/
	/	/
	/	/

TOTAL GÉNÉRAL..... 1,362,386 31 | 988,188 55
374,197 76

SERVICES SPÉCIAUX RATTACHÉS

Ministère d'État.....	Légion d'honneur.....	3,811 10	/
— de la justice.....	Imprimerie impériale.....	/	/
— des affaires étrangères.....	Chancelleries consulaires.....	/	/
— des finances.....	Monnaies et médailles.....	/	/
— de la marine.....	Caisse des invalides.....	/	/
		3,811 10	/
		3,811 10	/

*image
not
available*

**DÉVELOPPEMENT des modifications que les évaluations et les crédits du Budget pour
service départemental et à divers services spéciaux.**

ÉVALUATION

NATURE DES RECHETTES.		MODIFICATIONS.	
		Augmentations.	Diminutions.
<i>Contributions directes. (Augmentation : 8,846,676¹ 03¹.)</i>			
Fonds pour dépenses départemen- tales.	Centimes additionnels pour dépenses ordinaires	83,544 ¹ 08 ¹	1
	Centimes additionnels pour fonds commun, réparti	13,373 77	1
	entre les départements, applicables aux dépenses facultatives....	"	1
	Centimes votés par les conseils généraux pour dépenses facultatives.....	316,145 30	1
	Centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales pour dépenses extraordinaires.....	527,094 21	1
	Centimes additionnels spéciaux pour dépenses des chemins vicinaux de grande communication et autres chemins vicinaux.....	398,012 87	1
	Centimes additionnels spéciaux pour dépenses de l'instruction primaire.....	144,596 33	1
	Centimes additionnels spéciaux pour dépenses du cadastre.....	69,779 01	1
	Centimes affectés aux dépenses ordinaires....	32,124 77	1
	Centimes affectés aux dépenses extraordinaires et aux frais de bourses et de chambres de commerce.....	5,681,728 09	1
Fonds pour dépenses commu- nales.	Centimes affectés aux dépenses des ch ¹ vicinaux	542,046 93	1
	Centimes affectés aux dépenses de l'instruction primaire.....	395,649 16	1
	Centimes pour frais de confection de rôles spéciaux de diverses impositions communales..	67,693 18	1
	Centimes pour frais de perceptions de diverses impositions communales.....	201,620 84	1
Restitution sur le produit des 8 centimes par franc du principal des patentes attribués aux communes.....		266,649 06	1
Fonds pour secours en cas de grêle, incendies, inondations ou autres cas fortuits.....		1,779 51	1
Fonds de non- valeurs.	(des contributions foncière, personnelle et mobilière. (Non-valeurs, remises et modérations.)	55,622 94	1
	des portes et fenêtres. (Non-valeurs.).....	24,070 46	1
	des patentes, décharges, réductions, remises et modérations et frais d'impression et d'expédition des formules des patentes.....	263,348 30	1
	A reporter.....	9,105,978 80	1

SITUATION DES DÉPENSES.

Payements effectués sur les ordonnances des Ministres

pour les dépenses propres à l'exercice 1854.	pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL des payements.	Reste à payer à la clôture de l'exercice.
---	--	----------------------------	---

GÉNÉRALE DES DÉPENSES.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
15,017,871 49	209,532 63	15,227,404 12	44,717 44
27,821,398 77	4,406 56	27,825,805 33	14,136 82
9,759,118 46	85,598 29	9,844,716 75	18,480 70
417,750,134 46	"	417,750,134 46	2,472,880 90
36,491,532 72	"	36,491,532 72	30,000 00
21,454,731 76	3,302,465 93	24,757,197 69	14,602 08
163,918,485 06	"	163,918,485 06	98,904 59
110,335,364 89	"	110,335,364 89	51,996 62
151,734,296 10	418,258 33	152,152,554 43	76,066 61
566,482,087 77	763,599 30	567,245,687 07	3,928,444 69
174,762,618 80	325,508 08	175,088,126 88	209,456 27
66,187,261 67	348,400 90	66,535,662 57	293,772 84
77,188,421 97	145,934 18	77,334,356 15	64,048 88
1,838,903,323 92	5,603,704 20	1,844,507,028 12	7,317,508 44
23,998,416 97	"	23,998,416 97	1,251 57
2,783,059 02	14,242 01	2,797,301 03	22,251 86
95,197,770 94	215,413 61	95,413,184 55	80,780 22
121,979,276 93	229,655 62	122,208,932 55	104,283 65
1,960,882,600 85	5,833,359 82	1,966,715,960 67	7,421,792 09

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MODIFICATIONS.	
		Augmentations.	Diminutions.
	<i>Ministère des finances. — Service général.</i> (Augmentation : 9,500 ^f .)		
40 bis.	Frais de surveillance des sociétés de crédit foncier .	9,500 ^f 00 ^c	'
	<i>Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts.</i> (Augmentation : 144,624 ^f 41 ^c .)		
44	Dépenses diverses. — Frais d'impressions et de confection de rôles, etc	17,111 34	'
45	Cadaastre. — Dépenses imputables sur le produit des centimes facultatifs votés par les conseils généraux	108,096 47	'
47	Service administratif et de perception des contributions directes dans les départements (frais de perception), et taxe annuelle des biens de mainmorte (frais de premier avertissement)	19,416 60	'
	<i>Remboursements et non-valeurs sur les contributions directes.</i> (Augmentation : 7,275,721 ^f 71 ^c .)		
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses ordinaires des communes	32,124 77	'
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses extraordinaires des communes . . .	5,682,728 09	'
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses des chemins vicinaux	542,046 92	'
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour dépenses de l'instruction primaire	395,649 16	'
	Restitutions du produit des centimes additionnels pour frais de confection de rôles spéciaux des impositions communales	67,693 18	'
70	Restitutions du produit des centimes additionnels pour frais de perception des impositions communales	201,620 84	'
	Restitutions sur le produit des 8 centimes par franc du capital des patentes attribués aux communes . .	266,649 06	'
	Remises et modérations sur les contributions foncière, personnelle et mobilière	55,622 94	'
	Dégrèvements et non-valeurs sur la contribution des portes et fenêtres	24,070 46	'
	Dégrèvements et non-valeurs sur la contribution des patentes	263,348 30	'
	Décharges et réductions imputables sur le produit des réimpositions	"	255,832 ^f 11 ^c
	A reporter	7,685,658 11	255,832 ^f 11 ^c

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Crédits transportés				Crédits définitifs
au budget de l'exercice 1855.		au budget de l'exercice 1856.		égaux
Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	Crédits applicables au service départemental.	Crédits applicables à divers services spéciaux.	aux paiements effectués sur l'exercice 1854.
GÉNÉRALE DES DÉPENSES.				
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
15,127,404 12				15,127,404 12
27,825,805 33				27,825,805 33
9,844,716 75				9,844,716 75
417,750,134 46				417,750,134 46
36,491,532 72				36,491,532 72
24,757,197 69				24,757,197 69
		170,250 31		163,918,485 06
			1,821,537 64	110,335,364 89
1,174,047 73		2,080,572 49		152,152,554 43
				567,245,687 07
				175,038,126 88
112,690 23		412,713 98		66,535,662 57
			884,016 75	77,334,356 15
2,286,737 96	5,500 00	2,663,536 78	2,756,454 39	1,844,507,028 12
5,292,237 96°		5,369,991 17°		
51,737,184 94°				
				23,998,446 97
				2,797,301 03
				95,413,184 55
				122,208,932 55
5,286,737 96	5,500 00	2,663,536 78	2,756,454 39	1,066,715,960 67
5,292,237 96°		5,369,991 17°		
		10,662,229 13°		
2,220,462 40°				

TABLEAU C.

Budget définitif des Recettes

PRODUITS ET REVENUS.	Évaluations des produits.	Produits réels des droits constatés.
CONTRIBUTION		
	fr. c.	fr. c.
Contribution foncière.....	268,966,348 29	268,997,531 59
— personnelle et mobilière.....	64,552,358 70	64,724,069 49
— des portes et fenêtres.....	38,555,516 60	38,708,202 11
— des patentes.....	54,705,715 20	57,998,836 18
Taxe de premier avertissement.....	876,841 29	888,851 86
	427,656,780 08	431,317,497 23
ENREGISTREMENT, T.		
Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques et perceptions diverses.....	228,400,000 00	233,306,902 49
Droit de timbre.....	46,600,000 00	48,577,287 89
	275,000,000 00	281,884,190 38
Domaines .. { Revenus et prix de vente de domaines.	11,958,000 00	12,236,358 61
{ Prix de vente d'objets mobiliers et immobiliers provenant des ministères.....	3,821,608 00	4,222,091 00
{ Produits d'établissements spéciaux régis ou affermés par l'État.....	1,675,806 34	1,303,837 99
	292,455,414 34	299,666,477 99
PRODUITS DES FORÊTS		
Produits des coupes de bois.....	23,718,675 00	24,864,100 71
Produits divers et droits de pêche.....	3,015,349 00	3,421,551 81
Contribution des communes et des établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	1,625,400 00	1,618,060 00
	28,359,424 00	29,933,712 52

*image
not
available*

PRODUITS ET REVENUS.	Évaluations des produits.		Produits réels des droits constatés	
	fr.	c.	fr.	c.
Droits à l'im- portation. { Marchandises diverses.....	102,000,000	00	93,620,262	36
{ Sucres { des colonies françaises.....	27,000,000	00	33,254,347	21
étrangers.....	14,000,000	00	23,712,693	22
Droits à l'exportation.....	2,600,000	00	1,507,837	83
Droits de navigation.....	3,413,000	00	3,099,013	85
Droits et produits divers.....	2,346,000	00	2,861,177	26
Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes.....	29,180,000	00	26,602,746	6
	180,539,000	00	184,658,078	76
DOUANES				
CONTRIBUTIONS INDIRECTES				
Droits sur les boissons.....	120,000,000	00	107,430,653	9
Taxe de consommation des sels perçue hors du rayon des douanes.....	5,550,000	00	6,677,881	39
Sucre indigène. (Droit de fabrication.).....	38,000,000	00	31,968,792	73
Droits divers et recettes à différents titres.....	35,360,000	00	37,562,241	93
Produit de la vente des tabacs.....	138,000,000	00	145,164,906	97
Produit de la vente des poudres à feu.....	6,400,000	00	8,025,180	82
	343,310,000	00	336,829,657	77
PRODUITS				
Produit de la taxe des lettres.....	49,020,000	00	50,019,801	36
Droit de 2 p. 0/0 sur les envois d'argent.....	1,130,000	00	1,539,078	36
Produit des places dans les malles-postes.....	400,000	00	418,454	7
Produit des places dans les paquebots.....	178,050	00	55,916	10
Droit de transit des correspondances étrangères.....	1,300,000	00	1,206,900	15
Recettes accidentelles.....	379,000	00	395,067	55
	52,407,050	00	53,635,219	49
DIVERS				
Taxe annuelle sur les biens de mainmorte.....	3,099,687	95	3,081,671	30
Produits universitaires. (Droits divers.).....	1,810,156	00	2,509,077	00
Produits éventuels affectés au service départemental.....	20,907,795	00	20,907,795	00
Produits et revenus de l'Algérie.....	14,835,000	00	14,168,216	40
Produit de la rente de l'Inde.....	1,050,000	00	1,071,511	55
Retenues et autres produits affectés au service des pen- sions civiles.....	11,254,500	00	13,322,901	4

*image
not
available*

PRODUITS ET REVENUS.		Évaluations des produits.	Produits résultant des droits consensuels.
		fr. c.	fr.
Bénéfice sur la fabrication des monnaies et la vente des médailles.....		50,100 00	148,161 50
Redevances et produits extraordinaires des mines....		499,998 70	830,416 50
Droit de vérification des poids et mesures.....		1,190,000 00	1,245 271 74
Produit de la taxe des brevets d'invention.....		370,000 00	926,180 00
Solde non employé du fonds commun des chancel- leries consulaires.....		50,000 00	149,801 50
Ressources spéciales pour dépenses des écoles nor- males primaires.....		482,275 35	482,275 35
Produits éventuels départementaux appartenant à l'in- struction primaire.....		45,883 97	45,883 97
Produit de la subvention pour dépenses de l'instruc- tion primaire.....		338,294 81	338,294 81
Pensions et rétributions des élèves des écoles militaires.		462,700 00	509,860 24
Recouvrements de frais d'entretien d'élèves à l'école de cavalerie de Saumur.....		36,000 00	36,800 00
Pensions des élèves de l'école navale de Brest.....		49,000 00	50,661 50
Retenue de 2 pour 0/0 sur la solde des officiers de l'armée de terre et des sapeurs-pompiers de la ville de Paris.....		941,219 00	1,108,443 36
Pensions de marins admis à l'hôtel des invalides de la guerre.....		48,600 00	51,544 33
Portion des dépenses de la garde de Paris et du corps des sapeurs-pompiers remboursée à l'État par la ville de Paris.....		1,512,231 00	1,484,031 45
Revenus de divers établissements spéciaux. (Écoles vé- térinaires, écoles des arts et métiers, lazarets et éta- blissements sanitaires, etc.).....		846,500 00	844,652 87
Produits provenant des ministères et autres recettes attribuées au trésor public par l'ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique.....		2,487,886 00	2,175,518 95
Produit de la vente de cartes des dépôts de la guerre et de la marine.....		52,000 00	65,979 96
Valeur, au prix de re- vient, des poudres li- vrées par le service des poudres et salpêtres..	au département de la guerre.	962,502 00	923,691 70
	au département de la marine.	"	4,992 77
	au département des finances.	2,799,717 00	2,819,015 50
Ateliers de condamnés et pénitenciers militaires.....		282,000 00	104,237 00
A reporter.....		13,526,998 83	14,327,945 25

*image
not
available*

PRODUITS ET REVENUS.

ÉTAT

Évaluations
des
produits.Produits
résultant
des
droits constatés.

Suite des PRODUITS

	fr. c.	fr. c.
Report.....	13,526,998 83	14,327,945 32
Versements des compagnies de chemins de fer pour remboursement de frais divers mis à leur charge. .	580,000 00	784,878 38
Frais de surveillance des télégraphes électriques.....	100,110 00	141,371 86
Versements des sociétés et agences tontinières et socié- tés diverses pour rembourst de frais de surveillance.	58,950 00	69,450 00
Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consign- ations pour l'année 1854.....	2,000,000 00	2,275,109 75
Recouvrements sur prêts faits, en 1830, au commerce et à l'industrie.....	60,000 00	113,914 49
Recettes sur débits non compris dans l'actif de l'ad- ministration des finances.....	120,000 00	441,909 70
Dépôts d'argent dans les caisses des agents des postes acquis au trésor pour cause de déchéance.....	15,000 00	10,898 52
Produit de la télégraphie privée.....	1,000,000 00	2,070,575 79
Fonds versés par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à l'exécution de travaux publics.....	200,000 00	1,248,498 00
Excédant disponible des recettes sur les dépenses du ser- vice de l'Imprimerie impériale pour l'exercice 1854.	95,164 00	2,881 77
Produits divers des maisons de force et de correction.	2,000,000 00	2,590,742 19
Remboursement des associations ouvrières, capital et intérêts.....	100,000 00	85,042 37
Fonds avancés pour dépenses cadastrales.....	38,317 46	38,317 46
Recouvrement sur avances faites aux comptoirs natio- naux d'escompte.....	"	2,320,268 98
Produit de la vente des matières provenant de la re- fonte des monnaies de cuivre.....	1,930,800 00	2,630,494 19
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	151,700 00	196,700 11
Recettes sur exercices clos.....	"	282,920 42
Recettes de diverses origines.....	1,020,000 00	596,105 37
	22,976,940 29	30,238,124 68

Produit de la réserve de l'amortissement.....	81,050,904 00	81,512,388 25
---	---------------	---------------

*image
not
available*

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION	
	Évaluations des produits.	Produits réalisés des droits constatés.
	fr. c.	fr. c.
Versements des compagnies de chemins de fer, en capital et intérêts, sur les prêts qui leur ont été faits par le Trésor	318,635 00	300,000 00
Remboursement fait par la compagnie du chemin de fer du Nord	2,000,000 00	2,000,000 00
Remboursement fait par la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon	25,419,167 00	25,419,166 80
Versement de la compagnie du chemin de fer de l'Ouest	3,000,000 00	1,000,000 00
Versement de la compagnie du chemin de fer du Centre	5,333,333 00	5,333,333 32
Versement de la compagnie du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée	3,233,334 00	3,233,333 32
Versement de la compagnie du chemin de fer de Strasbourg	"	1,060,392 16
Versement de la compagnie du chemin de fer de Cherbourg	"	555,697 57
Produit d'obligations provenant de la compagnie du chemin de fer de Rouen	6,000,000 00	14,782,117 28
Produit de l'emprunt de 250 millions	250,000,000 00	249,262,170 70
	295,304,469 00	302,946,211 15

FONDS REPORTÉS DES

Fonds affectés au service départemental et à divers services spéciaux qui sont avec la même affectation, est fait au budget de l'exercice 1854, savoir :

Par la loi de règlement de l'exercice 1852

de l'exercice 1853

*image
not
available*

PRODUITS ET REVENUS.		Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés.
		fr. c.	fr. c.
Contributions directes.....		427,656,780 08	431,317,467 78
Produit des domaines.....		17,455,414 34	17,782,267 63
Produit des forêts et de la pêche.....		28,359,424 00	29,933,714 60
Impôts et revenus indirects.	Enregistrement et timbre.....	275,000,000 00	281,884,160 24
	Douanes et sels.....	180,539,000 00	184,658,078 94
	Contributions indirectes.....	343,310,000 00	336,829,657 71
	Postes.....	52,407,050 00	53,635,219 09
	Taxe annuelle sur les biens de mainmorte.	3,099,687 95	3,081,672 94
	Produits universitaires.....	1,810,156 00	2,529,077 00
	Produits éventuels affectés au service départemental.....	20,907,795 00	20,907,795 00
Divers revenus.	Produits et revenus de l'Algérie.....	14,835,000 00	14,168,216 91
	Produit de la rente de l'Inde.....	1,050,000 00	1,071,514 36
	Retenues et produits affectés au service des pensions civiles.....	11,254,500 00	13,322,904 92
Produits divers.....		22,976,940 29	30,238,124 68
Produit de la réserve de l'amortissement.....		81,050,904 00	81,512,388 25
Ressources extraordinaires.....		1,481,712,651 66	1,502,872,340 06
		295,304,469 00	302,946,211 15
		1,777,017,120 66	1,805,818,551 21
Fonds reportés des exercices 1852 et 1853, pour le service départemental et pour divers services spéciaux..		10,167,127 59	.....
		1,787,184,248 25	
Fonds généraux du budget de 1853 que le règlement définitif du service colonial de cet ex-			

*image
not
available*

TABLEAU D. *TABLEAU des Recettes et des dépenses du service colonial de l'Exercice 1854, à régler définitivement dans la loi des comptes de 1855.*

RECETTES.

Recettes des colonies régies par la loi du 25 juin 1841.	Recettes affectées au service général.	Martinique	400,700 ^f 00 ^c		
		Guadeloupe	405,100 00		
		Ile de la Réunion	823,400 00		1,730,000 ^f 00 ^c
		Guyane française.	90,800 00		
	Recettes affectées au service local.	Martinique	1,472,100 00		
		Guadeloupe	1,277,500 00		
		Ile de la Réunion	1,289,500 00		4,201,700 00
		Guyane française.	162,600 00		
Fonds généraux du budget, applicables à l'insuffisance de ressources du service colonial, savoir :					
Dépenses des services militaires aux colonies. (Personnel et matériel)					7,019,200 00
Dépenses des colonies régies par la loi du 25 juin 1841 :					
	Service général.	Martinique	1,278,500 ^f 00 ^c		
		Guadeloupe	1,314,000 00		
		Ile de la Réunion	558,600 00		3,671,500 00
		Guyane française.	440,400 00		
		Services communs aux quatre colonies.	80,000 00		
		Martinique	"		
		Guadeloupe	"		
		Ile de la Réunion	"		347,000 00
		Guyane française.	347,000 00		
Établissement pénitentiaire à la Guyane française					2,678,000 00
Subvention à divers établissements coloniaux.					1,724,800 00
					15,440,500 00

TOTAL DES RECETTES..... 21,362,900 00

LES RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédant des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédant des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1854.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
93,620,262 31	"	"	8,379,737 69	93,620,262 31
33,254,347 24	"	6,254,347 24	"	33,254,347 24
23,712,693 29	"	9,712,693 29	"	23,712,693 29
1,507,837 83	"	"	1,092,162 17	1,507,837 83
3,099,013 83	"	"	313,986 17	3,099,013 83
2,861,177 32	"	515,177 32	"	2,861,177 32
26,602,746 96	"	"	2,577,253 04	26,602,746 96
84,658,078 78	"	16,482,217 85	12,363,139 07	184,658,078 78
		4,119,078 ⁷⁸		

ABACS ET POUDRES.

07,317,831 13	112,822 80	"	12,682,168 87	107,317,831 13
6,677,881 39	"	1,127,881 39	"	6,677,881 39
31,949,081 11	19,712 62	"	6,050,918 89	31,949,081 11
35,963,785 70	1,598,456 23	603,785 70	"	35,963,785 70
145,164,906 97	"	7,164,906 97	"	145,164,906 97
8,025,180 82	"	1,625,180 82	"	8,025,180 82
335,098,667 12	1,730,990 65	10,521,754 88	18,733,087 76	335,098,667 12
		8,211,332 ⁸⁸		

DES POSTES.

50,019,801 36	"	999,801 36	"	50,019,801 36
1,539,078 56	"	409,078 56	"	1,539,078 56
418,454 77	"	18,454 77	"	418,454 77
55,916 40	"	"	122,133 60	55,916 40
1,206,900 15	"	"	93,099 85	1,206,900 15
388,291 45	6,776 40	9,291 45	"	388,291 45
53,628,442 69	6,776 40	1,436,626 14	215,233 45	53,628,442 69
		1,221,392 ⁶⁹		

REVENUS.

3,081,672 90	"	"	18,015 05	3,081,672 90
2,529,077 00	"	718,921 00	"	2,529,077 00
20,907,795 00	"	"	"	20,907,795 00
14,168,216 91	"	"	666,783 09	14,168,216 91
1,071,514 36	"	21,514 36	"	1,071,514 36
13,322,904 92	"	2,068,404 92	"	13,322,904 92

TABLEAU E.

Résultat général du Budget de l'Exercice 1854.

(1152)

RECETTE.

Fonds reportés des exercices 1852 et 1853 pour le service départemental et pour divers services spéciaux..... 10,167,127 59

Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget de l'exercice 1854 : ..

Contributions directes.....	431,317,497 75	
Produit de domaines.....	13,608,948 11	
Produit des forêts et de la pêche.....	29,182,900 78	
Impôts et revenus indirects.....	852,403,928 21	
Revenus et produits divers.....	85,319,305 77	
Produit de la réserve de l'amortissement...	81,512,388 25	
Ressources extraordinaires.....	302,852,970 70	
		1,796,197,939 57

ENSEMBLE..... 1,806,365,067 16

A DÉDUIRE :

Fonds transportés au budget des exercices 1855 et 1856, avec affectation spéciale au service départemental et à divers services spéciaux..... 10,662,229 13

A AJOUTER :

Fonds généraux du budget de 1853, que le règlement du service colonial de cet exercice a laissés disponibles..... 420,299 90

TOTAL DE LA RECETTE..... 1,796,123,137 93 1,796,123,137 93

*image
not
available*

TABLEAU F.

SERVICES SPÉCIAUX portés pour

LÉGI

RÈGLEMENT

CHAPITRE TITRE spéciaux	NATURE DES PRODUITS.	SITUATION EN	
		Évaluations des produits.	Produits réels des droits communs
		fr. c.	fr. c.
1	Rente 4 1/2 p. o/o.....	6,071,987 00	6,076,800 00
2	Rentes 4 1/2 p. o/o. (Décret du 27 mars 1852.).	500,000 00	500,000 00
3	Supplément à la dotation (comprenant l'annuité de 200,000 francs à rembourser à la caisse des dépôts et consignations).....	1,500,000 00	1,500,000 00
4	Actions sur les canaux d'Orléans et du Loing et sur le canal du Midi.....	165,000 00	180,000 00
5	Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de cohorte.....	14,843 00	14,813 00
6	Versements par les titulaires de majorats (transmissions de dotations).....	2,000 00	4,715 15
7	Domaine d'Écouen (ventes de coupes de bois).....	6,000 00	4,820 00
8	Produit de l'emploi en rentes 4 1/2 p. o/o des 62,614 fr. 20 cent. versés par les adjudicataires de l'étang de Capestang.....	2,400 00	1
9	Montant présumé des sommes à verser par les parents des élèves de la maison impériale de St-Denis	55,000 00	58,501 50
		8,317,230 00	8,339,709 9
10	Transport de l'exercice 1853 à l'exercice 1854, conformément au décret du 28 décembre 1854....	"	193,081 80
11	Produits divers.....	"	145,302 00
12	Versements faits par divers à charge de restitutions.	"	17,741 90
		8,317,230 00	8,696,753 9

*image
not
available*

CHAPITRE TYPE spéciaux	DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION	
		Crédits ouverts par le budget et par des lois spéciales (A).	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers.
		fr. c.	fr. c.
1	Grande chancellerie. (Personnel).....	174,000 00	173,999 99
2	— (Matériel).....	66,250 00	66,246 11
3	Traitement et supplément de traitement aux membres de l'Ordre.....	6,234,068 65	5,874,452 71
4	Décorations aux membres de l'Ordre.....	20,000 00	20,000 00
3	Gratifications aux anciens militaires.....	74,000 00	72,780 00
6	Médailles militaires.....	554,586 20	522,940 00
7	Saint-Denis. (Personnel).....	120,200 00	119,923 21
8	— (Matériel).....	382,000 00	381,980 00
9	Succursales. (Personnel).....	21,400 00	21,399 41
10	— (Matériel).....	293,850 00	293,831 81
11	Secours aux élèves.....	4,000 00	4,000 00
12	Remboursement au trésor du montant des pensions d'employés mises, pour 1854, à la charge des fonds généraux du trésor.....	91,000 00	91,000 00
13	Commissions aux receveurs généraux. — Frais d'Écouen et remboursement de sommes versées.	37,800 00	35,031 86
14	Dépenses imprévues et intérêts.....	30,000 00	25,756 95
15	Mobilier.....	5,000 00	4,994 15
16	Remboursement à la caisse des dépôts et consi- gnations; à-compte sur les avances qu'elle a faites à la Légion d'honneur, conformément à la loi du 21 juin 1845.....	200,000 00	200,000 00
	A reporter.....	8,288,154 85	7,905,387 75

(A) Crédits accordés par le budget..... 8,317,230⁰⁰

Modifications résultant de décrets qui ont autorisé des virements
de chapitre à chapitre.

Décret du 1^{er} mars 1854.....
— du 15 décembre 1855.....
— du 15 décembre 1855.....

AUGMENTATION.	DIMINUTION.
6,000 ⁰⁰	6,000 ⁰⁰
159,075 15	159,075 15
23,250 00	23,250 00
188,325 15	188,325 15

A REPORTER..... 8,317,230⁰⁰

DEBITES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.			
Mouvements affectés sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Excédant des produits recouvrés sur les évaluations.	Excédant des évaluations sur les produits recouvrés.	Produits définitifs de l'exercice 1854.	
fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
300,000 00	#	#	18,635 00	300,000 00	
000,000 00	#	#	#	2,000,000 00	
419,166 80	#	#	0 20	25,419,166 80	
000,000 00	#	#	2,000,000 00	1,000,000 00	
333,333 32	#	0 32	#	5,333,333 32	
233,333 32	#	#	0 68	3,233,333 32	
1,060,392 16	#	1,060,392 16	#	1,060,392 16	
555,697 57	#	555,697 57	#	555,697 57	
4,782,117 28	#	8,782,117 28	#	14,782,117 28	
9,168,930 25	93,240 45	#	831,069 75	249,168,930 25	
2,852,970 70	93,240 45	10,398,207 33	2,849,705 63	302,852,970 70	
		7,548,501 ^f 70 ^c			

EXERCICES PRÉCÉDENTS.

destinés à employer à la clôture des exercices 1852 et 1853, et dont le transport,

SERVICE départemental.	DIVERS services spéciaux.
fr.	c.
2,784,825 74	815,288 37
6,567,013 48	"
9,351,839 22	815,288 37
10,167,127 ^f 59 ^c	

CHAPITRE TIERS spéciaux	DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION	
		Crédits ouverts par le budget et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services lais- sés — Droits constatés au profit des créanciers
	Report.....	fr. c. 8,288,154 85	fr. 7,908,357 7
	Prix des décorations et des médailles remises aux membres de l'Ordre recevant traitement et aux médaillés militaires. (Avances à recouvrer.) (Mémoire.).....		
17	Prix des brevets délivrés, en exécution du décret du 14 mars 1853, aux membres de l'Ordre et aux médaillés militaires. (Mémoire.).....	171,108 69	171,108 69
	Prix des ampliations de décrets délivrés pour autoriser le port des décorations étrangères. (Mémoire.)		
	Emploi de l'excédant possible sur le prix des brevets et ampliations. (Décret du 13 juin 1853.) (Mémoire.).....		
18	Dépenses des exercices clos.....	1,130 32	1,130 32
19	Dépenses des exercices périmés. (Traitements.)...	3,812 10	3,808 35
20	Remboursement au trésor de l'excédant sans emploi de la subvention affectée au paiement des nouveaux traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire de l'année 1853.....	43,982 80	43,982 80
21	Frais de bureaux de la commission des anciens militaires.....	13,200 00	13,200 00
22	Rappels d'arrérages de traitements et de supplément au traitement des exercices clos.....	142,381 35	142,381 35
23	Rappels d'arrérages de traitement de la médaille militaire et des exercices clos.....	16,693 80	16,693 80
		8,700,462 91	8,300,693 01

Transport à l'exercice 1855 de l'excédant des recettes de l'exercice 1854, affecté à l'acquisition

Application à l'ancien déficit de l'Ordre de l'excédant des recettes sur les dépenses.....

RÉSULTAT

RECETTES.....
DÉPENSES.....

*image
not
available*

CHAPITRES spéciaux.		NATURE DES PRODUITS.		Évaluations des produits.	
				fr. c.	
1	Pro- duits de l'exer- cice.	{	Produits des impressions diverses.....	2,940,000	00
			— du dépôt du Bulletin des lois, codes, budgets, etc.	250,000	00
			— du Bulletin des arrêts de la Cour de cassation...	1,000	00
			— des fournitures de journaux à souches, etc.....	90,000	00
			— du 1/2 p. 0/0 retenu sur les factures de papiers pour frais du dépôt du 6°.....	7,500	00
2		{	— des recettes diverses.....	50,000	00
				3,338,500	00
bis	Rembours' à l'Imprimerie de ses dépenses pour l'Exposition universelle.			"	
				3,338,500	00

RÈGLEMENT

CHAPITRES SPÉCIAUX.		DÉSIGNATION DES SERVICES.	Crédits accordés par le budget et par décrets spéciaux.
			fr. c.
1	Dépenses fixes d'administration et d'exploitation.....		298,086 00
2	— d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.....		(A) 3,144,500 00
3	— d'augmentation et renouvellement du matériel.....		50,750 00
4	— des exercices clos.....		"
5	Dépenses pour l'Exposition universelle.....		(B) 200,000 00
			3,693,336 00
5	Application aux produits divers du budget de l'excédant des recettes de l'exercice 1854.....		95,161 00
			3,788,500 00
(A) Y compris 250,000 francs, crédit ouvert par le décret du 28 octobre 1854.			
(B) Décret du 25 juillet 1855.			

RÉSULTAT

RECETTES.....
DÉPENSES.....

*image
not
available*

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	ÉVALUATION
		des produits.
	MONNAIES.	fr. c.
1	Retenues sur les matières apportées aux changes, pour frais de fabrication	1,138,710 00
2	Bénéfice provenant du résultat des tolérances en faible dans la fabrication	50,000 00
3	Droits d'essai sur les lingots présentés en vérification par le commerce.	100 00
	MÉDAILLES.	
4	Produit de la vente des médailles fabriquées d'après le tarif du 21 octobre 1836	580,000 00
5	Droit de 10 p. o/o prélevé sur le prix de fabrication des médailles de sainteté, boutons, etc.	1,000 00
	TOTAUX	1,869,810 00

CHAPITRES spéciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	CRÉDIT
		accordé par le budget.
	MONNAIES.	fr. c.
1	Frais de fabrication des monnaies	1,138,710 00
2	Perte résultant de l'emploi des tolérances en fort dans la fabrication.	50,000 00
	MÉDAILLES.	
3	Frais de fabrication des médailles vendues, y compris la valeur de la matière.	531,000 00
4	Applications aux produits divers du budget	1,819,710 00
	du bénéfice net	100 00
		50,000 00
	TOTAUX	1,869,810 00

RECETTES.....
DÉPENSES.....

*image
not
available*

CHAPITRE SPÉCIAUX.	NATURE DES PRODUITS.	Évaluation des produits
1	Retenue de 3 centimes par franc sur les dépenses de la marine et des colonies; retenue de 5 centimes par franc et autres retenues spécialement applicables au personnel des bureaux de l'administration centrale.....	3,538,560 4
2	Retenues exercées sur la solde des officiers militaires ou civils, et autres agents de la marine et des colonies en congé.....	185,000 0
3	Retenues sur les salaires des marins employés, soit au commerce, soit à la pêche, et naviguant à salaires fixes ou à la part.....	900,000 00
4	Solde des déserteurs de la marine militaire et moitié de la solde des déserteurs de la marine commerciale.....	20,000 00
5	Décomptes de solde, de parts de prises et produits de successions de marins, non réclamés pendant le délai réglementaire à la caisse des gens de mer, et versés comme dépôts, pour ordre, à la caisse des invalides.....	275,000 00
6	Produits de bris et naufrages non réclamés pendant le dépôt temporaire à la caisse des gens de mer, et versés, pour ordre, à la caisse des invalides, sous toute réserve en faveur des ayants droit.....	80,000 00
7	Droits des invalides sur le produit des navires capturés pour cause de piraterie ou de contravention à la loi prohibitive de la traite des noirs.....	30,000 00
8	Dividende des actions de la banque de France appartenant à la caisse des invalides.....	75,000 00
9	Rentes 5 p. o/o appartenant à la caisse des invalides de la marine (immobilisées).....	4,361,422 00
10	Plus-value de feuilles de rôles d'équipage délivrées aux navires du commerce.....	40,000 00
11	Recettes diverses.....	121,013 00
		9,626,000 00
12	Fonds reportés de l'exercice 1853 (voir le compte dudit exercice)...	9,626,000 00

*image
not
available*

CHAPITRE SPÉCIAL.	DÉSIGNATION DES SERVICES.		Crédi
			accrue
			par le légis.
			fr.
1	Pensions dites <i>demisoldes</i> accordées aux marins après vingt-cinq ans de navigation mixte, tant sur les bâtiments de l'État que sur ceux du commerce, comptant de l'âge de dix ans; et aux ouvriers après vingt-cinq ans de service effectif à la mer ou dans les chantiers et ateliers de l'État; allocations temporaires aux enfants desdits marins et ouvriers.....	1,500,000	
2	Pensions de retraite d'ancienneté et pensions pour blessures, dans les divers services de la marine et des colonies, y compris l'entretien de cent marins à l'hôtel des invalides; pensions de veuves; pensions de veuves de demi-soldiers ou de marins et ouvriers décedés en possession de droits à la demisolde; allocations aux pères et mères de marins tués dans les combats, avec la pension ou le droit de l'obtenir.....	6,300,000	
3	Fonds de secours; subside de 6,000 francs à l'hospice de Rochefort...	206,000	
4	Frais d'administration et de trésorerie pour les trois caisses: prises, gens de mer et invalides.....	330,000	
5	Remboursements sur les anciens dépôts de solde, parts de prises, successions.....	180,000	
6	Remboursements sur les produits de bris et naufrages.....	60,000	
7	Dépenses diverses.....	50,000	
8	Dépenses d'ordre (Achat d'une rente de 499 francs en 4 1/2 provenant de legs fait par M. Ternisien).....		
		9,636,000	
9	Transport à l'exercice 1855 de l'excédant de recette de l'exercice 1854.		
		9,636,000	
			RÉSULT
			RECETTES.....
			DÉPENSES.....

*image
not
available*

Résultat général du règlement des recettes et des dépenses.....	Ministère d'État.....
	—— de la justice.....
	—— des finances.....
	—— de la marine.....

TABLEAU G.

SERVICE SPÉCIAL DES CHANCELLERIES

RÈGLEMENT

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	SITUATION DES	
		Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés.
1	Produits d'actes de chancellerie et bénéfice sur le change.....	fr. c. 400,000 00	fr. c. 1,036,509 67
2	Prélèvement effectué sur le fonds commun des chancelleries, au profit de celles dont les dépenses ont excédé les recettes. (Article 5 de l'ordonnance royale du 23 août 1833.).....	100,000 00	221,069 90
	TOTAUX.....	500,000 00	1,258,579 57

*image
not
available*

CAPITRES spéciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES D:		
		Crédits accordés par le budget.	Crédits d'ordre en somme égale à l'excédent des produits recouvrés.	TOTAL.
1	Frais de chancellerie, honoraires des chanceliers et pertes sur le change.	fr. c. 350,000 00	fr. c. 545,630 04	fr. c. 895,630 04
2	Versements effectués au Trésor à titre de fonds commun des chancelleries consulaires (ordonnance royale du 23 août 1833), savoir:			
	Portion employée pour les chancelleries dont les recettes ont été inférieures aux dépenses..	100,000 00	122,069 90	222,069 90
	Excédant disponible porté en recette aux produits divers du budget de l'Etat.....	50,000 00	90,879 63	140,879 63
	TOTAUX.....	500,000 00	758,579 57	1,258,579 57

RÉSULTAT

RECETTES.....

DÉPENSES.....

*image
not
available*

1^o RÉSULTATS GÉNÉRAUX

MINISTÈRES ET SERVICES.

Ministère des finances. — Cadastre.....

Ministère de l'intérieur.	{	1 ^{re} Section. — Dépenses ordinaires
		2 ^e Section. — Dépenses facultatives.....
		3 ^e Section. — Dépenses extraordinaires.....
		4 ^e Section. — Dépenses spéciales.....

TOTAL du service départemental du ministère de l'intérieur....

Ministère de l'instruction publique et des cultes. — Instruction primaire.....

TOTAL GÉNÉRAL du service départemental.....

*image
not
available*

MINISTÈRES ET SERVICES.	Recette.		
	Fonds reportés		Recettes
	de	de	de
	l'exercice 1852.	l'exercice 1853.	l'exercice 1854.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ministère des finances. — Cadastre...	198,669 19	#	208,096 17
Ministère de l'intérieur.	1 ^{re} Section. — Dépenses ordinaires.....	281,352 80	306,922 41
	2 ^e Section. — Dépenses facultatives.....	738,197 65	1,473,635 54
	3 ^e Section. — Dépenses extraordinaires.....	812,549 66	3,689,794 23
	4 ^e Section. — Dépenses spéciales.....	187,840 71	1,033,567 30
TOTAL du service départemental du ministère de l'intérieur...	2,019,940 82	6,503,719 48	103,395,615 21
	8,523,660 30		
Ministère de l'instruction publique et des cultes. — Instruction primaire..	566,215 73	63,294 00	5,917,050 46
	629,509 73		
TOTAL GÉNÉRAL du service départemental.....	2,784,825 74	6,567,013 48	109,520,761 16
	9,351,839 22		

2^o DÉVELOPPEMENT

RECETTE.	MINISTÈRE
FONDS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1852.	
Portion des ressources générales du budget applicable au fonds commun du cadastre.....	107,519 73
Produit des centimes additionnels facultatifs pour dépenses du cadastre.....	91,149 46
RECETTES DE L'EXERCICE 1854.	
Portion des ressources générales du budget applicable au fonds commun du cadastre.....	50,000 00
Produit des centimes additionnels facultatifs votés par les conseils généraux pour dépenses du cadastre.....	158,096 47
	406,765 66

*image
not
available*

RECETTE.

MINISTÈRE

1^{re} SECTION. — Dépenses ordinaires

FONDS REPORTÉS DES EXERCICES 1852 ET 1853.

Exercice 1852.	Produit des centimes additionnels ordinaires et du fonds commun.....	232,763' 96"	} 281,352' 80"	} 588,172'
	Produits éventuels ordinaires..	48,588 84		
Exercice 1853.	Produit des centimes additionnels ordinaires et du fonds commun.....	268,790 52	} 306,922 41	
	Produits éventuels ordinaires..	38,131 89		

RECETTES DE L'EXERCICE 1854.

Produit des 10 centimes 4/10 ^e additionnels ordinaires imposés par la loi....	20,494,444' 08"	} 35,241,567' 85"	} 37,042,732'
Produit des 7 centimes additionnels imposés par la loi pour fonds commun à répartir entre les départements.....	14,747,123 77		
Produits éventuels ordinaires.....	1,801,164 41		

37,631,007 4

*image
not
available*

Résultat général du règlement des recettes et des dépenses.....	Ministère d'État.....
	—— de la justice.....
	—— des finances.....
	—— de la marine.....

TABLEAU G.

SERVICE SPÉCIAL DES CHANCELLERIES

RÈGLEMENT

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES PRODUITS.	SITUATION DES	
		Évaluations des produits.	Produits résultant des droits constatés.
1	Produits d'actes de chancellerie et bénéfice sur le change.....	fr. c. 400,000 00	fr. c. 1,036,509 67
2	Prélèvement effectué sur le fonds commun des chancelleries, au profit de celles dont les dé- penses ont excédé les recettes. (Article 5 de l'ordonnance royale du 23 août 1833.).....	100,000 00	221,069 90
	TOTAUX.....	500,000 00	1,258,579 57

*image
not
available*

CAPITRES spéciaux.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES D		
		Crédits accordés par le budget.	Crédits d'ordre en somme égale à l'exécédant des produits recouvrés.	TOTAL.
1	Frais de chancellerie, honoraires des chanceliers et pertes sur le change.	fr. c. 350,000 00	fr. c. 545,630 04	fr. c. 895,630 04
2	Versements effectués au Trésor à titre de fonds commun des chancelleries consulaires (ordonnance royale du 23 août 1833), savoir:			
	Portion employée pour les chancelleries dont les recettes ont été inférieures aux dépenses..	100,000 00	122,069 90	222,069 90
	Excédant disponible porté en recette aux produits divers du budget de l'Etat.....	50,000 00	90,879 63	140,879 63
	TOTAUX.....	500,000 00	758,579 57	1,258,579 57

RÉSULTAT

RECETTES.....

DÉPENSES.....

*image
not
available*

MINISTÈRES ET SERVICES.

Ministère des finances. — Cadastre.....

Ministère de l'intérieur.	{	1 ^{re} Section. — Dépenses ordinaires
		2 ^e Section. — Dépenses facultatives.....
		3 ^e Section. — Dépenses extraordinaires.....
		4 ^e Section. — Dépenses spéciales.....

TOTAL du service départemental du ministère de l'intérieur....

Ministère de l'instruction publique et des cultes. — Instruction primaire.....

TOTAL GÉNÉRAL du service départemental.....

*image
not
available*

MINISTÈRES ET SERVICES.		Fonds reportés	
		de l'exercice 1852.	de l'exercice
		fr. c.	
Ministère des finances. — Cadastre...		198,669 19	
Ministère de l'intérieur.	1 ^{re} Section. — Dépenses ordinaires	281,352 80	306,5
	2 ^e Section. — Dépenses facultatives	738,197 65	1,473,6
	3 ^e Section. — Dépenses extraordinaires	812,549 66	3,689,7
	4 ^e Section. — Dépenses spéciales	187,840 71	1,033,1
TOTAL du service départemental du ministère de l'intérieur...		2,019,940 82	6,503,7
		8,523,660 ^f 30 ^e	
Ministère de l'instruction publique et des cultes. — Instruction primaire..		566,215 73	63,1
TOTAL GÉNÉRAL du service départemental		629,509 ^f 73 ^e	
		2,784,825 71	6,567,6
		9,351,839 ^f 22 ^e	

RECETTE.

FONDS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1852.	
Portion des ressources générales du budget applicable au fonds cadastre	107
Produit des centimes additionnels facultatifs pour dépenses du cadastre	91
RECETTES DE L'EXERCICE 1854.	
Portion des ressources générales du budget applicable au fonds du cadastre	50
Produit des centimes additionnels facultatifs votés par les conseils généraux pour dépenses du cadastre	158

*image
not
available*

RECETTE.

MINISTÈRE

1^{re} SECTION. — Dépenses ordinaires

FONDS REPORTÉS DES EXERCICES 1852 ET 1853.

Exercice 1852.	Produit des centimes additionnels ordinaires et du fonds commun.....	232,763' 96 ^c	} 281,352' 80 ^c	} 588,172' 80 ^c	
	Produits éventuels ordinaires..	48,588 84			
Exercice 1853.	Produit des centimes additionnels ordinaires et du fonds commun.....	268,790 52	} 306,922 41		
	Produits éventuels ordinaires..	38,131 89			

RECETTES DE L'EXERCICE 1854.

Produit des 10 centimes 4/10 ^{es} additionnels ordinaires imposés par la loi.....	20,494,444' 08 ^c	} 35,241,567' 85 ^c	} 37,042,722' 80 ^c
Produit des 7 centimes additionnels imposés par la loi pour fonds commun à répartir entre les départements.....	14,747,123 77		
Produits éventuels ordinaires.....	1,801,164 41		

37,631,000

*image
not
available*

CHAPITRES	NATURE DES DÉPENSES.	Dépenses portées au tableau annexé à la loi des comptes de 1853.
		fr. c.
1	Dépenses des services militaires.....	5,637,900
2	Personnel.....	1,211,300
	Matériel.....	1,787,200
	Martinique.....	1,836,100
3	Dépenses du service général des colonies soumises au régime de la loi du 25 juin 1841.....	1,427,000
	Guadeloupe.....	647,100
	Ile de la Réunion.....	80,000
	Guyane française.....	80,000
	Services communs aux quatre colonies.....	1,477,100
4	Dépenses du service local des colonies soumises au régime de la loi du 25 juin 1841.....	1,477,300
	Guadeloupe.....	1,289,300
	Ile de la Réunion.....	608,600
	Guyane française.....	7,118,000
5	Établissement pénitentiaire à la Guyane française.....	730,000
	Sénégal et dépendances.....	351,000
6	Subvention à divers établissements coloniaux.....	213,300
	Comptoirs fortifiés sur la côte occidentale d'Afrique.....	98,000
	Saint-Pierre et Miquelon.....	260,000
	Sainte-Marie de Madagascar.....	527,400
	Mayotte et dépendances.....	153
7	Dépenses générales des établissements français de l'Océanie.....	
9	Dépenses des exercices périmés.....	
		21,922,325
8	Dépenses des exercices clos.....	21,944
10	Rappel de dépenses payables sur revus antérieures à 1853.....	
		21,937,269

Dépenses.

SITUATION DES DÉPENSES.

Dépenses qui étaient à régler.

Modifications apportées législativement aux crédits ci-contre (a).		Modifications résultant de la réalisation des ressources affectées au service local.		Crédits servant de base au règlement définitif des dépenses de l'exercice 1853.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers.
Ajouter.	A déduire.	A ajouter.	A déduire.	fr. c.	fr. c.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
"	63,239 47	"	"	5,574,660 53	5,480,986 66
"	"	"	"	1,211,300 00	1,203,447 39
"	614 67	"	"	1,786,585 33	1,540,911 82
"	529 16	"	"	1,835,570 84	1,765,823 69
"	454 64	"	"	1,421,545 36	1,357,061 46
"	766 75	"	"	645,433 25	618,688 90
"	"	"	"	80,000 00	84,206 03
"	"	473,041 26	"	1,945,141 26	2,021,554 19
"	"	"	35,431 33	1,442,068 67	1,498,109 07
"	"	509,154 36	"	1,798,651 36	1,798,654 36
"	"	106,536 21	"	716,136 21	580,382 88
100 00	"	"	"	2,288,000 00	2,284,307 98
"	"	"	"	739,000 00	949,400 00
"	"	"	"	354,900 00	144,500 00
"	"	"	"	245,500 00	245,500 00
"	"	"	"	98,000 00	98,000 00
"	"	"	"	260,000 00	260,000 00
"	"	"	"	527,400 00	527,400 00
"	"	"	"	125 00	125 00
00 00	65,604 69	1,088,731 83	35,431 33	22,970,020 81	22,862,559 43
"	"	"	"	24,944 05	24,944 05
04 69	"	"	"	5,604 69	5,604 69
04 69	65,604 69	1,088,731 83	35,431 33	23,000,569 55	22,893,108 17
		1,053,305 50 ^c			

CHAPITRE	NATURE DES DÉPENSES.	SITUATION DES	
		Paiement	Effectif
spéciaux			
1	Dépenses des services militaires.....	Personnel	5,436.81
2	Matériel.....	Matériel.....	1,188.12
	Dépenses du service général des colonies soumises au régime de la loi du 25 juin 1841.....	Martinique	1,980.12
3		Guadeloupe.....	1,765.72
		Ile de la Réunion.....	1,356.40
		Guyane française.....	613.67
		Services communs aux quatre colonies.....	82.30
	Dépenses du service local des colonies soumises au régime de la loi du 25 juin 1841.....	Martinique	2,021.55
4		Guadeloupe.....	1,198.69
		Ile de la Réunion	1,798.65
		Guyane française.....	580.30
5	Établissement pénitentiaire à la Guyane française.....	Sénégal et dépendances.....	2,172.19
		Comptoirs fortifiés sur la côte occidentale d'Afrique	929.40
6	Subvention à divers établissements coloniaux.....	Saint-Pierre et Miquelon	144,500
		Sainte-Marie de Madagascar.....	215,500
		Mayotte et dépendances.....	95,000
7	Dépenses générales des établissements français de l'Océanie.....		260,000
9	Dépenses des exercices périmés.....		527,400
			122
8	Dépenses des exercices clos.....		21,780,105
10	Rappel de dépenses payables sur revues antérieures à 1853.....		24,911
			5,604
			22,810,651
		RÉSULTAT	
RECETTES.....			
DÉPENSES.....			

Suite.)		RÈGLEMENT DES DÉPENSES.			
Reste à payer la clôture de l'exercice.	Crédits annulés.		Crédits définitifs, égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1853.	OBSERVATIONS.	
	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les paiements, représentant les dépenses restant à payer.			
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
1,755 07	93,673 87	54,755 07	5,426,231 59	(A) Ces modifications sont les suivantes :	
5,300 60	7,652 61	15,300 60	1,188,346 79	1° Dépenses payables sur revues antérieures à l'année 1853, retirées des chapitres qui en avaient reçu primitivement l'imputation, et transportées à un chapitre spécial (5,604 fr. 69 cent.).	
682 88		682 88	1,940,228 91	Mémoire.	
30 00		30 00	1,765,793 69	2° Transport au chapitre 5,	
569 71	(B) 2,442 88	569 71	1,356,491 75	Établissement pénitentiaire à la Guyane française, d'un crédit de 60,000 francs retiré du chapitre 1er, Services militaires (Personnel), en vertu du décret impérial du 30 janvier 1856.....	
"		"	618,688 90	Mémoire.	
"		"	81,206 03		
"		"	2,024,554 19	(a) Excédants de crédits :	
"	(C) "	"	1,498,409 07	Guadeloupe.....	
"		"	1,798,654 36	Réunion.....	
"		"	580,382 88	Guyane française.....	
1,115 56	3,692 02	11,115 56	2,273,192 42		
"		"	949,400 00	Insuffisance de crédits :	
"		"	144,500 00	Martinique.. 154,326 49°	
"	(D) "	"	245,500 00	Services communs aux quatre colonies... 4,206 03	
"		"	98,000 00	158,532 52	
"		"	260,000 00	SOMME TOTALE....	
"		"	527,400 00		
"		"	125 00		
2,453 82	107,461 38	82,453 82	22,780,105 61	(c) Excédants de crédits :	
"		"	24,944 05	Guyane française,....	
"		"	5,604 69	Insuffisance de crédits :	
2,453 82	107,461 38	82,453 82	22,810,654 35	Martinique.. 79,412 93°	
				Guadeloupe. 56,340 40	
				210,400 00	
				Insuffisance de crédits :	
				Sénégal et dépendances.	
				210,400 00	
				189,915 20°	

ÉNÉRAL.

..... 22,810,654 35°
 22,810,654 35

TABLEAU J.

TABLEAU des Crédits d'inscription de pensions militaires, pour l'exercice 1854.

(Exécution de l'article 1 de la loi du 17 avril 1833.)

CRÉDITS OUVERTS.	
Loi du 10 juin 1853.....	1,500,000 ^f 00 ^c
Crédit ouvert par le décret du 24 août 1854.....	400,000 00
PENSIONS INSCRITES.	
Pendant l'année 1854.....	1,900,000 00
	1,900,000 00

TABLEAU K.

SITUATION, par service, des approvisionnements existants, à l'époque du 31 décembre 1854, dans les ports et établissements de la marine.

DÉSIGNATION DES SERVICES.	VALEUR des approvisionnements existants au 31 décembre 1854.
Habillement des équipages de ligne.....	1,484,255 ^f 24 ^c
Habillement des corps de troupes.....	399,384 57
Casernement.....	623,012 60
Hôpitaux.....	832,166 08
Vivres.....	7,312,717 45
Justice maritime.....	22,068 79
Approvisionnements généraux de la flotte.....	172,893,300 01
Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	1,592,314 36
Chauffage et éclairage.....	52,624 40
Poudres.....	461,823 91
Chiquettes.....	44,540 35
TOTAL.....	185,718,207 69

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le corps législatif dans sa séance du 18 avril 1857.

Le Président du Corps législatif,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAMONT-QUITRY, ED. DALLOZ.

Vu pour être annexé à la loi sur le règlement définitif du budget pour l'exercice 1854.

Le Sénateur secrétaire du Sénat,
Signé Baron T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 3 juin 1857.

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4663. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Convention passée, le 29 mai 1857, entre le Ministre des finances et la Compagnie des services maritimes des Messageries impériales.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 2 de la convention annexée à la loi du 8 juillet 1851, relative à l'exploitation du service postal de la Méditerranée;

Vu les conventions passées les 16 février (1), 3 et 9 août (2) et 28 novembre 1854 (3), entre les ministres de la guerre et des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les clauses et conditions de la convention ci-annexée, passée, le 29 mai 1857, entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales représentée par MM. *Simons, Behic, Revenaz et West*, administrateurs de ladite compagnie, pour la modification du nombre des voyages sur les lignes desservies par elle dans la Méditerranée, et l'établissement de services nouveaux dans la mer Noire, sont et demeurent approuvées.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
des finances,*

Signé P. MAGNE.

(1) Bull. 149, n° 1237.

(2) Bull. 213, n° 1918.

(3) Bull. 237, n° 2161.

CONVENTION

Entre Son Excellence le ministre des finances, d'une part,

Et MM. Ernest Simons,

Armand Behic,

Amédée Revenaz,

et Jean Gérard West,

administrateurs de la compagnie des services maritimes des messageries impériales, agissant au nom de ladite compagnie, en vertu de l'article 14 des statuts de ladite société, d'autre part;

A été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le nombre des voyages à accomplir par la compagnie des services maritimes des messageries impériales, d'après l'article 1^{er} de la convention du 28 novembre 1854, est modifié ainsi qu'il suit :

Mer Méditerranée.

1^{re} Ligne de Marseille à Malte par les côtes d'Italie, dont l'itinéraire est fixé comme suit :

De Marseille à Gênes.....	68 l. m.
De Gênes à Livourne.....	27
De Livourne à Civita-Vecchia.....	40
De Civita-Vecchia à Naples.....	45
De Naples à Messine.....	60
De Messine à Malte.....	50
TOTAL.....	290

Le nombre des voyages étant de cinquante-deux par an, retour compris, la distance à parcourir est de..... 30,160 l. m.

2^e Ligne d'Égypte (Marseille à Alexandrie), dont l'itinéraire est fixé ainsi qu'il suit :

De Marseille à Malte.....	220 l. m.
De Malte à Alexandrie.....	280
TOTAL.....	500

Le nombre des voyages étant de vingt-six par an, retour compris, la distance à parcourir est de..... 26,000

3^e Ligne de Syrie (d'Alexandrie à Smyrne), dont l'itinéraire est fixé ainsi qu'il suit :

D'Alexandrie à Jaffa.....	90 l. m.
De Jaffa à Beyrouth.....	40
De Beyrouth à Tripoli.....	16
De Tripoli à Lattaquié.....	21
De Lattaquié à Alexandrette.....	25
D'Alexandrette à Mersina.....	21
De Mersina à Rhodes.....	115
De Rhodes à Smyrne.....	82
TOTAL.....	410

A REPORTER..... 56,160

Report.....	56,160 l. m.
Le nombre des voyages étant de vingt-six par an, retour compris, la distance à parcourir est de.....	21,320
4° Ligne de Marseille à Smyrne, dont l'itinéraire est fixé ainsi qu'il suit :	

De Marseille à Malte.....	220 l. m.
De Malte à Syra.....	181
De Syra à Smyrne.....	52

TOTAL..... 453

Le nombre des voyages étant de vingt-six par an, retour compris, la distance à parcourir est de.....	23,556
5° Ligne du Pirée à Smyrne, par Syra :	

Du Pirée à Syra.....	30 l. m.
De Syra à Smyrne.....	52

TOTAL..... 82

Le nombre des voyages étant de vingt-six par an, retour compris, la distance à parcourir est de.....	4,264
6° Ligne de Smyrne à Constantinople, dont l'itinéraire est fixé comme suit :	

De Smyrne à Mételin.....	} 50 l. m.
De Mételin aux Dardanelles.....	
Des Dardanelles à Gallipoli.....	} 50
De Gallipoli à Constantinople.....	

TOTAL..... 100

Le nombre des voyages étant de cinquante-deux par an, retour compris, la distance à parcourir est de.....	10,400
7° Ligne du Levant par Messine et le Pirée :	

De Marseille à Messine.....	190 2/3 l. m.
De Messine au Pirée.....	170 1/3
Du Pirée à Constantinople.....	119

TOTAL..... 480

Le nombre des voyages étant de cinquante-deux par an, retour compris, la distance à parcourir est de.....	49,920
---	--------

TOTAL GÉNÉRAL des parcours réglementaires à accomplir sur la Méditerranée..... 165,620

Les voyages sur ces diverses lignes devront être effectués dans les délais fixés par l'administration, ainsi qu'il est dit dans l'article 2 du cahier des charges annexé à la loi du 8 juillet 1851, et dans l'article 2 de la convention du 28 novembre 1854, en raison de la vitesse des navires employés, en tenant compte des besoins du service, tant pour les dépêches que pour les marchandises.

Mer Noire.

8° Ligne du Danube, de Constantinople à Ibraila :

Trente-six voyages par an, soit un parcours annuel de 9,720 l. m.

9° Ligne de Trébizonde, de Constantinople à Trébizonde :

Trente-six voyages par an, soit un parcours annuel de 12,960

TOTAL GÉNÉRAL des parcours réglementaires à effectuer sur la mer Noire.....

22,680

Les voyages sur ces deux lignes, soit à l'aller, soit au retour, seront effectués dans un délai de cent vingt heures pour la première et de quatre-vingt-dix heures pour la seconde.

Récapitulation du nombre de lignes à parcourir.

Ligne d'Italie.....	30,160 l. m.
— d'Égypte.....	26,000
— de Syrie.....	21,320
— de Marseille à Smyrne.....	23,556
— du Pirée à Smyrne.....	4,264
— de Smyrne à Constantinople.....	10,400
— du Levant.....	49,920
— du Danube.....	9,720
— de Trébizonde.....	12,960

TOTAL 188,300

2. La compagnie pourra exécuter, par le même paquebot partant de Constantinople et arrivant à Constantinople, en passant par Smyrne, Syra, le Pirée, les ports de la Grèce et ceux de la Roumélie, et *vice versa*, les voyages réglementaires à accomplir de Constantinople à Smyrne, et de Smyrne au Pirée par Syra.

La compagnie pourra également exécuter, par le même paquebot partant de Marseille et arrivant à Marseille, en passant par Malte, Smyrne, les ports de Syrie, Alexandrie et Malte, et *vice versa*, les voyages réglementaires entre Marseille et Smyrne, Smyrne et Alexandrie, Alexandrie et Marseille.

3. Les services réglementaires dans la Méditerranée seront exécutés conformément aux itinéraires approuvés, sauf les modifications qu'il y aurait lieu de leur faire subir ultérieurement, d'accord entre Son Excellence le ministre des finances et les concessionnaires. Toutes les dispositions tant anciennes que nouvelles, celles du cahier des charges annexé à la loi du 8 juillet 1851.

comme celles des articles 2, 4 et 14 de la convention du 28 novembre 1854, restent applicables aux lignes dont il s'agit.

Les services dans la mer Noire ne seront obligatoires que pour le nombre des voyages à exécuter. La compagnie déterminera librement les jours et heures de départ, ainsi que les escales à desservir.

Toutefois, il y aura correspondance, au départ de Constantinople, entre les lignes du Levant et les deux lignes de la mer Noire, pour le nombre de voyages stipulés par l'article 1^{er} de la présente convention.

4. La subvention totale allouée à la compagnie pour l'exécution des services énumérés à l'article 1^{er} se composera,

1° De la subvention de trois millions qui devra être réduite, à partir de la onzième année de l'exploitation inclusivement, d'une somme de cent mille francs par an, conformément aux dispositions de l'article 3 de la convention annexée à la loi du 8 juillet 1851, ci..... 3,000,000' 00"

(Au moyen de la décroissance ci-dessus rappelée, cette somme de trois millions de francs ramenée pour la durée de la concession à une moyenne annuelle de deux millions sept cent vingt-cinq mille francs, représente sur un parcours de cent cinq mille deux cent seize lieues, vingt-cinq francs quatre-vingt-dix centimes par lieue marine.)

2° De la subvention stipulée dans l'article 5 de la convention du 28 novembre 1854..... 483,190 40

Art. 5. (Laquelle somme s'applique, sur le même pied de vingt-cinq francs quatre-vingt-dix centimes par lieue, à un parcours de dix-huit mille six cent cinquante-six lieues, indépendamment d'un autre parcours de dix-neuf mille quatre cent quarante lieues que la compagnie s'est engagée à exécuter sans rémunération ni indemnité quelconque pendant toute la durée de la concession.)

3° De la subvention stipulée à l'article 6 de la même convention..... 1,292,928 00

Art. 6. (Somme applicable à un parcours de vingt-deux mille trois cent huit lieues dans la Méditerranée, sur le pied de vingt-cinq francs quatre-vingt-dix centimes par lieue, et à un parcours de vingt-deux mille six cent quatre-vingts lieues dans la mer Noire, sur le pied de trente et un francs cinquante-trois centimes par lieue.)

TOTAL, ci..... 4,776,118 40

Le paiement de cette subvention de quatre millions sept cent soixante et seize mille cent dix-huit francs quarante centimes aura lieu de la manière et aux époques indiquées dans le cahier des charges annexé à la loi du 8 juillet 1851.

5. A l'expiration de la première année, la compagnie pourra réduire à vingt-six par an le nombre des voyages à accomplir, sur l'une ou l'autre ou sur chacune des deux lignes de la mer Noire.

Dans ce cas, la subvention qui lui est allouée en exécution de l'article ci-dessus sera réduite à raison de 31 francs cinquante-trois centimes par lieue marine non parcourue.

6. La compagnie pourra desservir ses différentes lignes de navigation dans la Méditerranée par ceux de ses navires qui lui paraîtront le mieux appropriés au service à exécuter, étant entendu qu'elle ne pourra s'affranchir, comme il a été dit à l'article 1^{er}, sauf les cas prévus au cahier des charges, d'accomplir les trajets dans les délais fixés par l'administration, ainsi qu'il est dit dans l'article 2 du cahier des charges annexé à la loi du 8 juillet 1851, et dans l'article 2 de la convention du 28 novembre 1854, en raison de la vitesse des navires employés, en tenant compte des besoins du service, tant pour les pêches que pour les marchandises.

Les navires affectés à la navigation dans la mer Noire ne seront soumis, en ce qui concerne les conditions de construction et d'aménagement des paquebots, qu'aux dispositions prescrites par les premier et second paragraphes de l'article 13 du cahier des charges annexé à la loi du 8 juillet 1851.

Toutes les dispositions du cahier des charges annexé à la loi du 8 juillet 1851 auxquelles il n'est pas dérogé par la présente convention sont applicables aux services de la mer Noire.

7. La présente convention ne sera mise en vigueur qu'à partir du 1^{er} juillet 1857; jusqu'à cette époque la convention du 28 novembre 1854 continuera à recevoir son exécution.

Toutefois, la compagnie pourra devancer l'époque fixée ci-dessus, en présentant Son Excellence le ministre des finances un mois à l'avance.

8. La convention du 28 novembre 1854 est et demeure annulée, à l'exception des articles 2, 4 et 14;

Le premier, fixant la durée du trajet direct entre Marseille et Constantinople à sept jours et demi, et ne subordonnant le stationnement dans les relâches intermédiaires à aucune condition réglementaire;

Le second, obligeant la compagnie à exécuter sans rémunération, ni indemnité quelconque, pendant toute la durée de la concession, un supplément de parcours de dix-neuf mille quatre cent quarante lieues, nécessaire pour substituer les services hebdomadaires aux services décadaires sur les lignes d'Italie, d'Égypte et de Syrie;

Le troisième, relatif à la durée des contrats intervenus entre le Gouvernement et la compagnie.

Les stipulations contenues dans la présente convention produiront ainsi leur effet jusqu'au 1^{er} octobre 1871.

Fait double à Paris, le 29 Mai 1857.

Approuvé,
Signé *E. Simons*,

Approuvé,
Signé *West*.

Approuvé,
Signé *Amédée Roumaz*.

Approuvé,
Signé *Armand Behic*.

Approuvé,

Le Ministre des finances,

Signé *P. MAGNE*.



Certifié conforme :

Paris, le 16^e Juin 1857.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 509.

N° 4664. — *Loi qui autorise le Ministre des Finances à s'engager, au nom de l'État, au paiement d'une Subvention pour l'exploitation de trois lignes de correspondances, au moyen de Paquebots à vapeur, entre la France et l'Amérique.*

Du 17 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur
suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à s'engager,
au nom de l'État, au paiement d'une subvention annuelle qui
ne pourra, dans aucun cas, excéder la somme de quatorze mil-
lions (14,000,000^f), pour l'exploitation de trois lignes de cor-
respondance, au moyen de paquebots à vapeur, entre la
France et

1° New-York;

2° Les Antilles, le Mexique, Aspinwal et Cayenne;

3° Le Brésil et Buenos-Ayres.

2. Cette subvention ne pourra être accordée pour plus de
vingt années consécutives; elle courra à partir de l'époque qui
sera déterminée par le cahier des charges.

3. Des décrets insérés au Bulletin des lois détermineront le
prix du port des lettres, journaux, gazettes et imprimés de

N° 4666. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La section d'Arcachon est distraite de la commune de la Teste, canton de la Teste, arrondissement de Bordeaux, département de la Gironde, et érigée en commune distincte dont le chef-lieu est fixé à Arcachon.

2. La limite entre la commune d'Arcachon et la commune de la Teste est, en conséquence, établie conformément au tracé de la ligne rouge du plan ci-annexé.

3. Est approuvé l'acte public passé, le 11 mars 1857, entre le maire de la Teste, d'une part, et le président de la commission syndicale instituée pour représenter la section d'Arcachon, d'autre part, à l'effet de régler les conditions auxquelles doit avoir lieu la distraction de cette section et son érection en commune distincte.

4. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis. (Paris, 2 Mai 1857.)

N° 4667. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre), qui affecte, au service du département de la guerre, une parcelle de terrain provenant de l'ancienne route départementale n° 2, aux abords du faubourg Saint-Mansuy, à Toul (Meurthe), et cotée a a' (lettres noires), a" a" (lettres rouges), sur un plan annexé à l'avis de la commission mixte des travaux publics, en date du 9 juillet 1855. (Fontainebleau, 15 Mai 1857.)



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Juin 1857.

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 510.

N° 4668. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation du Traité conclu, le 26 mai 1857, pour régler la situation politique de l'État de Neuchâtel.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Traité ayant été conclu à Paris, le 26 mai 1857, entre la France, l'Autriche, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, la Prusse, la Russie et la Confédération Suisse, pour régler la situation politique de l'État de Neuchâtel, et les ratifications de cet acte ayant été échangées, le 16 du présent mois de juin, ledit Traité, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

TRAITÉ.

Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, désirant préserver la paix générale de toute cause de perturbation, et concilier, à cet effet, avec les exigences du repos de l'Europe, la situation internationale de la Principauté de Neuchâtel et du comté de Valengin;

Et Sa Majesté le Roi de Prusse, Prince de Neuchâtel et Comte de Valengin, ayant témoigné de son intention de désérer, dans

le but précité, aux vœux de ses alliés, la Confédération Suisse a été invitée à s'entendre avec leursdites Majestés, sur les dispositions les plus propres à obtenir ce résultat.

En conséquence, leursdites Majestés et la Confédération Suisse ont résolu de conclure un Traité, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté l'Empereur des Français, *M. Alexandre Comte Colonna Walewski*, Sénateur de l'Empire, Grand-Croix de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., Son Ministre et Secrétaire d'état au département des Affaires étrangères ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, *M. Joseph-Alexandre Baron de Hübner*, Grand-Croix de ses Ordres de Léopold et de la Couronne de fer, etc., etc., etc., son Conseiller intime actuel et son Ambassadeur près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *Henry-Richard-Charles Comte Cowley*, Vicomte *Dangun*, Baron *Cowley*, Pair du Royaume-Uni, membre du Conseil privé de Sa Majesté Britannique, Chevalier Grand-Croix du très-honorable Ordre du Bain, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Sa Majesté le Roi de Prusse, *M. Maximilien-Frédéric-Charles-François Comte de Hatzfeldt-Wildenburg-Schænstein*, chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de première classe avec feuilles de chêne, chevalier de la Croix d'honneur de Hohenzollern, première classe, etc., etc., etc., son Conseiller privé actuel et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, *M. le Comte Paul Kisseleff*, chevalier des ordres de Russie, décoré du double portrait des Empereurs *Nicolas* et *Alexandre II*, etc., etc., etc., son aide de camp général, général d'infanterie, Membre du conseil de l'Empire, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, *M. le Docteur Jean-Conrad Kern*, Membre du Conseil des États Suisses, Ministre plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire, chargé d'une mission spéciale ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Sa Majesté le Roi de Prusse consent à renoncer à perpétuité pour lui, ses héritiers et successeurs, aux droits souverains que l'article 23 du Traité conclu à Vienne, le 9 juin 1815, lui attribue sur les Principautés de Neuchâtel et le comté de Valengin.

2. L'État de Neuchâtel, relevant désormais de lui-même, continuera à faire partie de la Confédération Suisse aux mêmes titres que les autres cantons, et conformément à l'article 75 du Traité précité.

3. La Confédération Suisse garde à sa charge tous les frais résultant des événements de septembre 1856. Le canton de Neuchâtel ne pourra être appelé à contribuer à ces charges que comme tout autre canton, et au prorata de son contingent d'argent.

4. Les dépenses qui demeurent à la charge du canton de Neuchâtel seront réparties entre tous les habitants, d'après le principe d'une exacte proportionnalité, sans que, par la voie d'un impôt exceptionnel, ou de toute autre manière, elles puissent être mises exclusivement ou principalement à la charge d'une classe ou catégorie de familles ou d'individus.

5. Une amnistie pleine et entière sera prononcée pour tous les délits ou contraventions politiques ou militaires en rapport avec les derniers événements et en faveur de tous les Neuchâtelois, Suisses ou étrangers, et, notamment, en faveur des hommes de la milice qui se sont soustraits, en passant à l'étranger, à l'obligation de prendre les armes.

Aucune action, soit criminelle, soit correctionnelle, en dommages et intérêts, ne pourra être dirigée, ni par le canton de Neuchâtel ni par aucune autre corporation ou personne quelconque, contre ceux qui ont pris part directement ou indirectement aux événements de septembre.

L'amnistie devra s'étendre également à tous les délits politiques ou de presse antérieurs aux événements de septembre.

6. Les revenus des biens de l'Église qui ont été réunis, en 1848, au domaine de l'État, ne pourront pas être détournés de leur destination primitive.

7. Les capitaux et les revenus des fondations pieuses, des

institutions privées d'utilité publique, ainsi que la fortune léguée par le baron *de Pury* à la bourgeoisie de Neuchâtel, seront religieusement respectés : ils seront maintenus, conformément aux intentions des fondateurs et aux actes qui ont institué ces fondations, et ne pourront jamais être détournés de leur but.

8. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le délai de vingt et un jours, ou plus tôt, si faire se peut. L'échange aura lieu à Paris.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 26 Mai 1857.

(L. S.) Signé A. WALEWSKI.

(L. S.) Signé HÜBNER.

(L. S.) Signé COWLEY.

(L. S.) Signé HATZFELDT.

(L. S.) Signé KISSELEFF.

(L. S.) Signé KERN.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la
justice,

Signé ABBATUCCI.

Par l'Empereur :
Le Ministre des affaires étrangères,
Signé A. WALEWSKI.

N° 4669. — DÉCRET IMPÉRIAL portant nomination de Sénateurs.

Du 9 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale.
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont élevés à la dignité de sénateurs :

M. Boulay (de la Meurthe), président de section au Conseil d'état;

M. *Favre (Ferdinand)*, maire de Nantes, député au Corps législatif;

M. *Haussmann*, préfet de la Seine;

M. le marquis de *Laroche-Lambert*;

M. *Leroy (Ernest)*, préfet de la Seine-Inférieure;

M. *Mallet*, vice-président du conseil général des ponts et chaussées;

M. *De Mésonan*, député au Corps législatif;

M. *De Montréal*, général de division;

M. *Niel*, général de division;

M. *Piéttri*, préfet de police.

2. Notre ministre d'état est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 9 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 4670. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice), portant,

1° Que M. *Rock (Denys)*, rentier, né le 9 octobre 1813, à Fréjus, arrondissement de Draguignan (Var), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom celui de *Brault*, et à s'appeler à l'avenir *Rock-Brault*;

2° Que ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Paris, 27 Mai 1857.*)

N° 4671. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé de l'intérim du ministère des finances) portant :

ART. 1°. Est approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage au passage du bac établi sur l'Aude, à Couffoulens, commune de ce nom, département de l'Aude.

2. Sont exempts des droits de péage : les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents, tels qu'ils sont énumérés au tarif relaté dans l'article précédent, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Saint-Cloud, 13 Juin 1857.*)

Tarif des droits à percevoir au passage d'eau établi sur l'Arde, à Conffoulen,
commune de ce nom.

ART. 1^{er}. Pour le passage d'une personne non chargée, ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci. 05

Le batelier ne pourra être contraint à passer que lorsque les passagers lui assureront une recette au moins égale à ce qui est dû, d'après le tarif, pour six personnes à pied, et, dans ce cas, il emploiera le bac ou un batelet, à sa volonté.

Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'homme, et d'un poids de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci. 05

Pour chaque myriagramme excédant, deux centimes, ci. 02

Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Pour le passage

D'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, quinze centimes, ci. 15

D'un cheval ou mulet chargé, dix centimes, ci. 10

D'un cheval ou mulet non chargé, huit centimes, ci. 08

D'un âne ou ânesse chargé, huit centimes, ci. 08

D'un âne ou ânesse non chargé, cinq centimes, ci. 05

Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, cinq centimes, ci. 05

Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente, dix centimes, ci. 10

Pour un veau ou porc, quatre centimes, ci. 04

Pour un mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies, de dindons ou canards, deux centimes, ci. 02

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies, de dindons ou de canards, seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres, iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

Les conducteurs de chevaux, mulets, bœufs, etc. payeront quatre centimes, ci. 04

S'il n'existe point de passe-cheval, le batelier ne pourra être contraint à passer isolément dans le bac les chevaux, mulets, bœufs et autres animaux compris dans cette section, que lorsque les conducteurs lui assureront au moins une recette de quarante centimes, ci. 40

Pour le passage d'une voiture suspendue

A deux roues, avec un cheval ou mulet, et le conducteur, ou pour une litière à deux chevaux, et le conducteur, trente-cinq centimes, ci. . . 35

A quatre roues, le cheval ou mulet, et le conducteur, quarante-cinq centimes, ci. 45

A quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, cinquante-cinq centimes, ci. 55

Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit dû pour une personne à pied.

Pour le passage d'une charrette chargée, attelée

D'un cheval, mulet, ou de deux bœufs, y compris le conducteur, quarante centimes, ci. 40

De deux chevaux, mulets, ou quatre bœufs, y compris le conducteur, cinquante centimes, ci.....	50
De trois chevaux ou mulets, et le conducteur, soixante centimes, ci...	60
Pour le passage d'une charrette à vide, le cheval et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	25
Pour le passage d'une charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	45
La même à vide, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur, quinze centimes, ci.....	15
La même chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur, quinze centimes, ci.....	15

Pour le passage d'un chariot de roulage à quatre roues,

Chargé, un cheval et le conducteur, quarante-cinq centimes, ci.....	45
Chargé, deux chevaux, et le conducteur, soixante-cinq centimes, ci....	65
Chargé, trois chevaux, et le conducteur, quatre-vingt-dix centimes, ci..	90
A vide, attelé d'un seul cheval, et le conducteur, trente centimes, ci..	30

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes ou ânesses non chargés.

Le batelier ne pourra être contraint à passer une voiture, charrette ou chariot se présentant isolément, que lorsque le conducteur lui assurera une recette de soixante centimes.

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur qui sera établi sur la rive de contre-bâlage, quand la rivière charriera des glaçons, et dans les temps de débâcle.

Les bacs et bateaux ne pourront être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur leurs flancs.

2. Sont exempts des droits de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne, et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui

les accompagnent; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures, requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

4° Les militaires de tout grade voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Le garde champêtre de la commune, lorsque ses fonctions l'appellent sur l'autre rive.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps, qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour les passe-cheval et pour les batelets.

Il devra passer, sans aucun délai, les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément, et sans attendre ce laps de temps, payera le droit fixé, dans ce cas, par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'État et leurs assistants;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.



Certifié conforme :

Paris, le 21^{er} Juin 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 511*.

N° 4672. — *Loi qui autorise la ville de Fontainebleau à contracter un Emprunt.*

Du 6 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Fontainebleau (Seine-et-Marne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cent trente mille francs (130,000^f), destinée à l'établissement d'un abattoir public.

Le remboursement de cet emprunt sera effectué au moyen des produits de cet établissement, et sur les autres ressources de la ville, dans un délai qui ne pourra pas dépasser trente-huit années.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

(1214)

de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, Ed. DALLON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Fontainebleau (Seine-et-Marne) à emprunter une somme de cent trente mille francs (130,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 Mai 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MAROU,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

*Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOUL.*

Signé ABBATUCCI.

N° 4673. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui applique aux Places de guerre et Postes militaires de l'Algérie les lois et décrets qui régissent, en France, les Servitudes militaires.*

Du 29 Avril 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les lois sur les servitudes imposées en France à la propriété pour la défense du territoire, déjà visées dans les arrêtés pris par le gouverneur général de l'Algérie, ainsi que la loi du 10 juillet 1851, sur le même objet, et le décret du 10 août 1853 (1), portant règlement d'administration publique sur les servitudes dont il s'agit, lesquels seront publiés, l'un et l'autre, en même temps que le présent décret, sont rendus applicables et exécutoires en Algérie, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions suivantes.

2. Les places de guerre et les postes militaires de l'Algérie sont classés, pour l'application des servitudes défensives, conformément au tableau annexé au présent décret.

3. Les maisons de commandement, les bordjs, les caravansérails, les maisons de smalas de spahis, les postes télégraphiques, les enceintes de villages, etc. auxquels le gouverneur général attachera une importance défensive, seront classés dans la deuxième série comme postes militaires.

Le gouverneur général établira, par un arrêté, le tableau de ces postes; il pourra au besoin le modifier et y comprendre, dans la même forme, ceux des mêmes établissements qui viendraient à être créés, comme aussi réduire à leur égard l'étendue des zones; créer des terrains d'exception et homologuer les plans de délimitation ou de circonscription.

4. Toutes les dispositions des lois et des règlements concernant les servitudes défensives seront applicables, en Algérie, aux places et aux postes militaires dont il est question à l'article 2, à partir du jour de la publication du présent décret, et

(1) Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

aux postes militaires mentionnés à l'article 3, à compter de l'arrêté de classement du gouverneur général.

5. Les décrets relatifs soit à des constructions nouvelles de places ou de postes de guerre, soit à la suppression ou à la démolition de places ou postes qui existent actuellement, soit à des changements dans le classement ou dans l'étendue de ces places ou de ces postes, soit enfin à l'établissement de polygones exceptionnels, à l'homologation des plans de délimitation des zones de servitudes ou à celle des plans de circonscription des zones des fortifications, sont insérés tant au Bulletin des lois qu'au Bulletin officiel des actes du gouvernement de l'Algérie.

Les arrêtés du gouverneur général pris en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 3 ci-dessus sont insérés seulement dans ce dernier recueil.

A la réception du Bulletin des actes du gouvernement, les préfets, ou les fonctionnaires qui en tiennent lieu, font publier ces décrets et ces arrêtés dans les communes ou dans les territoires intéressés.

6. Lorsqu'il est possible de réduire l'étendue des zones de servitudes d'une place ou d'un poste, sans compromettre la défense et sans porter atteinte aux intérêts du trésor, cette réduction est prononcée par un décret ou un arrêté dans les mêmes cas et dans la même forme que le classement qui a donné lieu à l'établissement des zones. •

7. Le plan de délimitation, ses annexes et le procès-verbal de bornage sont adressés par le directeur des fortifications, et suivant la voie hiérarchique, au ministre de la guerre.

8. Les expropriations auxquelles peut donner lieu l'application des lois sur les servitudes défensives et le domaine militaire sont prononcées en se conformant aux règlements spéciaux qui concernent l'Algérie, c'est-à-dire à l'ordonnance du 1^{er} octobre 1844, dans le cas où l'immeuble est situé en territoire civil, et à l'arrêté du gouverneur général du 9 décembre 1841, lorsqu'on opère en territoire militaire.

9. En Algérie, l'état de guerre peut être déclaré non-seulement dans les cas prévus à l'article 38 du décret du 10 août 1853, mais aussi d'urgence, par un arrêté du gouverneur général, toutes les fois que les circonstances obligent à donner à la police militaire plus de force et d'action que pendant l'état de paix.

Lorsqu'une place ou un poste de l'Algérie est déclaré en état

de guerre, les inondations et les occupations de terrain nécessaires à la défense peuvent avoir lieu, soit dans l'un des cas prévus par l'article 38 du décret du 10 août 1853, soit en vertu d'un arrêté du gouverneur général.

10. En Algérie, l'état de siège résulte des cas prévus à l'article 39 du décret du 10 août 1853, ou d'un arrêté pris d'urgence par le gouverneur général.

11. Dans les localités non érigées en communes, les attributions conférées aux maires par ce décret sont remplies par les fonctionnaires qui en tiennent lieu.

12. En matière de servitudes défensives, les conseils de préfecture des départements d'Alger, de Constantine et d'Oran, statuent, respectivement, pour toute l'étendue de la province dont le département fait partie.

13. En territoire militaire, l'enregistrement de la commission des gardes du génie et de leur prestation de serment est fait tant au greffe du tribunal civil le plus voisin qu'à la mairie du lieu où ils exercent leurs fonctions.

14. En territoire militaire, les généraux commandant les divisions, les commandants de subdivision, les commandants de place, et les géomètres du service topographique désignés par les commandants de subdivision exercent respectivement les attributions que le décret du 10 août 1853 confère aux préfets, aux sous-préfets, aux maires et aux ingénieurs des ponts et chaussées.

15. Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

16. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Recueil des actes du gouvernement de l'Algérie.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Avril 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
au département de la guerre,*

Signé VAILLANT.

TABEAU de classement des places et des postes militaires auxquels doivent être appliquées les lois sur les servitudes défensives, conformément au décret d'autre part.

SUBDIVISION militaire.	CREPESCHES.	2 ^e SÉRIE.		DÉSIGNATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIF particulier.
		Places.	Postes.		
DIVISION D'ALGER.					
1 ^{re} .	Blidah.....	Blidah.....	Blidah (ouvrage détaché). Coléah (l'encein- te du camp seu- lement.)	Redoute Mimiche.	Les tours et les édifices situés en dehors de la ville ne peuvent pas servir.
		Alger (ville et ci- tadelle et dé- fense du port).		Îlot de la marine. Fort du Musoir Nord. Fort du Musoir Sud. Fort du cône de la jetée. Batterie Algérie. Fort l'Empereur. Fort Matifou. Fort de l'Eau. Maison Carrée. Batterie du cimetière. Batterie Charles-Quint. Fort des Anglais. Batterie des Consuls. Batterie de l'Est.	
2 ^e .	Alger.....		Alger (ouvrages détachés).			Les ouvrages de cam- pagne construits en la gorge de la jetée ne peuvent pas servir.
			Sidi-Ferrach (fort et batteries).		
3 ^e .	Dellys.....		Dra-el-Mizan. Dellys..... Bordj-Tim-Quenou.	Batterie de l'Ouest, Tour de Sidi-Souzan.	
3 ^e .	Aumale.....	Aumale.....	Bordj-Bouira. Maison de com- mandement des Béni-Mansour.		Les forts dans le cœur de Boussou et Morand.
4 ^e .	Médéah.....	Médéah (place et citadelle.)	Boghar.		
4 ^e .	Laghouat.....		Laghouat (place et forts).		
5 ^e .	Miliana.....	Miliana.....	Bordj-Djelfa. Teniet-el-Haad (enceinte du poste et du vil- lage). Cherchell.....		Les ouvrages dé- tachés en avant de l'enceinte ne peu- vent pas servir.
5 ^e .	Cherchell.....		Batterie Zizerin.		

CHIFFRES.	1 ^{re} SÉRIE.		DÉSIGNATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
	Places.	Postes.		
DIVISION D'ALGER (Suite.)				
6 ^e .	Orléansville....	Orléansville....	Tenez (ouvrage détaché, coté 20). Batterie 18 d'El- Mersa.	
DIVISION DE CONSTANTINE.				
1 ^{re} .	Constantine....	Constantine (vil- le, citadelle et ouvrage déta- ché).	Mur d'enceinte du quartier de cavalerie du Bardo. Tebessa (ville et citadelle).	Le classement com- prend l'enceinte de la ville, le réduit et l'annexe.
1 ^{re} .	Philippeville...	Philippeville (en- ceinte et forts détachés).	Maison crénelée de Safsaf et batteries n ^{os} 2 et 3. Fort Galbois.	
1 ^{re} .	Djidjeli.	Djidjeli (ancien- ne et nouvelle ville et forts dé- tachés).	Fort Saint-Engène. Maison crénelée. Fort Valée, Fort Horain. Batterie n ^o 3 du Phare. Réduit de la batterie du Lion.	Le classement com- prend l'enceinte de l'ancienne ville, la batterie n ^o 1 de l'hôpital, l'enceinte de la nouvelle ville, les forts S ^t Ferdin- and et Daquesne.
2 ^e .	Bône.....	Bône (ancienne et nouvelle ville et Casbah).	Batterie de l'anse des Co- raillours. Batterie du mouillage du fort Génois. Fort Génois.	
2 ^e .	Guelma.....	Guelma (ville et citadelle). Bathna (ville et citadelle).	La Calle (nou- velle ville et presqu'île. Guelma (ville et citadelle).	
3 ^e .	Bathna.....	Bathna (ville et citadelle).	Pénitencier de Lambèse. Biskra (ville et fort S ^t Germain formant cita- delle). Maison de com- mandement de Doumen.	

SUBDIVISION militaire.	CHIFFRÉS.	2 ^e SÉRIE.		DÉSIGNATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
		Places.	Postes.		
DIVISION DE CONSTANTINE. (Suite.)					
4 ^e .	Sétif.....	Sétif (ville et citadelle).	Bordj-bou-Arredj. Boussada.	(Redoute extérieure.)	
4 ^e .	Bougie.....	Bougie (ville, et citadelle ou Casbah).	Bougie (ouvrages détachés).	Maison crénelée. Poste de Salem. Poste Rouman. Fort Gouraya. Blockaus Rspatel. Blockaus du fossé. Fort Clausel. Blockaus de Douac. Tour Douac. Blockaus Lemerrier. Batterie de Bouak. Batterie de l'Hôpital.	
DIVISION D'ORAN.					
1 ^{re} .	Oran.....	Oran (ville et citadelle). Château neuf. Fort Lamoune. Fort Sainte-Thérèse. Fort Saint-André Fort Saint-Philippe.	Oran (ouvrages détachés).	Fort Saint-Grégoire..... Fort Sainte-Croix. Lunette Saint-Louis. Lunette Saint-André. Lunette San Carlos ou de la Campana. Batterie d'Ozars. Batterie de la Briqueterie.	La redoute 41, en avant du fort Saint-Philippe, ne portera pas de servitudes.
		Mers-el-Kébir...	Arzew (ville et ouvrages détachés).	Redoute de la Montagne, cotée 13. Blockaus 13. Fortin de la Pointe et batteries de côte, n ^{os} 1, 2, 3.	

NUMÉRO DE
MILITAIRE.

	CHEFFERIES.	2 ^e SÉRIE.		DÉSIGNATION des ouvrages détachés.	DISPOSITIONS particulières.
		Places.	Postes.		

DIVISION D'ORAN (Suite).

2 ^e .	Mostaganem ...	Mostaganem (ville et réduit de Metemore).			La branche descendant à la Marine, le blockhaus n° 1 et les redoutes 2 et 3 ne porteront pas servitudes.
		.....	Mostaganem (ouvrages détachés)	Fortin de la marine.	
		.....	Ammi-Moussa ..	Batterie de côte.	
3 ^e .	Sidi-bel-Abbès ..	Sidi - bel - Abbès (ville et citadelle).			La redoute Pélissier ne portera pas servitudes.
		.....	Sidi - bel - Abbès (ouvrages détachés).	Poste de la Mékerra.	
		.....	Days (enceinte et vigie).	.....	
4 ^e .	Mascara	Mascara (ville).			Redoute Moneffac.
		.....	Mascara (ouvrages détachés).	.....	
		.....	Tiaret.	.....	
5 ^e .	Tlemcen		Saida.		Les deux redoutes 9, 10 et le fort de Tonent.
		Tlemcen (ville et citadelle ou Méchouar).	.....	Géryville.	
		.....	Nemours (ville et ouvrages détachés).	.....	
		.....	Lalla Meghrnia (enceinte et annexe basse).	.....	
		.....	Seldou (enceinte du fort et du camp retranché)	.....	

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire d'état
de la guerre,*

Signé VAILLANT.

Approuvé :

Signé NAPOLEON.

N° 4674. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Convention additionnelle intervenue, le 8 mai 1857, entre le Ministre de l'Intérieur et M. Brett, pour l'exécution de la Ligne télégraphique de France en Algérie.*

Du 15 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la loi du 10 juin 1853, et la convention y annexée ayant pour objet l'exécution d'une ligne de télégraphie électrique entre la France et l'Algérie;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention additionnelle et annexée, intervenue le 8 mai 1857 entre le ministre de l'intérieur, au nom de l'État, et *M. John Watkins Brett*, pour l'exécution de la ligne télégraphique de France en Algérie.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 15 Juin 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé **BILLAULT**.

Convention additionnelle intervenue, le 8 mai 1857, entre le Ministre de l'intérieur et M. John Watkins Brett, pour l'exécution de la ligne télégraphique de France en Algérie.

Entre Son Excellence M. le Ministre de l'intérieur, agissant au nom de l'État, d'une part;

Et *M. John Watkins Brett*, faisant élection de domicile à Paris, rue Richelieu, n° 83, et agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme gérant de la compagnie du télégraphe électrique sous-marin de la Méditerranée pour la correspondance avec l'Algérie et les Indes, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale des actionnaires de cette compagnie, le 16 mars 1857, d'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

Aux termes du premier paragraphe de l'article 1^{er} de la convention annexée

à la loi du 10 juin 1853, *M. Brett*, ès dits noms, s'est engagé à construire, à ses risques et périls, dans le délai de deux années, une ligne télégraphique électrique, tant sous-marine que terrestre, qui, partant de la pointe sud du golfe de la Spezzia, irait toucher au cap Corse, traverserait l'île de Corse, franchirait, au moyen d'un câble sous-marin, le détroit de Bonifacio, passerait à travers la Sardaigne pour atteindre le cap Teulada, d'où elle partirait en ligne sous-marine pour aborder la côte de l'Algérie, entre la frontière de Tunis et Bône, à un point désigné par le Gouvernement français, qui pourrait toujours exiger que la ligne fût prolongée jusqu'à Bône.

Aux termes du deuxième paragraphe du même article, *M. Brett* s'est en outre engagé à construire dans le délai d'une année, à partir du jour de la signification qui lui serait faite par le Gouvernement français, une ligne allant du point d'abordage sur la côte de l'Algérie jusqu'à la frontière de Tunis, cette section devant être mise en rapport avec toute la ligne partant de Tunis pour aller dans l'Égypte et les Indes.

Le Gouvernement français, de son côté, par l'article 6 de la même convention s'est engagé, pour un laps de temps de cinquante années, à n'autoriser l'établissement d'aucune autre ligne que celle de *M. Brett*,

1° Entre l'Algérie et la Sardaigne ou la Corse;

2° Entre l'Algérie et Alexandrie ou les Indes-Orientales sur le territoire de l'Algérie;

Et par l'article 11, a accordé pendant la même durée de cinquante années à *M. Brett*, ès dits noms, pour l'indemniser des travaux et dépenses qu'il s'obligeait à faire, le droit de percevoir les taxes des dépêches privées passant par la ligne concédée.

Enfin, aux termes de l'article 16 de ladite convention, il a été stipulé entre *M. Brett* et le Gouvernement français que si, dans le délai de deux années, à partir de l'homologation de cette convention, la ligne télégraphique promise n'était pas complètement achevée et en exploitation, *M. Brett* serait déchu de plein droit de la concession qui lui était faite.

Par suite des engagements qu'il avait pris, *M. Brett* a fait établir, dans le courant de 1855, les sections de lignes, soit sous-marines, soit terrestres, comprises entre la pointe sud du golfe de la Spezzia et le cap Teulada à la pointe méridionale de la Sardaigne; mais la pose des fils sous-marins qui devaient relier la Sardaigne à l'Algérie n'a pas encore été opérée, malgré les deux tentatives faites par *M. Brett*, en suite de la prolongation de fait qui lui a été accordée jusqu'au 30 août 1856.

En conséquence du non-achèvement de cette dernière partie de la ligne, la déchéance de la concession de 1853 pouvait être considérée comme encourue en vertu de l'article 16 précité.

Cependant *M. Brett* ayant sollicité du Gouvernement français, par ses lettres des 3 octobre 1856 et 18 mars 1857, une prolongation de délai pour compléter la ligne électrique qu'il s'était engagé à établir, c'est-à-dire, pour relier la Sardaigne à l'Algérie, et *M. le ministre de l'intérieur*, en considération des efforts persévérants, bien que malheureux, de *M. Brett*, ayant jugé convenable d'accueillir favorablement cette demande, mais en faisant quelques modifications à la convention de 1853, et, par suite, de ne pas prononcer la déchéance, il a été arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le délai accordé à *M. Brett* et à la compagnie qu'il représente, par la convention annexée à la loi du 10 juin 1853, pour établir une ligne

télégraphique allant de la pointe sud du golfe de la Spezzia à la côte d'Afrique, est prorogé jusqu'au 1^{er} août 1857.

Le point d'atterrissage de la ligne sur la côte d'Afrique sera définitivement la ville de Bône.

2. Si, antérieurement à cette date du 1^{er} août 1857, M. Brett, ès noms, a complété la communication entre la France et l'Algérie, au moyen d'un câble d'un seul fil, allant du point méridional de la Sardaigne à Bône, et construit, d'ailleurs, dans des conditions convenables de solidité et de bon fonctionnement, le délai pour la pose du câble définitif, tel qu'il est décrit dans la convention primitive, sera prorogé au 1^{er} août 1858.

Ce cas échéant, et le câble d'un fil étant posé, les obligations de la compagnie à l'égard de ce câble seront vis-à-vis du Gouvernement français absolument les mêmes que pour le surplus de la ligne.

Quant aux intérêts garantis par le Gouvernement français, ce Gouvernement n'en tiendra compte à la compagnie que du jour où le câble définitif a posé entre la Sardaigne et l'Algérie aura été mis à la disposition du Gouvernement et du public.

Jusque-là, le câble d'un seul fil sera employé à la transmission des dépêches privées et officielles. Les premières seront taxées au profit de la compagnie. Les secondes seront transmises gratuitement et par priorité.

3. M. Brett et sa compagnie seront exonérés de l'obligation contenue dans le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} de la convention précitée si, dans le délai de deux ans, à partir du 1^{er} août 1857, ils établissent une communication électrique partant d'un point quelconque de la ligne franco-sarde pour se diriger sur Alexandrie (Égypte) ou les Indes-Orientales, en passant par Malte et Corfou.

Toutefois, ce nouveau tracé de la ligne de l'Inde ayant pour effet d'enlever à la ligne de la Spezzia à Bône le transit des dépêches de l'Égypte et de l'Inde, et de diminuer éventuellement le revenu de la ligne de l'Algérie, il n'y aura lieu de la part du Gouvernement français, si ce nouveau tracé s'effectue, au paiement de la portion d'intérêts qu'il a garantie à M. Brett et à sa compagnie, qu'après que ces derniers lui auront tenu compte, sur le produit de la ligne, d'une somme équivalente au montant des taxes que les dépêches transmises de l'Égypte et de l'Inde auraient acquittées pour leur parcours de la Spezzia à Bône, et vice versa, si ces dépêches eussent suivi les lignes projetées à l'époque de la convention de 1853.

4. M. Brett, ès dits noms, prend l'engagement de faire passer par les lignes télégraphiques françaises toutes les dépêches qui, transmises par les lignes mentionnées dans l'article précédent, seraient à destination de l'Angleterre, de Malte, de Corfou, de l'Égypte ou des Indes-Orientales, sauf le cas où l'expéditeur lui-même impose une autre voie.

5. M. Brett, ès dits noms, s'engage à appliquer aux dépêches qui passeront par les lignes de la Méditerranée qui lui sont concédées ou par celles dont il deviendrait concessionnaire et qui communiqueraient avec les premières toutes les conditions des traités conclus ou à conclure entre les Gouvernements de France et de Sardaigne, spécialement en ce qui concerne le prix et la longueur de la dépêche simple, la gradation des taxes, la manière de compter les mots, l'ordre de transmission et le règlement des comptes.

Les dépêches du Gouvernement français sur les lignes nouvelles établies par M. Brett ou sa compagnie seront transmises par priorité sur les dépêches privées.

6. Il est entendu que le Gouvernement français, en s'interdisant, par la convention de 1853, pour un laps de temps de cinquante années, le droit d'autoriser l'établissement d'aucune autre ligne télégraphique que celle de M. Brett entre l'Algérie et la Sardaigne ou la Corse, et entre l'Algérie et Alexandrie ou les Indes-Orientales, sur le territoire de l'Algérie, s'est réservé naturellement la faculté de faire lui-même ou d'autoriser l'établissement d'autres lignes entre les points non spécifiés ci-dessus, et notamment entre la France et l'Algérie, entre la France continentale et la Corse et entre la Corse et l'Italie.

7. Sont maintenues les clauses et conditions de la convention annexée à la loi du 10 juin 1853, sous la réserve des diverses modifications qui résultent de la présente convention, et itérativement il est entendu que, si les deux fils du Gouvernement français et un fil au moins pour la télégraphie privée, ne sont pas établis d'ici au 1^{er} août 1857, sauf le cas prévu à l'article 2, et si, ce cas se réalisant, le câble définitif n'est point établi au 1^{er} août 1858, M. Brett et sa compagnie seront déchus de plein droit de leur concession.

8. La présente convention n'est que provisoire, et ne deviendra définitive qu'après avoir été approuvée par un décret de Sa Majesté l'Empereur.

Fait double à Paris, le 8 mai 1857.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé John Brett.

Signé BILLAULT.

Vu pour être annexé au décret du 15 juin 1857, enregistré sous le n° 1344.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

N° 4675. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont fixe en maçonnerie, et de ses abords et dépendances, sur l'Isle, à Fournil (Dordogne), en remplacement du bac actuel, conformément au plan et au cahier des charges ci-annexés.

2. La mise en adjudication des travaux est autorisée conformément aux clauses et conditions énoncées audit cahier des charges.

3. Il sera pourvu aux frais de construction dudit pont et de ses abords, au moyen,

1° D'une subvention de trente mille francs, sur les fonds du trésor ;
2° d'une somme de vingt et un mille six francs provenant de souscriptions particulières et de cessions volontaires faites par le sieur Piston ; 3° de la concession d'un péage, qui sera concédé par adjudication publique au concessionnaire qui offrira le rabais le plus considérable sur la durée de la concession, dont le maximum ne pourra excéder quatre-vingt-dix-neuf ans. Ce maximum sera déterminé à l'avance par le préfet, dans un billet cacheté.

4. Le concessionnaire, substitué aux droits et obligations de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, est autorisé à acquérir, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation sera nécessaire pour l'exécution des travaux.

5. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

6. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public, il y sera perçu un péage conformément au tarif ci-après :

Une personne à pied, cinq centimes, ci.....	0 ^f 05 ^c
Un enfant en âge de marcher seul payera la taxe d'une personne.	
Un cheval ou mulet monté avec le cavalier, quinze centimes, ci..	0 15
Un cheval ou mulet en laisse, chargé ou non, dix centimes, ci....	0 10
Un âne ou une ânesse chargé, cinq centimes, ci.....	0 05
Un bœuf ou une vache, dix centimes, ci.....	0 10
Un veau ou un porc, cinq centimes, ci.....	0 05
Moutons, brebis, boucs, chèvres, chevreaux, cochons de lait, par tête, deux centimes, ci.....	0 02
Une oie ou un dindon, un centime, ci.....	0 01
Une voiture particulière, à deux ou à quatre roues, trainée par un cheval ou par des hommes, conducteur compris, quarante centimes, ci.....	0 40
Une voiture particulière, à deux ou à quatre roues, à deux chevaux, conducteur compris, soixante-cinq centimes, ci.....	0 65
Une voiture particulière, à deux ou à quatre roues, à trois chevaux, conducteur compris, soixante et quinze centimes, ci.....	0 75
Une voiture particulière, à deux ou à quatre roues, à quatre chevaux, conducteur compris, un franc, ci.....	1 00
Une diligence à deux ou quatre roues, à un cheval, conducteur compris, soixante centimes, ci.....	0 60
Une chaise de poste ou diligence, conducteur compris, à deux chevaux, postillon et le retour des chevaux de la chaise, pied levé, un franc, ci.....	1 00
Une chaise de poste ou diligence, conducteur compris, à trois chevaux, postillon et le retour des chevaux de la chaise pied levé, un franc cinquante centimes, ci.....	1 50
Une chaise de poste ou diligence, conducteur compris, à quatre chevaux, postillon et le retour des chevaux de la chaise pied levé, deux francs, ci.....	2 00
Une chaise de poste ou diligence, conducteur compris, à six chevaux, postillon et le retour des chevaux de la chaise pied levé, deux francs cinquante centimes, ci.....	2 50
Les voyageurs ne payeront qu'autant qu'ils passeront à pied, toute personne passant en voiture ne devant d'autre taxe que celle de l'équipage.	
Charrette ordinaire ou de campagne, à deux ou quatre roues, attelée d'un seul cheval ou mulet, ou d'une paire de bœufs, conducteur compris, vingt-cinq centimes, ci.....	0 25

Charrette ordinaire ou de campagne, à deux ou quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris, trente centimes, ci.....	0' 30"
Charrette ordinaire ou de campagne, à deux ou quatre roues, à deux paires de bœufs, conducteur compris, quarante centimes, ci....	0 40
Charrette ordinaire ou de campagne, à deux ou quatre roues, à trois chevaux ou mulets, conducteur compris, quarante-cinq centimes, ci.	0 45
Charrette ordinaire ou de campagne, à deux ou quatre roues, attelée d'un âne ou d'une ânesse, conducteur compris, quinze centimes, ci.....	0 15
Voiture de roulage à deux ou quatre roues, à un cheval, conducteur compris, soixante centimes, ci.....	0 60
Voiture de roulage à deux ou quatre roues, à deux chevaux, conducteur compris, un franc, ci.....	1 00
Voiture de roulage à deux ou quatre roues, à trois chevaux, conducteur compris, un franc vingt-cinq centimes, ci.....	1 25
Voiture de roulage à deux ou quatre roues, à quatre chevaux, conducteur compris, un franc cinquante centimes, ci.....	1 50
Les voitures de roulage, quelle que soit leur espèce, payeront à vide, savoir :	
De un à deux chevaux inclusivement, cinquante centimes, ci.....	0 50
De trois à quatre chevaux inclusivement, quatre-vingts centimes, ci..	0 80
Il sera payé par chaque cheval ou mulet et paire de bœufs, âne ou ânesse attelés excédant le nombre porté dans les articles précédents, savoir :	
Pour chaque cheval ou mulet ou paire de bœufs, dix centimes, ci...	0 10
Pour chaque âne ou ânesse, deux centimes, ci.....	0 02
Traineau attelé d'un cheval ou mulet ou d'une paire de bœufs, et chargé, conducteur compris, vingt centimes, ci.....	0 20
Petite charrette ou brouette à bras, traînée par un homme, dix centimes, ci.....	0 10
Petite charrette ou brouette à bras, traînée par deux hommes, quinze centimes, ci.....	0 15

Il ne sera payé que la moitié du droit pour les bestiaux allant aux pâturages ou employés aux labours, ainsi que pour les voitures servant au transport des récoltes ou engrais qui se rendent de la ferme aux champs, ou des champs à la ferme, ou qui servent au transport des objets récoltés du lieu où ils ont été recueillis, jusqu'à celui où, pour les conserver ou les manipuler, le cultivateur les dépose ou les rassemble.

7. Seront exempts des droits de péage :

Le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, ainsi que leurs gens et leurs voitures; les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les magistrats de l'ordre judiciaire, dans l'exercice de leurs fonctions, et leurs greffiers; les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, les commissaires de police, les gardes champêtres, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps

ou séparément, à la charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État; les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse, ou en revenant; les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique, ainsi que leur escorte. (Paris, 9 Mai 1857.)

N° 4676. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe,

1° A seize, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Digne (Basses-Alpes);

2° A seize, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Charleville (Ardennes);

3° A quinze, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Châteaudun (Eure-et-Loir);

4° A vingt-trois, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Libourne (Gironde);

5° A dix-neuf, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Dole (Jura);

6° A treize, le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Montreuil (Pas-de-Calais). (Fontainebleau, 19 Mai 1857.)

Errata. Bulletin n° 501, tableau indiquant le nombre et la composition des circonscriptions électorales des départements de l'Empire, page 906, circonscriptions du département de la Seine, lisez, pour la 5^e de ces circonscriptions:

5°.....	{	Quartiers.....	Porte Saint-Martin.
			Temple.
			Saint-Martin-des-Champs.
		Commune.....	Deux sections de Belleville (1 ^{re} et 2 ^e).



Certifié conforme :

Paris, le 22^e Juin 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 512.

N° 4677. — *Loi portant qu'il sera fait, en 1858, un Appel de cent mille Hommes sur la Classe de 1857.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il sera fait, en 1858, un appel de cent mille hommes, sur la classe de 1857, pour le recrutement des troupes de terre et de mer.

2. La répartition des cent mille hommes entre les départements sera faite par un décret de l'Empereur, proportionnellement au nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de la classe appelée.

Si, par suite de circonstances extraordinaires, le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de quelques cantons ou départements ne peut pas être connu dans le délai qui aura été déterminé par un décret de l'Empereur, ce nombre sera remplacé, pour les cantons ou départements en retard, par la moyenne des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage des dix classes précédentes.

Le tableau général de la répartition sera inséré au Bulletin des lois.

3. La sous-répartition du contingent assigné à chaque département aura lieu, entre les cantons, proportionnellement au

nombre de jeunes gens inscrits sur les listes de tirage de chaque canton.

Elle sera faite par le préfet, en conseil de préfecture, et rendue publique, par voie d'affiches, avant l'ouverture des opérations des conseils de révision.

Dans le cas où les listes de tirage de quelques cantons ne seraient pas parvenues au préfet en temps utile, il sera procédé pour la sous-répartition, à l'égard des cantons en retard, de la manière indiquée au deuxième paragraphe de l'article 2 ci-dessus.

4. Les jeunes gens placés sous la tutelle des commissions administratives des hospices seront inscrits sur les tableaux de recensement de la commune où ils résident au moment de la formation de ces tableaux, ainsi qu'il a été réglé par la loi du 26 décembre 1849.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise, en 1858, un appel de cent mille hommes sur la classe de 1857, pour le recrutement des troupes de terre et de mer.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 9 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONGE.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Barou T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les

fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,
Signé **ABBATOGGI**.

Signé **NAPOLÉON**.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé **ACHILLE FOULD**.

N° 4678. — *Lor qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1857.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre secrétaire d'état de la guerre, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de quatre millions cent sept mille trois cent soixante et quatorze francs (4,107,374^f), affecté aux dépenses ci-après :

Augmentation de soldé de cent cinquante francs, par an, pour les capitaines, lieutenants et sous-lieutenants, à partir du 1^{er} janvier 1857..... 2,622,000^f

Fabrication supplémentaire de poudre de mine pour le département des finances..... 1,393,743

Crédit d'ordre pour les quantités supplémentaires de poudres à livrer aux entrepreneurs de l'Algérie..... 91,631

TOTAL..... 4,107,374

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent, au moyen des ressources du budget de l'exercice 1857.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAMONT-QUITRY,
Ed. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui ouvre au ministre de la guerre un crédit de quatre millions cent sept mille trois cent soixante et quatorze francs (4,107,374^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 4679. — *Loi qui ouvre au Ministre de la Marine et des Colonies un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1857.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, sur l'exercice 1857, un crédit extraordinaire de cent cinq mille sept cents francs (105,700^f), affecté à la dépense résultant de l'augmentation de solde de cent cinquante francs par an, à partir du 1^{er} janvier dernier, pour les capitaines, lieutenants et sous-lieutenants des corps de troupe de la marine.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent, au moyen des ressources du budget de l'exercice 1857.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit de cent cinq mille sept cents francs (105,700^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MAYONNS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'État,
Signé **ACHILLE FOULON.**

Signé **ABBATUCCI.**

N° 468a. — LOI relative à l'emploi des fonds disponibles de la Dotation de l'Armée.

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCIONNÉ ET SANCIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGONS
ce qui suit :

LOI.

Estrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le ministre de finances est autorisé à faire inscrire sur le grand-livre de la dette publique, et à transférer à la dotation de l'armée, la somme de rentes trois pour cent (3 p. o/o) nécessaire pour l'emploi des excédants disponibles, pendant les années 1856, 1857 et 1858, qui doivent, aux termes de l'article 3 de la loi du 26 avril 1855, être affectés à des achats de rentes sur l'État.

Ces rentes sont livrées au cours moyen du trimestre qui suit la date de l'arrêté du ministre de la guerre déterminant la somme à employer en rentes, conformément à l'article 8 du décret du 9 janvier 1856 (1).

Le capital de ces rentes sera porté en atténuation des découverts du trésor.

(1) Bull. 362, n° 3325.

Un fonds d'amortissement du centième du capital nominal desdites rentes sera ajouté à la dotation de la caisse d'amortissement.

2. Sur les rentes inscrites au trésor au nom de la caisse d'amortissement, et provenant des consolidations du fonds de réserve de l'amortissement, il sera rayé du grand-livre de la dette publique une somme égale à celle des rentes créées par l'article précédent.

Ces rentes seront définitivement annulées en capital et arrérages, à dater du jour où les rentes nouvelles seront transférées à la dotation de l'armée.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER,

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, Marquis DE CHAUMONT-QUIRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'emploi des fonds disponibles de la dotation de l'armée.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4681. — *Loi qui ouvre, sur l'exercice 1856, un Crédit supplémentaire pour les dépenses de l'Instruction primaire imputables sur les fonds généraux de l'État.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUEONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des cultes, sur l'exercice 1856, un crédit supplémentaire de deux cent mille francs (200,000^f), destiné à subvenir aux dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds généraux de l'État.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi au moyen des ressources affectées à l'exercice 1856.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUINTI,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des cultes, sur l'exercice 1856, un crédit de deux cent mille francs (200,000^f), destiné à subvenir aux dépenses de l'instruction primaire, imputable sur les fonds généraux de l'État.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4682. — *Loi qui fixe la subvention à fournir par l'État pour l'ouverture du Boulevard de Sébastopol sur la rive gauche de la Seine, et les autres Travaux déclarés d'utilité publique par le décret du 11 août 1855.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Les dépenses faites ou à faire pour l'ouverture du boulevard de Sébastopol sur la rive gauche de la Seine jusqu'à la place Saint-Michel, l'achèvement de la rue des Écoles et les autres travaux déclarés d'utilité publique par le décret du 11 août 1855, seront supportées pour les deux tiers par la ville de Paris, et pour un tiers par l'État, sans toutefois que le contingent de l'État puisse excéder,

1° Un maximum de douze millions (12,000,000^f) pour les travaux spécifiés au décret ci-dessus;

2° Un maximum de cinq cent mille francs (500,000^f) pour

prix des terrains qui doivent être réunis aux dépendances de l'hôtel de Cluny et du musée des Thermes.

Cette subvention, qui ne pourra ainsi excéder, dans aucun cas, douze millions cinq cent mille francs (12,500,000^f), sera payable en six annuités égales. La première de ces annuités sera exigible en 1859.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi fixant, de la part de l'État, une subvention de douze millions cinq cent mille francs (12,500,000^f), payable en six annuités, dont la première sera exigible en 1859, pour l'achèvement du boulevard de Sébastopol (rive gauche) et autres travaux d'utilité publique.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 2 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULC.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4683. — *Loi concernant les Avances sur dépôts d'Obligations foncières faites par la Société du Crédit foncier de France,*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les articles 2074, 2075 et 2078 du Code Napoléon ne sont point applicables aux avances sur dépôts d'obligations foncières que la société du Crédit foncier de France est autorisée à faire par l'article 2 de ses statuts.

2. Le privilège de la société du Crédit foncier sur l'obligation donnée en nantissement résulte de l'engagement souscrit par l'emprunteur dans la forme prescrite par les articles 3 et 5 de l'ordonnance royale du 15 juin 1834 (1), relative aux avances faites sur effets publics par la Banque de France.

3. A défaut de remboursement, dès le lendemain de l'échéance, la société du Crédit foncier peut, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, faire procéder, par le ministère d'un agent de change, à la vente du titre, conformément aux dispositions du même article 5 de l'ordonnance précitée.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui dis-

(1) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 308, n° 5357.

pense le Crédit foncier de France des formalités prescrites par les articles 2074, 2075 et 2078 du Code Napoléon.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 9 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROB,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLÉON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4684. — *Loi relative à l'assainissement et à la mise en culture des Landes de Gascogne.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Dans les départements des Landes et de la Gironde, les terrains communaux actuellement soumis au parcours du

bétail seront assainis et ensemencés ou plantés en bois aux frais des communes qui en sont propriétaires.

2. En cas d'impossibilité ou de refus de la part des communes de procéder à ces travaux, il y sera pourvu aux frais de l'État, qui se remboursera de ses avances, en principal et intérêts, sur le produit des coupes et des exploitations.

Le découvert provenant de ces avances ne pourra excéder six millions de francs (6,000,000^f).

3. Les ensemencements ou plantations ne pourront être faits annuellement, dans chaque commune, que sur le douzième, au plus, en superficie, de ses terrains, à moins qu'une délibération du conseil municipal n'autorise les travaux sur une étendue plus considérable.

4. Les parcelles de terrains communaux qui seront susceptibles d'être mises en culture seront, après avoir été assainies, vendues ou affermées par la commune.

Les avances qui auraient été effectuées par l'État seront prélevées sur le prix.

5. Les travaux prescrits par les articles précédents ne pourront être entrepris qu'en vertu d'un décret impérial, rendu en Conseil d'état, qui en réglera l'exécution.

Ce décret sera précédé d'une enquête et d'une délibération du conseil municipal intéressé.

6. Des routes agricoles, destinées à desservir les terrains qui font l'objet de la présente loi, seront exécutées aux frais du trésor public. Le réseau de ces routes sera déterminé par décrets rendus en Conseil d'état.

7. Les terrains nécessaires à l'établissement de ces routes seront fournis par les communes traversées.

Si elles n'en sont pas propriétaires, ils seront acquis par elles dans les formes déterminées par la loi du 21 mai 1836 pour les chemins vicinaux.

8. L'entretien de ces routes restera à la charge de l'État pendant cinq ans, à partir de leur exécution; et ultérieurement à la charge, soit du département, soit des communes, suivant le classement qui en aura été fait en routes départementales ou en chemins vicinaux de grande communication.

9. Un règlement d'administration publique déterminera,
1° Les règles à observer pour l'exécution et la conservation de travaux;

2° Le mode de constatation des avances qui seraient faites

par l'État et les mesures propres à assurer leur remboursement en principal et intérêts;

3° Les formalités préalables à la mise en vente ou en location des terrains assainis et destinés à la culture, conformément à l'article 4;

4° Enfin, toutes les autres dispositions propres à assurer l'exécution de la présente loi.

10. La loi du 10 juin 1854, relative au libre écoulement des eaux provenant du drainage, est applicable aux travaux qui seront exécutés en vertu de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-Quint.
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'assainissement et à la mise en culture des landes de Gascogne.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 10 Juin 1857.

Le Président,

Signé THIÉRIOT.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les

fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 4685. — *Loi qui approuve un Échange de bois entre l'État et M. le Comte de Boussey.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé l'échange, sans soulte, passé
le 11 décembre 1856, devant M. le préfet de l'Eure, entre
l'État et M. le comte de Boussey, d'une parcelle de bois d'une
étendue de trois hectares dix-huit ares, dépendant de la forêt
domaniale d'Yvry, contre une parcelle de deux hectares trente-
neuf ares, à prendre dans le parc de M. de Boussey, contigu à
cette forêt.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLÔZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui

autorise un échange d'immeubles situés dans le département de l'Eure, entre l'État et M. le comte de Boussey.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 9 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLÉON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4686. — *Loi qui autorise le département de l'Eure à s'imposer extraordinairement.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Eure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans

sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, deux centimes (0^f 02^e) pendant quatre ans, à partir de 1858.

Le produit de cette imposition sera affecté à la construction ou à la restauration du bâtiment des archives départementales et des prisons de Bernay et des Andelys.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITAY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Eure à s'imposer extraordinairement deux centimes (0^f 02^e) pendant quatre ans, à partir de 1858.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUE, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4687. — *Loi qui autorise le département du Lot à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUEONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Lot est autorisé, conformément
à la demande que le conseil général en a faite dans sa session
de 1856, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dé-
passer cinq pour cent, une somme de deux cent quatre-vingt
mille francs (280,000^f), qui sera affectée à la dépense de cons-
truction du palais de justice de Cahors.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concur-
rence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit
par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre
des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'en-
dossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à
passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approba-
tion du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Lot est également autorisé à s'imposer
extraordinairement, par addition au principal des quatre con-
tributions directes, un centime (0^f 01^e) pendant six ans, à
partir de 1858, et deux centimes cinq dixièmes (0^f 02^e 5/10^e)
pendant sept ans, à partir de 1864.

Le produit de cette imposition sera affecté, jusqu'à due
concurrence, au remboursement et au service des intérêts de
l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, et, pour le sur-
plus, aux travaux du palais de justice de Cahors.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED DALLON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Lot à emprunter une somme de deux cent quatre-vingt mille francs (280,000^f), et à s'imposer extraordinairement, 1° un centime (0^f 01^c) pendant six ans, à partir de 1858, 2° deux centimes cinq dixièmes (0^f 02^c 5/10^m) pendant sept ans, à partir de 1864.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. DUC DE PADOUX, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du grand sceau :
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4688. — Loi qui autorise le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement.

Du 19 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Meuse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement pendant quatre ans, à partir de 1858, deux centimes (0^f 02^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à l'agrandissement et à la restauration de la prison de Bar-le-Duc.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement deux centimes (0^f 02^c) pendant quatre ans, à partir de 1858.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent

observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,*

*Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.*

Signé ABBATUCCI.

N° 4689. — *Loi qui autorise le département de Seine-et-Marne
à s'imposer extraordinairement.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Seine-et-Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, et pendant trois ans, à partir de 1858,

1° Sept centimes (0^f 07^c), dont le produit sera affecté au rechargement des routes départementales actuellement classées;

2° Deux centimes (0^f 02^c), dont le montant sera appliqué au service des chemins vicinaux de grande communication actuellement classés.

La dernière de ces impositions sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être auto-

(1250)

risée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1856.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement, 1^o sept centimes (0^f 07^c); 2^o deux centimes (0^f 02^c) pendant trois ans, à partir de 1858.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUX, le comte L. E. MARON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat ;
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ARRATUCCI.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4690. — Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement.

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Somme est autorisé,
conformément à la demande que le conseil général en a faite
dans sa session de 1856, à s'imposer extraordinairement, par
addition au principal des quatre contributions directes, deux
centimes (0^f 02^e) en 1858 et 1859, et quatre-vingt-quinze cen-
tièmes de centime (95/100^m) en 1860, dont le produit sera
affecté aux dépenses d'acquisition et aux travaux de construc-
tion et d'appropriation nécessaires à une nouvelle installation
de la sous-préfecture et du tribunal civil de Péronne.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui
autorise le département de la Somme à s'imposer extraordi-
nairement, 1^o deux centimes (0^f 02^e) en 1858 et 1859; 2^o quatre-
vingt-quinze centièmes de centime (95/100^m) en 1860.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin
1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARois,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULCA.

N° 4691. — *Loi qui autorise la ville d'Aix à contracter un Emprunt.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale.
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Aix (Bouches-du-Rhône) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatre cent trente-quatre mille francs (434,000^f) à valoir sur l'emprunt autorisé, au taux de quatre et demi pour cent, par la loi du 19 juillet 1845. Cette somme, remboursable en neuf années, tant sur les ressources créées par la loi précitée que sur ses revenus ordinaires, servira au paiement d'une subvention promise à la compagnie du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Aix (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de quatre cent trente-quatre mille francs (434,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 5 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'Etat,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4692. — Loi qui autorise la ville d'Alais à contracter un Emprunt.

Du 19 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Alais (Gard) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, la somme de cent quatre-vingt-dix mille francs (190,000^f), remboursable en huit années, à partir de 1859, sur ses ressources ordinaires, et destinée à l'acquittement de ses dettes.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

**Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui au-

torise la ville d'Alais (Gard) à emprunter la somme de cent quatre-vingt-dix mille francs (190,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUX, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'état et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

N° 4693. — *Loi qui autorise la ville d'Angoulême à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Angoulême (Charente) est autorisée à

emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, la somme de sept cent mille francs (700,000^f), remboursable en dix années, et destinée à la construction d'un hôtel de ville et à l'établissement d'un boulevard.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant dix-sept années, à partir de 1858, dix centimes (0^f 10^c) additionnels au principal des quatre contributions directes, devant produire en totalité quatre cent vingt mille francs (420,000^f) environ, pour subvenir, concurremment avec d'autres ressources, au remboursement de l'emprunt ci-dessus, et à l'extinction des diverses dettes arriérées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
Ed. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Angoulême (Charente) à emprunter la somme de sept cent mille francs (700,000^f), et à s'imposer extraordinairement dix centimes (0^f 10^c) pendant dix-sept ans, à partir de 1858.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4694. — *Loi qui autorise la ville de Bourges à contracter un Emprunt.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Bourges (Cher) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, la somme de cent mille francs (100,000^f), remboursable en dix années sur ses revenus tant ordinaires qu'extraordinaires, et destinée à couvrir le déficit du budget supplémentaire de l'exercice 1856.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer

(1258)

de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Bourges (Cher) à emprunter la somme de cent mille francs (100,000^f).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 5 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARois,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées au cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé **ABBATUCCI**,

Signé **NAPOLÉON** :
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé **ACHILLE FOULD**.

N° 4695. — *Loi qui autorise la ville de Caen à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Caen (Calvados) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cinq cent mille francs (500,000^f), remboursable en quinze années, à partir de 1859, et destinée,

1° A solder une subvention votée par le conseil municipal pour contribuer aux dépenses des travaux du canal de Caen à la mer;

2° A concourir aux travaux d'amélioration de la rigole d'alimentation dudit canal dans la traversée de la ville;

3° A payer divers travaux de voirie qui seront la conséquence de la rectification de cette rigole.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir : sept centimes (0^f 07^c) en 1859 et 1860, et dix centimes (0^f 10^c) pendant les quatorze années suivantes, devant produire en totalité huit cent mille francs (800,000^f)

environ, pour le remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Caen (Calvados) à emprunter une somme de cinq cent mille francs (500,000^f), et à s'imposer extraordinairement sept centimes (0^f 07^c) en 1859 et 1860, et dix centimes (0^f 10^c) pendant les quatorze années suivantes.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 5 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4696. — *Loi qui autorise la ville de Nantes à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Nantes (Loire-Inférieure) est autorisée
à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq
pour cent, une somme de un million quatre-vingt-cinq mille
francs (1,085,000^f), remboursable en dix-neuf années, et des-
tinée à l'agrandissement du Jardin des Plantes, à la construction
d'un quartier de cavalerie, et à couvrir le déficit du budget
supplémentaire de l'exercice 1856.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concu-
rence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux
conditions de cet établissement, soit par voie de souscription,
soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au
porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à
passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approba-
tion du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement,
pendant dix-neuf années, à partir de 1858, par addition au
principal de ses quatre contributions directes, savoir :

Neuf centimes (0^f 09^c) pendant les dix premières années,
six centimes (0^f 06^c) pendant les huit années suivantes, et deux
centimes (0^f 02^c) pendant la dix-neuvième année, devant rap-
porter en totalité un million cinq cent trente-quatre mille francs
(1,534,000^f) environ.

Le produit de cette imposition sera appliqué, concurremment

avec l'excédant annuel des recettes communales, au remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUÉRET,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à emprunter une somme de un million quatre-vingt-cinq mille francs (1,085,000^f), et à s'imposer extraordinairement, pendant dix-neuf ans, à partir de 1858, savoir : neuf centimes (0^f 09^c) pendant les dix premières années, six centimes (0^f 06^c) pendant les huit années suivantes, et deux centimes (0^f 02^c) pendant la dix-neuvième année.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4697. — *Lor qui autorise la ville de Rouen à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Rouen (Seine-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, la somme de un million quatre cent mille francs (1,400,000^f), remboursable en sept années, à partir de 1864, et destinée à subvenir aux dépenses devant résulter de la construction d'un entrepôt réel des douanes.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, savoir : quatre centimes (0^f 04^c) pendant trois ans, à partir de 1858, et dix centimes (0^f 10^c) pendant huit ans, à partir de 1864, devant produire en totalité un million huit cent soixante et dix mille francs (1,870,000^f) environ, pour le remboursement de cet emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER,

Les Secrétaires,

Signé COMTE JOACHIM MURAT, marquis de CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Rouen (Seine-Inférieure) à emprunter une somme de un million quatre cent mille francs (1,400,000^f), et à s'imposer extraordinairement, 1° pendant trois ans, à partir de 1858, quatre centimes (0^f 04^c); 2° pendant huit ans, à partir de 1864, dix centimes (0^f 10^c).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 5 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MARON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4698. — *Loi qui autorise la ville de Rouen à contracter un Emprunt.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Rouen (Seine-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, la somme de cinq cent quarante mille francs (540,000^f), remboursable en sept années, sur ses ressources, notamment avec le produit d'une surtaxe sur l'alcool, et destinée à éteindre les dettes arriérées des hospices.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir et des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY.
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Rouen (Seine-Inférieure) à emprunter une somme de cinq cent quarante mille francs (540,000^f), remboursable en sept années.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 5 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUX, le comte LE MARAIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé **ACHILLE FOULB.**

N° 4699. — *Loi qui autorise la perception d'une Surtaxe à l'Octroi de Rouen.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCIONNÉ et **SANCIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'au 31 décembre 1863, il sera perçu, à l'octroi de la commune de Rouen (Seine-Inférieure), une surtaxe de douze francs (12^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Mai 1857.

Le Président,
Signé **SCHNEIDER.**

Les Secrétaires,
Signé **Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUESTY.**
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la ville de Rouen (Seine-Inférieure).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 9 Juin 1857.

Le Président,

Signé NAPOLEON.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUX, le comte LE MARAIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 4700. — Loi qui autorise la perception de Surtaxes à l'Octroi de Laon.

Du 19 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la publication de la présente loi, jusqu'au 31 décembre 1862 inclusivement, les surtaxes ci-après seront perçues sur le vin, le cidre et l'alcool à l'octroi de Laon, département de l'Aisne, savoir :

Vins en cercles et en bouteilles, par hectolitre.....	1 ^f 00
Cidre en cercles et en bouteilles, par hectolitre.....	0 40
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, par hectolitre.....	4 00

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUÉTI,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise l'établissement de surtaxes à l'octroi de Laon (Aisne).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 9 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent obser-

ver, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 4701. — *Loi qui autorise la perception d'une Surtaxe à l'Octroi de Pont-Croix (Finistère).*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi, il sera perçu, à l'octroi de la commune de Pont-Croix (Finistère), une surtaxe de huit francs cinquante centimes (8^f 50^c) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

2. La durée de cette perception sera limitée au 31 décembre 1865, époque fixée pour la cessation du tarif en vigueur par le décret du 30 janvier 1856.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui établit une surtaxe de huit francs cinquante centimes (8^f 50^c) par hectolitre d'alcool à l'octroi de la commune de Pont-Croix (Finistère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUX, le comte LE MAROU,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULC.

Vu et scellé du grand sceau :

La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4702. — Loi qui autorise la perception d'une Surtaxe à l'Octroi de Saint-Pol-de-Léon (Finistère).

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCIONNÉ et SANCIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps Législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la publication de la présente loi, il sera perçu, à l'octroi de la commune de Saint-Pol-de-Léon, département du Finistère, une surtaxe de huit francs (8^f 00^c) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

2. La durée de cette perception sera limitée au 31 décembre 1864, époque fixée pour la cessation du tarif en vigueur par le décret du 23 juin 1855.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
Ed. DALLOS.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui établit à l'octroi de Saint-Pol-de-Léon (Finistère) une surtaxe de huit francs (8^f) par hectolitre d'alcool.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le comte LE MARQUIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les

inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé **ABBATUCCI.**

Signé **NAPOLÉON.**
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé **ACHILLE FOULD.**

N° 4703. — *Loi qui modifie la circonscription des cantons de Coulouges et de Champdeniers, dans les communes de Surin et de Faye-sur-Ardin (Deux-Sèvres).*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les territoires cotés 1 et 2, teintés en rose sur le plan annexé à la présente loi, sont distraits, le premier, de la commune de Faye-sur-Ardin, canton de Coulouges, arrondissement de Niort, département des Deux-Sèvres; le deuxième, de la commune de Surin, canton de Champdeniers, même arrondissement, et réunis, le premier à la commune de Surin, et le deuxième à la commune de Faye-sur-Ardin. En conséquence, la limite établie entre les deux communes est fixée conformément au liséré vert tracé sur le plan indiqué.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

B. n° 512.

(1273)

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui réunit aux communes de Surin et de Faye-sur-Ardin, département des Deux-Sèvres, des territoires distraits des cantons de Coulonges et de Champdeniers.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 5 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le Comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ABBATUCCI.

N° 4704. — *Loi qui réunit les Communes de Coulibœuf et de Morteaux (Calvados) en une seule Commune, sous le nom de Morteaux-Coulibœuf.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
tenueur suit :

ART. 1^{er}. La commune de Coulibœuf, canton du même nom,
arrondissement de Falaise (Calvados), est réunie à la commune
de Morteaux, même canton. Les deux territoires ne formeront
plus à l'avenir qu'une seule commune, dont le chef-lieu sera
placé à Morteaux, et qui deviendra en même temps le chef-lieu
du canton, sous le nom de *Morteaux-Coulibœuf*.

2. Les communes réunies continueront à jouir, comme sec-
tions de commune, des droits d'usage ou autres qui pourraient
être respectivement acquis.

Les autres conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a
lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui

réunit la commune de Coulibœuf à celle de Morteaux (Calvados), sous le nom de *Morteaux-Coulibœuf*.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 5 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADoue, le Comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Eron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4705. — *Loi qui érige en Commune distincte, sous le nom de Bessèges, la section de Bessèges et une partie de la section de Travers-de-Castillon (Gard).*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les territoires cotés 1 et 2 sur le plan annexé à la

présente loi, comprenant la section de Bességes et une partie de la section de Travers-de-Castillon, sont distraits, le premier, de la commune de Robiac, canton de Saint-Ambroix, arrondissement d'Alais, département du Gard, le second, de la commune de Castillon, même canton, et érigés en commune distincte sous le nom de *commune de Bességes*, et dont le chef-lieu est fixé au village de ce nom. En conséquence, la limite de la nouvelle commune est fixée conformément à la ligne rouge ponctuée indiquée audit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUÉTY.
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui érige en commune, sous le nom de *Bességes*, des territoires distraits des communes de Robiac et de Castillon, département du Gard.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 5 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PADOUZ, le comte LE MAROU,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les

inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.*

N° 4706. — *Loi qui érige en Commune la section de Corrençon (Isère).*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section de Corrençon est distraite de la commune de Villard-de-Lans, canton de ce nom, arrondissement de Grenoble, département de l'Isère, et érigée en commune distincte dont le chef-lieu est placé à Corrençon, et qui en prendra le nom.

En conséquence, la limite entre les deux communes est fixée conformément à la ligne pointée en rouge 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 sur les plans annexés à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Mai 1857.

*Le Président,
Signé SCHNEIDER.*

*Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.*

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise l'érection en commune de la section de Corrençon, distraite de la commune de Villard-de-Lans (Isère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé A. DU PÉDÉPADOUR, le comte LE MARC
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 4707. — *Loi qui crée, sous le nom de Saint-Pierre-lez-Elbeuf, une nouvelle Commune composée du territoire de la commune de Saint-Pierre-de-Liéroult et de portions de territoire distraites de celle de Caudebec-lez-Elbeuf (Seine-Inférieure).*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUEONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les portions de territoire non coloriées, désignées sous le nom de *partie rurale* sur le plan annexé à la présente loi, sont distraites de la commune de Caudebec-lez-Elbeuf, canton d'Elbeuf, arrondissement de Rouen, département de la Seine-Inférieure, et formeront, avec le territoire de la commune de Saint-Pierre-de-Liérout, même canton, laquelle demeure supprimée, une nouvelle commune, qui prendra le nom de *Saint-Pierre-lez-Elbeuf*.

En conséquence, la limite entre les communes de Saint-Pierre-lez-Elbeuf et de Caudebec-lez-Elbeuf est fixée conformément au tracé des lignes cotées audit plan A, B, E, F, G, H, I.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction ordonnée seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la création, sous le nom de *Saint-Pierre-lez-Elbeuf*, d'une nouvelle commune composée du territoire de la commune de Saint-Pierre-de-Liérout et de portions de territoire distraites de celle de Caudebec-lez-Elbeuf (Seine-Inférieure).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées au cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*

*Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.*

Signé ABBATUCCI.

N° 4708. — *Loi qui distrait deux hameaux de la Commune de Laroque-Toirac, et les réunit à la Commune de Carayac (Lot).*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire teinté en jaune sur le plan annexé à la présente loi, et renfermant les hameaux de Cavarroc et Merens, est distrait de la commune de Laroque-Toirac, canton de Cajarc, arrondissement de Figeac, département du Lot, et réuni à la commune de Carayac, même canton. En conséquence, la limite établie entre les deux communes est fixée conformément au liséré vert indiqué audit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu déterminées ultérieurement par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui distrait les hameaux de Cavarroc et Marens de la commune de Laroque-Toirac, département du Lot, et les réunit à la commune de Carayac même département.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 5 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le Comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé ABBATUCCI.

N° 4709. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Les communes de Frasso et de Pastoreccia-di-Rostino, arrondissement de Corte, département de la Corse, sont réunies en une seule commune, qui prendra le nom de *Castello-di-Rostino*.

2. Les communes réunies continueront à jouir, comme sections de commune, de tous les droits d'usage ou autres qui pourraient leur être respectivement acquis. (*Paris, 14 Mars 1857.*)

N° 4710. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La durée du péage à percevoir sur le pont communal projeté à Isles-les-Villenoy (Seine-et-Marne) est portée de trente-quatre ans à quarante-trois ans, à la charge par la compagnie concessionnaire d'exécuter le pont dont il s'agit à deux voies, au lieu d'une seule, et ce, aux conditions exprimées dans la lettre du gérant de ladite compagnie, en date du 10 février 1857.

2. Les dispositions du cahier des charges annexé au décret du 29 juillet 1854 (1) sont et demeurent abrogées, en ce qui concerne la largeur qu'elles déterminent en vue de la construction à une voie du pont précité. (*Fontainebleau, 19 Mai 1857.*)

N° 4711. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La durée du péage à percevoir sur les ponts communaux de Noyen (Seine-et-Marne) est portée de trente-quatre ans à quarante-trois ans, à la charge par la compagnie concessionnaire d'exécuter les ponts dont il s'agit à deux voies, au lieu d'une seule, et ce, aux conditions exprimées dans la lettre du gérant de ladite compagnie, en date du 10 février 1857.

2. Les dispositions du cahier des charges annexé au décret du 29 juillet 1854 (2) sont et demeurent abrogées en ce qui concerne la largeur qu'elles déterminent, en vue de la construction des ponts de Noyen à une seule voie. (*Fontainebleau, 19 Mai 1857.*)

N° 4712. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La durée du péage à percevoir sur le pont communal projeté à la Tombe (Seine-et-Marne) est portée de trente-sept ans à

(1) Bull. 212, n° 1914.

— (2) Bull. 211, n° 1912.

quarante-huit ans, à la charge par la compagnie concessionnaire d'exécuter le pont dont il s'agit à deux voies, au lieu d'une seule, et ce, aux conditions exprimées dans la lettre du gérant de ladite compagnie, en date du 10 février 1857.

2. Les dispositions du cahier des charges annexé au décret du 23 juin 1855 (1) sont et demeurent abrogées, en ce qui concerne la largeur qu'elles déterminent en vue de la construction du pont de la Tombe à une seule voie. (*Fontainebleau, 19 Mai 1857.*)

N° 4713. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La section des Grelières et une partie de la section de Saint-Paixent sont distraites de la commune de Millac, canton de l'Isle-Jourdain, arrondissement de Montmorillon, département de la Vienne, et réunies à la commune de l'Isle-Jourdain, même canton. En conséquence, la limite entre les deux communes est fixée conformément à la ligne rouge cotée A B C D E sur le plan ci-annexé.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis. (*Paris, 27 Mai 1857.*)

N° 4714. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Le territoire du hameau de Petit-Poix, lavé en rose au plan ci-annexé, et le territoire compris audit plan entre un liséré vert et un liséré mi-parti rouge et vert, sont distraits, savoir : le premier de la commune de Poix, canton du Quesnoy, arrondissement d'Avesnes, département du Nord, pour être réuni à la commune d'Englefontaine, même canton, et le second de la commune d'Englefontaine, pour être réuni à la commune de Poix.

En conséquence, la limite entre les deux communes est fixée conformément au tracé de la ligne verte, cotée A B, et de la ligne à trait noir, cotée C D E.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis. (*Paris, 27 Mai 1857.*)

N° 4715. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Farges (Charles)*, chevalier de la Légion d'honneur, ancien officier supérieur, né à Versailles (Seine-et-Oise), le 29 janvier 1793, demeurant à Paris;

1) Bull. 329, n° 3049.

Et ses enfants :

M. *Farges (Charles-Louis-Ernest)*, capitaine en second au onzième régiment d'artillerie, né à Versailles, le 23 janvier 1825, en garnison à Alger;

Et M. *Farges (Albert-Henri)*, employé au ministère des affaires étrangères, né à Châteaurenard, arrondissement de Montargis (Loiret), le 22 mars 1833, demeurant à Paris,

Sont autorisés à faire précéder leur nom patronymique de celui de *Blanchard*, et à s'appeler, à l'avenir, *Blanchard-Farges*;

2° Que lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Paris, 27 Mai 1857.*)

N° 4716. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Convert (Antoine-Louis-Étienne)*, propriétaire, né le 27 pluviôse an x (15 février 1802), à Dienville, arrondissement de Barsur-Aube (Aube), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Lanauroi*, et à s'appeler, à l'avenir, *Convert-Lanauroi*;

2° Que ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Saint-Cloud, 6 Juin 1857.*)



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Juin 1857,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS.

N° 513.

N° 4717. — *SÉNATUS-CONSULTE qui autorise plusieurs Échanges du Domaine de la Couronne.*

Du 24 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
ce qui suit :

Extrait du procès-verbal du Sénat.

SÉNATUS-CONSULTE

RELATIF À PLUSIEURS ÉCHANGES DU DOMAINE DE LA COURONNE.

ARTICLE UNIQUE. Sont autorisés, sous les conditions énoncées dans les contrats y relatifs, les sept échanges ci-après désignés, conclus par le ministre de la maison de l'Empereur, savoir :

1° L'échange convenu avec la société *Palla*, suivant contrat passé devant M^{rs} *Mocquard* et *Roquebert*, notaires à Paris, le 20 novembre 1856,

1° Du bois du Vésinet, contenant quatre cent trente-six hectares cinquante ares quarante-six centiares, situé sur les communes du Pecq, de Croissy et de Chatou (Seine-et-Oise);

2° De quarante-neuf hectares soixante-deux ares de bois, situés commune de Saint-Germain-en-Laye, à prendre dans la forêt du même nom,

Contre,

1° Quatre-vingt-dix hectares neuf ares trente-cinq centiares de terre, situés sur les communes de Saint-Germain, Fourqueux et Chanibourcy (Seine-et-Oise);

2° Deux cent un hectares soixante-huit ares quatre-vingt-

XI^e Série.

un centiares de bois, provenant de l'ancien domaine de la Malmaison, et situés sur les communes de Rueil, Vaucresson, Garches et la Celle-Saint-Cloud (Seine-et-Oise);

3° Vingt-neuf hectares vingt-cinq ares vingt centiares de terrain, situés sur les communes de Rueil et de Saint-Cloud;

2° L'échange convenu, suivant acte passé devant M^e Mocquard, notaire à Paris, les 2 et 3 décembre 1856, avec le sieur Loubat, de,

1° Trois routes de chasse, contenant ensemble un hectare quatre-vingts ares trois centiares, dépendant de la forêt de Fausses-Reposes, et situées commune de Marnes (Seine-et-Oise);

2° Trois parcelles de terre, contenant ensemble treize ares soixante-sept centiares, situées commune de Chambourcy (Seine-et-Oise);

3° Une parcelle de terre, contenant dix-sept ares neuf centiares, située commune de Rueil (Seine-et-Oise).

Contre,

Une parcelle de bois, contenant un hectare trente-cinq ares cinquante-huit centiares, située commune de Sèvres (Seine-et-Oise), dépendant de la forêt de Meudon, et connue sous le nom de *Bois Barbelot*;

3° L'échange convenu, suivant acte passé devant M^e Mocquard, notaire à Paris, le 3 décembre 1856, avec le sieur Thér, d'un terrain et de constructions contenant quatre-vingt-six ares soixante centiares, et situés à Villeneuve, commune de Garches (Seine-et-Oise),

Contre,

Un terrain et des constructions, contenant un hectare vingt ares, situés à Vaucresson (Seine-et-Oise);

4° L'échange convenu, suivant contrat passé devant ledit M^e Mocquard, le 23 décembre 1856, avec M^{me} veuve Larsonnier, d'un terrain contenant seize ares cinquante-sept centiares, situé à Fontainebleau, quartier des Suisses, Grand Rue,

Contre,

Un terrain contenant douze ares quarante-huit centiares, situé au hameau de Brolles, commune de Bois-le-Roi (Seine-et-Marne);

5° L'échange convenu, suivant contrat passé devant ledit M^e Mocquard, le 3 décembre 1856, avec M. et M^{me} de Nugent, de,

1^{re} Une maison et dépendances, contenant trois hectares vingt-trois ares dix-sept centiares, situées commune des Bréviaires (Seine-et-Oise);

2^{re} Quatre parcelles de bois, contenant ensemble six hectares cinquante et un ares quatre-vingt-sept centiares, situées communes des Bréviaires et des Essarts (Seine-et-Oise),

Contre,

Une partie de bois, contenant onze hectares douze ares cinquante-trois centiares, située commune des Bréviaires, et dépendant de la forêt de Saint-Léger;

6^o L'échange convenu, suivant contrat passé devant ledit M^r Mocquard, avec le sieur Grand-Roqueblave, les 11 et 13 décembre 1856, de vingt et un hectares quatre-vingt-onze ares soixante et douze centiares de terrains situés commune d'Étiolles (Seine-et-Oise),

Contre,

Trois parcelles de bois, situées même commune, contenant ensemble dix-huit hectares trente-neuf ares soixante-quatre centiares, et dépendant de la forêt de Sénart;

7^o L'échange convenu, suivant contrat passé devant ledit M^r Mocquard, le 28 novembre 1856, avec la commune de Ville-d'Avray (Seine-et-Oise), d'un terrain situé sur son territoire, contenant huit ares quatre-vingts centiares, et à la charge de payer à la liste civile une soulte de cent francs,

Contre,

Un terrain situé au même lieu, contenant seize ares, et dépendant de la forêt de Fausses-Reposes.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 8 juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUÉ, le comte LE MAROIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux

(1288)

cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Juin 1857.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,*
Signé ABBATUCCI.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOUCA.



Certifié conforme :
Paris, le 25^e Juin 1857,
*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*
ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 514.

N° 4718. — *Loi portant fixation du Budget général des Dépenses et des Recettes de l'exercice 1858.*

Du 23 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur
est :

TITRE I^{er}.

BUDGET GÉNÉRAL.

S I^{er}. — *Crédits accordés.*

ART. 1^{er}. Des crédits sont ouverts aux ministres, pour les
dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1858, con-
formément à l'état général A ci-annexé.

Ces crédits s'appliquent :

A la dette publique et aux services généraux des ministères,
constituant effectivement les charges de l'État, pour la somme de
un milliard cent soixante et onze millions quatre cent quatre-
vingt-onze mille sept cent quatre-vingt-dix-huit francs,
..... 1,171,491,798^f

Aux dépenses d'ordre et aux frais inhérents
à la perception des impôts, pour la somme
de cinq cent quarante-cinq millions six cent
quarante quatre mille trois cent quatre-vingt-
dix francs, ci 545,664,392

TOTAL GÉNÉRAL conforme à l'état A ci-

annexé 1,717,156,190

S 2. — *Impôts autorisés.*

1. Les contributions foncière, personnelle et mobilière, des
portes et fenêtres et des patentes, seront perçues, pour 1858,

en principal et centimes additionnels, conformément à l'état B ci-annexé et aux dispositions des lois existantes.

Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres, est fixé, en principal, aux sommes portées dans l'état C annexé à la présente loi.

3. Lorsque, en exécution du paragraphe 4 de l'article 39 de la loi du 18 juillet 1837, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le paiement des dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt.

4. En cas d'insuffisance des revenus ordinaires pour l'établissement des écoles primaires communales, élémentaires ou supérieures, les conseils municipaux et les conseils généraux des départements sont autorisés à voter, pour 1858, à titre d'imposition spéciale destinée à l'instruction primaire, des centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Toutefois, il ne pourra être voté à ce titre plus de trois centimes par les conseils municipaux, et plus de deux centimes par les conseils généraux.

5. En cas d'insuffisance des centimes facultatifs ordinaires pour concourir, par des subventions, aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication, et, dans des cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour 1858, à titre d'imposition spéciale, cinq centimes additionnels aux quatre contributions directes.

6. Indépendamment des droits établis par le titre II de la loi du 5 juin 1850, toute cession de titres ou promesses d'actions et d'obligations dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, industrielle, commerciale ou civile, quelle que soit la date de sa création, est assujettie, à partir du 1^{er} juillet 1857, à un droit de transmission de vingt centimes par cent francs de la valeur négociée.

Ce droit, pour les titres au porteur, et pour ceux dont la transmission peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la société, est converti en une taxe annuelle et obligatoire de douze centimes par cent francs du capital des dites actions et obligations, évalué par leur cours moyen pendant l'année précédente, et, à défaut de cours dans cette année, conformément aux règles établies par les lois sur l'enregistrement.

7. Le droit pour les titres nominatifs, dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert sur les registres de la société, est perçu, au moment du transfert, pour le compte du trésor, par les sociétés, compagnies et entreprises, qui en sont constituées débitrices par le fait du transfert.

Le droit sur les titres mentionnés au paragraphe 2 de l'article précédent est payable par trimestre, et avancé par les sociétés, compagnies et entreprises, sauf recours contre les porteurs desdits titres.

A la fin de chaque trimestre, lesdites sociétés sont tenues de remettre au receveur de l'enregistrement du siège social le relevé des transferts et des conversions, ainsi que l'état des actions et obligations soumises à la taxe annuelle.

8. Dans les sociétés qui admettent le titre au porteur, tout propriétaire d'actions et d'obligations a toujours la faculté de convertir ses titres au porteur en titres nominatifs, et réciproquement.

Dans l'un et l'autre cas, la conversion donne lieu à la perception du droit de transmission.

Néanmoins, pendant un délai de trois mois, à partir de la mise à exécution de la présente loi, la conversion des actions et obligations au porteur, en actions et obligations nominatives, sera affranchie de tout droit.

9. Les actions et obligations émises par les sociétés, compagnies ou entreprises étrangères, sont soumises, en France, à des droits équivalents à ceux qui sont établis par la présente loi et par celle du 5 juin 1850, sur les valeurs françaises; elles ne pourront être cotées et négociées en France qu'en se soumettant à l'acquiescement de ces droits.

Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quantité déterminée du capital social.

Le même règlement déterminera toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

10. Toute contravention aux précédentes dispositions, et à celles des règlements qui seront faits pour leur exécution, est punie d'une amende de cent francs à cinq mille francs, sans préjudice des peines portées par l'article 39 de la loi du 22 février au vin, pour omission ou insoumission de déclaration.

11. L'article 15 de la loi du 5 juin 1850 est abrogé.

12. Est abrogé l'article 1^{er} de la loi du 6 prairial an vii, qui

assujettit au timbre spécial les avis imprimés qui se créent et se distribuent dans les rues et lieux publics, ou que l'on fait circuler de toute autre manière.

13. L'article 5 de la loi du 14 juillet 1855 continuera à recevoir son exécution pour l'exercice 1858, sauf en ce qui concerne le second décime établi sur les droits d'enregistrement.

14. Continuera d'être faite pour 1858, au profit de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus énoncés à l'état D annexé à la présente loi.

§ 3. — Évaluation des voies et moyens et résultat général du budget.

15. Les voies et moyens du budget de l'exercice 1858 sont évalués à la somme totale de un milliard sept cent trente-sept millions cent quinze mille cent soixante et onze francs (1,737,115,171'), conformément à l'état E ci-annexé, savoir :

Recettes d'ordre dont l'emploi ou la restitution figure au budget des dépenses pour la somme de cinq cent quarante-cinq millions six cent soixante-quatre mille trois cent quatre-vingt-douze francs, ci. 545,664,392'

Recettes applicables aux charges réelles de l'Etat, un milliard cent quatre-vingt-onze millions quatre cent cinquante mille sept cent soixante et dix-neuf francs, ci. 1,191,450,779

TOTAL GÉNÉRAL conforme à l'état E ci-annexé. 1,737,115,171

16. D'après les fixations établies par la présente loi, le résultat général du budget de 1858 se résume ainsi qu'il suit :

	BUDGET total.	RECETTES et dépenses d'ordre.	CHARGES et ressources de l'Etat.
	fr.	fr.	fr.
Les dépenses ordinaires et extraordinaires s'élèvent (art. 1 ^{er}) à	1,717,156,190	545,664,392	1,171,491,798
Les voies et moyens ordi- naires et extraordinaires montent (art. 15) à . . .	1,737,115,171	545,664,392	1,191,450,779
EXCÉDANT DE RECETTE.	19,958,981	"	19,958,981

dépenses ordinaires s'élevant, d'après l'état A, à la somme		
le	1.697.556,190 ^f	
les ressources ordinaires montant, suivant l'état E, à...	1.735.985,885	
l'excédant de recette sur le service ordinaire est de.....		38,429,695
les dépenses pour travaux extraordinaires, qui sont (voir l'état A présenté) de.....	19,600,000 ^f	
comparées aux ressources extraordinaires (état E), ci.....	1,129,286	
il y a donc un excédant de.....	18,470,714	18,470,714
ce qui est couvert par les ressources ordinaires du budget.		
Il résulte qu'en définitive le budget général se solde par un excédant de recette arrêté provisoirement, comme ci-dessus, à la somme de.....		19,958,981

TITRE II.

SERVICES SPÉCIAUX.

17. Les services spéciaux rattachés pour ordre au budget de l'État sont fixés, en recette et en dépense, pour l'exercice 1858, la somme de cent un millions sept cent vingt-six mille huit cent quarante-huit francs (101,726,848^f), conformément à l'état F ci-annexé.

18. Le budget du service spécial de la dotation de l'armée, attaché pour ordre au budget général de l'État, aux termes de la loi du 26 avril 1855, est fixé, en recette et en dépense, pour l'exercice 1857, à la somme de quarante-trois millions huit cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent huit francs (43,895,908^f), conformément à l'état G annexé à la présente loi.

19. L'affectation aux dépenses du service départemental des ressources spécialement attribuées à ce service par la loi du 10 mai 1838, et comprises dans les voies et moyens généraux de l'État pour cent sept millions six cent cinq mille francs (107,615,000^f), est réglée par ministère, conformément à l'état H annexé à la présente loi.

TITRE III.

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

20. Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la Banque de France, des bons du trésor portant intérêt, et payables à échéance fixe.

Les bons du trésor en circulation ne pourront excéder deux cent cinquante millions de francs (250,000,000^f). Ne sont pas compris dans cette limite, les bons délivrés à la caisse d'amor-

tirement en vertu de la loi du 10 juin 1833, ni les bons déposés en garantie à la banque de France et aux comptoirs d'escompte.

Dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, il y sera pourvu au moyen d'émissions supplémentaires qui devront être autorisées par décrets impériaux, insérés au Bulletin des lois, et soumis à la sanction du Corps législatif, à sa plus prochaine session.

21. Le ministre des finances est autorisé à convertir la dette de l'Etat envers les compagnies de chemins de fer en cinquante annuités au plus, comprenant l'intérêt et l'amortissement. Cette conversion aura lieu dans la forme et aux conditions qui concilieront le mieux les intérêts du trésor avec la facilité de l'opération.

22. Les effets de la loi du 10 juin 1853, concernant les secours voyageurs à d'anciens militaires de la République et de l'Empire, sont prorogés jusqu'au 31 décembre 1858.

23. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit de un million huit cent mille francs (1,800,000^f) pour l'inscription, au trésor public, des pensions militaires à liquider dans le courant de l'année 1858.

24. Il est ouvert au ministre d'état un crédit de cent mille (100,000^f) pour l'inscription, au trésor public, des pensions qui seraient concédées pendant l'année 1858, en vertu de la loi du 17 juillet 1856.

25. Les taxes d'arrosages autorisées par le Gouvernement, lorsqu'elles sont perçues au profit de concessionnaires de canaux d'irrigation, sont recouvrées dans les formes déterminées par les articles 3 et 4 de la loi du 14 floréal an xi, comme dans le cas où lesdites taxes sont perçues au profit d'associations de propriétaires intéressés.

TITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

26. Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percep-

eurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable.

Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution de l'article 4 de la loi du 2 août 1829, modifié par l'article 7 de la loi du 7 août 1850, relatif au cadastre, non plus qu'aux dispositions des lois du 10 mai 1838, sur les attributions départementales; du 18 juillet 1837, sur l'administration communale; du 21 mai 1836, sur les chemins vicinaux, et du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 Mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAMONT-CHETET,
Ed. DALLOZ.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1858.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 9 Juin 1857.

Le Président,
Signé TAULIÈRE.

Les Secrétaires,
Signé A. duc DE PAVOT, le comte LE MARAIS,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :
Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des Lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint Cloud, le 23 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'état au département de la justice,

Le Ministre d'État,

Signé ABBATUCCI.

Signé ACHILLE FULD.

BUDGET GÉNÉRAL

DES DÉPENSES DE L'EXERCICE 1858.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES formant les charges de l'État.	DÉPENSES d'ordre et fraix de perception.	SOMME des crédits
	fr.	fr.	fr.
BUDGET PAR MINISTÈRE.			
Ministère d'État.....	12,127,600	"	12,127,600
de la justice.....	27,376,270	"	27,376,270
des affaires étrangères...	10,256,600	"	10,256,600
de l'intérieur.....	41,770,380	103,975,700	145,746,080
des finances.....	418,946,695	29,748,735	448,695,430
de la guerre.....	343,983,673	2,739,934	346,723,607
de la marine.....	132,773,094	166,023	132,939,117
de l'instruction publique et des cultes.....	59,985,186	5,766,000	65,751,186
Ministère de l'agriculture, du com- merce et des travaux publics...	94,266,300	3,268,000	97,534,300
TOTAL GÉNÉRAL des crédits à voter par ministère, conformément à l'article 12 du sénatus-con- sulte du 25 décembre 1852..	1,171,491,798	545,661,392	1,717,153,190

RÉSUMÉ PAR SERVICES.

DÉPENSES ORDINAIRES.

Ministère d'État.....	9,127,600	"	9,127,600
de la justice.....	27,376,270	"	27,376,270
des affaires étrangères...	10,256,600	"	10,256,600
Ministère de l'intérieur. } Service général.....	41,770,380	2,161,700	43,932,080
} Service départemental.	"	101,814,000	101,814,000
À reporter.....	88,530,850	103,975,700	192,506,550

NATURE DES DÉPENSES.		DÉPENSES formant les charges de l'État.	DÉPENSES d'ordre et frais de perception.	MONTANT des crédits accordés.
		fr.	fr.	fr.
Ministère des finances.	Report.....	88,530,850	103,975,700	192,506,550
	Dette publique.....	390,187,388	132,693,738	522,881,126
	Dotations et dépenses des pouvoirs législa- tifs.....	39,597,010	"	39,597,010
	Service général.....	19,162,297	"	19,162,297
	Frais de régie, de per- ception et d'exploita- tion des impôts et revenus.....	"	187,487,934	187,487,934
	Remboursements et res- titutions, non-valeurs, primes et escomptes.	"	109,567,063	109,567,063
	Ministère de la guerre.....	343,989,673	2,739,934	346,729,607
Ministère de l'instruc- tion publique et des cultes.	de la marine.....	132,773,094	166,023	132,939,117
	Instruction publique..	13,811,750	5,766,000	19,577,750
	Cultes.....	46,173,436	"	46,173,436
Ministère de l'agriculture, du com- merce et des travaux publics....		77,666,300	3,268,000	80,934,300
TOTAL des dépenses ordinaires.		1,151,891,798	545,664,392	1,697,556,190
TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.				
Ministère d'État.....		3,000,000	"	3,000,000
de l'agriculture, du com- merce et des travaux publics....		16,600,000	"	16,600,000
TOTAL des travaux extraordi- naires.....		19,600,000	"	19,600,000
TOTAUX GÉNÉRAUX.....		1,171,491,798	545,664,392	1,717,156,190

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.		cent.	francs.
		Centimes additionnels.	fr.
Fonds pour dépenses générales	Principal des contributions.....	1	16,151.00
	Cotisations, en principal, des propriétés nouvellement bâties et imposables à partir du 1 ^{er} janvier 1857, déduction faite des dégrèvements afférents aux propriétés détruites ou démolies. (Article 2 des lois des 17 août 1835 et du 4 août 1844.).....	1	16,151.00
	TOTAL DU PRINCIPAL.....		16,151.00
Fonds pour dépenses départementales	Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale.....	1	1,511.00
	Centimes imposés par la loi (1) ^e : Fonds applicables aux dépenses ordinaires de chaque département.....	10	16,151.00
	Fonds commun à répartir entre les départements pour dépenses ordinaires des départements.....	7	11,351.00
	pour dépenses facultatives d'utilité départementale (maximum 7 centimes), excepté pour le département de la Corse, qui est autorisé à porter ces centimes au nombre de 13 6/10 ^e . (Loi du 7 août 1850, art. 1 ^{er})	1	11,351.00
	Centimes votés par les conseils généraux pour dépenses extraordinaires approuvées par des lois spéciales autres que celles concernant l'instruction primaire.....	1	14,756.00
	pour subvention aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et autres, en vertu de la loi du 21 mai 1836 (maximum 5 centimes).....	1	7,469.00
A reporter.....		18	225,353.00

(A) Le principal de la contribution des patentes est évalué à..... 35,000.00
 Mais il y a à déduire 4 centimes par franc, dont le produit est attribué aux communes par l'article 34 de la loi du 25 avril 1834, et..... 3,600.00

CENTIMES ADDITIONNELS, POUR L'EXERCICE 1858.

CONTRIBUTIONS					TOTAUX	
personnelle mobilière.	des portes et fenêtres.		des patentes.		par nature de contribution.	par affectation de contribution.
fr.	Centimes addition- nels.	fr.	Centimes addition- nels.	fr.	fr.	fr.
36,622,413	"	27,051,515	"	41,400,000	267,025,833	
77,587	"	448,485	"	"	774,167	263,433,000
36,700,000	.....	27,500,000	.....	41,400,000	267,800,000	
6,606,000	15 8/10	4,345,000	6 8/10	3,050,000 (A)	15,633,000	
3,670,000	"	"	"	"	15,890,000	
2,569,000	"	"	"	"	13,923,000	
2,569,000	"	"	"	"	13,923,000	
3,305,000	"	2,370,000	"	3,871,000	24,282,000	89,755,000
1,692,000	"	1,240,000	"	1,695,000	12,696,000	
57,111,000	15 8/10	35,455,000	6 8/10	50,226,000	363,147,000	373,188,000

et pour la portion du principal de la contribution des patentes qui est appliquée aux dépenses

du budget, et..... 41,400,000

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.

féciers.

			Centimes additionnels.	
Report.....			18	215,355
Fonds pour dépenses départementales. (Suite.)	Centimes votés par les conseils généraux	pour dépenses de l'instruction primaire en vertu de la loi du 15 mars 1850 (maximum 2 centimes) et en vertu de lois spéciales..... pour dépenses du cadastre (maximum 5 centimes).....	"	3,160
	Centimes pour dépenses ordinaires (maximum 5 centimes).		"	25,000
	Centimes pour dépenses extraordinaires et centimes pour frais de bourses et chambres de commerce (approuvés par des actes du Gouvernement ou par des arrêtés des préfets)		"	8,112,000
	Centimes pour dépenses extraordinaires imposés d'office pour dépenses obligatoires à la charge des communes. (Article 39 de la loi du 18 juillet 1837.)... Mémoire.		"	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes pour dépenses des chemins vicinaux (maximum 5 centimes).....		"	7,270,000
	Centimes pour dépenses de l'instruction primaire (maximum 3 centimes).....		"	3,850,000
	Centimes pour frais de perception des impositions communales (3 centimes du montant de ces impositions)...		"	1,185,000
	Fonds de 8 centimes attribué aux communes par l'article 32 de la loi du 25 avril 1844.....		"	
Fonds pour secours en cas de grêle, incendies, inondations et autres cas fortuits.....			1	1,612,000
Fonds de non-valeurs.	(Sur le principal des contributions foncière et personnelle-mobilière (non-valeurs, remises et modérations))		"	1,612,000
	(Sur le principal de la contribution des portes et fenêtres (non-valeurs)).....		"	
A reporter.....			20	272,102

CONTRIBUTIONS					TOTAUX	
reconnu lie mobilière.	des portes et fenêtres.		des patentes.		par nature de contribution.	par affectation de contribution.
fr.	Cen- times additi- on- nels.	fr.	Cen- times additi- on- nels.	fr.	fr.	fr.
57,111,000	15 8/10	35,455,000	6 8/10	50,226,000	368,147,000	373,188,000
670,000	"	485,000	"	701,000	5,016,000	
"	"	"	"	"	25,000	
1,835,000	"	"	"	"	9,945,000	
3,080,000	"	2,375,000	"	3,466,000	28,821,000	
"	"	"	"	"	"	
1,443,000	"	1,032,000	"	1,423,000	11,168,000	61,235,948
777,000	"	567,000	"	800,000	5,998,000	
216,190	"	122,797	"	179,204	1,703,948	
"	"	"	"	(B) 3,600,000	3,600,000	
367,000	"	"	"	"	1,989,000	1,989,000
367,000	"	"	"	"	1,989,000	
"	3	825,000	"	"	825,000	
65,866,000	18 8/10	40,861,797	6 8/10	60,395,304	439,226,948	436,412,948

voir la note (A) du tableau précédent.

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.

		Centimes additionnels.	
		Centimes additionnels.	
Report.....		20	27,216,25
Fonds de non-valeurs. (Suite.)	Sur le principal de la contribution des patentes. (Décharges, réductions, remises et modérations, et frais d'expédition des formules des patentes.).....	1	1
	Centimes à ajouter au montant des impositions départementales, pour leur contribution à la formation du fond de non-valeurs. (Art. 14 de la loi du 8 juillet 1852.)	1	64,000
	Centimes à ajouter au montant des impositions communales, pour leur contribution à la formation du fond de non-valeur. (Art. 14 de la loi du 8 juillet 1852.)	1	39,000
Fonds de réimpositions.....		1	21,000
Centimes pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires.....		1	50,000
TOTAL.....		20	27,216,25

Taxe de premier avertissement. (Article 51 de la loi du 15 mai 1818.).....

(c) Sur les 5 centimes imposés pour taxe de premier avertissement, 3 centimes sur 16,600,000 avertissements pour rôles confectionnés aux frais de l'État rentrent dans les fonds pour dépenses générales de l'État; le produit de ces 3 centimes est de.....

2 centimes sur 900,000 avertissements pour rôles spéciaux d'impositions extraordinaires, établis aux frais des départements et des communes, et pour rôles de frais de bureaux et chambres de commerce, servent à couvrir les frais d'impression et de confection dudit avertissement; le produit de ces 2 centimes est de..... 97,000

1 centime sur la totalité des avertissements (17,500,000) sont attribués aux percepteurs pour la distribution dudit avertissements..... 180,000

TOTAL..... 27,216,25

CONTRIBUTIONS						TOTALS	
personnelle et mobilière.		des portes et fenêtres.		des patentes.		par nature de contribution.	par affectation de contribution.
en centi- mes.	fr.	Centi- mes addition- nels.	fr.	Centi- mes addition- nels.	fr.	fr.	fr.
7	65,866,190	18 8/10	40,861,787	6 8/10	60,395,204	139,226,948	436,412,918
"	"	"	"	5	2,150,000	2,150,000	7,168,117
"	144,175	"	122,850	"	323,350	1,237,855	
"	71,350	"	119,220	"	284,450	866,260	
"	753,000	"	"	"	"	1,000,000	1,000,000
"	10,000	"	8,000	"	9 000	80,000	80,000
37	66,815,015	18 8/10	41,111,867	11 8/10	63,262,004	444,661,063	444,661,063
							(c) 875.000
TOTAL GÉNÉRAL.....							445,536,063 (n)

(n) Les contributions directes à imposer d'après le présent tableau se divisent ainsi qu'il suit, sous le rapport de leur affectation aux dépenses pour lesquelles la loi les autorise :

Impositions affectées aux dépenses générales du budget :

1 ^{er} Produit des quatre contributions directes	283,433,000 ¹	} 283,931,000 ¹
2 ^e Produit des 3 centimes d'avertissements pour réclamer confectionnés aux fraies de l'Etat.....	498,000	

Impositions affectées à des dépenses spéciales..... 161,605,063

ENSEMBLE..... 445,536,063

Le produit des impositions de cette dernière nature est attribué aux ministères ci-après :

Instruction publique.....	5,018,000 ¹	} 91,719,000
Intérieur.....	84,714,000	
Agriculture, commerce et travaux publics.....	1,989,000	
Finances.....		69,586,013

TOTAL..... 161,605,063

CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL.

DÉPARTEMENTS.

Foncière.

Personnelle
et mobilière.

Portes et fenêtres.

DÉPARTEMENTS.	Foncière.	Personnelle et mobilière.	Portes et fenêtres.
Ain.....	1,241,950 ¹	269,323 ¹	178,771
Aisne.....	2,778,132	562,171	520,466
Allier.....	1,360,326	252,072	173,666
Alpes (Basses-)... ..	615,185	119,408	70,771
Alpes (Hautes-)... ..	506,410	85,115	62,000
Ardèche.....	911,969	225,073	151,399
Ardennes.....	1,312,578	299,108	219,234
Ariège.....	603,616	166,606	91,370
Aube.....	1,451,276	302,009	230,444
Aude.....	1,786,728	281,556	189,347
Aveyron.....	1,462,929	274,573	181,399
Bouches-du-Rhône.....	1,788,991	760,232	646,018
Calvados.....	3,817,660	658,639	533,850
Cantal.....	1,120,447	182,509	86,741
Charente.....	1,851,994	350,234	206,309
Charente-Inférieure.....	2,428,740	487,458	264,977
Cher.....	1,040,554	226,969	132,431
Corrèze.....	815,131	176,413	109,125
Corse.....	179,995	80,147	46,535
Côte-d'Or.....	2,657,295	467,510	291,994
Côtes-du-Nord.....	1,715,856	379,646	181,124
Creuse.....	727,224	158,254	89,511
Dordogne.....	2,137,036	356,898	191,403
Doubs.....	1,226,956	281,523	202,416
Drôme.....	1,234,672	283,879	179,899
Eure.....	3,189,818	479,306	539,900
Eure-et-Loir.....	2,188,565	357,787	219,961
Finistère.....	1,487,674	429,086	265,200
Gard.....	1,840,964	414,521	293,258
Garonne (Haute-)... ..	2,308,816	488,577	300,399
Gers.....	1,653,113	286,465	156,200
Gironde.....	3,089,992	809,709	600,497
Hérault.....	2,365,976	486,860	286,277
Ille-et-Vilaine.....	1,973,703	464,302	282,373
Indre.....	1,031,635	228,772	119,220
Indre-et-Loire.....	1,620,674	332,760	238,200
Isère.....	2,404,312	446,246	296,677
Jura.....	1,315,931	265,000	167,413
Landes.....	769,477	168,859	116,799
Loir-et-Cher.....	1,341,610	259,130	177,707
Loire.....	1,566,667	393,772	360,107
Loire (Haute-)... ..	1,030,352	187,031	120,399
Loire-Inférieure.....	1,686,103	550,437	326,607
Loiret.....	1,406,219	401,561	276,000

DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL.		
	Foncier.	Personnelle et mobilière.	Portes et fenêtres.
.....	1,264,249 ^f	256,811 ^f	121,119 ^f
t-Garonne.....	2,118,447	351,590	167,402
e.	595,199	85,900	61,394
-et-Loire.....	2,610,475	450,920	346,617
he.	3,412,480	588,243	374,968
.....	1,905,001	453,819	395,966
(Haute-).....	1,410,018	274,261	157,826
ine.	1,598,086	289,320	160,012
he.	1,771,172	416,734	286,579
.....	1,553,010	319,720	189,178
han.....	1,485,637	321,267	147,302
le.	1,733,530	398,324	324,715
.....	1,311,990	275,739	152,750
.....	4,395,554	1,078,656	1,177,902
.....	2,755,282	482,649	477,529
.....	2,385,141	421,908	287,143
e-Calais.....	3,056,403	637,019	665,947
e-Dôme.....	2,389,206	489,095	257,763
ées (Basses-).....	887,233	297,312	266,962
ées (Hautes-).....	578,603	149,050	100,021
ées-Orientales.....	716,890	127,146	78,201
(Bas-).....	1,911,006	566,323	597,127
(Haut-).....	1,621,329	402,348	407,994
e.....	2,351,776	838,712	661,563
(Haute-).....	1,498,744	282,736	181,925
-et-Loire.....	2,932,336	482,794	326,509
e.....	2,266,261	410,568	247,886
.....	9,206,019	4,452,732	3,370,153
-Inférieure.....	5,050,681	1,209,281	1,160,701
-et-Marne.....	2,894,310	464,935	308,228
-et-Oise.....	3,474,226	753,325	594,380
s (Deux-).....	1,486,114	258,204	143,614
ne.....	3,194,667	595,364	681,363
.....	1,664,769	300,169	182,368
-et-Garonne.....	1,655,116	247,364	117,836
.....	1,461,304	375,329	281,719
luse.....	930,285	271,909	224,665
lée.....	1,607,718	268,017	152,271
ne.....	1,241,935	249,770	203,767
ne (Haute-).....	935,387	217,143	144,954
ges.....	1,196,974	282,801	215,770
ne.....	1,822,358	388,427	251,189
TOTAUX.....	161,951,905	36,622,413	27,051,515

§ 1^{er}. *Perceptions au profit de l'État.*

Droits d'enregistrement, de timbre, de taxe sur les biens de mainmorte, de greffe, d'hypothèques, de passe-ports et de permis de chasse, produit du visa des passe-ports et de la légalisation des actes au ministère des affaires étrangères, et droits de sceau à percevoir pour le compte du trésor dans lesquels continueront d'être compris les droits pour dispenses d'alliances, en conformité des lois des 17 août 1818, 29 janvier 1831 et 20 février 1849;

Vingtième à payer sur le produit des bois des communes et établissements publics vendus ou délivrés en nature, pour indemniser l'État des frais d'administration de ces bois, sans toutefois que ces frais puissent excéder le maximum d'un franc par hectare (*Article 5 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841, article 6 de la loi des recettes de 1846, du 19 juillet 1845, et article 14 de la loi du budget de 1857, du 14 juillet 1856*);

Droits de douanes, y compris celui sur les sels;

Contributions indirectes, y compris les droits de garantie, la retenue sur le prix des livraisons de tabacs autorisée par l'article 38 de la loi du 24 décembre 1814, les frais de casernement déterminés par la loi du 15 mai 1818, et le prix des poudres, tel qu'il est fixé par les lois des 16 mars 1819 et 24 mai 1834;

Taxe des lettres et droit sur les sommes versées aux caisses des agents des postes;

Rétributions imposées en vertu de la loi du 14 juin 1854 et du décret du 22 août suivant, sur les élèves des établissements d'enseignement supérieur et sur les candidats qui se présentent pour y obtenir des grades;

Produit des monnaies et médailles;

Redevances sur les mines;

Redevances pour permissions d'usines et de prises d'eau temporaires, toujours révocables sans indemnité, sur les canaux et rivières navigables et flottables;

Droits de vérification des poids et mesures, conformément à l'ordonnance royale du 17 avril 1839;

Taxes des brevets d'invention;

Droits de chancellerie et de consulat perçus en vertu des tarifs existants;

Décime pour franc sur les droits qui n'en sont point affranchis, y compris les amendes et condamnations pécuniaires, et sur les droits de greffe perçus, en vertu de l'ordonnance du 18 janvier 1826, par le secrétaire général du Conseil d'état;

Rétributions imposées, pour frais de surveillance, sur les compagnies et agences de la nature des tontines dont l'établissement aura été autorisé par ordonnances rendues dans la forme des règlements d'administration publique (*Avis du Conseil d'état, approuvé par l'Empereur le 1^{er} avril 1869, et loi des recettes de 1843*);

Droits sanitaires, conformément au tarif déterminé par l'article 7 du décret du 4 juin 1853;

Taxes de la télégraphie privée.

§ 2. *Perception au profit des départements, des communes, des établissements publics, et des communautés d'habitants dûment autorisées.*

Taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la surveillance, la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants; taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807, et taxes d'allouages, là où il est d'usage et utile d'en établir;

Droits de péage qui seraient établis, conformément à la loi du 14 floréal an 1

(4 mai 1802), pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'État, des départements ou des communes, et pour correction de rampes sur les routes nationales ou départementales;

Taxes perçues pour l'entretien, la réparation et la reconstruction des canaux et rivières non navigables et des ouvrages d'art qui y correspondent (*Loi du 14 floréal an XI*) [4 mai 1803];

Taxes d'arrosage autorisées par le Gouvernement (*Loi du 14 floréal an XI*) [4 mai 1803] et article 25 de la loi du budget de 1858;

Taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour subvenir aux dépenses intéressant les communautés de marchands de bois (*Loi du 28 février 1824*);

Droits d'examen et de réception imposés, par l'arrêté du Gouvernement du 20 prairial an XI (9 juin 1803) et le décret du 22 août 1854, sur les candidats qui se présentent devant les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie pour obtenir le diplôme d'officier de santé ou de pharmacien de seconde classe;

Droits établis pour frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers;

Rétributions imposées, en vertu des arrêtés du Gouvernement du 3 floréal an VIII (23 avril 1800) et du 6 nivôse an XI (27 décembre 1802), sur les établissements d'eaux minérales naturelles, pour le traitement des médecins chargés par le Gouvernement de l'inspection de ces établissements;

Contributions imposées par le Gouvernement sur les bains, fabriques et dépôts d'eaux minérales, pour subvenir aux traitements des médecins inspecteurs d'adits établissements (*Article 30 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841, et lois de finances antérieures*);

Rétributions pour frais de visite des aliénés placés volontairement dans les établissements privés (*Articles 9 de la loi du 30 juin 1838 et 29 de la loi du 25 juin 1841*);

Droits d'octroi, droits de pesage, mesurage et jaugeage;

Droits de voirie dont les tarifs ont été approuvés par le Gouvernement, sur la demande et au profit des communes (*Loi du 18 juillet 1837*);

Dixième des billets d'entrée dans les spectacles et les concerts quotidiens (*Loi du 7 frimaire an V*) [27 novembre 1796];

Quart de la recette brute dans les lieux de réunion ou de fête où l'on est admis en payant (*Loi du 8 thermidor an V*) [26 juillet 1797];

Contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, et revenus spéciaux accordés auxdits établissements;

Droits de place perçus dans les halles, foires, marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment autorisés (*Loi du 18 juillet 1837*);

Droits de stationnement et de location sur la voie publique, sur les ports et rivières et autres lieux publics (*Loi du 18 juillet 1837*);

Taxes de frais de pavage des rues dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains (*Dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an VII* [1^{er} décembre 1798] et du décret de principe du 25 mars 1807, et article 28 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841);

Taxes d'établissement de trottoirs dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés conformément aux dispositions de la loi du 7 juin 1845;

Prix de la vente exclusive, au profit de la caisse des invalides de la marine, des feuilles de rôles d'équipages des bâtiments de commerce, d'après le tarif du 8 messidor an XI (27 juin 1803);

Frais de travaux intéressant la salubrité publique (*Loi du 16 septembre 1807*);

Droits d'inhumation et de concessions de terrains dans les cimetières (*Décrets organiques du 23 prairial an XII* [12 juin 1804] et du 18 août 1811);

Taxe municipale sur les chiens (*Loi du 2 mai 1855 et décret du 4 août suivant*).

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

CONTRIBUTIONS DIRECTES.

Contribution foncière.....	273,441,177
Contribution personnelle et mobilière.....	66,345,013
Contribution des portes et fenêtres.....	41,111,867
Contribution des patentes.....	63,262,001
Taxe de premier avertissement.....	875,000

ENREGISTREMENT, TIMBRE ET DOMAINES.

Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques, et perceptions diverses.....	263,472,000 ^f	331,891,000
Droit de timbre.....	68,419,000	
Revenus et prix de vente de domaines.....	12,891,000	18,131,396
Prix de vente d'objets mobiliers provenant des ministères.....	3,705,500	
Produits d'établissements spéciaux régis ou affermés par l'État.....	1,535,896	

PRODUITS DES FORÊTS ET DE LA PÊCHE.

Produits des coupes de bois.....	31,535,500
Produits divers et droits de pêche.....	3,399,000
Contribution des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	1,025,000

DOUANES ET SELS.

Droits de douanes à l'importation :	
Marchandises diverses.....	116,607,000
Sucres.....	64,773,000
{ coloniaux.....	42,151,000 ^f
{ étrangers.....	22,622,000
Droits de douanes à l'exportation.....	1,661,000
Droits de navigation.....	2,514,000
Droits et produits divers de douanes.....	3,109,000
Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes.....	28,210,000

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Droits sur les boissons.....	142,308,000
Taxe de consommation des sels perçue hors du rayon des douanes.....	7,054,000
Droit de fabrication sur les sucres indigènes.....	47,752,000
Droits divers et recettes à différents titres.....	51,813,000
Produit de la vente des tabacs.....	164,000,000
Produit de la vente des poudres à feu.....	11,069,000

PRODUITS DES POSTES.

Produit de la taxe des lettres.....	52,938,000
Droit de 2 p. o/o sur les envois d'argent.....	1,662,000

A reporter.....

n° 514.

(1309)

MOYENS DE L'EXERCICE 1858.

MONTANT des recettes prévues.	RECETTES d'ordre.	RECETTES applicables aux charges de l'État.	OBSERVATIONS.
445,536,063 ^f	91,719,000 ^f	353,817,063 ^f	
350,023,396	"	350,023,396	
36,959,500	"	36,959,500	
217,874,000	"	217,874,000	
424,016,000	"	424,016,000	
1,474,408,959	91,719,000	1,382,689,959	

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

Report.....

PRODUITS DES POSTES. (Suite.)

Droit de transit des correspondances étrangères.....	1,560,000
Recettes diverses.....	399,000

Produits éventuels affectés au service départemental.....	
Produits et revenus de l'Algérie.....	
Recettes et autres produits affectés au service des pensions civiles.....	
Produit de la réserve de l'amortissement.....	

PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

Taxe annuelle sur les biens de mainmorte.....	3,130,000
Redevances et produits extraordinaires des mines.....	900,000
Droit de vérification des poids et mesures.....	1,250,000
Bénéfice sur la fabrication des monnaies et des médailles.....	50,130
Produit de la rente de l'Inde.....	1,050,000
Contingent à verser au trésor par les établissements français de l'Inde....	362,000
Produit de la taxe des brevets d'invention.....	900,000
Solde non employé du fonds commun des chancelleries consulaires.....	20,000
Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.....	400,000
Produits éventuels départementaux attribués à l'instruction primaire.....	50,000
Subvention prélevée sur les centimes facultatifs pour les dépenses de l'instruction primaire.....	300,000
Pensions et rétributions des élèves des écoles militaires.....	944,000
Recouvrement de frais d'entretien d'élèves à l'école de cavalerie de Saumur.	24,000
Pensions des élèves de l'école navale de Brest.....	56,000
Retenue de 2 p. o/o sur la solde des officiers de l'armée et des sapeurs pompiers à Paris.....	1,331,390
Pensions de marins admis à l'hôtel des invalides de la guerre.....	45,000
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris.....	1,653,510
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	151,700
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale.....	180,000
Revenus de divers établissements spéciaux (écoles vétérinaires, écoles des arts et métiers, écoles régionales d'agriculture, lazarets et établissements sanitaires).....	991,900
Produits provenant des ministères, et recettes attribuées au trésor public par l'ordonnance royale du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique.....	2,414,449

▲ reporter.....

NT révues.	RECETTES d'ordre.	RECETTES applicables aux charges de l'État.	OBSERVATIONS.
88,959 ^f	91,719,000 ^f	1,362,689,959 ^f	
159,000	"	56,559,000	
100,000	17,100,000	"	
100,000	"	10,100,000	
239,000	12,239,000	"	
454,738	120,454,738	"	
	"	3,130,000	
	"	900,000	
	"	1,280,000	
	"	50,100	
	"	1,050,000	
	"	362,000	
	"	900,000	
	"	50,000	
	400,000	"	
	50,000	"	
	300,000	"	
	"	944,200	
	"	24,000	
	"	56,000	
	"	1,231,390	
	"	48,600	
	1,653,640	"	
	151,700	"	
	180,000	"	
35,124,188	"	994,900	
	"	2,414,449	
1,735,985,885	244,248,078	1,472,784,598	

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

Report.....

PRODUITS DIVERS DU BUDGET. (Suite.)

Produit de ventes de cartes des dépôts de la guerre et de la marine.....	20
Valeur, au prix de revient fixé par le { au département de la guerre.....	1,084
budget, des poudres livrées par le { ————— de la marine.....	1,612
service des poudres et salpêtres.. { ————— des finances.....	4,572
Ateliers de condamnés et pénitenciers militaires.....	112
Versements de compagnies de chemins de fer pour remboursement de frais à leur charge.....	1,330
Versements des tontines, des associations ouvrières et des sociétés et établissements divers, pour remboursements de frais de surveillance.....	79
Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations pour l'année 1858.....	2,000
Recouvrements sur prêts faits, en 1830, au commerce et à l'industrie....	65
Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances.....	200
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes. (Loi du 31 janvier 1833.).....	11,304
Produits de la télégraphie privée.....	5,301
Fonds de concours à verser par divers pour l'exécution de travaux publics..	200
Excédant disponible des recettes sur les dépenses du service de l'Imprimerie impériale.....	31
Produits divers des maisons centrales de force et de correction.....	2,300
Produits divers des prisons départementales.....	400
Remboursement de prêts aux associations ouvrières. (Décret du 5 juillet 1848.)....	80
Recettes de différentes origines.....	3,261

TOTAL des voies et moyens ordinaires...

RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

Produit des obligations de la compagnie du chemin de fer du Nord.....	
Produit des obligations de la compagnie du chemin de fer de Paris à Strasbourg.....	

TOTAL des ressources extraordinaires..

Ensemble.....

A déduire des recettes applicables aux charges de l'État, et à ajouter aux recettes d'ord
les prélèvements nécessaires pour couvrir :

- 1° Les frais de perception et d'exploitation des impôts et revenus.....
- 2° Les remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et escomptes.....

TOTAL GÉNÉRAL des voies et moyens de l'exercice 1858....

MONTANT des prévues.	RECETTES d'ordre.	RECETTES applicables aux charges de l'Etat.	OBSERVATIONS.
5,985,885 ^f	244,248,078 ^f	1,472,784,598 ^f	
	"	73,000	
	1,086,294	"	
	166,023	"	
	"	4,575,516	
	"	142,500	
	1,380,000	"	
	79,000	"	
	"	2,000,000	
	"	60,000	
	"	200,000	
	"	15,000	
	"	5,000,000	
	"	200,000	
	"	34,000	
	1,650,000	550,000	
	"	400,000	
	"	80,000	
	"	1,261,876	
5,985,885	248,009,395	1,487,376,490	
500,000	"	500,000	
629,286	"	629,286	
1,129,286	"	1,129,286	
37,115,171	248,609,395	1,488,505,776	
"	187,487,934	297,054,997	
"	109,567,063		
37,115,171	545,664,392	1,191,450,773	

ÉTAT F.

TABLEAU DES RECETTES ET DES DÉPENSES DES

CHA- PITRES spéciaux		RECETTES.	MONTANT DES RECETTES	
			par chapitre.	par section.
MINISTÈRE D'ÉTAT.				
LÉGION D'HONNEUR.				
1	{	Rentes 4 1/2 p. o/o sur le grand-livre de la dette publique.	6,077,536 ¹	
2		Rentes 4 1/2 p. o/o sur le grand-livre de la dette publique. (<i>Décret du 27 mars 1852.</i>)	500,000	
3		Supplément à la dotation (porté au budget général et comprenant l'annuité de 200,000 francs à rembourser à la caisse des dépôts et consignations.) . . .	4,197,010	
4		Actions sur les canaux d'Orléans et du Loing et sur le canal du Midi.	130,000	
5		Remboursement du prix des décorations et médailles. — Produit des brevets. — Droits de chancellerie pour port de décorations étrangères.	180,000	11,173,300
6		Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de cohorte.	14,843	
7		Versements par les titulaires de majorats (transmissions de dotations).	1,111	
8		Domaine d'Écouen.	6,000	
9		Pensions et frais de trousseaux versés par les parents des élèves de la maison de Saint-Denis.	55,000	
		Pensions et frais de trousseaux versés par les parents des élèves de la maison des succursales.	12,000	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.				
IMPRIMERIE IMPÉRIALE,				
Unique.		Produit des impressions diverses.	3,699,500	3,699,500
A reporter				14,873,300

RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET DE L'EXERCICE 1858.

DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés par services et par ministères.
MINISTÈRE D'ÉTAT..... Légion d'honneur.....	11,173,500 ^l
MINISTÈRE DE LA JUSTICE..... Imprimerie impériale...	3,699,500
A reporter.....	14,873,000

Suite du TABLEAU DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE

CHA- PITRES spéciaux	RECETTES.	MONTANT DES RECETTES	
		par chapitres.	total
	Report.....	.....	11,153
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
	CHANCELLERIES CONSULAIRES.		
1	Produits d'actes de chancelleries et bénéfices sur le change.....	650,000	
2	Prélèvement à effectuer sur le fonds commun des chancelleries consulaires au profit de celles dont les dépenses excéderont les recettes. (<i>Article 5 de l'ordonnance du 23 août 1833.</i>).....	350,000	1,000
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	SERVICE DE LA FABRICATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.		
	<i>Monnaies.</i>		
1	Retenues, pour frais de fabrication, sur les matières apportées aux changes des monnaies.... 582,258 ^f		
2	Produit des tolérances en faible sur le titre et le poids des monnaies fabriquées.... 50,000	632,358 ^f	
3	Droits d'essai sur les lingots présentés en vérification par le commerce..... 100		
	<i>Médailles.</i>		1,113
4	Produit de la vente des médailles fabriquées depuis l'ordonnance du 24 mars 1832... 580,000		
5	Droit de 10 p. o/o prélevé sur le prix de la fabrication des médailles de sainteté, boutons, etc..... 1,000	581,000	
	A reporter.....	.....	17,063

ATTACHÉS, POUR ORDRE AU BUDGET DE L'EXERCICE 1858.

DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés par services et par ministères.
Report.....	14,873,000 ^r
ÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Chancelleries consulaires.	1,000,000
TÈRE DES FINANCES..... Service de la fabrication des monnaies et médailles.	1,213,358
A reporter.....	17,086,358

Suite du TABLEAU DES RECETTES ET DES DÉPENSES

CHAPITRES spéciaux	RECETTES.	MONTANT DES RECETTES	
		par chapitres.	
	Report.....		
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	CAISSE DE LA DOTATION DE L'ARMÉE.		
1	Versements à faire par les appelés compris dans le contingent annuel, pour obtenir l'exonération du service militaire	30,000,000	
2	Versements à faire par les militaires sous les drapeaux, pour obtenir l'exonération du service militaire	4,200,000	
3	Dons et legs à faire à la dotation de l'armée.....	Mémoire.	
4	Arrérages des rentes inscrites sur le grand-livre de la dette publique.....	1,371,660	
5	Intérêts résultant de l'excédant des recettes.....	1,441,896	
6	Produits de la vente de rentes appartenant à la caisse de la dotation	Mémoire.	
7	Versements volontaires à faire, à titre de dépôts, par les militaires de tous grades dans le cours de leur service.....	Mémoire.	
8	Versements à faire par des jeunes gens, ou en leur nom, avant l'appel de leur classe, et applicables à leur exonération ultérieure du service, s'il y a lieu..	Mémoire.	
9	Versements à titres divers, et restitutions par les militaires de sommes indûment payées	20,000	
10	Fonds reportés de l'exercice 1857.....	33,213,655	
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
	CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.		
1	Retenues sur les dépenses du personnel et du matériel de la marine et des colonies	4,150,107	
2	Retenues exercées sur la solde des officiers militaires et civils et agents de tous grades en congé.....	120,000	
3	Retenues sur les salaires au commerce.....	1,050,000	
4	Décomptes des déserteurs.....	20,000	
5	Dépôt provenant de soldes, parts de prises, etc.....	425,000	
6	Dépôts provenant de naufrages.....	120,000	
7	Droits sur les prises.....	50,000	
8	Dividende des actions de la banque de France.....	120,000	
	A reporter.....		

XX RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET DE L'EXERCICE 1858.

DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés par services et par ministères.
Report.....	17,086,358'
MINISTÈRE DE LA GUERRE.... Caisse de la dotation de l'armée....	70,246,000
MINISTÈRE DE LA MARINE..... Caisse des invalides de la marine.....	10,900,000
A reporter.....	98,233,348

Suite du TABLEAU DES RECETTES ET DES DÉPENSES DES

CHA- PITRES spéciaux	RECETTES.	MONTANT DES RECETTES	
		par chapitres.	par
	Report.....		98.1
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
	CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE (Suite).		
9	Rentes 4 1/2 et 3 p. o/o (immobilisées).....	4,542,141	
10	Plus-value des feuilles de rôles d'équipage des navires du commerce.....	50,000	
11	Recettes diverses.....	252,852	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES.		
	ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.		
1	Produit des établissements d'enseignement supérieur.....	2,693,500	34.2
2	Subvention de l'État.....	800,000	
	TOTAL GÉNÉRAL.....		101.77

ÉTAT G.

TABLEAU DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE

CHA- PITRES spéciaux	RECETTES.	MONTANT DES RECETTES
1	Versements à faire par les appelés compris dans le contingent annuel, pour obtenir l'exonération du service militaire.....	30,000
2	Versements à faire par les militaires sous les drapeaux, pour obtenir l'exonération du service militaire.....	4,000
3	Dons et legs à faire à la dotation de l'armée.....	Mémor.
4	Arrérages des rentes inscrites sur le grand-livre de la dette publique.....	1,372,100
5	Intérêts résultant de l'excédant des recettes.....	67,000
6	Produits de la vente de rentes appartenant à la caisse de la dotation de l'armée.....	Mémor.
7	Versements volontaires à faire, à titre de dépôts, par les militaires de tous grades, dans le cours de leur service.....	Mémor.
8	Versements à faire par des jeunes gens, ou en leur nom, avant l'appel de leur classe et applicables à leur exonération ultérieure du ser- vice, s'il y a lieu.....	Mémor.
9	Versements à titres divers et restitutions, par les militaires de sommes indûment payées.....	30,000
10	Fonds reportés de l'exercice 1856 (solde en caisse).....	36,300
	TOTAL des recettes.....	43,562,141

X RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET DE L'EXERCICE 1858.

DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés par services et par ministères.
Report.....	98,233,348 ¹
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE } Établissements d'ensei- DES CULTES..... } guement supérieur...	3,493,500
TOTAL GÉNÉRAL.....	101,726,848

. DE LA DOTATION DE L'ARMÉE, POUR L'EXERCICE 1857.

DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DE LA GUERRE... Service de la dotation de l'armée.....	43,895,908 ¹
TOTAL des dépenses.....	43,895,908

ÉTAT II.

TABLEAU DU SERVICE DÉPARTEMENTAL POUR L'EXERCICE 1858.

	RESSOURCES.	DÉPENSES.
	fr.	fr.
Ministère des finances	25,000	25,000
— de l'intérieur	101,814,000	101,814,000
— de l'instruction publique	5,766,000	5,766,000
	107,605,000	107,605,000

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans la séance du 23 mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUELAIN.
ED. DALLOZ.

Vu pour être annexé à la loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1858.

Le Sénateur secrétaire du Sénat,

Signé Baron T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 23 Juin 1857.

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 4719. — *Loi sur les Crédits supplémentaires et extraordinaires des exercices 1855, 1856 et 1857.*

Du 23 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGEONS
ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES ET ANNULATIONS
DE CRÉDITS SUR L'EXERCICE 1855.

ART. 1^{er}. Il est accordé, sur l'exercice 1855, au delà des allocations fixées par la loi de finances du 22 juin 1854 et par diverses lois spéciales, des crédits supplémentaires montant à la somme de cent vingt-quatre millions cinq cent quatorze mille deux cent dix-huit francs quinze centimes (124,514,218^f 15^c).

Ces crédits supplémentaires demeurent répartis entre les divers départements ministériels, conformément à l'état A ci-annexé.

2. Il est accordé, sur le même exercice 1855, des crédits extraordinaires montant à la somme de huit millions six cent trente mille francs (8,630,000^f), conformément à l'état B ci-annexé.

3. Les crédits ouverts sur l'exercice 1855, par le budget et par des lois spéciales, sont réduits d'une somme de huit cent quatre-vingt-dix mille six cent un francs cinquante-neuf centimes (890,601^f 59^c), annulée aux budgets de différents ministères, conformément à l'état C ci-annexé.

4. Les crédits accordés aux services spéciaux portés pour ordre au budget de l'exercice 1855 sont augmentés d'une somme de cinq cent quatre-vingt-sept mille huit cent quarante-six francs onze centimes (587,846^f 11^c), conformément à l'état D ci-annexé.

TITRE II.

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES ET ANNULATIONS DE CRÉDITS
SUR L'EXERCICE 1856.

5. Il est alloué, sur l'exercice 1856, au delà des crédits accordés par la loi de finances du 5 mai 1855 et par des lois spéciales, des crédits extraordinaires montant à la somme de trois cent vingt-neuf millions deux cent quatorze mille neuf

cent soixante et dix-sept francs cinquante-neuf centimes (329,214.977^f 59^c).

Ces crédits extraordinaires demeurent répartis entre les différents ministères, conformément à l'état E ci-annexé.

6. Les crédits ouverts sur l'exercice 1856, par le budget et par des lois spéciales, sont réduits d'une somme de un million de francs (1,000,000^f), conformément à l'état F ci-annexé.

7. Les crédits accordés aux services spéciaux portés pour ordre au budget de l'exercice 1856 sont augmentés d'une somme de quatre cent mille francs (400,000^f), conformément à l'état G ci-annexé.

TITRE III.

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES SUR L'EXERCICE 1857.

8. Il est alloué, sur l'exercice 1857, au delà des crédits accordés par la loi de finances du 14 juillet 1856, des crédits extraordinaires montant à la somme de soixante et dix-sept millions neuf cent dix-neuf mille cinquante francs (77,919,050^f).

Ces crédits extraordinaires demeurent répartis entre les différents départements ministériels, conformément à l'état H ci-annexé.

9. Il est accordé sur l'exercice 1857, pour le payement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de deux cent soixante et dix sept mille cent cinquante-quatre francs quarante-deux centimes (277,154^f 42^c).

Ces crédits extraordinaires spéciaux sont répartis entre les divers ministères, conformément à l'état I ci-annexé.

10. Les crédits accordés aux services spéciaux portés pour ordre au budget de l'exercice 1857 sont augmentés de la somme de neuf cent cinquante francs soixante et dix centimes (950^f 70^c), pour le payement des créances des exercices périmés, conformément à l'état J ci-annexé.

TITRE IV.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES AUX RESTES À PAYER DES EXERCICES CLOS.

11. Il est accordé, en augmentation des restes à payer des exercices 1852, 1853, 1854 et 1855, des crédits supplémentaires pour la somme de un million sept cent quatre-vingt-onze mille cinq cent trente-neuf francs quatre-vingt-quatre centimes

B. n° 514.

(1325)

(1,791,539^f 84^c), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices, suivant l'état K ci-annexé.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos aux budgets des exercices courants, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE V.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

12. Le crédit ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1856, pour l'inscription au trésor public des pensions militaires, est augmenté d'une somme de un million trois cent mille francs (1,300,000^f).

TITRE VI.

AVANCES AU GOUVERNEMENT GREC.

13. Il est ouvert au ministre des finances des crédits montant à la somme de un million quarante-quatre mille trente-neuf francs soixante-six centimes (1,044,039^f 66^c), nécessaire pour le paiement des intérêts et de l'amortissement exigibles, les 1^{er} septembre 1856 et 1^{er} mars 1857, de la partie afférente à la garantie de la France sur l'emprunt négocié en 1833 par le Gouvernement grec.

Ces paiements auront lieu à titre d'avances au Gouvernement grec.

TITRE VII.

MOYENS DE SERVICE.

14. Sont sanctionnées les dispositions du décret du 24 décembre 1856 (1), qui a autorisé le ministre des finances à porter à trois cent cinquante millions de francs (350,000,000^f), pour le service de trésorerie de 1857, la somme des bons du trésor en circulation.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
ED. DALLOZ.

(1) Bull. 468, n° 4334.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative aux crédits supplémentaires et extraordinaires de la session de 1857.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

**Signé A. duc DE PADOUX, le comte LE MANO,
baron T. DE LACROSSE.**

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'Etat et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 23 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'Etat,

Signé ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau :

**Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,**

Signé ABBATUCCI.

ÉTAT A. TABLEAU des Crédits supplémentaires accordés sur l'exercice 1855.

MINISTÈRES.		MONTANT des crédits.
Ministère d'état.	Service ordinaire... 312,700' 00"	4,072,700' 00"
	Travaux extraordinaires... 3,750,000 00	
Ministère des affaires étrangères.....		600,000 00
	Dettes publiques..... 60,245,777 00	
	Dotations et dépenses des pouvoirs législatifs..... 1,231,448 00	
	Service général.... 2,922,285 98	
Ministère des finances.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts... 22,225,048 24	116,409,559 22
	Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et escomptes..... 23,785,000 00	
Ministère de l'intérieur.....		1,913,000 00
Ministère de l'instruction publique et des cultes. —		
Service de l'instruction publique.....		52,500 00
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.	Service ordinaire... 478,510 73	1,466,458 93
	Travaux extraordinaires... 987,948 20	
TOTAL de l'état A.....		124,534,218 15

ÉTAT B. TABLEAU des Crédits extraordinaires accordés pour dépenses non prévues au budget de l'exercice 1855.

MINISTÈRE.	MONTANT des crédits.
Ministère de la guerre.....	8,630,000' 00"

ÉTAT C. TABLEAU des Crédits annulés sur l'exercice 1855.

MINISTÈRES.	MONTANT des crédits.
Ministère des affaires étrangères.....	400,000' 00"
Ministère des finances. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts.....	100,000 00
Ministère de l'intérieur.....	390,601 59
TOTAL de l'état C.....	890,601 59

ÉTAT D. TABLEAU des Crédits ouverts aux services spéciaux portés pour ordre au budget de l'exercice 1855.

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits.
Ministère d'état. — Légion d'honneur.	127,846' 11'
Ministère de la justice. — Imprimerie impériale.	460,000 00
TOTAL de l'état D.	587,8,6 11

ÉTAT E. TABLEAU des Crédits extraordinaires accordés pour dépenses non prévues au budget de l'exercice 1856.

MINISTÈRES.	MONTANT des crédits.
Ministère d'état. { Service ordinaire 125,945'	240,945' 00'
{ Travaux extraordinaires. 105,000	
Ministère des affaires étrangères.	200,000 00
Ministère de l'intérieur.	890,601 59
Ministère de la guerre.	216,505,000 00
Ministère de la marine et des colonies. { Service ordinaire 103,350,000	106,150,000 00
{ Travaux extraordinaires. 2,800,000	
Ministère de l'instruction publique { Service de l'instruction publique. 48,431	238,431 00
et des cultes. { Service des cultes. 180,000	
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. — Service ordinaire 5,000,000	5,000,000 00
TOTAL de l'état E.	327,214,977 59

ÉTAT F. TABLEAU des Crédits annulés sur l'exercice 1856.

MINISTÈRES.	MONTANT DES CRÉDITS.
Ministère d'état. — Service ordinaire.	200,000' 00'
Ministère de la marine et des colonies. — Service ordinaire.	800,000 00
TOTAL de l'état F.	1,000,000 00

ÉTAT G. TABLEAU des crédits ouverts aux services spéciaux portés pour ordre au budget de l'exercice 1856.

MINISTÈRE ET SERVICE.	MONTANT des crédits.
Ministère d'état. — Légion d'honneur.	400,000' 00'

ÉTAT H. TABLEAU des Crédits extraordinaires accordés pour dépenses non prévues au budget de l'exercice 1857.

MINISTÈRES.			MONTANT des crédits.
Ministère d'état.	Service ordinaire.....	100,000'	292,000' 00"
	Traux extraordinaires.	192,000	
Ministère des affaires étrangères.....			52,000 00
Ministère de l'intérieur.....			3,000,000 00
Ministère des finances.	Service général.....	540,000	4,211,180 00
	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts.....	3,671,180	
Ministère de la guerre.....			38,218,870 00
Ministère de la marine et des colonies.	Service ordinaire.....	16,540,000	18,540,000 00
	Travaux extraordinaires.	2,000,000	
Ministère de l'instruction publique et des cultes.	Service de l'instruction publique.....	205,000	605,000 00
	Service des cultes.....	400,000	
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.	Service ordinaire.....	5,000,000	13,000,000 00
	Travaux extraordinaires.	8,000,000	
TOTAL de l'état H.....			77,919,050 00

ÉTAT I. TABLEAU des Crédits extraordinaires spéciaux accordés sur l'exercice 1857 pour dépenses d'exercices périmés.

MINISTÈRES.		MONTANT des crédits.
Ministère des affaires étrangères.....		283' 40"
Ministère de l'intérieur.....		77,930 13
Ministère des finances.....		686 02
Ministère de la guerre.....		13,939 72
Ministère de la marine et des colonies.....		11,894 21
Ministère de l'instruction publique et des cultes. —		
Service des cultes.....		145,705 33
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....		26,715 61
TOTAL de l'état I.....		277,154 42

ÉTAT J. TABLEAU des Crédits ouverts, pour dépenses d'exercices périmés, ou services spéciaux portés pour ordre au budget de l'exercice 1857.

MINISTÈRE ET SERVICE.	MONTANT des crédits.
Ministère d'état. — Légion d'honneur.....	950' 70'

ÉTAT K. TABLEAU des Crédits supplémentaires accordés en augmentation des restes à payer des exercices clos.

MINISTÈRES.	MONTANT DES CRÉDITS		
	ouverts par décrets.	qui n'ont pas été ouverts par décrets.	TOTAL.
Ministère de la justice.....	336' 00'	"	336' 60'
Ministère des affaires étran- gères.....	"	68,324' 40"	68,324 40
Ministère de l'intérieur.....	"	118,517 01	118,517 01
Ministère des finances.....	574,190 34	15,934 91	590,125 25
Ministère de la guerre.....	"	330,507 68	330,507 68
Ministère de la marine et des colonies.....	252,277 22	105,344 93	357,622 15
Ministère de l'instruction publique et des cultes. { Service de l'in- struction pu- blique.....	"	6,958 14	6,958 14
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	28,740 62	212,599 84	241,340 46
	"	77,808 75	77,808 75
	855,544 18	935,995 66	1,791,539 84
TOTAL de l'état K.....	1,791,539' 84"		

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 26 mai 1857.

Le Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY. En DALLON.
Vu pour être annexé à la loi relative aux crédits supplémentaires et extraordinaires de la session de 1857.

Le Sénateur secrétaire du Sénat,
Signé BARTHÉLEMY T. DE LACROSSE.

Vu pour être annexé à la loi du 23 juin 1857.

Le Ministre d'État,
Signé ACHILLE FOULON.

N° 4720. — *Loi sur les Marques de fabrique et de commerce.*

Du 23 Juin 1857.

APOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
 EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

NOUS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS
 la loi qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la
 teneur suit :

TITRE I^{er}.

DU DROIT DE PROPRIÉTÉ DES MARQUES.

ART. 1^{er}. La marque de fabrique ou de commerce est facultative.

Néanmoins, des décrets, rendus en la forme des règlements d'administration publique, peuvent exceptionnellement la déclarer obligatoire pour les produits qu'ils déterminent.

Sont considérés comme marques de fabrique et de commerce les noms sous une forme distinctive, les dénominations, slogans, emplacements, timbres, cachets, vignettes, reliefs, lettres, chiffres, enveloppes et tous autres signes servant à désigner les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce.

1. Nul ne peut revendiquer la propriété exclusive d'une marque, s'il n'a déposé deux exemplaires du modèle de cette marque au greffe du tribunal de commerce de son domicile.

2. Le dépôt n'a d'effet que pour quinze années.

La propriété de la marque peut toujours être conservée pour un nouveau terme de quinze années au moyen d'un nouveau dépôt.

3. Il est perçu un droit fixe d'un franc pour la rédaction du procès-verbal de dépôt de chaque marque et pour le coût de publication, non compris les frais de timbre et d'enregistrement.

TITRE II.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉTRANGERS.

5. Les étrangers qui possèdent en France des établissements d'industrie ou de commerce jouissent, pour les produits de leurs établissements, du bénéfice de la présente loi, en remplissant les formalités qu'elle prescrit.

6. Les étrangers et les Français dont les établissements sont situés hors de France jouissent également du bénéfice de la présente loi, pour les produits de ces établissements, si, dans les pays où ils sont situés, des conventions diplomatiques ont établi la réciprocité pour les marques françaises.

Dans ce cas, le dépôt des marques étrangères a lieu au greffe du tribunal de commerce du département de la Seine.

TITRE III.

PÉNALITÉS.

7. Sont punis d'une amende de cinquante francs à trois mille francs et d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui ont contrefait une marque ou fait usage d'une marque contrefaite ;

2° Ceux qui ont frauduleusement apposé sur leurs produits ou les objets de leur commerce une marque appartenant à autrui ;

3° Ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque contrefaite ou frauduleusement apposée.

8. Sont punis d'une amende de cinquante francs à deux mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à un an, ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui, sans contrefaire une marque, en ont fait une imitation frauduleuse de nature à tromper l'acheteur, ou ont fait usage d'une marque frauduleusement imitée ;

2° Ceux qui ont fait usage d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit ;

3° Ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque frauduleusement imitée ou portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit.

Sont punis d'une amende de cinquante francs à mille francs et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois, l'une de ces peines seulement :

Ceux qui n'ont pas apposé sur leurs produits une marque rée obligatoire;

Ceux qui ont vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits portant pas la marque déclarée obligatoire pour cette catégorie de produits;

Ceux qui ont contrevenu aux dispositions des décrets pris en exécution de l'article 1^{er} de la présente loi.

Les peines établies par la présente loi ne peuvent être cumulées.

La peine la plus forte est seule prononcée pour tous les faits relatifs au premier acte de poursuite.

Les peines portées aux articles 7, 8 et 9 peuvent être doublées au double en cas de récidive.

Il y a récidive lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un délit prévu par la présente loi.

L'article 463 du Code pénal peut être appliqué aux délinquants prévus par la présente loi.

Les délinquants peuvent, en outre, être privés du droit de participer aux élections des tribunaux et des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, des conseils de prud'hommes, pendant un temps qui n'excède pas dix ans.

Le tribunal peut ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il détermine, et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il désigne, le tout aux frais du condamné.

La confiscation des produits dont la marque serait reconnue contraire aux dispositions des articles 7 et 8 peut, même en l'absence d'acquiescement, être prononcée par le tribunal, ainsi que celle des instruments et ustensiles ayant spécialement servi à commettre le délit.

Le tribunal peut ordonner que les produits confisqués soient remis au propriétaire de la marque contrefaite ou frauduleusement apposée ou imitée, indépendamment de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Il est prescrit, dans tous les cas, la destruction des marques reconnues contraires aux dispositions des articles 7 et 8.

Dans le cas prévu par les deux premiers paragraphes de

l'article 9, le tribunal prescrit toujours que les marques déclarées obligatoires soient apposées sur les produits qui y sont assujettis.

Le tribunal peut prononcer la confiscation des produits, si le prévenu a encouru, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un des délits prévus par les deux premiers paragraphes de l'article 9.

TITRE IV.

JURIDICTIONS.

16. Les actions civiles relatives aux marques sont portées devant les tribunaux civils et jugées comme matières sommaires.

En cas d'action intentée par la voie correctionnelle, si le prévenu soulève pour sa défense des questions relatives à la propriété de la marque, le tribunal de police correctionnelle statue sur l'exception.

17. Le propriétaire d'une marque peut faire procéder par tous huissiers à la description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'il prétend marqués à son préjudice en contravention aux dispositions de la présente loi, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal civil de première instance, ou du juge de paix du canton, à défaut de tribunal dans le lieu où se trouvent les produits à décrire ou à saisir.

L'ordonnance est rendue sur simple requête et sur la présentation du procès-verbal constatant le dépôt de la marque. Elle contient, s'il y a lieu, la nomination d'un expert, pour aider l'huissier dans sa description.

Lorsque la saisie est requise, le juge peut exiger du requérant un cautionnement, qu'il est tenu de consigner avant de faire procéder à la saisie.

Il est laissé copie, aux détenteurs des objets décrits ou saisis, de l'ordonnance et de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant; le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

18. A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine, outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets décrits ou saisis et le domicile de la partie contre laquelle l'action doit être dirigée, la description ou saisie est nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être réclamés, s'il y a lieu.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES OU TRANSITOIRES.

19. Tous produits étrangers portant soit la marque, soit le nom d'un fabricant résidant en France, soit l'indication du nom ou du lieu d'une fabrique française, sont prohibés à l'entrée et exclus du transit et de l'entrepôt, et peuvent être saisis, en quelque lieu que ce soit, soit à la diligence de l'administration des douanes, soit à la requête du ministère public ou de la partie lésée.

Dans le cas où la saisie est faite à la diligence de l'administration des douanes, le procès-verbal de saisie est immédiatement adressé au ministère public.

Le délai dans lequel l'action prévue par l'article 18 devra être intentée, sous peine de nullité de la saisie, soit par la partie lésée, soit par le ministère public, est porté à deux mois.

Les dispositions de l'article 14 sont applicables aux produits saisis en vertu du présent article.

20. Toutes les dispositions de la présente loi sont applicables aux vins, eaux-de-vie et autres boissons, aux bestiaux, grains, farines, et généralement à tous les produits de l'agriculture.

21. Tout dépôt de marques opéré au greffe du tribunal de commerce antérieurement à la présente loi aura effet pour quinze années, à dater de l'époque où ladite loi sera exécutoire.

22. La présente loi ne sera exécutoire que six mois après sa promulgation. Un règlement d'administration publique déterminera les formalités à remplir pour le dépôt et la publicité des marques, et toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la loi.

23. Il n'est pas dérogé aux dispositions antérieures qui n'ont rien de contraire à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 Mai 1857.

Le Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte JOACHIM MURAT, marquis DE CHAUMONT-QUITRY,
TESNIÈRE, ED. DALLON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative aux marques de fabrique et de commerce.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juin 1857.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé A. duc DE PADOUX, le comte DE MANTOUILLON,
baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Signé Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 23 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé ACHILLE FOUCAULT.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé ARBATUGGI.

N° 4721. — DÉCRET IMPÉRIAL concernant la Maison de retraite dite la Grande-Chartreuse.

Du 6 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'ordonnance royale, en date du 27 avril 1816, portant que les édifices qui formaient autrefois la maison conventuelle de la Grande-Chartreuse, dans le département de l'Isère, et toutes les propriétés y adhérentes, tenues en régie pour le compte du domaine, autres que

celles cédées aux hospices de Grenoble ou administrées par l'agence forestière, sont affectées à une maison de retraite;

Vu les observations présentées dans l'intérêt de ladite maison de retraite, tendant à obtenir, dans l'exercice de la jouissance qui lui a été consentie et maintenue depuis quarante ans, quelques modifications et extensions compatibles avec le caractère exceptionnel de l'ordonnance précitée;

Sur le rapport de notre ministre de l'instruction publique et des cultes et de notre ministre des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Autour des bâtiments, dépendances et terrains actuellement occupés par la maison de retraite dite *la Grande-Chartreuse*, et qui sont d'une contenance d'ensemble deux cent trente-cinq hectares soixante-six ares dix centiares, suivant la désignation comprise dans l'état A annexé au présent décret, il sera réservé à ladite maison une zone boisée d'environ cent vingt-deux hectares dont les limites sont tracées sur le plan également ci-annexé.

Cette portion de bois, qui entoure la maison de retraite et constitue son antique ornement, sera distraite de l'aménagement du surplus de la forêt. Il ne pourra y être établi de coupes au profit de l'État qu'en vertu de décisions spéciales de notre ministre des finances, prises en vue d'assurer la conservation de cette zone boisée.

2. La portion des bâtiments de la Courrierie occupée provisoirement par trois gardes forestiers rentre dans les dépendances de la maison de retraite.

Néanmoins ces préposés continueront d'y résider jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur logement dans de nouvelles maisons qui seront construites, aux frais des Chartreux, dans les localités et suivant les conditions qui seront déterminées d'un commun accord entre l'administration et le supérieur de la maison de retraite.

3. Quatre cent trente-deux stères de bois de chauffage à prendre dans la forêt domaniale de la Grande-Chartreuse continueront d'être mis annuellement, à titre gratuit, à la disposition de la maison de retraite, pour sa consommation et celle des nombreux visiteurs qu'elle attire dans cette localité.

4. Seront également délivrés à titre gratuit, comme par le passé, les bois de service nécessaires pour la réparation et l'en-

entretien des bâtiments domaniaux de la Grande-Chartreuse. Ces délivrances sont, ainsi que les délivrances de bois de chauffage, soumises aux dispositions du Code forestier.

5. Les quatre scieries montées depuis l'établissement de la maison de retraite et à ses frais seront constamment entretenues par ladite maison en bon état de roulement.

6. Le passage libre au travers des terrains compris dans les limites ci-dessus fixées est réservé, du 15 octobre au 15 avril de chaque année, pour la vidange des coupes.

La liberté du passage est également réservée du 16 avril au 14 octobre, à charge par les adjudicataires de se conformer, pendant cette période, aux dispositions des articles 682, 683 et 684 du Code Napoléon.

7. Les charges de la maison de retraite consistent,

1° Dans l'entretien, les réparations et reconstructions de toute nature;

2° Dans le paiement des contributions et autres charges publiques auxquelles lesdits biens seraient assujettis;

3° Dans le paiement d'une redevance annuelle de cinq cents francs;

8. Ne sont pas compris dans les jouissances de la maison de retraite : 1° le pré Martinet, d'une contenance de quarante-cinq ares cinquante centiares, réservé pour l'établissement, sur ce lieu, d'une scierie;

2° Deux hectares, également réservés pour l'établissement de pépinières, ainsi répartis, savoir :

Au canton Billon.....	0 ^h 40 ^a
A l'Essart-Morin et à Chartronzette.....	0 50
A Vallombré.....	0 20
A Malaville.....	0 30
A Carrière.....	0 60

9. Dans le cas où par suite de l'inexécution des obligations imposées à la maison de retraite l'État reprendrait la jouissance des biens domaniaux désignés aux articles 1 et 2 du présent décret, ladite reprise aurait lieu franche et quitte de toutes charges.

10. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes et notre ministre secrétaire d'état au département des finances sont chargés, chacun en ce

qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes,

Signé ROUTAND.

Le Ministre secrétaire d'état au département des finances,

Signé P. MAGNE.

N° 4722. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Banque de France à établir une Succursale à Bar-le-Duc.

Du 17 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances;

Vu la loi du 30 juin 1840 et le décret du 3 mars 1852 (1), portant prorogation du privilège de la Banque de France;

Vu l'article 10 du décret du 16 janvier 1808 (2), le décret du 18 mai de la même année (3), et l'ordonnance royale du 25 mars 1841 (4), concernant les comptoirs d'escompte de la Banque;

Vu la délibération du 22 mai 1857, par laquelle le conseil général de la Banque demande l'autorisation d'établir une succursale à Bar-le-Duc;

Vu les pièces de l'instruction, et notamment les lettres de la chambre de commerce et de la chambre consultative des arts et manufactures de Bar-le-Duc, en date des 16 mars 1857 et 11 octobre 1853;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La Banque de France est autorisée à établir une succursale à Bar-le-Duc.

Les opérations de cette succursale seront les mêmes que celles de la Banque de France, et seront exécutées sous la direction

(1) 1^{re} série, Bull. 502, n° 3791.

(2) 1^{re} série, Bull. 176, n° 2953.

(3) 1^{re} série, Bull. 193, n° 3409.

(4) 1^{re} série, Bull. 801, n° 9234.

du conseil général, conformément aux dispositions de l'ordonnance royale du 25 mars 1841.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Saint-Cloud, le 17 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
chargé de l'intérim du Ministère des finances,*

Signé E. ROUHER.

N° 4723. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Banque de France à établir une Succursale à Laval.*

Du 17 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances;

Vu la loi du 30 juin 1840 et le décret du 3 mars 1852 (1) portant prorogation du privilège de la Banque de France;

Vu l'article 10 du décret du 16 janvier 1808 (2), le décret du 18 mai de la même année (3), et l'ordonnance royale du 25 mars 1841 (4) concernant les comptoirs d'escompte de la Banque;

Vu la délibération du 22 mai 1857, par laquelle le conseil général de la Banque demande l'autorisation d'établir une succursale à Laval;

Vu les pièces de l'instruction, et notamment la demande de la chambre de commerce de Laval, en date du 10 mai 1856;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La Banque de France est autorisée à établir une succursale à Laval.

Les opérations de cette succursale seront les mêmes que celles de la Banque de France, et seront exécutées conformément aux dispositions de l'ordonnance royale du 25 mars 1841.

(1) x^e série, Bull. 502, n° 3791.

(2) 1^{re} série, Bull. 176, n° 2953.

(3) 1^{re} série, Bull. 193, n° 3109.

(4) 1^{re} série, Bull. 801, n° 9234.

B. n° 514. (1341)

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Saint-Cloud, le 17 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
chargé par intérim du Ministère des finances,*

Signé E. ROUHER.

N° 4724. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Banque de France
à établir une Succursale à Sedan.*

Du 17 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
des finances;

Vu la loi du 30 juin 1840 et le décret du 3 mars 1852 (1), portant
prolongation du privilège de la Banque de France;

Vu l'article 10 du décret du 16 janvier 1808 (2), le décret du 18 mai
de la même année (3) et l'ordonnance royale du 25 mars 1841 (4),
cernant les comptoirs d'escompte de la Banque;

Vu la délibération du 22 mai 1857, par laquelle le conseil géné-
ral de la Banque demande l'autorisation d'établir une succursale à
Sedan;

Vu les pièces de l'instruction et notamment la demande du tribu-
nal de commerce de Sedan, en date du 14 mai 1851, et la délibéra-
tion du conseil municipal du 3 dudit mois;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}, La Banque de France est autorisée à établir une
succursale à Sedan.

Les opérations de cette succursale seront les mêmes que
celles de la Banque de France, et seront exécutées sous la direc-
tion du conseil général, conformément aux dispositions de l'or-
donnance royale du 25 mars 1841.

1) 1^{re} série, Bull. 502, n° 3791.

(3) 1^{re} série, Bull. 193, n° 3409.

2) 1^{re} série, Bull. 176, n° 2953.

(4) 1^{re} série, Bull. 801, n° 9234.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Saint-Cloud, le 17 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
chargé par intérim du Ministère des finances,*

Signé E. ROUHER.

N° 4725. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Banque de France à établir une Succursale à Tours.

Du 17 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances;

Vu la loi du 30 juin 1840 et le décret du 3 mars 1852 (1), portant prorogation du privilège de la Banque de France;

Vu l'article 10 du décret du 16 janvier 1808 (2), le décret du 18 mai de la même année (3), et l'ordonnance royale du 25 mars 1841 (4), concernant les comptoirs d'escompte de la Banque;

Vu la délibération du 22 mai 1857, par laquelle le conseil général de la Banque demande l'autorisation d'établir une succursale à Tours;

Vu les pièces de l'instruction, et notamment la demande de la chambre de commerce de Tours, en date du 25 novembre 1856, et la délibération du conseil municipal de ladite ville du 21 du même mois;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La Banque de France est autorisée à établir une succursale à Tours.

Les opérations de cette succursale seront les mêmes que celles de la Banque de France, et seront exécutées sous la sur-

(1) x^e série, Bull. 502, n° 3791.

(2) iv^e série, Bull. 176, n° 2953.

(3) iv^e série, Bull. 193, n° 3409.

(4) ix^e série, Bull. 801, n° 9234.

veillance du conseil général, conformément aux dispositions de l'ordonnance royale du 25 mars 1841.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Saint-Cloud, le 17 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
chargé par intérim du Ministère des finances,*

Signé E. ROUHER.

N° 4726. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont communal fixe et de ses abords, sur la rivière d'Ouvèze, à Saint-Priest (Ardèche).

2. Est acceptée la soumission directement présentée par la compagnie des forges et fonderies de la Loire et de l'Ardèche, moyennant laquelle ladite compagnie s'engage à construire le pont précité à ses frais, aux conditions énoncées au cahier des charges ci-joint.

3. La compagnie des forges et fonderies de la Loire et de l'Ardèche est autorisée à percevoir, pendant quinze ans, un péage de vingt-cinq centimes par tonne de minerai, pour tous les minerais qui passeront sur le pont dont il s'agit.

4. La compagnie précitée, substituée aux droits de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles dont l'occupation serait nécessaire pour l'exécution des travaux projetés. (Saint-Cloud, 3 Juin 1857.)

N° 4727. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Les sections de l'Abergement et de Clémenciat sont distraites de la commune de Châtillon-sur-Chalaronne, canton de ce nom, arrondissement de Trévoux, département de l'Ain, et érigées en une commune distincte dont le chef-lieu est placé à l'Abergement, et qui prendra le nom de l'Abergement-Clémenciat.

2. La limite entre les deux communes est indiquée par le liseré rouge tracé sur le plan ci-annexé.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis. (Saint-Cloud, 10 Juin 1857.)

N° 4728. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Trompette* (*Joseph*), ancien officier de gendarmerie, chevalier de la Légion d'honneur, né à Marsal (Meur.be), le 15 décembre 1785, demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Durtray*;

2° Que M. *Trompette* ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (Saint-Cloud, 17 Juin 1857.)



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Juin 1857.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 515.

N° 4729. — TABLEAU du prix de l'hectolitre de Froment, pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832, 26 Avril 1833 et 11 Janvier 1851, arrêté le 26 Juin 1857.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	(Pyrénées-Orientales.)					
	Aude.....					
	Hérault.....	Toulouse.....	29 ^f 96 ^s	30 ^f 08 ^s	30 ^f 05 ^s	28 ^f 96 ^s
	Gard.....	Gray.....	27 33	26 93	27 03	
	Bouches-du-Rhône..	Lyon.....	28 12	27 56	27 56	
	Var.....	Marseille.....	31 31	30 39	31 21	
(Corse.....)						
(Algérie.....)						
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	(Gironde.....)					
	Landes.....					
	B ^{asses} -Pyrénées..	Marans.....	28 25	28 25	28 25	29 04
	H ^{aut} -Pyrénées..	Bordeaux.....	28 83	28 83	28 83	
	Ariège.....	Toulouse.....	29 96	30 08	30 05	
	(Haute-Garonne.)					
2 ^e	(Jura.....)					
	Doubs.....	Gray.....	27 33	26 93	27 03	28 81
	Ain.....	Saint-Laurent..	29 69	29 43	29 15	
	Isère.....	Le Grand-Lemps...	30 23	29 54	29 94	
	(Hautes-Alpes..)					
	(Basses-Alpes...)					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			PRIX moyen régulateur de la section.
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhouse.....	28 ^f 90 ^c	29 ^f 43 ^c	29 ^f 77 ^c	28 ^f 38 ^c
	Bas-Rhin.....	Strasbourg....	27 44	27 30	27 47	
2 ^e	Nord.....	Bergues.....	25 88	25 82	25 65	24 57
	Pas-de-Calais..	Arras.....	23 39	23 35	23 03	
	Somme.....	Roye.....	22 80	22 71	23 18	
	Seine-Inférieure...	Soissons.....	24 05	23 96	24 51	
	Eure.....	Paris.....	25 05	24 82	26 53	
	Calvados.....	Rouen.....	24 97	26 21	26 32	
3 ^e	Loire-Inférieure...	Saumur.....	27 22	26 67	26 89	27 67
	Vendée.....	Nantes.....	28 03	27 99	27 52	
	Charente-Inférieure.	Marans.....	28 25	28 25	28 25	
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	25 54	25 92	25 93	24 18
	Meuse.....	Verdun.....	24 13	24 38	24 50	
	Ardenne.....	Charleville....	21 82	22 80	22 59	
	Aisne.....	Soissons.....	24 05	23 96	24 51	
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	25 86	26 03	26 25	25 88
	Ille-et-Vilaine..	Paimpol.....	24 01	24 00	24 40	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	25 31	25 49	24 72	
	Finistère.....	Hennebon....	26 49	26 25	25 87	
	Morbihan.....	Nantes.....	28 03	27 99	27 52	

Arrêté par nous, Ministre secrétaire d'état au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

A Paris, le 26 Juin 1857.

Signé E. ROUHER.

N° 4730. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, au Vigan (Gard), d'un Établissement de Sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.

Du 22 Janvier 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul existant à Paris (Seine), en vertu d'un décret impérial du 8 novembre 1809 (1), est autorisée à fonder, dans la commune du Vigan (Gard), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Janvier 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,

Signé ROULAND.

N° 4731. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Alençon, d'un Établissement de Sœurs de Marie-Joseph.

Du 19 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis des évêques de Limoges et de Séez, et des préfets de la

Haute-Vienne et de l'Orne, en date des 11 et 22 mai, 21 septembre et 1^{er} octobre 1855;

Vu les avis de notre ministre de l'intérieur, en date des 18 mars et 19 juillet 1856 et 17 février 1857;

Vu la loi du 24 mai 1825;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Marie-Joseph existant au Dorat (Haute-Vienne), en vertu d'un décret du 28 janvier 1852 (1), est autorisée à fonder dans la ville d'Alençon (Orne) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par décret du 28 janvier 1852 (2).

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Marie-Joseph existant au Dorat (Haute-Vienne), est autorisée à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à cette congrégation par le sieur *Julien-René-Benoît Lindet*, suivant acte notarié du 25 avril 1855, et consistant en une propriété située à Alençon (Orne), dite *le Vieil-Enclou-des-Chatelets*, et estimée treize mille francs, à la charge notamment de fonder et d'entretenir, dans les dépendances de cette propriété, une maison de refuge pour les détenues libérées et sans asile et les filles repentantes du département de l'Orne.

3. Il sera ultérieurement statué, par notre ministre de l'intérieur, sur la fondation et l'administration de cette maison de refuge dans la propriété donnée par le sieur *Lindet*.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 19 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROCLAND.

(1) x^e série, Bull. 486, n^o 3599.

(2) x^e série, Bull. 486, n^o 3598.

N° 4732. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Estrées-Saint-Denis (Oise), d'un Établissement de Sœurs de Saint-Joseph.*

Du 19 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Joseph existant à Cluny (Saône-et-Loire), en vertu d'une ordonnance royale du 17 janvier 1827 (1), est autorisée à fonder, dans la commune d'Estrées-Saint-Denis (Oise), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 3 janvier 1827 (2).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 19 Mai 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé **ROULAND**.

N° 4733. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Parigné-le-Pôlin (Sarthe), d'un Établissement de Sœurs de la Charité.*

Du 19 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

(1) VII^e série, Bull. 138, n° 4729. (2) VIII^e série, Bull. 137, n° 4722.

Vu les avis des évêques du Mans et de Laval, et des préfets de la Sarthe et de la Mayenne, en date des 18 mars, 7 et 18 juin et 24 juillet 1856;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 8 novembre 1856;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité existant à Evron (Mayenne), en vertu d'un décret impérial du 13 novembre 1810, est autorisée à fonder, dans la commune de Parigné-le-Pôlin (Sarthe), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité, à Evron (Mayenne), au nom de cette congrégation, et le maire de Parigné-le-Pôlin (Sarthe), au nom de cette commune, et à défaut de bureau de bienfaisance, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, et aux charges, clauses et conditions imposées, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux lois, la donation faite à cette congrégation par le sieur *Charles-Gabriel de Broc*, suivant acte notarié du 2 octobre 1855, et consistant en une rente annuelle et perpétuelle de deux cent cinquante francs, et dans une maison située à Parigné-le-Pôlin, et estimée cinq mille francs, à la charge notamment d'envoyer et d'entretenir à perpétuité, dans la maison donnée, deux sœurs de son ordre, tenues d'instruire les jeunes filles de la commune et de visiter les malades.

En cas de remboursement de cette rente de deux cent cinquante francs, le capital en provenant sera employé en achat de rentes sur l'État.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 19 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4734. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Saint-Jean-du-Bruel (Aveyron), d'un Établissement d'Ursulines-de-Jésus.

Du 19 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des Ursulines-de-Jésus existant à Malet, section de la commune de Saint-Côme (Aveyron), en vertu d'une ordonnance royale du 11 mai 1842 (1), est autorisée à fonder, dans la commune de Saint-Jean-du-Bruel, même département, un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère, approuvés par ordonnance royale du 22 février 1842 (2).

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 19 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

(1) 1^{re} série, Bull. 907, n° 9986.

(2) 1^{re} série, Bull. 888, n° 9864.

N° 4735. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise la fondation, dans les départements de la Charente-Inférieure et de la Vienne, de huit Établissements de Sœurs de Sainte-Marie-de-la-Providence.

Du 29 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Sainte-Marie-de-la-Providence existant à Saintes (Charente-Inférieure), en vertu d'une ordonnance royale du 22 avril 1827 (1) et de notre décret du 22 juillet 1853 (2) est autorisée à former des établissements de sœurs de son ordre, 1° à Dampierre (Charente-Inférieure); 2° à Génomac, même département; 3° à Mortagne, même département; 4° à Matha, même département; 5° à Rochefort, même département; 6° à Royan, même département; 7° à Poitiers (Vienne); 8° à Jaulnay, même département, à la charge, par les membres de ces huit établissements, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 1^{er} avril 1827 (3) et par notre décret précité du 22 juillet 1853.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 29 Mai 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé **ROULAND**.

(1) viii^e série, Bull. 158, n° 5712. (3) viii^e série, Bull. 153, n° 5521.

(2) xi^e série, Bull. 71, n° 658.

N° 4736. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à la Rochelle, d'un Établissement de Petites-Sœurs-des-Pauvres.*

Du 29 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de
notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des Petites-Sœurs-des-Pauvres
existant à Rennes (Ille-et-Vilaine), en vertu de notre décret du
9 janvier 1856 (1), est autorisée à fonder à la Rochelle (Cha-
rente-Inférieure) un établissement de sœurs de son ordre, à la
charge, par les membres de cet établissement, de se conformer
exactement aux statuts adoptés par la maison mère et approuvés
par ordonnance royale du 8 juin 1828 (2).

2. La supérieure générale de la congrégation des Petites-
Sœurs-des-Pauvres, à Rennes, est autorisée à accepter la dona-
tion faite, à titre gratuit, à cette congrégation, par le sieur
Étienne Hillaireaud, suivant acte notarié du 17 juillet 1856, et
consistant en une maison avec dépendances située à la Rochelle,
rue des Prêtres, n° 10, et estimée quinze mille cinq cents
francs.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'ins-
truction publique et des cultes est chargé de l'exécution du
présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 29 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

(1) XI^e série, Bull. 355, n° 3293.

(2) VIII^e série, Bull. 236, n° 8607.

N° 4737. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant réception du *Décret pontifical qui autorise l'Évêque d'Aire et ses successeurs à joindre à leur titre celui de l'Évêché supprimé de Dax.*

Du 3 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu le décret pontifical, en date du 9 décembre 1856, par lequel, sur notre proposition, Sa Sainteté le pape *Pie IX* autorise l'évêque d'Aire et ses successeurs à joindre à ce titre celui de l'évêché supprimé de Dax ;

Vu la lettre adressée par le vicaire général du diocèse, au nom de l'évêque d'Aire, à notre ministre de l'instruction publique et des cultes, le 6 mai 1857 ;

Vu la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x], article 1^{er} ;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le décret pontifical donné à Rome, le 9 décembre 1856, par lequel Sa Sainteté le pape *Pie IX*, sur notre proposition, autorise l'évêque d'Aire et ses successeurs à joindre à leur titre le titre purement honorifique de l'évêché supprimé de Dax, est reçu et sera publié dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ledit décret pontifical est reçu sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'il renferme, et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ledit décret sera transcrit en latin et en français sur le registre du Conseil d'état. Mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil d'état.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 3 Juin 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé **ROULAND**.

N° 4738. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Argentan, d'un Etablissement de Sœurs de la Miséricorde.*

Du 4 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu les avis de l'évêque de Séez et du préfet de l'Orne, en date des 16 novembre 1854, 20 mars et 28 novembre 1856;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 10 avril 1856;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 24 mai 1825;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Miséricorde existant à Séez (Orne), en vertu d'une ordonnance royale du 13 octobre 1839 (1), est autorisée à fonder dans la ville d'Argentan même département, un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts adoptés par la maison mère, et approuvés par ordonnance royale du 3 janvier 1827 (1).

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Miséricorde à Séez (Orne), au nom de cette congrégation, et le bureau de bienfaisance d'Argentan, même département, au nom des pauvres de cette ville, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux clauses et conditions imposées, les legs faits directement à cette congrégation pour l'établissement de son ordre à Argentan, et éventuellement au bureau de bienfaisance, par la demoiselle *Marie-Françoise Fréval*, suivant son testament public du 13 décembre 1852, et consistant en deux sommes, l'une de cinq cents francs et l'autre de quatre mille francs, sous la condition que, dans le cas prévu par le testament, ces deux sommes reviendront aux pauvres d'Argentan.

(1) 1^{re} série, Bull. 687, n° 8264. (2) VIII^e série, Bull. 137, n° 4720.

Conformément à la demande de la congrégation des sœurs de la Miséricorde, ces sommes, montant ensemble à quatre mille cinq cents francs, seront employées, jusqu'à due concurrence, à l'achat d'une rente de cent quatre-vingts francs sur l'État au profit de l'établissement d'Argentan.

3. L'évêque de Séez (Orne), au nom du séminaire et de l'école secondaire ecclésiastique de son diocèse, est autorisé à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs d'une somme de quinze cents francs fait par moitié à chacun de ces deux établissements par la demoiselle *Marie-Françoise Fréval*, suivant son testament public du 13 décembre 1852.

Cette somme de quinze cents francs sera employée à faire dire des messes et des prières dont le nombre sera fixé par l'évêque diocésain, conformément aux intentions de la testatrice.

4. Il n'y a pas lieu de statuer sur le legs de mille francs fait par la demoiselle *Fréval*, suivant son testament public du 13 décembre 1852, au monastère de la Trappe de Soligny près Mortagne (Orne), cet établissement n'ayant pas d'existence légale.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4739. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Anetz (Loire-Inférieure), d'un Établissement de Sœurs de l'Instruction chrétienne.

Du 4 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de l'instruction chrétienne existant à Saint-Gildas-des-Bois (Loire-Inférieure), en vertu d'une ordonnance royale du 24 septembre 1836 (1), est autorisée à former un établissement de religieuses de son ordre dans la commune d'Anetz, même département, à la charge, par ces religieuses, de se conformer exactement aux statuts approuvés par décret impérial du 23 avril 1807 (2) pour la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Grâce du diocèse d'Aix et que la congrégation de Saint-Gildas a adoptés.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4740. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Cahuzac (Lot-et-Garonne), d'un Établissement de Sœurs de Sainte-Marthe.

Du 4 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'état entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Sainte-Marthe existant à Périgueux (Dordogne), en vertu des décrets des 13 no-

(1) 1^{re} série, Bull. 468, n° 6588.

(2) 1^{re} série, Bull. 145, n° 2382.

vendredi 12¹⁰ (1) et 8 novembre 1852 (2), est autorisée à fonder, à Cabuzac (Lot-et-Garonne), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par les décrets précités.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N^o 4741. — *DÉCRET IMPÉRIAL* qui autorise l'admission, en franchise de droits d'entrée, en Algérie, des Mules, Mulets, Bœufs, Vaches, Génisses, Bouvillons, Veaux, Brebis, Moutons, Chèvres, Agneaux et Chevreaux.

Du 10 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 11 janvier 1851 ;

Vu le décret du 14 septembre 1853 ;

Sur les rapports de nos ministres secrétaires d'état de la guerre, de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et d'après l'avis de notre ministre secrétaire d'état des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les mules, mulets, les bœufs, vaches, génisses, bouvillons, veaux, brebis, moutons, chèvres, agneaux, chevreaux, importés en Algérie, par les frontières de terre et par mer, seront, jusqu'à nouvel ordre, admis en franchise de droits d'entrée, dans cette colonie.

2. Nos ministres secrétaires d'état de la guerre, de l'agricul-

ture, du commerce, des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré, tant au *Moniteur universel* qu'au *Bulletin des lois*.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Juin 1857.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état de
l'agriculture, du commerce et
des travaux publics,*

Signé **E. ROUHER.**

*Le Maréchal de France Ministre secrétaire
d'état au département de la guerre,*
Signé **VAILLANT.**

N° 4742. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La section de Bareng est distraite de la commune de Niort, canton de Belcaire, arrondissement de Limoux, département de l'Aude, et réunie à la commune de Merial, même canton. En conséquence, la limite entre les deux communes est fixée conformément à la ligne bleue cotée T U V X Y Z sur le plan annexé ci-joint.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis. (*Saint-Cloud, 10 Juin 1857.*)

N° 4743. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La section de Badinières est distraite de la commune des Éparres, canton de Bourgoin, arrondissement de Latour-du-Pin, département de l'Isère, et érigée en une commune distincte sous le nom de *commune de Badinières*.

2. Les limites établies entre les deux communes sont fixées conformément au liséré jaune coté L A X Z sur le plan ci-annexé.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis. (*Saint-Cloud, 10 Juin 1857.*)

N° 4744. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé par intérim du ministère des finances) portant que M. le baron *Lacrosse*,

sénateur, secrétaire du Sénat, est nommé président de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, en remplacement de M. le comte d'Argout. (Saint-Cloud, 13 Juin 1857.)

N° 4745. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'ouverture d'une avenue allant de la route impériale de Saint Mandé à Charenton au chemin de ronde de l'asile impérial de Vincennes, destiné aux ouvriers conscrits, suivant les alignements tracés en rouge sur le plan ci-annexé.

2. Le préfet de la Seine, agissant au nom de l'État, est autorisé à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les parcelles de terrain nécessaires pour l'établissement de cette avenue. (Saint-Cloud, 13 Juin 1857.)



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Juillet 1857,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 516.

N° 4746. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve, sous le titre de *Compagnie de l'Approuague, la Société pour la recherche et l'exploitation des gisements aurifères, à la Guyane française.*

Du 20 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'avis du comité consultatif des colonies;

Vu l'avis de nos ministres secrétaires d'état au département des finances et au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, des 15 et 24 avril dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée, sous le titre de *Compagnie de l'Approuague*, et sauf régularisation de son existence, suivant les formes de droit, la société représentée, à Paris, par MM. *Sauvage, Vidal de Lingendes et Saint-Amand*, composée de colons dont la liste est annexée au présent, et laquelle, sous les conditions ci-après indiquées, entend se livrer à la recherche et à l'exploitation des gisements aurifères, à la Guyane française.

2. La compagnie est investie, par privilège, du droit de recherche et d'exploitation sur une étendue de deux cent mille hectares à prendre dans les terrains non occupés ou non exploités en vertu de titres ou de permissions valables, dans les vallées de l'Approuague et de l'Arataye.

Le gouverneur, statuant en conseil privé sur les demandes qui lui seront faites par la compagnie, fixera la délimitation de ces deux cent mille hectares (200,000^h).

3. Pendant cinq années, à partir du 1^{er} janvier 1858, la compagnie de l'Approuague sera dispensée de toute redevance envers l'État, mais :

1° Elle devra introduire, à ses frais, dans la colonie, pendant les deux premières années de son existence, cinq cents travailleurs, qu'elle emploiera, soit à l'exploitation des gisements aurifères, soit à des travaux agricoles;

2° Si les produits nets de ses exploitations dépassaient vingt-cinq pour cent du capital réalisé, elle pourrait être obligée par le Gouvernement d'opérer une nouvelle introduction de travailleurs, dont le chiffre ne serait pas, en tout cas, supérieur à celui de cinq cents ci-dessus fixé;

3° Elle fera les frais de la mission d'un ingénieur des mines qui sera envoyé de France à la Guyane pour y explorer les gisements aurifères; les instructions de cet ingénieur émaneront exclusivement de l'administration.

4. A l'expiration des cinq années ci-dessus, il sera passé entre l'État et la compagnie, pour l'exploration et l'exploitation des terrains ci-dessus indiqués, un traité définitif, dont la durée et les conditions seront réglées d'après les données de l'expérience, et sans que l'étendue du territoire alors concédé à la compagnie puisse être inférieure aux deux cent mille hectares dont il est fait mention en l'article 2, ni la durée de la concession inférieure à vingt années.

Par ce même traité, seront déterminées les conditions relatives à la colonisation, par la société de l'Approuague, des terrains qui feront l'objet de la concession.

5. Pendant les cinq premières années de son existence et tant qu'elle n'aura pas reçu la consécration définitive prévue en l'article 4, la compagnie de l'Approuague ne pourra faire coter, ni négocier ses actions à la bourse. Jusqu'à l'approbation des statuts prévus par l'article 8, le transfert desdites actions ne pourra valablement avoir lieu que par acte notarié.

Il lui sera également interdit de vendre ou d'engager aucune partie des deux cent mille hectares livrés à ses exploitations ou explorations.

6. Dans le cas où, à moins d'un empêchement de force majeure dûment justifié, la compagnie n'aurait pas commencé l'exploitation aurifère six mois après l'insertion du présent dans la *feuille officielle de la Guyane*, elle pourra être déclarée déchue du bénéfice du présent décret.

7. La compagnie de l'Approuague sera tenue de soumettre tous les faits de sa gestion, dépenses et revenus, au contrôle et à la surveillance de l'administration, et de communiquer ses livres ou écritures à toute réquisition d'un fonctionnaire à ce commis par le gouverneur.

8. Dans les six mois de la date du présent, la compagnie de l'Approuague devra avoir fait approuver ses statuts par notre ministre de la marine et des colonies, lequel est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Fontainebleau, le 20 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé HAMELIN.

N° 4747. — DÉCRET IMPÉRIAL qui place l'administration du Journal des Savants dans les attributions du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes.

Du 24 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état au département de la justice et au département de l'instruction publique et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'administration du Journal des Savants, placée sous l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice, passe dans les attributions du ministre de l'instruction publique et des cultes.

2. Notre garde des sceaux, ministre de la justice, et notre ministre de l'instruction publique et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 24 Mai 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé ABBATUCCI,

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé ROULAND.

N° 4748. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise, comme *Congrégation dirigée par une Supérieure générale, l'Association des Filles de Marie établie à la Rivière-des-Pluies (île de la Réunion).*

Du 27 Mai 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale.
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies;

Vu l'arrêté du gouverneur de la Réunion, en date du 30 mars 1852, qui autorise provisoirement l'établissement, à la Rivière-des-Pluies, de l'association religieuse des filles de Marie;

Vu les demandes de l'évêque de Saint-Denis, en date des 19 juin 1854 et 14 août 1855, tendant à obtenir la reconnaissance définitive de cette association comme congrégation dirigée par une supérieure générale;

Vu la déclaration des religieuses de ladite association, portant qu'elles adoptent les statuts de la communauté des filles de la Sagesse, de Saint-Laurent-sur-Sèvre, ladite déclaration revêtue de l'approbation de l'évêque de Saint-Denis;

Vu la délibération du conseil municipal de Sainte-Marie, en date du 22 mars 1852;

Vu l'enquête *de commodo et incommodo*, ouverte dans ladite commune, le 22 mai 1856, close le 21 juin suivant;

Vu l'état de l'actif et du passif de l'association des filles de Marie;

Vu les avis du gouverneur de la Réunion, en date des 15 avril 1852 et 20 octobre 1856;

Vu la lettre de l'évêque de Saint-Denis, en date du 16 octobre 1856;

Vu les avis de notre ministre de l'instruction publique et des cultes, en date des 26 juillet 1854 et 16 mars 1857;

Vu le décret du 27 février 1811 (1), qui a approuvé les statuts de la communauté des filles de la Sagesse de Saint-Laurent-sur-Sèvre;

Vu le décret du 3 février 1851 (2), relatif à l'organisation des évêchés de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, article 21;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion;

Notre Conseil d'état entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des filles de Marie établie

(1) 1^{re} série, Bull. 356, n° 6573.

(2) 1^{re} série, Bull. 357, n° 2756.

à la Rivière-des-Pluies (île de la Réunion) est définitivement autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge de se conformer aux statuts approuvés par décret impérial du 27 février 1811, pour la congrégation des filles de la Sagesse, à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), que cette association a déclaré adopter, et dont une expédition sera annexée au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de l'île de la Réunion.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Mai 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

L'Amiral Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé HAMELIN.

N° 4749. — DÉCRET IMPÉRIAL qui crée une Chaire spéciale d'Hygiène dans l'École préparatoire de médecine et de pharmacie de Toulouse.

Du 8 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes ;

Vu l'ordonnance du 31 mars 1841 (1), qui a constitué l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Toulouse ;

Vu le décret du 11 juillet 1855 (2), qui a réorganisé l'enseignement de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de ladite ville ;

Vu la délibération du conseil municipal de Toulouse, en date du 4 mai 1857 ;

Vu le rapport de M. le recteur de l'académie de Toulouse, du 19 mai 1857,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS :

ART. 1^{er}. Il est créé, dans l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Toulouse, une chaire spéciale d'hygiène.

(1) 1^{re} série, Bull. 803, n° 9357.

(2) 1^{re} série, Bull. 315, n° 2905.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 8 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'état au département
de l'instruction publique et des cultes,*

Signé ROULAND.

N° 4750. — DÉCRET IMPÉRIAL qui confie à M. Abbaticci, Garde des sceaux, Ministre de la Justice, l'Intérim du Ministère d'Etat et de la Maison de l'Empereur, pendant l'absence de M. Achille Fould.

Du 9 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'intérim du ministère d'état et de la Maison de l'Empereur est confié, pendant l'absence de M. Achille Fould, à M. Abbaticci, garde des sceaux, ministre de la justice.

2. Notre ministre d'état est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 9 Juin 1857.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 4751. — DÉCRET IMPÉRIAL qui prononce la clôture de la Session du Sénat ouverte le 16 février 1857.

Du 10 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session du Sénat ouverte le 16 février 1857 est et demeure close.

2. La présente proclamation sera portée au Sénat et lue par notre ministre d'état.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Juin 1857.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état au département de la justice, chargé par intérim du Ministère d'état,

Signé **ABBATUCCI**.

N° 4752. — DÉCRET IMPÉRIAL qui reporte au Budget du Ministère de l'Instruction publique et des Cultes, exercice 1857, la somme comprise au Budget du Ministère de la Justice à titre d'Indemnité au Journal des Savants.

Du 14 Juin 1857.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état de la justice, et de l'instruction publique et des cultes;

Vu la loi du 14 juillet 1856, portant fixation du budget général des recettes et dépenses de l'exercice 1857;

Vu le décret du 24 mai 1857, qui distrait du ministère de la justice l'administration du Journal des Savants, pour être placée dans les attributions du ministère de l'instruction publique et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sur les crédits accordés au budget du ministère de la justice par la loi du 14 juillet 1856, pour dépenses de l'exercice 1857, et s'élevant ensemble à vingt-sept millions quatre cent soixante et seize mille deux cent soixante et dix francs (27,476,270^f), une somme de quinze mille francs (15,000^f), comprise au chapitre XII, article 2, à titre d'indemnité au Journal des Savants, est annulée et reportée au budget du ministère de l'instruction publique et des cultes.

2. En conséquence, le montant du budget du ministère de la justice, pour l'exercice 1857, se trouve réduit à vingt-sept millions quatre cent soixante et un mille deux cent soixante et dix francs (27,461,270^f), et celui du ministère de l'instruction publique et des cultes élevé à soixante-quatre millions cinq cent trente-sept mille cinq cent quatre-vingt-six francs (64,537,586^f).

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départements de la justice, de l'instruction publique et des cultes, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin de lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 14 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'état de l'instruction publique et des cultes,
Signé ROULAND.

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'état de la justice,
Signé ABBATUCCI.

N° 4753.—*DÉCRET IMPÉRIAL qui fait cesser l'Intérim du Ministère d'État et de la Maison de l'Empereur.*

Du 19 Juin 1857.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'intérim du ministère d'état et du ministère de notre Maison, confié à M. Abbattucci, garde des sceaux, ministre de la justice, cessera à partir de ce jour, et M. Achille Fould reprendra ses fonctions.

2. Le ministre d'état et de notre Maison est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Juin 1857.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'état et de la Maison de l'Empereur,
Signé ACHILLE FOULD.



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Juillet 1857,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la Justice,

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 10 Juillet 1857.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

Contenues dans le Bulletin des Lois.

XI^e SÉRIE.

RÈGNE DE NAPOLEON III, EMPEREUR DES FRANÇAIS.

LOIS ET DÉCRETS IMPÉRIAUX.

TOME IX.

(N^{os} 460 à 516.)

1^{er} SEMESTRE 1857.

NOTA. Les actes analysés qui ne sont point accompagnés des mots (*loi* *du*..... avec la date) sont des décrets impériaux.

Les nombres précédés de n^o indiquent la série des actes; ceux précédés de la lettre *p* indiquent la page.

A

ABUS. Voyez *Évêques*.

ACADÉMIE des sciences morales et politiques. Création d'une sixième place d'académicien libre, et autorisation de nommer sept correspondants pour la section de politique, administration et finances, n^o 4383, p. 374. — Création d'une sixième place d'associé étranger, n^o 4477, p. 650.

ACQUISITIONS. Voyez *Domaines*.

ACTES. Voyez *Évêques*.

ADJUDICATIONS. Voyez *Prisons*.

AGENTS de change. Voyez *Courtiers*.

ALGÉRIE. Rapport et décret impérial sur la décentralisation administrative en Algérie, n^o 4260, p. 24. — Extension des institutions municipales, n^o 4288,

XI^e Série. Lois et décrets impériaux. Tome IX.

97

p. 73. — Modifications aux circonscriptions administratives et communales, n° 4289, p. 83. — Suppression et création de commissariats civils, n° 4290, p. 89. — Création de nouvelles communes, n° 4291, p. 91. — Fixation des limites du commissariat civil de Jemmapes, n° 4325, p. 145. — Prorogation de l'autorisation accordée à la compagnie des mines de Mouzaia, d'exporter de l'Algérie à l'étranger, jusqu'à la concurrence de six mille tonnes de minerai de cuivre provenant desdites mines, n° 4337, p. 307. — Contribution spéciale à percevoir, en 1857, pour les dépenses des chambres et bourses de commerce de l'Algérie, n° 4563, p. 875. — Application aux places de guerre et postes militaires de l'Algérie des lois et décrets qui régissent en France les servitudes militaires, n° 4673, p. 1215. Voyez *Douanes, Lignes télégraphiques.*

AMBASSADEUR de Turquie. Voyez *Ministère des affaires étrangères.*

ARACHIDES (Huile d'). Voyez *Douanes.*

ARCHIVES de l'Empire. M. le comte *Léon de Laborde*, membre de l'Institut, est nommé directeur général des archives de l'Empire, n° 4396, p. 383.

ARMÉE de terre et de mer. Maintien définitif de M. le général de division *Camou* dans la première section du cadre de l'état-major général, n° 4429, p. 571.

— Répartition, entre les départements de l'Empire, des cent mille hommes appelés sur la classe de 1856, n° 4473, p. 643. — Maintien définitif de M. le général de division *Rustolan* dans la première section du cadre de l'état-major général, n° 4480, p. 652. — Appel en 1858 de cent mille hommes sur la classe de 1857 (loi du 19 juin 1857), n° 4677, p. 1229.

Voyez *Colonies, Dotation de l'armée, Ministère de la marine et des colonies.*

ARROSAGES. Voyez *Budgets.*

ARTS. Voyez *Chambre consultative.*

ASILES impériaux. Voyez *Ministère de l'intérieur.*

ASSOCIATIONS communales. Voyez *Sociétés.*

ASSOCIATIONS religieuses. Sont autorisées, comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'association des sœurs de Notre-Dame-de-la-Compassion, existant à Marseille, n° 4315, p. 130; — comme communauté dirigée par une supérieure locale, l'association des sœurs du premier monastère de la Visitation-Sainte-Marie, existant à Paris, n° 4366, p. 351; — comme congrégation dirigée par une supérieure générale, l'association des sœurs de Notre-Dame de Chartres, établie à Brechères-l'Évêque (Eure-et-Loir), n° 4465, p. 631; — l'association des Filles de Marie établie à la Rivière des-Pluies (île de la Réunion), n° 4748, p. 1364.

AVIS imprimés. Voyez *Budgets.*

AVOUÉS. Voyez *Cours et tribunaux.*

B

BACS et passages d'eau. Approbation du tarif des droits de péage à percevoir, au bac de Cheucle, sur la Loire, département de la Haute-Loire, n° 4249, p. 5. — Modifications au tarif des droits de péage au passage d'eau de Brest à Recouvrance, sur la rivière de Penfeld (Finistère), n° 4269, p. 39. — Application au passage du bac du Mas-de-Lavarenne, sur la Loire, du tarif approuvé à vingt-cinq passages d'eau sur la Loire et l'Allier (Haute-Loire), n° 4287, p. 72. — Approbation du tarif des droits de péage à per-

cevoir au passage de dix-huit bacs dans le département de Saône-et-Loire, n° 4318, p. 131; — de quatorze bacs établis sur le Doubs et l'Ognon, département du Doubs, n° 4335, p. 153. — Application du tarif des droits de péage au bac établi sur le Tarn, à la Jourdanie (Aveyron), à treize bacs du même département, n° 4370, p. 355. — Approbation du tarif des droits de péage à percevoir au bac de Pieusse, sur l'Aude, n° 4432, p. 576; — du tarif additionnel pour le passage des piétons à bord du bateau à vapeur qui doit être affecté au service du bac de Dinard, à Saint-Malo et à Saint-Servan, n° 4433, p. 577; — des tarifs des droits de péage au passage de vingt-six bacs du département de la Haute-Loire, n° 4502, p. 695. — Application au bac de Gratz du tarif annexé au décret du 8 septembre 1856, portant fixation des droits de péage à divers passages d'eau établis sur la Sarthe (Maine-et-Loire), n° 4522, p. 821; — au passage d'eau établi sur le Clain, commune d'Andillé (Vienne), du tarif pour la perception des droits au bac de Jouhet situé sur la Gartempe (Vienne), n° 4523, p. 821. — Approbation du tarif des droits de péage au bac établi sur l'Aude à Couffoulens (Aude), n° 4671, p. 1209.

BANQUE de France. Prorogation du privilège de la Banque de France (loi du 9 juin 1857), n° 4577, p. 915. — M. le comte de *Gerniny* est nommé gouverneur de la Banque de France, et M. le comte d'*Argout*, gouverneur honoraire, n° 4660 et 4661, p. 1067. — Autorisation d'établir une succursale à Bar-le-Duc, à Laval, à Sedan, à Tours, n° 4722 à 4725, p. 1339 à 1342.

BATEAUX à vapeur. Voyez *Bacs*.

BÂTIMENTS de commerce. Dispositions sur l'admission au commandement des bâtiments de commerce, n° 4412, p. 413

BLÉ. Voyez *Grains*.

BOIS de Boulogne. Voyez *Utilité publique*.

BOIS pour l'approvisionnement de Paris. Fixation de la cotisation à percevoir, pendant l'exercice 1857, sur les trains de bois flottés, n° 4548, p. 852.

BOISSONS. Voyez *Douanes*.

BONS du trésor. Autorisation au ministre des finances d'élever à trois cent cinquante millions la somme des bons du trésor à émettre pour le service de trésorerie de 1857, n° 4334, p. 153. Voyez *Budgets*, *Caisses d'amortissement* et *des dépôts et consignations*.

BOULEVARD de Sébastopol. Voyez *Travaux*.

BOURSES dans les lycées. Voyez *Lycées*.

BREVETS d'invention. Proclamation de mille quatre-vingt-dix brevets d'invention et de trois cent cinquante-sept certificats d'addition, n° 4122, p. 431; — de neuf cent vingt et un brevets d'invention et de cent soixante-trois certificats d'addition, n° 4517, p. 719.

BUDGETS. Règlement définitif du budget de l'exercice 1854 (loi du 3 juin 1857), n° 4602, p. 1069. — Fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1858. Crédits ouverts aux ministres; état de perception des contributions et patentes; état du contingent des départements dans les contributions; maximum des centimes additionnels à imposer d'office, par le Gouvernement, sur les communes pour les dépenses obligatoires; des centimes additionnels à voter par les conseils municipaux et par les conseils généraux pour le service de l'instruction primaire et pour concourir aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et des chemins vicinaux, en cas d'insuffisance des revenus ordinaires;

fixation du droit de transmission pour toute cession de titres ou promesses d'obligations et d'actions dans une compagnie, société, etc. Ce droit est applicable en France aux actions et obligations émises par les sociétés, compagnies, etc. étrangères. Abrogation de l'article 15 de la loi du 5 juin 1850, de l'article 1^{er} de la loi du 6 prairial an VII, qui assujettit au timbre spécial les avis imprimés qui se crient et se distribuent dans les rues, etc. L'article 5 de la loi du 14 juillet 1855 continue à recevoir son exécution pour l'exercice 1858, sauf en ce qui concerne le second décime établi sur les droits d'enregistrement, État des divers droits, produits et revenus à percevoir au profit de l'État, des départements, des communes, etc. Fixation en recette et en dépense des services spéciaux pour l'exercice 1858; du service de la dotation de l'armée pour 1858; autorisation de créer des bons du trésor pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France; de convertir la dette de l'État envers les compagnies des chemins de fer en cinquante annuités au plus; prorogation des effets de la loi concernant les secours viagers à d'anciens militaires de la République et de l'Empire; crédits pour l'inscription de pensions au trésor public; mode de recouvrement relatif aux taxes d'arrosages autorisées par le Gouvernement (loi du 23 juin 1857), n° 4718, p. 1289. Voyez *Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations*, Ministère.

BULLE d'institution canonique. Réception de la bulle d'institution canonique de M. *Hiraboure*, pour l'évêché d'Aire, n° 4369, p. 354; — de M. le cardinal *Morlot*, pour l'archevêché de Paris; de M. *Guibert*, pour l'archevêché de Tours; de M. *Chalandon*, pour l'archevêché d'Aix; de M. *Delcussy*, pour l'évêché de Viviers; de M. *Géraud de Langalerie*, pour l'évêché de Belley; de M. *Desprez*, pour l'évêché de Limoges; de M. *Maupoint*, pour l'évêché de Saint-Denis (île de la Réunion), n° 4494 à 4500, p. 686 à 693.

BUREAUX de douanes. Voyez *Douanes*.

BUREAUX de garantie. Transfert à Boulogne-sur-Mer du bureau de garantie pour l'essai et la marque des ouvrages d'or et d'argent établi à Saint-Omer, n° 4282, p. 62.

C

CAISSES d'amortissement et des dépôts et consignations. Autorisation pour la consolidation des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1856, n° 4246, p. 1. — Fixation du budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, n° 4284, p. 65.

CAISSES spéciales d'épargne. Dispositions relatives à la liquidation des caisses spéciales d'épargne des institutrices primaires et des surveillantes des salles d'asile de la ville de Paris, n° 4255, p. 16.

CENTIMES additionnels. Voyez *Budgets*.

CERTIFICATS d'addition. Voyez *Brevets d'invention*.

CESSIONS de titres, etc. Voyez *Budgets*.

CHAIRES. Voyez *Écoles supérieures de pharmacie*, *Muséum d'histoire naturelle*.

CHAMBRE consultative et comité consultatif des arts et manufactures. Établissement d'une chambre consultative à Falaise, n° 4558, p. 872. — Réorganisation

du comité consultatif institué près le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, n° 4564, p. 876.

CHAMBRES et bourses de commerce. Contribution spéciale à percevoir, en 1857, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce, n° 4283, p. 63; n° 4387, p. 379. Voyez *Algérie*.

CHAMBRES temporaires. Voyez *Cours et tribunaux*.

CHARTREUX. Voyez *Maison de retraite de la Grande-Chartreuse*.

CHAUFFEURS de machines à vapeur. Voyez *Inscription maritime*.

CHEMINS. Voyez *Budgets*.

CHEMINS de fer. Prorogation du délai mentionné à l'article 4 de la convention du 19 juillet 1853, concernant le prolongement du chemin de fer de Reims à Charleville jusqu'à la frontière de Belgique, n° 4264, p. 36. — Urgence de prendre possession, pour le chemin de fer Grand-Central, de seize parcelles de terrain non bâties situées sur le territoire de Saint-Antoine (Tarn-et-Garonne); pour le chemin de fer de Carmaux à Albi, de diverses parcelles de terrain non bâties, situées sur le territoire de la commune d'Albi (Tarn), n° 4295 et 4296, p. 109 et 110; — pour le chemin de fer d'embranchement de Mont-de-Marsan, de cinq parcelles de terrain non bâties situées sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-du-Mont (Landes), n° 4299, p. 111. — Approbation de la convention passée pour l'exécution d'un chemin de fer d'embranchement de Bar-sur-Seine sur la ligne de Paris à Mulhouse et d'un chemin de fer de raccordement de ladite ligne avec celle de Paris à Vincennes et Saint-Maur, n° 4319, p. 137. — Urgence de prendre possession, pour le chemin de fer de Paris à Lyon, par le Bourbonnais, de parcelles de terrain non bâties situées sur le territoire de diverses communes du département de la Loire, n° 4390, p. 382. — Approbation de la convention passée, le 27 février 1857, entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie du chemin de fer de Lyon à Genève, n° 4402, p. 405; — de la convention passée, le 16 mars 1857, entre le même ministre et la compagnie du chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble, n° 4413, p. 420. — Urgence de prendre possession, pour le chemin de fer d'embranchement de Fécamp, de parcelles de terrain non bâties, commune de Fécamp (Seine-Inférieure), n° 4417, p. 429. — Approbation de la convention passée, le 4 avril 1857, pour la concession d'un prolongement du chemin de fer de Bordeaux à la Teste jusqu'à Arcachon, n° 4493, p. 683. — Urgence de prendre possession, pour le chemin de fer de Caen à Cherbourg, de terrains non bâtis situés dans plusieurs communes du Calvados et de la Manche, n° 4530, p. 828; — pour le chemin de fer de Nantes à Saint-Nazaire, de parcelles de terrain situées dans la commune de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), n° 4532, p. 828. — Pour le chemin de fer de Mont-de-Marsan à Rabastens, de terrains non bâtis situés sur le territoire de la commune de Saint-Pierre (Landes), n° 4575, p. 913. Voyez *Budgets, Utilité publique*.

CIRCONSCRIPTIONS électorales. Fixation du nombre et de la composition des circonscriptions électorales, n° 4570, p. 886.

CIRCONSCRIPTIONS territoriales. Voyez *Communes*.

COLLÈGES. Création d'un collège dans la ville de Revel (Haute-Garonne), n° 4258, p. 22.

COLLÈGES électoraux. Convocation des électeurs compris dans la première circonscription du département de l'Ain, pour l'élection d'un député, n° 4354, p. 336. — Fixation du nombre des députés, au Corps législatif,

à élire par les départements, n° 4569, p. 883. — Convocation des collèges électoraux, n° 4571, p. 911.

COLONIES. Augmentation de l'effectif de la compagnie de gendarmerie de la Guadeloupe, n° 4365, p. 350. — Organisation judiciaire de la Réunion, n° 4382, p. 373. — Les lois des 27 mars 1851 et 5 mai 1855, tendant : la répression de certaines fraudes dans la vente des marchandises sont rendues exécutoires aux colonies, n° 4526, p. 826. — Organisation de la justice musulmane au Sénégal, n° 4565, p. 878. — Approbation, sous le titre de compagnie de l'*Approuague*, de la société pour la recherche et l'exploitation de gisements aurifères, à la Guyane française n° 4746, p. 1361. Voyez *Associations religieuses*.

COMMERCE. Voyez *Bâtiments de commerce*, *Marques de fabrique et de commerce*, *Traités*.

COMMISSARIATS civils. Voyez *Algérie*.

COMMISSION de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. M. le comte d'Argout est maintenu dans les fonctions de président de cette commission, n° 4411, p. 410. — Remplacement de M. le comte d'Argout, dans ces fonctions, par M. le baron de Lacrosse, sénateur, n° 4744, p. 1359.

COMMISSION des pétitions. M. le baron Quinette est nommé président de la commission des pétitions pour les mois de mai, juin et juillet, n° 4516, p. 717.

COMMUNAUTÉS. Voyez *Associations religieuses*, *Sœurs*.

COMMUNES. Réunion à la commune d'Arbellara, canton d'Olmeto, de l'enclosure dite de la Mezzala, commune de Fozzano (Corse), n° 4307, p. 118. — Réunion de la commune de Montpézat, canton de Sauveterre, arrondissement de la Réole (Gironde), à la commune de Murens, même canton, n° 4359, p. 340. — Fixation des limites entre la commune de Macé, arrondissement d'Alençon, et la commune de Château-d'Almenêche, arrondissement d'Argentan (Orne); modification de la circonscription territoriale des départements de la Gironde et de Lot-et-Garonne dans les communes de Sigalens et de Cocumont (lois du 16 mars 1857), n° 4406 et 4407, p. 402 et 403. — Réunion au département du Finistère, canton d'Arzano, arrondissement de Quimperlé, de la commune de Locunolé, département du Morbihan, canton de Faouet, arrondissement de Napoléonville; réunion à la commune de Champier (Isère) de la section de Flaurin de la commune de Mottier; fixation de la limite entre les communes d'Aynac et d'Anglars (Lot) (lois du 4 avril 1857), n° 4448 à 4450, p. 609 à 612. — La commune de Larroumieu, arrondissement de Condom (Gers), prendra à l'avenir le nom de la *Romieu*, n° 4503, p. 701. — La commune d'Hellemmes, canton et arrondissement de Lille, prendra, à l'avenir, le nom d'*Hellemmes-Lille*, n° 4515, p. 717. — Réunion de la commune de Lapallue, canton de Segonzac, arrondissement de Cognac (Charente), à celle de Gensac, même canton. Réunion de la section de Marville, commune de Gensac, à la commune de Genté, et de la section de Roissac à la commune d'Angeac (loi du 19 mai 1857), n° 4540, p. 840. — Les quatre sections de Sevelinges, d'Arcinges, d'Écoches (Loire) et de Cours (Rhône), sont réunies en une commune distincte qui prendra le nom de *Cergne*, faisant partie du canton de Belmont, arrondissement de Roanne (Loire) (loi du 25 mai 1857), n° 4554, p. 863. — Réunion de la commune de Saint-Espirit (Landes) à la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées), et réunion au département des Basses-Pyrénées des sections de Boucau et de Romatel de la commune de

Tarnos (Landes), pour en former une commune sous le nom de *Boucau*; passage du canton d'Annot, au canton d'Entrevaux, de la commune de Montblanc (Basses-Alpes); Réunion en une seule commune, sous le nom d'*Héricourt-en-Caux*, des communes de Saint-Denis-d'Héricourt et de Saint-Riquier-d'Héricourt, et modification de la circonscription des cantons d'Ourville et de Doudeville (Seine-Inférieure) (lois du 1^{er} juin 1857), n° 4619 à 4621, p. 976 à 979. — Réunion des communes de Bernières-Bocage, de Couvert et de Juaye, canton de Balleroy, arrondissement de Bayeux (Calvados), en une seule commune sous le nom de *Juaye-Mondaye*; formation d'une commune distincte, sous le nom de *Styring-Wendel*, des sections de Verrerie-Sophie et de Styring, de la commune de Forbach (Moselle) (lois du 3 juin 1857), n° 4636 et 4637, p. 1017 et 1018. — Fixation de la limite entre les communes de Montjoux et de Viala-du-Tarn (Aveyron) (loi du 6 juin 1857), n° 4658, p. 1064. — Formation d'une commune distincte, sous le nom d'*Arcachon*, de la section d'Arcachon distraite de la commune de la Teste, arrondissement de Bordeaux, n° 4666, p. 1204. — Modification de la circonscription des cantons de Coulonges et de Champdeniers, dans les communes de Surin et de Faye-sur-Ardin (Deux-Sèvres); réunion des communes de Coulibœuf et de Morteaux, canton de Coulibœuf, arrondissement de Falaise (Calvados), en une seule commune sous le nom de *Morteaux-Coulibœuf*; formation d'une commune distincte, sous le nom de *Bessèges*, canton de Castillon, arrondissement d'Alais, de la section de Bessèges et d'une partie de la section de Travers-de-Castillon (Gard); la section de Corrençon est distraite de la commune de Villars-de-Lans et érigée en commune, sous le nom de *Corrençon*, canton de Villars-de-Lans, arrondissement de Grenoble (Isère); formation, sous le nom de *Saint-Pierre-lez-Elbeuf*, canton d'Elbeuf, arrondissement de Rouen, d'une nouvelle commune composée de la commune de Saint-Pierre-de-Lieroult et de portions de territoire de la commune de Caudebec-lez-Elbeuf (Seine-Inférieure); réunion de deux hameaux de la commune de Laroque-Toirac à la commune de Carayac (Lot) (lois du 19 juin 1857), n° 4703 à 4708, p. 1272 à 1280. — Réunion en une seule commune, sous le nom de *Castello-di-Rostino*, des communes de Frasso et de Pastoreccia-di-Rostino, arrondissement de Corte (Corse), n° 4709, p. 1282. — Réunion à la commune de l'Isle-Jourdain de la section des Grelières et d'une partie de celle de Saint-Payent, commune de Millac (Vienne); transport de partie de territoire entre les communes de Poix et d'Englefontaine, canton du Quesnoy (Nord), n° 4713 et 4714, p. 1283. — Formation d'une commune distincte, sous le nom de *l'Abergement-Clémenciat*, composée des sections de l'Abergement et de Clémenciat, distraites de la commune de Châtillon-sur-Chalargon, canton de ce nom, arrondissement de Trévoux (Ain), n° 4727, p. 1343. — Réunion à la commune de Merial de la section de Bareng, distraite de la commune de Niort (Aude); la section de Badinières est distraite de la commune des Éparres, canton de Bourgoin, arrondissement de la Tour-du-Pin (Isère) et érigée en une commune distincte, sous le nom de *Badinières*, n° 4742 et 4743, p. 1359. Voyez *Algérie*, *Budgets*.

COMPTOIR (Sous-) des entrepreneurs de bâtiments. Dispositions relatives à ce sous-comptoir (loi du 6 juin 1857), n° 4622, p. 981.

CONGRÉGATIONS. Voyez *Associations religieuses*, *Sœurs*.

CONSCRIPTION. Voyez *Armée de terre et de mer*.

CONSEL D'ÉTAT. Quatre auditeurs sous-préfets sont nommés auditeurs en service

- extraordinaire, n° 4270, p. 39. — Nomination de cinq auditeurs de seconde classe, n° 4381, p. 372. Voyez *Commission des pétitions, Ministère d'État*.
- CONSEILS de prud'hommes.** Modification de la composition du conseil de prud'hommes d'Avignon, n° 4665, p. 1203.
- CONSTITUTION.** Voyez *Sénatus-consultes*.
- CONTRIBUTIONS.** Répartition du produit des centimes affectés aux remises, modérations, dégrèvements et non-valeurs sur les contributions foncières, personnelle, mobilière et des portes et fenêtres de 1857, n° 4518, p. 83; Voyez *Budgets*.
- CONTRIBUTIONS spéciales.** Voyez *Chambres et bourses de commerce*.
- CONVENTIONS.** Promulgation de la convention d'extradition conclue entre la France et les États de Parme, n° 4305, p. 113. — Modification de l'article 1 du décret du 3 décembre 1856, concernant l'exécution de la convention de poste conclue entre la France et la Grande-Bretagne, n° 4376, p. 369. — Dispositions pour l'exécution de la convention de poste conclue entre l'administration générale des postes de France et l'administration générale des postes des États-Unis, n° 4430, p. 572. — Promulgation de la convention relative à Portendic et Albreda, conclue, le 7 mars 1857, entre la France et l'Angleterre, n° 4434, p. 579; — de la convention relative aux pêcheries de Terre-Neuve, conclue, le 14 janvier 1857, entre la France et l'Angleterre, n° 4435, p. 582; — de la convention relative aux digues de Rhin, conclue, le 25 février 1857, entre la France et le grand-duché de Bade, n° 4472, p. 641. Voyez *Chemins de fer, Lignes télégraphiques, Manufactures impériales*.
- CORPS législatif.** Prorogation, jusqu'au 28 mai, de la session de 1857, n° 4532, p. 831. — Dissolution du Corps législatif, n° 4568, p. 883. Voyez *Collèges électoraux, Ministère des finances, Sénat*.
- CORRESPONDANCE de Napoléon I^{er}.** Voyez *Ministère d'État*.
- CORRESPONDANCES.** Voyez *Postes*.
- COTISATIONS spéciales.** Voyez *Bois pour l'approvisionnement de Paris*.
- COTONS filés.** Voyez *Douanes*.
- CREDIT foncier de France.** Dispositions concernant les avances sur dépôts d'obligations foncières faites par la société du Crédit foncier de France (loi du 19 juin 1857), n° 4683, p. 1239.
- CRÉDITS.** Allocation de crédits supplémentaires et extraordinaires pour les exercices 1855, 1856 et 1857 (loi du 23 juin 1857), n° 4719, p. 1322. Voyez *Budgets, Ministères*.
- COURS et tribunaux.** Fixation du nombre des huissiers du tribunal de première instance de Tournon (Ardèche) à dix-neuf, et de celui de Castres (Tarn) à vingt-trois, n° 4316, p. 131; — de celui de Guéret (Creuse) à vingt-sept, n° 4358, p. 340; — des avoués près la cour impériale de Dijon à onze; des avoués près le tribunal de première instance de Foix (Ariège) à huit; des huissiers du tribunal de première instance de Semur (Côte-d'Or) à dix-neuf; de celui de Mâcon (Saône-et-Loire) à vingt-cinq, n° 4378, p. 371; — des avoués près les tribunaux de première instance de Mirande (Gers), de Figeac (Lot) et de Montauban (Tarn-et-Garonne) à sept, n° 4379, p. 374; — des huissiers des tribunaux de première instance de Langres (Haute-Marne) à vingt-sept; de Melle (Deux-Sèvres) à quatorze; de Moissac (Tarn-et-Garonne) à quinze, n° 4380, p. 372; — de Vitry (Ille-et-Vilaine) à dix; de Nérac (Lot-et-Garonne) à quinze, n° 4409, p. 408; — des avoués près le tribunal de première instance de Vesoul (Haute-Saône) à sept, n° 4475,

p. 648; — des avoués près les tribunaux de première instance de Chinon (Indre-et-Loire) à sept; de Sarreguemines (Moselle) à cinq; d'Ambert (Puy-de-Dôme) à sept; d'Amiens (Somme) à onze; des huissiers des tribunaux de première instance de Blois (Loir-et-Cher) à vingt-cinq; de Brioude (Haute-Loire) à dix-neuf; de Montargis (Loiret) à dix-sept; d'Hazebrouck (Nord) à treize; d'Ambert (Puy-de-Dôme) à dix-sept; de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) à vingt-sept, n° 4504, p. 702; — de Moissac (Tarn-et-Garonne) à quatorze, n° 4505, p. 702; — des avoués près la cour impériale de Douai (Nord) à neuf; près le tribunal de première instance de Gex (Ain) à quatre; des huissiers des tribunaux de première instance de Vendôme (Loir-et-Cher) à seize; de Guingamp (Côtes-du-Nord) à seize; de Châtellerault (Vienne) à seize, n° 4513, p. 714; des avoués près le tribunal de première instance de Saint-Calais (Sarthe) à quatre; des huissiers des tribunaux de première instance de Rodez (Aveyron) à vingt-sept; de Loudéac (Côtes-du-Nord) à onze, n° 4560, p. 873. — Prorogation de la chambre temporaire du tribunal de première instance de Saint-Gaudens, n° 4595, p. 946. — Fixation à douze du nombre des huissiers du tribunal de première instance de Gannat (Allier) n° 4599, p. 948. — Fixation du nombre des huissiers des tribunaux de première instance de Digne (Basses-Alpes) à seize; de Charleville (Ardennes) à seize; de Châteaudun (Eure-et-Loir) à quatorze; de Libourne (Gironde) à vingt-trois; de Dôle (Jura) à dix-neuf; de Montreuil (Pas-de-Calais) à treize, n° 4676, p. 1228.

COURTIERS. Création de deux places de courtiers de marchandises et d'assurances, interprètes et conducteurs de navires, à Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), n° 4396, p. 383. — Fixation des droits de courtage à percevoir par ces courtiers, n° 4557, p. 869. — Les courtiers de marchandises de Dieppe (Seine-Inférieure) sont autorisés à exercer, cumulativement, les fonctions d'agents de change, n° 4601, p. 948.

D

DÉCIME. Voyez *Budgets*.

DÉCRETS pontificaux. Réception du décret pontifical qui autorise l'évêque d'Aire et ses successeurs à joindre à leur titre celui de l'évêché supprimé de Dax, n° 4737, p. 1354.

DÉLIMITATIONS maritimes et fluviales. Fixation de la limite de la mer sur la plage du hameau des Lecques (Var); de la limite de la mer sur la plage de Bistouan, près Cassis (Bouches-du-Rhône); de la limite de la mer, autour du cap Janet (Bouches-du-Rhône), n° 4329 à 4331, p. 149 et 150. — Le point où finit la partie fluviale du cours de la Canche, à son embouchure à la mer, et où commence le domaine maritime, est fixé à l'endroit de cette rivière correspondant à l'église d'Enocq, au lieu où les eaux viennent baigner la route de Montreuil à Étaples (Pas-de-Calais), n° 4427, p. 569. — Fixation de la limite de la mer sur le littoral de la commune d'Audernos, n° 4546, p. 847; — de la mer à l'embouchure d'Authie, au pont à cailloux, sur le chemin de Montreuil (Pas-de-Calais), n° 4561, p. 873.

DIGUES du Rhin. Voyez *Conventions*.

DISTILLATION. Abrogation, en ce qui concerne les riz, des dispositions du

décret du 26 octobre 1854 qui interdisent la distillation des céréales et autres substances farineuses servant à l'alimentation, n° 4328, p. 148.

DOMAINES. Affectation au service des douanes d'un terrain domanial situé dans l'arrondissement de Caen (Calvados), n° 4268, p. 38. — Rectification de l'article 2 du décret du 22 novembre 1856, relatif à l'acquisition par l'État de l'ancienne abbaye d'Auberive (Haute-Marne), n° 4277, p. 57. — Autorisation au préfet du Var de concéder au sieur *Stagnaro* la parcelle de lais de mer dont ce dernier est détenteur sur le bord de la rade de Saint-Raphaël, n° 4332, p. 150. — Affectation au service des ponts et chaussées d'un terrain sis au bord de la route impériale n° 92, dans la traverse de Voiron (Isère), n° 4393; — au service des douanes, des corps de garde de Carolle et de Champeau, situés dans la chefferie de Granville (Manche), n° 4399, p. 390. — Approbation d'un échange de bois entre l'État et M. le comte de *Brosses*; de terrains entre l'État et les époux *Amenc* (lois du 16 mars 1857), n° 4400 et 4401, p. 393 et 394. — Affectation au service des douanes de deux parcelles de terrain domanial, commune de Marseille (Bouches-du-Rhône), n° 4428, p. 569; — de batteries de côtes dans les départements de la Corse, du Pas-de-Calais, du Var et des Pyrénées-Orientales, n° 4471, p. 639. — Affectation au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, d'un terrain domanial situé sur la rive droite du canal de la Somme, en aval du pont d'Abbeville, pour le service du canal, n° 4521, p. 821; — au même département, pour le service du port de la Ciotat, du terrain de la batterie Saint-Antoine, et pour le service du port de Marseille, du terrain de la batterie des Neuves-Infirmeries (Bouches-du-Rhône), n° 4531, p. 828. — Approbation d'un échange d'immeubles entre l'État et la congrégation du Saint-Esprit (loi du 19 mai 1857), n° 4535, p. 833. — Autorisation pour la cession, à la ville de Boulogne, de la caserne dite *du Rivage*, appartenant à l'État (loi du 19 mai 1857), n° 4536, p. 834. — Approbation d'un échange d'immeubles entre l'État et la communauté des religieuses de la Croix, à Soissons (loi du 25 mai 1857), n° 4553, p. 862. — Affectation au service des douanes d'un terrain situé dans la commune de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), n° 4559, p. 873; — au service des ponts et chaussées, d'anciennes tours d'observation situées sur le littoral de la Corse, n° 4567, p. 881; — de l'ancienne batterie de côte de Port-Haliguen (Morbihan) et des terrains qui en dépendent, n° 4572, p. 913. — Réaffectation au service du lazaret de Trompeloup, près Pauillac, de terrains et constructions situés sur le bord de la Gironde, n° 4573, p. 913. — Approbation d'un échange de bois entre l'État et les époux *Darblay*; d'un échange d'immeubles entre l'État et M. *Bord* (lois du 1^{er} juin 1857), n° 4602 et 4603, p. 949 et 950. — Autorisation de céder à la ville d'Hesdin (Pas-de-Calais), des terrains domaniaux provenant des anciennes fortifications de cette ville (loi du 6 juin 1857), n° 4640, p. 1032. — Affectation, au service du département de la guerre, d'une parcelle de terrain provenant de l'ancienne route départementale n° 2, aux abords du faubourg Saint-Mansuy, à Toul (Meurthe), n° 4667, p. 1204. — Approbation d'un échange de bois entre l'État et M. le comte de *Bonsey* (loi du 19 juin 1857), n° 4685, p. 1243. Voyez *Palais de l'industrie*.

DOMAINE de la couronne. Voyez *Sénatus-consultes*.

DONS. Voyez *Legs*.

DOTATION de l'armée. Dispositions relatives à l'emploi des fonds disponibles de

la dotation de l'armée (loi du 19 juin 1857), n° 4680, p. 1234. Voyez *Budgets*.

DOTATIONS. Dotation annuelle de cent mille francs accordée au maréchal *Pélissier*, duc de *Malakoff* (loi du 18 mars 1857), n° 4410, p. 409.

DOUANES. Importation, par le bureau d'Évranges, des ouvrages d'art ou d'esprit publiés dans le grand-duché de Luxembourg, et qui sont mentionnés dans la convention conclue entre la France et le grand-duché, n° 4320, p. 140. — Établissement, à Fessevillers et à Vaufrey (Doubs), des bureaux de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, et suppression des bureaux de Goumois et de Glères (Doubs), n° 4377, p. 370. — Fixation des droits à l'importation du gingembre, de la garance et de diverses huiles, n° 4388, p. 380. — L'huile d'arachides est ajoutée à la nomenclature des produits naturels de l'Algérie admis en franchise dans les ports de la métropole, n° 4389, p. 381. — Ouverture du bureau des douanes de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) à l'importation de certaines marchandises, n° 4398, p. 390. — Fixation des heures d'ouverture et de fermeture du bureau de douane de Noirmoutiers (Vendée), n° 4452, p. 616. — Autorisation de l'importation temporaire, en franchise de droits, des graines d'arachides, n° 4454, p. 617. — Fixation des heures d'ouverture et de fermeture du bureau de douane de Royan (Seine-Inférieure), n° 4481, p. 653. — Fixation de la quantité de sel que l'administration des douanes est autorisée à délivrer en franchise pour le pacquage du maquereau salé à terre, n° 4482, p. 654. — Modification du tarif des douanes à l'importation et à l'exportation (loi du 18 avril 1857), n° 4484, p. 657. — Ouverture du port de Rouen à l'importation des cotons filés, n° 4501, p. 694. — Fixation des droits à l'importation du soufre, n° 4549, p. 854. — Ouverture du bureau des douanes de Jeumont (Nord), à l'entrée des grandes peaux sèches, d'origine européenne, n° 4555, p. 865; — du bureau des douanes de Culoz (Ain), à l'importation de certaines marchandises et au transit des marchandises prohibées et non prohibées, n° 4566, p. 880. — Admission en franchise de droits d'entrée en Algérie, des mules, mulets, bœufs, vaches, etc., n° 4741, p. 1358. Voyez *Domaine*, *Entrepôts réels*, *Utilité publique*.

DROIT d'enregistrement. Voyez *Prisons*.

DROIT de transmission de titres, etc. Voyez *Budgets*.

DUNES. Autorisation à l'administration des travaux publics d'occuper, pour en effectuer l'ensemencement et la fixation, de terrains composant la lête sablonneuse du Lédon, commune du Porge (Gironde), n° 4297, p. 110.

E

Eaux thermales. Voyez *Établissement thermal*.

ÉCHANGES d'immeubles. Voyez *Domaine*.

ÉCOLE supérieure de pharmacie. Constitution de la chaire de physique sous le titre de chaire de physique appliquée à la pharmacie, n° 4256, p. 18.

ÉCOLES préparatoires de médecine et de pharmacie. Réorganisation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Marseille, n° 4252, p. 11; — de Lille, n° 4253, p. 12. — Création d'une chaire spéciale d'hygiène dans l'école préparatoire de Toulouse, n° 4749, p. 1365.

Écoles secondaires ecclésiastiques. Établissement d'une école secondaire ecclésiastique dans la ville de Mayenne, n° 4278, p. 57.

EMPRUNT grec. Voyez *Ministère des finances*.

EMPRUNTS. Sont autorisés, le département de Maine-et-Loire à faire un prêt sur l'emprunt à réaliser en vertu de la loi du 14 mai 1856, pour l'entretien des routes départementales (loi du 16 mars 1857), n° 4403, p. 397; — le département de la Mayenne, à contracter un emprunt pour le paiement de la subvention relative aux travaux de la canalisation de la Mayenne et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt (loi du 16 mars 1857), n° 4404, p. 399; — le département de l'Ain, à contracter un emprunt pour l'achèvement de l'hôtel de ville de Bourg et de la prison de Trévoux, et des travaux aux édifices départementaux et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt (loi du 4 avril 1857), n° 4437, p. 591; — le département du Var, à contracter un emprunt applicable aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville de Colmar, à contracter un emprunt pour la construction d'écoles de filles et de salles d'asile, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt (lois du 4 avril 1857), n° 4446 et 4447, p. 605 à 607; — le département des Basses-Alpes, à contracter un emprunt pour achèvement des routes départementales, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt (loi du 29 avril 1857), n° 4506, p. 703; — le département de l'Oise, à contracter un emprunt applicable à la construction de la prison de Beauvais, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville d'Épernay, à contracter un emprunt pour le paiement des travaux de pavage; la ville de Mâcon, à contracter un emprunt pour le paiement des travaux d'installation de la succursale du dépôt de remonte de Guéret dans les bâtiments communaux, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt (lois du 29 avril 1857), n° 4510 à 4512, p. 709 à 713. — Le département de la Corrèze, à contracter un emprunt pour travaux d'achèvement des routes départementales, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt (loi du 19 mai 1857), n° 4537, p. 836; — la ville de Marseille, à contracter un emprunt pour l'extinction d'une partie de ses dettes (loi du 30 mai 1857), n° 4579, p. 920; — le département du Doubs, à contracter un emprunt pour amélioration des routes départementales, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; le département de la Gironde, à contracter un emprunt pour travaux du palais de justice de Bazas, de la prison de Bordeaux et de l'hôtel de la préfecture, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt (lois du 30 mai 1857), n° 4584 et 4585, p. 928 et 929; — le département de Loir-et-Cher, à contracter un emprunt pour l'entretien des routes départementales; le département de la Loire, à contracter un emprunt pour travaux du palais de justice, de la caserne de gendarmerie et de la prison de Saint-Étienne, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt (lois du 30 mai 1857), n° 4588 et 4589, p. 934 et 936; — le département des Basses-Pyrénées, à contracter un emprunt pour la construction d'une prison à Pau, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; le département de la Seine-Inférieure, à contracter un emprunt pour solde de déficit de diverses entreprises, et

pour venir en aide aux indigents, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt (lois du 30 mai 1857), n° 4593 et 4594, p. 942 à 944; — le département de la Nièvre, à contracter un emprunt pour achèvement de bâtiments départementaux; la ville d'Angers, à contracter un emprunt pour couvrir un déficit au budget supplémentaire de 1856 et achever des travaux de distribution des eaux de la Loire; la ville de Dôle, à contracter un emprunt pour paiement de travaux d'ouverture d'une rue conduisant à la gare du chemin de fer; la ville d'Elbeuf, à contracter un emprunt pour divers travaux d'utilité publique, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville de Laon, pour le changement d'emplacement de la station et l'établissement de deux chemins d'accès à la gare du chemin de fer, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville de Laval, pour divers travaux, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville de Limoges, à contracter un emprunt pour la construction d'une caserne d'infanterie, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville de Lorient, à contracter un emprunt pour l'établissement d'une conduite d'eau et le paiement de diverses dépenses d'utilité communale, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville de Tarbes, à contracter un emprunt pour paiement de ses dettes (lois du 1^{er} juin 1857), n° 4606, 4608, 4610 à 4615 et 4618, p. 955, 958, 961 à 970 et 974; — le département de Seine-et-Oise, à contracter un emprunt pour travaux et acquisitions relatifs à l'amélioration des routes départementales, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville de Bayonne, à contracter un emprunt pour divers travaux d'utilité communale; la ville de Libourne, à contracter un emprunt pour couvrir le déficit du budget supplémentaire de 1856, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville de Rouen, à contracter un emprunt pour paiement d'une subvention en vue de l'exécution du chemin de fer d'embranchement de Serquigny à Rouen, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt (lois du 3 juin 1857), n° 4631 à 4634, p. 1008 à 1013; — la ville de Nancy, à contracter un emprunt pour frais de construction et d'ameublement d'un édifice affecté au service de l'académie et des facultés établies à Nancy, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt (loi du 1^{er} juin 1857), n° 4642, p. 1036; le département de l'Ardeche, à contracter un emprunt pour travaux aux routes départementales (loi du 6 juin 1857), n° 4644, p. 1039; le département du Morbihan, à contracter des emprunts pour travaux aux routes départementales, aux chemins vicinaux de grande communication, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de ces emprunts; le département du Puy-de-Dôme, pour travaux aux chemins vicinaux de grande communication et, au besoin, aux chemins vicinaux, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville d'Agen, à contracter un emprunt destiné à la création d'un boulevard, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt (lois du 6 juin 1857), n° 4648 à 4650, p. 1046 à 1050; — la ville de Bayeux (Calvados), à contracter un emprunt pour diverses dépenses d'utilité publique, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville de Cahors, à contracter un emprunt pour l'établissement d'un abattoir public; la ville du Havre, à con-

tracter un emprunt pour divers travaux d'utilité publique, et à proroger une imposition extraordinaire pour le remboursement de cet emprunt (loi du 6 juin 1857), n° 4652 à 4654, p. 1053 à 1057; — la ville de Metz, à contracter un emprunt pour l'établissement d'une nouvelle distribution d'eau, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville de Montpellier, à contracter un emprunt pour divers travaux dans la ville (lois du 6 juin 1857), n° 4656 et 4657, p. 1060 à 1062; — la ville de Fontainebleau, à contracter un emprunt pour l'établissement d'un abattoir public (loi du 6 juin 1857), n° 4672, p. 1213; — le département du Lot, à contracter un emprunt pour la construction du palais de justice de Cahors, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt (loi du 19 juin 1857), n° 4687, p. 1246; — la ville d'Aix, à contracter un emprunt pour le paiement de la subvention promise à la compagnie du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée; la ville d'Alais, à contracter un emprunt pour l'acquittement de ses dettes; la ville d'Angoulême, à contracter un emprunt pour la construction d'un hôtel de ville et l'établissement d'un boulevard, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville de Bourges, à contracter un emprunt pour couvrir le déficit du budget supplémentaire de l'exercice 1856; la ville de Caen, à contracter un emprunt pour solde d'une subvention et pour divers travaux, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville de Nantes, à contracter un emprunt pour l'agrandissement du Jardin des Plantes, la construction d'un quartier de cavalerie et pour couvrir le déficit du budget supplémentaire de l'exercice 1856, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la ville de Rouen, à contracter un emprunt pour la construction d'un entrepôt réel des douanes, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt; la même ville, à contracter un emprunt pour éteindre les dettes arriérées des hospices (lois du 19 juin 1857), n° 4691 à 4698, p. 1252 à 1264. Voyez *Impôts extraordinaires*.

ENREGISTREMENT. Voyez *Budgets*.

ENTREPÔTS réels. Un entrepôt réel des sucres indigènes est accordé à la ville de Saint-Quentin, n° 4414, p. 425. — Un entrepôt réel et général de sels est accordé au port de Tréguier (Côtes-du-Nord), n° 4519, p. 820. Voyez *Douanes*.

ENTREPRENEURS de bâtiments. Voyez *Comptoir (Sous-)*.

ERRATA. Bulletin des lois, x^e série n° 503, article 13 du décret du 2 mars 1852, p. 705, vingt et unième et vingt deuxième ligne, rectification d'un mot. Voir l'errata p. 426. — Bulletin 501, rectification au tableau des circonscriptions électorales de la Seine, voir l'errata, p. 1228.

ÉTABLISSEMENTS thermaux. Autorisation de concéder l'exploitation des sources et de l'établissement thermal de Plombières (loi du 6 juin 1857), n° 4623, p. 982.

ÉTAT-MAJOR général. Voyez *Armée de terre et de mer*.

ÉVÊCHÉS. Voyez *Bulles d'institution canonique*.

ÉVÊQUES. Déclaration d'abus dans plusieurs actes de l'administration de l'évêque de Moulins et suppression desdits actes, n° 4470, p. 637. Voyez *Décrets pontificaux*.

EXPORTATION. Voyez *Algérie, Douanes*.

EXTRADITION. Voyez *Convention*.

F

FABRIQUES. Voyez *Marques de fabrique et de commerce.*

FARINES. Voyez *Grains.*

FORÊTS. Dispenses d'âge nécessaires pour procéder légalement à toutes les opérations de la compétence des agents forestiers accordées à trente gardes généraux stagiaires, n° 4271, p. 39.

FROMENT. Voyez *Grains.*

G

GARDES généraux stagiaires. Voyez *Forêts.*

GENDARMERIE. Voyez *Colonies.*

GISEMENTS aurifères. Voyez *Colonies.*

GRAINS. Tableau du prix de l'hectolitre de froment pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation des grains et farines, arrêté le 27 janvier 1857, n° 4309, p. 121; — même tableau arrêté le 26 février 1857, n° 4360, p. 341; — même tableau arrêté le 28 mars 1857, n° 4416, p. 427; — même tableau arrêté le 24 avril, n° 4485, p. 671; — même tableau arrêté le 27 mai 1857, n° 4556, p. 867; — même tableau arrêté le 26 juin 1857, n° 4729, p. 1345.

H

HIPPODROME. Voyez *Utilité publique.*

HUISSIERS. Voyez *Cours et tribunaux.*

I

IMPORTATION. Voyez *Douanes.*

IMPOSITIONS extraordinaires. Sont autorisés à s'imposer extraordinairement : le département de la Corse, pour le service des intérêts et l'amortissement d'un emprunt pour achèvement et amélioration des chemins vicinaux de grande communication et pour venir en aide aux communes pour l'achèvement des chemins vicinaux (loi du 16 mars 1857), n° 4402, p. 396; — le département de Saône-et-Loire, pour achèvement et amélioration des routes départementales et travaux aux chemins vicinaux de grande communication (loi du 16 mars 1857), n° 4405, p. 400; — le département de l'Ain, pour l'achèvement des chemins vicinaux de grande communication, pour venir en aide aux communes et pour l'amélioration de leurs chemins vicinaux; le département de l'Aisne, pour travaux d'amélioration et de

rechargement des routes départementales; le département du Finistère, pour l'achèvement des chemins vicinaux de grande communication; le département de la Haute-Loire, pour achèvement et amélioration des routes départementales (lois du 4 avril 1857), n° 4438 à 4441, p. 593 à 598; — le département de la Lozère, à faire un prélèvement, sur l'imposition extraordinaire créée par la loi du 28 juin 1856, pour travaux aux chemins vicinaux de grande communication (loi du 4 avril 1857), n° 4442, p. 599; — à s'imposer extraordinairement : le département de la Moselle, pour l'amélioration des routes départementales; le département du Pas-de-Calais, pour venir en aide aux communes, et pour la construction de leurs chemins vicinaux; le département des Deux-Sèvres, pour l'achèvement de la prison de Bressuire (lois du 4 avril 1857), n° 4443 à 4445, p. 601 à 604; — le département d'Eure-et-Loir, pour la reconstruction de l'hôtel de sous-préfecture de Dreux, et les travaux d'appropriation du tribunal civil et de la sous-préfecture de Châteaudun; le département de l'Hérault, pour achèvement et amélioration des routes départementales et des chemins vicinaux de grande communication; le département du Loiret, pour le service de l'instruction primaire et les grosses réparations et améliorations des routes départementales (lois du 29 avril 1857), n° 4507 à 4509, p. 705 à 708; — le département de l'Isère, pour le service de l'instruction primaire; le département de l'Oise, pour amélioration des routes départementales, restauration des chemins vicinaux de grande communication, et pour aider les communes à achever leurs chemins vicinaux (lois du 29 avril 1857), n° 4524 et 4525, p. 823 et 824; — le département du Bas-Rhin, pour amélioration et travaux neufs des routes départementales; la ville de Tourcoing, pour la construction d'un bâtiment destiné aux écoles de filles, et l'établissement d'aqueducs et des travaux de pavage (lois du 19 mai 1857), n° 4538 et 4539, p. 838 et 839; — le département de l'Aube, pour travaux aux routes départementales, aux lignes vicinales de grande communication, et venir en aide aux communes pour leurs chemins vicinaux; le département des Bouches-du-Rhône, pour solder le déficit de ses budgets; le même département, pour la construction d'un palais de justice à Marseille; le département du Cher, pour paiement des dettes afférentes au service des chemins vicinaux de grande communication (lois du 30 mai 1857), n° 4580 à 4583, p. 922 à 926; — le département de l'Hérault, pour le service de l'instruction primaire; le département de l'Isère, pour acquisition et appropriation des bâtiments occupés par l'école normale primaire de Grenoble (lois du 30 mai 1857), n° 4586 et 4587, p. 931 à 933; — le département de la Manche, pour amélioration aux routes départementales; le même département, pour le service de l'instruction primaire; le département de l'Orne, pour paiement de l'acquisition et de l'appropriation d'un terrain et de bâtiments nécessaires à l'agrandissement de l'asile départemental des aliénés (lois du 30 mai 1857), n° 4590 à 4592, p. 938 à 940; — le département de Vaucluse, pour achèvement et amélioration des routes départementales (loi du 1^{er} juin 1857), n° 4607, p. 957; — la ville de Châlons (Marne), pour paiement d'une partie de ses dettes (loi du 1^{er} juin 1857), p. 960; — la ville de Mulhouse, pour divers travaux; la ville de Saint-Denis, pour l'élargissement de la rue de la Chevalerie (lois du 1^{er} juin 1857), n° 4616 et 4617, p. 971 à 973; — le département de l'Aube, pour acquisition, construction et amélioration des édifices départementaux; le département des Côtes-du-Nord, pour la reconstruction du palais de justice

de Saint-Brieuc; le département du Gers, pour les études d'amélioration du régime des cours d'eau dans le département (lois du 3 juin 1857), n° 4528 à 4630, p. 1003 à 1007; — le département des Basses-Pyrénées, à s'imposer extraordinairement pour travaux aux routes départementales et aux chemins vicinaux de grande communication, et à appliquer aux encouragements votés en faveur de l'agriculture, pour 1857, le montant des fonds restés sans emploi sur l'imposition extraordinaire créée par la loi du 3 juillet 1846 (loi du 30 mai 1857), n° 4641, p. 1034; — le département de la Haute-Garonne, à faire un prélèvement sur le montant de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 8 juillet 1852 pour travaux divers et secours (loi du 3 juin 1857), n° 4643, p. 1038; — le département de l'Ariège, à faire un prélèvement sur l'imposition extraordinaire créée par la loi du 30 mai 1854 pour travaux relatifs à l'asile départemental des aliénés de Saint-Lizier; le département de la Drôme, à s'imposer extraordinairement pour travaux aux routes départementales et à des bâtiments départementaux; le département des Landes, pour travaux aux routes départementales, aux chemins vicinaux de grande communication et pour des études ayant pour objet l'amélioration du régime des cours d'eau (lois du 6 juin 1857), n° 4645 à 4647, p. 1041 à 1044; — la ville de Bagnolles, pour l'acquittement des dettes communales (loi du 6 juin 1857), n° 4651, p. 1052; — la ville de Meaux, pour venir en aide aux ouvriers nécessiteux (loi du 6 juin 1857), n° 4655, p. 1059; — le département de l'Eure, pour construction et restauration du bâtiment des archives départementales et des prisons de Bernay et des Andelys (loi du 19 juin 1857), n° 4686, p. 1244; — le département de la Meuse, pour agrandissement et restauration de la prison de Bar-le-Duc; le département de Seine-et-Marne, pour le service des chemins vicinaux de grande communication; le département de la Somme, pour acquisition et pour travaux de construction et d'appropriation nécessaires à une nouvelle installation de la sous-préfecture et du tribunal civil de Péronne (lois du 19 juin 1857), n° 4688 à 4690, p. 1247 à 1251. Voyez *Emprunt*.

INGÉNIEURS des ponts et chaussées et des mines. Voyez *Ponts et chaussées et mines*.
INONDATIONS de 1856. Voyez *Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics*.

INSCRIPTION maritime. Les mécaniciens, chauffeurs et autres individus employés au service des machines à vapeur des bâtiments de mer seront compris dans l'inscription maritime, n° 4372, p. 359.

INSTITUTION primaire. Voyez *Caisse spéciale d'épargne*.

INSTRUCTION primaire. Règlement définitif des recettes et des dépenses de l'instruction primaire, à la charge des départements, pour l'exercice 1855, n° 4254, p. 14.

INTÉRIM. M. *Abbatucci*, ministre de la justice, est chargé de l'intérim du ministère d'état et de la Maison de l'Empereur, n° 4750, p. 1366; — cessation de cet intérim, n° 4753, p. 1368.

J

JOURNAL des savants. L'administration du Journal des Savants est placée dans

les attributions du ministre de l'instruction publique et des cultes, n° 4747, p. 1363.

JUSTICE. Voyez *Colonies*.

L

LANDES de Gascogne. Dispositions relatives à l'assainissement et à la mise en culture des landes de Gascogne (loi du 19 juin 1857), n° 4684, p. 1240.

LEGS et dons. Autorisation à l'académie française de l'Institut impérial de France d'accepter les legs faits par M. *Edmond Halphen*, pour être affectés à des prix, n° 4267, p. 38.

LIGNES télégraphiques. Dispositions relatives au personnel de l'administration des lignes télégraphiques, n° 4353, p. 335. — Approbation de la Convention additionnelle intervenue, le 8 mai 1857, entre le Ministre de l'intérieur et M. *Brett*, pour l'exécution de la ligne télégraphique de France en Algérie, n° 4674, p. 1222.

LYCÉES impériaux. Indemnité, pour l'année 1857, aux professeurs adjoints et aux chargés de cours dans les lycées impériaux, n° 4259, p. 23. — Fondation à perpétuité dans le lycée impérial de Colmar de trois bourses entières, n° 4265, p. 38. — Modification de la répartition des bourses entretenues par la ville de Nantes, dans son lycée impérial, n° 4266, p. 38. — Sont autorisés à fonder dans leurs lycées impériaux, la ville de Bourg cinq bourses, et le département de l'Ain six bourses; la ville de Carcassonne cinq bourses, et le département de l'Aude cinq bourses; la ville de Pau six bourses, n° 4596 à 4598, p. 947.

M

MAISON de retraite de la Grande-Chartreuse. Dispositions concernant cette maison de retraite, n° 4721, p. 1336.

MANUFACTURES. Voyez *Chambre consultative*.

MARCHÉS. Voyez *Prisons*.

MARINE marchande. Voyez *Bâtiments de commerce*.

MARQUES de fabrique et de commerce. Dispositions concernant les marques de fabrique et de commerce (loi du 23 juin 1857), n° 4720, p. 1331.

MÉCANICIENS. Voyez *Inscription maritime*.

MÉDECINE. Voyez *Écoles préparatoires*.

MERCURIALE. Voyez *Grains*.

MESSAGERIES impériales. Approbation de la Convention passée, le 29 mai 1857, entre le Ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, n° 4663, p. 1193.

MINÉRAI de cuivre. Voyez *Algérie*.

MINES. Voyez *Ponts et chaussées*.

MINISTÈRE des affaires étrangères. Virement de crédit au budget de l'exercice 1856, n° 4248, p. 4. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, pour les frais de location de l'hôtel affecté à l'habitation de l'ambassadeur de la Sublime-Porte à Paris, n° 4374, p. 367. — Crédit extraordinaire, sur

l'exercice 1857, pour l'acquisition du tombeau et de l'habitation de l'Empereur Napoléon I^{er}, à Sainte-Hélène (loi du 6 juin 1857), n° 4624, p. 997. Voyez *Bons du trésor, Budgets, Crédits, Pensions civiles*.

MINISTÈRE de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Crédit sur les fonds de 1856, représentant les sommes versées au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1856, n° 4339, p. 313. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, applicable aux travaux entrepris pour la réparation des dommages causés par les inondations de 1856, n° 4342, p. 320. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, applicable aux dépenses d'expropriation à payer par suite de l'ouverture du boulevard de Sébastopol entre le quai et le boulevard Saint-Denis, n° 4343, p. 321. — Virements de crédits au budget, exercice 1855, n° 4451, p. 613. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, pour le service de l'exposition universelle de 1855 (loi du 6 juin 1857), n° 4626, p. 1000. Voyez *Budgets, Crédits*.

MINISTÈRE d'état. Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1856, applicable au matériel du Conseil d'état, n° 4321, p. 141. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, pour les dépenses de la collection et de la publication de la correspondance de l'Empereur Napoléon I^{er}, n° 4322, p. 142. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, applicable au palais de l'Industrie, n° 4323, p. 143. — Virement de crédit au budget de l'exercice 1856, n° 4340, p. 318. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, applicable au château de Saverne, n° 4341, p. 319. Voyez *Budgets, Crédits*.

MINISTÈRE des finances. Virement de crédit au budget de l'exercice 1856, n° 4261, p. 33. — Crédits supplémentaires, sur l'exercice 1856, pour divers services, n° 4262, p. 34, et n° 4263, p. 35; — sur l'exercice 1857, n° 4280, p. 59. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, pour divers services, n° 4281, p. 60. — Virements de crédits au budget de l'exercice 1855, n° 4285, p. 68. — Crédit supplémentaire pour une créance constatée sur un exercice clos, n° 4286, p. 71. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, pour le service de l'emprunt grec, n° 4326, p. 146. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, pour la refonte des monnaies de cuivre, n° 4327, p. 147. — Crédits extraordinaires, sur les exercices 1856 et 1857, pour le paiement de la dotation du maréchal Péliissier, duc de Malakoff (loi du 25 mai 1857), n° 4551, p. 859. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1857, pour complément d'indemnités aux députés, n° 4659, p. 1066. Voyez *Budgets, Contributions, Crédits*.

MINISTÈRE de la guerre. Crédits extraordinaires applicables à divers chapitres, sur l'exercice 1856, n° 4313, p. 127; — sur l'exercice 1857, n° 4348, p. 328; — sur l'exercice 1855, n° 4351, p. 333; — sur l'exercice 1856, n° 4352, p. 334. — Ouverture au budget, pour l'exercice 1855, d'un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, n° 4393, p. 385. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, pour augmentation de solde des capitaines, lieutenants et sous-lieutenants, et fabrication de poudre (loi du 19 juin 1857), n° 4678, p. 1231. Voyez *Budgets, Crédits*.

MINISTÈRE de l'instruction publique et des cultes. Virement de crédit (service de l'instruction publique) au budget de l'exercice 1856, n° 4251, p. 10. — Crédit représentant les sommes versées au trésor pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1856,

- n° 4384, p. 375. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, pour acquisition et installation d'instruments d'astronomie, et aménagement du service intérieur à l'observatoire de Paris, n° 4385, p. 377. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1856, pour les dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds généraux de l'État (loi du 19 juin 1857), n° 4681, p. 1236. — Report au budget de ce ministère de la somme comprise au budget du ministère de la justice à titre d'indemnité au Journal des Savants, n° 4752, p. 1367. Voyez *Budgets, Crédits*.
- MINISTÈRE de l'intérieur.** Affectation d'un million à l'achèvement et à l'aménagement des asiles impériaux élevés à Vincennes et au Vésinet pour les ouvriers convalescents ou mutilés, n° 4279, p. 58. — Virements de crédits au budget, exercice 1855, n° 4314, p. 119. — Crédits supplémentaires et extraordinaires, sur l'exercice 1857, applicables à divers chapitres (loi du 6 juin 1857), n° 4625, p. 998. Voyez *Budgets, Crédits*.
- MINISTÈRE de la justice.** Virement de crédits au budget de l'exercice 1856, n° 4247, p. 3. Voyez *Budgets, Crédits*.
- MINISTÈRE de la marine et des colonies.** Ouverture au budget, pour l'exercice 1855 et le service de la marine, d'un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, n° 4257, p. 19. — Répartition, par subdivisions de chapitre, du crédit accordé pour les dépenses du département de la marine et des colonies pour l'exercice 1857, n° 4272, p. 41. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1856, applicable à divers chapitres, n° 4345, p. 325. — Crédit extraordinaire de 800,000 francs imputable au chapitre XIX du budget de l'exercice 1856, et annulation de pareille somme au budget du même exercice chapitre IX, n° 4346, p. 326. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1856, applicable aux dépenses des établissements pénitentiaires de la Guyane française, n° 4347, p. 327. — Crédits extraordinaires, sur l'exercice 1857, applicables à divers chapitres, n° 4349, p. 330, et 4350, p. 331. — Crédit supplémentaire pour des créances constatées, sur des exercices clos, n° 4355, p. 337. — Ouverture au budget (service colonial), pour l'exercice 1854, d'un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, n° 4371, p. 357. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, pour accroître les versements à l'ordinaire des troupes de la marine qui ne perçoivent pas de vivres en nature (loi du 25 mai 1857), n° 4552, p. 860. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1857, pour augmentation de solde des capitaines, lieutenants et sous-lieutenants des troupes de la marine (loi du 19 juin 1857), n° 4679, p. 1233. Voyez *Budgets, Crédits*.
- MONNAIE.** Voyez *Ministère des finances*.
- MUSÉUM d'histoire naturelle.** Création d'une chaire de physique végétale, n° 4476, p. 619; — La chaire de botanique prendra le titre de chaire de botanique et de physique végétale, n° 4478, p. 650.

N

- NOMINATIONS.** Voyez *Archives de l'Empire, Banque de France, Commission des pétitions, Conseil d'État, Sénat*.
- NOMS.** Sont autorisés : M. Le Drschault (François-Adrien), à ajouter à son nom celui de de Monredon, n° 4317, p. 131; — M. Guyot (Augustin-Jules), à

ajouter à son nom celui de d'Arincourt, n° 4324, p. 144; — M. Sifflet (Claude) et M. Sifflet (Eugène-Marie), à ajouter à leur nom celui de Lafaverge, n° 4344, p. 323; — M. Capelle (Jean-Eugène), à ajouter à son nom celui de de Casa-Palacio, n° 4356, p. 339; — M. Papavoine (Benjamin), à substituer à son nom celui de Gasse, n° 4357, p. 340; — M. Duflau (Pierre-Hypolite), à ajouter à son nom celui de Gilardin, n° 4415, p. 426; — MM. Connangle (Pierre-Armand) et Connangle (Louis), à ajouter à leur nom celui de Larrionay, n° 4436, p. 590; — M. Bertrand (Georges-Onesime) et M. Bertrand (Louis-Athanase), à ajouter à leur nom celui de Taillet, n° 4483, p. 655; — M. Devauchaux (Narcisse-Léopold), à ajouter à son nom celui de Baudequin, n° 4600, p. 948; — M. Franceschini (Jean-Baptiste), à ajouter à son nom celui de Pietri, n° 4638, p. 1020; — M. Roch (Denys), à ajouter à son nom celui de Brault, n° 4670, p. 1209; — MM. Farges (Charles), Farges (Charles-Louis-Ernest) et Farges (Albert-Henri), à faire précéder leur nom de celui de Blanchard; M. Convert (Antoine-Louis-Étienne), à ajouter à son nom celui de Lanauroi, n° 4715 et 4716, p. 1283 et 1284; — M. Trompette (Joseph), à substituer à son nom celui de Durtray, n° 4728, p. 1344.

O

OCTROIS. Sont autorisées les perceptions de surtaxes à l'octroi de Lyon; à l'octroi de Steenvoorde (Nord) (lois du 1^{er} juin 1857), n° 4604 et 4605, p. 952 et 953; — à l'octroi de Lambazellec (Finistère) (loi du 3 juin 1857), n° 4635, p. 1015; — aux octrois de Rouen, de Laon, de Pont-Croix, de Saint-Pol-de-Léon (lois du 19 juin 1857), n° 4699 à 4702, p. 1266 à 1270.

ŒUVRES d'art et d'esprit. Voyez *Douanes*.

ORGANISATION judiciaire. Voyez *Colonies*.

OUVRAGES d'art et d'esprit. Voyez *Douanes*.

OUVRAGES d'or et d'argent. Voyez *Bureaux de garantie*.

OUVRIERS convalescents ou malades. Voyez *Ministère de l'intérieur*.

P

PALAIS de l'Industrie. Rachat, par l'État, du palais de l'Industrie (loi du 6 juin 1857), n° 4639, p. 1021. Voyez *Ministère d'état*.

PAQUEBOTS à vapeur. Voyez *Postes*.

PATENTES. Voyez *Budgets*.

PEAUX brutes sèches (Grandes). Voyez *Douanes*.

PÊCHERIES de Terre-Neuve. Voyez *Conventions*.

PENSIONS civiles. Fixation pour l'année 1857 du crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853, n° 4474, p. 647.

PHARMACIE. Voyez *Écoles préparatoires; École supérieure*.

PLACES de guerre et Postes militaires. Homologation des plans de délimitation et des procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications des places de guerre et postes militaires y désignés, n° 4469, p. 636. — Classement,

comme ouvrage définitif faisant partie intégrante de la place de Lorient, de la nouvelle enceinte établie pour couvrir le chantier de Caudan, n° 4479, p. 651. — Homologation des plans de délimitation et des procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications des places de guerre et postes militaires y désignés, n° 4541, p. 842. Voyez *Algérie*.

PONTS. Fixation de la durée du péage à percevoir sur les ponts communaux d'Isles-les-Villenoy (Seine-et-Marne), de Noyen et de la Tourbe, même département, n° 4710 à 4712, p. 1282. Voyez *Utilité publique*.

PONTS et chaussées et mines. Dispositions relatives aux congés illimités des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, n° 4467, p. 633. Voyez *Domaine*.

POPULATION de l'Empire. Sont déclarés authentiques, pendant cinq ans à partir du 1^{er} janvier 1857, les tableaux de la population de l'Empire, n° 4336, p. 157.

POSTES. Modification du décret du 3 décembre 1856 relatif aux correspondances originaires ou à destination des bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte, n° 4431, p. 574. — Autorisation au ministre des finances de s'engager, au nom de l'État, au paiement d'une subvention pour l'exploitation de trois lignes de correspondances, au moyen de paquebots à vapeur, entre la France et l'Amérique (loi du 17 juin 1857), n° 4664, p. 1201. Voyez *Conventions*.

POSTES militaires. Voyez *Algérie*, *Places de guerre*.

PRISONS. Les adjudications et marchés de toute nature relatifs au travail dans les prisons sont soumis à un droit fixe d'enregistrement de deux francs (loi du 6 juin 1857), n° 4627, p. 1002.

PROMENADES. Voyez *Utilité publique*.

PRUD'HOMMES. Voyez *Conseils de prud'hommes*.

R

RIZ. Voyez *Distillation*.

ROUTES et chemins. Classement, parmi les routes départementales du Cantal, sous le n° 10, d'une partie du chemin de grande communication n° 1, entre Saint-Flour et Nussargues, n° 4292, p. 109. — Rectification de la route départementale des Bouches-du-Rhône n° 14, entre Pélissanne et Salon; de la route départementale de la Gironde n° 12, entre la route départementale n° 20 et le village de Donin; de la route départementale de la Loire et du Rhône, par le val de la Brevenne; de la route départementale des Vosges n° 2, dans la côte de la Rouille, n° 4298, 4300 à 4302, p. 110 et 111. — Déclassement de la route départementale de Loir-et-Cher, n° 11, d'Oucques à Châteaudun; rectification de la route départementale de la Charente-Inférieure n° 9, dans la traverse de Puilboreau, n° 4303 et 4304, p. 112; — de la route départementale du Gard n° 21, entre le pont de Malcap et les avenues du pont Saint-Victor, n° 4306, p. 118; — de la route départementale de la Dordogne n° 1, dans la traverse de Sarlat, n° 4308, p. 119. — Autorisation au département du Doubs de percevoir un péage sur la partie rectifiée de la route départementale n° 10, et tarif des droits à percevoir, n° 4333, p. 150. — Rectification de la route impériale n° 112, d'Agde à Toulouse dans la côte de Verfeil (Haute-Garonne);

de la route impériale n° 37, de Château-Thierry à Béthune, dans la côte de la Glacière (Aisne); de la route impériale n° 86, de Lyon à Beaunoir, entre les deux parties neuves de Beauchastel et du Pouzin (Ardèche), n° 4391, 4392 et 4394, p. 382 et 383. — La partie délaissée de la route impériale n° 85, dans la traverse de Barrême, est annexée à la route départementale des Basses-Alpes n° 11, de Digne à Entrevaux, n° 4418, p. 429. — Rectification de la route départementale de la Gironde n° 2, entre Saint-André-du-Bois et Sauveterre; de la route départementale de la Gironde n° 14, à la sortie de la traverse de Talais; de la rampe de Courcuyac, route départementale de la Gironde n° 9, n° 4419 à 4421, p. 429 et 430; — des coudes de Lafitte, route départementale de la Gironde n° 18, de Bordeaux à Lesparre; de la route départementale de l'Ardèche n° 11, entre le col des Avelos et la partie neuve du pont de Grandzon; de la route départementale de l'Ardèche n° 21, entre les ponts du Sauzet et d'Eysac; de la route départementale de la Creuse n° 8, entre Aubusson et Chambon, n° 4423 à 4426, p. 568 et 569; — de la route départementale de l'Ain n° 5, dans les côtes de Cerveyrieu, n° 4520, p. 821; — de la route départementale d'Ille-et-Vilaine n° 3, à l'entrée de la Guerche; de la route départementale d'Ille-et-Vilaine n° 4, dans les côtes de Becherel; de la route départementale de l'Ain n° 9, entre Guereins et le pont de Lurey, n° 4527 à 4529, p. 827. — Classement de la communication établie entre Gransac et Saint-Christophe, comme prolongement de la route départementale de l'Aveyron n° 11, n° 4533, p. 829. — Classement, parmi les routes départementales d'Ille-et-Vilaine, sous le n° 2, du chemin de grande communication n° 29, de Dol à Saint-Servan, n° 4574, p. 913. — Rectification de la route impériale n° 147, de Limoges à Saumur, dans les côtes de Mirebeau, n° 4576, p. 913.

S

SALLES d'asile. Voyez *caisse spéciale d'épargne*.

SECOURS viagers à d'anciens militaires de la République et de l'Empire. Voyez *Budgets*.

SEL. Voyez *Donanes*.

SÉNAT. Convocation du Sénat et du Corps législatif, n° 4245, p. 1. — Nomination de dix sénateurs, n° 4669, p. 1208. — Clôture de la session du sénat ouverte le 16 février 1857, n° 4751, p. 1366.

SÉNATUS-CONSULTES. Modification de l'article 35 de la Constitution, n° 4550, p. 857. — Autorisation de plusieurs échanges du domaine de la couronne, n° 4717, p. 1285.

SERVICES maritimes. Voyez *Messageries impériales*.

SERVICES spéciaux. Voyez *Budgets*.

SERVITUDES militaires. Voyez *Places de guerre*.

SOCIÉTÉS anonymes et autres associations commerciales, etc. Les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières, légalement constituées en Belgique, sont autorisées à exercer leurs droits en France (loi du 30 mai 1857), n° 4578, p. 919. Voyez *Colonies*.

SŒURS. Autorisation pour la fondation d'un établissement de sœurs de Saint-Joseph, à Saint-Genis-l'Argentière (Rhône); de sœurs de Saint-François

d'Assises, à Ozolles (Saône-et-Loire); de sœurs de la Charité, à Vautors (Mayenne); de sœurs de Saint-Joseph, à Salles (Hautes-Pyrénées), n° 4273 à 4276, p. 51 à 55; — de sœurs de la Sainte-Famille, à Andrehem (Pas-de-Calais); de sœurs de Notre-Dame, à Bois-les-Pagnies (Aisne); de sœurs de Saint-Charles, à Cuiseaux (Saône-et-Loire), n° 4310 à 4312, p. 123 à 126; — de sœurs de la Divine Providence, à Lalobbe (Ardennes); de sœurs de l'Immaculée-Conception, à Valence-sur-Baise (Gers); de sœurs de la Providence, à Blessy (Pas-de-Calais); de sœurs de l'Éducation-Chrétienne, à Lons (Nord), n° 4361 à 4364, p. 343 à 348; — de filles de Jésus, à Napoléonville; de sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus, à Auppegard (Seine-Inférieure), n° 4367 et 4368, p. 352 et 353; — de sœurs de la Providence, à Amanlis (Ille-et-Vilaine), n° 4373, p. 365; de sœurs de la Charité, à Lons-le-Saunier; de sœurs du Sauveur et de la Sainte-Vierge, à Ahun (Creuse); de sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours, à Arcis-sur-Aube; de sœurs de Saint-Joseph, à Chaussan (Rhône); de sœurs de Saint-Joseph, à la Pacaudière (Loire); de sœurs de l'Instruction-Chrétienne, à Beaufort (Maine-et-Loire); de sœurs de l'Instruction-Chrétienne dite *de la Providence*, à Ricey-Bas (Aube); de Sœurs de Saint-Charles, à Grigny (Rhône); de sœurs de la Charité dites *filles du Saint-Esprit*, à Taulé (Finistère); de dames la Sainte-Union, à Saint-Aubert (Nord), n° 4455 à 4464, p. 619 à 629; de sœurs de Notre-Dame-du-Bon-Pasteur, à Arles, n° 4466, p. 632; de sœurs de la Présentation de la Sainte-Vierge, à Leynhac (Cantal), n° 4468, p. 634; de sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, à Louhans (Saône-et-Loire); de sœurs de la Sainte-Famille, à Bonningues-les-Ardres (Pas-de-Calais); de filles de la Croix dites *de Saint-André*, à Sare (Basses-Pyrénées); de petites sœurs des Pauvres, à Saint-Omer; de sœurs de la Providence, à Pacy-sur-Eure; de sœurs de la Providence, à Molemes (Côte-d'Or); de filles de la Sagesse, à Breignolles (Vendée), n° 4486 à 4492, p. 675 à 682; — de petites sœurs des Pauvres, à Marseille; de sœurs de Saint-Joseph, à Saint-Haon-le-Châtel (Loire); à Fontainebleau (Seine-et-Marne); de sœurs de la Charité, à Montargis (Loiret), n° 4542 à 4545, p. 843 à 846; — de sœurs de la Providence, à Amiens (Somme), n° 4547, p. 849; de sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, au Vigan, (Gard); de sœurs de Marie-Joseph, à Alençon (Orne); de sœurs de Saint-Joseph, à Estrées-Saint-Denis (Oise); d'Ursulines-de-Jésus, à Saint-Jean-du-Bruel (Aveyron); de huit établissements de sœurs de Sainte-Marie-de-la-Providence dans les départements de la Charente-Inférieure et de la Vienne; d'un établissement de petites sœurs des Pauvres, à la Rochelle (Charente-Inférieure), n° 4730 à 4736, p. 1347 à 1353; — de sœurs de la Miséricorde, à Argentan (Orne); de sœurs de l'Instruction Chrétienne, à Anetz (Loire-inférieure); de sœurs de Sainte-Marthie, à Cahuzac (Lot-et-Garonne), n° 4738 à 4740, p. 1355 à 1357.

Voyez associations religieuses.

SOUFRE. Voyez Douars.

SOURCES. Voyez Établissement thermal.

STATUE. Statue en bronze élevée à Gay-Lussac, dans la ville de Paris, n° 4386, p. 378.

SUBVENTIONS. Voyez Travaux.

SUCCESSALES de la Banque. Voyez Banque de France.

SUGARS. Voyez Entrepôts réels.

T

TARIFS. Voyez *Bacs, Douanes, Ponts, Utilité publique.*

TAXES d'arrosages. Voyez *Budgets.*

TIMBRE spécial. Voyez *budgets.*

TRAITÉS d'amitié et de commerce. Promulgation du traité d'amitié et de commerce conclu le 12 juillet 1855, entre la France et la Perse, n° 4338, p. 309; — du traité conclu le 26 mai 1857, pour régler la situation politique de l'état de Neuchâtel, n° 4668, p. 1205.

TRAVAUX. Fixation de la subvention à fournir par l'État pour l'ouverture du boulevard de Sébastopol et les autres travaux déclarés d'utilité publique par le décret du 11 août 1855 (loi du 19 juin 1857), n° 4682, p. 1237. — Voyez *Landes de Gascogne, Ponts, Utilité publique.*

TRIBUNAUX. Voyez *Cours et tribunaux.*

U

UTILITÉ publique. Sont déclarés d'utilité publique la création, par la ville de Paris, de nouvelles promenades au bois de Boulogne et d'un hippodrome d'entraînement, n° 4250, p. 9; — les travaux du détournement du ruisseau de l'Égoutier, à Toulon (Var), n° 4293, p. 109; — l'agrandissement de la gare du chemin de fer de Paris à Orléans, à Choisy (Seine), n° 4294, p. 109; — la construction d'un pont communal fixe sur l'Ardèche, à Labastide-sous-Sampzon (Ardèche), et tarif des droits de péage, n° 4514, p. 715; — la construction d'une caserne de douane sur un terrain de la commune de Saint Nazaire (Loire-Inférieure), n° 4562, p. 873; — la construction d'un pont fixe en maçonnerie, sur l'Isle, à Fournil (Dordogne), et tarif des droits de péage, n° 4675, p. 1225; d'un pont communal fixe sur l'Ouvèze, à Saint-Priest (Ardèche), n° 4726, p. 1343; — l'ouverture d'une avenue allant de la route impériale de Saint-Mandé à Charenton, au chemin de ronde de l'asile impériale de Vincennes, n° 4745, p. 1360.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES LOIS ET DÉCRETS DU TOME IX.

